



**HAL**  
open science

# Les femmes dans la sphère publique en Bolivie de la fin de la guerre du Chaco à la Révolution Nationale (1935-1952)

Maria Elvira Alvarez Gimenez

► **To cite this version:**

Maria Elvira Alvarez Gimenez. Les femmes dans la sphère publique en Bolivie de la fin de la guerre du Chaco à la Révolution Nationale (1935-1952). Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2018. Français. NNT : 2018PA01H032 . tel-03215027

**HAL Id: tel-03215027**

**<https://theses.hal.science/tel-03215027>**

Submitted on 3 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE

## ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE

**Laboratoire de recherche UMR 8168 Mondes Américains**

### THÈSE

Pour obtenir le grade de  
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE

Discipline : HISTOIRE

Présentée et soutenue par :

**Maria Elvira ALVAREZ GIMENEZ**

Le 5 décembre 2018

**Les femmes dans la sphère publique en Bolivie de  
la fin de la guerre du Chaco à la Révolution  
Nationale (1935-1952)**

**Sous la direction de :**

Mme Annick LEMPERIERE - Prof. des Universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Membres du jury :**

M. Luc CAPDEVILA - Prof. des Universités, Université de Rennes 2

Mme Véronique HEBRARD - Prof. des Universités, Université de Lille

Mme Catherine HEYMAN - Prof. des Universités, Université de Nanterre

Mme Annick LEMPERIERE - Prof. des Universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Mme Geneviève VERDO - Maître de Conférences, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne



**UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE**

**ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE**

**Laboratoire de recherche UMR 8168 Mondes Américains**

**T H È S E**

Pour obtenir le grade de  
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE

Discipline : HISTOIRE

Présentée et soutenue par :

**Maria Elvira ALVAREZ GIMENEZ**

Le 5 décembre 2018

**Les femmes dans la sphère publique en Bolivie de  
la fin de la guerre du Chaco à la Révolution  
Nationale (1935-1952)**

**Sous la direction de :**

Mme Annick LEMPERIERE - Prof. des Universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Membres du jury :**

M. Luc CAPDEVILA - Prof. des Universités, Université de Rennes 2

Mme Véronique HEBRARD - Prof. des Universités, Université de Lille

Mme Catherine HEYMAN - Prof. des Universités, Université de Nanterre

Mme Annick LEMPERIERE - Prof. des Universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Mme Geneviève VERDO - Maître de Conférences, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

À mes parents et aux protagonistes de cette histoire.

# Table des matières

<b>Table des matières .....</b>	<b>3</b>
<b>Remerciements.....</b>	<b>7</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>9</b>
<b>L'Histoire des femmes .....</b>	<b>13</b>
<b>Une perspective transnationale.....</b>	<b>17</b>
<b>Le concept de « sphère publique ».....</b>	<b>19</b>
<b>Méthodologie et sources.....</b>	<b>29</b>
<b>Choix d'exposition.....</b>	<b>34</b>
<b>Chapitre 1 : Les conditions sociales, médiatiques et spatiales d'une sphère publique en Bolivie .....</b>	<b>37</b>
<b>I) Une société hétérogène et hiérarchisée .....</b>	<b>38</b>
<b>II) Les espaces de sociabilité et de politisation .....</b>	<b>41</b>
A) Des secteurs dominants.....	41
B) Des secteurs populaires.....	43
<b>III) Les médias et la circulation des idées .....</b>	<b>45</b>
A) La portée de la presse .....	45
B) Les journaux.....	46
C) La radio .....	49
<b>Chapitre 2 : L'impact de la guerre du Chaco dans la vie des femmes .....</b>	<b>53</b>
<b>I) Les femmes dans la guerre .....</b>	<b>65</b>
A) L'impact politique, social et culturel de la guerre dans la société bolivienne.....	65
B) La participation des femmes à l'effort de guerre .....	71
C) La Croix Rouge et les infirmières de guerre.....	80
D) Des femmes visitent le front de guerre .....	86
E) Le mouvement féministe pendant la guerre... inscrit dans un mouvement féministe transnational.....	95
<b>II) Des femmes nouvelles de post-guerre.....</b>	<b>119</b>
A) Des femmes à décorer, des femmes à punir .....	119
B) Le rôle des femmes dans la solution des problèmes d'après-guerre.....	123
C) L'accès des femmes au marché du travail .....	141

D) La pré-militarisation des femmes dans les années 1940.....	154
<b>Chapitre 3 : Le mouvement féministe d'après-guerre (1936-1939).....</b>	<b>165</b>
<b>I) Un mouvement féministe qui participe des débats politiques et intellectuels de l'époque .</b>	<b>166</b>
A) La Légion Féminine d'Éducation Populaire Amérique: un féminisme socialiste.....	171
B) L'Union des Femmes d'Amérique, une organisation impliquée dans les débats intellectuels et politiques de l'époque.....	184
<b>II) L'octroi des droits civils aux femmes.....</b>	<b>195</b>
A) La situation juridique des femmes dans les années 1930.....	195
B) Les actions menées par le mouvement féministe afin d'obtenir les droits civils.....	197
C) L'octroi des droits civils aux femmes et leur non application.....	205
D) Inquiétudes natalistes.....	214
<b>III) La Convention de 1938 et le débat sur le suffrage féminin.....</b>	<b>222</b>
A) L'Assemblée Constituante de 1938.....	222
B) Le débat sur le suffrage féminin.....	226
C) Déclin du mouvement féministe, relations internationales plus ténues.....	239
<b>Chapitre 4 : Discours, politiques et actions : les femmes syndicalistes après la guerre.</b>	<b>255</b>
<b>I) Discours et politiques des secteurs dominants, autorités et hommes politiques à l'égard des femmes des classes populaires urbaines.....</b>	<b>257</b>
A) Approches à la catégorie de « cholo/a ».....	257
B) Politiques hygiénistes et tentatives d'exclusion des « cholas » de l'espace public.....	268
C) Enlever de la légitimité politique: images et discours négatifs sur les « cholas ».....	289
D) Les « cholas » comme mères de la Nation.....	299
<b>II) La politisation des femmes après la guerre et l'activisme des femmes syndicalistes.....</b>	<b>313</b>
A) La politisation des femmes après la guerre.....	313
B) Brève histoire du mouvement anarchiste en Bolivie.....	324
C) Le surgissement des syndicats de femmes anarchistes.....	329
D) Les actions des femmes syndicalistes.....	337
<b>Chapitre 5: Les femmes catholiques se politisent et se mobilisent... en défense de la famille traditionnelle et de l'ordre oligarchique.....</b>	<b>351</b>
<b>I) Le travail des femmes et la Fédération Catholique de Femmes Employées.....</b>	<b>352</b>
A) Les travail des femmes et les inquiétudes autour de la natalité.....	352
B) La Fédération Bolivienne d'Employées Catholiques et une nouvelle conception de la « femme qui travaille » en accord avec le rôle traditionnel dévolu aux femmes.....	366
<b>II) Les réformes de la Convention de 1944-45 et la défense de la famille traditionnelle par les femmes catholiques.....</b>	<b>378</b>
A) Les débats sur le Divorce Absolu.....	378
B) L'adoption du suffrage féminin pour les élections municipales.....	383

C) Les réformes dans la législation de la famille.....	401
<b>III) La participation des femmes au renversement de Gualberto Villarroel.....</b>	<b>412</b>
A) La mobilisation des catholiques et des féministes contre le gouvernement .....	412
B) La reconnaissance publique du rôle joué par les femmes dans la chute de Villarroel et la volonté de l'oligarchie de s'approprier la signification des événements.....	441
C) Les membres de l'Union Civique Féminine se rapprochent du pouvoir .....	448
<b>Chapitre 6 : La politisation des femmes durant la période du « Sexenio » (1946-1952) 455</b>	
<b>I) Une politisation croissante des femmes .....</b>	<b>456</b>
A) Des nouvelles organisations politiques féminines.....	456
B) Des nouvelles organisations de femmes à caractère international.....	460
<b>II) La première participation électorale des femmes : les élections municipales de 1947 et 1949 et les demandes d'élargissement du suffrage féminin.....</b>	<b>467</b>
A) La préparation pour les comices .....	467
B) La participation des femmes aux élections municipales et la réception de cet événement par la société .....	471
C) Les demandes d'élargissement du suffrage féminin.....	489
<b>III) Le rôle joué par les femmes lors des affrontements entre le MNR et le gouvernement ..</b>	<b>498</b>
A) Les événements de 1949.....	498
B) Les femmes du MNR.....	505
<b>Conclusion .....</b>	<b>519</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>523</b>
<b>Annexe 1 : Plan du « Chaco boréal ».....</b>	<b>523</b>
<b>Annexe 3 : Un couple se dit adieu sur les quais de la gare .....</b>	<b>524</b>
<b>Annexe 4 : Infirmières de la Croix Rouge.....</b>	<b>525</b>
<b>Annexe 5 : Livre <i>Mi visita a las trincheras y zanjias del velo</i> de Laura Graciela de la Rosa Torres .....</b>	<b>528</b>
<b>Annexe 6 : Articles de presse sur le rôle des femmes dans la guerre .....</b>	<b>535</b>
<b>Annexe 7 : Revues féministes du continent latino-américain.....</b>	<b>541</b>
<b>Annexe 8 : Documents littéraires sur la Guerre du Chaco .....</b>	<b>568</b>
1) Poème de Maria Teresa Solari aux femmes pendant la guerre du Chaco .....	568
2) « Soldados Adelante », poème écrit par la poétesse Olga Bruzzone dédié aux soldats boliviens partant à la guerre du Chaco .....	569
3) Poème d'hommage de la part d'un prisonnier de guerre aux femmes ayant visité les campements de prisonniers en octobre 1935 .....	569
3) Poème aux infirmières de guerre.....	570
<b>Annexe 9 Articles de presse sur les marchés et les cholas .....</b>	<b>572</b>
<b>Annexe 10 Poème de María Teresa Solari aux victimes de “Chuspipata” .....</b>	<b>574</b>



<b>Annexe 11 Articles de presse de María Teresa Solari.....</b>	<b>578</b>
<b>Sources.....</b>	<b>583</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>593</b>

# Remerciements

Un travail de recherche, est d'une certaine manière toujours le fruit d'un travail collectif puisque plusieurs personnes contribuent à sa réalisation.

Je tiens tout d'abord à remercier mes parents, Gonzalo Alvarez Chavez et Rosario Gimenez Olmos, qui depuis la Bolivie m'ont soutenu, encouragé et beaucoup aidé pour que je puisse mener à bien et à terme ce projet. Lors de mes séjours des recherches dans les Archives à La Paz, mon père bénéficiant du temps libre que lui donnait son statut de retraité, est venu m'aider à la tâche colossale de consultation systématique des journaux de chaque journée de 1935 à 1952 pour trouver des informations sur les femmes. Ma mère est aussi venue m'aider à cette tâche, lorsque le temps manquait pour finir mes recherches. Sans leur aide précieuse, je n'aurais pas réussi à finir mon travail d'archives en Bolivie à temps. De même, leurs encouragements et leur soutien m'ont poussé à continuer lorsque la fin me semblait trop abstraite et lointaine ; sans eux je ne serais pas en train d'écrire ces remerciements aujourd'hui.

Je tiens ensuite à remercier Annick Lempérière qui a été pendant toutes ces années une directrice de recherche extraordinaire tant par son accessibilité et sa disponibilité que par ses conseils, ses corrections et ses suggestions qui m'ont été vraiment précieux. Elle m'a aidé à réfléchir, à concevoir les choses sous une nouvelle perspective, à intégrer les réflexions de ma thèse dans le contexte plus général de l'Amérique Latine et à créer la meilleure version possible de ce travail. Elle m'a aussi soutenu et donné sa confiance pendant toutes ces années. Je la remercie vivement pour m'avoir accompagné et guidé dans le cheminement intellectuel qu'est la thèse du Doctorat.

Je tiens aussi à remercier Maxime Leroy, mon compagnon, qui avec calme, patience et amour m'a accompagné pendant ces dernières années. Il a consacré beaucoup de temps à m'aider à ce que les tournures de mes phrases ou de mes traductions sonnent le plus « françaises » possibles. En outre, sa présence à mes côtés et son soutien m'ont beaucoup aidé à continuer et à mener à terme ce travail.

Je voudrais remercier également l'organisation « Graduate Women International » qui m'a octroyé la Bourse d'Excellence « Ida Smedley Maclean » en novembre 2014 qui a financé en partie cette thèse.

Ensuite, je tiens à remercier toutes les personnes qui de diverses manières m'ont aidé pour la réalisation de ce travail: Jocelyn Olcott, Teresa Rosazza, Eduardo Diaz Romero, Alejandra Alvarez, Hector Ormachea Peñaranda, María Teresa Pérez Gueiler, Guillermo

Bedregal, Marcela Siles de Gerke, Luis Oporto Ordóñez, le personnel de tous les archives que j'ai visité et d'autres personnes que j'oublie peut-être en raison des années qui ont passé entre le début de cette thèse et aujourd'hui. Je sais qu'ils se reconnaîtront.

Enfin, je voudrais remercier l'État français, qui a financé l'intégralité de mes études supérieures en France depuis mon entrée en classes préparatoires en 2006 jusqu'à la fin de mon Doctorat aujourd'hui. Je souhaite vivement que dans le futur d'autres générations d'étudiants puissent continuer à bénéficier comme moi d'une éducation publique, gratuite et de qualité.

# Introduction

*« L'irruption d'une présence et d'une parole féminines en des lieux qui leur étaient jusque-là interdits, ou peu familiers, est une innovation du dernier demi-siècle qui change l'horizon sonore.*

*Il subsiste pourtant bien des zones muettes et, en ce qui concerne le passé, un océan de silence, lié au partage inégal des traces, de la mémoire et, plus encore, de l'Histoire, ce récit qui, si longtemps, a "oublié" les femmes, comme si, vouées à l'obscurité de la reproduction, inénarrables, elles étaient hors du temps, du moins hors événement... »*

Michelle Perrot, *Les Femmes ou les Silences de l'Histoire*.

L'époque qui va de la fin de la guerre menée contre le Paraguay, appelée Guerre du Chaco, en 1935, à la Révolution Nationale conduite par le MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire) en 1952 est une période de bouleversements majeurs pour la Bolivie au niveau politique, économique, social et culturel. Ce conflit qui aboutit à une défaite catastrophique pour le pays marqua le point de départ de l'écroulement du système de pouvoir oligarchique qui avait dominé le pays depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et qui explosa finalement avec la Révolution de 1952.

Comparable à la révolution du Mexique de 1910 (et formant donc partie des trois grandes révolutions latino-américaines : Mexique 1910, Bolivie 1952, Cuba 1959) en raison de l'ampleur des réformes réalisées, la Révolution Nationale de 1952 constitua un événement majeur dans l'histoire de la Bolivie. Trois réformes essentielles transformèrent le pays en profondeur: l'instauration du suffrage universel (juillet 1952), la nationalisation des mines (octobre 1952), et la réforme agraire (1953). Ces réformes visaient à mettre fin à un gouvernement oligarchique où seule une infime partie de la population pouvait participer aux comices étant donné que depuis 1839, et jusqu'à cette date, le suffrage avait été : direct, masculin, censitaire et restreint à ceux qui étaient alphabétisés<sup>1</sup>. Ces réformes visaient aussi à mettre fin à un système économique où 80% des exportations dépendaient des compagnies minières de trois « barons de l'étain »<sup>2</sup>, et un monde rural où la majeure partie des terres appartenaient à une toute petite minorité de grands propriétaires. La Guerre du Chaco fut le point de départ de ces transformations majeures. Ayant subi une défaite catastrophique, marquée par la perte non seulement de l'intégralité du Chaco Boréal, mais aussi par la mort

---

<sup>1</sup> Pour les élections présidentielles de 1951, sur une population de 3.019.031 habitants, seuls 204.649 électeurs étaient inscrits pour voter, c'est-à-dire 7% de la population. LEAÑO ROMAN Eduardo, *Sistemas electorales en Bolivia. La Conversión de votos del Ejecutivo y Legislativo*, Unidad de Análisis e Investigación del Area de Educación Ciudadana de la Corte Nacional Electoral, Corte Nacional Electoral, La Paz – Bolivia, 1ère édition février 2005, p. 37.

<sup>2</sup> Les « barons de l'étain » étaient les trois hommes dont les entreprises contrôlaient 80% des industries de l'étain et 80% des exportations boliviennes pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Avant 1941 leurs entreprises produisaient jusqu'à ¼ de la production totale d'étain dans le monde. Ces trois hommes étaient : Simón I. Patiño, Hirschfeld, et Aramayo. DUNKERLEY, James, *Rebelión en las venas*, Trad. Rose Marie Vargas Jastram, Plural Editores, La Paz – Bolivia, 2003.

de près de 25% des hommes mobilisés<sup>3</sup>, la Bolivie n'était plus le même pays au sortir de la guerre. Le conflit et la défaite eurent un impact très profond sur l'ensemble de la population et surtout chez les classes moyennes qui avaient participé directement au conflit et qui furent témoins de l'inefficacité avec laquelle l'oligarchie avait mené la guerre (mauvaise gestion politique, erreurs militaires, corruption administrative, absentéisme de l'élite économique, etc.). Un profond sentiment de frustration émergea au sein de ces secteurs moyens qui avaient constitué la base électorale sur laquelle s'était appuyée l'oligarchie dans la période antérieure à la guerre. Après le conflit, l'oligarchie fut accusée par ces secteurs d'avoir mené le pays à la défaite et tout le système de gouvernement oligarchique fut remis en question.

Plusieurs courants politiques qui avaient eu une position relativement marginale au sein de la société dans les années 1920 acquirent, après la guerre, une importance considérable : le marxisme sous toutes ses formes (stalinisme et trotskisme en particulier), la pensée indigéniste sous l'influence de Mariátegui, le fascisme en pleine application en Italie et en gestation en Espagne, le national-socialisme allemand, et le nationalisme en tant que courant éclectique et encore peu défini en Amérique Latine.<sup>4</sup> Une effervescence politique s'empara donc du pays au sortir de la guerre et s'intensifia au fil du temps jusqu'en 1952, contribuant à l'érosion des bases sur lesquelles s'était appuyé le gouvernement oligarchique depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. En même temps que les partis politiques traditionnels entraient en complète décadence après 1935, puisqu'ils ne disposaient plus de l'appui des classes moyennes qui constituaient leur base électorale, de nouveaux partis politiques surgirent dans les années 1930 et 1940, alimentés par l'adhésion de ces secteurs moyens à la recherche de nouvelles orientations idéologiques. Parmi ces nouveaux partis politiques, les plus importants furent le POR (*Partido Obrero Revolucionario*) fondé en 1935, le PIR (*Partido de Izquierda Revolucionaria*) fondé en 1940 et le MNR (*Movimiento Nacionalista Revolucionario*) qui, fondé en 1940, mena finalement à bien la Révolution de 1952.

L'ouvrage de Herbert Klein, *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*<sup>5</sup>, rend compte de manière particulièrement détaillée de cette période de mobilisations politiques aboutissant aux journées révolutionnaires d'avril 1952. Cependant, ni dans cet ouvrage ni dans l'historiographie bolivienne spécialisée sur cette

---

<sup>3</sup> De ce point de vue, la Guerre du Chaco fut comparable à la Première Guerre Mondiale pour les pays européens. Plus de 65.000 jeunes étaient morts au combat, avaient déserté ou étaient morts en captivité (cela sans compter le nombre d'handicapés et blessés qui résultèrent de la guerre). KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M, s.d.

<sup>4</sup> On parlera plus en détail de ces doctrines et l'influence qu'elles eurent en Bolivie dans les chapitres 2 et 3.

<sup>5</sup> KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana*, op.cit.,

époque et sur la Révolution<sup>6</sup>, ne sont mentionnées les femmes ni le rôle qu'elles peuvent avoir joué dans les sphères politique et publique à ce moment d'effervescence politique où des secteurs sociaux qui étaient restés jusqu'alors invisibles acquièrent une visibilité et un poids politiques. Comme c'est souvent le cas, l'histoire politique de la Bolivie a été écrite sans mentionner les femmes.

Quel fut le rôle joué par les femmes dans la sphère publique en Bolivie lors de cette période d'effervescence politique si marquante pour l'histoire du pays ?

La volonté de connaître la réponse à cette question et par conséquent d'entreprendre ce travail est apparue lors de mes recherches de Master sur le mouvement féministe et le droit de vote en Bolivie (1920-1952)<sup>7</sup>, où j'ai pu constater qu'après la guerre du Chaco (durant laquelle les femmes participent de manière significative à l'effort de guerre et accèdent massivement au marché du travail), les organisations collectives de femmes prennent un nouvel élan dans la sphère publique, contribuant depuis leurs positions et perspectives variées aux débats qui animent la société. Par « sphère publique » on entend l'aire de la vie sociale où des individus et des groupes échangent des idées, des nouvelles, des opinions, sur des questions politiques et d'intérêt général<sup>8</sup>. Les femmes participent ainsi à la sphère publique et cette participation contribue à leur politisation, créant les bases favorables à leur première intervention directe en politique à la fin des années 1940, qui fait suite à l'octroi du droit de vote aux femmes alphabétisées pour les élections municipales, ainsi qu'à leur intégration aux partis politiques. La participation et l'intervention des femmes dans les luttes politiques et dans la mobilisation de l'opinion publique deviennent d'ailleurs un enjeu d'importance: ce fut le cas par exemple, comme on le verra, lors de la chute du gouvernement de Gualberto Villarroel (1943-1946) ou lors de la victoire aux élections nationales du MNR en 1951.

L'importance qu'a acquise la participation des femmes dans les débats sur les questions d'intérêt général, mais aussi dans les débats politiques et intellectuels, ainsi que la capacité de mobilisation de l'opinion publique par certains groupes de femmes a été complètement ignorée par l'historiographie. Aborder cette période en regardant « du côté des femmes » et « du point de vue des femmes » nous permet de constater que les femmes, dans leur diversité d'opinions et de positions sociales, représentaient de nouveaux acteurs à prendre

---

<sup>6</sup> KLEIN Herbert, *Historia de Bolivia*, Librería Editorial "Juventud", La Paz, Bolivie, 1991; DUNKERLEY James, *Rebelión en las venas*, Plural Editores, Bolivia, 2003 et « The Bolivian Revolution at 60 : Politics and Historiography », *Journal of Latin American Studies*, n°45, 2013 ; MALLOY James, *Bolivia, la revolución inconclusa*, CERES, Bolivia, 1989 ; MALLOY James et THORN Richard, *Beyond the Revolution : Bolivia since 1952*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 1971 ; GRINDLE Merilee S. et DOMINGO Pilar, *Proclaiming revolution : Bolivia in Comparative Perspective*, Harvard University Press, Cambridge, 2003 ; LIBORIO Justo, *Bolivia, la revolución derrotada*, Ryr, Buenos Aires, 2007.

<sup>7</sup> ALVAREZ Maria Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, mémoire de master 2 d'Histoire réalisé sous la direction de Annick Lempérière, Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne, soutenu en juin 2011 à Paris.

<sup>8</sup> On étudiera plus en détail le concept de « sphère publique » élaboré par Habermas dans la suite de cette introduction.

en compte dans les débats qui animèrent l'opinion publique bolivienne dans cette période de remise en question et de recherche de nouvelles orientations idéologiques. La guerre du Chaco secoua le pays non seulement en mettant en évidence ses problèmes politiques et sociaux, mais aussi avec des questionnements concernant la nouvelle place que les femmes pouvaient ou devaient occuper dans la société. Fallait-il leur accorder les droits civils et politiques? Les femmes devaient-elles participer en politique? En étaient-elles capables? Quelles catégories de femmes pouvaient le faire? Devaient-elles travailler? Pouvaient-elles divorcer et se remarier « facilement »? Pouvaient-elles avoir le statut de mariées après deux ans de concubinage? Devaient-elles être les principales responsables du repeuplement du pays? Devaient-elles faire partie de l'armée et être préparées militairement pour la guerre? Telles sont quelques-unes des multiples questions et débats, qui renvoyaient à des questions essentielles du « vivre ensemble » et qui impliquaient des redéfinitions de genre, c'est-à-dire, de ce que signifiait être une femme (ou un homme) dans la Bolivie de l'époque. Les enjeux n'étaient pas des moindres, car questionner ce que c'était qu'« être une femme » c'était aussi questionner ce qu'était la famille et par extension, la société dans son ensemble. Ces débats, auxquels les femmes participèrent activement, occupèrent donc passionnément l'opinion publique pendant de nombreuses années après la fin de la guerre du Chaco.

Au-delà de ces questionnements qui agitaient la société en mettant en cause ses structures traditionnelles, les femmes participèrent des divers débats politiques et intellectuels qui marquèrent l'époque : quel était le nouveau rôle de l'État après la guerre dans la reconstruction de la Bolivie? L'État devait-il remplir une fonction sociale? L'État devait-il protéger la maternité et l'enfance? L'État devait-il intervenir dans l'économie? Et si oui, de quelle manière? Quel était le rôle d'un bon gouvernant? Quelles vertus devait avoir un bon gouvernant? Mais aussi, des questionnements comme : de quelle manière l'État et la société dans son ensemble devaient-ils « intégrer les indigènes à la Nation »? Comment intégrer les femmes indigènes qui étaient les plus oubliées et discriminées de la société? Et pour celles qui sympathisaient avec les doctrines marxiste ou anarchiste : comment les prolétaires pouvaient-ils « s'émanciper »? Comment les femmes et qui plus est, les femmes prolétaires, pouvaient-elles s'émanciper? Quels liens devaient exister entre le féminisme et le socialisme? Comment définir des conditions de travail dignes? Tels sont les questionnements qui participaient du bouillonnement politique et intellectuel entre la fin de la guerre et la révolution de 1952. Au fil de ces pages, on va voir des femmes féministes, syndicalistes, socialistes, anarchistes, catholiques, ou simplement politisées, proposer des réponses très diverses à ces questionnements: à travers l'organisation d'associations, de

syndicats, ou bien par la publication d'articles et de pages dans la presse, la réalisation d'actions, de manifestations, de protestations, de grèves, etc.

Il est important de signaler que les femmes dont il est question dans ce travail représentent une minorité de la population féminine bolivienne de l'époque. En effet, les femmes dont on va parler sont avant tout des urbaines, mais issues de toutes les classes sociales. Dans un pays où la population rurale représentait entre 75% (1900)<sup>9</sup> et 66% (1950)<sup>10</sup> de la population, les femmes concernées par notre étude représentent véritablement une minorité. La raison pour laquelle la majeure partie de la population féminine rurale est laissée de côté dans cette recherche est liée à un manque de sources écrites à leur sujet, comme on le verra plus en détail dans la suite de cette introduction. Pour cette raison, mais pas seulement, les femmes, et en particulier les femmes indigènes et paysannes, ont été oubliées, ou reléguées au second plan dans l'écriture de l'histoire.

Ce travail, même s'il n'est pas parvenu faire entendre les voix et rendre compte de l'action des femmes indigènes, majoritaires en Bolivie, vise tout de même à sortir les femmes de l'oubli et, en cela, il s'inscrit dans le courant historiographique de l'Histoire des femmes.

## **L'Histoire des femmes**

L'histoire des femmes surgit lors des mobilisations et luttes féministes qui se sont produites en France et aux États-Unis notamment dans les années 1970. Ce surgissement est issu d'un mouvement général d'évolution de l'historiographie, liée à l'entreprise des Annales apparue dans les années 1920, qui avait permis l'introduction de nouveaux thèmes (peu ou pas étudiés auparavant) dont celui des femmes dans ce qu'on appela « la nouvelle histoire ». Les Annales revendiquèrent surtout la nécessité de cesser de privilégier l'histoire politique, celle de l'État, des institutions, des grands hommes, pour s'intéresser davantage à l'histoire des sociétés, des classes populaires, des classes « oubliées » par l'historiographie, et à l'histoire économique. On encouragea les historiens à travailler avec d'autres disciplines comme l'anthropologie et la sociologie. L'histoire des femmes surgit donc en partie de cette ouverture de la discipline historique, ainsi que des revendications sociales qui apparurent dans les années 1970, dont le féminisme qui connut un renouvellement important avec des organisations telles que le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) en France, très actif à l'époque. Les féministes s'allièrent avec les chercheurs et les spécialistes de plusieurs disciplines, dont l'histoire particulièrement. C'est ainsi qu'en 1982 un premier colloque sur

---

<sup>9</sup> MARTINEZ Françoise, « *Régénérer la race* ». *Politique éducative en Bolivie, (1898-1920)*, Éditions de l'IHEAL, 2010.

<sup>10</sup> MESA (de) José, GIBBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.



l'histoire des femmes fut organisé à Toulouse par des féministes et des chercheuses. Aux Etats-Unis, Joan Scott, une historienne qui avait travaillé sur l'histoire sociale et notamment sur la naissance du syndicalisme, prononça une conférence en 1986. Elle faisait partie des chercheurs états-uniens très influencés, dans les années 1970 et 1980, par Michel Foucault, Derrida, Deleuze et tous les penseurs du structuralisme. L'œuvre de Foucault fut décisive pour l'histoire des femmes et du genre, en ce qu'il s'agissait de dénaturer des catégories, de déconstruire les mots, puisqu'il n'y avait rien de naturel et que tout était dans les mots et dans la manière de construire. Il fallait donc une « déconstruction » pour comprendre ce qui faisait exister le réel. On commença donc à s'intéresser, à l'histoire des systèmes de pensée sur le corps ou le sexe. Or, il ne s'agissait plus de faire uniquement une « histoire des femmes », mais une histoire du genre, à savoir, l'histoire de la construction de la féminité, de la masculinité, des attributs que des sociétés spécifiques, dans un temps et dans un espace donnés, assignent au sexe masculin et au sexe féminin. On commença donc à étudier comment les sociétés construisaient des hiérarchies à l'aide de représentations genrées. Joan Scott fut l'une des premières à effectuer cet élargissement de l'histoire des femmes, à l'histoire du genre (« gender history »). Aussi la définition que Joan Scott donne du « genre » lors de la conférence de 1986 manifeste-t-elle cet élargissement : « Le genre est un élément constitutif des rapports sociaux, fondé sur des différences perçues entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des rapports de pouvoir »<sup>11</sup>. Françoise Thébaud, l'une des plus grandes spécialistes de l'histoire des femmes en France, et qui avait travaillé sur le travail des femmes pendant la Première Guerre Mondiale, publia en 1998 *Écrire l'histoire des femmes*, titre qui changea pour *Écrire l'histoire des femmes et du genre* dans l'édition de 2007, manifestant ainsi l'élargissement de la discipline aux études de genre.

D'autres ouvrages qui sont devenus des références pour l'histoire des femmes et du genre sont apparus dans les années 1990 dont *l'Histoire des Femmes en Occident*, Perrin, 1992, publié en 5 volumes, sous la direction de Françoise Thébaud, Georges Duby et Michelle Perrot. L'on peut citer également *Une Histoire des femmes est-elle possible ?* Marseille, 1994, et *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Flammarion, 1998, de Michelle Perrot.

S'agissant de l'histoire des femmes et du genre en Amérique Latine, les mouvements féministes des années 1970 en France et aux États-Unis eurent des répercussions sur le continent dans les limites où l'existence des dictatures à l'époque le permettait. La transition

---

<sup>11</sup> SCOTT Joan, "Gender: A Useful Category of Historical Analysis", *American Historical Review*, vol. 91, n°5, décembre 1986, et inclus dans SCOTT J., *Gender and the Politics of History*, 1988, puis traduit en français sous le titre de "Genre, une catégorie utile de l'analyse historique", numéro spécial des *Cahiers du GRIF* intitulé *Le genre de l'histoire*, n°37-38, 1988, p. 141

démocratique en Espagne permit le surgissement des mouvements féministes dans ce pays ainsi que l'émergence de l'histoire des femmes et du genre. Il en alla de même pour une grande partie des pays latino-américains : au moment des transitions démocratiques, les mouvements féministes se consolidèrent et l'histoire des femmes commença à gagner du terrain. Ainsi, à partir de la fin des années 1980 et durant les années 1990, des chaires d'histoire des femmes apparurent dans certains pays et de nombreuses recherches furent publiées ; or, ce mouvement concerna surtout des pays comme le Mexique, le Brésil, l'Argentine et dans une moindre mesure le Chili. En 1991, apparut le livre de Francesca Miller, *Latin American Women and the Search for Social Justice*, qui étudie l'histoire des femmes en Amérique Latine de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'aux années 1980, abordant des sujets tels que l'éducation des femmes, la maternité, mais aussi la participation des femmes dans les démocraties, les dictatures, les révolutions, les transitions démocratiques des années 1980 et les liens avec le féminisme international<sup>12</sup>. Cependant, aucun ouvrage ne faisait la synthèse de tout ce qui s'était publié sur l'histoire des femmes en Espagne et en Amérique Latine, et *L'Histoire des Femmes en Occident*, déjà cité, n'incluait pas dans ses problématiques les femmes latino-américaines. C'est en réponse à ces lacunes qu'apparut, en 2006, l'ouvrage *Historia de las mujeres en España y América Latina*, sous la direction d'Isabel Morant, qui couvre l'histoire des femmes ibéro-américaines de la préhistoire à nos jours et compte la participation de plus d'une centaine de chercheurs. En ce qui concerne l'Espagne, les thématiques abordées incluent les femmes dans la politique, tant sous la Seconde République que sous le franquisme, les femmes dans les avant-gardes intellectuelles et artistiques, les liens entre les femmes et l'Église, mais aussi l'histoire du féminisme en Espagne. Pour ce qui est des pays d'Amérique Latine les thématiques abordées incluent la citoyenneté, les droits politiques et la représentation politique des femmes, leur rôle dans les mouvements sociaux, dans les révolutions, ainsi que dans la culture, et dans le monde du travail et dans le développement du féminisme. En outre, l'organisation d'un colloque international intitulé « Femmes et Histoire : Dialogues entre l'Espagne et l'Amérique Latine », par l'Association Espagnole de Recherche en Histoire des Femmes<sup>13</sup> à Bilbao en 2012, permit la rencontre d'historiens et historiennes des deux rives pour établir un dialogue et faire le bilan de ce qui avait été fait en matière d'histoire des femmes en Espagne et en Amérique Latine, ainsi que des sujets qui méritaient d'être explorés dans le futur. Le résultat de ce colloque fut la publication d'un ouvrage qui réunissait les thématiques et les réflexions

---

<sup>12</sup> MILLER Francesca, *Latin American Women and the Search for Social Justice*, University Press of New England, Hanover, 1991.

<sup>13</sup> Asociación Española de Investigación en Historia de las Mujeres (AEIHM).

qui avaient stimulé les échanges des participant(e)s<sup>14</sup>. Cependant, dans ces ouvrages les pays les plus étudiés restent toujours le Mexique, le Brésil, l'Argentine, le Chili, même si presque tous les pays y sont représentés. Les femmes en Bolivie sont souvent absentes ou ne constituent qu'un seul chapitre dans ces ouvrages ambitieux. Cela traduit le fait que les études sur les femmes dans des pays comme la Bolivie sont très peu nombreuses, et si elles existent, elles sont d'abord abordées sous l'angle de l'histoire sociale et de la sociologie. Ainsi, peu d'études abordent l'histoire politique des femmes en Bolivie.

Les principales études qui traitent de l'histoire des femmes en Bolivie<sup>15</sup> analysent l'apparition des premières organisations féminines, féministes et syndicalistes, souvent à partir d'un point de vue sociologique et en insistant sur les abîmes qui séparaient les féministes des syndicalistes en raison de leurs positions et intérêts de classe très différents. Un seul de ces ouvrages étudie de manière très synthétique le rôle qu'ont joué les femmes dans la guerre du Chaco<sup>16</sup>, un seul aborde aussi de manière synthétique le rôle qu'ont joué les femmes dans la chute du gouvernement de Villarroel (1943-1946)<sup>17</sup>, un seul analyse les débats qui eurent lieu au Parlement et dans la société concernant le suffrage féminin<sup>18</sup>, et un seul de ces ouvrages se concentre sur le rôle que jouèrent les femmes dans le MNR<sup>19</sup>. Toutes ces études se limitent à des moments précis et même si elles abordent des périodes plus longues, il s'agit toujours d'analyses succinctes, synthétiques et parcellaires. Aucun ouvrage n'a abordé l'histoire des femmes en Bolivie sur une période plus longue, de manière plus approfondie, et encore moins d'ouvrage qui ait une perspective transnationale pour étudier l'histoire des femmes en Bolivie.

---

<sup>14</sup> PEREZ-FUENTES HERNANDEZ (Ed.) *Entre dos orillas : Las Mujeres en la Historia de España y América Latina*, Icaria editorial, Barcelona, 2012.

<sup>15</sup> ARAUCO María Isabel, *Mujeres en la Revolución Nacional: las Barzolas*, Distribución CINCO, La Paz, 1984; ARDAYA Gloria, *Política sin rostro: mujeres en Bolivia*, Editorial Nueva Sociedad, Venezuela, 1992; DURAN Jordán Florencia et SEOANE Ana María, *El Complejo Mundo de la Mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asuntos Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, 1997; MEDINACELI Ximena, *Alterando la rutina. Mujeres en las ciudades de Bolivia, 1920-1930*, CIDEM, La Paz, 1989; REVOLLO QUIROGA Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939-1949)*, Eureka Ediciones, La Paz, 2001; SEOANE Ana María, *Resistencia e insurgencia la mujer paceña (1936-1952)*, Tesis de Maestría, Universidad Internacional de Andalucía, La Paz, 2001.

<sup>16</sup> DURAN Jordán Florencia et SEOANE Ana María, *El Complejo Mundo de la Mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asuntos Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, 1997.

<sup>17</sup> SEOANE Ana María, *Resistencia e insurgencia la mujer paceña (1936-1952)*, Tesis de Maestría, Universidad Internacional de Andalucía, La Paz, 2001.

<sup>18</sup> REVOLLO QUIROGA Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939-1949)*, Eureka Ediciones, La Paz, 2001.

<sup>19</sup> ARAUCO María Isabel, *Mujeres en la Revolución Nacional: las Barzolas*, Distribución CINCO, La Paz, 1984.

## Une perspective transnationale

Comme on le verra par la suite, le mouvement féministe qui surgit en Bolivie après la guerre du Chaco était très connecté au mouvement féministe du continent américain<sup>20</sup>. Les organisations féministes qui surgirent après la guerre étaient d'ailleurs des filiales d'organisations fondées dans d'autres pays et ayant des branches dans une grande partie des pays américains. Il était donc indispensable d'étudier le mouvement féministe en adoptant une perspective transnationale qui sorte du cadre de l'État-Nation : une démarche qui n'est pas celle le plus souvent utilisée dans les études sur les femmes et le féminisme.

C'est la discipline des relations internationales qui a commencé à adopter une approche transnationale à partir des années 1970. Jusque-là, celle-ci s'était limitée à étudier seulement des acteurs étatiques. Lorsqu'on a commencé à s'intéresser aux acteurs non étatiques et aux solidarités et liens qu'ils pouvaient entretenir entre eux, cela a permis d'observer un monde plus complexe, où des acteurs divers et aux stratégies multiples pouvaient avoir une importance aussi significative que les États dans les transferts politiques, culturels, économiques et en conséquence dans les transformations sociales<sup>21</sup>.

L'adoption d'une perspective transnationale dans diverses disciplines pour l'étude des femmes a été faite surtout dans les pays anglo-saxons, où sociologues, politologues et historiens se sont attardés à analyser les mouvements transnationaux des femmes, souvent dans le cadre des nouveaux courants d'études sur la globalisation ou sur les réseaux<sup>22</sup>. En France, l'approche transnationale n'est pas une démarche utilisée souvent pour l'étude des actions et mobilisations des féministes, même lorsqu'elles ont lieu au niveau international. En Amérique Latine non plus ; la plupart des études qui se sont faites sur les mouvements féministes latino-américains l'ont été dans le cadre de l'État-Nation ou selon une approche comparatiste<sup>23</sup>. Les analyses portant sur le féminisme latino-américain selon une perspective

---

<sup>20</sup> Pendant la réalisation de nos recherches on a essayé de trouver des documents qui attesteraient des liens des femmes syndicalistes en Bolivie avec celles d'autres pays, mais on n'a rien trouvé. On a seulement pu constater que des femmes socialistes en Bolivie étaient en contact avec un groupe de femmes socialistes au Chili comme on le verra dans le chapitre 4.

<sup>21</sup> ARRIZABALAGA Marie Pierre, BURGOS-VIGNA Diana et YUSTA Mercedes (Dir.), *Femmes sans frontières. Stratégies transnationales féminines face à la Mondialisation, XVIII-XXI siècles*, Peter Lang SA, Editions scientifiques internationales, Berne, 2011.

<sup>22</sup> Idem.

<sup>23</sup> Gaviola Artigas Edda, *Queremos votar en las próximas elecciones: historia del movimiento sufragista chileno, 1913-1952*, LOM Ediciones, 2007; Goetschel Ana María, *Orígenes Del Feminismo en el Ecuador: Antología*, CONAMU, 2006; Goetschel Ana María, *Educación de las mujeres, maestras y esferas públicas: Quito en la primera mitad del siglo XX*, Editorial Abya Yala, 2007; GONZALEZ-RIVERA Victoria, *Before the revolution: Women's rights and right-wing politics in Nicaragua, 1821-1979*, Pennsylvania, Pennsylvania State University Press, 2011 ; HAHNER June Edith, *Emancipating the female sex: the struggle for women's rights in Brazil, 1850-1940*, Durham, Duke University Press, 1990 ; LAVRIN Asunción, « Women, Labor and the Left: Argentina and Chile, 1890-1925 », *Journal of Women's History*, vol. 1, n° 2, 1989, pp. 88-116 ; LAVRIN Asunción, *Women, feminism, and social change in Argentina, Chile, and Uruguay, 1890-1940*, Lincoln, Neb., University of Nebraska Press, 1995 ; LAVRIN Asunción, *The ideology of feminism in the Southern Cone, 1900-1940*, Washington, D.C. (Smithsonian Institution Bldg), Latin American Program, the Wilson Center, 1986 ; LUNA Lola G., *El Sujeto Sufragista, Feminismo Y Femenidad En Colombia 1930-1957*, La Manzana de la Discordia, 2004 ; MACIAS Anna,

transnationale restent très peu nombreuses<sup>24</sup>, même si elles se développent de plus en plus dans le reste du monde<sup>25</sup>.

Or, le fait d'analyser des phénomènes sociaux en adoptant une perspective transnationale sert à étudier des faits ou des processus qui souvent demeurent invisibles dans les analyses traditionnelles faites dans le cadre de l'État-Nation. Ainsi par exemple, les stratégies collectives utilisées par les féministes pour faire valoir leurs revendications au niveau national nous demeureraient invisibles sans l'adoption d'une perspective transnationale.

En effet, comme on le verra dans les pages qui suivent, il est impossible d'étudier le mouvement féministe sur le continent américain sans adopter une approche transnationale car toutes les féministes du continent étaient en contact les unes avec les autres, échangeant non seulement de la correspondance, mais aussi des revues, des informations de lutte, et se rencontrant dans des congrès internationaux. Elles agissaient simultanément à différents niveaux: local, national et international.

Se mobiliser de manière collective au niveau du continent leur servait comme une stratégie de lutte afin d'acquérir des ressources symboliques ou matérielles, ainsi qu'une légitimité que parfois elles ne réussissaient pas à obtenir dans leurs pays. Le détour par l'international leur était donc extrêmement utile pour faire pression sur leurs gouvernements; d'ailleurs elles ne concevaient pas leurs luttes de manière isolée. Elles pensaient que pour l'obtention des droits civils et politiques, mais aussi le maintien de la paix sur le continent elles devaient faire un travail de lutte collective qui dépasse leurs frontières.

---

*Against all odds: the feminist movement in Mexico to 1940*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1982 ; OLCOTT Jocelyn, *Revolutionary women in postrevolutionary Mexico*, Durham [N.C.], Duke University Press, 2005 ; RODRIGUEZ Victoria Elizabeth, *Women's participation in Mexican political life*, Westview Press, 1998 ; SOSA Estela Mary, *El papel de las mujeres paraguayas en la Guerra del Chaco (1932-1935): relaciones de género en contexto bélico*, Posadas, Misiones [Argentina], Editorial Universitaria, Universidad Nacional de Misiones, 2010 ; SOTO Shirlene, *Emergence of the Modern Mexican Woman: Her Participation in Revolution and Struggle for Equality, 1910-1940*, Denver, Colo, Arden Pr, 1990 ; STONER K. Lynn, *From the house to the streets: the Cuban woman's movement for legal reform, 1898-1940*, Durham, Duke University Press, 1991 ; TUÑON Julia, *Voces a las mujeres: antología del pensamiento feminista mexicano 1873-1953*, México, D.F., UACM, Universidad Autónoma de la Ciudad de México, 2011.

<sup>24</sup> MILLER Francesca, *Latin American women and the search for social justice*, Hanover, University Press of New England, 1991 ; « Feminism and Foreign Policy in the Americas : Separate Conversations ? », *Latin American Studies Association*, Guadalajara, Abril 1997 ; « Latin American Feminism and the Transnational Arena », in *Women, Culture, and Politics in Latin America.*, University of California Press, 1992 ; « The International Relations of Women of the Americas, 1890-1928 », *The Americas : A Quarterly Review of Inter-American Cultural History*, (Fall 1986) : 174.

<sup>25</sup> RUPP Leila J., *Worlds of Women: The Making of an International Women's Movement*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1997 ; SINHA Mrinalini, GUY Donna et WOOLLACOTT Angela, *Feminisms and Internationalism*, Wiley, 1999 ; OFFEN Karen (ed.), *Globalizing Feminisms, 1789- 1945*, 1 edition., London ; New York, Routledge, 2009 ; MOGHADAM Valentine, *Globalizing Women. Transnational Feminist Networks*, John Hopkins University Press, London, 2005 ; MARX FERREE Myra et TRIPP Aili Mari (eds.) *Global Feminism : Transnational Women's Activism, Organising and Human Rights*, New York University Press, New York, 2006 ; HAUSSMANN Melissa et SAUER Birgit (eds.), *Gendering the State in the Age of Globalization : Women's Movements and State Feminism in Postindustrial democracies*, Rowman and Littlefield Publishers, New York, 2007 ; NAPLES Nancy et Desai Manisha (eds.), *Women's activism and Globalization. Linking Local Struggles and Transnational Politics*, Routledge, London, 2002 ; ARRIZABALAGA Marie Pierre, BURGOS-VIGNA Diana et YUSTA Mercedes (Dir.), *Femmes sans frontières. Stratégies transnationales féminines face à la Mondialisation, XVIII-XXI siècles*, Peter Lang SA, Editions scientifiques internationales, Berne, 2011.

C'est la raison pour laquelle dans ce travail on a décidé d'analyser les liens établis entre les féministes boliviennes et les féministes du reste du continent. On verra à quel point ces liens, qui furent les plus intenses pendant la guerre du Chaco, leur furent utiles pour leurs revendications diverses et dans leur participation à la sphère publique en Bolivie.

## **Le concept de « sphère publique »**

Le concept de sphère publique forgé par Jürgen Habermas a été élaboré afin de décrire un moment spécifique de l'histoire européenne du XVIII<sup>ème</sup> au début du XIX<sup>ème</sup> siècle qui explique comment est apparu un public critique capable de s'opposer au pouvoir politique à travers l'échange rationnel de ses idées.

Comme l'explique Habermas, tout individu quelle que soit son origine et sa classe sociale peut construire des arguments rationnels afin d'émettre un jugement et de le communiquer à ses pairs. La sphère publique est l'aire de la vie sociale où des individus échangent des idées de manière rationnelle sur des questions d'intérêt général. C'est la naissance de « l'opinion publique ».

Cependant, l'histoire de ce phénomène a lieu dans un temps et un espace précis : c'est, selon Habermas lorsqu'il écrit ce livre, l'évolution du capitalisme en Europe qui a favorisé l'apparition des conditions propices au surgissement de la sphère publique. D'ailleurs le titre exact du livre de Habermas est *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*<sup>26</sup>.

L'évolution du capitalisme marchand aurait favorisé l'échange des informations liées au grand commerce, ce qui aurait permis la création d'une correspondance commerciale et de services de poste. Cela aurait favorisé la production de documents écrits qui auraient progressivement commencé à faire circuler des informations non seulement commerciales mais aussi liées aux intérêts de la « Cité ». Ceci aurait permis le surgissement de la presse à idées.

Ce sont également les cafés, les tavernes (notamment en Angleterre) et les salons (en France) qui, selon Habermas, ont été des espaces sociaux propices à la discussion et aux échanges d'informations, commerciales mais aussi politiques. Ce sont donc des espaces de discussion et d'échange des idées par excellence, où les individus pouvaient discuter de toutes sortes de sujets qu'ils considéraient d'intérêt général.

---

<sup>26</sup> HABERMAS Jürgen, *L'espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1988.

Habermas distingue très clairement le domaine privé et le domaine public. Dans le domaine privé, on trouve d'une part la « société civile »<sup>27</sup>, le domaine de l'échange des marchandises et du travail social, mais aussi la « famille restreinte », le domaine de l'intériorité et de la subjectivité. Dans le domaine public, et ayant pour origine une sphère publique littéraire, on trouve la « sphère publique politique » qui inclut les clubs politiques, les associations, la presse, le marché des biens culturels mais aussi la « Ville ». Dans ce domaine public on trouve également la « sphère du pouvoir public » avec l'État. La sphère publique, même si « elle repose sur des personnes privées »<sup>28</sup>, se distingue de la sphère privée et elle joue un « rôle de médiateur entre les besoins de la société et l'État »<sup>29</sup>.

C'est donc quand des individus se réunissent pour parler de sujets qu'ils considèrent d'intérêt général que l'on peut parler de sphère publique. Cet « espace » peut se référer ainsi à un espace très concret à l'intérieur de la ville comme les tavernes, les cafés ou les salons déjà cités, mais il peut faire référence aussi à tout autre « espace symbolique » qui permet l'échange des idées, tel que les journaux ou les revues.

Nous avons donc un concept qui est à la fois extrêmement précis, surtout par rapport aux conditions historiques dans lesquelles il surgit, mais aussi très abstrait et qui permet de « l'extrapoler », de l'utiliser dans un autre type d'espace ou de contexte étant donné qu'il concerne cet aire de la vie sociale où les individus échangent des idées et des opinions sur des sujets qu'ils considèrent d'intérêt général. C'est la raison pour laquelle on a décidé d'utiliser ce concept dans ce travail : en le comprenant comme un espace à la fois concret et symbolique où s'exprime l'opinion publique d'une société donnée sur des questions d'intérêt général à travers l'échange de nouvelles, d'informations, d'émotions<sup>30</sup> et d'idées. Nous cherchons à déterminer de quelle manière les femmes s'exprimèrent dans cette sphère publique et de quelle manière elles contribuèrent aux débats sur la *res publica*, sur la « chose publique » en Bolivie.

La « sphère publique » telle que conçue par Habermas est une catégorie d'analyse qui a été fructueuse pour analyser des espaces autres que l'Europe et nombreux sont les travaux qui ont essayé de comprendre comment cette « sphère publique » est née, s'est développée et a fonctionné en Amérique Latine<sup>31</sup>.

---

<sup>27</sup> « Société civile » en Allemand, *Bürgerliche Gesellschaft*, veut dire aussi « société bourgeoise ».

<sup>28</sup> HABERMAS Jürgen, *L'espace public: archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1988.

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> Nous élargissons ainsi le concept de « sphère publique » qui ne prend en compte que l'échange rationnel des idées comme on va le voir.

<sup>31</sup> GUERRA François-Xavier, LEMPERIERE Annick, *Los espacios públicos en Iberoamérica: Ambigüedades y problemas. Siglos XVIII-XIX*, Mexico, Centro de estudios mexicanos y centroamericanos, coll. « Historia », 2013 ; SACRISTAN Cristina, PICCATO PABLO (coords.), *Actores, espacios y debates en la historia de la esfera*

Les auteurs qui se sont consacrés à reconstituer l’histoire du surgissement de la « sphère publique » dans les espaces ibéro-américains ont dû commencer par signaler les limites du modèle proposé par Habermas afin de pouvoir l’adapter. Ainsi par exemple, François Xavier Guerra et Annick Lempérière dans leur ouvrage *Los espacios públicos en Iberoamérica. Ambigüedades y problemas, siglos XVIII-XIX*<sup>32</sup>, ont signalé à juste titre que l’analyse de Habermas se restreint aux nouvelles formes de communication des élites et laisse de côté d’autres modes de circulation de l’information plus anciens tels que le *pasquín* ou même la rumeur. D’autre part, ils considèrent que le concept de « société bourgeoise » est inadapté pour les espaces hispaniques étant donné que l’usage même du mot *burguesía* (bourgeoisie) n’apparaît qu’à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle dans le lexique politique et idéologique de ces espaces. Dans ce sens, l’on peut supposer aussi que les types de sociabilité « bourgeoise » ne sont pas non plus adaptés au monde hispanique. C’est pourquoi les auteurs de cet ouvrage, proposent de remplacer le terme très abstrait de « sphère publique », par « espaces publics » afin de rendre compte de l’importance des espaces concrets essentiels à la vie politique tels que la rue, la place, le Congrès, le Palais, les cafés, et aussi la « Ville », espace par excellence de la vie politique.

D’autres auteurs qui ont analysé le surgissement de la sphère publique de l’autre côté de l’Atlantique, comme aux États-Unis par exemple, coïncident pour souligner l’importance qu’il faut accorder aux espaces publics de la ville (autres que les espaces de sociabilité « bourgeois ») ainsi qu’à d’autres modes de communication (autres que le mode de communication rationnel) pour expliquer le surgissement de la sphère publique au sein des sociétés ayant connu des développements différents du « capitalisme ». C’est le cas de Mary P. Ryan qui en parlant de la sphère publique aux États-Unis au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, affirme : « Second, this public spirit flourished in distinctive spaces, not primarily in literary and political clubs and in the culture of print but in outdoor assemblages, in open, urban

---

*pública en la ciudad de México*, México, D.F., Instituto de Investigaciones Históricas : Instituto Mora, 2005 ; SABATO Hilda, *Ciudadanía política y formación de las naciones: perspectivas históricas de América Latina*, Colegio de México, 1999 ; « Citizenship, Political Participation and the Formation of the Public Sphere in Buenos Aires 1850s-1880s », *Past and Present*, 1992, pp. 139-163 ; Buffington Robert M., *Criminal and Citizen in Modern Mexico*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2000 ; Chambers Sarah C., *From subjects to citizens honor, gender, and politics in Arequipa, Peru, 1780-1854*, University Park, Pa., Pennsylvania State University Press, 1999 ; HANCHARD Michael, « Black Cinderella? Race and the Public Sphere in Brazil », dans Hanchard Michael, eds., *Racial Politics in Contemporary Brazil*, Durham N. C., Duke University Press, 1999 ; JOSEPH Gilbert M., RUBENSTEIN Anne et ZOLOV Eric (eds.), *Fragments of a Golden Age: The Politics of Culture in Mexico Since 1940*, Durham, Duke University Press Books, 2001 ; LOMNITZ Claudio, « Ritual, rumour and corruption in the Constitution of Polity in Modern Mexico », *Journal of Latin American Anthropology*, vol 1, numéro 1, 1995 ; *Exits from the Labyrinth: Culture and Ideology in the Mexican National Space*, First Edition edition., Berkeley, University of California Press, 1993. FORMENT Carlos, *Democracy in Latin America, 1760-1900*, Vol. 1, Civic Selfhood and Public Life in Mexico and Peru, University of Chicago Press, 2013.

<sup>32</sup> GUERRA François-Xavier, *Los espacios públicos en Iberoamérica : Ambigüedades y problemas. Siglos XVIII-XIX*, Mexico, Centro de estudios mexicanos y centroamericanos, coll. « Historia », 2013.



spaces, along the avenues, on street corners, and in public squares. Third, American citizens enacted publicness in an active, raucous, contentious, and unbounded style of debate that defied literary standards of rational and critical discourse »<sup>33</sup>. Ces considérations s'appliquent également à un pays comme la Bolivie, où la majeure partie de la population était analphabète et où il n'existait pas véritablement une bourgeoisie moderne mais des propriétaires terriens vivant dans un système socio-économique semi-féodal : les espaces de sociabilité et de politisation autres que les espaces de sociabilité bourgeois décrits par Habermas pour le cas européen, sont particulièrement importants. Comme on le verra, à La Paz et jusqu'aux années 1980, les journaux étaient affichés sur les murs des immeubles du centre-ville ce qui permettait aux passants de les lire ; et surtout cela permettait la lecture à voix haute de ces journaux aux personnes analphabètes rassemblées autour<sup>34</sup>. Les principales villes du pays diffusaient de manière continue la radio dans les places principales, ainsi les personnes qui s'approchaient de la place publique pouvaient être au courant des nouvelles et des informations transmises, et en discuter ensuite. C'est dire s'il ne faut jamais négliger les formes orales de la communication surtout dans des pays où la majorité de la population est analphabète. La bouche-à-oreille, la rumeur, le ragot sont autant de formes de communication permettant les débats, la discussion du politique et même la politisation malgré le fait qu'elles ne proviennent pas d'un échange « rationnel » des idées. Ainsi, comme le montrent les travaux de Gotkowitz<sup>35</sup>, c'est à partir de rumeurs qui couraient dans les campagnes sous le gouvernement de Gualberto Villarroel (1943-1946) sur la fin des *haciendas*, une éventuelle redistribution des terres, et la possibilité de les occuper légalement, que plusieurs soulèvements et occupations de terres eurent lieu en Bolivie à la fin des années 1940. Ce n'était pas la première fois que la circulation de rumeurs provoquait le soulèvement d'indigènes boliviens en faveur de la récupération de leurs terres. Cela met en évidence que la rumeur, forme non rationnelle de communication, peut favoriser la politisation et la mobilisation des secteurs de la population exclus des espaces de sociabilité « bourgeois » et de la vie politique comme c'est le cas des populations indigènes en Bolivie. C'est aussi ce que démontrent les travaux de Irurozqui<sup>36</sup>, lorsqu'elle analyse comment les indigènes mais aussi d'autres secteurs de la population officiellement exclus de la vie politique, tels que les secteurs subalternes métis, ouvriers et artisans urbains, apprirent les valeurs de la démocratie

---

<sup>33</sup> P. RYAN Mary, « Gender and Public Access: Women's Politics in Nineteenth-Century America », dans Calhoun Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992.

<sup>34</sup> KNUDSON Jerry W., *Bolivia, press and revolution, 1932-1964*, University Press of America, 1986.

<sup>35</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución: luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, La Paz, Bolivia, Plural Editores, 2011

<sup>36</sup> IRUROZQUI Marta, « A bala, piedra y palo »: *la construcción de la ciudadanía política en Bolivia, 1826-1952*, Diputación de Sevilla, 2000,

et de la souveraineté populaire, et acquièrent des identités politiques à travers la fraude électorale, considérée comme un fléau par la société et par l'historiographie. En allant à contre-courant de ces idées, Irurozqui démontre qu'au contraire, c'est la fraude électorale qui permet à de larges secteurs sociaux exclus de la citoyenneté de participer à la vie politique tout en se politisant et assimilant les valeurs démocratiques<sup>37</sup>. Dans ce sens, il est essentiel de pouvoir élargir l'horizon des espaces de sociabilité bourgeois envisagés par Habermas et d'aller au-delà de la seule forme rationnelle de communication pour pouvoir étudier la formation et le fonctionnement de la sphère publique dans les pays latino-américains. C'est la raison pour laquelle nous accordons de l'importance à l'analyse de tous les espaces concrets de la ville qui servent comme lieux de sociabilité, d'échange et d'organisation politique. Dans le premier chapitre nous étudierons quels étaient les lieux de sociabilité des élites mais aussi des classes populaires, ainsi que la manière dont ces lieux étaient agencés socialement dans la ville. Cela ne veut pas dire qu'on comprend la « sphère publique » comme limitée aux espaces publics; celle-ci garde pour nous toute sa dimension abstraite, mais en tenant bien en compte que l'émergence de débats et d'identités politiques ne peut avoir lieu que dans des espaces concrets et déterminés et qu'elle peut avoir lieu sous des formes autres que la communication purement rationnelle.

La sphère publique telle que conçue par Habermas est censée être extrêmement inclusive : l'accès est garanti à tous les citoyens. Ils peuvent tous participer des débats publics à condition d'émettre des arguments et jugements ; peu importent l'origine, la classe sociale, l'occupation de l'individu qui y participe. Cependant, comme l'ont bien remarqué plusieurs auteurs, c'est oublier tous les éléments d'exclusion de race, de classe et de genre constitutifs de la sphère publique.

Une importante historiographie non seulement relative à l'Amérique Latine, mais qui concerne également des études sur les États-Unis et l'Europe, s'est attardée à démontrer les limites du concept habermassien par le fait qu'il ne prend pas en compte les exclusions de race, de classe et de genre en tant qu'éléments constitutifs de la sphère publique. En effet, lorsqu'on essaie d'étudier de manière concrète le modèle en l'appliquant à des sujets de chair et d'os et à des sociétés concrètes, on se rend compte que dans la pratique la sphère publique n'est pas aussi inclusive que le modèle le prétend. Cela, pas parce que dans la pratique on

---

<sup>37</sup> Idem, p. 19-20.

n'atteint jamais l'idéal théorique, mais parce que la sphère publique bourgeoise était fondée sur des exclusions qui lui étaient constitutives<sup>38</sup>.

Diverses études concernant l'Amérique Latine, mais aussi l'Europe et les États-Unis ont tenté d'analyser les effets politiques de ces exclusions et la manière dont la citoyenneté moderne s'est fondée sur la base de ces exclusions. Ainsi, comme le montrent plusieurs travaux, le concept de Habermas ne permet pas de comprendre à quel point les exclusions d'étrangers ou de minorités ont été constitutives des sentiments d'unité sur lesquels reposait la légitimité de certains régimes politiques<sup>39</sup>. Parmi ces exclusions, les exclusions raciales jouent un rôle central en Amérique Latine. C'est ce qu'a tenu à démontrer Michael Hanchard dans « Black Cinderella? Race and the Public Sphere in Brazil »<sup>40</sup> où il étudie les effets politiques du racisme au Brésil. En utilisant les prémisses de base du concept, il critique son abstraction et son incapacité à rendre compte de l'importance de ce type d'exclusion dans l'émergence de la citoyenneté moderne. Les travaux de Joan Landes<sup>41</sup>, Carole Pateman<sup>42</sup>, C. Hall<sup>43</sup> et Nancy Fraser<sup>44</sup> se sont consacrés à essayer de démontrer comment la sphère publique et la vie politique qui se sont constituées autour de la Révolution Française n'ont pas seulement réactualisé des valeurs patriarcales déjà existantes auparavant, mais ont construit la citoyenneté moderne et la sphère publique à travers l'exclusion des femmes. Cela signifie que l'exclusion des femmes de la sphère publique et politique était structurelle et non pas accidentelle ou contingente. Dans *Women in the Public Sphere in the Age of the French Revolution*<sup>45</sup>, Joan Landes explique que l'exclusion des femmes de la participation politique a été une conséquence des processus à l'œuvre lors de la Révolution française. En effet, se sont construites des valeurs nouvelles de « masculinité » rattachées aux représentations sur la nouvelle République, mais aussi des valeurs nouvelles de « féminité » rattachées aux

---

<sup>38</sup> FRASER Nancy, « Rethinking the public sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992.

<sup>39</sup> PICATTO Pablo, « ¿Modelo para armar? Hacia un acercamiento crítico a la teoría de la esfera pública », dans SACRISTAN Cristina, PICCATO PABLO (coords.), *Actores, espacios y debates en la historia de la esfera pública en la ciudad de México*, México, D.F., Instituto de Investigaciones Históricas : Instituto Mora, 2005.

<sup>40</sup> HANCHARD Michael, « Black Cinderella? Race and the Public Sphere in Brazil », dans Hanchard Michael, ed., *Racial Politics in Contemporary Brazil*, Durham N. C., Duke University Press, 1999.

<sup>41</sup> LANDES Joan B., *Women and the public sphere in the age of the French Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1988.

<sup>42</sup> PATEMAN Carole, *The Sexual Contract*, Stanford University Press, 1988 ; « The Fraternal Social Contract », dans KEANE John, *Civil society and the state: new European perspectives*, Verso, 1988.

<sup>43</sup> HALL C., « Private persons versus public someones : class, gender and politics in England, 1780-1850 », dans Steedman Carolyn, Urwin Cathy et Walkerdine Valerie, *Language, Gender, and Childhood*, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1985.

<sup>44</sup> FRASER Nancy, « Rethinking the public sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992 ; « What's Critical about Critical Theory? The Case of Habermas and Gender. » *New German Critique*, no. 35, 1985, pp. 97-131.

<sup>45</sup> LANDES Joan B., *Women and the public sphere in the age of the French Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1988.

représentations sur l’Ancien Régime. L’homme nouveau « public » et la raison se construisaient en opposition à la « féminité » ; celle-ci condensait tous les « vices » de l’Ancien Régime : la superficialité, la frivolité, le maniérisme, etc. La nouvelle République ayant une vertu « masculine » se devait de triompher sur tous ces vices et par conséquent confiner les femmes à la sphère privée. Les femmes devaient être réduites au silence afin de laisser s’exprimer le discours masculin dans le langage de la raison. Il s’agissait de s’opposer au rôle prééminent et jugé « antinaturel » qu’avaient joué les femmes de l’aristocratie dans les salons et la vie publique sous l’Ancien Régime. En conséquence, dans les nouveaux systèmes de légalité constitutionnelle se forgeaient des conceptions nouvelles de la propriété, de la citoyenneté, du droit mais aussi des conceptions nouvelles de ce qui était public et privé, où étaient à l’œuvre des conceptions de genre et où était en jeu la place des femmes. Comme l’affirme Landes, ceci eut lieu à travers « a specific, highly gendered bourgeois male discourse that depended on women’s domesticity and the silencing of « public » women, of the aristocratic and popular classes », and « the collapse of the older patriarchy gave way to a more pervasive *gendering* of the public sphere »<sup>46</sup>. À travers la Révolution Française, la sphère publique naissante reformulait et réactualisait la subordination des femmes à travers une nouvelle idéologie qui visait à les en exclure. C’est ce qu’affirme également Carole Pateman : « In a world presented as conventional, contractual and universal, women’s civil position is ascriptive, defined by the natural particularity of being women; patriarchal subordination is socially and legally upheld throughout civil life, in production and citizenship as well as in the family. Thus to explore the subjection of women is also to explore the fraternity of men »<sup>47</sup>. Nancy Fraser considère pour sa part que les républicains français en appelaient à des traditions classiques qui faisaient de la féminité et de la publicité des oxymorons. Ces traditions remonteraient à la connexion étymologique existante entre « public » et « pubien », ou encore entre « témoignage » et « testicule », des traces graphiques qui démontreraient que dans l’Antiquité la possession d’un pénis était nécessaire pour parler en public.<sup>48</sup>

Habermas, prenant en compte les critiques féministes, admit vingt ans après la publication de son livre, le caractère structurel de l’exclusion des femmes de la sphère publique, sujet qu’il n’avait pas pris en compte: « ...unlike the institutionalization of class

---

<sup>46</sup> LANDES Joan B, *Women and the public sphere in the age of the French Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1988, p. 2.

<sup>47</sup> PATEMAN Carole, « The Fraternal Social Contract », dans KEANE John, *Civil society and the state: new European perspectives*, Verso, 1988, p 121.

<sup>48</sup> FRASER Nancy, « Rethinking the public sphere : A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992.

conflict, the transformation of the relationship between the sexes affects not only the economic system but has an impact on the private core area of the conjugal family. This shows that the exclusion of women has been constitutive for the political public sphere not merely in that the latter has been dominated by men as a matter of contingency but also in that its structure and relation to the private sphere has been determined in a gender-specific fashion. Unlike the exclusion of underprivileged men, the exclusion of women had structuring significance. »<sup>49</sup>

En outre, les exclusions de la sphère publique ne concernaient pas uniquement le genre mais aussi la classe. Comme l'affirme Nancy Fraser: « We can no longer assume that the bourgeois conception of the public sphere was simply an unrealized utopian ideal ; it was also a masculinist ideological notion that functioned to legitimate an emergent form of class rule. »<sup>50</sup> En effet, Geoff Eley<sup>51</sup> complète l'argument de Joan Landes en cherchant à démontrer que la sphère publique était aussi basée sur d'autres exclusions qui avaient pour origine un processus de formation de classe. En effet, il décrit comment l'époque de formation de la sphère publique en Europe fut un temps de multiplication et prolifération de l'associationnisme volontaire : clubs politiques, associations civiques, culturelles, professionnelles. Or, ces espaces n'étaient pas du tout inclusifs et ouverts à tout le monde. Ils étaient la base sur laquelle s'appuyait une nouvelle classe sociale en formation, à savoir, la bourgeoisie ; une classe sociale qui avait commencé à se percevoir elle-même comme « universelle » et qui se préparait à gouverner. Ainsi, d'après Eley, l'émergence de l'associationnisme volontaire est lié à la formation d'une nouvelle élite qui développait de nouvelles normes culturelles, politiques et sociales et un nouvel « ethos » qui visaient à la distinguer (« distinction » au sens que lui donne Bourdieu) d'une classe aristocratique qu'elle voulait déplacer et des secteurs populaires et plébéiens sur lesquels elle prétendait gouverner. Ce processus de distinction explique aussi pourquoi l'exclusion des femmes fut aussi marquée : les nouvelles normes de féminité qui visaient à maintenir les femmes dans la domesticité et une nette séparation entre la sphère privée et publique permettaient à la bourgeoisie de se distinguer de la classe aristocratique et des secteurs populaires<sup>52</sup>.

---

<sup>49</sup> HABERMAS Jürgen, « Further Reflections on the Public Sphere », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992, p. 428.

<sup>50</sup> FRASER Nancy, « Rethinking the public sphere : A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992, p. 116.

<sup>51</sup> Eley Geoff, « Nations, Publics, and Political Cultures: Placing Habermas in the Nineteenth Century », dans Calhoun Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992

<sup>52</sup> ELEY Geoff, « Nations, Publics, and Political Cultures: Placing Habermas in the Nineteenth Century », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992 ; FRASER Nancy, « Rethinking the public sphere : A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992.

Un autre problème souligné par Geoff Eley et d'autres auteurs est le fait que Habermas limite ses analyses à une sphère publique et à un public uniquement bourgeois. D'ailleurs, il le dit lui-même dans son livre : « La présente étude s'en tiendra à un examen de la structure et de la fonction du modèle *libéral*<sup>53</sup> de la sphère publique, elle analysera l'apparition de ce modèle et sa transformation. Elle concerne donc les caractéristiques d'une forme historique déterminée qui ont prévalu et elle laisse de côté la variante que représente la sphère publique *plébéienne* et qui, au cours de l'histoire, est restée en quelque sorte réprimée. »<sup>54</sup> Habermas considère que la sphère publique plébéienne se développa plus tardivement, au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, et qu'il s'agissait d'une sphère publique non rationnelle car illettrée<sup>55</sup>. Or, d'autres chercheurs travaillant sur les jacobins anglais et français, Robert Owen, les chartistes, les premiers socialistes et les débuts du populisme de gauche en France ont démontré qu'une « sphère publique plébéienne » s'est constituée depuis le début ; qu'elle répondait à des formes de communication rationnelle car elle était fortement lettrée, et qu'elle n'était pas seulement un dérivé de la sphère publique bourgeoise mais qu'elle avait des dynamiques de communication et de fonctionnement interne propres<sup>56</sup>. Dans ce sens, Habermas échoue à étudier d'autres sphères publiques, non libérales, non bourgeoises, concurrentes et contestataires, qui montrent que malgré ses prétentions, le public bourgeois n'était jamais le *seul* public. Des publics concurrents et contestataires existaient, (des *counterpublics* en anglais) : publics nationalistes, paysans, ouvriers, de femmes de l'élite, de femmes de la classe ouvrière, etc. Ainsi, Mary P. Ryan démontre que malgré leur exclusion constitutionnelle et légale de la vie politique et de la sphère publique, les femmes des différentes classes sociales aux Etats-Unis à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle se frayèrent un chemin dans la sphère publique en y participant de diverses manières. Les femmes de l'élite formèrent des associations de charité et de réformisme moral et furent propulsées dans la

---

<sup>53</sup> Italique utilisé dans le texte original.

<sup>54</sup> HABERMAS Jürgen, *L'espace public: archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1988, p. 10.

<sup>55</sup> Ibid, p. 11.

<sup>56</sup> THOMPSON E. P., *The Making of the English Working Class*, Penguin UK, 2002 ; BAKER Keith Michael, « Defining the Public Sphere in Eighteenth Century France: Variations on a Theme by Habermas », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992 ; SEWELL William Hamilton, *Work and Revolution in France: the Language of Labor from the Old Regime to 1848*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1980 ; SCOTT Joan Wallach, *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press, 1988.

Sur l'histoire des pratiques qui ont construit une sphère publique lettrée et une opinion publique populaire dans la France révolutionnaire : BAKER Keith Michael, *Inventing the French Revolution: Essays on French Political Culture in the Eighteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; « Defining the Public Sphere in Eighteenth Century France: Variations on a Theme by Habermas », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992 ; CHARTIER Roger, *The Cultural Origins of the French Revolution*, Durham, Duke University Press, 1991 ; FARGE Arlette, *Subversive Words: Public Opinion in Eighteenth Century France*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 1994.

sphère publique à travers l'utilisation de références de la sphère privée telles que la domesticité et la maternité, par exemple. Les femmes des classes populaires s'insèrent dans la sphère publique à travers la participation aux luttes des travailleurs et aux manifestations publiques, et les féministes dénoncèrent publiquement l'exclusion des femmes de la sphère publique officielle. Ainsi, Ryan démontre qu'il y avait une multiplicité d'arènes politiques et diverses manières de s'insérer dans la sphère publique malgré le fait que l'on soit exclu de la citoyenneté.

La question qui se pose alors est : peut-on parler de l'existence de différentes « sphères publiques » (sphère publique bourgeoise, plébéienne, de femmes de l'élite, de femmes travailleuses, etc.)? Habermas parle lui-même d'une sphère publique plébéienne dérivant de, mais distincte, de la sphère publique bourgeoise. Cependant, comme le signalent plusieurs auteurs comme Craig Calhoun ou Pablo Piccato, il est peut-être plus pertinent de parler de plusieurs *publics* différents au sein d'une même sphère publique et d'étudier historiquement les exclusions dont elle est constituée: « En lugar de disolver el modelo en partículas intercambiables, es más útil plantear la doble tarea empírica de considerar las exclusiones que caracterizan a la esfera pública históricamente existente, y explorar la multiplicación de temas de debate alrededor de los que se pueden formar públicos específicos pero siempre provisionales. »<sup>57</sup> Ces publics ont existé depuis le début de la formation de la sphère publique bourgeoise, et ne sont pas apparus plus tard comme le sous-entend Habermas. D'après Geoff Eley, il est d'autant plus essentiel de reconnaître l'existence des différents publics au moment de la formation de la sphère publique que celle-ci s'est constituée essentiellement et toujours par, et à travers, le *conflict*: « It is important to acknowledge the existence of *competing*<sup>58</sup> publics not just later in the nineteenth century, when Habermas sees a fragmentation of the classical liberal model of *Öffentlichkeit*, but at every stage in the history of the public sphere and, indeed, from the very beginning (...) Habermas misses this diversity. More to the point, he misses the extent to which the public sphere was always constituted by conflict (...) The classic model was already being subverted at the point of its formation, as the actions of subordinate classes threatened to redefine the meaning and extent of the « citizenry »... »<sup>59</sup> La sphère publique n'est donc pas un espace neutre où émerge un

---

<sup>57</sup> PICCATO Pablo, « ¿Modelo para armar? Hacia un acercamiento crítico a la teoría de la esfera pública », dans SACRISTAN Cristina, PICCATO PABLO (coords.), *Actores, espacios y debates en la historia de la esfera pública en la ciudad de México*, México, D.F., Instituto de Investigaciones Históricas : Instituto Mora, 2005.

<sup>58</sup> Tous les italiques de cette citation proviennent du texte original.

<sup>59</sup> ELEY Geoff, « Nations, Publics, and Political Cultures: Placing Habermas in the Nineteenth Century », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992, p. 306.

discours politique rationnel de la manière idéaliste et abstraite dont d'après Eley l'envisage Habermas, mais elle est un espace de contestation et de conflit.

Contrairement à une grande partie de ces auteurs, notre objectif n'est pas de comprendre comment la sphère publique s'est constituée en Bolivie. Il s'agit là de considérations théoriques très ambitieuses qui sont hors de notre portée et de notre propos. Dans un pays ethniquement très divers comme la Bolivie et avec des fortes continuités coloniales notamment en ce qui concerne les hiérarchies sociales, raciales, et de genre, la sphère publique était bien évidemment marquée par des exclusions : ceux qui dominaient la sphère publique étaient les hommes, « blancs »<sup>60</sup>, appartenant aux classes moyennes et supérieures de la société. Cependant, comme on le verra plus en détail dans le chapitre 1 cela ne veut pas dire que des secteurs de la population exclus ne firent pas entendre leurs voix dans cette sphère publique à travers des protestations, des manifestations, des grèves, des communiqués et des dénonciations dans la presse et la radio, qui était le média le plus « démocratique » car le plus accessible aux analphabètes. La guerre du Chaco fut d'ailleurs un moment clé et catalyseur pour l'émergence d'une nouvelle conception plus « inclusive » de la Nation parallèlement à l'émergence d'acteurs exclus de la vie politique et même de la Nation, prêts à remettre en question ces exclusions, l'ordre établi et les définitions de la citoyenneté. Les femmes participèrent activement de la sphère publique, notamment les femmes des classes moyennes et supérieures qui firent un ample usage des médias. Certaines d'entre elles affirmèrent leur légitimité à participer de la sphère publique et de la vie politique en brouillant idéologiquement les limites entre la sphère publique et privée. Elles remirent en question également la définition de la citoyenneté. En fonction de leurs positions sociales et de leurs intérêts de classe, les femmes cherchaient à remettre en question l'ordre établi ou à le maintenir, mais dans tous les cas elles participèrent de la sphère publique en faisant entendre leurs idées, leurs revendications et leurs conceptions, en affirmant dans le même temps leur légitimité à agir et participer de la sphère publique et même de la vie politique.

## **Méthodologie et sources**

Étant donné les études peu nombreuses, succinctes et fragmentaires qui existent sur les femmes en Bolivie, il nous a fallu partir de très peu pour collecter des sources et des

---

<sup>60</sup> Dans le chapitre 4, on étudiera comment les frontières des catégories ethniques ont toujours été ambiguës, floues et changeantes.



informations sur le rôle qu'ont pu jouer les femmes dans la sphère publique en Bolivie dans la période de 17 ans qui va de 1935 à 1952. La presse étant l'un des espaces symboliques par excellence de la sphère publique où s'exprime et se forme l'opinion publique à travers l'expression et la discussion des nouvelles, des informations, des idées, des opinions, des émotions, elle a été notre source privilégiée. Pour nos recherches de Master on l'avait consultée par périodes ponctuelles et précises, en fonction de dates où l'on savait que l'on trouverait probablement des informations. Cependant, pour les recherches de la thèse, on ne pouvait pas se contenter de chercher par périodes courtes car cela aboutissait à des informations parcellaires, qui laissaient de nombreuses périodes dans l'ombre. Nous nous sommes donc armés de courage et de patience, et nous avons décidé de réviser jour par jour les journaux de janvier 1935 à septembre 1952. Au début on s'était dit que si la démarche n'était pas fructueuse au bout d'un certain temps, on allait changer de stratégie. Cependant, la démarche s'est avérée extrêmement fructueuse car dès les premiers jours révisés dans les journaux on a commencé à trouver une quantité importante d'articles sur les femmes ou rédigés par des femmes. On a donc décidé de continuer avec cette démarche qui a été très longue. C'est la raison pour laquelle on a dû choisir de se focaliser uniquement sur deux journaux, l'un, *El Diario*, représentant les intérêts et les opinions de l'oligarchie, et l'autre, *La Calle* (1936-1946), représentant les questionnements des classes moyennes et leur recherche de nouvelles orientations idéologiques. Cela nous permettait d'avoir deux points de vue différents et même opposés sur les événements et les différents contextes de la période, sachant que le seul journal anti-oligarchique qui ait eu une durée de vie longue et un réel impact dans la société fut *La Calle*. Il faut savoir que dans les hémérothèques, parfois certains exemplaires de journaux manquent pendant quelques dates ou mois, en raison de la censure dont ils furent victimes ou en raison de négligences dans la conservation des fonds de périodiques. Ainsi, lorsque des exemplaires manquaient, on s'est tourné vers d'autres journaux tels que *La Razón* ou *Última Hora*. *La Calle* fut victime de censure à de nombreuses reprises et lors de la chute du gouvernement de Villarroel en juillet 1946 ses locaux furent pillés et brûlés, ce qui signifia sa fin définitive. À partir de 1946, on a donc pu consulter uniquement les journaux de l'oligarchie, notamment *El Diario*, car pendant la période qui va de 1946 à 1951 aucun autre journal anti-oligarchique n'apparut en raison de la répression. Ce travail de consultation systématique de deux journaux nous a pris au total huit mois de travail répartis en deux années : quatre mois en 2012 au début de la thèse, et quatre mois en 2013. On a travaillé dans deux hémérothèques : celle de l'Université San Andrés à La Paz et celle de la Bibliothèque et Archives de l'Assemblée Législative, également à La Paz. La presse s'est avérée une source précieuse car elle nous a permis de trouver toutes les informations sur les

actions et activités des organisations des femmes, mais aussi des articles écrits par des femmes, des pages mensuelles tenues par des organisations de femmes féministes ou socialistes, des articles écrits par des femmes d'autres pays, les liens que les féministes boliviennes entretenaient avec les féministes du continent, ainsi que des articles extrêmement nombreux et divers écrits par des auteurs (hommes ou femmes), sur les femmes, la féminité, la maternité, le rôle joué par les femmes dans la guerre du Chaco, le rôle joué par les femmes dans de nombreuses autres guerres comme la seconde guerre mondiale, l'accès des femmes au marché du travail, le féminisme, les figures de « la femme moderne », des figures historiques de femmes de Bolivie et d'ailleurs, etc. Une infinité d'informations et d'articles extrêmement précieux pour l'élaboration de ce travail.

Si la presse est notre source privilégiée et principale, on s'est aussi tourné vers d'autres sources plus institutionnelles telles que des lois, décrets de loi, textes des Constitutions de 1880, 1938 et 1945, et des études sur la condition juridique des femmes permettant de connaître en détail les dispositions établies par l'État bolivien de 1920 à 1952 concernant, directement ou indirectement, les femmes. L'on dispose également de débats parlementaires sur le « divorce absolu » en 1932 et 1944, ainsi que sur le suffrage féminin dans les Conventions de 1938 et 1945 qui précisent l'avis des hommes politiques de l'époque sur ces questions. On a trouvé la plupart de ces sources à la Bibliothèque et Archives de l'Assemblée Législative à La Paz.

On a cherché aussi d'autres sources institutionnelles pour essayer de connaître les dispositions de l'État concernant des politiques sociales et publiques telles que la création d'écoles d'assistantes sociales, la création d'une Direction de la Maternité, et toutes les politiques hygiénistes et eugénistes que l'État essaya de mettre en œuvre, de manière plus ou moins fructueuse, après la guerre. Nos recherches à ce sujet n'ont pas donné beaucoup de fruits car il faut savoir que, jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, Sucre conservait toutes les archives du pouvoir exécutif, la documentation ministérielle, les rapports officiels, la presse, etc. Cependant, lorsqu'à partir de 1900 le siège de gouvernement passe à La Paz, celui-ci arrête d'envoyer systématiquement ces archives à Sucre, qui garde son statut de capitale constitutionnelle et la Bibliothèque et les Archives Nationales du pays jusqu'à aujourd'hui. Le problème est qu'une deuxième Bibliothèque et Archives Nationales n'ont jamais été ouverts à La Paz, et les sources de l'État ont donc été perdues, brûlées, jetées, ou dispersées dans un très grand nombre de centres publics ou privés, ou encore chez des particuliers. Il est ainsi très difficile d'avoir accès aux « archives du gouvernement » à partir du XX<sup>ème</sup> siècle, et le centre d'archives qui existe à La Paz (« Archivos de La Paz ») ne conserve que les documents que les particuliers ont bien voulu donner. Presque aucune des sources conservées dans ces

Archives ne concerne l'État sauf les recensements de 1900 et 1950 et les fiches de paie des infirmières du Chaco qui ne nous ont pas été d'une très grande utilité... Ainsi, pour connaître les politiques sociales de l'État on a dû se contenter des articles et informations trouvés dans la presse, qui restent tout de même importantes.

Pendant ce travail d'archives en Bolivie on a aussi réalisé des entretiens avec des membres de la famille des femmes que l'on étudie, car toutes sont déjà décédées. Ces entretiens nous ont renseignée plus en détail sur la vie de ces femmes, et leurs pensées, mais ils nous ont été peu utiles pour connaître leur participation dans la sphère publique. Ils restent donc une source moins importante dans l'élaboration de ce travail.

En revanche, les entretiens qui ont été réalisés dans les années 1980 avec des femmes syndicalistes anarchistes qui étaient alors encore en vie, par l'Atelier d'Histoire Orale Andine (*Taller de Historia Oral Andina*, THOA)<sup>61</sup> d'où résultèrent plusieurs ouvrages<sup>62</sup>, nous ont été extrêmement utiles pour connaître les actions et les idées de ces femmes car la plupart d'entre elles n'a pas laissé de traces écrites ; elles étaient majoritairement analphabètes. La transcription de ces entretiens ainsi que les articles de presse du journal *La Calle*, nous ont été extrêmement utiles pour connaître les actions de ces femmes dans la sphère publique.

En ce qui concerne les femmes indigènes, comme on l'a déjà signalé, les sources écrites restent presque complètement silencieuses par rapport à elles. Comme le dit Michelle Perrot, dans le passé il y a des zones qui restent « muettes » et un « océan de silence » lié au « partage inégal des traces et de la mémoire »<sup>63</sup>. Les femmes indigènes, vivant dans les campagnes, dans l'analphabétisme, et fortement discriminées, ont été les plus exclues du privilège de l'écrit, et par conséquent du privilège de pouvoir laisser des traces trouvables par les historiens. La plupart de celles qui étaient adultes à l'époque étudiée ne sont plus en vie. Aucun entretien n'a été fait avec elles dans le passé comme c'est le cas avec les femmes syndicalistes. La seule manière de trouver des informations sur elles c'était de se mettre à la recherche des membres de leurs familles qui auraient pu nous parler d'elles. Cependant, cette démarche s'est avérée difficile pour un certain nombre de raisons. La première, c'était un

---

<sup>61</sup> L'Atelier d'Histoire Orale Andine fut fondé en 1983 autour de la faculté de Sociologie de l'Université Mayor de San Andrés de La Paz et des étudiants de Silvia Rivera Cusicanqui, fondatrice de l'organisation. Il s'agissait d'un groupe de recherche qui privilégiait la méthodologie de l'histoire orale pour réaliser des recherches sur l'histoire des indigènes et de leurs luttes pour la récupération de leurs terres depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle en Bolivie.

<sup>62</sup> LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C., *Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988 ; WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989; WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>63</sup> Michelle Perrot, *Les Femmes ou les Silences de l'Histoire*, Flammarion, 2<sup>ème</sup> édition, 2012.

manque de contacts qui pourraient nous mettre en lien avec les membres de leurs familles et avec le monde rural. Provenant nous-même du monde urbain, les liens que l'on a avec le monde rural sont ténus, voire inexistant. Certains chercheurs et personnes qui auraient pu nous donner les renseignements de certaines familles ne les avaient plus ou n'étaient plus en contact avec elles. De plus, le fait d'avoir fait des entretiens avec des membres des familles des femmes urbaines qui nous avaient finalement renseigné très peu sur la participation de ces femmes dans la sphère publique, ainsi que le manque de sources écrites auxquelles pouvoir confronter les sources orales, nous ont découragée de poursuivre dans cette démarche. Le temps très limité dont on disposait pendant les séjours de recherche en Bolivie, s'est ajouté aux difficultés pour qu'on continue sur cette lancée. Cependant, l'on considère toujours que des recherches peuvent et doivent être entamées, basées sur la méthodologie orale, afin de restituer ce que furent les voix et les actions des femmes indigènes de Bolivie.

En ce qui concerne le mouvement féministe transnational et les liens que les féministes boliviennes entretenaient avec les féministes des pays du continent américain, plusieurs voyages nous ont permis de collecter des sources extrêmement précieuses, dont les revues publiées par diverses organisations féministes qui circulaient dans tout le continent. On a voyagé en Équateur où l'on a trouvé les revues publiées par la Légion Féminine d'Éducation Populaire Amérique, une organisation féministe fondée à Guayaquil qui avait une branche en Bolivie à partir de 1935 qui était l'une des principales organisations féministes de l'époque. On a trouvé les revues dans les Archives du Ministère des Cultures à Quito et à la Bibliothèque Municipale de Guayaquil. On s'est rendues aussi à la Bibliothèque Nationale du Chili et de l'Argentine, où l'on a pu trouver tous les exemplaires de revues féministes très importantes à l'époque qui circulaient dans tous les pays.

Un séjour de recherche de 5 mois réalisé à l'Université de Duke aux États-Unis en 2014 en tant que « chercheuse invitée », nous a permis d'avoir accès dans cette université à une bibliographie anglo-saxonne très importante, mais aussi de voyager et de faire des recherches dans plusieurs bibliothèques et archives étatsuniennes. Ainsi, à Boston on a pu accéder à la Bibliothèque Arthur and Elizabeth Schlesinger sur les femmes dans les Amériques de l'Université de Harvard. Là-bas on a pu consulter la collection de Doris Stevens, la présidente de la Commission Inter-Américaine des Femmes, une des organisations les plus importantes dans la création des liens entre les féministes du continent américain. Cette collection nous a permis d'avoir accès à des documents de l'institution, mais surtout à une correspondance extrêmement dense et importante qu'elle entretenait avec une grande partie des féministes du continent. C'est le seul corpus de correspondance auquel on pu avoir accès, et il a été très précieux car il nous a permis de connaître la portée de la Commission

Inter Américaine des Femmes dans le mouvement féministe latino-américain, les difficultés que cette organisation rencontrait, ses défis, ses objectifs, le type de liens que Doris Stevens entretenait avec les féministes du continent, les stratégies et les ressources symboliques et matérielles qu'elle échangeait avec les féministes, ainsi que la subjectivité de ces femmes, leurs liens d'amitié, leurs disputes, etc. À Washington on a pu consulter la Bibliothèque du Congrès, où l'on a trouvé de nombreux documents plus institutionnels sur la Commission Interaméricaine des Femmes. À la Bibliothèque Publique de New-York, on a pu collecter des articles de presse ainsi que des lettres de certaines organisations féministes, présentes dans le reste du continent. Ces sources sont tellement nombreuses et importantes qu'elles dépassent largement le cadre de cette thèse. On espère pouvoir les exploiter à fond pour des recherches postérieures.

En 2015, on s'est rendu à l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam où l'on a pu trouver les archives du MNR avec un très grand nombre de documents du parti : des pamphlets, des livres écrits par les militants mais aussi par les adversaires d'autres partis, de la propagande politique, des articles de presse, etc., Cependant, on n'a pas trouvé beaucoup d'informations sur le rôle des femmes au sein du parti, mis à part quelques informations intéressantes sur le rôle des femmes dans la chute du gouvernement de Villarroel (juillet 1946).

Enfin, on dispose de livres écrits par des femmes à l'époque. Ils constituent des sources précieuses que l'on s'est procuré grâce aux membres leurs familles ou à travers le prêt entre bibliothèques.

## **Choix d'exposition**

Quel fut le rôle que les femmes jouèrent dans la sphère publique en Bolivie dans la période d'effervescence politique et de bouillonnement intellectuel qui va de la fin de la guerre du Chaco jusqu'à la révolution de 1952 ? De quelle manière contribuèrent-elles à redéfinir quelle était la place des femmes dans la société après la guerre ? Quelle fut leur contribution dans les débats intellectuels et politiques de l'époque ? En quoi leur participation dans la sphère publique et politique devint un enjeu politique d'importance ?

Ce travail vise à répondre à ces questions en six chapitres. Le premier vise à présenter brièvement les conditions sociales, médiatiques et spatiales qui façonnaient l'existence de la

sphère publique en Bolivie. Dans quel type de société se développait la vie des femmes que l'on va étudier ? Comment fonctionnaient la presse et la radio à l'époque ? Comment circulaient les idées, les nouvelles, les opinions à l'époque ? Quelles étaient les espaces de sociabilité et de politisation des secteurs dominants et des classes populaires ? Ce sont quelques unes des questions que l'on vise à répondre dans ce premier temps.

Ensuite, on passera à étudier comment la guerre du Chaco changea la vie des femmes. Cette guerre, qui fut l'un des moments les plus traumatiques de l'histoire de la Bolivie, signifia un bouleversement majeur dans tous les domaines : politique, social, culturel et économique. Des questionnements surgirent sur quelle était la nouvelle place que les femmes devaient avoir dans la société en raison de leur participation significative à l'effort de guerre. Les femmes n'étaient plus les mêmes après la guerre. Quel fut l'impact de cette guerre dans leurs vies ? Quel rôle y jouèrent-elles ? Dépassèrent-elles les rôles établis pour les femmes par la société de l'époque ? Comment fut transformée la perception que la société avait d'elles ? Comment se redéfinit le féminin à l'issue de la guerre ? Quel nouvel espace occupèrent les femmes dans l'espace et la sphère publiques ? Ce sont les questions auxquelles on tentera de répondre dans le chapitre 2.

Le chapitre 3 s'occupera de connaître le mouvement féministe d'après-guerre. Ce mouvement, bien connecté au mouvement féministe du continent, ressurgit avec force pendant la guerre et connut une période florissante jusqu'en 1937. Quelles furent les revendications des féministes de l'époque ? Comment contribuèrent-elles aux débats intellectuels de l'époque ? Quelle fut l'évolution de ce mouvement ?

La guerre signifia aussi le resurgissement de syndicats de femmes anarchistes. Face au dynamisme des femmes syndicalistes et du mouvement ouvrier en général après la guerre du Chaco, quels furent les discours et les politiques des secteurs dominants, des autorités et des hommes politiques à l'égard des femmes des classes populaires urbaines ? Inversement, quelles furent les actions menées par les femmes syndicalistes issues de ces secteurs pour lutter contre ces discours et politiques souvent discriminatoires ? Ce sont les questions auxquelles on tentera de répondre dans le chapitre 4.

La décennie 1940 fut celle du déclin du mouvement féministe et de l'ascension d'organisations de femmes catholiques très actives dans la sphère publique. Celles-ci, issues du catholicisme social, prônaient une idéologie qui brouillait les distinctions entre sphère publique et privée et qui encourageait l'action des femmes dans la sphère publique lorsqu'il s'agissait de défendre la famille. Cette idéologie encouragea la mobilisation des femmes catholiques qui s'insurgèrent contre le gouvernement de Gualberto Villarroel (1943-1946) avec l'objectif de sauvegarder la famille traditionnelle et l'ordre oligarchique. Quel fut le rôle

que les femmes catholiques jouèrent dans la chute de Villarroel ? Comment ces femmes se politisèrent-elles et quelles furent les bases idéologiques de cette politisation ? Comment parvinrent-elles à se rapprocher du pouvoir après la fin tragique de Villarroel ? Ce sont les questions auxquelles on tentera de répondre au chapitre 5.

Enfin, dans le chapitre 6 on s'occupera de la période appelée le « Sexenio » (1945-1952) qui représenta la tentative de l'oligarchie de reprendre le pouvoir et de revenir à la période d'avant-guerre. Cette période se déroula dans un climat de tensions, de grands mécontentements politiques et sociaux, et d'une répression féroce contre les mineurs, les ouvriers et le MNR. Dans ce contexte tendu, les femmes votèrent pour la première fois dans les élections municipales de 1947 et 1949. Elles connurent aussi une politisation croissante en créant des nouvelles organisations politiques féminines. Si la plupart des institutions féminines se montraient fidèles au gouvernement et manifestaient une opposition virulente au MNR, un grand nombre de femmes des classes moyennes s'était rallié à ce parti dans la clandestinité. En quoi la participation des femmes en politique était-elle devenue un enjeu d'importance dans les luttes entre le gouvernement oligarchique et le MNR ? C'est l'une des questions à laquelle on tentera de répondre dans ce dernier chapitre qui se ferme avec la révolution de 1952 et l'arrivée au pouvoir du MNR, signe d'une autre époque pour le pays.

# **Chapitre 1 : Les conditions sociales,** **médiatiques et spatiales d'une sphère** **publique en Bolivie**

Ce chapitre vise à présenter brièvement les conditions sociales et spatiales qui façonnaient l'existence d'une sphère publique en Bolivie dans la période qui nous concerne. Le chapitre est court car il évoque des sujets qui seront développés plus en détail par la suite.

Notre objectif n'est pas du tout d'analyser si ces conditions et le développement spécifique du « capitalisme » en Bolivie permettaient l'existence ou non d'une « sphère publique » telle que Habermas la concevait pour l'histoire européenne du XVIII<sup>ème</sup> et du début du XIX<sup>ème</sup> siècles. Il s'agit là de considérations théoriques très ambitieuses qui sont hors de notre portée et de notre propos. Notre objectif est bien plus modeste : il s'agit de présenter une ébauche des conditions dans lesquelles a pu se développer en Bolivie, et pour l'époque qui nous concerne, une aire de la vie sociale où les individus échangeaient des idées de manière rationnelle sur des questions d'intérêt général.

La présentation est une ébauche car les sources secondaires nous manquent beaucoup à ce sujet. Il n'y a aucune étude sociologique ou historiographique qui analyse spécifiquement la société de la première moitié du XX<sup>ème</sup> en Bolivie et encore moins des travaux sur la sphère publique dans ce pays. Les sources primaires manquent également; il faut savoir que seuls deux recensements généraux eurent lieu en Bolivie dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle : l'un en 1900 et l'autre en 1950. Par conséquent, il est impossible d'avoir des données démographiques et sociales précises concernant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. On est donc face à un puzzle, auquel il manque beaucoup de pièces, mais qu'on a tout de même essayé de reconstituer pour tenter de comprendre quelles furent les conditions dans lesquelles pouvait fonctionner une sphère publique en Bolivie de 1935 à 1952.

Pour les informations d'ordre démographique on s'est basé sur des ouvrages d'histoire générale, ou qui traitent de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, qui eux-mêmes se basent sur les données des recensements de 1900 et de 1950<sup>64</sup>. En ce qui concerne la reconstitution des espaces de sociabilité, on a utilisé une source primaire qui s'est avérée précieuse: il s'agit de

---

<sup>64</sup> On a eu accès aux recensements eux-mêmes dans les Archives de La Paz, mais il s'agissait de milliers de feuillets désordonnés avec des données très nombreuses et diverses ; il était difficile de synthétiser de manière pratique toutes ces informations. Reprendre les données essentielles de ces recensements qui sont fournis dans les livres d'histoire générale s'est avéré plus rapide et efficace pour ce qui est du propos de ce chapitre.



l'ouvrage publié pour les célébrations du Centenaire de l'indépendance du pays en 1925<sup>65</sup>. Ce livre se voulait un hommage et un portrait le plus exact possible du pays à ses cent ans d'existence. Il fut rédigé par des hommes politiques et des intellectuels de l'époque, qui se consacrèrent à décrire le pays dans ses moindres détails. C'est ainsi que l'on a réussi à disposer par exemple de précieuses descriptions sur les espaces de sociabilité de La Paz à l'époque. Il s'agit de descriptions qui datent de 1925, dix ans avant le début de notre période, mais l'on peut supposer que plusieurs de ces descriptions, à quelques nuances près, étaient toujours valables en 1935. En ce qui concerne la presse qui circulait à l'époque, le livre de Jerry Knudson, *Bolivia : press and revolution, 1932-1964*<sup>66</sup> nous a été d'une aide précieuse afin d'analyser le fonctionnement de la presse et la circulation des idées.

Ainsi, afin de reconstituer au mieux les conditions sociales, médiatiques et spatiales qui façonnaient une sphère publique en Bolivie dans ce chapitre, on analysera dans un premier temps les données démographiques et sociales d'une société très diverse et hiérarchisée. Ensuite, dans un deuxième temps on étudiera les espaces de sociabilité et de politisation des classes dominantes et des secteurs populaires. Et finalement, on étudiera les médias tels que la presse et la radio afin de comprendre comment fonctionnait la circulation des nouvelles, des idées, des opinions, etc., et des motifs de mobilisation à l'époque étudiée.

## **I) Une société hétérogène et hiérarchisée**

Le recensement de 1900 estimait la population générale de la Bolivie à 1 816 271 habitants. Il faut savoir que ce chiffre englobait la population effectivement recensée, plus une estimation des tribus dites « non soumises » vivant dans le pays, le tout révisé à la hausse en cas d'oublis. Selon ce recensement, 25% de la population était urbaine, et 75% était rurale<sup>67</sup>. Le recensement de 1950 estimait la population générale à 3 019 031 habitants, dont 34% était urbaine et 66% rurale<sup>68</sup>. Si la population urbaine avait augmenté dans ce demi-siècle, le pays avait toujours une population majoritairement rurale en 1950, et donc pendant toute la période qui nous concerne. Les amérindiens, présents dans tout le territoire, étaient identifiés au monde rural et à la paysannerie<sup>69</sup>. En effet, depuis l'époque coloniale les frontières des catégories ethniques ont toujours été floues et leurs définitions dépendaient des recensements

---

<sup>65</sup> ALARCON A. Ricardo J. (dir.), *Bolivia en el Primer Centenario de su Independencia*, livre publié par le gouvernement de Bolivie, 1925.

<sup>66</sup> KNUDSON Jerry W., *Bolivia : press and revolution, 1932-1964*, University Press of America, 1986.

<sup>67</sup> MARTINEZ Françoise, « Régénérer la race ». *Politique éducative en Bolivie, (1898-1920)*, Éditions de l'IHEAL, 2010.

<sup>68</sup> MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

<sup>69</sup> MARTINEZ Françoise, « Régénérer la race ». *Politique éducative en Bolivie, (1898-1920)*, Éditions de l'IHEAL, 2010.

et de la manière dont ceux-ci étaient menés. Souvent, comme on le verra plus en détail ultérieurement, les catégories ethniques ont été associées à des métiers et à des conditions économiques. Ainsi, comme l'explique Barragán à propos du recensement de La Paz de 1881, on ne pouvait pas concevoir un blanc agriculteur car les « agriculteurs étaient les indigènes », et on ne pouvait pas non plus concevoir un indigène propriétaire car les « blancs étaient les propriétaires ». Si un indigène exerçait le métier de cordonnier il cessait d'être considéré comme indigène, et de même, un « blanc » appauvri pouvait être considéré comme métis, et ainsi de suite jusqu'à ce que les critères de définition de ces catégories changent<sup>70</sup>.

Dans les recensements de 1900 et 1950 il n'y avait pas de critère d'auto-identification ethnique ; le recenseur établissait dans quelles catégories il inscrivait les recensés, probablement en fonction de plusieurs critères objectifs et subjectifs (zone rurale ou urbaine, langues parlées, couleur de peau, etc.). Le recensement de 1900 distinguait parmi les indigènes trois peuples, l'un andin, l'autre de la Pampa et un troisième « guaránico »<sup>71</sup>, même s'ils étaient tous les trois englobés dans un même chiffre et pourcentage concernant la population indigène. Ainsi, le pourcentage de population indigène était de 56.83% (englobant aymaras, quechuas, et ethnies orientales)<sup>72</sup>. Les métis recensés constituaient 30.85% de la population<sup>73</sup>, et les blancs, constitués soit d'étrangers européens, soit d'Américains (pays limitrophes et Amérique du Nord), soit de Boliviens descendants en premier lieu d'Espagnols ou d'autres immigrants européens du XIX<sup>ème</sup> siècle, constituaient une petite minorité : 11.83% de la population<sup>74</sup>. Les Noirs descendants d'esclaves ramenés du Sénégal et de Guinée à l'époque coloniale pour travailler la terre dans les régions chaudes<sup>75</sup>, ne représentaient que 2% de la population<sup>76</sup>. Dans le recensement de 1950 la catégorie de « métis » disparut ; on fit la distinction uniquement entre population indigène et non-indigène. La population indigène représentait ainsi 63% de la population et la non-indigène 37%<sup>77</sup>. Aucune donnée ne fut établie concernant la population noire.

L'espagnol était une langue minoritaire dans le pays, et le taux d'analphabétisme était élevé même parmi les hispanophones. En 1900, parmi la population de plus de 7 ans, seulement 16% avait été scolarisée ; Klein considère que ces taux étaient surestimés<sup>78</sup>. On n'a pas de chiffres à ce sujet, mais il est admis que l'analphabétisme était beaucoup plus élevé

---

<sup>70</sup> BARRAGAN Rossana, « Categorías e identidades en permanente definición », dans DENISE Y. Arnold (comp.) *¿Indígenas u obreros ? La construcción política de identidades en el Altiplano boliviano*, Fundación Unir, La Paz, 2009.

<sup>71</sup> MARTINEZ Françoise, « Régénérer la race ». *Politique éducative en Bolivie, (1898-1920)*, Éditions de l'IHEAL, 2010.

<sup>72</sup> MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

<sup>73</sup> Dans le chapitre 4 on s'attardera à analyser les catégories de métis et « cholos ».

<sup>74</sup> MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

<sup>75</sup> MARTINEZ Françoise, « Régénérer la race ». *Politique éducative en Bolivie, (1898-1920)*, Éditions de l'IHEAL, 2010.

<sup>76</sup> MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

<sup>77</sup> Idem.

<sup>78</sup> KLEIN Herbert, *Historia de Bolivia*, Librería Editorial "Juventud", La Paz, Bolivie, 1991.

chez les femmes que chez les hommes. Depuis 1839, le type de suffrage existant en Bolivie était: direct, masculin, censitaire et restreint à ceux qui étaient alphabétisés. Par conséquent, une infime partie de la population pouvait participer aux comices : pour la période qui va jusqu'en 1900, la population qui pouvait voter était constituée de 30.000 à 40.000 personnes<sup>79</sup> ; pour les élections de 1951, sur une population de 3.019.031 d'habitants, seuls 204.649 électeurs étaient inscrits pour voter, c'est-à-dire, 6.78% de la population<sup>80</sup>.

Le pouvoir politique, économique et social était ainsi entre les mains d'une toute petite minorité, celle qui était considérée et se considérait elle-même comme « blanche ». Il s'agissait d'une oligarchie composée surtout des propriétaires miniers et terriens, qui souvent exerçaient aussi des professions libérales. Ce groupe minoritaire occupait une position dominante dans tous les domaines et se trouvait au sommet de la hiérarchie en termes de prestige, autorité et propriété. Les indigènes assimilés au monde rural et à la paysannerie, constituaient la majorité de la population, mais se trouvaient au plus bas de la hiérarchie sociale. Ils étaient victimes d'une forte discrimination, à tel point que les secteurs dominants considéraient qu'ils étaient un « problème » pour la Bolivie, un facteur de « retard » qui empêchait le pays de faire partie des « nations civilisées ». Les métis étaient également victimes de fortes discriminations, et devinrent aussi au début du XX<sup>ème</sup> siècle « un problème » pour les secteurs dominants. La discrimination à l'égard de ces secteurs et la manière dont ils furent constitués en « problèmes » pour l'oligarchie, seront étudiés en détail dans le chapitre 4.

Dans ces conditions, la sphère publique en Bolivie, c'est-à-dire, l'aire de la vie sociale où les individus échangeaient des idées, des informations, des opinions, sur des questions d'intérêt général, existait principalement dans les espaces urbains et était dominée par les groupes sociaux dominants. Ce sont surtout les voix de ces secteurs (les plus alphabétisées) et leurs activités qui s'expriment et qui sont présentées et discutées en espagnol dans la presse et la radio de l'époque. Cependant, comme on le verra par la suite, les secteurs populaires urbains parvinrent également à s'exprimer dans la presse et la radio et à ce que leurs activités et actions soient aussi discutées, notamment à travers le journal *La Calle*, même si ce journal, qui appartenait à des journalistes de la classe moyenne, présentait aussi souvent une vision déformée de la voix et des actions de ces secteurs. En ce qui concerne les indigènes, leurs voix et leurs actions sont les moins visibles et audibles. Cependant, comme le montrent les

---

<sup>79</sup> Idem.

<sup>80</sup> LEAÑO ROMÁN Eduardo, Sistemas electorales en Bolivia. La Conversión de votos del Ejecutivo y Legislativo, Unidad de Análisis e Investigación del Area de Educación Ciudadana de la Corte Nacional Electoral, Corte Nacional Electoral, La Paz, Bolivie, 1ère édition février 2005, p. 37.

travaux de Gotkowitz<sup>81</sup>, les hommes indigènes réussirent à participer tout de même de la sphère publique à travers leurs luttes pour la restitution de leurs terres tout au long de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Pour ce qui est des femmes indigènes, leurs voix et activités sont passées presque complètement sous silence. Si jamais les journaux font mention d'elles, c'est uniquement pour parler des abus dont elles étaient victimes de la part des patrons, des *hacendados*, des policiers, des autorités ou même de leurs compagnons.

Pour que cette sphère publique existe, il fallait des espaces qui favorisent l'échange des idées et des opinions. Ces espaces étaient à la fois physiques et concrets à l'intérieur des villes, mais aussi des « espaces symboliques » tels que les journaux ou les revues.

## II) Les espaces de sociabilité et de politisation

### A) Des secteurs dominants

La Paz, siège du gouvernement, était la ville la plus importante et la plus peuplée du pays, avec 287.000 habitants en 1942<sup>82</sup>. Siège du gouvernement, il s'agissait de la ville où se trouvaient la plupart des hommes politiques et par conséquent la ville où l'on discutait probablement le plus de politique. C'est aussi la ville sur laquelle on dispose de plus d'informations concernant ses espaces de sociabilité. D'après l'ouvrage du Centenaire de 1925, La Paz avait une vie sociale très active qui se développait à travers « les bals, les réceptions, les soirées littéraires et les promenades »<sup>83</sup>. La place principale de la ville, la « Plaza Murillo » et l'une des rues qui la traversait, la rue « Comercio », faisaient partie des espaces où se déplaçaient les secteurs dominants de la ville : « les matins [elles] étaient très fréquentées par le plus sélect de la société de La Paz »<sup>84</sup>. La place Murillo était l'artère principale du trafic de la ville, là où se trouvaient une grande partie des commerces, les lieux de spectacle, les meilleurs hôtels et restaurants, ainsi que les principaux bâtiments de l'administration publique et locale<sup>85</sup>. La place Murillo était aussi l'endroit le plus fréquenté par les secteurs dominants les soirs du dimanche et du jeudi, moment où les familles s'y rendaient pour assister aux concerts des bandes militaires<sup>86</sup>. La rue Comercio était l'une des voies les plus fréquentées, où se trouvaient la plupart des maisons de commerce. C'était la

---

<sup>81</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

<sup>82</sup> *El Diario*, La Paz, 17 octobre 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>83</sup> ALARCON A. Ricardo J. (dir.), *Bolivia en el Primer Centenario de su Independencia*, livre publié par le gouvernement de Bolivie, 1925, p. 734.

<sup>84</sup> Idem.

<sup>85</sup> Idem, p. 787.

<sup>86</sup> Idem.

promenade à la mode les après-midis et les soirs<sup>87</sup>. L'avenue 16 juillet, à quelques pâtés de maisons de la place principale, connue sous le nom de « Prado » aujourd'hui, était également un lieu de promenade par excellence. Elle était « ornementée » de « beaux chalets de construction moderne »<sup>88</sup>. Le soir, les « tertulias », le théâtre ainsi que le cinéma rythmaient la vie sociale de la ville<sup>89</sup>. Dans la place Murillo se trouvait aussi le club social le plus sélect de La Paz, où se réunissaient la plupart des hommes politiques : le Club de La Paz.

Le livre du Centenaire nous raconte de manière synthétique l'histoire des espaces de sociabilité tels que les clubs. D'après ce livre, en 1828, au tout début de l'existence du pays, il était commun pour les hommes de sortir se promener après avoir déjeuné, aux environs de 17h, à l'« Alameda », avenue qui fut appelée plus tard 16 juillet et Prado. Ces promenades servaient de point de rencontre et étaient les espaces où se tenaient les discussions politiques<sup>90</sup>. Peu de temps après, les espaces de réunion et de tertulia n'étaient plus limités aux promenades sur l'Alameda : des hôtels, des salons de billard, des cafés (tel que le célèbre « Café Ayacucho ») permettaient la réunion des hommes politiques. Plus tard, lors de la Guerre du Pacifique, dans plusieurs endroits de la ville « les vieux comme les jeunes » se réunissaient pour commenter les nouvelles qui parvenaient de la guerre. À partir de ces réunions, surgit l'idée de créer un club : ce fut le premier Club de La Paz. Celui-ci devint l'endroit par excellence où l'on discutait de politique, mais aussi une « sorte de bourse pour les transactions financières », ainsi que l'endroit où se formaient des sociétés anonymes pour l'exploitation des mines<sup>91</sup>. Ce premier Club de La Paz ferma ses portes suite à une faillite. Il fut remplacé par un centre social appelé « La Filarmónica » où l'on discutait d'art mais aussi de politique. Ce dernier centre fut aussi dissout et fut remplacé par le « Centro de Amigos » qui devint finalement à nouveau le Club de La Paz, situé dans un « bâtiment somptueux » de la Place Murillo<sup>92</sup>. Sur le modèle de ce Club furent fondés le Club Allemand réunissant la communauté allemande de La Paz, le Club Ferroviaire (« Club Ferroviario »), le Club de l'Union (« Club de la Unión ») et le Casino Espagnol. D'autres centres sociaux réunissant les secteurs dominants, souvent les intellectuels et les hommes politiques, étaient : la Société Géographique de La Paz (« Sociedad Geográfica de La Paz »), l'Académie Bolivienne d'Histoire, Géographie et Lettres (« Academia Boliviana de Historia, Geografía y Letras », et le Cercle des Beaux Arts (« Círculo de Bellas Artes »). Dans des villes comme Sucre c'étaient la Philharmonique (« La Filarmónica »), la Société Géographique de Sucre (« Sociedad

---

<sup>87</sup> Idem, p. 787.

<sup>88</sup> Idem, p. 788.

<sup>89</sup> Idem.

<sup>90</sup> Idem, p. 739.

<sup>91</sup> Idem, p. 740.

<sup>92</sup> Idem.

Geográfica de Sucre »), l'Institut Médical (« Instituto Médico de Sucre ») et la Société d'Anthropologie (« Sociedad Antropológica ») qui jouaient ce rôle.

En ce qui concerne les femmes des secteurs dominants, l'une des associations qui réunissait la plupart des femmes intellectuelles et artistes de la ville était l'Athénée Féminin. C'était l'une des premières organisations féministes du pays, fondée par María Luisa Sánchez Bustamante, en 1923. Cette organisation publiait deux revues : « Eco Femenino » à partir de 1923 et « Índice » à partir de 1929. Elle organisait des conférences sur des thèmes divers toutes les deux semaines, où se réunissaient les normaliens, les écrivains et tous les intellectuels de la ville. Les membres de l'Athénée se réunissaient chez la présidente ou d'autres membres, mais aussi au salon de thé Paris (« Confitería París ») qui faisait partie du luxueux hôtel « Paris » situé sur la Place Murillo<sup>93</sup>. C'était l'un des endroits préférés de réunion des femmes des secteurs dominants, et d'autres organisations féministes qui surgirent plus tard et que l'on va étudier.

Cependant, tous ces espaces de sociabilité dans les endroits les plus prestigieux de la ville n'étaient pas les seuls à permettre la sociabilité et la politisation ; dans les périphéries de la ville, les classes populaires avaient aussi les leurs.

## **B) Des secteurs populaires**

Les espaces principaux de discussion politique pour les secteurs populaires étaient les « chicherías ». Celles-ci jouaient le rôle de tavernes et étaient très populaires dans les villes des vallées andines comme Sucre et Cochabamba, et notamment dans cette dernière ville car sa région était le centre de production de maïs du pays.

Cependant, il est important de signaler que les « chicherías » n'étaient pas fréquentées seulement par les classes populaires, mais aussi par les membres de l'oligarchie. Elles étaient des espaces de sociabilité, de discussion politique et de création de réseaux de clientèle très importants qui permettaient la réunion de classes sociales différentes<sup>94</sup>. Le fait de les déplacer dans les périphéries des villes suite aux politiques hygiénistes qui s'imposèrent à la fin du XIX<sup>e</sup> et durant toute la première moitié du XX<sup>e</sup> siècles, permit aux indigènes fraîchement arrivés des campagnes de participer aux discussions politiques et par conséquent permit leur politisation<sup>95</sup>. Comme l'explique Irurozqui, les accords de clientèle se négociaient dans les chicherías. Si les réunions politiques se réalisaient dans les clubs, les paroisses ou les domiciles privés, les chicherías jouaient le rôle des espaces de rassemblement de différents

---

<sup>93</sup> Idem. p. 787.

<sup>94</sup> IRUROZQUI Marta, « *A bala, piedra y palo* ». *La construcción de la ciudadanía política en Bolivia, 1826-1952*, Diputación de Sevilla, Séville, 2000.

<sup>95</sup> Idem.

groupes sociaux. Dans la littérature qui parle des élections, elles apparaissent comme les espaces où se réalisaient les réunions politiques, où l'on recrutait et où l'on récompensait les agents électoraux (lors des fraudes) et où l'on célébrait les succès dans les urnes<sup>96</sup>. Situées au 19<sup>e</sup> siècle sur les places principales des villes ou dans les rues adjacentes, elles furent peu à peu déplacées vers la périphérie, dans les quartiers populaires. Les chicherías étaient fréquentées par les personnages socialement les plus divers : les *hacendados*, les banquiers, les commerçants, les hommes politiques, les fonctionnaires, les étudiants, les artisans et les marchands de foire<sup>97</sup>. Les hommes politiques, candidats au Congrès ou à la Municipalité fréquentaient les chicherías non seulement pour s'amuser, mais aussi pour chercher des acolytes pour leur cause parmi les artisans, les mulâtiers, et les petits commerçants. Les hommes politiques devenaient parrains des enfants de ceux-ci ou leur cherchaient des postes dans l'administration publique ; en échange ces derniers devenaient partisans et propagandistes de leurs partis parmi leurs collègues, leurs subordonnés et parmi la population indigène avec laquelle ils avaient souvent des liens familiaux<sup>98</sup>. Grâce aux actions de prosélytisme de ces derniers, les chicherías devenaient les espaces où se passaient des accords, où se donnaient des consignes, où l'on tramait les attaques au parti adverse et où l'on célébrait les succès électoraux et politiques.<sup>99</sup> Dans cet environnement, la figure de la « chichera », la propriétaire des chicherías qui était le plus souvent une « chola »<sup>100</sup>, jouait un rôle fondamental. Elle permettait les liens entre l'élite et les classes populaires en jouant le rôle de promotrice des liaisons entre les politiciens et leurs futurs clients<sup>101</sup>. Elle était aussi chargée d'approvisionner en nourriture et boissons les électeurs qui venaient d'autres localités pour voter. En échange de ses services, les personnages influents l'aidaient à ce que son établissement acquière du prestige, à ce que le nombre de clients augmente, et à ce qu'elle évite les abus des autorités municipales<sup>102</sup>. De même, étant donné que les hommes de l'élite entretenaient souvent des relations extra-maritales avec elles, leurs enfants devenaient les protégés de leurs pères naturels, et recevaient une éducation qui pouvait les projeter socialement<sup>103</sup>.

Concernant les femmes syndicalistes, les marchés étaient les espaces privilégiés de leur sociabilité et politisation. C'étaient les premiers endroits où elles se réunissaient pour

---

<sup>96</sup> Idem.

<sup>97</sup> Idem.

<sup>98</sup> Idem.

<sup>99</sup> Idem.

<sup>100</sup> On parlera en profondeur de ce que signifie la catégorie de « cholo/a » dans le chapitre 4.

<sup>101</sup> IRUROZQUI Marta, « *A bala, piedra y palo* ». *La construcción de la ciudadanía política en Bolivia, 1826-1952*, Diputación de Sevilla, Séville, 2000.

<sup>102</sup> Idem.

<sup>103</sup> Idem.

parler de politique et des sujets qui les concernaient ainsi que les endroits où elles fondèrent leurs syndicats, même si les locaux des syndicats anarchistes devinrent par la suite, comme on le verra, leurs endroits privilégiés de réunion.

Si ces endroits permettaient les discussions politiques et la politisation c'était aussi parce que l'on discutait des nouvelles et des informations qui avaient été lues et entendues dans la presse et à la radio.

### III) Les médias et la circulation des idées

#### A) La portée de la presse

Une des questions que l'on peut se poser concernant la presse en Bolivie est quelle importance pouvait-elle avoir dans un pays où les tirages des journaux étaient bas et où la majorité de la population était analphabète et souvent ne parlait pas l'espagnol ? Quelle importance pouvaient avoir les journaux urbains dans les espaces ruraux où habitait entre 60% et 70% de la population ?<sup>104</sup>

Il est important de signaler que le journal le plus important du pays, *La Razón*, avait un tirage de 50.000 exemplaires, ce qui constituait environ un quart des 200.000 hommes adultes alphabétisés, possédant une rente, et qui avaient le droit de suffrage dans un pays d'environ 3 millions d'habitants<sup>105</sup> (sans compter les femmes alphabétisées non citoyennes qui lisaient et écrivaient dans les journaux). Un tirage de 50.000 exemplaires peut sembler assez bas pour les standards des pays industrialisés, mais pour la Bolivie il s'agissait d'un tirage élevé qui s'adressait à et touchait les secteurs qui faisaient l'opinion publique<sup>106</sup>. C'était ce secteur qui avait les rênes du pouvoir social, économique et politique –ou qui aspirait à les avoir. C'était donc une audience qu'il fallait cultiver, tant pour les journaux de l'oligarchie tels que *La Razón* ou *El Diario*, mais aussi pour *La Calle*, le journal qui soutint les gouvernements du « socialisme militaire » de Toro (1936-1937) et Busch (1937-1939), et le MNR après sa fondation en 1941, et qui s'adressait surtout aux classes moyennes et populaires<sup>107</sup>.

En outre, il faut signaler que la circulation secondaire est très importante en Amérique Latine. Des études ont démontré qu'en Colombie par exemple, quatre personnes lisent un seul

---

<sup>104</sup> KNUDSON Jerry, *Bolivia : Press and Revolution (1932-1964)*, Rowman & Littlefield, 1986.

<sup>105</sup> Idem.

<sup>106</sup> Idem.

<sup>107</sup> Idem.



exemplaire de journal<sup>108</sup>. En ce qui concerne l'analphabétisme, il ne faut jamais négliger le « bouche-à-oreille ». Jusqu'aux années 1980 les journaux étaient affichés sur les murs de plusieurs bâtiments de l'administration publique dans le centre ville de La Paz, ce qui permettait aux personnes alphabétisées de lire à voix haute les nouvelles du jour à ceux qui ne l'étaient pas<sup>109</sup>. Knudson nous donne des exemples assez illustratifs de la portée qu'avaient les journaux même dans les secteurs ruraux : lorsque le MNR se lança dans une réforme agraire très radicale en 1953, le journal *Los Tiempos* de Cochabamba, qui s'était opposé véhémentement à cette réforme, fut pillé et brûlé en novembre de la même année, en représailles, par les indigènes paysans de la zone (le journal ne réapparut qu'en 1967)<sup>110</sup>. De même, des foules en colère s'opposèrent violemment et avec succès à la réouverture du journal *La Razón* après la révolution de 1952. Les représailles contre ces journaux nous laissent entrevoir que même les secteurs ruraux et analphabètes étaient au courant de ce que la presse oligarchique disait d'eux, ou plus précisément, *ne disait pas* sur eux et sur leurs nécessités et revendications<sup>111</sup>.

## B) Les journaux

Les journaux les plus importants de la période se publiaient surtout à La Paz et appartenaient aux trois hommes les plus riches de la Bolivie, ceux qu'on appelait les « barons de l'étain »<sup>112</sup>.

Comme on l'a déjà dit, *La Razón* était le journal à la plus grande circulation avec un tirage de 50.000 exemplaires<sup>113</sup>. Fondé en 1917, il appartenait à Carlos Víctor Aramayo, l'un des trois magnats de l'étain. Malgré le fait d'être le journal le plus conservateur et réactionnaire de tous, il avait gagné une très bonne réputation à l'international : il était considéré comme l'un des meilleurs journaux de l'Amérique Latine en termes d'édition<sup>114</sup>. Le deuxième journal le plus important en termes de tirage était *Los Tiempos*, publié à Cochabamba à partir de 1943, mais qui comme ses homologues de La Paz, circulait à l'échelle nationale. Il appartenait à Demetrio Canelas, Ministre de la Guerre sous la présidence de Daniel

---

<sup>108</sup> Idem.

<sup>109</sup> Idem.

<sup>110</sup> Idem.

<sup>111</sup> Idem.

<sup>112</sup> Trois hommes dont les entreprises contrôlaient 80% de la production d'étain et 80% des exportations en Bolivie pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle étaient appelés les « barons de l'étain ». Avant 1941, leurs entreprises produisaient jusqu'à ¼ de la production mondiale d'étain. Ces trois hommes étaient : Simón I. Patiño, Hirschfeld, et Aramayo. DUNKERLEY, James, *Rebelión en las venas*, Trad. Rose Marie Vargas Jastram, Plural Editores, La Paz, Bolivie, 2003.

<sup>113</sup> KNUDSON Jerry, *Bolivia : Press and Revolution (1932-1964)*, Rowman & Littlefield, 1986.

<sup>114</sup> Idem.

Salamanca (1931-1934) et député à plusieurs reprises, ainsi que délégué de la Bolivie à la Société des Nations<sup>115</sup>.

Simón I. Patiño, le plus riche des « barons de l'étain » et le sixième homme le plus riche du monde, possédait un tiers des intérêts du journal *El Diario* qui était assez semblable à *La Razón* et qui avait été fondé en 1904. Le troisième des « barons de l'étain », Mauricio Hochschild, possédait le journal *Última Hora*. Ces journaux servaient clairement les intérêts de leurs propriétaires et par conséquent des classes dominantes<sup>116</sup>. C'étaient les journaux de l'oligarchie. D'autres journaux étaient publiés dans les différentes villes, mais leur circulation était uniquement locale. L'on peut dire que jusqu'aux années 1930, il n'y avait pas de presse de masse dans le pays, reflétant les intérêts de la nation toute entière<sup>117</sup>.

Dans ce panorama journalistique assez restreint, pendant la guerre du Chaco deux journaux qui remettaient en cause les idées dominantes s'opposaient véhémentement à la guerre : *La República* (1921-1933) et *El Universal* (1932-1935). Ce dernier réussit à avoir l'un des tirages les plus importants à l'époque : plus de 34.000 exemplaires quand la guerre battait son plein<sup>118</sup>. Vendu dix centimes, *El Universal* n'hésitait pas à signaler les absurdités de la guerre, à critiquer les journaux de l'oligarchie et à dénoncer les « barons de l'étain ». Ce type de langage était nouveau dans le journalisme bolivien. En raison de ces postures pacifistes et anti-oligarchiques, les deux journaux finirent par être clôturés : *La República* fut fermée définitivement en 1933 et *El Universal*, fermé à cinq reprises pendant le gouvernement de Salamanca (1931-1934) fut définitivement clôturé en 1935. Ces journaux servirent d'école de formation aux journalistes qui allaient fonder le journal *La Calle*<sup>119</sup>.

Armando Arce et Augusto Céspedes, qui avaient édité et écrit dans *El Universal*, décidèrent de continuer avec la même ligne critique contre le pouvoir des propriétaires miniers et des *hacendados* et fondèrent *La Calle* un an après, en 1936, avec d'autres journalistes tels que Carlos Montenegro y José Cuadros Quiroga, des futurs membres du MNR. Après 1941, le journal devint d'ailleurs le porte-parole non officiel de ce nouveau parti<sup>120</sup>. D'après Knudson, *La Calle* était « one of the most effective opposition newspapers in Latin American history »<sup>121</sup>. Il argumente que si le MNR réussit à faire passer des réformes telles que la nationalisation des mines, la réforme agraire et le suffrage universel après la révolution, c'était justement parce que pendant de nombreuses années il avait préparé

---

<sup>115</sup> Idem.

<sup>116</sup> Idem.

<sup>117</sup> Idem.

<sup>118</sup> Idem.

<sup>119</sup> Idem.

<sup>120</sup> Idem.

<sup>121</sup> Idem, p. 29.

l'opinion publique à ces réformes à travers et grâce à *La Calle*. En outre, d'après Knudson, jamais dans l'histoire du journalisme en Bolivie un journal ne s'était présenté comme représentant du « bas peuple » et au service des classes populaires : « Joining a field of five other newspapers in La Paz, then a city of about 200.000 population, *La Calle* was unique in the history of Bolivian journalism. Many other periodicals had been formed as personal vehicles to further the presidential aspirations of individuals but never before had a newspaper taken upon itself the task of speaking for a whole class of people, the underdogs of Bolivia's lopsided social structure »<sup>122</sup>. Comme son nom l'indique, *La Calle* cherchait à représenter et à parler de ce qui se passait dans la rue et à s'adresser à l'homme de la rue, depuis la rue, en opposition à ce que se passait dans les maisons et l'espace privé de l'oligarchie. *La Calle* se vendait à un prix 50% inférieur aux autres journaux dans un effort évident d'atteindre la plus large audience possible<sup>123</sup>. Knudson considère que : « *La Calle* launched a journalistic revolution in Bolivia as profound as Benjamin Day had started in 1833 by selling his *New York Sun* for a penny in street sales, divorcing the United States press from its traditional political support »<sup>124</sup>. Avec des ressources limitées, *La Calle* gagna une audience importante surtout au sein des classes populaires et des classes moyennes ; les classes élevées le lisaient aussi occasionnellement pour s'en indigner ou rire avec l'humour formulé par le journal. En effet, même si *La Calle* avait adopté un format sérieux avec des pages dédiées aux nouvelles nationales et internationales, le journal alternait souvent avec un ton humoristique, satirique et sarcastique, notamment dans l'une des colonnes de la page de couverture intitulée « Impasse Obscure » (« Callejón Oscuro »). Cette colonne, qui devint assez célèbre, et dont plusieurs personnes se souviennent encore aujourd'hui, était un sujet de conversation de tous les jours à La Paz. Elle était composée de phrases courtes et humoristiques, remplies de sarcasmes qui faisaient référence à l'actualité politique et sociale du pays. Pour *La Calle* il s'agissait d'essayer d'attirer les lecteurs des autres journaux et de parler aussi avec un langage moins formel. Ainsi, le journal enlevait toute solennité au journalisme et se moquait du « culte de l'objectivité » avec un langage qui en outre s'assumait comme engagé. Les journalistes de *La Calle* savaient qu'ils ne pourraient pas entrer en compétition avec des journaux tels que *El Diario* ou *La Razón* en imitant les pratiques journalistiques standard, voilà pourquoi ils firent appel à leur ingéniosité et leur humour pour attirer une audience la plus large possible. Tout comme ses prédécesseurs, *El Universal* et *La República*, *La Calle* osa parler de sujets que les autres journaux ne mentionnaient presque jamais. Pour la première fois en Bolivie, un journal

---

<sup>122</sup> Idem, p. 40

<sup>123</sup> Idem.

<sup>124</sup> Idem, p. 41.

parlait de la nécessité d'éducation pour les indigènes, de la manière dont le gouvernement ignorait la majeure partie de la population indigène et les problèmes liés à la mauvaise distribution des terres. *La Calle* se présentait aussi comme une tribune où pouvait s'exprimer « le peuple ». Ainsi, les journalistes de *La Calle* invitèrent toutes les personnes des classes populaires à faire usage du journal comme une tribune pour dénoncer tout type d'abus commis par leurs patrons et employeurs, ce qui réussit bien, car comme on le verra par la suite, il était courant pour les hommes et femmes ouvrières et paysans d'aller faire passer des messages de dénonciation ou d'information à travers le journal.

Un autre journal similaire vit le jour en 1940, *Inti*, qui comme son homologue parlait de sujets sociaux, était engagé et dénonçait le pouvoir des « barons de l'étain ». Cependant, il dura peu (quelques années) et n'eut pas autant d'importance que *La Calle*. Ce dernier exista de 1936 à 1946. Comme on l'a dit, il soutint les gouvernements « socialistes militaires » de Toro et Busch ; à partir de 1941 il devint le porte-parole non officiel du MNR, et par conséquent il soutint le gouvernement de Gualberto Villarroel (1943-1946). Lors de la chute de celui-ci, *La Calle* fut victime de la foule qui pilla et brûla le journal ; il ne réapparut jamais. Dans la clandestinité pendant la période du « Sexenio », le MNR ne réussit pas à lancer un autre journal, sauf à partir de 1951, qu'il intitula *En Marcha*.

En ce qui nous concerne, étant donné que la révision systématique de tous les journaux s'avérait impossible pour une période de 17 ans (1935-1952), nous avons choisi de nous concentrer principalement sur deux journaux : *El Diario* qui nous donne le point de vue de l'oligarchie (en utilisant également *La Razón* et *Última Hora*) et *La Calle* qui était le seul journal à nous présenter un point de vue différent à ceux des autres journaux, proche de tous les courants qui se disaient « socialistes » surgis après la guerre.

### C) La radio

Si Knudson considère que la plupart des Boliviens avant la révolution de 1952 obtenaient les informations et les nouvelles politiques au travers de la presse imprimée<sup>125</sup>, il ne faut pas négliger le rôle que joua la radio dans la circulation des nouvelles, idées, opinions et émotions. La radio était plus « démocratique » dans le sens où elle atteignait plus facilement et directement un public analphabète. Si la possession d'une radio était le privilège de quelques-uns, les principales villes du pays diffusaient de manière continue la radio dans les places principales. Ainsi, la population entière d'une ville pouvait entendre les informations et

---

<sup>125</sup> Idem.

la musique diffusés par la radio en s’approchant de la place principale de la ville, où des discussions politiques s’ensuivaient. Si des essais de transmission par radio avaient été réalisés dans le pays par des jésuites au début du siècle, la radio n’apparut officiellement en Bolivie qu’en 1928<sup>126</sup>. La première radio fut *Radio Chuquisaca* fondée à Sucre le 28 septembre 1928, et la deuxième *Radio Nacional de Bolivia*, fondée à La Paz le 3 mars 1929<sup>127</sup>. Cette dernière appartenait aux frères Costas qui avaient acheté un radio-transmetteur aux États-Unis. Peu de temps après, la radio fraîchement arrivée fit ses preuves lors de la Guerre du Chaco (1932-1935).

En effet, elle joua un rôle fondamental dans la transmission de la propagande et dans la mobilisation collective lors du conflit. Les deux principales radios pendant la guerre étaient *Radio Nacional de Bolivia* et *Radio Illimani* ; cette dernière appartenait à l’État et fut fondée le 15 juillet 1933<sup>128</sup>. Elle joua un rôle essentiel pour contrecarrer la propagande favorable au Paraguay émise par les radios argentines *Radio Prieto* et *Radio Belgrano*<sup>129</sup>. De même, la radio servit aussi les campagnes féministes pour l’obtention des droits civils et politiques comme on le verra par la suite.

À partir de la fin des années 1940, les radios vont jouer un rôle fondamental dans le mouvement syndical des mineurs. En effet, une vingtaine de radios surgirent dans les années 1940 dans les différents centres miniers du pays<sup>130</sup>. La première d’entre elles fut *Radio Sucre*, fondée en 1947 dans les environs du centre minier « Siglo XX », avec l’apport individuel des mineurs. Il s’agissait de radios à la propriété sociale et collective, ce qui était une nouveauté dans le pays<sup>131</sup>. Cela nous montre à quel point la radio avait une importance fondamentale dans les secteurs populaires : elle permettait de communiquer des informations aux analphabètes ; l’utilisation de la voix était également essentielle dans le sentiment de proximité entre le public et les locuteurs. Ces radios servirent à la politisation, à la communication d’informations, à la lutte et à la mobilisation collective des mineurs contre les différents gouvernements<sup>132</sup>. Comme les autres radios des villes, elles accordaient un espace d’expression aux personnes. Les personnes analphabètes qui ne pouvaient pas écrire dans les journaux, pouvaient ainsi s’exprimer à travers la radio.

En outre, celle-ci joua un rôle fondamental dans la victoire du MNR lors des journées révolutionnaires d’avril 1952. En effet, la radio était le seul média à diffuser des informations

---

<sup>126</sup> AGUIRRE José Luis, REYES Jaime et ARROYO Carlos, « Aproximación a una trilogía de la radio en Bolivia », *Punto Cero*, vol. 8., n°6, Cochabamba, Bolivie, 2003.

<sup>127</sup> Idem.

<sup>128</sup> Idem.

<sup>129</sup> Idem.

<sup>130</sup> Idem.

<sup>131</sup> Idem.

<sup>132</sup> Idem.

lors des affrontements qui durèrent 3 jours<sup>133</sup>. En raison de la violence des événements les journaux se virent dans l'impossibilité de publier. *Radio Illimani* fut prise par les rebelles du MNR et ce fut la seule radio en fonctionnement à La Paz du 9 au 10 avril<sup>134</sup>. Cela s'avéra extrêmement utile pour la diffusion de la propagande du parti qui tendait à faire croire aux jeunes officiers que les généraux de l'armée étaient en train de négocier avec les rebelles, afin qu'ils se joignent à la cause du MNR<sup>135</sup>. De même, les rebelles n'hésitaient pas à lancer des messages annonçant que la révolution était en marche et qu'elle était consolidée. La propagande servait à convaincre l'opinion que le MNR était en train de gagner (ce qui s'avéra être vrai le troisième et dernier jour des combats) et servait aussi à donner des consignes afin que la population sympathisante du MNR s'organise contre l'armée<sup>136</sup>. Une fois que la révolution eut triomphé, les dirigeants du parti s'adressèrent au pays à travers *Radio Illimani*, annonçant qu'il n'y aurait pas de vengeance ni de représailles et que les garanties constitutionnelles allaient être rétablies<sup>137</sup>. Ainsi, la radio s'avéra être un outil de communication efficace lors des journées révolutionnaires pour la propagande du MNR et la mobilisation collective des civils contre l'armée. L'avantage de la radio était la presque immédiateté de la communication des informations, ce qui fut essentiel pour le MNR dans la prise du pouvoir lors des journées révolutionnaires d'avril 1952.

Après la presse, la radio était donc le média le plus important et le plus démocratique de tous dans la diffusion d'informations, de propagande, mais aussi dans la mobilisation et la lutte collectives.

Dans notre thèse on ne se base presque pas sur les informations transmises par la radio comme sources car il est impossible d'y avoir accès : soit les bandes sonores ont été réutilisées, soit elles n'ont jamais été enregistrées. Le peu d'informations dont on dispose provenant de la radio sont celles qui ont été transcrites dans la presse.

Sans que l'objectif de ce chapitre ait été de présenter ou d'analyser le fonctionnement de la sphère publique en Bolivie dans la période qui nous concerne –objectif trop ambitieux et hors de notre portée– on a cherché à présenter les conditions sociales, spatiales et médiatiques qui façonnaient l'existence d'une sphère publique en Bolivie afin que le lecteur comprenne

---

<sup>133</sup> KNUDSON Jerry, *Bolivia : Press and Revolution (1932-1964)*, Rowman & Littlefield, 1986.

<sup>134</sup> Idem.

<sup>135</sup> Idem.

<sup>136</sup> Idem.

<sup>137</sup> Idem.

mieux les pages qui suivent. Dans une société très hétérogène et fortement hiérarchisée, les voix de ceux qui se trouvaient au plus bas de l'échelle sociale et qui étaient victimes des plus fortes discriminations, à savoir les indigènes, et qui plus est, les femmes indigènes, étaient peu audibles. Cependant, ces secteurs, et notamment les hommes indigènes, ne restaient pas complètement exclus de la sphère publique ; ils cherchaient des manières de faire entendre leurs voix à travers des protestations, des manifestations, des grèves, des communiqués et des dénonciations dans la presse et la radio. Ce dernier média se révélait être le plus « démocratique » car il était le plus accessible (dans l'écoute et l'expression) aux personnes analphabètes. Il n'est pas étonnant que les mineurs aient cherché à se procurer des radios dans les années 1940 afin d'organiser leurs luttes et leurs mobilisations collectives. *La Calle* joua aussi un rôle important dans l'expression des dénonciations, désirs et souhaits des classes moyennes et populaires urbaines, même si parfois la vision présentée des classes populaires était déformée et caricaturale comme on le verra par la suite. Les femmes alphabétisées urbaines des classes moyennes et élevées firent un ample usage des moyens de communication tels que la presse et la radio. Ce qu'elles ont écrit dans la presse est passé à la postérité, ainsi que ce que les autres ont écrit sur elles. Ce sont nos sources d'information principales. Faisant partie des secteurs dominants, elles dominaient aussi la scène publique ; les journaux parlaient surtout et avant tout des femmes urbaines des classes moyennes et élevées. *La Calle* est le seul journal à nous parler et à permettre qu'on entende la voix des femmes des secteurs populaires, des ouvrières et des syndicalistes « cholas », ce qui ne l'empêche pas de déformer leurs voix et leur image. Un silence lourd et injuste pèse sur la voix des femmes indigènes dans les sources écrites ; elles ont été celles qui, vivant dans les campagnes, dans l'analphabétisme, et fortement discriminées, ont été les plus exclues de la sphère publique de l'époque. Des recherches basées sur la méthodologie orale méritent d'être faites afin de restituer ce que furent leurs voix et leurs actions.

# Chapitre 2 : L'impact de la guerre du

## Chaco dans la vie des femmes

« Vous qui avez écrit qu'il n'y a plus en terre  
De nymphe porte-flèche errante par les bois,  
De Diane chassante, ainsi comme autrefois  
Elle avait fait aux cerfs une ordinaire guerre,

Voyez qui tient l'épieu ou échauffe l'enfer ?  
Mon aveugle fureur, voyez qui sont ces doigts  
D'albâtre ensanglantés, marquez bien le carquois,  
L'arc et le dard meurtrier, et le coup qui m'atterre,

Ce maintien chaste et brave, un cheminer accort.  
Vous diriez à son pas, à sa suite, à son port,  
A la face, à l'habit, au croissant qu'elle porte,

A son œil qui domptant est toujours indompté,  
A sa beauté sévère, à sa douce beauté,  
Que Diane me tue et qu'elle n'est pas morte.

Théodore Agrippa D'Aubigné, *L'Hécatombe à Diane*.

La guerre comme objet historique a longtemps été traitée comme une affaire exclusivement d'hommes. L'histoire qui s'écrivait sur la guerre a longtemps privilégié les aspects militaires, politiques et diplomatiques. Il s'agissait de connaître les buts de guerre, le déroulement des opérations et des combats, l'examen des armements, etc. On écrivait donc une histoire centrée sur les batailles et les combattants. C'est le cas de la plupart des travaux réalisés sur la Guerre du Chaco<sup>138</sup>. En ce qui concerne les deux guerres mondiales, à partir des années 1970 on pose un regard critique sur cette historiographie traditionnelle et les travaux commencent à laisser de côté les aspects militaires, pour s'élargir et étudier les faits de société comme les mentalités et l'opinion publique afin de connaître comment les populations en guerre ont vécu le conflit. Il s'agissait de faire une histoire sociale de la guerre en partant de l'idée qu'un conflit ne se comprend qu'à partir de l'étude des sociétés en guerre. Comment

---

<sup>138</sup> Du côté de l'historiographie bolivienne, on peut citer entre autres: QUEREJAZU CALVO Roberto, *Masamaclay. Historia política, diplomática y militar de la Guerra del Chaco*, 4<sup>ème</sup> Édition, Librería Editorial "G.U.M.", La Paz, Bolivie, 2008; BAPTISTA GUMUCIO Mariano, *La Guerra del Chaco. Historia (Gráfica) de la Guerra del Chaco*, 4<sup>ème</sup> Édition, Khana Cruz S.R.L., La Paz, Bolivie, 1982; ANTEZANA VILLAGRÁN Jorge, *La Guerra del Chaco: análisis y crítica sobre la conducción militar*, Vol. 2, Talleres Gráficos Mundy Color, La Paz, Bolivie, 1982; PAZ SOLDÁN Alberto, *Conducción de la Fuerza Aérea Boliviana en la Guerra del Chaco*, Editorial Aeronáutica de la Fuerza Aérea Boliviana, La Paz, Bolivie, 1995. Du côté de l'historiographie paraguayenne, on peut citer entre autres: FERNÁNDEZ Carlos José, *La Guerra del Chaco*, vol. 5, Talleres Gráficos Zamphirópolos, Asunción, Paraguay, 1973; RAHI Arturo, *El Chaco Paraguayo: una historia de renuncias, mutilaciones y entregas*, Arandura Editorial, Asunción, Paraguay, 2010 ; AYALA QUEIROLO Víctor, "Los ejércitos de la Guerra del Chaco", *Anuario de la Academia de Historia Militar del Paraguay*, n°1, Asunción, Paraguay, 1985. Autres historiographies: FARCAU Bruce, *The Chaco War: Bolivia and Paraguay, 1931-1935*, Praeger, Westport Connecticut, 1996; ZOOK David Hartzier, *The conduct of the Chaco War*, Bookman Associates, New York, 1961; ESTIGARRIBIA José Félix, *The epic of the Chaco: Marshal Estigarribia's Memoirs of the Chaco War, 1932-1935*, University of Texas Press, Austin, Texas, 1950 ; HUGUES Matthew, "Logistics and Chaco War: Bolivia versus Paraguay, 1932-1935", *The Journal of Military History*, n°69, avril 2005, p. 411-437; JEFFS CASTRO Leonardo, "Combatientes e instructores militares chilenos en la Guerra del Chaco", *Revista Universum*, n°1, 2005, p. 58-85;



les combattants et les civils ont-ils participé à l'effort de guerre ? Qu'est-ce qu'ils ont retenu et raconté ? Comment ont-ils supporté des conditions de vie difficiles pendant ces longs conflits ? Cette approche considère également que les événements du front militaire sont dépendants des réalités politiques et sociales de l'arrière. C'est le cas des deux guerres mondiales où les bombardements des villes touchent les populations civiles dans les combats, et c'est aussi particulièrement le cas des guerres civiles ou d'indépendance où s'entremêlent combats et vie quotidienne. L'idée c'est également d'étudier la guerre « d'en bas », c'est-à-dire en s'intéressant aux individus « ordinaires »<sup>139</sup>. Cet intérêt pour le social dans l'historiographie française a été suscité par la situation particulière de la France entre 1940 et 1944. Plusieurs études se sont donc penchées sur l'Occupation, la Résistance, la collaboration, etc.<sup>140</sup>. A partir des années 1990, l'historiographie s'est mise à s'intéresser aux représentations et aux imaginaires à l'œuvre pendant et après les conflits, en incluant les souvenirs et la mémoire des populations. Ainsi, on a commencé à étudier la violence comme essence même de la guerre, la vie quotidienne des soldats et de leurs familles, le sentiment de la mort, le vécu traumatique de la blessure ou de la séparation, etc.

En parallèle à l'histoire sociale de la guerre, surgit à partir des années 1970 l'histoire des femmes et des études du genre en Europe comme aux Etats-Unis. Un grand nombre d'études se développent alors sur le rôle joué par les femmes dans la guerre que ce soit dans des guerres civiles, entre nations ou d'indépendance. La plupart de ces travaux essaient de montrer que les femmes avaient bien participé aux guerres et qu'il suffisait de les rendre visibles. Comment les femmes ont-elles participé à la guerre ? Comment ont-elles rejoint des groupes armés ? Leurs vécus et ressentis ont-ils été différents de ceux des hommes ? Quels sont les effets de la guerre sur les parcours individuels et sur la place des femmes dans la société ? La guerre a-t-elle permis leur émancipation ? Il s'agissait donc d'étudier l'impact des conflits sur la position des femmes dans le corps social.<sup>141</sup> Si une grande partie des travaux a

---

<sup>139</sup> FRIDENSON Patrick (dir.), *L'Autre front*, cahier du *Mouvement Social* n°2, Les éditions ouvrières, Paris, 1977. L'ouvrage a été actualisé et traduit en anglais sous le titre *The French Home Front 1914-1918*, Berg Publishers, Providence/Oxford, 1992; WALL Richard et WINTER Jay (dir.), *The Upheaval of War: family, work and welfare in Europe, 1914-1918*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.

<sup>140</sup> Sur le rôle des femmes dans la Résistance: THEBAUD Françoise (dir.), « Résistances et Libérations, France 1940-1945 », *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, 1 ; WEITZ Margaret Collins, *Les Combattantes de l'Ombre. Histoire des femmes dans la Résistance*, Albin Michel, Paris, 1997 ; ANDRIEU Claire, « Les résistantes, perspectives et recherche », dans PROST Antoine (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Editions de l'Atelier, Paris, 1997 ; GILZMER Mechtild, LEVISSE-TOUZE Christine et MARTENS Stefan (dir.), *Les Femmes dans la Résistance en France*, Taillandier, Paris, 2003 ; ANDRIEU Claire et BARD Christine (dir.), « Femmes en résistance à Ravensbrück », *Histoire@Politique*, n°5, 2008; DOUZOU Laurent, *Lucie Aubrac*, Perrin, Paris, 2009.

<sup>141</sup> THEBAUD Françoise, *Les Femmes au temps de la guerre de 14*, Petite Bibliothèque Payot, Paris, (1986), 2013 ; RUPP Leila J., *Mobilizing Women for War: German and American Propaganda, 1939-1945*, Princeton University Press, Princeton, 1978 ; BRAYBON Gail et SUMMERFIELD Penny, *Out of the Cage: women's experience in two world wars*, Pandora, London, 1987 ; SUMMERFIELD Penny, *Women Workers in the Second World War: production and patriarchy in conflict*, Croom Helm, London, 1984 ; SHERIDAN Dorothy (dir.), *Wartime Women: a mass observation anthology*, Mandarin, London, 1990 ; HIGONNET Margaret R., *Nurses at the Front: writing the wounds of the Great War*, Northeastern University Press, Boston,

tendu à montrer que la guerre a été un événement émancipateur pour les femmes<sup>142</sup>, la question est vite devenue un sujet de débat. En effet, les premiers travaux tentèrent de montrer que par l'accès des femmes au marché du travail, les nouveaux postes et rôles qu'elles occupèrent, etc., la guerre fut un moment d'importants changements et d'émancipation pour les femmes. Cependant, à partir des années 1980 l'approche devint plus pessimiste<sup>143</sup>, surtout en ce qui concerne la Grande Guerre et la France où le code civil rigide et le refus du vote des femmes contestèrent cette vision de la guerre émancipatrice. Des travaux s'attachèrent à démontrer qu'en tant qu'événement traumatique, la guerre semble plutôt conservatrice, voire régressive en ce qui concerne les rapports entre les sexes. On renvoya les femmes dans la sphère privée et on légiféra pour stimuler la natalité. Les années 1990 et 2000 infléchirent à leur tour les interprétations, en essayant de prendre en compte d'autres échelles temporelles et de montrer que des processus d'émancipation furent à l'œuvre entre les deux guerres mondiales préparant des tournants futurs<sup>144</sup>. Aujourd'hui, beaucoup plus qu'avant, on met en avant la difficulté à émettre de conclusions univoques et la nécessité de prendre en compte les échelles d'observation, la chronologie observée, l'incidence de l'angle d'approche, et surtout les différences entre les femmes : différence de classe, d'âge, d'appartenance nationale, de lieu de résidence. On a même remis en cause la pertinence de la question de l'émancipation, comme étant une question « occidentale », pouvant être posée pour des territoires qui ont retrouvé une stabilité politique rapide après-guerre.

En s'intéressant aux rôles joués par les femmes dans la guerre, l'historiographie s'est également penchée sur le genre, outil d'analyse qui complexifie le regard. Qu'est-ce que la guerre fait au genre, c'est-à-dire, quels sont les bouleversements sur les rôles, les représentations les imaginaires du masculin et du féminin? Mais également, qu'est-ce que le genre fait à la guerre, c'est-à-dire, quelles sont les formes de sexuation des politiques de

---

2001 ; MORIN-PELLETIER Mélanie, *Briser les ailes de l'ange. Les infirmières militaires canadiennes (1914-1918)*, Athéna, Outremont (Québec), 2005 ; DANIEL Ute, *The War from Within : German working class women in the First World War*, Berg Publishers, Oxford et New York, 1997 ; AUDOIN-ROUZEAU Stéphan et WERTH Nicholas (édition présentée par), *Yashka, journal d'une femme combattante, Russie 1914-1917*, A. Colin, Paris, 2012 ; CAPDEVILA Luc, « La mobilisation des femmes dans la France combattante (1940-1945) » dans AUSLANDER Leora et ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.), « Le genre de la nation », *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, n°12, 2000, p. 57-80 ; CAPDEVILA Luc et GODINEAU Dominique (dir.), « Armées », *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, n°20, 2004.

<sup>142</sup> MITCHELL David, *Women on the Warpath : the Story of Women of the First World War*, Jonathan Cape, London, 1966 ; MARWICK Arthur, *Women at War 1914-1918*, Harper Collins, Wallingford UK, 1977.

<sup>143</sup> THOM Deborah, *Nice Girls and Rude Girls : women workers in World War I*, I.B. Tauris, London, 1998 ; KENT Susan Kingsley, *Making Peace : the reconstruction of gender in interwar Britain*, Princeton University Press, Princeton, 1993 ; McMILLAN JAMES F., *Housewife or Harlot ? The place of women in French society 1870-1940*, The Harvester Press, Brighton, 1981.

<sup>144</sup> REYNOLDS Siân, *France between the Wars : gender and politics*, Routledge, London, 1996 ; WOOLACOTT Angela, *On Her Their Lives Depend : munitions workers in the Great War*, University of California Press, Berkeley, 1994 ; CAPDEVILA Luc, ROUQUET François, VIRGILI Fabrice et VOLDMAN Danièle, *Hommes et femmes dans la France en guerre: (1914-1945)*, Paris, Payot, 2003.

guerre ?<sup>145</sup> L'approche de genre permet de penser tout autrement la question de l'émancipation des femmes. Ainsi, en France, si l'on octroie le droit de vote aux femmes en 1944, les doutes qui existent sur leurs capacités politiques sont nombreux ; on s'inquiète d'une possible confusion des sexes, on enjoint les femmes à garder leur féminité. De plus, le changement politique ne s'accompagne pas d'une amélioration plus générale des droits féminins. Un code civil très inégalitaire est maintenu ainsi que des lois répressives contre le contrôle des naissances, alors que le principe de l'égalité entre les sexes est inscrit dans la Constitution de 1946. Si les identités sexuées sont bousculées, les imaginaires sociaux restent marqués par la différence des sexes. En outre, l'approche de genre permet d'appréhender et d'étudier la masculinité en tant que construction culturelle et sociale, variable dans le temps. Ainsi des études se sont penchées sur la « mobilisation » de la virilité pendant la guerre, les attentes de protection, force et courage auxquelles devaient répondre les hommes<sup>146</sup>. Mais il s'est agit aussi d'étudier comment cette « virilité » fut mise à l'épreuve par la guerre ; on s'intéresse donc aux blessures, à la peur de la douleur et de la mort, aux traumatismes, aux maladies psychologiques des soldats<sup>147</sup>. En analysant les normes de genre et les ajustements produits par les conflits, ces travaux réalisent une histoire des identités de genre, masculines et féminines, au niveau individuel et collectif<sup>148</sup>. Ces études analysent également la manière dont l'État traite le genre en guerre, c'est-à-dire, la sexualisation des politiques de guerre ainsi que les imaginaires sociaux en temps de guerre. L'État répartit les rôles sexués en fonction de lois de mobilisation militaire mais aussi de protection familiale (allocation des femmes des soldats, pension de veuves, etc.). Il contrôle aussi les sexualités, que ce soit celle des soldats ou celle des femmes dont la fidélité était un devoir patriotique. Dans ce sens, l'infidélité conjugale, particulièrement avec l'ennemi, est vue comme une trahison à la nation<sup>149</sup>. De même, l'ennemi est féminisé pour en souligner la faiblesse, et la conquête des territoires par l'ennemi est assimilée au viol de la femme nation, le corps des femmes étant le symbole du corps de la nation<sup>150</sup>.

---

<sup>145</sup> HIGONNET Margaret R., JENSON Jane, MICHEL Sonya et WEITZ Margaret C. (eds.), *Behind the Lines : gender and the two world wars*, Yale University Press, New Haven, 1987.

<sup>146</sup> HUSS Marie-Monique, *Histoires de famille, 1914-1918. Cartes postales et culture de guerre*, Editions Noësis, Paris, 2000.

<sup>147</sup> LEED Eric J., *No Man's Land : combat and identity in World War I*, Cambridge University Press, Cambridge, 1979 ; FUSSEL Paul, *A la guerre. Psychologie et comportement des soldats pendant la Seconde Guerre mondiale*, Points Seuil, Paris, (1992), 2003 ; CAPDEVILA Luc, « L'identité masculine et les fatigues de la guerre (1914-1945) » dans, BRANCHE Raphaëlle et VOLDMAN Danièle (dir.), « Histoire des femmes, histoire des genres », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°75, 2002, p. 97-108 ; LUNN Joe, « Male identity and martial codes of honour : a comparison of the war memoirs of Robert Graves, Ernst Jünger and Kande Kamara », *The Journal of Military History*, n°69, 2005, p. 713-736.

<sup>148</sup> CAPDEVILA Luc, ROUQUET François, VIRGILI Fabrice et VOLDMAN Danièle, *Hommes et femmes dans la France en guerre: (1914-1945)*, Payot, Paris, 2003.

<sup>149</sup> LE NAOUR Jean-Yves, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les Mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, Paris, 2002 ; ROUQUET François, VIRGILI Fabrice et VOLDMAN Danièle, *Amours, guerres et sexualités, 1914-1945*, Gallimard BDIC/Musée de l'Armée, Paris, 2007.

<sup>150</sup> HORNE John, « Corps, lieux, nation. La France et l'invasion de 1914 », *Annales HSS*, n°55/1, 2000, p. 73-109.

D'autre part, surgit un autre courant historiographique, celui de l'histoire culturelle de la guerre<sup>151</sup> qui s'est intéressé à des sujets liés à l'histoire des femmes et du genre comme la mobilisation et le vécu des enfants, le viol, le deuil, la souffrance des hommes, mais aussi à des sujets liés au consentement à la guerre des soldats et de l'arrière. La culture visuelle devient importante (cartes postales, films, photographies, affiches) pour analyser la dimension culturelle des conflits et des sociétés en guerre. Cette histoire a incité des chercheurs à étudier des figures de femmes moins positives que celle des militantes féministes ou grévistes : les « collaboratrices » de l'Occupation en France lors de la Seconde Guerre Mondiale<sup>152</sup>, les membres de la Section féminine de la Phalange dans l'Espagne de Franco, les femmes parties travailler en Allemagne nazie, les surveillantes des camps de concentration nazis<sup>153</sup>, etc. En ce qui concerne, le consentement à la guerre, les féministes de la Grande Guerre en France y consentirent et furent mêmes lancées dans une croisade contre l'ennemi<sup>154</sup>, mais le consentement est moins clair pour des gens plus « ordinaires ». L'on découvre plutôt la résignation face au conflit, la lassitude, la dénonciation des souffrances. Le deuil a ainsi été étudié dans ses dimensions individuelles et collectives comme une violence rarement consentie par les mères et les épouses. On s'est intéressé également à la violence subie ou exercée par les femmes en période d'occupation : les viols, la question des enfants de l'ennemi, mais aussi les tontes de la libération en 1944-1945 qui étaient un moyen de reconstruire l'identité nationale et l'identité virile bousculées par la défaite et l'occupation<sup>155</sup>.

Aujourd'hui la plupart des recherches tournent autour de certaines thématiques. La première d'entre elles concerne les sorties de guerre, les traces laissées dans les corps, les esprits et les paysages, ou encore la relation entre anciens combattants et société civile, le veuvage, le statut social et les trajectoires des veuves<sup>156</sup>, l'évolution des figures de « la

---

<sup>151</sup> AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Annette, *14-18. Retrouver la guerre*, Gallimard, Paris, 2000 ; BECKER Jean-Jacques, JAY M. Winter, KRUMEICH Gerd, BECKER Annette et AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *Guerres et Cultures, 1914-1918*, A. Colin, Paris, 1994 ; AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Annette, *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Bayard Presse, Paris, 2004.

<sup>152</sup> LECLERC Françoise et WENDLING Michèle, « La répression des femmes coupables de collaboration », dans THEBAUD Françoise (dir.), « Résistances et libérations, France, 1940-1945 », *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, n°1, 1995, p. 129-150 ; SIMONIN Anne, « La femme invisible : la collaboratrice politique » dans ANDRIEU Claire et MARGAIRAZ Michel, « Nouveaux regards sur l'histoire de la France dans la Seconde Guerre Mondiale », *Histoire@Politique*, n°9, 2009.

<sup>153</sup> MAILÄNDER Elissa, « La violence des surveillantes des camps de concentration national-socialistes (1939-1945) : réflexions sur les dynamiques et logiques du pouvoir », *Encyclopédie en ligne des violences de masse*, [www.massviolence.org](http://www.massviolence.org).

<sup>154</sup> THEBAUD Françoise, « Le féminisme à l'épreuve de la guerre », dans THALMANN Rita (dir.), *La Tentation nationaliste 1914-1945*, Deuxtemps Tierce, Paris, 1990, p. 17-46 ; BARD Christine, *Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914-1940*, Fayard, Paris, 1995.

<sup>155</sup> AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *L'Enfant de l'ennemi, 1914-1918*, Aubier, Paris, 1995 ; BECKER Annette, *Les Cicatrices rouges : 14-18. France et Belgique occupées*, Fayard, Paris, 2010 ; VIRGILI Fabrice, *La France « virile ». Des Femmes tondues à la Libération*, Payot, Paris, 2000 ; *Naître ennemi. Les Enfants de couples franco-allemands nés pendant la Seconde Guerre Mondiale*, Payot, Paris, 2009.

<sup>156</sup> PETIT Stéphanie, *Les Veuves de la Grande Guerre*, Maisonneuve & Larose, Paris, 2004 ; BETTE Peggy, « Veuves et veuvage de la Première Guerre Mondiale, Lyon (1914-1924) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°98, 2008, p. 191-202 ;

femme » dans les imaginaires après la guerre<sup>157</sup>, les effets de la guerre sur les féminismes<sup>158</sup>, ou encore la reconstruction de liens culturels et associatifs entre militantes d'anciens pays ennemis, en se concentrant sur des organisations telles que l'Union Féminine pour la Société des Nations ou la Ligue Internationale des femmes pour la paix et la liberté et leur rôle dans la diffusion d'une culture de paix<sup>159</sup>. Ces travaux se sont concentrés aussi sur la démobilisation militaire souvent longue, sur les ajustements familiaux au retour des soldats qui veulent reprendre leur place de pères et de maris, les formes de deuil collectif, etc.<sup>160</sup>. Ces recherches rejoignent une autre thématique nouvelle liée à l'histoire de l'intime en guerre qui prolonge les travaux antérieurs et qui se plonge sur les sources du moi pour faire une histoire individuelle et familiale de la guerre<sup>161</sup>. Ainsi, l'on découvre l'intrusion de la guerre dans l'intimité familiale et l'émergence de nouveaux comportements au sein du couple et de la famille, la subsistance, voire le renforcement des stéréotypes masculin et féminin et des nouvelles conceptions du couple<sup>162</sup>. L'un des thèmes les plus travaillés de cette histoire de l'intime porte sur les sexualités de guerre : contrôle de la sexualité des soldats, des femmes des soldats, relations et pratiques amoureuses en temps de guerre, les manifestations des fantasmes masculins, ou encore la dimension sexuelle de l'occupation et de la libération<sup>163</sup>.

En ce qui concerne l'Espagne, l'historiographie qui porte sur les femmes et la guerre s'est notamment penchée sur la Guerre Civile espagnole (1936-1939). Cette guerre avait suscité beaucoup d'intérêt tant en Espagne qu'à l'extérieur, mais les études sur les femmes et le genre qui s'y rapportent sont assez tardives. Les études pionnières de l'historienne Mary Nash : *Rojas. Las mujeres republicanas en la Guerra Civil*<sup>164</sup>, ou encore l'ouvrage collectif *Las Mujeres y la Guerra Civil española* édité par l'« Instituto de la Mujer »<sup>165</sup> ont ouvert la voie. C'est la figure de la milicienne qui a suscité le plus d'intérêt et de travaux, ainsi que le

---

« Veuves françaises de la Première Guerre Mondiale. Statuts, itinéraires et combats », thèse sous la dir. de Sylvie Schweitzer, Université Lyon 2.

<sup>157</sup> ROBERTS Mary Louise, *Civilization without Sexe : reconstructing gender in postwar France, 1917-1927*, The University of Chicago Press, Chicago, 1994.

<sup>158</sup> KENT Susan Kingsley, *Making Peace : the reconstruction of gender in interwar Britain*, Princeton University Press, Princeton, 1993.

<sup>159</sup> RUPP Leila J., *Worlds of Women : the making of an international women's movement*, Princeton University Press, Princeton, 1998.

<sup>160</sup> MOSSE George, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La Brutalisation des sociétés européennes*, Hachette, Paris, 1999.

<sup>161</sup> CABANES Bruno et PIKETTY Guillaume (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Taillandier, Paris, 2009.

<sup>162</sup> VIDAL-NAQUET Clémentine, « Te reverrai-je ? » *Le lien conjugal pendant la Grande Guerre*, Thèse de doctorat en Histoire, EHESS, 2013.

<sup>163</sup> MEINEN Insa, *Wehrmacht et prostitution sous l'Occupation (1940-1945)*, Payot, Paris, 2006 ; LE NAOUR Jean Yves, *La Honte noire. L'Allemagne et les troupes coloniales françaises, 1914-1945*, Hachette, Paris, 2004 ; ROBERTS Mary Louise, *Des GI et des femmes. Amours, viols et prostitution à la Libération*, Seuil, coll. « Univers historique », Paris, 2014.

THEBAUD Françoise, « Penser les guerres du XX<sup>e</sup> siècle à partir des femmes et du genre. Quarante ans d'historiographie », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°39, 2014 ; CAPDEVILA Luc, ROUQUET François, VIRGILI Fabrice et VOLDMAN Danièle, *Hommes et femmes dans la France en guerre: (1914-1945)*, Paris, Payot, 2003.

<sup>164</sup> NASH Mary, *Rojas. Las mujeres republicanas en la Guerra Civil*, Taurus, Madrid, (1999), 2003.

<sup>165</sup> INSTITUTO DE LA MUJER (eds.), *Las Mujeres y la Guerra Civil española*, Instituto de la Mujer, 1991.

rôle joué par les femmes au sein du camp républicain. Ainsi, de nombreux travaux se sont attardés sur les différentes associations féminines républicaines de gauche (socialistes, communistes, anarchistes, féministes<sup>166</sup>) telles que la « Agrupación de Mujeres Antifascistas », « Mujeres Libres »<sup>167</sup> ou le « Secretariado Femenino del POUM » et leur rôle pendant la République et la guerre. En dehors de ces organisations, le rôle joué par les femmes dans les deux arrières-gardes, celui des femmes combattantes espagnoles comme celui des étrangères faisant partie des Brigades Internationales ont été aussi largement analysés<sup>168</sup>. Plus tard, on a commencé à s'intéresser d'avantage au rôle joué par les femmes antirépublicaines et fascistes. Ainsi, des travaux ont été réalisés sur le Secours Social (« Auxilio Social ») et la Section Féminine de la Phalange, deux organisations féminines (souvent concurrentielles) ayant joué un rôle central pendant la guerre et le franquisme. La Section Féminine de la Phalange, fut une plateforme de pouvoir pour Pilar Primo de Rivera qui la dirigeait et qui jouait un rôle important dans la sphère publique, paradoxalement, puisque l'organisation était un instrument d'endoctrinement idéologique pour reléguer les femmes dans la sphère privée en tant que mères et femmes au foyer<sup>169</sup>. Des parcours individuels ont également suscité l'intérêt, et les biographies de femmes républicaines, socialistes, communistes, anarchistes ou encore de celles ayant occupé des fonctions politiques pendant la République sont nombreuses. Quoique un peu moins nombreuses, il existe aussi des biographies de femmes franquistes et phalangistes. Des études qui analysent le rôle des femmes dans la guerre à partir d'une perspective régionale et locale ont également vu le jour. Aussi des études ancrées dans l'histoire culturelle qui analysent les modèles et

---

<sup>166</sup> MORCILLO GOMEZ Aurora, « Feminismo y lucha política durante la II República y la Guerra Civil », dans FOLGUERA Pilar (coord.), *El feminismo en España : dos siglos de historia*, Editorial Pablo Iglesias, Madrid, 2007.

<sup>167</sup> Sur les femmes anarchistes : GOMEZ María Asunción, « Feminismo y anarquismo : el papel de Mujeres Libres en la Guerra Civil española », dans WOLLENDORF Lisa (ed.), *Literatura y feminismo en España (S : XV-XXI)*, Icaria, Barcelona, 2005, p. 267-284 ; HERRMAN Gina, « Mujeres de la izquierda radical en la Guerra Civil Española » et ANDRES GRANEL H., « Queremos escribir de nuevo la palabra mujer » : Mujeres Libres y la construcción de una nueva identidad femenina », dans MILLAN MUÑO María Angeles et PEÑA ARDID Carmen (ed.), *Las mujeres y los espacios fronterizos*, Prensas Universitarias, Zaragoza, 2007 ; VEGA Eulàlia, *Pioneras y revolucionarias : mujeres libertarias durant la República, la Guerra Civil y el Franquismo*, Icaria, Barcelona, 2010 ; ITURBE Lola, *La mujer en la lucha social y en la Guerra Civil Española*, LaMalatesta, Madrid, 2012.

<sup>168</sup> NASH Mary (coord.), *Ciudadanas y protagonistas históricas : mujeres republicanas en la II República y la Guerra Civil*, Congreso de los Diputados, Madrid, 2009 ; GINARD David, *Dona, Guerra Civil y franquismo*, Edicions Documenta Balear, Palma, 2011 ; DOMINGO Carmen, *Nosotras también hicimos la guerra. Defensoras y sublevadas*, Flor del Viento, Barcelona, 2006 ; LINES Lisa M., *Milicianas : women in combat in the Spanish Civil War*, Lexington Books, Lanham, 2012 ; BALLESTEROS GARCIA Rosa María, « El efecto de Cronos. Brigadistas olvidadas por la historia », *Aposta. Revista de Ciencias Sociales*, n°38, 2008 ; JACKSON Angela, *Las mujeres británicas en la Guerra Civil Española*, Publicacions de la Universitat de València, Valencia, 2010. L'ouvrage original en anglais s'intitule : *British Women and the Spanish Civil War*, Routledge, Londres/New York, 2002 ; CENARRO LAGUNAS Angela, « Movilización femenina para la guerra total (1936-1939) : un ejercicio comparativo », *Historia política : Ideas, procesos y movimientos sociales*, N°16, 2006, p. 159-182 ; TRIBO I TRAVERIA Gemma, « Mujeres y refugiados en la retaguardia republicana durante la Guerra Civil (1936-1939) », dans NASH Mary et TAVERA Susanna (coord.), *Las mujeres y las guerras : el papel de las mujeres en las guerras de la Edad Antigua a la Contemporánea*, Icaria, Barcelona, 2003.

<sup>169</sup> CENARRO Angela, *La sonrisa de Falange : Auxilio Social en la Guerra Civil y la posguerra*, Crítica, Barcelona, 2005 ; RICHMOND Kathleen, *Las mujeres en el fascismo español. La Sección Femenina de la Falange, 1934-1959*, Alianza Editorial, Madrid, 2004 ; REBOLLO MESAS María Pilar, *El Servicio Social de la Mujer en la provincia de Huesca (1937-1978)*, Gobierno de Aragón, Zaragoza, 2003.

idéaux de « la femme » dans les camps franquiste et républicain, que ce soit à travers les revues féminines de deux camps, les discours ou l'éducation<sup>170</sup>. Finalement, une autre thématique qui a commencé à être traitée est celle de la répression envers et par les femmes pendant la guerre et le franquisme<sup>171</sup>, ainsi que celui de violences sexuées contre les femmes républicaines (viols, tontes), le corps des femmes représentant celui de l'ennemi à vaincre<sup>172</sup>.

En ce qui concerne l'Amérique Latine, la plupart des études sur les femmes, le genre et la guerre sont relativement récentes. Dans le continent latino-américain, les militaires ne forment pas un bloc homogène<sup>173</sup> et ne peuvent pas être réduits aux seules armées régulières, puisqu'il existe aussi des groupes civils qui combattent aux côtés de forces régulières ou contre elles : *montoneras*, *gaucherías*<sup>174</sup>, *cangaço*<sup>175</sup>, *paramilitares*, *guerrillas*, escadrons de la mort, etc. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les armées régulières en Amérique Latine sont intervenues dans peu de conflits internationaux ; elles jouent donc un rôle important dans le contrôle des espaces nationaux, la surveillance des terres de confins et des frontières, la maîtrise des territoires et la répression des ennemis de l'intérieur. C'est ce qui a poussé les chercheurs s'intéressant aux femmes, au genre et aux armées à étudier d'une part les rapports de genre dans la sphère militaire et dans le cadre des conflits armés, et d'autre part les rapports entre genre et dictatures militaires<sup>176</sup>.

Un phénomène du XIX<sup>e</sup> qui a été très peu étudié, voire ignoré, est celui des civils, dont des femmes et des enfants, qui suivaient les troupes lors des conflits armés, pour travailler à la solde des militaires, ou encore pour survivre en pillant le champ de bataille. Les études peu nombreuses à ce sujet, montrent que ce phénomène était lié à une certaine désorganisation des armées, puisque celles-ci confiaient l'essentiel du ravitaillement aux civils, mais il s'agissait aussi pour l'état-major d'éviter les désertions des soldats en ne

---

<sup>170</sup> NARVAEZ ALBA M.V., *La imagen de la mujer en la Guerra Civil : un estudio a traves de la prensa gaditana (1936-1939)*, Quorum, Cádiz, 2009 ; RAMOS Sara, « La educación de la mujer durante la Guerra Civil, en diferentes contextos geográficos rurales y urbanos », *Sarmiento : Anuario galego de historia da educación*, n°7, 2003, 99-128 ; RUBIO LINIERS María Cruz et RUIZ FRANCO María del Rosario, « Presencia, participación e ideología de las mujeres en la Guerra Civil española a traves de dos revistas : *Mujeres libres* e *Y. Revista para la mujer* », dans NASH Mary et TAVERA Susana, *Las mujeres y las guerras : el papel de las mujeres en las guerras de la Edad Antigua a la Contemporánea*, Icaria, Barcelona, 2003.

<sup>171</sup> LEDESMA VERA José Luis, « Las mujeres en la répression republicana : apuntes sobre un ángulo muerto de la Guerra Civil española », dans NASH Mary et TAVERA Susana, *Las mujeres y las guerras : el papel de las mujeres en las guerras de la Edad Antigua a la Contemporánea*, Icaria, Barcelona, 2003 ; PRADA Julio (ed.), *Franquismo y represión de género en Galicia*, Los Libros de la Catarata, Madrid, 2013 ; CABRERO Claudia, *Mujeres contra el franquismo (Asturias 1937-1952) : vida cotidiana, represión y resistencia*, KRK Ediciones, Oviedo, 2006.

<sup>172</sup> JOLY Maud, « Las violencias sexuadas de la Guerra Civil española : paradigma para una lectura cultural del conflicto », *Historia Social*, n°61, 2008, p. 89-107 ; « Dire la guerre et les violences : femmes et récits pendant la guerre d'Espagne », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°37 (2), 2007, P. 199-200 ; « Souffrances de corps, souffrances des territoires. La République espagnole en guerre se reconte », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°42 (2), 2012, p. 73-90.

<sup>173</sup> ROUQUIE Alain, *L'Etat militaire en Amérique Latine*, Seuil, Paris, 1982, cité dans CAPDEVILA Luc, « Genre et armées d'Amérique Latine », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°20 « Armées », 2004.

<sup>174</sup> Des guérillas au XIX siècle, dans le cône Sud, menées sous l'autorité d'un caudillo.

<sup>175</sup> Violence armée liée aux luttes de familles dans la société latifundiaire du Nord-Est du Brésil.

<sup>176</sup> CAPDEVILA Luc, « Genre et armées d'Amérique Latine », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°20 « Armées », 2004.

séparant pas les hommes et les femmes. Le cas le plus connu est celui du Paraguay, petit pays qui faillit être anéanti lors de la guerre de la Triple Alliance (1865-1870), raison pour laquelle la mobilisation des femmes fut massive pendant le conflit. Celle-ci fut beaucoup étudiée et louée par la tradition historique nationale<sup>177</sup>. Pour ce qui est du Brésil, Peter M. Beattie en faisant une histoire sociale et culturelle de l'armée au Brésil, étudia l'enrôlement des femmes dans l'armée pendant cette même guerre, où elles participèrent en tant qu'infirmières, mais aussi en tant que combattantes, pour certaines. La présence des femmes était importante pour l'état-major brésilien pour éviter les désertions ; dans ce but et dans celui de favoriser le peuplement, il avait également envisagé de recruter des femmes pour les zones frontalières<sup>178</sup>. En ce qui concerne la guerre du Pacifique (1879-1884), très peu d'études existent sur la participation des femmes à ce conflit. Juan Quintana s'est attaché à étudier le rôle des *rabonas*<sup>179</sup> dans cette guerre ainsi que la modernisation postérieure de l'armée bolivienne. Les *rabonas* étaient des femmes qui suivaient les troupes en tant que vivandières. Elles s'occupaient de l'alimentation et des soins des soldats. Souvent, elles étaient les mères, épouses ou filles des combattants. Depuis le code militaire Ballivián de 1843, les *rabonas* avaient un statut dans l'armée bolivienne. Cependant, suite à la modernisation militaire et à la loi sur le service militaire de 1907, elles furent complètement exclues de l'armée, les élites politiques les associant à l'époque « barbare » des caudillos du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>180</sup>.

Des femmes ayant joué un rôle similaire, ont suscité beaucoup plus d'intérêt: les *soldaderas*<sup>181</sup> mexicaines de la Révolution Mexicaine (1910-1919). Comme les *rabonas*, les *soldaderas* suivaient les armées avec leurs enfants et d'autres civils ; elles étaient les vivandières et cantinières des troupes. Elles avaient une importance numérique considérable, puisqu'elles ont représenté jusqu'à 20% des effectifs. En proportions importantes, plusieurs d'entre elles ont pris les armes et certaines ont même commandé des unités. Elles étaient très nombreuses dans les armées carranziste et *zapatiste*, Pancho Villa les ayant rejetées de ses troupes. La présence féminine des *soldaderas* sur les champs de bataille était vue comme une des manifestations de la décadence militaire pour les observateurs états-uniens et

---

<sup>177</sup> VALENZUELO DE FRANCO TORRES Gabriela, *Vicisitudes de la Residenta durante la Guerra Grande*, Conférence prononcée le 30 juin 1967 à l'Institut de Culture Hispanique, Asunción ; MASSARE DE KOSTIANOVSKY Olinda, *La Mujer paraguaya. Su participación en la Guerra Grande*, Talleres Gráficos de la Escuela Técnica Salesiana, Asunción, 1970 ; FLORES G. de ZARZA Idalia, *La mujer paraguaya protagonista de la historia, 1870-1935. Guerra del Chaco*, Intercontinental, Asunción, 1993.

<sup>178</sup> BEATTIE Peter M., *The Tribute of Blood, Army, Honor, Race, and Nation in Brazil 1864-1945*, Duke University Press, Durham, 2001.

<sup>179</sup> Les *rabonas*, en suivant les troupes, se plaçaient toujours à la fin et formaient donc la « queue » des bataillons. Leur appellation s'explique par le fait que *rabo* signifie « queue » en espagnol.

<sup>180</sup> QUINTANA T. Juan R., « Las Rabonas : Género y estigma social en el Ejército a fines del Siglo XIX », *Historias de Mujeres. Revista de la Coordinadora de Historia*, n°1, 1997, La Paz, p. 63-74.

<sup>181</sup> Soldadera signifie celle qui est payée avec la solde du militaire.



européens<sup>182</sup>. Pour les officiers mexicains, elles étaient vues comme un archaïsme ; elles furent totalement exclues de l'armée mexicaine lors de sa modernisation dans les années 1920. Les recherches sur les *soldaderas*<sup>183</sup> ont été facilitées par leur importance numérique, leur participation dans la révolution, mais aussi leur visibilité dans le cinéma, la littérature, la chanson, la photographie, etc.

D'autres études, se sont penchées sur les *montoneras*<sup>184</sup>, en Argentine et au Paraguay au XIX<sup>e</sup> siècle. Lors des *montoneras* ou des guerres civiles les femmes suivaient les troupes au combat, aidaient au ravitaillement, participaient au recrutement et exprimaient souvent un engagement politique. Ces études ont pris en compte également une perspective de genre, en analysant comment se construisait la masculinité dans l'univers des *gauchos*<sup>185</sup>.

En étudiant le phénomène des femmes qui suivaient les troupes dans plusieurs régions d'Amérique Latine au XIX<sup>e</sup> siècle, certains chercheurs ont tenté de l'expliquer par une tradition historique militaire ou guerrière qui remonte parfois jusqu'aux sociétés précolombiennes : au Mexique, les *mocivaquetzque* (femmes vaillantes) accompagnaient les guerriers *mexicas* à la bataille ; au Paraguay, dans les sociétés guaranies, les femmes suivaient les guerriers, portaient et s'occupaient des travaux agricoles<sup>186</sup>.

En outre, plusieurs chercheurs se sont penchés sur le service militaire et la modernisation des armées et essayé d'analyser l'armée comme un espace d'intégration nationale et de construction des identités masculines<sup>187</sup>. D'autres travaux, en sciences

---

<sup>182</sup> REGALADO PINEDO Aristarco, « La mujer mexicana vista por los franceses, 1861-1867 », *Estudios del Hombre – Género y trabajo*, Guadalajara, n°16, 2002, p. 93-120, cité dans CAPDEVILA Luc, « Genre et armées d'Amérique Latine », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°20 « Armées », 2004.

<sup>183</sup> SALAS Elizabeth, *Soldaderas in the mexican military. Myth and history*, University of Texas Press, Austin, 1990 ; MENDIETA ALATORRE Angeles, *La Mujer en la Revolución mexicana*, Talleres Gráficos de la Nación, Mexico DF, 1961 ; MACIAS Anna, *Against All Odds : The Feminist Movement in Mexico to 1940*, Greenwood Press, Westport, 1982 ; SOTO Shirlene Ann, *The Mexican Women : A Study of Her Participation in the Revolution, 1910-1940*, PhD, Université du Nouveau Mexique, 1977 ; TURNER Frederick C., « Los efectos de la participación femenina en la Revolución de 1910 », *Historia Mexicana*, n°64, 1967, p. 603-620 ; GOETZE Diane, « Revolutionary Women : From *Soldaderas* to *Comandantas*. The Roles of Women in the Mexican Revolution and in the Current Zapatista Movement », ATCLab, University of Texas, Austin, 1997, ressource électronique. ; PEROTIN-DUMON Anne, « El 9° Batallón y sus soldaderas : la Revolución Mexicana, 1910-1920 », 2000, dans *El Género en historia* : [www.sas.ac.uk/ilas/genero\\_portadilla.htm](http://www.sas.ac.uk/ilas/genero_portadilla.htm) ; PONIATOWSKA Elena, *Las Soldaderas*, Ediciones ERA/INAH, México DF, 1999.

<sup>184</sup> Le mot *montonera* vient de *montón* en espagnol, qui veut dire « un tas », il s'agit donc d'un « tas de gens ». Les *montoneras* étaient des groupes armés formés par la clientèle d'un *caudillo* qui leur fournissait de la nourriture, des armes et des chevaux.

<sup>185</sup> LUDMER Josefina, *The Gaucho Genre. A Treatise on the Motherland*, Duke University Press, Durham, 2002 ; FRADKIN Raul O., « Centaures de la pampa. Le gaucho, entre l'histoire et le mythe », *Annales, Sciences Sociales*, n°58, 2001, p. 109-133 ; BAREIRO Line, SOTO Clyde, MONTE Mary, *Alquimistas. Documentos para otra historia de las mujeres*, Centro de Documentación y Estudios, Asunción, 1993 ; DE LA FUENTE Ariel, *Children of Facundo. Caudillos and Gauchos Insurgency During the Argentine State-Formation Process (La Rioja 1853-1870)*, Duke University Press, Durham, 2000.

<sup>186</sup> POTTHAST-JUTKEIT Barbara, « Residentas, destinadas y otras heroínas : el nacionalismo paraguayo y el rol de la mujer en la Guerra de la Triple Alianza » dans POTTHAST-JUTKEIT Barbara et SCARZANELLA Eugenia (dir.), *Mujeres y naciones en América Latina : problema de inclusión y exclusión*, Vervuert, Frankfurt am Main, 2001 ; GANSON DE RIVAS Barbara, « Siguiendo a sus hijos al combate : la mujer en la guerra del Paraguay 1864-1870 », *Suplemento antropológico*, Universidad Católica « Nuestra Señora de la Asunción », vol. XXXIII, n°1-2, 1998, p.194-232.

<sup>187</sup> BEATTIE Peter M., *The Tribute of Blood, Army, Honor, Race, and Nation in Brazil 1864-1945*, Duke University Press, Durham, 2001 ; « Measures of Manhood : Honor, Enlisted Army Service, and Slavery's Decline in Brazil, 1850-1890 », dans GUTTMAN Matthew G. (dir.), *Changing Men and Masculinities in Latin America*, Duke University Press, Durham, 2003.

politiques et sociologie notamment, analysent les rapports entre dictatures ou régimes militaires, les femmes et le genre, ainsi que les rapports hommes/femmes au sein des guérillas<sup>188</sup>.

En ce qui concerne la guerre du Chaco (1932-1935) qui opposa la Bolivie au Paraguay, elle est la seule véritable guerre internationale qu'ait connue le continent latino-américain au XX<sup>e</sup> siècle. Presque tous les travaux qui y sont consacrés privilégient les aspects militaires, politiques et diplomatiques. Du côté bolivien, il n'existe qu'un seul travail portant sur le rôle que jouèrent les femmes dans cette guerre<sup>189</sup>, et au Paraguay, malgré la profusion d'ouvrages sur le rôle des femmes dans la guerre de la Triple Alliance (1865-1870), il n'existe que deux ouvrages sur le sujet<sup>190</sup>. Celui portant sur les femmes boliviennes décrit de manière assez succincte les activités des femmes pendant la guerre et essaie de démontrer que l'active participation de celles-ci à l'effort de guerre changea la perception que la société avait des femmes et les femmes d'elles-mêmes. Pour ce qui est des paraguayennes, Sosa Estela tente de démontrer que malgré leur active participation à l'effort de guerre, les structures de domination sur les femmes au Paraguay ne furent aucunement changées par la guerre, puisque celles-ci furent reléguées à l'invisibilité et à l'oubli après le conflit. Deux réponses différentes donc à la question : la guerre permet-elle l'émancipation des femmes ? Du côté bolivien, d'après cette unique étude, la guerre du Chaco est considérée comme un moment plutôt émancipateur pour les femmes ; du côté paraguayen, la guerre est un moment exceptionnel et temporaire de bousculement de l'ordre, mais qui ne dura pas.

-----

Il n'y a pas de doute, la guerre du Chaco fut l'un des moments les plus traumatiques de l'histoire de la Bolivie. Elle signifia un bouleversement majeur dans tous les domaines : politique, social, culturel et économique. Temps de crises collectives, les guerres représentent des moments exceptionnels marqués par la désorganisation de la société et le bouleversement de toutes les valeurs et normes habituelles. Traumatiques, les expériences de guerre sont vécues à travers la souffrance, la violence, la mort. Mais aussi, à travers la séparation des hommes et des femmes, dans l'urgence et l'improvisation, surgissent des nouvelles

---

<sup>188</sup> CAPDEVILA Luc, « Genre et armées d'Amérique Latine », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°20 « Armées », 2004.

<sup>189</sup> DURAN JORDAN Florencia y SEOANE F. Ana María, *El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz – Bolivia, 1997.

<sup>190</sup> SOSA ESTELA Mary, *El papel de las mujeres paraguayas en la Guerra del Chaco (1932-1935): relaciones de género en contexto bélico*, Editorial Universitaria, Universidad Nacional de Misiones, Posadas, Misiones Argentina, 2010 ; FLORES G. de ZARZA Idalia, *La mujer paraguaya protagonista de la historia, 1870-1935. Guerra del Chaco*, Intercontinental, Asunción, 1993.

opportunités, des nouveaux rôles et de nouveaux comportements. La guerre crée en même temps qu'elle détruit<sup>191</sup>. Dans ce sens, les guerres sont des moments de transgression de l'ordre et des normes établies. À travers le sacrifice, l'audace, l'abnégation, l'héroïsme, des hommes comme des femmes réussissent un dépassement d'eux-mêmes ainsi que du destin social qui leur avait été assigné. Quel fut l'impact de la guerre du Chaco dans la vie des femmes boliviennes ? Quel rôle y jouèrent-elles ? Dépàssèrent-elles les rôles établis pour les femmes par la société de l'époque ? Comment fut transformée la perception que la société avait d'elles ? Comment se redéfinit le féminin à l'issue de la guerre ? Quel nouvel espace occupèrent les femmes dans l'espace et la sphère publiques ? Telles sont les questions auxquelles on tentera de répondre dans ce chapitre.

Il ne s'agira pas de décrire de manière exhaustive le rôle joué par les femmes dans la guerre, puisque la période étudiée dans ce travail commence à la fin de la guerre du Chaco, l'année 1935, et que la plupart de nos sources sont postérieures à la guerre<sup>192</sup>. D'ailleurs, le choix d'ouvrir la période que l'on étudie en 1935 n'est pas anodin, il s'agit justement de partir de la fin de cette guerre pour étudier son impact postérieur sur la vie des femmes et leur rôle dans la sphère publique. Il ne s'agit donc pas pour nous de faire un chapitre sur le rôle des femmes dans la guerre, mais sur l'impact durable que la guerre eut sur la vie de celles-ci et sur leur accès à l'espace et à la sphère publiques.

Il est important de signaler également qu'étant donné qu'il n'existe pratiquement pas de sources écrites sur les femmes indigènes paysannes et qu'il n'y a pas eu non plus de transcription de sources orales à leur sujet, il est très difficile de connaître le rôle qu'elles jouèrent dans la guerre et comment celle-ci put transformer leurs conditions de vie. C'est la raison pour laquelle ce travail se concentre particulièrement sur les femmes urbaines, de toutes les classes sociales, mais particulièrement sur les femmes des classes moyennes et élevées sur lesquelles les sources écrites qui ont perduré dans le temps sont beaucoup plus nombreuses.

On étudiera le rôle des femmes à titre individuel, mais aussi collectif, en analysant les activités d'organisations féministes et féminines, notamment. Les organisations féministes sont celles qui se proclamaient comme telles et qui avaient comme objectifs l'amélioration de l'éducation des femmes et l'obtention des droits civils et politiques, principalement. Les organisations féminines sont des organisations de femmes réunies autour d'objectifs divers, comme les soins aux blessés ou la prise en charge des orphelins par exemple, mais qui ne se

---

<sup>191</sup> CAPDEVILA Luc, ROUQUET François, VIRGILI Fabrice et VOLDMAN Danièle, *Hommes et femmes dans la France en guerre: (1914-1945)*, Paris, Payot, 2003.

<sup>192</sup> L'amplitude du sujet, à savoir, le rôle joué par les femmes dans la Guerre du Chaco, mériterait qu'une thèse entière lui soit consacrée.

considéraient pas comme féministes. Les liens entre elles n'étaient pas forcément étroits mais dans certaines occasions elles agirent ensemble, surtout pendant la guerre.

Ainsi on étudiera dans un premier temps le rôle joué par les femmes dans la guerre et dans un deuxième temps les transformations produites par la guerre dans les conditions de vie des femmes.

## **I) Les femmes dans la guerre**

### **A) L'impact politique, social et culturel de la guerre dans la société bolivienne<sup>193</sup>**

La Guerre du Chaco contre le Paraguay eut lieu entre 1932 et 1935. Ce fut une guerre dévastatrice pour le pays, tant au niveau des pertes humaines qu'au niveau des pertes économiques. Elle signifia un bouleversement majeur pour le pays sur le plan culturel, social et politique. Elle fut l'élément déclencheur de l'écroulement progressif du régime de gouvernement oligarchique qui fut finalement détruit avec la Révolution Nationale de 1952. Elle provoqua également une effervescence politique sans précédent avec la création de nouveaux partis qui voulaient en finir avec les partis traditionnels et le régime de gouvernement oligarchique en place depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les partis politiques ne récupéreraient plus jamais leur popularité ni les bases sur lesquelles ils reposaient, malgré leurs efforts et tentatives dans ce sens. La Bolivie qu'ils voulaient gouverner n'était plus la même : la culture, la société et même la politique avaient été transformées par cette guerre.

Les origines du conflit avec le Paraguay remontent à la fin de l'année 1926, lorsque fut célébrée, à Buenos Aires, une conférence où le Paraguay réclama tout le territoire du Chaco. Début décembre, des manœuvres militaires furent réalisées par le Paraguay dans la zone de litige, entraînant la capture d'un officier paraguayen. La réponse fut l'attaque du fortin bolivien « Vanguardia » le 8 décembre 1926. La Bolivie avait construit 11 fortins entre 1923 et 1928 dans le territoire du Chaco, et « Vanguardia » en faisait partie<sup>194</sup>. La prise de ce fortin eut un impact très important dans le pays. Le gouvernement reçut immédiatement l'appui de tous les partis politiques, et des démonstrations populaires furent réalisées dans les rues pendant trois jours consécutifs. Le président Hernando Siles annula les élections

---

<sup>193</sup> La plupart des informations sur l'impact social, politique et culturel de la Guerre du Chaco ont été tirées de KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968 et de MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

<sup>194</sup> MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

municipales qui devaient avoir lieu le 9 décembre, et rompit les relations diplomatiques avec le Paraguay. Cette décision reçut l'approbation de tous les dirigeants civils. Ensuite, Siles fit appel aux réserves militaires de 1926 et 1927 et accepta des volontaires pour l'armée. Cependant, il refusa la mobilisation générale. En même temps, il accepta la proposition de médiation du Secrétaire d'État des États-Unis, Kellog, et en représailles, l'armée bolivienne prit les fortins paraguayens « Boquerón » et « Mariscal López ». Le Paraguay finit par se rétracter face à cette position d'agression, et après de longues négociations, un acte de conciliation fut signé entre les deux pays en septembre 1929<sup>195</sup>. Le gouvernement de Siles évita la guerre, mais seulement pendant quelques années.

En juin 1930, le président Siles fut renversé par des mouvements populaires où les étudiants jouèrent un rôle primordial. Après ces événements, une « Junta Revolucionaria » militaire prit le pouvoir. Elle était dirigée par un cabinet civil à la tête duquel se trouvait Daniel Sánchez Bustamante<sup>196</sup>. Des élections eurent lieu en 1931 : Daniel Salamanca fut élu président. Cependant, lors des élections du Congrès, son parti, le « Republicano Genuino », subit une grande défaite face au parti libéral qui prit la plupart des sièges de l'Assemblée. Salamanca était donc un président minoritaire. La crise économique de 1930 eut un impact très fort dans le pays ; les nouvelles mesures économiques déclenchèrent une forte inflation qui provoqua un mécontentement social et politique dans tout le pays. Salamanca, de plus en plus isolé, décida d'orienter ces mécontentements vers le Paraguay, en affirmant que la Bolivie devait « marcher fort sur le Chaco » (« pisar fuerte en el Chaco »). Confiant dans le fait que le pays était suffisamment préparé pour affronter cette guerre, et malgré les avertissements de l'État-Major affirmant le contraire, Salamanca ordonna la réalisation des premières opérations d'agression, vers juillet 1932. La guerre avait commencé.

Cette guerre qui dura jusqu'en juin 1935 fut catastrophique pour les deux pays notamment pour la Bolivie qui avait subi une défaite considérable avec la perte non seulement de l'intégralité du Chaco Boréal, mais aussi d'une grande partie de sa population. Sous cet aspect, la Guerre du Chaco était comparable à la Première Guerre Mondiale pour les pays européens. La Bolivie perdit près de 25% des hommes qu'elle avait mobilisés: plus de 65.000

---

<sup>195</sup> KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

<sup>196</sup> Il était le père de María Luisa Sánchez Bustamante de Urioste, la fondatrice et présidente à plusieurs reprises de l'Athénée Féminin l'une des organisations féministes les plus importantes de la Bolivie, fondée à La Paz en 1923.

jeunes étaient morts, avaient déserté ou étaient décédés en captivité. Ce chiffre n'inclut pas tous les handicapés et blessés issus de la guerre<sup>197</sup>.

La Bolivie avait perdu la guerre en raison de son manque de préparation pour un conflit d'une telle ampleur, d'une gestion militaire très déficiente, et d'une société incapable de conduire une guerre étrangère. L'armée était composée presque exclusivement d'indigènes aymaras et quechuas, dont la plupart étaient des métayers qui travaillaient dans une situation de semi servage dans les grandes exploitations agricoles détenues par l'élite économique du pays. Ils avaient combattu dans un territoire aride et hostile, situé à des milliers de kilomètres de leurs lieux d'origine, l'Altiplano et les vallées du pays, contre une armée beaucoup plus homogène socialement. Les indigènes boliviens, complètement désintégrés de la nation, ne comprenaient même pas pourquoi ils étaient dans le Chaco. Leur présence dans l'armée n'améliora pas leur statut socio-économique car les « castes » furent rigoureusement maintenues pendant la guerre. Ils étaient donc complètement ségrégués de ceux qui étaient considérés comme « blancs » et « métis »<sup>198</sup>, qui occupaient en majorité les rangs supérieurs de l'armée.

La guerre eut un impact très profond chez les classes moyennes de la société, qui sortirent du conflit complètement frustrées et aigries par la défaite catastrophique. La mauvaise gestion de la politique, les erreurs militaires, la corruption administrative, et l'absentéisme de l'élite économique provoquèrent un grand sentiment de frustration au sein de cette population qui vivait pour la première fois une situation de guerre. Un vétéran explique ainsi ce sentiment :

« El drama del Chaco abrió una amplia brecha en la conciencia. Las generaciones anteriores a 1932 hablan un lenguaje; y los que vienen después otro completamente diferente. Para aquellos que viven esta insostenible experiencia, hay una transmutación de... valores. »<sup>199</sup>

Ce fut dans une situation de guerre que ces hommes se retrouvèrent pour la première fois face à face avec les réalités du pays : une extrême pauvreté, une population indigène complètement exclue de la nation, vivant dans un état de semi servage, discriminée et reléguée par les minorités qui se considéraient comme « blanches ». Ces hommes remirent en question le système politique, économique et social dans lequel vivait le pays depuis la fin du

---

<sup>197</sup> KLEIN, Herbert S., *Historia de Bolivia*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 2011, p. 205-206.

<sup>198</sup> Dans le chapitre 4, on étudiera ce que veulent dire « métis » et « blanc » et comment les frontières des catégories ethniques ont toujours été ambiguës, floues et changeantes.

<sup>199</sup> KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968, p. 214.

XIX<sup>e</sup> siècle. Cette génération d'hommes qui vécurent la guerre fut plus tard appelée la « génération du Chaco » ; c'est de ses rangs que sortirent les hommes qui formèrent les nouveaux partis politiques de post-guerre, dont le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire qui dirigea la Révolution Nationale de 1952.

En effet, une fois la guerre finie, une effervescence politique eut lieu dans le pays avec la création de nombreux nouveaux partis politiques. On considérait que les partis traditionnels ne répondaient plus aux aspirations de la majorité et qu'ils avaient conduit le pays à une guerre inutile et absurde. Il fallait donc chercher dans des programmes idéologiques différents.

Les partis qui surgirent dans les années 1930 étaient sous l'influence de plusieurs idéologies et courants politiques tels que le marxisme dans toutes ses tendances (stalinisme et trotskisme en particulier), la pensée indigéniste sous l'influence de Mariátegui, le fascisme en pleine application en Italie et en gestation en Espagne, le national-socialisme allemand, et le nationalisme en tant que courant éclectique et encore peu défini en Amérique Latine. Les partis traditionnels essayèrent en même temps de s'adapter à ce nouvel échiquier politique. Ainsi, le parti républicain dirigé par Bautista Saavedra (président de la Bolivie entre 1920 et 1925), ajouta à son nom l'adjectif « socialiste », formant le « Partido de la Unión Republicana Socialista » (le « PURS » dans les années 1940). Cependant, cet ajout ne modifia en rien l'idéologie conservatrice de ce parti traditionnel. Le parti « Republicano Genuino » de Salamanca et le parti libéral maintinrent leur structure mais dans un processus de décadence. Carlos Víctor Aramayo, un des trois « barons de l'étain » tenta en vain une recomposition des forces traditionnelles avec la création du « Partido Centrista ». Les partis de gauche, qui étaient encore minoritaires et marginaux au début des années 1920, se développèrent à la fin de cette décennie : en 1927 furent fondés le « Partido Obrero » et le « Partido Laborista » ; en 1928 le Parti Communiste de Bolivie fut créé dans la clandestinité et sous la direction de Carlos Mendoza Mamani ; en 1929 naquit le « Partido Socialista Revolucionario » et en 1930, un nouveau « Partido Socialista ». Après la guerre, les partis de gauche prirent une force jamais connue auparavant. En 1935, surgirent les organisations « Beta Gama » et la « Confederación Socialista Boliviana » sous la direction d'Enrique Baldivieso et d'un groupe de jeunes intellectuels, futurs fondateurs du MNR en 1940. De même, les groupes de gauche exilés tels que « Izquierda Boliviana » au Chili et « Exiliados » au Pérou, s'unirent pour créer un nouveau parti politique : le « Partido Obrero Revolucionario » (« POR »), fondé en 1935 par l'union des groupes de gauche exilés au Pérou et en Argentine, sous la direction de

Tristan Marof et José Aguirre Gainsborg<sup>200</sup>. Du côté de l'extrême droite, en 1937 le parti « Falange Socialista Boliviana » a été créé sous l'influence du fascisme espagnol et sous la direction de Óscar Únzaga de la Vega.

Le président Salamanca avait été renversé en pleine guerre en 1934, par les principaux dirigeants de l'État-Major : Peñaranda, David Toro, Germán Busch, Moscoso et d'autres officiers. En effet depuis le début des combats, les relations entre l'État-Major et le chef de l'État étaient très tendues. En 1934, Salamanca avait destitué le chef de l'État-Major, Peñaranda, et nommé à sa place Lanza. Le président se rendit à Villamontes avec Lanza, et une fois sur place, il fut contraint de renoncer à la présidence. Il fut remplacé par Luis Tejada Sorzano qui mena les négociations de paix avec le Paraguay en 1935.

Une fois la guerre terminée, plusieurs voix s'élevèrent pour exiger des éclaircissements par rapport à la gestion de la guerre et à un éventuel procès contre les responsables. Face à ce danger, les jeunes officiers qui avaient participé à la guerre et remis en question l'ordre traditionnel suite à la défaite, décidèrent de renverser le gouvernement de Tejada Sorzano, le 16 mai 1936. Ce coup d'État était dirigé par Germán Busch, qui plaça David Toro à la tête de la Présidence.

Toro avait été l'un des officiers les plus influents de la guerre, mais sa participation dans le conflit contre le Paraguay fut beaucoup débattue, au point qu'il fut obligé d'écrire un livre pour justifier ses actions. Lorsqu'il fut élu président, il annonça que sa mission consistait à « implanter le socialisme d'État avec la « participation des partis de gauche », et qualifia par conséquent son gouvernement de « socialisme militaire ». Cependant, ces affirmations n'avaient pas de véritable sens idéologique, car son gouvernement n'entreprit jamais un programme socialiste. Il s'agissait plutôt d'un gouvernement populiste et réformiste.

Le gouvernement s'allia à la Confédération Socialiste Bolivienne dirigée par Enrique Baldivieso. Pour se rallier le mouvement ouvrier, Toro créa le ministère du travail, ce qui représentait une nouveauté dans l'histoire bolivienne. Ce ministère fut placé sous la direction de Waldo Alvarez, premier ouvrier en Bolivie à détenir un poste dans le cabinet des Ministres. De même, Toro proposa aux groupes réformistes une Assemblée Constituante pour rédiger une nouvelle Constitution afin de répondre aux nécessités de réforme du pays.

---

<sup>200</sup> Tristan Marof, dont le vrai nom est Gustavo Navarro, fut l'un des dirigeants les plus importants de la gauche bolivienne, car il reflétait dans ses premières années de militance politique la radicalisation des intellectuels des années 1920 et 1930 qui incitèrent au changement de la société bolivienne de leur époque. Né à Sucre en 1889, il a d'abord été membre du parti républicain. Lors d'un voyage en Europe, il devint marxiste et écrivit un ouvrage important: *La justicia del inca* (1926) dans lequel il affirma : « Terre au peuple, mines à l'État ». Il fut le fondateur du « Partido Obrero Revolucionario » en 1935. Cependant, en 1938, il rompit avec l'autre fondateur du parti, José Aguirre, et créa le Partido Socialista Obrero Boliviano. MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.



Cependant, son gouvernement ne dura pas car, le 13 juillet 1937, Germán Busch réalisa un coup d'État et prit la tête du pays.

Les forces traditionnelles avaient beaucoup d'expectatives par rapport au gouvernement de Busch. En effet, la société dans son ensemble croyait qu'il suivrait une ligne beaucoup plus conservatrice que Toro et qu'il mettrait fin aux dérives radicales de celui-ci. Mais c'est le contraire qui se produisit: Busch approfondit les réformes déjà entreprises par Toro. Il rompit alors avec les partis traditionnels qui s'unirent pour former la « Concordancia », document d'union signé par Alcides Arguedas (chef du parti libéral à l'époque), Enrique Hertzog et Demetrio Canelas. En revanche, il s'allia avec les dénommés socialistes dont le groupe formé par Enrique Baldivieso, Augusto Céspedes et Carlos Montenegro, qui soutenait le gouvernement dans le journal *La Calle*<sup>201</sup>. Le projet de former une Assemblée Constituante formulé sous Toro se réalisa sous le gouvernement de Busch. Ce fut la Convention de 1938, qui rédigea une nouvelle Constitution en accord avec les changements politiques, sociaux et culturels déclenchés par la guerre. Cette Assemblée élut Busch comme président constitutionnel et Enrique Baldivieso comme Vice-Président. Un traité de paix avec le Paraguay fut finalement signé en juillet 1938.

En avril 1939, Busch se déclara dictateur et entreprit les réformes les plus poussées de son gouvernement. Un nouveau Code du Travail fut promulgué avec plusieurs mesures favorables pour les travailleurs, dont la libre disposition de leurs salaires accordée aux femmes travailleuses. Il nationalisa la Banque Centrale, et par un décret-loi du 7 juin 1939, il déclara que 100% des devises obtenues par les exportations des minéraux devaient être attribuées à l'État.

En août 1939, Busch se suicida. Carlos Quintanilla fut alors placé à la tête de l'État par les militaires<sup>202</sup>. L'ère du « socialisme militaire » était close, mais le germe des changements politiques et sociaux déclenchés par la guerre allait culminer plus tard avec la Révolution de 1952.

La Guerre du Chaco et la terrible défaite que la Bolivie essuya contre le Paraguay changèrent complètement la vision que les hommes, ayant participé à la guerre, appartenant surtout aux classes moyennes de la société, avaient de leur pays. Dans leur nouvelle vision, le régime de gouvernement oligarchique n'avait rien fait pour pallier la pauvreté et pour intégrer la grande majorité de la population dans la vie publique et politique du pays. De cette

---

<sup>201</sup> *La Calle* était au début des années 1930 le journal du Parti Socialiste qui était sous la direction de Carlos Montenegro. et Augusto Céspedes.

<sup>202</sup> MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

génération d'hommes sortirent les dirigeants qui formèrent les nouvelles politiques en quête de solutions nouvelles, et même les jeunes officiers de l'armée qui établirent ce qu'ils qualifièrent de « socialisme militaire » pour répondre à la soif de changements dans la société. La Bolivie de post-guerre n'était plus la même. Ces changements qui concernaient l'ensemble de la société touchèrent bien évidemment les femmes qui participèrent à l'effort de guerre de manière très active. De par leur contribution à l'effort de guerre, elles n'occupaient plus la même place au sein de la société et la perception que celle-ci avait d'elles s'était forcément transformée.

## **B) La participation des femmes à l'effort de guerre**

Lorsque le Paraguay attaqua le fortin « Vanguardia », le 8 décembre 1928, les femmes de toutes les classes sociales sortirent dans les rues pour manifester contre ce qu'elles considéraient comme une agression de la part du Paraguay. Elles accédèrent à la Plaza Murillo de La Paz (place principale de la ville où se trouvent les Palais exécutif et législatif) avec des drapeaux de la Bolivie en criant contre l'« envahisseur »<sup>203</sup>.

Cependant, en 1932, lorsque la guerre avec le Paraguay semblait inévitable, plusieurs organisations féminines se prononcèrent contre la guerre. L'Association Chrétienne Féminine (« Asociación Cristiana Femenina »), fondée en 1931, organisa des discussions publiques d'opposition à la guerre et à la course mondiale aux armements. De même, le « Comité Boliviano de la Confederación Femenina de la Paz Americana », sous la direction de María Luisa S. de Siles et Victoria v. de Tejada, la Société Protectrice de l'Enfance (« Sociedad Protectora de la Infancia »), les dames de Saint-Vincent-de-Paul, l'association de Bienfaisance de Dames (« Beneficiencia de Señoras »), l'Athénée Féminin (« Athénée Femenino »), la Ligue de Dames Catholiques (« Liga de Damas Católicas »), et le Centre Hispano-Américain de Dames (« Centro Hispano Americano de Señoras ») se prononcèrent contre la guerre devant la Société des Nations. Quelques journalistes isolées comme Martha Mendoza rédigèrent plusieurs articles d'opposition au conflit dans les journaux.

Pourtant, lorsque la guerre fut déclarée en juillet 1932, toutes ces organisations laissèrent de côté leurs positions pacifistes et joignirent leurs efforts pour aider les soldats et leurs familles.

Immédiatement, elles cherchèrent à coordonner le travail de la Croix Rouge bolivienne, du Rotary Club, des autorités du gouvernement, et du Préfet de Département de

---

<sup>203</sup> DURÁN JORDÁN Florencia et SEOANE F. Ana María, *El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivie, 1997.

La Paz qui était également président du Centre de Propagande et de Défense Nationale. La Croix Rouge bolivienne organisa le premier corps d'infirmières qui devaient se rendre sur les zones des opérations. De même, l'Athénée Féminin qui, à cette époque, était sous la direction de Emma Pérez de Carvajal, se joignit au travail de la Croix Rouge en organisant deux légions de femmes pour servir le Front ; la première était composée de jeunes femmes des classes moyennes et élevées et la seconde de femmes issues des classes populaires. En outre, l'Athénée octroya dix uniformes pour les dix premières infirmières qui partirent au centre d'opérations du Chaco<sup>204</sup>.

Le 18 juillet 1932, plus de 150.000 personnes se réunirent sur la Plaza Murillo pour faire leurs adieux aux premiers soldats qui se rendaient au front. Les troupes boliviennes partirent de l'État-Major jusqu'à la Plaza Murillo, où le Président, sa famille et la foule les attendaient. Au milieu des applaudissements, des vivats et des fleurs qui leur étaient lancées, les soldats se dirigèrent vers la gare pour partir. Les femmes les accompagnèrent en pleurant, avec l'espoir de les revoir<sup>205</sup>. Les femmes de l'association Saint-Vincent-de-Paul leur offrirent des cocardes avec le cœur de Jésus, ainsi que des cigarettes, des biscuits, et des objets à usage personnel. Un autre groupe de femmes catholiques organisa une procession avec la vierge « del Carmen » et le drapeau national, en poussant des vivats à la Patrie et à l'armée.

Les étudiantes du Lycée Institut Américain (« Instituto Americano ») demandèrent au directeur de la Clinique Allemande, M. Beck, que des cours de secourisme soient dispensés afin qu'elles puissent s'intégrer à la Croix Rouge le plus tôt possible. La proviseure de l'École Professionnelle Uruguay, à La Paz, Ana Rosa Tornero, et les enseignantes de cet établissement, organisèrent une manifestation contre le Paraguay à laquelle se joignirent d'autres établissements scolaires de la ville. Elles défilèrent en formant des colonnes qui couvraient plusieurs rues. Lorsqu'elles arrivèrent à la Plaza Murillo, elles furent ovationnées par la foule, et montèrent sur le balcon présidentiel pour prononcer des discours, incitant la foule à remplir ses devoirs patriotiques. Ana Rosa Tornero prononça une harangue interrompue plusieurs fois par de fervents applaudissements. Les phrases les plus remarquables de ce discours furent ainsi exprimées:

---

<sup>204</sup> DURÁN JORDÁN Florencia et SEOANE F. Ana Maria, *El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivie, 1997.

<sup>205</sup> Une « cueca » encore célèbre aujourd'hui fut composée à cette époque ; elle évoquait les adieux entre les femmes et les soldats qui partaient au « Vert Enfer », c'est-à-dire, au Chaco (« Infierno verde » titre de la cueca) La « cueca » est un type de musique et une danse sud-américaine à deux qui semble provenir de la « Jota » espagnole. Elle est reconnue comme étant une danse typique de plusieurs pays tels que la Bolivie, l'Argentine, le Chili (qui la déclara « danse nationale ») et le Pérou avec des variantes tant dans le rythme de la musique que dans les chorégraphies.

« ... Ayer nomás las mujeres bolivianas pedimos la paz (...) Hoy frente al ultraje inferido a nuestra Patria y sabiendo que un pueblo salvaje llamado Paraguay cual chacal hambriento había hincado sus garras en el corazón de nuestros hermanos sentimos que nuestro espíritu se encoge de rebelión porque también llega hasta nosotros el grito de la sangre (...) Y en esta hora de angustia nos alistamos todas las mujeres para replegar nuestras alas y descender en los campos de batalla (...) Si posible fuera empuñar las armas en defensa de la integridad nacional. Sepan los paraguayos que palpita en nuestras venas, la sangre de las heroínas de la Coronilla<sup>206</sup>, (...) que ilumina nuestros espíritus el nombre de Juana Azurduy de Padilla<sup>207</sup> y que se hallan aquí presentes las hijas de la Manzaneda<sup>208</sup>, que con el topo<sup>209</sup> en la mano harán temblar al enemigo (...) Mujeres bolivianas, responded en esta hora con la acción y prometeos trabajar en los campos de batalla (...) ayudemos a defender la soberanía de la Patria. »<sup>210</sup>

Le discours d'Ana Rosa Tornero, assez violent, était un appel à la mobilisation des femmes pour participer à l'effort de guerre, non seulement à l'arrière-garde mais aussi sur les champs de bataille à travers le secours aux soldats. En faisant appel à des héroïnes de l'Histoire de la Bolivie, elle établissait une lignée avec elles, symboles du « patriotisme » et prônait le courage de la « femme bolivienne », prête à se sacrifier pour l'honneur et la souveraineté de sa patrie. Le « patriotisme » des Boliviennes fut alors exalté ainsi que le rôle primordial qu'elles devaient jouer dans la guerre pour la défense de leur pays.

D'autres discours furent prononcés à cette occasion par différentes femmes dont la poétesse Olga Bruzzone qui lut un poème dédié aux soldats.

En outre, les lycées féminins religieux convoquèrent toutes leurs élèves et anciennes élèves à s'organiser. Un Comité en faveur de la Patrie du Lycée Sacrés Cœurs (« Comité Pro

---

<sup>206</sup> Les « héroïnes de la Coronilla » étaient un groupe de femmes de Cochabamba qui sacrifièrent leur vie pour défendre leur ville contre les troupes royalistes dirigées par Goyeneche, le 12 mai 1812, lorsque celui-ci décida de réprimer le soulèvement qui avait eu lieu dans cette ville. Des négociations furent tentées avant l'arrivée de Goyeneche, qui réclama les principaux dirigeants de la rébellion. La ville et surtout les femmes refusèrent et s'organisèrent pour la résistance. Elles se réunirent dans la colline de San Sebastián et attendirent l'arrivée de troupes qu'elles affrontèrent. Toutes périrent au combat. Un monument fut érigé sur cette colline à l'initiative de Sara Ugarte de Salamanca. En hommage à ces femmes, la Fête des Mères en Bolivie fut fixée le 27 mai à l'initiative de Elodia Ballivián de Ligerón.

<sup>207</sup> Née à Chuquisaca le 8 mars 1781, elle fut admise au monastère « Santa Teresa » de Sucre en 1797, à l'âge de 16 ans contrainte par sa mère. Cependant, elle quitta le monastère assez vite. Elle se maria avec Manuel Ascencio Padilla en 1805. Elle participa aux guerres d'Indépendance en luttant dans les combats comme n'importe quel homme. Elle combattit dans les batailles, accompagnée de 25 autres femmes. Le 13 août 1816, le gouvernement de Buenos Aires lui attribua le grade de Lieutenant Colonel.

<sup>208</sup> Simona Josefa Manzaneda était une femme issue des classes populaires, née à La Paz en 1770. Elle participa au soulèvement produit dans cette ville le 16 juillet 1809 et au soulèvement parti du Cuzco vers La Paz en 1814. À la fin de l'année 1816, elle fut condamnée à mort par le Commandant espagnol Mariano Ricaforte, envoyé par le nouveau Vice-roi Enrique Pezuela pour réprimer le peuple de La Paz en raison des soulèvements. Ses cheveux furent coupés et elle fut obligée de monter sur un âne qui fit le tour de la place où elle fut flagellée par 50 coups de fouets aux quatre coins de la place. Ensuite, elle fut attachée à un poteau où elle mourut d'un coup de feu dans le dos.

<sup>209</sup> Le « topo » est une sorte de broche-épingle en argent qui sert à accrocher les « mantas » des « cholas » en Bolivie. La « manta » était un accessoire vestimentaire féminin typiquement espagnol qui se portait sur les épaules ; il fut adopté comme un des accessoires vestimentaires essentiels de la « chola ». Avec sa forme pointue, le « topo » pouvait être utilisé comme une arme.

<sup>210</sup> Extrait de DURÁN JORDÁN Florencia et SEOANE F. Ana María, *El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivie, 1997.

Patria de los Sagrados Corazones »)<sup>211</sup> fut formé, dirigé par Leticia Antezana de Alberdi. Celui-ci convoqua à une réunion générale des organisations féminines à laquelle assistèrent : la Croix Rouge, l'Athénée Féminin, les Dames de Saint-Vincent-de-Paul, la Ligue Nationale Antituberculose (« Liga Nacional Antituberculosa »), Les Filles du Lycée Sainte Anne (« Las Hijas de Santa Ana<sup>212</sup> »), la Ligue de Dames Catholiques, la Société Protectrice de l'Enfance, la Société d'anciennes Élèves du Lycée Sacrés Cœurs (« Sociedad de Ex-Alumnas de los Sagrados Corazones »), « Entronización del Sagrado Corazón », École Professionnelle Uruguay, École « Vicenta Eguino », parmi d'autres. Cette convocation réunit la plupart des associations féminines existantes à l'époque dont plusieurs de dames catholiques, ainsi que le personnel de différents lycées et écoles de femmes de la ville de La Paz. Il s'agissait de s'organiser entre associations pour contribuer à l'effort de guerre.

Le lycée Sainte Anne commença une campagne de collecte de médicaments et de vêtements. Le personnel et les élèves envoyèrent une lettre au chef de l'État-Major, l'informant de leur décision de collaborer en confectionnant des uniformes, des sous-vêtements, des draps et moustiquaires, et pour remplir cette tâche, elles demandaient des pièces de tissu. Elles se montrèrent également prêtes à remplacer les professeurs d'instruction primaire absents et les religieuses parties à la guerre, et à préparer des paquets individuels de premiers secours.

La plupart des femmes issues des classes moyennes et élevées de la société s'intégrèrent aux associations féminines ou s'affilièrent à la Croix Rouge et à d'autres sociétés de secours. Plusieurs d'entre elles devinrent infirmières, couturières, dactylographes et commencèrent ainsi une profession qui permit à plusieurs d'entre elles de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

L'Académie de « Corte y Confección » organisa des ateliers pour confectionner des vêtements d'infirmières ; l'Association Chrétienne Féminine, sous la direction de Rosa Wilson de Zavala, fit une collecte de fonds pour acquérir des draps et des vêtements ; dans le même temps, les cours de secourisme demandés par les élèves du lycée Institut Américain commencèrent à s'organiser<sup>213</sup>.

Des institutions de « marraines de guerre » se formèrent pour soutenir matériellement et moralement les soldats mobilisés et leurs familles. Les marraines de guerre et les infirmières étaient chargées de visiter les familles des mobilisés en portant un certificat

---

<sup>211</sup> Le « Colegio Sagrados Corazones » était un lycée catholique privé pour filles.

<sup>212</sup> Le « Colegio Santa Ana » était également un lycée catholique privé pour filles.

<sup>213</sup> DURÁN JORDÁN Florencia et SEOANE F. Ana María, *El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivie, 1997.

conféré par la Ligue Nationale Antituberculose et validé par la Croix Rouge. Elles devaient donner à ces familles des cours d'hygiène, des notions élémentaires pour préparer des aliments, des méthodes pour économiser de l'argent, pour combattre les vices et les mauvaises habitudes. Elles étaient en outre chargées de chercher des informations sur leurs parents au front, ainsi que de rédiger ou lire des lettres pour les analphabètes. De la même manière, elles apprirent aux familles des mobilisés des notions d'histoire bolivienne, et leur donnèrent des informations diverses telles que : les endroits où elles pouvaient trouver du travail, une assistance médicale, des écoles gratuites, de la nourriture à bas prix, etc. Chaque infirmière ou marraine de guerre avait à sa charge un nombre déterminé de familles qu'elle devait visiter une fois par semaine. Elles devaient rédiger des rapports sur leur travail et les envoyer aux autorités supérieures.

Ce ne fut qu'à la fin du mois de juillet 1932 que fut organisé de manière officielle le programme des « marraines de guerre » autorisé par le Ministère de Guerre, sous la direction de Bethsabé de Iturralde. L'organisation précédente des marraines de guerre avait été réalisée spontanément par les différentes associations de femmes, dont la Croix Rouge. Le programme officiel des « marraines de guerre » établissait une responsable dans chaque département du pays, chargée d'organiser les réseaux des marraines dans son département. Les officiers et soldats qui souhaitaient avoir une marraine de guerre, devaient la contacter pour qu'une marraine leur soit attribuée. La marraine devait envoyer au soldat des paquets, des lettres d'encouragement, et s'engageait à prendre soin de sa famille. Pour financer leurs différentes activités, les marraines organisèrent plusieurs événements afin de collecter des fonds. Une kermesse fut par exemple organisée au Club de Tennis de La Paz où participèrent les femmes des classes moyennes et élevées de la société. Le travail des marraines de guerre fut intense et reconnu avec gratitude par les soldats qui exprimèrent leur reconnaissance de diverses manières selon leurs possibilités : en publiant leur reconnaissance dans les journaux, en leur offrant des moutons de leurs régions, ou encore en les invitant à dîner et à participer des fêtes en leur honneur. La société reconnut également le travail des marraines qui fut ainsi décrit dans les journaux :

« ...Las mujeres están llevando una labor cuya magnitud no es posible todavía medir. Que esta poderosa fuerza espiritual que parte del alma de las mujeres bolivianas, sea también el arma formidable e incruenta de la defensa nacional. »<sup>214</sup>

---

<sup>214</sup> *El Diario*, 7 novembre 1934. Tiré de DURÁN JORDÁN Florencia et SEOANE F. Ana María, *El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivie, 1997.

En même temps, les filles du Président Salamanca, Leonor et Raquel Salamanca, réunirent dans le Palais du Gouvernement plusieurs femmes des classes élevées de la ville de La Paz dont : Bethsabé de Aguirre, Gloria Tejada, María René de Aramayo (épouse de Carlos Victor Aramayo, un des trois « barons de l'étain »), Esther de Carrasco, Rosa Iturralde de Ballivián, Felicidad de Muñoz, Ana Rosa Tornero, entre autres. Cette réunion fut à l'origine de la création de la Société Patriotique de Dames (« Sociedad Patriótica de Señoras »). La direction de cette nouvelle organisation était composée de Leonor Salamanca de Guzmán en tant que présidente, Lucila de Tejada Sorzano en tant que vice-présidente, Elia de Otero et María Luisa Sánchez Bustamante de Urioste en tant que secrétaires. Peu de jours après la fondation de cette association, les femmes qui en faisaient partie réussirent à collecter une importante somme d'argent<sup>215</sup>.

En outre, l'Athénée Féminin et les associations affiliées à cette organisation, lancèrent un appel à travers le Conseil International de Femmes (auquel l'Athénée était rattaché), à toutes les femmes du monde pour qu'elles réfléchissent « avec calme et impartialité » sur la « justice » et le « droit » qui accompagnaient la Bolivie dans la guerre<sup>216</sup>.

Deux fois par semaine, dans le Palais législatif, les jeunes femmes étudiantes des lycées écrivaient des lettres pour les paysannes analphabètes, assistées d'un traducteur qui leur dictait ce que les épouses, mères ou filles voulaient transmettre aux soldats au Front. De même, ces jeunes femmes cousaient des draps, stérilisaient et enrôlaient des bandes deux fois par semaine au Collège Militaire.

Au fur et à mesure que la guerre avançait, le travail d'assistance et de secours devenait de plus en plus intense : les hôpitaux de Sucre, surchargés, ne pouvaient plus recevoir de blessés. L'université de la ville et d'autres bâtiments publics se transformèrent en hôpitaux.

Au début de la guerre, certains propriétaires terriens firent des donations volontaires d'une partie de leur production ; cependant, plus tard, l'État exigea de leur part ces donations<sup>217</sup>.

Quelques femmes boliviennes jouèrent le rôle d'espionnes ; ce fut le cas de Rosa Aponte Moreno, Adela Bello, Elsa Aguilera, Chabela Reyes, Zoraida Alcoreza, Cristina Velasco, et Liz Morales. Elles se rendaient au Paraguay ou au Nord de l'Argentine avec de

---

<sup>215</sup> DURÁN JORDÁN Florencia et SEOANE F. Ana María, *El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivie, 1997.

<sup>216</sup> Idem.

<sup>217</sup> Idem.

fausses identités afin d'accéder à des documents secrets sur les plans d'opération de guerre du Paraguay<sup>218</sup>.

À La Paz, les principales organisations qui se mobilisèrent et réalisèrent des actions de toutes sortes pour contribuer à l'effort de guerre furent : la Ligue de Dames Catholiques de Bolivie, sous la direction d'Angélica Tapia S. de Méndez ; la Croix Rouge bolivienne, sous la direction de Bethsabé Montes ; l'Association Féminine en faveur des Défenseurs de la Patrie (« Asociación Femenina Pro Defensores de la Patria », « ASFEDEPA »), sous la direction de Antonia Zalles Careaga; la Société Patriotique de Dames, sous la direction de Lucila F. de Tejada Sorzano ; l'association de Dames de Saint-Vincent-de-Paul, sous la direction de Julia B. de Saavedra ; les Mairaines de guerre, sous la direction de Bethsabé Iturralde ; la Ligue Antituberculose, sous la direction de Victoria v. de Tejada ; l'association de Bienfaisance de Dames, sous la direction de M. Teresa de Gutiérrez ; la Société Protectrice de l'Enfance, sous la direction de M. Teresa de Pachecho ; l'Athénée Féminin, sous la direction de Emma Perez de Carvajal, les anciennes élèves du lycée Sacrés Cœurs, sous la direction de María Z. de Aramayo ; les anciennes élèves du lycée Sainte Anne, sous la direction de Mercedes Z. de Velasco ; les Dames Catholiques Boliviennes, sous la direction de Matilde Gutierrez de Crespo ; les élèves du lycée Sacrés Coeurs, sous la direction de Graciela Matos Salinas ; la Société Culturelle du Lycée Sainte Anne (« Sociedad Cultural Colegio Santa Ana »), sous la direction de Angélica Aldunate.

Toutes ces organisations étaient composées de femmes issues des classes moyennes et élevées de la société ; la Croix Rouge bolivienne, réformée dans chaque département pendant la guerre, finit par accepter dans ses rangs des femmes provenant des classes populaires. Celles-ci donnaient des aliments aux familles pauvres des mobilisés et certaines d'entre elles demandèrent au Gouvernement une autorisation pour que les femmes puissent s'enrôler en tant que soldats dans l'armée. Cette autorisation ne leur fut jamais accordée<sup>219</sup>.

L'une des organisations féminines les plus actives était la Ligue Filiale d'Oruro (« Liga Filial de Oruro ») ; fondée en 1928 pour s'occuper des enfants démunis, elle tourna toutes ses activités vers l'effort de guerre. Celles-ci étaient nombreuses et variées. Elle offrait des services médicaux gratuits pour les femmes des mobilisés grâce au volontariat de médecins ; des services juridiques grâce à celui d'avocats, notamment pour célébrer les mariages des soldats qui partaient au Front ; un service de correspondance à travers lequel

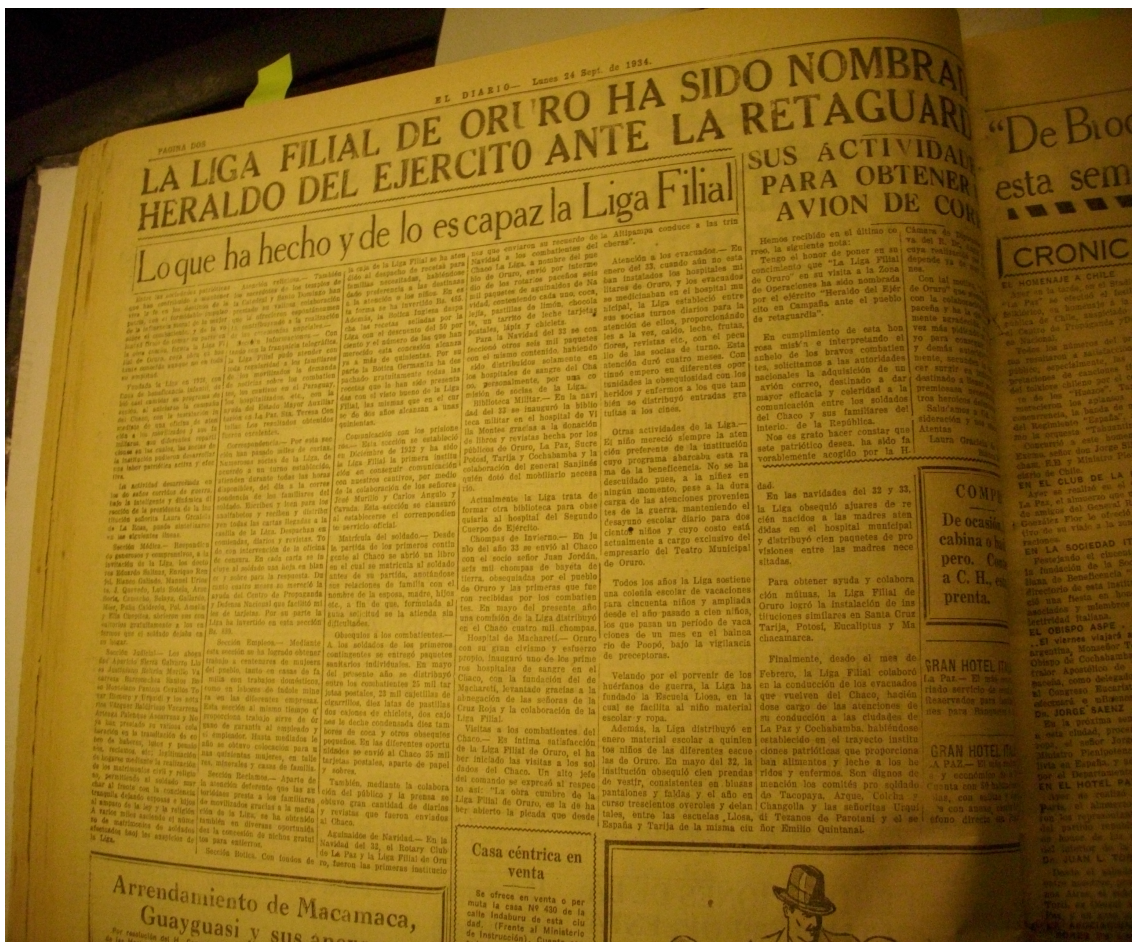
---

<sup>218</sup> Idem.

<sup>219</sup> Idem.



elles écrivaint et lisaient des lettres pour les personnes analphabètes ; elle bénéficiaient de la gratuité télégraphique, ce qui leur permettait de donner des nouvelles des mobilisés aux familles. Elles avaient également une section travail pour aider les femmes des classes populaires à trouver du travail dans les mines ou en tant qu'employées domestiques en se portant garant pour elles. De même, elles avaient une section pharmacie à travers laquelle elles vendaient des médicaments à prix réduit aux familles des mobilisés ; elles avaient aussi une Bibliothèque dans l'Hôpital Militaire de Villamontes et elles donnaient des cadeaux de Noël aux familles des mobilisés<sup>220</sup>. Des branches de la Ligue Filiale existaient à Tarija et Santa Cruz qui réalisaient des activités similaires. En reconnaissance à tout ce travail, la Ligue Filiale fut nommée « Héraut de l'Armée en campagne face au peuple de l'arrière-garde » :



221

<sup>220</sup> *El Diario*, La Paz, 24 septembre 1934, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>221</sup> *El Diario*, La Paz, 24 septembre 1934, Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivie.

La présidente et fondatrice de cette organisation, Laura Graciela de la Rosa Torres (l'une des premières féministes de la ville d'Oruro), organisa en 1934 une expédition de femmes au front de guerre pour apporter des lettres, des cadeaux, et des vivres aux soldats. Afin de témoigner sur cette expérience, elle écrivit un livre intitulé *La Guerra del Chaco. Mi visita a las trincheras y zanjas del velo*<sup>222</sup>, publié à La Paz en 1935, le premier ouvrage écrit par une femme sur le conflit et le seul témoignage sur l'expérience au front écrit par une femme dont nous ayons connaissance. On parlera de cet ouvrage plus en détail postérieurement.

Les membres de la Liga Filial avaient une vision de leur travail en accord avec l'idéal féminin d'abnégation et d'austérité. Ainsi, elles proposaient que toutes les femmes du pays portent un uniforme patriotique, en couleur kaki, similaire à celui des soldats pendant toute la durée du conflit :

« Se desea para la mujer boliviana heroína espiritual de esta guerra, un traje sencillo, modesto, de poco costo y elegante en su modestia, como la mejor ofrenda de civismo cuando todos o la mayoría de los varones visten el clásico uniforme de kaki. »<sup>223</sup>

Les membres de la Ligue Filiale d'Oruro portèrent cet uniforme pour le temps restant de la guerre. L'initiative reçut un accueil ambivalent dans les autres villes du pays, et ne fut pas réellement suivie. Aida Montes y Montes écrivit un article dans la presse en expliquant pourquoi elle refusait de porter cet uniforme, mais elle ne voulait pas être considérée « antipatriote ». La mesure ne lui semblait pas justifiée dans son caractère moralement obligatoire car elle ne répondait ni à une nécessité ni à une utilité d'intérêt général<sup>224</sup>. À Sucre, l'initiative fut bien accueillie mais la presse expliquait que l'idée n'avait pas été prise au sérieux et avait été défigurée puisqu'on pensait qu'il s'agissait de faire porter aux femmes un uniforme militaire<sup>225</sup>. Ce qu'il faut remarquer de cette initiative, c'est que l'utilisation de cet uniforme assimilait les femmes aux soldats, surtout parce que la tenue devait être de couleur kaki comme celle des hommes. Il s'agissait de suivre un idéal d'austérité et de discipline, comme celui des soldats au front. En portant cet uniforme elles acquéraient des caractéristiques masculines en leur ressemblant, mais aussi des « vertus » militaires comme l'austérité et la discipline. Elles intégraient ainsi, ne serait-ce que de manière symbolique, l'armée. Même si la guerre était une affaire d'hommes, les femmes se percevaient comme des

---

<sup>222</sup> DE LA ROSA TORRES Laura Graciela, *La Guerra del Chaco. Mi visita a las trincheras y zanjas del velo*, Imp. Atenea, La Paz, 1935, Ibero-Amerikanisches Institut Preußischer Kulturbesitz Bibliothek, Berlin, Allemagne.

<sup>223</sup> *El Diario*, La Paz, 23 janvier 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>224</sup> *El Diario*, La Paz, 27 janvier 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>225</sup> *El Diario*, La Paz, 12 mars 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

« soldats » de l'arrière-garde qui participaient à l'effort de guerre. En outre, l'objectif de l'uniforme était de lutter contre l'ostentation du luxe et de frivolités, caractéristiques considérées comme typiquement « féminines ». Les femmes les laissaient de côté pour ressembler aux soldats, avec un uniforme, mais aussi à travers l'attitude masculine représentée par celui-ci : sérieux, sévérité, austérité et discipline.

Cette quête pour que la société bolivienne toute entière, et en particulier les femmes, acquièrent une attitude sévère et austère conforme à la morale et aux circonstances tragiques de la guerre alla jusqu'à la proposition d'une des membres de la Ligue Filiale, de donner des amendes à tous ceux qui auraient des comportements considérés comme « inappropriés ». Le montant collecté irait au bénéfice des orphelins de guerre. Ainsi, les amendes seraient données lors de réunions de plus de 10 personnes, à tous ceux qui se réuniraient pour jouer, à toute femme qui boirait de l'alcool et qui en ayant des enfants mineurs se rendrait dans des bars, ou à toute femme qui n'ayant pas d'enfants, mais ayant des parents proches au front se rendrait dans des bars. Il s'agissait aussi de faire payer un droit d'accès aux séances de cinéma. D'après ce projet, la plupart des femmes qui passaient leur temps à boire étaient les femmes des classes populaires ; le projet leur était donc particulièrement destiné<sup>226</sup>. On ne sait pas si celui-ci fut mis en place ; il est très probable que non, mais il nous éclaire sur la volonté des femmes de la Ligue Filiale d'exercer un contrôle moral sur les femmes qui auraient des comportements jugés inappropriés et pas dignes des circonstances.

Si toutes ces organisations jouèrent un rôle très actif et primordial dans l'arrière-garde, la Croix Rouge fut l'organisation la plus active et visible dans la sphère publique.

### **C) La Croix Rouge et les infirmières de guerre**

La Croix Rouge joua un rôle fondamental dans la guerre en formant et en envoyant constamment des corps d'infirmières au front. Son histoire avant la Guerre du Chaco est marquée par l'instabilité et l'intermittence. C'est lors de la Guerre du Pacifique (1879-1884) que le pays adhéra à la Croix Rouge internationale pour bénéficier d'avantages pour les soins des blessés et prisonniers. Des infirmières portèrent donc l'insigne de la Croix Rouge pendant cette guerre, mais aucune organisation à proprement parler ne fut réellement organisée. Lors de la guerre civile de 1899, appelée la « Révolution Fédérale », fut organisée la Société des Dames de la Croix Rouge (« Sociedad de Damas de la Cruz Roja ») à La Paz pour s'occuper des blessés de la guerre civile, mais elle fut dissoute juste après la fin du conflit. La Bolivie

---

<sup>226</sup> *El Diario*, La Paz, 22 mars 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

adhéra aux Conventions de la Croix Rouge de la Haye de 1907 et 1909 sans avoir toutefois une organisation propre<sup>227</sup>.

En 1917, est fondée officiellement la Croix Rouge Bolivienne au sein du Lycée de Jeunes Filles de La Paz (« Liceo de Señoritas de La Paz »), l'un des premiers lycées d'éducation secondaire pour filles, sous l'initiative du Dr. Juan Manuel Balcázar, professeur d'Histoire Naturelle de l'établissement. Une École d'infirmières fut fondée un an plus tard, en 1918, d'où sortirent diplômées deux ans plus tard 25 infirmières. Celles-ci participaient des manœuvres militaires réalisées par l'armée afin de s'entraîner et firent leurs preuves en secourant les blessés d'un accident d'avion qui eut lieu à El Alto en 1921. La Croix Rouge Bolivienne fut officiellement reconnue par la Croix Rouge Internationale en 1923. Cependant, en 1927, par décret-loi, elle fut rattachée au Service de Santé Militaire qui dissout l'organisation après avoir pris possession de tout son matériel. En 1932, lorsque la Guerre du Chaco commença, une nouvelle Croix Rouge fut organisée sous la direction de Bethsabé M. de Montes ; elle fut à son tour réorganisée en 1934 à l'initiative de l'Association en faveur des Défenseurs de la Patrie suite à la Première Convention Nationale Féminine à Oruro. Cette réunion avait comme objectif la coordination au niveau national de toutes les sociétés féminines participant à l'effort de guerre. À l'issue de cette Convention toutes les organisations de bienfaisance féminines se rattachèrent à la Croix Rouge Bolivienne<sup>228</sup>. Le Comité Central de cette dernière était désormais sous la direction d'Antonia Zalles de Careaga, femme forte de l'organisation pendant plusieurs années. L'institution s'organisa dès lors au niveau national avec des sous-comités départementaux. A partir de ce moment son rôle fut encore plus important dans la guerre. La Première Dame, Lucila Flores de Tejada Sorzano, épouse de José Luis Tejada Sorzano, Président de la Bolivie depuis 1934, fut nommée présidente honoraire de la Croix Rouge, ce qui contribua au prestige et à la capacité d'action de l'organisation. Depuis ses débuts, la direction de l'institution était entre les mains des femmes des classes élevées de la société.

Le travail de la Croix Rouge était dynamique et varié. Des articles consacrés à ses activités étaient presque quotidiens dans les journaux pendant et après la guerre. L'organisation s'occupait de l'envoi de corps d'infirmières au front, mais aussi de l'organisation de cours d'infirmierie, de cours de couture pour la confection d'uniformes militaires et du matériel pour les hôpitaux, de l'envoi de médicaments aux prisonniers de

---

<sup>227</sup> « Breve Historia de la Cruz Roja Boliviana », *Boletín de la Cruz Roja Boliviana*, año I, n°3, juin 1945, La Paz, collection personnelle de Hector Ormachea (neveu de Antonia Zalles de Careaga) ; ESTENSSORO VALDES, Renán y CANTUTA VELA, María Ana, *Historia Cruz Roja Boliviana, 90 años sembrando humanitarismo, (1917-2007)*, Editorial Cuatro Hnos, La Paz, 2007.

<sup>228</sup> Idem.

guerre boliviens, des soins aux blessés, aux évacués, aux invalides, mais aussi de la population dans les hôpitaux qu'elle dirigeait, la rédaction et lecture de lettres pour les personnes analphabètes, la prise en charge des familles des mobilisés, etc.<sup>229</sup>. L'organisation était financée par les dons des particuliers et des membres (environ 3000)<sup>230</sup>; les appels aux adhésions et aux dons à travers les journaux étaient très nombreux.

Les femmes de la Croix Rouge, très visibles dans l'espace public l'étaient également lors de cérémonies funéraires en hommage à ceux qui étaient morts en héros pendant la guerre. En effet, lors de ces cérémonies qui avaient lieu dans les lieux centraux de la ville avec la participation d'une énorme partie de la population, c'étaient les femmes de la Croix Rouge qui portaient les cercueils des héros décédés sur leurs épaules. Ce rôle honorifique qui leur était accordé, fait montre de l'importance symbolique des femmes de la Croix Rouge dans l'imaginaire collectif de la guerre et de la patrie. Ainsi, lors de la cérémonie de funérailles collectives de 25 héros décrite dans la presse comme une véritable apothéose, le rôle des femmes de la Croix Rouge apparaît comme central et est mis en relief dans presque tous les articles de presse :

« Ataúdes conducidos por damitas de la sociedad. Dos escuadrones de caballería escoltaron los restos. El cortejo ocupaba más de diez cuadras. La presencia de corporaciones extranjeras. Mutilados e inválidos pusieron la nota heroica entre la concurrencia.

En brazos de las muchachas de La Paz.

Tras la cureña que conducía los restos del inmortal teniente Méndez Arcos, hacía de escolta dos escuadrones de caballería militarmente alineados y con los colores de la tricolor en las puntas de sus lanzas de reglamento.

En seguida comenzó el bellísimo espectáculo. Las muchachas de La Paz llevaban en hombros un ataúd. Toda una conmovedora escena era aquella de ver a las señoritas de la mejor sociedad paceña, socias de la Cruz Roja Boliviana, con la insignia de la gran institución benefactora en el brazo, conduciendo los ataúdes en un gesto que les ha conquistado todo el afecto y la unánime simpatía de nuestro pueblo, que al ver desfilar conduciendo los restos de los héroes renacía el espíritu de reafirmación boliviana.

Por todas las cuadras de la calle Comercio, condujeron al brazo tomando de los cordones de las cajas de munición. Ya en la calle Evaristo Valle todas levantaron en hombros aquellas cajas venerables. En medio de una lluvia de flores de todos los balcones de las calles que atravesaban.

Este sin duda ha sido el más precioso detalle de la apoteosis de ayer. Distinguidas señoritas de los altos círculos sociales acreedoras a todo respeto por sus virtudes, bellísimas damitas que desfilaban con los ataúdes con la misma unción con que llevaran los trofeos o las reliquias de una victoria.

---

<sup>229</sup> *El Diario*, La Paz, 1 janvier 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>230</sup> *El Diario*, La Paz, 15 août 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

El enorme cortejo de más de diez cuabras:

Después de los 24 ataúdes conducidos por las señoritas de la Cruz Roja, que tenía relevos de otras que se disputaban el honor de tener entre sus brazos unos minutos a los héroes, iba la comitiva oficial presidiendo el duelo. A la cabeza, el presidente de la República, la familia del teniente Méndez Arcos y de todos los generales, jefes y oficiales de la guarnición encabezados por el jefe del Estado Mayor Auxiliar, coronel Felipe M. Rivera.

Luego todas las directoras y consejeras del Comité Femenino de la Cruz Roja Nacional, distinguidas benefactoras matronas, conducían un gran estandarte con la insignia de la institución. »<sup>231</sup>

On le voit dans ces articles et dans de nombreux autres publiés dans la presse pour décrire ce cortège, le rôle des femmes de la Croix Rouge était central pour la cérémonie et la symbolique de celle-ci. Les yeux de tous ceux qui étaient venus assister et participer au cortège étaient posés sur les femmes de la Croix Rouge. Elles avaient été désignées comme les représentantes les plus dignes d'avoir l'honneur de porter les cercueils des héros. La symbolique est importante : ce sont les femmes de la Croix Rouge qui portent les cercueils en raison de leur rôle dans la guerre ; ce sont elles (et toutes les femmes à travers elles) qui portent sur leurs épaules le poids de la guerre, la mort des héros et de tous ceux partis défendre le pays. En portant les cercueils elles évoquent aussi les forces de l'arrière-garde (et à travers elle, de la nation) qui porte ses morts dignement tels des « trophées ou des reliques d'une victoire », et c'est à travers elles et cette symbolique que peut renaître le sentiment national et patriotique dans la population (« l'esprit de réaffirmation bolivienne »). Le fait que les femmes de la Croix Rouge soient mises en avant dans cette cérémonie est représentatif de la centralité du rôle des femmes dans la guerre et dans la construction et l'affirmation du sentiment patriotique. Leur présence centrale lors de cet événement évoque également leur présence accrue dans l'espace public pendant la guerre, nécessaire pour que le pays résiste.

L'une des figures les plus importantes de la Croix Rouge était l'infirmière de guerre. Ces femmes étaient devenues un symbole du patriotisme et de l'abnégation des femmes boliviennes pendant la guerre. Les infirmières qui partaient au Chaco sont les femmes qui expérimentèrent au plus près la violence de la guerre en soignant les blessés dans les hôpitaux

---

<sup>231</sup> *El Diario*, La Paz, 18 mai 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

de campagne et dans les postes de secours, mais aussi en mourant au front sous le feu ennemi ou victimes de maladies. L'activité des infirmières est celle qui contribua le plus au rapprochement des hommes et des femmes dans l'expérience de la guerre. Une grande partie d'entre elles resta plusieurs années sur le territoire du Chaco affrontant le climat hostile, la violence de la guerre, les maladies, etc.

Si leur rôle était considéré comme une prolongation naturelle et normale des attributs féminins (délicatesse, soin des autres, sacrifice, abnégation, amour maternel, etc.), des valeurs masculines propres aux soldats leur étaient également attribuées, comme l'audace, le courage, la bravoure, l'héroïsme, le sacrifice, etc. La revue hebdomadaire *Semana Gráfica*, qui fut publiée de 1933 à 1934, leur dédia la couverture de l'un de ses numéros afin de leur rendre hommage :



<sup>232</sup> Revue *Semana Gráfica*, Año I, Nº22, La Paz, 25 mars 1933, Biblioteca Patrimonial Arturo Costa de la Torre, La Paz, Bolivie.

Cette couverture, clairement influencée par l'expressionnisme allemand, nous présente les infirmières de guerre en contreplongée, axe typiquement utilisé dans la photographie et le cinéma avec l'intention de représenter un personnage psychologiquement fort, dominant ou supérieur. Ainsi, la figure des infirmières de guerre dans cette image apparaît clairement comme celle de personnages supérieurs, forts, dominants, héroïques, etc., caractéristiques considérées comme typiquement masculines et attribuées aux soldats pendant la guerre. De plus, ces infirmières regardent vers l'horizon comme si elles défiaient avec bravoure les dangers de la guerre conscientes de leurs devoirs, et comme si elles regardaient vers le futur aussi : en étant celles qui ramenaient les soldats à la vie, elles symbolisaient le futur, celui d'une éventuelle victoire et de la reconstruction du pays.

Comme s'ils voulaient concilier, ou peut-être neutraliser, cette image masculine et dominante des infirmières, les éditeurs de la revue insistèrent sur leurs attributs et rôles féminins en description de la couverture:

« Nuestra carátula:

Fernando Huarachi, nuestro director artístico, empeñado en producir una carátula en honor de las abnegadas mujeres de la Cruz Roja Boliviana, no encontró otra manera que destacar estas cuatro siluetas gráciles de distinguidas señoritas de la sociedad.

Nada igualable al sacrificio de las enfermeras que distribuidas en múltiples hospitales, prodigan cariño y atención delicados a los soldados que vuelven de las trincheras en busca de salud para tornar al puesto de combate. Si no fuera este hecho el mejor elogio que de ellas pudiera hacerse, bastaría decir que la mujer boliviana en estos momentos de prueba para el patriotismo ha prolongado su hogar hasta el lecho de los heridos.

Saludemos en ellas a la patria inmortal! »<sup>233</sup>

Malgré l'insistance sur leurs qualités féminines et la volonté de voir leur rôle comme une extension de leurs tâches d'épouses et de mères dans la sphère privée, il est clair que les infirmières de guerre représentaient un nouveau type de femme. Celui de femmes indépendantes, fortes, héroïques, capables de se sacrifier et de laisser de côté leurs propres familles pour être aux côtés des soldats sur le front. En ce sens, lorsque les éditeurs de la revue voulaient voir dans les infirmières, des mères ou des épouses qui « prolongeaient leur foyer » « jusqu'au pied du lit » des hôpitaux, la réalité était celle de femmes qui, paradoxalement, étaient très loin de leurs foyers. En concentrant des attributs féminins et masculins, l'infirmière de guerre ouvrait aussi des possibilités professionnelles nouvelles aux femmes puisque la plupart d'entre elles continuèrent à travailler comme infirmières après la

---

<sup>233</sup> Revue *Semana Gráfica*, Año I, N°22, La Paz, 25 de marzo de 1933, Biblioteca Patrimonial Arturo Costa de la Torre, La Paz.



guerre, certaines complétant leur formation à l'École Nationale d'Infirmières qui fut fondée juste après le conflit et qui dépendait du Ministère de la Santé.

Comme une grande partie des infirmières qui avaient participé à la guerre avaient contracté des maladies au Chaco et que souvent celles-ci mourraient dans la pauvreté sans aucune aide de la part de l'État<sup>234</sup>, en 1939, elles s'organisèrent en une « Cellule Légionnaire d'Infirmières de Guerre »<sup>235</sup> pour faire valoir leurs droits et s'aider mutuellement. En 1940 elles demandèrent au gouvernement de Peñaranda une pension à vie pour leur participation dans la guerre ; celui-ci accepta cette demande et envoya une lettre au Parlement demandant son approbation<sup>236</sup>. Le Parlement approuva une loi leur octroyant une pension à vie en 1943, mais le même gouvernement opposa un veto à la loi la même année arguant des « raisons économiques » !<sup>237</sup> En 1944, sous le gouvernement de Villarroel, un Mausolée fut érigé dans le cimetière général en leur honneur<sup>238</sup> et une loi fut promulguée en 1945 leur accordant cette pension ; cependant cette loi ne fut jamais mise en application. Elles durent attendre l'année 1950 pour que le gouvernement de Mamerto Urriolagoitia émette un décret pour que cette loi soit mise en application<sup>239</sup>.

Les infirmières de guerre ne furent pas les seules à se rendre au front, d'autres femmes s'y rendirent aussi et arrivèrent même jusqu'aux tranchées.

#### **D) Des femmes visitent le front de guerre**

Un aspect hors du commun dans la guerre du Chaco si on la compare à d'autres guerres du XX<sup>e</sup> siècle (comme les deux guerres mondiales par exemple), a été qu'on a permis à certaines femmes de se rendre sur le front, zone dont elles étaient normalement complètement exclues. Cette exclusion est typique du XX<sup>e</sup> siècle et de la professionnalisation des armées qui eut lieu au début du siècle, car auparavant il était commun que les femmes suivent les soldats jusqu'aux zones de combats, comme on l'a vu avec le cas des « rabonas » dans la Guerre du Pacifique (1879-1884) ou des « soldaderas » dans la Révolution Mexicaine.

---

<sup>234</sup> *El Diario*, La Paz, 17 janvier 1938, 23 juin et 4 octobre 1939, 20 mai 1942 Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>235</sup> *El Diario*, La Paz, 22 juillet 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>236</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> janvier 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>237</sup> *El Diario*, La Paz, 16 octobre 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>238</sup> *El Diario*, La Paz, 24 mai 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>239</sup> *El Diario*, La Paz, 28 janvier 1950, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Pendant les deux guerres mondiales en France aucune femme n'était autorisée à accéder à la zone de combat<sup>240</sup>.

L'une des premières femmes à se rendre au Chaco afin de prodiguer des encouragements aux soldats, fut Ana Rosa Tornero, une féministe et enseignante très connue, directrice du Lycée Professionnel de Jeunes Filles Uruguay (« Liceo Profesional de Señoritas Uruguay »). Ce fut l'une des femmes qui se distingua le plus pendant la guerre. C'est elle qui adressa une harangue à la foule depuis le balcon présidentiel au début de la guerre en appelant toutes les femmes boliviennes à prendre part à l'effort de guerre.

En 1934 elle participa à un Congrès d'Éducation à Montevideo et à partir de là elle avait prévu de se rendre au Paraguay pour visiter les prisonniers de guerre ; mais le gouvernement paraguayen lui refusa le permis. Elle partit tout de même au Chaco pour visiter les combattants en finançant elle même le voyage et en assumant les risques. De retour en Bolivie, elle décida de créer des « Brigades Féminines » composées de groupes de femmes qui s'engageaient à aller périodiquement sur les zones d'opération du Chaco afin de porter secours aux soldats et de leur fournir du matériel (aliments, médicaments, vêtements, etc.). Les femmes qui s'engageaient devaient jouir d'une indépendance économique et rester pendant au moins trois mois dans les zones d'opération. Le succès de l'action de ces brigades poussa Ana Rosa Tornero à créer des filiales dans d'autres villes du pays, telles que Cochabamba et Santa Cruz. Pendant la guerre, Ana Rosa Tornero se rendit plusieurs fois au Chaco. À chacun de ses retours, elle faisait part au public de ses voyages et de l'état des soldats sur le front à travers la radio *Illimani*, ou par le biais de conférences publiques réalisées dans le théâtre municipal qui se remplissait pour l'entendre. Ana Rosa Tornero était aussi correspondante de guerre du journal *El Diario*, dans lequel étaient publiés ses reportages. À cette époque, elle était l'unique femme parmi neuf représentants à faire partie de la direction de l'Association des Journalistes<sup>241</sup>.

---

<sup>240</sup> CAPDEVILA Luc, ROUQUET François, VIRGILI Fabrice et VOLDMAN Danièle, *Hommes et femmes dans la France en guerre: (1914-1945)*, Paris, Payot, 2003.

<sup>241</sup> DURÁN JORDÁN Florencia et SEOANE F. Ana María, *El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivie, 1997.

Carmen v. de Medrano fut l'une des femmes qui partit au Front probablement au sein des Brigades Féminines organisées par Ana Rosa Tornero. Un article sur sa visite au front fut publié par le journal *El Diario*:



Carmen v. de Medrano était partie au front de guerre accompagnée d'un groupe de jeunes femmes qui faisait partie d'une Brigade Féminine composée de Maria Asunta Vazquez et Carmen Rosa Zapata d'Oruro. Elles amenèrent des cadeaux et des mots d'encouragement aux soldats. Carmen v. de Medrano put financer ce voyage grâce à une collecte qu'elle organisa au Chili. Elle rapporta ses impressions du Chaco qui étaient très positives car elle exprimait une admiration pour la « machinerie de guerre », l'organisation, le courage des soldats, même si elle laissa échapper quelques larmes en parlant de son expérience. Une fois là-bas on leur fit l'honneur d'envoyer un coup de canon en leur hommage; les soldats exprimèrent des grandes manifestations de joie en honneur à la bravoure des femmes boliviennes. Elle fut remerciée par le Général Peñaranda, Chef des Armées et d'autres officiers qui soulignèrent tous le réconfort et l'encouragement qu'apportait aux soldats la présence des femmes au front<sup>243</sup>.

Une autre femme qui partit au Chaco pour prodiguer des encouragements et du secours aux soldats était Laura Graciela de la Rosa Torres, présidente de la Ligue Filiale d'Oruro. Elle témoigna de son expérience dans le livre *La Guerra del Chaco. Mi visita a las trincheras y zanjas del velo*<sup>244</sup>, qu'on a déjà mentionné, le premier ouvrage écrit par une

<sup>242</sup> *El Diario*, La Paz, 7 septembre 1934, Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivie.

<sup>243</sup> *El Diario*, La Paz, 9 septembre 1934, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>244</sup> DE LA ROSA TORRES Laura Graciela, *La Guerra del Chaco. Mi visita a las trincheras y zanjas del velo*, Imp. Atenea, La Paz, 1935, Ibero-Amerikanisches Institut Preußischer Kulturbesitz Bibliothek, Berlin, Allemagne.

femme sur le conflit et le seul témoignage sur l'expérience au front du Chaco écrit par une femme dont nous ayons connaissance<sup>245</sup>. D'après ce qu'elle raconte dans cet ouvrage la Ligue Filiale d'Oruro fut la première institution féminine à se rendre au Chaco<sup>246</sup>. Les membres de celle-ci s'y étaient déjà rendues une première fois en décembre 1933 pour apporter des cadeaux de Noël aux soldats et elles fondèrent une bibliothèque à l'Hôpital militaire de Villamontes. La visite dont elle témoigne dans le livre est la deuxième qui eut lieu en mai 1934. A cette occasion les femmes d'Oruro voyagèrent en compagnie des membres de la Ligue Filiale de Tarija et un comité de femmes de la Croix Rouge de Sucre. D'après Durán Jordán et Seoane, le livre fut amplement censuré par l'Armée avant d'être publié. Nous ne savons pas d'où provient cette information, mais il est très probable que ce soit le cas, parce que l'ouvrage est écrit dans un ton de propagande évident et en outre, il est autographié par les officiers majors de l'armée qui félicitaient l'institution et sa présidente. Laura Graciela raconte ses visites aux camps des prisonniers paraguayens en mettant en avant à quel point ils étaient bien traités ; ses visites aux hôpitaux militaires en faisant l'éloge de leur bon fonctionnement et des soins prodigués aux blessés. Leur visite, ainsi que la publication du livre ne passèrent pas inaperçues dans la presse. Le journal *El Diario* consacra un article à l'ouvrage et publia même un extrait. Dans cet article, leur « patriotisme » est mis en valeur, ainsi que leur capacité à transmettre les « émotions » vécues et ressenties sur le front (capacité considérée comme typiquement « féminine »). L'extrait du livre est le récit que fait Laura Graciela de leur arrivée aux tranchées et au poste le plus avancé du front, appelé « le voile », où l'on trouve les sentinelles qui épient les mouvements ennemis. Dans cet extrait, ces femmes se mettent en scène comme des femmes vaillantes et patriotes, qui parleraient au nom de toutes les femmes de la Bolivie et qui seraient prêtes à sacrifier leur vie afin de remplir leur mission : apporter des encouragements et de la consolation même aux hommes le plus près de la ligne ennemie. Il y a donc dans cet extrait une mise en scène du « patriotisme », de

---

<sup>245</sup> Sans s'être rendues jusqu'au territoire du Chaco, d'autres femmes écrivirent également sur la guerre. C'est le cas par exemple de l'écrivaine Laura Villanueva Rocabado, connue sous le pseudonyme de « Hilda Mundy ». Rédactrice et chroniqueuse de plusieurs journaux d'Oruro tels que *La Patria*, *La Mañana*, *El Fuego*, elle écrivait également dans l'hebdomadaire *La Retaguardia* des articles sur le conflit critiquant de manière sarcastique les militaires, le patriotisme de ceux qui partaient au Front et retournaient défaits, tout comme la frivolité des femmes et féministes des hautes sphères sociales. Une fois la guerre finie, elle publia un hebdomadaire humoristique intitulé *Dum Dum* où elle exprima clairement son antimilitarisme, ce qui lui valut la répression et la censure de la part du gouvernement « socialiste militaire » et son « exil » à La Paz. Elle laissa un opuscule inédit intitulé « Impressions de la Guerre du Chaco » qui fut publié de manière posthume. MUNDY Hilda, *Cosas de fondo. Impresiones de la guerra del Chaco y otros escritos*, Ediciones Huayna Potosí, La Paz, 1989. ZAVALA VIRREIRA Rocío, *Hilda Mundy: guerre, après-guerre et modernité: écriture d'avant garde dans la Bolivie des années 30*, Thèse de Doctorat, Université Charles De Gaulle Lille 3, Lille, France, 2013.

<sup>246</sup> D'après une lettre envoyée par un ami de l'écrivaine Hilda Mundy, qui se trouvait près du front, une commission féminine de femmes « cholas », des classes populaires de la ville de Potosí, visita aussi le front et les tranchées afin d'encourager les soldats. Cette visite eut lieu plus ou moins à la même époque que celle de la Liga Filial d'Oruro. Lettre de Jorge Fajardo à Laura Villanueva, du 23 juillet 1934, dans *Bambolla, Bambolla: cartas, fotografías, escritos*, Mariposa Mundial, Plural, La Paz, 2016.

« l'abnégation » et même du « courage » de ces femmes censées représenter par leurs actions, toutes les femmes boliviennes :

« La primera mujer que ha escrito un libro del S. E.

Acaba de aparecer un nuevo libro que viene a enriquecer la bibliografía dedicada a la actual campaña guerrera. Se titula « La guerra del Chaco.- Mi visita a las trincheras y zanjas del velo » y está escrito por Laura Graciela de la Rosa Torres, la notable presidenta de la Liga Filial de Oruro.

En una edición voluminosa, editada con cuidado y profusamente ilustrada con fotograbados de los jefes y oficiales más famosos y meritorios de nuestro ejército y vistas de diversa índole relativas a la guerra. Lleva en la portada una hermosa alegoría que representa la defensa del Chaco por nuestros bravos soldados.

« La guerra del Chaco » es una descripción emocionada de las escenas observadas y de los momentos intensamente vividos por la autora durante la visita que en compañía de algunas de sus consocias de la liga Filial de Oruro, realizara a la zona de operaciones, llegando en su fervoroso patriotismo hasta la línea de fuego misma y aún más allá.

Con la sinceridad noble y la más profunda de las emociones propias del corazón femenino, Laura Graciela de La Rosa, a través de las páginas de su libro logra cautivar la atención del lector, trasmitiéndole todas las sensaciones intensamente vividas en pocas horas y captadas a través de una inmensa fe patriótica y de un profundo sentimiento humanitario.

Cuanta más sencilla la frase, se hace más fuerte la emoción. He aquí el relato de la visita al « velo ». No puede haber mayor sencillez de lenguaje y sin embargo la emoción brota incontenible:

« Creemos ya haberlo visto todo, cuando el caballero y valiente coronel don Francisco Manchego nos dice: lo único que les falta ver y que no les es dado conocer, es el VELO, el puesto más avanzado a pocos metros del enemigo y donde están los centinelas de sacrificio. Replicamos: nosotras somos también bolivianas y estamos dispuestas también a sacrificarnos por la patria: ¿por qué se nos negaría ir a abrazar en nombre de todas las mujeres de Bolivia a esos valientes centinelas de sacrificio? que, desde ese momento, al saberlos de sacrificio, merecen todo nuestro cariño, consideración y respeto; insistimos en ir al velo, nuestras compañeras hacen eco a nuestro pedido, nos mostramos decididas y resueltas a afrontar el peligro; el sentimiento de patria invade todo nuestro ser, nuestro corazón vibra de emoción al pensar que podemos llevar un rayo de luz, una palabra de consuelo o un recuerdo del hogar lejano a esos nuestros hermanos!

El valiente coronel Manchego nos reflexiona, nos hace ver el eminente peligro que correríamos llegando hasta el velo, pero, en vista de nuestra decisión, el glorioso coronel cuya desaparición lloramos hoy, medita y nos dice: LA FE SALVA, SEGUIDME. Y encabeza él la comitiva; un espacio y debo seguirle, otro espacio y tras mí el mayor Busch, otro espacio, Alicia Téllez, tras ella el coronel Arrieta, Nena Voltaire, teniente España, Rosita Azurduy, A. Sánchez y así sucesivamente siguen las señoras y señoritas de las distintas comisiones juntamente con un núcleo de oficiales cuyos nombres sentimos no recordar. Los espacios a que hago referencia son para tenderse cuando arrecia el fuego enemigo; llevamos una escolta de soldados quienes con el fusil correa al hombro, nos dicen: talón, planta, punta de frente y en silencio, que no se oigan

las pisadas. Serenas, pero con el corazón en suspenso, emprendemos la marcha, ya no por zanjas, estas han quedado atrás, vamos atravesando el campo de tiro; así recorreremos no sé cuánto tiempo hasta llegar al velo ante los ojos atónitos y sorprendidos del centinela de avanzada que al recibir nuestro abrazo limpia con su mano ruda sinceras lágrimas que ruedan por sus mejillas tostadas con ese inclemente sol del Chaco y sonriente agradece la visita que le hacemos en nombre de sus familiares y del pueblo todo de Oruro. Nos dará su nombre, la dirección de su mujer, pero antes que tomemos el lápiz en nuestras manos, oímos un grito que nos parece fue algo así: « huijay »; creímos que provenía de algún animal de la selva, pero no era otro que el grito de guerra del enemigo que posiblemente nos vio llegar y principia un feroz fuego de hostigamiento, bajo el cual estamos serenas, pero elevando nuestras plegarias al buen Dios. » Y así, como las anteriores frases, son todas las páginas de ese libro, seguramente el primero escrito por una mujer, describiendo escenas de guerra personalmente observadas y sentidas. »<sup>247</sup>

Le récit dans le journal *El Diario* s'arrête là, mais dans le livre il continue comme suit :

« Antes de ahora sabíamos de la guerra lo que de ella nos contaban, aquí empezamos a sentirla, a verla tal cual es en toda su agudeza o con todos sus horrores. El corazón estremecido de emoción golpea fuertemente, se angustia, no por su vida misma, pues lleva el sello de la fe, se angustia por los otros; está latiendo al unísono de los corazones que están en las trincheras, de aquellos que vibran al grito de ¡Viva Bolivia! y con ardor incontenible y un valor jamás imaginado, sonrientes, afirman en sus rifles las bayonetas, salen de las zanjas y se lanzan sobre el enemigo. »<sup>248</sup>

Même si dans cette mise en scène ces femmes veulent se montrer comme les représentantes de toutes les femmes boliviennes, il est fort intéressant de constater qu'une commission de femmes « cholas », des classes populaires de la ville de Potosí, visita aussi le front et les tranchées afin d'encourager les soldats. Cette visite eut lieu plus ou moins à la même époque que celle de la Liga Filial d'Oruro. Cependant, il n'y a aucune mention de cette visite ni dans l'ouvrage de la Liga Filial, ni dans la presse, qui passa donc complètement inaperçue. Ceci démontre que les membres de la Liga Filial appartenaient aux classes élevées de la société et entretenaient par conséquent des liens avec les membres de l'oligarchie, qui firent propagande de leur visite au front dans l'un de leurs journaux, alors que les activités des femmes issues des classes populaires étaient complètement omises dans la presse. Il faudra attendre l'apparition du journal *La Calle* en 1936, pour que les activités des femmes des classes populaires commencent à être mises en lumière. Si l'on est au courant de cette autre visite c'est grâce à une lettre envoyée à l'écrivaine Hilda Mundy, par l'un de ses amis, Jorge

<sup>247</sup> *El Diario*, La Paz, 22 mai 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>248</sup> DE LA ROSA TORRES Laura Graciela, *La Guerra del Chaco. Mi visita a las trincheras y zanjas del velo*, Imp. Atenea, La Paz, 1935, p. 23-25, Ibero-Amerikanisches Institut Preußischer Kulturbesitz Bibliothek, Berlin, Allemagne.

Fajardo, qui se trouvait près du front. Dans cette lettre, Fajardo semble contraster l'action des femmes des classes populaires avec celle des membres de la Liga Filial :

« Lo único interesante que puedo contarle es la llegada de la comisión femenina de la villa Imperial de Potosí, que ha venido integrada en su mayoría por cholos, por mujeres del pueblo. Todos los soldaditos se han emocionado al verlas. Estas mujeres que hoy haciendo su máximo sacrificio han venido : son mujeres del pueblo, gente modesta, que conoce penas y sabe de sufrimientos ; madres cariñosas que se han acercado más a los soldados por el mismo hecho de que son pobres. Ellas no han venido con el objeto de conseguir situaciones cómodas para sus familiares en la campaña ; han venido trayendo el saludo del pueblo obrero, de la masa, que es la que tiene a sus hijos al frente y más cerca del enemigo ; el saludo del pueblo a los muchachos de la clase obrera y a los soldados indios. Las palabras de estas señoras son sinceras porque son mujeres del pueblo. Recorrerán la línea y toda la retaguardia, dejando el aliento cálido y cariñoso de todas las madres al corazón de todos los hijos, y poniendo un sello de emoción por donde quiera que pasen. »<sup>249</sup>

Les références aux membres de la Liga Filial et la critique en filigrane à leur égard sont assez évidentes. Il s'agit clairement de critiques liées à leur classe sociale qui leur permettait de se financer un voyage au Chaco, d'obtenir de manière intéressée un traitement de faveur pour leurs proches en campagne, alors que l'action des femmes de classes populaires serait désintéressée et beaucoup plus authentique cherchant le rapprochement avec les gens « du peuple » qui formaient, effectivement, le gros des troupes de la première ligne. Mais les critiques ne s'arrêtent pas là, Hilda Mundy répond à son ami en parlant de la « vulgarité » des membres de la Liga Filial, parties au front uniquement à la recherche d'émotions fortes :

« Yo desearía estar por esos lados, hay que entenderme bien, no como la vulgaridad de las chiquillas que fingen anhelos de ir a la primera línea a cosechar emociones de calibre 42... »<sup>250</sup>

Leur désir de se « mettre en avant » est également critiqué avec un ton railleur dans la lettre suivante par Fajardo, où il évoque une réalité: la visite au front des membres de la Liga Filial, par leur appartenance sociale, allait être enregistrée dans la presse tandis que celle des femmes « cholos » allait passer inaperçue pour se perdre dans l'oubli :

« ...es de suponer que la temeraria hazaña haya coronado en el espasmo de una satisfacción sin límites...; y habrán despertado a la patética realidad de haber ya cumplido sus deseos de visitar la línea, aunque sea a cambio de regresar al tranquilo hogar con el cuerpo magullado, a consecuencia de este trajín al que

---

<sup>249</sup> Lettre de Jorge Fajardo à Laura Villanueva (Hilda Mundy), du 23 juillet 1934, dans *Bambolla, Bambolla: cartas, fotografías, escritos*, Mariposa Mundial, Plural, La Paz, 2016.

<sup>250</sup> Lettre de Laura Villanueva (Hilda Mundy) à Jorge Fajardo, du 27 septembre 1934, dans *Bambolla, Bambolla: cartas, fotografías, escritos*, Mariposa Mundial, Plural, La Paz, 2016.

no estaban acostumbradas; y con alguna afección nerviosa, como resultado de la heroica aventura... Sus fotografías se habrán publicado en las revistas... ¿no es así? Sus nombres habrán ya salido en los periódicos... ¿de acuerdo? Ah, el deseo de figuración está cumplido... ¿verdad, Laurita? »<sup>251</sup>

La manière dont les membres de la Liga Filial s'étaient peintes elles-mêmes en tant que représentantes de toutes les femmes boliviennes prêtes à se sacrifier pour la Patrie, ne faisait donc pas l'unanimité, et une image bien plus négative nous est dévoilée dans les critiques de Hilda Mundy et son ami Fajardo : des femmes qui se rendent facilement au Chaco grâce à leur argent, qui ne souffrent pas vraiment de la guerre car leurs proches ne sont pas dans la ligne du front et qui ne cherchent qu'à trouver des positions confortables pour ces derniers. Bien que leurs intérêts « soient mesquins », Fajardo dénonce que ce sera leur visite qui restera enregistrée dans la presse, et pas celle des femmes issues des classes populaires. On est loin de la description désintéressée et sacrificielle de ces femmes présentée dans le livre. Deux images s'opposent : celles de deux secteurs de la population qui vivaient le conflit différemment en fonction de leur position de classe. Les deux images sont évidemment construites et correspondent donc toutes les deux à des mises en scène. La première veut englober toutes les femmes boliviennes derrière des membres « héroïques et patriotiques » de la Ligue Filiale, alors que l'autre image montre à quel point ces dernières ne représentent pas toutes les femmes boliviennes car selon leur position de classe le conflit est vécu différemment par ces femmes : la souffrance, le sacrifice, les sentiments authentiques seraient du côté des « cholas » ; la facilité, l'intérêt mesquin et la volonté de parader, du côté des femmes des classes élevées. Au delà de ces deux mises en scène, ce qui transparaît de la contraposition de ces deux documents c'est d'abord l'existence probable d'intérêts personnels qui motivaient les femmes à se rendre au front qui, à défaut d'avoir des sources plus « intimes », il est difficile de connaître en détail. Ces intérêts existaient probablement pour toutes les femmes, mais étant donné les liens que les femmes des classes élevées pouvaient entretenir avec le haut commandement de l'Armée, il est probable que les leurs aient été plus facilement concrétisés ou concrétisables. Ces relations de pouvoir transparaissent aussi à travers ce qui est dénoncé par Fajardo : l'enregistrement de la visite des membres de la Ligue Filiale dans un livre et dans la presse de l'oligarchie et l'oubli total de la visite au front des « cholas », que l'on a découvert par hasard à travers d'une lettre personnelle qui n'était pas destinée à la publication. Cela montre le problème des sources auquel se confronte l'historien pour connaître les activités des classes populaires que l'on a déjà évoqué dans l'introduction.

---

<sup>251</sup> Lettre de Jorge Fajardo à Laura Villanueva (Hilda Mundy), du 18 octobre 1934, dans *Bambolla, Bambolla: cartas, fotografías, escritos*, Mariposa Mundial, Plural, La Paz, 2016.



L'écrit, son pouvoir de perdurer dans le temps et de transcender l'oubli, sont l'apanage des classes lettrées moyennes et élevées de la société. Il faudra attendre l'apparition du journal *La Calle* en 1936 pour que les activités des femmes des classes populaires urbaines commencent à être rendues connues et visibles.

Au delà de ces considérations, on peut constater que la visite de Laura Graciela, des femmes qui l'accompagnent, et des « cholas » au front constituait une transgression des normes établies. Certes, la visite des premières se réalise sous la surveillance et le contrôle du haut commandement de l'Armée et en jouant leur rôle traditionnel de femmes, à savoir, en étant celles qui portent les encouragements, l'affection, la douceur aux combattants. Cependant ces femmes sont arrivées là où officiellement elles ne devaient pas être. Même si elles ne restent que quelques moments aux tranchées, le fait d'être arrivées jusque-là les rapproche des hommes dans l'expérience de la guerre.

En outre, il est intéressant de noter que les femmes de la Ligue, tel que Laura Graciela le raconte, se considèrent et se mettent en scène comme des soldats prêts à sacrifier leur vie pour la Patrie. C'est ce que l'on remarque d'abord à travers le fait que les membres de la Ligue Filiale sont allées jusqu'au Chaco portant des uniformes (l'uniforme kaki qu'elles proposaient à toutes les femmes de Bolivie), et ensuite à travers leur réponse lorsque le colonel Manchego leur refuse de se rendre jusqu'au « voile » : « Replicamos: nosotras somos también bolivianas y estamos dispuestas también a sacrificarnos por la patria: ¿por qué se nos negaría ir a abrazar en nombre de todas las mujeres de Bolivia a esos valientes centinelas de sacrificio? » Le système symbolique du XX<sup>e</sup> siècle sépara les hommes et les femmes dans les activités de guerre. Ce système lentement construit au XIX<sup>e</sup> siècle exclut les femmes du champ militaire. Avec la généralisation du service militaire comme un espace d'apprentissage de la citoyenneté et un rituel de passage républicain pour les hommes, le champ de bataille leur fut exclusivement réservé<sup>252</sup>. Ainsi, la citoyenneté fut constituée par deux prérogatives : pouvoir voter et pouvoir porter les armes afin de défendre la nation, prérogatives dont les femmes étaient complètement exclues. Le citoyen était un citoyen-soldat. Dans les paroles de Laura Graciela, on constate qu'elle s'inclut et inclut toutes les femmes dans cette « citoyenneté » en affirmant qu'elles sont aussi Boliviennes et par conséquent prêtes aussi à se sacrifier pour la patrie. Bien qu'exclues officiellement de la citoyenneté et de ses prérogatives, ces femmes se percevaient elles mêmes comme des citoyennes et par conséquent avec le droit de pouvoir se rendre jusqu'aux espaces les plus avancés du front et « mourir pour la patrie ». Cela constitue une véritable transgression de leurs rôles

---

<sup>252</sup> CAPDEVILA Luc, ROUQUET François, VIRGILI Fabrice et VOLDMAN Danièle, Hommes et femmes dans la France en guerre: (1914-1945), Paris, Payot, 2003.

traditionnels, non seulement par le fait de se rendre au front, mais aussi par le fait de se considérer elles-mêmes comme des citoyennes avec des droits et des devoirs dans la guerre. D'ailleurs, le sacrifice et l'effort réalisé par les femmes pendant la guerre seront les principaux arguments des féministes, qui étaient toutes issues des classes moyennes et élevées de la société, pour la revendication de leurs droits de citoyenneté : les droits civils et politiques.

### **E) Le mouvement féministe pendant la guerre... inscrit dans un mouvement féministe transnational**

Le mouvement féministe surgit en Bolivie au début des années 1920 comme l'une des conséquences sociales des politiques de développement de l'éducation du gouvernement libéral d'Ismael Montes (1904-1909). La création d'établissements secondaires pour filles dans les principales villes du pays et d'une Ecole Normale Supérieure à Sucre au début du siècle (1909), permit le surgissement d'une intellectualité féminine issue des classes moyennes et élevées de la société. Ces femmes commencèrent à s'organiser à partir des années 1920 en créant des associations culturelles et féministes. La première d'entre elles fut le Centre Culturel et Artistique de Jeunes Femmes d'Oruro (« Centro Cultural y Artístico de Señoritas de Oruro ») fondé en 1921. À La Paz, en 1923, fut fondée l'une des organisations féministes les plus actives et de longue durée de la Bolivie : l'Athénée Féminin. D'autres organisations similaires furent fondées dans d'autres villes du pays, initiant une campagne pour l'obtention des droits civils et politiques des femmes. L'Athénée Féminin présenta même un projet de réforme du Code Civil au Parlement en 1926, qui fut ignoré<sup>253</sup>. Dans une tentative d'union de toutes les associations féminines du pays, l'Athénée organisa en 1929 une Convention féminine dans laquelle étaient présentes, en plus des féministes, des femmes aymaras déléguées d'associations ouvrières telles que la Fédération Ouvrière du Travail (« Federación Obrera del Trabajo »), la Fédération Ouvrière Féminine (« Federación Obrera Femenina ») et le Syndicat Féminin de Métiers Divers (« Sindicato Femenino de Oficios Varios »). Cette Convention fut un échec en raison d'énormes différences sur les projets, visions et conceptions du rôle que les femmes devaient jouer dans la société : les féministes demandaient les droits civils et politiques et avaient une attitude paternaliste vis-à-vis des questions sociales, alors que les femmes des syndicats luttèrent pour la journée de huit heures, la construction de marchés, le soutien à leurs camarades ouvriers, etc. Ainsi, ces dernières finirent par se retirer de la Convention en accusant les féministes d'être trop proches des curés

---

<sup>253</sup> ALVAREZ María Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.

et organisèrent une manifestation en aymara à l'extérieur de la Convention. De cette manière, la tentative de l'Athénée Féminin de former une union inter-classes de femmes en Bolivie fut un échec<sup>254</sup>.

La plupart des associations féministes des années 1920, éphémères, disparurent vers la fin de la décennie, à l'exception de l'Athénée Féminin. Ce fut la guerre du Chaco qui propulsa la renaissance du mouvement féministe dans le pays, un mouvement centré sur l'acquisition des droits civils et politiques par le biais d'une active campagne dans la presse, la radio et l'organisation de conférences. L'expression « féminisme de brèches », selon laquelle le mouvement féministe s'« activerait » pendant des périodes de crise, peut ainsi s'appliquer à la Bolivie du début des années 1930. Ces années marquées par la guerre constituèrent également un moment de fort développement de liens entre les féministes du continent américain, fondamental pendant la guerre.

Les origines de ces liens remontent au début du siècle lorsque furent organisés des Congrès Scientifiques en Amérique du Sud. La plupart des participants étaient des hommes, mais quelques femmes, les premières à avoir acquis des titres universitaires dans leurs pays (souvent des leaders féministes), furent présentes également. Ces Congrès eurent lieu dans différentes villes d'Amérique du Sud de 1898 à 1916 et constituèrent un espace de rencontre pour ces femmes. En mai 1910 eut lieu également à Buenos Aires un Premier Congrès Féminin international auquel participèrent presque 2000 femmes en provenance du Pérou, du Chili, de l'Uruguay, du Paraguay et de l'Argentine. Ce fut une première occasion de rencontre pour les leaders féministes du Cône Sud<sup>255</sup>.

Quelques années plus tard, les femmes furent exclues du Congrès Scientifique de Washington de 1915-1916, car dans le contexte de la Première Guerre Mondiale et de la Révolution Mexicaine, les États-Unis le convertirent en une réunion diplomatique entre pays américains. En réaction à cette exclusion, les femmes décidèrent de s'organiser entre elles ; ainsi eut lieu la Première Conférence Panaméricaine Auxiliaire des Femmes. Des leaders féministes de tout le continent, tout comme les épouses des diplomates y prirent part. Ce fut la première réunion panaméricaine où les États-uniennes participèrent de manière significative. De cette Conférence surgit une organisation panaméricaine féminine appelée Comité International de Femmes Panaméricaines, ayant son siège à Washington, constituée d'un

---

<sup>254</sup> ALVAREZ María Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017; MEDINACELI, Ximena, *Alterando la rutina. Mujeres en las ciudades de Bolivia, 1920-1930*, CIDEM, La Paz, 1989 ; HUBER ABENDROTH, Hans, *Pequeña biografía de María Luisa Sánchez Bustamente de Urioste (Malú)*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Subsecretaría de Asuntos de Género y Generacionales. Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, 1997.

<sup>255</sup> MILLER Francesca, « Latin American Feminism and the Transnational Arena », in *Women, Culture, and Politics in Latin America*, University of California Press, 1992 ; « The International Relations of Women of the Americas, 1890-1928 », *The Americas : A Quarterly Review of Inter-American Cultural History*, (Fall 1986) : 174.

Conseil National pour chaque pays et devant se réunir en parallèle aux Congrès Scientifiques. Les plus notables leaders féministes des pays latino-américains présidaient les conseils de leurs pays ; c'est le cas par exemple de l'enseignante Amanda Labarca au Chili, ou de Paulina Luisi, première femme médecin en Uruguay. Ces femmes avaient des liens étroits avec les organisations internationales féminines de l'époque telles que le Conseil International de Femmes, qui avait été la première organisation internationale féminine au monde, fondée en 1888 ; la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, fondée à La Haye en 1915. Les objectifs du Comité International de Femmes Panaméricaines étaient l'éducation des femmes, l'obtention des droits civils et politiques et l'inclusion des femmes comme représentantes officielles dans les conférences panaméricaines.

Pour les femmes du continent américain, il était important de se manifester au sein d'une plateforme panaméricaine car dans la Société des Nations, les États-Unis n'y étaient pas représentés et les pays latino-américains avaient très peu de pouvoir face aux puissances européennes. Un système panaméricain leur permettait d'avoir une voix et un vote pour chacune des 21 républiques représentées. Cette organisation contribua à la création de liens solides et étroits entre les féministes du continent et à jeter les bases d'une organisation concrète et permanente de mobilisation et de travail conjoint entre les femmes du continent<sup>256</sup>.

En 1922, le Comité International de Femmes Panaméricaines et la Ligue Nationale des Femmes Votantes (« National League of Women Voters ») des États-Unis, organisèrent une Conférence Panaméricaine de Femmes dans la ville de Baltimore. Avec plus de 2000 participantes, ce Congrès était la plus grande réunion de femmes qui n'ait jamais existé dans les Amériques. Des organisations féminines très diverses y participèrent. Parmi les déléguées latino-américaines, on trouvait celles qui allaient devenir les grandes leaders féministes du continent dans les décennies à venir : Elena Torres du Mexique, Bertha Lutz du Brésil, Sara Casal de Quirós du Costa Rica, Ester Niero Calvo du Panamá, Mme Charles Dubé d'Haïti, Emma López de Garrido de Cuba, entre autres. Cette conférence acquit beaucoup de prestige grâce à la présence du Secrétaire d'État des États-Unis, Charles Evans Hughes et du Directeur de l'Union Panaméricaine (organisation qui précéda l'actuelle Organisation des États Américains), Leo S. Rowe. L'objectif principal de la conférence était la promotion de la lutte pour le suffrage féminin sur le continent et les résultats qui suivirent furent spectaculaires : de très nombreuses organisations féministes et suffragistes apparurent en Amérique Latine dans les mois qui suivirent la conférence. En outre, l'Association Panaméricaine pour l'Avancement des Femmes fut créée ; à travers elle, convergeaient des organisations aux

---

<sup>256</sup> Idem.

objectifs très différents, telles que des organisations catholiques, protestantes, de bienfaisance, suffragistes et pacifistes. Ses objectifs principaux étaient le développement de l'éducation des femmes, l'obtention des droits civils et politiques, et la création de liens de fraternité entre les pays américains afin de garantir la paix perpétuelle<sup>257</sup>.

Les Congrès Scientifiques du début du siècle constituèrent les premiers espaces de rencontre entre les femmes intellectuelles et leaders féministes du continent, qui s'organisèrent par la suite en associations panaméricaines avec l'objectif de lutter pour leurs droits sous une perspective panaméricaniste. Ces premières organisations posèrent les bases de la création de réseaux denses et solides de coopération mutuelle et de mobilisation sur le continent américain. Comme l'affirme Francesca Miller : "From the perspective of the International relations of women of the Americas, the importance of the scientific congresses lies in the establishment of a tradition of female participation in inter-American meetings, and in the leadership role placed by Latin American women (...) By 1922 the essential components for an effective, formal international exchange among women of the Americas were in place. A continuing organizational structure with an accumulated history of international activity was established; funding sources had been identified a communications network was in place. Leaders were emerging. Of the Latin American women, some, like Amanda Labarca and Flora de Oliveira Lima were veterans of the scientific congresses; others, like Bertha Lutz, Clara González and Elena Torres represented a new generation"<sup>258</sup>.

Ces efforts portèrent leurs fruits et eurent un impact important dans les conférences panaméricaines qui suivirent. Dans la Conférence Panaméricaine qui se tint à Santiago du Chili en 1923, le représentant du Guatemala, Máximo Soto Hall, présenta une motion pour que les gouvernements désignent des femmes parmi les délégations officielles aux prochaines conférences et entreprennent une étude sur les lois affectant la vie des femmes avec l'objectif d'abolir les inégalités entre hommes et femmes dans les pays américains. Les délégués du Costa Rica et de l'Uruguay soutinrent la motion qui fut approuvée. Néanmoins, il s'agissait d'une simple motion et pas d'un traité ; les États n'étaient donc pas obligés de l'appliquer. Dans les cinq années qui suivirent les femmes continuèrent à resserrer leurs liens. A la Sixième Conférence Panaméricaine qui eut lieu à La Havane en 1928, la motion de Soto Hall n'avait pas été suivie : il n'y avait aucune femme déléguée dans la conférence. Cependant, des femmes de tout le continent s'étaient réunies à La Havane pour cette rencontre interaméricaine. Étaient présentes entre autres : le Conseil Féministe Mexicain (« Consejo

---

<sup>257</sup> Idem.

<sup>258</sup> MILLER Francesca, « The International Relations of Women of the Americas, 1890-1928 », *The Americas : A Quarterly Review of Inter-American Cultural History*, (Fall 1986) : 174.

Feminista Mexicano »), la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, la Fédération Brésilienne pour le Progrès Féminin (« Federação Brasileira Pelo Progresso Feminino »), le Parti National des Femmes (« National Women's Party ») des États-Unis, la Ligue Féministe d'Haïti (« Liga Feminista de Haïti »), le Club de Mères de Buenos Aires (« Club de Madres de Buenos Aires »), et plusieurs autres organisations qui furent accueillies par l'Alliance Féminine Cubaine (« Alianza Femenina Cubana ») et le Club Féminin de Cuba (« Club Femenino de Cuba »). Ces femmes réussirent à obtenir une audience dans l'une des sessions plénières de la Conférence, dans laquelle elles présentèrent un Traité sur l'Égalité des Droits à être considéré par les gouvernements du continent, et firent pression pour que soit créé un corps officiel chargé de faire des recherches sur le statut légal des femmes dans les 21 pays membres de l'Union Panaméricaine. Ainsi, fut créée en 1928 la Commission Interaméricaine des Femmes, une agence officielle et autonome de l'Union Panaméricaine, premier organisme intergouvernemental au monde fondé expressément pour s'occuper de la recherche sur la condition des femmes sur le continent et par conséquent pour lutter pour l'égalité des droits.

La Commission Interaméricaine des Femmes (CIM) devait présenter un rapport sur la condition de vie des femmes dans les 21 pays membres à chaque conférence panaméricaine ainsi que des traités dont l'objectif serait l'abolition des inégalités entre hommes et femmes dans tous les pays du continent. La CIM représentait donc un triomphe pour les féministes en quête de légitimité politique et ce fut l'organisation principale à travers laquelle se rapprochèrent les féministes états-uniennes et latino-américaines.

Dès ses débuts la CIM n'eut pas beaucoup de facilités pour se mettre au travail. Ses membres disposaient d'un petit bureau sans chauffage dans l'immeuble de l'Union Panaméricaine à Washington. Elles ne reçurent aucune aide financière et commencèrent leurs activités grâce à une aide reçue du « Carnegie Endowment for International Peace » de 5000 dollars. La présidente de la CIM, Doris Stevens, célèbre suffragiste états-unienne, membre du Parti National des Femmes des États-Unis, devait travailler aux côtés de 20 autres femmes représentantes de chacun des pays membres de l'Union Panaméricaine. Les postes des déléguées étaient honoraires et par conséquent aucune des commissionnées ne bénéficiait d'aucun type de rémunération ni de l'Union Panaméricaine ni de la part de leurs gouvernements (même si ceux-ci pouvaient décider de les rémunérer). Cela empêcha plusieurs leaders féministes de faire partie de la CIM car elles n'avaient pas les ressources économiques suffisantes pour travailler volontairement ou faire des voyages à Washington. Voilà pourquoi, à l'origine, la plupart des membres de l'organisation n'étaient pas nécessairement des militantes féministes mais les épouses des représentants diplomatiques

des pays latino-américains résidant à Washington. Le processus pour nommer des représentantes était lent en raison de la mauvaise volonté des gouvernements. La Bolivie, par exemple, nomma sa représentante à la CIM en 1938, c'est-à-dire dix ans après la fondation de l'organisation.

Cependant, toutes les déléguées de la CIM n'étaient pas que des épouses de diplomates, il y avait aussi de véritables leaders féministes nommées par leurs gouvernements en raison de leurs activités en faveur des droits des femmes ou parce que Doris Stevens avait suggéré leurs noms. Ainsi, la CIM comptait avec un mélange d'épouses de diplomates, de militantes féministes expérimentées, tout comme de femmes intellectuelles, écrivaines, poétesses, reconnues dans leurs propres pays. Sans avoir la même trajectoire, toutes ces femmes avaient un trait en commun : c'étaient des femmes de classes moyennes et élevées appartenant aux élites sociales et intellectuelles de leurs pays respectifs.

Doris Stevens entretenait une correspondance très dense avec les leaders féministes de tous les pays latino-américains et était très au courant des activités des organisations féministes du continent. Elle n'hésitait pas à donner des conseils de stratégie dans la lutte pour le suffrage aux leaders féministes, auréolée par le prestige qu'elle avait en tant que suffragiste arrêtée et emprisonnée en 1917 pour avoir manifesté face à la Maison Blanche aux côtés de ses camarades du Parti National des Femmes des États-Unis<sup>259</sup>. Elle n'hésitait pas non plus à les aider en finançant leurs campagnes féministes, leurs voyages à Washington et en les aidant à trouver un logement dans cette ville, grâce aux dons de femmes états-uniennes<sup>260</sup>.

Les déléguées de la CIM eurent l'occasion de présenter leurs travaux de recherche sur la condition des femmes dans les 21 pays de l'Union Panaméricaine, à la septième conférence panaméricaine qui eut lieu du 3 au 26 décembre 1933 à Montevideo, Uruguay. C'était la première fois au monde qu'on faisait une étude, réalisée exclusivement par des femmes, sur les lois qui touchaient leur condition en matière de droits civils et politiques. En conséquence la CIM recommanda un Traité sur l'Égalité de Droits et une Convention sur la Nationalité. Néanmoins, elles rencontrèrent des résistances. À la Conférence on considéra que le thème de l'égalité des droits n'était pas un sujet à traiter au niveau international ; par conséquent, le

---

<sup>259</sup> Doris Stevens avait écrit un livre, *Jailed for Freedom*, sur son expérience en tant que suffragiste et son emprisonnement qui fut traduit à l'espagnol dans les années 1930 et était très connu des féministes Latino-Américaines.

<sup>260</sup> "México, Margarita Robles de Mendoza, 1930-1938", Boîtes 77.6-77.9, Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, "Chile, Marta Vergara, 1930-1938", Boîte 64.7, Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, The Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

Traité sur l'Égalité des Droits ne fut signé que par quatre pays : l'Uruguay, le Paraguay, l'Équateur et Cuba et ne fut pas approuvé. Cependant, on approuva une recommandation (que les pays n'étaient pas obligés de suivre) pour que les pays tendent à l'égalité entre les hommes et les femmes dans la mesure de leurs possibilités et de leurs particularités nationales. Cependant, la Convention sur la Nationalité, d'après laquelle une femme mariée avec un étranger ne devait pas perdre sa nationalité d'origine, fut approuvée par 19 pays et l'on vota favorablement pour que la CIM continue ses activités. Cela représenta un triomphe pour les femmes du continent américain.

Dans ces années marquées par la guerre du Chaco, le mouvement féministe transnational et panaméricain était aussi très concentré dans la lutte pour le maintien de la paix continentale.

En effet, la lutte pour la paix devint presque aussi importante pour les féministes du continent que la lutte pour les droits civils et politiques des femmes. Plusieurs organisations féministes panaméricaines se fondèrent au début des années 1930 et étaient donc très actives pendant les années de la guerre. Ce fut le cas de la Légion Féminine d'Éducation Populaire (« Legión Femenina de Educación Popular », « LFEP ») fondée en décembre 1932 à Guayaquil par l'écrivaine équatorienne Rosa Borja de Icaza. Les objectifs de cette organisation étaient le développement de l'éducation des femmes, l'obtention de leurs droits civils et politiques, l'expansion de l'institution dans les différents pays du continent, tout comme la création de liens avec les féministes du continent américain et du monde entier. Très rapidement, l'organisation se développa dans plusieurs autres villes d'Équateur et puis des branches de l'organisation surgirent en Colombie, au Chili, au Panama, au Venezuela, et tout juste après la guerre du Chaco, en Bolivie, comme on le verra par la suite. La revue de la Légion s'intitulait *Nuevos Horizontes*, elle fut publiée de 1933 à 1937 et circulait dans la plupart des pays du continent. On y trouve des articles sur le féminisme, dont beaucoup rédigés par des féministes de différents pays du continent. Dès les premiers numéros, les articles sont nombreux à parler de la lutte des femmes pour la paix et de la nécessité qu'avaient les féministes du continent de s'unir et de s'organiser afin d'arrêter le massacre de la guerre. D'ailleurs, Rosa Borja d'Icaza avait pour projet la réalisation d'un Congrès Féminin Latino-Américain, avec l'objectif de discuter des droits des femmes et de la lutte pour la paix. La Légion Féminine n'était pas la seule organisation avec ce type de projet. Rosa Borja de Icaza avait des liens étroits avec Delia Ducoing de Arrate (dont le pseudonyme était Isabel Morel), écrivaine, enseignante et féministe chilienne, présidente de l'Union Féminine du Chili (« Unión Femenina de Chile », « UFCH »), fondée en 1927 par Aurora Argomedo et



implantée dans 17 provinces du Chili<sup>261</sup>. Cette organisation publiait la revue *Nosotras*, qui apparut pour la première fois à Valparaíso en août 1931. La revue connut une vie assez longue, puisqu'elle se publia en 65 numéros. Au début on y suivait principalement l'actualité nationale du pays et les activités du mouvement féministe national. On ne mentionnait pas beaucoup l'actualité internationale, puisqu'à l'origine l'Union Féminine du Chili n'avait pas une vocation internationaliste comme c'était le cas de la Légion Féminine. Cependant, à partir de 1932 la revue *Nosotras* prit un caractère beaucoup plus internationaliste avec l'apparition de plus en plus fréquente de l'actualité du mouvement féministe international et latino-américain, et surtout à partir de 1933, moment où Delia Ducoing de Arrate entra en contact avec Rosa Borja de Icaza. Les articles sur la paix, sur la guerre du Chaco et le rôle que les femmes devaient jouer pour maintenir la paix dans le continent étaient de plus en plus nombreux. Le conflit armé entre la Colombie et le Pérou de 1932-1933 et surtout la Guerre du Chaco inquiétèrent énormément les féministes de *Nosotras* et de *Nuevos Horizontes*. C'est ainsi que Delia Ducoing de Arrate décida la création en août 1933 d'une organisation panaméricaine de femmes ayant pour objectif principal la lutte contre la guerre. Cette organisation fut appelée « AMÉRICA », qui signifiait « Alliance de Femmes Entreprenant une Réaction Immédiate contre la course aux Armements » (« Alianza Mujeres Empeñando Reacción Inmediata contra Armamentismo »). Immédiatement la Légion Féminine adhéra à l'organisation en ajoutant le mot « América » à son nom ; elle devint donc Legion Féminine d'Éducation Populaire Amérique (« LFEPA »). Plusieurs autres organisations féminines et féministes latino-américaines répondirent à cet appel comme l'Alliance Nationale Féministe de Cuba (« Alianza Nacional Feminista de Cuba »), l'Union Féminine de Sciences, Lettres et Arts (« Unión Femenina de Ciencias, Letras y Arte ») de Lima ou l'Union Féminine de Dames du Cuzco (« Unión Femenina de Damas Cuzqueñas »). Il semble que la création d'« América » fut à l'origine de conflits avec l'Union Féminine du Chili car, en décembre 1933, la revue *Nosotras* fut détachée de cette organisation, pour devenir la revue de la Légion Féminine Amérique et ses bureaux furent désormais placés à Santiago. La directrice de cette organisation et de la revue était toujours Delia Ducoing de Arrate. À partir de ce moment, presque tous les numéros étaient consacrés au panorama de l'actualité du féminisme latino-américain et international et à la lutte contre la guerre. Dans *Nuevos Horizontes* comme dans *Nosotras*, les articles portant sur le rôle de « la femme américaine » dans la lutte contre la guerre et les articles sur les horreurs de la guerre du Chaco étaient innombrables. De fait, à la fin de l'année 1934 Olga C. de Veloso, membre de la

---

<sup>261</sup> *Nosotras*, année 1, Valparaíso, 7 novembre 1931, n°8, Biblioteca Nacional de Chile, Santiago, Chili.

Légion Féminine Amérique du Chili, envoya un « Message aux Mères de la Bolivie et du Paraguay et à toutes les femmes d'Amérique » qui fut publié dans la revue *Nuevos Horizontes* dans le numéro de novembre-décembre 1934, et qui était un appel à l'union de toutes les femmes de l'Amérique pour lutter contre la guerre. À cet appel répondirent des organisations diverses comme la Légion Féminine de Colombie, la Société de la Mère et du Foyer de Lima (« Sociedad de la Madre y el Hogar de Lima »), l'Union de Femmes Américaines (« Unión de Mujeres Americanas »), et d'autres organisations qui n'étaient pas féministes et dont les objectifs étaient seulement pacifistes comme la Confédération Féminine pour la Paix Américaine de Buenos Aires (« Confederación Femenina de la Paz Americana de Buenos Aires ») ou la Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté des États-Unis ; toutes des organisations avec lesquelles la Légion Féminine de l'Équateur avait des liens étroits<sup>262</sup>. Le pacifisme de ces organisations féministes latino-américaines était inscrit dans une vision clairement panaméricaniste.

L'autre revue féministe qui fit son apparition pendant la guerre du Chaco et qui fut l'une des tribunes en faveur de la Bolivie pendant la guerre, était *Mujeres de América*. Elle fut publiée en 17 numéros à Buenos Aires entre 1933 et 1935 et elle était dirigée par la journaliste, écrivaine et féministe chilienne résidente à Buenos Aires, Nelly Merino Carvalho. Cette dernière avait des liens d'amitié avec Delia Ducoing de Arrate, Rosa Borja de Icaza et surtout avec un grand nombre de féministes et d'hommes du milieu intellectuel de la Bolivie. En effet, Nelly Merino Carvalho avait vécu en Bolivie pendant quelques années avant de s'installer à Buenos Aires, ce qui lui avait permis de tisser de forts liens d'amitié avec les féministes boliviennes et avec un bon nombre d'écrivains, poètes et hommes politiques boliviens. Nelly Merino Carvalho était également membre de la Ligue Internationale de Femmes Ibériques et Hispano-américaines (« Liga Internacional de Mujeres Ibéricas e Hispanoamericanas ») sur laquelle elle publiait beaucoup d'informations. Le contenu de la revue bimensuelle n'était pas très différent de celui de *Nuevos Horizontes* ou de *Nosotras*. Un grand nombre d'articles étaient dédiés au féminisme et à l'actualité féministe internationale, tout comme à la lutte des femmes pour le maintien de la paix dans le continent. Des biographies des leaders féministes notables du continent étaient publiées dans chaque numéro ; ainsi l'on pouvait lire des portraits sur les chiliennes Amanda Labarca et Delia Ducoing de Arrate ou encore sur la fondatrice et présidente de l'Athénée Féminin en Bolivie, María Luisa Sánchez Bustamante. Réciproquement, on pouvait lire des portraits réalisés sur Nelly Merino Carvalho dans la revue *Nosotras* ou dans la presse bolivienne. Nelly avait des

---

<sup>262</sup> *Nuevos Horizontes*, année 2, juillet-août 1934, N°9, Biblioteca Municipal, Guayaquil, Équateur.

liens également très étroits avec les principales organisations féminines de l'Argentine comme l'« Asociación Argentina del Sufragio Femenino » l'Association Clorinda Matto de Turner , l'« Alianza Femenina Pro Paz »), l'« Agrupación Nacional Femenina », le « Círculo Argentino Pro Paz » (formé la veille de la tenue de la Conférence Mondiale du Désarmement), l'« Agrupación de Mujeres de Letras y Artes », l'association féminine « América Nueva »<sup>263</sup>, la « Liga Femenina Pro Unión Americana » qui soutenait la confraternité ibéro-américaine, l'« Ateneo Femenino de Buenos Aires », l'« Ateneo Iberoamericano de Buenos Aires », le « Círculo Rosarino de Mujeres », entre autres<sup>264</sup>. En ce qui concerne les organisations féministes du continent, en plus d'avoir des liens étroits avec Rosa Borja de Icaza et Delia Ducoing de Arrate, et tous les membres de la Ligue Internationale de Femmes Ibériques et Hispano-américaines comme on l'a déjà mentionné, Nelly Merino Carvalho était en contact avec des organisations cubaines comme l'« Organización Intercambio Femenil Internacional » dont le but était aussi de créer de liens de fraternité et de lutte avec les femmes du continent, et avec des personnalités et organisations d'Espagne comme l'« Asociación Femenina por la Cultura Social y Política de la Mujer » de Catalogne. À l'instar de Rosa Borja de Icaza, Nelly Merino Carvalho avait le projet de réaliser un Congrès Panaméricain qui porterait sur les droits des femmes et le maintien de la paix.

Les liens des Boliviens avec Nelly Merino de Carvalho étaient si importants que de nombreux articles étaient publiés très souvent dans la presse bolivienne sur les activités qu'elle réalisait à Buenos Aires et sur sa revue *Mujeres de América*. Nelly Merino Carvalho publiait également énormément d'informations sur la Bolivie et même des articles témoignant de sa vie là-bas, les forts liens d'amitié qu'elle tissait et l'amour qu'elle ressentait pour ce pays. Ainsi, deux numéros de la revue furent entièrement dédiés à la Bolivie : l'un consacré à la littérature bolivienne<sup>265</sup> et l'autre à la Guerre du Chaco<sup>266</sup>. Les plus grands écrivains et intellectuels de l'époque, ainsi que les leaders féministes les plus notables de la Bolivie collaborèrent avec la revue. C'est le cas de Franz Tamayo, María Frontaura Argandoña, Ana Rosa Tornero, María Luisa Sánchez Bustamante, Gloria Serrano, Etelvina Villanueva, etc. Cette dernière était d'ailleurs la collaboratrice principale de la revue à La Paz. Les activités

---

<sup>263</sup> *Mujeres de América*, année 1, Buenos Aires, janvier-février 1933, N°1, Biblioteca Nacional de la República Argentina, Buenos Aires, Argentine.

<sup>264</sup> *Mujeres de América*, année 1, Buenos Aires, mars-avril 1933, N°2, Biblioteca Nacional de la República Argentina, Buenos Aires, Argentine.

<sup>265</sup> *Mujeres de América*, année 1, Buenos Aires, juillet-août 1933, N°4, Biblioteca Nacional de la República Argentina, Buenos Aires, Argentine.

<sup>266</sup> *Mujeres de América*, année 1, Buenos Aires, novembre-décembre 1934, N°12, Biblioteca Nacional de la República Argentina, Buenos Aires, Argentine.

des féministes en Bolivie tout comme la Guerre du Chaco, étaient des thèmes omniprésents. Ainsi, plusieurs articles furent consacrés aux activités et avancements du mouvement féministe dans ce pays comme au rôle des femmes boliviennes dans la guerre. Ainsi un article sur le rôle joué par Antonia Zalles de Careaga dans la création du Comité Féminin de la Croix Rouge Bolivienne qu'elle dirigeait :

« Bolivia no se ha escapado del movimiento feminista que se advierte a través de toda nuestra América. La guerra chaqueña, se dijera, ha influido enormemente para un rápido despertamiento de la mujer en diversas actividades sociales y políticas. En esta hora angustiosa que vive la patria, la mujer boliviana ha comprendido la responsabilidad que pesa sobre ella; el deber ineludible que le corresponde cumplir frente al huérfano, al soldado, o al miembro de su familia que defiende los intereses de la nación. Y la vemos valiente y resignada, llena de abnegación y ternura, optimista siempre cuando de la patria se trata, compartiendo junto al hombre el peso del infortunio de esta guerra, sin precedentes en la historia de nuestro continente.

Imposible sería enumerar nombres ni concretar trabajos determinados, sin restar a unos y a otros. Basta decir que como una sola voz, como un solo movimiento corporativo, se ha hecho sentir la influencia maternal y activa de la mujer boliviana, de uno a otro confín de la República.

Pero la figura central, diremos, el eje a cuyo rededor gira simultáneamente toda corporación femenil en la actualidad, es la señora Antonia Zalles de Careaga, presidenta de la Asociación Pro Defensores de la Patria. Su brillante acción humanitaria data desde los comienzos de la guerra y los beneficios de esta entidad son importantísimos para el soldado y sus familiares.

Para que el trabajo de la mujer sea más práctico y se esparsa con utilidad, convocó la señora Careaga a una Convención de Mujeres, que tuvo lugar en la ciudad de Oruro. Allí se definió la organización de esta sociedad y se constituyó, a la vez, el Comité Femenino Nacional de la Cruz Roja Boliviana, bajo la presidencia también de la señora de Careaga. La institución de la Cruz Roja, universalmente reconocida, ha sido elevada en Bolivia a la categoría de organismo público, por ley y decreto supremo reglamentario (...)

La cooperación de la mujer tanto en la Cruz Roja como en la Asociación Pro Defensores de la Patria, es de suma importancia frente a la defensa nacional. De allí que cada brigada femenil esté organizada en todos los departamentos de Bolivia y trabaje con eficiencia y decidido patriotismo (...)

La señora Zalles de Careaga está a la cabeza, pues, de una formidable organización femenina, ejemplo de civismo, de abnegación y de amor patrio, cuya acción llega a pleno Chaco, y sirve de estímulo espiritual al soldado. »<sup>267</sup>

Le rôle joué par Ana Rosa Tornero, qui comme on l'a déjà vu, s'était rendue plusieurs fois au front d'abord toute seule et ensuite avec ses Brigades Féminines afin d'apporter du matériel et des encouragements aux soldats, fut également mis en relief dans la revue:

« No podríamos hablar de la mujer boliviana del momento, sin mencionar la ejemplarizadora acción de Ana Rosa Tornero, uno de los valores representativos del feminismo. Pedagoga, periodista y oradora, en diversos

---

<sup>267</sup> *Mujeres de América*, année 1, Buenos Aires, novembre-décembre 1934, N°12, Biblioteca Nacional de la República Argentina, Buenos Aires, Argentine.

congresos internacionales ha llevado la representación de su país, y últimamente, en la Conferencia Panamericana de Montevideo, dejó oír su voz en forma elocuente y persuasiva para que se le concediera ser la mensajera del cariñoso recuerdo de las madres, esposas e hijos, a sus compatriotas los prisioneros de guerra. Su acción humanitaria ha ido más allá aún. Guiada por su acentuado patriotismo, participa con los combatientes los días angustiosos de la campaña chaqueña. En plena línea de fuego, Ana Rosa Tornero, desafiando el peligro, el riguroso clima de la selva y las mil incomodidades propias de la guerra, ha concentrado su misión humanitaria junto al herido, para ser fuerza espiritual y maternidad viviente, para cada uno de esos bravos soldados que defienden a la patria. Su feminidad, hecha corazón, ha sabido derramar ternura, recibir las cuitas del moribundo, como cicatrizar las llagas del que valientemente cae en los campos de batalla. Su voz ha vibrado en esa noche sin tregua, para dejar oír el acento de las madres, de la novia, de la hermana, de los soldados. Se dijera que voluntariamente, se ha impuesto el más noble de los deberes, no predicando fe y esperanza desde el rincón confortable de su hogar, sino que armada de una coraza varonil, demuestra su exquisita feminidad, como edificante ejemplo de lo que puede ser el feminismo cuando lo ejerce una mujer conciente y preparada.

En el libro de recuerdos de esta luchadora, quizás perdure a través del tiempo, por sobre todos los demás, este su gesto humanitario y cariñoso, puesto al servicio de una causa tan alta, bajo el sol quemante de la selva enmarañada, o contemplando el titilar de las estrellas, precursoras de un amanecer de esperanzas. »<sup>268</sup>

Dans le même numéro, Nelly Merino Carvalho mentionna aussi les activités réalisées par les femmes boliviennes en Argentine pour collecter des fonds pour la Croix Rouge Bolivienne et dédia un petit article à la représentation d'une pièce théâtrale à La Paz écrite par un poète chilien, intitulée « La Dame de la Croix Rouge » et portant sur le rôle des infirmières dans la guerre. Dans des numéros précédents, Nelly Merino Carvalho avait fait un appel aux dons pour que les femmes du continent qui lisaient la revue envoient des livres aux soldats boliviens du Chaco. Elle indiquait que les livres devaient être envoyés à la Ligue Filiale d'Oruro, l'organisation qui avait fondé une bibliothèque pour les soldats à l'hôpital militaire de Villamontes en décembre 1933.

Réciproquement, de nombreuses informations étaient publiées sur Nelly Merino Carvalho et la revue *Mujeres de América* dans la presse bolivienne et notamment dans le journal *El Diario* où on n'hésitait pas à la présenter comme un modèle et une grande amie de la Bolivie :

« Las actividades de Nelly Merino Carvalho en B.A. Dirige la revista femenina « Mujeres de América

Hemos seguido de cerca la actividad de Nelly Merino Carvalho directora de la simpática y popular revista « Mujeres de América », quien, estimulada por su

---

<sup>268</sup> Idem.

alto sentimiento de fraternidad continental, no ceja en su propósito de unificar el esfuerzo femenino tendiente a influir en el establecimiento del derecho y la justicia.

El último número de « Mujeres de América », al igual que los anteriores— refleja el alma de Nelly, alma vigorosa y profundamente sincera. Desde que la guerra del Chaco se desencadenó fue una de las escritoras mejor compenetradas que defendió los derechos de Bolivia, porque consideraba que obrando de este modo defendía los derechos del continente, basados en el amor de la justicia y en la liquidación de los viejos preceptos imperialistas. Por lo demás, Nelly Merino Carvalho, tiene sus representantes en Bolivia y su labor es bien aquilatada, principalmente por cuanto mujeres como ella saben lo que significa en su grado estricto verificar una obra que consulte los grandes ideales americanos.

Nelly Merino Carvalho puede estar segura que la mujer intelectual de Bolivia sigue sus pasos, sigue su noble ejemplo. Nuestro país para ella es terreno propicio donde puede sembrar la simiente de la fraternidad para recoger frutos óptimos. »<sup>269</sup>

D'ailleurs, au moment de la mort de Nelly Merino Carvalho, à la fin du mois de janvier 1936, la presse bolivienne lui rendit de grands hommages. Une page entière avec des articles consacrés à elle, à ses activités et à sa revue lui fut consacrée dans le journal *El Diario*. Plusieurs personnalités écrivirent des articles pour lui rendre hommage, dont Ana Rosa Tornero, qui en plus de parler longuement sur leur amitié, publia la dernière lettre que celle-ci lui envoya étant déjà malade. Les mots d'éloge étaient innombrables et l'hommage qui lui était rendu donne une idée des forts liens d'amitié qui liaient Nelly Merino Carvalho avec les féministes et intellectuels du pays. On souligna l'importance de son travail de propagande à l'étranger pour la Bolivie et le rôle qu'elle joua dans le rapprochement des féministes du continent :

« Para nuestra enorme pena - que es pena de toda la Nación- basta saber que con NELLY MERINO CARVALLO se ha apagado la existencia de la más grande amiga de Bolivia, de la más noble y tesonera apostolesa de nuestras causas internacionales desde los tiempos en el que el pleito del Pacífico no había alcanzado la sanción de avenencia chileno-peruana hasta la repatriación de nuestros prisioneros de guerra.

¡Qué gran espíritu de mujer acaba de perder la América Latina!

NELLY MERINO CARVALLO

Desde la dirección de su revista « Mujeres de América » ha sido la verdadera promotora y encauzadora del gran movimiento femenino en favor del acercamiento espiritual de las mujeres del Continente (...)

Es por ello que después de haber promovido y orientado desde su notable órgano de publicidad -el primero en su género de nuestra América- en conocimiento recíproco de las « leaders », animadoras y mujeres de acción y pensamiento, desde México y Cuba hasta el Estrecho de Magallanes; después de haber abierto con su ejemplo, el cauce de numerosas publicaciones periodísticas que siguieron la luminosa corriente de « Mujeres de América »,

---

<sup>269</sup> *El Diario*, La Paz, 10 septembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

después de haber descubierto y alentado a promisorios valores juveniles, venía luchando por la organización de un congreso panamericano-latino de mujeres, asamblea magna donde se hubiera definido sobre bases perdurables, la nueva corriente femenil destinada a gravitar en los pueblos de América como el nexo más fuerte de la solidaridad y el atributo más formidablemente representativo en el mantenimiento de la paz. »<sup>270</sup>

De très nombreux autres articles lui faisaient des éloges similaires soulignant le rôle très important qu'elle avait joué dans la création de liens entre les femmes du continent américain, au sein du mouvement féministe, et pour le maintien de la paix. La volonté de lui rendre hommage alla jusqu'au point qu'un groupe d'intellectuels de la Bolivie, demanda à ce que les restes de Nelly Merino Carvalho soient transférés en Bolivie pour qu'elle y soit enterrée. Plusieurs articles de la presse firent part de cette volonté en mentionnant l'importance qu'avait Nelly Merino Carvalho pour la Bolivie et citant les propos de l'ambassadeur du Chili dans le pays à ce sujet, qui exprimait sa bienveillance à l'égard du projet et sa gratitude<sup>271</sup>. Malgré cela, l'ambassade du Chili en Bolivie finit par refuser la demande pour des raisons financières. Le moment pour la Bolivie de rendre son plus grand hommage à Nelly Merino Carvalho eut lieu quelques années plus tard, avec l'octroi de manière posthume de l'Ordre du « Cóndor de los Andes », la plus haute distinction accordée par le gouvernement bolivien à des citoyens ou institutions, nationaux ou étrangers, en témoignage de gratitude pour leurs mérites et les services rendus au pays ou à l'humanité<sup>272</sup>. La cérémonie eut lieu en avril 1938 à Buenos Aires, où Nelly Merino reçut le grade de « Chevalier ». Les ambassadeurs bolivien et chilien y étaient présents ainsi que d'autres personnalités du monde politique et diplomatique<sup>273</sup>. La famille de Nelly Merino répondit en exprimant sa gratitude à travers d'une lettre envoyée à l'ambassadeur de la Bolivie au Chili<sup>274</sup>.

Une autre organisation féministe directement inspirée de la CIM et ayant les mêmes objectifs et valeurs que la Légion Féminine promues dans les revues *Nuevos Horizontes* (Guayaquil), *Nosotras* (Valparaíso, Santiago) et *Mujeres de América* (Buenos Aires) vit le jour à New York à la fin de l'année 1934 : l'Union de Femmes Américaines (« Unión de Mujeres Americanas », « UMA »), fondée par Margarita Robles de Mendoza. Celle-ci était la déléguée du Mexique à la CIM et était très proche de Doris Stevens. Depuis le début des années 1930 elle lui fit part de son projet de créer une organisation féministe continentale qui

---

<sup>270</sup> *El Diario*, La Paz, 28 janvier 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>271</sup> *El Diario*, La Paz, 6 février 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie ; *El Diario*, La Paz, 18 mars 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>272</sup> C'est l'équivalent de l'Ordre National de la Légion d'Honneur en France.

<sup>273</sup> *La Razón*, La Paz, 2 mai 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>274</sup> *La Razón*, La Paz, 19 mai 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

aurait des branches dans chacun des pays de l'Union Panaméricaine. Ce projet se concrétisa après que Margarita Robles de Mendoza ait mené une intense campagne pour le suffrage féminin au Mexique. Ainsi, naquit l'UMA dont le fonctionnement était presque identique à celui de la CIM. L'organisation comptait avec un Conseil International composé de chacune des représentantes de chaque pays du continent, dont le siège se trouvait à New York et chaque pays comptait avec un Conseil National qui bénéficiait d'autonomie par rapport au Conseil International à condition que leurs objectifs ne s'opposent pas aux idéaux de l'UMA : le rapprochement entre les femmes du continent et la lutte pour les droits civils et politiques. L'UMA comptait avec des Conseils Nationaux au Mexique, à Cuba, au Pérou, en Équateur, à Porto Rico et en Bolivie (l'UMA Bolivienne fut fondée en 1935 par Zoila Viganó Castañón, tout juste après la guerre, et fut l'une des organisations féministes d'après-guerre les plus importantes en Bolivie avec la Légion Féminine, comme on le verra dans le chapitre suivant). L'UMA avait aussi de nombreuses associations affiliées comme les « Legiones Femeninas de Chile », la « Liga Uruguaya Contra la Trata de Blancas », le « Partido Independiente Demócrata Feminista del Uruguay », la « Liga Uruguaya de Mujeres », la « Sociedad Civil de Mujeres Mexicanas », la « Liga Nacional Femenina de México », la « Liga Orientadora de la Mujer en México », l'« Acción Feminista de Bolivia », la « Liga del Sufragio Femenino de Cuba », l'« Alianza Nacional Feminista de Cuba », le « Sunshine Club de Cuba », l'« Unión Femenina de Ciencias, Letras y Artes de Perú », la Légion Féminine de l'Équateur et les « Legiones Puertorriqueñas de la UMA »<sup>275</sup>. Margarita avait comme projet la publication d'une revue continentale intitulée *Mujeres* qui compterait avec la collaboration des féministes du continent et du monde entier. Elle serait publiée dans 20 pays d'Amérique en espagnol et en anglais avec l'objectif de rapprocher les femmes de l'Amérique du Nord et du Sud. Mais cette revue ne vit jamais le jour, probablement pour des raisons financières.

L'UMA avait également des objectifs pacifistes comme les autres organisations du continent. Depuis le début elle adhéra au regroupement « AMÉRICA » créé par Delia Ducoing de Arrate, au « Message aux mères de la Bolivie et du Paraguay et à toutes les femmes de l'Amérique » envoyé par Olga C. de Veloso de la Legión Femenina de Chile. Tout comme ses organisations homologues ; l'UMA avait le projet d'un Congrès Féminin Panaméricain qui réunirait toutes les associations féminines des Amériques.

---

<sup>275</sup> Lettre de Margarita Robles de Mendoza à Doris Stevens, 28 février 1935, "Unión de Mujeres Americanas", Boîtes 92.1-92.2, Séries V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, The Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, Etats-Unis.



On le voit donc, dans ce contexte de guerre du début des années 1930, les liens entre féministes du continent étaient en train de se développer et de se concentrer autour de deux luttes principales : l'obtention des droits civils et politiques pour les femmes et le maintien de la paix. C'est au sein de ce mouvement féministe transnational que se développa le mouvement féministe en Bolivie pendant la guerre autour d'une active campagne pour l'obtention des droits civils et le suffrage féminin. Les principales dirigeantes de cette campagne étaient les futures fondatrices des branches de l'UMA et de la Légion Féminine créées en Bolivie tout juste après la guerre. Il est donc impossible de comprendre le resurgissement et le développement du mouvement féministe en Bolivie sans l'inscrire dans le développement du mouvement féministe transnational à l'époque que l'on vient d'évoquer.

En 1931 en Bolivie, plusieurs députés présentèrent un projet de loi afin d'octroyer les droits civils et politiques aux femmes. Les grandes lignes de ce projet furent approuvées par le Parlement, mais les députés ne parvinrent pas à trouver un accord sur les détails du projet. Par conséquent, il fut finalement refusé. De nombreux articles furent publiés dans la presse au sujet du suffrage féminin : de nombreuses féministes, mais aussi journalistes, écrivains et hommes politiques publièrent leurs avis sur la question. Ce fut le cas de Nazario Pardo Valle, journaliste, historien et homme politique qui défendit le suffrage féminin dans un article sous forme d'essai publié en plusieurs jours, intitulé « Le suffrage féminin : est-il possible et souhaitable de l'établir en Bolivie ? », publié dans le journal *La Calle*. Pardo Valle présenta plusieurs arguments historiques pour défendre sa position et fit surtout référence aux avancées des pays à l'étranger par rapport à la question<sup>276</sup>. Ce fut également le cas de Zoila Viganó Castañón, qui dirigeait depuis mars 1933 la section féminine du journal *La Semana Gráfica*, ainsi que les sections "Crónicas heroicas", "Problemas nacionales" et "Cuestiones Sociales". Dans ces sections, elle publiait constamment des articles sur la condition des femmes et sur leurs droits, ainsi que sur le féminisme, la condition des femmes à l'étranger, le rôle joué par les femmes dans la guerre, etc.

Des événements tels que la Septième Conférence Panaméricaine qui eut lieu à Montevideo en 1933, dans laquelle la CIM présenta son rapport et son Traité sur l'Égalité des Droits et sa Convention sur la Nationalité, contribuèrent à raviver dans l'opinion publique le débat sur les droits des femmes. Ana Rosa Tornero participa à cette Conférence et sa participation fut très remarquée et louée dans les revues féministes latino-américaines ainsi que dans la presse bolivienne. Des organisations féministes comme le Centre Intellectuel Hispano-américain de Dames (« Centro Intellectual Hispano Americano de Señoras »)

---

<sup>276</sup> *La Calle*, La Paz, 21, 23, 27 et 28 décembre 1933. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivie.

organisèrent aussi des conférences à La Paz, et la campagne féministe s'intensifia surtout à partir de l'année 1934 à l'approche d'élections qui allaient avoir lieu en novembre ; elle fut menée surtout par le Comité d'Action Féministe (« Comité de Acción Feminista »).

Fondé entre 1933 et 1934 par Zoila Viganó Castañón, Etelvina Villanueva, María Pardo de Vargas, María Gutierrez de Medinaceli, Herminia Carmona y María C. Lara, le Comité d'Action Féministe commença sa campagne pour l'obtention des droits civils et politiques vers juin 1934. Celle-ci eut lieu à travers les moyens de communication publique comme la presse et la radio. Plusieurs articles furent rédigés et publiés par Zoila Viganó et Etelvina Villanueva (ses principales dirigeantes) dans les journaux *La Razón*<sup>277</sup>, *El Diario*, *La Gaceta de Bolivia*, à La Paz, *El Republicano* à Potosí sur les motifs qui poussaient les femmes à demander les droits civils et politiques.

Dans un article intitulé « Pourquoi nous, les femmes, nous demandons nos droits ? », Zoila Viganó s'exprima ainsi :

« ...El movimiento feminista que hoy reiniciamos no es imitación a otros países, sino, es el efecto de los acontecimiento actuales, es decir de la guerra, que como todo conflicto o conmoción grande trae consigo cambios parciales o radicales dentro de la vida social, política y económica de los pueblos, y como tal, nosotras no podemos sustraernos al imperativo deber de luchar por nuestros derechos, que el proceso mismo de la Historia nos señala en estos momentos graves de transición entre el presente y el futuro del país. Hoy en día nuestra patria, debido a la acción bélica del Chaco se ve frente a enormes dificultades que la mujer las viene allanando, así quedaron claros en las oficinas públicas y fábricas que las mujeres desempeñan satisfactoriamente, llegando a la conclusión lógica que si el sexo femenino se presta para realizar estas funciones y si se le confía sin observaciones, entonces es de estricta justicia, también confiarle su intervención en los destinos del país, otorgándole los derechos de ciudadanía para intervenir en el sufragio, lo cual debe concedérsenos dejando a un lado los prejuicios sociales, que se oponen contra la ley de evolución que forzosamente va marcando la conquista de los derechos de la mujer. Refiriéndome concretamente a nuestro país, hace muchos años que se la autoriza a ocupar distintos cargos dentro de la administración, olvidándose tendenciosamente de que tales funciones son inseparables de la ciudadanía, nosotras consideramos que esta situación de injusticia palpable no puede seguir imperando, pues si la mujer es apta y permitida para tales funciones entonces es equitativo reconocerle el derecho al sufragio, sin más condiciones que las que establece la Constitución para los varones. Y en estos momentos de escasez de electores por la ausencia de ciudadanos para los comicios electorales puede negársele a la madre, a la esposa o a la hija de aquel que brinda su sangre por la patria su franca intervención que ha de decidir la suerte del país? »<sup>278</sup>

---

<sup>277</sup> *La Razón* fut fondé en 1917 sous la direction financière de Bautista Saavedra, dirigeant du « Partido Republicano » et président de la Bolivie de 1920 à 1925. Le journal était dirigé par David Alvístegui et passa à être le journal du « Partido Republicano Genuino » en 1921.

<sup>278</sup> *La Razón*, La Paz, 21 septembre 1934. Collection personnelle d'extraits de journaux de Zoila Viganó Castañón.

Comme l'affirme Zoila Viganó, ce mouvement féministe était le résultat des changements politiques et sociaux que la guerre avait produits. Ceux-ci concernaient le rôle important que les femmes étaient en train de jouer pendant cette période de crise en affrontant toutes les difficultés d'un conflit d'une telle ampleur. La place que les femmes occupaient dans la société était donc en train de se transformer : ces dernières démontraient qu'elles pouvaient exercer les tâches auparavant dévolues exclusivement aux hommes. Il était donc juste qu'elles aient le droit de vote pour pouvoir décider du destin du pays. L'absence d'électeurs est un autre motif évoqué par Zoila Viganó pour justifier l'octroi du droit de vote aux femmes. S'il n'y avait pas d'électeurs pour voter aux élections suivantes, parce que les hommes se trouvaient au front, il était urgent d'accorder le droit de vote aux femmes. La guerre était un moment essentiel pour réclamer les droits civils et politiques, car les femmes étaient en train de prouver qu'elles pouvaient diriger le destin du pays. Zoila Viganó évoque, de la même manière, l'hypocrisie des hommes politiques qui autorisaient les femmes depuis plusieurs années à travailler dans l'administration publique sans être citoyennes. En effet, d'après l'article 34 de la Constitution en vigueur, les droits de la citoyenneté consistaient à participer en tant qu'électeur ou élu à la formation ou à l'exercice des pouvoirs publics et à être admissible aux fonctions publiques. Cela voulait dire que seuls les citoyens avaient le droit d'accéder à des postes publics ; or les femmes exerçaient ce droit sans être des citoyennes pour autant. Si elles exerçaient ainsi l'un des droits de la citoyenneté, elles devaient pouvoir exercer l'autre qui était celui de pouvoir participer aux élections. Évoquant toujours ce qui était établi dans la Constitution, Zoila Viganó, affirme dans le même texte :

« ¿Qué precepto constitucional excluye a la mujer de sus legítimos derechos? Ninguno. Pues no hay artículo que haga diferencias entre el varón y la mujer, el término hombre, empleado, abarca a ambos sexos. De allí que la oprobiosa realidad de una injusticia en que se le exige a la mujer deberes y sacrificios dentro de la sociedad o colectividad y se le restringe los derechos y garantías que le son facultades genuinamente inherentes, desde el momento que pone su aporte en diversas actividades dentro del desarrollo general del país... »<sup>279</sup>

L'argument selon lequel la Constitution n'excluait pas explicitement les femmes de la citoyenneté et le fait que le terme « homme » incluait les deux sexes, constitue la preuve même que les droits de citoyenneté étaient réclamés par les femmes non pas *en tant que femmes*, avec leurs qualités « inhérentes » à leur sexe, mais en tant qu'individus neutres qui devaient participer aux décisions concernant le destin du pays. Le citoyen n'était plus incarné par un être masculin et, en incluant les deux sexes, le terme « homme » les annulait ; aucun

---

<sup>279</sup> Idem.

des deux sexes ne pouvait plus incarner la citoyenneté. En cela, les arguments utilisés par les femmes du Comité d'Action Féministe étaient tout à fait différents de ceux utilisés par les féministes des années 1920 qui réclamaient les droits politiques *en tant que femmes*, en mettant en avant les qualités et fonctions féminines qui seraient utiles à la patrie. Les femmes du Comité d'Action Féministe revendiquaient la citoyenneté non pas en tant que femmes, mais en tant qu'individus. Par ailleurs, le fait de réclamer les droits civils et politiques des femmes de manière immédiate, dans le contexte de guerre, les différenciait des féministes des années 1920, qui envisageaient l'acquisition des droits par étapes : les femmes devaient d'abord être éduquées et lorsqu'il y aurait un contingent suffisamment important de femmes préparées pour la politique, elles pourraient réclamer les droits revendiqués depuis si longtemps<sup>280</sup>.

La campagne féministe du Comité d'Action Féministe se réalisa également à travers la radio. Des conférences sur l'obtention des droits civils et politiques furent réalisées, auxquelles participa le docteur José María Gutiérrez, chef du Parti Libéral. Ce dernier fut le premier parti politique à soutenir officiellement en 1934, les demandes pour l'obtention des droits civils et politiques des femmes. Gutiérrez, qui avait obtenu la chaire de Droit Constitutionnel à la faculté de Droit de l'Université Mayor de San Andrés de La Paz, participa à la campagne du Comité d'Action Féministe en réalisant la première du cycle de conférences diffusées à la radio *Illimani* sur la nécessité pour les femmes d'obtenir les droits civils et politiques. Ce cycle commença aux alentours d'octobre 1934, avec les paroles du professeur Gutiérrez qui s'exprima ainsi à propos de l'obtention des droits civils et politiques des femmes :

« Hay espíritus pusilánimes y pesimistas, aún de mujeres cultas, que consideran que todavía no ha llegado el momento de que se les reconozca el ejercicio de los derechos políticos, como si para ello se requiriese una gran experiencia y un formidable bagaje de conocimientos. Olvidan tales personas, que la mujer boliviana, hace muchos años que se ha dedicado a la enseñanza y que hoy día suple satisfactoriamente al hombre en las actividades comerciales e industriales.

La guerra del chaco ha comprobado en forma elocuente que la mujer presta servicios eficientes, pues ha organizado asociaciones filantrópicas, encargadas de mitigar el dolor humano, ayudando a los prisioneros, inválidos y heridos proporcionándoles toda clase de recursos; ha hecho una campaña incesante para que la correspondencia se distribuya con oportunidad; distinguidas damas sirven de enfermeras en el mismo campo de batalla y han ido comisiones femeninas a visitar a nuestro valeroso ejército, llevándole el cariño y respetuoso saludo de los elementos de la retaguardia (...)

---

<sup>280</sup> ALVAREZ María Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.

Estas circunstancias las deberían haber inducido al gobierno a otorgar sin mayor dilación a la mujer el ejercicio de sus derechos políticos; concedidos o reconocidos éstos sería muy fácil que el parlamento se preocupe de modificar la ley civil, corrigiendo las enormes injusticias relativas al régimen de bienes dentro del matrimonio.

He sido y soy ardiente propugnador de la emancipación jurídica y política de la mujer, creo firmemente que si se le reconoce el derecho a intervenir en los asuntos públicos del país, otorgándole la ciudadanía activa y pasiva ha de hacer un uso discretísimo de esa prerrogativa pues nunca olvidará que la sociedad y la familia reclaman de ella el cumplimiento de deberes sagrados e inexcusables y jamás dejará de ser la Reina del hogar. »<sup>281</sup>

De par leur contribution à la vie sociale et culturelle du pays depuis plusieurs années et leur participation à l'effort de guerre, les femmes méritaient d'obtenir les droits civils et politiques. Le droit de vote devait d'abord leur être accordé et la législation civile serait ensuite modifiée plus facilement. Cependant, le docteur José María Gutiérrez ne remettait pas en question la place que les femmes devaient occuper au sein de la famille; au contraire, ce rôle était exalté. La politique ne devait pas distraire les femmes de leurs devoirs et de leurs obligations principales au sein du foyer.

Le travail du Comité d'Action Féministe eut un certain succès car après la campagne réalisée dans les journaux et la radio, et à la suite de la demande faite par les membres de cette organisation au gouvernement<sup>282</sup>, trois parlementaires, Corveza, Zenteno et Herrera, présentèrent un projet de loi qui visait à élargir le projet présenté en 1931 en accordant les droits civils et politiques aux femmes, et en leur permettant aussi d'être élues. C'est ce dont témoigne la presse chilienne comme le montre un article du journal *La Razón* :

« La labor bien orientada del COMITÉ DE ACCIÓN FEMINISTA alcanza amplia divulgación en la prensa extranjera y su acción práctica es aplaudible con razonables argumentos. Reproducimos lo que al respecto dice el Mercurio de Valparaíso:

“LA MUJER <sup>283</sup> BOLIVIANA RECLAMA DERECHOS CIVILES Y POLÍTICOS”

Comunicaciones que se han recibido últimamente, nos traen la noticia de la campaña que ha emprendido la mujer boliviana en pro de la conquista de derechos civiles y políticos. Artículos de prensa firmados por prestigiosas dama paceñas, presentaciones a los poderes públicos, campañas societarias y

---

<sup>281</sup> *La Razón*, 21 octobre 1934, La Paz. Collection personnelle d'extraits de journaux de Zoila Viganó Castañón.

<sup>282</sup> *Universal*, 4 septembre 1934, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivie.

<sup>283</sup> Il faut noter qu'à l'époque on parle toujours de « la femme » au singulier et jamais des « femmes » au pluriel. C'est parce qu'on considérait « la femme » de manière essentialiste comme une entité aux qualités immuables dans le temps et dans l'espace. « La femme » avait toujours les mêmes qualités ; les classes sociales auxquelles elle appartenait ou le temps et l'espace qu'elle habitait importaient peu. Dans ce sens, la femme avait une « essence » immuable qu'elle devait à son sexe biologique. Le genre et le sexe étaient une seule et même chose dans les conceptions de la société de l'époque. Les féministes boliviennes des années 1920 partageaient cette conception de « la femme ».

de círculos intelectuales, y todo ello tiende en la hora presente, a conseguir ese anhelo, que ya en otros países se ha plasmado, incluso en parte en el nuestro. Haciéndose eco de esta campaña, los representantes nacionales, señores Corveza, Zenteno y Herrera han presentado al Parlamento boliviano un proyecto de ley para conceder aquellos derechos a la mujer. Apoyándose en ese proyecto, el Comité de Acción Feminista, por intermedio de sus secretarios de relaciones y gobierno respectivamente, señoritas Zoila Viganó Castañón et Etelvina Villanueva, han hecho una presentación a los poderes públicos solicitando el apoyo al ya mencionado proyecto.

El Código Civil de Bolivia, es como el de muchos países de nuestra América. Deja a la mujer en manifiesta inferioridad con relación al varón, y hoy, en estas horas en que una guerra mantiene en tensión a la sociedad y elementos del gobierno del Altiplano, la mujer ha dado prueba de coraje y abnegación, del cual hacen ellas caudal para representar a los congresales su situación de igualdad ante la ley y los derechos.

La mujer Boliviana, al reclamar el puesto que le corresponde política y civilmente, pone de relieve una vez más su anhelo de mejoramiento social y elevación en el concepto de la igualdad de derechos con el hombre. »<sup>284</sup>

Dans le cadre de cette campagne, un Registre Civique Féminin fut ouvert à la fin du mois d'août 1934 par le Comité afin que les femmes puissent s'inscrire pour voter aux élections de novembre. En outre, un Comité Féministe fut également formé à Cochabamba. Il se joignit à son homologue de La Paz pour la pétition des droits civils et politiques au Parlement. Zoila Viganó et Etelvina Villanueva félicitèrent publiquement les députés ayant présenté le projet de loi dans les journaux au nom du Comité<sup>285</sup>. Elles envoyèrent aussi une lettre au Parlement afin que soit discuté le projet de loi présenté par les députés Herrera et Zenteno en faveur du suffrage féminin. Elles précisèrent que cela faisait déjà plusieurs années que « la femme bolivienne » réalisait une campagne pour que ses droits lui soient octroyés, que le code civil mettait la femme dans une situation d'abjecte infériorité face à l'homme et qu'il s'agissait d'une injustice sociale. Elles insistaient sur le rôle joué par les femmes pendant la guerre et sur la contradiction qui consistait à autoriser les femmes à exercer des fonctions publiques normalement réservées aux citoyens<sup>286</sup>.

Cependant, malgré toute la campagne réalisée par le Comité d'Action Féministe de La Paz, et le soutien que celui-ci reçut de son homologue de Cochabamba, il semblerait que le projet de loi présenté par les députés Corveza, Zenteno et Herrera n'ait jamais été débattu au sein du Parlement. Ce sujet ne figure à aucun moment dans les débats parlementaires de l'époque. Il est probable que dans le contexte de la guerre, les parlementaires aient considéré

---

<sup>284</sup> *La Razón*, 9 décembre 1934, La Paz. Collection personnelle d'extraits de journaux de Zoila Viganó Castañón.

<sup>285</sup> *El Diario*, La Paz, 20 septembre 1934, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>286</sup> *El Diario*, La Paz, 30 septembre 1934, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

que la discussion de ce projet de loi était d'une importance secondaire face aux problèmes liés à la guerre que le pays devait affronter.

En outre, la campagne du Comité d'Action Féministe de La Paz ne reçut pas le soutien d'autres organisations féminines ni de certaines femmes intellectuelles et journalistes.

En octobre 1934, une Convention de Femmes organisée par l'Association Féminine en faveur des Défenseurs de la Patrie déjà mentionnée, chargée d'aider les soldats et leurs familles, eut lieu dans la ville d'Oruro. Lors de cette Convention fut réorganisée la Croix Rouge Bolivienne sous la direction d'Antonia Zalles de Careaga comme on l'a déjà vu. Le Comité d'Action Féministe de La Paz y fit parvenir un message de solidarité aux organisations présentes dans lequel il demandait qu'elle proclame la revendication des droits civils et politiques pour les femmes. Ce message rédigé par Zoila Viganó et remis à Antonia Zalles de Careaga fut publié dans le journal *La Razón*. Cependant, la Convention des femmes réunie à Oruro rejeta la proposition de réclamer les droits civils et politiques en arguant que les sujets abordés par le Congrès étaient strictement liés à la Défense Nationale du pays<sup>287</sup>.

Les membres de la Convention d'Oruro n'étaient pas les seules à considérer qu'il était inopportun de demander les droits civils et politiques pour les femmes dans le contexte tragique de la guerre, dans lequel d'autres problèmes étaient prioritaires. En effet, un certain nombre d'organisations et de femmes journalistes et intellectuelles s'opposèrent à la campagne pour les droits civils et politiques des femmes en considérant qu'il s'agissait d'une demande égoïste et qu'il fallait donner la priorité à d'autres sujets.

Ce fut le cas de l'Athénée Féminin qui considérait que les problèmes liés à la guerre devaient avoir la priorité dans les débats du Parlement et que les femmes pouvaient attendre quelques années pour redémarrer la campagne afin d'obtenir les droits civils et politiques. Dans la section féminine de *La Semana Gráfica* dirigée par Zoila Viganó, la question suivante fut posée aux lectrices : « Êtes-vous pour les droits civils et politiques des femmes ? » Emma Perez del Castillo de Carvajal alors présidente de l'Athénée Féminin répondit ainsi :

« Considero que el momento de dolorosa incertidumbre por el que atraviesa la mujer boliviana, cuyo hogar ha enlutado la tragedia del Chaco, no permite otra cosa que enfocar todas nuestras energías a la defensa de la Patria, buscando por todos los medios posibles una paz honrosa con el Paraguay.  
Y pienso también que el actual Parlamento circunscribirá sus labores al capítulo fundamental que nos agobia, reduciendo a su mínima expresión el número de sesiones.

---

<sup>287</sup> *La Razón*, 21 octobre 1934, La Paz. Collection personnelle d'extraits de journaux de Zoila Viganó Castañón.

El imperativo patriótico y el sentido común, imponen dejar de lado problemas secundarios que al aprobarse o rechazarse, han de gravitar hondamente sobre el exiguo Presupuesto Nacional.

Cuando el Ateneo Femenino prohibió el Proyecto de Ley que acordaba el goce de los derechos civiles y políticos de la mujer, las circunstancias, diametralmente opuestas a las de hoy, permitían el enorme despilfarro de tiempo, dinero y oratoria al “por menor” que invirtió la Cámara de Diputados en aquel entonces.

Creo pues, que la mujer boliviana, fiel a su tradición gloriosa y estoica, solamente debe anhelar que no se distraigan actividades y dineros en detrimento de nuestros soldados, dejando para mejor ocasión, cuestiones secundarias.

Algo más: las corporaciones femeninas deben pedir a las Cámaras el aplazamiento del Proyecto, que por el momento sólo constituye un ardid político que *desvía* la atención de la opinión pública.

Por otra parte, los proyectos anodinos y tronchados que presentan no están de acuerdo con los ideales de la mujer boliviana que desde hace diez años viene luchando por la aprobación *integral* de sus derechos civiles y políticos.

Nada importa esperar dos o tres años más a fin de no hacernos cómplices inconscientes del objetivo perseguido por la eterna politiquería criolla<sup>288</sup>.

Hay algo más noble y sagrado en qué pensar: toda una generación destruida y aniquilada para siempre, nos contempla desde el infinito.

Y esa cara humana que nos devuelve la guerra: muchachos flacos, amarillos, exangües, calenturientos, cual si en sus venas fermentase todo el cieno de la selva, pide nuestra ayuda.

La Paz, Septiembre 1ero, de 1933. Emma Perez de Carvajal. »<sup>289</sup>

L’Athénée Féminin, qui avait été le plus actif défenseur des droits civils et politiques des femmes dans les années 1920, décida de consacrer entièrement ses activités à l’assistance et au secours des mobilisés et de leurs familles, repoussant à plus tard les revendications féministes. Par ailleurs, selon Emma Perez Carvajal, le projet présenté n’était pas assez ambitieux et ne répondait donc pas aux revendications pour lesquelles l’Athénée Féminin avait lutté pendant 10 ans, depuis la présentation du « Projet de réintégration des droits civils de la femme », et ne servait donc qu’à distraire la population des problèmes liés à la guerre. Malheureusement le projet de loi présenté par les députés Corveza, Zenteno et Herrera est introuvable ; il aurait été intéressant de le comparer avec celui présenté au Parlement par l’Athénée en 1925.

Les membres de l’Athénée n’étaient pas les seules à estimer que demander les droits civils et politiques pour les femmes en période de guerre était inopportun. Des femmes journalistes publièrent plusieurs articles dans les journaux, attaquant la position des membres

---

<sup>288</sup> « Criollo » désignait à l’époque de la colonisation espagnole, toutes les personnes d’origine européenne qui étaient nées dans le continent américain. Cependant, différents usages du terme existent aujourd’hui selon les pays. En Pérou et en Bolivie, le terme peut être utilisé de manière péjorative pour désigner des personnes faisant usage de l’astuce, de la ruse, ou de l’escroquerie. C’est le sens utilisé dans cet extrait.

<sup>289</sup> *La Semana Gráfica*, septembre 1933, La Paz. Collection personnelle d’extraits de journaux de Zoila Viganó Castañón.



du Comité d'Action Féministe qu'elles considéraient comme égoïste en ces temps de guerre. Ce fut le cas de deux femmes journalistes, Gloria Serrano et Martha Mendoza.

Gloria Serrano commença un débat avec Zoila Viganó dans les journaux, en affirmant qu'il était « inhumain » de revendiquer les droits des femmes alors que les soldats étaient en train de mourir au front et argua que les femmes boliviennes n'étaient pas suffisamment préparées pour voter. Selon elle, les femmes intellectuelles et bien préparées constituaient un groupe extrêmement réduit ; la majorité des femmes boliviennes étant analphabètes, il serait donc injuste de les exclure des comices (puisque l'une des conditions pour voter était de savoir lire et écrire)<sup>290</sup>.

À cet article, Zoila Viganó répondit dans deux journaux, *El Universal* et *El Diario*, qu'il ne fallait pas qu'une cause soit mûre pour lutter pour elle, que les avancées démocratiques s'obtenaient grâce à la lutte des masses, que les femmes subissaient toutes les conséquences de la guerre sans avoir aucun droit et qu'elles n'allaient pas attendre l'après-guerre pour exiger ces droits<sup>291</sup>. Gloria Serrano répliqua encore que demander ces droits dans une heure aussi tragique était d'un grand égoïsme et ne pouvait apporter aucun bien-être aux femmes de la Bolivie<sup>292</sup>. Gloria Serrano ne fut pas la seule femme journaliste à s'opposer à la campagne féministe du Comité d'Action Féministe. Martha Mendoza publia également plusieurs articles arguant que la femme n'était pas encore prête à voter, et que le vote, d'ailleurs, ne servait ni aux hommes ni aux femmes car les processus électoraux étaient extrêmement corrompus dans le pays. Cependant, Martha Mendoza considérait que la demande pour l'obtention des droits civils était légitime<sup>293</sup>.

L'éclatement de la guerre fut l'occasion, pour un groupe de femmes conscientes du rôle qu'elles étaient en train de jouer à l'arrière garde, de réclamer leurs droits civils et politiques. Ces femmes qui étaient en contact pendant la guerre avec les principales leaders féministes du continent américain, fondèrent en 1935, tout juste après la guerre, les branches boliviennes de la Légion Féminine et de la UMA, principales organisations féministes de l'après-guerre comme on le verra dans le chapitre suivant.

Une fois la guerre terminée, arriva le moment de la reconnaissance, des reproches, de la recherche de solutions aux problèmes d'après-guerre et d'un « nouveau type de femme ».

---

<sup>290</sup> *El Diario*, 24 septembre 1934, La Paz. Collection personnelle d'extraits de journaux de Zoila Viganó Castañón.

<sup>291</sup> *El Diario*, La Paz, 7 octobre 1934, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>292</sup> *El Diario*, La Paz, 25 octobre 1934. Collection personnelle d'extraits de journaux de Zoila Viganó Castañón.

<sup>293</sup> *Universal*, 20 septembre 1934 et 29 octobre 1934, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz, Bolivie.

## II) Des femmes nouvelles de post-guerre

### A) Des femmes à décorer, des femmes à punir

La guerre s'acheva le 12 juin 1935 laissant deux pays détruits et exsangues. Les autorités du Gouvernement et de l'Armée organisèrent des cérémonies diverses pour octroyer des décorations de guerre aux femmes ayant eu une active participation à l'effort de guerre, jugée digne de la reconnaissance nationale. Celles qui avaient au contraire, « trahi » la patrie en se lançant dans des relations avec les prisonniers de guerre, reçurent la réprobation de la société.

Les décorations furent octroyées à titre individuel à certaines femmes ayant joué un rôle de premier plan, comme à des institutions féminines : « Pro Soldado », « Pro Chaco », Croix Rouge bolivienne, Ligue Filiale d'Oruro, « Pro Evacuados », « Pro Prisioneros de Guerra », « Liga Patriótica », « Defensa Nacional », « Pro Titanes del Chaco »<sup>294</sup>. La presse accorda beaucoup d'attention à ces décorations insistant sur l'importance du rôle joué par les femmes à l'arrière dans les moments difficiles de la guerre. C'étaient surtout les valeurs (abnégation, charité, bonté) et les rôles typiquement féminins (épouses, filles, mères) qui étaient mis en valeur et reconnus. C'est ce que l'on peut observer lors de la cérémonie de décoration de femmes de la Croix Rouge. Antonia Zalles de Careaga, présidente du Comité Féminin et décorée par l'Armée et le gouvernement, prononça un discours de remerciement transcrit dans la presse où elle mettait en valeur la participation des femmes à l'effort de guerre :

« Damas bolivianas fueron condecoradas. La mujer boliviana digna hija de la Patria y digna esposa y madre de nuestros soldados.

El discurso de la Señora A. de Careaga. Al formular su reconocimiento por la condecoración que le fue impuesta. Medalla de Guerra »

« Señor Ministro: - Señor Jefe del Estado Mayor Auxiliar:- Señores jefes y oficiales del Ejército:

Los tres años de dolorosa guerra que han hecho vibrar el sentimiento de valor y abnegación, llevando a los hombres a los campos de batalla en pos de gloria, han repercutido también intensamente en el corazón de la mujer que ha comprendido su deber en esa hora de prueba.

Madres y esposas ofrendaron sus más caros afectos, para resguardar el honor de la patria y en este conjunto de heroísmo hemos trabajado prestando nuestro máximo de esfuerzo y nuestros mejores sentimientos - para atenuar dolores materiales y morales.

---

<sup>294</sup> *El Diario*, La Paz, 31 juillet 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Hoy que vuelve la « Paz » con esplendor, gracias a nuestro heroico ejército, a la inteligente y atinada dirección del actual gobierno, tenemos la honra de recibir del Comando Superior un premio a nuestro trabajo.

Una significativa MEDALLA DE GUERRA que nos estimula para proseguir la ardua tarea que nos hemos trazado.

La mía la recibo, no para mí, que nada merezco, sino para la institución que ha sido bondad y patriotismo la Asociación Femenina Pro Defensores de la Patria convertida hoy en Cruz Roja. Para las compañeras que con perseverante esfuerzo, con caridad sublime enjugaron las lágrimas levantando el patriotismo, atendiendo sin desmayar al herido, a la viuda y al huérfano.

Para la mujer boliviana que ha sabido ofrendar silenciosamente su fe, su esperanza y su caridad mereciendo ser digna hija de esta Patria amada y digna esposa y madre del Soldado Boliviano.

En nombre nuestro el reconocimiento más sincero al Comando Supremo.

Señor Ministro, señor Jefe del Estado Mayor Auxiliar, gracias mil veces por vuestras palabras. »<sup>295</sup>

La plupart des femmes décorées provenaient des classes urbaines élevées de la société. En plus d'Antonia Zalles de Careaga, présidente du Comité Féminin de la Croix Rouge, que l'on vient de mentionner, d'autres femmes de ce milieu reçurent des décorations. Pour n'en citer que quelques unes: Lucila Flores de Tejada Sorzano<sup>296</sup> (épouse de Jose Luis Tejada Sorzano, Président de 1934 à 1936), Maria Josefa Saavedra<sup>297</sup> (nièce de Bautista Saavedra, président de la Bolivie de 1920 à 1925) qui avait été infirmière de guerre dans des hôpitaux militaires du front, Ana Rosa Tornero<sup>298</sup> qui se rendit au Chaco plusieurs fois et servit également comme infirmière de guerre au Front pendant longtemps, et qui reçut le grade militaire de Chevalier, et plusieurs autres.

Le rôle joué par les femmes des classes populaires fut la plupart de temps ignoré, comme le montrent certains journaux qui dénonçaient l'injustice faite à certaines femmes des classes populaires urbaines ou rurales qui, ayant joué un rôle actif pendant la guerre, n'avaient pas été décorées. Ainsi à Cochabamba, la presse initia une campagne pour que certaines femmes, et notamment celles des classes populaires dont la participation à l'effort de guerre avait été ignorée, soient l'objet d'une juste reconnaissance de la part de la société<sup>299</sup>.

Le rôle des femmes de la ville d'Uyuni fut particulièrement souligné et mis en valeur dans la presse en raison du fait que cette ville était un point de passage presque obligé pour se rendre au Chaco. Les soldats qui partaient au front et les blessés et évacués qui y revenaient, passaient obligatoirement par là. Les femmes de cette ville avaient donc joué un rôle

---

<sup>295</sup> *El Diario*, La Paz, 16 juin 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>296</sup> *El Diario*, La Paz, 31 juillet 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>297</sup> *Idem*.

<sup>298</sup> *El Diario*, La Paz, 4 août 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>299</sup> *El Diario*, La Paz, 12 septembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

important en apportant leur soutien matériel et moral aux soldats, les encourageant et s'occupant des blessés et des évacués. De nombreux articles de presse louaient le courage et l'abnégation de ces femmes et mentionnaient toutes les nombreuses décorations dont elles furent l'objet.

Néanmoins, si les décorations aux femmes des classes moyennes et élevées furent nombreuses et bien relayées par la presse, démontrant ainsi la reconnaissance que la société avait envers les femmes qui avaient participé de manière remarquable à l'effort de guerre, les reproches envers les femmes qui auraient « trahi » la patrie ne se firent pas attendre. En effet, des articles apparurent dans la presse dénonçant le comportement reprochable de certaines femmes qui avaient engagé des relations avec les prisonniers paraguayens. Comme on le verra, la question de la restitution des prisonniers fut très épineuse dans les négociations de paix et les deux pays mirent un an, après le cessez-le-feu, à rendre les prisonniers de guerre. Cette situation, permit la cohabitation et le contact entre les prisonniers de guerre et la population locale dans les deux pays. Des histoires d'amour surgirent de ce contact. Les femmes boliviennes qui avaient entamé des relations avec les prisonniers paraguayens étaient vues comme des « traîtresses » de la Nation car elles s'étaient données à l'ennemi. Elles furent l'objet d'une forte réprobation sociale et reçurent même des menaces de la part de l'Association d'Ex-prisonniers comme on peut le voir dans l'article suivant :

« Voto de censura contra las mujeres que no cumplieron con sus deberes. Y de aplauso a las que durante la guerra del Chaco mantuvieron una línea de corrección inquebrantable.

Cochabamba, 27 (Exclusivo).- La Asociación de Ex Prisioneros ha celebrado ayer una importante reunión, para considerar el proceso que se ha organizado contra la conducta observada por ciertas señoritas durante todo el tiempo que permanecieron en esta ciudad los prisioneros paraguayos.

En esta sesión fue aprobado un voto de censura cuya parte resolutive dice: « Se censura acremente a las señoritas que tuvieron una complicidad reprochable con los prisioneros paraguayos que, saliéndose de los límites del humanitarismo llegaron al caso de traicionar a la patria, pues, mientras nosotros sufríamos en el cautiverio, los prisioneros paraguayos gozaban de toda suerte de atenciones en nuestro país. »

En esa misma reunión se concedió un voto de aplauso a las mujeres bolivianas que sobreponiéndose a un vulgar sentimentalismo cuidaron del amor a la patria.

La Asociación de Ex prisioneros tiene el propósito de llevar más allá la investigación que actualmente practica, habiendo prometido dar a la publicidad la nómina de las mujeres que incurrieron en esa complicidad. »<sup>300</sup>

---

<sup>300</sup> *El Diario*, La Paz, 28 juillet 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Sans aller jusqu'aux tontes qui eurent lieu en France après la Deuxième Guerre Mondiale pour « collaboration horizontale », la menace et l'humiliation passaient par le fait de rendre publics les noms de toutes celles qui auraient eu des relations avec l'ennemi. Ainsi, il peut paraître surprenant que dans le journal datant du même jour, on trouve des louanges faites aux femmes paraguayennes mariées avec des prisonniers boliviens et venues s'installer en Bolivie. Les articles font montre de gratitude envers ces femmes, qui auraient fait preuve d'une énorme générosité en aidant des prisonniers au Paraguay. Ainsi les articles font appel à la société afin qu'on puisse leur démontrer la reconnaissance et la gratitude qu'elles méritaient. C'est ce que montre l'article suivant :

« Encuéntrase en La Paz una generosa paraguaya. Que en el campamento de Areguá prestó ayuda a nuestros compatriotas. Palabras de un ex prisionero :

Hacen ya algunos días que se encuentra en La Paz, la generosa dama paraguaya, señora Carmen Fernández de Llarrea, a quien los ex prisioneros le debemos gratitud por su generosidad para con los que hemos tenido la suerte de llegar a su casa y especialmente los que hemos pertenecido al campamento de Areguá del que fue madrina de prisión y como tal ha sabido atender con desinteresada nobleza a los enfermos, llenando el sitio ausente de los familiares en los momentos que necesitaban auxilios indispensables. Es justo reconocer con la misma nobleza que ha sabido ofrecernos, su apoyo moral y material, al igual que la noble señora doña María F. de Casati de quien se ha ocupado ya nuestra prensa, elogiándola, como merece. En ambas damas hemos tenido el aliciente deseado en medio de la angustiosa situación que atravesábamos en el cautiverio infamante.

Es necesario que los familiares y especialmente las madres de aquellos prisioneros que hemos recibido valiosos beneficios de dicha dama, si no lo han hecho, hasta este momento, se apresuren a tributar su gratitud y afecto, porque eso y aun más merece.

Es de hacer notar que esta generosidad para con los prisioneros, le ha costado la separación y el aislamiento de su pueblo. Hoy se encuentra en esta ciudad, acompañada de su familia, entre la que se cuenta al joven Alberto Fernández, su hermano; quien viene alejado intempestivamente de su ejército por la causa boliviana con la que simpatizó, afectuoso con nuestros compatriotas y aun dispuesto a sacrificarse por ellos, ha demostrado en el Paraguay su sincero cariño hacia los bolivianos. »<sup>301</sup>

Dans un autre article, on apprend que Carmen Fernández de Larrea s'était mariée avec un prisonnier bolivien et était donc venue s'installer en Bolivie. Une matinée fut organisée en sa faveur et elle fut très bien reçue dans les cercles sociaux de femmes de l'élite<sup>302</sup>. De même, María F. de Casati, mentionnée dans l'article précédent, fit aussi l'objet de plusieurs éloges

---

<sup>301</sup> Idem.

<sup>302</sup> *El Diario*, La Paz, 30 juillet 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

dans la presse. Leader féministe notable du Paraguay, elle était aussi journaliste, enseignante et écrivaine. Elle avait servi en tant qu'infirmière de guerre et une fois la guerre finie elle avait beaucoup aidé les prisonniers boliviens dans le campement d'Areguá. Elle fut, après la fin de la guerre, la présidente de la section paraguayenne de la Légion Féminine et en tant que telle elle noua des relations avec les féministes boliviennes. Celles-ci lui démontraient publiquement leur gratitude et l'invitaient chaleureusement en Bolivie<sup>303</sup>.

Les femmes ayant noué des relations proches avec les prisonniers, que ce soit des liens amicaux ou sentimentaux, n'étaient donc pas du tout traitées de la même manière par la société bolivienne selon qu'elles étaient boliviennes ou paraguayennes. Le corps des femmes étant représentatif de la Nation, le donner à l'ennemi signifiait une défaite pour la patrie et une conquête pour celui-ci. Malgré l'hostilité démontrée envers les femmes « traîtresses » dans certains articles de la presse, ceux-ci n'étaient pas très nombreux et il n'y avait pas d'indices que l'on aurait commis d'autres violences publiques à leur égard, mis à part la menace de publication de noms.

En plus d'être l'objet de décorations ou de réprobation sociale, les femmes devaient s'occuper désormais des problèmes de l'après-guerre.

## **B) Le rôle des femmes dans la solution des problèmes d'après-guerre**

La guerre du Chaco fut dévastatrice pour le pays tant au niveau économique qu'au niveau des pertes humaines. Sous cet aspect, la guerre du Chaco est comparable à la Première Guerre Mondiale pour les pays européens. La Bolivie perdit 25% de ses hommes mobilisés : plus de 65.000 hommes périrent, désertèrent ou décédèrent en captivité pour un pays qui avait une population d'environ 2 millions d'habitants. Ce chiffre n'inclut pas tous les invalides et blessés de guerre<sup>304</sup>.

Si les femmes avaient dû affronter des situations tragiques pendant la guerre, elles se virent confrontées aux problèmes d'après-guerre concernant surtout les orphelins et le maintien en captivité des prisonniers de guerre. Plus de 65.000 morts, signifiait un chiffre encore plus élevé d'orphelins et de familles défaites. En septembre 1935, le nombre d'orphelins de guerre dépassait les 40.000<sup>305</sup> et ce chiffre ne cessa d'augmenter avec la mort en captivité des prisonniers de guerre. Ainsi, l'un des problèmes les plus importants et urgents de l'après-guerre fut celui des orphelins de guerre. En 1934, fut créé le Patronat National des

---

<sup>303</sup> *La Calle*, La Paz, 24 juillet 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>304</sup> KLEIN, Herbert S., *Historia de Bolivia*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 2011, p. 205-206.

<sup>305</sup> *El Diario*, La Paz, 27 septembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Orphelins de Guerre (« Patronato Nacional de Huérfanos de Guerra »), une institution qui, en collaboration avec les préfets des départements, devait s'occuper de la création et de la construction d'orphelinats, et des statistiques les concernant. Cette organisation était dirigée par des hommes, mais étant donné que le pays n'avait pas d'orphelinats en nombre suffisant la plupart des orphelins étaient confiés à des religieuses. De plus, à ses débuts, le Patronat existait seulement à La Paz ; ce furent donc des institutions féminines de bienfaisance déjà existantes ou créées pour cela, qui durent s'occuper des orphelins dans les villes de province. Elles se chargeaient de toutes les tâches dévolues au Patronat : leur placement, la création et la construction d'écoles-foyers ou orphelinats, du registre et des statistiques les concernant. C'est le cas du « Comité de Asistencia Social » à Potosí<sup>306</sup>, de la « Liga Pro Huérfanos de Guerra dans le département » du Beni<sup>307</sup>, du « Comité Pro-Huérfanos de Guerra » à Cochabamba<sup>308</sup>, de l'action d'Adriana Z. de Peredo à Santa Cruz<sup>309</sup>, etc. Les orphelins étaient des enfants dont les deux parents étaient décédés, mais surtout dont le père était décédé ou en captivité et dont la mère n'avait pas les moyens financiers de s'en occuper<sup>310</sup>. Pour une grande partie des organisations féminines, surtout celles de bienfaisance, le problème des orphelins de guerre devint une priorité. La Croix Rouge joua un rôle important en organisant constamment des collectes en leur faveur. La « Sociedad Antoniano Vicentina de Señoras » donna un hospice au Patronat pour qu'il soit converti en orphelinat<sup>311</sup>. En attendant la construction de nouveaux orphelinats, des organisations comme la Société Protectrice de l'Enfance s'occupèrent du logement temporaire de plusieurs orphelins de guerre<sup>312</sup>. Le Patronat fonctionnait avec d'énormes difficultés économiques car la plupart de ses fonds provenaient de dons de particuliers ou d'entreprises et qu'il ne recevait aucun financement de la part de l'État. Voilà pourquoi la construction d'orphelinats n'avancait pas et pourquoi la presse d'Oruro dénonça les conditions de vie désastreuses des orphelins dans des hospices dont le Patronat était responsable<sup>313</sup>. Les membres du Patronat durent lutter pour obtenir des financements de l'État en argumentant que le problème des orphelins de guerre n'était pas un problème de philanthropie dont devaient s'occuper les institutions de bienfaisance et de charité, mais qu'il était un problème national dont l'État était responsable<sup>314</sup>. Le Patronat

---

<sup>306</sup> *El Diario*, La Paz, 30 mai 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>307</sup> *El Diario*, La Paz, 7 octobre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>308</sup> *El Diario*, La Paz, 8 novembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>309</sup> *El Diario*, La Paz, 1 mars 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>310</sup> Il n'y a aucune étude sur les orphelins de la guerre du Chaco, mais dans le domaine littéraire, l'un des seuls livres qui porte sur les orphelins et la condition de vie des femmes pendant la guerre est : DAVALOS ARZE Gladys, *Los Pozos del Lobo*, Bolivia: Industrias Lara Bisch S.A., 2008.

<sup>311</sup> *El Diario*, La Paz, 4 mars 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>312</sup> *Idem*.

<sup>313</sup> *El Diario*, La Paz, 24 janvier 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>314</sup> *El Diario*, La Paz, 22 septembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

demanda donc en 1934 au Ministère de la Défense Nationale l'allocation de fonds pour l'institution, demande qui fut ignorée par le gouvernement de Salamanca. Elle fut relancée en 1935 et on ignore si le gouvernement d'alors décida l'octroi d'allocations, mais l'on sait que l'État décida de financer les études d'un certain nombre d'orphelins boursiers dans les lycées privés de La Paz, ceux fréquentés par les enfants de l'élite<sup>315</sup>.

L'urgence du problème des orphelins de guerre est visible dans la presse de l'époque où l'on trouve au moins un article par jour consacré à cette question pendant plusieurs années après la fin de la guerre. Le problème était d'autant plus urgent que l'État ne s'occupait pratiquement pas de la question et que la charge retombait sur les épaules d'institutions financées par les dons des particuliers et des entreprises comme le Patronat d'Orphelins de guerre et toutes les institutions féminines de bienfaisance. Mais le problème des orphelins de guerre n'était pas le seul problème d'après-guerre urgent à résoudre, il y avait aussi celui des prisonniers de guerre.

Ce problème provoqua une grande émotion et indignation dans la société à la fin de la guerre. En effet, une fois le conflit terminé en juin 1935, le Paraguay refusa de rendre les prisonniers de guerre. Cela déclencha une énorme mobilisation des femmes qui réalisèrent diverses actions pour exiger le retour des prisonniers, soutenues par une importante mobilisation des femmes du continent dans laquelle les liens entre féministes jouèrent un rôle fondamental. C'est justement à travers cette question de la restitution des prisonniers de guerre que l'on voit l'étendue et l'importance des relations nouées entre les féministes du continent pendant la guerre.

C'est dès la fin de la guerre que diverses organisations de femmes des pays sud-américains envoyèrent des messages de félicitation et de soutien pour la fin de la guerre aux femmes boliviennes et paraguayennes, qui furent publiés dans la presse. Ce fut le cas, par exemple, de « l'Acção Social Brasileira » de Rio de Janeiro, qui au nom de toutes les femmes brésiliennes envoya un message de fraternité et d'affection aux Boliviennes et Paraguayennes<sup>316</sup>, auquel répondit en remerciement l'Union Féminine d'Enseignantes (l'« Unión Femenina de Educacionistas »), organisation féministe réunissant des enseignantes, dont la présidente était Elodia B. de Lijerón et la secrétaire Etelvina Villanueva<sup>317</sup>. De même l'Union de Femmes Américaines adressa une lettre à Etelvina

---

<sup>315</sup> *El Diario*, La Paz, 1 décembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>316</sup> *El Diario*, La Paz, 27 juillet 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>317</sup> *El Diario*, La Paz, 15 août 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



Villanueva et Zoila Viganó Castañón, dirigeantes du Comité d'Action Féministe, en les priant de la rendre publique car elle était destinée à toutes les femmes boliviennes. Dans cette lettre elles faisaient part de leur joie pour la fin de la guerre et de la nécessité qu'avaient les femmes de continuer la lutte pour le maintien de la paix perpétuelle dans le continent américain<sup>318</sup>. Le Comité d'Action Féministe répondit publiquement en les remerciant et en leur assurant que les femmes dans les Amériques s'étaient réunies autour d'idéaux pacifistes et que ceux-ci continueraient à marquer leurs luttes<sup>319</sup>.

Cependant, la joie de la fin de la guerre fut très rapidement ternie par les nouvelles selon lesquelles le Paraguay refusait de rendre les prisonniers, ce qui provoqua un grand émoi dans la population. Le Paraguay argumenta ce refus en signalant que tant qu'un traité de paix définitif ne fut signé, il n'avait aucune obligation à rendre les prisonniers. Il ajouta que rendre les prisonniers signifierait rendre à la Bolivie un grand contingent de vétérans avec lequel elle pourrait reprendre la guerre à n'importe quel moment. Garder les prisonniers en fait lui permettait de garder un atout dans son jeu au moment des négociations territoriales<sup>320</sup>.

Pendant la guerre, le Paraguay et la Bolivie avaient réalisé deux échanges de prisonniers, en 1933 et en 1935, qui concernaient surtout les malades et les blessés de guerre les plus graves. Les femmes de la Croix Rouge avaient joué un rôle important dans l'accueil de ces prisonniers, très bien décrit dans les journaux<sup>321</sup>. Les échanges de prisonniers étaient aussi une occasion pour faire de la propagande de guerre ; dans la presse on insistait sur l'excellent traitement prodigué aux prisonniers paraguayens en le comparant au terrible état de santé des prisonniers boliviens que l'on recevait et dont les blessures étaient en état de putréfaction, d'après les déclarations du Président de la Croix Rouge, le Dr. Juan Manuel Balcázar<sup>322</sup>. Les nouvelles sur la rétention des prisonniers arrivèrent vers juillet et les femmes ne tardèrent pas à s'organiser pour protester contre cette injustice. Ainsi, le 23 juillet 1935, à La Paz, des milliers de mères de soldats initièrent une marche vers le Palais Présidentiel pour demander la prorogation de José Luis Tejada Sorzano dans ses fonctions présidentielles et demander que les démarches pour le rapatriement des prisonniers de guerre commencent au plus vite. Ensuite elles se rendirent à l'ambassade de l'Uruguay pour que ce pays intervienne dans ces démarches<sup>323</sup>. Un peu plus tard, début août, une Commission de la Croix Rouge et de l'Association en faveur des Prisonniers (« Asociación Pro Prisioneros »), fondée par Ana

---

<sup>318</sup> *El Diario*, La Paz, 12 août 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>319</sup> *Idem*.

<sup>320</sup> QUEREJAZU CALVO Roberto, *Masamaclay. Historia política, diplomática y militar de la Guerra del Chaco*, 4<sup>ème</sup> Édition, Librería Editorial "G.U.M.", La Paz, Bolivie, 2008.

<sup>321</sup> *El Diario*, La Paz, 24 et 28 mai 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>322</sup> *El Diario*, La Paz, 28 mai 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>323</sup> *El Diario*, La Paz, 23 juillet 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Rosa Tornero et Alicia Contreras Ruiz, se rendit à Buenos Aires afin de demander aux pays médiateurs dans les négociations de paix, qu'ils leur permettent de visiter les campements des prisonniers boliviens afin de leur apporter des vêtements, du matériel médical et de l'argent et d'initier des démarches pour que les malades soient rapatriés en priorité<sup>324</sup>. Ce permis fut octroyé à Ana Rosa Tornero et Alicia Contreras Ruiz grâce à la prestance d'Ana M. de Elío, l'épouse du Ministre des Affaires Étrangères de la Bolivie et de l'épouse de Rivarola, Ministre paraguayen à Buenos Aires<sup>325</sup>. Ana Rosa Tornero et Alicia Contreras Ruiz financèrent elles-mêmes leur visite. Avant de partir vers les campements, elles visitèrent la rédaction des principaux journaux de Buenos Aires, eurent des entretiens avec des journalistes et nouèrent des liens avec les organisations féminines de Buenos Aires qui se joignirent à leur cause<sup>326</sup>. Ensuite elles se rendirent au Paraguay où elles passèrent 15 jours à visiter les campements de prisonniers. Le gouvernement paraguayen leur avait donné l'autorisation d'en visiter seulement quelques-uns, mais elles réussirent à se rendre aussi dans d'autres campements sans permission. Elles visitèrent au total 15 campements, où elles apportèrent du matériel médical, de la nourriture, de l'argent, des vêtements, des cigarettes et du soutien moral aux prisonniers. Elles retournèrent à Buenos Aires avant de rentrer en Bolivie où elles furent interviewées sur ce qu'elles avaient vu et vécu par plusieurs journaux. Comme le montre le journal *Crítica* de la ville de Buenos Aires, elles ne dirent mot de l'état dans lequel se trouvaient les prisonniers :

« Guardaron silencio sobre los prisioneros las damas que fueron a visitarlos. Interesante psicoanálisis del diario « Crítica » de Buenos Aires, que une su voz de protesta a la de todo el continente

Transcribimos a continuación el comentario que el diario « Crítica » de la ciudad de Buenos Aires, publicó con motivo del tránsito por esa capital de las Damas Bolivianas, que viajaron al Paraguay, con el objeto de visitar a nuestro prisioneros:

« Están de nuevo entre nosotros, de paso hacia su país, las señoritas Ana Rosa Tornero y Alicia Contreras, que en representación de la Asociación Pro Prisioneros del Chaco acaban de visitar el Paraguay. Hace un mes, aproximadamente, tuvimos ocasión de entrevistarlas a su llegada de Bolivia. Entonces las encontramos risueñas, con la alegría aún fresca de la firma de la paz, con la seguridad de ver muy pronto a sus compatriotas prisioneros en el Paraguay, y con la esperanza, muy lógica, por cierto de recibir de un momento a otro la noticia de su liberación.

EL SILENCIO DEL DRAMA:

Hoy las hemos vuelto a entrevistar. La sonrisa de hace un mes es ahora una mueca de amarga tristeza, tanto más patética cuanto que la voz no quiere desahogar el corazón.

---

<sup>324</sup> *El Diario*, La Paz, 9 août 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>325</sup> *La Razón*, La Paz, 22 octobre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>326</sup> *El Diario*, La Paz, 8 octobre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

No dicen nada del estado de los prisioneros bolivianos. Y ese su mutismo es precisamente el índice de alguna horrible tragedia (...)

#### EL DOLOR BOLIVIANO:

Pero si ellas vuelven angustiadas, macilentas por lo que posiblemente vieron, los argentinos y el resto de los iberoamericanos no podemos permanecer indiferentes ante el dolor boliviano. La guerra ha terminado. Toda nuestra América se ha enorgullecido de esta paz que asiente con gesto rotundo los más altos principios del Derecho internacional, justo cuando hay naciones en Europa que les vuelven la espalda para exigir en su lugar la barbarie medieval de la fuerza bruta. Así, no es posible admitir que hay prisioneros todavía, tanto en el Paraguay como en Bolivia. Si la paz se ha firmado con verdadera sinceridad, con amor iberoamericano, no es posible permitir que haya miles de hombres condenados a trabajos que sólo pueden ser comparados con los de los forzados en las penitenciarías de los criminales.

La América entera debe exigir que se libere a los prisioneros, antes de que sea demasiado tarde, pues ya no es un misterio que han muerto varios millares mordidos por el hambre, la miseria, el trabajo, las enfermedades.

Cada prisionero, sea boliviano o paraguayo, representa un hogar, por eso hay miles de hogares torturados, sin el padre, el hijo o el hermano querido. Si nuestra América se regocija de la paz humana, paz suya infinitamente distinta a la europea, es preciso que sea totalmente absoluta, que al amparo de la conferencia no se prolongue el dolor de dos pueblos ni se reanime el fuego del odio recientemente extinguido con el último cañonazo disparado en el Chaco. Las madres, las hijas y las hermanas de toda América deben volver su emoción y su esperanza en esta nueva causa nuestra: la libertad de los prisioneros. Esta liberación debe ser pronta porque más tarde causaría daños físicos y morales irreparables. Para que la fraternidad americana sea un hecho, es preciso que no hayan víctimas tras los alambrados de púas. Los hermanos deben reconciliarse en la nobleza de la libertad de los vencidos. »<sup>327</sup>

---

<sup>327</sup> *El Diario*, La Paz, 11 octubre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivia.

# Visitaron 15 campamentos de concentración llevando palabras de esperanza a los prisioneros bolivianos

## SINTIERON LLEGAR HASTA EL FONDO DE SUS CORAZONES LA TRISTEZA DEL CAUTIVERIO

Hay algunos días que valen, que a gritos en dolor doleroso lloran el Paraguay la señora Alicia Contreras Ruiz. Hoy en la tarde...

Siempre quisiera conocer las impresiones de la señora Contreras. Ha sido difícil vencer su reserva. En el fondo del espíritu...

AL PARAGUAY.— La gentil intervención de la señora Ana M. de Elio y de la esposa del ministro Rivarola Alto...

—Cuando nos acercáramos al punto — nos dijo la señora Contreras — sentimos una fuerte impresión...

### LA VISITA A LOS PRISIONEROS BOLIVIANOS



En la anterior fotografía, exclusiva de LA RAZON, aparece un grupo de prisioneros bolivianos en el campo de concentración de Areguá rodeando a las señoritas Contreras Ruiz y Torno cuando realizaron su visita al Paraguay.



### LOS PRISIONEROS BOLIVIANOS HACIAN RAPIDAMENTE UNA FIESTA PARA SALUDARLAS

dirse pronto. La paz no los llega... de sus familias distantes.

—Mientras el tren que nos llevaba — siguió diciendo — la señora Contreras — venía la distancia...

LA DESPEDIDA.— ...Finalizada nuestra visita — cerró la señora Contreras Ruiz — emprendimos el viaje de regreso...

LA STA. TORNERO.— El día de ayer llegó a esta ciudad la señora Ana Rosa Torno...

### HOMENAJE

(Para vuestra bondad abnegada, sumo para vuestro gesto atrevido).  
Hay en la travesía  
rosas y tierra de vuestra venida  
de la alegría innata  
de la femina boliviana.  
Cualquier sufrimiento con valor de heroína,  
la amargura infinita de veros  
de entre gritos y cadenas,  
sin espaldas en vida.

### PALADINES

de Paz y de Ven... Habían sido destacadas para encabezar nuestro...

# de esperanza a los prisioneros

## LA VISITA A LOS PRISIONEROS BOLIVIANOS



En la anterior fotografía, exclusiva de LA RAZON, aparece un grupo

de prisioneros bolivianos en el campo de concentración de Areguá rodeando

treras Ruiz y Torno cuando realizaron su visita al Paraguay.

### LOS PRISIONEROS BOLIVIANOS HACIAN RAPIDAMENTE UNA FIESTA PARA SALUDARLAS

dirse pronto do aun ha... se la guerr... ahora, son... completa... seguir en... la hora b... prender... patria.

Estiv... les. N... Y era... porqu... agasa...

POR... ba... ta... en... un... lo...

Il est probable qu'Ana Rosa Tornero et Alicia Contreras aient gardé le silence en raison de pressions subies de la part du gouvernement paraguayen, car une fois en Bolivie Ana Rosa Tornero réalisa plusieurs conférences à La Paz et à Cochabamba pour parler de l'état des prisonniers de guerre, mais le contenu de ces conférences ne fut pas imprimé dans les journaux.<sup>328</sup> Tout juste après son retour, Alicia Contreras fut interviewée dans la presse et des photos de leurs visites furent même publiées comme on peut le constater, mais elle ne prononça pas d'avis négatif sur l'état dans lequel elles avaient trouvé les prisonniers. Elle fit seulement un récit de leur visite, de la nécessité qu'avaient les prisonniers d'obtenir des nouvelles sur ce qui se passait en Bolivie, sur leurs familles, de la force morale qu'ils avaient, mélangée à la résignation mais aussi à l'espoir qui leur permettait de tenir et d'attendre patiemment le jour de leur libération. Des hommages et des soirées furent organisés dans les campements en l'honneur de ces deux femmes et certains prisonniers écrivirent même des poèmes pour saluer leur visite qui furent rapportés et publiés dans la presse<sup>329</sup>.

Dans les rapports présentés dans les médias sur les activités de ces femmes on ne parle jamais de leurs sentiments vis-à-vis de la guerre ou de la rétention des prisonniers. Des sources à caractère plus « intime » nous manquent, comme la correspondance, pour connaître ces détails. Cependant, dans l'entretien réalisé à Alicia Contreras on découvre que pendant sa visite aux campements de prisonniers elle avait pu rencontrer et étreindre son frère. On peut donc supposer que comme pour les femmes se rendant au front, des motivations personnelles poussaient aussi ces femmes à réaliser ce type d'actions.

Par la diffusion de ces visites, une partie de la société bolivienne pouvait être au courant de ce qu'étaient en train de vivre les prisonniers de guerre et se rapprocher symboliquement d'eux, puisque ces femmes représentaient la mère, la sœur, la fille de ces hommes. En même temps, elles jouèrent un rôle diplomatique informel en faisant des démarches pour visiter les prisonniers et en obtenant les adhésions de nombreuses sociétés féminines de Buenos Aires, ville où se tenaient les négociations de paix. Les contacts avec ces associations se révélèrent extrêmement utiles pour une mobilisation féminine continentale en faveur du rapatriement des prisonniers, comme on va le voir.

Que les femmes se mêlent de questions diplomatiques ne fut pas toujours bien pris par une partie de l'opinion publique. Un journal de Cochabamba protesta énergiquement contre l'intervention des sociétés féminines dans les affaires internationales. En effet, une organisation féminine de La Paz (on ne sait malheureusement pas laquelle) avait envoyé un télégramme au Président du Paraguay qui était humiliant d'après ses détracteurs :

---

<sup>328</sup> *El Diario*, La Paz, 12 et 15 janvier 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>329</sup> *La Razón*, La Paz, 22 octobre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

## « Intervención Femenina en un problema

"Cochabamba, 18 (Corresponsal) *El Imparcial* protesta por indiscreciones femeninas en nuestras cuestiones internacionales, hechas por parte de sociedades patrióticas de la nación.

Concretamente muestra el caso de una entidad de La Paz que hace poco dirigiera un telegrama al Presidente del Paraguay, que pecaba de humillante según opinión de dicho órgano de prensa. »<sup>330</sup>.

L'auteur de l'article se sert de caractéristiques négatives attribuées aux femmes comme l'« indiscretion » pour disqualifier cette action. Aussi, lorsqu'il qualifie le télégramme d'« humiliant », cela sous-entend que ces femmes auraient utilisé des formules et une attitude de soumission et d'infériorité face au Paraguay, c'est-à-dire, des caractéristiques considérées comme typiquement « féminines » opposées à l'attitude « masculine », « virile » et « dominante » qu'il aurait fallu adopter dans une telle situation, car il était clair qu'en se refusant à rendre les prisonniers de guerre, le Paraguay humiliait la Bolivie. La sphère diplomatique devait donc garder le caractère « viril » de la guerre, car le risque était la « féminisation », la soumission et donc l'humiliation de la Nation. De manière implicite, cette protestation rend complètement inacceptable la participation des femmes dans la sphère publique et diplomatique car elle signifiait une soumission et une humiliation en raison de son caractère « féminin ». Cependant, l'inquiétude à voir les femmes s'immiscer dans les affaires diplomatiques, est la preuve même qu'elles étaient en train de le faire. En effet, sur la question des prisonniers de guerre ce furent les femmes les plus mobilisées, les plus actives et les plus visibles dans la sphère publique et pas seulement au niveau national mais aussi au niveau continental.<sup>331</sup>

Les femmes du continent américain, et particulièrement celles du Cône Sud, se mobilisèrent activement pour le rapatriement des prisonniers de guerre grâce aux liens établis entre féministes pendant la guerre et en partie aussi grâce à l'action d'Ana Rosa Tornero et Alicia Contreras Ruiz à Buenos Aires.

D'abord, il faut signaler que les liens entre l'UMA et le Comité d'Action Féministe forgés pendant la guerre, se concrétisèrent très peu de temps après la fin de celle-ci : en septembre 1935 fut fondée par Zoila Viganó Castañón la branche de l'UMA en Bolivie, l'une

---

<sup>330</sup> *El Diario*, La Paz, 20 octobre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>331</sup> On connaît peu le rôle joué par le gouvernement bolivien dans le rapatriement des prisonniers, mais l'ampleur de l'action réalisée par les femmes, laisse supposer que le gouvernement semble dépassé par la question. D'après Querejazu Calvo, au niveau diplomatique, le délégué argentin, brésilien et chilien à la Conférence de Paix de Buenos Aires tentèrent de faire pression sur le gouvernement paraguayen pour qu'il accepte de rendre les prisonniers, sans succès. QUEREJAZU CALVO Roberto, *Masamaclay. Historia política, diplomática y militar de la Guerra del Chaco*, 4<sup>ème</sup> Édition, Librería Editorial "G.U.M.", La Paz, Bolivie, 2008.

des organisations féministes les plus importantes de l'après-guerre comme on le verra dans le chapitre suivant. Le retour des prisonniers de guerre apparaît comme une priorité et même comme l'une des raisons d'être de cette nouvelle organisation qui comptait sur une mobilisation de femmes continentale à leur égard, comme on peut le voir dans cet extrait d'article de journal :

« ... [la « Unión de Mujeres americanas] Iniciará desde luego un movimiento continental en favor de los prisioneros de guerra, para lo que cuenta con la americanidad de la organización de que es filial. »<sup>332</sup>

Ainsi, deux jours après avoir été fondée, l'UMA de Bolivie lança un appel à ses collègues du continent en demandant leur soutien pour protester contre la rétention des prisonniers de guerre :

« Manifiesto de las Mujeres de América. La sección boliviana de la entidad continental se dirige a sus colegas para protestar contra la retención de los prisioneros.

« Si bien se ha logrado apagar la sangrienta hoguera del Chaco con el cese de hostilidades, esto no significa que el estado beligerante entre los países contendores hubiera terminado, desde el momento que existen miles de hombres esclavizados y sometidos a trabajos forzados como « prisioneros de Guerra », para cuya libertad se exige una compensación monetaria, es decir igual que la venta de esclavos de siglos que han ensombrecido la historia humana

(...)

Y nosotras, las mujeres que hemos cristalizado en el corazón los más puros sentimientos humanitarios y pacifistas debemos impedir la continuación de este resabio vergonzoso de la guerra del Chaco que constituye una amenaza flagrante a la armonía y prestigio muy apenas restablecido de los hermanos pueblos de América.

(...)

Nosotras las mujeres somos las únicas capaces de interpretar fielmente el vivir la tragedia que la van viviendo miles de madres que esperan en una angustia continua la vuelta de sus hijos, de esposas que luchan desesperadamente con la vida durante esta larga ausencia del marido, y de hijos tal vez abandonados que lloran la ausencia de sus padres prisioneros. Es ésta realidad dolorosa y ésta tragedia humana que las mujeres de América tenemos que salvar luchando audazmente contra los prejuicios patrioterros de nuestra política internacional y contra el mercantilismo capitalista que ha visto una manera de lucrar no sólo con la sangre derramada a torrentes y miles de vidas sacrificadas en los campos de batalla, sino también con la libertad de los hombres que han tenido la desgracia de caer prisioneros en manos del enemigo.

La guerra del Chaco ha sido una dura lección para las generaciones de América y de la que debemos sacar la experiencia que nos permitirá luchar más

---

<sup>332</sup> *El Diario*, La Paz, 6 septembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

ventajosamente en este afán de borrar todas las asperezas que podrían constituir un peligro para la armonía de nuestros pueblos (...)  
¡Opongámonos combatiendo todas las nuevas tentativas de guerras fratricidas que ensombrecen el horizonte futuro de América! »<sup>333</sup>

Dix jours plus tard, le journal *El Diario* annonçait que Zoila Viganó Castañón se rendait à Buenos Aires et Montevideo et dans d'autres capitales du cône Sud en tant que Secrétaire de Gouvernement de l'UMA de Bolivie afin de nouer des liens et d'initier une campagne pour le rapatriement des prisonniers. Il annonçait aussi qu'il était très probable qu'elle représente la Bolivie à la Conférence pour la Paix de Buenos Aires avec María Luisa Sánchez Bustamante, fondatrice et présidente de l'Athénée Féminin. Le journal publia aussi le deuxième message que l'UMA adressait aux femmes du continent américain, annonçant qu'elles se joignaient au mouvement féministe pacifiste du continent, demandant une nouvelle fois son soutien sur la question des prisonniers et annonçant les objectifs de l'organisation : la paix et la lutte pour les droits des femmes :

« La Unión de mujeres de América » envía un mensaje interesantísimo al continente. Ferviente voto pacifista por la libertad de los prisioneros.- Además, el viernes viaja su presidenta señorita Zoila Viganó Castañón a Buenos Aires y Montevideo en alta misión patriótica y americanista.

(...)

El mensaje enviado ayer por « UMA » sección boliviana.

A las Camaradas del Continente Americano:

La nueva generación femenina de esta parte de América, en un ansia infinita de renovación muy propia de la influencia del tiempo en que vivimos, rompiendo los prejuicios de sentimientos nacionalistas, hemos resuelto aportar nuestro concurso al esfuerzo y la lucha que van sosteniendo las mujeres revolucionarias de América para cristalizar en una forma efectiva los sentimientos de fraternidad humana.

La « Unión de Mujeres Americanas » -Sección Bolivia-, que es una institución muy propia de la post guerra, ha forjado sus ideales de fraternidad humana en medio de la angustia y la tragedia chaqueña que ha llegado a enlutar a toda América, por eso con el terror aún latente en nuestros corazones y la voluntad templada en el sufrimiento de esta hecatombe sangrienta que duró tres años, lanzamos nuestros gritos de indignación y protesta contra todas las guerras fratricidas que atentan la paz y la armonía de los pueblos, así como elevamos un promisorio de fe en que la acción que despleguemos las mujeres en un día no muy lejano, harán del Nuevo Mundo un Continente de Paz.

La juventud femenina de Bolivia asociada en la « UMA », al igual que sus camaradas de todo el Continente Americano, también luchará por la máxima superación de la mujer, para que llegue a ocupar el lugar que le señala el proceso evolutivo dentro de la nueva sociedad humana que será el resultado de

---

<sup>333</sup> *El Diario*, La Paz, 8 septembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



esta inquietud de constante renovación que vive el mundo, y a la que no podemos sustraernos las mujeres que hemos hecho conciencia sobre este momento histórico.

(...)

Una de las cargas pesadas y a la vez un deber ineludible que nos ha dejado la guerra y sin cuya solución satisfactoria, parece proyectarse nuevamente la trágica y horrible figura de Marte, es la situación dolorosa y humillante de los prisioneros de guerra convertidos en rehenes en poder del adversario. Las mujeres de América que sostenemos los ideales más elevados de solidaridad humana no podemos contemplar ni quedarnos indiferentes frente a esta ignominia que constituye un verdadero atentado a la civilización y a los postulados de los nuevos ideales y doctrinas inspiradas en la libertad y la mayor comprensión de los sentimientos y necesidades humanas.

Con estos principios ligeramente esbozados, la « UMA » constituída en Bolivia inicia sus labores haciendo un llamado de fraternidad a todas las mujeres de América por la consecución de nuestros ideales comunes.

Unión de Mujeres Americanas - Sección Bolivia (...) »<sup>334</sup>

Avec ce message l'UMA de Bolivie rejoignait officiellement le mouvement féministe transnational et pacifiste qui existait sur le continent américain pendant la guerre. Les objectifs, clairement pacifistes, se concentraient sur la solution du problème des prisonniers de guerre, car on considérait que tant que ce problème n'était pas résolu, la guerre pouvait reprendre. Un an après la création de l'UMA à New York, naissait donc la section bolivienne avec une vocation clairement continentale comme le laissent entrevoir ces messages. Dans ce dernier message, l'UMA annonce aussi des objectifs nationaux plus élargis, qu'on n'a pas retranscrits ici, comme la protection des enfants démunis, notamment des orphelins de guerre, mais aussi l'intégration des indigènes à la Nation à travers l'éducation<sup>335</sup>. Le caractère panaméricain de l'institution devait permettre aux Boliviennes de faire entendre la cause bolivienne de libération des prisonniers de guerre. L'UMA se lança alors dans une campagne pour le retour de ceux-ci. D'abord, Zoila Viganó se rendit à la Conférence de la Paix de Buenos Aires où se négociaient le traité de paix et la question des prisonniers. Une fois là-bas elle noua des liens avec les organisations féminines argentines qui avaient déjà adhéré à la cause, en partie grâce au travail d'Ana Rosa Tornero et d'Alicia Contreras<sup>336</sup>. Depuis le début du mois de septembre plusieurs organisations féminines de Buenos Aires s'étaient adressées à la Conférence de la Paix pour exiger la libération rapide des prisonniers de guerre. C'est le cas du « Club Argentino de Mujeres », de l'« Ateneo Femenino de Buenos Aires », de l'Association Culturelle Clorinda Matto de Turner, et de plusieurs autres organisations, qui envoyèrent des messages en ce sens au Président de la Conférence, Carlos Saavedra Lamas.

---

<sup>334</sup> *El Diario*, La Paz, 18 septembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>335</sup> On étudiera en détail dans le chapitre suivant la manière dont l'UMA s'intégra dans les débats intellectuels de l'époque concernant la condition des indigènes.

<sup>336</sup> *Idem*.

Ces messages furent intégralement publiés dans les journaux de Bolivie qui suivaient toutes les actions des femmes du continent en faveur des prisonniers de guerre. Par exemple, ce message envoyé par l'Association Culturelle Clorinda Matto de Turner à Saavedra Lamas publié dans le journal *El Diario* :

« ...La Asociación compuesta por la mayoría de las maestras argentinas, pide la solución definitiva del problema de los prisioneros compenetradas del dolor de tantas madres, hijas, esposas, hermanas y novias de los prisioneros que esperan recibir a sus seres queridos. La tortura de tantas mujeres debe cesar. Nosotras mujeres y maestras argentinas, pedimos la liberación de los prisioneros y aguardamos con gran ansiedad la respuesta.- Adelia de Carlen, presidenta. - Teodora L. Batiani. - Alcira Mendiondo.- Carmen Coronel, secretarias. »<sup>337</sup>

Il existait même une organisation féminine à Buenos Aires consacrée à la paix du Chaco, composée de plus de 50.000 femmes, la « Liga Femenina Pro Paz del Chaco » qui adressa une pétition à Saavedra Lamas dans les mêmes termes.

La « Sociedad Pro Paz de Buenos Aires » s'adressa même au Pape Pie XI pour qu'il intervienne en faveur des prisonniers de guerre comme on peut le voir dans le message qui lui fut adressé, publié dans *El Diario* et rapporté par Zoila Viganó Castañón :

« La Sociedad Pro Paz, de B. Aires se dirigió a S.S. Pío XI, por los prisioneros. Y pide que haga valer su poderosa influencia a fin de que el Día de Navidad cese ese ignominioso estado.

Buenos Aires, 27 (Especial)- La mayoría de las instituciones de la Argentina, se han dirigido a S.S. Pío XI, a iniciativa de la Sociedad Pro Paz Americana de Buenos Aires pidiéndole por los prisioneros, en los siguientes términos:

« Santísimo Padre:

Las hijas de nuestra Santidad, residentes en América, que os saludan reverentes al conmemorarse el primer aniversario de la feliz realización del XXXII Congreso Eucarístico Internacional de nuestro Continente, imploran en esta hora vuestra paternal protección para suplicaros en nombre de todas las madres, esposas, hijas y hermanas americanas, os dignéis interponer vuestra poderosa influencia ante los Gobiernos y la Comisión Mediadora de Paz del Chaco Boreal, a fin de que al conmemorarse la Navidad, el día más grande de la Cristiandad, quede terminada la repatriación total de prisioneros paraguayos y bolivianos y arreglado en definitivo la cuestión de límites en los países hermanos, para que todos aquellos que el infortunio mantiene separados por pasados resentimientos, sientan volver a su corazón la concordia y la paz, entonando al unísono en ese día: « Gloria a Dios en las alturas y paz en la tierra a los hombres de buena voluntad ».

Humildemente solicitamos esta gracia y vuestra Paternal Bendición » ».<sup>338</sup>

---

<sup>337</sup> *El Diario*, La Paz, 8 septembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>338</sup> *El Diario*, La Paz, 28 octobre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Les Argentines ne furent pas les seules à se mobiliser ; les organisations féminines chiliennes aussi s'adressèrent à la Conférence de la Paix de Buenos Aires. C'est le cas du « Movimiento Pro Emancipación de la Mujer Chilena » (la plus importante organisation féministe du Chili), de l'« Asociación Patriótica de Mujeres de Chile », du « Consejo Nacional de las mujeres de Chile », mais aussi des organisations catholiques et de bienfaisance comme la « Sociedad de la Infancia », les conférences Saint-Vincent-de-Paul, l'« Acción Católica de la Liga de Damas chilenas y de las Obras Pío X », le « Centro de Instrucción de las Damas Protectoras », la « Comisión de las Señoras del Patronato Nacional de la Infancia », l'« Asociación de Empleadas de Casas Particulares », la « Sociedad San Juan de Dios », le Club de Señoras », la « Sociedad de Beneficiencia de Señoras », le « Sindicato Católico Femenino », et beaucoup d'autres<sup>339</sup>. De même, toutes les institutions féminines de Lima envoyèrent un message à la Conférence de la Paix qu'elles signèrent ensemble et qu'elles joignirent à un message qui était envoyé par diverses personnalités, dont des ex-Ministres, des représentantes au Congrès, le Recteur de l'Université Catholique, des professeurs d'université, des écrivains et des journalistes, demandant le rapatriement immédiat des prisonniers<sup>340</sup>. Pour sa part, Nelly Merino Carvalho, publia plusieurs articles favorables à la Bolivie sur le sujet, dénonçant l'attitude du Paraguay<sup>341</sup>, et décrivant l'ampleur de la mobilisation féminine dans sa revue *Mujeres de América* publiée à Buenos Aires. Ainsi, dans l'un des numéros on peut lire:

« El espíritu de la Mujer Ante el Problema de los Prisioneros en la Guerra del Chaco Boreal

Un movimiento corporativo femenil, como impulsado por un solo sentimiento, se ha iniciado con notable eficiencia, a favor de la repatriación de los prisioneros de la guerra del Chaco. No podía ser de otro modo. La mujer en esta hora de su emancipación, reconcentra sus influencias para luchar de frente contra las guerras futuras; orienta su programa de acción hacia un amplio espíritu pacifista y se rebela ante la injusticia que se comete con los prisioneros, que una vez terminada la contienda deberían ya gozar de libertad y volver al seno de los suyos.

La prensa continental, con valentía también aborda este tema. Si la guerra del Chaco terminó definitivamente, no se puede seguir teniendo prisioneros. Cuando se firmó el protocolo del 12 de junio, en toda América, inclusive entre los gobiernos y pueblos beligerantes, se afirmó que era indispensable a la brevedad posible, desarmar los espíritus para facilitar la obra que iba a desarrollar la Conferencia de la Paz, formada en Buenos Aires por representantes del Paraguay y Bolivia y seis neutrales.

Mucho tiempo ha transcurrido desde entonces, y hasta la fecha no se ve claro en el horizonte de las dos naciones litigantes.

<sup>339</sup> *El Diario*, La Paz, 13 novembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>340</sup> *El Diario*, La Paz, 6 et 15 décembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>341</sup> *El Diario*, La Paz, 26 octobre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Por muy bien tratados que estén los prisioneros en Paraguay y Bolivia, es injusto que esos hombres que defendieron con honor el suelo patrio, permanezcan esclavizados y tengan por fuerza que seguir recordando los episodios de esa cruel e inútil guerra, y, aun más, abrigando por esta misma injusticia, sentimientos poco fraternales, contrarios a lo que se persige con el desarme de los espíritus.

MUJERES DE AMÉRICA, consecuente con su ideología pacifista, lanzó una iniciativa dirigida a los centros culturales del país y del extranjero pidiendo la cooperación de la mujer para interceder por el canje y la repatriación de los prisioneros de Bolivia y Paraguay. La mujer ha respondido, ampliamente a este llamado de humanidad y de justicia.

Las asociaciones argentinas y de diversos puntos de América, han enviado peticiones a favor de los prisioneros a la Conferencia de Paz, que sesiona en esta metrópoli y su adhesión de franca solidaridad a la iniciativa de nuestra revista.

Motivo de general satisfacción será para la mujer latinoamericana, saber que su mensaje a favor de los prisioneros del Chaco ha llegado hasta el corazón de esos nobles soldados que aguardan su libertad. Seguramente que al obtenerla, tornarán ellos sus ojos húmedos hacia el recuerdo de la mujer, que ayer, hoy y siempre posee un caudal de ternura y conmiseración por todo ser que sufre, como sabe con valentía protestar contra todo atropello o injusticia.

Madre, esposa, hija, hermana, o amiga del hombre, cumple así su misión de amor.

En suma es ella la que se hace presente en esta hora de desconcierto universal, apoyada en la fuerza anímica del amor y de la justicia - fuerza que la lleva al triunfo de sus ideales y la hace apta para reconstruir una humanidad mejor.

NELLY MERINO CARVALLO. »<sup>342</sup>

Nelly Merino Carvalho et sa revue jouèrent donc aussi un rôle dans la mobilisation des associations féminines en Argentine et dans les autres pays en lançant une initiative pour que les associations féminines intercèdent dans le rapatriement des prisonniers.

A la fin du mois de novembre, les membres de plusieurs organisations féminines de la ville d'Uyuni (dont plusieurs décorées) se réunirent en assemblée et envoyèrent une demande au Président de la République pour qu'il fasse les démarches nécessaires au rapatriement rapide des prisonniers, ce qui semble montrer l'impuissance du gouvernement sur ce sujet:

« Un pedido de las damas de Uyuni al Pdte. Solicitan que se acelere la tramitación de la repatriación de los prisioneros

En la ciudad de Uyuni, reunidas en gran Asamblea, las madres, esposas, hermanas y novias, de los valientes defensores de la Patria, cautivos del Paraguay, después de una amplia deliberación han acordado lo siguiente-

---

<sup>342</sup> Article de la revue *Mujeres de América*, dont on ne connaît pas le numéro. Cité et publié dans *El Diario*, La Paz, 29 janvier 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Considerando.- Que la Conferencia de Paz de Buenos Aires, reunida en asamblea plenaria, ha declarado oficial y solemnemente que HA TERMINADO EL ESTADO DE GUERRA entre las repúblicas del Paraguay y Bolivia, abriéndose para los países ex-beligerantes nuevos horizontes de concordia en el terreno de la diplomacia.

Considerando.- Que, si la guerra ha terminado, y es imposible que se reanuden las hostilidades y, habiéndose ingresado a una etapa netamente jurídica, no hay pues razón justificable, para que el Paraguay, apartándose de todo sentimiento de humanidad y de respeto al Derecho de Gentes, retenga indebidamente en su poder y bajo las más duras privaciones, y trabajos forzados a los prisioneros de guerra.

Considerando.- Que dicha retención, atentatoria, inhumana y brutal, constituye un baldón de ignominia y de vergüenza, de que más tarde tendrá que avergonzarse la América Latina; nosotras las madres, esposas, hermanas y novias de los cautivos de las poblaciones de Uyuni y Pulacayo, tenemos a bien dirigir el presente memorial, por intermedio del señor subprefecto de la provincia, a la consideración del Primer Magistrado de la República, doctor José Luis Tejada Sorzano, para que se digne hacer las gestiones del caso, para conseguir que nuestros familiares retornen a la brevedad posible al seno de sus hogares.

Es cuanto pedimos Excmo. señor, con todo el fervor de nuestros corazones, a nombre propio y a nombre del pueblo de Uyuni que durante el transcurso de la pasada campaña, ha sabido constituirse en la atalaya máxima de la abnegación y el sacrificio por la Patria.

Uyuni, a 14 de noviembre de 1935.

Gregoria de Balderrama, Presidenta del Sub-Comité de Señoras Pro Defensa Nacional.-

Dominga v. de Claros, Presidenta de la Liga Patriótica de Señoras.-

Segundina de Uzqueda, Presidenta del Comité Huérfanos de Guerra.-

Marina Heredia Rivas, Presidenta del Comité de Señoritas Pro Titanes del Chaco.

Siguen más de quinientas firmas de todo el pueblo de Uyuni. »<sup>343</sup>

Si pour une partie de l'opinion publique, les femmes ne devaient pas s'immiscer dans les affaires internationales et la diplomatie comme on l'a vu avec la protestation d'un journal à Cochabamba, les femmes de la Bolivie comme celles du continent tiraient la légitimité de leur intervention dans la question des prisonniers de guerre, de leurs rôles de mères, filles, épouses, etc., des prisonniers. C'est le cas des femmes d'Uyuni qui s'adressent au Président en tant que telles, et qui tirent aussi leur légitimité des décorations de guerre que plusieurs d'entre elles avaient reçues.

Finalmente, le Paraguay rendit 16.870 prisonniers de guerre à la Bolivie, au début du mois de juillet 1936, un an après la fin du conflit<sup>344</sup>. C'est à partir de ce moment que les féministes boliviennes et paraguayennes initièrent un rapprochement mutuel. Ce fut d'abord

---

<sup>343</sup> *El Diario*, La Paz, 27 novembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>344</sup> *El Diario*, La Paz, 5 juillet 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

l'Union Féminine paraguayenne (« Unión Femenina Paraguaya ») qui envoya un message aux femmes boliviennes qui devait aussi être connu dans toute l'Amérique :

« La Unión Femenina Paraguaya enviará hoy un mensaje a la mujer boliviana. Un llamado al sentimiento americanista. El documento será conocido en todo el continente. Solicitarán paz y trabajo.

(...)

Toda la América conocerá este documento suscrito por las componentes de la Unión femenina Paraguaya. Se trata, de inducir a la mujer boliviana para que recordando las horas de tragedia y de lágrimas vertidas, rehuya la guerra, toda vez que ésta pretenda nuevamente imponerse en el continente americano.

La campaña del Chaco ha dejado una huella profunda en el corazón y en la vida de las madres paraguayas, que han hecho conciencia de la esterilidad del esfuerzo de sus hijos. »<sup>345</sup>

Peu de temps après, ce fut Etelvina Villanueva, présidente de la nouvelle branche bolivienne de la Légion Féminine, qui répondit favorablement aux Paraguayennes. Elle s'adressa d'abord à son homologue au Paraguay, María F. de Cassati, présidente de la section paraguayenne de la Légion Féminine, prônant le rapprochement des deux peuples et l'échange de revues<sup>346</sup> ; ensuite elle adressa un message de fraternité et d'union aux femmes paraguayennes.

En effet, la section bolivienne de la Légion Féminine avait été créée en décembre 1935, après que la fondatrice de l'organisation-mère en Équateur, Rosa Borja de Icaza ait envoyé une longue lettre à Etelvina Villanueva en la désignant comme la femme idéale pour la fondation de la branche bolivienne de cette organisation. Après avoir dirigé ensemble le Comité d'Action Féministe, Zoila Viganó Castañón avec l'UMA et Etelvina Villanueva avec la Légion Féminine étaient à la tête des deux organisations féministes les plus importants d'après-guerre comme on le verra dans le chapitre suivant.

Le message envoyé aux Paraguayennes par Etelvina Villanueva s'inspirait de la devise de la revue de Nelly Merino Carvalho, *Mujeres de América* : « Mains unies, cœurs vaillants », établissant alors un lien direct avec cette revue disparue à cause du décès de sa fondatrice quelques mois auparavant. Etelvina Villanueva faisait appel à l'union de toutes les femmes de l'Amérique en proposant l'organisation d'une Ligue Internationale Féminine ayant pour but de lutter pour les droits des femmes et pour la paix :

« Las mujeres bolivianas se dirigen fraternalmente a las Paraguayas »

---

<sup>345</sup> *El Diario*, La Paz, 9 juillet 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>346</sup> *El Diario*, La Paz, 23 juillet 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Publicamos a continuación el Mensaje de Confraternidad que, en nombre de las mujeres de Bolivia, ha dirigido de Potosí, a las mujeres del Paraguay, la señorita Etelvina Villanueva:

« Manos unidas, corazones fuertes »

Compañeras:

El eco dulce y cordial de vuestras almas femeninas, ha llegado hasta el corazón de la mujer boliviana. En ese eco vuestro, se engarza nuestra voluntad de hacer realista por encima de fronteras, la comprensión de confraternidad, hasta conseguir la PAZ en el suelo americano.

Vuestro mensaje delicado y sincero, enlaza en horas de paz los corazones de las mujeres bolivianas, así como en horas de tragedia bélica engarzara en una sola expresión nuestras angustias y dolores, frente al cuadro macabro de la matanza humana.

Ha llegado la hora de la reivindicación de los derechos femeninos y se precisa un Frente Único, extendido a la organización rápida de una Liga Internacional Femenina, que visualice iguales derechos de emancipación a las mujeres americanas: liberación que facilitará extender y practicar la doctrina pacifista en nuestro Continente. Quienes formamos el hogar; quienes levantamos el bienestar social de la nación, tenemos derecho a defender la vida de nuestros hijos ante el crimen de la guerra.

Compañeras paraguayas: con esta visión banderizamos, aunando fuerza y voluntad para seguir mirando de frente el porvenir feminista internacional.

Por la unidad femenina de América - (Fdo.) - Etelvina Villanueva, presidenta internacional.- Potosí, agosto de 1936. »<sup>347</sup>

Le rapprochement des femmes des deux pays qui s'étaient affrontés pendant la guerre était amorcé. Les nouvelles organisations féministes boliviennes fondées tout juste après la fin de la guerre, branches d'organisations féministes panaméricaines, concevaient désormais leur lutte au niveau transnational, que ce soit pour le rapatriement des prisonniers, la lutte pour la paix mais aussi pour les droits des femmes. C'était le résultat des liens créés au niveau continental pendant la guerre qui servirent et permirent une forte mobilisation des femmes sur le continent pour le rapatriement des prisonniers de guerre. L'ébauche d'une « diplomatie informelle féminine » étaient en train de se dessiner, surtout avec les projets d'organisation de congrès féminins panaméricains et d'une Ligue Féminine Internationale qui réunirait peut-être toutes les organisations féminines et féministes du continent. Tirant leur légitimité de leurs rôles de mères, épouses, filles, fiancées, des prisonniers et du rôle qu'elles avaient joué pendant la guerre, les femmes s'imposèrent comme jamais auparavant dans la sphère publique concernant la question des prisonniers de guerre. Elles s'emparèrent aussi de l'espace public en accédant au marché du travail.

---

<sup>347</sup> *La Calle*, La Paz, 25 juillet 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

### C) L'accès des femmes au marché du travail

Pendant la guerre du Chaco, la Bolivie mobilisa plus de 200 000 hommes<sup>348</sup>, ce qui signifiait qu'une grande partie d'entre eux devaient être remplacés dans leurs postes de travail pour que le pays puisse continuer à fonctionner pendant la guerre. L'État octroyait une pension aux épouses des soldats mobilisés, mais celle-ci n'était pas suffisante pour vivre. Voilà pourquoi un grand nombre de femmes, surtout celles qui n'avaient jamais travaillé, issues des classes urbaines élevées (affectées financièrement par la guerre) et moyennes de la société, accéda au marché du travail en tant que secrétaires, couturières, dactylographes, infirmières, etc., souvent après avoir suivi des formations courtes dans ces professions.

Cela ne veut pas dire que les femmes ne travaillaient pas avant la guerre. Comme l'a très bien rappelé l'historienne Michelle Perrot dans la revue *Le Mouvement Social* en 1978, « les femmes ont toujours travaillé », surtout au sein des classes populaires. La Bolivie était un pays majoritairement rural dans les années 1930. La majorité des femmes du pays travaillaient dans les terres agricoles ou en tant que domestiques des patrons des haciendas. Les femmes des classes populaires urbaines travaillaient en tant que domestiques, fleuristes, cuisinières, bouchères, etc. Ce sont donc les femmes des classes moyennes et élevées des villes, qui n'avaient jamais travaillé auparavant et pour qui travailler était « mal vu », qui accédèrent rapidement au marché du travail à cause de la guerre. On n'a malheureusement pas trouvé de statistiques exploitables concernant le travail des femmes pour les années d'avant-guerre, ni pour les années de la guerre ou d'après-guerre, ce qui nous aurait permis de comparer le pourcentage de femmes qui accéda au marché du travail pendant le conflit. Seuls deux recensements nationaux furent réalisés pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle en Bolivie : l'un en 1900 et l'autre en 1950. Pour les années 1900-1950, seules des statistiques locales furent réalisées, et elles ne sont pas disponibles à l'Institut National de Statistiques de Bolivie. Il nous est donc malheureusement impossible de chiffrer l'accès des femmes au marché du travail à l'issue de la guerre.

Cependant, les journaux nous permettent de connaître les perceptions de l'opinion publique, et l'on constate à travers des articles extrêmement nombreux, que la société urbaine voyait les femmes « envahir » le marché du travail à cause de la guerre. Pour la plupart, il s'agissait là d'une évolution en cohérence avec l'évolution des « temps modernes » et les références à la nouvelle « femme moderne », c'est-à-dire, à un nouveau type de femme dont la caractéristique principale était de travailler, sont nombreuses, y compris concernant les

---

<sup>348</sup> ESTENSSORO VALDES, Renán et CANTUTA VELA, María Ana *Historia Cruz Roja Boliviana, 90 años sembrando humanitarismo, (1917-2007)*, La Paz, Editorial Cuatro Hnos, 2007.



conseils de beauté. Ainsi par exemple, dans un article publié dans la Page Féminine de l'UMA (« Página Femenina de la UMA ») (une page que l'organisation avait dans le journal *El Diario*) parlant du féminisme en Bolivie et de la nécessité pour les femmes d'obtenir le suffrage, Paz Nery Nava évoque les changements provoqués par la guerre dans l'accès des femmes au marché du travail :

« Es de grande trascendencia el avance que en nuestros días está alcanzando la mujer en todas las actividades que antes le eran ajenas.

(...)

La guerra ha constituido una causa para que entre a ocupar muchos cargos importantes y ha favorecido en parte en su avance pero apesar de que su intervención en las oficinas públicas sea una verdad, no puede conseguir el sufragio que es algo ya inherente a sus funciones ; resulta un sacarsmo que tenga capacidad para el desempeño de cargos públicos y no para votar. ¿Que le faltan cualidades intelectuales o morales? ¿Que su baremo de instrucción es rudimentario para ejercer la ciudadanía activa? Entonces dejen de ejercerla aquellos que son formidable barrera, de los viciosos, de los desafortados, ignorantes que obran al impulso del alcohol y del brillo de unos reales, algo más, aquellos que ignoran lo que es honradez y ciudadanía.

Nuestro Código Civil es harto injusto con la mujer, le desconoce muchos derechos por los que bastamente se ha reclamado sin lograr impresionar el oído de los señores congresales. »<sup>349</sup>

De même Angela Azcui insista sur les changements provoqués par la guerre dans la Page Féminine de l'UMA en mettant surtout en relief le travail des femmes des classes populaires et en dénonçant les résistances des politiciens pour accorder aux femmes le suffrage:

« Mucho se ha dicho acerca de los problemas de post-guerra, que como consecuencia traerán cambios radicales en lo político, económico y humano. Y he aquí que con tal motivo se ha visto la evolución de la mujer, en las distintas manifestaciones de trabajo que le cupo desempeñar. De esta manera, se ha impuesto la capacidad intelectual, física y manual. Esta última referente a la mujer del pueblo.

La mujer del pueblo ha demostrado su capacidad física en el trabajo, supliendo al compañero ausente, con la ventaja de un estricto cumplimiento, sin descuidar al mismo tiempo la atención y crianza de los hijos, asumiendo de esta manera la jefatura que por derecho natural le corresponde en el hogar o en el trabajo también, hecho demostrado ya durante la guerra. Se ha visto, pues, su asimilación rápida a la evolución en las distintas faces del medio en que vivimos. Por tanto el perfume y encantos femeninos se han esparcido en los laboratorios, en las oficinas y en el comercio en general, como intelectuales: así también, como mera obrera en fábricas y talleres, en su grandiosa humildad de trabajadoras manuales. De hecho ha comprobado su

---

<sup>349</sup> *El Diario*, La Paz, 15 février 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

capacidad de independencia que la absurda ley de los hombres le negó siempre.

(...)

Una acción conjunta del pensamiento femenino nacional, está llamada a crear el frente único ante las injusticias sociales en que estamos sujetas por miles de prejuicios envenenados en que hombres y mujeres nos hallamos envueltos e imposibilitados de toda actitud, digna, fuerte y libre. En el aspecto económico, por mucho que esta trabaje tanto como el hombre, siempre se la discute y se la resta hacia todo avance, simplemente porque es mujer, porque... es La Madre. »<sup>350</sup>

Pour sa part, Zoila Viganó Castañón qui dirigeait la Page Féminine de l'UMA parlait aussi de l'accès des femmes au marché du travail à cause de la guerre et du rôle qu'elles y avaient joué. Elle déclarait qu'il s'agissait donc de leur reconnaître leurs droits car elles participaient de la vie sociale et politique du pays comme n'importe quel citoyen et par conséquent, de la sphère publique :

« El pasado conflicto de la guerra del Chaco, entre las muchas cosas que ha venido a sacar a flote, es el referente a la situación de la mujer boliviana antes relegada a un segundo plano dentro de las actividades humanas, que después de la fuerza de los acontecimientos del estado de guerra en que vivió el país, ha venido a constatar la importancia de su función como elemento positivo dentro de las actividades materiales e intelectuales que se le ha confiado durante la campaña, mientras los hombres en su mayoría se encontraba en el teatro de operaciones. Es así como a la medida de movilización de contingentes que se iba operando, los vacíos dejados en las oficinas, el comercio, las industrias, talleres y fábricas, iban siendo cubiertos por elemento femenino que respondían a la medida de su esfuerzo y capacidad, no obstante de no haber recibido el aporte de una instrucción preparatoria como para hacer frente a un caso de emergencia difícil como el que se nos presentó con motivo de la guerra. Pero a pesar de todo, todas cumplieron su deber frente a la exigencia violenta de las múltiples necesidades que se habían creado.

Cabe subrayar este hecho, en lo que se refiere al papel que le ha tocado desempeñar a la mujer durante el conflicto, en el que nos ha demostrado eficiencia y capacidad. Pero, no sólo es cuestión de que se utilicen los servicios de la mujer cuando se presenta un caso de emergencia sino también en tiempos de paz, ella ha cumplido su deber de ser un elemento útil a la sociedad desde su noble cargo de madre en el hogar, hasta la trabajadora de los campos, minas, talleres, fábricas y oficinas aportando con su esfuerzo y abnegación al engrandecimiento del país, sin embargo de hallarse relegada al olvido por el Estado y la sociedad.

(...)

A la vez no se debe olvidar que la mujer tiene deberes con el Estado, paga impuestos, obedece a las autoridades y es gobernada, esto manifiesta

---

<sup>350</sup> *El Diario*, La Paz, 29 novembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

claramente que ella tiene interés en la vida y organización del Estado y que participa de opiniones políticas. »<sup>351</sup>

Dans la Page Féminine de l'UMA de novembre 1935, Norah Bedregal va dans le même sens en soulignant le rôle qu'a joué la guerre dans l'évolution de la condition des femmes, qui ont démontré leurs capacités à la société toute entière :

« Al estallido de la guerra la mujer ha concurrido a los puestos y empleos en las oficinas públicas y particulares, para reemplazar la ausencia del esposo, el hermano o el hijo y en muchas casos para que su hogar, que en esta ocasión exigía más de ella, no se viera asolado por las privaciones y la indigencia.

(...)

Se ha demostrado también que la mujer puede alcanzar situaciones que antes le eran negadas y conceptuadas como únicas para el alcance e inteligencia de los hombres. Ella ha luchado hasta alcanzar este elevado plano, solo guiada por su anhelo de superación y de provecho colectivo y, probado con creces que puede desempeñar un papel importante en el desarrollo de todas las actividades en que se necesita su ayuda y su concurso, sin que ello vaya en desmedro de su feminidad y su rol de mujer en la sociedad. »<sup>352</sup>

De nombreux autres articles concevaient l'existence d'une « femme nouvelle » en Bolivie à l'issue de la guerre. Ainsi par exemple, dans son article intitulé « La Femme de l'Après-Guerre » publié dans la Page Féminine de l'UMA Bertha González déclare qu'après tous les changements produits par la guerre, les femmes ne pouvaient pas revenir en arrière, retrouver leur rôle passif de femmes au foyer, mais qu'au contraire elles devaient continuer sur la lancée du mouvement féminin né pendant la guerre, qui s'occupait des revendications sociales et politiques:

« La Mujer de la Post-Guerra

(...)

La guerra del Chaco ha sido una circunstancia especial, que ha precipitado un movimiento de carácter social femenino en Bolivia, los que en la vieja Europa, después de la guerra del 14 tenían ya carne y alma.

(...)

El proletariado intelectual femenino de Bolivia, que conoce y sabe, que la mujer habiendo inundado todos los campos de acción, tenidos hasta antes de la guerra como exclusivos del hombre, no puede colocarse pasivamente al margen de las reivindicaciones sociales y políticas. Que conoce y sabe que la mujer teniendo las manos encallecidas si es manual, y la frente con arrugas si es intelectual, no puede volver obediente y humillada a la esclavitud conyugal o doméstica de la reclusión hogareña para vegetar contumeliosamente su vida de persona, de ser racional, de ciudadana que rinde con su trabajo productivo,

---

<sup>351</sup> *El Diario*, La Paz, 7 juin 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>352</sup> *El Diario*, La Paz, 29 novembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

su fracción individual que es necesaria para la armonía económica de la sociedad. »<sup>353</sup>

De même, Isabel Mendoza G., membre de la Légion Féminine de Sucre, publie un article dans le journal *La Calle* intitulé en français « *La Femme Nouvelle* de Bolivia » où elle affirme :

« La Femme Nouvelle de Bolivia

Es evidente que la evolución cultural de la mujer avanza a pasos gigantescos. En las artes, la ciencia, la literatura y aún en la política, descuella la mujer con caracteres brillantes. En casi todos los países de Europa y Norte América, ocupa consulados, embajadas, preside municipios y, en fin, toma parte en otras actividades que antes sólo desempeñaban los varones. Regocijémonos. La independencia de la mujer es una realidad. »<sup>354</sup>

Il était très courant de citer la condition des femmes à l'étranger comme un exemple et un modèle de l'évolution des « temps modernes » et les articles concernant la condition des femmes dans d'autres pays du monde étaient extrêmement nombreux dans les journaux.

L'idée que les femmes avaient changé, y compris dans leur attitude à l'égard de la société, est visible dans ce fragment d'article publié par un homme dans le journal *La Calle* :

« ...Cualquier tipejo ignorante mira a la mujer con aire de superioridad. Pero ahora ha sucedido algo extraño. La mujer ya no es la timorata de ayer, que nació con miedo a los duendes y vivió como un cabrito atado al pie de una mesa... »<sup>355</sup>

Le changement produit par la guerre dans la condition de vie des femmes et leur accès au marché du travail est également évoqué dans cet article de 1944, presque une décennie après la guerre, qui voit dans celle-ci un tournant majeur ayant provoqué l'apparition d'un « nouvel esprit » pour « la femme bolivienne » :

« Reflejo del nuevo espíritu de la mujer boliviana »

Una de las consecuencias de la guerra del Chaco- no analizada todavía con el suficiente cuidado- ha sido la transformación del espíritu de una apreciable mayoría de la población femenina en Bolivia.

Cuando los hombres marcharon al frente de batalla, las mujeres empezaron a ocupar situación de cierta responsabilidad en diversas actividades públicas y privadas. La empleada dejó de ser una flor exótica en medio del ambiente y se venció el prejuicio que obligaba a la mujer a permanecer encerrada en su hogar.

Concluída la guerra, aquel hecho perdió su carácter transitorio y la mujer se hizo un elemento indispensable dentro del engranaje burocrático y mercantil.

---

<sup>353</sup> *El Diario*, La Paz, 8 décembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>354</sup> *La Calle*, La Paz, 14 août 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>355</sup> *La Calle*, La Paz, 11 octobre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Ello obligó al elemento femenino a ensanchar su campo de cultura y los institutos y universidades se vieron colmados por mujeres impulsadas por un nobilísimo afán, ansiosas de adquirir los medios que les permitan salir airoso del compromiso que habían adquirido con la sociedad y consigo mismas. »<sup>356</sup>

En outre, tout juste après la guerre, la défense du travail des femmes devint une revendication courante, ainsi que la dénonciation des conditions d'exploitation du travail féminin. Tout cela, appuyé sur un contexte international de promotion et de défense du travail des femmes. En effet, en janvier 1936 eut lieu à Copenhague la « Conférence Internationale sur le travail des femmes » où furent approuvées plusieurs résolutions. La première stipulait : « Le droit au travail est le droit à la vie » et les autres revendiquaient l'égalité des salaires entre hommes et femmes dans les mêmes conditions de travail, la protection des femmes qui travaillent dans des conditions dangereuses, l'interdiction du travail des femmes dans les mines, un salaire minimum pour les femmes, etc.<sup>357</sup>. Des articles sur cette conférence furent publiés dans la presse bolivienne et celle-ci eut une forte répercussion puisqu'elle encouragea, pendant les mois de janvier et février 1936, la rédaction d'articles dénonçant les conditions de travail des femmes dans le pays et leur exploitation, notamment dans les mines où elles réalisaient des travaux forcés avec des salaires misérables. Même une commission du journal *La Patria* d'Oruro demanda au gouvernement des mesures protectrices envers les femmes qui travaillaient dans les mines<sup>358</sup>. À ce sujet, Zoila Viganó rédigea un article où elle dénonçait l'inégalité des salaires et l'exploitation de la main d'œuvre féminine :

« La Mujer frente al Problema del Trabajo

Al iniciarse para la mujer un horizonte amplio de vida permitiéndoles invadir diversas esferas de actividad, hasta ayer exclusivas del varón, ha llegado a velarse la indiferencia y el desprecio que hasta hace poco, se manifestaba en torno al trabajo de la mujer, pero resta imponer una merecida y justiciera atención a este problema que viene constituyendo en la mayor parte de los países un motivo de explotación para el capital.

Hasta hace poco las esferas de actividad profesional para la mujer se le mostraban como una barrera infranqueable, barrera formada por el ambiente, las costumbres y los prejuicios. El manual, único aspecto del trabajo permitido a la mujer, se lo efectuaba en condiciones primitivas sin reglamentaciones relativas a método ni higiene, ese estado sensiblemente subsiste hoy, el caso típico lo tenemos en la obrera cuyo trabajo en el taller o a domicilio significa la anulación de energías y por consiguiente el aniquilamiento de un ser... »<sup>359</sup>

---

<sup>356</sup> *El Diario*, La Paz, 5 juillet 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>357</sup> *El Diario*, La Paz, 12 janvier 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>358</sup> *El Diario*, La Paz, 9 février 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>359</sup> *El Diario*, La Paz, 13 janvier 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

La proclamation de ces revendications et de ces dénonciations stimulées par la Conférence sur le Travail des Femmes à Copenhague, coïncida avec la création pour la première fois en Bolivie du Ministère du Travail, du Commerce, et de la Prévoyance Sociale, par le gouvernement de David Toro en mai 1936. Avant qu'on ne sache qui serait nommé Ministre du Travail, María Teresa Urquidí, féministe et première femme ingénieur agronome du pays, publia un article argumentant que la personne idéale pour remplir cette fonction serait une femme. Elle soutenait que comme il s'agissait d'un Ministère qui s'occuperait du bien-être de la classe ouvrière, il fallait que le Ministre soit quelqu'un qui ait de l'intérêt et de l'affection pour ce travail ainsi que de la minutie et de la patience, caractéristiques considérées comme typiquement « féminines ». De plus, disait-elle, c'étaient les organisations féminines de bienfaisance qui s'étaient chargées d'aider les personnes et familles les plus démunies jusqu'alors ; c'étaient donc les femmes qui comprenaient le mieux le travail à effectuer<sup>360</sup>.

Finalement, et pour la première fois en Bolivie, un ouvrier fut nommé à la tête du Ministère du Travail. Concernant les revendications sur le travail des femmes le nouveau Ministère s'occupa uniquement de la protection des femmes et des enfants dans les accidents de travail et de la création de crèches.

Si l'accès des femmes au marché du travail à cause de la guerre était bel et bien une réalité, celles-ci durent toutefois affronter des résistances de la part du gouvernement et de la société. En effet, quelques articles de presse furent publiés par des hommes, qui mettaient en cause les capacités des femmes à travailler, critiquaient leur « inaptitude » et leur « inefficacité », et dénonçaient le fait qu'elles occupaient des postes que des hommes ou des ex-combattants pourraient occuper. Voici par exemple un article qui dénonçait la présence des femmes dans l'administration publique en critiquant leur inefficacité :

« Las mujeres en la administración pública

Una nota periodística que publica un colega local hace saber que en la Contraloría General de la República se advierte un dinamismo inusitado; todas las empleadas entran por una puerta y salen de otra, conversan animadamente entre sí, se pasan una mano de talco por la cara... Y si el público, por temor a ser injuriado, no tiene más remedio que esperar con una paciencia benedictina, hasta que llega la hora del cierre de puertas y tienen que volver al día siguiente a contemplar la misma tarea.

Esta nota da ocasión para reflexionar un poco acerca de la frondosidad administrativa. Todas las oficinas públicas han multiplicado su personal, pero no por esto hay más celeridad en el despacho (...)

---

<sup>360</sup> *El Diario*, La Paz, 24 juin 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Empero, lo que más llama la atención es que ciertas mujeres han llegado a tener una preponderancia única no sólo en la Contraloría sino en diversas oficinas públicas. No negamos que hayan mujeres capacitadas extraordinariamente como para ser jefes de sección o jefes de oficina. Pero de éstas deben haber muy pocos ejemplares.

La guerra nos ha traído el trastorno de admitir que funcionarios públicos idóneos y capacitados, que han hecho estudios de especialización en instituciones profesionales y aún en las facultades, hubiesen cedido su lugar a señoras y señoritas y que éstas mismas disputen su puesto a ciudadanos que han ido a cumplir los deberes patrióticos en el Chaco.

¿De qué sirve haber luchado por la patria, cuando al regreso se experimenta la dolorosa impresión de haber sido uno suplantado con una mujer, que tampoco es una maravilla de competencia en el trabajo?

Las empresas comerciales e industriales han tenido mejor acierto, respetando los derechos de los movilizados. Pero en la administración suceden cosas inexplicables, porque no hay escalafón, porque los puestos públicos se otorgan por condescendencia y favoritismo... »<sup>361</sup>

Cet article qui parle aussi des femmes dans l'administration va dans le même sens, en s'appuyant également sur des stéréotypes « féminins » (bavardage, paresse, caractère colérique et capricieux, etc.) pour critiquer les capacités des femmes au travail :

« Actualidad. Las mujeres en la administración »

Todos los días recibimos quejas respecto al descuido que se advierte en la administración pública, especialmente en las oficinas que se hallan a cargo de mujeres, sobre el descuido y la negligencia que dominan en esas reparticiones. No se han dado cuenta todavía las mujeres que los puestos públicos no son para estarse con las manos cruzadas ni para dedicarse a las faenas tan agradables de charlar entre ellas sobre sus asuntos particulares. El empleo público es para servir al contribuyente en las horas hábiles de trabajo, atenderlo con solicitud y esmero y no rehuir sus obligaciones.

Nada de esto ocurre en la mayoría de las oficinas servidas por señoras y señoritas, quienes encuentran siempre la manera de no hacer nada, de molestarse cuando el público solicita que se le atienda o, lo que es peor, de no concurrir al trabajo.

Hace falta que los jefes de las oficinas públicas lleven una estadística rigurosa de las asistencias y de la eficacia del trabajo desarrollado por las mujeres a fin de que sean reemplazadas por elementos aptos, que lo hay entre los desmovilizados que han cumplido sus deberes patrióticos en el Chaco. Para esto es necesario obrar con energía y sin contemplaciones, teniendo en cuenta que los empleos públicos no son situaciones de beneficiencia.

Ponemos en evidencia todo esto a propósito de lo que se ve en el correo, donde el público está sujeto al capricho de las empleadas. Han dado éstas en la costumbre de cerrar las ventanillas muchas horas antes de la partida de los trenes, negándose a entregar al público las cartas certificadas y los paquetes de encomiendas, so pretexto de que están despachando los correos. De ese modo,

---

<sup>361</sup> *El Diario*, La Paz, 21 février 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

el público interesado tiene que hacer sucesivos viajes a la oficina postal para poder recoger las piezas que se le remiten del interior y del exterior. No sabemos que haya habido limitación de entregas de efectos postales; por lo mismo, las empleadas tienen la obligación de no retirarse a la atención del público ni tratarlo con el desdén olímpico que acostumbran, sin que los jefes repriman semejantes abusos, que causan enormes daños a los interesados. Lo que ocurre en el correo se ve también en otras oficinas públicas servidas por mujeres. Por lo tanto, es tiempo de hacer una renovación completa en la administración pública, dando cabida en ellas únicamente a los elementos eficientes de trabajo y competencia, que difícilmente puede encontrarse en la actualidad en las oficinas fiscales. »<sup>362</sup>

À l'opposé, Zoila Viganó publia un article dans la Page Féminine de l'UMA, en se plaçant dans la perspective des femmes travailleuses ; elle décrivait leurs difficultés au quotidien et mettait en valeur leurs qualités au travail :

« Tanto como se habla de la mujer que trabaja, los hombres egoístas la censuran y las otras mujeres con su fina ironía la hieren. Pobre muchachita aquella acostumbrada al mimo cariñoso de sus familiares y amigos íntimos, que por las necesidades de la vida se ve obligada a mendigar, a buscar trabajo, ella que no salía muchas veces a la calle (...)

Llega a la Oficina, pública o particular, con todo su caudal de buena voluntad y sus conocimientos vastos, a ponerse frente al Jefe que resulta todo un condenado, a soportar los buenos o malos vientos que soplan, y clavada en su escritorio ya sea sumando o dividiendo los intrincados números de Contabilidad o las malhadadas cartas u oficios desde las 8 hasta las doce y toda la tarde, y claro está que el sueldo es la cuarta parte de lo que gana un hombre cualquiera. »<sup>363</sup>

Le gouvernement finit par entendre les critiques adressées au travail des femmes dans la presse et les revendications des anciens combattants réunis dans une association, la Légion d'Ex-Combattants (« Legión de Ex-Combatientes », « LEC »), concernant leur retour au travail. C'est ainsi que sous le gouvernement de David Toro (lui même ancien combattant), fut promulgué le 12 juin 1936 un décret qui donnait la préférence à ces derniers pour occuper les postes publics. Étaient prioritaires ceux qui avaient servi en première ligne, les prisonniers de guerre qui rentraient du Paraguay, ceux qui avaient servi dans les services auxiliaires dans la zone de combats et ceux qui avaient travaillé depuis longtemps dans l'administration publique, au moins 5 ans. Tous ceux qui n'étaient pas partis au Front étaient éliminés de leurs postes<sup>364</sup>. Bien entendu, cette dernière disposition, était indirectement adressée aux femmes. Comme après la Première Guerre Mondiale en France, le gouvernement chercha à renvoyer au foyer les femmes qui travaillaient. Faute de statistiques exploitables à ce sujet, il est impossible de savoir combien de femmes furent affectées par cette mesure. L'on sait

---

<sup>362</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> avril 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>363</sup> *El Diario*, La Paz, 26 janvier 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>364</sup> *El Diario*, La Paz, 5 juin 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



cependant, grâce à l'opinion publique exprimée dans les journaux, que des femmes tentèrent de s'y opposer. Plusieurs mois avant la promulgation du décret, quelques femmes envoyèrent une lettre à un journal local en demandant la cessation de sa campagne contre le travail des femmes dans l'administration publique. Cette lettre fut publiée dans le journal *El Diario* :

« Una solicitud de señoras y señoritas empleadas. Piden que la campaña de un diario no se haga extensiva, a todas las mujeres que ocupan puestos públicos

Un grupo de señoras y señoritas que ocupan funciones públicas dentro de la Administración, nos han insinuado la publicación de una carta que han dirigido a un vespertino local.

La carta de referencia dice:

« Varias señoras y señoritas que trabajamos en reparticiones fiscales y que solo contamos con nuestros sueldos para atender las premiosas necesidades de nuestros hogares, nos dirigimos a Ud. pidiéndole que al realizar la campaña, en la cual se halla empeñado el diario de su dirección, al pedir la vacancia de los cargos ocupados por mujeres, se haga excepciones.

Debe considerarse, señor Director, que no todas trabajamos para lujo, ni para cosas supérfluas, de las cuales se puede prescindir. Nos vemos precisadas a ocupar cargos públicos, por nuestra situación económica. No sería justo que se retire a todas, pues aparte de las anteriores consideraciones, contamos con muchos años de trabajo, mucho antes de que estalle la guerra del Chaco y algunas tenemos hermanos que han muerto en la campaña.

Lo equitativo y oportuno de su campaña sería pedir la vacancia de los puestos ocupados por señoras y señoritas de acomodada situación económica, lo cual en nuestro medio es fácil conocer. Se debe hacer distinciones.

Además, la emancipación económica de la mujer es actualmente una de las aspiraciones que prima en todas las naciones civilizadas, sin que pueda ser detenida. La mujer ya no es el ser considerado en segundo plano de las actividades sociales. Aspira a tener iguales derechos que el hombre y en varios países, más adelantados que el nuestro, se han dado pasos definitivos en este aspecto. Pretender impedir esa acción emancipadora sería una tarea inútil de alcanzarla. Es una evolución que lógicamente debe producirse.

Insinuándole, señor Director, quiera exceptuar de su campaña a las señoras y señoritas que trabajamos por sostener nuestro hogares, nos es grato saludarlo muy atentamente. »<sup>365</sup>

Ces femmes ne s'opposaient pas complètement à la campagne menée par ce journal ; elles demandaient que l'on fasse des distinctions entre les femmes qui travaillaient par nécessité et celles qui le faisaient pour satisfaire leur envie de « luxe » (on retrouve à nouveau des arguments basés sur des stéréotypes concernant les femmes). Cependant, à la fin de leur lettre elles font appel aux avancées dans le monde par rapport aux droits et au travail des femmes, qui étaient pour elles des évolutions inéluctables impossibles d'arrêter.

---

<sup>365</sup> *El Diario*, La Paz, 14 décembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Après que le décret fut promulgué et que des femmes furent effectivement licenciées pour laisser la place aux anciens combattants, certaines d'entre elles ne se résignèrent pas à perdre leurs postes et défièrent ceux qui les avaient remplacées à des examens de compétences. C'est le cas par exemple de Victoria Bermúdez : dans la lettre qu'elle envoya à l'ancien combattant qui l'avait remplacée, et qui fut publiée dans *La Calle*, Victoria Bermúdez s'appuyait sur l'article 1<sup>er</sup> du décret qui donnait la préférence aux anciens combattants :

« La Srta. Bermúdez invita a J. Mendieta a examen de competencia. El acto se realizará en la Universidad ante un jury formado por la LEC, o por los que quiera el legionario retado.

La señorita Victoria Bermúdez nos ha dirigido la carta que en seguida reproducimos, y que consituye una saludable actitud en servicio de la función pública, ya que, de tal modo, ésta vendría a ser ocupada por elemento idóneo y de competencia probada públicamente. Dice la señorita Bermúdez:

« Señor director: - Designado por la Comisión Pro Desmovilizados, el excombatiente señor JULIO MENDIETA, ha sido posesionado en el cargo que venía desempeñando yo en la Junta de Control de Cambios.

Consideramos la previsión contenida en el art. 1º del decreto supremo de 12 de junio último, que establece la preferencia para los reemplazantes, en igualdad de condiciones de preparación y honradez, prescripción que, a pesar de llevar la garantía del primer magistrado de la nación, está siendo objeto de ostensible burla por quienes obligados a observar su cumplimiento, demostrando así, su falta de respeto al principio de autoridad y leyes del país, me veo obligada a invitar al señor Mendieta a exhibir su preparación en un examen de competencia en la Universidad, invitación que estoy segura ha de aceptarme muy gustoso. La formación del tribunal, cuya composición me es indiferente, dejo a criterio de mi reemplazante, pudiendo, si él lo desea, estar formado por los miembros de la LEC, o por los que quiera nombrar.

Aunque habría podido evocar varios títulos también en mi calidad de universitaria, que en cualquier parte del mundo es suficiente para estimular el esfuerzo de la mujer, prefiero recurrir al recurso de comprobación de capacidades y preparación, por el mismo hecho de haber quedado ya demostrado que en nuestro país no prima el criterio antes indicado. »<sup>366</sup>

L'ancien combattant refusa de passer l'examen de compétences proposé en faisant référence à sa qualité de combattant dans la guerre, et donc, de manière négative, au fait que Victoria en tant que femme n'avait aucun mérite de guerre. Victoria Bermúdez n'en resta pas là et lui répondit publiquement une nouvelle fois, mettant justement en valeur le rôle joué par les femmes dans la guerre :

« La Señorita Victoria Bermúdez insiste en defender sus derechos.

---

<sup>366</sup> *La Calle*, La Paz, 2 octobre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Nuevamente la señorita Bermúdez que retó a examen de competencia al ex-combatiente que le sustituye en el cargo que ocupaba, se ha diridigo a LA CALLE, en los siguientes términos:

« Con la modestia que puede Ud. imaginar, debo referirme a ciertas apreciaciones pintorescas a que ha dado lugar la carta que escribí en días pasados.

« Que no se pidió exámenes de competencia para empuñar un fusil o una ametralladora » - dice el ex-combatiente retado. -Valiente argumento... Esto, es SALIR POR LOS CERROS DE UBEDA.

Pruebas ha habido de la abnegación de la mujer boliviana, que avanzó hasta las mismas trincheras, vivió en los hospitales restañando heridas, infundiendo, con su presencia, valor y ánimo en la adversidad y llevando con su palabra, la tranquilidad espiritual tan necesaria. No es mi propósito hacer una rememoración detallada: me basta con citar a la distinguida educacionista Ana Rosa Tornero de Bilbao. ¿No estuvo también la señora de Bilbao en las trincheras, mientras el enemigo desencadenaba andanadas de fuego? Posiblemente, algunas personas, no tuvieron ocasión de presenciar tan elocuentes pruebas de abnegación. ¿Quién podría afirmar que ella hubiese enloquecido con el miedo?

(...)

Toda persona sensata, juzgará si es honorable recurrir a medios mezquinos para acallar la justicia. ¿Podría decirse que mi actitud, frente a un incalificable abuso, desconociendo leyes que son garantía para todos, no está encuadrada a los derechos que me acuerda el D.S. de 12 de junio último? ¿No existe el antecedente de la declaración de los legionarios, expresando que no buscan el asalto de las situaciones públicas, sino llegar a ellas por méritos? Mi actitud, encuadrada a elementales normas de orden, persigue precisamente esa finalidad. »

(...)

A los párrafos anteriores, que hemos extraído de la carta de referencia, debemos agregar que la señorita Bermúdez manifiesta no tener interés alguno en conservar la situación de la que ha sido separada, ya que actualmente tiene varias y muy convenientes ofertas de trabajo en el comercio y las industrias, y que su reto a examen de competencia fue sólo inspirado en el deseo de que las funciones públicas de responsabilidad sean ocupadas por gente idónea y experta. »<sup>367</sup>

Victoria Bermúdez ne fut pas la seule femme à défendre publiquement son emploi dans l'administration publique ; la sœur du politicien Tristan Marof défendit également de manière énergique son poste de fonctionnaire publique et dénonça les actions réalisées par la Légion d'Ex-Combattants, qui visaient à obtenir ces postes pour ses affiliés<sup>368</sup>.

Plusieurs voix s'élevèrent dans la presse pour défendre le travail des femmes et dénoncer le décret du 12 juin qui donnait la préférence aux anciens combattants. Ainsi dans *El Diario* un journaliste mentionnait le rôle joué par les femmes dans la guerre, expliquant

---

<sup>367</sup> *La Calle*, La Paz, 7 octobre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>368</sup> *El Diario*, La Paz, 7 octobre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

que la guerre était un tournant qui ouvrait de nouveaux horizons aux femmes et qu'il fallait faire des distinctions entre celles qui avaient besoin de travailler et celles qui bénéficiaient d'un niveau de vie confortable (cet argument était, d'ailleurs, le plus invoqué dans les articles de ce type qui sont nombreux) :

« Urbi et orbi. La Mujer en los puestos públicos »  
Por Fra Moreale

(...)

Ante todo, es preciso dejar establecido que el haber defendido a la Patria en horas de peligro no constituye ningún honor. Era una obligación sagrada para todos los bolivianos y el cumplimiento tan solo de los imperativos del deber. Los que hemos ido al Chaco, lo hemos hecho convencidos de que simplemente seguíamos los postulados de nuestras conciencias, sin que por ese motivo, hubiéramos realizado una proeza extraordinaria. Tal por lo menos es el sentimiento de muchos de nosotros (...)

Y, llegamos hechas estas declaraciones, al caso de la mujer empleada.

Ante todo la guerra debió necesariamente movilizarla, para poder sostener sus hogares, de donde faltaban el padre el esposo o el hermano. A este respecto no puede haber duda de ninguna clase. Mas se sostiene que terminada la guerra, ellas deben volver a sus hogares a cumplir con las funciones propias de su sexo. Esta es otra verdad terminante. Mas no debemos olvidar que la misma guerra, ha creado otras necesidades, ha abierto otros horizontes y ha planteado otros problemas. En consecuencia y amortizando tantos intereses encontrados, creemos nosotros, que, para que la mujer que desempeña un cargo público no se ponga al paso de los ex combatientes y ex prisioneros y pueda también defenderse de la vida, deben ser consultadas dos condiciones. Eficiencia ante todo y situación económica.

La empleada competente, que ha llegado a dominar su ramo y cuyos servicios son útiles, no puede ni debe ser destituida por elementos meritorios pero que carecen de los conocimientos o de la práctica adecuada, por muchas ventajas que reúnan y por muchos servicios que hubieran prestado a la Patria. La eficiencia, tratándose de hombres y mujeres es condición esencial y no debe, ni puede prescindirse de ella.

Y, el otro punto, es el que se refiere a su situación económica. Existen algunas señoritas que gozan de buena situación económica, verdadera holgura en sus hogares. Estas deben ser retiradas para dar paso a elementos pobres y honestos. Pero, existen también empleadas realmente pobres y las cuales, sostienen sus casas con los pequeños sueldos que ganan. Conservarlas en sus puestos antes de lanzarlas por otros caminos, es un deber social y una obra humana.

Esta es pues en síntesis la situación de la mujer empleada, los aspectos que deben considerarse y la forma de proceder en justicia y de acuerdo con la realidad. Y, los dos puntos que señalamos, son de fácil investigación de modo que el problema que ha venido presentándose, no es insoluble, ni tiene tampoco emergencia de gravedad, siempre que se proceda con altura, decencia y justicia. »<sup>369</sup>

---

<sup>369</sup> Idem.

Un autre article de journal faisait directement référence au cas de Victoria Bermúdez et prit position en sa faveur et en faveur de toutes les femmes qui défendaient leurs emplois en raillant de manière ironique les anciens combattants:

« Un clamor nacional ampara a la mujer »

Dice un diario de Oruro:

(...)

Cierto orgullo que linda con la pedantería, ha ido habituando al hombre a considerarse superior, asignando calidad inferior a la mujer. Cualquiera tipejo ignorante mira a la mujer con aire de superioridad. Pero ahora ha sucedido algo extraño. La mujer ya no es la timorata de ayer, que nació con miedo a los duendes y vivió como un cabrito atado al pie de una mesa. Vitty Bermúdez, estudiante de la Facultad de Ciencias Económicas, ocupaba un puesto en una repartición oficial. Ella ha sido sustituida por un excombatiente. Es natural que siendo un excombatiente, tiene talento, es distinguido caballero y está diez varas más arriba de los que han estudiado. Pero Vitty no cree lo mismo y ha retado a su probable sustituto para someterse a una prueba de capacidad.

El triunfo corresponderá al excombatiente. No hay que dudarle, aunque el tribunal falle en contra. Exhibirá su libreta, documento que no lo tiene Vitty. Pero tal actitud marcará la exaltación de la mujer a un plano superior respecto al hombre vulgar. »<sup>370</sup>

Les actions menées par des femmes pour conserver et défendre leurs postes de travail démontrent que certaines d'entre elles n'étaient pas prêtes à abandonner aussi vite l'indépendance économique que probablement elles avaient acquise pendant la guerre. Étant donné que le décret ne concernait que l'administration publique, il est possible que des femmes travaillant dans le privé aient pu conserver leurs postes. Les articles qui défendent le travail des femmes nous permettent de constater que l'idée de « la femme qui travaille » était de plus en plus acceptée dans la société urbaine. Celle-ci était en train de s'habituer à voir les femmes derrière les bureaux, les guichets et dans l'espace public en général. La guerre provoqua donc des changements importants dans la condition des femmes mais aussi dans ce que signifiait être une femme dans la société.

#### **D) La pré-militarisation des femmes dans les années 1940**

L'un des événements qui montre clairement que la place que devaient occuper les femmes dans la société était en train de changer, est la création des Commandos Militaires Féminins par le Ministère de la Défense en avril 1942. L'organisation de ceux-ci fut confiée à la féministe, enseignante et journaliste Etelvina Villanueva, la fondatrice et présidente de

---

<sup>370</sup> *La Calle*, La Paz, 11 octobre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

l'organisation féministe Légion Féminine. Il s'agissait de créer un Service Pré-militaire<sup>371</sup> pour les femmes et de les former dans l'éventualité d'une guerre. La nouvelle provoqua beaucoup de curiosité dans la presse et Etelvina Villanueva fut interviewée à plusieurs reprises. Le journal *La Calle* lui consacra un entretien à ce sujet peu après que les Commandos Militaires Féminins eurent été créés :

« Un comando militar femenino se ha formado para todo el país. La generalísima Villanueva, en una entrevista superreporteril

Ya saben nuestros lectores que el Gobierno, ha iniciado la preparación premilitar de estudiantes y mujeres, entregando su dirección a expertos en enseñanza premilitar. Pero lo que seguramente ignoraba era que había creado una especie de comando femenino para dar unidad a la preparación militar que recibirá la mujer, no solamente en las escuelas y colegios, sino en las fábricas. La señora Etelvina Villanueva ha sido destinada a ocupar este puesto. Naturalmente, tal cargo le confiere algo así como el título de Generalísima de las Fuerzas Militares Femeninas organizadas en los Equipos de Instrucción Premilitar.

Entrevistar a la señora Villanueva era, pues, una tarea tentadora para un periodista en estas circunstancias. Y como la señora Villanueva tiene por LA CALLE preferencias que nos han honrado siempre, esta tarea se ha hecho simple en extremo.

- Defina usted su labor, señora -le pedimos- frente a las delicadas funciones que le ha señalado el Ministerio de Defensa.

- No necesito definir las ni en particular ni en general. Me remito al primer número del boletín: « Juventud Pre-Militar », que ha comenzado a publicar el Ministerio. Allí he planificado ideológicamente lo que se debe entender por la contribución de la mujer en la guerra total.

- Es su cargo el de Comandante de las Fuerzas Femeninas Militarizadas?

- No, hombre. Ni comandante ni general. Simplemente se me ha encargado la dirección general para toda la República de estas actividades.

- Convendrá usted con nosotros que de allí a la otorgación de grado hay poca distancia.

- Hay mucha, más bien. Además, es ocioso ocuparse de eso. Vamos a lo primordial. Yo aliento el más vivo optimismo por el éxito de estas tareas. Sé que requieren de voluntad, de gran energía, de un plan sin reticencias, bien maduro y práctico, de manera que pronto podamos decirle al Gobierno: he aquí el primer batallón de enfermeras de guerra; he aquí el primer equipo de mujeres policiales; he aquí la compañía de bomberas. Porque la instrucción premilitar, fuera de sus obligaciones específicas, para la mujer no debe implicar sino el adiestramiento en tareas que los hombres, que deben ir a la línea de combate, no puedan realizar ya. Así, importante sobremanera es la preparación de un batallón de choferes; de conductoras de tranvías...

- ¿Y no cree usted que estas tareas riñan con sus obligaciones en el magisterio?

---

<sup>371</sup> Le Service Militaire Obligatoire pour les hommes durait deux ans. Celui-ci était une invention napoléonienne. Il fut institué en Bolivie en 1907 sous la présidence d'Ismael Montes (1904-1909), à l'initiative d'un français : le Général Jacques Severs qui avait été nommé Chef de l'État Major Général de l'Armée de Bolivie en 1905. Il était accompagné d'autres militaires français venus en Bolivie et embauchés par Ismael Montes. Cette équipe était nommée la « Mission Française ». EJERCITO de Bolivia, *Soldados de siempre. Historia del Ejército de Bolivia*, s.n., La Paz, 2003.

- De inmediato no. Pero, cuando la intensidad de la organización tome caracteres nacionales, claro que la dedicación tendrá que ser total.
- En ese caso deberá usted pasar del escalafón del magisterio al escalafón del ejército.
- Allí donde nos llame el deber para con la patria allí tenemos que ponernos a órdenes de la superioridad. Para mí el deber se cumple, no se discute.
- ¿Cómo define usted el papel de la mujer en la guerra?
- La misión tradicional de la mujer -ya lo dije- en situaciones bélicas era orar y esperar el retorno del soldado, consolándose con lágrimas tiernas de honda significación sentimental. Hoy han cambiado las cosas. La guerra total ha acabado con los frentes de lucha. El hogar de todos es una trinchera que en cualquier momento puede ser convertido en campo de sangre y dolor. La mujer debe prepararse para luchar, para tomar el fusil, para responsabilizarse de la metralla, del cañón, del tanque, del stuka, pues, repito, en cualquier momento tiene ella, mientras los suyos se hallan en lejanos puntos de la batalla, tiene que defender a sus hijos con sus propias manos, y para ésto debe hallarse preparada.
- ¿Estamos acaso, señora, en estado de guerra?
- Estamos en estado de paz defensiva. Es decir, nuestro deber es hallarnos dispuestos a la lucha, que puede venir, como el ladrón en la noche... Y ojalá la Providencia haga que no llegue nunca a esta virginal y tímida tierra americana.
- Se halla usted ya en temple bélico.
- El comando de tropas debe requerir pasión bélica, fervor patriótico, temple militar, aun en las mujeres. No le extrañe que yo en cumplimiento de mi deber, y haciendo honor a la confianza en mí depositada, convierta mi tarea en una verdadera conmoción nacional. Las mujeres de corazón y de dignidad se alistarán en el día, dispuestas a adiestrarse para tomar las armas llegado el caso. »<sup>372</sup>

Comme on peut le voir dans cet entretien, Etelvina Villanueva avait un caractère bien trempé. Si les positions féministes qu'elle avait défendues pendant longtemps en tant que l'une des principales leaders du mouvement féministe du pays ne sont pas évoquées directement dans cet entretien, sa position quant au rôle central que les femmes devaient jouer en cas de guerre est clairement influencée par les idées féministes qu'elle avait toujours défendues. Les féministes boliviennes ne remettaient pas en cause l'idée que les femmes avaient un rôle fondamental à jouer au sein du foyer. Elles affirmaient l'importance de ce rôle car les femmes s'occupaient de l'éducation des futurs citoyens. C'est la raison pour laquelle elles devaient recevoir une éducation de qualité et être citoyennes elles-mêmes pour pouvoir ainsi contribuer au « progrès de la patrie ». La famille était vue comme une patrie à l'échelle plus petite: les progrès effectués dans la famille l'étaient aussi pour la patrie<sup>373</sup>. L'argumentation de Villanueva suit cette logique : si les femmes jouent un rôle fondamental au foyer et que celui-ci est en danger, les femmes doivent nécessairement être préparées

---

<sup>372</sup> *La Calle*, La Paz, 28 mai 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>373</sup> ALVAREZ María Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.

militairement pour le défendre. Ces propos sont inédits et très intéressants car les féministes n'avaient jamais auparavant demandé ou défendu la militarisation des femmes.

Il est évident que le contexte de la guerre mondiale constitue un facteur majeur pour expliquer la création de ces Commandos Militaires Féminins, surtout dans le concept de « guerre totale » auquel fait référence Etelvina Villanueva. Désormais, la guerre touchait les sociétés dans leur ensemble, sans plus de distinction entre le front et l'arrière. Les bombardements des villes européennes marquèrent beaucoup les esprits à cette époque. Voilà pourquoi Etelvina Villanueva insiste sur le fait que « les foyers sont devenus des tranchées » et que, dans ces conditions, les femmes doivent être prêtes à se battre. De fait, les articles consacrés au rôle des femmes dans la Guerre Civile espagnole, mais aussi celui des femmes britanniques, soviétiques, américaines dans la guerre en cours étaient très nombreux dans la presse bolivienne. Dans un autre entretien, Etelvina Villanueva y fait directement référence en présentant ces combattantes comme des modèles à suivre :

« La educación militar de la Juventud Femenina. Reportaje rápido a la Inspectora Gral. de Educación Premilitar Femenina.

Hemos tenido oportunidad de visitar a la Sra. Etelvina Villanueva, noble espíritu de mujer evolucionada, en su cargo de Inspectora General de educación Premilitar Femenina, atraídos por las versiones que hasta nosotros llegaron respecto de la buena organización que está haciendo de las tareas que el Estado Mayor General o el ministerio de Defensa le han encomendado.

(...)

-Vean ustedes- nos dice- el gran problema ahora está constituido por educar a la mujer para las responsabilidades de la guerra. La guerra no es ya un problema de lucha en trincheras. La guerra ha llegado hasta el hogar, y el centinela del hogar es la mujer. Tiene ésta que capacitarse para combatir en las calles, para luchar con el enemigo que asedia su vida y trata de destruirla. El similitud de la leona que defiende con su vida la vida de su prole es el que conviene ahora a la mujer. La guerra moderna apareja a hombres y mujeres en esta responsabilidad. El ejemplo de Gran Bretaña y de los Estados Unidos, de la mujer soviética es tan grande para nosotras que nuestro deber se acrecienta. La mujer de hoy debe estar capacitada para conducir vehículos de transporte y para combatir también, si el caso lo exige, como combate ya la mujer rusa en los frentes de guerra. Esa es la misión que patrióticamente se nos ha encomendado...

(...)

- Inducir la mujer a que sea fuerte - nos dice Etelvina Villanueva -física y moralmente, con suficientes conocimientos para resolver sus problemas propios por sí sola, demostrando siempre acopio de energías y fuerza de voluntad para vencer, es uno de los postulados de esta gran obra que se realiza bajo auspicio netamente militar... »<sup>374</sup>

---

<sup>374</sup> *La Calle*, La Paz, 8 mars 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



Le contexte de « guerre totale » en Europe où certaines femmes se battaient comme les soldats, la peur que cette guerre se propage en Amérique Latine et le traumatisme de la guerre du Chaco, expliquent que le Ministère de la Défense se soit donné pour but de donner aux femmes une formation militaire<sup>375</sup>. Cependant, les critiques et les réticences d'une partie de la société, constituée principalement des secteurs conservateurs et de l'Église, se firent entendre assez rapidement. En effet, la définition même de ce qu'était une femme était en jeu. Tout à coup, l'on ouvrait aux femmes un domaine qui jusqu'alors été exclusivement réservé aux hommes et la question se posait du rôle que les femmes allaient jouer dans la société. Allaient-elles devenir des « soldats » ? Allaient-elles se masculiniser ? Allaient-elles devoir combattre au front comme les hommes ? Allaient-elles abandonner leurs devoirs de mères et d'épouses au sein de leurs foyers ?<sup>376</sup> Ce sont quelques-unes des questions qui rendaient anxieuse une certaine partie de la société pour laquelle la militarisation des femmes signifiait une subversion importante de l'ordre naturel, social et même divin. Les premières critiques contre les commandos militaires féminins surgirent dès 1942, avec la propagation d'une nouvelle selon laquelle les jeunes filles des écoles avaient été amenées à effectuer des marches militaires ; les parents en furent scandalisés. Le Ministère de la Défense se vit donc obligé de clarifier la situation en expliquant qu'aucune marche militaire pour les filles n'avait été organisée par les autorités, et qu'en tout état de cause le programme pré-militaire n'en était qu'à ses débuts et consistait seulement en une formation théorique au moyen de conférences d'information<sup>377</sup>. Plusieurs articles furent publiés par le Ministère de la Défense argumentant qu'il ne s'agissait pas de faire des femmes des « soldats » mais de leur permettre de participer à la chose militaire sans les éloigner du foyer ni de leur rôle de femmes :

« ...A propósito de la pre militarización femenina, parece que una buena parte del público no ha captado su verdadero concepto. No se trata, desde luego, como se ha pretendido erróneamente, que se adiestre a la mujer boliviana en los concursos de tiros o de otras armas de guerra, desligándola de su hogar y de los menesteres domésticos. Nada de ello. Se trata sencillamente de que ella, como parte integrante de un todo que es la nación, cumpla sus deberes cívicos con la finalidad inmediata, de que se rehabilitará en la lucha para la existencia... »<sup>378</sup>

On argumenta aussi que le service prémilitaire rendrait les femmes plus respectables au sein de leur foyer et leur permettrait d'y être encore plus utiles à la nation<sup>379</sup>, en temps de

---

<sup>375</sup> Étant donné que l'une des principales dirigeantes du mouvement féministe présidait le Service Pré-Militaire Féminin, on pourrait penser que les féministes aient joué un rôle important dans la création de celui-ci. Cependant, on ne dispose pas de sources qui permettraient de confirmer cette idée.

<sup>376</sup> *La Calle*, La Paz, 31 mai 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>377</sup> *La Calle*, La Paz, 24 juillet 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>378</sup> *El Diario*, La Paz, 31 mai 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>379</sup> *El Diario*, La Paz, 26 juillet 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

guerre comme en temps de paix, car ces formations leur permettraient d'exercer des emplois dans le commerce et l'industrie<sup>380</sup>. Les infirmières de guerre publièrent également une note défendant le service prémilitaire féminin en faisant référence aux erreurs commises lors de la guerre du Chaco, ainsi qu'à la force que la Bolivie pourrait acquérir en intégrant « l'abnégation » des femmes dans la défense du pays lors d'une guerre éventuelle<sup>381</sup>. Pour le Ministère de la Défense, il ne s'agissait donc pas de faire perdre aux femmes leur féminité en les masculinisant, ni de les faire sortir de la sphère privée où elles devaient régner, mais de les rendre plus utiles à la nation. Cela ne convainquit pas une certaine partie de l'opinion qui était en désaccord avec le service prémilitaire féminin. Le journal *La Calle*, publia un entretien à une jeune femme qui donna ses impressions à ce sujet :

« Reportero impresionable dialoga con una hermosa beniana sobre la premilitarización de la mujer. Dios la hizo a la mujer delicada y tierna, no hay que masculinizarla

Entrevista con Enriqueta y Aida, dulces criaturas benianas que se hallan en La Paz  
(...)

Enriqueta dice sobre la militarización de la mujer:

- ¡Hum! Algo me dice que este empeño no va a ser muy fructífero, porque la mujer nació para el ejercicio de labores delicadas, de conformidad con su naturaleza, y las tareas de la milicia son intensivas y bruscas, y bien pueden constituir una deformación para su alma y su cuerpo (...)

Enriqueta no debe ni tener 19 años

- La guerra tiene muchas obligaciones, señorita, y, por tanto, en ella cabe la intervención militar de la mujer no precisamente en ejercicios incompatibles con su delicadeza.

- Entonces no es militarización. Porque lo militar tiene que ser rígido, duro, implacable...

- No lo es, efectivamente, es una educación pre militar lo que el gobierno desea hacer dar a la mujer: de manera en que llegado el caso, pueda servir en ambulancias, en oficinas, en fábricas, y hasta en aviación.

- ¿No cree usted que este hecho relaja las costumbres y que se destruye el fundamento del hogar que es la candidez de la mujer, la madre futura?

- No me parece. La mujer conservará su delicada atracción por sobre cualquier influencia, pues ha sido hecha por el Creador para compañera del hombre, y si el hombre guerrea ella tiene también que guerrear...

- Sí, pero no se olvide que dijo el pensador que si Dios hubiera querido hacer de la mujer un ser vomitivo la habría sacado de los biceps del hombre, si hubiera querido hacer de ella un ser mental, la habría sacado de la cabeza del padre Adán. Pero quiso hacer un ser delicado y emotivo y junto al corazón, indicando que debe ser ella el ser dulce y por eso la sacó del costado, magnánimo que llame a la paz y al amor...

Miramos nuevamente con rendida admiración a tan extraña criatura beniana  
(...)

---

<sup>380</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> octubre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>381</sup> *La Calle*, La Paz, 25 juillet 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

- ¿De manera que...?
- Que la mujer no debe ser militarizada. »<sup>382</sup>

On pourrait penser que cet entretien n'en est pas un vrai mais qu'il s'agit plutôt d'une sorte de « catéchisme » (comme au XIX<sup>e</sup> siècle pour la pédagogie sur la république et la citoyenneté) : on fait parler une naïve, à laquelle on apporte des réponses rassurantes et raisonnées. Qu'il s'agisse d'un vrai entretien ou non, ce qui est intéressant c'est qu'elle semble avoir le dernier mot contre la pré-militarisation féminine.

De même, l'évêque de Cochabamba exprima son désaccord avec l'existence du service pré-militaire féminin en expliquant que l'environnement militaire éloignait les femmes de leur mission essentielle qui était au sein du foyer. Il les accusa ainsi de vouloir « briller » en société en se faisant passer par des femmes « modernes » :

« El Obispo se pronuncia sobre la premilitarización de la mujer boliviana

Obispo de Diócesis, Monseñor Francisco Bertoldo Buehl quien dijo: que no encuentra ninguna utilidad práctica en la educación en los sistemas premilitares femeninos, desde el momento en que la misión de la mujer es eminentemente cristiana; es decir, ser cimiento y ejemplo en el hogar. Que considera que ese ambiente aleja a la mujer del hogar y que en caso de guerra, según su opinión, no puede ir la mujer sino hasta las oficinas y los hospitales, limitando para esto, las condiciones biológicas del sexo. Finalmente dijo que no encuentra sino el afán de brillar y exhibirse en la mujer ante el hombre, para presentarse como mujer « MODERNA », entendiéndola esa palabra en falsa aceptación. »<sup>383</sup>

Outre les propos dans la presse, lors de la tenue d'un camp militaire qui réunissait des jeunes filles et garçons pré-militaires à Cochabamba, des femmes réalisèrent une campagne contre la pré-militarisation féminine en argumentant qu'on éloignait les filles du droit chemin de la morale<sup>384</sup>. Malgré ces critiques, le Ministère de la Défense ne mit pas fin au service pré-militaire féminin et continua à publier des articles pour le défendre. Cependant, il en changea le nom ; on ne parlait plus de « pré-militarisation féminine » mais de « Service Auxiliaire Féminin », comme pour insister sur l'idée que les femmes n'allaient pas jouer le même rôle, ni exercer les mêmes tâches que les hommes. Ce Service Auxiliaire Féminin fut officiellement créé en juillet 1943 par un décret qui annonçait clairement que les temps avaient changé et que désormais les femmes jouaient un rôle important dans la défense nationale :

« El presidente interino de la República, ha dictado el siguiente decreto:

<sup>382</sup> *La Calle*, La Paz, 16 décembre 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>383</sup> *El Diario*, La Paz, 14 septembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>384</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> octobre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

« Considerando: que es deber del gobierno asegurar la existencia soberana e independiente de la nación;  
 Que es de suprema necesidad acrecentar el vigor moral del pueblo, orientar hacia fines prácticos la educación cívica dada en los planteles de enseñanza;  
 Que es conveniente que la preparación militar del ciudadano comience desde la escuela;  
 Que la realidad universal demuestra que la mujer viene asumiendo un papel activo e importante en la defensa nacional;  
 Que con objeto de capacitarla para sus nuevas misiones en defensa del país, es preciso darle una educación apropiada y destinada a inculcar en ella el concepto del servicio público, encauzando sus sentimientos patrióticos hacia el fin propuesto... »<sup>385</sup>

À partir de 1943 commencèrent de manière concrète les cours du Service Auxiliaire Féminin et ils existèrent pendant toute la décennie des années 1940 dans les villes du pays. Ces cours avaient lieu tous les samedis matin et étaient obligatoires pour toutes les jeunes femmes de 15 à 20 ans.<sup>386</sup>



387

Elles y suivaient des formations de télégraphie, d'infirmierie, de transports et d'administration. Les articles qui faisaient le bilan de ces activités sont nombreux dans les journaux et les journalistes font montre de leur admiration en voyant des jeunes filles conduire habilement des camions et d'autres véhicules de transport militaire. Dès les débuts, le projet de donner aussi aux femmes des cours d'aviation était en examen. L'opportunité se présenta en 1946 lorsqu'une employée de l'ambassade des États-Unis, Miss R. Stanley, offrit ses services gratuitement afin de créer une École d'Aviation Féminine. Elle affirmait qu'elle pouvait apprendre à voler aux femmes du Service Auxiliaire Féminin en huit mois. Elle

<sup>385</sup> *La Calle*, La Paz, 2 juillet 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>386</sup> On ne sait pas si ce Service Pré-Militaire concernait les femmes rurales. D'après les sources que l'on a, il semblerait qu'il ait eu lieu uniquement dans les villes.

<sup>387</sup> *El Diario*, La Paz, 3 août 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

présenta son programme d'enseignement au Ministère de la Défense qui l'approuva<sup>388</sup>. Celui-ci comportait des cours de météorologie, parachutisme, photographie, moteurs et révision, radio, pilotage, aérodynamisme, théorie du vol, navigation<sup>389</sup>.



On ne sait pas si ces cours d'aviation eurent finalement lieu car on n'a pas trouvé d'autres références à eux dans les années suivantes. Il est probable qu'ils soient restés à l'état d'un beau projet.

Dans tous les cas, pendant presque une décennie les jeunes femmes de Bolivie suivirent une formation pré-militaire ce qui était complètement inédit. Les dirigeantes de ce Service Auxiliaire Féminin obtinrent même des grades militaires ; Etlvina Villanueva et d'autres femmes furent promues au grade de capitaines, et certaines autres, au grade de lieutenants. Ce qui apparaissait comme une raillerie dans l'entretien où l'on parlait de Etlvina Villanueva comme d'un « généralissime », n'était pas finalement si éloigné de la réalité. L'humour de cette raillerie provenait de la situation inédite de voir une femme faire partie de la hiérarchie militaire, et c'est ce qui finit par avoir lieu.

L'occasion d'agir militairement se présenta aux femmes du « Service Auxiliaire Féminin » lors de la « guerre civile » déclenchée par le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) en août 1949 contre le gouvernement conservateur de Mamerto Urriolagoitia<sup>391</sup>. On n'a pas trouvé d'informations sur l'action militaire de ces femmes par la

<sup>388</sup> *La Calle*, La Paz, 24 février 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>389</sup> *La Calle*, La Paz, 26 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>390</sup> L'aviatrice Miss Stanley accompagnée d'un pilote et son accompagnant. *La Calle*, La Paz, 26 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>391</sup> Le 27 août 1949 se produit un soulèvement dirigé par le MNR dans quatre villes du pays. Un gouvernement parallèle fut créé et l'on proclama Victor Paz Estenssoro président du pays. Urriolagoitia envoya l'armée qui reprit les villes de Cochabamba et Santa Cruz où se trouvait le foyer rebelle principal. Le 14 septembre le gouvernement reprit le contrôle de

suite et il est probable qu'elles n'aient pas eu le temps d'intervenir ; certes, un appel à agir leur fut lancé dans la presse le 8 septembre 1949, mais le gouvernement reprit le contrôle du territoire le 14 septembre. Le Service Auxiliaire Féminin exista jusqu'à la Révolution de 1952 et il est très probable qu'il ait été dissout au moment où le MNR décida la dissolution de l'Armée peu de temps après la révolution.

La guerre du Chaco fut un moment de bouleversements majeurs pour la Bolivie dans tous les domaines et elle eut un fort impact dans la vie des femmes. Depuis le tout début celles-ci furent très actives dans la sphère publique au sujet de la guerre, que ce soit en exprimant leur pacifisme lorsque planait la menace de la guerre ou bien en s'organisant de manière effective lorsque celle-ci fut déclenchée. Non seulement elles s'organisèrent à l'arrière en prenant les emplois que les hommes n'occupaient plus, en organisant des collectes, en confectionnant des uniformes, etc., mais elles décidèrent de se rendre aussi sur le front pour apporter leur soutien psychologique et matériel aux soldats. La guerre leur permit de lancer une active campagne féministe pour l'obtention des droits civils et politiques, appuyée sur le rôle fondamental qu'elles étaient en train de jouer dans la société. À la fin de la guerre, les femmes furent les plus actives pour réclamer au niveau continental le retour des prisonniers de guerre et dénoncer leur rétention grâce aux liens établis pendant la guerre entre les féministes du continent. Le cataclysme de la guerre fut une opportunité pour les femmes d'agir dans la sphère publique comme elles ne l'avaient jamais fait auparavant. La société était, tout autant qu'elles, consciente de cette nouveauté. La conception d'une « nouvelle femme », moderne, qui travaillait, qui combattait, qui s'exprimait dans l'opinion publique, était en train de se dessiner et de s'imposer progressivement dans la société d'après-guerre.

---

tout le territoire. Ce soulèvement, qui fut une sorte de préliminaire à la révolution de 1952, fut appelé la « Guerre Civile » de 1949.



# **Chapitre 3 : Le mouvement féministe**

## **d'après-guerre (1936-1939)**

Après leur expérience avec le Comité d'Action Féministe pendant la guerre, Etelvina Villanueva et Zoila Viganó fondèrent chacune, en 1935, comme on l'a vu au chapitre antérieur, les deux principales organisations du féminisme d'après-guerre: la Légion Féminine d'Éducation Populaire Amérique et l'Union des Femmes d'Amérique. Ces deux organisations étaient les satellites, en Bolivie, d'organisations internationales portant le même nom. Hormis l'obtention des droits civils et politiques, leurs objectifs étaient désormais plus larges et s'inscrivaient dans le contexte de changements politiques et sociaux déclenchés par la guerre. En effet, elles participèrent pleinement des débats politiques et intellectuels de l'époque. Cependant, si elles connaissent une activité florissante entre 1935 et 1936, leur dynamisme s'estompe à partir de 1937. La société fait montre d'une inquiétude grandissante à l'égard des questions de natalité, les droits civils octroyés aux femmes en 1936 ne sont jamais mis en application et les organisations féministes semblent de moins en moins actives. Ce manque de dynamisme est d'autant plus frappant qu'en 1938 est débattu le suffrage féminin au sein de l'Assemblée Constituante; les enjeux sont importants mais la mobilisation des féministes est assez terne en comparaison à la mobilisation effectuée pendant la guerre. Les liens qu'elles entretenaient avec les féministes des autres pays semblent aussi plus ténus. Les deux organisations disparaîtront progressivement de la sphère publique à la fin des années 1930, laissant la place au surgissement d'autres organisations de femmes réunies autour de questions et d'objectifs différents. La question que l'on se pose alors est pourquoi le féminisme d'après-guerre connut une telle évolution ? On tentera de répondre à cette question en analysant dans un premier temps comment le mouvement féministe de post-guerre participa des débats politiques et intellectuels de l'époque. Ensuite on étudiera, les actions menées par le mouvement féministe afin d'obtenir les droits civils et comment ceux-ci leur furent octroyés sans jamais être mis en application, et dans un dernier temps on étudiera les débats sur le suffrage féminin dans la Convention de 1938 et le déclin du mouvement féministe à la fin des années 1930.



## D) Un mouvement féministe qui participe des débats politiques et intellectuels de l'époque

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, la période qui suit la fin de la guerre est un temps marqué par une effervescence politique sans précédent en Bolivie, marqué par le surgissement de plusieurs groupes et partis de gauche sous l'influence de plusieurs idéologies et courants politiques tels que le marxisme dans toutes ses tendances (stalinisme et trotskisme en particulier), mais également la pensée indigéniste sous l'influence de Mariátegui et d'autres intellectuels, le fascisme en pleine application en Italie et en Espagne, le nazisme allemand, et le nationalisme<sup>392</sup> en tant que courant éclectique et peu défini encore en **Amérique Latine**<sup>393</sup>.

En effet, la guerre avait déclenché un tourbillon dans la société et avait détruit l'autorité des hommes politiques traditionnels. Les jeunes officiers, les étudiants, les universitaires, les intellectuels et d'autres secteurs de la classe moyenne se mirent tous à remettre en question l'ordre ancien. Ils cherchaient de manière confuse mais déterminée, des nouvelles idées et modèles politiques. En colère contre les partis politiques traditionnels d'avant guerre, ils exprimèrent leur hostilité et leur volonté de changement, en organisant des nouveaux mouvements politiques non corrompus par des liens avec les vieux partis. En désertant en masse des partis politiques d'avant guerre, ils créèrent une période d'effervescence et fluctuation politique sans précédents dans la vie politique bolivienne. Cette effervescence politique, fermentée dans les tranchées, traduisait le surgissement de nouvelles forces politiques qui remettaient en question, comme jamais auparavant, l'État oligarchique. Presque du jour au lendemain, le mot « traditionnel » revêtit un sens péjoratif pour décrire les partis Républicain et Libéral<sup>394</sup>. Les nouvelles forces politiques prônaient des consignes

---

<sup>392</sup> KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

<sup>393</sup> À partir des années 1920 surgirent en Amérique Latine des partis politiques de tendance nationaliste. La nature de ces partis révèle la difficulté à trouver une définition appropriée de la gauche de l'époque en Amérique Latine. Ils s'inspiraient des idées marxistes et de la pratique léniniste, mais leurs liens avec les partis marxistes orthodoxes de gauche oscillaient entre une coopération étroite et une forte rivalité. De plus, ces partis populistes n'étaient jamais contraints ou réduits à une orthodoxie idéologique. Ils furent marqués par une grande flexibilité idéologique et par une plus forte attractivité politique que les partis de la gauche marxiste orthodoxe. Ils bénéficiaient en effet d'un plus vaste soutien social, leurs leaders étaient plus flexibles et dotés d'une grande perspicacité politique. Un exemple de ce type de partis est l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine (« Alianza Popular Revolucionaria Americana », « APRA »), fondée en 1924 par Victor Raúl de la Torre dont les débats idéologiques et politiques avec José Carlos Mariátegui furent très importants pour la discussion marxiste en Amérique Latine. L'Action Démocratique (« Acción Democrática », « AD ») au Vénézuéla, le Parti Péroniste en Argentine, les « Colorados » en Uruguay, le Parti Travailliste Brésilien (« Partido Trabalhista Brasileiro », « PTB ») de Vargas au Brésil, sont d'autres exemples de ce type de partis. « La izquierda desde 1920 » dans BETHELL Leslie (éd.), *Historia de América Latina. Política y sociedad desde 1930, t. 12*, Cambridge University Press, Crítica, Barcelone, 1997.

En ce qui concerne la Bolivie, un bon exemple de ce type de parti est le MNR qui fut fondé en 1940 par des intellectuels socialistes influencés par le marxisme mais aussi par le nazisme allemand et le fascisme italien comme on va le voir par la suite.

<sup>394</sup> KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

socialistes et nationalistes, et elles se caractérisaient toutes par une tendance antilibérale. En effet la crise économique des années 1930 détruisit la croyance dans la solidité des bases de l'économie mondiale et surtout dans les principes libéraux du libre marché<sup>395</sup>.

Désormais la gauche radicale marxiste et indigéniste qui avait surgi dans les années 1920 et qui était jusqu'alors assez marginale, apparaissait comme une nouvelle option politique viable. De nombreux clubs « socialistes » et groupes politiques apparurent du jour au lendemain, ainsi que de nouveaux hommes prêts à dominer la scène politique. En 1935, fut fondée l'organisation Beta Gama<sup>396</sup> et la Confédération Socialiste Bolivienne sous la direction d'Enrique Baldivieso et d'un groupe de jeunes intellectuels, futurs fondateurs du MNR en 1940. Ces groupes représentaient ce qu'on pourrait caractériser comme une gauche modérée. La gauche plus radicale était représentée par le Parti Ouvrier Révolutionnaire, de tendance trotskiste fondé en 1935 par l'union des groupes de gauche exilés au Pérou et en Argentine, sous la direction de Tristan Marof et José Aguirre Gainsborg<sup>397</sup>. La différence principale entre la gauche modérée et la gauche radicale marxiste résidait dans la manière dont elles traitaient la question indigène. Si la gauche modérée demandait la nationalisation des mines et une législation sociale avancée pour les ouvriers urbains et les travailleurs des mines, ils se contentaient de demander uniquement plus d'éducation et de protection légale pour les indigènes. Par opposition, la gauche marxiste radicale en plus d'aborder la question des mines et la condition des ouvriers, n'hésitait pas à prôner une réforme agraire révolutionnaire mais aussi l'abolition du système latifundiaire. Ces mouvements politiques étaient en train de se former dans un contexte politique et social mouvementé.

En effet, le président Salamanca avait été renversé en pleine guerre, en 1934, par les principaux dirigeants de l'État-Major. Il fut remplacé par le libéral Luis Tejada Sorzano qui mena les négociations de paix avec le Paraguay en 1935. Avec la cessation des hostilités, le contexte politique et social était propice à la révolte sociale. D'une part, plusieurs voix se levèrent, exigeant des éclaircissements par rapport à la conduite de la guerre et à un éventuel procès contre les responsables. Face à ce danger, les jeunes officiers qui avaient participé à la guerre et remis en question l'ordre traditionnel suite à la défaite se préparaient à réaliser un coup d'état. D'autre part, la fin de la guerre fut marquée par l'inflation et les demandes d'augmentation des salaires. Une fois démobilisés, plusieurs leaders syndicaux retournèrent à

---

<sup>395</sup> SCHELCHKOV Andrei, « La influencia de los regímenes totalitarios europeos en Bolivia en vísperas de la segunda guerra mundial », *Anuario del Archivo y Bibliotecas Nacionales de Bolivia*, Sucre, 2000, p. 25-53.

<sup>396</sup> Cette organisation était influencée dans plusieurs de ses propositions par l'APRA péruvien, KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

<sup>397</sup> KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968 ; MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

leur activité militante et à la réorganisation des syndicats<sup>398</sup>. Le mécontentement social était présent dans les industries qui connurent une grande agitation du monde du travail. Des grèves éclatèrent, menées par les principaux syndicats qui demandaient une réduction de 50% des prix des produits de première nécessité, l'augmentation de 100% des salaires, l'interdiction du travail nocturne pour les femmes et les enfants, la fin de l'état de siège, la liberté de réunion, une nouvelle législation sociale, etc. Les grévistes reçurent le soutien de la Légion des anciens combattants, du Parti Socialiste de Baldivieso et même de l'un des partis de l'oligarchie, le Parti de l'Union Républicaine, qui ajouta l'adjectif « socialiste » à son nom et qui était le parti de l'ex président, Bautista Saavedra (1921-1925). Ces grèves se convertirent en une grève générale illimitée avec des tendances insurrectionnelles ; c'était le plus grand mouvement gréviste que le pays ait connu jusqu'alors, qui marqua l'entrée en politique d'un acteur qui allait désormais être fondamental: le mouvement ouvrier<sup>399</sup>. Visant à s'attaquer à l'un des symboles de l'oligarchie, les grévistes occupèrent le très exclusif Club de l'Union, et y accrochèrent un drapeau rouge et une affiche sur la porte où il était écrit : « Comité Révolutionnaire ». Le général Busch, chef de l'État-Major, se réunit avec les travailleurs en grève et s'opposa à la répression de ceux-ci. L'alliance entre la jeune génération de l'armée, les socialistes de Baldivieso, les « saavedristas »<sup>400</sup> et les travailleurs grévistes était entamée. Finalement, le 17 mai 1936 un coup d'État orchestré par le général Busch mit à la tête de la présidence le colonel Toro. Ce chaudron social explique pourquoi le nouveau gouvernement annonça que sa mission consistait à « implanter le socialisme d'État avec la participation des partis de gauche », et qualifia par conséquent son gouvernement de « socialisme militaire ». Pour sceller son alliance avec le mouvement ouvrier, Toro créa le ministère du travail, ce qui représentait une nouveauté dans l'histoire du pays. Ce ministère fut placé sous la direction de Waldo Alvarez, l'un des principaux leaders grévistes ; il fut le premier ouvrier en Bolivie à détenir un poste dans le cabinet des Ministres.

Influencé par la gauche radicale (autour de Waldo Alvarez), ainsi que par les socialistes modérés (autour d'Enrique Baldivieso qui fit brièvement partie du gouvernement à ses débuts) le gouvernement de Toro n'était pas moins influencé par le nazisme allemand et le fascisme italien, manifestant par conséquent dans ses diverses actions un mélange bizarre

---

<sup>398</sup> STEFANONI Pablo, *Los Inconformistas del Centenario. Intelectuales, socialismo y nación en una Bolivia en crisis (1925-1939)*, Plural Editores, La Paz, 2015 ; KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

<sup>399</sup> STEFANONI Pablo, *Los Inconformistas del Centenario. Intelectuales, socialismo y nación en una Bolivia en crisis (1925-1939)*, Plural Editores, La Paz, 2015.

<sup>400</sup> Ceux qui faisaient partie du Parti de l'Union Républicaine Socialiste et qui soutenaient l'ex-président Bautista Saavedra (1921-1925).

d'idéologies<sup>401</sup>. Parmi les nouvelles forces politiques anti-libérales d'après guerre, les nationalistes et même les socialistes, s'inspiraient fortement des régimes totalitaires d'Europe. En effet, il semblait que face à la crise de 1930 seulement les régimes totalitaires d'Allemagne et d'Italie avaient pu résoudre cette situation catastrophique. La rhétorique « nationale-socialiste » impressionnait fortement les boliviens qui perçurent des similarités entre l'histoire des deux pays : une défaite dans la guerre, une paix humiliante et l'opposition aux puissances impérialistes<sup>402</sup>. Voilà pourquoi lorsqu'on analyse le nationalisme bolivien de cette période il est très difficile de tracer une ligne de démarcation entre les idées inspirées par le nazisme et le socialisme. Les hommes politiques qui se proclamaient « national-socialistes » ou simplement « socialistes » s'orientèrent vers l'expérience de nouveaux régimes anti-démocratiques, comme ceux de l'Allemagne et de l'Italie<sup>403</sup>. De plus, l'influence du nazisme dans l'armée bolivienne avait été très importante. Les militaires boliviens avaient maintenu des relations avec les nazis allemands avant et après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Plusieurs membres du gouvernement étaient des sympathisants importants du Troisième Reich. Les postulats principaux du « socialisme militaire » du gouvernement de Toro étaient : la priorité des intérêts de la nation face au capitalisme « égoïste » et libéral, la réussite d'une harmonie sociale à travers l'élimination de la lutte des classes, la « résurgence nationale », la construction d'une société de « justice sociale ». Plusieurs idées du « Programme du socialisme d'État » étaient clairement inspirées de postulats et des solutions proposées par le fascisme quant à la restructuration de l'État et de la société. La structuration corporatiste de la société fut prise comme base pour la transformation du système<sup>404</sup>. Ainsi, le 19 août 1936 la syndicalisation obligatoire fut décrétée pour toute la population du pays. Cette mesure devait être l'une des étapes de la construction de la « démocratie fonctionnelle » basée sur la représentativité des classes productives. Ensuite fut promulgué un décret suprême qui rendait le travail obligatoire<sup>405</sup>. Il s'agissait aussi à travers de cette mesure d'essayer d'obliger les paysans vagabonds et vétérans qui commençaient à migrer massivement vers les villes, à retourner dans les champs agricoles et l'industrie<sup>406</sup>. Ces deux décrets changeaient radicalement l'organisation du monde du travail et visaient à ce que les syndicats sous le contrôle de l'État substituent toutes les autres formes d'organisation politique. Cependant, leur application fut difficile et ces innovations du « socialisme » restèrent pour la plupart

---

<sup>401</sup> SCHELCHKOV Andrei, « La influencia de los regímenes totalitarios europeos en Bolivia en vísperas de la segunda guerra mundial », *Anuario del Archivo y Bibliotecas Nacionales de Bolivia*, Sucre, 2000, p. 25-53.

<sup>402</sup> Idem.

<sup>403</sup> Idem.

<sup>404</sup> Idem.

<sup>405</sup> Idem.

<sup>406</sup> KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

lettre morte<sup>407</sup>. Le 26 juin 1936 fut promulgué un décret qui déclara hors la loi « tous les communistes et anarchistes qui avec la propagation de doctrines exotiques, cherchent à semer le trouble dans la tranquillité qu'a le pays d'atteindre une reconstruction complète après l'énorme drame de la guerre du Chaco »<sup>408</sup>. Ce décret interdisait toute propagande « communiste et bolchévique » et l'usage de drapeaux autres que le drapeau bolivien. Il exhortait toutes les institutions qui avaient dans leurs établissements le drapeau rouge du communisme, ainsi que des portraits de Lénine, Tolstol et d'autres « politiciens et écrivains extrémistes » à les déposer dans les préfectures de police, et annonçait le licenciement des communistes, anarchistes et syndicalistes qui occupent des postes publiques<sup>409</sup>. L'article de journal qui annonçait cette mesure expliquait que le gouvernement souhaitait mettre en place un « système politique national-socialiste »<sup>410</sup>.

Le gouvernement de Busch qui prit le pouvoir en juillet 1937 par un coup d'État contre Toro, n'était pas moins influencé par le fascisme et le nazisme. Busch était d'ailleurs un grand admirateur de l'Allemagne nazie et de l'Italie de Mussolini. Il entretenait des relations amicales avec le nazi Fritz Wiedeman, connu en Amérique Latine et il envisageait la mise en place d'un régime totalitaire anti-communiste<sup>411</sup>. Pour cela, il se réunit en avril 1939 avec l'ambassadeur de l'Allemagne en Bolivie afin de discuter des possibilités de recevoir du soutien moral et matériel de la part de l'Allemagne nazie dans le cas où il établirait un régime totalitaire anti-communiste, en même temps que Berlin analysait la création en Amérique du Sud d'un bloc d'États pro-fascistes composé par le Pérou, l'Argentine et la Bolivie<sup>412</sup>. L'Allemagne mit donc ses conseillers politiques à disposition de Busch, sans pour autant que des promesses concrètes de soutien soient données. Busch avait déjà émis une disposition particulière qui permettait aux Boliviens résidant en Allemagne de servir dans l'armée du Reich<sup>413</sup>. Finalement, Busch se proclama dictateur en avril 1939 provoquant des réactions très négatives dans toute la société qui craignait, avec raison, une dictature pro-fasciste. Cependant, la dictature de Busch finit par être une dictature réformiste de gauche dont la justification était la nécessité d'une « révolution morale »<sup>414</sup>. Il fut bien établi que la Bolivie serait toujours alliée des Etats-Unis contre le bloc d'États fascistes. Cette dictature ne dura pas longtemps puisqu'elle cessa d'exister au moment où Busch se suicida en août 1939. C'était la

---

<sup>407</sup> SCHELCHKOV Andrei, « La influencia de los regímenes totalitarios europeos en Bolivia en vísperas de la segunda guerra mundial », *Anuario del Archivo y Bibliotecas Nacionales de Bolivia*, Sucre, 2000, p. 25-53.

<sup>408</sup> *El Diario*, La Paz, 26 juin 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>409</sup> Idem.

<sup>410</sup> Idem.

<sup>411</sup> SCHELCHKOV Andrei, « La influencia de los regímenes totalitarios europeos en Bolivia en vísperas de la segunda guerra mundial », *Anuario del Archivo y Bibliotecas Nacionales de Bolivia*, Sucre, 2000, p. 25-53.

<sup>412</sup> Idem.

<sup>413</sup> Idem.

<sup>414</sup> Idem.

fin de l'expérience du « socialisme militaire » et le rétablissement du pouvoir des partis oligarchiques traditionnels pour encore quelques années.

C'est dans ce contexte que se développa le mouvement féministe d'après-guerre, représenté principalement par la Légion Féminine d'Éducation Populaire Amérique et l'Union des Femmes d'Amérique. Les deux organisations participèrent et s'inscrivirent, chacune à leur manière, dans les débats politiques et intellectuels de la période.

### **A) La Légion Féminine d'Éducation Populaire Amérique: un féminisme socialiste**

Comme on l'a vu précédemment, la Légion Féminine fut créée à La Paz le 20 décembre 1935 par Etelvina Villanueva, qui avait été nommée Déléguée à la Présidence Internationale, par la présidente de la direction centrale de l'Institution fondée en 1932 à Guayaquil, Équateur, Rosa Borja de Icaza. Etelvina Villanueva fut ainsi autorisée à fonder les satellites de l'organisation dans d'autres villes de Bolivie : Santa Cruz, Oruro, Trinidad, Sucre, Cochabamba, Potosí et Tarija. Il semblerait que la création de cette organisation eut pour origine la décision du Comité d'Action Féministe de s'affilier à la Légion Féminine d'Éducation Populaire Amérique de Valparaíso au Chili. En effet, en janvier 1935, un message fut envoyé par le Comité d'Action Féministe de La Paz à la Légion de Valparaíso dirigée par Delia Ducoing de Arrate, l'informant de leur volonté de s'affilier à celle-ci afin de construire une action féministe collective à l'échelle continentale. Ce message fut publié dans la revue *Nosotras*:

« COMITÉ ACCIÓN FEMINISTA. – LA PAZ, BOLIVIA.

Diciembre de 1934.

Presidenta de la Legión Femenina de Educación Popular.

– Valparaíso:

Por resolución de una asamblea del Comité de Acción Femenina, fundado en Bolivia, con sede en La Paz, tengo el honor de dirigirme a usted para poner en su conocimiento el deseo que tienen las socias de desplegar un esfuerzo colectivo en pro de la defensa social, económica y política de la mujer, hasta culminar en la completa redención de la situación en que hasta hoy está colocada.

Con este fin, y reconociendo los merecidos prestigios de que goza vuestra nobilísima institución, el Comité de Acción Feminista, ha resuelto afiliarse a la Legión Femenina de Educación Popular a fin de lograr una acción conjunta en defensa de nuestros derechos y procurar el acercamiento de todas las mujeres del continente americano.

Agradezco en nombre de mis consocias la fraternal acogida que se dignará dispensar a nuestra resolución.

Saluda atentamente a usted. – Zoila Viganó Castañón, Secretaria de Relaciones. »<sup>415</sup>

Il est probable qu'à la suite de ce message, les membres du Comité d'Action Féministe aient été mis en relation avec la Présidente de la Légion Féminine, Rosa Borja de Icaza, qui nomma Etelvina Villanueva Présidente de l'organisation en Bolivie. En effet, en août 1935, Rosa Borja de Icaza envoya une lettre à Etelvina Villanueva pour l'informer qu'elle avait pensé à elle pour la fondation de cette organisation :

« ...En estos momentos inicio mis relaciones con Venezuela, Costa Rica y Panamá, y aspiro a la realización de un Congreso Internacional Femenino. Así pues, al considerar la cooperación de Bolivia, he pensado en Ud. como la persona llamada a intervenir, por su inteligencia y sus prestigios, en esta obra social, también de incalculables beneficios para la orientación solidaria de nuestros pueblos... Ahora que ha terminado la tragedia angustiosa e inquieta de la guerra, comienza la verdadera, la más intensa, la más dolorosa, para esas pobres naciones que quedan abatidas, exhaustas, inermes en su bagaje material e intelectual. Ahora es el momento, mi querida amiga Etelvina, de formar una nueva humanidad; de unificar el pensamiento hacia horizontes más amplios, más cristianos, más humanos. Hacer de este erial, que dejaron la pólvora, los rencores, la desesperación y la muerte, un campo fecundado por las modernas orientaciones sociales.

Inculcar en los niños, guiar a las madres, en los senderos trazados por la justicia y el derecho. Soterrar bajo el enorme peso de la razón, de la lógica, de la necesidad de vivir, en una palabra, todo un andamiaje de ambiciones, de impiedades, de “desigualdades”, que han venido y siguen caracterizando nuestra estructura política criolla.

Es una oportunidad brillante para Bolivia y para el Paraguay, erigir nuestro nuevo edificio social con la experiencia dura y amarga, obtenida en las trincheras, en la manigua y en los despeñaderos. Sea esa nueva Generación el Heraldito Anunciador de la Paz y la Justicia Social en nuestro continente! ¡Ascender es vivir! Rosa Borja de Icaza. (Presidenta Internacional de la L.F.E.P.A.) »<sup>416</sup>

Cette lettre laisse entrevoir les objectifs de la nouvelle Légion fondée par Etelvina Villanueva. Rosa Borja parle d'« œuvre sociale », d'« orientations sociales », d'« inégalités », ce qui montre que la nouvelle organisation avait des objectifs clairs d'amélioration « sociale » dans le contexte de changements politiques, sociaux, culturels d'après-guerre que l'on a décrit. Le nom « Légion », terme qui relève du vocabulaire militaire, pourrait nous laisser sous-entendre que l'organisation appartenait au mouvement nationaliste anti-libéral de droite ou d'extrême droite qui surgit après la guerre et qui avait aussi une orientation sociale. Cependant, comme on le verra par la suite dans les débats et divisions politiques des

---

<sup>415</sup> *Nosotras*, n°61, janvier 1935, Santiago, Chili. Collection personnelle d'extraits de journaux de Zoila Viganó Castañón.

<sup>416</sup> VILLANUEVA Etelvina, *Acción Socialista de la mujer en Bolivia*, Cooperativa de Artes Gráficas E. Burillo Ltda., La Paz, Bolivie, 1970.

membres, l'organisation va connaître un processus de politisation plutôt vers la gauche socialiste. Les objectifs très vastes, ainsi que l'orientation sociale très marquée de l'organisation sont visibles dans son règlement qui utilise un vocabulaire propre à l'APRA, surtout lorsqu'il se réfère au « continent indo-américain » :

« Finalidad :

La “Legión Femenina de Educación Popular América”, tiene por fines básicos los siguientes postulados:

- a) -Vinculación Femenina Americana.
- b) – Asistencia social.
- c) – Culturización Femenina.
- d) – Defensa Social del Niño.
- e) – Liberación de la Mujer.
- f) – Postulados de paz nacional e internacional.

Art. 1º La “Legión Femenina de Educación Popular América”, afirmará la vinculación y solidaridad con las mujeres del Continente Indoamericano.

Art. 2º Trabajaré por la unión y comprensión de las aspiraciones de la mujer boliviana, haciendo eco de sus iniciativas y labores sociales y culturales.

Art. 3º No habrá separación de clases sociales ni de estado civil, religioso o doctrinario.

Art. 4º Se procurará por todos los medios, divulgar la importancia de la profesionalización de la mujer. dentro de las diversas actividades sociales, artísticas, educativas, comerciales, etc.

Art. 5º La “Legión Femenina de Educación Popular América”, se hará extensiva a los centros escolares con el nombre de Legión Femenina Infantil, debiendo desarrollarse un programa de cooperación y mutualismo social-escolar, acorde con las necesidades del ambiente familiar del niño.

Programa Ideológico:

Art. 6º El programa ideológico contiene:

- Igualdad de Derechos Civiles y Políticos con el hombre.
- Ratificación del Tratado de Nacionalización Femenina.
- Defensa de la Madre soltera.
- Derechos sociales y jurídicos del Niño.
- Difusión de la doctrina pacifista.
- Universidad Popular para mujeres.
- Establecer y reconocer el Día de la Empleada.
- Dignificación de la misión de Madre y Esposa.
- Profesionalización femenina que dignifique la independencia económica de la mujer.
- Abolición del Reglamento de prostitución por la colaboración médico-social.
- Responsabilidad sexual en defensa de los hijos.
- Combatir el juego y el alcoholismo.
- La coeducación en Escuelas y Colegios.
- Educación Sexual.
- Enseñanza práctica de Puericultura y Primeros Auxilios.
- Biblioteca para mujeres.



- Gremialización femenina.
- Vocero Femenino.»<sup>417</sup>

Comme on peut le voir, le contenu et les objectifs du « Programme Idéologique » de la Légion Féminine étaient clairement voués à une action d'amélioration de la condition sociale des femmes et des enfants. L'un de ses objectifs principaux était la création de liens avec les autres femmes du continent américain, ce qui était favorisé par la structure internationale de l'organisation. L'on constate une nette orientation vers la défense et l'amélioration des conditions de vie des femmes et des enfants, qui passe par la protection du travail de la mère en général et des mères célibataires. Les femmes des classes populaires occupent une place de premier plan dans les objectifs sociaux de l'organisation, qui envisage la création d'Universités Populaires, l'établissement de la Journée de l'employée de maison, la syndicalisation des femmes, et l'abolition du règlement sur la prostitution. Ce qui est nouveau, c'est l'objectif de prendre en main l'éducation sexuelle, projet qu'aucune autre organisation féminine n'avait présenté auparavant<sup>418</sup>. L'obtention des Droits Civils et Politiques pour les femmes apparaît comme un objectif parmi d'autres, même si celui-ci avait une importance prépondérante pour l'organisation.

Le programme de la Légion Féminine était très vaste et avait une orientation sociale très marquée. Cette organisation diffère ainsi de toutes les organisations féministes des années 1920, et notamment de l'Athénée Féminin, qui avait également des projets sociaux parfois similaires à ceux de la Légion Féminine (protection du travail de la femme, combat contre les vices et l'alcoolisme, bibliothèque féminine, etc.) mais qui les envisageait de manière paternaliste, comme des œuvres de charité et non pas comme des mesures promouvant des changements sociaux plus profonds. L'Athénée Féminin était une organisation beaucoup plus élitiste dont les projets sociaux et de bienfaisance se réalisaient sous l'impulsion de la valeur chrétienne de la charité que toute femme de la bourgeoisie devait exercer, alors que la Légion Féminine avait une orientation sociale beaucoup plus clairement marquée, qui intégrait les femmes des classes populaires tant dans ses objectifs sociaux que dans sa composition (« il n'y aura pas de séparation des classes sociales »). L'Athénée Féminin, en théorie, acceptait les femmes de toute classe sociale et de tous les crédos religieux ; cependant, dans la pratique, il était composé uniquement de femmes des classes moyennes et élevées en raison des conditions matérielles et culturelles requises pour devenir membre. La Légion Féminine demandait également de répondre à des conditions matérielles, mais beaucoup plus modestes

---

<sup>417</sup> VILLANUEVA Etelvina, *Acción Socialista de la mujer en Bolivia*, Cooperativa de Artes Gráficas E. Burillo Ltda., La Paz, Bolivie, 1970.

<sup>418</sup> Dans les objectifs de l'organisation, on constate l'influence très probable de la Révolution mexicaine et en particulier les dispositions de la Constitution de 1917.

comme participer au financement de la revue de l'organisation et le don d'un livre pour la bibliothèque. L'orientation plus sociale de la Légion Féminine qu'Etelvina Villanueva qualifia elle-même de « socialiste » (dans le titre même de son livre *Acción Socialista de la mujer en Bolivia*, qui contient de nombreux documents concernant le travail de l'organisation), s'inscrit dans le contexte de l'après-guerre que l'on a décrit au début du chapitre, contexte d'effervescence politique visant à répondre à la frustration de la société liée à la défaite et à la recherche de nouvelles orientations idéologiques. L'Athénée Féminin était une organisation de femmes appartenant à l'élite économique, mais également intellectuelle du pays, qui soutenait et légitimait le gouvernement oligarchique. Les projets sociaux de ces femmes s'inscrivaient dans la mission de charité de leur position sociale, et non dans un projet de changements plus profonds de la société. La Légion Féminine, qui était également composée de femmes issues des classes élevées, mais surtout des classes moyennes, avait une orientation sociale plus marquée qui n'était pas envisagée comme une œuvre de charité mais était influencée par les courants idéologiques et politiques de l'époque qui recherchaient l'amélioration de la société dans son ensemble et qui remettaient surtout en question le régime oligarchique et les partis traditionnels. Ces derniers avaient mené à la défaite tragique et n'avaient rien fait pour améliorer les conditions de vie de la majorité de la population. Le contenu de l'idéologie et du programme de la Légion Féminine répondait au mécontentement social des secteurs populaires et des classes moyennes, qui soutenaient des changements profonds dans l'exercice du pouvoir. Comme l'affirme Gloria Ardaya : « ...el Ateneo Femenino reflejó, por una parte, la hegemonía política de los sectores dominantes y el nacimiento de los sectores medios algunos de los cuales se constituyeron en fuerzas de apoyo del Estado oligárquico; y por otra, un movimiento en sentido contrario, la rebeldía de sectores medios de mujeres profesionales por ingresar al ámbito público. La LFEPA fue una señal del divorcio de las capas medias con la clase dominante y de la constitución de éstas como factor de cambio ante el fracaso de la Guerra del Chaco (1932-1935). »<sup>419</sup>

La Légion Féminine de Bolivie était présente dans toutes les capitales de département à l'époque<sup>420</sup>, ce qui signifie qu'elle avait une extension nationale très importante. Aucune autre organisation féministe n'avait auparavant connu pareille extension. Elle disposait d'un journal intitulé *Despertar* qui était édité à Potosí, et qui reste malheureusement introuvable.

---

<sup>419</sup> ARDAYA, Gloria, *Política sin rostro: mujeres en Bolivia*, Editorial Nueva Sociedad, Venezuela, 1992.

<sup>420</sup> Le département de Pando fut créé en 1938 et la ville de Cobija fut déclarée sa capitale en 1945. MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

La composition des membres de la Légion Féminine était assez hétéroclite, mêlant des femmes des classes élevées de la société et de la classe moyenne. Une grande partie des membres des organisations féministes des années 1920, notamment de l'Athénée Féminin, faisait désormais partie de la Légion Féminine. C'est le cas de plusieurs féministes connues comme Ana Rosa Vázquez qui avait été également membre du Centre Idéal Féminin (« Centro Ideal Femenino ») et directrice de la revue *Aspiración*<sup>421</sup>. C'est également le cas de Leonor Díaz Romero, Alina Ballón, Fidelia Corral de Sánchez et de Raquel Carmona. La plupart des membres du Comité d'Action Féministe de Cochabamba faisaient désormais partie de la Légion Féminine de cette ville. C'est le cas de Cira Aguayo Moreno, Mercedes Rodríguez, María Quiroga Vargas et Mercedes Anaya de Urquidi, ces deux dernières ayant été les fondatrices et directrices de la revue *Anhelos*<sup>422</sup>. Les membres du Comité d'Action Féministe de La Paz et de Cochabamba recomposèrent en grande partie les Légions Féminines de la Bolivie sous la direction d'Etelvina Villanueva. Cette hétérogénéité dans la composition de ses membres fut justement à l'origine de vives polémiques et des divisions qui éclatèrent dans l'organisation lors de la réalisation de son Congrès National en novembre 1936.

Ce Congrès eut lieu à Cochabamba pour discuter des plans d'action à réaliser au niveau national en faveur des droits des femmes. Des ouvriers représentant des syndicats de la ville de Cochabamba étaient présents. Le Docteur José Macedonio Urquidi s'y trouvait également<sup>423</sup>. La réalisation du Congrès et ses suites eurent beaucoup de retentissement dans la presse.

Plusieurs thèmes furent discutés et plusieurs projets furent approuvés concernant le pacifisme, l'éducation de la femme, la nécessité de créer des cours d'éducation sexuelle pour les jeunes filles, des orphelinats, d'établir les recherches en paternité, de protéger les mères célibataires avec la création d'ateliers et d'agences d'emploi pour celles-ci, d'ouvrir des bibliothèques populaires, la création de Maisons de bienfaisance pour les sans-abris, des maisons de réhabilitation morale pour les enfants délinquants, de mettre en place des allocations pour les employées de maison, les ouvrières et les femmes enceintes, de créer des réseaux avec les femmes d'Amérique, de prôner l'égalité de salaire entre les femmes et les

---

<sup>421</sup> Le Centre Idéal Féminin était une organisation féministe fondée à La Paz au début des années 1920, par Ana Rosa Tornero, qui publia deux revues féministes assez éphémères : *Ideal Femenino* et *Aspiración*. ALVAREZ María Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.

<sup>422</sup> La revue féministe *Anhelos* fut publiée à Cochabamba de 1929 à 1930. Idem.

<sup>423</sup> José Macedonio Urquidi, à la fois avocat, intellectuel et écrivain, est l'auteur de plus d'une vingtaine d'ouvrages, dont *Bolivianas Ilustres* (1919). Il était marié à la féministe Mercedes Anaya de Urquidi. En 1932, il devint membre titulaire de l'Institut Américain de Droit International. Cette institution, ainsi que la Commission Interaméricaine des Femmes lui demandèrent de répondre à une enquête sur la condition juridique des femmes en Bolivie. Ce travail fut publié en Bolivie en 1937 : MACEDONIO Urquidi José Antonio, *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia*, 3e Édition, Cochabamba, 1937.

hommes pour le même travail, l'égalité des enfants devant la loi, l'abolition de la peine de mort, ou de créer des crèches dans les lieux de travail des femmes et enfin le transfert en Bolivie des restes de Nelly Merino Carvalho, la féministe chilienne résidant à Buenos Aires, directrice de la revue *Mujeres de América*, dont on a longuement parlé au chapitre précédent.

Cependant, le Congrès mit en évidence les contradictions et les conflits propres à l'organisation en raison de la composition hétérogène de ses membres. En effet, le mouvement était divisé entre une tendance conservatrice et traditionnaliste et une tendance à la sensibilité sociale beaucoup plus affirmée. Tout cela traduit le fait qu'il s'agissait d'un mouvement, basé sur des relations sociales, avant d'être politique. C'est la politisation du mouvement qui va entraîner sa division. Le premier conflit concernait le suffrage féminin. Certains membres des Légions s'opposaient au droit de vote des femmes car elles considéraient que la femme bolivienne n'était pas encore prête à participer aux élections. Ce fut le cas de Luisa Mendoza, Cira Aguayo, Fidelia Corral de Sánchez, et Angélica Panozo de Videá. Cira Aguayo argua que les femmes n'étaient pas préparées à assumer les droits politiques car elles étaient encore sous la tutelle de leurs parents, frères, et amoureux<sup>424</sup>. En réponse à cet argument, Elodia Ballivián de Ligerón affirma qu'elle se sentait blessée dans sa propre dignité de femme libre, n'admettant l'aide de personne<sup>425</sup>. Mais le conflit qui fit le plus de bruit surgit à propos d'un article rédigé par le clergé de Sucre, dans le journal catholique *El Lábaro* qui attaquait la Légion Féminine. La présidente de cette organisation se plaignit de ces attaques, qui furent condamnées par la plupart des membres présentes ; celles-ci affirmèrent que le « cléricalisme était la perversion de la femme » et qu'elles devaient se « défaire des soutanes ». Fidelia Corral Zambrana de Sánchez s'opposa à ces condamnations et se mit à défendre la religion catholique et le clergé. De plus, au début du Congrès l'Assemblée avait rendu hommage à Dolores Ibarruri, la célèbre « Pasionaria », député communiste de la République espagnole, réputée pour ses talents oratoires, qui depuis le début de la guerre civile espagnole était devenue une icône de la lutte des républicains contre Franco. Plusieurs articles lui furent consacrés dans la presse bolivienne, qui parlaient de sa figure et de sa visite à Léon Blum à Paris pour demander l'aide de la France dans la guerre civile, qui lui fut refusée (voir ci-dessous).

---

<sup>424</sup> La position de Cira Aguayo est quelque peu surprenante car cette dernière appartenait au Comité d'Action Féministe de Cochabamba, qui avait rejoint son homologue de La Paz pour la pétition des droits civils et politiques en 1934. Il est probable qu'elle considérait que les femmes devaient d'abord obtenir les droits civils, et plus tard, les droits politiques.

<sup>425</sup> VILLANUEVA Etelvina, *Acción Socialista de la mujer en Bolivia*, Cooperativa de Artes Gráficas E. Burillo Ltda., La Paz – Bolivie, 1970.



Un hommage lui fut donc rendu au Congrès des Légionnaires en la présentant comme « l'incarnation de l'héroïsme féminin » et la presse en profita pour souligner le caractère « socialiste » qu'avait pris le Congrès :

« Se muestran socialistas en un congreso femenino. Resoluciones a que arribó el Congreso de Legiones Bolivianas reunido en la ciudad de Cochabamba

Cochabamba, 17 (Exclusivo).- Continúan las deliberaciones del Congreso Nacional de las Legiones Femeninas. En los últimos días, la asamblea se ha declarado francamente socialista, tanto por el carácter de sus proyectos, cuanto por ciertas manifestaciones de tal índole, exteriorizadas por las representaciones del interior de la república (...)  
Homenaje a la mujer española:

A moción de una de las delegadas, la Asamblea se puso de pie, en señal de admiración hacia la mujer española, rindiendo el homenaje en la persona de

<sup>426</sup> El Diario, La Paz, 23 octubre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolívie.

Dolores Ibarri, « La Pasionaria », en cuya personalidad encontraron la más sublime encarnación del heroísmo femenino... »<sup>427</sup>

Fidelia Corral Zambrana demanda avec d'autres femmes que la motion d'hommage à Dolores Ibarri soit abolie, en argumentant qu'elles avaient été surprises par cette motion et qu'elles y étaient défavorables. Leur demande fut contestée, ce qui provoqua des huées et le chaos dans la salle<sup>428</sup>. Finalement, elle se retira du Congrès avec d'autres femmes en dénonçant ses orientations « communistes » et le fait qu'elles avaient été « dupées » car elle croyait que le Congrès ne s'attarderait pas sur des sujets religieux ou politiques.

Ces incidents furent largement commentés dans la presse, que ce soit avec un ton railleur ou avec un ton accusateur. Il y avait ceux qui considéraient l'incident comme un événement « pittoresque » :

« Un pintoresco incidente en la reunión femenina. Las mujeres no están todavía de acuerdo, en ideas religiosas y políticas

Cochabamba, 18 (Exclusivo).- « El País », comenta el anormal desarrollo que en los últimos días ha tenido la Asamblea Nacional de las Legiones Femeninas, debido al pintoresco incidente promovido en la asamblea. Un grupo de representantes que simpatizan con las ideas religiosas, alarmadas por la definición que dicho congreso iba a asumir, originaron una confusión que ha dificultado el que se arribe a un acuerdo definitivo, sobre los varios puntos que la asamblea trató en los últimos días... »<sup>429</sup>

D'autres articles abordèrent la question avec un ton délibérément railleur, misogyne et condescendant :

« Aberraciones femeninas »

Comunican de Cochabamba que un grupo de mujeres, denominado « Congreso Nacional de Legiones Femeninas » lleva a cabo sus sesiones en un ambiente extremadamente « socialista ». Si el «socialismo » produce ese ambiente entre las mujeres, nosotros renunciamos a él, y el deber social nos pone al frente de ese socialismo y con nosotros cuantos tengan conciencia moral... »<sup>430</sup>

Et d'autres, avec un ton très alarmiste, allèrent même jusqu'à demander la dissolution des Légions Féminines en les accusant de « communistes » :

« Deben disolverse las legiones femeninas. Los diarios de Cochabamba aseguran que tienen carácter comunista

---

<sup>427</sup> *El Diario*, La Paz, 18 novembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>428</sup> *Idem*.

<sup>429</sup> *Idem*.

<sup>430</sup> *El Diario*, La Paz, 26 novembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Cochabamba, 10 (Exclusivo).- Uno de los diarios de esta localidad, en un extenso comentario que publica en su edición de hoy se refiere a la necesidad de que el Gobierno proceda a la disolución de las legiones femeninas en todo el territorio de la república, atendiendo a la ideología revolucionaria que sustentan, o más concretamente a los sentimientos comunistas que informan sus labores.

Fundamenta esta solicitud en el hecho de que el Gobierno Militar por decreto supremo ha puesto al margen de la ley a toda tendencia comunista, con la determinación expresa de disolver organizaciones de esta tendencia y de extrañar fuera del país a los que se ocupan de propagarlas.

Advierte que las legiones de La Paz y Cochabamba ya se disolvieron, faltaban únicamente las de los demás departamentos. »<sup>431</sup>

En effet, comme on l'a déjà mentionné au début du chapitre, en juin 1936 le gouvernement avait promulgué une loi qui rendait hors la loi tous les communistes et anarchistes et interdisait toute propagande visant à propager des idées « étrangères » qui « perturberaient l'ordre public »<sup>432</sup>. C'est dire à quel point ce Congrès alarma un secteur de la population qui visait à dissoudre cette organisation féministe. La nouvelle répandue par cet article d'après laquelle les légions de La Paz et de Cochabamba avaient été dissoutes, était fausse car le gouvernement n'entreprit aucune action contre les Légions.

Pour sa part, la Jeunesse Catholique Féminine (« Juventud Católica Femenina ») qui avait tenu aussi un congrès national de femmes à Cochabamba peu de temps auparavant, envoya des messages de soutien et d'applaudissement à travers la presse aux femmes catholiques qui avaient défendu les postulats de la religion dans ce Congrès<sup>433</sup>. De même, plus de 300 dames de Cochabamba émirent un vote de soutien public aux légionnaires qui avaient manifesté leur désaccord avec « l'extrémisme social » et les « idées d'avant garde » en insistant sur les liens de solidarité qui les unissaient dans la « doctrine du Christ »<sup>434</sup>. Les légionnaires « catholiques » dirigées par Fidelia Corral Zambrana publièrent aussi un manifeste contre la Légion Féminine.

Les réponses de la part de la majorité des légionnaires ne se firent pas attendre. Cira Aguayo publia en réponse un manifeste réfutant les opinions religieuses du secteur catholique de la Légion Féminine et en défense de la « femme moderne ». Tandis que *El Diario* était le journal à travers lequel s'exprimaient principalement les légionnaires catholiques, *La Calle* était le journal qui publiait plusieurs articles en défense du Congrès et de son caractère « socialiste ». Cet article qui porte sur la réponse de Cira Aguayo se présente clairement en faveur d'une « fraction de gauche » du féminisme bolivien :

---

<sup>431</sup> *El Diario*, La Paz, 11 décembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>432</sup> *El Diario*, La Paz, 26 juin 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>433</sup> *El Diario*, La Paz, 28 novembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>434</sup> *El Diario*, La Paz, 8 décembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

« Irascibles damas de Cochabamba son fácilmente destruidas por una chiquilla. Cira Aguayo publica un manifiesto en defensa de la mujer moderna

(...)

Podríamos acompañar a la señorita Aguayo en el análisis que hace del documento de marras, pero nos lo ahorra considerar que las damas no son responsables de ese documento sino en cuanto a la ortografía se refiere, ya que las ideas y argumentaciones con toda evidencia provienen del convento de Tarata, debido a su fuerza beligerante y a la seguridad mortal de sus disparos...

Humillante espectáculo el que estas damas dan al aprobar en una sesión solemne acuerdos que después deben borrar con lágrimas y agua bendita. Ello indica que la fracción izquierdista del feminismo boliviano debe luchar con ahínco y denuedo infatigables hasta conquistar su triunfo. Su triunfo merecerá ser considerado, entonces, un triunfo nacional. »<sup>435</sup>

Cette réponse de Cira Aguayo lui valut d'être destituée du poste public qu'elle occupait dans la ville de Cochabamba (on ignore de quel poste il s'agit). En effet, *La Calle* dénonça que Cira Aguayo avait été destituée de son poste en raison des « machinations » de la « Rosca féminine de Cochabamba ». La « rosca » était le terme péjoratif qu'on utilisait pour désigner les « trois barons de l'étain », ses proches collaborateurs, et de manière plus vaste, l'oligarchie qui dirigeait le pays. Cira Aguayo est ainsi présentée dans cet article comme une défenseure des « valeurs socialistes » de la Bolivie que la « rosca » cherchait à réduire au silence :

« Cira Aguayo Moreno fue destituida de su cargo por maquinaciones de la Rosca Femenina de Cochabamba

Sabe todo el país de la actuación valiente y francamente socialista que cupo a Cira Aguayo Moreno durante el Congreso de Legionarias de Cochabamba, y sabe también de la reacción violenta del elemento femenino conservador contra la inteligente escritora. Pero ignora que la reacción de la Rosca de mujeres cochabambinas hubiera logrado que funcionarios que desconocen el sentido socialista de este momento de la República la destituyeran del cargo oficial que desempeñaba en la ciudad del Tunari. Cira Aguayo fue destituida sin apelación, pensando seguramente que con esa actitud se enmudecía para siempre el más simpático y viril verbo socialista de las mujeres modernas de Bolivia. Afortunadamente, tan inconceptuable desaire ha sido subsanado, y en este momento, por orden superior, ha sido restituida a su cargo. »<sup>436</sup>

Cet article montre bien une opposition et une rupture assez nette entre les femmes légionnaires « socialistes » représentées par Cira Aguayo et les femmes représentées par les

---

<sup>435</sup> *La Calle*, La Paz, 15 décembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>436</sup> *La Calle*, La Paz, 24 décembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



milieux catholiques conservateurs qui s'étaient retirées du Congrès. En les présentant comme des membres de la « Rosca » l'article souligne le fait que ces femmes appartiennent à l'oligarchie et qu'en se servant de leurs carnets d'adresses elles ont voulu intimider et réduire au silence une représentante du socialisme, sans succès, puisque Cira Aguayo fut restituée dans son poste par un « ordre supérieur ». Avait-elle aussi bénéficié de l'appui de quelqu'un « haut placé » ? C'est ce que laisse sous-entendre l'article. Ces conflits et divergences qui provoquèrent le désordre et les disputes au sein du Congrès, révèlent que la composition de la Légion Féminine était assez hétérogène, qu'il s'agissait d'abord d'un réseau social avant d'être un mouvement politique, et que par conséquent les conceptions des femmes qui constituaient les légions étaient très différentes. C'est à partir de ce Congrès que la Légion Féminine va rompre définitivement avec « l'oligarchie » et se présenter comme une organisation « socialiste » représentant un féminisme de gauche en Bolivie. Etelevina Villanueva, interviewée dans le journal *La Calle* sur les incidents du Congrès, affirma qu'il y avait une nette rupture entre des « vieilles figures » conservatrices du féminisme, et les nouvelles, représentées par des jeunes ayant des volontés de changement et de renouvellement<sup>437</sup>. D'ailleurs, dans cet entretien elle parle également du scandale qu'avait provoqué chez les femmes conservatrices catholiques la présence au Congrès de Angela Azcui, féministe membre du Parti Socialiste, très proche des milieux ouvriers<sup>438</sup>. Peu de temps après le Congrès celle-ci publia un article où elle laissait voir la rupture entre un féminisme socialiste proche des milieux ouvriers qui s'était dégagé de ce Congrès et un « féminisme bourgeois » qu'elle qualifie de stérile, paternaliste et superficiel :

« El Congreso Feminista Reunido en Cochabamba

(...)

Las mujeres socialistas, las que perseguimos un sincero ideal colectivo, no queremos ser filántropas, no queremos nada por caridad, sino por el imperativo de los derechos humanos y por la ley del servicio que mutuamente nos debemos entre los componentes de una Nación y del Mundo.

Reunión de mujeres, reunión de vanidad, reunión de monocorde vocerío, de caprichos y de afán de lucimiento; las pocas mentalidades centradas casi nada pudieron ante el griterío reaccionario de las doctoras burguesas que en su

---

<sup>437</sup> *La Calle*, La Paz, 23 décembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>438</sup> Angélica Azcui fut l'une des premières dirigeantes ouvrières femmes. Comédienne et artiste engagée dans un théâtre de type « social », elle mena une activité militante et syndicale ouvrière pendant toute sa vie, en même temps qu'elle appartenait à des organisations féministes telles que l'Athénée Féminin, la Légion Féminine et l'Union des Femmes Américaines. D'ailleurs elle était la déléguée de la Confédération des Travailleurs de Bolivie au sein de cette dernière. Elle était donc une femme au parcours assez atypique et extraordinaire puisqu'elle permettait des liens et des ponts assez inédits entre les milieux ouvriers et les organisations féministes de l'oligarchie. Elle publia, dans les publications des organisations féministes, plusieurs articles sur le féminisme, les femmes ouvrières et la condition des indigènes.

pontificar solo pensaban en el lucimiento y en sus efectos oratorios; hermosas palabras, citas eruditas y en resumen, ningún ideal realizable. Si las damas burguesas derrocharon mucho ingenio pero ningún amor, ninguna idea tendiente al mejoramiento general y práctico de la Mujer.

Un marcado individualismo y de exagerado amor propio fue la nota saliente del Congreso, pocas fueron las delegadas que imprimieron un robusto sello ideológico ya como conservadoras, fascistas, o francamente apolíticas y antifeministas (...) Repito que se ha visto el fracaso del feminismo conservador y reaccionario, que a la usanza de los políticos tradicionales burgueses levantaron la palabra o el lema que les servía de escalera para sus ambiciones personales, el famoso: « Por el proletariado, por el pueblo sufrido » y toda esa sarta de paparnuchas...

El feminismo proletario de Bolivia debe estar en guardia contra sus falsas bienhechoras, debe tener en cuenta que toda conquista de sus derechos, mejora de trabajo y salarios lo ha de conseguir en conjunto con los camaradas en amplia comprensión de miseria e ideal que ya es una cadena, como fuerte y enorme es la horrible cadena de los oprimidos.

Como dije, esta Convención ha tenido la virtud de mostrarme y darme la experiencia real de lo que podemos esperar de esas damas que prodigan la caridad con la mano derecha y siembran la desgracia y el oscurantismo con la izquierda, dentro de su falsa moral de sacristía (...)

Ya que el feminismo burgués solo ha conquistado el cigarro, el copetín, el tapete y la orgía, siendo un fracaso como lo ha probado el pasado Congreso, sería bien que el feminismo humilde se haga medular en el abrevadero de la Ciencia, estudiando la realidad Nacional y fortaleciendo su mente con el ideal reivindicador. » »<sup>439</sup>

La rupture entre un féminisme de gauche socialiste et un autre « bourgeois » catholique et conservateur est plus que nette. Désormais la Légion Féminine se réclamera du premier. Comment les hommes socialistes réagirent-ils ? Les réactions des hommes de gauche, dans la presse, furent en général assez favorables. Plusieurs applaudirent le travail d'Etelvina Villanueva et d'autres membres de la Légion avançant qu'enfin s'était créé un bloc de femmes « socialistes » qui combattaient de manière légitime les bigotes qui avaient « inventé le mot "charité" pour humilier » au lieu d'agir sous le verbe « servir ». Ainsi, par les conflits surgis au sein du Congrès, deux positions furent signalées par l'opinion publique, et notamment par les secteurs de gauche, l'une « conservatrice », celle des membres de la bourgeoisie, qui représentait le gouvernement oligarchique déchu, et l'autre « socialiste » luttant pour le progrès social de l'ensemble de la société, et particulièrement pour les plus défavorisés, non pas pour faire de la charité mais par la loi du « service » et les droits humains.

Cette rupture au sein de la Légion Féminine traduit la recherche, par les classes populaires et moyennes de la société, de nouvelles orientations politiques, dont le « socialisme » qui

---

<sup>439</sup> *La Calle*, La Paz, 23 décembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

comme on l'a vu fut utilisé de manière très diverse par le gouvernement, par les partis politiques et même par la Légion dont les objectifs et le programme idéologique concernaient l'amélioration des conditions de vie des femmes. L'hétérogénéité de sa composition dans ce contexte ne pouvait pas durer sans heurts entre les femmes issues des classes élevées ayant appartenu à l'Athénée Féminin, qui représentaient et défendaient l'oligarchie, et les femmes provenant des classes moyennes, qui remettaient en question l'ordre oligarchique en vigueur et embrassaient les courants politiques de gauche comme le socialisme qui était devenu un des nouveaux phares idéologiques.

## **B) L'Union des Femmes d'Amérique, une organisation impliquée dans les débats intellectuels et politiques de l'époque**

Comme on l'a vu au chapitre précédent, l'UMA fut créée par Zoila Viganó aux alentours de septembre 1935 à La Paz en tant que section bolivienne de l'organisation internationale Union des Femmes d'Amérique qui avait son siège à New York. Celle-ci avait été fondée par la mexicaine Margarita Robles de Mendoza, et des sections de cette organisation s'étaient déjà formées dans plusieurs pays de l'Amérique Latine<sup>440</sup>.

On a déjà étudié le rôle important que l'UMA et sa présidente Zoila Viganó Castañón jouèrent dans la demande continentale pour le rapatriement des prisonniers de guerre et dans la création de liens avec les femmes du continent américain.

Au niveau national, l'organisation existait dans les villes de La Paz, Oruro<sup>441</sup>, Cochabamba et Santa Cruz. Les différents satellites de l'organisation étaient composés de plusieurs sections couvrant diverses activités : Pro-Paix, Pro Éducation des indigènes, Pro-orphelins de guerre, Pro-prisonniers de guerre, Propagande, Culture de la femme, Droits féminins, Pro-défense de l'enfance déshéritée, Beaux-Arts, Pro-Morale, Liens avec les ouvriers, Presse, Pro-législation sociale de la femme, Bibliothèque, Bienfaisance, Actes, Économie, Statistique, Présentations littéraires et artistiques<sup>442</sup>. Tout comme la Légion Féminine, l'UMA avait aussi une vocation « sociale » avec des sections visant à établir des liens avec les secteurs ouvriers, Pro-défense de l'enfance déshéritée, Prolégislation Sociale de la femme, mais aussi Proéducation indigène et Bienfaisance, même s'il est difficile de savoir de quelle manière ce « travail social » était envisagé faute d'avoir plus d'informations à ce sujet. Les membres de l'organisation

---

<sup>440</sup> *El Diario*, 16 novembre 1935, La Paz. Collection personnelle d'extraits de journaux de Zoila Viganó Castañón.

<sup>441</sup> Pour la création de l'organisation à Oruro, Zoila Viganó était entrée en contact avec les membres de la Liga Filial de Oruro qui l'avaient accueillie chaleureusement en mars 1936. *El Diario*, La Paz, 13 et 15 mars 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>442</sup> *La Patria* (supplément pour Cochabamba), 14 mars 1936, Cochabamba. Collection personnelle d'extraits de journaux de Zoila Viganó.

provenaient dans leur majorité des classes élevées de la société, et une grande partie d'entre elles étaient les artistes, écrivaines ou intellectuelles femmes les plus connues et prestigieuses de l'époque<sup>443</sup>. C'est le cas par exemple de María Frontaura Argandoña, enseignante et intellectuelle spécialisée dans les cultures indigènes ayant participé au mouvement et aux débats indigénistes du pays, comme on le verra plus loin (elle était aussi membre de l'Athénée Féminin depuis 1935). C'est le cas aussi de Hilda Mundy, journaliste et l'une des écrivaines d'avant-garde les plus en vue dans les années 1930, avec Yolanda Bedregal qui était également membre de l'UMA et qui était l'une des écrivaines et poétesses les plus connues et prestigieuses de l'époque, et l'une des plus célèbres encore aujourd'hui. C'est le cas également de Marina Nuñez del Prado qui est considérée encore de nos jours comme l'une des meilleures sculptrices d'Amérique Latine ; elle obtint toute sa célébrité et son prestige précisément dans les années 1930 avec la réalisation de plusieurs expositions aux Etats-Unis et dans divers pays d'Amérique Latine.

Le directeur du journal *El Diario* accorda à l'UMA une page entière dans le journal afin qu'elles puissent avoir un espace pour s'exprimer. Cela montre bien les liens étroits qu'elles entretenaient avec les secteurs des classes dirigeantes d'où provenaient la majorité des membres. *El Diario* était en effet l'un des journaux de l'oligarchie. Cet espace qui leur était dédié s'intitulait la « Page Féminine de l'UMA » (« Página Femenina de la UMA »). Elle était dirigée par Zoila Viganó et elle se publiait de manière plus ou moins régulière de novembre 1935 à juin 1937. Les publications étaient assez régulières au début et elles le furent de moins en moins vers la fin puisqu'aucun numéro n'apparut entre novembre 1936 et juin 1937. Le plus souvent des articles relatifs aux droits des femmes, au féminisme, à l'actualité féministe et culturelle de la Bolivie, ainsi que des textes littéraires (contes et poèmes) y étaient publiés. Mais également des articles aux orientations politiques de gauche assez marquées ou qui s'inséraient dans les débats intellectuels de l'époque, concernant l'indigénisme par exemple. Dans ce sens, même si l'on pourrait caractériser l'UMA comme une organisation de femmes provenant de l'oligarchie, publiant dans les médias de celle-ci (et défendant donc ses intérêts), il est intéressant de voir à quel point cette organisation fut ouverte à publier des textes qui faisaient partie de l'ébullition intellectuelle et politique de l'époque où l'État oligarchique était complètement remis en cause. Par exemple, en décembre 1935 fut publié un article intitulé « La Femme d'Après-Guerre » de Bertha Gonzalez, aux orientations clairement marxistes. La rédaction de la « Page Féminine de l'UMA » exprima qu'il s'agissait d'une jeune écrivaine de gauche très prometteuse, que c'était la raison pour

---

<sup>443</sup> *El Diario*, La Paz, 8 mars 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

laquelle elles l'accueillaient dans la Page, mais qu'elles n'adhéraient pas du tout aux principes doctrinaux de l'article. Elles montrent alors une distance par rapport au contenu idéologique marxiste de l'article, mais elles décident tout de même de le publier, ce qui est pour le moins étonnant et intéressant étant donné les intérêts que défendait *El Diario*. Un article marxiste au ton révolutionnaire était publié dans l'un des principaux journaux de l'oligarchie ! L'auteure de l'article parle de l'existence de deux types de femmes, la prolétaire et la bourgeoise, du fait que l'intellectualité féminine devait aider les femmes prolétaires à s'émanciper et que le féminisme devait suivre la « voie socialiste » :

« La genial teoría de la lucha de clases de Marx, comprende el sexo femenino con igual intensidad y hostilidad que al masculino. En la sociedad presente existen dos clases de mujeres, la burguesa y la proletaria. Aquella, por su situación de privilegio, no ha sufrido ni experimentado mayores conmociones de dolor, con el asunto bélico; mientras que la mujer proletaria, ha tenido que sufrir o reemplazarle a su hombre ausente (...)

Ahora que la clase proletaria le ha llegado el rol histórico; clase que dialécticamente es superior a la burguesa; esta voz de la historia llama también al palenque; A LA MUJER PROLETARIA. Entonces el proletariado intelectual femenino tiene el santo deber de llamar a sus compañeras a la unión y a la lucha libertaria de la emancipación. Todo hombre que trabaja debe ser libre. Toda mujer que trabaja debe ser también libre!! (...)

Por esta razón, el proletariado femenino, debe concretar real y plásticamente los objetivos de su reivindicación. Pero la corriente feminista no tiene que ir por camino distinto del socialismo científico. En el socialismo está su fuerza como también su norte; de ahí la razón, de que la mujer proletaria tiene que hacer política, luchar políticamente. El feminismo puro, el feminismo natural, etc., son corrientes burguesas y conservadoras; la mujer que tiene conciencia de clase y orientación clara y definida, tiene que combatir semejantes corrientes turbias que aletargan el espíritu revolucionario del auténtico y conciente proletariado femenino... »<sup>444</sup>

Le message aux féministes de l'UMA était clairement lancé : le féminisme devait être socialiste, faute de quoi il s'agissait d'un « courant bourgeois et conservateur », dangereux pour l'authentique esprit révolutionnaire des femmes prolétaires. On ne connaît malheureusement pas l'auteure de cet article, mais c'est l'un des seuls textes que l'on connaisse en Bolivie où l'on parle de féminisme socialiste et où l'on condamne le féminisme « pur » en le qualifiant de courant « bourgeois » et « conservateur ». C'est aussi l'un des seuls documents que l'on connaisse où le lien est fait entre le féminisme et le socialisme comme courants émancipateurs pour les femmes prolétaires dans un ton clairement révolutionnaire. C'est aussi l'un des seuls textes où l'idée que les femmes prolétaires « doivent faire de la politique » et « lutter politiquement » est aussi clairement exprimée. La politisation des femmes était ainsi clairement définie comme nécessaire à la révolution et évoquée de manière

---

<sup>444</sup> *El Diario*, « Page Féminine de l'UMA », La Paz, 8 décembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

directe. Comme on n'a pas trouvé des informations sur l'auteur de l'article, il est très difficile de savoir si elle appartenait à un groupe ou parti marxiste ou socialiste, mais il est très probable que ce soit le cas. De toutes les manières, le texte s'inscrit bien dans le contexte d'ébullition politique où des groupes et partis de gauche, ainsi que les ouvriers en tant qu'acteurs politiques prennent une importance considérable sur la sphère publique. Ce texte est d'autant plus intéressant qu'il fut publié dans la Page Féminine d'une organisation féministe dont les membres provenaient en grande partie de l'oligarchie et s'exprimaient dans le journal qui représentait ses intérêts. Cette ouverture de l'UMA à publier des textes qui expriment les idées politiques et intellectuelles en débat à l'époque est visible aussi concernant la condition des indigènes et l'indigénisme.

En effet, en janvier 1936, la « Page Féminine de l'UMA » consacra une page entière à la Semaine Indianiste (« Semana Indianista »). La question de l'intégration des indigènes à la nation était une réflexion constante en Bolivie, ainsi que dans d'autres pays, notamment le Pérou, dans les cercles politiques et intellectuels de l'époque. Comme on l'a vu dans le premier chapitre, la Bolivie avait une population majoritairement indigène et rurale qui était complètement marginalisée et discriminée, vivant pour une large partie d'entre elle dans des conditions semi-féodales, travaillant en tant que colons dans des *haciendas*. Depuis l'indépendance du pays, la classe dirigeante s'était toujours demandé que faire avec les indigènes qui habitaient les campagnes et qui constituaient la plus grande partie de la population (sachant que le budget de l'Etat reposait sur le « tribut indigène » durant une grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, et qu'à partir des années 1870 les indigènes furent victimes de grandes vagues d'expropriation légale de leurs terres). La population indigène était vue comme une population en retard, non civilisée, inassimilable, et plusieurs membres et intellectuels des classes dirigeantes considéraient que si la Bolivie était un pays « en retard » et sous-développé, c'était à cause de cette population indigène non intégrée à la Nation. On parlait même de cette question comme du « problème indigène ». L'intellectuel le plus connu et le plus pessimiste concernant l'avenir du pays était Alcides Arguedas, qui considérait que l'une des principales causes du retard du pays était sa composition raciale, allant même jusqu'à publier un ouvrage sur la question intitulé *Pueblo Enfermo* (« Peuple Malade ») en 1909. Ses idées furent assez rapidement contredites par Franz Tamayo qui considérait, au contraire, que la « race indigène » était la véritable force du pays, et attribuait les maux de celui-ci aux blancs et aux métis qui avaient corrompu les indigènes. À partir des années 1920 l'indigénisme se développa dans le pays, surtout à travers l'influence des idées du péruvien Mariátegui, et il se politisa avec les idées de Tristan Marof qui considérait que le soi-disant « problème indigène » était un problème de terres, idée qu'il synthétisa dans la formule :

« Terre au peuple, mines à l'État », publiée dans son ouvrage *La Justicia del Inca* paru en 1926. Si l'indigénisme se développa donc en Bolivie surtout à partir des années 1920, tout comme le marxisme, c'est à partir des années 1930 et de la guerre que l'indigénisme fut au centre de l'ébullition des idées politiques et intellectuelles débattues à l'époque. Une manifestation de cela fut l'organisation de la Semaine Indianiste en décembre 1931, par l'écrivain Alberto De Villegas qui faisait partie de la Société Archéologique Bolivienne. Des conférences et des numéros artistiques sur des thématiques indigènes eurent lieu ainsi qu'une excursion dans les ruines de Tiwanaku<sup>445</sup> dirigée par celui qui était considéré comme le principal archéologue de ce site archéologique à l'époque, Arthur Posnansky, un ingénieur militaire et archéologue autrichien installé en Bolivie depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>446</sup>. La deuxième édition eut lieu tout juste après la guerre, en janvier 1936, au moment où comme on l'a vu, le « socialisme » devint un nouveau phare idéologique et où l'on cherchait à repenser, refonder et reconstruire la Nation après l'énorme défaite et le traumatisme que provoqua la guerre. L'objectif de cet événement était de divulguer la culture indigène et en même temps de débattre sur ce qu'on appelait la « réhabilitation de la race indigène ». Les deux éditions furent donc un espace propice pour que les intellectuels débattent de ces questions et ils le firent sous différentes postures.

Arthur Posnansky était l'un de ceux qui contribuèrent à l'organisation de ces deux événements et au développement de l'indigénisme dans le pays. Il avait fondé la Société Archéologique Bolivienne en 1930 et considérait que la civilisation de Tiwanaku était celle d'une « race supérieure ». D'après lui, les aymaras étaient les héritiers de cette civilisation. C'était donc dans les ruines de Tiwanaku et chez les héritiers de cette civilisation que se trouvaient les « énergies » pour la renaissance de la « race » et de la « nation ». Comme d'autres intellectuels (Franz Tamayo), il considérait que « l'indigène » avait été « dégénéré » et corrompu par le métissage (entre indigènes et blancs), contrairement à d'autres qui voyaient dans le métissage le futur et les bases de ce que pourrait constituer la Nation. De plus, cette deuxième édition de la Semaine Indianiste eut lieu à un moment où l'éducation des indigènes était un thème privilégié dans les débats sur leur intégration. Un indigénisme de gauche tentait de trouver des voies d'émancipation pour les indigènes en cherchant à les libérer de la tutelle des patrons agricoles à travers l'éducation et la modernisation non

---

<sup>445</sup> La civilisation Tiwanaku est une civilisation pré-inca qui s'est développée dans la moitié sud des Andes centrales entre le V<sup>e</sup> et le XI<sup>e</sup> siècle. Arthur Posnansky considérait que cette civilisation remontait à plus de 10 000 ans avant J.C., ce qui a été démenti par les recherches archéologiques postérieures.

<sup>446</sup> STEFANONI Pablo, *Los Inconformistas del Centenario. Intelectuales, socialismo y nación en una Bolivia en crisis (1925-1939)*, Plural Editores, La Paz, 2015.

occidentale<sup>447</sup>. En effet, à ce moment-là se développait un projet expérimental emblématique de l'indigénisme pédagogique de gauche : une *école ayllu*<sup>448</sup> à Warisata<sup>449</sup>, une province rurale située près du Lac Titicaca. C'était une école où tous les membres de la communauté indigène devaient participer au fonctionnement de celle-ci afin de construire une école *des* indigènes et non pas *pour* les indigènes. Dans ce sens, tout dans l'école devait être indigène (gouvernement, méthodes d'enseignement, institutions, etc.). Elle devint célèbre et fut à l'origine d'un échange entre autorités éducatives avec le Mexique. La Bolivie envoya des représentants au Mexique pour s'inspirer de la Révolution Mexicaine et des politiques du gouvernement de Lázaro Cárdenas dans le domaine de l'éducation, et le président du Mexique envoya des représentants en Bolivie afin de visiter l'école de Warisata. Les intellectuels boliviens de l'époque intéressés par l'indigénisme participèrent à la fondation de l'école et elle suscita beaucoup d'intérêt et de curiosité dans la société et dans la presse qui lui consacra plusieurs articles. Cependant, ce projet se heurta à beaucoup de résistances de la part des *hacendados* et de l'Eglise qui voyaient dans cette école un foyer de subversion et de « communisme » ; elle fut donc obligée de fermer en 1942 après une décennie d'existence<sup>450</sup>.

L'une des autres intellectuelles qui participa des Semaines Indianistes et qui contribua beaucoup aux débats sur l'éducation des indigènes à l'époque, était Maria Frontaura Argandoña, une enseignante qui publia de nombreux ouvrages traitant de la question et de la mythologie aymara et quechua<sup>451</sup>. Pour elle, les indigènes devaient être alphabétisés, devaient devenir propriétaires de leurs terres et, tout comme Arthur Posnansky, elle considérait qu'ils étaient les héritiers d'une race supérieure et que le futur de la Nation se trouvait dans la « race indigène »<sup>452</sup>.

En hommage à la Semaine Indianiste et afin de participer aussi des débats sur l'indigénisme, l'UMA dédia une page entière à l'événement, publiant le 5 janvier 1936 plusieurs autres articles sur la question :

---

<sup>447</sup> Idem.

<sup>448</sup> Le *ayllu* est la forme traditionnelle de communauté dans les Andes, parmi les quechuas et les aymaras notamment.

<sup>449</sup> S'écrit aussi « Huarizata ».

<sup>450</sup> STEFANONI Pablo, *Los Inconformistas del Centenario. Intelectuales, socialismo y nación en una Bolivia en crisis (1925-1939)*, Plural Editores, La Paz, 2015.

<sup>451</sup> María Frontaura Argandoña, *Hacia el futuro indio*, La Paz, Imprenta de la Intendencia General de Guerra, 1932; María Frontaura Argandoña, *Mitología aymara-quechua*, La Paz, Editorial América, 1935, dont le prologue était signé par Paul Rivet.

<sup>452</sup> STEFANONI Pablo, *Los Inconformistas del Centenario. Intelectuales, socialismo y nación en una Bolivia en crisis (1925-1939)*, Plural Editores, La Paz, 2015.





453

Ceux-ci parlaient de la « réhabilitation des indigènes », citaient à plusieurs reprises l'école de Warisata et citaient aussi plusieurs extraits des ouvrages de Maria Frontaura Argandoña. Dans ce numéro, Zoila Viganó accordait une importance particulière à la condition des femmes indigènes auxquelles elle consacre un article intitulé « Fonction sociale et économique de la femme indigène. Le problème des indigènes », où elle met en valeur le rôle que les femmes indigènes jouent dans l'économie du pays et l'idée que la réhabilitation des indigènes passe principalement par l'éducation des femmes indigènes :

« En los diferentes aspectos que se ha tratado del complejo problema indigenal, la mayoría de los estudiosos que han aportado con algo a su solución u orientación, siempre lo han hecho dando la impresión de abordar en forma parcial, concediéndole mayor importancia al indio y dejando al margen de sus estudios al elemento femenino indígena, que juega un papel muy especial y de vital importancia económica dentro de que lo que se llama en forma abstracta « el problema del indio » (...)

La situación de la mujer indígena :

Dentro de este afán noble de redimir a la población indígena, con preferencia sólo se toma en cuenta el valor intrínseco y las cualidades y características especiales del indio como posible factor de progreso en la nacionalidad, en cambio se incurrió en el error de no tomarla en cuenta menos hacer un estudio serio sobre la situación de la mujer indígena dentro del problema social y económico del campo.

Al cometer esta injusticia de relegar a la mujer indígena a un segundo plano como elemento inferior al hombre, no se ha avaluado lo que ella significa como elemento de producción en medio de las labores agropecuarias. La mujer indígena alterna las labores del campo conjuntamente con las obligaciones del hombre, es así por ejemplo que, mientras el padre, los hermanos y el esposo

<sup>453</sup> El Diario, La Paz, 5 janvier 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

hacen largos viajes, ella desempeña íntegramente las faenas del laboreo de la tierra y el cuidado del ganado en una noble emulación de esfuerzo y eficiencia con el trabajo del hombre; otro ejemplo que podemos citar muy frecuentemente entre la peonada de las haciendas es la concurrencia de las mujeres en lugar de sus maridos y muchas veces como suplentes de trabajadores que por una u otra causa no pueden concurrir a los trabajos de la hacienda. Todo esto es en lo que se refiere a las mayores actividades de la vida del campo sin tomar en cuenta las otras obligaciones que tiene como son: el trabajo de hermosos tejidos, de la vestimenta que usan, las obligaciones de hogar, la venta de los productos agrícolas en las poblaciones vecinas y cuando no existe trabajo en el campo lo buscan en las ciudades con preferencia en las construcciones particulares y de obras públicas, también concurren a los asientos mineros participando en las duras labores diurnas y nocturnas del proletariado minero y muchos otros menesteres que hacen de ella un positivo factor de beneficio y trabajo para la sociedad.

Con todo, no obstante de constituir la india como queda demostrado, un factor de beneficio a la economía y al progreso nacionales, se ha cometido la injusticia de no valorarla dentro de las diferentes fuentes de producción del país.

Si la india como consta a todos y queda claramente establecido de que constituye un poderoso factor económico y social en la vida del campo, se impone la obligación de hacer un estudio muy especial de sus diferentes características, entre ellas sus cualidades de igualdad de trabajo que la del hombre, sus virtudes de abnegación en el hogar, donde no tiene cabida el abandono ni el adulterio por muy miserable y sacrificada que sea su vida conyugal porque en su alma no viven ni el rencor ni el odio por mucho que le hubiera ofendido de palabra o hecho el compañero de sus días, y en cuanto a su estructura moral aunque de raíces primitivas es bastante intachable y si alguna vez se pervierte es por la influencia del mestizo o del blanco.

Educación indígenal :

Hasta ahora preferentemente solo se ha atendido a alfabetizar al niño indígena (con excepción de los experimentos que se hacen en Huarizata), negándose toda importancia educativa a la niña indígena, sin tener en cuenta por los antecedentes meritorios más arriba mencionados, que llegando a ser encarrilados dentro de un programa educacional harían de la mujer indígena el más alto valor de aporte social y económico dentro del progreso de las actividades de la población rural. La educación de ella significa la base misma de la redención del indio, desde el momento que su educación trae consigo la renovación de las costumbres y modalidades demasiado primitivas del hogar, como son: el principio de la educación de los hijos, la higiene, la alimentación y en general la organización perfecta del hogar que es la base de la buena organización humana.

Si hemos de hablar de la redención indígena en su aspecto educativo, social y económico, hay que hacerlo en la forma más amplia, es decir, sin desconocer los derechos de la mujer indígena. Si bien por su estado de ignorancia tanto el hombre como la mujer juegan un papel negativo en ciertas actividades como las políticas administrativas, no se negará su importancia o su valor como elemento positivo de producción dentro de la economía.

No se debe perder de vista que Bolivia no tiene más elemento de producción agrícola que el esfuerzo del campesinado indígena, porque hasta ahora el único

obligado a trabajar la tierra es el indio y por consiguiente constituye el elemento mismo de vida de la nación que es la agricultura.

Si pensamos con el criterio de los economistas, en el sentido de llegar a la perfección del intercambio comercial e industrial entre los productos de la ciudad y el campo que es la balanza de equilibrio de todo país económicamente bien organizado, entonces tenemos que buscar no sólo la educación sino la redención social y económica de la raza indígena para hacer de ella un factor de positivo progreso dentro del bienestar de Bolivia.

Zoila Viganó Castañón. »<sup>454</sup>

Ce texte est intéressant en ce qu'il reprend les idées débattues à l'époque et discutées de surcroît, à la Semaine Indianiste. Ainsi, il reprend l'idée de « la réhabilitation » ou « rédemption » des indigènes, c'est-à-dire, de la nécessité de les intégrer à la Nation car l'économie du pays, majoritairement agricole, reposait sur le travail indigène. Avec une posture paternaliste, Zoila Viganó reprend l'idée que les indigènes étaient des êtres non civilisés en faisant référence à plusieurs reprises à leur « primitivité », mais en reprenant également les idées de Franz Tamayo, Arthur Posnansky et Maria Frontaura Argandoña, elle les présente comme des êtres à la morale irréprochable, pervertie par les métis ou les blancs. On n'est évidemment pas loin de l'image du « bon sauvage » corrompu au contact de la « civilisation ». L'originalité du texte repose sur son caractère féministe, sur la mise en valeur des femmes indigènes et de leur rôle dans l'économie du pays. Le texte reprend ainsi une idée très commune des organisations féministes de l'époque, qui consistait à insister sur l'importance de l'éducation des femmes pour l'avenir du pays. Depuis les années 1920, l'une des revendications les plus importantes des organisations féministes était l'amélioration de l'éducation des femmes pour que celles-ci puissent former les meilleurs citoyens au plus grand bénéfice de la Nation. Ici, Zoila Viganó s'appuie sur cette même idée concernant la condition des indigènes : pour les « réhabiliter » et les intégrer à la Nation, il ne suffit pas de s'occuper uniquement de l'éducation des garçons, il faut s'occuper aussi d'une éducation pour les filles et femmes indigènes, négligée jusqu'alors. Pour cela, il était fondamental de les inclure comme objet d'étude dans les travaux et débats des chercheurs et intellectuels. Pour prouver l'importance qu'avaient les femmes indigènes dans l'économie du pays, l'article s'attarde à décrire de manière assez précise et réaliste le travail réalisé par les femmes dans les champs et les haciendas, en insistant sur le fait qu'il s'agissait souvent du même travail que les hommes puisqu'elles les remplaçaient souvent. Cette perspective est tout aussi originale en abordant les questions économiques du pays, puisque le travail des femmes, et de surcroît le travail des femmes indigènes, était la plupart du temps complètement invisibilisé. Peu de

---

<sup>454</sup> *El Diario*, La Paz, 5 janvier 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

documents des féministes boliviennes s'attardent à décrire la condition de vie des femmes indigènes de manière aussi concrète, insistant sur leurs activités productives et l'importance qu'elles jouent dans l'économie du pays. Pour toutes ces raisons, le texte est très original et se veut une contribution aux débats de l'époque, réactualisés à l'occasion de la Semaine Indianiste. Les intellectuels qui s'attardaient sur la question, ne prenaient pas en compte de manière spécifique le rôle et la condition des femmes indigènes lorsqu'il s'agissait de parler de la condition indigène en général. Cet article se veut donc une contribution pour combler ce vide dans les débats indigénistes.

Un autre article fut publié dans la même page, écrit par Angélica Azcui, la dirigeante syndicale dont la présence au Congrès Féminin de la Légion Féminine en 1936 avait gêné les membres catholiques de l'organisation. L'article, avec un ton plus révolutionnaire, appelle le féminisme à lutter pour la rédemption des indigènes :

«...Ahora que se inicia la SEMANA INDIANISTA, auspiciada por los « Amigos de la Ciudad », dedicando un homenaje al Hermano Indio y con ellos, todos los que seguimos de cerca la evolución de esta sublime raza incomprendida, menospreciada y anulada por aquellos que se benefician de su trabajo y esfuerzo y que aprovechan de su ignorancia en vez de honrarse y enorgullecerse de su sangre y de la potencialidad del indio que germina como la semilla más pura y vigorosa en los surcos de la futura Nueva Bolivia, pensamos que es nuestro deber y que es necesario iniciar una verdadera cruzada redentora de esta raza injustamente oprimida, debilitada por el alcohol y el látigo de patronos y corregidores (...)

Esta maldición es la del encadenado, del eterno esclavo, de ese ser a quien todo el mundo tiene el derecho de pisarlo. Puesto que esto es así, maldito entonces todo el mundo y maldito también el pasado... Mas no conjuremos contra esta maldición y que todo el pensamiento libre e idealista del feminismo boliviano tienda su acción por todos los medios, al acercamiento y cultura del hermano indio de ambos sexos, rompiendo las cadenas que lo esclavizan y arrancándolo del sopor e ignorancia en que vive; la mujer estudiosa de Bolivia está llamada a ser el Hércules que dé la liberación a nuestro hermano expoliado, el paria del Altiplano y los Valles; que sea nuestro compañero de lucha y que marche junto a nosotros a la conquista de nuestros ideales.

Tenemos pruebas que confirman la excelencia de la raza indígena en la hecatombe chaqueña. Ha demostrado su resistencia y poder de asimilación, como soldado que fácilmente se instruye; los ensayos hechos en los grupos de aymaras en Huarizata Departamento de La Paz y la embajada mixta de indígenas quechuas de Caiza, de Potosí, han sido toda una revelación y nos van demostrando la capacidad de estas razas que encierran toda una gran promesa para nuestra clase; como un deber sagrado toca a los dirigentes obreros de Bolivia y a todos los espíritus libres y conciencias revolucionarias el iniciar una verdadera cruzada pro-hermano indio. Salvemos al indio que es el factor más positivo del progreso Patrio.

Angélica Azcui Fernández. »<sup>455</sup>

---

<sup>455</sup> Idem.

Comme d'autres intellectuels, Angélica Ascui voit dans les indigènes le futur de la nouvelle Nation. Si d'autres organisations féministes, telles que l'Athénée Féminin, s'étaient également posées en libératrices des indigènes, c'était toujours avec une posture paternaliste fortement marquée. Il s'agissait de les libérer en les aidant à « se civiliser ». Même si ce texte laisse entrevoir une posture légèrement paternaliste avec l'idée de la « libération », celle-ci est nuancée par le fait que l'auteure parle de la nécessité qu'ont les féministes de se rapprocher de la culture de l'indigène, et de faire de l'indigène un « compagnon de lutte » qui « marche à nos côtés ». Une relation horizontale et plus égalitaire est donc envisagée par Angélica Azcui entre le mouvement féministe et les indigènes qui doivent se libérer ensemble des chaînes qui les oppriment. Cette recherche d'alliances entre deux secteurs de la population socialement très distants, s'explique par le rôle qu'Angélica Ascui joua pendant toute sa vie de militantisme. En effet, elle fut l'une des premières femmes leaders syndicales et elle fut membre de plusieurs syndicats ouvriers en même temps que membre d'organisations féministes telles que l'Athénée Féminin, la Légion Féminine et l'Union de Femmes Américaines. D'ailleurs elle était la déléguée de la Confédération des Travailleurs de Bolivie au sein de cette dernière. Elle tissait donc des liens et des ponts inédits entre le secteur ouvrier et certaines féministes de l'oligarchie. Qu'elle cherche un rapprochement et une alliance horizontale (et non verticale) entre les féministes et les indigènes n'est donc pas surprenant, mais complètement inédit. Un rapprochement de cette sorte n'avait jamais été évoqué auparavant au sein du mouvement féministe en Bolivie. À notre connaissance, ce genre de rapprochement n'eut jamais lieu, mais l'idée était lancée au sein des débats indigénistes de la Semaine Indianiste. Le mouvement féministe était appelé à jouer un rôle de premier plan dans la « libération » et la « rédemption » des indigènes des deux sexes. De cette manière, l'UMA participait entièrement des discussions politiques et intellectuelles qui grouillaient à l'époque en publiant dans l'un des principaux journaux de l'oligarchie des articles marxistes et révolutionnaires, d'autres qui insistaient sur l'importance des femmes indigènes dans l'économie du pays, et sur la nécessité de créer une alliance entre féministes et indigènes. Des idées pour le moins inédites, originales et qui pouvaient être considérées comme radicales ou subversives par la société de l'époque !

La Légion Féminine et l'UMA s'inséraient ainsi dans les débats intellectuels de l'époque où le socialisme, le marxisme et l'indigénisme acquéraient une place de plus en plus prépondérante comme idées phares à suivre afin de reconstruire la Nation. Très actif entre

1935 et 1936, le mouvement féministe semblait à son apogée lorsque le gouvernement promulgua, en octobre 1936, un décret-loi qui octroyait les droits civils aux femmes. Une bataille de longue date semblait gagnée, mais seulement en apparence...

## II) L'octroi des droits civils aux femmes

### A) La situation juridique des femmes dans les années 1930

La situation légale des femmes dans les années 1930 était régie par le Code Civil bolivien qui avait été promulgué en 1831, plus de cent ans auparavant. C'était la copie fidèle du Code Napoléonien de 1804 avec quelques modifications et omissions, afin de s'adapter aux réalités du pays. Ce Code, qui subit quelques changements dans les années 1880, resta en vigueur jusqu'en 1973<sup>456</sup>. Il régissait les droits civils des boliviennes qui avaient un statut de mineures, étant soumises à l'autorité des hommes, que ce soit leurs pères ou leurs maris.

En effet, dans le Code Civil bolivien de 1831 le mari était considéré comme le chef de la société conjugale, et il exerçait de plein droit la *patria potestad* (la puissance paternelle) sur ses enfants et ses domestiques, qui en conséquence lui devaient obéissance et soumission. La *patria potestad* lui donnait le droit de les corriger si nécessaire, ainsi que l'usufruit légal des biens matériels de la famille et la direction des affaires. La femme n'exerçait la *patria potestad* sur ses enfants qu'en cas de décès du père. D'ailleurs, le Code ne déclarait, à aucun moment, que la *patria potestad* était attribuée aux deux parents. Etant donné que le mari était le chef de la société conjugale, la *patria potestad* lui était attribuée à lui seul, et il pouvait l'exercer pleinement ; la *patria potestad* n'était exercée par la femme que subsidiairement. Tant que le mari était vivant, elle était entièrement assujettie à l'autorité de celui-ci. Ainsi, d'après la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1890, la femme n'exerçait la *patria potestad* que si le mariage était dissout : « Le fils est sous l'autorité du père légitime ou naturel et à défaut sous l'autorité de la mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation ». <sup>457</sup> De la même manière, l'article 130 du Code Civil bolivien instituait : « Le mari doit protection à sa femme, la femme lui doit obéissance » <sup>458</sup>. D'après cet article, le mari, en tant que chef de famille, avait sous sa responsabilité le soutien matériel et moral du foyer et il devait donc protéger sa femme. Celle-

---

<sup>456</sup> CLAVERO Bartolomé, *Geografía jurídica de América Latina: pueblos indígenas entre constituciones mestizas*, Siglo XXI, México, 2008.

<sup>457</sup> «Está el hijo bajo la autoridad del padre legítimo o natural y en su defecto de la madre hasta la mayoría o emancipación.», extrait de MACEDONIO Urquidi José Antonio, *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia*, 3e Édition, Cochabamba, 1937, p.18.

<sup>458</sup> «El marido debe protección a su mujer, y ésta obediencia a su marido», extrait de MACEDONIO Urquidi José Antonio, *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia*, 3e Édition, Cochabamba, 1937, p. 19.

ci était sous l'autorité de son mari et entièrement soumise à sa volonté. La loi l'obligeait à lui obéir en toutes circonstances. Le mari apparaissait ainsi comme une sorte de « deuxième père », exerçant sa puissance paternelle sur son épouse qui devait lui obéir de par son statut de mineure et sa présumée « infériorité ».

En outre, d'après l'article 131, la femme était obligée d'habiter avec son mari et de le suivre partout où celui-ci décidait d'habiter. En revanche, ce dernier devait héberger sa femme, et lui donner tout ce qui était nécessaire à ses besoins vitaux, selon ses facultés et son état. Ainsi, l'article 53 instituait : « La femme mariée n'a d'autre domicile que celui de son mari. »<sup>459</sup>

En ce qui concerne la nationalité des femmes boliviennes, l'article 11 du Code Civil stipulait : « La femme bolivienne mariée avec un étranger adopte la nationalité de son mari. »<sup>460</sup> Celle-ci perdait donc sa nationalité une fois mariée avec un étranger.

D'autre part, d'après l'article 132, une femme ne pouvait comparaître dans un procès sans l'autorisation de son mari. Néanmoins, l'article suivant affirmait que les femmes n'avaient pas besoin de cette autorisation lorsqu'elles étaient l'objet de poursuites pénales.

Au sujet de l'administration des biens matériels, l'article 134 reconnaissait que la femme ne pouvait ni donner, ni aliéner ni acquérir, à titre gratuit ou onéreux, des biens sans le concours de son mari, ou sans son consentement, ou encore sans sa ratification postérieure. D'après l'article 133, « si le mari est infirme ou absent, le juge, en connaissance de cause, peut autoriser la femme à comparaître dans un procès, ou à signer un contrat. »<sup>461</sup> Ainsi, en cas d'absence de son époux la femme passait sous la tutelle d'un juge qui prenait la place du mari pour lui accorder ou non son autorisation. D'autre part, l'époux avait l'usufruit des biens dotaux avec les obligations que cela impliquait. Il pouvait les aliéner sans autorisation de sa femme, à l'exception des biens immeubles qui n'étaient pas aliénables, sauf dans les cas de nécessité prévus par la loi et avec l'accord des deux conjoints. En outre, la femme mariée pouvait administrer ses propres biens ; il s'agissait des biens qui n'étaient pas compris dans la dot (« bienes parafernales »). Cependant, elle ne pouvait ni les aliéner ni comparaître dans un procès, sans l'autorisation du mari, ou en son absence, sans l'autorisation du juge rattaché au domicile conjugal. La femme majeure et célibataire pouvait administrer ses biens et les aliéner dans le cours de ses affaires et de sa vie civile. La femme mariée pouvait agir de

---

<sup>459</sup> « La mujer casada no tiene otro domicilio que el de su marido. », extrait de MACEDONIO Urquidi José Antonio, *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia*, 3e Édition, Cochabamba, 1937, p.25.

<sup>460</sup> « La mujer boliviana casada con un extranjero sigue la condición de su marido. » extrait de MACEDONIO Urquidi José Antonio, *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia*, 3e Édition, Cochabamba, 1937, p. 20.

<sup>461</sup> « Si el marido está impedido o ausente, el juez, con conocimiento de causa puede autorizar a la mujer, sea para comparecer en juicio sea para contratar. » extrait de MACEDONIO Urquidi José Antonio, *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia*, 3e Édition, Cochabamba, 1937, p. 20.

même, mais uniquement lorsque le mariage était dissout soit par la mort du mari, soit par le divorce. L'article 136 attribuait à la femme la capacité de faire appel au juge dans le cas où le mari aurait refusé de donner son autorisation ; le juge pouvait alors remplacer le mari.

D'après l'article 155, les profits réalisés au cours du mariage devaient être partagés entre les deux conjoints en cas de séparation. Cependant, si la femme avait commis adultère, elle perdait tous les profits ainsi que la dot constituée par le mari. De même, d'après l'article 974, les acquêts du mariage appartenaient aux deux conjoints, mais seul le mari pouvait les aliéner, y compris sans le consentement de sa femme. D'autre part, les époux pouvaient établir librement des testaments sur leurs biens propres, leurs « bienes parafernales », leurs biens patrimoniaux, dotaux, et leurs acquêts, en suivant les dispositions établies par la loi sur les droits des héritiers et des parts légitimes. L'article 459 stipulait que les garçons âgés de moins de 14 ans, et les filles âgées de moins de 12 ans ne pouvaient faire de testaments. Cependant, après avoir dépassé cette limite d'âge, ils pouvaient en constituer librement comme s'ils étaient hors de la *patria potestad*. D'après l'article 140, la femme pouvait rédiger un testament librement sans l'autorisation de son mari<sup>462</sup>, ce qui était en fin de compte la seule chose qu'elle était en droit de faire sans l'autorisation de celui-ci.

La condition juridique des femmes des années 1930 était donc la même que celle d'un siècle auparavant, quelques années après que la Bolivie fut fondée comme pays indépendant (en 1825). Or, la condition et la vie des femmes avaient changé de manière significative, avec le développement de leur éducation au début du siècle et leur entrée progressive dans le marché du travail. Il y avait donc un décalage important entre leur condition juridique et les changements qui étaient en train de s'opérer s'agissant de leurs conditions de vie. Ce décalage fut dénoncé par les premières féministes qui firent leur apparition au début des années 1920.

## **B) Les actions menées par le mouvement féministe afin d'obtenir les droits civils**

En effet, en juin 1925, les membres de l'Athénée Féminin s'étaient chargées de présenter au gouvernement un projet de modification du Code Civil, afin que les femmes puissent obtenir les droits civils. Elles firent appel à Benjamín H. Gallardo, juriste, civiliste et Recteur de l'Université Mayor de San Andrés de La Paz, pour qu'il réalise un projet de réforme du Code Civil bolivien accordant les droits civils aux femmes. Ce projet devait être présenté au Parlement à l'occasion de la célébration du Centenaire du pays. Des

---

<sup>462</sup> MACEDONIO Urquidí José Antonio, *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia*, 3e Édition, Cochabamba, 1937.



commissions de femmes devaient avoir lieu pour élaborer le projet de modification sous la direction de Benjamín H. Gallardo:

« Con motivo de llevarse a cabo la interesante idea del doctor Benjamín H. Gallardo, presentada al Ateneo Femenino, con objeto de pedir al H. Congreso de este la reforma legislativa en cuanto a los derechos de la mujer incumbe, ha resuelto este Centro cultural formar sus comisiones organizadoras de este proyecto.

Es de esperar que todos los Centros femeninos de la República, y cada mujer en particular, concurra con su adhesión a la causa, al llamado que hará el Ateneo Femenino, ya que se trata de una idea que laborada con el esfuerzo ha de ser germen de benéficos resultados.

La esperanza nos alienta porque confiamos en que la inteligencia de las H. H. Cámaras ha de ser asequible al proyecto, cuyos puntos estudiados, con criterio justo y desinteresado por el doctor Gallardo, constituyen el reclamo más digno que hará la mujer de sus derechos. »<sup>463</sup>

Le projet, nommé « Projet de réintégration des droits civils de la femme », fut présenté à l'Athénée Féminin par le docteur Benjamín H. Gallardo dans une conférence réalisée le 11 juillet 1925 dans les salons de l'Université Mayor de San Andrés de La Paz<sup>464</sup>. L'objectif de ce projet consistait à « mettre à jour » un Code Civil « archaïque » qui n'était plus en accord avec les réalités quotidiennes des femmes boliviennes. Il était donc nécessaire qu'à l'occasion des célébrations de son Centenaire, la Bolivie puisse rénover sa législation en considérant les réformes du Code Civil présentées dans ce projet :

« Señorita Presidenta del Ateneo Femenino:

Señoras, Señores:

Llegamos a la primera centuria de vida republicana, y al examinar nuestra legislación en lo que se refiere a los derechos civiles de la mujer se ve con profundo sentimiento, que el legislador boliviano no se ha ocupado absolutamente del sexo femenino, dejándolo en estado de abandono y de inferioridad relativamente al varón y en una cuasi esclavitud.

Nuestro Código Civil que reconoce como origen el Código Napoleón, informado en los principios del Derecho Romano, considera a la mujer no como una persona absolutamente capaz del ejercicio y goce de los derechos civiles, sino, menos que relativamente, como algo intermediario entre la persona y la cosa, y de ahí emana la inferioridad de ella, la preeminencia y superioridad del varón y su derecho de señorío.

Cuando se observan nuestras costumbres sociales, el rango que la mujer ocupa en ellas, la altura a que la hemos colocado con el cultivo metódico de su espíritu y de su inteligencia, las consideraciones a que es acreedora como hija, como esposa y como madre, se ve que hay una diferencia muy profunda entre la mujer social y la mujer legalmente contemplada.

Quiere decir esto y manifiesta muy a las claras, que ha desaparecido y no existe la armonía que debe reinar entre la ley y las costumbres sociales; que las disposiciones de nuestros códigos en lo referente a la mujer, pecan de arcaicas

---

<sup>463</sup> *Eco Femenino*, n°14, juillet 1925, La Paz. Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>464</sup> *Indice*, n°1, décembre 1927, La Paz. . Centro de Información y Desarrollo de la Mujer (CIDEM), La Paz, Bolivie.

y añejas, que no se adaptan a nuestro medio ambiente y que reclaman a voces una reforma radical reintegrándola a la mujer en sus derechos civiles que otrora fueron mermados. »<sup>465</sup>

Il est intéressant de constater que la demande de réforme du Code Civil se basait sur l'idée qu'il n'était plus adapté aux conditions sociales des femmes des années 1920 ; autrement dit, dans les conceptions de Gallardo et des membres de l'Athénée Féminin, la réforme du Code Civil ne répondait pas à une nécessité de provoquer des changements dans la condition sociale des femmes à travers la modification des lois ; au contraire, il s'agissait d'adapter les lois aux changements qu'avaient subis les coutumes sociales. Dans la conception de Gallardo et des membres de l'Athénée, les femmes des années 1920 n'étaient pas comparables à celles des premières années de l'Indépendance, puisqu'elles étaient désormais des femmes éduquées et cultivées. Les lois qui régissaient leur vie sociale n'étaient donc plus adaptées à leurs conditions de vie, et ce décalage entre le social et le légal exigeait une rénovation à travers des réformes. Dans ce sens, le social était en avance par rapport au légal, selon Gallardo et les femmes de l'Athénée. La célébration du Centenaire était pour eux l'occasion idéale d'entreprendre des réformes dans la législation puisqu'il s'agissait d'un moment de « refondation » du pays. Il fallait donc prendre en compte toutes les évolutions sociales du siècle de vie indépendante afin d'obtenir un Code Civil correspondant aux réalités sociales du pays.

S'il est vrai que les conditions des femmes urbaines des classes moyennes et élevées de la société s'étaient transformées avec le développement de leur éducation, l'idée de femmes aussi éduquées que les hommes, répondait davantage à un idéal imaginé par les membres de l'Athénée Féminin qu'à une véritable réalité dans le pays, car la grande majorité des femmes n'avaient pas bénéficié du développement de l'éducation au début du XX<sup>e</sup> siècle ; par conséquent, le taux de femmes éduquées et cultivées était infime. Ces changements concernaient une petite portion des femmes, dont faisaient partie les membres de l'Athénée. En tant que femmes éduquées et cultivées, celles-ci considéraient qu'il était logique et juste qu'elles puissent obtenir les droits civils et ne plus être considérées comme des mineures devant la loi une fois mariées.

Le projet présenté par Gallardo s'était inspiré du Code Civil brésilien élaboré en 1916, qu'il considérait comme étant le plus « moderne, scientifique et méthodique » de tous. Selon Gallardo, le Code Civil bolivien n'avait pas besoin d'être refait, car cela aurait pris trop de

---

<sup>465</sup> *Exposición de motivos y proyecto de ley de Reintegración de los derechos civiles de la mujer*. Conferencia que tuvo lugar en el Ateneo Femenino, en el mes de Julio de 1925, por el juriconsulto y Civilista Dr. Benjamín H. Gallardo, Rector de la Universidad Mayor de San Andrés. Talleres "La República", La Paz – Bolivia. Centro de Información y Desarrollo de la Mujer (CIDEM), La Paz, Bolivie.

temps ; il devait donc être modifié selon les stipulations du projet et harmonisé avec la législation bolivienne. Une réforme totale du Code Civil pourrait venir postérieurement, reprenant les réformes qui auraient déjà été entreprises concernant les droits civils des femmes.

En ce qui concerne le contenu du projet de « réintégration des droits civils des femmes », celui-ci instituait dans son article premier que les femmes avaient la pleine jouissance de leurs droits civils, qu'elles pouvaient exercer une profession ou une industrie licite, ainsi que les charges civiles pour lesquelles la Constitution n'exigeait d'autre condition que la « idoneidad » (adéquation). Cependant, l'article 2 délimitait leurs capacités civiles selon le régime matrimonial choisi pour la propriété des biens.<sup>466</sup> Tout comme dans le Code Civil en vigueur, lorsque les femmes se mariaient, leurs droits civils étaient réduits. Ainsi, même si l'article 1<sup>er</sup> leur accordait la pleine jouissance de leurs droits civils, l'article 2 les limitait au type de régime matrimonial choisi par les époux. La femme mariée avait donc encore des limites concernant l'exercice de ses droits civils.

Cependant, le projet instituait des changements qui, non sans contradictions, accordaient certaines capacités aux femmes mariées, qui n'apparaissaient pas dans le Code Civil en vigueur. Ainsi, d'après l'article 3 du projet, une fois mariée, la femme bolivienne ne perdait plus sa nationalité. D'après l'article 4, les témoins aux procès devaient être âgés de plus de 21 ans et pouvaient être choisis par les intéressés. En ce qui concerne la *patria potestad*, le projet modifiait ce qui était considéré par Gallardo comme une absurdité. En effet, dans le Code Civil, les enfants étaient sous l'autorité du père légitime ou naturel, et en son absence, sous l'autorité de la mère jusqu'à leur majorité ou leur émancipation. L'article 197 du Code instituait qu'après la dissolution du mariage par la mort d'un des époux, la tutelle des enfants mineurs et non émancipés appartenait de droit au survivant. D'après Gallardo, ce dernier article était absurde, car la *patria potestad* appartenait aux deux parents et était établie par les liens de sang entre ceux-ci et leurs enfants. Si l'un des parents mourait, ces liens de sang n'étaient pas dissous entre le survivant et ses enfants. Le survivant devait donc exercer la *patria potestad* de plein droit et non pas la tutelle. Cette dernière devait être exercée uniquement à la mort des deux parents. Ainsi, l'article 5 du projet présenté par Gallardo instituait que si l'un des parents s'absentait en abandonnant des enfants mineurs, la *patria potestad* et l'administration des biens devaient être exercées par le conjoint restant. De même,

---

<sup>466</sup> « Artículo 2.- La extensión de la capacidad de la mujer casada se determinará por el régimen matrimonial de los bienes. »  
Idem.

l'article 22 établissait que si le mariage était dissout par la mort d'un des conjoints, l'exercice de la *patria potestad* correspondait au conjoint survivant.

Quant à l'article 130 du Code Civil, d'après lequel l'homme devait protection à sa femme et celle-ci lui devait obéissance, il était remplacé par :

«Les conjoints se doivent réciproquement respect, protection et assistance. »<sup>467</sup>

Cet article abolissait la situation inégale et hiérarchique existant entre les deux époux dans le Code Civil en vigueur, et la remplaçait par une situation égalitaire et réciproque.

Néanmoins, le projet de Gallardo présentait quelques contradictions avec cette stipulation d'égalité: il établissait que l'homme était le chef de la société conjugale et que, par conséquent, il avait la représentation légale de la famille, ainsi que l'administration des biens communs, des acquêts, des biens patrimoniaux de la femme si l'administration de ces derniers avait été accordée au mari en vertu du régime matrimonial adopté. L'homme avait également le droit de fixer et de changer le domicile familial, et d'autoriser la profession de la femme et sa résidence hors du foyer conjugal. Il avait de même l'obligation de subvenir aux dépenses de la famille. La femme devait participer à ces dépenses avec les rentes de ses biens proportionnellement à leur valeur et relativement à ceux du mari, sauf s'il existait une disposition contraire dans le contrat de mariage. L'obligation qu'avait le mari de subvenir aux besoins de sa femme cessait lorsque celle-ci abandonnait le foyer sans motif justifié et qu'elle refusait d'y retourner.

Comme on peut le constater, le mari était toujours considéré comme le responsable des nécessités économiques de la famille ; il devait donc travailler par obligation afin de subvenir aux besoins de celle-ci. Si la femme contribuait à ces besoins, ce n'était que de manière auxiliaire. Ainsi, si elle travaillait, son salaire ne pouvait être considéré que comme un revenu d'appoint. Les droits civils de la femme mariée se limitaient au régime matrimonial adopté, et l'homme conservait plusieurs charges et privilèges qui lui étaient déjà accordés dans le Code Civil, tels que la fixation du domicile et le droit d'autoriser la profession de la femme.

Une des nouveautés introduites par le projet était la « licence uxoriale » : la licence ou autorisation accordée par la femme au mari. Cette licence suivait le principe selon lequel il existait des droits et des devoirs corrélatifs au mari et à la femme. Si l'épouse était copropriétaire des acquêts, elle exerçait un droit d'avis sur l'administration de ceux-ci. D'après l'article 974 du Code Civil en vigueur, même si la femme était copropriétaire des acquêts, seul le mari pouvait les aliéner, même sans le consentement de celle-ci. La licence

---

<sup>467</sup> « Los cónyuges se deben recíprocamente respeto, protección y asistencia. » Idem.

uxoriale venait modifier cet article en établissant que le mari ne pouvait ni aliéner, ni hypothéquer ni mettre en garantie les biens immeubles ou les droits sur les immeubles de sa femme. Il ne pouvait pas non plus faire un procès en tant qu'acteur sur ces mêmes biens ou droits. Il ne pouvait pas déposer une caution compromettant la partie des acquêts de sa femme, ou faire une donation avec les biens ou les profits qu'ils avaient en commun, sauf s'il s'agissait d'une donation rémunératrice ou de petite valeur. Il pouvait cependant faire des donations nuptiales à ses filles ou des dons à ses fils en raison de leur mariage ou de leur établissement économique séparé. En l'absence du consentement de la femme, que ce soit parce qu'elle refusait de consentir ou qu'elle se trouvait dans l'impossibilité de le faire, le juge pouvait la remplacer pour donner l'autorisation au mari. L'autorisation du juge donnait de la validité aux actes du mari mais ne compromettait pas les biens de la femme. L'annulation des actes du mari réalisés sans la licence uxoriale ou sans celle du juge, pouvait être demandée uniquement par la femme et ses héritiers.

L'article 131 du Code Civil en vigueur qui obligeait la femme à habiter avec son mari et à le suivre partout où il le jugeât convenable, et qui obligeait le mari à recevoir sa femme dans son domicile et à lui donner tout ce qui était nécessaire pour vivre, selon ses facultés et son état, fut ainsi modifié : « Le mari et la femme doivent habiter le domicile conjugal et chacun a le droit d'être reçu par l'autre ». Par le mariage, la femme devait adopter le nom de famille de son époux précédé de la particule « de » et assumer la condition de compagne et d'auxiliaire dans les charges de la famille.

D'après l'article 10 du projet, la femme ne pouvait, sans l'autorisation de son mari : 1) pratiquer les actes que celui-ci ne pouvait exercer sans le consentement de la femme ; 2) aliéner ou mettre en garantie les immeubles de son domaine particulier, quel que fût le régime matrimonial ; 3) aliéner ses droits sur les immeubles de l'autre ; 4) accepter ou renoncer à un héritage ou un legs ; 5) accepter de devenir tutrice ou curatrice ou accepter une autre charge publique ; 6) entrer dans un procès civil ou commercial sauf dans les cas indiqués dans les articles 13 et 17 du projet ; 7) exercer une profession ; 8) contracter des obligations qui impliquaient l'aliénation des biens du patrimoine. La participation du mari à l'acte, ainsi que sa confirmation ou son exécution postérieure valaient comme autorisation tacite. L'absence d'autorisation du mari pouvait être remplacée par un juge dans les cas 1 à 5 de l'article 10, et dans les cas 7 à 8, à condition que le mari ne fournisse pas de moyens de subsistance à sa femme et à ses enfants.

D'après l'article 12 du projet, la femme qui exerçait une profession, une industrie ou une activité lucrative, ou qui travaillait en tant qu'ouvrière, avait le droit de pratiquer tous les actes inhérents à son exercice et à sa défense, tout comme celui de disposer librement du

produit de son travail. D'après l'article 13, la femme était présumée autorisée par le mari pour : 1) l'achat à crédit des produits nécessaires à la vie domestique ; 2) obtenir des prêts afin d'avoir l'argent nécessaire à l'achat de ces produits ; 3) contracter les obligations concernant la profession, l'industrie, l'art ou le travail qu'elle exerçait avec l'autorisation de son mari ou celle du juge. D'après Gallardo, cet article rendait légale une pratique courante dans les coutumes sociales, car lorsque les femmes achetaient à crédit ce qui était nécessaire pour le ménage, les commerçants ne demandaient jamais l'autorisation de leurs maris, car ils supposaient qu'elles l'avaient. Il est intéressant de constater que le projet n'instituait pas que les femmes n'avaient pas besoin de l'autorisation de leurs maris pour ces actes, mais qu'elles étaient « présumées autorisées » par leurs maris. Cela signifie que l'autorisation du mari pour ce type d'actes était toujours valable et nécessaire, mais que, pour des raisons pratiques les femmes devaient être « présumées autorisées » par leurs maris. Les actes des femmes, dans ces cas, restaient dépendants de l'autorisation du mari, ne serait-ce que de manière tacite.

D'après l'article 14 du projet, la femme mariée pouvait, indépendamment de l'autorisation de son mari : 1) exercer les droits qui lui correspondaient sur les personnes et les biens de ses enfants naturels ou ceux issus d'un mariage antérieur ; 2) libérer ou revendiquer les immeubles du mariage que le mari avait mis en garantie ou aliénés, sans son consentement ou celui du juge ; 3) annuler les cautions et les donations faites par le mari ; 4) revendiquer les biens communs, meubles ou immeubles donnés ou transférés par le mari à sa concubine. La femme pouvait également, sans l'autorisation du mari, proposer l'annulation du mariage, l'action de divorce, demander les aliments qui lui correspondaient, établir un testament ou une disposition de dernière volonté. D'après l'article 17, la femme avait la direction et l'administration du mariage lorsque le mari était absent en lieu lointain ou non connu, s'il était en prison pendant plus de deux ans, ou s'il était judiciairement déclaré interdit d'actions civiles. Dans ces cas, l'administration des biens communs était accordée à la femme. Par conséquent, celle-ci pouvait disposer de ses biens particuliers et aliéner les biens communs et ceux du mari. Elle pouvait aliéner les biens immeubles communs et ceux de son époux avec une autorisation spéciale du juge. L'absence d'autorisation du mari ou du juge invalidait les actes de la femme, et cette nullité pouvait être alléguée par le mari ou ses héritiers jusqu'à deux années après la dissolution de la société conjugale.

En ce qui concerne le régime matrimonial, le projet introduisait quatre types de régimes (qui n'existaient pas dans le Code Civil en vigueur): communauté universelle, communauté partielle, séparation, et régime dotal. Les époux pouvaient stipuler avant le mariage le régime qui leur serait convenable. Le régime de communauté universelle établissait la communication de tous les biens présents et futurs des conjoints ainsi que de

leurs dettes. La propriété et la possession des biens étaient communes aux deux conjoints ; cependant, le seul qui pouvait les administrer était le mari. Le régime de communauté partielle excluait de la communauté les biens que chaque conjoint possédait au moment du mariage et ceux obtenus pendant le mariage par donation ou succession. Ce régime excluait également les biens acquis avec des valeurs appartenant exclusivement à l'un des conjoints ou en subrogation des biens patrimoniaux. Il excluait de même les obligations antérieures au mariage, et celles en provenance d'actes illicites ou de quasi-délits. Les biens qui entraient dans la communauté étaient : ceux acquis pendant le mariage à titre onéreux, même s'ils l'étaient seulement au nom de l'un des conjoints ; les biens acquis par donation, héritage ou legs en faveur d'un des conjoints ; les améliorations des biens propres de chaque conjoint réalisées avec des fonds communs ; les fruits des biens communs ou ceux des biens propres de chaque conjoint perçus pendant le mariage ; les fruits civils de travail ou d'industrie de chaque conjoint ou des deux. L'administration des biens du mariage revenait au mari, et les dettes contractées par celui-ci engageaient les biens communs, et à défaut de ceux-ci, les biens particuliers de chaque conjoint proportionnellement au profit obtenu par chacun d'entre eux. Dans le régime de séparation, les biens de chaque conjoint étaient sous l'administration exclusive de chacun d'entre eux, qui pouvait les aliéner librement, s'il s'agissait de meubles. La femme devait contribuer aux dépenses du mariage avec les rendements de ses biens, en fonction de leur valeur, sauf stipulation contraire dans le contrat « anténuptial ». Enfin, dans le régime dotal, chacun des conjoints décrivait séparément, dans le contrat « anténuptial », les biens qui constituaient la dot, en déclarant qu'ils se soumettaient à ce régime. La dot pouvait être constituée par la future épouse ou par d'autres. Elle pouvait comprendre en tout ou en partie les biens présents et futurs de la femme. Les conjoints ne pouvaient pas augmenter la dot. Une fois la société dotale en vigueur, le mari avait le droit d'administrer les biens dotaux, d'en percevoir les fruits, et de faire usage des éventuelles actions judiciaires par rapport à ceux-ci. La femme pouvait demander la séparation de la dot lorsque la mauvaise administration du mari compromettait les biens de celui-ci et les siens. Une fois la dot séparée, la femme en exerçait l'administration, mais elle était toujours inaliénable. La dot devait être restituée par le mari à la femme, ou à ses héritiers dans le mois qui suivait la dissolution du mariage. La femme conservait la propriété et l'administration des « biens parafernals », sans pouvoir aliéner les biens immeubles.

Le projet présenté par Gallardo accordait des droits civils à la femme mariée qu'elle n'avait pas avec le Code Civil en vigueur. Ainsi, par exemple, elle ne perdait plus sa nationalité lorsqu'elle se mariait avec un étranger et ne devait plus « obéissance » à son mari.

Cependant, plusieurs limitations restaient toujours en vigueur dans le projet, car celui-ci confirmait que le mari était le chef de la société conjugale, et il lui accordait par conséquent plusieurs privilèges, dont par exemple, l'administration des biens, la fixation du domicile, et le pouvoir de permettre ou non à sa femme de réaliser des actes divers. La nouveauté introduite dans le projet était la licence uxoriale, qui limitait les actes du mari. Cependant, cette limitation était également appliquée à la femme, qui avait d'autres limitations. Il s'agissait donc d'un projet avec des réformes modérées qui ne remettait pas radicalement en question la place de la femme au sein du mariage. Celle-ci, une fois mariée, était toujours une mineure puisqu'elle avait besoin de l'autorisation de son mari pour réaliser plusieurs actes de la vie civile. Celui-ci nécessitait de l'autorisation de sa femme mais uniquement dans l'administration des biens appartenant à celle-ci.

Le projet fut envoyé le 24 août 1925 au pouvoir législatif pour qu'il soit étudié et appliqué par les législateurs. Cependant, l'étude de ce projet fut repoussée à l'année suivante. En 1926, les membres de l'Athénée Féminin envoyèrent une deuxième demande, sans obtenir de réponse de la part du pouvoir législatif. Des projets indépendants concernant l'octroi des droits civils aux femmes furent présentés au Parlement par les députés Ugarte, Hernandez et Herrero, mais il semblerait qu'ils n'aient jamais été débattus à l'Assemblée. Face à cette indifférence de la part du pouvoir législatif, une conférence sur les droits civils des femmes fut réalisée à l'Université Mayor de San Andrés par Betshabé Levy, qui envoya une pétition au Parlement signée par toutes les femmes qui avaient participé à l'acte. De même, Raquel Ichazo Vázquez, inspectrice de l'instruction secondaire de la République, se chargea de la distribution du projet dans toutes les sociétés culturelles du pays lors d'une tournée d'inspection. Néanmoins, le pouvoir législatif de la deuxième moitié de la décennie 1920 se montra complètement indifférent au projet, ainsi qu'aux demandes réalisées par les membres et les collaboratrices de l'Athénée Féminin<sup>468</sup>. Le contexte d'après-guerre allait se montrer, au moins en apparence, un peu plus favorable à l'octroi de droits aux femmes.

### **C) L'octroi des droits civils aux femmes et leur non application**

Une fois la guerre terminée, la Légion Féminine reprit la campagne qui avait été entamée par le Comité d'Action Féministe pendant la guerre en vue d'obtenir les droits civils et politiques des femmes. Ainsi, en juin 1936 la Légion Féminine d'Oruro réalisa une enquête

---

<sup>468</sup> *Indice* n°1, décembre 1927, La Paz. Centro de Información y Desarrollo de la Mujer (CIDEM), La Paz – Bolivie  
ALVAREZ María Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.



sur les Droits Civils et Politiques des femmes. Cette enquête fut envoyée à des politiciens, des militaires et des intellectuels reconnus. Les questions de l'enquête étaient les suivantes :

« En vista de su prestigio intelectual, solicitamos su valiosa opinión, e invitamos a usted a tomar parte en dicha Encuesta, insinuando responder a las siguientes preguntas:

Primero – Según sus observaciones, ¿la mujer boliviana tiene suficiente preparación para que se le confiara Derechos Civiles y Políticos?

Segundo - ¿Le parece justo y equitativo, que siga excluida de esos derechos, aún reuniendo condiciones ventajosas para el libre ejercicio de ellos?

Tercero – En su concepto, ¿se debe o no conceder los Derechos Civiles y Políticos a la Mujer Boliviana?

Cuarto - ¿Qué sugerencias daría usted para orientar la iniciativa de estos derechos?

En la seguridad de obtener su importante respuesta, que orientará actividades sobre el tema de palpitante actualidad, nos suscribimos muy atentamente. – (Firmado) Dra. Amelia Chopitea, Presidenta. – Paz Nery Nava, Secretaria. »<sup>469</sup>

On n'a malheureusement pas trouvé les réponses faites à cette enquête. Un mois plus tard, la Légion Féminine de Potosí se chargea d'envoyer une lettre, en juillet 1936, à la Junte Militaire dirigée par le Président de la République David Toro, en lui demandant l'octroi des droits civils et politiques aux femmes. Cette lettre, qui fut qualifiée par les membres de la Légion Féminine de « manifeste », laisse entrevoir comment celle-ci s'inscrit dans le contexte de changements politiques de l'époque d'après-guerre, où le socialisme occupait une place importante au sein des discours pour parler de l'amélioration de conditions de vie des plus défavorisés :

« “Plenitud de Derechos Civiles y reconocimiento de Derechos Políticos para la mujer que tenga título Universitario o Profesional u Oficio que garantice su independencia económica. ”

(Del Programa de Acción Socialista, Oficial).

Excelentísimos Miembros de la JUNTA MILITAR DE GOBIERNO :

La evolución económico-social, que se ha operado en la Nación, abarca en su ideología el advenimiento equitativo del derecho en pro de los intereses colectivos.

En este sentido no podía quedar relegada a segundo plano la personalidad femenina, víctima de prejuicios y de humillaciones y desigualdades dentro del agregado social; para ellos basándonos en los postulados de equidad y justicia que contempla el Programa del GOBIERNO SOCIALISTA, la “Legión Femenina de Educación Popular América”, encuadrándose al realismo definido por anhelos de supervida que agitan el alma nacional, declara su franca decisión para pedir al actual Gobierno, el reconocimiento de los Derechos Civiles y Políticos femeninos.

---

<sup>469</sup> VILLANUEVA Etelvina, *Acción Socialista de la mujer en Bolivia*, Cooperativa de Artes Gráficas E. Burillo Ltda., La Paz, Bolivie, 1970.

La mujer de post-guerra cree oportuna su concurrencia como elemento de capacitación jurídica indiscutible, al manejo de los intereses públicos, ya que la mujer profesional y la mujer universitaria, han alcanzado un plano de nivelación con el ciudadano superando en muchos casos al elemento elector de las masas del pueblo, y si como éste último, no ha merecido la protección de las leyes, caminando por el mundo de las luchas monetarias, sin más escudo que su voluntad, PIDE EL RECONOCIMIENTO de sus legítimos derechos; no para engrosar las filas de fanáticos politiqueros, sino para cooperar en la realización de una fórmula más humana, velando por una distribución equitativa del trabajo, por la remuneración justa de éste, por la implantación del salario mínimo para la mujer proletaria; por la prohibición del trabajo para los niños; en síntesis, luchando por abolir la explotación del capitalismo, amparar a la Madre y proteger al Hijo.

El articulado legislativo de la burguesía, que ha marcado su Régimen de absurdos contrasentidos, no ha pensado en la mujer, y sus leyes se han fabricado por el hombre y para el hombre; mas, hoy día con el más amplio sentido de confraternidad, anhela la “Legión Femenina de Educación Popular América” que el elemento de ambos sexos, conjuntamente marchen por rutas de superación, sin rivalidades, sin odios, ni preponderancias, reconociendo únicamente el ser, en el campo jurídico y social.

La mujer que no elude responsabilidades, pero que tampoco quiere ser víctima de leyes egoístas, que únicamente le han legado la lucha desigual, colocando en el horizonte, obstáculos invencibles y acallando con la ficción de mentido amparo, la justa protesta arrancada por peso de responsabilidades y deberes. Por esto, y muchas otras razones, que no escapan a la clarividencia y nobles fines que persigue esa respetable Junta de Gobierno, la “Legión Femenina de Educación Popular América”, en nombre de la Mujer boliviana, impetra, se lleve a la práctica, la fórmula dispositiva con la que encabezamos el presente Manifiesto, contemplado en el PROGRAMA del Gobierno Socialista.

Por la Unión Fraternal de Bolivia.

(Firmado). Etelvina Villanueva, Presidenta Nacional.- Aurora Valda Cortez, Secretaria de Acción Jurídica.- Nelly Parada, Secretaria General. »<sup>470</sup>

Pour réclamer les droits civils et politiques des femmes, les membres de la Légion Féminine s'appuyèrent sur le programme officiel du gouvernement, dans lequel celui-ci annonçait l'octroi des droits civils aux femmes et celui du droit de vote restreint à celles qui possédaient un titre universitaire ou professionnel, ou encore un métier leur permettant d'être indépendantes économiquement. Elles firent appel au programme socialiste du gouvernement, qui visait à l'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés, groupe dans lequel elles incluaient celles qui avaient été délaissées par les gouvernements « bourgeois » antérieurs. Les membres de la Légion Féminine ne remettaient pas en question les conditions imposées par le programme du gouvernement pour accorder le droit de vote (possession de titre universitaire ou professionnel, ou bien d'un métier (« oficio »)). Elles acceptaient ainsi que le droit de vote fût accordé à un secteur restreint de la population féminine. Le programme du

---

<sup>470</sup> Idem.

gouvernement était assez vague car il ne définissait pas clairement ce qui était entendu par « métier ». Si avoir un « métier » signifiait travailler, une grande partie des femmes des classes populaires (qui travaillaient en tant qu'ouvrières, femmes de ménage, dans le commerce, les marchés, etc.) seraient des électrices potentielles. Dans tous les cas, la Légion Féminine acceptait ces conditions requises, qui n'étaient pas les mêmes pour les hommes, puisque ceux-ci devaient seulement savoir lire et écrire pour pouvoir voter. De plus, les membres de la Légion Féminine laissaient entendre qu'elles souhaitaient obtenir le droit de vote parce que les femmes seraient celles qui mettraient en place les politiques sociales de protection des plus démunis et donc celles qui appliqueraient au mieux le programme « socialiste » du gouvernement.

Le ton et le contenu de ce « manifeste » s'inscrivent complètement dans le contexte d'après-guerre, celui de la dénonciation des gouvernements oligarchiques et de la mise en avant du « socialisme » comme doctrine visant à pallier les inégalités sociales, et à laquelle se rattachait, la Légion Féminine par ce manifeste.

En réponse à cette lettre, le Président, David Toro, réagit favorablement par une lettre adressée à la Légion, assurant que le gouvernement « socialiste » se chargerait d'octroyer les droits civils aux femmes<sup>471</sup> ; mais il ne dit rien sur le suffrage féminin. Il semblerait que le projet de leur octroyer le droit de vote, même de manière restreinte, fut enterré. Des commissions furent organisées en juillet et août pour étudier les droits civils des femmes. Finalement, un décret-loi leur octroyant les droits civils fut proclamé le 21 octobre 1936.

Ce fut le « Projet de réintégration des droits civils de la femme », réalisé par Benjamín H. Gallardo et présenté au Parlement par l'Athénée Féminin en 1925 qui fut repris par le gouvernement de Toro en octobre 1936 et qui servit de base à la réalisation de son décret. Celui-ci reprit presque tous les articles du projet de Gallardo, quasiment à l'identique, avec de légères modifications et quelques suppressions.

La présentation des considérations du décret fut ainsi exprimée dans le décret :

« DECRETO SUPREMO DE 21 DE OCTUBRE DE 1936.

Legislóse sobre los derechos civiles de la mujer y sobre el régimen jurídico y económico de la sociedad conyugal.

El Coronel David Toro R.

Presidente de la Junta Militar de Gobierno.

CONSIDERANDO:

---

<sup>471</sup> VILLANUEVA Etelvina, *Acción Socialista de la mujer en Bolivia*, Cooperativa de Artes Gráficas E. Burillo Ltda., La Paz, Bolivie, 1970.

Que la incapacidad civil de la mujer sólo responde a una ficción jurídica, tendiente a protegerla bajo la autoridad del marido, con menoscabo de su personalidad;

Que tales derechos de la mujer, contemplados en los códigos vigentes, como persona miembro de la sociedad conyugal, han sido sometidos a una revisión general;

Que la evolución del derecho civil ha incorporado reformas radicales en el régimen conyugal, reconocidas por las principales naciones;

Que reputados juristas nacionales, como Aspiazu, Canedo, Toro y otros, al ocuparse de tan importante materia, han hecho ya valiosos estudios, entre los cuales se destaca el del doctor Benjamín H. Gallardo, tomado de la legislación brasileña de 1° de enero de 1916;

Que del referido estudio se ha eliminado cuanto puede ser objeto de confusión, examinando el texto mismo de la reforma brasileña y haciendo un estudio de las condiciones y capacidad del país;

Que es uno de los postulados del actual Gobierno Socialista, reconocer a la mujer boliviana el libre ejercicio de sus derechos civiles. »<sup>472</sup>

Les modifications au projet de Gallardo furent minimales. Concernant les aspects les plus significatifs, le décret de Toro reprenait l'article selon lequel le mari était le chef de la famille conjugale avec toutes les prérogatives que cela impliquait (représentation légale de la famille, administration des biens communs et patrimoniaux de la femme, droit de fixer et de changer le domicile de la famille, subvenir aux besoins de la famille) ; cependant, il éliminait l'article du projet de Gallardo selon lequel le mari avait le droit d'autoriser la profession de la femme et sa résidence hors du foyer conjugal. L'article selon lequel la femme ne pouvait exercer une profession sans le consentement de son mari fut également éliminé par le décret de Toro<sup>473</sup>. Les modifications principales concernaient donc l'exercice professionnel de la femme. Dans le décret de Toro, celle-ci n'avait plus besoin de l'autorisation de son mari pour exercer une profession et entreprendre toutes les actions qu'impliquait cet exercice.

Le décret protégeait davantage les biens communs et les biens de la femme en ne permettant pas au mari de faire des donations ou de les transférer sans l'autorisation de sa femme.

Les réactions à la promulgation de ce décret furent très favorables chez les féministes et chez les associations féminines :

« Por los derechos civiles concedidos  
Cochabamba, 24 (Especial).- En los diferentes círculos sociales y culturales se aplaude el decreto que concede derechos civiles a la mujer. Con este motivo, numerosas sociedades femeninas preparan una manifestación de

<sup>472</sup> Extrait de MACEDONIO Urquidi José Antonio, *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia*, 3e Édition, Cochabamba, 1937.

<sup>473</sup> MACEDONIO Urquidi José Antonio, *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia*, 3e Édition, Cochabamba, 1937.

agradecimiento en honor del coronel Toro, presidente de la Junta Militar de Gobierno, por el trascendental paso institucional que ha dado. »<sup>474</sup>

María Pardo de Vargas, membre du Centre Hispano-Américain de Dames, une des organisations les plus actives en faveur de l'octroi des droits civils et politiques aux femmes au début des années 1930, publia un article qui insistait sur l'influence qu'avait exercée le mouvement féministe sur le gouvernement pour l'octroi de ces droits :

« La doctrina feminista tan vituperada por los espíritus retardatarios, ha ejercido su influencia en el Gobierno Militar Socialista, que rige los destinos del país, que ha dado un trascendental paso institucional dictando el Decreto-Ley, que reintegra a la mujer en sus derechos civiles, de acuerdo con los principios moralizadores que exige la ciencia social. Derechos anhelados por un selecto núcleo de intelectuales de ambos sexos e instituciones culturales, entre los que se ha destacado el Centro Hispano Americano de Señoras, que en fecha 14 de septiembre del año 1931 presentó solicitud a las cámaras legislativas, reclamando que « cese nuestra desigualdad civil, nuestra inferioridad política y nuestra esclavitud jurídica... »<sup>475</sup>

Pour sa part, l'UMA réagit de manière très enthousiaste en publiant, quelques jours après la promulgation du décret, un article dans sa Page Féminine intitulé « Nous avons triomphé ! » :

« La UMA que ha luchado desde hace tiempo por la igualdad civil y política entre ambos sexos ve realizadas sus más caras aspiraciones. La reforma de mayor importancia aprobada por el gobierno socialista, y que cristaliza en una conquista valedera toda la enorme literatura tejida al respecto, es la que se relaciona con los Derechos Civiles de la Mujer. Todas las mujeres cultas del mundo han ido afanosamente tras este ideal hasta conseguirlo. La mujer boliviana ha triunfado en su anhelo de conquistas sociales. El reconocimiento de sus Derechos Civiles la nivela con el varón. Traduce a la vez en hecho práctico toda la ardua campaña que ella ha desplegado por alcanzar el concierto entre sus deberes y derechos. En tesis general la plenitud de Derechos Civiles concedidos a la mujer merece todo nuestro aplauso. El espíritu eminentemente socialista del gobierno actual ha aprobado una reforma social que honra su programa realizado. Con este precepto jurídico ha logrado colocar nuestra legislación a nivel de las más avanzadas del Continente. Esta innovación que hace largos años debió estar incorporada a la legislación Civil boliviana significa una conquista de trascendencia considerable. La mujer se ha dignificado en su condición social y jurídica. Desaparece aquel atributo por el cual el marido era el jefe supremo de la mujer, el dueño absoluto e irresponsable de los bienes de ella, la mujer ya no debe respeto y obediencia ciega al marido. El marido será en adelante el jefe y socio prudente del hogar,

---

<sup>474</sup> *La Calle*, La Paz, 26 octubre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolívia.

<sup>475</sup> *La Calle*, La Paz, 31 octubre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolívia.

el administrador de los bienes propios de la mujer con facultades limitadas y la mujer será la socia y colaboradora del marido, debiéndose ambos « recíprocamente respeto, protección y asistencia ».

La mujer ya no estará en la categoría de los interdictos. Puede actuar como testigo, ejercer la tutela y curatela en relación a sus hijos.

Cuando se haya casado con extranjero, mantendrá su nacionalidad.

Hemos triunfado porque hemos logrado imponer nuestro derecho humano nivelándola legalmente al del varón en una simplicidad de realización justiciera.

Ahora nos resta pedir a las mujer espíritu de lucha, es decir posición de espíritu plenamente revolucionario para enarbolar dignamente nuestra conquista.

Es urgente que sigamos preocupándonos del asunto.

En la próxima página volveremos a interesarnos al respecto. Nuestras lectoras tienen las columnas a su disposición. »<sup>476</sup>

Il est intéressant de noter que dans cet article l'UMA ne remet pas en cause la modération du décret ni le fait que le gouvernement n'accomplissait pas ce qui avait été annoncé dans son programme, à savoir, octroyer aussi, de manière restrictive, le droit de vote aux femmes. En effet, comme on l'a vu précédemment le programme du gouvernement annonçait la « plénitude des droits civils et la reconnaissance des droits politiques pour la femme qui possède un titre universitaire ou professionnel ou un métier qui garantisse son indépendance économique ». Or, le gouvernement décida d'accorder aux femmes uniquement les droits civils. Quelques mois auparavant, l'UMA s'était montrée assez critique du fait que le gouvernement restreigne le droit de vote à certaines femmes en considérant qu'il était d'une grande injustice d'exclure certaines catégories de femmes de l'exercice de la citoyenneté<sup>477</sup>. Il est donc pour le moins étonnant de constater leur silence face au fait que le gouvernement passait sous silence la question des droits politiques. De plus, elles ne se montrèrent pas du tout critiques face à la modération du décret, qui ne changeait pas radicalement la position de la femme au sein du mariage, et elles acceptèrent même que le mari soit toujours considéré comme le « chef de la famille ». Peut-être considéraient-elles qu'étant donné l'indifférence avec laquelle avait été traité le projet de Benjamin H. Gallardo par le Parlement dix ans auparavant, il s'agissait tout de même d'une belle conquête. D'ailleurs, elles appelaient les femmes à continuer à s'exprimer à ce sujet et à garder un « esprit révolutionnaire ».

Après avoir rendu hommage dans la Page Féminine à tous les hommes, juristes, professeurs, journalistes qui avaient défendu l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, l'UMA organisa une conférence à l'Université sur le thème « Le triomphe de la femme dans la législation civile », prononcée par le jurisconsulte José María Gutierrez. Cette

---

<sup>476</sup> *El Diario*, La Paz, 26 octobre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>477</sup> *El Diario*, La Paz, 7 juin 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

conférence s'inscrivait dans un cycle de conférences que l'UMA avait organisé depuis septembre en relation avec les femmes (la conférence précédente avait porté sur « Les droits civils et politiques de la femme »).

Loin de montrer le même enthousiasme que les membres de l'UMA pour ce décret, José María Gutierrez qui avait été pendant longtemps un défenseur des droits civils et politiques des femmes, critiqua la modération de ce décret. Il considérait qu'ayant été réalisé en 1916, le Code Civil brésilien sur lequel il se basait était devenu archaïque, qu'il était complexe, verbeux, long, de difficile application et qu'il ne libérait pas vraiment la femme de la dépendance maritale :

« El decreto-ley a que me refiero adolece de un serio defecto, que talvez no afecta a su misma naturaleza. Es una legislación muy ampulosa que indudablemente ha de ser de difícil y compleja aplicación en la práctica. Nuestros jueces han de tener un verdadero trabajo y requerirán mucho estudio para interpretarla fielmente. Hubiera sido preferible que se dicte un estatuto sencillo, modificando algunas de nuestras anticuadas prescripciones legales y seguramente se habrían obtenidos los mismos resultados, pero ya que el decreto ha sido redactado en esa forma, quizá sería posible todavía reformarlo parcialmente. »<sup>478</sup>

Ensuite, il proposa des réformes possibles. Dès le début, José María Gutiérrez annonça quelles seraient les difficultés pour mettre en place ce décret. D'ailleurs, celui-ci ne fut jamais mis en application ! C'est ce que l'on constate avec un article de *La Calle* paru en avril 1937, qui dénonçait sa non application ainsi que l'indifférence et la passivité des féministes face à cette situation :

« Derechos civiles en suspenso »

Muchos aplausos y no pocos refunfuños suscitó el decreto supremo de 21 de octubre de 1936, que reconoce los derechos civiles de la mujer. Su divulgación por la prensa impelió hacia la Junta Militar de Gobierno corrientes de adhesión y simpatía femeninas, que los hombres nuevos y aún los viejos de sensibilidad remozada estimularon sin reservas.

Pasa desde entonces alrededor de un semestre, sin que nadie - ni las mismas interesadas - haya vuelto a acordarse de los derechos civiles de la mujer. Ni las autoridades han procedido a la ejecución del decreto, ni las mujeres han vuelto a invocarlo. Solamente los notarios casamenteros tomaron para sí el gallardo papel de abanderados de la conquista y ejecutores - en la parte que les corresponde - del decreto aludido, de acuerdo con el cual han venido exigiendo, a los contrayentes de matrimonio, la declaración de bienes y rentas.

Por lo demás, el celebrado decreto de 21 de octubre de 1936 ha quedado tan nulo como una excomunión episcopal. Nadie lo cumple ni nadie se acoge a él. Parece que todos han quedado satisfechos con sólo su expedición por el Gobierno, su publicación por la prensa y su compilación por Urquidí. Tampoco las autoridades judiciales y políticas exigen su cumplimiento. Al contrario: lo

---

<sup>478</sup> *El Diario*, La Paz, 9 novembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

han retirado de la circulación, aduciendo que el texto del decreto contiene algunos errores que requieren cuidadosa enmienda, así jurídica como doméstica. Pero no se produce la enmienda, ni la ratificación, ni la derogatoria. Entretanto, hay que dar por vigente el decreto sobre los derechos civiles de la mujer, por mucho que no se lo cumple.

Esta es una anomalía que sólo ha podido prosperar gracias que en Bolivia no tenemos mujeres del temple de Mrs. Pankhurst y la garra de Lady Astor, pero que de todos modos debe corregirse sin más tardanza. »<sup>479</sup>

Qu'est-ce qui explique la non-application de ce décret ? Il est probable que les difficultés à le mettre en pratique, évoquées par José María Gutiérrez, aient joué un rôle, ainsi qu'un manque d'intérêt et de volonté politiques tout comme l'indifférence de la société et notamment des féministes par rapport à la question. En effet, il est vrai qu'à part les articles que l'on a cités antérieurement, les féministes n'évoquèrent plus ce décret ni sa non-application dans la presse après sa promulgation. D'ailleurs, aucun numéro de la Page Féminine de l'UMA n'apparut entre novembre 1936 et juin 1937, démontrant un certain manque d'activité de l'organisation pendant cette période. On n'a trouvé que deux mentions dans la presse, évoquant la réaction des féministes face à la non-application de ce décret. À la fin du mois de juin 1937, l'Athénée Féminin organisa une commission spéciale présidée par Zoila Viganó (présidente de l'UMA) qui serait chargée de faire campagne en faveur des droits civils de la femme, alléguant que le décret « ne satisfaisait pas les nécessités des femmes et dans la pratique il était resté nul »<sup>480</sup>. Cependant, par la suite il n'y eut aucune nouvelle dans la presse sur cette opération, sauf lors du renouvellement de la direction de l'UMA en mars 1938, où elle se donnait comme objectif de réaliser une campagne pour élever la place de la femme dans le domaine politique, social et économique. À cette occasion, elles mentionnèrent qu'il était nécessaire d'œuvrer pour rendre effectif le décret sur les droits civils de la femme, ainsi que pour le maintien de la paix et la protection du travail de la femme, particulièrement celui de la femme ouvrière<sup>481</sup>. Malgré le renouvellement de la direction et de ces objectifs, il n'y eut presque aucune mention des activités de l'organisation par la suite dans la presse, sachant que la Page Féminine de l'UMA avait cessé d'exister en juin 1937. Zoila Viganó se maria en octobre 1937, sa nouvelle vie de femme mariée joua-t-elle un rôle dans l'arrêt de la Page Féminine et le manque d'activités de l'UMA ? On ne saurait le dire, mais dans tous les cas l'année 1937 marqua le début d'un affaissement du mouvement féministe, dans un contexte d'inquiétudes natalistes et de vives polémiques à l'égard de la Loi du Divorce Absolu.

---

<sup>479</sup> *La Calle*, La Paz, 9 avril 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>480</sup> *El Diario*, La Paz, 29 juin 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>481</sup> *El Diario*, La Paz, 3 mars 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



## D) Inquiétudes natalistes

Un projet de loi de divorce, nommé « Loi du Divorce Absolu », fut présenté au Parlement pour la première fois en 1926<sup>482</sup>. Il ne fut finalement pas débattu cette année-là mais six ans plus tard, en 1932. Il fut alors approuvé sans grands débats au sein de la Chambre des députés. Cependant, au Sénat, les débats se prolongèrent pendant plusieurs jours et ce fut également un sujet extrêmement polémique au sein de la société bolivienne. Les débats occupaient alors plusieurs pages des journaux. Il s'agissait d'une loi extrêmement controversée car très avancée pour l'époque : elle autorisait, entre autres, le divorce par consentement mutuel après deux ans de mariage, le divorce par séparation de corps après trois ans, le divorce par séparation de fait après 5 ans<sup>483</sup>. Le divorce relatif existait en Bolivie avant 1932, et consistait en la séparation des corps et des biens; néanmoins, aucune dissolution juridique du lien conjugal n'avait lieu et, par conséquent, les conjoints ne pouvaient pas se remarier. Lorsque la loi du Divorce Absolu fut débattue en 1932, ceux qui la soutenaient argumentaient que le mariage était un contrat civil comme n'importe quel autre et en tant que tel, il devait pouvoir être dissout<sup>484</sup>. Le divorce signifierait une libération pour les femmes habitant sous le joug de mauvais maris qui gaspillaient leurs fortunes. Ceux qui étaient contre pensaient qu'il s'agissait d'une loi qui allait à l'encontre des dogmes catholiques, et même si l'État bolivien permettait la liberté des cultes, l'article 2 de la Constitution proclamait le pays comme une nation catholique. Par le divorce, les femmes seraient « répudiées par leurs maris », « laissées à l'abandon et dans la ruine économique » sans pouvoir se remarier, car il était facile pour un homme de se remarier, mais pas pour une femme qui avait « perdu ses charmes et sa virginité ». Le divorce signifiait la « destruction des familles » et par conséquent, la « destruction de la société bolivienne »<sup>485</sup>. Plusieurs organisations de femmes catholiques s'opposèrent publiquement à la loi en envoyant des lettres qui demandaient que cette loi, qui était une « atteinte à la morale », ne fût jamais approuvée. Des conférences s'opposant à l'approbation de cette loi furent également réalisées par les femmes catholiques, dont d'anciens membres de l'Athénée Féminin, comme Leticia Antezana de Alberdi. L'Athénée Féminin avait soutenu cette loi depuis le début car elle constituait, d'après la

---

<sup>482</sup> OPORTO ORDOÑEZ, Luis, *Las mujeres en la Historia de Bolivia. Imágenes y realidades del siglo XX (1900-1950)*, Antología, Anthropos, La Paz, Bolivie, 2001.

<sup>483</sup> Les autres raisons permettant le divorce incluaient : l'adultère de la part de l'un des conjoints, la tentative d'homicide de l'un des conjoints contre l'autre, la prostitution de la femme par le mari, ou des enfants, par l'un des deux conjoints, l'abandon volontaire de l'un des conjoints pendant plus d'un an, l'état d'ébriété permanent, la folie ou les maladies contagieuses chroniques et incurables, les sévices, injures graves ou mauvais traitements rendant insupportable la vie à deux. Les conjoints divorcés pouvaient se remarier entre eux, mais ne pouvaient citer les causes du premier divorce dans une deuxième procédure de divorce.

<sup>484</sup> Le mariage civil existait en Bolivie depuis le 11 octobre 1911.

<sup>485</sup> Redactor del Senado, sesiones extraordinarias, 1932, p. 188-679, Archivo del Congreso, La Paz, Bolivie.

plupart de ses membres, une émancipation pour les femmes. Des conférences furent prononcées par les membres de cette association comme María Gutierrez de Medinaceli, pour faire connaître aux femmes les avantages de cette loi<sup>486</sup>. Malheureusement, le contenu de ces conférences demeure introuvable. Néanmoins, la société, les femmes et même les féministes se montrèrent complètement divisées par rapport à cette question. La loi fut finalement approuvée le 15 avril 1932, mais la polémique continua au sein de la société bolivienne pendant longtemps.

Peu de temps après la promulgation de la loi, les demandes de divorce explosèrent dans le pays. Les procès de divorce qui étaient publiés dans les journaux, montrent l'ampleur des chiffres, car environ 5 à 7 demandes de divorce avaient lieu chaque jour. Deux mois plus tard, 157 demandes de divorce furent traitées par les 5 tribunaux de La Paz, dont 88 de la part des hommes et 69 de la part des femmes. Un an après la promulgation de la loi, 400 demandes de divorce avaient été traitées dans la ville, dont 55% provenant des femmes. Face à ces chiffres croissants, l'Église établit certaines mesures dans le but de limiter le nombre de divorcés parmi les fidèles catholiques. Un Congrès d'évêques se réunit à Cochabamba, où l'on décida d'instaurer l'usage obligatoire d'une carte de profession catholique, de refuser tout service religieux aux divorcés et à leurs familles, et d'entreprendre une campagne catholique contre le divorce dans tous les lycées catholiques. La loi provoquait d'autant plus de polémique dans la société qu'elle fut proclamée quelques mois avant le début de la Guerre du Chaco (juillet 1932) et que les mobilisés craignaient de devoir affronter les demandes de divorce de la part de leurs femmes à leur retour<sup>487</sup>.

Les débats et la polémique se ravivèrent en 1936 lorsqu'il fut annoncé que la loi allait être réformée. Pour certains, cette loi avait provoqué de gros dégâts dans la société et était responsable de la « crise morale » que traversait le pays. Une véritable inquiétude autour de la question de la famille s'empara de la société bolivienne. Dans un pays détruit par la guerre et qui avait subi d'énormes pertes humaines, il semblait urgent de repeupler le pays et pour cela la famille était vue comme l'institution sociale la plus importante à protéger, d'autant plus qu'elle représentait le ciment de la « Nation ». Le Divorce Absolu était pour une grande partie de la population la cause la plus importante de « destruction de la famille », contre laquelle il fallait lutter absolument. Énormément d'articles furent publiés dans la presse, attaquant ou défendant cette loi. José María Gutierrez dans sa conférence sur les droits civils des femmes,

---

<sup>486</sup> OPORTO ORDOÑEZ, Luis, *Las mujeres en la Historia de Bolivia. Imágenes y realidades del siglo XX (1900-1950)*, Antología, Anthropos, La Paz – Bolivia, 2001.

<sup>487</sup> DURÁN JORDÁN Florencia et SEOANE F. Ana María, *El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz – Bolivia, 1997.

se prononça comme un défenseur de cette loi, mais il considérait aussi que beaucoup d'abus avaient été commis. La plupart des opinions publiées dans le journal *El Diario* condamnaient cette loi, demandaient qu'elle soit abolie afin de protéger la famille bolivienne de la « destruction » et de la « corruption ». C'est le cas, par exemple, de cet article publié en novembre 1936 :

« La reforma de la ley del divorcio »

No sabemos a ciencia cierta qué modificaciones se implantarán. Se habla de reprimir la serie de abusos cometidos. Ojalá sea verdad tanta belleza, pues al paso que vamos, acabarán por corroerse los cimientos de todos los hogares. En cinco años ha podido llegar al convencimiento de los gobernantes y del pueblo la idea de que el divorcio absoluto es una puerta abierta a la corrupción y la desgracia... »<sup>488</sup>

Ou encore cet autre article:

« El Divorcio »

Una nación es un árbol (...) Lo que la raíz es para el árbol, es la familia para la nación. Cuando ella se corrompe, se carcome todo el árbol (...)  
Entre nosotros, desde las « augustas leyes » de nuestro Capitolio proclamando el divorcio, hasta el cine que inculca a nuestros niños sangre de vicio, todo conspira a la muerte de la familia boliviana.  
Vergüenza grande para Bolivia que, mientras los sedientos arenales del Chaco bebían con ardor sangre generosa de nuestros añejos y limpios hogares, unos cuantos que no llevaron el fusil al hombro y se decían por escarnio Padres de la Patria, corrompían con el divorcio la vida boliviana en su mismo manantial... »<sup>489</sup>

L'angoisse suscitée par la guerre et la nécessité de repeupler le pays s'exprime également dans cet article :

« La política de la población encomendada a las madres fecundas »

Todas las naciones y todos los gobiernos de América y Europa se preocupan de aumentar su población, estimulando el matrimonio, dando premios a las madres fecundas, socorros a las viudas, fomentando la unión y castigando el celibato por medio de impuestos.  
Pero este problema social toma caracteres de mayor cuidado allí, en la nación, que ha pasado por el castigo de la guerra internacional; entonces los gobiernos previsores toman toda clase de medidas para fomentar el matrimonio y disminuir la defunción.

---

<sup>488</sup> *El Diario*, La Paz, 2 novembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>489</sup> *El Diario*, La Paz, 13 novembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

¿Y en Bolivia ?

Cuánta pena nos causa que en nuestra patria no se dé la importancia que tiene este servicio público. »<sup>490</sup>

Il y avait cependant des opinions qui défendaient le Divorce Absolu avec l'argument qu'il servirait au repeuplement du pays. Il fallait donc le rendre plus facile et augmenter les causes par lesquelles on pouvait divorcer. C'est le cas de cet article publié par le journal *La Calle* :

« La fobia del divorcio se parece a la fobia de los ratones

La anunciada reforma de la Ley de divorcio, ha vuelto a poner de actualidad esta debatida cuestión despertando, como en los días de su promulgación, opiniones desorientadas y contradictorias (...)

Y es que la fobia del divorcio es como la fobia de las mujeres por los ratones o los sapos; pura sugestión; o como el miedo a los espíritus malignos: ignorancia (...)

Con estas ligeras consideraciones, nos pronunciamos por la reforma ampliatoria de la ley de 15 de abril de 1932, dentro de los siguientes aspectos.

Siendo la repoblación un problema de post-guerra que exige el incremento de la natalidad, es urgente ir en contra de los matrimonios estériles, consignando entre las causales de divorcio, la esterilidad, la impotencia, las perversiones sexuales, el contagio venéreo y la condena a pena infamante o aflictiva.

En este capítulo de las causales, es necesario también incorporar la incompatibilidad de caracteres y de educación, consignada en varias legislaciones y la dilapidación de los bienes propios de la mujer. »<sup>491</sup>

D'autre part, il est étonnant et intéressant de noter que même l'UMA se positionna en faveur de la restriction de la loi de Divorce Absolu en argumentant que des abus avaient été commis et qu'il fallait faire quelque chose pour y remédier. Dans un article publié dans la Page Féminine de l'UMA, Zoila Viganó se montre en accord avec la plupart des opinions exprimées dans le journal qui voient dans le divorce la source de la destruction de la famille :

« El Divorcio Absoluto se propaga con tal fuerza y vertiginosidad que va produciendo una alarmante ruina en los hogares. Ni por asomo se ha debido pensar que las causales requeridas para el Divorcio iban a afectar lo más profundo de la sociedad conyugal, es decir, su estabilidad (...)

No pretendemos ir contra esta ley. Pues como conquista jurídica en el Derecho familiar significa un paso de avanzada. El divorcio absoluto es necesario en todo matrimonio defectuoso, cuando la desvinculación del lazo conyugal sea imperativa y la vida marital se haya tornado imposible como una verdadera enfermedad en el hogar. En este sentido es aceptable y preciso. Pero la realidad de hoy día es muy diferente. Echando abajo prejuicios sociales y lo que es peor yendo en ataque constante a la moral se vienen realizando casos asombrosos de

---

<sup>490</sup> *La Calle*, La Paz, 20 décembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>491</sup> *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> novembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

divorcio al amparo de esta ley destructora por la defectuosa ennumeración de móviles o causas (...)

Hoy día, espantadas por el abuso que se hace de este recurso para el rompimiento del vínculo conyugal y la facilidad en la separación, consideramos que es de urgencia la restricción de causales y rectificación en su procedimiento.

Los datos que registra la crónica de Divorcios y la disolución espantosa de hogares pide imperiosa la reforma de esta ley. Ella debería realizarse inspirada en el Derecho y en la Moral, y después de haber consultado a los magistrados de los Tribunales de Justicia, a los abogados, y ante todo al índice moral y a la realidad social. »<sup>492</sup>

À travers ces propos l'UMA adoptait clairement une posture traditionnelle défendant la stabilité de la famille ainsi que le rôle traditionnel des femmes, puisque dans un article publié quelques semaines auparavant dans la Page Féminine de l'UMA, on critiquait « la femme moderne » qui passait ses journées à « fumer » et à jouer, au lieu de s'occuper de sa famille et de ses enfants. La critique de ces « mauvaises mères » était assez virulente<sup>493</sup>. Cela n'est sur le fond pas si surprenant, puisque les féministes de cette époque en Bolivie ne remettaient pas du tout en question les normes de genre et donc les rôles traditionnellement attribués aux femmes. La « féminité » et la « maternité » étaient souvent exaltées, au milieu d'explications sur le fait que le « féminisme » ne signifiait pas du tout une « masculinisation » des femmes. Pour ces féministes, il s'agissait d'améliorer l'éducation des femmes pour qu'elles puissent former, en tant que mères, de meilleurs citoyens, et de leur accorder les droits civils et politiques pour qu'elles puissent agir en politique en tant que femmes : s'occuper des plus démunis, encourager et maintenir la paix, etc.<sup>494</sup> Il est tout de même surprenant de voir sous la plume de Zoila Viganó un article aussi conservateur, dans la mesure où les postures qu'elle défendait pendant la guerre étaient plus radicales, et se démarquaient justement du féminisme typique des années 1920 en ce qu'elle revendiquait les droits pour les femmes en tant qu'individus, et non pas en tant que femmes. Il est probable que l'angoisse du contexte, celui d'un pays détruit par la guerre et qui était donc face à la « nécessité » de se repeupler, aient influencé les postures de l'UMA par rapport à cette question. De toute manière, il s'agissait d'un sujet qui avait divisé les féministes depuis le début.

L'inquiétude liée aux questions de natalité et de repeuplement est également palpable dans les idées nouvelles et les mesures concrètes autour de la question de la protection de la maternité et de l'enfance. Juan Manuel Balcázar, qui avait été le fondateur et le secrétaire

---

<sup>492</sup> *El Diario*, La Paz, 9 novembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>493</sup> *El Diario*, La Paz, 26 octobre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>494</sup> ALVAREZ María Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.

général de la Croix Rouge, publia un article sur comment lutter contre les infanticides. Il expliquait qu'il ne fallait pas criminaliser les mères, puisque certaines d'entre elles n'avaient pas les moyens de nourrir leurs enfants et que ceux-ci mouraient de faim dans leurs bras. Il expliquait aussi que la principale cause d'abandon des enfants était l'abandon de la mère par le père censé les protéger. La misère de certaines mères s'expliquait aussi, d'après lui, par le fait que les femmes qui tombaient enceintes étaient immédiatement licenciées. Il fallait donc comprendre d'où provenaient les causes des infanticides pour pouvoir les prévenir, comme les « pays avancés » le faisaient. Dans ce sens, il citait l'exemple de la France où il était interdit de licencier les femmes enceintes et où elles recevaient des allocations d'alimentation pendant un ou deux mois après la grossesse. Il proposait donc que l'État accorde une exonération d'impôts aux familles nombreuses, la gratuité scolaire à partir du 6<sup>ème</sup> enfant, l'exemption du service militaire, mais aussi un congé de maternité d'un mois avant et après la grossesse avec salaire complet<sup>495</sup>. De plus, en mars 1937, il publia un livre intitulé « Protection et éducation de l'enfant », sur la mortalité infantile très élevée qui était due en partie, selon lui, au manque d'éducation des mères sur les soins à donner aux enfants<sup>496</sup>. Sur ce même sujet, un article de journal signé par un médecin, s'alarmait de la mortalité infantile, affirmant qu'elle s'élevait à 40% d'enfants mourant avant l'âge d'un an, et que même si le gouvernement avait créé la Direction Nationale d'Hygiène et de Salubrité, plusieurs institutions et lois étaient inutiles dans la pratique. Il était donc urgent de créer une « Œuvre Nationale pour l'Enfance » qui s'occuperait de la protection des enfants avant, pendant et après la naissance et jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 3 ans. Toutes les institutions telles que les hôpitaux, la Croix Rouge, la Société Protectrice de l'Enfance devaient collaborer avec l'État pour la création de cet établissement qui allait être « la pierre angulaire de la vitalité future de la Nation »<sup>497</sup>. Avec les mêmes objectifs de protection de l'enfance et de la maternité, la Croix Rouge présenta plusieurs pétitions au Ministère du Travail et de la Prévoyance Nationale, dont la principale demandait la création d'une Clinique de Maternité destinée particulièrement aux mères et aux nouveaux-nés des classes ouvrières et des classes moyennes qui n'auraient pas les moyens de se payer une clinique privée. Le Ministère cité approuva la pétition et contribua au financement de cette clinique qui allait s'appeler « Maison de la Maternité » et qui devait être inaugurée vers la fin de l'année 1937.

D'autre part, les mentions de la création de crèches et de salles de maternité dans plusieurs villes du pays étaient très nombreuses dans les journaux. La maternité était au centre

---

<sup>495</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> janvier 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>496</sup> *El Diario*, La Paz, 9 mars 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>497</sup> *El Diario*, La Paz, 22 janvier 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

des préoccupations et était souvent exaltée et encouragée. Ainsi, par exemple, l'Union Féminine Sociale, à l'occasion de la Fête des Mères de 1938, ouvrit un concours pour les mères des classes populaires ayant le plus d'enfants en bonne santé<sup>498</sup>. Cet « encouragement » à la maternité s'apparentait le plus souvent à une injonction sociale implacable qui reléguait les femmes dans la sphère privée et aux rôles de fille, de mère ou d'épouse. S'y dérober, c'était s'exposer à l'opprobre.

Ces injonctions étaient aussi basées sur le nazisme et le fascisme qui reléguait complètement les femmes à la sphère privée de la famille. On a déjà étudié en début de chapitre l'influence des idéologies nazie et fasciste au sein des gouvernements de Toro et de Busch. Il faut savoir aussi que ces idéologies avaient fortement imprégné une partie de la société et de la jeunesse bolivienne des années 1920 et 1930. Des intellectuels et professeurs d'université comme Humberto Palza et Roberto Prudencio, sympathisants du nazisme et du fascisme, avaient une forte autorité intellectuelle et morale chez la jeunesse et les étudiants. Ils s'inspiraient des courants « irrationalistes » et « volontaristes » afin de chercher la « force biologique » et la « volonté » capables de créer un nouveau cycle de vie culturelle qui rendrait la Bolivie « grande »<sup>499</sup>. En ce sens, ils étaient des grands admirateurs des régimes totalitaires, car ils voyaient en eux la concentration de la « volonté » et de l'« énergie » de millions de personnes au nom des idéaux de la Nation. Sous l'influence de ces deux intellectuels fut formé un courant conservateur nationaliste au sein du mouvement d'ex-combattants dont les idées étaient très semblables au franquisme et au nazisme<sup>500</sup>. En 1937 furent créés deux partis : l'Action Nationaliste Bolivienne (« Acción Nacionalista Bolivia ») à Cochabamba et la Phalange Socialiste Bolivienne (« Falange Socialista Boliviana »). Le premier finit par s'unir au deuxième qui avait pris pour exemple le parti chilien du même nom. Le programme de la Phalange bolivienne était très semblable à la Phalange franquiste, elle prônait les principes corporatifs du socialisme catholique conservateur et son objectif était la réalisation d'une « révolution fasciste ». Elle attira l'attention de la jeunesse, des étudiants et de la classe moyenne<sup>501</sup>. Il n'était donc pas surprenant que les sympathisants de ces idéologies s'expriment dans les journaux pour signifier aux femmes que leur place était exclusivement au foyer. C'est ce qu'exprime cet article très violent et injurieux contre les femmes qui fait appel aux idées de Hitler comme références absolues et qui critique « le modernisme » parce qu'il éloigne les femmes de leurs rôles traditionnels. On ne connaît pas l'auteur de l'article,

---

<sup>498</sup> *El Diario*, La Paz, 29 mai 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>499</sup> SCHELCHKOV Andrei, « La influencia de los regímenes totalitarios europeos en Bolivia en vísperas de la segunda guerra mundial », *Anuario del Archivo y Bibliotecas Nacionales de Bolivia*, Sucre, 2000, p. 25-53.

<sup>500</sup> Idem.

<sup>501</sup> Idem.

mais celui-ci fut publié dans le journal *El Diario* qui d'habitude était l'un des bastions du libéralisme. Il est donc surprenant de trouver ce genre d'articles dans ce journal, mais il faut savoir que les opinions qui y étaient exprimées étaient souvent assez diverses et divergentes :

« Actualidad. La Mujer y el Hogar »

Cada vez se deja sentir más la falta de una verdadera educación de la mujer para el hogar. El Führer Alemán Hitler en este sentido ha definido la política alemana, señalando a la mujer en su sitio, con una frase cuyo exacto significado en castellano podríamos comprender cuando dijo: « la mujer para la cocina ».

Y no es que debe arrojarse a la mujer a las humildes tareas del hogar, sino hacerle comprender de una vez que ha nacido para esposa y madre y, que la naturaleza por encima de cualquier otra preocupación, le asigna un rol muy distinto al del hombre.

Hay cierta clase de mujeres que quieren cambiar los papeles a título de modernismo, y las vemos hacer una vida frívola, lejos del hogar paterno, lejos de sus casas y de sus esposos e hijos, a los que no se sienten unidas por el amor y el sentido de la responsabilidad; sus amigas - malas casi todas, sus amigas, sus « flirts », sus paseos, absorben todo el tiempo que podían utilizar en las tareas del hogar, en crear un ambiente de familia, tan necesario a los hijos y tan indispensable al esposo.

Se comprende fácilmente porque existen tantos matrimonios desgraciados, si la mujer está olvidando para lo que sirve la aguja, el plumero, el sartén; lo que vale la economía doméstica y cuanto distrae la buena lectura y la música.

Mas no es esto todo, la inmoralidad cunde rápidamente por contagio mental y las mujeres se corrompen por esas conversaciones sin sentido, esas incitaciones veladas a la falta de escrúpulos sociales y morales, con el pretexto de que la vida moderna no impone ya a la mujer abnegación y sacrificio, y puede cambiar de hogar, - el momento que se le antoje,- como puede cambiar de marido, con un escrito en papel de sesenta centavos... »<sup>502</sup>

La volonté de renvoyer les femmes à la maison et à leurs rôles traditionnels était claire. Si les familles étaient en train d'être détruites c'était à cause des divorces et du comportement « inapproprié » des femmes qui, sous prétexte de « modernisme », menaient une vie de frivolité loin de leurs devoirs familiaux. Dans un pays qui avait perdu une grande partie de sa population et où la mortalité infantile était très élevée, si on voulait réussir à le repeupler il fallait lutter contre tout ce qui s'opposait à la famille et donc à la Nation. Le divorce et le comportement « hors norme » des femmes, influencé par ce qu'on appelait « le modernisme », furent pointés du doigt, par la plus grande partie de la société, mais aussi et particulièrement par les sympathisants du nazisme et du fascisme. Ces arguments invoqués pour défendre et préserver la famille, furent aussi utilisés pour s'opposer au suffrage féminin débattu dans la Convention de 1938.

---

<sup>502</sup> *El Diario*, La Paz, 9 juin 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



### III) La Convention de 1938 et le débat sur le suffrage féminin

#### A) L'Assemblée Constituante de 1938

Les changements politiques, culturels et économiques qu'était en train de connaître la Bolivie impliquaient des changements d'une plus grande profondeur dans le gouvernement et les principes qui régissaient le pays pour répondre aux demandes et aux nouvelles aspirations de la société bolivienne d'après-guerre. Ainsi, la question de la réunion d'une Assemblée Constituante se posa au sein du gouvernement de Toro. Cependant, cette dernière se réunit finalement sous le gouvernement de Busch au milieu de l'année 1938.

La convocation à la Convention Nationale de 1938 représenta un moment historique dans le développement politique de la Bolivie. Comme l'affirme Herbert Klein : « Por una parte representaba la cristalización del pensamiento de post-guerra y echó los cimientos para el crecimiento de la izquierda nacional y la elaboración de su programa. »<sup>503</sup>

Cette Convention eut lieu du 24 mai à la fin du mois d'octobre 1938, après que la Bolivie eut vécu trois ans de gouvernement sans Parlement. Jusqu'à cette date, elle avait été régie par la Constitution de 1880 : une Constitution typiquement libérale du XIX<sup>e</sup> siècle, qui faisait de la propriété privée un droit sacré et où l'État intervenait très peu dans la sphère économique et sociale sous la prémisse du « laisser-faire ». La Constitution de 1938 était le signe que le pays affrontait une nouvelle période de son histoire et qu'on voulait tourner la page du libéralisme de 1880. Cette nouvelle Constitution était très importante en ce qu'elle modifiait quelques principes essentiels restés inchangés depuis 1826. Ces changements venaient en partie des courants du « constitutionnalisme social » qui s'inspiraient de la Constitution mexicaine de 1917. L'ère du « constitutionnalisme social », en Amérique Latine, fut marquée par la rupture avec les principes des constitutions du XIX<sup>e</sup> qui prônaient un gouvernement limité et la protection des droits individuels contre l'intervention de l'État, et surtout la protection de la propriété privée. Une grande partie des pays latino-américains rédigèrent de nouvelles constitutions au début du XX<sup>e</sup> siècle, qui stipulaient les responsabilités sociales du capital, les droits économiques du travailleur, et la responsabilité de l'État pour le bien-être de l'ensemble de ses citoyens. Le droit à la propriété privée n'était plus sacré ; il était désormais compris comme un droit social en liaison directe avec son utilité pour la collectivité. L'État était responsable de la société : il se devait d'éduquer et de garantir la santé des citoyens et de protéger les femmes et les enfants. Il s'agissait d'un interventionnisme d'État, qui s'opposait au « laisser-faire », de l'époque antérieure. La

---

<sup>503</sup>KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M, s.d.

plupart de ces idées dérivait du radicalisme et du socialisme européen, mais aussi du mouvement indigéniste latino-américain du XX<sup>e</sup> siècle, tout au moins dans les pays indo-américains qui cherchaient à travers leurs constitutions à détruire les liens féodaux qui excluaient les indigènes de la vie nationale<sup>504</sup>. Telle fut l'expérience de la Bolivie en 1938, qui inaugurerait une nouvelle période de son histoire avec cette Constitution.

Les parlementaires réunis à cette Convention venaient de tous bords : des représentants très conservateurs de l'oligarchie minière et des propriétaires fonciers ; quelques-uns parmi les plus grands intellectuels de gauche de l'époque ; des communistes qui n'avaient jamais occupé de fonction publique ; des dirigeants ouvriers qui occupaient pour la première fois dans l'histoire bolivienne un siège de député, et même un paysan indigène. La presse des partis traditionnels attaqua durement la composition hétéroclite de cette Convention, qu'elle qualifia de « populace illettrée ». Parmi les intellectuels présents à cette Convention, on peut mentionner Augusto Guzmán qui était à la fois écrivain, critique littéraire, historien et homme politique de gauche. Il était professeur de littérature, de droit minier, et d'histoire de l'art dans les Universités de La Paz et de Cochabamba. Il était membre de l'Académie de Langue et d'Histoire. Il avait participé à la Guerre du Chaco et avait été prisonnier de guerre au Paraguay, fait qui lui inspira l'écriture de son chef-d'œuvre *Prisionero de Guerra* (1937). Augusto Céspedes faisait également partie de la Convention. Écrivain et homme politique de gauche, il avait participé à la Guerre du Chaco. Cette expérience lui inspira la rédaction d'un livre de contes intitulé *Sangre de Mestizos* (1936). Carlos Medinaceli était aussi un des grands intellectuels présents à cette Assemblée. Écrivain et homme politique de gauche<sup>505</sup>, né à Potosí, il avait fondé la revue et le groupe littéraires *Gesta Bárbara*, dans cette ville. Son ouvrage le plus célèbre fut *La Chaskañawi*, publié en 1947 mais rédigé à la fin des années 1920. On peut également citer Nazario Pardo Valle, écrivain, journaliste et intellectuel qui collaborait avec le journal *La Calle*.

Les principaux dirigeants de la gauche socialiste et radicale présents à cette Convention étaient Carlos Medinaceli, Augusto Céspedes, Balcázar, Eguino Zaballa, Renato Riverín, Arriata, Siñani, Alvarez (les deux derniers étant des dirigeants ouvriers), Victor Paz

---

<sup>504</sup> KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

<sup>505</sup> Il faut préciser que pour la plupart des intellectuels que l'on vient de citer il est difficile de caractériser de manière définitive leurs positions politiques car ils ont connu des périodes de radicalité dans leur jeunesse (ayant été marqués par l'APRA et le marxisme) et après la guerre ils ont adhéré à des mouvements ou partis politiques soit de la gauche radicale, soit de la gauche socialiste plus modérée, et plus tard certains d'entre eux ont adhéré au MNR dans les années 1940.

Estenssoro et Walter Guevara Arze. Ces deux derniers seraient, plus tard, les principaux dirigeants du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR)<sup>506</sup>.

L'inauguration de l'Assemblée donna lieu à un incident qui fit scandale chez une partie de la population. En effet, plusieurs parlementaires refusèrent de prêter serment à la manière traditionnelle, c'est-à-dire, sur une bible et devant un crucifix. Ainsi l'un d'entre eux, l'écrivain Carlos Medinaceli, décida-t-il de prêter serment « pour la cause prolétaire, la Bolivie et l'humanité »<sup>507</sup>. Cela provoqua une énorme indignation de la part des femmes catholiques. La Ligue des Dames Catholiques (« Liga de Damas Católicas ») envoya un message public assez alarmant à Matilde Carmona de Busch, épouse du président, lui enjoignant d'intervenir afin que l'Assemblée Constituante respecte les croyances et convictions de la majorité des Boliviens. Le message donnait crédit à une rumeur qui circulait, visant à délégitimer encore plus cette assemblée, d'après laquelle les parlementaires prévoyaient de voter en toute précipitation une Constitution déjà faite qui allait supprimer l'éducation catholique, méconnaître cette religion et s'attaquer à la famille:

« Las damas católicas se dirigieron a la esposa del Presidente de la República, acerca del ateísmo de los convencionales

La Paz, mayo 30 de 1938.

A la señora Matilde de Busch.

Presente.

Distinguida señora:

Las damas católicas de la ciudad de La Paz, no pueden permanecer indiferentes ante procederes que están causando la inquietud colectiva, como el hecho acaecido en el Palacio Legislativo con motivo del juramento de los convencionales, proceder que ha ocasionado profunda indignación en el pueblo católico.

Además, ha llegado a nuestro conocimiento que la comisión de juristas organizada por el ex presidente David Toro, con un hermetismo extraño, ha faccionado un proyecto de Constitución Política del Estado, que parece se trata de aprobarlo en forma precipitada y por referencias que se nos hacen, no se amolda a nuestra manera de ser, a nuestras costumbres (...)

Las leyes se hacen para los pueblos y no los pueblos para las leyes, intentar someter al país con mandatos legales que son opuestos al pensar y sentir general, sería crear situaciones difíciles, preparar en un futuro próximo el caos y la anarquía nacionales.

La Constitución Política del Estado debe ser la garantía y seguridad de la coexistencia de las colectividades, por lo tanto esa Constitución debe ser conocida por todos antes de ser adoptada; proceder de sorpresa, en reserva y con precipitación, sería desprestigiar, antes de que siquiera fuese promulgada.

Se dice que la Constitución en proyecto, en forma intemperante y extremista trata de cancelar la educación católica en el país y desconoce a la Religión

---

<sup>506</sup> KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

<sup>507</sup> BROCKMANN Roberto, *Dos disparos al amanecer. Vida y muerte de Germán Busch*, Plural, La Paz, 2016.

Católica Apostólica y Romana como la religión del Estado nivelándola con cualquier secta.

Al referirse a la familia que, bien organizada es la base de la sociedad y del Estado, establece el divorcio absoluto cuyas fatales consecuencias palpamos diariamente; iguala los derechos de los hijos legítimos con no legítimos, incitando con esto al desenfreno y amparando la irresponsabilidad, circunstancias que contribuirán a que los hombres de mañana, sean en su generalidad elementos inescrupulosos, sin hogar, sin familia, sin padres, y por lo tanto sin patria.

Las madres de familia que con esmero cuidamos de nuestros hijos, para hacer de ellos elementos útiles para la sociedad y para la patria, no podemos permanecer en silencio ante perspectivas tan desconsoladoras; es por esto que nos dirigimos a la primera Dama de Bolivia seguras de que en su corazón de madre y esposa cristiana y católica encontrarán eco favorable nuestras graves preocupaciones, esperamos interponga su valiosa influencia para conseguir que la honorable Convención Nacional al aprobar la nueva carta fundamental lo haga con las modificaciones que reclaman la conciencia de la gran mayoría de los bolivianos asegurando así el progreso y felicidad de nuestra patria... »<sup>508</sup>

Les Dames Catholiques auraient pu s'adresser au président Busch, qui était aussi le président de l'Assemblée Constituante, mais elles décidèrent de s'adresser à son épouse car en tant que femme et épouse du président, elle était censée être la garante du maintien des traditions dans le pays. Celle-ci leur répondit de manière favorable deux jours plus tard, en leur assurant qu'elle interviendrait dans la mesure de ses possibilités pour défendre les « privilèges de l'Église Catholique dont les postulats sont profondément enracinés dans l'âme du peuple bolivien »<sup>509</sup>. Les Dames Catholiques ne s'arrêtèrent pas là et organisèrent une manifestation qui devait parcourir les rues de la ville de La Paz. Le parcours leur fut interdit, elles se concentrèrent donc dans la Basilique de San Francisco, pour manifester l'indignation du « peuple de La Paz ». Plusieurs organisations catholiques de la ville de Sucre se joignirent à leur protestation<sup>510</sup>. De nombreux articles furent publiés dans la presse pour soutenir leur mobilisation, mais d'autres les critiquèrent aussi en considérant qu'il s'agissait de femmes manipulées par le Vatican. En réponse à cet article qui les qualifiait également d'« agitatrices », la Ligue des Dames Catholiques mentionna le nouveau rôle actif et autonome que les femmes jouaient dans la sphère publique :

« La mujer de hoy, al tomar parte más activa en la vida, ha aprendido a tener personalidad y a tomar sus principios con una orientación firme, por lo que no necesita que nadie le dé un sitio en el mundo de las ideas como en un tablero de ajedrez.

---

<sup>508</sup> *El Diario*, La Paz, 2 juin 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>509</sup> *El Diario*, La Paz, 4 juin 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>510</sup> *El Diario*, La Paz, 6 juin 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Pese al Sr. Lino, las mujeres saldremos siempre al encuentro de todo aquel que quiera pisotear nuestros altos principios y no nos acobardarán la crítica acre ni la palabra mordaz, aunque ellas vengan con falso acento de patriotismo... »<sup>511</sup>

Ces affirmations sont d'autant plus curieuses qu'elles proviennent non pas d'une organisation féministe, mais d'une organisation de femmes catholiques qui prônait des principes et des rôles traditionnels comme celui des femmes dans la sphère privée en tant que mères et épouses. Il est alors intéressant d'observer qu'elles justifient leur mobilisation et défendent leur autonomie en faisant appel au « nouveau rôle » des femmes dans la société. Cela montre qu'elles n'étaient pas étrangères aux idées promues par les féministes, ni à la nouvelle place que les femmes avaient acquise dans la société d'après-guerre, et qu'elles se voyaient elles-mêmes investir la sphère publique de leurs actions et de leurs idées.

Malgré toutes ces critiques et ce scandale, les parlementaires continuèrent leur travail. Une fois réunis dans la Convention, ils exprimèrent la mission et les objectifs qu'ils accordaient à la nouvelle Constitution qu'ils s'apprêtaient à rédiger, avec une conscience claire du tournant historique qu'ils étaient en train de vivre. Ainsi le colonel César B. Menacho, ministre du gouvernement, exprima-t-il ce sentiment lorsqu'il salua la Convention lors de la première session en affirmant :

« Estamos viviendo, señores convencionales, un momento incuestionablemente histórico. La Guerra del Chaco ha creado una nueva conciencia colectiva y una clara reflexión de esa evolución debe ser el trabajo que ustedes realizarán en esta Cámara... Estamos en un punto en el cual los acontecimientos parecen vacilar perplejos, para tomar nuevo impulso con un rejuvenecimiento total de sus fuerzas espirituales y materiales. (...) No olviden que por el fundamento ideológico que ustedes descubrirán, seguramente la Convención Nacional de 1938, orientará a las generaciones de los cincuenta años venideros. »<sup>512</sup>

Pour eux, il s'agissait de créer un monde nouveau pour la génération du Chaco, et la nouvelle Constitution serait un acte de remise en question de l'ordre ancien.

Une des questions essentielles débattue par l'Assemblée législative de 1938 fut celle de l'octroi de la citoyenneté aux femmes à travers le droit de vote.

## **B) Le débat sur le suffrage féminin**

En juin 1938, le gouvernement envoya à l'Assemblée des projets avec des changements importants en relation avec la citoyenneté, la nationalité et la famille.

---

<sup>511</sup> *La Razón*, La Paz, 18 juin 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>512</sup> Convención Nacional de 1938, Redactor de la Convención Nacional, tome I, p. 3. (désormais on citera la source comme "Redactor de 1938"), repris de KLEIN, Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., pas daté, p. 322.

Concernant la citoyenneté, le pouvoir exécutif proposa que le droit de vote soit accordé aux femmes<sup>513</sup>. Les débats sur cette question commencèrent le 11 août 1938 et durèrent quatre jours. Pendant ces débats, la question apparut dans les journaux avec la publication d'articles divers d'hommes qui considéraient que les femmes perdraient leur féminité et qu'elles laisseraient de côté leurs obligations familiales en s'immiscuant dans les luttes politiques<sup>514</sup>. D'autres journalistes considéraient que si les femmes d'autres pays avaient obtenu le droit de vote, en Bolivie les femmes n'étaient pas suffisamment préparées pour exercer les droits politiques<sup>515</sup>. D'autres encore, en voulant faire de l'humour sur la question, arguaient que les femmes voteraient pour le candidat le plus « beau » ou le plus « bigot »<sup>516</sup>. Le débat s'intensifia avec la publication d'articles de femmes qui attendaient que justice leur soit enfin faite en leur accordant le suffrage<sup>517</sup>. Plusieurs femmes de La Paz, Cochabamba, Oruro et Potosí envoyèrent à l'Assemblée des pétitions allant dans le même sens<sup>518</sup>. Les institutions culturelles de femmes de La Paz, dont la « Comisión Interamericana Pro Derechos de la Mujer », la « Unión Femenina Social » et la « Unión Femenina de Fraternidad Pro Cultura de la Mujer », envoyèrent un message aux députés de l'Assemblée indiquant que les lois devaient être dictées sans distinction de sexe et que les députés devaient accomplir les devoirs « socialistes » auxquels ils s'étaient engagés<sup>519</sup>. L'UMA envoya également une pétition qui mentionnait les avancées des autres pays dans ce domaine, le travail des femmes dans l'administration publique, et le fait que l'intervention des femmes dans les élections servirait à « moraliser » ces dernières. Des femmes étaient présentes à l'Assemblée pour écouter les débats, mais il semblerait que vers la fin, leur présence fut moins importante<sup>520</sup>. Ayant entendu et lu dans les journaux les arguments s'opposant au suffrage féminin, plusieurs femmes dénoncèrent les arguments utilisés par les parlementaires opposants à la radio et dans les journaux<sup>521</sup>. La question ne passa donc pas inaperçue dans la presse, où le débat provoquait des réactions diverses. Cependant, la mobilisation autour de la question semblait terne en comparaison de la mobilisation très active menée par les féministes pendant la guerre.

---

<sup>513</sup> REVOLLO QUIROGA, Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939 – 1949)*, Eureka Ediciones, La Paz, Bolivie, 2001.

<sup>514</sup> *La Razón*, 14 août 1938, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz, Bolivie.

<sup>515</sup> *El Diario*, 20 août 1938, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz, Bolivie.

<sup>516</sup> REVOLLO QUIROGA, Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939 – 1949)*, Eureka Ediciones, La Paz – Bolivia, 2001.

<sup>517</sup> *El Diario*, 16 et 19 août 1938, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivie.

<sup>518</sup> *El Diario*, 18, 19 et 20 août 1938, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivie.

<sup>519</sup> *Última Hora*, 16 août 1938, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivie.

<sup>520</sup> *La Calle*, 16 août 1938, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivie.

<sup>521</sup> *La Calle*, 18 août 1938, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivie.

Nombreux furent les thèmes et les arguments mis en avant dans la Convention, pour défendre ou s'opposer au suffrage féminin. Parmi les arguments en faveur du suffrage féminin, l'un des plus cités fut celui selon lequel les femmes devaient avoir le droit de vote parce que, par leur travail, elles contribuaient à l'économie et à la richesse du pays. Elles étaient présentes dans l'administration publique, dans les entreprises privées, le commerce, l'éducation, ainsi que dans un très grand nombre de secteurs où elles avaient réussi à s'implanter. En effet, les parlementaires avaient conscience de la présence massive des femmes sur le marché du travail, ce qui posait de nouveaux enjeux sociaux et politiques. Ainsi, comme l'affirma le parlementaire Rodríguez Vázquez :

« En nuestro país, la influencia que ha llegado a tener la mujer en el orden social y otras actividades es muy grande. »<sup>522</sup>.

Les femmes ne pouvaient plus être comprises uniquement dans la sphère familiale et privée, puisque visiblement et concrètement, elles avaient accédé à l'espace public par leur entrée massive dans le marché du travail et par leur accès à des postes qui, auparavant, étaient uniquement occupés par les hommes. La société et les hommes politiques de l'époque étaient confrontés à une réalité indéniable de post-guerre à laquelle ils devaient faire face avec toutes les conséquences sociales et politiques que cela impliquait, comme la reconnaissance des droits civils et politiques des femmes, en vertu de leur participation à la richesse de l'État. Comme l'explique le parlementaire Fajardo :

« La mujer contribuye al sostenimiento del Estado con el pago de impuestos y con el trabajo en las reparticiones públicas: por consiguiente, tiene responsabilidades para con la sociedad y para con la patria. Si bien el hombre hace el servicio militar, en cambio la mujer da hijos, de los cuales se desprende en caso de guerra. De ahí que merezca ser considerada y merezca también el derecho de ciudadanía. Debemos tener en cuenta que las mujeres no solamente han llegado a los puestos públicos, sino también al comercio y la industria, pues hay una cantidad de obreras y empleadas en estos ramos. »<sup>523</sup>

Ou encore, comme le dit le parlementaire Villarroel Claure :

« Otro punto es el referente a la participación de la mujer como factor económico dentro de la organización estatal. Haciendo una observación del ambiente en que vivimos, vemos que efectivamente la mujer, sobre todo la de la clase media, no solamente contribuye con su producción personal, sino también ha llegado a desplazar al hombre en algunas actividades; y si hay mujeres que tienen intereses económicos, ya sea en su propiedad, en su trabajo u oficio, es pues lógico que no se les puede privar de defender sus derechos, negándoles que intervengan en la formación de los poderes de la nación. »<sup>524</sup>

---

<sup>522</sup> Redactor de 1938, t. III, p. 114. Archivo del Congreso de La Paz, La Paz – Bolivie.

<sup>523</sup> Idem, p. 122. Archivo del Congreso de La Paz, La Paz – Bolivie.

<sup>524</sup> Idem, p. 154.

La guerre avait profondément changé la réalité du pays car les femmes avaient été contraintes d'entrer massivement dans le marché du travail, de contribuer à l'effort de guerre et de subir les tragédies de la guerre. Les difficultés que certaines avaient dû affronter pendant et après la guerre, à travers le travail et les conséquences du conflit, leur donnaient une certaine légitimité à vouloir s'intéresser à la *chose publique* puisque désormais, comme résultat de la guerre, elles faisaient partie de la sphère publique avec leurs spécificités et leurs nécessités propres. Ainsi l'affirmait le parlementaire Flores Jiménez :

« Las mujeres tienen un índice de necesidades, que requiere ser interpretado con criterio propio y sensación específica de ellas. Las empleadas de Estado, que ya forman una categoría de mil quinientas o más, con capacidad adquirida en actividades de función pública u otras, están en condición de apreciar los fenómenos sociales con criterio propio, aunque no igual al hombre. Las viudas, madres de familia, las que tengan título universitario y finalmente, las madres de los ex combatientes fallecidos en la campaña; forman cuatro categorías que, no solamente tienen perfecta razón para intervenir, sino también, capacidad para coparticipar con el hombre en la empresa de constituir el gobierno, no como elegibles, sino como electoras. (...) Formulo la siguiente modificación: "Tendrán el derecho político o el voto, las siguientes categorías de mujeres; 1°. las que tienen título universitario; 2°. las empleadas del Estado, del comercio y de las industrias urbanas que se sindicalicen; 3°. las viudas que sean madres de familia, y 4°. las madres de los excombatientes fallecidos en la campaña. »<sup>525</sup>

La réalité de l'accès massif des femmes au travail était claire et les parlementaires en avaient bien conscience. Pour certains, cette entrée massive des femmes dans le marché du travail avait forcément des conséquences politiques et sociales, puisque certains pensaient que si les femmes travaillaient, que ce soit dans l'administration publique, le commerce, l'industrie, etc., il était juste qu'elles puissent participer à la sphère politique pour faire connaître leurs nécessités propres, liées à leurs activités professionnelles. Pour d'autres, outre le travail, l'éducation et le fait d'avoir directement subi les conséquences de la guerre (veuve, mère de famille, ou mère d'un ancien combattant) leur donnaient une légitimité certaine à participer à la vie politique. En travaillant, les femmes s'intégraient de fait dans la sphère publique, ce qui leur donnait légitimement le droit d'être rattachées à ce domaine et de participer à la formation des pouvoirs publics, d'autant plus que seuls les citoyens pouvaient travailler dans l'administration publique ; les femmes bénéficiaient de ce droit sans pour autant être citoyennes ; il y avait donc dans la loi une inconsistance qu'il fallait corriger.

Si une grande partie des femmes avaient accédé massivement au marché du travail, surtout après la guerre du Chaco, c'était parce qu'une grande partie d'entre elles possédaient la culture et la formation nécessaires pour exercer leur profession et avoir une vie

---

<sup>525</sup> Idem, p. 120.



indépendante. L'éducation des femmes fut également un argument très utilisé pour justifier leur inclusion dans la vie politique, d'autant plus qu'une des conditions nécessaires pour être citoyen était de savoir lire et écrire. Il semblait donc absurde d'écarter de l'exercice de ce droit les femmes qui remplissaient cette condition. Ainsi le déclarait le parlementaire Ayala Gamboa :

« No es posible que un criado, por ejemplo, tenga mayor derecho que una señorita que tiene cultura, que ha cursado todos los ciclos de la instrucción. ¿Por qué la que tiene más capacidad no ha de concurrir con su voto a formar los poderes públicos? Condición exigible para la mujer sería la del bachillerato, así podría intervenir en el ejercicio del derecho de la ciudadanía. No solamente en este aspecto la mujer puede mostrar su capacidad, pues a todos nos consta que como factor económico, produce en muchas ocasiones más que el hombre. En resumen deseo ardientemente y hago votos por que la H. Convención otorgue el derecho de sufragio a la mujer para que concurra como electora y elegida para cargos municipales, por lo menos. »<sup>526</sup>

De son côté le parlementaire Pardo Valle affirmait :

« No son, como se ha manifestado en esta H. Sala, que son muy contadas las señoras y señoritas con aptitud para el buen uso de los derechos políticos en cuestión. Al contrario: suman miles las mujeres mejor capacitadas que otros tantos miles de hombres. Las hay profesionales, con títulos universitarios y académicos, que, no obstante, se hallan marginadas de este derecho, en tanto que muchos de los actuales electores apenas leen y muy difícilmente garabatean su propio nombre. En cuanto a la moralidad y comprensión de los deberes cívicos, no hay paralelismo posible. »<sup>527</sup>

Le parlementaire Burgoa allait dans le même sens :

« No encuentro razón ninguna para negar el ejercicio de este legítimo derecho a la mujer que sabe leer y escribir, es decir, a aquella que es suficientemente apta para poder intervenir como electora o como elegida y tomar parte así en los intereses de la cosa pública. Indudablemente, existen en el país unas 20.000 mujeres que se encuentran capacitadas para ejercer los derechos políticos, acaso en mejores condiciones que muchos hombres. (...) Esta medida que para mí es indispensable en la hora actual, vendrá a aumentar el porcentaje de elementos conscientes en el electorado del país, porque estoy convencido que existen más de 20.000 electores del sexo masculino, que apenas saben dibujar su nombre y que no tienen conciencia de lo que hacen; por consiguiente, no es posible que esa gran porción de elementos de capacidad y preparación estén supeditados por otros que escasamente pueden firmar. »<sup>528</sup>

Ainsi, pour certains parlementaires, c'était le critère de l'éducation (et donc celui de classe) qui devait primer sur le critère du sexe, même si les ambiguïtés étaient nombreuses. En effet, la plupart de ceux qui défendaient la capacité des femmes à participer à la vie

---

<sup>526</sup> Idem, p. 117.

<sup>527</sup> Idem, p. 133.

<sup>528</sup> Idem, p. 177.

politique étaient d'accord pour qu'on accorde le droit de vote uniquement à celles possédant un diplôme universitaire ou ayant suivi l'instruction secondaire ou primaire ; autrement dit, les critères à remplir pour voter étaient tout de même plus élevés que ceux exigés des hommes, qui devaient seulement savoir lire et écrire. Le parlementaire Anaya s'exprima ainsi sur le sujet:

« Soy partidario de conceder el voto a la mujer, pero en forma restrictiva, limitándolo a aquellas que, por razón de su cultura sean acreedoras a este derecho, que importa libertad de criterio, libertad de razonamiento y libertad de convicción. (...) Entonces, nos conviene que haya una conciencia cívica capaz de influir y modificar tal ambiente en forma progresiva, hasta alcanzar el verdadero concepto de soberanía nacional. Lo conseguiremos si damos derecho de ciudadanía a las mujeres que son universitarias, con título profesional y a aquellas que tengan patente de cultas, por ser escritoras, poetisas, etc. »<sup>529</sup>

En plus de constituer une mesure juste et légitime, puisque les femmes, de par leur présence sur le marché du travail et leurs capacités, méritaient le droit de vote, celle-ci s'avérait utile car elle permettrait de « moraliser » les élections corrompues dans le pays par des pratiques frauduleuses. En effet, une grande partie des parlementaires considérait que les femmes étaient un élément moralisateur, car, par leur « nature », elles étaient plus respectueuses des valeurs morales que les hommes. Les inclure dans la vie politique était donc utile pour en finir avec la violence, la fraude et la corruption qui caractérisaient la vie politique bolivienne. Ainsi, comme l'affirmait le député Nazario Pardo Valle :

« Preciso es convenir en esta verdad: en la mayoría de los casos, la mujer revela cualidades poco frecuentes en el hombre, tales como la honradez, la puntualidad, la honradez y la ausencia de vicios. Mientras es incontable el número de ciudadanos que adolecen de graves defectos morales que les inhabilitan para el buen ejercicio de los derechos políticos, existen notoriamente muchísimas mujeres que podrían reemplazar con ventaja a aquellos. »<sup>530</sup>

Le député Fajardo soulignait pour sa part :

« No debemos olvidar que las luchas políticas, como toda manifestación social, son susceptibles de humanización. Si nosotros damos intervención a la mujer en las luchas políticas, es muy posible que estas manifestaciones se humanicen por respeto que nos merece la mujer. »<sup>531</sup>

Les avancées à l'étranger dans ce domaine étaient également présentes dans l'esprit d'une partie des parlementaires, qui considéraient que la plupart des nations civilisées avaient déjà franchi le pas en octroyant le droit de vote aux femmes. Le suffrage féminin avait

---

<sup>529</sup> Idem, p. 139.

<sup>530</sup> Idem, p. 112.

<sup>531</sup> Idem, p. 122.

d'ailleurs été un thème débattu pendant la Conférence de Paix à Buenos Aires en décembre 1936. En effet, la CIM avait proposé une recommandation à la Conférence pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes en argumentant que les femmes n'avaient pas pu agir de manière effective pour le maintien de la paix, puisqu'elles étaient exclues de la citoyenneté ; leur accorder le droit de vote les rendrait donc garantes du maintien de la paix sur le continent<sup>532</sup>. Doris Stevens, présidente de la CIM, s'était rendue en personne à Buenos Aires pour faire passer cette recommandation<sup>533</sup>. Il n'était pas évident que le sujet soit mis au programme des débats dans l'agenda final de la conférence, et Doris Stevens chercha donc le soutien des diplomates de chaque pays. Enrique Finot, qui était ambassadeur de la Bolivie à Washington à ce moment-là, exprima son soutien à Doris Stevens en demandant à ce que le suffrage féminin soit inclus dans le programme final de la conférence<sup>534</sup>. De très nombreuses organisations féminines et féministes d'Argentine, mais aussi d'autres pays, soutinrent la demande et envoyèrent des messages aux membres de la Conférence demandant le suffrage pour les femmes ainsi que l'intervention des femmes dans les questions concernant le maintien de la paix<sup>535</sup>. Le sujet bénéficia d'une large couverture médiatique dans la presse argentine et des pays latino-américains. La Conférence de Paix se montra favorable à la demande et finit par présenter une résolution recommandant aux pays d'inclure l'égalité des droits civils et politiques entre les hommes et les femmes dans les législations nationales. La Bolivie était donc tenue de respecter cette recommandation, même si elle n'était pas obligatoire. L'avancée des autres pays par rapport au suffrage féminin et les recommandations formulées par les conférences interaméricaines, étaient donc présentes à l'esprit d'un certain nombre de parlementaires. Accorder le suffrage aux femmes était même un signe de « civilisation » pour certains. C'est ce qu'exprime le parlementaire Pardo Valle :

« No hay en el mundo ni un solo país civilizado en el cual la mujer estuviera excluida de la función pública. Y si, como en Bolivia, se le reconoce aptitudes y eficiencia, ¿por qué se le va a negar el derecho al voto? »<sup>536</sup>

Les résultats du suffrage féminin, dans ces pays, étaient satisfaisants. Il s'agissait donc d'une mesure positive pour la vie politique des différentes nations. C'est ce qu'entendait démontrer le député Jordán Cuellar en citant l'exemple des États-Unis :

---

<sup>532</sup> Lettre de Doris Stevens a Marta Vergara, 10 septembre 1936, "Chile, Marta Vergara, 1930-1938", Boîte 64.7, Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

<sup>533</sup> *El Diario*, La Paz, 14 décembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>534</sup> Lettre de Doris Stevens à Enrique Finot, 18 mai 1936, "Bolivia, 1928-1941", Boîtes 62.7-62.8, "Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

<sup>535</sup> *El Diario*, La Paz, 19 décembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>536</sup> Redactor de 1938, t. III, p. 122. Archivo del Congreso de La Paz, La Paz, Bolivie.

« En Estados Unidos, donde existe el voto femenino, hemos visto que hay mujeres gobernadoras, parlamentarias, etc., que desempeñan sus altas funciones con todo acierto, y verdaderamente la presencia de la mujer americana en las campañas electorales de esa gran nación, ha tenido la virtud de apaciguar las violencias políticas y se ha hecho socialismo gracias a su eficaz intervención en los asuntos del Estado. »<sup>537</sup>

Pourtant, nombreuses furent les interventions qui s'opposèrent à cette mesure jugée « prématurée » et « dangereuse ». Parmi les arguments contre le suffrage féminin, un des plus cités était celui selon lequel les femmes appartenaient à la « nature » et les hommes à « l'histoire ». Il s'agissait de deux sphères complètement distinctes ; vouloir les dépasser était une atteinte dangereuse à l'ordre des choses, s'opposant à l'« harmonie » des sexes, qui avait déjà été troublée pendant la Guerre du Chaco, où les femmes, dans l'urgence du moment, avaient dû accéder aux espaces exclusivement dévolus aux hommes. C'est ce qu'affirme le parlementaire Augusto Guzmán :

« La humanidad está dividida en dos sexos, que juegan papeles absolutamente distintos, aunque se complementan en la historia son esencialmente diferentes, no por voluntad de los legisladores, sino porque la naturaleza establece fatalmente la diferenciación sexual. Si nosotros hemos de conceder derechos políticos a la mujer, no haremos más que continuar acentuando esa descentración de la sensibilidad femenina, operada con motivo de la Guerra del Chaco (...) A lo que quiero referirme en forma fundamental es al proyecto de conceder derechos políticos a la mujer en las mismas condiciones que al hombre, lo que me parece absolutamente peligroso para la institucionalidad del país. No niego que los proyectistas estén inspirados en un espíritu generoso, pero están profundamente equivocados al considerar que la mujer pudiera identificarse con el hombre (...) La mujer no puede intervenir en la política, porque introduciríamos el desconocimiento en los matrimonios, la perturbación más honda en las relaciones de dos seres de distinto sexo. Si en la vida conyugal se producen frecuentemente discordias, qué no ocurriría si llevásemos a la mujer a las luchas partidistas, a la exacerbación de las pasiones políticas? Si tal cosa sucediera, sencillamente habremos conspirado contra la función social de la mujer, la habremos convertido en ser, que ha perdido su cualidad natural, para adquirir una personalidad artificial masculinizada. »<sup>538</sup>

Que la femme veuille transgresser les limites de la sphère qui lui était dévolue, c'est-à-dire, la sphère privée de la famille, du foyer, de la maisonnée, était inacceptable pour certains parlementaires, même pour ceux de gauche. Qu'elle envahisse l'espace masculin, à savoir, l'espace public, celui de la politique et de l'Histoire, était considéré comme une aberration, d'où les attaques nombreuses contre la figure qui incarnait cette transgression et ce brouillage des sphères et des identités masculines et féminines : la « flapper », la « garçonne », l'icône de la femme « moderne ». La figure de la « garçonne » était apparue en France dans le roman

---

<sup>537</sup> Idem, p. 161.

<sup>538</sup> Idem, p.117-118.

de Victor Margueritte, intitulé « La Garçonne », publié en 1922, qui présentait une femme ayant décidé de mener une vie libre avec des partenaires multiples. Cette figure était devenue une mode pendant ce qu'on appelle les « années folles », entre la fin de la Première Guerre Mondiale et la crise de 1929. Le terme était synonyme de femme émancipée, active et autonome, fumant, buvant, s'adonnant à des pratiques sportives, conduisant des voitures, et ayant des mœurs libérées, affichant des liaisons hors mariage, voire son homosexualité ou sa bisexualité. Dans la mode, le look de la « garçonne » émergea à Paris, principalement sous l'impulsion de Coco Chanel. L'allure de la « garçonne » se caractérisait par une silhouette androgyne et longiligne, où n'étaient plus marquées ni la poitrine, ni la taille, et par le port des cheveux courts. L'équivalent de la « garçonne » aux États-Unis était la figure de la « flapper », qui se caractérisait également par la liberté des mœurs, la mobilité, l'autonomie, la fréquentation des clubs de jazz. Cette figure était apparue en 1920 dans le film « The Flapper » de Frances Marion. La figure de la « garçonne » et de la « flapper » étaient diffusées au cinéma, et plusieurs actrices incarnaient cette figure comme Louise Brooks, Clara Bow et Joan Crawford. D'ailleurs, en 1936, sortit l'adaptation cinématographique du roman de Victor Margueritte, « La Garçonne », sous la direction de Jean de Limur.

En 1938, on se trouvait au cœur de cette mode en Bolivie et les figures de la « flapper » et de la « garçonne » étaient très présentes dans les esprits de l'époque. Ainsi les parlementaires ne manquaient-ils pas de s'y référer pour décrire le comportement immoral et transgressif des femmes des classes élevées principalement, qui, d'après eux, ne méritaient pas d'obtenir le droit de vote. Dans l'esprit des parlementaires, si les femmes voulaient participer à la vie politique, c'était dans un désir de « masculinisation » déjà exprimée par leur comportement. C'est ce qu'exprimait en partie le député Augusto Guzmán :

« Si tal cosa sucediera, sencillamente habremos conspirado contra la función social de la mujer, la habremos convertido en ser, que ha perdido su cualidad natural, para adquirir una personalidad artificial masculinizada... »<sup>539</sup>

Cette figure incarnée dans le comportement des femmes des classes moyennes et élevées était produite, selon le parlementaire Araúz, par les changements liés à la « modernité », ce qui scandalisait le député :

« La vida moderna nos invade con furor, con ese conjunto de costumbres que se llama modernismo, y que se ha asimilado al hogar boliviano, por la facilidad que asimilan los pueblos, que no tienen civilización avanzada, los defectos y los vicios. La mujer boliviana de la sociedad que se llama moderna, lo único que ha aprendido son los vicios de los hombres, en forma que los aventarán muy pronto. En el hogar de ayer, una muchacha de 15 años tenía que cuidarse y ocultarse para fumar; hoy, una muchacha de esa edad fuma en las calles y en

---

<sup>539</sup> Idem, p. 118.

su hogar con sus padres, lo único que no se le perdona es que no fume sin gracia (...) Antes, la mujer no se preocupaba de igualar al hombre, nuestras madres se contentaban con ser mujeres del hogar, no les importaba la vida política, sino la vida doméstica; ahora, llegamos al extremo de que la mujer ha aprendido todos los vicios masculinos, por ese su afán de imitación, y aún quiere enfrascarse en las luchas políticas (...) Hoy por hoy, las madres en lugar de preocuparse de la educación de los hijos, como es su deber, prefieren dedicarse a jugar bacará, bridge, fumar y beber; ninguna casa deja de tener su sala de juegos (...) Cuando hay un marido que quiere poner coto a estos desmanes, la mujer recurre al sencillo expediente del divorcio, para librarse del obstáculo que se opone a sus caprichos. »<sup>540</sup>

À la fin de cette intervention, la plupart des parlementaires semblaient avoir été touchés par les paroles du député Araúz, car ils répondirent par des applaudissements.

Le parlementaire Liendo fit également référence à la figure de la « flapper » pour s'opposer à l'octroi du droit de vote aux femmes des classes moyennes et élevées qui incarnent cette figure :

« Y, para no perder más tiempo me limito a expresar, brevemente, mi opinión contra el voto femenino, porque, en realidad, las únicas que podrían tener este derecho serían las cholitas y las indias, como elementos de producción, y no las flappers que pierden su tiempo entre cocktails y volutas de humo. »<sup>541</sup>

Faire appel aux figures de la « garçonne » et de la « flapper » pour justifier leur opposition au suffrage féminin disqualifiait moralement le comportement des femmes éduquées des classes moyennes et élevées, qui ne méritaient pas de devenir citoyennes parce qu'elles transgressaient les mœurs, et qu'elles voulaient entrer dans une sphère qui ne leur était pas destinée : la sphère publique, celle des hommes. Les figures de la « garçonne » et de la « flapper » incarnaient les craintes d'une partie des hommes politiques de voir les femmes sortir de la sphère privée et familiale. Ces deux figures incarnaient, à l'inverse, le désir des femmes de sortir de l'espace privé pour entrer dans l'espace public : en allant dans les bars, en fumant, en buvant, en conduisant des voitures, etc., elles entraient dans l'espace public de l'homme, et se « masculinisaient ». Ces deux figures étaient le résultat des transformations produites par la Première Guerre Mondiale en Europe, où les femmes entrèrent massivement dans le marché du travail et par conséquent, dans l'espace public. Le même phénomène s'était opéré en Bolivie avec la guerre du Chaco.

Attaquer la « garçonne » et la « flapper » était une manière d'attaquer les femmes de la bourgeoisie, dont le mode de vie et le travail étaient discrédités par les parlementaires. En effet, pour contrer les arguments défendant le suffrage féminin, qui mettaient en avant la

---

<sup>540</sup> Idem, p. 137-138.

<sup>541</sup> Idem, p. 166.

présence des femmes sur le marché du travail, les parlementaires, surtout ceux de gauche, disqualifièrent le travail exercé par les femmes des classes moyennes et élevées. Cela montre que l'adhésion et l'opposition au suffrage féminin n'est pas calquée sur un clivage gauche/droite. Une partie des parlementaires de gauche n'était pas favorable au suffrage féminin si ce droit n'était accordé qu'aux femmes privilégiées. En effet, plusieurs de ces parlementaires considéraient que ces femmes travaillaient par pure « frivolité » et non pas par nécessité. Ils utilisaient des arguments liés à une disqualification morale du travail, mais ils ne nièrent jamais la présence des femmes dans l'espace public à travers le travail comme une réalité claire et absolue. Ils confirmaient leur présence dans l'espace public et celle, massive, sur le marché du travail en citant le travail des femmes des classes populaires, des métisses (« cholas ») et des indigènes qui, d'après eux, réalisaient le « vrai » travail. Or, comme ils le savaient parfaitement, la plupart des femmes des classes populaires qui travaillaient ne savaient ni lire ni écrire, et ne pouvaient donc pas devenir citoyennes. Celles qui pouvaient potentiellement obtenir le droit de vote (parce qu'elles savaient lire et écrire), ne réalisaient pas un « vrai » travail et ne méritaient donc pas de devenir citoyennes. Telle était la logique des arguments de certains parlementaires de gauche qui se prononcèrent contre le suffrage féminin. L'explication d'Araúz O. allait dans ce sens :

« Voy a explicarle al H. Rodríguez Vázquez, por qué las mujeres ocupan puestos públicos. En otras partes el trabajo es dignificador, porque responde a la satisfacción de necesidades superiores, imprescindibles, por ejemplo, el sostenimiento del hogar. En Bolivia la mujer está desacreditando el trabajo, porque los papás y las mamás que necesitan dinero para el juego, para los cigarrillos, para las bebidas y para todas esas frivolidades, han resuelto el problema, haciendo que sus hijas ocupen puestos públicos, donde con, comodidad y holgura, ganan lo que precisan, no para necesidades de la vida sino para sus frivolidades. »<sup>542</sup>

Le parlementaire Céspedes suivait ce raisonnement en faisant référence au travail des femmes des classes populaires, et en confirmant l'importance du travail et de la production pour la citoyenneté :

« En el aspecto económico partamos de un principio: la ciudadanía no se funda en otra cosa que en la capacidad productora por la cual todo elemento que contribuye a la economía, tiene derecho a fiscalizar su ordenación desde el Estado. (...) A aquella capacidad no ha llegado la mujer boliviana - me refiero a la clase dominante- sino en proporción relativa, pero, en cambio esa virtud de trabajo y producción la llenan eficientemente las clases mestiza e indígena femenina de nuestro país. El tipo boliviano de la chola es admirable por su fuerza productora, por su dinamismo social y por su sentido de la vida. La chola ha realizado, sin teorías, la perfecta emancipación sexual y económica de la mujer. La mestiza es independiente en su economía así como es

---

<sup>542</sup> Idem, p. 145.

independiente en la elección del compañero, ella cría y educa sus hijos y, en ocasiones, hasta mantiene al varón. (...) En cuanto a la india, si bien no está socialmente emancipada, conserva una solidaridad comunaria con el varón en la sociedad indígena, en la cual trabaja también en proporción igual a la del hombre, constituyendo un insustituible factor económico del hogar. Estas dos clases de mujeres están económicamente emancipadas, en cambio la mujer blanca no lo está (...) Pues bien: si se trata de aprobar el voto femenino, ocurriría que, precisamente se daría voto a la mujer no emancipada, y se lo negaría de hecho a la realmente libre, es decir, a la mestiza y a la india. » <sup>543</sup>

Cette intervention valut à Céspedes les huées des femmes présentes à la Convention. Celles-ci appartenaient aux classes moyennes et élevées de la société que Céspedes venait d'attaquer. Plusieurs d'entre elles étaient les membres et dirigeantes des principales organisations féministes du pays, des femmes intellectuelles ou artistes, qui travaillaient souvent en tant que journalistes ou enseignantes, qui se considéraient elles-mêmes comme des femmes émancipées et qui luttaient pour l'émancipation des femmes en général. Que le député Céspedes les qualifie de « non-émancipées » était évidemment une attaque d'une violence inouïe contre la conception qu'elles avaient d'elles-mêmes. En outre, la citoyenneté des femmes était en train d'être discutée et décidée exclusivement par des hommes. Il était indispensable pour les femmes qu'elles puissent exprimer leur avis, répondre aux arguments des parlementaires et se défendre. C'est ce qu'elles faisaient à travers la radio mais aussi à travers leur présence dans les gradins de l'Assemblée pour faire connaître leurs avis et réactions à l'égard d'un sujet qui les concernait exclusivement et pour lequel elles avaient lutté depuis plusieurs années.

On comprend bien que ces attaques qui provenaient, pour la plupart, de parlementaires de gauche servaient à discréditer les femmes des élites qui représentaient la « décadence » de l'oligarchie qui avait mené le pays à la défaite. L'on observe la défense des femmes issues des classes populaires, comme les indigènes et surtout les métisses, qui étaient considérées comme les « véritables » forces productrices de la nation. Cependant, le système électoral étant restreint à ceux qui savaient lire et écrire, la plupart des femmes des classes populaires n'allaient pas être qualifiées pour voter. Dans ce cas, la question n'avait plus besoin d'être discutée, aucune femme ne pouvait voter. En ce qui concerne le développement de l'éducation et la formation des femmes, la plupart des parlementaires ne niaient pas l'existence des femmes cultivées qui mériteraient le droit de vote, mais ils considéraient qu'elles représentaient une minorité trop infime pour qu'on leur accorde ce droit. Ainsi, le parlementaire Balcázar affirma-t-il :

---

<sup>543</sup> Idem, p. 148.



« Si bien en nuestro país existen damas y señoritas cultas que muy bien pueden ejercer la ciudadanía, también es cierto que no podemos legislar para veinte o treinta personas. »<sup>544</sup>

En vue de leur refuser le droit de vote et de démontrer que les femmes cultivées appartenait à une très petite minorité, des parlementaires s'appuyèrent aussi sur une sorte de pessimisme en lien avec le développement éducatif et culturel de la Bolivie en général. Ils essayèrent de démontrer que, si la plus grande partie de la population, y compris les hommes, n'était pas suffisamment éduquée, la situation était pire pour les femmes puisque le développement de leur éducation était tout récent. C'est ce que tenta de démontrer le parlementaire Echazú :

« Ahora vemos lo que ocurre en la realidad en nuestro país. El elemento privilegiado, en todo orden y aún para adquirir cultura en Bolivia ha sido el hombre; la mujer recién ha comenzado a asistir a universidades y colegios desde hace veinte años, antes no lo hacía por prejuicios sociales y religiosos, por eso, la mayoría de las mujeres, aún las de raza blanca, no están en condiciones de competir con el hombre. (...) Si la mujer boliviana está aún en un atraso considerable y recién comienza a culturizarse y a habilitarse para el ejercicio de sus derechos, no podemos adelantarnos nosotros otorgándoles la ciudadanía, porque, lejos de beneficiarla le haremos un mal positivo, porque, incluso se puede llegar a la disolución del hogar. »<sup>545</sup>

Le parlementaire Landívar Zambrana présente le même type d'argument :

« Una de las razones atribuidas al atraso en que está Bolivia, es el bajo nivel cultural de sus hombres. Si esta es una verdad, cuya causa la encontramos en la falta de universidades, de escuelas y de educación en el hogar, ¿qué podríamos decir de la mujer que reclama derechos políticos? »<sup>546</sup>

Comme on l'a déjà mentionné auparavant, il n'y a pas de chiffres concernant la quantité de femmes exerçant une profession, présentes sur le marché du travail durant les années qui précèdent 1950. Il est donc très difficile d'avancer des chiffres pour la fin des années 1930 et surtout d'évaluer la validité des arguments des députés. Cependant, en 1950, sur une population de 3.019.031 habitants, 75.94% travaillaient principalement dans l'agriculture et l'élevage, c'est-à-dire, 440.371 femmes ; 8.98%, entraient dans la catégorie « Professionnelles, services domestiques et personnels », à savoir 52.074 femmes ; 7.76% travaillaient dans l'industrie de transformation, notamment dans les secteurs textiles et alimentaires, soit 44.999 femmes ; 4.19% s'occupaient du commerce, des crédits et des assurances, soit 24.297 femmes. Et seulement 268.758 femmes de tout âge, savaient lire et écrire, c'est-à-dire 9% de la population totale. Ainsi, l'on peut imaginer qu'à la fin des années 1930, ces chiffres étaient encore beaucoup plus faibles. Sans aller jusqu'à affirmer, comme le

---

<sup>544</sup> Idem, p. 130.

<sup>545</sup> Idem, p. 164.

<sup>546</sup> Idem, p. 146.

fit le parlementaire Balcázar en exagérant, que le nombre de femmes cultivées se réduisait à 20 ou 30 personnes, il est clair que ce secteur était très réduit par rapport au reste de la population.

Cependant, au-delà de ces arguments, une des raisons principales pour s'opposer à l'octroi du droit de vote aux femmes était la famille. Si la femme obtenait le droit de vote, les familles seraient dissoutes, car celle-ci laisserait de côté ses obligations familiales. La question du suffrage féminin faisait ressortir la question du divorce tant débattue depuis 1932, et plusieurs parlementaires ne manquèrent pas de s'attaquer à la loi qui l'instituait.

Ce furent les arguments contre le suffrage féminin qui l'emportèrent au sein de l'Assemblée puisque finalement, elle refusa aux femmes le droit de vote. À la fin du débat, sur un total de 86 députés présents, 31 votèrent pour l'octroi du suffrage féminin et 55 contre celui-ci. Pendant les débats, sur 32 parlementaires qui se prononcèrent sur le suffrage féminin (partiel ou total), 15 étaient pour, et 17 se prononcèrent contre. Ainsi, malgré le caractère « révolutionnaire » accordé à la Convention de 1938, celle-ci n'osa pas adopter le suffrage féminin. C'était donc une défaite pour le mouvement féministe, à un moment où il semblait s'essouffler.

### **C) Déclin du mouvement féministe, relations internationales plus ténues**

Comme on l'a déjà mentionné au sujet de la non-application des droits civils et du débat sur le suffrage féminin, le dynamisme du mouvement féministe s'estompe à partir de l'année 1937 et il est difficile de savoir exactement pourquoi. Si l'on a des mentions de l'UMA dans la presse au moins jusqu'en 1938, la Légion Féminine disparaît complètement après le congrès de novembre 1936 et les divisions et polémiques qui en résultèrent. Est-ce en raison d'un essoufflement après le fort dynamisme de la guerre et des premières années de l'après-guerre ? Est-ce lié à des changements dans la vie personnelle de leurs membres ? Est-ce parce qu'on considère que l'octroi des droits civils était une victoire déjà gagnée ? Dans le cas de la Légion Féminine, les divisions en son sein provoquent-elles la dissolution de l'organisation ? Il est difficile d'identifier des réponses précises à ces questions avec les informations dont on dispose. Les signes d'un manque de dynamisme sont également visibles dans la presse, ainsi qu'avec l'affaiblissement des relations que le mouvement féministe entretenait avec les femmes de l'étranger, si on les compare avec le foisonnement des relations construites pendant la guerre.

En premier lieu, un anti-féminisme (qui existait depuis le début du mouvement féministe) se manifesta dans la presse. Ainsi par exemple, un article paru en janvier 1937 dans

le journal *La Calle* s'attaquait à la figure de « la femme intellectuelle » avec un ton extrêmement violent et faisant usage de stéréotypes et de clichés misogynes. Les références aux membres de l'UMA et de la Légion Féminine sont claires :

« La señorita intelectual »

A fin de libérer al pueblo hebreo de la dominación faraónica, Dios, el Padre de los Israelitas inventó las diez plagas de Egipto y al inventarlas creyó (algunas veces también Dios cree) haber exprimido su ingenio al límite, para hacerlas de lo más terribles. Pero Dios en esa remota época ignoraba la existencia de otra plaga, que sin tener origen divino, martiriza nuestro moderno vivir diario: la SEÑORITA INTELECTUAL...

La SEÑORITA INTELECTUAL, es generalmente fea y particularmente ignorante. Para dar una idea objetiva de su intelectualismo usa anteojos, esté o no esté enferma de la vista. Detrás de las antiparras tiene una mirada de petulante suficiencia, lo que es suficiente para pegarle un tiro (...)

En la casa es respetadísima. Su palabra es concluyente en cualquier circunstancia. Desprecia los trabajos caseros y dice que ellos están buenos solo para las cocineras. Ella tiene cosas más importantes en la UMA, en la UTA o en la UFA. Escribe de vez en cuando en la prensa y el artículo resulta más lleno de signos ortográficos que de ideas. Comas, puntos, puntos suspensivos, comillas, admiraciones, interrogaciones llenan el escrito haciéndola parecer más bien un dibujo cubista. La firma es lo único claro, porque la SEÑORITA INTELECTUAL, moriría antes de permitir que no se lea su nombre (...)

Cuando se produce una reunión de SEÑORITAS INTELECTUALES, la pelea es segura. Hemos tenido un ejemplo últimamente en una de las ciudades del interior (...)

La SEÑORITA INTELECTUAL, jamás recibe un beso. Si lo recibiera, ¡ay! cómo se desmoronaría su sapiencia literaria al embrujo de esa pequeña caricia. Entonces Minerva y sus libros naufragarían para siempre en su pensamiento y nacería entre las espumas de su cerebro (porque sólo son espumas) la Venus, la bella Venus desnuda y provocativa... »<sup>547</sup>

Même s'il est évident que l'anti-féminisme, qui se manifestait de temps en temps dans la presse depuis les débuts du mouvement féministe, n'est pas la cause du déclin de celui-ci, on constate que les membres de l'UMA n'y étaient pas insensibles puisqu'elles répondirent de manière indirecte en essayant de se justifier quelques mois plus tard. Ainsi, dans le dernier numéro de la Page Féminine de l'UMA qui parut en juin 1937, un article intitulé « Notre Page » faisait le bilan des activités réalisées jusqu'alors :

« Nuestra Página

Durante estos últimos años « El Diario, ha sido el periódico que ha abierto sus columnas al elemento femenino. Y al brindar amablemente una página a la

---

<sup>547</sup> *La Calle*, La Paz, 16 janvier 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

agrupación femenina «UMA» ha sabido mantenerla y sus personeros constituir un estímulo con el que han procurado nuestra acción constante. La página de la Unión de Mujeres Panamericanas ha consignado publicaciones en prosa y verso, tal vez muchas primerizas, pero ha puesto todo su empeño por traducir las inquietudes e ideales que alienta la mujer boliviana. Todas las colaboradoras hemos puesto nuestro concurso por elevar a un rango superior la condición cultural, moral y social del elemento femenino. Hemos tratado de darle un rumbo de orientación acerca del problema que más nos afecta: el problema de Derecho de la Mujer, en el que creemos haber logrado un verdadero triunfo, ya que mientras se expresaban nuestras ideas y se entablaba nuestra contienda se elaboró la reforma de los derechos Civiles de la Mujer, que la enaltecen y colocan en un sitio de dignidad, reconociendo ampliamente su capacidad jurídica, menguada hasta entonces. Por otra parte, hemos procurado mantener una agitación de ideas respecto a todos los motivos de actualidad y muy especialmente hacer conciencia en todas las mujeres acerca del deber que tenemos de concebir ideales humanos odiando la guerra y procurando la «unión, solidaridad, y la amistad» de las mujeres de América, que unidas constituiríamos un haz capaz de impedir y avasallar no sólo toda idea, sino también cualquier hecho de beligerancia fratricida. Después de 18 meses que dimos a publicidad nuestra primera página femenina adoptamos un espíritu de satisfacción puesto que hemos realizado una labor modesta, pero capaz de dar a conocer que la mujer de hoy se interesa por hechos que están al margen de toda frivolidad y que aporta su inquietud nacida de un noble ideal de superación y mejoramiento para cumplir su misión de renovación y redención femenina. El cometido de la página ha sido bien comprendido, ya que a la vez que nos hemos banderizado al servicio del feminismo, también expurgado el sentido de la femineidad, esto es, la condición misma de la mujer, tal como es, de manera que para nosotras merece consideración tanto la mujer obrera como la intelectual, la mujer humilde como la encumbrada. En el futuro, ojalá el buen sentido y la armonía que deben existir en toda empresa renovadora sea un aguijón para que nos colaboren todas las mujeres que llevan alguna inquietud en el espíritu, para que ésta cruzada de juventud de magníficos resultados marcando una época de culturización de la mujer.»<sup>548</sup>

Cet article fut publié après six mois de silence, car de novembre 1936 à juin 1937 la Page Féminine de l'UMA disparut. Ce silence était le signe d'un manque de dynamisme. Le bilan qui justifie et défend les activités menées jusqu'alors ainsi que les objectifs de l'organisation apparaissent comme un dernier encouragement à continuer, alors que les activités avaient déjà commencé à s'essouffler. La réforme des droits civils est présentée comme un triomphe, alors même que depuis avril on dénonçait dans la presse sa non-application dans les faits. D'ailleurs, à la fin du mois de juin Zoila Viganó organisa une commission avec l'Athénée Féminin afin de demander leur application. Cependant, on n'entendit plus parler des activités de celle-ci. Comme on l'a déjà mentionné, Zoila Viganó se

---

<sup>548</sup> *El Diario*, La Paz, 8 juin 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

maria en octobre 1937, et il est pertinent de se demander si sa nouvelle vie de mariée n'eut une certaine influence dans la disparition de la Page Féminine et le manque de dynamisme de l'UMA. Il est difficile de le savoir avec certitude. Ce qui est certain c'est que les activités du mouvement féministe autrefois très commentées dans la presse, étaient de moins en moins présentes désormais. C'est aussi ce que remarque un voyageur, probablement un diplomate argentin<sup>549</sup>, qui publia en mai 1938 dans le journal *El Diario* un article intitulé « La femme de La Paz ignore les préoccupations féministes » :

« La Paz es una capital llena de aparentes contradicciones para quien llega por primera vez a ella. Lo que primero sorprende es la enorme cantidad de mujeres que trabajan, y ello asombra en verdad porque trajimos a la ciudad un preconcepto, según el cual las formas coloniales se mantenían más o menos rígidamente en lo que se refiere a la familia (...)

Sin embargo, todas las mujeres paceñas, sean ellas blancas, cholitas o indígenas, ignoran la inquietud feminista que tortura a sus hermanas de otras partes del mundo. Cumplen su misión sin recordar injusticias y sin sentirse víctimas.

Por lo que respecta a las mujeres, blancas que trabajan, y también a aquellas que se quedan en sus casas, el hogar ejerce sobre sus espíritus una atracción tan profunda, que constituye en ellas el sentimiento principal... »<sup>550</sup>

Bien évidemment ce voyageur ne peut avoir qu'une vision partielle de la réalité, mais il vient confirmer ce qu'on avait aussi constaté, à savoir, le manque d'activité et de dynamisme du mouvement féministe, d'autant plus étonnant qu'on était à quelques mois des débats sur le suffrage féminin à l'Assemblée Constituante, et que l'opinion était au courant de ces futurs débats au moins depuis le mois de février. On est loin des campagnes menées par le Comité d'Action Féministe pour l'obtention des droits politiques en 1934.

De même, les relations avec les femmes d'autres pays étaient assez insignifiantes par rapport à la période de la guerre. Malgré le fait que l'UMA était en Bolivie le satellite d'une organisation matrice internationale, les références à celle-ci sont très peu nombreuses dans la Page Féminine de l'UMA. L'organisation matrice n'est mentionnée que deux fois : dans le premier numéro de la Page Féminine informant de la direction de l'organisation et de la liste des pays où elle était présente, et dans le dernier numéro, où fut retranscrit un message radiophonique de la présidente internationale de l'UMA, adressé à toutes les membres des UMA du continent. Les publications de la Page Féminine se concentraient sur l'actualité nationale et la plupart des femmes qui y publiaient des articles étaient des membres de l'UMA

---

<sup>549</sup> En effet, dans d'autres parties de l'article qu'on n'a pas retranscrit, il explique qu'il est venu depuis l'Argentine en Bolivie pour des raisons diplomatiques.

<sup>550</sup> *El Diario*, La Paz, 18 mai 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

en Bolivie. On était donc loin des échanges d'informations et d'articles dans les revues féministes publiées au début des années 1930. Les archives concernant l'administration de l'UMA sont inexistantes, il est donc impossible de savoir jusqu'à quel point l'UMA de Bolivie maintenait des relations étroites avec l'organisation matrice ; si elles échangeaient beaucoup d'informations ou au contraire si elles se limitaient aux formalités essentielles. Le peu de mentions de celle-ci dans la presse laisse supposer que l'échange d'informations n'était peut-être pas très intense. D'ailleurs, il est aussi étonnant de remarquer que l'UMA de Bolivie n'entretenait pas de relations avec la Commission Interaméricaine des Femmes (CIM), alors que la fondatrice de l'UMA, Margarita Robles de Mendoza, avait été la représentante du Mexique à la CIM et entretenait des liens très étroits avec la présidente de celle-ci, Doris Stevens. La CIM entretenait des relations avec quelques représentantes féministes de Bolivie, mais pas avec l'UMA, comme on va le voir.

Le gouvernement bolivien n'avait jamais nommé de représentante bolivienne à la CIM, il avait toujours ignoré les demandes formulées par l'organisation à ce sujet. Au début des années 1930 l'épouse de l'ambassadeur bolivien aux États-Unis, Chrystal de Abelli, avait collaboré avec la CIM de manière non officielle. Lorsque la CIM demanda au gouvernement bolivien s'il pouvait désigner Chrystal de Abelli en tant que représentante officielle de la Bolivie à la Conférence Panaméricaine de Montevideo en 1933, le gouvernement bolivien rejeta cette demande sous prétexte qu'étant en guerre, le gouvernement ne pouvait dépenser de l'argent et du temps pour des questions non urgentes<sup>551</sup>. Ce fut Ana Rosa Tornero qui participa à cette conférence en représentation de la Bolivie de manière non officielle comme on l'a vu au chapitre précédent. Il fallut attendre le gouvernement de Germán Busch pour qu'enfin une représentante soit nommée en juin 1938, alors que le projet d'octroi du suffrage féminin venait d'être envoyé à l'Assemblée Constituante. Le président nomma l'épouse du Ministre des Affaires Étrangères, Etelvina Guachalla de Medina, qui se trouvait à Washington, siège de la CIM, pour représenter la Bolivie dans cette institution. Il ne s'agissait pas d'une militante féministe, cela répondait à un choix pratique. La nouvelle eut beaucoup d'écho dans la presse bolivienne, qui ne manqua pas de retranscrire les paroles prononcées par la nouvelle représentante bolivienne, qui faisaient référence au futur débat de l'Assemblée Constituante sur le suffrage féminin :

« Es para mí un gran placer iniciar mi trabajo como Representante de mi Gobierno en la Comisión Interamericana de Mujeres bajo su eficiente dirección; sobre todo en estos momentos, en los cuales mi Gobierno acaba de

---

<sup>551</sup> Lettre du Ministère d'Affaires Étrangères à Chrystal de Abelli, 9 novembre 1933, "Bolivia, 1928-1941", Boîtes 62.7-62.8, Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

enviar un Proyecto de Constitución a la Convención Nacional incluyendo el voto para la mujer, y por lo tanto, el derecho de elegir y ser elegida. Tengo la firme seguridad de que la Convención Nacional ha de aprobar esta sabia y justa reforma tendiente a convertirnos en ciudadanos con los mismos derechos políticos de que gozan los hombres. La mujer de mi país acogerá esta extensión de sus derechos, con todo el talento, entusiasmo y buenas aptitudes que siempre ha sabido demostrar en el ejercicio de sus responsabilidades para con la familia y la comunidad ».

La Srta. Stevens expresó a la Sra. Diez de Medina su inmensa alegría por sus halagadoras frases y por lo oportuno de su nombramiento; en los precisos momentos de poder ayudar a la Comisión Interamericana a la preparación del informe que debe presentar a la VIII Conferencia de Lima, Perú, que se reunirá el 9 de Diciembre del año en curso. »<sup>552</sup>

PAGINA CUATRO LA RAZON Sábado, 23 de Julio de 1938

# La presentación de credenciales por la Representante de Bolivia en la Comisión Interamericana de Mujeres



La Sra. Estelma Guachalla de Diez de Medina, quien acaba de ser designada Representante del Gobierno de Bolivia en la Comisión Interamericana de Mujeres; en fecha 9 de los corrientes presentó sus credenciales ante el Hon. Dr. L. S. Rowe, Director General de la Unión Panamericana y la Srta. Doris Stevens, Presidente de la Comisión Interamericana de Mujeres, en la Unión Panamericana. La Sra. Diez de Medina vino acompañada por su hermano el Excmo. Sr. Fernando Guachalla, Ministro de Bolivia, habiendo sido recibida con entusiasmo por parte de la Unión. La Srta. Comisionaria de Bolivia en Washington; esposa del Excmo. Sr. Dr. Eduardo Diez de Medina, Ministro de Relaciones Exteriores, y nieto de conocido autor don Raúl Diez de Medina. Ella es una mujer de una distinción a toda prueba y de una amabilidad inenarrable.

A presentar sus credenciales a la Srta. Stevens, se expresó de esta manera: "Es para mí un gran placer iniciar mi trabajo como Representante de mi Gobierno en la Comisión Interamericana de Mujeres bajo su eficiente dirección; sobre todo en estos momentos en los cuales mi Gobierno se está de preparar un Proyecto de Constitución a la Convención Nacional incluyendo el voto para la mujer, y por lo tanto, el derecho de elegir y ser elegida. Tengo la firme seguridad de que la Convención Nacional ha de aprobar esta sabia y justa reforma tendiente a convertirnos en ciudadanos con los mismos derechos políticos de que gozan los hombres. La mujer de mi país acogerá esta extensión de sus derechos, con todo el talento, entusiasmo y buenas aptitudes que siempre ha sabido demostrar en el ejercicio de sus responsabilidades para con la familia y con la comunidad".

La Srta. Stevens expresó a la Sra. Diez de Medina su inmensa alegría por sus halagadoras frases y por lo oportuno de su nombramiento; en los precisos momentos de poder ayudar a la Comisión Interamericana a la preparación del informe que debe presentar a la VIII Conferencia de Lima, Perú, que se reunirá el 9 de Diciembre del año en curso.

"Estoy encantada de estar entre Ud. y de poder ayudarlas en sus interesantes trabajos en pro de la emancipación de la mujer continental".

En la misma fecha la Srta. Doris Stevens, fué la invitada de los esposos Tudela, a un almuerzo en su lujoso Apartamiento del Wardman Park Hotel. El Dr. Tudela es el Jefe de la Delegación Peruana de Límites, actualmente en Washington. Otros invitados fueron el Dr. y la Srta. Arturo García Salazar; el Dr. Rafael Belandier, ambos miembros de la Delegación Peruana de Límites; el Sr. Carlos Ortiz de Zevallos de la Embajada del Perú; y la Srta. Tudela.

La Comisión Interamericana de Mujeres dedicará en fecha muy próxima un Almuerzo en honor de la Sra. Diez de Medina, en uno de los mejores hoteles de esta ciudad.

PROGRAMA PARA LA CONF. PANAMERICANA

El programa de la Conferencia será el siguiente:

1. — Modernas corrientes en la lucha antituberculosa y métodos objetivos que esta debe perseguir.
2. — Nutrición y alimentación infantil; Informe de la Comisión de Alimentación y designación por la O. N. U. de la Fundación Rockefeller, del Comité de Higiene de la Sociedad de Naciones, de la Oficina General de Trabajo en Ginebra, y de la Oficina Internacional de Higiene Pública en París.
3. — El seguro social en su aspecto médico-social; Informe de los países donde se ha implantado.
4. — Sanidad marítima y aérea en relación con los presentes tratados internacionales.
5. — Higiene prenatal e infantil; progresos realizados desde la Conferencia Sanitaria Panamericana.
6. — Sanidad Pública: a) Centralización de un servicio local; b) Formación, selección, ascensos, inclusive escalafón y garantías de estabilidad de los funcionarios nacionales de salubridad.
7. — Sanidad Rural: a) Abastecimiento de aguas; b) Abastecimiento de leña y desperdicios (exposición del suelo); c) Aguas negras o sucias; d) Habitaciones para campesinos.
8. — Lucha y profilaxis contra la fiebre amarilla en sus nuevos aspectos. Resultados de la última vacunación.
9. — Lucha antipeste en el exterior en los puertos.
10. — Últimas adquisiciones en el estado de la topografía y organización moderna de la lucha antipeste.
11. — Tuberculosis: a) Resultados de la lucha en cada país; b) Coordinación de obras; c) Vacunación por B. C. G.
12. — Enfermedades tifo-exantemáticas en América.
13. — Enfermedades producidas por virus.
14. — Enfermedades regionales (paludismo); nuevos métodos de lucha contra la malaria; bocio; su frecuencia y profilaxis; la sanidad; estado de su frecuencia, nuevos métodos de diagnóstico, profilaxis y tratamiento de esta enfermedad.
15. — Modernas ideas y concepciones en el ramo de las vacunas y sueros preventivos y curativos.
16. — Problemas de los portadores de virus o microbios en epidemiología; procedimientos para descubrirlos; profilaxis y tratamiento de dichos portadores.

SE HA DADO TERMINO A LOS PREPARATIVOS PARA LA VIII CONF. PANAMERICANA

TODOS LOS PAISES DE AMERICA ENVIARAN SUS DELEGADOS HA BOGOTA

Se ha dado término a los preparativos para la reunión que se celebrará el próximo 4 de septiembre en esta ciudad, de la VIII Conferencia Sanitaria Panamericana de Bogotá, conforme a lo acordado en la Novena Conferencia celebrada en Buenos Aires el año 1934.

Para dicha Conferencia, ya ha anunciado el envío de sus delegados, todos los países de América. Asistirán también representantes de la Fundación Rockefeller, del Comité de Higiene de la Sociedad de Naciones, de la Oficina General de Trabajo en Ginebra, y de la Oficina Internacional de Higiene Pública en París.

La Comisión Organizadora de la Conferencia, compuesta por los delegados que asistirán a ella en la Conferencia Sanitaria Panamericana, así:

Presidente Provisional doctor Jorge Beltramo; Secretario General, doctor Jorge Salazar; Miembros, Benigno Velasco Calero, Director Nacional de Higiene, Roberto Franco F.; Luis Cuervo Márquez; Juan N. Correas; Julio Aparicio; Jorge E. Cavalieri; Juan Pablo Linares; Calixto Torres Urdaneta; Luis Perillo, Director del Instituto Nacional de Higiene, y Francisco Guecco Moya.

COTIZACIONES DEL DOLAR Y DE LA LIBRA

London, 21 (Associated Press)

La vista de Adolfo Hitler a Roma

<sup>552</sup> La Razón, La Paz, 23 juillet 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>553</sup> La Razón, La Paz, 23 juillet 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

En effet, en décembre 1938 allait se tenir la VIII<sup>e</sup> Conférence Panaméricaine à Lima, où la CIM devait présenter un rapport sur ses activités ainsi que sur la condition juridique des femmes des 21 républiques de l'Union Panaméricaine. La CIM avait pour projet d'organiser un Congrès réunissant les femmes et féministes du continent quelques jours avant le congrès panaméricain. La nomination d'Etelvina Guachalla fut présentée comme une très bonne nouvelle dans la presse bolivienne :

« La participación de nuestro país en este congreso de mujeres tiene para nosotros gran significación. Con la voz femenina que haga oír en Washington el claro pensamiento de la mujer boliviana, especialmente en estos momentos que se ve amenazada la paz del continente, hemos dado un nuevo paso. Las inquietudes nacidas de esta comisión nos llegarán sin duda por medio de la inteligente representante boliviana, despertando en nosotros el sentimiento de dignificar y otorgar derechos a la mujer boliviana.

Una de las últimas actividades del congreso que nos ocupa ha sido la consecución de la ley de elecciones de la República del Ecuador que regula el sufragio, derecho político y deber cívico de todos los ecuatorianos, hombres y mujeres de acuerdo a las disposiciones de capacidad, creyendo nosotros que la incorporación de nuestro país a la Comisión Interamericana de Mujeres ha de traer como resultados la emulación con relación a los demás pueblos americanos. »<sup>554</sup>

L'auteur de l'article considérait donc qu'il était important que la Bolivie ait une représentante dans une organisation panaméricaine de ce type, mais aussi que les travaux réalisés par la CIM allaient forcément avoir une influence dans les débats de l'Assemblée Constituante concernant l'adoption du suffrage féminin. Pour sa part, au moment où Etelvina Guachalla Diez de Medina fut nommée comme représentante de la Bolivie à la CIM, Doris Stevens envoya immédiatement une dépêche urgente adressée à toutes les autres représentantes du continent, leur demandant d'envoyer leurs félicitations à Germán Busch et des messages de soutien au suffrage féminin au président de l'Assemblée Constituante afin de faire un peu de pression<sup>555</sup>. C'est ce qu'elle fit elle-même en tant que présidente de la CIM.

Au moment où le suffrage féminin était en débat, en août 1938, Elodia Baldivia de Lijerón, enseignante et l'une des membres fondatrices de l'Athénée Féminin, envoya une lettre à Doris Stevens où elle mentionnait clairement l'indifférence et « l'inertie » des femmes

---

<sup>554</sup> *El Diario*, La Paz, 2 juillet 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>555</sup> Bulletin sur la désignation de Madame de Medina (« Dépêche urgente »), 26 juin 1938 "Bolivia, 1928-1941", Boîtes 62.7-62.8, Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.



boliviennes à l'égard du droit de vote et la nécessité qu'elles avaient d'avoir plus de coopération de la part de la CIM, l'enjoignant à se mobiliser en leur faveur :

« La Paz, 19 de agosto de 1938

Señorita Doris Stevens  
Washington

Mi distinguida colega :

Me apresuro a decirle que en este momento en Bolivia, las mujeres estamos atravesando unos instantes de honda inquietud. Pues la Honorable Convención Nacional, nos ha sorprendido ocupándose en el estudio de los Derechos Políticos de la mujer.

Después de los festejos por las fiestas civiles de la creación de la República, cuando creímos que aún se ocuparían en asuntos internacionales, comenzaron a tratar nuestro asunto con marcado interés.

Hay muchos Convencionales que están a favor, y en su exposición para manifestar los motivos por los que están a favor del Voto Femenino, han hecho verdaderos elogios a la mujer, encumbrándola al sitial de una verdadera emancipadora de la humanidad.

Se han escuchado brillantes exposiciones, con manifiesta tendencia social y democrática.

Entre nuestros partidarios brillantes están el Senador Doctor Eduardo Rodríguez Vázquez, los Diputados Convencionales: Nazario Pardo Valle, Félix Eguino Zaballa, Francisco Hurtado y muchos otros. Pero tenemos otros formidables que están al frente y son recalcitrantes en sus ideas.

Estamos luchando fuerte. No he dejado de buscar medios posibles para hacer propaganda y, muy en especial mi hijita Marina L. Lijerón B. que ha tomado mucho interés, ella escribe por la prensa, hace escuchar su voz por la radiodifusora y en Conferencias. Ha merecido aplausos y felicitaciones sin distinción de gentes.

Sin embargo que tengo el optimismo de que nos den el voto restringido, así como nos ofrecieron, temo de que perdamos nuestra causa tan justa. ¿Y sabe por qué? Por la inercia de la mujer boliviana. Pues no hemos hecho nada. Hay mujeres que no les importa, sino vivir el momento feliz y de simulación. Nos falta la propaganda suficiente. Nos falta la cooperación de ustedes y de todas las mujeres de buena voluntad y de todos los países.

No será demás que haga lo posible para hacer llegar a tiempo su voz de apoyo e interesarse con las que pueda.

Respecto a otros asuntos de nuestra misma causa, le escribiré posteriormente.

Por hoy, con la angustia indefinida y mandándole algunos recortes y datos, me suscribo de usted, saludándole afectuosamente.

Elodia Baldivia de Lijerón.

Nota: Por previsión le comunico que mi hijita Marina, sigue sus estudios en la Facultad de Leyes, en el tercer año. Vale. »<sup>556</sup>

---

<sup>556</sup> Lettre de Elodia B. de Lijerón a Doris Stevens, 19 août 1938, "Bolivia, 1928-1941", Boîtes 62.7-62.8, Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

La relation entre Elodia Baldivia Lijerón et la CIM remonte à 1931. Cette dernière avait toujours cherché à établir des liens avec les femmes et féministes les plus notables de chaque pays américain. En ce sens, elle avait créé des listes avec les noms, adresses et activités des femmes et des féministes qui jouaient un rôle important dans la sphère publique. Concernant la Bolivie, elle avait une liste assez courte, qui incluait María Luisa Sánchez Bustamante, la fondatrice et présidente de l'Athénée Féminin. Elodia B. de Lijerón entretenait une correspondance relativement sporadique à partir de 1936 avec Minerva Bernardino, représentante de la République Dominicaine à la CIM, qui à ce moment-là était la plus proche collaboratrice de Doris Stevens. D'ailleurs, elle avait adressé une lettre à Minerva Bernardino en janvier 1938, évoquant les activités qu'elle réalisait en tant que féministe mais aussi en tant que leader de l'Union Féminine d'Enseignantes (« Unión Femenina de Educacionistas »). Comme elle mentionnait qu'il était très probable que l'Assemblée Constituante débattre de la question du suffrage féminin cette année-là, Minerva Bernardino lui demandait dans sa réponse la copie du projet qui allait être présenté à l'Assemblée Constituante, afin qu'elles puissent collaborer et les aider. En parlant du droit de vote que les femmes mexicaines venaient d'obtenir<sup>557</sup>, elle souligna à quel point il était important que les femmes boliviennes l'obtiennent aussi avant la Conférence Panaméricaine de Lima, car cela leur donnerait plus de force dans leurs arguments. Elle l'invitait d'ailleurs à ce qu'elle et d'autres femmes soient présentes à la Conférence de Lima. Une collaboration semblait donc entamée sur cette question. Voilà pourquoi Doris Stevens se montra quelque peu froissée, dans la lettre qu'elle adressa à Elodia B. de Lijerón en réponse à sa lettre du 19 août 1938 que l'on vient de citer, où Lijerón lui demandait plus de coopération. Cette lettre lui fut envoyée en septembre, après que l'Assemblée Constituante eut refusé le droit de vote aux femmes boliviennes :

« September 19, 1938

Sra. Elodia Baldivia de Lijerón  
La Paz, Bolivia

Dear friend:

I have just returned to my desk after absence on a feminist mission in the Dominican Republic, which was very successful, and find your welcome letter of August 19. When Minerva and I landed in New York from the Dominican

---

<sup>557</sup> En effet en septembre 1937, le président du Mexique, Lázaro Cárdenas, présenta une proposition d'amendement constitutionnel au pouvoir législatif de son pays pour accorder aux femmes le droit de vote. En juillet 1938, le Parlement mexicain approuva l'amendement. La nouvelle fut célébrée par les féministes et annoncée dans la presse : les femmes mexicaines venaient d'obtenir le droit de vote. Cependant, l'amendement devait être enregistré dans le *Diario Oficial* pour devenir loi. Le Parlement n'entreprit jamais cette démarche et reporta à plus tard, de manière indéfinie, la question. Les femmes mexicaines obtinrent finalement le droit de vote beaucoup plus tard, en 1953.

OLCOTT Jocelyne, *Revolutionary Women in Postrevolutionary Mexico*, Duke University Press, Durham and London, 2005.

Republic on August 22, we received the news on the dock from the Dominican consul, who brought us the « La Prensa » of New York of that morning, that your constitutional convention had rejected « por mayoría abrumadora » women suffrage on August 20, in other words, the day after you sent your letter to us. We were deeply disappointed and do not understand how the recommendation of Germán Busch that the constitution be revised in favor of the vote of women was not approved. Certainly his initiative and the support of the Senators and Deputies whom you mentioned should have given the women every possible opportunity to win. You say your women show inertia. Everywhere women have shown inertia toward their own emancipation. The attitude of a slave is not easily changed to the attitude of a free person. Wherever woman suffrage has been won, it is always the small minority of women who consummate it.

We feel you are a little unjust when you say that we failed you in cooperation and that the women of other American countries did also. We did everything possible at this great distance to encourage the success of General Busch's recommendation. No Bolivian women reported to us that the project had been sent to the constitutional convention. We had to rely upon the press to learn it. A few days after the press printed the information, Sra. de Medina arrived in Washington. Immediately she confirmed the news which had appeared during her journey to Washington. We publicized the fact in every possible way, wrote immediately to your President, sent urgent dispatches to all our colleagues, many of whom have written us that they sent their pressure immediately to your government. As you know, the Commission was created as a juridical commission and not primarily with the power or staff to conduct universal propaganda. However, as I say, we did the best we could in the brief time after receiving the news, but we had a right to assume that Bolivian women were doing their share on behalf of their own status. What you and your daughter did was superb, but, as you know better than we, very little can be accomplished without a definite, organized group of women in each country. We beg you and your daughter to organize as soon as possible a committee consecrated to work for the elimination of "varon" from the Constitution. Such a committee could then affiliate itself to the Inter American Liaison Committee formed under the auspices of the Inter American Commission of Women. As you know, the Commission is an official body composed of one woman for each American republic. In order to have closer contacts with private women's groups in each country, this Inter American Liaison Committee was formed and already has many affiliates of national groups in the various republics. We have no member-group on this Committee from Bolivia. Please undertake to organize such a group, that before the Lima Conference it may be a member of this Liaison Committee. Would it not be possible for you and your daughter, or one of you, to join the Commission during the Eight Conference in Lima? For you it would be a much less costly journey than it is for us who have to come from the United States. To have your help at that time would be of great assistance to the continental work and conversely it would be of greater assistance to your national work in Bolivia. Do try to undertake this and let us know.

Has the constituent assembly closed its sessions? If not, can you not get the action on woman suffrage overturned with the help of your Senate and Deputy friends and have a favorable vote taken?

Our warmest congratulations to Marina in her pursuit of the study of law. It is wonderful to have the support of a professional woman.

With profound regrets and warmest greetings to you and Marina, I am  
Affectionately yours,  
Doris Stevens. »<sup>558</sup>

Comme le montre cette lettre, la CIM cherchait un rapprochement plus direct avec les organisations féministes et les femmes du continent à travers ce nouvel organisme qu'elle avait créé : le Comité Inter Américain de Liaison (« Inter American Liaison Committee »), afin d'avoir des liens qui ne passent pas uniquement à travers la seule représentante à la CIM de chacun des pays. La création de cet organisme répondait aussi à la peur qu'avait Doris Stevens que la CIM soit dissoute à la Conférence de Lima<sup>559</sup>, étant donné qu'elle n'avait pas encore un caractère permanent (ce qu'elle obtiendra justement dans cette conférence). Elodia Baldivia de Lijerón ne s'affilia jamais à cette organisation en raison des coûts d'affiliation de 5\$ qu'elle affirmait ne pas pouvoir payer, et ce fut le cas d'autres organisations féministes du continent<sup>560</sup>. De même, pour des raisons personnelles et financières elle ne put pas se rendre à la Conférence de Lima, ce dont elle se justifia dans une lettre envoyée à Doris Stevens fin novembre 1938, où elle la félicitait pour son travail à Lima. Elle se plaignait du fait que la personne qui allait représenter finalement le pays à cette conférence était une femme inconnue des milieux intellectuels et littéraires, qui avait seulement de l'argent pour effectuer le voyage, et que les véritables leaders qui luttaient pour les droits des femmes étaient ignorées par le gouvernement. Elle lui faisait part également de l'envoi d'un « parchemin » signé par toutes les féministes de la Bolivie :

« La Paz, 30 de noviembre de 1938

Señorita doña Doris Stevens, Lima.

Señorita Stevens:

Le escribo con el más fervoroso aplauso por su labor en pro de los derechos de la mujer, que hoy en esa gran metrópoli de los Virreyes, como ayer en el Norte y Centro América, dejará escuchar su voz ante la selecta concurrencia de hombres y mujeres que se han dado cita para señalar el rumbo hacia un porvenir mejor y de mayor comprensión.

Cuánto hubiera deseado llegar a Lima por conocerla personalmente y trabajar decididamente para que nuestros propósitos despunten hacia una realidad tangible, pero motivos de índole invencible, me privan de esta trascendental ocasión.

---

<sup>558</sup> Lettre de Doris Stevens à Elodia Baldivia de Lijerón, 19 septembre 1938, «Bolivia, 1928-1941», Boîtes 62.7-62.8, Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

<sup>559</sup> Lettre de Doris Stevens à Marta Vergara, 10 septembre 1936, «Chile, Marta Vergara, 1930-1938», Boîte 64.7, Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

<sup>560</sup> Lettre de Elodia Baldivia de Lijerón à Minerva Bernardino, 7 janvier 1938, «Bolivia, 1928-1941», Boîtes 62.7-62.8, «Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

Lamento igualmente que la representación oficial de la mujer boliviana, lleve a una señora sólo adinerada, pero desconocida en nuestro mundo intelectual y literario. Aquellas luchadoras insignes por el bienestar social de la mujer, son olvidadas por los Gobiernos.

Sin embargo en forma sencilla munida de prestigios personales, viaja a esa la distinguida escritora folklorista Mercedes Anaya de Urquidi, quien está encargada para entregar a usted un pergamino que se lo enviamos con afecto y decisión, recíbalo señorita Stevens.

Espero recibir siempre sus simpáticas comunicaciones y tenerme presente en todas sus actividades aplaudiéndola.

Reiterando mi saludo afectuoso, me suscribo de usted muy atentamente.

Elodia B. de Lijerón, La Paz, Bolivia. »<sup>561</sup>

Mercedes Anaya de Urquidi, chargée de lui remettre le parchemin, était fondatrice d'une des premières revues féministes, publiée à Cochabamba dans les années 1920 (la revue *Anhelos*). Elle avait été membre du Comité d'Action Féministe à Cochabamba en 1934 et de la Légion Féminine de Cochabamba en 1935<sup>562</sup>. De manière non officielle, une féministe se rendait donc encore une fois à la Conférence Panaméricaine. Doris Stevens reçut le parchemin (qu'on peut voir ci-dessous), qui était signé par une grande partie des féministes du pays, et répondit qu'elle avait été émue aux larmes en le recevant, qu'elle allait le faire encadrer pour que tout le monde puisse le voir et qu'elle allait le chérir pendant toute sa vie<sup>563</sup>.



<sup>561</sup> Lettre de Elodia B. de Lijerón à Doris Stevens, 30 novembre 1938, "Bolivia, 1928-1941", Boîtes 62.7-62.8, "Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

<sup>562</sup> Mercedes Anaya de Urquidi était également mariée à José Macedonio Urquidi, avocat, intellectuel et écrivain, que l'on a déjà cité.

<sup>563</sup> Lettre de Doris Stevens à Elodia B. de Lijerón, 15 février 1939, "Bolivia, 1928-1941", Boîtes 62.7-62.8, "Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

L'envoi de ce parchemin montre que Doris Stevens incarnait une icône et un modèle à suivre pour les féministes boliviennes. En décembre 1938, elle reçut une lettre d'Ana Rosa Tornero, qu'elle avait rencontrée à la Conférence de Montevideo en 1933 et avec qui la CIM maintenait une correspondance plus ou moins régulière depuis cette conférence. Tornero la félicitait pour son travail à Lima, lui racontait ses activités en tant que présidente de l'Union Féminine d'Action Sociale (« Unión Femenina de Acción Social »), une association sur laquelle on n'a presque pas d'informations, mais qui, selon Tornero, « luttait contre les injustices faites aux femmes », ce qui est très vague. Elle remerciait Héloïse Brainard d'avoir la gentillesse de lui porter cette lettre<sup>564</sup>. En effet, fin novembre 1938 Héloïse Brainard, qui était la présidente de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (« Women's International League for Peace and Freedom »), se rendit à La Paz avant de se rendre à Lima pour la Conférence Panaméricaine. Cette organisation avait été fondée comme une organisation de femmes pacifiste, en 1915, en plein conflit mondial, par Jane Addams et Emily Green Balch, qui reçurent le prix Nobel de la paix en 1931 et 1946 respectivement. Héloïse Brainard avait pour objectif de se mettre en contact avec les femmes de la Bolivie et d'autres pays sud-américains qu'elle allait visiter. Sa venue à La Paz fut annoncée dans la presse et beaucoup commentée<sup>565</sup>. Ce furent justement les membres de l'Union Féminine d'Action Sociale qui la reçurent et organisèrent pour elle plusieurs réunions de bienvenue et d'hommages<sup>566</sup>. On sait qu'elle rencontra également les membres de l'Athénée Féminin, et de l'UMA, car María Luisa Sánchez Bustamante et Zoila Viganó, leurs présidentes respectives, envoyèrent une invitation au public pour la conférence que Héloïse Brainard allait réaliser à l'Université sur « Les possibilités d'un mouvement effectif de paix dans le monde »<sup>567</sup>. Brainard avait auparavant dirigé la Section d'Éducation de l'Union Panaméricaine; ses liens avec l'Union Panaméricaine et Doris Stevens étaient donc évidents.

Finalement, à la Conférence de Lima, la CIM obtint que les pays de l'Union Panaméricaine signent la « Déclaration de Lima en faveur des Droits de la Femme », qui stipulait que les pays du continent devaient promulguer des législations en faveur des droits civils et politiques des femmes. La CIM obtint un statut permanent d'agence de l'Union Panaméricaine, ce qui signifiait que l'institution ne pouvait plus être dissoute d'un moment à

---

<sup>564</sup> Lettre d'Ana Rosa Tornero à Doris Stevens, décembre 1938, "Bolivia, 1928-1941", Boîtes 62.7-62.8, "Series V. Inter-American Commission of Women, Collection de Doris Stevens, Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston, États-Unis.

<sup>565</sup> *El Diario*, La Paz, 13 et 20 novembre 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>566</sup> *El Diario*, La Paz, 24 et 29 novembre 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>567</sup> *El Diario*, La Paz, 27 novembre 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

l'autre. La tenue de cette conférence eut beaucoup de retentissements dans la presse bolivienne.

Ce que montre l'échange de correspondance que l'on a étudié, c'est que la CIM maintenait des liens avec des féministes boliviennes, Elodia B. de Lijerón et Ana Rosa Tornero principalement, de manière très sporadique et individuelle. Les lettres étaient adressées à des individus et non à des institutions, et les efforts de la CIM pour créer des liens entre institutions à travers le Comité Inter Américain de Liaison ou à travers la présence de féministes comme représentantes officielles aux Conférences furent frustrés par des problèmes financiers : les féministes boliviennes ne pouvaient pas s'offrir les coûts d'adhésion ni les voyages aux conférences. La lettre d'Elodia B. de Lijerón à Doris Stevens lors du débat sur le vote féminin, où elle parle de « l'inertie » des femmes boliviennes et du fait qu'elles n'avaient presque rien fait pour obtenir le droit de vote, vient confirmer ce qu'on avait constaté : que malgré des manifestations ponctuelles en faveur du suffrage féminin, les organisations féministes ne menèrent pas une véritable campagne pour l'obtenir, comme elles l'avaient fait pendant la guerre en 1934. Il est très étonnant que l'UMA et la CIM n'aient eu aucun contact, étant donné que la fondatrice de l'UMA avait fait partie de la CIM, avait été très proche de Doris Stevens et s'était même inspirée de la CIM pour l'organisation de l'UMA. Il semblerait que l'UMA de Bolivie était très autonome par rapport à son organisation matrice.

Les liens que les féministes boliviennes entretenaient avec les féministes d'autres pays ne cessèrent donc pas après la guerre, mais ils étaient beaucoup plus sporadiques, individuels et ténus que pendant la guerre, où les échanges de revues et d'informations entre féministes de différents pays étaient beaucoup plus riches.

Le mouvement féministe d'après-guerre bénéficia au début de l'impulsion de la forte mobilisation des féministes pendant la guerre et des liens établis avec les féministes d'autres pays. Deux institutions satellites d'organisations internationales panaméricaines, la Légion Féminine et l'UMA, menèrent le mouvement féministe entre 1935 et 1936 de manière assez dynamique en s'insérant dans les nouvelles sensibilités politiques et intellectuelles de la période : le socialisme pour la Légion Féminine, les débats sur l'indigénisme pour l'UMA. Le nouveau gouvernement « socialiste militaire » semblait bien disposé à octroyer des droits aux femmes. Un décret-loi leur octroya les droits civils en octobre 1936. Les féministes célébrèrent cela comme une victoire. Le mouvement féministe semblait à son apogée. C'était

sans compter avec la mauvaise volonté des juges et du gouvernement qui ne se soucièrent jamais de mettre en application ce nouveau décret. La société, profondément marquée par des inquiétudes natalistes en raison de la catastrophe démographique de la guerre, semblait adopter des attitudes réactionnaires en s'attaquant violemment à la loi du Divorce Absolu et en espérant que les femmes reviennent se cantonner à la sphère privée du foyer et à leurs rôles traditionnels d'épouses et de mères. Le mouvement féministe semblait impuissant, son dynamisme s'estompa à partir de 1937. Si elles menèrent des actions ponctuelles en faveur du suffrage féminin lors des débats sur celui-ci à l'Assemblée Constituante de 1938, aucune véritable campagne ou mobilisation ne fut réellement menée. Les liens avec les féministes d'autres pays étaient sporadiques, ponctuels, individuels et marqués par des frustrations. Le déclin du mouvement féministe, si actif pendant la guerre, avait commencé, mais pas la mobilisation des femmes dans la sphère publique. D'autres organisations de femmes très politisées allaient prendre le relais.





## **Chapitre 4 : Discours, politiques et actions :**

### **les femmes syndicalistes après la guerre**

L'histoire des femmes ouvrières et syndicalistes en Bolivie a été très peu développée. Un des principaux ouvrages qui traite de l'histoire du mouvement ouvrier dans le pays mentionne les activités des femmes ouvrières de manière extrêmement succincte<sup>568</sup>. Il a fallu attendre les années 1980 pour que l'on revienne sur l'histoire ouvrière du pays et que l'on découvre l'existence d'un syndicalisme féminin très important et actif depuis la fin des années 1920 jusqu'aux années 1960, au sein du mouvement anarchiste, principalement. Ainsi, dans les années 1980, l'Atelier d'Histoire Orale Andine (« Taller de Historia Oral Andina », « THOA ») se mit à la recherche des membres des syndicats féminins anarchistes pour les interviewer. Des entretiens furent donc réalisés avec les membres des syndicats féminins toujours vivantes. En résultèrent plusieurs ouvrages<sup>569</sup> qui dévoilaient et faisaient revivre l'histoire de l'anarchisme mais aussi et surtout celle des femmes syndicalistes. Ces entretiens constituent une source précieuse pour notre travail étant donné qu'au moment où nous avons réalisé nos recherches, aucune des femmes syndicalistes actives dans les années 1930 et 1940 n'était encore vivante. Or, les sources orales sont fondamentales pour l'histoire du mouvement ouvrier, des classes populaires et surtout des femmes qui en faisaient partie, étant donné que les sources écrites les concernant sont beaucoup plus difficiles à trouver. Cela est dû à plusieurs raisons. La première est qu'une grande partie des femmes des classes populaires était analphabète et n'a donc pas laissé de document écrit. Les femmes ont toujours été beaucoup moins alphabétisées que les hommes et comme le signale Michelle Perrot, les femmes, et particulièrement les femmes des classes populaires, souvent ne se considèrent pas suffisamment importantes pour laisser des traces écrites de leurs activités : « Les femmes laissent peu de traces directes, écrites ou matérielles. Leur accès à l'écriture a été plus tardif. Leurs productions domestiques sont rapidement consommées, ou plus aisément dispersées. Elles-mêmes détruisent, effacent leurs traces parce qu'elles estiment que ces vestiges n'ont pas d'intérêt. Elles ne sont, après tout, que des femmes dont la vie compte peu. Il y a même

---

<sup>568</sup> LORA Guillermo, *Historia del movimiento obrero en Bolivia*, Los Amigos del Libro, La Paz, 6 tomes publiés entre 1967 et 1980.

<sup>569</sup> LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C., *Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988 ; WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989; WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

une pudeur féminine qui s'étend jusqu'à la mémoire. Une dévalorisation des femmes par elles-mêmes. Un silence consubstantiel à la notion d'honneur. »<sup>570</sup> En outre, les documents officiels des syndicats (documents administratifs, lettres, pamphlets, journaux, etc.) étaient très souvent détruits par les autorités et la police, puisque ces syndicats étaient considérés comme subversifs et étaient la cible d'une plus ou moins grande répression selon les périodes. Finalement, les journaux appartenant aux barons de l'étain et représentant les intérêts de la classe dominante, parlaient moins souvent des activités des femmes des classes populaires et s'ils le faisaient, c'était souvent sur un mode très critique ; aucune voix propre ne leur était accordée. Leurs actions, leurs activités étaient le plus souvent ignorées, voire occultées et lorsque les journaux en parlaient c'était forcément sous une vision déformée, remplie de stéréotypes : celle des élites regardant avec un mélange d'inquiétude, mépris et paternalisme les classes populaires. Bien évidemment cette vision est digne d'intérêt et fera l'objet de nos analyses dans la première partie de ce chapitre. Un des seuls journaux qui va rendre visibles les actions des classes populaires et audibles leurs voix, est le quotidien *La Calle*, fondé en 1936, qui accordait un espace très important aux activités et actions des classes populaires et des femmes qui en faisaient partie. D'ailleurs, comme on le verra par la suite, ce journal était souvent considéré comme le porte-parole des classes populaires. Cependant, *La Calle* présentait aussi une vision déformée de celles-ci. Comme on l'a vu dans le premier chapitre, ce journal représentait principalement les classes moyennes à la recherche de nouveaux modèles idéologiques après la guerre. Le journal était le principal soutien des gouvernements du « socialisme militaire » de Toro et Busch dans les années 1930. Il fut également le principal soutien du MNR après la fondation de celui-ci en 1940. La voix des femmes des classes populaires, passant à travers le filtre des journalistes, est donc aussi souvent déformée et les attitudes paternalistes à leur égard tout aussi nombreuses. En outre, s'il connut une durée de vie assez longue (1936-1946), *La Calle* était très souvent la cible de la répression et de la censure ; il a donc été fermé à plusieurs reprises laissant des lacunes d'information importantes.

Les entretiens réalisés dans les années 1980 avec les femmes syndicalistes sont donc la seule source où ces femmes parlent d'elles-mêmes et de leurs actions avec leur propre voix et vision. S'il faut bien sûr tenir compte des possibles déformations de la mémoire par rapport au passé, ces sources ont l'avantage de nous présenter les aspects subjectifs des expériences

---

<sup>570</sup> PERROT Michelle, *Mon histoire des femmes*, Éditions du Seuil, France, 2006.

de leur activisme vécues par ces femmes au jour le jour<sup>571</sup>. Confrontés à la presse écrite, ces témoignages nous donnent une idée de la réalité vécue et des actions qu'elles réalisèrent<sup>572</sup>.

Les sources dont on dispose, à savoir la presse et les témoignages oraux des protagonistes, nous permettent d'analyser les actions des femmes des classes populaires urbaines et des femmes syndicalistes sous deux angles : l'un est celui « d'en haut » et concerne le « regard » porté sur ces femmes par les secteurs dominants et les autorités ; l'autre est celui « d'en bas » et concerne le regard que ces femmes portaient sur elles-mêmes et sur leurs actions. Face au dynamisme des femmes syndicalistes et du mouvement ouvrier en général après la guerre du Chaco, quels furent les discours et les politiques des secteurs dominants, des autorités et des hommes politiques à l'égard des femmes des classes populaires urbaines? Inversement, quelles furent les actions menées par les femmes syndicalistes issues de ces secteurs pour lutter contre ces discours et politiques souvent discriminatoires ? Ce sont les questions auxquelles on tentera de répondre avec un chapitre structuré en deux parties. La première concerne les discours et les politiques des secteurs dominants, des autorités et des hommes politiques à l'égard des femmes des classes populaires urbaines. La deuxième partie concerne la politisation des femmes après la guerre et l'activisme des femmes syndicalistes.

## **I) Discours et politiques des secteurs dominants, autorités et hommes politiques à l'égard des femmes des classes populaires urbaines**

### **A) Approches à la catégorie de « cholo/a »**

Les femmes organisées en syndicats appartenaient toutes aux classes populaires urbaines qui étaient composées dans leur grande majorité par une population que l'on qualifiait de métisse ou « chola ». Ainsi leur appartenance sociale se doublait d'une catégorisation ethnique sur laquelle il est nécessaire de s'attarder.

Le terme « cholo » apparaît sur le continent américain au XVI<sup>ème</sup> siècle<sup>573</sup>. Son utilisation a servi à désigner un secteur social qui a émergé de l'entrelacement de ce qui est espagnol et de ce qui est indigène, mais il a aussi été utilisé pour exprimer un jugement de

---

<sup>571</sup> De manière presque paradoxale, même si l'on possède beaucoup plus de sources concernant les femmes des classes moyennes et élevées, cet aspect subjectif de leurs expériences nous manque énormément. Hormis quelques lettres assez formelles échangées par les féministes avec Doris Stevens, on n'a pas pu avoir accès à des sources plus « intimes » et encore moins à des entretiens oraux, car aucune de ces femmes n'était vivante au moment de la réalisation de ce travail de recherche. Les entretiens avec les membres de leurs familles nous ont apporté quelques informations personnelles de plus, mais la dimension subjective de leurs expériences est toujours manquante.

<sup>572</sup> Étant donné qu'on n'a pas eu accès aux entretiens eux-mêmes, on se sert pour ce chapitre des entretiens présentés dans ces ouvrages.

<sup>573</sup> SELIGMANN J. Linda, « To Be in between : The Cholas as Market Women », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 31, N° 4 (Oct. 1989), p. 694-721, Cambridge University Press.

valeur généralement péjoratif et méprisant à l'égard de celui-ci<sup>574</sup>. Depuis le début de la colonisation espagnole, on utilisait le mot « métis » pour se référer aux personnes nées des relations entre espagnols et indigènes. Si au début, les métis pouvaient représenter les liens et les alliances forgées entre le monde espagnol et le monde indigène, très rapidement ils furent perçus comme une menace<sup>575</sup>. En effet, les métis ne représentaient pas seulement les personnes nées d'un père espagnol et d'une mère indigène, mais aussi les indigènes qui s'étaient lancés dans un processus de mobilité sociale en apprenant la langue espagnole, en adoptant les vêtements, les coutumes et certains métiers des espagnols<sup>576</sup>. Les métis étaient exonérés du paiement du tribut, qui était l'impôt payé par les indigènes. Voilà pourquoi de nombreux indigènes commencèrent à adopter les vêtements des espagnols et à migrer vers les villes en se faisant passer pour des métis, avec l'objectif d'échapper au système fiscal.<sup>577</sup> Les espagnols avaient voulu maintenir séparées d'un côté la « República de españoles » et la « República de indios » de l'autre, et cette dichotomie niait l'apparition d'une catégorie intermédiaire. Marisol de la Cadena explique que la méfiance et l'hostilité envers les métis provenaient surtout d'idées de désordre et de malaise politique car ils représentaient une transgression de l'ordre politique<sup>578</sup>. Les métis provoquaient la méfiance car ils maîtrisaient deux codes sociaux et systèmes de valeur différents, traversant ainsi les frontières politiques, géographiques et culturelles<sup>579</sup>. En ce qui concerne le terme « cholo », il semblerait qu'au début il servait à désigner les enfants des métis et des indigènes, mais il fut très rapidement utilisé pour se référer aux « métis »<sup>580</sup>. Plusieurs origines ont été attribuées à ce terme. Il y a un relatif consensus autour du fait qu'il proviendrait du mot espagnol « chulo » qui désignait un individu du « bas peuple » de Madrid dont le métier principal était d'être l'assistant du « torero ». Sa femme, la « chula » se distinguait par la « grâce de son allure et par l'utilisation de mots effrontés », mais aussi par ses vêtements : une jupe longue et plissée, un chemisier vivement décoré et un châle brodé<sup>581</sup>. La « chula » et ses vêtements caractéristiques, seraient

---

<sup>574</sup> PEREDO BELTRAN Elizabeth, *Recuperas de los Andes : una aproximación a la identidad de la chola del mercado*, Fundación Solón, 2<sup>ème</sup> édition, La Paz, 2001.

<sup>575</sup> RODRIGUEZ GARCIA Huascar, *La choledad antiestatal. El anarcosindicalismo en el movimiento obrero boliviano (1912-1995)*, La Muela del Diablo Editores, La Paz, 2012.

<sup>576</sup> Idem.

<sup>577</sup> Idem.

<sup>578</sup> DE LA CADENA Marisol, « ¿Son los mestizos híbridos? Las políticas conceptuales de las identidades andinas », dans DE LA CADENA Marisol (ed.), *Formaciones de indianidad. Articulaciones raciales, mestizaje y nación en América Latina*, Envió, Popayán, 2008 citée dans RODRIGUEZ GARCIA Huascar, *La choledad antiestatal. El anarcosindicalismo en el movimiento obrero boliviano (1912-1995)*, La Muela del Diablo Editores, La Paz, 2012.

<sup>579</sup> RODRIGUEZ GARCIA Huascar, *La choledad antiestatal. El anarcosindicalismo en el movimiento obrero boliviano (1912-1995)*, La Muela del Diablo Editores, La Paz, 2012.

<sup>580</sup> MORNOR Magnus, *La mezcla de razas en la historia de América Latina*, Paidón, Buenos Aires, 1969, cité dans RODRIGUEZ GARCIA Huascar, *La choledad antiestatal. El anarcosindicalismo en el movimiento obrero boliviano (1912-1995)*, La Muela del Diablo Editores, La Paz, 2012.

<sup>581</sup> RODRIGUEZ GARCIA Huascar, *La choledad antiestatal. El anarcosindicalismo en el movimiento obrero boliviano (1912-1995)*, La Muela del Diablo Editores, La Paz, 2012.

donc à l'origine de la chola des Andes<sup>582</sup>, qui avec quelques variantes, porte encore aujourd'hui des vêtements très similaires.

L'utilisation des catégories « cholo » ou « métis » est problématique pour se référer aux populations des classes populaires urbaines, principalement pour deux raisons. La première est qu'il s'agit d'utiliser un mot qui en principe fait référence à une condition ethnique, dont les contours sont flous et changeants, pour parler d'une classe sociale. Comme l'explique Linda J. Seligmann : « The boundaries of this social category are ill-defined in terms of race, class, ethnicity or geographic locus alone. »<sup>583</sup> Depuis l'époque coloniale les frontières des catégories ethniques ont toujours été floues et leurs définitions dépendaient des recensements et de la manière dont ceux-ci étaient menés. Ainsi, la catégorie de « métis » a subi plusieurs mutations dans le temps. Au XIX<sup>ème</sup> siècle il était presque un synonyme d'artisan urbain (menuisier, forgeron, chapelier, tailleur, etc.)<sup>584</sup>. En effet, souvent les catégories ethniques ont été liées à des métiers et à des conditions économiques. Ainsi, comme l'explique Barragán dans le recensement de La Paz de 1881 on ne pouvait pas concevoir un blanc agriculteur car les « agriculteurs étaient les indigènes », et on ne pouvait pas non plus concevoir un indigène propriétaire car les « blancs étaient les propriétaires ». Si un indigène exerçait le métier de cordonnier il cessait d'être considéré comme indigène, et de même, un « blanc » appauvri pouvait être considéré comme métis, et ainsi de suite jusqu'à ce que les critères de définition de ces catégories changent<sup>585</sup>. De cette manière, les « cholos » ou « métis » ont longtemps été associés aux métiers du secteur de services urbains et les femmes « métisses » ou « cholas » au secteur informel de l'économie (vendeuses dans la rue, sur les marchés ou encore employées domestiques). À ce sujet Seligmann explique : « The distinctive socioracial category of cholo based upon ratios of Indian to non-Indian blood underwent changes due to extensive intermarriage and the emergence of a market economy and class structure that crosscut ethnic affiliation. Since the colonial period, cholos have gradually become identified with various occupations within the urban service sector, particularly those characterized as casual work within the informal sector. One of the main occupations that females in this category have filled is street vending »<sup>586</sup>.

---

<sup>582</sup> Idem.

<sup>583</sup> SELIGMANN J. Linda, « To Be in between : The Cholas as Market Women », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 31, N° 4 (Oct. 1989), p. 694-721, Cambridge University Press.

<sup>584</sup> STEFANONI Pablo, « *Qué hacer con los indios... » y otros traumas irresueltos de la colonialidad*, Plural Editores, La Paz, 2010.

<sup>585</sup> BARRAGAN Rossana, « Categorías e identidades en permanente definición », dans DENISE Y. Arnold (comp.) *¿Indígenas u obreros ? La construcción política de identidades en el Altiplano boliviano*, Fundación Unir, La Paz, 2009.

<sup>586</sup> SELIGMANN J. Linda, « To Be in between : The Cholas as Market Women », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 31, N° 4 (Oct. 1989), p. 694-721, Cambridge University Press.

La deuxième raison qui rend problématique l'utilisation des termes « cholo » ou « métis » pour se référer aux membres des classes populaires urbaines est le fait que ces termes présupposent, ou laissent sous-entendre, l'existence d'une certaine homogénéité et même d'une identité chola ou métisse au sein de ces secteurs de la population. Or, comme on l'a vu, les frontières de ces catégories sont floues et l'existence ou pas d'une identité métisse ou chola fait l'objet d'innombrables et très vifs débats historiographiques. Précisément, les ouvrages publiés suite aux entretiens réalisés avec les hommes et les femmes qui avaient fait partie des syndicats anarchistes dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>587</sup>, laissent transparaître l'idée qu'il y aurait eu une certaine homogénéité et une identité chola. Rodríguez va encore plus loin en postulant l'émergence, pendant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, d'une identité chola étroitement liée au mouvement anarchiste<sup>588</sup>. Or, d'autres chercheurs ont essayé de démontrer que l'existence d'une identité ou d'une homogénéité au sein des secteurs cholos est loin d'être évidente et qu'il est nécessaire de problématiser cette catégorie. Soruco essaie de démontrer que les secteurs considérés comme cholos ne sont pas du tout homogènes socialement et qu'il y a des tensions et de fortes hiérarchisations sociales au sein de ceux-ci<sup>589</sup>. Tant Soruco pour la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, que Barragán pour le temps présent<sup>590</sup>, argumentent que ceux qui sont considérés comme cholos occupent une position subalterne par rapport aux secteurs dominants de la société, mais une position dominante à l'égard des indigènes en provenance des secteurs ruraux. Irurozqui va dans le même sens en affirmant que dans les secteurs artisanaux cholos de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle il n'y avait pas de véritable conscience de classe artisanale ; il y avait plutôt des stratégies de survivance sociale qui obligeaient au sacrifice de n'importe quelle solidarité horizontale afin de maintenir des privilèges et d'accéder à une mobilité sociale ascendante<sup>591</sup>. De même, plusieurs études montrent que les populations qui sont catégorisées comme cholas ne s'identifient pas toujours elles-mêmes en tant que telles<sup>592</sup>. Il s'agit donc d'un concept

---

<sup>587</sup> LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C., *Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988 ; WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989; WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>588</sup> RODRIGUEZ GARCIA Huascar, *La choledad antiestatal. El anarcosindicalismo en el movimiento obrero boliviano (1912-1995)*, La Muela del Diablo Editores, La Paz, 2012.

<sup>589</sup> SORUCO SOLOGUREN Ximena, *La ciudad de los cholos. Mestizaje y colonialidad en Bolivia, siglos XIX y XX*, IFEA-PIEB, La Paz, 2012.

<sup>590</sup> SORUCO SOLOGUREN Ximena, *La ciudad de los cholos...* op. cit.; BARRAGAN Rossana et SOLIZ Carmen, "Identidades urbanas: el caso de los indígenas en las ciudades de La Paz y El Alto (Altiplano Norte)", dans DENISE Y. Arnold (comp.) *¿Indígenas u obreros? La construcción política de identidades en el Altiplano boliviano*, Fundación Unir, La Paz, 2009.

<sup>591</sup> IRUZOQUI Marta, "A bala, piedra y palo". *La construcción de la ciudadanía política en Bolivia, 1826-1952*, Diputación de Sevilla, Séville, 2000.

<sup>592</sup> DE LA CADENA Marisol, « The political tensions of Representations and Misrepresentations : Intellectuals and Mestizos in Cuzco (1919-1990) », *Journal of Latin American Anthropology*, n°2, 1996, p. 112-147 ; BARRAGAN Rossana, « Entre polleras, lliqllas y ñañacas. Los mestizos y la emergencia de la tercera república », dans ARZE Silvia, ESCOBARI Laura (comps.), *Etnicidad, economía y simbolismo en los Andes*, HSBOL-IFEA, La Paz, 1992.

d'identification extérieure, plutôt que d'auto-identification<sup>593</sup>, ce qui rend encore plus problématique la postulation d'une identité chola. Cependant, si les limites de la catégorie « cholo » sont très vagues, s'il n'y a pas vraiment d'homogénéité, ni d'identité « chola » parmi les secteurs identifiés comme tels, il existe tout de même un identificateur visuel clair qui concerne exclusivement les femmes cholas : leur manière de s'habiller. Leurs vêtements, d'origine espagnole, sont similaires à ceux que l'on a déjà décrit plus haut en parlant de la « chula » espagnole. Les éléments caractéristiques des vêtements des cholas, avec des variations régionales, sont : la « pollera », une longue jupe à plis ; un haut en dentelle ou en laine ; la « manta », un châle brodé ; le chapeau (en Bolivie, le chapeau utilisé est le « borsalino » : le chapeau melon) et le port de deux longues tresses sur le dos. Les cholas ne s'habillent pas comme les femmes indigènes, ni comme les femmes des classes moyennes et élevées qui se considèrent blanches ou métisses. Ainsi, certains chercheurs pensent que le patrimoine de l'identité « chola » est exclusivement « féminin ». Comme l'explique Barragán : « Son ellas, en efecto, las que conservan una vestimenta que las diferencia de inmediato no sólo de las mujeres criollas sino también de las campesinas-indígenas del área rural. De alguna manera constituye una elección consciente en la medida en que con la pollera, básicamente, se está marcando la diferencia, la auto-identificación y también de hecho la exo-identificación. Que esta elección sea una cuestión de género – puesto que no hay vestimenta, por lo menos tan explícita y clara en los hombres – plantea indudablemente otra problemática de gran importancia... »<sup>594</sup> Dans un travail qui étudie l'origine du port de ces vêtements, Barragán explique que si la « pollera » cessa d'être utilisée par les femmes des secteurs dominants à partir de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, elle continua à l'être par les femmes des classes « basses » non-indigènes. Elle explique que le « choix » et « l'imitation » du port de vêtements d'origine espagnole exprimait la volonté de se différencier de la société indigène en même temps qu'un désir d'ascension sociale<sup>595</sup>. S'il s'agissait de prendre ses distances par rapport au monde indigène et de se « rapprocher » le plus possible du monde espagnol, Barragán se demande alors pourquoi les métisses ne continuèrent pas à « imiter » et à acquérir au fur et à mesure les vêtements changeants des femmes des classes élevées espagnoles. Pour répondre à cette question, elle avance plusieurs hypothèses : l'existence éventuelle d'une législation à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle qui aurait interdit l'« imitation » du port des vêtements des classes élevées par les secteurs populaires urbains ; mais aussi, dans

---

<sup>593</sup> BARRAGAN Rossana, « Entre polleras... » op. cit.

<sup>594</sup> BARRAGAN Rossana, « Entre polleras, lliqllas y ñañacas. Los mestizos y la emergencia de la tercera república », dans ARZE Silvia, ESCOBARI Laura (comps.), *Etnicidad, economía y simbolismo en los Andes*, HISBOL-IFEPA, La Paz, 1992.

<sup>595</sup> Elle explique aussi qu'il faut tenir compte d'autres facteurs ayant pu jouer un rôle dans le port de ces vêtements, comme le fait que les femmes de la « haute société » aient pu imposer ce type de vêtements à leurs « dames de compagnies » ou servantes. Idem.



une société très stratifiée, la prise de conscience par les secteurs urbains populaires de leur position intermédiaire dans la société. Ils auraient préféré être dans une position dominante vis-à-vis des secteurs indigènes et ruraux plutôt que dans l'échelon le plus bas du monde espagnol<sup>596</sup>. C'est aussi la thèse de Peredo : les cholos n'abandonnent pas leur « polleras » car cela signifierait renoncer à l'échelon le plus élevé dans lequel elles sont reconnues parmi leurs pairs<sup>597</sup>. Si l'identité « chola » il y a, elle s'exprimerait donc plutôt à travers les femmes<sup>598</sup>. C'est ce qu'affirme Soruco : « La estigmatización del cholo por ambos extremos de la estructura estamental boliviana disminuye el tono cuando se feminiza, así es más probable que quien se identifique como « cholo » sea una mujer, y lo haga en los espacios emblemáticos de su actividad comercial urbana: los mercados. Este reconocimiento y aún afirmación del término « chola » ha sido evidenciado por varios estudios que se analizan más adelante... »<sup>599</sup>.

En ce qui concerne les femmes syndicalistes des années 1930 et 1940 que nous étudions, outre le fait que les photos incluses dans les livres publiés suite aux entretiens réalisés avec elles nous permettent d'observer qu'elles portent presque toutes les vêtements caractéristiques des cholos, on peut remarquer aussi qu'elles se réfèrent à elles-mêmes fréquemment en tant que telles. À plusieurs reprises elles font référence à leur statut de femmes cholos dans leurs témoignages :

« Dos mujeres cholos hemos perdido la palabra »

« Fue secretaria de relaciones una chola alta, una chola hermosa que ha sabido sufrir y sacrificarse también »<sup>600</sup>

Cette identité est d'ailleurs très souvent associée par elles-mêmes à leur métier et à la possibilité de travailler. Ainsi par exemple Petronila Infantes, future leader syndicale du Syndicat de Cuisinières (« Sindicato de Culinarias ») explique qu'elle n'avait jamais porté de « pollera », qu'elle s'habillait « à l'occidentale », et que lorsqu'elle avait quitté son mari,

---

<sup>596</sup> Idem.

<sup>597</sup> PEREDO BELTRAN Elizabeth, *Recuperas de los Andes : una aproximación a la identidad de la chola del mercado*, Fundación Solón, 2<sup>ème</sup> édition, La Paz, 2001.

<sup>598</sup> Ceci n'est pas toujours le cas dans d'autres pays andins. En effet, De la Cadena, explique que les vendeuses des marchés de la ville du Cuzco, au Pérou, dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, refusaient la dénomination de cholos que les secteurs dominants leur imposaient ; elles se définissaient plutôt comme des métisses. DE LA CADENA Marisol, « The political tensions of Representations and Misrepresentations : Intellectuals and Mestizos in Cuzco (1919-1990) », *Journal of Latin American Anthropology*, n°2, 1996, p. 112-147.

<sup>599</sup> SORUCO SOLOGUREN Ximena, *La ciudad de los cholos. Mestizaje y colonialidad en Bolivia, siglos XIX y XX*, IFEA-PIEB, La Paz, 2012.

<sup>600</sup> Entretien avec Petronila Infantes du 4 octobre 1985 et avec María Mejía du 18 mars 1986, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 53.

qu'elle s'était installée à La Paz pour travailler et que ce dernier était mort dans la guerre du Chaco, elle avait décidé de porter les « polleras » de sa mère pour travailler :

« Ya aquí yo pensaba: “¿qué voy a hacer sin profesión, sin nada? ¿con qué voy a mantener a mis hijos? ¿con qué los voy a criar?” Veía a tantas cholitas cargadas de su wawa<sup>601</sup>, llevando el balay<sup>602</sup> para vender; así que he dicho: “yo igual voy a hacer”. Entonces me he puesto las polleras de mi mamá, un sombrero y me he prendido la manta. Yo era de vestido<sup>603</sup> siempre, así que la pollera me daba vueltas a un lado y a otro porque no sé si me sabía sujetar bien. No sabía caminar con la pollera, en vez de pisar adelante pisaba atrás. El sombrero también a un lado, al otro lado. Me cargaba la wawa aquí arriba y de repente se me salía. Después, tampoco me ha sido posible vender porque yo no sabía dónde se compraba las verduras, la fruta; ni cómo se agarraba el balay, la canasta y, a la vez, cargar a la wawa. »<sup>604</sup>

Dans ce témoignage où Petronila Infantes narre son expérience sur l'adoption de la « pollera », en racontant qu'elle avait mis celles que sa mère portait, c'est comme si elle parlait d'une sorte de « retour à ses origines ». Pourtant, l'expérience semble loin de se passer de manière « naturelle »: elle explique à quel point elle ne se sentait pas à l'aise car elle n'avait jamais porté ce type de vêtement, et elle n'avait pas le « savoir-faire »<sup>605</sup> des autres « cholitas », que ce soit avec le port des vêtements ou avec le fait de travailler en portant des paniers et ses enfants en même temps. Un vrai inconfort et une maladresse physique se dégagent de son témoignage, comme si l'adoption de la « pollera », et par conséquent de l'identité « chola », était loin d'être évidente pour elle. Ce qui est intéressant dans ce témoignage c'est de voir qu'elle associe directement la « pollera » aux femmes qui travaillent, et au travail en lui-même. Lorsqu'elle se voit dans la nécessité de travailler, elle observe que les femmes autour d'elle qui travaillent portent la « pollera », elle se dit alors que si elle même veut travailler pour pouvoir nourrir ses enfants, il faut qu'elle fasse de même. C'est comme si le fait de porter une « pollera », le fait de devenir ou de ressembler à une chola, lui permettait d'accéder au monde du travail ou d'avoir la capacité de travailler. C'est ce qu'elle explique aussi quand elle raconte sa rencontre fortuite dans la rue avec celui qui va l'employer comme cuisinière, un homme qui la connaissait déjà car il travaillait dans l'entreprise américaine où avait travaillé sa mère en tant que serveuse et elle-même avant de se marier:

---

<sup>601</sup> « Wawa » veut dire « bébé » ou « enfant » en quechua. C'est un terme très utilisé en Bolivie au sein de toutes les classes sociales. Un autre élément caractéristique des cholitas en Bolivie est l'utilisation qu'elles font du « awayo », un tissu rectangulaire de couleurs vives qui leur sert à porter leurs bébés ou des objets sur leurs dos y compris lorsqu'elles sont en train de travailler. Ainsi, quand Petronila Infantes parle des « cholitas » portant leurs bébés, elle fait référence à cela.

<sup>602</sup> Le balay est un panier en osier ou en liane qui sert à transporter ou conserver la nourriture ou les vêtements.

<sup>603</sup> Les femmes qui disent « ser de vestido » sont des femmes qui ont abandonné les « polleras » portées par leurs mères ou d'autres femmes de leur famille, et qui ont décidé de s'habiller à la manière « occidentale », c'est-à-dire en portant des robes.

<sup>604</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 21.

<sup>605</sup> On pourrait même parler d'« habitus » au sens que lui confère Pierre Bourdieu.

« Me he encontrado con el que era contador de la empresa de Eucaliptus, donde yo trabajaba. Ese día ha sido mi buena suerte: “Peta, ¿qué estás haciendo aquí?”. Ahí me he puesto a llorar: “señor, me he venido, no tengo dónde ir”. “¿Qué te ha pasado? ¿por qué te has puesto pollera?”. “Por la necesidad, porque no tenía de qué trabajar”. “Bueno, con pollera entonces trabajá; ahora mismo vámonos a la casa, ahí has de dormir con tus hijos más. He ido a la casa de ese señor, Gualberto Nuñez del Prado; una familia muy conocida de La Paz. Desde ese día he empezado a trabajar hasta harán unos diez años. »<sup>606</sup>

On le voit clairement, lorsque cet homme lui demande pourquoi elle porte une « pollera » elle explique que c’était par nécessité, parce qu’elle n’avait pas de travail, comme si le port de la « pollera », alors qu’elle n’avait pas de diplôme, allait lui permettre de trouver un emploi plus facilement. Même si ce n’est pas exprimé de manière tellement explicite, on comprend que lorsqu’elle essaie d’imiter les cholas pour travailler, c’est qu’elle essaye de travailler en tant que vendeuse ambulante, d’où la mention du port de paniers. Cette tentative ayant été infructueuse parce qu’elle n’avait ni le « savoir faire », ni les contacts nécessaires pour s’approvisionner en fruits et légumes à vendre, c’est le hasard et un contact qui vont lui permettre d’avoir un travail et d’acquérir un métier. Ainsi, en gardant la « pollera », elle commença un travail de cuisinière qui la mena dans les années 1930 à être l’une des fondatrices et leaders syndicales du Syndicat de Cuisinières. Le secteur des services urbains et le secteur informel de l’économie étant tenus principalement par les secteurs « cholos » ; ce qui ressort de ce témoignage c’est que pour accéder à des métiers exercés par des cholas (vendeuse dans la rue, cuisinière) elle devait en devenir une en adoptant leurs vêtements et en essayant de les imiter. Néanmoins, au-delà de l’inconfort et de la maladresse physiques, Petronila raconte ensuite à quel point le fait de devenir chola était inacceptable pour sa famille. Son cas est assez particulier, car normalement les femmes qui « deviennent » cholas ce sont les indigènes rurales qui arrivent en ville pour travailler. Elles laissent de côté les vêtements qu’elles portaient en tant qu’indigènes, pour adopter la « pollera » dans une volonté d’ascension sociale. Dans le cas de Petronila ça semble être l’inverse pour sa famille, qui voit cela comme un retour en arrière, une dégradation sociale. Alors qu’elle venait d’une famille chola puisque sa mère portait des « polleras », le fait que Petronila s’habille de manière occidentale avec des robes, représentait l’ascension sociale de la nouvelle génération de sa famille et son éloignement progressif du monde indigène. Or, en arrivant en ville, à La Paz, en décidant d’adopter la « pollera », elle ramène symboliquement elle et sa famille à la ruralité, c’est-à-dire au « monde indigène ». Cette « dégradation sociale » ne lui est pas pardonnée par cette dernière comme on le voit par ce qui suit:

---

<sup>606</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 22.

« Entonces, he dicho: “tengo mi familia pues, voy a estar bien con ellos”. Resulta que cuando he ido donde mis familiares, me han mirado de pie a cabeza, un desaire único porque me he puesto pollera, porque ya parecía del campo: “¡ay!, nos vas a poner en bajeza, ¡cómo pues!” Nunca más he ido. Sola he vivido en La Paz. »<sup>607</sup>

Si pour les indigènes les « cholos » sont plus près des blancs et devenir « cholo/a » est un signe d’ascension sociale, pour les secteurs qui visent à s’écloigner du « monde indigène » et s’approcher le plus possible du « monde blanc » en s’habillant à la manière « occidentale », revenir au statut de « cholo/a » est un clair signe de chute sociale et de dégradation, car les « cholos » sont considérés comme plus proches du monde rural et indigène. Le qualificatif de « cholo » a servi en effet aux secteurs dominants à contenir l’ascension sociale des classes populaires urbaines.

Les catégories « cholo » ou encore « métis » ont été utilisées par les secteurs dominants comme des synonymes des classes populaires urbaines et artisanales. Particulièrement la catégorie de « cholo » (qui a un sens plus péjoratif) a servi à se référer au « bas peuple », à la « plèbe » urbaine, différenciée des indigènes et de ceux qui se considéraient comme des « blancs » dans le cadre d’un système social très hiérarchique<sup>608</sup>. Les catégories ethniques se transformèrent en une condition *biologique* à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle environ, au moment où les secteurs dominants et les intellectuels commencèrent à être influencés par le darwinisme social<sup>609</sup>. Irurozqui analyse comment les discours sur le métissage évoluèrent entre le XIX<sup>ème</sup> et le XX<sup>ème</sup> siècle. Elle étudie la figure du métis dans le roman *Juan de la Rosa* (1885) de Nataniel Aguirre qui est présenté comme le citoyen lettré incarnant le futur de la citoyenneté en tant qu’il représentait la synthèse de la nationalité bolivienne<sup>610</sup>. Cependant, le discours changea complètement avec l’arrivée du darwinisme social, mais aussi après la guerre fédérale de 1899. Ce conflit armé opposa les libéraux de La Paz aux conservateurs de Sucre. Même si la capitale du pays était Sucre depuis 1839, depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle La Paz avait été la ville la plus grande et dynamique économiquement<sup>611</sup>. Jusqu’à la fin du XIX siècle, le siège du gouvernement était itinérant en fonction des volontés du président en place. Pour éviter cette itinérance, l’élite de Sucre

---

<sup>607</sup> Idem.

<sup>608</sup> BARRAGAN Rossana, « Identidades indias y mestizas : una intervención al debate », *Autodeterminación*, n° 10, La Paz, octobre 1992.

<sup>609</sup> STEFANONI Pablo, « *Qué hacer con los indios...* » y otros traumas irresueltos de la colonialidad, Plural Editores, La Paz, 2010.

<sup>610</sup> IRUROZQUI Marta, « *A bala, piedra y palo* ». *La construcción de la ciudadanía política en Bolivia, 1826-1952*, Diputación de Sevilla, Séville, 2000.

<sup>611</sup> KLEIN Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

décida de faire passer une loi qui fixait le siège du gouvernement définitivement à Sucre<sup>612</sup>. À ce moment-là, l'économie de l'argent sur laquelle reposait le pouvoir économique de l'élite de Sucre avait connu un fort déclin depuis plusieurs années et l'économie de l'étain sur laquelle reposait le pouvoir économique de l'élite de La Paz était à son apogée ; La Paz était devenue le centre névralgique des services pour la nouvelle industrie minière de l'étain<sup>613</sup>. La loi promulguée par les conservateurs déclencha la colère de La Paz, et le Parti Libéral, sous la bannière du « fédéralisme » et ayant noué une alliance avec les indigènes aymaras de l'Altiplano, se lança dans un conflit armé contre les conservateurs. L'élite de La Paz sortit victorieuse de cette « guerre fédérale » et leurs alliés indigènes furent tenus pour responsables des massacres des soldats conservateurs mais aussi de leurs alliés libéraux, et accusés de cannibalisme<sup>614</sup>. Surgit alors dans l'imaginaire de la population l'idée que les indigènes étaient des « sauvages » capables des pires atrocités, mais aussi l'idée qu'ils étaient en train de tramer depuis longtemps une « guerre de races »<sup>615</sup>. Ainsi, deux images des indigènes se propagèrent dans les imaginaires : celle de l'indigène « criminel et barbare » à l'affût de la « race blanche » et celle de l'indigène victime incapable de devenir un citoyen libre et autonome car il avait subi l'oppression pendant trop longtemps<sup>616</sup>. Ces deux images visaient à leur enlever la capacité de devenir citoyens car ils seraient inaptes à exercer les droits et devoirs que la citoyenneté leur conférait. Il était désormais impensable pour les élites de les considérer comme des égaux et comme des sujets politiques intégrés à la Nation<sup>617</sup>. De plus, sous l'influence du darwinisme social et de l'idée de « supériorité » de la « race blanche », les secteurs dominants étaient hantés par la peur d'être situés au bas de l'échelle internationale des hiérarchies raciales. Il était donc hors de question d'intégrer les indigènes à la Nation à travers la citoyenneté car cela aurait signifié doter la Nation d'une identité indigène, ce qui aurait pour conséquence l'exclusion automatique de la Bolivie du concert des « nations civilisées blanches »<sup>618</sup>. En même temps, le fait de criminaliser ou d'infantiliser les indigènes leur servait de mesure disciplinaire car ceux-ci avaient commencé à s'organiser politiquement en exigeant l'éducation et la restitution de leurs terres<sup>619</sup>. Que la composition « raciale » du pays fasse obstacle à son développement rendait non seulement la figure de l'indigène, mais aussi la figure du « métis » problématique.

---

<sup>612</sup> Idem.

<sup>613</sup> Idem.

<sup>614</sup> IRUROZQUI Marta, *“A bala, piedra y palo”. La construcción de la ciudadanía política en Bolivia, 1826-1952*, Diputación de Sevilla, Séville, 2000.

<sup>615</sup> Idem.

<sup>616</sup> Idem.

<sup>617</sup> Idem.

<sup>618</sup> Idem.

<sup>619</sup> Idem.

En effet, la solution d'une nationalité métisse présentée implicitement à travers la figure du métis lettré dans *Juan de la Rosa* n'était plus envisageable car on considérait que le mélange de races avait provoqué une « dégénérescence » de la population. Dans la plupart des écrits politiques et littéraires de l'époque on remarque une stigmatisation de ce qui est « métis », que l'on qualifie automatiquement dans sa version péjorative de « cholo »<sup>620</sup>. Comme on l'a vu dans le précédent chapitre, Alcides Arguedas, qui publia un ouvrage intitulé « Peuple Malade » (1909), considérait que le retard du pays était dû à sa composition raciale. Franz Tamayo, qui contrairement à Arguedas revendiquait la « race indigène » comme la véritable force du pays, partageait le même avis que celui-ci par rapport aux « cholos » : ils avaient hérité les pires défauts des blancs et des indigènes et ils étaient un secteur « parasitaire »<sup>621</sup>. Dans les romans et essais politiques de l'époque, le « cholo » était présenté comme une figure arriviste, sans scrupules, capable de tout : il était abusif, corrompu, alcoolique, agitateur, immoral, etc. La question « que faire avec les indigènes ? » était devenue : « que faire avec les métis ? »<sup>622</sup>. Pour analyser comment on passa du « problème indien » au « problème cholo », Irurozqui explique que depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, les élites se servaient des clientèles électorales qu'ils recrutaient dans les secteurs artisans urbains, c'est-à-dire les secteurs qualifiés comme « cholos ». Une grande partie des sbires électoraux, recrutés surtout dans les « chicherías »,<sup>623</sup> ne remplissaient pas les conditions exigées pour voter. Les élites faisaient ainsi ample usage de la fraude électorale. Pendant les trois premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle, se produisit une énorme croissance urbaine liée à la migration de paysans vers les villes en raison de l'expansion des *latifundios* au détriment des terres indigènes. Cela signifiait une augmentation très importante de la population métisse artisanale avec une capacité (légitime ou frauduleuse) de vote<sup>624</sup>. L'augmentation de cette population causait de gros problèmes concernant l'élargissement des réseaux clientélistes. Les secteurs dominants ne se sentaient plus capables d'endiguer socialement et de contrôler politiquement une population urbaine en constante augmentation qui, à travers la fraude, avait pu participer aux élections politiques<sup>625</sup>. Ainsi, dénigrer tout ce qui était « cholo » servait non seulement à condamner moralement la fraude électorale des adversaires politiques, mais était aussi un mécanisme de contrôle de la mobilité sociale. Comme l'explique Irurozqui : « ... ¿Por qué se

---

<sup>620</sup> Idem.

<sup>621</sup> STEFANONI Pablo, « *Qué hacer con los indios... » y otros traumas irresueltos de la colonialidad*, Plural Editores, La Paz, 2010.

<sup>622</sup> IRUROZQUI Marta, « *A bala, piedra y palo* ». *La construcción de la ciudadanía política en Bolivia, 1826-1952*, Diputación de Sevilla, Séville, 2000.

<sup>623</sup> Les « chicherías » étaient des sortes de tavernes, des établissements où l'on vendait la « chicha », une boisson alcoolisée fermentée préparée avec des graines de maïs depuis la période pré-hispanique.

<sup>624</sup> Idem.

<sup>625</sup> Idem.

produjo ese cambio en la concepción de mestizo que de letrado pasó a convertirse en cholo? (...) su calidad de no indio le daba acceso a los privilegios públicos. Como masa electoral necesaria tenía la capacidad tanto de ayudar a una facción de la elite a subir al poder, como de acceder él mismo a éste (...) como esa actuación tenía dos direcciones, una que refrendaba el poder oligárquico, y otra que subrayaba la presencia popular activa en la vida pública, la elite se vio obligada a encontrar mecanismos de control y de invalidación de la participación mestiza. Estos fueron tanto de carácter étnico, como histórico, al presentar a este colectivo como el heredero del caudillismo a causa de sus taras étnicas, permitiendo con ello la consolidación de tópicos sobre lo cholo que hasta hoy día tienen refrendo público.»<sup>626</sup> Qualifier les secteurs populaires de « cholos » servait donc aux secteurs dominants pour les disqualifier et enlever toute légitimité à leur participation à la vie politique ou leur éventuelle ascension sociale. On assimilait donc le terme « cholo » à tous les autres qualificatifs qui permettaient de disqualifier de manière péjorative les secteurs populaires urbains et les associer à une « masse » inquiétante car dangereuse et remplie de tous les vices : les « cholos » étaient la « plèbe », le « bas peuple », la « racaille », etc.

L'objectif de cette première partie est donc d'étudier la manière dont les secteurs dominants et les autorités essayèrent de « gérer » au niveau urbain la présence et les activités des secteurs populaires urbains. Même si après la guerre apparurent, sans grand succès, des tentatives de mise en place de politiques d'assistance sociale, la plupart du temps des visions racistes et d'exclusion défendues par les secteurs dominants de la société se conjuguèrent à des politiques hygiénistes de gestion de la ville.

## **B) Politiques hygiénistes et tentatives d'exclusion des « cholas » de l'espace public**

Un sujet qui n'a pas du tout été traité concernant la Bolivie est la mise en place de politiques hygiénistes par l'État. Il n'existe presque aucun ouvrage sur le sujet<sup>627</sup>. Notre objectif n'est donc pas de traiter le thème de manière approfondie étant donné qu'on dispose de très peu d'informations, mais d'essayer de comprendre la manière dont des politiques hygiénistes furent mises en place après la guerre et de quelle manière elles s'adressaient aux femmes des classes populaires urbaines, que ce soit selon une vision eugéniste visant à

---

<sup>626</sup> IRUROZQUI Marta, « *A bala, piedra y palo* ». *La construcción de la ciudadanía política en Bolivia, 1826-1952*, Diputación de Sevilla, Séville, 2000, p. 119-120.

<sup>627</sup> Il existe un seul ouvrage sur la santé publique en Bolivie qui traite de la manière dont l'Etat et les médecins la concevaient. Il aborde aussi brièvement l'influence des politiques eugénistes « lamarckiennes » en Bolivie. Cependant, il n'aborde presque pas, ou très peu, la façon concrète dont des politiques hygiénistes furent mises en place par les municipalités : ZULAWSKI Ann, *Unequal Cures : Public Health and Political Change in Bolivia, 1900-1950*, Duke University Press, Durham, 2007. Sur l'influence de l'eugénisme en Amérique Latine : STEPAN Nancy, *The Hour of Eugenics : Race, Gender and Nation in Latin America*, Cornell University Press, Ithaca, N.Y., 1991.

« améliorer la race » ou que ce soit pour justifier des logiques d'exclusion racistes promues par les secteurs dominants.

On ne sait pas à quel moment l'État bolivien commença à essayer de mettre en place des politiques hygiénistes pour gérer les espaces urbains, mais on a des informations sur des dispositions qui furent mises en œuvre à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle avec l'objectif d'éviter la propagation de maladies dans les villes. Ces dispositions visaient principalement les chicherías. Celles-ci jouaient le rôle de tavernes et étaient très populaires dans les villes des vallées andines comme Sucre et Cochabamba, et notamment dans cette dernière ville car sa région était le centre de production de maïs du pays. Depuis l'indépendance, l'emplacement des chicherías à Cochabamba avait été la place centrale<sup>628</sup>. Cependant, suite à une sécheresse et une épidémie en 1878-79, la municipalité ordonna le déplacement de celles-ci à une distance de plus de trois pâtés de maisons de la place principale<sup>629</sup>. Plus tard, en 1887 on ordonna leur déplacement encore plus loin, à une distance de 5 pâtés de maisons. Une « Police de la Salubrité » fut même créée en 1878. Mais ces dispositions ne maintenaient pas éloignées les chicherías de la place centrale pendant longtemps, car une fois les épidémies passées, la réglementation n'était plus respectée<sup>630</sup>. Les chicherías étaient devenues la cible de toutes les attaques de la part de ceux qui défendaient les politiques hygiénistes car elles étaient vues comme des espaces d'insalubrité par excellence. En 1889, des mesures plus strictes furent mises en place qui obligeaient non seulement au déplacement des chicherías mais aussi au bannissement des porcs du centre-ville<sup>631</sup>. Les « chicheras »<sup>632</sup> s'opposèrent à ces mesures, sans succès. Finalement, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle des taxes furent imposées à ces établissements avec un éloignement obligatoire de la place centrale d'au moins 5 pâtés de maisons. Plus les chicherías étaient proches de la place, plus les taxes qu'elles devaient payer étaient élevées<sup>633</sup>.

On le voit donc, les municipalités mirent en place des politiques hygiénistes depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle visant principalement les établissements pourvoyeurs de chicha. Les chicherías furent encore la cible de politiques hygiénistes similaires pendant les années 1930 et 1940 comme on va le voir plus loin. Des efforts pour réguler les marchés commencèrent pendant la décennie 1920, lorsque les élites se lancèrent dans des projets de modernisation de l'espace urbain et d'amélioration de l'hygiène publique avec des lois qui interdisaient la vente

---

<sup>628</sup> RODRIGUEZ Gustavo, SOLARES SERRANO Humberto, *Sociedad oligárquica, chicha y cultura popular: ensayo histórico sobre la identidad regional*, Editorial Serrano, Cochabamba, 1990.

<sup>629</sup> Idem.

<sup>630</sup> Idem.

<sup>631</sup> Idem.

<sup>632</sup> Les « chicheras » sont les propriétaires des chicherías, mais aussi celles qui vendaient la chicha dans ces établissements.

<sup>633</sup> Idem.



ambulante et obligeaient les commerçants à s'enregistrer à la Municipalité<sup>634</sup>. Ensuite, la guerre raviva toutes les peurs concernant la propagation de maladies. En effet, avec le retour des déserteurs et des soldats une fois la guerre terminée, on craignait la propagation de maladies vénériennes, de la fièvre typhoïde, la fièvre jaune, la malaria et d'autres maladies contagieuses<sup>635</sup>. Zulawski explique à quel point les soldats qui transitaient par les villes et les villages étaient craints par la population civile, qui tenait à se maintenir éloignée d'eux de peur d'être contaminée par des maladies, d'autant plus lorsqu'il s'agissait de soldats indigènes dont on pensait qu'ils étaient plus susceptibles de contracter des maladies à cause de leur « saleté »<sup>636</sup>. Les mouvements de troupes pendant la guerre, la démobilisation de celles-ci une fois le conflit terminé, ainsi que le retour des prisonniers de guerre attisèrent beaucoup de peurs quant à la propagation de maladies. C'est la raison pour laquelle les gouvernements d'après-guerre insistèrent beaucoup sur l'hygiène publique en se focalisant surtout sur les classes urbaines travailleuses et les femmes cholas. De plus, comme l'explique Stepan<sup>637</sup>, depuis les années 1920 une vision « douce » de l'eugénisme, qualifiée de « Lamarckienne », était en vogue en Amérique Latine. Selon cette vision, les changements dans l'environnement pouvaient provoquer des altérations génétiques chez les individus. Dans ce sens, très souvent les politiques hygiénistes mises en place s'appuyaient sur cette vision eugéniste et avaient pour objectif « l'amélioration de la race »<sup>638</sup>. Contrairement à la vision « dure » de l'eugénisme selon laquelle les « inaptes » ou les « races inférieures » ne devaient pas avoir le droit de se reproduire, l'approche eugéniste environnementale en Bolivie se basait sur l'espoir de pouvoir créer une Nation « en bonne santé » à travers des politiques sociales et des mesures visant à améliorer la santé publique<sup>639</sup>. En Bolivie cette vision « douce » de l'eugénisme fut mise en place surtout à travers la législation sociale et particulièrement celle visant à protéger les mères et les enfants<sup>640</sup>. Cette législation sociale et l'instauration de politiques hygiénistes influencées par l'eugénisme « Lamarckien » furent mises en place après la guerre par les gouvernements dénommés « socialistes militaires » de Toro et de Busch. Ce sujet n'a jamais été étudié en détail, mais il est très probable que la vision

---

<sup>634</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001, p. 255-256.

<sup>635</sup> BROOKE Larson, « Capturando cuerpos, corazones y mentes del indio: la generación política de la reforma rural de la escuela en Bolivia, 1910-1952 », dans *Decursos*, n° 12, CESU, Cochabamba, 2004, citée dans RODRIGUEZ GARCIA Huascar, *La choledad antiestatal. El anarcosindicalismo en el movimiento obrero boliviano (1912-1995)*, La Muela del Diablo Editores, La Paz, 2012.

<sup>636</sup> ZULAWSKI Ann, *Unequal Cures : Public Health and Political Change in Bolivia, 1900-1950*, Duke University Press, Durham, 2007.

<sup>637</sup> STEPAN Nancy, *The Hour of Eugenics : Race, Gender and Nation in Latin America*, Cornell University Press, Ithaca, N.Y., 1991.

<sup>638</sup> Idem.

<sup>639</sup> ZULAWSKI Ann, *Unequal Cures : Public Health and Political Change in Bolivia, 1900-1950*, Duke University Press, Durham, 2007.

<sup>640</sup> Idem.

« douce » de l'eugénisme ait trouvé un très bon écho dans ces gouvernements, si influencés par les courants « nationalistes », mais aussi par le fascisme et le nazisme. L'eugénisme « lamarckien » pouvait être vu comme une doctrine permettant de confirmer « scientifiquement » leur projet de retrouver une « Nation grande et forte » après la défaite catastrophique de la guerre. Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, le gouvernement de Toro créa pour la première fois dans l'histoire du pays le Ministère du Travail en juin 1936. Celui-ci fut placé sous la direction de Waldo Alvarez, un ouvrier graphique militant de la gauche radicale qui fut le premier ouvrier en Bolivie à détenir un poste dans le cabinet des Ministres<sup>641</sup>. Ce Ministère s'intitulait « Ministère du Travail, du Commerce et de la Prévoyance Sociale ». Il était donc chargé de toutes les mesures de prévoyance sociale et d'hygiène publique de la population et notamment des classes travailleuses. Après la guerre et l'effervescence des courants nationalistes et socialistes, l'accès à la santé commençait à être perçu comme un droit pour tous qui devait être garanti par l'État<sup>642</sup>. Ce Ministère chargea des commissions d'étude de l'élaboration d'une législation nationale de sécurité sociale et des plans d'épargne pour les travailleurs, en travaillant en collaboration avec les principaux dirigeants ouvriers de La Paz et d'autres villes<sup>643</sup>. De nombreuses écoles nocturnes pour les femmes ouvrières furent créées<sup>644</sup>. De même, sous l'égide de ce Ministère fut créée en 1937 une École d'Infirmières et d'Assistantes Sociales à La Paz dont l'objectif était :

«...la preparación de Visitadoras Sociales, esto es, elementos de cultura profiláctica que debían ponerse en contacto directo con el pueblo para enseñarle a vivir, para enseñarle a adoptar hábitos higiénicos, para, en suma, crear un estado de ánimo popular apto para la adopción de nuevos regímenes de vida doméstica. Además estas Visitadoras Sociales debían incursionar a los hogares, a las fábricas, las escuelas, los talleres, las tiendas de comercio, en fin, a todo lugar donde sus consejos y enseñanzas cumplieran el sentido previsor con que fue creada la Escuela. »<sup>645</sup>

Ces infirmières assistantes sociales devaient donc être chargées de mener à bien des politiques de salubrité en apportant aux classes travailleuses toutes les connaissances nécessaires sur l'hygiène. Cependant, cette école d'Infirmières eut énormément de difficultés à fonctionner correctement. Les articles dénonçant les conditions d'études affligeantes des infirmières sont très nombreux. Ils dénoncent le fait que les infirmières devaient marcher

---

<sup>641</sup> KLEIN Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

<sup>642</sup> ZULAWSKI Ann, *Unequal Cures : Public Health and Political Change in Bolivia, 1900-1950*, Duke University Press, Durham, 2007.

<sup>643</sup> Idem.

<sup>644</sup> *El Diario*, La Paz, 27 février et 4 mars 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie ; *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> avril 1937 et 2 août 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>645</sup> *La Calle*, La Paz, 5 juillet 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

plusieurs kilomètres pour pouvoir suivre les cours pratiques<sup>646</sup>, qu'elles n'avaient pas de locaux convenables, le fait que cette école formait uniquement des infirmières pour les hôpitaux et pas des assistantes sociales comme c'était le but premier<sup>647</sup>, le fait que la Directrice n'avait pas les connaissances suffisantes pour l'exercice de son poste et que l'argent manquait pour la licencier, l'indemniser et en choisir une autre<sup>648</sup>. Il semblerait donc que l'école cessa de fonctionner en 1939. Elle fut rouverte en 1943<sup>649</sup> par un décret du Ministère – qui à partir de 1940 s'intitulait « Ministère du Travail, de la Salubrité et de la Prévoyance Sociale » – qui établissait que les écoles privées d'infirmières pouvaient fonctionner uniquement avec des permis du Ministère et seulement si elles suivaient le programme officiel de l'École Nationale d'Infirmières<sup>650</sup>. Cependant, de même que pour les années précédentes, l'École ne semblait pas fonctionner correctement à cause des polémiques internes, des disputes entre les élèves et la directrice<sup>651</sup> qui fut finalement destituée alors que des rumeurs circulaient annonçant la clôture de l'École<sup>652</sup>. Il semblerait donc que les politiques hygiénistes projetées par l'État et censées être mises en place à travers la formation d'un corps d'infirmières et d'assistantes sociales chargées de transmettre les connaissances relatives à la salubrité aux classes travailleuses, furent un échec, en raison du manque d'argent, d'infrastructures inadéquates et des dysfonctionnements internes de l'École. La mise en place des politiques hygiénistes se fit donc plutôt au niveau municipal avec des politiques de gestion de la ville qui ciblaient surtout les femmes des classes populaires urbaines. Elles concernaient surtout les transports publics, les marchés et les chicherías. En analysant la presse on peut se rendre compte que ces politiques visaient souvent à répondre à des demandes provenant des secteurs dominants de la société qui en utilisant des arguments hygiénistes avaient pour objectif d'exclure les femmes des classes populaires de l'espace public. Les premières mesures concernaient les transports publics.

En août 1935, sous prétexte que les paniers portés par les cholas déchiraient les bas des dames et salissaient leurs robes, l'accès aux tramways leur fut interdit. Comme on le verra dans la deuxième partie de ce chapitre, cette disposition fut l'événement déclencheur de la création du Syndicat de Cuisinières qui réussit à faire abroger la mesure par la municipalité vers la fin du mois. Cependant, l'interdiction pour les cholas de monter dans les tramways fut décrétée à plusieurs reprises. Ce que l'on constate c'est qu'en s'appuyant sur des justifications

---

<sup>646</sup> *La Calle*, La Paz, 5 juillet et 2 août 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>647</sup> *La Calle*, La Paz, 2 août 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>648</sup> *La Calle*, La Paz, 2 et 11 août 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>649</sup> *El Diario*, La Paz, 16 mars 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>650</sup> *La Calle*, La Paz, 17 avril 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>651</sup> *El Diario*, La Paz, 11 et 13 mai 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>652</sup> *El Diario*, La Paz, 16 mai 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

hygiénistes les secteurs dominants cherchaient à exclure de la ville tout ce qui était « indigène » ou proche du « monde indigène » et rural et qui, prétendait-on, donnait un aspect de retard et de saleté à la ville. Comme l'explique l'anthropologue Weismantel qui analyse l'image des cholos, dans les pays andins<sup>653</sup> on associe les villes à la modernité alors que la campagne représente le retard et l'ignorance. Les villes et la civilité sont associées à l'Europe et les indigènes, représentant le monde rural, sont considérés comme adverses au monde urbain : « Despite a heritage that includes pre-Columbian as well as Western forms of urbanity, the residents of the Andes have come to associate not only cities but civility itself with Europe. The tropical landscapes and indigenous populations of the Andes that lie outside the bounds of urban life are perceived as actively inimical to it. The achieved centre protects the whiteness of its residents; they, in turn, must defend their cities against the surrounding countryside and its nonwhite inhabitants (...) The dictates of racial geography estrange the chola from the city, making market women into strangers even in the towns and cities where they work and live. But there is another side to the image of the chola - and of urban life as well. The city is the bastion not only of whiteness, but of modernity; indeed, the two concepts are inseparable. »<sup>654</sup> La ville, comme le dit Weismantel, est donc le bastion de la « blancheur », de la modernité, et de la civilité pour les secteurs dominants. Les cholos sont considérées comme étant plus proches du « monde indigène » et par conséquent du monde rural. Les indigènes sont associés à la saleté et à la maladie: « The most common phrase in which the word [indio] appears is *indio sucio* (“dirty Indian”); indeed, the very concept of an Indian is strongly associated with dirt and disease. »<sup>655</sup> Cette volonté de faire de La Paz une ville « blanche » et « moderne », préservée de tout ce qui pouvait nuire à cette image, à savoir tout ce qui était indigène et par conséquent synonyme de « retard », de « saleté », et de « manque de civilité » est très visible dans cet article du journal de l'oligarchie *La Razón*, qui demande le retour au système de séparation de tramways en deux classes distinctes :

« Necesidad de suprimir los carros mixtos de tranvías y volver al sistema anterior

Cuando la empresa de tranvías inauguró el servicio corrían en la ciudad carros de primera, segunda y mixtos, con los colores, rojo, amarillo y verde respectivamente.

Esta distribución no fue casual ni caprichosa, pues obedecía a una necesidad de nuestro ambiente; porque se quiso con ella diferenciar el uso por la categoría de las personas que demandaban el servicio.

---

<sup>653</sup> WEISMANTEL Mary, *Cholas and Pishtacos. Stories of race and sex in the Andes*, Chicago University Press, Chicago, 2001, p. 19-20.

<sup>654</sup> Idem, p. 19-20.

<sup>655</sup> Idem, Introduction p. XXXV.

#### Supresión inconsulta:

Posteriormente, por motivos que desconocemos, la empresa suprimió los carros en su forma original, convirtiéndolos en mixtos, como son ahora, con una sola entrada o dos, pero con secciones de primera y segunda en el mismo.

Esta supresión ha ocasionado muchas molestias a los pasajeros de ambas clases y debe por ello rectificarse el hecho, restableciéndose el servicio tal como se hacía antiguamente.

#### Necesidad de primera y segunda, distintas:

Es indudable que la adopción del servicio de primera y segunda clase se justificaba por la falta de población homogénea, cuyas costumbres diferentes, sobre todo en cuanto al aseo y la higiene, establecen una distancia difícil de salvar.

Los indígenas por ejemplo, tienen su manera propia de conducirse y ciertas costumbres que serían tolerables solamente entre ellos, pero que se convierten en molestas para los demás. Las mujeres del pueblo se aferran también a sus costumbres de antaño y transitan provistas de enormes bultos, sin cuidarse de si dificultan la circulación.

Con el sistema actual de los carros mixtos estas molestias alcanzan contornos grotescos, pues aglomerado el público en la plataforma no hay tiempo ni medios para dar paso a los indios provistos de bultos descomunales, o a las sirvientas que generalmente conducen efectos o artículos de muy diversa naturaleza.

#### Cuestión de ambiente:

El asunto es muy sencillo de entender. En una ciudad donde los pobladores tienen cierto carácter homogéneo ésta división que exigimos sería injustificada; pero en la nuestra se hace no sólo indispensable sino urgente. Si el aseo es la norma más fácil para establecer categorías entre las personas, comprendamos que los indígenas no han de poder circular libremente en esos carros, confundándose con personas que tienen de esos deberes un concepto más civilizado.

Con el actual sistema de los carros mixtos los contratiempos se multiplican al infinito. Nadie está cómodo, ni los mismos pasajeros indígenas que se percatan de las molestias que por su desaseo y sus deplorables costumbres ocasionan. El remedio a todo esto se debe buscar en los carros de primera y segunda, suprimiendo los mixtos. »<sup>656</sup>

Ce que demande l'auteur de cet article, c'est une véritable ségrégation dans les tramways entre les « blancs » qu'il ne nomme pas explicitement, mais qu'il associe aux personnes « civilisées », et les indigènes et les cholas qu'il associe au manque d'hygiène, à la saleté, aux mauvaises odeurs et à des coutumes « déplorables » qui « dérangent ». En affirmant que les cholas ont gardé « leurs coutumes d'antan », il est en train de faire référence

---

<sup>656</sup> *La Razón*, La Paz, 8 février 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

à leurs « origines rurales » et par conséquent à leur proximité avec le monde indigène. Les raisons qu'il invoque pour justifier cette ségrégation ne sont pas raciales, mais d'hygiène. Invoquer l'hygiène servit aux secteurs dominants de la société à justifier leur volonté d'exclusion des indigènes et des cholas des espaces publics afin de préserver l'image d'une ville « moderne » et « civilisée ». Les politiques hygiénistes mises en place par la municipalité servirent clairement ces idées. Il semblerait que cet article eut des répercussions importantes car en juillet 1939, les femmes du Syndicat de Cuisinières s'adressèrent à la presse pour dénoncer le fait que les chauffeurs, encore une fois, ne les laissaient pas monter dans les tramways avec leurs paniers, alors que c'était déjà une « coutume acceptée depuis longtemps »<sup>657</sup>. On ne sait pas quelle fut l'issue de cette interdiction, mais il est probable qu'elle fut levée temporairement suite aux protestations du Syndicat de Cuisinières. Cependant, ces interdictions se mirent en place à nouveau à plusieurs autres reprises. En juin 1941, on apprend par le journal *La Calle* que l'accès aux tramways était interdit aux « femmes indigènes laitières » qui approvisionnaient la ville en lait. Le journal dénonce le fait qu'elles devaient réaliser un long parcours à pied, ce qui compliquait l'approvisionnement en lait de la ville<sup>658</sup>. En outre, le Syndicat de Cuisinières dut s'affronter à une troisième interdiction « ferme » de leur accès aux tramways et bus de la ville, en mai 1944, suite à une plainte déposée par une femme selon laquelle les paniers des cholas lui avaient déchiré ses « bas »<sup>659</sup>. Il s'agissait de la même excuse utilisée en 1935 lors de la première interdiction. Comme on le verra dans la 2<sup>e</sup> partie, le Syndicat de Cuisinières dénonça une nouvelle fois cette interdiction et menaça d'une grève générale de cuisinières. L'exclusion des cholas de l'espace public ne concernait pas uniquement les transports publics, mais aussi les voies publiques. En effet, la municipalité se lança dans la construction de marchés pour essayer de virer les vendeuses ambulantes des trottoirs et des rues.

Les premiers bâtiments destinés à être des marchés permanents furent inaugurés à La Paz entre 1938 et 1943. Les premiers furent les marchés Lanza et Camacho, inaugurés en 1938 ; suivirent les marchés Riosinho et Sopocachi inaugurés en 1939, le marché Miraflores en 1941 et le marché Rodríguez en 1943<sup>660</sup>. Selon les auteures de l'ouvrage *Polleras libertarias*<sup>661</sup>, les syndicats des femmes vendeuses demandaient la construction de nouveaux marchés depuis la fin des années 1920. Cependant, lorsque ceux-ci furent construits à la fin des années 1930, surgirent plusieurs problèmes. La municipalité décida l'expulsion de toutes

---

<sup>657</sup> *El Diario*, La Paz, 5 juillet 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>658</sup> *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> juin 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>659</sup> *La Calle*, La Paz, 30 mai 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>660</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>661</sup> Idem.

les vendeuses de la rue alors qu'il n'y avait pas suffisamment de places dans les marchés et que souvent les prix des postes du marché étaient assez chers<sup>662</sup>. Ainsi, on constate que la construction des marchés et la volonté d'y déplacer les vendeuses de la rue provient principalement de la municipalité et pas des vendeuses qui résistaient fortement à être déplacées dans les marchés. Les articles mentionnant les affrontements entre les vendeuses et la police à ce sujet sont extrêmement nombreux. Il est clair dans les articles des journaux que la construction des marchés répondait surtout aux politiques hygiénistes mises en place par la municipalité et demandées par les secteurs dominants de la société. Dans tous les articles de journaux de l'oligarchie qui parlent de cela, on présente la vente dans la rue comme le spectacle le plus détestable, le plus antihygiénique et le plus anti esthétique qui soit. C'est ce que l'on constate par exemple dans ces fragments d'articles de journaux :

« ...Se propone centralizar en las plazuelas de San Francisco, Frías y Sucre la venta de productos así evitaremos un espectáculo callejero poco honroso para la ciudad... »<sup>663</sup>

-----  
« Las fruterías se niegan a trasladarse a los dos mercados seccionales

Han sido destruidos los mostradores del mercado de flores situado en la calle Recreo de esta ciudad a fin de hacer desaparecer de la ciudad un sitio tan antiestético y poco higiénico... »<sup>664</sup>

-----  
« Cuando para bien de la ciudad se inauguró el servicio de los primeros mercados seccionales, el regocijo de la población tenía por causa principal la eliminación aunque parcial de los puestos de venta en calles céntricas, que tan desagradable aspecto daban a la población. »<sup>665</sup>

Dans ces arguments on retrouve encore la volonté de préserver l'image de la ville comme l'espace de la modernité et de la civilité par excellence. On constate qu'il était urgent de faire disparaître tout ce qui pouvait nuire à cette image et donner un aspect « rural » ou de « hameau » à la ville. Ainsi, dans l'article qui suit on constate la volonté d'exclure de l'espace public les classes populaires et les indigènes que l'on associe encore une fois à la saleté, au manque d'hygiène et aux mauvaises coutumes :

« Los Mercados han de ser sitios limpios y decentes. El pueblo humilde debe esmerarse en la limpieza

---

<sup>662</sup> LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C., *Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988.

<sup>663</sup> *La Calle*, La Paz, 25 juin 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>664</sup> *La Razón*, La Paz, 17 août 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>665</sup> *La Razón*, La Paz, 20 octobre 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

La ciudad ofrece aspectos de contraste desagradables. Mientras el automóvil de último modelo se detiene junto a la acera, a dos pasos hay un foco de infección que constituye una vergüenza y los indios con su descuidada indumentaria comen sentados, arrojando las cáscaras donde se les antoja.

Aspecto de los mercados públicos :

El vecindario ha pedido con empeño que se construya mercados seccionales, a fin de suprimir el aspecto detestable de las calles convertidas en zocos marroquíes; pero esos nuevos locales que debieran ser aseados y limpios se están convirtiendo, por causa de las malas costumbres, en asilo de gente sucia y descuidada cuya presencia no hace ninguna gracia a esta población.

Hay que ver esos mercados seccionales convertidos en parajes donde la basura, las cáscaras, los desperdicios abundan. Allí pululan indígenas de dudosas costumbres, mujeres del pueblo descuidadas del aseo y del vestido, chiquillos sobre la mugre y los comestibles, entre moscas tenaces y panzudas y el polvo, la basura, todo en un ignominioso e informe amontonamiento. Nunca se comprende más que en un mercado la dificultad de estas diferencias de clases sociales, aferradas a su rutina viviendo una existencia miserable, sin que autoridad alguna exija con energía las condiciones de aseo y limpieza que un mercado necesita para llenar un servicio público de confianza.

Cómo corregir esta costumbre deplorable :

El indígena es sin duda el principal agente de esta desorganización. Se sienta en la acera, echa las cáscaras al pavimento, dispersa los desperdicios de su frugal alimentación donde quiere y tiene la manía de comer en las calles sin cuidarse del aseo ni la limpieza, como si estuviera en su « ayllu »<sup>666</sup> y no en una ciudad.

Viene luego la mujer del pueblo, reacia a las costumbres de orden y aseo, el chiquillo casi desnudo, que no conoce ropa interior ni jabón de tocador, ofreciendo sus servicios. Y con este personal que se adueña del mercado no hay esperanza de obtener decencia, orden ni limpieza. Pero como esos malos elementos no pueden sobreponerse a las necesidades urbanas es tiempo de corregir sus malos hábitos obligándole a conducirse en la ciudad con los miramientos que exige y merece. Se ha de tener que tropezar con muchas dificultades en este orden, pero las medidas municipales tienen que ser drásticas, si se quiere.

Hay que proscribir de esta población el perjuicio que esos elementos retardados le acarrearán con sus costumbres rutinarias y retrógradas. »<sup>667</sup>

Les articles de ce type sont innombrables dans les journaux de l'oligarchie. Les indigènes sont présentés comme les principaux responsables de toute la saleté de la ville et tout ce qui lui donne un « aspect rural » en raison de leurs coutumes « rétrogrades ». L'idée selon laquelle ils s'opposent au monde urbain et représentent la ruralité est présentée lorsque

---

<sup>666</sup> « Ayllu » est un mot d'origine aymara et quechua qui, dans les Andes, fait référence à une communauté composée de plusieurs familles qui travaillent de façon collective dans un territoire dont la propriété leur est commune. Il s'agissait de l'une des principales organisations sociales dans les Andes à l'époque précolombienne.

<sup>667</sup> *La Razón*, La Paz, 21 décembre 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



l'auteur de l'article signale qu'ils se comportent comme s'ils étaient dans leurs « ayllus » et pas dans une ville. Les indigènes ainsi que les cholos sont clairement présentés dans cet article en contraste avec la « gente decente » (« les gens décents »), qu'on associe implicitement aux « blancs ». De la Cadena explique à quel point le concept de « gente decente » était important pour les secteurs dominants des pays andins. En étudiant le cas du Pérou, elle montre que le nouveau concept biologique de race apparu avec le darwinisme social posait problème aux élites de ces pays car elles craignaient de ne pas correspondre aux critères de pureté raciale établis en Europe : « The value placed on racial purity - and the concomitant disdain for hybridization - along with ideas about the 'superiority of the white race', placed Latin American elites in a subordinate position vis-à-vis their European peers. To be able to participate in the new world order that scientific racism inspired, Latin American elites produced their own understanding of biological race, generated interpretations of « whiteness », and came up with local versions of scientific racism as well. "To a large extent the educated classes of Latin America shared the misgivings of the Europeans. They wished they were white and feared they were not", writes Nancy L. Stepan...»<sup>668</sup>. Par conséquent, elles inventèrent une taxonomie qui classifiait la population en « indios », « mestizos » et « gente decente » qui dans les recensements correspondait à la catégorie de « blancs ». Elle explique que le concept de « decencia » (« décence ») était, et est encore aujourd'hui, très important, car il leur permet d'ouvrir le concept biologique de race, en se focalisant moins sur le phénotype, et en insistant sur un mélange de moralité raffinée, d'éducation et de culture. Cela leur permettait de se considérer comme des « blancs » dans un contexte où les élites pouvaient avoir des traits indigènes sans être considérés comme tels<sup>669</sup>. La « decencia » était, à l'époque républicaine, l'interprétation locale du concept colonial d'« honneur » à un moment où les distinctions de caste étaient censées avoir disparu. Ainsi, la première signification de « decencia » était « alta moralidad » (« haute moralité »). Celle-ci pouvait s'acquérir à travers l'éducation. Elle permettait ainsi des lignées de « gente decente » car, paradoxalement, la « decencia » pouvait s'hériter biologiquement en annulant les éléments négatifs des lignées « hybrides » et de l'apparence physique<sup>670</sup>. Le manque d'éducation ainsi que le manque de morale et la transgression sociale étaient associés aux classes basses de la société. Comme l'explique De la Cadena, les métis ou « cholos » ne pouvaient pas être « gente decente » car l'éducation ne les avait pas encore « purifiés » : « While refurbished through the lens of positivistic science, and relocated higher on the social

---

<sup>668</sup> DE LA CADENA Marisol, « The political tensions of Representations and Misrepresentations : Intellectuals and Mestizos in Cuzco (1919-1990) », *Journal of Latin American Anthropology*, n°2, 1996, p. 112-147

<sup>669</sup> Idem.

<sup>670</sup> Idem.

ladder than 'Indian', the (...) definition of mestizo was a continuation of its colonial meaning. The opposite of castizo in colonial times, mestizo denoted social impurity. At the dawn of the Peruvian scientific era, mestizos continued to be the « impure » group of society and the immoral transgressors of official Law and dominant moral behavior because education had not yet cleansed them.»<sup>671</sup> Notons que De la Cadena utilise le terme « cleanse », qui en français peut se traduire par « nettoyer » ou « purifier ». La pureté est associée à la propreté et l'impureté à la saleté. Ainsi, comme le laissent entendre les articles de journaux cités précédemment, dans les imaginaires des secteurs dominants, les indigènes et les mestizos appartiennent aux catégories des « impurs » et par conséquent des personnes ne connaissant pas les normes élémentaires d'hygiène, de propreté et de « décence ». C'est ce qu'essaient de démontrer plusieurs autres articles qui font référence aux résistances des cholas à leur déplacement dans les marchés. Ils les présentent comme des figures irrationnelles, violentes et contraires presque par nature à « l'hygiène », à la « civilité » et à la « décence » :

« ...Derrotan a las autoridades:

No se exagera entonces al sostener que las vendedoras esas han derrotado al alcalde de la ciudad, ni más ni menos. Circunstancia que lamentamos, porque restablece en la población un mal hábito, reñido con la noción más elemental de decencia y decoro, urbanos...»<sup>672</sup>

---

« Resistiendo una orden municipal las vendedoras realizaron ayer un mitin

(...)

Las vendedoras de artículos en general resistieron y con actitud agresiva se opusieron a las decisiones de las autoridades Municipales.

Trataron de destruir el mercado:

La intención de las vendedoras del Mercado de la calle Bueno y de las calles Murillo fue destruir el Mercado Seccional en el que se habían apostado y de esta manera hacer desaparecer un local donde se expende productos alimenticios en mejores condiciones que expuestos en la vía pública.

Armadas de piedras y algunas de palos, trataron de destruir los puestos de venta para luego ir a ubicarse en las calles Recreo, Oruro siempre en actitud bélica haciendo suponer que estaban movidas por elementos agitadores.

Interviene la policía:

Habiéndose requerido la fuerza armada para evitar mayores inconvenientes, las manifestantes que continuaban oponiendo resistencia se negaron a volver a sus

---

<sup>671</sup> Idem.

<sup>672</sup> *La Razón*, La Paz, 20 octubre 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

puestos, mientras no ser escuchadas en sus pretensiones, pues hubo más de una que dijo, que les interesaba sus negocios antes que el progreso y ornato de la ciudad...»<sup>673</sup>

L'idée que les indigènes et les cholos sont défavorables pour la ville et l'environnement urbain, revient dans d'autres articles avec l'admonestation à ce qu'elles comprennent « qu'elles vivent dans une ville et pas dans un hameau »<sup>674</sup>. Elles sont clairement présentées comme un secteur de la population représentant le désordre et la violence et par conséquent un secteur « indésirable » car incapable de comprendre les normes d'hygiène, de décence et du « vivre ensemble » urbain et collectif. La résistance qu'elles opposaient à leur déplacement dans les marchés était vue comme une résistance à l'hygiène, à la civilité, à la vie urbaine, à la décence. Comme on le constate, dès que l'on décrit le comportement violent de la part des vendeuses du marché on mentionne clairement le fait qu'elles sont liées à des syndicats. C'est la manière utilisée pour délégitimer leur action politique. Voilà pourquoi l'idée qu'elles étaient capables de vaincre les autorités municipales semblait insupportable et la répression violente était justifiée dans ces articles, même dans ceux du journal *La Calle*. Comme on va le voir par la suite, ce journal se présentait comme un défenseur des classes populaires et publiait les réclamations que ces secteurs lui présentaient ; mais il ne manquait pas de montrer aussi une image négative, paternaliste et stéréotypée des cholos, et notamment des vendeuses des marchés.

Il faut savoir que des politiques hygiénistes existèrent dans d'autres villes d'Amérique Latine dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, mais celles qui ciblaient particulièrement les indigènes et les cholos vendeuses dans les marchés eurent lieu notamment dans les pays andins<sup>675</sup>. Comme l'explique De la Cadena les politiques hygiénistes dans la ville de Cuzco entreprises à partir des années 1920, ne visaient pas à éradiquer la prostitution, mais la présence de personnes « non-blanches », les indigènes et les métisses, là où le contact entre elles et la « gente decente » était inévitable. Ainsi, les marchés devinrent les principales cibles des efforts de « nettoyage » : « ...since the standards of cleanliness, seen through the prism of decency, linked filth to immorality, the marketplace was considered “shameful” and “subversive of urban culture”. The cleansing of the marketplace was racialized »<sup>676</sup>. Ce qui est

---

<sup>673</sup> *La Razón*, La Paz, 11 décembre 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>674</sup> *La Razón*, La Paz, 13 décembre 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>675</sup> DE LA CADENA Marisol, « The political tensions of Representations and Misrepresentations : Intellectuals and Mestizos in Cuzco (1919-1990) », *Journal of Latin American Anthropology*, n°2, 1996, p. 112-147 ; WEISMANTEL Mary, *Cholas and Pishtacos. Stories of race and sex in the Andes*, Chicago University Press, Chicago, 2001 ; SELIGMANN J. Linda, « To Be in between : The Cholas as Market Women », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 31, N° 4 (Oct. 1989), p. 694-721, Cambridge University Press.

<sup>676</sup> DE LA CADENA Marisol, « The political tensions of Representations and Misrepresentations : Intellectuals and Mestizos in Cuzco (1919-1990) », *Journal of Latin American Anthropology*, n°2, 1996, p. 112-147

intéressant c'est que, contrairement aux autres pays andins, en Bolivie on voyait la construction des marchés comme la solution au problème de la présence des indigènes et des cholos dans l'espace public. Les concentrer dans un espace fermé et permanent permettait de les chasser des voies publiques et par conséquent de « nettoyer » les rues. En même temps, l'existence d'infrastructures destinées uniquement à la vente de leurs produits apparaissait comme le signe d'une ville « moderne ». Ainsi, les marchés ne se tenaient plus sur les places et les voies publiques comme par le passé ou comme dans les villages ruraux, mais dans des espaces construits exclusivement pour la vente de produits alimentaires. Avec la construction des marchés, La Paz devenait donc une ville « moderne ». C'est la différence avec les autres villes des pays andins où les marchés étaient perçus comme un espace de « ruralité » qui dérangeait et qui était donc la cible des politiques hygiénistes<sup>677</sup>. En Bolivie, la construction de marchés faisait partie de la mise en place de politiques hygiénistes.

En outre, comme l'analyse Weismantel les marchés étaient perçus comme un espace féminin par excellence, comme une extension de la sphère domestique dans l'espace public, qui est perçu comme masculin. C'est la raison pour laquelle les marchés qui se tenaient dans les places ou les voies publiques pouvaient déranger autant ; c'est parce qu'ils perturbaient l'ordre symbolique de la ville. Les marchés et leur saleté « transgressaient » un ordre culturel selon lequel la sphère publique est « masculine », alors que les « espaces féminins » sont ceux de la sphère privée, loin des regards étrangers. La place centrale dans les villes Andines, est censée représenter l'image du pouvoir de l'État, la gloire des secteurs dominants et l'honneur des hommes. Cependant, ce n'est pas la seule place qu'on retrouve dans les villes andines, il y a aussi la place où se tiennent les marchés, un espace désordonné et « féminin » qui imite les « espaces informels » de la vie domestique et qui enlève son caractère solennel à la place centrale et à la ville. C'est la raison pour laquelle il fallait contenir l'extension des marchés dans les villes: « Everywhere, public authorities are perpetually at work to contain the constant, organic growth of the markets within spatial and temporal limits, and so to protect the city's public persona (...) Public life derives its masculine air of importance, its celebratory sense of dignified display, from its contrast with the secluded world of the family. Market women play havoc with the gender of the city, breaking down this opposition with activities that undermine the plaza's self-importance... »<sup>678</sup> En Bolivie, concentrer les

---

<sup>677</sup> DE LA CADENA Marisol, « The political tensions of Representations and Misrepresentations : Intellectuals and Mestizos in Cuzco (1919-1990) », *Journal of Latin American Anthropology*, n°2, 1996, p. 112-147 ; WEISMANTEL Mary, *Cholas and Pishtacos. Stories of race and sex in the Andes*, Chicago University Press, Chicago, 2001 ; SELIGMANN J. Linda, « To Be in between : The Cholas as Market Women », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 31, N° 4 (Oct. 1989), p. 694-721, Cambridge University Press.

<sup>678</sup> WEISMANTEL Mary, *Cholas and Pishtacos. Stories of race and sex in the Andes*, Chicago University Press, Chicago, 2001, p. 50-51.

vendeuses de marché dans un espace fermé, hors des voies publiques, qui étaient les marchés permanents, pouvait être aussi perçu comme un signe de modernité car cela permettait de reléguer, de maintenir hors de la vue et de l'espace public masculin, les marchés vus comme une extension de la sphère domestique et privée des femmes.

Par ailleurs, les politiques hygiénistes non seulement concernaient l'espace public, mais aussi les corps des membres des classes populaires et particulièrement le corps des cholas. Comme l'explique Weismantel le corps des cholas est perçu dans les imaginaires comme sale: « ...because the imaginary chola body is unclean, the unsanitary conditions of the produce markets seem perfectly natural (...) To the elites, the insalubrious conditions in which market women labor appear as the ostensible signs of a dirtiness - a *grosería* - that originates in the women themselves, whose existence violates «the ideal order of society ».»<sup>679</sup> C'est par exemple ce que l'on constate avec l'article suivant :

« No debe permitirse que las vendedoras se sienten sobre los mostradores

Hemos recibido la carta que reproducimos más abajo y, desde luego, tienen razón los que la suscriben.

Las vendedoras de productos en los mercados, en vez de utilizar una silla, han empezado a sentarse sobre los mostradores. Hay que evitar tan deplorable aspecto, que es también peligroso por su falta de higiene. No resulta nada agradable comprar alimentos extraídos de las polleras.

He aquí lo que se nos dice :

Muy señor nuestro :

Varios vecinos de la localidad nos permitimos dirigirnos a usted, pidiéndole quiera sugerir a la Alcaldía Municipal o a quien corresponda, mediante sus eficaces e interesantes artículos, se corrija de inmediato el antihigiénico y feo aspecto que presentan nuestras vendedoras de productos en los mercados, sentándose sobre los mostradores destinados a colocar los productos de ventas, pues se les debe proveer de asientos respectivos y que como en todas partes del mundo se coloquen detrás de los mostradores y no sobre ellos como están actualmente.

Confiados y conocedores de su interés por los adelantos de la ciudad, saludamos a usted muy atentamente. Ss. Ss., p. varios vecinos. -O. Zalles. »<sup>680</sup>

L'article dénote une certaine répugnance à l'idée que les produits vendus soient extraits des « polleras » des vendeuses. Invoquant des raisons hygiéniques il sous-entend clairement que le corps de ces femmes serait sale. Dès lors, contrôler le corps des cholas était devenu nécessaire et faisait partie des politiques hygiénistes. Ainsi, en 1935, il était devenu obligatoire pour les femmes cuisinières d'avoir un certificat de santé (« certificado

---

<sup>679</sup> Idem, Introduction p. XXVII et p. 45.

<sup>680</sup> *El Diario*, La Paz, 24 août 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

sanitario »)<sup>681</sup>. Le syndicat de cuisinières s’opposa à cette mesure surtout parce que pour l’obtenir, elles devaient se rendre au Bureau d’Hygiène de la Municipalité, qui se chargeait des contrôles médicaux des prostituées, et elles considéraient que cela portait atteinte à leur dignité<sup>682</sup>. Ce certificat de santé fut rendu obligatoire pour les vendeuses de marché en 1943<sup>683</sup> ; celles-ci protestèrent contre cette mesure pour les mêmes raisons que les cuisinières en 1935 : elles s’opposaient au fait d’être contrôlés médicalement dans le même endroit que les prostituées<sup>684</sup>. Dans la presse, les vendeuses de marché étaient montrées encore une fois comme des êtres complètement réfractaires aux normes les plus élémentaires d’hygiène, et par conséquent comme des êtres hostiles à la modernité et à la « civilisation ». C’est par exemple le cas de cet article qui se moque avec sarcasme des vendeuses de marché « hostiles au savon » :

« Heroicamente resisten las recoveras. No ha nacido el médico que las examine para el carnet sanitario

(...)

Naturalmente, muchos comerciantes e industriales ya han cumplido con esta determinación, y en el momento que se les solicita ofrecen sus carnets sanitarios, seguros de que han cumplido una disposición que les garantiza y acredita y que demuestra su buena disposición para el respeto que se debe a las determinaciones superiores del Estado.

Pero, no todos los comerciantes e industriales piensan lo mismo, sino que, muy al contrario, hay algunos, como nuestras deliciosas mamacunas<sup>685</sup> de los mercados, que pueden hacerse cortar las trenzas pero no se dejan examinar por nada con los médicos.

La resistencia de las recoveras parece que irá hasta pedir la intervención del presidente, pues consideran poco menos que horripilante que haya menguado medicucho de tres al cuarto que pretenda registrarles la alacena y conocer sus púdicas intimidades. Hemos presenciado una de las manifestaciones de esta diabólica odiosidad al jabón desinfectante de nuestras divertidas mamalas<sup>686</sup>, y juzgando lo que padecen con la idea de ser « vistas » por otros renuncian al oficio, y hasta negarían su ciudadanía, antes que permitir abuso semejante.

El ministro de Higiene y Salubridad está, pues, en un engorro. O toma él, personalmente, a su cargo, la tarea de obligar, por medios persuasivos a las recoveras a someterse a sus determinaciones, o cierra los mercados, o los transfiere a alguna firma extranjera, cuyos empleados y empleadas no se nieguen a las exploraciones ordenadas por el ministro. »<sup>687</sup>

---

<sup>681</sup> *El Diario*, La Paz, 24 août 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>682</sup> *La Calle*, La Paz, 16 octobre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>683</sup> *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> mars 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>684</sup> *La Calle*, La Paz, 22 juillet 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>685</sup> Dans la mythologie inca, Mama-cuna était la grande prêtresse qui surveillait les « Ñustas » ou « Vierges du Soleil » à l’époque de l’Empire Inca pour qu’elles se consacrent à leurs devoirs religieux.

<sup>686</sup> Le suffixe « -la » en aymara a un sens péjoratif qui se traduit comme « méprisable » (sauf dans la localité de Muylaque au Pérou où ce suffixe n’a pas de sens péjoratif). On pourrait donc traduire « mamala » comme « mère » ou « femme » méprisable. Informations extraites de : <http://www.aymara.org/lengua/2009/mamala-tatala-otros/>

<sup>687</sup> *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> mars 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Cet article vise clairement à présenter les vendeuses des marchés comme antagoniques presque par nature et de manière irrationnelle à la médecine, à l'hygiène et donc au progrès. Le fait de se référer à elles avec des mots quechuas et aymaras comme « *mamacuna* » et « *mamala* » vise encore une fois à les rapprocher du monde indigène, et donc à renforcer l'idée qu'elles sont inaptes à la vie en ville et à la modernité, qui est associée à l'Europe, à l'étranger et à la propreté. Voilà d'ailleurs pourquoi l'article finit par affirmer que la seule manière de faire que les vendeuses de marché se soumettent aux dispositions du Ministre d'Hygiène serait de les transférer dans une entreprise étrangère.

En outre, des mesures concrètes furent mises en place afin d'établir des normes d'hygiène dans les marchés. À partir de décembre 1939 il était obligatoire pour les vendeuses de porter un tablier, et d'exposer les produits à vendre sur des tables en bois qui devaient être en « parfait état d'hygiène »<sup>688</sup>.

Enfin, les *chicherías* furent également la cible des politiques hygiénistes pendant presque toute la période qui nous concerne. Elles étaient perçues comme des endroits de perversion, de vice, d'immoralité comme on peut le voir dans l'article suivant:

« Por los barrios apartados del Centro de la Ciudad. La degeneración y la miseria es lo que se ve en las *chicherías* »

(...)

Nos hallamos en la ya famosa avenida Buenos Aires, donde los hechos de sangre se suceden diariamente, y en donde han sentado sus reales todas las *chicherías* de la peor condición.

(...)

En realidad, La Paz ha progresado, y notablemente. Ahora se permite tener sus barrios donde solamente acude el hampa. La escoria humana de la sociedad. ¿Y qué hacemos nosotros por aquí? Comprobamos los asertos de nuestro distinguido amigo, el Jefe de Policía, señor Pérez, que nos aseguraba, en un reportaje publicado en estas mismas columnas que la ciudad se hallaba encerrada por una verdadera muralla de vicio y de dolor.

En un antro de perversion:

(...)

« Acercamos curiosos la cabeza. Una chola desgredada y harapienta nos mira con indisimulado recelo. ¿Serán policías? Pasamos, sin hacer uso de otra

---

<sup>688</sup> *La Calle*, La Paz, 16 décembre 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

etiqueta que nuestra audacia. La mujer se convence de que somos policías. Se nos acerca mimosa y complaciente.

¿Quiéren servirse alguna cosita? Nos dice, mirádonos fijamente. En verdad, de verdad, ¿era necesario que penetráramos a un antro miserable para convencernos de la degeneración de algunos seres?

(...)

Tremenda promiscuidad:

Caras horribles, caras congestionadas y ya azules de alcohol. Mujeres desgreñadas y con los belfos caídos. Chiquitines de todas edades, confundidos en esa ruindad, en ese asco, en ese vicio...

¿Dónde está la Protectora de la Infancia? ¿Dónde están todas las instituciones de beneficencia? ¿No eran aquellos pobres niños tan o más desgraciados y más miserables en su vida presente que aquellos que perdieron sus padres? Oh! La inmoralidad -¿por qué inmoralidad?- diremos mejor, la amoralidad de esa gente, no percibe el hondo daño que hace con su descuido criminal a la sociedad, a la Patria.

Labor para la beneficencia:

Es aquí, en estos tenebrosos lugares donde se precisa la acción humanitaria de las sociedades de beneficencia. Que se recojan aquellas infelices criaturas a orfelinatos y casas de caridad. Que se libre a la sociedad y a la patria de peligrosos elementos que crecen y desarrollan sus instintos en un ambiente corrompido y vil.

La chicha cómplice del vicio:

La chicha, esa amarillenta bebida, mezclada con cal viva y alcohol, emborracha rápidamente. Las jarras y botellas son velozmente vaciadas por los concurrentes. Verdad es también que en esta tarea de vaciar jarras y botellas tienen gran parte las dueñas del negocio. ¡Como ellos están tan borrachos, ni lo notan! Y así, los beodos pagan la misma jarra y la misma botella con su contenido, tres y cuatro veces.

Reflexiones del cronista:

Salimos asqueados y dolidos por tanta miseria, por tan cruel abandono. Pobres hombres, sombras de hombres e infelices mujeres! ¿No hay redención para ellos? La cárcel o la casa correccional no los salvaría. Allí no se regeneran las conciencias ni se reponen los organismos. Para sanar de cuerpo y espíritu a estos seres infelices se precisa otra cosa que no sean cárceles o prisiones.

(...)

Desandemos el camino. Una después de otra las chicherías dejaban escuchar las mismas notas destempladas y los mismos gritos. Todas las puertas y todas las casas exhalaban aquel maldito vaho de vicio y corrupción. En alguna casa oímos los gritos lacerantes de una mujer que pedía socorro... ¿dónde era? Imposible precisar. Todas las casas son iguales y en todas se venden alcohol y



vicio y, en todas se degenera el pueblo, ante los ojos mismos de la sociedad, de las instituciones de beneficencia, sin que se quiera hacer nada por salvarlo... La impresión nocturna del barrio bravo es desoladora. Ni hemos hecho el propósito de volver en el día. ¿Cómo será?  
¿Habrà menos vicio, menos crimen siquiera por vergüenza al sol?...»<sup>689</sup>

Comme on a pu le voir antérieurement, les chicherías avaient déjà été la cible des politiques hygiénistes qui à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle visaient à les éloigner le plus possible du centre-ville. En 1930 la municipalité de La Paz avait interdit la vente de chicha dans la ville et avait décrété la fermeture des chicherías sous prétexte qu'il fallait préserver la « santé physique et morale de la classe travailleuse »<sup>690</sup>. Il est probable que l'interdiction ait été levée quelques années plus tard ou que des chicherías clandestines aient subsisté en périphérie de la ville comme on le voit par l'existence de la chichería décrite dans l'article. L'auteur n'hésite pas à utiliser des mots extrêmement péjoratifs en affirmant qu'il s'agit des quartiers fréquentés par la « pègre », la « racaille », la « vermine » de la société. La chichería qu'il visite est présentée comme un endroit sale rempli de corruption et de perversion. Les personnages qui le fréquentent, dont sa propriétaire la chichera qui est clairement désignée comme une chola, sont aussi présentés comme sales, laids et dangereux. La présence de prostituées est clairement suggérée lorsque l'auteur parle d'« énorme promiscuité » et cite des « femmes ébouriffées » aux lèvres inférieures qui pendent, suggérant par là leur ivresse. Les chicheras étaient elles-mêmes presque toujours perçues ou associées à des prostituées. Surtout celles qui détenaient des chicherías ou y travaillaient. Cette image de la chola prostituée à la vie dissolue (« promiscua ») est très répandue dans la littérature bolivienne qui va du début du XX<sup>ème</sup> siècle aux années 1930. La chola et le corps de celle-ci sont présentés toujours comme un objet érotique et à la fois répugnant, porteur de maladies, avec une sexualité exacerbée, insatiable, déviée et donc dangereuse<sup>691</sup>. Les chicherías apparaissent ainsi, dans la littérature et dans cet article, comme des sites de dégénérescence sociale et de maladie, fréquentés par les pires secteurs de la société. Lorsque des chicheras essayèrent de rouvrir leurs établissements en 1937 à La Paz, probablement suite à l'interdiction de 1930, des associations de voisinage s'adressèrent au président afin de l'empêcher en arguant que les chicherías « nuisaient à la moralité et à la santé publiques »<sup>692</sup>. De même, de nombreux articles furent

---

<sup>689</sup> *El Diario*, La Paz, 22 novembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>690</sup> RODRIGUEZ Gustavo, SOLARES SERRANO Humberto, *Sociedad oligárquica, chicha y cultura popular: ensayo histórico sobre la identidad regional*, Editorial Serrano, Cochabamba, 1990, p. 149.

<sup>691</sup> Ces images des « cholas » comme prostituées sont présentées dans les romans suivants : *La Candidatura de Rojas* (1909) et *La Casa Solariega* (1916) de Armando Chirveches et *El Cholo Portales* (1926) de Enrique Finot. Pour savoir plus sur le sujet voir : SORUCO SOLOGUREN Ximena, *La ciudad de los cholos. Mestizaje y colonialidad en Bolivia, siglos XIX y XX*, IFEA-PIEB, La Paz, 2012, Chapitre 2: "La chola como "prostituta" en la narrativa criolla (1909-1930)".

<sup>692</sup> *El Diario*, La Paz, 21 mai 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

publiés à Oruro dénonçant la multiplication des chicherías et leur retour dans le centre ville et évoquant la dangerosité qu'elles représentaient pour la santé des habitants de la ville<sup>693</sup>. À Tarija, des dames de sociétés de bienfaisance « déclarèrent la guerre » aux fabricants de chicha en exigeant au maire que la boisson soit interdite dans la ville<sup>694</sup>. Non seulement les secteurs dominants de la société s'attaquaient aux chicherías, mais aussi les secteurs ouvriers. Les syndicats considéraient que les chicherías étaient des endroits de « perte » car en s'alcoolisant les ouvriers perdaient tout sens de discipline et de conscience politique. Ainsi, par exemple à Cochabamba, la Fédération Ouvrière du Travail demanda à ce que les chicherías soient maintenues éloignées du centre ville<sup>695</sup>, ce qui laisse supposer que toutes les mesures prises depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle n'étaient pas toujours respectées. Interdire les chicherías dans une ville comme Cochabamba s'avérait impossible car c'était une région dont l'économie dépendait du maïs. En outre, les chicherías furent interdites dans les villes minières. Des décrets restreignant la vente de boissons alcoolisées furent promulgués dans les années 1920 et en 1930 la vente en fut totalement interdite. Cependant, ces mesures ne furent pas véritablement respectées<sup>696</sup>. En juillet 1950 fut décrétée la fermeture de ces établissements dans les villes minières<sup>697</sup>.

Contrairement à ce que les journaux laissent entendre et comme on l'a vu au premier chapitre, les chicherías n'étaient pas fréquentées uniquement par les classes populaires, mais aussi par des membres de l'élite. Elles étaient des espaces de sociabilité, de discussion politique et de création de réseaux de clientèle très importants qui permettaient la réunion de classes sociales différentes. La figure de la chichera, qui était le plus souvent une chola, jouait un rôle fondamental car elle permettait les liens entre l'élite et les classes populaires en jouant le rôle de promotrice des liaisons entre les politiciens et leurs futurs clients<sup>698</sup>. Étant donné que les hommes de l'élite entretenaient souvent des relations extra maritales avec elles, leurs enfants devenaient les protégés de leurs pères naturels, et recevaient une éducation qui pouvait les projeter socialement en dehors de l'univers cholo, ce qui explique dans la littérature la figure de la chola comme prostituée et l'hostilité à l'égard de la figure du « cholo arriviste », comme dans le roman *El Cholo Portales* (1926), de Enrique Finot<sup>699</sup>. Dans ce sens, les attaques contre les chicherías allaient au-delà des raisons hygiénistes. Comme on l'a

---

<sup>693</sup> *El Diario*, La Paz, 17, 24 avril et 22 décembre 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>694</sup> *El Diario*, La Paz, 6 novembre 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>695</sup> *El Diario*, La Paz, 31 janvier 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>696</sup> RODRIGUEZ Gustavo, SOLARES SERRANO Humberto, *Sociedad oligárquica, chicha y cultura popular: ensayo histórico sobre la identidad regional*, Editorial Serrano, Cochabamba, 1990, p. 152-153.

<sup>697</sup> *El Diario*, La Paz, 6 décembre 1950, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>698</sup> Idem.

<sup>699</sup> Idem.

vu au début du chapitre, il s'agissait pour les secteurs dominants d'essayer de contenir l'ascension sociale des secteurs populaires, qualifiés péjorativement comme cholos. Zulawski va également dans ce sens en expliquant que la volonté de contrôler les prostituées et les attaques contre les chicherías relevaient d'une volonté de surveiller et de contrôler des secteurs sociaux qui étaient hors du contrôle des élites : « ...the councilors seemed particularly concerned about unregistered prostitutes in working-class neighborhoods; they associated such prostitutes with disorder and danger. They focused particularly on chicherías, taverns where the fermented corn beverage chicha was sold and that were the scene of lower-class entertainment with Andean popular music and dancing. These establishments were usually run by cholos and were particularly vexing to the city fathers because the cholos escaped their control. »<sup>700</sup> Présenter les chicherías comme des lieux de dégénérescence permettait d'avertir sur les risques de « dégénérescence », tant sociale que physique, de l'élite au contact des secteurs cholos. La présence de prostituées dans les chicherías était présentée comme un vrai danger de contagion de maladies vénériennes qui « dégénéraient » la « race ». La peur de la contamination et de la « dégénérescence » montrent la peur de la perte de contrôle par les élites des secteurs populaires de la société : « A number of historians and anthropologists have shown how elite fears of contamination can be understood as metaphors for fear of loss of control of society's lower orders. Preventing the spread of disease from a dangerous contaminated sector of the population to other groups is a ritual (and sometimes real) means of preventing disorder and maintaining social hierarchy. »<sup>701</sup> La lutte contre les vendeuses du marché et les chicherías, doit donc être comprise comme un effort de la part des secteurs dominants de contenir l'ascension sociale et de surveiller et contrôler les secteurs cholos qui en raison de leur présence grandissante dans la ville (à cause de l'exode rural massif, commencé au début du XX<sup>ème</sup> siècle et accentué après la guerre), et de leurs activités politiques de plus en plus importantes surtout après la crise économique de 1930 et la guerre du Chaco, inquiétaient les classes dominantes qui les voyaient comme des secteurs subversifs et dangereux<sup>702</sup>. Zulawski explique qu'il faut comprendre la clôture des chicherías en 1930 à La Paz comme une réaction de l'élite au mécontentement social et à la mobilisation grandissante des secteurs ouvriers : « With the economic crisis of 1929 labor militancy increased as Bolivia's export economy virtually collapsed, causing the recently unemployed

---

<sup>700</sup> ZULAWSKI Ann, *Unequal Cures : Public Health and Political Change in Bolivia, 1900-1950*, Duke University Press, Durham, 2007.

<sup>701</sup> Idem.

<sup>702</sup> Soruco considère même que les élites se sentaient menacées dans leur pouvoir économique par les secteurs « cholos » car ceux-ci auraient commencé un processus d'accumulation de capital assez important, surtout à travers le commerce. SORUCO SOLOGUREN Ximena, *La ciudad de los cholos. Mestizaje y colonialidad en Bolivia, siglos XIX y XX*, IFEA-PIEB, La Paz, 2012.

to be more open to socialist and anarchist appeals (...) By the mid-1930s, with the popular repudiation of the political elite as a result of the Chaco War, radical parties began to collaborate with labor unions and with peasants who were organizing to reclaim usurped lands. The struggle against clandestine prostitutes and efforts to close chicherías must be seen as part of the effort by the oligarchy to reestablish control over groups that the governing class increasingly perceived as dangerous and subversive. »<sup>703</sup>

Les images pour disqualifier et stéréotyper les secteurs cholos servaient donc des objectifs de contention et de contrôle sociaux, mais également à délégitimer leur politisation et leur mobilisation, et surtout celles des femmes cholos.

### **C) Enlever de la légitimité politique: images et discours négatifs sur les « cholos »**

La période d'après-guerre en Bolivie fut marquée par une inflation croissante qui provoqua une agitation sociale importante. Les grèves ouvrières menées au début de l'année 1936 dont on a parlé dans le chapitre précédent s'inscrivaient dans ce contexte. En effet, juste après la guerre la situation économique du pays s'était détériorée très rapidement. Même si la circulation monétaire en 1935 était dix fois supérieure à celle de 1931, la Bolivie n'avait pas vraiment expérimenté une inflation grave pendant la guerre<sup>704</sup>. Mais elle augmenta considérablement immédiatement après la cessation des hostilités. La moyenne annuelle d'augmentation du coût de la vie entre les années 1932 et 1935 avait été de 16,6% ; très rapidement elle passa à 50,74% entre les années 1936 et 1939<sup>705</sup>. Il s'agissait donc d'un problème pour lequel le gouvernement de Toro devait trouver des solutions. De juin à octobre 1936 de nombreux décrets furent promulgués contre la spéculation et pour le contrôle des prix<sup>706</sup>. Ces politiques s'avèrent inefficaces pendant les gouvernements de Toro et de Busch car l'inflation continua son augmentation dramatique<sup>707</sup>. Dans les années 1940, le gouvernement de Gualberto Villarroel (1943-1946) ne réussit pas non plus à stabiliser le coût de la vie; il dut donc affronter les tensions à ce sujet qui s'étaient accumulées depuis la fin de la guerre<sup>708</sup>. Les principales cibles de ces politiques furent les vendeuses de marché qui furent très rapidement qualifiées de spéculatrices et d'accaparatrices des produits de première nécessité. Les articles les accusant de cela et faisant référence aux amendes qui leur étaient

---

<sup>703</sup> Idem.

<sup>704</sup> KLEIN Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

<sup>705</sup> Idem.

<sup>706</sup> Idem.

<sup>707</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001, p. 256.

<sup>708</sup> Idem.

infligées sont extrêmement nombreux dans la presse, ainsi que les plaintes des consommateurs qui dénonçaient l'attitude arrogante et méprisante des vendeuses du marché, comme on peut le voir dans les articles suivants :

« Un mensaje para el Alcalde, enviado por una dama veraz y concluyente

« Señor director: - En el entendido de que la prensa es la más llamada a velar por los intereses y bienestar del pueblo y especialmente del pueblo pobre, me he permitido molestar su atención para rogarle quiera usted hacer conocer por intermedio de su prestigioso diario el inaudito y cruel abuso con que se tortura al pueblo pobre con los elevados precios a que caprichosamente venden en los mercados y distintos puestos de expendio los artículos de primera necesidad.

Para que esta denuncia no fuera una simple nota de alarma sin fundamento, mucho le agradecería quiera usted en persona u otra que lo represente, pasar por los mercados para convencerse de los precios subidos y del trato que se gastan las señoras venteras con el público consumidor. También podrá usted ver que no obstante haber empleados comisionados de la Municipalidad y una pizarra con indicación de precios, los artículos se venden al capricho de las venteras quienes ni siquiera permiten la solicitud de una rebaja ni el simple comentario sobre el precio alto, que no se largan con insolentes insultos a quienquiera que sea el comprador o compradora

¿Será que las autoridades no tienen las respectivas atribuciones para poner remedio a este estado de cosas o es que las cholitas pueden más con sus... « razonamientos »?

Sin más que agradecerle, saludo a usted señor director como su atenta y segura servidora. - LETIZIA de AYALA. »<sup>709</sup>

---

« Insolencia e incultura de las verduleras de los mercados »

En esta peregrina época en que el obrero sea de cualquier actividad a la que pertenezca, no es posible exigirle normas de recíproco don de gentes, que habría de creer que se están lesionando « sus derechos », las verduleras de los Mercados, que sin duda alguna, están también vinculadas por algún lazo sindical, han sido contagiadas con semejantes preeminencias, pero, extremando exageradamente sus puntillos e intocables prerrogativas; es decir, que es muy peligroso indagarles por su mercancía, solicitarles un precio más racional, que la señora o caballero que tenga la desdicha de « caer en semejante falta de respeto », es suficiente para que sea soezmente increpada.

¡La Policía Municipal, cuya obligación sería si pudiera modificar su enervamiento funcionario y substraerse de su parcial indiferencia, el intervenir con decisiva energía, no sólo para contener esa ya habitual insolencia e incultura de esas verduleras de los Mercados, sino que también, y con especial atención, para evitar la escandalosa especulación de que se hace objeto al pueblo consumidor que concurre a dichos mercados, y que nadie se preocupa en evitar ni supervigilar.

Confiamos que esta denuncia en conocimiento del señor Alcalde, pueda tener alguna eficacia en favor de la colectividad urbana. »<sup>710</sup>

---

<sup>709</sup> *La Calle*, La Paz, 8 janvier 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>710</sup> *El Diario*, La Paz, 4 février 1948, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Encore une fois les cholas apparaissent comme des êtres irrationnels, violents, insolents, capricieux et égoïstes pour qui le bien-être du « peuple » importait peu, et donc comme inaptes à la vie en collectivité. Ainsi, elles manquaient de la « décence » ou du « don de gentes ». Le fait d'être liée à des syndicats les rendait encore plus insolentes et dangereuses aux yeux des auteurs des demandes. Cette image apparaît également à travers des caricatures publiées dans la presse :



Dans cette image, la chola vendeuse et spéculatrice apparaît avec une attitude désagréable et de mécontentement exprimés dans l'expression agressive de son visage envers sa cliente. On peut supposer que celle-ci lui reproche les prix de ses produits qui ne correspondent pas à ceux affichés sur l'ardoise et fixés par la municipalité. L'humour provient de la question rhétorique absurde qu'elle pose à sa cliente en lui demandant de qui elle achètera les produits (ardoise ou vendeuse), exhibant ainsi une grande intransigeance. Cette image hostile des cholas vendeuses du marché revient aussi dans la caricature suivante à

<sup>711</sup> *El Diario*, La Paz, 22 avril 1949, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

propos des protestations des vendeuses du marché contre l'augmentation des prix de la location des postes au marché (qu'on appelait « sentaje ») :



On retrouve encore une fois une expression agressive du visage. Ce qui rend encore plus « violente » la chola oratrice est le concept « d'espace vital » par lequel le caricaturiste compare les vendeuses des marchés aux nazis, et peut être même à Hitler lorsqu'il faisait ses discours et s'adressait aux foules. On est en 1949, la comparaison n'est pas anodine et veut exprimer la radicalité et la dangerosité des propos tenus par l'oratrice qui provoque la consternation dans les visages des cholos qui l'écoutent et dans celui du policier. Ce qui est intéressant dans cette image c'est le fait de présenter une chola comme une oratrice s'exprimant librement sur une sorte de piédestal dans l'espace et la sphère publics. Cela dénote le niveau de politisation et de mobilisation atteint par les cholos, qui n'échappait pas à l'œil du caricaturiste. Et même si dans cette caricature cela est présenté sous un angle négatif, on est quand même face à l'image d'une femme chola qui s'exprime en public face à une multitude de femmes qui l'écoutent pour exprimer ses idées et ses revendications. C'est

<sup>712</sup> *El Diario*, La Paz, 8 avril 1949, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

clairement l'image d'une femme politisée, leader et prête à mobiliser des foules. D'ailleurs, comme on le verra dans la deuxième partie de ce chapitre, les vendeuses de marché s'organisèrent et protestèrent fermement contre les accusations de spéculation et d'accaparement portées contre elles.

Ces caricatures nous présentent des images où la violence provient des vendeuses de marché. Pourtant, elles ne montrent pas la violence qu'elles eurent à endurer de la part de la police. Elles firent l'objet de répression et de beaucoup de surveillance et de contrôles. Les articles de journaux mentionnant les amendes infligées aux vendeuses de marché, leurs arrestations et leurs expulsions sont extrêmement nombreux. Les journaux publiaient le nom des femmes pour les humilier publiquement. En juin 1945 le maire de Cochabamba créa même une Police des Marchés chargée de contrôler les prix et il se chargea de l'accompagner personnellement dans sa visite de contrôle des marchés<sup>713</sup>. Le chef des marchés confisquait les articles aux prix jugés excessifs et les redistribuait en les donnant à des centres de charité ou en les revendant à des prix réduits<sup>714</sup>. Il institua même un minutieux système de punitions : les spéculatrices étaient expulsées des marchés centraux temporairement et les récidivistes l'étaient définitivement<sup>715</sup>. Comme l'explique Weismantel, dans les pays andins il existe l'idée que la vente dans les marchés relève souvent de l'illégalité et du secteur informel de l'économie, quand en réalité la vente dans les marchés est l'une des activités les plus contrôlées et régulées par l'État. C'est ce qu'affirme aussi Gotkowitz en ce qui concerne la Bolivie: « En las décadas de 1930 y 1940, las luchas sobre los precios y la escasez de artículos básicos hicieron del mercado un punto central de la regulación estatal. »<sup>716</sup> Comme l'explique Weismantel, les accusations de spéculation dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle menèrent à un contrôle et une surveillance accrue des marchés, beaucoup plus sévère que dans d'autres secteurs de l'économie<sup>717</sup>. Elle explique également à quel point les vendeuses de marché ont toujours été tenues responsables des échecs des politiques économiques des gouvernements qui préféraient détourner l'attention sur elles au lieu d'assumer leurs responsabilités, ce qui arrive encore de nos jours : « This desire to hold market women responsible for the failures of the national economy is exacerbated in periods of economic crisis (...) Customer's long standing -and sometimes well-founded -suspicion that they are being cheated in the markets makes the vendors useful targets for governments

---

<sup>713</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001, p. 256-257.

<sup>714</sup> Idem.

<sup>715</sup> Idem.

<sup>716</sup> Idem, p. 249.

<sup>717</sup> WEISMANTEL Mary, *Cholas and Pishtacos. Stories of race and sex in the Andes*, Chicago University Press, Chicago, 2001, p. 38.



anxious to deflect close examination of their own policies »<sup>718</sup>. Présenter des images négatives des vendeuses de marché comme spéculatrices et accapareuses des produits de première nécessité dans un contexte d'inflation et de crise économique était donc monnaie courante et permettait de canaliser les mécontentements des consommateurs contre ces femmes. En plus de cette image, circulait celle des cholas comme des personnes violentes et toujours prêtes au conflit; image qui subsiste encore aujourd'hui. Même des journaux comme *La Calle*, qui se présentait comme le défenseur des intérêts des classes populaires, véhiculaient cette image et la renforçaient.

Les messages de remerciement au journal *La Calle* de la part des personnes qui se considéraient membres des classes populaires étaient très nombreux et voulaient exprimer à quel point le journal était le défenseur de leurs intérêts parce qu'il leur offrait un espace pour exprimer leurs plaintes, dénonciations, protestations, etc<sup>719</sup>. Plusieurs femmes des classes populaires des ouvrières, des couturières, des boulangères, des vendeuses de rue allaient souvent déposer des plaintes contre leurs patrons au journal *La Calle*. Les plaintes étaient diverses mais souvent elles visaient à signaler que leurs patrons ne respectaient pas les décrets d'augmentations de salaires, qu'elles étaient victimes de mauvais traitements, qu'elles étaient obligées à travailler plus d'heures que celles réglementées, qu'elles n'avaient pas de journée de repos, etc.<sup>720</sup> Les femmes syndicalistes s'exprimaient aussi très souvent à travers le journal. Le journal ne manquait pas de réaffirmer son engagement envers la justice et de se présenter comme la « voix populaire », comme par exemple dans cet extrait d'article :

« ...LA CALLE no ha hecho más que cumplir su deber. Periódico en esta época no quiere decir noticiario escueto, sino pasión de justicia y expresión de derechos populares. Es por esto que en todo momento ligados al pueblo interpretamos sus necesidades como una razón de vida para nosotros mismos...»<sup>721</sup>

Pourtant, même si le journal se montrait souvent en faveur des réclamations et dénonciations des femmes syndicalistes, il ne manquait pas de les ridiculiser et de produire sur elles des images stéréotypées qui les présentaient comme des femmes violentes, agressives et toujours prêtes au conflit. Tout le contraire du comportement qui était attendu d'une « dame décente ». Voici quelques exemples d'articles qui décrivent avec beaucoup de détails les disputes entre vendeuses de marché :

---

<sup>718</sup> Idem.

<sup>719</sup> *La Calle*, La Paz, 8 juillet 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>720</sup> *La Calle*, La Paz, 10 octobre, 15 novembre, 9 décembre 1936, 19 et 25 février, 2, 6, 9 et 14 avril 1937, 19 juin et 22 août 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>721</sup> Idem.

« Lío mayúsculo entre culinarias. Comenzó la ofensiva verbal, siguió la de golpes y concluyó con la de piedras

Se propone el alcalde municipal reunir en comedores populares a todas las vivanderas que hacen su comercio de viandas en los barrios de trasmano de la ciudad en la forma más antihigiénica que es de suponer. Una vez modificado el actual sistema, ya no tendremos tal espectáculo. Pero, mientras no se cumpla la oferta del alcalde, la situación es de todas maneras deplorable y da origen a hechos curiosos y sangrientos, como uno que referimos:

Ayer, doña Agustina, directora del Sindicato de Culinarias, puso K.O. a la ex secretaria de ese sindicato (bueno, eso de secretarias o ex secretarias, no nos consta, porque estas secretarias no saben escribir), en una chascadera de padre y señor mío, con la secretaria entrante que es doña Petrona Ruedas. ¿Las causas? Descúbralas el lector.

- ¿Por qué pues mias<sup>722</sup> renunciado la secretaria del sindicato? Mala culinaria eres entonces. ¡Toma! ¡Toma!

Y la golpeaba doña Agustina, mientras la Ruedas se preparaba para intervenir en la disputa, a puño limpio. No sabemos cuál de las tres sea de mayor volumen. Pero las tres son valientes, que ya quisieran su pecho los boxeadores que fueron a fallar en Santiago.

(...)

Un momento de esos se hizo la calma. Y fue el momento en que la Gutiérrez se rehizo.

- ¿Por qué me hacen esto, ps? – preguntó.

- No lo sabes. ¡Jay! Ya que has renunciado a la secretaria debes también renunciar al puesto. Los que renuncian la secretaría no pueden vender. Y tú te has venido muy focha a seguir vendiendo, quitando la ganancia a las del sindicato.

- Yo no vendo por el sindicato, sino porque tengo hijos que mantener.

- ¿Yo te los he hecho? Amuélate, ps. Para otra tendrás experiencia.

Pero la Gutiérrez ya tomó las suyas en manos, y arremangándose la blusa, irguió la mano vengadora. En eso estuvo lo grave. Comprendieron las secretarias que no podían nada con la robusta culinaria y, entre echarse a correr, o presentarle batalla prefirieron someterla a pedrea. Así, con puntos y comas, fue. La Gutiérrez sintió que le volaban el moño, porque una sobre otra le caían piedras sobre piedras.

- ¡Mariconas! ¿Por qué no pelean ps como hombres? ¡Con piedritas!... »<sup>723</sup>

---

« A « lapo » limpio trató a un comisario una mujer más brava que gaznápiro. El comisario Ampuero fue abofeteado por una verdulera del mercado Camacho

A pesar de tratarse de un ciudadano de trato digno, incapaz de abusar de su autoridad, don Manuel Ampuero ha sido víctima de un atropello, en presencia del Intendente Municipal, por parte de una mujer del mercado, quien no tuvo el menor empacho de sonarle una briosa cachetada en plena mejilla. Ampuero es un caballero. No habría respondido a dicha mujer en el mismo lenguaje, porque

---

<sup>722</sup> L'auteur de l'article essaie de transcrire à l'écrit la façon orale et populaire de parler des vendeuses du marché. C'est ce que l'on observe avec ce « mias », le « jay ! », le « hey » et le « ps », qui est la façon orale et populaire de dire « pues ».

<sup>723</sup> *La Calle*, La Paz, 21 décembre 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

no es hombre quien hace tal; era la acción de la autoridad superior la que debía poner coto a esta enojosa situación... »<sup>724</sup>

---

L'objectif du premier article est clairement de donner une mauvaise image du Syndicat de Cuisinières, où l'on essaie de déloger de son poste de marché une vendeuse sous prétexte qu'elle aurait démissionné de son poste de secrétaire du syndicat. Ainsi, les membres du syndicat apparaissent comme des personnes irrationnelles, intransigeantes et cruelles, laissant sans moyens de travailler une femme qui doit alimenter ses enfants, pour des raisons futiles et de surcroît on vient la battre. Il est curieux que l'on parle du syndicat de cuisinières alors que clairement l'incident porte sur des vendeuses de marché. Les membres du syndicat de cuisinières étaient celles qui travaillaient en tant que telles dans les maisons de particuliers. Souvent, lorsqu'elles arrêtaient ce travail, c'était pour vendre dans les marchés ; on suppose donc que c'est le cas de la femme qui avait démissionné de son poste de secrétaire du syndicat pour vendre dans le marché et que c'est la raison pour laquelle on évoque le syndicat des cuisinières. Comme on l'a déjà constaté, lorsque l'on décrit un comportement violent de la part des vendeuses du marché on suppose clairement qu'elles sont mobilisées par des syndicats. C'est la manière utilisée pour délégitimer l'action politique de ceux-ci.

Dans les deux articles ces femmes sont clairement masculinisées par la description de leur comportement agressif et violent, comparé même à celui de boxeurs. Dans ce sens, on essaie de montrer qu'elles ne sont pas des « dames » ; elles n'ont pas le comportement qu'on attend d'une femme, et de surcroît d'une femme « décente » qui normalement ferait preuve de douceur, retenue, pudeur, modestie, prudence, etc. Les vendeuses de marché sont au contraire dans l'excès et par conséquent dans la transgression sociale ; elles transgressent les normes de comportement qui seraient propres à leur « sexe ». Le fait que l'une d'entre elles exhorte les autres à « se battre comme des hommes », montre à quel point elles sont masculinisées dans leur comportement. Comme on l'a vu, le manque d'éducation ainsi que le manque de morale et la transgression sociale étaient associés aux classes basses de la société. Dans ce sens, dans le deuxième article, le comportement de la vendeuse du marché est opposé à celui du commissaire Ampuero qui est qualifié de « caballero ». Il est montré comme faisant preuve de retenue et donc comme un homme « décent ». Il est même mentionné comme un « citoyen de traitement digne ». Le fait de faire référence à sa citoyenneté sert à démontrer que son comportement est digne de celui d'un citoyen, par opposition au comportement de la vendeuse de marché qui justement n'est pas digne de la citoyenneté. Il s'agit ainsi de

---

<sup>724</sup> *La Calle*, La Paz, 22 mars 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

réaffirmer et de justifier l'exclusion de la citoyenneté des secteurs populaires, qui transgressaient toute norme sociale car même leurs femmes se comportaient en « hommes ». En mentionnant dans le premier article, le fait que les femmes du syndicat attaquèrent la vendeuse avec des pierres sert à présenter les syndicalistes comme des « sauvages », qui résolvent les conflits en se lançant des pierres au lieu de dialoguer. On pourrait même penser que par cette image elles sont animalisées, comparées à des singes qui se lancent des pierres. Cela sert à délégitimer complètement les syndicats des femmes et leurs activités. C'est ce que l'on constate aussi avec la description que font les journaux des assemblées de femmes tenues dans les marchés :

« Grandiosa Sesión Parlamentaria en el Mercado de las « Cholitas Recoveras »  
¡Abajo el Intendente Municipal! Fue el grito de guerra; y la orden del día: ¡no más carabineros en nuestros asientos!

La casualidad llevó a uno de nuestros cronistas, al más bajo de todos, desde luego, a presenciar una de las sesiones más borrascosas de que haya memoria en la historia de las recoveras de La Paz. Se trataba de definir si se toleraba, por más tiempo, la presencia de carabineros en los mercados, o si se iba a la huelga, para hacer saber al Poder Público, que las trabajadoras comerciantes de los mercados han podido perder todo, pero no han perdido la vergüenza... ¡No aguantan más carabineros en sus asientos!

La gran Asamblea:

A horas 21, en efecto, gran número de fruteras, verduleras, lecheras, etc., parlamentaron, con la presidencia de una cholita, la secretaria general del Sindicato.

La primera en hablar fue la camarada Simula.

- Me perdonarán ustedes compañeras -dijo- mis palabras calientes, pues voy a exponer mi protesta vehemente, porque estamos bajo la bala de esos matones carabineros. ¡Nos declaramos en huelga o salen esos carabineros! He dicho.

Grandes aplausos resonaron en el vasto recinto.

- ¡Que mueran los carabineros!

- ¡Que muera el Intendente!

- ¡No queremos carabineros en nuestros asientos!

(...)

La sala comenzó en seguida a deliberar a quién elevar su queja.

La hora de los abogados:

- Al presidente - decían unas.

- Al Ministro de Gobierno - otras.

- Al Alcalde, don Humbertito, que siempre saca la cara, por lo bonito...

- Mejor al periódico La CALLE, que nos faja siempre a nuestros enemigos.

Y tras de protestar, gimotear, arañarse verbalmente, se entiende lo mismo exactamente que ocurre en el Parlamento, las recoveras acordaron acabar por donde debían haber comenzado, consultar con sus abogados.

- Ay, cierto, pues - decía la presidenta- al doctor hay que consultarlo primero. El nomás estará sabiendo lo que debemos hacer...

(...)

Como se ve: en este Parlamento tampoco se ponen de acuerdo los parlamentarios. »<sup>725</sup>

---

« Visión panorámica de los mercados ocupados por las « gateras »

Los mercados por la aglomeración humana se convierten en una verdadera asamblea popular ya que es la única reunión tolerada y es donde se producen las ocurrencias sociales entre las que venden y compran artículos de consumo, cuando éstas después de regatear y manosear las frutas se retiran sin comprar, es entonces que las fruteras suelen molestarse con razón y aún despedazar un corazón, herir un alma y esperanzas con una sola frase irónica y agresiva. De allí salieron las cholitas famosas en la historia del pueblo republicano, y ellas son la « Pampa cañón » (cañón del altiplano), la « Horca-asno » (burro macho), la « Huallpa caldo » (Caldo de gallina), etc., todas ellas mujeres jefes que por sus audacias, gestos de bazaría y sacrificio han sido y siguen siendo las conductoras de las multitudes fanáticas e iniciadoras del tumulto gremial para las pedradas, cuando en el ambiente nacional notan malestar, tiranía, pesadumbres y sus derechos son mellados o son culeados por los gobiernos autoritarios. Las « gateras » se hallan divididas en muchas agrupaciones gremiales y según que vendan artículos corrientes de consumo y mercancías nacionales, reciben diversas denominaciones, así se las dicen: verduleras, carniceras, lecheras, zapateras, sombreas, solaperas, floristas, etc... »<sup>726</sup>

Le premier article décrit de manière comique une assemblée de syndicalistes au marché qu'il compare, avec un ton moqueur, au parlement. Que ces femmes protestent contre la présence de policiers dans les marchés peut nous donner une idée du niveau de répression auquel elles étaient soumises. Sous un ton railleur, l'auteur de l'article cherche à montrer le désordre et le tumulte de cette réunion de femmes où elles se montrent perdues dans la manière dont elles devraient procéder pour porter plainte. Même si l'on compare cette assemblée au parlement des hommes, celle-ci est constamment délégitimée. Le fait de mentionner qu'avant de parler une des oratrices se mouche le nez, la ridiculise elle et son discours. Présenter cette assemblée comme un moment de désordre et même de violence verbale sert aussi à la délégitimer politiquement. C'est ce que l'on constate aussi dans le deuxième article qui mentionne à plusieurs reprises la violence verbale des vendeuses de marché et le fait qu'elles sont les conductrices de tumultes, de foules fanatiques et de syndicats qui lancent des pierres. Cette description rejoint celle de la caricature sur « l'espace vital » en ce qu'elles montre des femmes leaders politisées mais avec des idées radicales et

---

<sup>725</sup> *La Calle*, La Paz, 27 mars 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>726</sup> *El Diario*, La Paz, 4 octobre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

dangereuses, capables de diriger des foules fanatiques et violentes. Dans ce sens, la politisation de ces femmes et les activités de leurs syndicats sont aussi complètement délégitimées.

Présenter les cholas, vendeuses de marché, syndicalistes et autres sous un angle violent et agressif verbalement et physiquement, transgressant toutes les normes sociales de genre et de « décence », capables de diriger des foules violentes et fanatiques, servait clairement à délégitimer toute activité et action politique de ces femmes. Les cholas étaient non seulement des êtres « sales », à la sexualité débridée et déviante, mais aussi des êtres « violents » et « dangereux ». C'est ce qui ressort de toutes les descriptions que l'on a analysées dans ces deux dernières sous-parties. Pourtant, après la guerre du Chaco, et surtout sous le gouvernement de Gualberto Villarroel (1943-1946), une autre image des cholas va voir le jour, une image plus positive selon laquelle elles sont censées représenter la Nation.

#### **D) Les « cholas » comme mères de la Nation**

Pour comprendre les changements qui s'opèrent, quant à la nouvelle image des cholas projetée depuis la sphère politique et la littérature, il faut d'abord appréhender le contexte politique qui va de 1939 à 1946.

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, le président Germán Busch s'était suicidé en août 1939. La question de la succession présidentielle se posait. Enrique Baldivieso avait été élu vice-président par la Convention de 1938, mais étant donné que Busch s'était déclaré dictateur, la légitimité de sa charge fut remise en question. Ce fut l'armée qui prit la décision de la succession et qui choisit Carlos Quintanilla comme président du pays. Pendant son court mandat qui entraîna un virage à droite, furent révoquées les mesures les plus radicales de Busch dont le décret-loi du 7 juin 1939, déclarant que 100% des devises obtenues par les exportations des minéraux devaient être octroyées à l'État. Des élections présidentielles eurent lieu en 1940, où se présentèrent en tant que candidats Enrique Peñaranda qui représentait l'armée et les partis traditionnels et José Antonio Arze représentant la gauche radicale. Enrique Peñaranda remporta les élections, mais la gauche radicale réussit à obtenir un nombre important de sièges au Parlement<sup>727</sup>.

Au début des années 1940, se forgèrent les partis politiques les plus importants de la décennie créés par les hommes qui composaient la « génération du Chaco », frustrés par la guerre et désireux de transformer radicalement le pays. Ce fut le cas du Parti de la Gauche

---

<sup>727</sup> KLEIN Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

Révolutionnaire (« Partido de Izquierda Revolucionaria », « PIR ») fondé par José Antonio Arze et Ricardo Anaya, le 26 juillet 1940, dans un congrès de gauche à Oruro. C'étaient des avocats de premier plan ayant participé à l'impulsion de l'autonomie universitaire à la fin des années 1930. D'orientation marxiste, le PIR fut le parti de gauche le plus influent des années 1940, c'était le parti du mouvement ouvrier. Il proposait la révolution démocratique-bourgeoise comme étape préalable au socialisme, la réforme agraire et moins clairement le contrôle de l'État sur les revenus miniers. Le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (« Movimiento Nacionalista Revolucionario », « MNR ») fut également fondé au début des années 1940, plus précisément en janvier 1941, bien que sa fondation officielle n'ait été reconnue qu'en juin 1942. Les fondateurs de ce parti furent Victor Paz Estenssoro, Hernán Siles Zuazo, Wálter Guevara Arze, Carlos Montenegro, Augusto Céspedes, Germán Monroy Block et Rafael Otazo<sup>728</sup>. La plupart des fondateurs étaient des journalistes et des avocats de classe moyenne ou de l'élite appauvrie et une bonne partie d'entre eux étaient des vétérans de la guerre du Chaco<sup>729</sup>. Le MNR ne disposait pas d'un programme clair et défini à ses débuts, ce qui le rapprocha des orientations fascistes d'Europe à la même époque. Dans les années qui suivirent, il allait se définir comme un parti politique multi-classes (« policlasista ») en défense des intérêts populaires<sup>730</sup>.

Le climat politique était très tendu sous le gouvernement de Peñaranda en raison de l'opposition des divers partis politiques dont celle du PIR et du MNR. Après une période d'amnistie envers les opposants, de l'agitation dans le secteur des cheminots et un nouveau triomphe de la gauche aux élections législatives de 1942, le gouvernement opta pour la répression et la censure des journaux. La répression du gouvernement atteignit son apogée avec le massacre de plusieurs mineurs réclamant une hausse des salaires dans le complexe minier « Catavi-Siglo XX » en décembre 1942<sup>731</sup>. Ce massacre fut fortement dénoncé par l'opposition, notamment par les députés du MNR au Parlement qui lancèrent une résolution de censure contre le gouvernement. C'était la première fois que le Parlement accusait un gouvernement en exercice de tuer des ouvriers ou des indigènes. L'ardente défense des travailleurs des mines par le MNR lui permit d'acquérir une grande force politique et de réussir une grande manifestation populaire. Avant le massacre, les mineurs étaient beaucoup plus proches du POR, mais la défense ardente des travailleurs des mines valut au MNR le

---

<sup>728</sup> Idem.

<sup>729</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001, p. 255-256.

<sup>730</sup> KLEIN Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

<sup>731</sup> Idem.

soutien de la Fédération des Travailleurs Mineurs<sup>732</sup>. L'image des « barons de l'étain » fut fortement discréditée à la suite de cet événement, et le gouvernement de Peñaranda s'en trouva affaibli<sup>733</sup>.

À la fin de la guerre, des loges militaires se formèrent comme la loge « Santa Cruz » qui était connue publiquement et la loge « RADEPA » (« Razón de Patria ») qui fonctionnait de manière secrète. Ces loges n'avaient pas d'idéologie ou de programmes clairs et définis ; elles s'appuyaient sur une « moralisation » du pays, une discipline stricte et la nécessité d'imposer de l'ordre. Elles étaient sympathisantes du modèle national-socialiste allemand. Entre septembre et décembre 1943, la RADEPA et le MNR réalisèrent un accord secret, tandis que le gouvernement de Peñaranda devenait de plus en plus faible. Un coup d'État fut entrepris en décembre 1943 par la RADEPA et par le MNR. Gualberto Villarroel devint ainsi Président du pays<sup>734</sup>.

Le gouvernement de Villarroel arriva au pouvoir pendant la Deuxième Guerre Mondiale, alors que la polarisation produite par le conflit était très forte. Les sympathies qu'éprouvaient les membres du MNR et de la RADEPA pour le national-socialisme allemand contribuaient à donner l'image d'un gouvernement pro-nazi. Les États-Unis refusèrent de reconnaître le nouveau gouvernement. Après 6 mois de négociations, ils le reconnurent à condition que soient bannis du gouvernement Carlos Montenegro, Augusto Céspedes et tous les membres du MNR. La sortie du MNR fut temporaire, car les membres du parti revinrent peu de temps après, et leur influence dans les décisions du gouvernement fut très importante<sup>735</sup>.

Peu de temps après sa prise du pouvoir, le président Gualberto Villarroel s'adressa à la foule depuis le Palais Présidentiel et lança l'une de ses phrases les plus célèbres : « Nous ne sommes pas les ennemis des riches ; mais nous sommes plus proches des pauvres »<sup>736</sup>. Cette phrase synthétisait clairement le projet de réformisme ambitieux du gouvernement, proche du réformisme des gouvernements du « socialisme militaire » de Toro et Busch (1936-1939). Le président se lança donc dans la mise en place de réformes sociales et économiques importantes<sup>737</sup>. Depuis le début, son gouvernement se trouvait isolé tant au niveau international qu'à l'intérieur du pays, puisqu'il devait affronter l'opposition de la gauche

---

<sup>732</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001, p. 255-256

<sup>733</sup> KLEIN Herbert S., *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, Librería Editorial G.U.M., La Paz, 1968.

<sup>734</sup> Idem.

<sup>735</sup> Idem.

<sup>736</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

<sup>737</sup> Idem.



comme de la droite. En misant sur des mesures réformistes, il cherchait à trouver des alliés politiques<sup>738</sup>. Il soutint le mouvement des mineurs, en reconnaissant la Fédération Syndicale de Travailleurs des Mines de Bolivie (FSTMB) en 1944. Étant donné que la plupart des syndicats ouvriers étaient déjà affiliés à la Confédération Syndicale de Travailleurs de Bolivie, contrôlée par le PIR qui était opposant, le gouvernement tenta la création d'une organisation parallèle. Il chercha également à se rapprocher du mouvement ouvrier urbain et des travailleurs du secteur informel comme Juan Domingo Perón en Argentine (1946-1955)<sup>739</sup>. Il essaya de gagner le soutien des vendeuses des marchés urbains parce qu'il s'agissait d'un secteur clé pour le ravitaillement des villes et que c'était l'un des secteurs les plus autonomes du mouvement ouvrier comme on va le voir en deuxième partie de chapitre. En tant qu'épouses ou mères des artisans et des ouvriers, les vendeuses de marché pouvaient aussi jouer un rôle intermédiaire entre le gouvernement et le mouvement ouvrier<sup>740</sup>. Villarroel et le MNR essayèrent aussi de créer une identité nationale à travers l'utilisation de symboles, de célébrations et d'institutions. Ils essayèrent de forger une culture et une identité nationales basées sur l'héroïsme anticolonial des « métis » exprimé dans l'Histoire à travers les luttes pour l'indépendance<sup>741</sup>.

Il est évident que Villarroel et le MNR s'inscrivaient dans des tendances nationales et continentales dans leur défense d'une identité métisse. Avec le surgissement de l'impérialisme américain postérieur à 1898, les discours sur le métissage furent amplement diffusés dans toute l'Amérique Latine<sup>742</sup>. De plus en plus les écrivains et hommes politiques de plusieurs pays latino-américains rejetaient les théories raciales qui associaient ce qui était hybride à la dégénérescence, et revalorisaient le mélange racial comme l'expression de la force nationale. Cette revalorisation des traditions natives et la défense de réformes sociales des hommes politiques nationalistes allaient de pair avec la volonté de créer un prototype national « en bonne santé »<sup>743</sup>. Avec la volonté de forger des alliances avec les secteurs populaires, les politiciens populistes des années 1930 et 1940 s'inspirèrent des idéaux de l'unité raciale. Les projets de métissage, multiples dans leurs significations furent très débattus dans différents domaines qui allaient du théâtre à la musique, en passant par la littérature<sup>744</sup>. L'intellectuel mexicain José Vasconcelos avait soutenu en 1925 que le mélange de races favoriserait l'apparition d'une « race cosmique » à travers le processus d'une

---

<sup>738</sup> Idem.

<sup>739</sup> Idem.

<sup>740</sup> Idem.

<sup>741</sup> Idem.

<sup>742</sup> Idem.

<sup>743</sup> Idem.

<sup>744</sup> Idem.

« évolution spirituelle »<sup>745</sup>. Comme on l'a déjà vu, depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle en Bolivie on considérait que le mélange de races avait provoqué une « dégénérescence » de la population et que le retard du pays était dû à sa composition raciale. Le « métis » et sa version péjorative, le « cholo » étaient clairement stigmatisés. Cependant, Gotkowitz soutient que cette vision était contestée dans certaines régions comme Cochabamba où les élites régionales défendirent le métissage afin de défendre leurs intérêts et la culture locale et s'opposèrent à Alcides Arguedas et à son ouvrage *Pueblo Enfermo* (1909)<sup>746</sup>. La défense du métissage surgit dans les années 1930 chez certains intellectuels d'autres régions, quoique de manière ambiguë car ils privilégiaient la notion du « métis-blanc ». C'est seulement à partir du gouvernement de Villarroel que l'on nationalisa la défense régionale du métissage prônée auparavant par Cochabamba<sup>747</sup>. Il s'agissait désormais de dissocier clairement le métissage des idées de risque politique ou de dégénérescence biologique. Le programme du MNR de 1942 condamna l'œuvre d'Alcides Arguedas pour avoir dénigré les Boliviens par le fait d'être métis ou indigènes. Ainsi, tout comme des intellectuels qui défendaient le métissage en Amérique Latine, les idéologues du MNR refusaient l'idée que le mélange de races était dangereux<sup>748</sup>. Cependant, la défense du métissage proposée par le MNR se basait sur la relégation et la mise au second plan des indigènes. C'est ce qu'explique Gotkowitz en analysant *Nacionalismo y coloniaje* de Carlos Montenegro publié en 1944 qui était l'un des livres clés dans la formation des dirigeants et des membres du MNR. Elle explique que dans ce livre, les indigènes apparaissent toujours aux côtés des métis dans les luttes anticoloniales, mais toutes les rébellions indigènes sont omises. Gotkowitz considère ainsi que l'adoption du métissage par le MNR ne tournait pas autour de l'assimilation des indigènes, mais de leur subordination. Les hiérarchies raciales se maintenaient ainsi dans la vision d'unité nationale du MNR<sup>749</sup>.

La nouvelle valorisation du métissage et l'évolution de l'image de la chola étaient visibles dans la presse à partir des années 1930 et surtout dans les années 1940, sous le gouvernement de Villarroel. Ainsi par exemple, dans un article publié en 1939 dans le journal *La Calle* et intitulé « Ubicación de la mujer colonial en la Historia Americana. Elogio de la chola », l'auteur essaie de donner une image positive de celle-ci mais en la dissociant complètement du monde indigène et en la rapprochant du monde espagnol :

« La india fue por tanto, la levadura en la que prendió la semilla española, y de su vientre y de sus costumbres nació la sociedad mestiza: la chola. La chola, empero, no es ningún ser indígena para el español: es solamente la hija del

---

<sup>745</sup> Idem.

<sup>746</sup> Idem.

<sup>747</sup> Idem.

<sup>748</sup> Idem.

<sup>749</sup> Idem.

castellano que nació en América y a la cual para llamarla se le dice: « la chula », en recuerdo de la chula madrileña o andaluza. Pero nuestro vocabulario indígena la transforma en la « chola ». La chola es, por eso, obra de España, que no de América y nada de lo que la distingue hoy puede llamarse como heredado de la madre india.

(...)

He aquí pues la representación «suntuaria de España en América, representación popular, por la que la Madre Patria se hace presente en nuestras costumbres, y cuyo garbo y genio son como la expresión de una edad que agoniza en el socialismo y la revolución.»<sup>750</sup>

La femme chola est donc complètement dissociée de la femme indigène en étant présentée comme la fille de l'espagnol et comme la « représentation populaire de l'Espagne en Amérique ». Elle est ainsi « blanchie » et c'est en raison de sa proximité avec le monde espagnol que l'on fait son éloge. Le discours changea complètement dans les années 1940. L'on découvre, avec surprise, un article dans le journal *El Diario*, qui au contraire dissocie la chola du monde européen et fait son éloge de par son caractère « industriel » en affirmant aussi qu'elle représente le fondement de la famille et de la société boliviennes :

« La Chola, en la comunidad boliviana

Aunque fiel a sus tradiciones, forma en las filas de los que luchan por la conquista de los grandes ideales femeninos.

Bolivia, enclavada en pleno continente como un gran corazón, es sin duda uno de los países de América donde menos se ha sentido la influencia europea, tan peculiar en los países del Atlántico y del Pacífico (...)

No se puede hablar con exactitud de la mujer boliviana, sin referirse a la exponente significativa de su estructura social.

La Chola.-

(...) índice demográfico superior, es el fundamento principal de la familia y la sociedad (...)

Si en alguna parte de América la mujer ha cumplido deberes, que le permiten con dignidad reclamar derechos cívicos, es sin disputa en Bolivia, donde las nuevas corrientes ideológicas suponen que no habrá de tardar en otorgársele la ciudadanía y creo que por sus ideas y sentimientos de conservación social, la chola, fundamento y estructura de la sociedad, está llamada a avanzar el valor de un ejemplo. Si es industriosa, dinámica, arriesgada, es también una feminidad hecha corazón: hospitalario, cordial, encantadora en la ingenuidad de su vida hogareña, hay en ella también una natural armonía espiritual.»<sup>751</sup>

---

<sup>750</sup> *La Calle*, La Paz, 21 mai 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>751</sup> *El Diario*, La Paz, 25 janvier 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Cet article fait montre de l'influence certaine qu'eurent les nouveaux discours sur le métissage produits dans le reste du continent. Ainsi, la chola et le métissage ne sont plus perçus comme un problème, mais comme un signe de force et de dynamisme pour le pays, et par conséquent de progrès. La chola est valorisée par son caractère industriel, sa force de travail, mais aussi par des qualités féminines qui lui seraient inhérentes : l'hospitalité, la cordialité, le charme de sa vie casanière et son « harmonie spirituelle ». C'est tout le contraire de l'image de prostituée, masculine, agressive et violente que l'on montrait souvent dans le même journal et que l'on a déjà étudiée. La littérature illustra aussi ce changement de discours par rapport à la chola et au métissage. Soruco situe ce changement après la guerre. Elle explique que l'ouvrage de Franz Tamayo *Creación de la pedagogía nacional* qui avait été publié en 1910, devint encore plus influent après la défaite de 1935<sup>752</sup>. Dans cet ouvrage, Tamayo essaie de trouver la solution au *Pueblo Enfermo* (1909) de Alcides Arguedas. Pour lui il s'agit d'intégrer l'indigène à la Nation métisse à travers l'éducation. Tamayo représente ainsi la possibilité de narrer la chola non plus comme une prostituée, mais comme la mère symbolique de la Nation. Le métissage est pour Tamayo la solution aux problèmes du pays, mais il fait bien la différence entre le « métis lettré » et le « cholo barbare ». S'il considère qu'il n'y a pas de rédemption pour le cholo, il voit dans la transformation et assimilation de l'indigène en métis, à travers l'éducation, la possibilité d'une nation future. Tamayo et les intellectuels du MNR promurent ainsi un culte du métissage comme la voie pour la construction d'un État-Nation uni et homogène. La recherche d'une identité nationale et moderne se trouvait ainsi dans le métissage<sup>753</sup>. L'un des romans qui va illustrer ce changement de discours par rapport au métissage et à la chola était *La Chaskañawi* (1947) de Carlos Medinacelli qui raconte l'histoire d'un étudiant en Droit à Sucre qui retourne dans son village natal près de Potosí et tombe amoureux de la chola du village et lutte contre tous les préjugés sociaux pour pouvoir rester avec elle. Il laisse de côté sa vie urbaine et lettrée pour vivre avec elle dans la campagne. Avec cet ouvrage se présente l'image de la chola mère qui était déjà en vogue au Pérou avec le « néoindigénisme » d'Uriel García et d'autres intellectuels<sup>754</sup>. Si des romans antérieurs comme *En las tierras de Potosí* (1911) de Jaime Mendoza ou *La Miski Simi* (1921) de Adolfo Costa Du Rels, avaient averti des dangers de « l'encholamiento », à savoir, la chute sociale des hommes de l'élite dans les secteurs cholos, le roman de Medinacelli est le premier et le seul à présenter « l'encholamiento » non plus

---

<sup>752</sup> SORUCO SOLOGUREN Ximena, *La ciudad de los cholos. Mestizaje y colonialidad en Bolivia, siglos XIX y XX*, IFEA-PIEB, La Paz, 2012.

<sup>753</sup> Idem.

<sup>754</sup> Idem.

comme un signe de la chute et de la décadence sociales, mais comme la seule voie pour la nationalité du pays<sup>755</sup>.

L'idéologie du MNR et de Villarroel s'inscrit clairement dans ce nouveau paradigme et inclut le projet d'améliorer la condition physique de la population et son bien être social. Le projet d'unité nationale exigeait des initiatives destinées à fortifier la famille et la maternité<sup>756</sup>. Comme l'explique Gotkowitz, dans la décennie des années 1920 les intellectuels nationalistes projetèrent des visions de santé et de progrès sur le corps des mères des classes élevés : le futur de la nation dépendait de la réalisation du devoir maternel des femmes de l'élite<sup>757</sup>. En revanche, Villarroel et le MNR firent de la mère métisse des classes ouvrières le symbole et l'instrument d'une « Nation forte ». Gotkowitz considère qu'ils choisirent les femmes ouvrières parce qu'elles avaient réussi à se constituer en une grande force organisée, et ils n'étaient pas disposés à céder cette force aux partis de l'opposition<sup>758</sup>. De même, d'après Gotkowitz les mères métisses devinrent un symbole de l'unité et un objet des politiques étatiques des hommes politiques réformistes car ils considéraient que leur bien-être était clé pour l'avancement social et « racial » de la Nation. Villarroel fit ainsi de la lutte pour le progrès physique et économique, l'un des principaux objectifs de son gouvernement<sup>759</sup>. Le programme social du gouvernement consistait dans l'élargissement du système de Sécurité Sociale Ouvrière, du logement pour les ouvriers, de l'aide pour les victimes du massacre de Catavi et de l'assistance sociale pour les enfants et les orphelins de guerre. Cependant, ce plan de réformes sociales ne fut jamais mis en place car le leader du MNR, Victor Paz Estenssoro, mit en place une politique économique orthodoxe qui mina l'ensemble du programme social du gouvernement<sup>760</sup>. Les avancées les plus remarquables de Villarroel se trouvaient dans le domaine légal. En février 1944, Villarroel approuva l'immunité syndicale qui protégeait les dirigeants syndicaux du licenciement ou du transfert arbitraire. Une prime annuelle fut mise en place pour tous les ouvriers salariés et les employés. Des mesures très importantes furent également prises concernant la famille lors des débats de l'Assemblée Constituante de 1944-45<sup>761</sup>. Villarroel l'avait convoquée dans le but de donner de la légitimité à son gouvernement et de consolider les idéaux de celui-ci. Dans le chapitre suivant on étudiera en profondeur les débats sur le suffrage féminin et sur la famille qui en découlèrent. Pour l'instant il est juste important de noter que le suffrage féminin fut accordé aux femmes alphabétisées

---

<sup>755</sup> Idem.

<sup>756</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

<sup>757</sup> Idem.

<sup>758</sup> Idem.

<sup>759</sup> Idem.

<sup>760</sup> Idem.

<sup>761</sup> Idem.

exclusivement pour les élections municipales. De même, plusieurs réformes furent débattues et approuvées dans la législation de la famille qui amélioreraient la condition des femmes: l'égalité des enfants devant la loi, l'autorisation de recherches en paternité, et l'égalité juridique des conjoints. La question de l'égalité des enfants devant la loi et de l'autorisation de rechercher la paternité fut un sujet assez débattu à partir de janvier 1945. L'égalité des enfants devant la loi avait déjà été établie dans l'article 132 de la Constitution de 1938. Cependant, cet article fut interprété par la jurisprudence de telle manière qu'il concernait uniquement les enfants légitimes et naturels légalement reconnus pour l'égalité dans la succession héréditaire. Dans la Convention de 1945, il s'agissait donc d'établir l'égalité devant la loi de tous les enfants (légitimes, naturels, illégitimes, adultérins, sacrilèges, incestueux) légalement reconnus ou non, en leur accordant le droit à une succession héréditaire égale pour tous. Pour que cette mesure puisse être appliquée il fallait que l'État autorise les enquêtes de paternité. Ce projet, débattu en juillet 1945, fit l'objet de vives polémiques où les femmes jouèrent un rôle important comme on va l'analyser dans le chapitre suivant. L'article 132 de la nouvelle Constitution qui instituait l'égalité des enfants devant la loi, reconnaissait aussi le mariage de fait entre les concubins après deux ans de vie commune ou après la naissance d'un enfant. C'était l'une des premières mesures de ce type mise en place en Amérique Latine<sup>762</sup>, et les défenseurs de celle-ci la considéraient très importante pour la Bolivie, car la majeure partie de la population, notamment parmi les indigènes et les métis, ne se mariait pas. En effet, les couples aymaras et quechuas dans leur majorité vivaient ensemble sans légaliser leur union devant l'État. Cette mesure visait donc à légaliser et régulariser cette coutume très répandue dans le pays, et selon ses défenseurs à « protéger les véritables familles » et à « en finir avec le sentiment de caste » qui caractérisait « le régime matrimonial existant »<sup>763</sup>. Il s'agissait donc de protéger et d'octroyer un niveau d'égalité aux classes populaires par rapport au reste de la société. Avec cette mesure le gouvernement de Villarroel et le MNR visaient à s'attirer le soutien politique des femmes ouvrières, à qui ils octroyaient le statut de femmes « décentes » disposées à se marier<sup>764</sup>. Certains défenseurs du mariage de fait s'inspiraient aussi des idées sur l'héritage biologique et la « race ». Comme leurs homologues dans d'autres pays d'Amérique Latine, certains intellectuels et hommes politiques boliviens croyaient qu'ils pouvaient fortifier biologiquement la Nation à travers l'hygiène publique, les initiatives en faveur de la natalité, les nouvelles lois concernant

---

<sup>762</sup> Idem.

<sup>763</sup> *La Calle*, La Paz, 2 août 1945, cité dans GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001, p. 242.

<sup>764</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

l'organisation de la famille et la transformation des droits d'héritage. Ils supposaient qu'avec l'aide de la science et du travail social ils pourraient construire des familles plus fortes et une « véritable » nationalité à partir de peuples et cultures hétérogènes<sup>765</sup>. Même si en Bolivie il n'y eut pas véritablement de société eugéniste comme au Mexique, au Brésil et en Argentine, les hommes politiques boliviens s'appuyaient sur la science de l'hérédité. Ils considéraient que la modification des lois qui régissaient le mariage et la famille pourraient aider à créer des familles fortes en bonne santé et une race « forte », en même temps que l'on encourageait l'accroissement de la population<sup>766</sup>. C'étaient les idées de l'eugénisme « lamarckien » que l'on a déjà étudié. Plutôt que de se concentrer de manière exclusive sur les fonctions maternelles, les gouvernements de Busch et de Villarroel cherchèrent surtout à favoriser les droits sociaux et la protection du travail. Ils inclurent ainsi des subsides pour la famille dans la Constitution et des lois pour protéger la santé des femmes au travail. Dans ces tentatives d'élévation de la famille et de la « race » nationale, Villarroel et le MNR insistèrent sur le travail productif des femmes au lieu de se concentrer uniquement sur leurs devoirs reproductifs<sup>767</sup>. Pour concurrencer le soutien politique des secteurs ouvriers avec les partis de l'opposition, les idéologues du MNR tentèrent de créer l'image des cholas décentes et travailleuses. Pour justifier leurs liens politiques avec les femmes des classes travailleuses, les hommes politiques du MNR devaient insister sur la position morale de ces femmes et essayer de démontrer que les nouvelles lois sur la famille, comme le mariage de fait leur octroieraient le sentiment et le statut de « femmes décentes »<sup>768</sup>. En leur accordant ce statut, les concubines cholas ne représentaient plus une menace pour la moralité. Cependant, les tentatives de s'accorder le soutien des classes ouvrières ne se limitèrent pas à la mise en place de lois, mais aussi des commémorations qui mettaient la figure de la chola au premier plan.

Assiégé par l'opposition interne et internationale, cinq mois après la prise du pouvoir, Villarroel décida de se rendre à Cochabamba pour la procession de la Fête des Mères<sup>769</sup>. Comme l'explique Gotkowitz, cet événement eut une signification politique très importante car il ne s'agissait pas seulement de rendre un hommage aux mères mais aussi de commémorer les « Héroïnes de la Coronilla », qui avaient perdu leurs vies dans une des batailles pour l'Indépendance les plus remémorées dans le pays : l'affrontement entre des femmes de Cochabamba et les forces royalistes dans la colline de « la Coronilla »<sup>770</sup>. Il s'agissait d'un petit hommage régional qui, grâce au soutien de Villarroel devint la Fête des

---

<sup>765</sup> Idem.

<sup>766</sup> Idem.

<sup>767</sup> Idem.

<sup>768</sup> Idem.

<sup>769</sup> Idem.

<sup>770</sup> On a parlé des « Héroïnes de la Coronilla » dans la note de bas de page n°206 du chapitre 2.

Mères au niveau national le 27 mai, l'une des fêtes nationales les plus importantes en Bolivie. L'origine de cette festivité remonte probablement aux premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle, et elle acquit certainement un peu plus d'importance avec la célébration du centenaire de la bataille en 1912. L'année suivante un monument en bronze dédié aux Héroïnes fut inauguré sur la colline de la Coronilla et le gouvernement bolivien décréta la commémoration explicite de la Fête des Mères ce jour-là. Cependant, une loi promulguée en 1927 choisit le 27 mai comme le jour pour la Fête des Mères dans tous les établissements scolaires, mais sans faire mention des Héroïnes. Ce fut véritablement sous Villarroel que la festivité acquit une importance et une signification nationales particulières comme jour férié<sup>771</sup>.

Villarroel voyait dans la culture populaire et les festivités civiques des scénarios où il pouvait créer des liens avec les classes populaires en même temps que proposer une vision d'unité et d'harmonie nationales. En nationalisant la célébration locale de la journée des « Héroïnes de la Coronilla » Villarroel mettait en scène un mythe de l'intégration culturelle, sociale et économique présenté dans le roman *Juan de la Rosa* de Nataniel Aguirre (1885)<sup>772</sup>. Dans cet ouvrage, l'auteur plaçait les origines historiques de la Nation dans l'héroïsme des métisses de Cochabamba. Cette tradition avait été presque complètement oubliée pendant le XIX<sup>ème</sup> siècle, mais dans les années 1940 elle devint une figure emblématique de la culture politique bolivienne. En convertissant cette fête en férié national, Villarroel ne faisait pas que rendre hommage aux patriotes métisses de Cochabamba, il convertissait les cholas vendeuses de marché (si vilipendées et discriminées) en emblèmes de la Nation<sup>773</sup>. Les journaux qui soutenaient le gouvernement publièrent de nombreux articles à l'approche de la date du 27 mai en l'honneur des Héroïnes de la Coronilla<sup>774</sup>, en les présentant comme des figures courageuses, patriotiques, prêtes à se sacrifier pour l'amour de la patrie et l'indépendance. C'est ce que l'on constate par exemple dans l'extrait de cet article :

« La hazaña de la Coronilla enaltece a la mujer boliviana

(...)

La América toda enalteció el valor temerario de las mujeres de Cochabamba que, según el historiador argentino don Bartolomé Mitre, juraron en la plaza pública que si no habían hombres para defender la libertad, quedaban ellas. En efecto, las mujeres cochabambinas cumplieron su promesa solemne y rindieron su tributo heroico y sublime a la patria.

---

<sup>771</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

<sup>772</sup> Idem.

<sup>773</sup> Idem.

<sup>774</sup> Voir par exemple : « El Sacrificio Simbólico de la Mujer Cochabambina » *La Calle*, La Paz, 27 mai 1943 ; « Homenaje al Día de la Madre Boliviana » *La Calle*, La Paz, 28 mai 1943 ; « Homenaje a las Heroínas de la Coronilla », *El Diario*, La Paz, 23 mai 1943 ; « La Mujer en la Historia y la Patria » Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



El General Belgrano, comandante del ejército auxiliar argentino en el Alto Perú, dispuso que cada noche, en las listas de tropa, un oficial llamase a las heroínas con estas palabras: “¡Mujeres de Cochabamba!” y que respondiese otro oficial: “¡Gloria a Dios! ¡Han muerto todas por la patria en el campo del honor!”

Tan elocuente invocación, que se perpetuó mucho tiempo, ha nutrido el espíritu de los altoperuanos, enseñándoles a no desmayar en el cumplimiento de sus deberes cívicos y ese conjuro sirvió para que alcancemos la independencia como nación con todos los atributos de la soberanía. »<sup>775</sup>

Le sacrifice de ces femmes était toujours souligné afin d’insister sur leur sens de l’honneur et du devoir patriotiques. Des femmes qui se sacrifiaient pour la patrie, ne pouvaient être que des mères capables de se sacrifier pour leurs enfants, à savoir, les futures générations du pays. Les articles de journal tendaient en outre à occulter le caractère régional de cette tradition pour lui donner un caractère national et patriotique. Le jour des Héroïnes, choisi pour devenir la Fête des Mères au niveau national, fut la seule célébration régionale à laquelle Villarroel octroya le statut de férié national<sup>776</sup>. Les autorités obligèrent toutes les vendeuses des marchés, les enseignants et les enfants scolarisés à participer à cette cérémonie à Cochabamba. Ce fut donc véritablement sous les auspices de Villarroel et du MNR que fut créée une relation étroite entre les Héroïnes de Cochabamba, la Fête des Mères et la Nation<sup>777</sup>. Dans les années 1920, c’étaient les associations patriotiques de l’élite de Cochabamba qui invitaient à cette célébration en présentant les Héroïnes comme des femmes lettrées représentant une culture qui n’avait aucun lien avec les secteurs ouvriers<sup>778</sup>. Dans les années 1940, ce fut un syndicat de femmes, de type secours mutuels, composé de vendeuses du marché et dénommé « Las Hijas del Pueblo » (« Les Filles du Peuple ») qui prit en charge les célébrations. L’organisation avait été créée en 1923 à Cochabamba en réaction à une ordonnance municipale qui augmentait le prix de location des postes du marché sous peine d’expulsion. L’organisation avait des liens étroits avec l’Action Catholique qui était très influente parmi les vendeuses du marché et les employées domestiques de Cochabamba<sup>779</sup>. Pendant le gouvernement de Peñaranda (1940-1943), les Filles du Peuple avaient maintenu des forts liens avec l’Église Catholique et les militaires, en évitant les rapports avec le mouvement ouvrier organisé<sup>780</sup>. En 1943, l’organisation comptait plus de 600 membres. Même si elle était ouverte à toutes les vendeuses de marché, elle fonctionnait surtout dans les

---

<sup>775</sup> *El Diario*, La Paz, 27 mai 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>776</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

<sup>777</sup> Idem.

<sup>778</sup> Idem.

<sup>779</sup> Idem.

<sup>780</sup> Idem.

marchés « 27 de Mayo » et « 25 de Mayo » où l'on trouvait les vendeuses et les consommateurs les plus aisés<sup>781</sup>. Les Filles du Peuple transmettaient une image convenable et appropriée pour le gouvernement de Villarroel. Elles semblaient soutenir toutes les mesures d'ordre, d'hygiène et de contrôle de prix mises en place dans les marchés. Elles ne participaient pas aux congrès ouvriers, ni aux meetings comme le faisaient les femmes syndicalistes de La Paz. Elles se maintenaient éloignées de toute action qui pouvait être considérée comme subversive et radicale. Elles maintenaient une identité civique apolitique, en même temps qu'elles fournissaient de l'aide mutuelle à leurs membres et des services de charité pour la communauté<sup>782</sup>. Étant donné qu'elles entretenaient des liens avec les militaires et qu'elles étaient très proches de l'Église Catholique, cela permettait à Villarroel de montrer l'importance politique des militaires ainsi que sa loyauté envers l'Église Catholique et envers la moralité et la famille, précisément au moment où ses détracteurs l'accusaient « d'immoralité » à cause de ses réformes sur le concubinat. Villarroel cherchait non seulement à se rapprocher des secteurs ouvriers mais aussi à façonner une identité nationale<sup>783</sup>. Comme l'explique Gotkowitz : « Más allá de estas consideraciones tácticas, el Desfile del Día de las Heroínas encabezado por las Hijas del Pueblo tenía una profunda significación ideológica. Mientras recurría a las vendedoras para obtener apoyo político, el gobierno de Villarroel buscó plasmar también una visión de la unidad nacional, que celebraba las glorias de las mujeres mestizas en la guerra independentista. Villarroel asumió la defensa de la patria que realizaron las vendedoras mestizas en 1812 como la inspiración para una “nueva Bolivia”. Como una imagen ideal, las mestizas tendían un puente entre el ámbito privado y el público, pues se situaban simultáneamente como madres de una “raza” vigorosa, guardianas de un mercado bien provisto y patriotas valientes que murieron defendiendo la Independencia y el honor nacionales. Para Villarroel, el mercado mismo era un terreno pletórico de símbolos que representaban todo lo que el gobierno pretendía ofrecer: abundancia, bienestar e integración. »<sup>784</sup>

En outre, il n'est pas anodin que la Fête des Mères ait été liée au nationalisme et à l'amélioration de la « race ». Dans la plupart des pays du monde où cette fête fut instaurée, elle servait des objectifs et des intérêts politiques bien précis souvent en relation avec des mesures concernant le bien-être de l'enfance, l'amélioration de l'hygiène domestique, mais aussi des politiques natalistes qui insistaient sur le devoir de maternité des femmes afin de

---

<sup>781</sup> Idem.

<sup>782</sup> Idem.

<sup>783</sup> Idem.

<sup>784</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001, p. 250.

devenir les « mères de la race »<sup>785</sup>. On a déjà souligné l'importance des inquiétudes natalistes juste après la guerre dans le chapitre précédent. La société bolivienne se trouvait angoissée par les pertes humaines qu'elle avait subies pendant la guerre et trouvait qu'il était essentiel de repeupler le pays. Villarroel et le MNR justifiaient les mesures prises en faveur de l'égalité des enfants et du concubinat en affirmant qu'elles serviraient à augmenter les taux de natalité et à repeupler le pays<sup>786</sup>. Cependant, pour Villarroel la signification de cette cérémonie allait au-delà de la démographie du pays et de la maternité. La Fête des Mères comme le jour des Héroïnes était un symbole des luttes anticoloniales, qui devaient servir à refonder le sens de la Nation. Dans un message qu'il adressa aux « Mères de Bolivie » Villarroel leur demandait « d'avoir comme mandat l'exemple de la Coronilla pour façonner la nouvelle Bolivie »<sup>787</sup>. Cette refondation nationale se basait sur une valorisation nouvelle du métissage, dans laquelle le MNR accordait aux Héroïnes l'image positive de femmes métisses. Ce nouveau discours sur la chola va avoir toute sa place dans le nouveau sens et imaginaire que Villarroel voulait donner à la Nation<sup>788</sup>. L'un des moments les plus attendus de la cérémonie en hommage aux mères et aux Héroïnes était le couronnement de la reine des Filles du Peuple. Ce couronnement d'une femme chola symbolisait clairement la récente élévation des Filles du Peuple à un statut de premier plan<sup>789</sup>. En effet, la cérémonie tournait autour de la procession que les Filles du Peuple réalisaient en portant une statue de la Vierge depuis la Cathédrale jusqu'au sommet de la colline, où les attendaient Villarroel, son épouse, le Ministre de la Défense, celui de l'Éducation, ainsi que les autorités régionales, le préfet et le maire. Tous les marchés étaient fermés sur ordre de la Mairie<sup>790</sup>. Au moment où les Filles du Peuple arrivaient au sommet de la Colline, leur présidente prenait la parole pour faire un discours où elle affirmait leur amour pour la Patrie et sa Liberté, en faisant montre de leur loyauté envers la Nation<sup>791</sup>. Comme l'affirme Gotkowitz, cela signalait leur engagement dans ce moment historique. La procession transmettait, en outre, un sens politique. Les Filles du Peuple non seulement représentaient les mères qui luttèrent pour l'Indépendance du pays, mais aussi les origines métisses de la Nation et leur avancement politique et économique car elles étaient au centre de la scène<sup>792</sup>. Dans les années 1920, les associations féminines patriotiques des secteurs dominants avaient joué le rôle de protagonistes de la Fête des Héroïnes. Désormais,

---

<sup>785</sup> Idem.

<sup>786</sup> Idem.

<sup>787</sup> Idem, p. 253-254.

<sup>788</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

<sup>789</sup> Idem.

<sup>790</sup> Idem.

<sup>791</sup> Idem.

<sup>792</sup> Idem.

c'étaient les vendeuses du marché qui sous le gouvernement de Villarroel s'approprièrent cette célébration. En prenant le contrôle du récit historique, elles apparaissaient comme les véritables descendantes des Héroïnes, en affirmant par là les origines métisses de Cochabamba et de la Nation<sup>793</sup>. De plus, leur version de la célébration fut celle qui eut le plus de succès au sens où elle était promue par le gouvernement lui-même. Sous Villarroel, la célébration était retransmise à la radio avec une large diffusion. Si le gouvernement populiste de Villarroel s'appropriait la culture populaire comme un mode de légitimation et comme la démonstration de son alliance avec le « peuple », il faut signaler aussi que la cérémonie servait aux vendeuses du marché de Cochabamba pour reconstituer leurs propres traditions et leurs réseaux de pouvoir. Cette festivité leur permettait d'avoir accès aux institutions de l'État<sup>794</sup>.

Cependant, il faut bien garder à l'esprit que ce discours apparu dans les années 1940 et promu par le MNR et le gouvernement de Villarroel, valorisant le métissage et élevant les cholas au statut de mères de la Nation, était un discours qui provenait des intellectuels, des idéologues du MNR et du gouvernement de Villarroel. Il ne représentait pas du tout la pensée du reste de la société, et encore moins celle des secteurs dominants. Les cholas étaient toujours victimes d'une forte discrimination. De même, comme on l'a vu, les politiques de contrôle hygiénistes mises en place par la municipalité furent tout aussi strictes et répressives envers les cholas dans les années 1940 sous Villarroel que dans les années 1930.

Il est alors très important de comprendre comment eut lieu la politisation des femmes après la guerre et particulièrement celle des cholas des secteurs populaires urbains qui s'organisèrent en syndicats pour lutter activement contre les politiques et discours discriminatoires à leur égard.

## **II) La politisation des femmes après la guerre et l'activisme des femmes syndicalistes**

### **A) La politisation des femmes après la guerre**

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, la fin de la guerre signifia aussi la fin de la prédominance des partis traditionnels sur la scène politique et le surgissement de nouvelles forces politiques socialistes, marxistes et nationalistes sur le devant de la scène comme des options politiques considérées désormais viables. Ainsi se multiplièrent les « clubs » et

---

<sup>793</sup> Idem.

<sup>794</sup> Idem.

groupements politiques socialistes. Cette effervescence politique n'échappa pas du tout aux femmes qui s'organisèrent elles-mêmes en groupements ou centres de tendance marxiste ou socialiste, ou adhèrent à des partis socialistes. Ce fut le cas par exemple d'un centre fondé par des femmes en mars 1936 à Oruro, dénommé Centro Revolucionario Cultural Femenino Rosa Luxemburgo (« Centre Révolutionnaire Culturel Féminin Rosa Luxembourg ») et composé de femmes universitaires, bachelières et lycéennes qui s'étaient réunies dans le but de participer au Congrès Régional des Travailleurs qui allait avoir lieu dans la même ville en novembre de la même année<sup>795</sup>. Ce congrès fut organisé par Waldo Alvarez, l'ouvrier de la gauche radicale qui était Ministre du Travail. Il s'agissait donc d'un événement d'une grande ampleur organisé par le gouvernement qui représenta le plus grand congrès ouvrier jamais réuni jusqu'alors en Bolivie. D'autres organisations de femmes socialistes furent créées à Oruro vers la même époque :

« Cochabamba. La organización de la rama femenina socialista de Oruro

Cochabamba, 23 (Exclusivo).- Ha merecido elogiosos comentarios la organización de la rama femenina del partido socialista de Oruro, esperándose que este bello ejemplo sirva de guía a las mujeres proletarias del resto de la República, en bien de la conquista de sus derechos. »<sup>796</sup>

---

« El Bloque Femenino de Oruro se adhiere al Partido Socialista

Oruro, 26 (Exclusivo).- En el local del Teatro Imperio se realizó ayer el acto de fundación del Partido Socialista, habiendo concurrido numerosos adherentes que exteriorizaron su simpatía por la nueva entidad.

Entre las personas que concurrieron a dicho acto, se notó la presencia del Bloque Femenino de Izquierda presidido por la señorita Rosa Luxemburgo y como delegadas a las señoritas Leonor Beltrán Heredia y Nilda Bethsabé Zuñiga, quienes inmediatamente que se procedió a la fundación del nuevo partido hicieron saber su adhesión a la causa revolucionaria. El numeroso público aplaudió prolongadamente las palabras de la presidenta del mencionado bloque. »

On ne sait malheureusement pas grande chose sur ces organisations de femmes qui se fondèrent peu de temps après la guerre et on ne sait pas exactement de quel parti socialiste il est question dans ces deux articles, puisqu'il y avait parfois plusieurs groupes dénommées « parti socialiste », mais il est probable qu'il s'agisse du « parti socialiste » d'Enrique Baldivieso fondé en 1935. On a cherché des informations sur ces organisations de femmes

---

<sup>795</sup> *El Diario*, La Paz, 17 mars 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>796</sup> *El Diario*, La Paz, 24 mars 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

pour le reste de la période étudiée, mais sans en trouver aucune, ce qui nous laisse supposer qu'il s'agissait d'organisations politiques qui avaient une durée de vie très éphémère, tout comme le « Parti Socialiste » de Baldivieso qui disparut vers la fin de l'année 1936. Cependant, leur existence, ne serait-ce que très éphémère, nous laisse entrevoir que les femmes participèrent pleinement de l'effervescence politique d'après guerre et de la création d'organisations politiques de tendance marxiste et socialiste. D'ailleurs, le deuxième article laisse entrevoir que le « Bloque Femenino de Izquierda » (« Bloc Féminin de Gauche ») présidé par une femme qui utilisait le pseudonyme de « Rosa Luxembourg », existait avant même la création du Parti Socialiste d'Oruro auquel elle adhéra.

De même, l'opinion politique des femmes semblait désormais un élément à prendre en compte dans les réunions des groupes socialistes. C'est ce que l'on découvre avec cet article:

« Las señoritas no están de acuerdo con el marxismo

Potosí, 22 (Exclusivo).- La prensa anuncia que en la reunión del grupo socialista « Avance », concurren expresamente invitadas varias señoritas de la localidad, quienes manifestaron su desacuerdo con los principios adoptados en la hora actual, haciendo notar que hace falta mayor estudio de las doctrinas marxistas, que no pueden ser aplicadas de inmediato a Bolivia ». <sup>797</sup>

De plus, les femmes travailleuses étaient désormais considérées comme des forces politiques importantes à mobiliser :

« Llamado a la mujer trabajadora

Cochabamba, 11, (D. Nl. P.)- Ayer, en la tarde, el Departamento de Propaganda concentró a las mujeres sindicalizadas con motivo de la proyección gratuita de películas cinematográficas, como la intitulada « Pan Nuestro ». El señor Miguel Mercado E., pronunció un discurso explotando el sentido socialista del gobierno actual, que tiende a beneficiar a la mujer trabajadora en especial. Hizo un llamado a la unión de las mujeres obreras para salvar las conquistas sociales. » <sup>798</sup>

Dans ce sens, et avec l'objectif de mobiliser les femmes des classes travailleuses, fut créée le 1<sup>er</sup> Mai 1940, une page dans le journal *La Calle* qui était intitulée « Página de la Mujer Socialista » (« Page de la Femme Socialiste »). Cette Page eut une durée de vie extrêmement éphémère puisque seulement trois numéros furent publiés, deux au mois de mai 1940, et un au mois de juin de la même année.

---

<sup>797</sup> *El Diario*, La Paz, 23 avril 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>798</sup> *La Calle*, La Paz, 12 décembre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



799

On ne connaît pas grande chose sur les rédactrices de cette page car la plus grande partie des articles ne sont pas signés ou sont signés sous des pseudonymes. On sait seulement que l'une des rédactrices était Paz Nery Nava, une assistante sociale qui avait fait partie de la Légion Féminine d'Oruro. Il est probable que les autres rédactrices aient fait partie de la Légion Féminine aussi. D'ailleurs, les objectifs affichés par la Page sont similaires à ceux qu'avait la Légion Féminine quelques années auparavant : des objectifs d'assistance sociale tendant à l'amélioration des conditions de vie des femmes des classes populaires et au rapprochement avec celles-ci. La perspective d'assistance sociale, probablement promue par Paz Nery Nava, est comme on va le voir clairement marquée dans l'orientation de cette publication. De même, l'on sait que les rédactrices de cette Page faisaient partie du « Frente

<sup>799</sup> La Calle, La Paz, 18 mai 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

de la Izquierda Boliviano (FIB)<sup>800</sup> » (« Front de la Gauche Bolivienne »), une organisation éphémère fondée en 1939 qui réunissait plusieurs groupes de gauche<sup>801</sup>. On ignore si les rédactrices de la page en faisaient partie en tant que membres individuelles ou si elles avaient créé la section féminine de cette organisation.

Le jour de sa première parution, la Page se présenta comme un espace de réflexion et de discussion sur les problèmes que devaient affronter les femmes travailleuses du pays afin d'y trouver des solutions. Cependant, la manière dont la solution à ces problèmes allait être trouvée n'était pas spécifiée, le programme de la Page restant donc assez vague :

« A manera de Pórtico. Una página de la Mujer, que se inicia el 1ero de Mayo

Si en un día de importancia mundial, en que los trabajadores de toda la tierra se unen en la emoción y en la esperanza para reafirmar su voluntad de lucha por sus reivindicaciones, queremos dirigirnos a la mujer boliviana, queremos invitarla a considerar sus problemas, comenzando con la tarea de dar solución a ellos discutiéndolos.-

Además de que las mujeres tienen sueldos y salarios inferiores a los de los hombres y que no se les da las probabilidades de llegar a ocupar las más altas situaciones, existe en ellas un retraso cultural enorme que tiene raíces en prejuicios ya históricos (...)

Con una actitud retrógrada oímos oponer a la mujer estudiosa a la mujer del hogar, pero allí ella necesita de muchísimos conocimientos. La educación de los niños es algo en que la madre juega un rol decisivo, una gran comprensión del espíritu infantil es el resultado de un proceso de maduración cultural.

Però no solo en este caso, la mujer trabajadora, la oficinista necesita conocer sus problemas, plantearlos como una madre resuelve sus problemas del hogar, ella misma, y a esto obedece la salida de esta página y si la iniciamos en el día del Trabajo es porque deseamos hacer justicia a un sector de la población que vive en total abandono, la mujer trabajadora. »<sup>802</sup>

On retrouve clairement des sujets féministes abordés par la Légion Féminine quelques années auparavant: l'inégalité des salaires entre les hommes et les femmes et la nécessité d'améliorer l'éducation des femmes. L'insistance sur l'idée que la femme joue un rôle fondamental dans le foyer et dans l'éducation des enfants, reste ancrée dans une vision traditionnelle du rôle attribué aux femmes dans la société, qui n'était pas remise en cause par les féministes boliviennes de l'époque<sup>803</sup>. Cette vision est typique aussi de l'eugénisme « lamarckien » qui accordait aux mères un rôle fondamental dans « l'amélioration de la race ». Il s'agissait d'éduquer les mères dans les notions de puériculture et d'hygiène afin qu'elles puissent élever des enfants « robustes » et en bonne santé. En citant les femmes

---

<sup>800</sup> *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> et 18 mai 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>801</sup> MALLOY James, *Bolivia, the Uncompleted Revolution*, University of Pittsburg Press, Etats-Unis, 1990.

<sup>802</sup> *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> mai 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>803</sup> ALVAREZ María Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.



employées, qui travaillent dans les bureaux (« oficinistas »), le texte fait également appel aux femmes des classes moyennes (desquelles provenaient la plupart des membres de la Légion Féminine, et desquelles proviennent probablement également les rédactrices de cette Page). Il ne s'agit donc pas d'une Page adressée uniquement aux femmes ouvrières prolétaires, mais aux femmes travailleuses en général, même si dans le reste des articles on insiste particulièrement sur la nécessité de se rapprocher des femmes prolétaires, des cholas. C'est ce que l'on observe dans cet article au ton assez paternaliste :

« Tragedia de la mujer proletaria

¿Nos hemos acercado alguna vez a la vida psíquica de la mujer proletaria, de la que nuestro vulgo llama la chola? Aseguramos que no, de lo contrario llegaríamos a comprenderla y a verla de muy distinta manera a la actual. Lo que ocurre es que no queremos bajar un escalón siquiera del pedestal de nuestra superioridad para alargarle las manos de compañeras y ayudarle a resolver sus múltiples problemas, nos sentimos infinitamente superiores y ante todo hacemos primar nuestra poderosa autoridad.

Si por el contrario, tomásemos una actitud más amplia de camaradería antes que de un despotismo sin objeto, seguramente conseguiríamos elevar el nivel cultural de toda esta falange femenina que es el nervio de la nacionalidad.-

A menudo observamos escenas en las que se menosprecia a la chola bien vestida o a la pobre mujer trabajadora, ya sea por alguna actitud importuna o por una expresión de cierta grosería, se quiere exigir maravillosos frutos de un terreno no cultivado. Ante estas cosas me pregunto: ¿Alguna vez se ha planteado por lo menos un estudio somero de la mujer proletaria? Se ha hecho el intento de acercarse a esa psicología resultante del ambiente social que la rodea? Nada, nada se ha hecho por ella y por consiguiente nada por el pueblo. Prueba de esta afirmación es que no tenemos siquiera servicio organizado de Visitadoras Sociales, cosa que en otros países está generalizado.

De su inferioridad cultural, de su atraso, de su grosería y de todo lo que se le echa al rostro de la chola como insulto, no es ella la culpable, ni la responsable, si no ha conocido el aula, no tiene los medios necesarios para esa adquisición, no diré de cultura, ya que este es término mucho más amplio sino de los principios que la permitirían vivir bien, como llamaríamos nosotros, decentemente. ¿Qué sabe ella del origen de las enfermedades? ¿Qué de normas pedagógicas para la educación de sus hijos? ¿Alguien ha llegado a ella con la ciencia en la mano y con el amor en el corazón? He aquí la causa de su tragedia porque su vida no es sino una tragedia física y moral intensa.

En países vecinos del nuestro existen grandes organizaciones de mujeres que luchan por su mejoramiento, en el nuestro se hacen a veces esfuerzos de esta índole pero sin tenacidad, siempre fracasan porque nos falta espíritu de lucha para las grandes batallas del espíritu, ojalá pudiéramos arrojar este lastre que no nos permite avanzar para responder a nuestras compañeras de Latino América que las seguimos en sus grandes movimientos. »<sup>804</sup>

---

<sup>804</sup> Idem.

Ce texte exprime clairement une vision paternaliste, d'une assistante sociale influencée par l'eugénisme « lamarckien » avec l'affirmation de la nécessité d'étudier « scientifiquement »<sup>805</sup> « l'environnement social » dans lequel évoluent les femmes des classes populaires et la nécessité de les éduquer aux notions d'hygiène et de salubrité ainsi que de « pédagogie » pour l'éducation de leurs enfants. En les présentant comme la « nervure de la nationalité », on laisse sous-entendre que l'éducation et l'amélioration de leurs conditions de vie seront bénéfiques pour la Nation. On remarque la frustration de l'auteure vis-à-vis du fait qu'un service d'assistance sociale n'avait pas été organisé en Bolivie. Comme on l'a vu auparavant, les tentatives de mise en place d'une École d'Assistances Sociales par l'État avaient été un échec. Cette vision eugéniste « douce » qui insiste sur la nécessité d'éduquer les mères aux notions d'hygiène et la nécessité d'avoir une législation sociale qui protège les mères et les enfants est très présente dans le reste des articles publiés par la Page. On retrouve plusieurs articles sur les conditions de vie déplorables des femmes et des enfants « prolétaires »<sup>806</sup>. On retrouve également un article sur un projet de Maternité qui insiste sur la nécessité de multiplier ce type d'institutions pour les femmes ouvrières<sup>807</sup>. De même, on retrouve cette enquête que les rédactrices adressèrent à « la femme bolivienne » avec l'objectif de créer une « organisation sociale » de femmes en Bolivie :

« Encuesta dirigida a las mujeres de Bolivia para dar origen a una organización de carácter social. Encuesta dirigida a la mujer boliviana

Siendo de urgente necesidad, el planteamiento de problemas femeninos que gravitan en nuestro país haciéndonos ver que ya ha llegado el momento de discutirlos, de estudiarlos para lograr después algunas reivindicaciones inmediatas, publicamos la siguiente encuesta:

- 1.- Es evidente que la mujer ocupa un lugar de inferioridad con respecto al hombre?
- 2.- Para precisar esta inferioridad no será necesario indicar los modos en que se manifiesta?
- 3.- Existen leyes en nuestro país que protejan a la madre obrera y trabajadora?
- 4.- En el caso de que en algunos sectores se haya logrado en parte esta protección ¿no se la debería ampliar a toda la población de empleadas, trabajadoras obreras y campesinas?
- 5.- En qué podría consistir esta ayuda? Solamente en el goce de licencia antes y después del embarazo? - Acaso una madre que va a dar a luz no necesita aumento de salario y maternidades con elevadas condiciones higiénicas y científicas?
- 6.- Existen en nuestro país cursos, enseñanzas colectivas, etc., destinados a impartir nociones claras y prácticas sobre la educación, cuidado y alimentación

---

<sup>805</sup> L'eugénisme encourageait en effet la gestion « scientifique » et « rationnelle » de la composition héréditaire de l'espèce humaine afin de créer des nouvelles générations plus « fortes » et « saines ».

<sup>806</sup> *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> et 18 mai 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>807</sup> *La Calle*, La Paz, 18 mai 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

de los niños? No sería necesario acercarse a la madre obrera con la ciencia en la mano?

7.- Qué es del infante cuando la madre trabaja? Hay el suficiente número de kindergartens, de casas-cunas para que el niño pobre sea atendido mientras su madre trabaja?

8.- Al defender un mayor grado de cultura para la mujer boliviana, debería nuestra organización, (si es que ella surge a raíz de esta encuesta) lograr una efectiva ayuda de la sociedad y del estado para mejorar las escuelas nocturnas femeninas hasta obtener que ellas impartan una enseñanza profesional de labores perfectamente prácticas?

9.- Solo el analfabetismo es causa del atraso de la mujer? Acaso no es también en gran parte la falta de libertad para desenvolverse en la obtención de los medios necesarios para vivir?

10.- No hay miles de mujeres que no saben qué hacer para resolver sus problemas y que necesitan una organización que las ayude, que las oriente en forma útil?

11.- Si las mujeres nos unimos alentadas por una fuerza común, como se unieron los que nos dieron libertad, no daremos acaso una lección a los hombres de nuestro país que están divididos en círculos estrechos?

12.- Sabemos bastante que nuestro país es un país oprimido, que el pueblo no trabaja para el pueblo, que nuestra economía es exclusivamente monoprodutora (...), pues bien cuando concluya la guerra, cuando no se precise nuestro estaño será el pueblo el que sufra las consecuencias con la espantosa miseria que se acerca, serán los hogares pobres. Deberemos entonces permanecer indiferentes en las luchas del pueblo por el pueblo?

14.- Todas las mujeres latinoamericanas se movilizan en torno a las cuestiones pacifistas. Nosotras ante la posibilidad de que en América se encienda una gran guerra, no deberíamos tratar de crear en nuestro pueblo una conciencia anti-guerrera?

15.- Las declaraciones de los Ministros de la Iglesia demuestran la posición del Catolicismo con respecto al obrero. No será entonces de nuestro deber defender nuestra fe religiosa en forma práctica?

16.- No es necesario reivindicar las grandes cualidades de la mujer indígena y hacerla copartícipe activa de todas las conquistas de la civilización en beneficio de la mujer?

17.- No deberíamos luchar por la educación en general, porque esta no sea un calco de sistemas extranjeros, porque esta esté de acuerdo con las necesidades de nuestro pueblo, con las características del niño boliviano, frente al ambiente sui géneris que lo rodea?

18.- En Chile las mujeres tienen voto para elegir municipales. ¿No será tiempo de que en Bolivia demos los primeros pasos en favor de la posibilidad de una educación y ciudadana y civil femenina?

19.- La discusión que origine este cuestionario, no indicará acaso la necesidad de organizar un gran movimiento femenino por la unidad del pueblo boliviano en la lucha por el progreso, por la paz y el bienestar social?

20.- Y todas estas preguntas, estas sugerencias e inquietudes acaso no han sido desarrolladas ya con eficiencia por las compañeras de otros países y otros continentes?

Las respuestas a este cuestionario que puedan ser realizadas por las personas que tomen interés en estas cuestiones, pueden ser enviadas a la redacción de este diario sección: Una página de la Mujer. »<sup>808</sup>

Cette enquête est très intéressante dans le sens où elle fait montre de l'influence de plusieurs courants politiques et de pensée qui étaient en vogue à l'époque. On retrouve d'une part des positionnements féministes lorsque les rédactrices évoquent la condition « inférieure de la femme », mais aussi le suffrage féminin, même s'il n'y a pas de revendication claire à cet égard. On retrouve, d'autre part, l'influence de l'eugénisme « lamarckien » avec l'évocation de la nécessité d'apprendre aux femmes ouvrières l'hygiène, la puériculture, la pédagogie, mais aussi la nécessité d'obtenir une législation sociale qui protège les mères et les enfants. On retrouve également l'influence du socialisme avec l'insistance sur le concept de « bien-être social », mais aussi les revendications sur l'amélioration des conditions de vie des femmes prolétaires, du « peuple » et l'évocation aux luttes « du peuple pour le peuple ». De même on retrouve l'influence de l'indigénisme, avec la demande d'intégration et de participation des femmes indigènes à la vie sociale et aux conquêtes pour les femmes (qu'on retrouve aussi dans d'autres articles qui parlent de « Indoamérica », « Amerindia », en référence à l'APRA et même un poème de Magda Portal présentée comme l'une des leaders du ce parti<sup>809</sup>). On retrouve aussi l'influence de l'ouvrage de Franz Tamayo, *Creación de la pedagogía nacional*, qui avait été publié en 1910, mais qui après la guerre connut un succès encore plus important, car ses idées trouvèrent un nouvel écho dans les débats politiques et intellectuels de l'époque<sup>810</sup>. Cet ouvrage revendiquait la nécessité de créer un système éducatif qui ne soit pas une copie des systèmes d'éducation étrangers, mais qui soit adapté aux caractéristiques du pays. En outre, l'influence du mouvement pacifiste mondial et latino-américain est également visible avec la référence aux activités pacifistes des femmes latino-américaines (qui avaient connu un grand essor dans les années 1930 au sein du mouvement féministe comme on l'a vu dans les chapitres antérieurs). On voit donc à travers cette enquête, l'influence importante de plusieurs courants politiques et de pensée sur lesquels les rédactrices de cette Page voulaient s'appuyer dans le but de créer une organisation « sociale » de femmes en Bolivie. Celle-ci n'eut jamais lieu, et on ignore quelles furent les réactions et réponses des lectrices à cette enquête, mais l'apparition de la page ne passa pas inaperçue. Au deuxième numéro fut publiée une lettre qu'envoyait une organisation de femmes d'Oruro dénommée « Legión Femenina de Izquierda » félicitant le directeur de *La Calle* ainsi que les

---

<sup>808</sup> *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> mai 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>809</sup> *La Calle*, La Paz, 18 mai 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>810</sup> SORUCO SOLOGUREN Ximena, *La ciudad de los cholos. Mestizaje y colonialidad en Bolivia, siglos XIX y XX*, IFEA-PIEB, La Paz, 2012.

rédaçtrices de la « Page de la Femme Socialiste » pour leur lutte en vue des « idéaux socialistes »<sup>811</sup>. On constate donc avec l'existence de toutes ces organisations de femmes « socialistes » ainsi qu'avec l'existence de la Page de la Femme Socialiste s'inspirant de plusieurs courants de pensée, un véritable processus de réflexion et de politisation vers la « gauche socialiste » d'un secteur de femmes dans le pays. Les rédactrices de la Page de la Femme Socialiste étaient d'ailleurs en contact avec une organisation de femmes socialistes au Chili dénommée « Acción de Mujeres Socialistas de Chile » (« Action des Femmes Socialistes du Chili ») sur laquelle on sait peu de chose. Il semblerait qu'il s'agissait de la section féminine du Parti Socialiste du Chili<sup>812</sup> qui gouvernait le pays voisin à ce moment-là dans le cadre du Front Populaire. Les dirigeantes de cette organisation étaient des féministes proéminentes comme María Montalva ou Felissa Vergara, qui avait été l'une des fondatrices du « Movimiento de Emancipación de las Mujeres de Chile » (« Mouvement d'Émancipation des Femmes du Chili », « MEMCH »)<sup>813</sup>, l'organisation féministe la plus importante de ce pays qui était en lien direct avec l'Action des Femmes Socialistes du Chili. À sa tête se trouvaient Elena Caffarena, la principale dirigeante de l'organisation ainsi que d'autres féministes ayant fait partie du Parti Communiste du Chili mais aussi de la Commission Interaméricaine de Femmes, comme Marta Vergara. L'« Action des Femmes Socialistes du Chili » envoya un message de confraternité aux femmes boliviennes leur souhaitant beaucoup de succès dans leur lutte pour les « principes socialistes » :

« Mensaje de las compañeras chilenas »

Partido Socialista.- Comité Central Ejecutivo.- Santiago, 18 de abril de 1940.-

A las mujeres bolivianas:

MENSAJE DE CONFRATERNIDAD DE LA « ACCION DE MUJERES SOCIALISTAS DE CHILE »

Camaradas:

Desde nuestra tierra chilena, cuna fecunda, donde se gesta el futuro del Socialismo Sudamericano, las mujeres socialistas saludamos efusiva y cordialmente a nuestras hermanas bolivianas del F.I.B. y a través de este mensaje cálido y ferviente como nuestras convicciones e ideales, les deseamos pleno éxito en la misión más importante y digna que como mujeres idealistas podéis realizar: « despertar la conciencia de vuestras hermanas sojuzgadas por centurias de ignorancia y explotación ».

No dudamos que lograréis agruparlas en una organización tan fuerte y muy bien dirigida que, muy pronto la participación femenina de vuestro Partido será

---

<sup>811</sup> *La Calle*, La Paz, 18 mai 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>812</sup> GAVIOLA ARTIGAS Edda, *Queremos votar en las próximas elecciones: historia del movimiento sufragista chileno, 1913-1952*, LOM Ediciones, 2007.

<sup>813</sup> Idem.

el mejor aporte para la lucha por la liberación espiritual y económica de vuestro pueblo.

Que la lucha ardua y difícil, necesaria para imponer en nuestros pueblos un régimen de vida conforme a los principios socialistas, único medio de abolir para siempre la esclavitud de nuestro sexo y de nuestra clase, nos encuentre siempre unidas!

¡Por la futura Confederación de las Repúblicas Socialistas de Latinoamérica!

¡Salud!

MARIA MONTALVA, Jefe Nacional de la A.M.S. y miembro del C.C. del P. Partido Socialista. »<sup>814</sup>

Si effectivement les rédactrices de cette page avaient été membres de la Légion Féminine, il est probable que les liens avec les féministes et socialistes du Chili se soient créés à travers la Légion Féminine quelques années auparavant, étant donné les liens qu'elle entretenait avec les femmes de ce pays et du continent comme on l'a vu au chapitre précédent. Il n'est probablement pas anodin que les liens affichés sur la Page soient avec les féministes et socialistes chiliennes étant donné que les socialistes, en union avec les communistes et les radicaux, gouvernaient le Chili depuis 1938 dans le cadre du Front Populaire. Des liens avec les socialistes chiliennes pouvaient donc sembler aussi importants que stratégiques. Il est clair que les femmes socialistes des pays latino-américains cherchaient à établir des liens de coopération continentaux entre elles. Il est probable que les liens qu'elles aient réussi à créer se soient forgés grâce aux liens déjà existants entre les féministes. Si les liens entre les hommes socialistes des pays latino-américains ont déjà été explorés par l'historiographie, ce n'est pas vraiment le cas pour les femmes socialistes. Cela reste donc un sujet riche et fascinant à explorer. Étant donné que la Page de la Femme Socialiste ne connut que trois numéros, on ignore quelles furent la durée et la solidité des liens avec les femmes socialistes chiliennes.

En outre, l'un des principaux objectifs de la Page était le rapprochement avec les femmes des classes populaires urbaines. Dans ce sens, elles interviewèrent une vendeuse de fruits, qui était selon elles une « active dirigeante » de plusieurs groupes féminins ouvriers, afin de savoir ce qu'elle avait pensé de la Page :

« En nuestro deseo de penetrar sutilmente al espíritu de la mujer proletaria por cuyo mejoramiento luchamos desde las columnas de esta página nos dirigimos a charlar con Agustina Ortega activa compañera dirigente de varios núcleos proletarios femeninos y que tiene su puesto de frutas y de dulces en la esquina de la Plaza Roma frente al lugar donde estuvo el monolito Benet. Veamos lo que nos dice Agustina:

Comenzamos por preguntarle algo acerca de la opinión que tiene de nuestras página y nos habla lo siguiente:

---

<sup>814</sup> *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> mai 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

- Sentí alegría al leer la Página de la Mujer Socialista, porque veía en ella un deseo de ayudarnos en nuestros problemas, con desinterés, hoy solo quiero referirme a algunos aspectos que me interesan.

Me ha entusiasmado muchísimo el punto concerniente a que las mujeres trabajemos por obtener el voto para elegir Alcaldes y Municipales, nosotras las fruteras minoristas, las vendedoras de los mercados deseáramos que se dé a la mujer el derecho de votar para la elección de esta clase de autoridades, pues a veces se cometen con nosotras grandes injusticias y no tenemos derecho a reclamar. Me ha interesado también en la Página, un artículo en el que se dice la verdad acerca de la forma despreciativa con que se trata a las cholas, pues la chola tiene su honradez de mujer trabajadora y ojalá a través de publicaciones se llegara a hacer comprender esto al público. Habría sido más larga nuestra charla con Agustina, notamos que tenía mucho empeño en seguir conversando por el entusiasmo con que se expresaba pero vino un comprador y nuestra entrevista tocó a su fin. »<sup>815</sup>

Il est clair que les rédactrices de la Page cherchaient à attirer les femmes des classes populaires, vendeuses de rue ou des marchés déjà organisées activement, les pousser à rejoindre leurs rangs car il s'agissait d'un secteur très important et actif du mouvement ouvrier. La Page comme on l'a vu, était rédigée par des assistantes sociales provenant de la classe moyenne et ayant une vision assez paternaliste à l'égard des femmes des classes populaires. Il est donc pertinent de se demander si elles auraient effectivement réussi à les attirer vers leurs rangs si l'organisation avait connu une durée de vie plus longue. La réponse à cette question est probablement négative car la plupart des femmes des classes populaires urbaines étaient organisées, de manière très autonome, au sein de syndicats féminins de tendance anarchiste très actifs dans les années 1930 et 1940.

## **B) Brève histoire du mouvement anarchiste en Bolivie**

Les femmes des classes populaires urbaines étaient organisées en syndicats de plusieurs tendances, mais ceux sur lesquels on a le plus d'informations sont les syndicats de tendance anarchiste, d'abord parce que leur histoire a été reconstituée dans les années 1980 grâce aux témoignages oraux, comme on l'a vu dans l'introduction du chapitre, mais aussi parce qu'en étudiant la presse de l'époque on se rend compte qu'il s'agissait véritablement des syndicats de femmes les plus actifs et importants. Pour comprendre leur surgissement, il faut appréhender d'abord la manière dont le mouvement anarchiste apparut et se développa en Bolivie.

Les idées anarchiste, marxiste et socialiste arrivèrent en Bolivie grâce aux mouvements migratoires de travailleurs de plusieurs nationalités qui travaillaient dans les

---

<sup>815</sup> *La Calle*, La Paz, 18 mai 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

exploitations de salpêtre sur la côte Pacifique au Chili, les mines d'étain ou les constructions ferroviaires du début du siècle en Bolivie. Des allers-retours incessants de travailleurs de toutes les nationalités facilitèrent la circulation d'idées, de documents et de pratiques qui parvinrent dans le pays surtout en provenance de l'Argentine et du Chili où ces idées étaient déjà bien implantées et le mouvement ouvrier déjà bien organisé<sup>816</sup>. Ainsi furent fondés des syndicats au début du siècle qui n'étaient plus de type « mutualiste » comme au siècle dernier. Ce fut le cas par exemple de l'Union Ouvrière 1<sup>o</sup> Mai (« Unión Obrera 1<sup>o</sup> de Mayo ») fondée à Tupiza en 1906, qui s'appuyait sur des principes socialistes. Ce syndicat formé principalement d'artisans, publiait le journal « La Aurora Social » et maintenait une bibliothèque ouvrière avec tous les auteurs classiques de la pensée anarchiste : Proudhon, Reclus, Bakounine et Kropotkin<sup>817</sup>. Souvent, la fondation de ce type de syndicats et la diffusion de nouvelles idées se faisait à travers les artisans urbains qui étaient alphabétisés et qui disposaient d'une liberté plus grande dans l'organisation de leur temps de travail. Ils se formaient à travers les lectures et la discussion sur les livres et les documents parvenus des pays voisins<sup>818</sup>. La crise mondiale des prix de 1920-1921 eut un impact profond sur les conditions de vie des ouvriers et des artisans et provoqua le mécontentement et une agitation sociale qui culmina avec les grèves minières de Uncía-Llallagua en juin 1923 ; celles-ci se terminèrent par un massacre perpétré par l'État qui envoya les forces armées. La grève et le massacre eurent un impact considérable au sein des secteurs ouvriers et artisanaux en pleine effervescence idéologique et agitation sociale. Ainsi, à cette époque furent fondés des centres d'étude et de propagande ouvrière comme le Centre Ouvrier d'Études Sociales (« Centro Obrero de Estudios Sociales ») et le Centre Ouvrier Libertaire (« Centro Obrero Libertario ») qui devinrent les porte-paroles des protestations ouvrières face au massacre des mines d'Uncía<sup>819</sup>. Dans le Centre Ouvrier Libertaire étaient réunis des ouvriers de tendance socialiste et anarchiste, mais ces derniers étaient majoritaires. Ceux-ci formèrent plusieurs autres centres d'étude et de propagande, comme le Groupe de Propagande Libertaire « La Antorcha », fondé en septembre 1923, qui était probablement l'organisation libertaire la plus influente des années 1920. Ce groupe était formé par des travailleurs qui eurent une influence importante dans l'enracinement de la pensée anarchiste à La Paz. Les membres de ce groupe participèrent au Congrès Ouvrier qui eut lieu à La Paz en août 1925, où les différences doctrinaires entre les socialistes, les marxistes et les anarchistes commencèrent à se

---

<sup>816</sup> LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C., *Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988.

<sup>817</sup> Idem.

<sup>818</sup> Idem.

<sup>819</sup> Idem.



manifester plus clairement<sup>820</sup>. En 1926, les groupes de propagande anarchiste s'étaient multipliés dans plusieurs autres villes du pays comme Oruro et Sucre. Le groupe « La Antorcha » commença l'édition d'un journal intitulé « La Tea » avec la collaboration de groupes anarchistes d'Argentine. L'activité des centres culturels anarchistes déboucha sur la création de combattifs syndicats anarchistes qui furent fondés par les maçons, les menuisiers, les mécaniciens et les tailleurs. Ces syndicats étaient très autonomes car ils refusaient systématiquement l'intervention d'intellectuels considérés d'origine bourgeoise<sup>821</sup>. Leurs activités pendant toutes ces années se focalisèrent sur l'obtention de la journée de 8 heures qui avait été accordée par la législation sociale promulguée par le président Saavedra (1921-1925) mais qui était systématiquement ignorée par les entreprises. En 1927 fut fondée la Fédération Ouvrière Locale (« Federación Obrera Local », « FOL ») qui était composée des cinq syndicats anarchistes les plus actifs. Cette organisation adopta un système d'organisation fédératif où les directions supérieures, toujours révocables, étaient sujettes à la démocratie directe exercée par les syndicats de base. Cette modalité lui permit une structure très flexible pour affronter la répression de l'État car elle pouvait renouveler rapidement sa direction lorsque ses dirigeants étaient emprisonnés ou exilés<sup>822</sup>. Les principes de cette organisation étaient l'égalité et l'autonomie syndicale, la dignification du travail manuel et l'apolitisme. La FOL refusait donc l'intervention de tous les partis dans l'organisation, qu'ils soient de gauche ou de droite, car cela était considéré comme une dégradation pour l'élan révolutionnaire des syndicats. Il s'agissait de l'un des principaux sujets de désaccord entre marxistes et anarchistes<sup>823</sup>.

En 1927 fut créé le Syndicat Féminin de Métiers Divers (« Sindicato Femenino de Oficios Varios ») par des femmes qui étaient souvent les compagnes des principaux dirigeants anarchistes : Rosa Rodríguez de Calderón, Susana Rada, Felipa Aquize, Catalina Mendoza et d'autres. L'organisation acquit le nom de Fédération Ouvrière Féminine (« Federación Obrera Femenina », « FOF ») au fur et à mesure que les femmes de plusieurs métiers organisaient des syndicats affiliés<sup>824</sup>. En 1929, elles participèrent à la première Convention Nationale de Femmes organisée par l'Athénée Féminin avec l'objectif de réunir toutes les femmes organisées du pays. Comme on l'a vu au chapitre 2, cette réunion fut un échec en raison des différences énormes sur les projets, visions et conceptions du rôle que les femmes devaient jouer dans la société : les féministes demandaient les droits civils et politiques et avaient une

---

<sup>820</sup> Idem.

<sup>821</sup> Idem.

<sup>822</sup> Idem.

<sup>823</sup> Idem.

<sup>824</sup> Idem.

attitude paternaliste vis-à-vis des questions sociales, alors que les femmes des syndicats luttèrent pour la journée de huit heures, la construction de marchés, le soutien à leurs camarades ouvriers, etc. Ainsi, ces dernières finirent par se retirer de la Convention en accusant les féministes d'être trop proches des curés et organisèrent une manifestation en aymara à l'extérieur de la Convention<sup>825</sup>.

La FOL et la FOF participèrent de la solidarité internationale exprimée pour soutenir les anarchistes italiens Sacco et Vanzetti jugés aux Etats-Unis en 1927, ainsi qu'à la campagne de libération de l'anarchiste polonais Simon Radowsky emprisonné depuis une vingtaine d'années au sud de l'Argentine. Leur solidarité s'exprima aussi à l'égard des indigènes ruraux qui luttèrent pour la récupération de leurs terres. Ils établirent des contacts avec eux pendant les années 1920 et ils leur offrirent de l'assistance légale<sup>826</sup>. Les liens entre anarchistes et « caciques indigènes », l'agitation sociale grandissante, la campagne pacifiste promue par les anarchistes lors des prémisses du conflit avec le Paraguay à la fin des années 1920, servirent de prétexte à l'État pour lancer une grande répression à l'encontre des anarchistes et du mouvement ouvrier en général. Celle-ci s'intensifia au fur et à mesure que le mécontentement social grandissait en raison de la crise économique de 1929. Les effets de la grande dépression furent néfastes pour la population. Dans les villes, des masses de chômeurs se mobilisèrent pour demander au gouvernement la création de sources d'emploi et la mise en place de la journée de 8 heures pour limiter le chômage. Dans ce contexte, les anarchistes tentèrent une action conspirative qui échoua<sup>827</sup>. Face à leur force organisationnelle, le gouvernement décida de lancer une répression encore plus féroce. Leurs locaux furent fermés et les principaux dirigeants confinés dans des endroits très éloignés et isolés du pays. Les anarchistes cherchèrent donc à collaborer avec les syndicats marxistes dans un geste défensif contre la grande menace qui planait sur le mouvement syndical. Ainsi, ils organisèrent conjointement une grande manifestation publique le 4 octobre 1931, qui se solda par la mort de plusieurs ouvriers, et qui est restée dans les mémoires comme un événement marquant dans l'histoire du syndicalisme bolivien<sup>828</sup>. Le président Salamanca promulgua en 1932 une législation anti-ouvrière intitulée « Loi de Défense Sociale » qui servait à justifier la répression contre les protestations populaires sous prétexte de l'urgence nationale qu'affrontait le pays en danger de guerre contre le Paraguay. Lorsque la guerre fut

---

<sup>825</sup> ALVAREZ María Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.

<sup>826</sup> Idem.

<sup>827</sup> Idem.

<sup>828</sup> Idem.

déclarée, des centaines de travailleurs et de paysans furent mobilisés par la force et fusillés lorsqu'ils essayèrent de diffuser leurs idées contestataires<sup>829</sup>.

La guerre du Chaco fut donc l'instrument le plus efficace pour démanteler les organisations ouvrières et dans ce sens elle représenta la fin d'une ère pour le mouvement ouvrier et artisan. L'après-guerre inaugura donc une nouvelle étape pour le mouvement syndical où les demandes des ouvriers furent écoutées avec plus d'attention dans un contexte d'inflation aigüe, de pénurie, et donc d'élan pour la mobilisation populaire<sup>830</sup>. C'est à ce moment là qu'eurent lieu les grandes grèves de 1936 qui se transformèrent en grève illimitée avec des tendances insurrectionnelles ; c'était le plus grand mouvement gréviste que le pays ait connu jusqu'alors comme on l'a vu au chapitre précédent. C'est à ce moment-là que surgirent les premières divisions et conflits au sein du mouvement anarchiste. Une partie des anarchistes, fidèle au principe de l'apolitisme, refusa de créer des pactes ou des alliances avec les partis. Une autre, plus pragmatique, décida de collaborer avec les marxistes et de participer aux grèves générales qui culminèrent avec le renversement du gouvernement de Luis Tejada Sorzano et la prise du pouvoir par les militaires Toro et Busch<sup>831</sup>. Comme on l'a vu, ce gouvernement dénommé « socialiste militaire » adopta un modèle d'organisation syndicale corporatif qui était sous contrôle direct de l'État. Le décret de syndicalisation obligatoire d'août 1936 instituait ce modèle. La Fédération Ouvrière du Travail (FOT) de tendance marxiste proposa à la FOL de s'unir avec eux avec l'objectif de constituer un syndicat qui servirait d'interlocuteur avec le gouvernement. Une partie des anarchistes accepta la proposition, et les anarchistes fidèles au principe de l'apolitisme, minoritaires, se retirèrent de l'organisation<sup>832</sup>. Une grande partie des anarchistes participa donc au Congrès Ouvrier organisé par l'État qui eut lieu à Oruro du 29 novembre au 6 décembre 1936. Dans ce congrès fut créée la Confédération Syndicale de Travailleurs de Bolivie (« Confederación Sindical de Trabajadores de Bolivia », « CSTB ») qui, avec le soutien du gouvernement, devint l'organisation ouvrière nationale la plus importante jusqu'à la fondation de la Centrale Ouvrière Bolivienne (« Central Obrera Boliviana ») en 1952<sup>833</sup>. Sous le gouvernement de Busch, la dissolution de la FOL fut décrétée, en même temps que la CSTB était reconnue comme la seule institution légitime pour représenter les travailleurs. Les anarchistes pragmatiques passèrent à la CSTB et les anarchistes plus doctrinaires essayèrent tant bien que mal de faire vivre une FOL complètement affaiblie. La guerre et la cooptation du mouvement

---

<sup>829</sup> Idem.

<sup>830</sup> Idem.

<sup>831</sup> Idem.

<sup>832</sup> Idem.

<sup>833</sup> Idem.

syndicaliste par l'État représentèrent une période de déclin pour les syndicats anarchistes masculins<sup>834</sup>. Ce fut tout le contraire pour les syndicats anarchistes féminins qui surgirent avec force après la guerre. Ce fut à travers eux que le syndicalisme anarchiste connut encore un certain dynamisme après la guerre.

### C) Le surgissement des syndicats de femmes anarchistes

La Fédération Ouvrière Féminine (FOF) avait disparu au début des années 1930 sous la répression féroce enclenchée par l'État contre le mouvement ouvrier. Cependant, tout juste après la guerre plusieurs syndicats de femmes de tendance anarchiste furent créés, redonnant vie au mouvement anarchiste et à la FOF.

Le premier syndicat de femmes fondé après la guerre fut le Syndicat de Cuisinières (« Sindicato de Culinarias »), créé en août 1935. Il fut fondé en réaction à l'interdiction que subirent les cuisinières et les cholas en général, de monter dans les tramways, que l'on a évoqué précédemment. La fondatrice de cette organisation, Petronila Infantes, raconte les origines de l'organisation dans les termes suivants :

« De repente, ya no nos han dejado subir al tranvía; las señoras nos decían: “¡éstas cholas, éstas con sus canastas, nos rasgan las medias!” “¿Qué vamos a hacer? Iremos donde el señor Burgaleta, el jefe de la Electricidad.” Pasé la voz en el mercado: “a tal hora vamos a estar en la puerta de la Municipalidad.” Cocineras, cholas, así medias cholitas, ¡llenita la Municipalidad! Así que cuando yo he llegado hemos entrado a su oficina del señor Burgaleta. Y hemos dicho: “por qué no podemos subir a los tranvías? cuando los tranvías están para las cholas, para las empleadas, no para las señoras. Las señoras ocupan automóviles; el tranvía es para las que trabajan”. »<sup>835</sup>

Cette protestation fut soutenue par une grande partie du mouvement ouvrier. La CSTB ainsi que la Fédération Ouvrière Départementale (« Federación Obrera Departamental », « FOD ») publièrent des communiqués dans la presse protestant contre cette interdiction. L'action des cuisinières eut du succès car à la fin du mois d'août la Direction Municipale des Services Électriques donna de nouvelles instructions à la « Bolivian Power », l'entreprise chargée du service électrique, selon lesquelles l'accès aux tramways ne devait pas être interdit radicalement aux personnes portant des paniers et des sacs, mais qu'il correspondait au bon

---

<sup>834</sup> Idem.

<sup>835</sup> Entretiens avec Petronila Infantes du 20 octobre 1985 et du 25 août 1986 dans WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 25.

critère de la personne chargée de faire payer le billet, de savoir quand est-ce que les paniers pouvaient salir ou encombrer d'autres passagers, interdisant à ce moment-là l'accès<sup>836</sup>.

La protestation spontanée des cuisinières acquit la forme d'une organisation durable sous l'influence et avec le soutien de la FOL. Petronila Infantes raconte comment son partenaire, qui était un dirigeant de la FOL, l'encouragea à former un syndicat :

« “¿Qué vamos a hacer?” , estábamos hablando así en la recova. Don José Mendoza, que después fue mi compañero, me decía: “tienen que organizarse en un sindicato, organícense!”. Esa tarde parecía también fácil organizar. No teníamos local; entonces en el mercado nomás nos reuníamos, en los lugares que estaban vacíos. Hacíamos lo imposible para salir de las casas. Cuando venían los soldados nos decían que nos retiremos. Unos compañeros han proporcionado un cuarto, pero ¿de dónde íbamos a entrar pues todas? ¡Hartas, hartas éramos! Así hemos fundado el Sindicato de Culinarias, el 15 de agosto de 1935. La FOL ha asistido. »<sup>837</sup>

« Nos hemos adherido a la FOL para tener más fuerza y para que sea más grande la FOL, tenga más resistencia. En la Federación Obrera Local estaban zapateros, carpinteros, sastres, albañiles, de todo. »<sup>838</sup>

L'espace de sociabilité et de politisation de ces femmes était donc le marché, car c'était l'espace où elles se retrouvaient et pouvaient discuter. Plus tard elles eurent accès aux locaux de la FOL pour se réunir et ensuite un local propre. Les cuisinières de l'époque bénéficiaient de meilleures conditions de travail que les employées domestiques, car elles étaient employées seulement pour cuisiner. Cela leur permettait d'avoir plus de temps libre que les employées domestiques, pour pouvoir se réunir l'après-midi, après avoir préparé le déjeuner et avant de revenir préparer le dîner. Elles pouvaient se réunir aussi le soir<sup>839</sup>.

Immédiatement après avoir fondé leur organisation elles envoyèrent des lettres informant de leur organisation à la presse anarchiste d'Argentine, du Chili et du Pérou qui les félicita et publia des articles à leur sujet dans leurs journaux et revues :

« Nos han mandado también manifiestos de periódicos, felicitándonos por lo que nos hemos dado las mujeres de Bolivia, que se han organizado bajo el sindicalismo libertario. »<sup>840</sup>

---

<sup>836</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>837</sup> Entretien avec Petronila Infantes du 29 octobre 1985, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 68.

<sup>838</sup> Entretien avec Petronila Infantes du 4 octobre 1985, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 72.

<sup>839</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 78 et 83-84.

<sup>840</sup> Entretien avec Petronila Infantes du 4 octobre 1985, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 27.

Ces actions dénotent la volonté de créer des liens avec des organisations similaires du continent. On a essayé de trouver d'autres indices qui nous permettraient de savoir si elles maintenaient des liens avec des organisations anarchistes féminines du continent et on n'en a trouvé aucun. Ni documents dans la presse, ni mention à cela dans les ouvrages qui traitent des syndicats féminins anarchistes, ni connaissance de cela par les descendants de la famille de ces femmes lorsqu'on les a interviewés. Il est probable que leurs liens avec les syndicats anarchistes du continent aient eu lieu à travers la FOL, qui surtout dans les années 1920, avait été en contact avec les anarchistes argentins.



841

Le deuxième syndicat de femmes à se former fut l'Union Féminine de Fleuristes (« Unión Femenina de Floristas ») en mai 1936. Elles s'organisèrent en syndicat pour demander à la municipalité la construction d'un nouveau marché de fleurs car celui qu'elles avaient avait été détruit par un débordement de la rivière en 1935. Ce débordement avait

---

<sup>841</sup> Membres du Syndicat de Cuisinières et de la FOL, l'année 1937 approximativement. Photographie extraite de WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

provoqué la mort d'une trentaine de fleuristes et de leurs enfants. Plus tard, sous l'impulsion de ces deux premiers syndicats, d'autres syndicats furent fondés entre 1938 et 1940 dans les marchés, comme celui des Travailleuses de la Viande (« Trabajadoras en Vianda »), celui des Vendeuses de Fruits au détail (« Fruterías »), celui des Vendeuses de Lait (« Lecheras »), celui des Commerçantes au détail (« Comerciantes Minoristas ») et finalement celui des Voyageuses vers l'Altiplano (« Viajeras al Altiplano ») fondé à la fin des années 1940, et constitué par des femmes qui voyageaient pour amener des produits de la campagne et de la frontière avec le Pérou. Elles s'organisèrent pour faire face aux abus des autorités dans les douanes. Tous ces syndicats adhèrent à la FOL<sup>842</sup>. En 1940, ces femmes s'organisèrent en une fédération qui réunissait tous ces syndicats, qu'elles rebaptisèrent Fédération Ouvrière Féminine (FOF) et qui était affiliée à la FOL. Petronila Infantes fut la Secrétaire Générale de cette organisation de 1940 à 1945<sup>843</sup>.

Les femmes appartenant à la FOF étaient pour la plupart des femmes d'origine aymara qui s'identifiaient elles-mêmes comme des cholas, comme on a pu le voir au début du chapitre. C'étaient des femmes qui étaient indépendantes économiquement et qui avaient un sens très élevé de cette indépendance :

« No, yo no conozco su plata del hombre, ni un centavo. Esa suerte he tenido. »<sup>844</sup>

« He trabajado siempre para la instrucción de mis hijos (...) Esa es la satisfacción que tengo (...) Estaba acostumbrada a trabajar y a disponer de lo que yo gano. »<sup>845</sup>

Elles suivaient les principes anarchistes de recherche de liberté et de lutte contre l'exploitation et la discrimination pour se constituer en personnes libres :

« Nuestra organización era libertaria ; nos organizamos en virtud de que nadie nos dirija, ni nadie nos maneje ».<sup>846</sup>

« El anarco-sindicalismo es libertario, libre pensamiento, la manera de vivir, de ser libres, de hablar ; esa libertad de la voz (...) Los socialistas eran de otra tendencia, ellos decían que había que respetar las leyes ; los anarco-sindicalistas no estaban de acuerdo con las leyes del Estado ».<sup>847</sup>

---

<sup>842</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>843</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>844</sup> Entretien avec Nicolasa Ibáñez du 9 janvier 1986, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 54.

<sup>845</sup> Entretien avec Petronila Infantes du 29 octobre 1985, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 54.

<sup>846</sup> Entretien avec Petronila Infantes du 4 octobre 1985, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 56.

<sup>847</sup> Idem.

Elles appliquaient les principes de l'anarchisme dans le fonctionnement de leur organisation qui était très démocratique. C'est ce que raconte une ancienne dirigeante du marché de Sopocachi à La Paz en parlant de leurs réunions :

« Y cada una pues, a la secretaria pide la palabra, siempre dice: “Compañera, ¿me permite la palabra?”. “Ya, lo tiene”, dice. Entonces esa tiene que hablar solita, decir cualquier cosa, ella está opinando, cómo puede ser, solita habla y todas tenemos que escuchar. Entonces, la otra ha concluido, la otra también pide. La otra dice si está de acuerdo con eso, y la otra dice: “No estamos de acuerdo nosotros, no debe ser así, así tiene que ser”. Así es pues la reunión. »<sup>848</sup>

Elles racontent que leurs relations se basaient sur le respect mutuel, mais aussi sur la solidarité. Le syndicats servait ainsi d'espace de solidarité et d'aide mutuelle : lorsque l'une des membres tombait malade ou se faisait emprisonner tous les autres membres se mobilisaient pour l'aider<sup>849</sup>. De même, elles étaient très indépendantes vis-à-vis des syndicats masculins et de la FOL. Cette indépendance passait d'abord par un financement propre : chaque membre contribuait au syndicat en fonction de ses possibilités et elles organisaient aussi des activités diverses (soirées, pique-niques) afin de récolter de l'argent. Leurs activités étaient très indépendantes vis-à-vis de la FOL, mais cela n'empêchait pas une étroite collaboration mutuelle<sup>850</sup>. Les hommes de la FOL interviewés dans les années 1980, en parlant des femmes syndicalistes de la FOL expriment beaucoup d'admiration et de respect vis-à-vis de leur militantisme. C'est ce que l'on constate dans les témoignages suivants :

« Lisandro Rodas : Las mujeres de la FOL eran admirables. Cuando venían compañeros de la Argentina o de Chile, decían : ¡Caramba ! Aquí es una gran cosa, marido y mujer accionan juntos, por un lado, por otro lado. Nosotros no podemos hacer eso en nuestros países ; nosotros los hombres somos idealistas, pero las mujeres... católicas reaccionarias.

José Clavijo : Sí, las compañeras eran compañeras de lucha, eran mujeres valientes, pero valientes en todo el sentido de la palabra, revolucionarias como ellas solas, yo no sé... En cada manifestación salíamos todos juntos y nos lanzábamos protestando contra todos los abusos, vejámenes, impuestos que se querían imponer también sobre ellas. Pero a ellas, no era cosa fácil hacerlas retroceder...

---

<sup>848</sup> Entretien avec Nicolasa Ibáñez du 27 février 1986, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 59.

<sup>849</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 60-61.

<sup>850</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 63-65.



Lisandro Rodas: ...Las mujeres como la Rosa<sup>851</sup>, la Cata<sup>852</sup>, la Peta<sup>853</sup>, se han mantenido como una raíz... enraizada en la tierra, que no han podido torcer jamás. Yo hubiese querido que ustedes escuchen sus arengadas de la Peta, ¿no ve? ¡Caray, fuerte! Como la Rosa también; decididas. A ellas no les importaba que las lleven presas, cualquier cosa. Pero eran unos discursos que realmente atraían a las mujeres y así se ha formado el Sindicato Femenino de Oficios Varios, después el Sindicato de Culinarias, de las floristas, de las vendedoras de mercados, lecheras, viajeras... Eran multitudes pues. Ellas iban por delante y nosotros por detrás; hacíamos lo efectivo, lo que queríamos todos. Era de verse, de escucharse cómo eran de un temperamento de acción, parecía que querían agarrarlo al enemigo, destrozarlo, hacerlo tiras, así era su expresión.

Max Mendoza: Tenían un temperamento audaz, violento. »<sup>854</sup>

S'il est possible que leurs paroles soient teintées de nostalgie, leurs propos restent quand même hors du commun pour des hommes syndicalistes qui s'expriment sur l'action et les activités de leurs camarades femmes. Cela témoigne des relations d'égalité et d'horizontalité qu'ils entretenaient au sein de la FOL sous les idéaux anarchistes. D'ailleurs, les membres de la FOF occupèrent des postes de responsabilité au sein de la FOL. C'est le cas de Rosa Calderón qui occupa le poste de Secrétaire des Relations du Travail en 1930 et de Petronila Infantes qui occupa le poste de Secrétaire des Actes en 1940<sup>855</sup>. Ces idéaux étaient également mis en pratique dans leurs relations personnelles et conjugales. Ainsi, la plupart des femmes de la FOF avaient choisi de ne pas se marier :

« Nunca he tenido marido, no me gustaba, porque eso de atención al marido, ay, se necesita paciencia, por eso he sido enemiga de tener marido. »<sup>856</sup>

« Yo no me he querido casar, yo le he dicho : “vamos a vivir así nomás, si congeniamos, bien, si no congeniamos, nos separamos amistosamente. »<sup>857</sup>

À travers leur indépendance économique, leur autonomie dans leurs relations syndicales mais aussi conjugales, ces femmes peuvent nous apparaître comme plus libres et féministes que les féministes elles-mêmes, aux yeux du féminisme de notre époque. Cependant, les féministes de l'époque en Bolivie, et en Amérique Latine en général, ne

---

<sup>851</sup> Il se réfère à Rosa Rodríguez.

<sup>852</sup> Il se réfère à Catalina Mendoza.

<sup>853</sup> Il se réfère à Petronila Infantes.

<sup>854</sup> LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C., *Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988, p. 157-159.

<sup>855</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 65.

<sup>856</sup> Entretien avec Catalina Mendoza du 24 décembre 1985, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 57.

<sup>857</sup> Entretien avec Petronila Infantes du 4 octobre 1985, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 57.

remettaient pas du tout en question les rôles traditionnels attribués aux femmes ni les normes de genre. Ainsi, elles ne s’opposaient pas du tout à la féminité ou à la maternité ; au contraire elles les exaltaient en insistant sur leur importance pour la Nation et la complémentarité qu’elles apportaient aux hommes<sup>858</sup>. Dans ce sens, il ne leur serait jamais venu à l’esprit de s’opposer au mariage, et comme on l’a vu dans le précédent chapitre, des leaders féministes très actives et combattives devenaient beaucoup moins dynamiques une fois mariées. En ce qui concerne les femmes syndicalistes, elles ne se considéraient pas du tout comme féministes car elles associaient le mouvement féministe à la bourgeoisie et elles ne partageaient pas du tout les objectifs des féministes. En tant qu’anarchistes l’obtention des droits civils et du suffrage féminin ne les intéressait pas<sup>859</sup>. Leurs demandes étaient liées à leurs conditions de vie et de travail : ainsi elles luttaient pour la journée de travail de huit heures mais aussi contre toutes les formes d’abus et de discrimination qu’elles subissaient de la part de la société et des autorités. Néanmoins, elles étaient conscientes de la double oppression qu’elles devaient subir en tant que « prolétaires » mais aussi en tant que femmes. C’est ce que l’on constate dans ce texte de Petronila Infantes adressé aux « camarades prolétaires » :

« A mis compañeras proletarias

(...) La cadena del hombre es la nuestra y tal vez es más pesada, más negra y más infamante es la nuestra. ¿Sois obrera? Por el hecho de ser mujer se nos paga menos que al hombre y nos hacen trabajar más. Bajo el imperio de la injusticia social en que se pudre la humanidad, la existencia de la mujer oscila en el campo mezquino de su destino, cuyas fronteras se pierden en la negrura de la fatiga y el hambre o en las tinieblas del matrimonio y la prostitución.

Compañeras: este es el cuadro doloroso que ofrecen las modernas sociedades. Por este cuadro veis que hombres y mujeres sufren por igual la tiranía de un ambiente político y social que está en completo desacuerdo con los progresos de la civilización. En los momentos de angustia dejemos de elevar nuestros ojos al cielo: ahí están aquellos que más han contribuido a hacernos las eternas esclavas. El remedio está aquí en la tierra y es la REBELIÓN.

Petronila Infantes. »<sup>860</sup>

Ainsi, même si elles ne se considéraient pas féministes, elles étaient bien conscientes de leur condition de femmes et cherchaient aussi la libération en tant que telles. Leur appel à

---

<sup>858</sup> ALVAREZ María Elvira, *Movimiento feminista et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.

<sup>859</sup> Lorsqu’en 1947, l’Union Civique Féminine, une organisation féminine de femmes catholiques de l’oligarchie dont on parlera au chapitre suivant, leur avait demandé leurs signatures pour une demande en faveur du suffrage féminin, les membres de la FOF refusèrent la proposition au travers d’un manifeste public. LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C., *Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988.

<sup>860</sup> « A mis compañeras proletarias », document syndical sans date, archives de Petronila Infantes, extrait de WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 62.

ne pas élever leurs yeux au ciel est une claire invitation à laisser de côté la religion et la religiosité qui étaient perçues aussi comme des instruments d’oppression pour les femmes.

La politisation et formation politique de ces femmes se faisaient au sein de leurs syndicats et de la Fédération Ouvrière Féminine. En effet, elles disposaient d’une bibliothèque. Elles avaient demandé aux maisons commerciales et aux librairies de leur donner des livres et elles disposaient de toutes sortes d’ouvrages. Comme une partie d’entre elles était analphabète, celles qui savaient lire et écrire lisaient à voix haute pour leurs camarades. C’est ce qu’elles nous racontent dans les témoignages suivants :

« Petronila Infantes : Como Sindicato hemos pedido libros a las casas, a las librerías ; mediante oficios. Ahí estaban en la vitrina todos los libros; teníamos libros de toda clase: obras picarescas, sociales, cuentos, todo eso. Las compañeras se interesaban, querían leer. Otras no sabían leer, entonces leíamos y las compañeras ponían atención. A mí me decían: “lea usted, compañera Peta”; a la que sabía: “¿qué dice aquí?”. Abrían el libro y veían figuras: “¿qué cosa quiere decir ésto?”. Había una Graciela Rodríguez, esa: “lee pues, a ver, saca un libro, a ver, de esto lee”; yo leía, las otras también leían para las otras, así.

Chela Salas: Mi mamá no sabía leer, pero le gustaba que se lo lean. Ella me contaba siempre de “La Madre” de Gorki y un cuento “Santusa y Marcelo”; decía: “me lo han leído ese cuento en las reuniones”. Esas cosas le gustaba y nos contaba a nosotros como si ella hubiese leído...

Natividad Veramendi: Sí, teníamos libros; ahí estábamos estudiando, estábamos aprendiendo también las que no sabíamos leer. Yo feliz sé asistir con mi cuaderno; a veces también no podía tener tiempo, no iba, me he faltado. Así es pues, si yo hubiera sabido leer y escribir, yo hubiera escrito: tal cosa está pasando tal fecha, todo así.

También me gustaba lo que nos daban charlas en el Sindicato. Decíamos: “aquí vamos a aprender mucho, vamos a salir un poco mejor despiertas”. De todo se hablaba; unas tenían un pensamiento y otras también otro.

Petronila Infantes: Muchas cosas hemos aprendido, por ejemplo, a entrar a una oficina, cómo se habla, cómo se presenta. Como una escuela era, pues.

Ahí yo he leído tantas obras. Por ejemplo, este Antonio Balatos, socialista; Enrique Malatesta, que es anarquista; después, Máximo Gorki, que es comunista, medio sindicalista y comunista. Obras sociales como de Edmundo Dantés; Los Tres Mosqueteros de Alejandro Dumas. Sobre Durruti y Emma Goldman he leído en los periódicos que recibíamos del exterior. De joven he leído mucho, con el tiempo una se olvida. »<sup>861</sup>

---

<sup>861</sup> Entretiens extraits de WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 91-94.

Grâce aux témoignages on découvre aussi qu'elles avaient voulu créer un centre culturel qui leur servirait de centre d'apprentissage et de formation culturelle. Ce projet n'eut finalement jamais lieu à cause du manque du temps des membres qui travaillaient et devaient s'occuper de leurs enfants<sup>862</sup>. Cependant, la FOF ne manqua pas d'organiser des soirées artistiques et littéraires où avaient lieu des séances de chant, de récitation de poèmes, de danse, de présentation de pièces de théâtre politisées souvent à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai où elles manifestaient toujours à côté de la FOL. Elles participaient aussi activement aux soirées littéraires et artistiques organisées par la FOL<sup>863</sup>.

Les syndicats des femmes anarchistes jouèrent un rôle très important dans la sphère publique avec leurs actions visant à lutter pour leurs droits de femmes travailleuses, mais aussi à s'opposer aux abus et à la discrimination provenant des autorités et de la société en général.

#### **D) Les actions des femmes syndicalistes**

Les syndicats de femmes anarchistes furent très actifs pendant les décennies 1930 et 1940. Les articles mentionnant leurs actions sont extrêmement nombreux dans la presse. On n'a presque pas trouvé d'articles concernant les actions éventuelles d'autres syndicats de femmes d'autres tendances (socialistes, marxiste, etc.), ce qui nous laisse supposer que les femmes organisées en syndicat l'étaient surtout autour du mouvement anarchiste, ou en tout cas que leurs syndicats féminins étaient les plus actifs et importants.

L'une de leurs premières actions fut comme on l'a déjà vu, protester contre l'interdiction qu'elles avaient de monter dans les tramways en août 1935. Elles obtinrent gain de cause et la mobilisation contre cette mesure permit la création durable du Syndicat de Cuisinières. Cependant, elles durent s'affronter plusieurs fois à ce type d'interdictions qui furent décrétées à plusieurs reprises. En juillet 1939, les femmes du Syndicat de Cuisinières s'adressèrent à la presse pour dénoncer le fait que les chauffeurs ne les laissaient pas monter dans les tramways avec leurs paniers, alors que c'était déjà une « coutume acceptée depuis longtemps » et que c'était « inhumain » de les obliger à parcourir de longues distances avec leurs paniers<sup>864</sup>. On ne sait pas quelle fut l'issue de cette interdiction, mais il est probable qu'elle fut levée temporairement suite aux protestations du Syndicat de Cuisinières. En juin 1941, l'accès aux tramways fut interdit aux « femmes indigènes laitières » qui

---

<sup>862</sup> Idem, p. 94.

<sup>863</sup> Idem, p. 143-154.

<sup>864</sup> *El Diario*, La Paz, 5 juillet 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

approvisionnaient la ville en lait<sup>865</sup>. On n'a pas trouvé d'informations sur une action de protestation de femmes syndicalistes, mais il est très probable qu'elle ait bien eu lieu. En mai 1944, elles durent s'affronter encore à une nouvelle interdiction de monter dans les tramways et bus de la ville, suite à une plainte déposée par une femme selon laquelle les paniers des cholas lui avaient déchiré ses « bas »<sup>866</sup>. Il s'agissait de la même excuse utilisée en 1935 lors de la première interdiction. À cette période le Syndicat de Cuisinières était divisé. L'une des membres s'était retirée et avait fondé un autre syndicat de cuisinières qui avait adhéré à la Fédération Ouvrière Syndicale (« Federación Obrera Sindical », « FOS ») de tendance marxiste. On a trouvé très peu d'informations sur ce nouveau syndicat de femmes cuisinières ; mais l'on sait qu'elles se mobilisèrent contre cette nouvelle interdiction. Elles publièrent une résolution dans le journal *La Calle* où elles affirmaient que la mesure portait atteinte à leurs droits de femmes travailleuses et à la Constitution Politique de l'État. Elles menacèrent d'une grève générale si la mesure n'était pas révoquée.<sup>867</sup>

L'obligation d'avoir une carte d'identité et une carte de santé fut également combattue par le syndicat de femmes cuisinières en 1935. Elles s'opposaient à l'obligation d'obtenir une carte d'identité car ce n'était pas une démarche gratuite et, en tant qu'anarchistes, elles s'opposaient au contrôle des individus par l'État. Elles manifestèrent de manière massive en novembre 1935 contre l'obligation de ces deux cartes :

« Petronila Infantes : Nosotras hemos rechazado: “no podemos sacar porque nos cobran, si fuera con carácter gratuito tal vez”, pero mientras tanto no hemos querido. Hemos hecho una manifestación grande. Hemos entrado hasta donde el Presidente, donde Tejada Sorzano. Así era cada vez que teníamos algún problema: hacíamos manifestaciones en la Plaza Murillo<sup>868</sup>; hirviendo la gente, las culinarias. La Plaza Murillo llena de gente.

Natividad Veramendi: Más me acuerdo yo de la lucha del carnet de identidad. Esas veces querían que tengamos carnet. Entonces han dicho las compañeras dirigentes: “no vamos a pagar, ¿por qué vamos a pagar las mujeres?”. Hemos entrado en la manifestación por la Calle Comercio, cuando los agentes al frente del Palacio habían estado, llenito. Entonces ya nos han insultado. Nosotras mujeres jóvenes éramos. “¡Uh, la masa era pues grave!”. A puñetes nos hemos agarrado con los agentes, con zapatos de sus cabellos les hemos jalado.

Pucha, grave nos hemos peleado. Les hemos ganado nosotras. “¿Por qué vamos a pagar? ¡No podemos pagar!”. Ellos dicen: “¡van a pagar, van a pagar!”. Y nosotras: “¡no y no y no!, nada de impuesto, nada de patente; la mujer no debe pagar, ¡no y no!”. Hemos hecho correr a los agentes. Estábamos reclamando por bien de nosotras, cómo no me he de enojar. De esa manera no

---

<sup>865</sup> *La Calle*, La Paz, 1<sup>er</sup> juin 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>866</sup> *La Calle*, La Paz, 30 mai 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>867</sup> Idem.

<sup>868</sup> La « Plaza Murillo » est la place principale de La Paz où se trouvent le Palais Exécutif et le Palais Législatif.

hemos pagado los carnets que pagamos ahora. Por muchos años hemos conseguido; no hemos permitido. »<sup>869</sup>

Ces témoignages nous laissent entrevoir que les manifestations que ces femmes organisaient étaient très massives et s'accompagnaient de violences de la part des policiers. Le caractère massif et le fait qu'elles accèdent au Palais Exécutif pour faire part de leurs demandes au Président lui même, nous sont confirmés par des articles de journaux postérieurs concernant d'autres actions similaires. Pour cette mobilisation, elles adressèrent une lettre au président dans laquelle elles argumentaient qu'elles n'étaient pas en mesure de payer en raison de la cherté de la vie et du peu d'argent qu'elles gagnaient. Le résumé de cette lettre fut publié dans le journal *La República*<sup>870</sup>. Elles se mobilisèrent aussi contre l'obligation d'obtenir une carte de santé de 1935 à 1936, non seulement en raison du caractère payant de cette démarche administrative, mais aussi, comme on l'a vu, parce qu'elles devaient passer un examen médical dans le Bureau d'Hygiène de la Municipalité où étaient contrôlées médicalement les prostituées. Elles considéraient que cela portait atteinte à leur dignité et honnêteté de femmes travailleuses. Elles avaient aussi une réticence à ce qu'on contrôle leurs corps et elles comprenaient que cette mesure partait de la prémisse qu'elles étaient des femmes potentiellement « sales », « malades » et par conséquent « dangereuses », ce qu'elles considéraient comme offensant :

« Natividad Veramendi : El problema era que tenían que mirarnos nuestro cuerpo. Nosotras hemos dicho: “¿por qué nos van a ver? ¿qué cosa?, ¿qué habíamos sido? no somos enfermas”. Nos hemos enojado también esa vez. »<sup>871</sup>

Pour protester contre cette mesure elles s'adressèrent au journal *La Calle* qui publia le mémorial qu'elles envoyèrent au Gouvernement où elles demandaient aussi que leur soit appliquée la loi de la journée de 8 heures :

« Las cocineras se huelguizarían

LA CALLE acaba de recibir la visita de dos delegadas del Sindicato de Culinarias, que le han traído copia de un memorial elevado a conocimiento del Gobierno, planteando una serie de sus reivindicaciones inmediatas y denunciando los torpes abusos de que son víctimas.

Las delegadas del Sindicato de Culinarias son dos cholitas (sus nombres se reservan por razones obvias) que hablan con fervorosa pasión, y nosotros no

---

<sup>869</sup> Entretiens avec Petronila Infantes et Natividad Veramendi, 1985-1988, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 97-98.

<sup>870</sup> *La República*, 5 novembre 1935, dans WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>871</sup> Entretien avec Natividad Veramendi, 1988, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 100.

podemos menos que comunicar el interés que despiertan con la vivacidad y energía de sus palabras.

Dos son, primordialmente, los asuntos que plantean: 1o. No creen justo que para la opción del Carnet de Sanidad se las obligue a concurrir a la Oficina de Higiene de la Municipalidad, pues, razonan, que ese lugar está destinado a las mujeres que no trabajan con las manos, como ellas, importando este hecho un atentado a su honestidad de proletarias. Creen, más bien, que trabajando en casas adineradas, son los patrones quienes deben, antes de recibir su servicio, hacer que sus respectivos médicos las sometan a examen para tranquilidad de ambas partes; 2o. Que la ley de las ocho horas debe ser aplicada también en su beneficio, pues la mayoría trabaja hasta 13 y 14 horas, sin consideración de ninguna naturaleza.

Estos dos asuntos se vinculan directamente con el salario, el mismo que no ha sido bonificado de acuerdo con el Decreto del Gobierno Socialista. La mayoría no gana más de Bs. 35 mensuales, y tiene que permanecer en el trabajo todo el día, desde las siete de la mañana, o antes, hasta las doce o una de la noche.

No es necesario utilizar demasiado el análisis de esta situación para comprender que las camaradas culinarias tienen toda la razón de su parte.

LA CALLE se reduce por ahora a entregar a la opinión pública la sumaria exposición de sus reclamos, ofreciendo insistir en el asunto hasta lograr resultados prácticos. Son mujeres de trabajo y trabajan con las manos; merecen -por derecho- la solícita atención del Estado; su situación actual es dolorosa; tienen hijos; viven en la miseria: el Socialismo debe tenderles la mano, llamarlas a su seno y hacer suya su causa, naturalmente esto si nuestro socialismo es verídico y no abalorio o fraseología cobarde. »<sup>872</sup>

On constate dans cet article au ton assez paternaliste, la volonté de rallier ces femmes mobilisées au socialisme, ce qu'essayèrent des syndicats et des partis de plusieurs tendances de gauche, toujours sans succès. Le décret auquel ces syndicalistes font référence avait été promulgué par le gouvernement du « socialisme militaire » en juin 1936, fixant les salaires minimums des employés, des journaliers et de ceux qui effectuaient des services domestiques, en excluant le travail agricole. Ce décret fixait aussi la journée de travail de huit heures<sup>873</sup>. À l'évidence, le décret n'avait pas été mis en application par les employeurs. La lutte pour la journée de huit heures fut donc constante pour les femmes syndicalistes qui se mobilisèrent de plusieurs manières afin de l'obtenir. Lorsque le grand congrès ouvrier organisé par le gouvernement qu'on a déjà mentionné eut lieu à Oruro en novembre 1936, Rosa de Calderón et Petronila Infantes y assistèrent en tant que représentantes du Syndicat Féminin de Métiers Divers (« Sindicato Femenino de Oficios Varios ») qui réunissait les vendeuses de marché, et du Syndicat de Cuisinières, respectivement. Là elles demandèrent que la journée de huit heures de travail soit appliquée, que l'art culinaire soit reconnu comme une profession, et que

---

<sup>872</sup> *La Calle*, La Paz, 16 octobre 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>873</sup> *El Diario*, La Paz, 3 juin 1936, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

le mot « domestique » soit remplacé par « employée de tâches ménagères »<sup>874</sup>. La mobilisation pour ces demandes se prolongea durant plusieurs années. En 1940, elles accédèrent aussi au Palais Présidentiel pour porter leurs demandes directement au Président de l'époque, Enrique Peñaranda (1940-1943), d'après les souvenirs de Petronila Infantes :

« Cuando era Presidente Peñaranda también hemos entrado con un pliego, porque siempre en las casas había un abuso. Ahí hemos planteado también que las culinarias seamos reconocidas siempre como profesionales. Y no queremos trabajar más de lo que hemos dicho. Después los domingos en la tarde libre hemos pedido. »<sup>875</sup>

D'après les souvenirs de Natividad Veramendi, lors de cet entretien avec le Président, Petronila Infantes était sortie au balcon présidentiel pour s'adresser à ses camarades qui l'attendaient en face du Palais et qui se battaient avec les forces de l'ordre :

« Doña Peta hablaba, discursaba siempre. Me acuerdo esa vez con Peñaranda estábamos peleando. Doña Tomasa Chávez, que ha sido alta y simpática, en el balcón del Palacio ha hablado al pueblo, a la gente, a nosotras. No sé cómo ha subido pero ha aparecido ahí. Llorando nos ha dicho: “compañeras, no peleen, ¡por amor de Dios!, no peleen, que no haiga pelea, ¡calma, calma!”. No sé quiénes han subido al Palacio; me acuerdo de Tomasa Chávez y compañera Peta nomás. Yo no he subido por pelear pues; porque yo tenía que entrar, estaba comisionada, pero por pelear con los agentes me he quedado en la Plaza Murillo. Bien nos hemos peleados esa vez, pura mujeres. »<sup>876</sup>

On n'a pas trouvé d'articles dans les journaux qui nous permettent de vérifier la véracité de ces faits, mais au-delà de cela, ces témoignages nous montrent à quel point ces femmes n'hésitaient pas à s'adresser aux plus hautes instances du pouvoir pour faire entendre leurs demandes, que ce soit en envoyant des lettres au président ou au Parlement ou en se rendant directement au palais présidentiel afin d'obtenir un entretien. À cette occasion, elles envoyèrent aussi une lettre au Parlement pour lui faire part de leurs demandes, qui fut publiée dans le journal *Inti* :

« Cinco mil mujeres del pueblo pidieron ayuda al Parlamento

Ayer hemos recibido la visita de un numeroso grupo de mujeres del pueblo, todas ellas pertenecientes a la Federación Obrera Femenina de La Paz y quienes pusieron en nuestro conocimiento una solicitud elevada a consideración de la Cámara de Diputados.

Sostienen en la demanda que las cinco mil mujeres del pueblo que forman parte de esta federación, en una gran asamblea realizada recientemente y después de un concienzudo análisis de la “grave situación” que reina

---

<sup>874</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>875</sup> Entretien avec Petronila Infantes, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 100.

<sup>876</sup> Entretien avec Natividad Veramendi, Idem, p. 109.



actualmente en el país, han creído conveniente plantear ante la Cámara los siguientes puntos de vista:

PRIMERO.- Abolición del carnet de identidad, control, etc., por constituir éstos un gravámen particular contra el elemento femenino.

(...)

SEPTIMO.- Reconocimiento por ley a los obreros que trabajan en el gremio de culinarias, mucamas y garzones, una vez que en la actualidad estos serán considerados como domésticos... »<sup>877</sup>

Il est intéressant de noter que les féministes s'adressaient beaucoup moins aux plus hautes instances du pouvoir pour faire connaître leurs demandes que les femmes syndicalistes. On peut penser à plusieurs explications. La première c'est que les demandes des féministes qui tournaient autour de l'amélioration de l'éducation des femmes et l'obtention des droits civils et politiques, étaient des demandes un peu plus « abstraites » et par conséquent moins « urgentes » car elles ne concernaient pas vraiment la vie quotidienne de ces femmes. Alors que les demandes des femmes syndicalistes étaient beaucoup plus liées à la vie quotidienne de celles-ci et à leurs conditions de travail, et donc plus urgentes. Une autre raison que l'on peut avancer, c'est que les féministes grâce à leurs contacts bénéficiaient d'une couverture médiatique importante dans la plupart des journaux de l'oligarchie. Comme on l'a vu, elles bénéficiaient souvent de pages entières où elles pouvaient faire connaître leurs aspirations, réflexions et demandes, alors que les femmes syndicalistes bénéficiaient de moins de couverture et devaient s'adresser à des journaux spécifiques comme *La Calle* ou *Inti*. Finalement, on peut imaginer aussi que les féministes qui appartenaient aux secteurs dominants de la société, pouvaient s'adresser informellement à des membres du gouvernement que ce soit à travers les membres de leurs familles ou à l'occasion de moments de sociabilités comme des soirées, dîners ou cocktails, alors que les femmes syndicalistes n'avaient pas du tout accès à ces espaces.

Les femmes syndicalistes se mobilisèrent aussi sur des sujets concernant la famille et la société. En mai 1939, eut lieu un Congrès Eucharistique en Bolivie. Les mois qui précédèrent l'événement, toutes sortes de rumeurs circulèrent dans la presse annonçant que la loi de divorce absolu promulguée en 1932, l'égalité des enfants établie dans la Constitution de 1938, ainsi que la liberté de cultes pourraient éventuellement être abolis à la demande du Congrès Eucharistique. Ces rumeurs étaient fausses, mais provenaient de la mobilisation des secteurs et des associations féminines catholiques qui espéraient que la tenue du Congrès donnerait lieu à ces réformes. S'opposant aux femmes catholiques mobilisées, les femmes

---

<sup>877</sup> *Inti*, La Paz, 13 décembre 1940, extrait de WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 108.

syndicalistes ne manquèrent pas d'exprimer leur colère et leur opposition face à la menace de perdre ce qu'elles considéraient être leurs libertés civiles :

« Las mujeres del pueblo se alzan ante la amenaza de perder sus libertades civiles. Cuatro Asociaciones de trabajadores lanzan un enérgico comunicado

Las asociaciones femeninas que representan a las Fruteras Minoristas, Trabajadoras de Oficios Varios, Culinarias y Ramos Similares y la Unión Femenina de Floristas, representadas por sus presidentas, las señoras Francisca Loayza, María Nieves Pérez, Lucía de Paucara, Agustina Ortega y Catalina Mendoza, han lanzado un comunicado sobre una representación hecha al Gobierno en que dejan constancia de su voto adverso a la pretendida abolición del Divorcio Absoluto, de igualdad de los hijos naturales y legítimos y de la libertad de cultos, que según creen ellas, constituirán las sugerencias más importantes que el Congreso Eucarístico hará al Gobierno de la nación.

He aquí el texto de sus considerandos:

CONSIDERANDO: Que próximamente se realizará un "Congreso Eucarístico Nacional", y que todos los congresos de esta índole jamás han beneficiado a las clases humildes, al contrario han servido para subyugarlo; actualmente proyectan cancelar las pocas libertades que nos acuerda la Constitución Política: el divorcio absoluto, la igualdad de los hijos naturales y legítimos ante la ley y la anulación de la libertad de cultos, etc.

Considerando: Que en dicho congreso no se perseguirá otra cosa que explotar el buen nombre de Jesús de Nazareth que fue crucificado por querer redimir a la clase oprimida de la oligarquía de los Césares para perpetuar el fanatismo religioso en el espíritu del pueblo.

Considerando: Que las damas aristócratas se han abrogado el derecho de propiciar, auspiciar, representar y creerse el pensamiento de la mujer boliviana en éste congreso; siendo así que la verdadera madre que representamos y las que tenemos el derecho de dirimir éstos problemas somos nosotras.-

No es necesario agregar que esas cuatro instituciones femeninas reúnan a grandes masas de trabajadoras de todo género de nuestro pueblo y que su voto adverso a los propósitos abolitorios a que nos referimos, no pueden menos de merecer la atención de los poderes públicos.-

SUCRE, 19 (DPNP). »<sup>878</sup>

Il est intéressant de noter que sans manquer de critiquer le caractère pernicieux de la religion pour le peuple, elles se réapproprient la figure de Jésus comme celle d'un homme aux côtés de la classe opprimée, mais aussi la figure de la « mère » en se présentant comme les véritables « mères » de la nation, plus légitimes pour s'exprimer sur les questions liées à la maternité. Lors de l'Assemblée Constituante de 1944-45 comme on l'a vu, furent débattues les réformes sur la famille qui cherchaient à instituer de manière concrète l'égalité des enfants devant la loi, l'autorisation de recherches en paternité, l'égalité juridique des conjoints et le mariage de fait entre les concubins après deux ans de vie commune ou après la naissance d'un

---

<sup>878</sup> *La Calle*, La Paz, 21 mai 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

enfant. Ces réformes scandalisèrent les femmes catholiques des secteurs dominants ainsi que certaines féministes qui se mobilisèrent pour qu'elles ne soient pas votées. Encore une fois, les femmes syndicalistes s'opposèrent à ces femmes défendant fortement ces réformes qu'elles considéraient leur être favorables :

« Una comisión de la Federación Obrera Femenina que agrupa en su seno más de trece instituciones del proletariado femenino (...) ayer visitó nuestras oficinas a objeto de dejar constancia de que no se someten ni se someterán nunca a las directivas de las damas copetudas empeñadas en lograr la desestimación de las reformas constitucionales referentes a la familia. Antes bien –dijeron– juzgamos beneficiosa la sanción de dichas reformas por la H. Convención Nacional puesto que van en resguardo de los legítimos intereses de las mujeres y de los hijos de la clase humilde (...)

Al mismo tiempo denunciaron los métodos coercitivos empleados por dichas damas para obligar a numerosas mujeres a asistir al mitin de anteayer... »<sup>879</sup>

« Petronila Infantes: También hemos dicho que los hijos de soltera tengan los mismos derechos que los hijos de casada; hemos sacado comunicados en *La Razón*, la *Última Hora*, el *Inti*. Las damas católicas decían que éramos inmorales cuando una no se había casado. Pero el hijo, natural o legítimo, es igual; es hijo de una mujer. También nos hacíamos cargo de hijos ajenos; ¡cuántas veces nosotras hemos criado hijos, niños abandonados! Yo al menos he traído aquí a la casa varias mujercitas y varones.

Natividad Veramendi: Sí, porque igual es madre casada, madre soltera, igual da. Y el Señor da más pan entero al hijo de soltera que al hijo de casada. Eso también hablábamos. Nadie puede reprochar ni nadie despreciar que una soltera haya tenido su hijito, porque igual nomás es madre. »<sup>880</sup>

Ces réformes étaient l'occasion pour elles d'affirmer leur dignité de mères et celle de leurs enfants face aux accusations d'immoralité contre les femmes qui vivaient en concubinat ou qui étaient mères célibataires et face au stigmate posé sur les enfants nés hors mariage. L'une de leurs luttes concernait également la création de crèches pour les enfants de mères qui travaillaient :

« Petronila Infantes : Como éramos mujeres con hijos, no teníamos dónde dejarlos; porque no querían que trabajemos con wawas: “¿tienes hijos?...ay no”, decían. Entonces a la Cámara de Diputados hemos entrado nosotras, llevando un oficio, unas ponencias. Nos hemos llenado ahí en las Cámaras y hemos pedido que se resuelva, hemos pedido Casas-cunas para que en todas las zonas podamos dejar a nuestros hijos mientras estemos trabajando. Han leído: “tan pronto como esta lectura no podemos hacer, tenemos que estudiar”. Pero se ha llevado a cabo. La primera Casa-cuna se llamaba Matilde Carmona vda. de Busch, arriba donde la Estación. Luego se ha pedido que se haga otra ahí donde el Tambo Kirkincho, en la esquina Evaristo Valle; era una pista de baile;

---

<sup>879</sup> *La Calle*, La Paz, 18 août 1945, extrait de WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>880</sup> Entretiens avec Petronila Infantes et Natividad Veramendi, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 139-140.

a partir de entonces ya no ha sido pista de baile sino Casa-cuna. Después otras en diferentes lugares. No se pagaba, así que con tranquilidad ya íbamos al trabajo (...) Después en muchas partes ha habido Casas-cuna, obra de la Federación Obrera Femenina, sólo que llevan el nombre de las burguesas. »<sup>881</sup>

Voilà un autre exemple d'une demande concrète qui concernait leur vie quotidienne et qui affectait leurs conditions de travail (la nécessité de crèches pour laisser leurs enfants lorsqu'elles travaillaient), qu'elles n'hésitèrent pas à faire connaître en se rendant directement au Parlement. Elles se mobilisèrent aussi pour lutter contre d'autres sujets qui concernaient leurs conditions de travail de tous les jours. Comme on l'a vu dans la première partie de ce chapitre, dans le contexte d'inflation des années 1940, elles furent l'objet de nombreuses accusations de spéculation et d'accaparement et subirent à ce sujet de la répression et de nombreux contrôles. Cette répression s'élargissait aussi à toutes les femmes qui vendaient dans la rue et qui refusaient de se rendre dans les marchés car les prix des postes de vente aux marchés étaient trop élevés ou les postes étaient insuffisants.

Concernant l'accaparement et la spéculation dont elles étaient accusées, elles s'en défendirent assez rapidement. D'abord, en 1941 elles adressèrent une liste de pétitions au Parlement dans laquelle elles analysaient leur situation et proposaient des solutions à ce problème. N'ayant pas obtenu de réponse, elles rendirent visite au président lui-même pour lui remettre en mains propres la liste de pétitions et une lettre qui lui était adressée. Dans la liste de pétitions elles accusaient les propriétaires des *haciendas* de leur vendre des produits à des prix élevés. Elles argumentaient ainsi que la spéculation ne provenait pas d'elles mais des *hacendados* qui étaient protégés par le gouvernement car aucune mesure n'était prise contre eux. Elles expliquaient que, obligées de vendre leurs produits aux prix fixés par la municipalité, les ayant achetés à un prix plus élevé, leur bénéfice était nul. Il leur était donc impossible de baisser les prix. Dans leur liste de pétitions, elles proposaient des mesures contre la spéculation comme celles qui suivent :

« ... 3. Que se dicten medidas enérgicas para que los hacendados vendan al por menor sus productos y, si esto fuera posible, lo hagan directamente al público.  
4. Rebaja de un 50 por ciento de todos los artículos de primera necesidad, imponiéndose máximas sanciones a quienes, por uno u otro motivo, continúan ejercitando la especulación la elevación de los precios a su libre albedrío  
5. Que las actividades de las mujeres que comercian en los mercados, por la innegable importancia que para la economía del pueblo entrañan, sean elevadas a la categoría de "función social". »<sup>882</sup>

---

<sup>881</sup> Entretien avec Petronila Infantes, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 138.

<sup>882</sup> *Inti*, La Paz, 20 mars 1941, extrait de WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

Elles voulaient donc aussi que la valeur sociale de leur travail soit reconnue par la société et le gouvernement. Leurs actions ne furent pas ignorées par la presse. Le journal *Inti* parla de celles-ci en intitulant l'un de ces articles : « Courageuse réaction de la classe travailleuse féminine » (« Valiente reacción de la clase trabajadora femenina »). De même, le journal *La Calle* fit part de leur entretien avec le président Peñaranda :

« Recibió a una comisión de obreras el presidente de la República

En horas de la tarde de ayer (...) el Presidente de la República, General Enrique Peñaranda, recibió a las dirigentes de la Federación Obrera Femenina, las cuales expusieron en breves palabras al Mandatario la aflictiva situación económica que confronta actualmente la población trabajadora de nuestra ciudad. El Presidente General Peñaranda dirigió la palabra principalmente a la cholita Petronila Infantes, antigua luchadora obrera que expuso con claridad meridiana las aspiraciones de las gentes que trabajan en los mercados públicos y contra las cuales principalmente se ha desatado la furia controladora de la especulación... »<sup>883</sup>

Leur mobilisation eut un impact assez significatif car l'opinion publique, le Ministère de la Prévoyance Sociale, le Parlement s'occupèrent du sujet. Cependant, Peñaranda leur répondit qu'il ne voulait pas qu'il y ait un contrôle de prix sur la vente des produits provenant de la campagne<sup>884</sup>. Elles durent donc subir les accusations et la répression pendant de longues années, malgré leur mobilisation et même sous des gouvernements tendant à les rallier comme celui de Gualberto Villarroel (1943-1946).

Elles firent preuve également de beaucoup de solidarité avec leurs camarades de la FOL qui avaient été emprisonnés pendant plus d'un an suite à l'accusation d'avoir participé à l'assassinat d'un hacendado et de sa nièce en juin 1947 à Tacanoca<sup>885</sup>. Les membres de la FOL étaient accusés de ce meurtre survenu à la campagne car ils avaient encouragé la création de syndicats paysans qui s'étaient fédérés en créant la Fédération Agraire Départementale (« Federación Agraria Departamental », « FAD ») affiliée à la FOL en 1946. La FAD revendiquait le droit à l'organisation syndicale et demandait la création d'écoles dans les haciendas. Dans un contexte d'agitation paysanne croissante, la FAD attisait toutes les peurs des hacendados et des secteurs dominants. En juillet 1948, les membres de la FAD emprisonnés réalisèrent une grève de la faim pour demander leur libération et clamer leur innocence dans cette affaire qui en réalité ne les concernait pas. C'est alors que les membres de la FOF s'adressèrent au président de la Cour de Justice demandant que justice soit faite au

---

<sup>883</sup> *La Calle*, La Paz, 20 mars 1941, extrait de WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>884</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>885</sup> LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C., *Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988.

nom de principes humanitaires et que leurs camarades qui couraient le danger de mourir à cause de la grève de la faim soit libérés au plus vite. Elles menaçaient d'une manifestation publique<sup>886</sup> d'une grande ampleur si la Justice ne répondait pas à leurs demandes<sup>887</sup>. Il semblerait que la grève de la faim et que leur lettre, publiée au journal *El Diario*, eurent du succès car les membres de la FOL emprisonnés furent libérés peu de temps après<sup>888</sup>.

Elles furent très réactives contre la répression dont elles étaient victimes et se mobilisèrent pour la dénoncer et pour lutter contre les abus des patrons et des autorités municipales. À plusieurs reprises elles s'adressèrent au Ministère du Travail pour dénoncer les licenciements abusifs et mauvais traitements de leurs employeurs<sup>889</sup>. De même, les femmes syndicalistes vendeuses de marché se mobilisèrent pour lutter contre les abus des autorités municipales et notamment ceux commis par les intendants municipaux. Elles multiplièrent les articles dénonçant les abus commis par ceux-ci, et à deux reprises en 1941 et 1943, elles réussirent à les faire destituer<sup>890</sup>. C'est ainsi qu'elles se souviennent de ces luttes contre la répression des autorités :

« Nuestra lucha era con las autoridades, eso era nuestro reclamo. Un mandilito que este manchado: “¡Multas!” , un papel caído del asiento: “¡Sanción!” , si uno no quería pagar la sanción: “¡Clausura del puesto!” . El castigo era tres cosas, clausura, multa y arresto. Todas esas cosas hemos quitado, nada de eso hemos pagado con nuestra unificación. »<sup>891</sup>

On constate la fierté exprimée en évoquant l'union à travers le syndicat pour lutter contre tous ces abus. Les femmes syndicalistes se souviennent aussi de la résistance qu'elles opposèrent aux autorités municipales et de la violence avec laquelle celles-ci voulaient les chasser des rues où elles vendaient leurs produits:

« Petronila Infantes: Habían también comideras ambulantes; como no les dejaban vender en las calles, se venían donde nosotras a engrosar las filas cuando hacíamos manifestación.

Alicia Infantes: ¡Ay, las manifestaciones! Aquí en la Ayacucho había el mercado y de ahí las estaban desalojando para hacer la Avenida Mariscal Santa Cruz. Entonces, las vendedoras se sentaron en toda la Calle Murillo; igual las

---

<sup>886</sup> Lorsque les membres de la FOL et de la FAD furent emprisonnés l'Union Civique Féminine, une organisation de femmes catholiques de l'oligarchie, dont on parlera au chapitre suivant, convoqua une manifestation qui réunit dix milles personnes en face de la prison pour réclamer la mort des prisonniers. LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C., *Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988.

<sup>887</sup> *El Diario*, La Paz, 7 juillet 1948, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>888</sup> LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C., *Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988.

<sup>889</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>890</sup> WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

<sup>891</sup> Entretien avec Nicolasa Ibañez du 9 janvier 1986, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth, *Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989.

querían desalojar y como las mujeres no querían levantarse, empezaban a disparar, corría la bala. Yo pensé en ese momento que era a las personas, pero creo que era pues al aire, una cosa de amedrentamiento... »<sup>892</sup>

La répression qu'elles subissaient pouvait être donc très violente. Les femmes syndicalistes se souviennent même d'avoir perdu une des leurs après un emprisonnement où elles étaient détenues dans de très mauvaises conditions et elles évoquent la souffrance qu'elles endurèrent pour leurs luttes :

« Petronila Infantes : A mí me han apresado varias veces, con mi hijita y todo. Pero no nos arrestaban junto con los maleantes; nos arrestaban en los bajos de la Prefectura, así que no podíamos vernos, ni papelitos ni nada. Dos, tres días ahí estábamos (...) Una de esas veces se ha muerto la compañera Francisca. Estaba enferma siempre, para poco ya estaba: las celdas son frías y húmedas y, además, intencionalmente la vaciaron con agua y con esa humedad tenía que estar. Todo eso le ha hecho mal (...) »

Tomasa Patón: Nos encerraban porque decían que hacíamos una política. Nos han hecho pisotear hasta con los caballos. Nosotras hemos escarbado el camino con espinas, bien harto hemos sufrido para hacer la libertad. »<sup>893</sup>

On constate dans ce témoignage qu'elles étaient emprisonnées aussi parce qu'elles faisaient de la politique, parce qu'elles étaient politisées. Le caractère politique de leurs actions les rendait dangereuses aux yeux des autorités. Les femmes syndicalistes étaient en effet un secteur du mouvement ouvrier extrêmement actif et présent dans la sphère publique. Comme on l'a vu, tant le gouvernement de Villarroel que les rédactrices de la Page de la Femme Socialiste voulaient les rallier et les coopter. C'était le cas aussi des syndicats marxistes, qui à partir des années 1940 étaient dominés par le PIR, et qui cherchaient à recruter dans leurs rangs les membres des syndicats féminins anarchistes. Ces efforts ne rencontrèrent aucun succès car elles restaient fidèles aux principes d'apolitisme de l'anarchisme, ce qui nous donne une idée de leur niveau de conviction politique. Chela Salas nous raconte ceci à propos de sa mère :

« Siempre mi mamá tenía sus conversaciones, inclusive con sus hermanos que eran del PIR; siempre con ellos chocaba cuando les íbamos a visitar o venían a visitarla. Hasta ahora me dicen: “sin motivo tu mamá ha bebido de esa política, de esa escuela, pudiendo estar con nosotros hubiera sido bien”. Cuántos no hayan querido hacerles cambiar sus ideas, porque eran pues unas mujeres muy valientes; a ellas les gustaba ser así. Pero ella ha escogido ese Sindicato. No ha pasado por ninguna política; simplemente era de la Federación; ella era anarquista. »<sup>894</sup>

---

<sup>892</sup> Entretien avec Petronila Infantes et Alicia Infantes, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 131.

<sup>893</sup> Entretien avec Petronila Infantes et Tomasa Patón, Idem, p. 105-106.

<sup>894</sup> Entretien avec Chela Salas, WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, *Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, 1989, p. 115.

Le dynamisme des femmes syndicalistes ouvrières était très convoité par différents acteurs : les socialistes, les marxistes et le gouvernement populiste de Villarroel. Ces femmes avaient permis au mouvement anarchiste de survivre tant bien que mal après le cataclysme de la guerre et les divisions au moment où le mouvement ouvrier commença à être coopté par l'État en 1936 sous les gouvernements du « socialisme militaire ». Si le mouvement anarchiste masculin ne survécut pas au-delà de la fin des années 1940, les syndicats des femmes anarchistes réussirent à survivre jusqu'en 1965. À partir de ce moment, la répression de la dictature de Banzer et les aléas de leurs vies firent disparaître leurs syndicats.

Après la guerre, les politiques et les discours des secteurs dominants, des autorités et des hommes politiques à l'égard des femmes des classes populaires furent ambivalents. D'une part, sous les gouvernements du « socialisme militaire » on tenta la mise en place au niveau national de politiques d'assistance sociale basées sur un eugénisme doux qui visaient à améliorer les conditions de vie et la santé des secteurs ouvriers et des mères pour retrouver une population forte et en « bonne santé » après une guerre qui l'avait décimée. Ces politiques furent un échec en raison du manque d'investissements et d'infrastructures publiques. Cependant, au niveau municipal des politiques hygiénistes furent mises en place avec l'objectif d'améliorer les conditions de salubrité de la ville et de la rendre plus « moderne », et en même temps visaient à exclure les femmes des classes populaires de l'espace public sur lequel elles étaient si présentes en tant que vendeuses ambulantes et des marchés. En les associant à la « ruralité », à la « saleté », au monde « indigène » et à « l'immoralité », les secteurs dominants visaient par là à contrôler et à endiguer l'ascension sociale d'un secteur urbain de plus en plus nombreux et de plus en plus actif dans la sphère publique et politique. Après la guerre les ouvriers étaient devenus un acteur politique de premier plan. Si le mouvement anarchiste connut un certain déclin, les syndicats de femmes anarchistes surgirent avec force après la guerre et furent extrêmement actifs dans la sphère publique dans les années 1930 et 1940. Il s'agissait d'un secteur actif et dynamique que tous à gauche voulaient rallier : les socialistes, les marxistes, et le gouvernement populiste de Gualberto Villarroel et du MNR. L'image et les discours sur les cholas furent donc transformés par les intellectuels et les idéologues du MNR dans les années 1940, pour leur rendre la dignité de « mères » de la Nation. Pour ce gouvernement il ne s'agissait plus de contrer leur activisme politique, mais de



le retourner en sa faveur. Si dans la société, elles continuaient à être la cible de discriminations et de répression, les femmes syndicalistes cholas étaient devenues des actrices de premier plan.

# **Chapitre 5: Les femmes catholiques se politisent et se mobilisent... en défense de la famille traditionnelle et de l'ordre oligarchique**

La décennie 1940 fut celle du déclin du mouvement féministe et de l'ascension d'organisations de femmes catholiques très actives dans la sphère publique. Si au début de cette décennie une campagne fut menée par le journal *El Diario* contre le travail des femmes et leur présence accrue dans l'administration publique dans un contexte d'inquiétudes renouvelées pour la natalité, une organisation de femmes catholiques issues du « catholicisme social », la Fédération Catholique de Femmes Employées, fit son apparition. Elle conciliait tout aussi bien conceptuellement que concrètement le travail des femmes avec leur rôle traditionnel de premier ordre au sein de la famille et du foyer. Cette idéologie qui brouillait les distinctions entre sphères publique et privée en encourageant l'action des femmes dans la sphère publique dès lors qu'il s'agissait de défendre la famille, fut celle qui encouragea la mobilisation postérieure des femmes catholiques au sein d'une nouvelle organisation, l'Union Civique Féminine Bolivienne, qui s'insurgea contre le gouvernement de Gualberto Villarroel (1943-1946) avec pour objectif de sauvegarder la famille traditionnelle et l'ordre oligarchique. Inspirées du mouvement anti-fasciste global qui surgit juste après la Deuxième Guerre Mondiale, les membres de cette organisation justifiaient leur mobilisation au nom de la lutte contre le « nazi-fascisme », appuyées pour cela sur la réputation « nazie » du gouvernement. En collaboration avec une nouvelle organisation féministe et politique dénommée Comité Féministe Démocratique, et avec les partis traditionnels, les membres de l'Union Civique Féminine menèrent une mobilisation sans répit contre le gouvernement. Quel fut le rôle que les femmes catholiques jouèrent dans la chute de Villarroel ? Comment ces femmes se politisèrent-elles et quelles furent les bases idéologiques de cette politisation ? Comment parvinrent-elles à se rapprocher du pouvoir après la fin tragique de Villarroel ? Ce sont les questions auxquelles on tentera de répondre dans ce chapitre. Des interrogations d'autant plus importantes que le rôle joué par les femmes catholiques dans la chute de Villarroel a été presque complètement ignoré par l'historiographie. Dans un premier temps, nous étudierons la manière dont la Fédération Catholique de Femmes Employées réussit à ce

que le travail des femmes et le rôle traditionnel de mères de famille qui leur était dévolu ne soient plus perçus comme contradictoires dans une société toujours angoissée par des questions de natalité. Dans un deuxième temps, nous analyserons les réformes menées par l'Assemblée Constituante de 1944-45 et comment celles qui concernaient le régime de la famille déclenchèrent la mobilisation des femmes catholiques. Finalement, dans un troisième temps, nous étudierons le rôle des femmes catholiques et féministes dans la chute de Villarroel et leur rapprochement postérieur avec le pouvoir.

## **I) Le travail des femmes et la Fédération Catholique de Femmes Employées**

### **A) Les travail des femmes et les inquiétudes autour de la natalité**

Comme on l'a vu dans le chapitre 2, la guerre du Chaco eut un impact considérable sur la vie des femmes, en poussant un grand nombre d'entre elles sur le marché du travail, notamment les femmes des classes moyennes et élevées qui n'avaient pas travaillé auparavant. Comme on l'a déjà expliqué, on ne dispose pas de statistiques qui permettraient d'observer cette « entrée » des femmes sur le marché du travail, mais l'on dispose de très nombreux articles dans la presse qui évoquent une « invasion » des femmes dans les espaces publics et les bureaux, notamment ceux de l'administration publique. On a déjà eu l'occasion de citer plusieurs de ces articles publiés pour la plupart après la fin de la guerre, en 1936, qui se montraient soit admiratifs face à cette « évolution » de la « modernité », soit très critiques envers les femmes qui travaillaient, les présentant sous un angle très négatif. À partir de 1939, et plus encore de 1940, commença une nouvelle campagne très virulente dans le journal *El Diario* contre les femmes qui travaillaient et qui laissaient de côté « leur mission la plus importante dans la vie » : celle de se vouer entièrement à leurs maris et à leurs enfants au sein de leurs familles. On ignore les raisons pour lesquelles cette campagne s'engagea à ce moment-là, peut-être fut-ce en raison d'une augmentation du nombre de femmes dans les postes publiques au fil des années, mais aussi en raison des informations alarmantes publiées à la même époque sur la mortalité infantile, et des inquiétudes croissantes concernant la question de la natalité. Ce qui est certain, c'est que de nombreux articles de presse dénonçaient la présence des femmes sur le marché du travail. La campagne commença de manière sporadique en 1939 pour dénoncer la présence des femmes dans l'administration publique. Plusieurs de ces articles avaient comme inquiétude principale le fait que les femmes laissent de côté les fonctions qui étaient « naturellement » inhérentes à leur sexe. Le

« dédain » et la « négligence » supposés des femmes envers leurs « fonctions naturelles » au sein de la famille, étaient selon les publicistes de mauvais augure pour le futur de la Patrie car les enfants, abandonnés à leur sort, ne recevaient plus l'éducation qui leur était due par leurs mères, chargées de faire d'eux les futurs citoyens. C'est ce qu'affirme l'auteur de ce long article :

« Hasta antes de la guerra del Chaco, la mujer había permanecido en un verdadero rol social, cumpliendo la función que la Naturaleza le impusiera (...) Hoy las cosas han variado. Debido a la guerra y ausentes la mayoría de los hombres, cupo a la mujer desempeñar el papel de su tierra (...)

Y qué sucedió con la mujer? Esto es el busilis! Acostumbrada en tres años de guerra a las labores burocráticas especialmente, donde ya es proverbial que se trabaja poco, hicieron valer toda clase de influencias, pregonando los adelantos feministas que en otras partes del Mundo habían impuesto. Así es como hallaron fácil acomodo en las oficinas públicas, en el comercio, la industria y la banca; porque sencillamente los jefes remuneraban con menos salarios a las empleadas que a los empleados, a las obreras que a los obreros. Y se quedaron allí, en sus empleos. Cuando lo lógico y normal habría sido que, vueltos los ex-combatientes desplazasen a las mujeres, hacia donde su función las llamaba, esto es en sus casas. Pero esto no sucedió, al contrario el gobierno socialista, yo no sé con qué criterio, creó más ministerios y otras oficinas donde se acomodaron no solamente los jóvenes combatientes venidos de provincias sino también las mujeres venidas del interior (...)

Ahora son independientes, pueden hacer lo que quieren, como un hombre. Muy bien! Pero al dar paso a esta exigencia, propia de naciones adelantadas y civilizadas, donde las estadísticas acusan un mayor número de hembras que de machos, no se tuvo en cuenta el gran daño que se hacía a la nacionalidad, la que todavía en germen, necesitaba más que nunca de la tonificación espiritual, de la educación que imprimieran a los hogares las madres de familia. Allí es el lugar de las mujeres: educar a sus hijos por los senderos de la virtud, de la comprensión y de la responsabilidad. Educar a los muchachos que son los que van a dirigir pueblos, impulsar industrias, crear nuevo comercio y en cuanto a las mujeres, educarlas también para ser el fiel complemento de ese individuo, la compañera cariñosa y comprensiva, que sea el sostén moral y espiritual en los momentos álgidos de la vida del varón.

¿Y qué es ahora? Es la competidora de puestos públicos y privados, es la dandy snob, que recibiendo sus sueldos no piensa sino en el vestir y en la diversión fácil y vacua. Han olvidado su espiritualidad. Se olvidan, digo mal, no saben que de ellas depende el futuro de esta Patria. No saben que la reunión de personas, hacen la familia y la reunión de éstas un pueblo. De comprender que la mujer es hondamente distinta del hombre, que cada una de las células de su cuerpo lleva el sello de su sexo. Las mujeres deben desarrollar sus aptitudes conforme a su naturaleza, sin tratar de imitar a los varones (...)

Pese a todas las prédicas feministas, la mujer en Bolivia, no está desempeñando el rol que la Naturaleza le ha señalado. Su puesto no es el que tiene. Su puesto no es la oficina pública o privada; a Dios gracias la mujer en Bolivia no tiene todavía la necesidad que tienen otras mujeres y en otras partes, por su extensa población. La mayor parte de las mujeres empleadas y trabajadoras no necesitan ganar para las premiosas necesidades de la vida.

No se dan cuenta que ese tren de vida les hace perder, con relación a los hombres, el respeto que se debe tener con ellas (...)

Y mientras nuestras « damitas » se entregan con frenesí, al cine, al baile y a la cultura de revistas, inoculándose en la mente el virus de la vanidad; las jóvenes del pueblo, gastan su dinero en bacanales, emborrachándose con sus compañeros de taller, bajando de las fábricas a la ciudad en largas caravanas de ebriedad.

¿Y estas son las futuras madres que van a dar hijos que defiendan la soberana patria?

¿Estas son las madres que darán hijos que sepan dirigir pueblos?

¿Que sepan resolver problemas que cada día se hacen más complejos? No lo creemos.

El gobierno y los padres de familia deben tener en cuenta que: es necesario no dar a las jóvenes la misma formación intelectual, el mismo modo de vivir, el mismo ideal que a los muchachos; los educadores y el gobierno deben considerar las diferencias ORGANICAS y MENTALES entre ambos sexos y su papel natural. Es un imperativo tenerlo presente para la construcción del mundo civilizado (...)

No es que quiera dármelas de crítico, consejero o predicador ultramontano, tampoco de empecinado conservador, no, he apuntado estas observaciones, que son más descriptivas que intelectuales, para hacer notar el grado de « progreso » de la « mujer moderna » en nuestra patria. E invito a todos los padres de familia, a los esposos y a los hermanos a analizar el CAMBIO RADICAL que han sufrido sus hijas, esposas y hermanas, desde que aprendieron a ganar dinero para su liberación. »<sup>895</sup>

Cette inquiétude est palpable également dans l'article suivant qui, sous des présupposés racistes, lie le travail des femmes au vagabondage des enfants et à la mortalité infantile :

« ...Empero, es menester no desarraigar a la mujer casada de la vida del hogar, a la que, por sus mismas condiciones psicológicas y fisiológicas debe de poner toda su voluntad y todos sus desvelos. Muy particularmente en Bolivia, nación en reciente formación y que requiere que las nuevas generaciones superen a las actuales en intelecto y en fortaleza física, las madres no deben alejarse de su casa e ir en pos de un cargo burocrático dejando a sus hijos en manos de criados inconscientes e ignorantes, que las más de las veces inician a los niños en prácticas reñidas con la moral, o bien con su absoluta falta de cuidado y protección les ocasionan graves enfermedades que refluyen en detrimento de la economía familiar. Cabe pensar, que en nuestro medio social, la servidumbre se halla constituida por una gran mayoría de indígenas que apenas tiene conocimientos enteramente rudimentarios de moral y de higiene. Si se hiciera una prolija investigación sobre las causas determinantes para que la mortalidad infantil señale cifras pavorosas en Bolivia, seguramente que se llegaría a la conclusión patética, de que una de esas causas, es el abandono en que se crían los niños, mientras sus madres trabajan en una oficina cualquiera, en una fábrica o en un taller. La misma vagancia infantil es atribuible a ese abandono censurable. »<sup>896</sup>

---

<sup>895</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> juin 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>896</sup> *El Diario*, La Paz, 12 août 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Comme on l'a vu dans le précédent chapitre, le « monde indigène » était associé à la saleté, au manque d'hygiène, à l'indécence, etc. Il était donc reproché aux femmes des classes élevées qui avaient des domestiques, de laisser la santé et l'éducation de leurs enfants dans les mains de ces personnes qui étaient considérées comme « immorales » et comme « ignorantes » des normes élémentaires d'hygiène, allant même jusqu'à mettre en danger la vie des enfants. Il est également sous-entendu dans l'article qu'il est dangereux de laisser les enfants entre les mains des domestiques non seulement à cause d'un danger de maladie ou de mort, mais aussi parce qu'ils apprendraient les mauvaises « coutumes » des indigènes ; ils seraient ainsi « culturellement » façonnés par eux, ce qui représenterait un danger pour la nation. Les femmes ne pouvaient pas laisser leurs enfants aux mains des indigènes, car les futures générations risquaient d'être « indianisées ».

Les quelques articles publiés en 1939 dénonçant la présence des femmes sur le marché du travail eurent probablement un certain impact sur le gouvernement, puisqu'en septembre 1939 le Trésor Public annonça la réduction de 10% du personnel féminin dans l'administration publique<sup>897</sup>. On ne sait pas si cette réduction eut lieu car il n'y a aucune autre information publiée à ce sujet. Cependant, allant à l'encontre des articles cités, le Ministre de l'Éducation, lors d'un événement littéraire et musical organisé par l'École Professionnelle de Femmes Uruguay, fit un discours dans lequel il vantait l'importance du travail et de l'émancipation des femmes pour la grandeur de la Bolivie:

« En su discurso dijo que siempre se preocupó de « fundar institutos, escuelas y colegios especiales para que la Mujer aprenda una profesión o un oficio y pueda libremente buscar los recursos para su vida en forma digna (...) El Ministerio de mi cargo -con todo afán- persigue la liberación económica de la mujer (...) Entonces en Bolivia, más que en ninguna parte, la mujer debe profesionalizarse. Tienen que aprender oficios y conocimientos amplios para conseguir en forma honorable todo lo que la vida le impone (...) Para las alumnas mis felicitaciones y mis votos porque triunfen en la lucha de la vida y sean siempre dignas e independientes y contribuyan con el trabajo dignificador al engrandecimiento de Bolivia, nuestra suprema aspiración. »<sup>898</sup>

Il semblerait que le gouvernement n'ait pas eu une position claire et définie à ce sujet. En même temps qu'il semblait vouloir se montrer sensible aux critiques de certains secteurs de l'opinion publique qui considéraient le nombre de femmes dans l'administration publique trop élevé, certains de ses Ministres voulaient *a contrario* signaler l'importance du travail des femmes pour l'économie du pays. Dans tous les cas, les dénonciations contre les femmes au

---

<sup>897</sup> *El Diario*, La Paz, 16 septembre 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>898</sup> *El Diario*, La Paz, 2 décembre 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

travail ne s'arrêtèrent pas là et s'amplifièrent à travers une très virulente campagne qui se déchaîna entre juin et octobre 1940, menée par le journal *El Diario*. On ignore si les articles de cette campagne ont été rédigés par plusieurs auteurs différents, ou par un seul, mais il est certain que de très nombreux articles furent publiés pendant ces quelques mois pour dénoncer la présence jugée excessive des femmes dans l'administration publique. Une grande partie des articles dénonçaient le coût que cela représentait pour le budget de l'État, mais aussi le fait que les femmes aient été placées à ces postes grâce à leurs « contacts » et « relations », et non en raison de leur capacité de travail, qualité dont elles « manquaient cruellement ». Ainsi les articles estimaient qu'elles étaient beaucoup moins efficaces et préparées que les hommes, faisant constamment référence à des stéréotypes misogynes qui présentaient les femmes comme paresseuses, bavardes, superficielles, plus préoccupées de leur beauté que de leur travail, etc. C'est le cas des articles suivants :

« El elemento femenino en las oficinas del Estado

La luctuosa guerra del Chaco, con una funesta cohorte de calamidades, nos ha traído consigo la intrusión del elemento femenino en la Administración Pública, acarreado con ella la completa desorganización, el desbarajuste y la inmoralidad que reina actualmente en todas las oficinas dependientes del Estado.

Si bien era normal reemplazar a movilizados con mujeres, estas han aumentado enormemente y de manera alarmante en la Administración a causa de complacencias, favoritismos, recomendaciones y compadreríos - han sido colocadas chiquillas recién salidas de escuelas primarias que sabían leer y escribir mal.

En nuestras cotidianas incursiones por las diversas oficinas públicas, hemos comprobado plenamente la inutilidad, ineptitud y la nugatoria labor de las mujeres en esas reparticiones. Esas privilegiadas empleadas ganan los sueldos sin hacer absolutamente nada. Toda su labor se puede sintetizar así: llegan siempre atrasadas, después de firmar las listas de asistencia se ponen a leer periódicos y revistas y cuando han concluido su lectura se dedican a charlar formando corrillos sin importarles el público y haciendo gala de su incultura y mala crianza se preocupan preferentemente de sus afeites y manucure, de fumar exageradamente, de usar los teléfonos desmedidamente en sus citas y coloquios amorosos o con cualquier fútil pretexto, perjudicando las comunicaciones del público o de otras oficinas por hallarse siempre las líneas ocupadas, recorren de escritorio en escritorio distraendo y entreteniendo a los hombres y perjudicando a los buenos empleados que trabajan, son dilectas de la cultura del chisme y la intriga, abandonan las oficinas con cualquier disculpa, se las ve constantemente en la calle en horas de oficina, faltan siempre a su labor, son perezosas e indisciplinadas, y así hacen pasar las horas sin rendir ningún beneficio para el Estado. »<sup>899</sup>

« No es conveniente la presencia de mujeres en las oficinas de la administración pública. Llevadas en gran número como reemplazantes

---

<sup>899</sup> *El Diario*, La Paz, 29 juin 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

mientras los titulares fueron llamados bajo banderas, han quedado como elementos de número, obligando al Estado a crear más cargos porque ese trabajo es deficiente

(...)

Dice EL DIARIO que la intromisión de un porcentaje subido de elemento femenino en la administración, no hace otra cosa que entorpecer la maquinaria administrativa.

(...)

Debido a la campaña guerrera en el Chaco, la mayoría de los cargos esencialmente de la administración nacional, fueron reemplazados con elemento femenino debido en algunos casos a la imposición de familiares con el fin de no perder el 50 por ciento del movilizado y otros porque realmente el elemento masculino significaba un problema ya que todos, a medida de los llamamientos, debían ir engrosando las filas de reservistas. Lógico y muy humano era que al retorno del ex soldado a las ciudades, ocupase el cargo dejado provisionalmente y que le corresponde por ley y por derecho. Mas, desgraciadamente, no sucedió aquello, ya que el ex repete<sup>900</sup> al retornar a sus labores oficinescas se le devolvió un puesto que él no lo había dejado, esto es, que su cargo, ganado en ley tras muchos años de trabajo había sido arbitrariamente dado a dos y tres empleadas, porque la labor de un solo hombre no podía hacerla una sola mujer. Al retornar el ex-combatiente las reemplazantes debían abandonar la oficina y retornar a las labores propias de una mujer, esto es a su casa...»<sup>901</sup>

« ...Las observaciones relativas a la falta de preparación de las empleadas, no obstante los encantos que éstas pueden tener, parten de los elementos masculinos que trabajan como jefes, pues sucede que debido a que las compañeras subalternas carecen de capacidad para atender en buenas condiciones sus tareas, son los hombres quienes deben cargar con el trabajo de sus colaboradoras, de buen grado o de mal talante pero de todos modos tomando por su cuenta lo que las funcionarias públicas no pueden hacer... »<sup>902</sup>

« La empleomanía de las damas bolivianas es un problema digno de cuidadoso estudio en nuestro país. En Europa y en Norte América, solamente las mujeres muy capacitadas ocupan lugares importantes dentro de la administración. En este país la oficina pública es un verdadero refugio de la holgazanería femenina; pues, la empleadita no tiene tiempo para nada, desde la mañana hasta la noche, porque la oficina, el arreglo de la indumentaria y el maquillaje, le consume todas las horas. Entre tanto la pobre madre, sin protestar y aún con perjuicio de su salud, se hace cargo de todo el trabajo de la casa, para satisfacer la vanidad de tener una hija oficinista. La empleadita no sabe guisar, no sabe coser, no sabe lavar, porque tales faenas son perjudiciales a la « belleza » de sus manos manicuradas (...)

Esta empleomanía en la mujer casada, es otra plaga de nuestras costumbres. Ella debe estar en su hogar, atendiendo a los hijos y al esposo que tanto la

---

<sup>900</sup> Pendant la guerre du Chaco les soldats boliviens étaient appelés familièrement « repetes » car lorsque la nourriture leur était servie, ils demandaient à avoir une deuxième portion (« répéter » la nourriture, en demander plus).

<sup>901</sup> *El Diario*, La Paz, 2 juillet 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>902</sup> *El Diario*, La Paz, 13 juillet 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



necesitan. Asimismo, nada es tan ilógico y penoso como ver la figura de una señora que se presenta ante los compañeros de trabajo, en estado interesante. La mujer casada empleada, en su condición superficial, debe saber que aleja al esposo, porque éste no halla en su esposa a la mujercita de su casa. Ella no ha vuelto de su trabajo. Se encontró con unas amigas y después de unas vueltas por la calle de moda, se fue a tomar un refresco en la confitería. En el hogar donde ella falta no hay atractivo femenino; y de este modo el marido se aleja prontamente influenciado por tentaciones mil. Argüirán ellas, que con la crisis económica, el sueldo que gana el esposo es insuficiente. Entonces, hay que trabajar en la casa, despedir a los sirvientes, prescindir de banalidades, dejarse de LUJOS y hacer una vida decente y real. »

Ce sont quelques extraits tirés des très nombreux articles qui furent publiés dans le journal *El Diario* pendant ces mois de 1940, dénonçant le travail des femmes dans l'administration publique mais aussi les conditions de vie des femmes des classes moyennes et élevées qui se permettaient d'avoir des loisirs. On ne connaît pas quels furent les motifs réels de cette campagne car aucune information nous est donnée à ce sujet, cependant l'on sait qu'elle ne passa pas inaperçue dans les autres journaux et les femmes ne manquèrent pas l'occasion d'y répondre. C'est le cas d'une jeune écrivaine et journaliste qui fut interviewée dans le journal *La Calle*, qui présenta la campagne de *El Diario* comme celle d'un journal dépassé défendant les valeurs d'une autre époque. Les propos de la jeune femme sont assez radicaux pour l'époque et s'appuient également sur des idées qui « essentialisent » le comportement des hommes et des femmes. D'après elle, les hommes seraient beaucoup plus enclins au vice que les femmes, et par conséquent les femmes pourraient contribuer à la moralisation du travail et du pays :

« ¡He aquí una mujer enérgica que asume la defensa de las mujeres! ¡Abajo los hombres y arriba las mujeres!

Uno de nuestros colegas que conserva con mayor celo su ancestro megalítico, está empeñado en terrífica campaña contra las mujeres, sin reparar que ello va en contra de lo más noble y fecundo que posee una nación: las empleadas; hoy trabajadoras; mañana madres de robustos bolivianos que desharán entuertos y protegerán doncellas. Según el aludido diario las mujeres deben abandonar el puesto público para ir a fregar las ollas de la casa.

Una heroína soviética:

Hemos estado espectando tales hechos hasta que llegó nuestro turno de darle carta de ciudadanía, de intervenir en el debate, y mediante la visita que nos hace una muchacha que merece toda nuestra adhesión. Ella es Alfonsina Paredes, periodista, escritora, poetisa y, sobre todas las cosas, mujercita moderna que sabe en qué punto del zodiaco le apretan los chapines.

Entelequias de la mujer:

Figúrese -nos dice- hay por ahí un diario que ataca a la mujer, considerándola del sexo débil, cuando el débil es el hombre abrumado por el alcoholismo, el

nicotismo y otros vicios solitarios, como el altoperuanismo<sup>903</sup>, el cepillaje<sup>904</sup> de los personeros del Estado y otras abyecciones semejantes. La mujer no se dobla, no dobla la rodilla para los poderosos, no sirve de escobilla a los personeros del Estado. Se impone por su propio peso, por sus méritos personales, por su capacidad de trabajo, por su dinamismo, su contracción y su conciencia propia.

La Virgen Severa:

Alfonsina Paredes se entusiasma y en tono oratorio que nosotros admiramos circunspectos prosigue:

-Además, fijese que nosotras los lunes no pensamos en hacer Santo<sup>905</sup>, sobre todo ahora que se ha impuesto una Ley Seca que tiene húmedos a los hombres día y noche y durante la semana. No vamos al trabajo con el cuerpo molido y con los vahos del alcohol. No podrá usted saber tampoco que haya mujer que cometió un peculado de los que tan hábilmente los hombres están acostumbrados a cometer, sin pizca de patriotismo. La mujer no compromete el honor nacional con coimas indecorosas. Y, si quiere más, finalmente, la mujer trabaja para sostener el hogar que el hombre -salvadas poquísimas excepciones- entrega a la miseria y al hambre anegado en los vicios que lo dominan.

- Su juicio es cruel, señorita -dice nuestro redactor: - nos llena de rubor. ¿Cree usted que todos los hombres hagan lo que usted dice?

- Pues los que no hacen eso, y son leales a sus deberes hogareños son tomados por los otros, los gandules, como unos pobres diablos. Creo que el hombre está perdido. No tiene otra salvación que desaparecer. Las mujeres nos bastamos para sostener la República.

El periódico paquidérmico:

- Es usted novísima.

- Y el articulista del periódico paquidérmico que nos critica es un anticuario, vive en 1800. No observa el paso del tiempo en nuestra patria, que aceleradamente se encamina al Porvenir. Y en el Porvenir estamos nosotras.

- Pero, el hombre sabe más que la mujer...

- Sí, conoce más vicios. En competencia libre, cara a cara, un tribunal no determinará si esa botija de prejuicios de superioridad sexual, que es el hombre, es mejor oficinista que la mujer, mejor aviador, mejor político, mejor periodista, mejor sacerdote. Cuando la mujer asuma el Gobierno de los pueblos se purificarán las corrompidas costumbres de hoy, impuestas por el necio orgullo de los hombres.

¡Abajo los hombres!

- Para mí -ensaya a decir tímidamente nuestro redactor,- señorita, es usted irresistible.

---

<sup>903</sup> Cette expression est assez surprenante et on ne connaît pas exactement son sens. On peut cependant supposer qu'elle est un synonyme de « criollo » qui comme on l'a déjà vu, dans un premier sens désignait à l'époque de la colonisation espagnole, toutes les personnes d'origine européenne qui étaient nées dans le continent américain. Cependant, différents usages du terme existent aujourd'hui selon les pays. En Pérou et en Bolivie, le terme peut être utilisé de manière péjorative pour désigner des personnes faisant usage de l'astuce, de la ruse, ou de l'escroquerie. C'est le sens très probablement utilisé dans cet extrait.

<sup>904</sup> Avec cette expression qui vient du verbe « cepillar », c'est-à-dire, « brosser », elle fait référence au fait que les femmes ne « brossent pas dans le sens du poil » les personnages haut placés de l'État.

<sup>905</sup> Elle fait référence à une coutume très répandue dans les milieux ouvriers et maçons particulièrement, qui consiste à ne pas travailler le lundi et de consacrer cette journée à boire.

- Si el hombre supera a la mujer ésta le dejará el campo libre. Pero, mientras exista igualdad de facultades intelectuales no dejaremos el campo a los jumentos por el hecho de ser machos. El derecho al trabajo es un derecho divino. La mujer se emancipa de la tiranía del hombre, mediante el trabajo. No quiere más su odiosa tutela. Que trabajen ambos y que se imponga el superior. ¡Arriba las mujeres competentes y abajo los hombres estúpidos! La sociedad delicuescente de este tiempo requiere de la intervención salvadora de la mujer. Queremos un matriarcado después del vandalismo de las guerras europeas y del fracaso politiquero de los asnos suramericanos. La mujer puede hacer todo lo que el hombre hace -lo bueno, desde luego- y además da hijos, que el hombre no puede dar!

Una gran muchacha:

Miramos a Alfonsina Paredes con estupor indecible. La hemos conocido niña. Es hoy una muchacha en posesión de una juventud vibrante y turbadora. A ratos nos parece estar oyendo llover... ¿Es posible? Estrechamos la manita angelical, y no la besamos sólo porque le hemos adivinado cierto designio bélico. »<sup>906</sup>

*La Calle* se présente comme un journal plutôt favorable au travail des femmes et il ne manque pas de dénoncer souvent les conditions précaires et indignes dans lesquelles doivent travailler les femmes des classes populaires, et notamment les femmes ouvrières. Plusieurs articles du journal dénoncent l'exploitation des ouvrières, leurs salaires de misère<sup>907</sup> et demandent au Ministère du Travail d'agir sur ces questions et de protéger les femmes célibataires travailleuses<sup>908</sup>. Cependant, les réponses apportées par *La Calle* et la jeune femme interviewée n'empêchèrent pas la campagne de *El Diario* contre le travail des femmes de continuer, et l'on constate que cette campagne répondait aussi aux inquiétudes natalistes qui étaient apparues après la guerre. Cette angoisse autour de la natalité était en fait liée à des inquiétudes concernant la « disparition » de la « race blanche ». Tout comme à propos du « danger d'indianisation culturelle » des enfants, on constate que les publicistes redoutent de voir la démographie bolivienne « s'indianiser » si les femmes « blanches » ne se reproduisent pas suffisamment. C'est ce que l'on constate dans l'article suivant :

« Agrava la permanencia de mujeres en las oficinas públicas el problema de la natalidad boliviana. Si se hiciera una estadística de mujeres completa de los matrimonios efectuados en los últimos años se comprobaría que la mayoría carece de hijos

¿Prevee ahora el gobernante lo que será Bolivia a diez años más de esta fecha? La solución es muy sencilla. Con el formidable ingreso de las mujeres en la Administración Nacional, a más de que ha engrosado el Presupuesto en forma alarmante y perjudicial para la economía patria, se viene agravando en

---

<sup>906</sup> *La Calle*, La Paz, 7 juillet 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>907</sup> *La Calle*, La Paz, 12 décembre 1940 et 3 janvier 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>908</sup> *La Calle*, La Paz, 8 mai 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

proporción superlativa el problema del matrimonio y por consiguiente la natalidad. La oficinista con excepciones honrosas, claro está, ha llegado a construir un hogar, más, como aquella mujer ha hecho carne ya sobre su escritorio, difícil le es desde el día de sus nupcias, abandonar el puesto y lógicamente debe volver a él. ¿A qué? A seguir estropeando su salud y convertirse en el devenir de los años en un ser por completo inservible para la Nación que reclama hijos. Y al caso, nada difícil sería proceder a la siguiente estadística.

1.- ¿Cuántos matrimonios se han producido desde 1932 a la fecha?

2.- ¿Cuántos matrimonios se han producido de 1920 a 1932?

3.- ¿Cuántos niños han nacido de matrimonios efectuados desde 1932 a la fecha?

4.- ¿Cuántos niños han nacido de matrimonios efectuados desde 1920 a 1932?

El porcentaje de los casos 1 y 3, resultaría desconsolador con relación al 2 y 4, por las razones y las agravantes que señalamos anteriormente. De ahí que, ¿se juzga el incremento que Bolivia tendrá de la fecha a 10 o 15 años más? Que hablen las estadísticas y que los médicos digan: ¿es dañino para la mujer y para la raza que aquella trabaje en oficinas? Hemos oído ya la opinión de varios de ellos y todos ellos, se refieren en frases desconsoladoras y crudas, muy crudas para transcribirlas al papel (...)

El Gobierno habrá dado un paso decisivo, si decretara en la fecha el desahucio del elemento femenino de las oficinas fiscales; el estudio cuidadoso por personal de honradez moral a toda prueba de los cargos que paulatinamente vengán a ocupar elementos necesitados y de eficiencia reconocida o demostrada, porque no hay que olvidar y eso nos consta a quienes conocemos de cerca, que cada tres mujeres efectúan una labor que requiere un solo hombre.

Creemos que no es misión del Gobierno ver el presente, debe a todo trance ver también el futuro, porque ambos están en manos del gobernante. Y eso ahora, en que el remedio puede tener su eficacia, se debe poner atajo al porvenir negro que se avecina si no se toman las providencias del caso.

El indio por su número, ¿llegará mañana a dominarnos? Nada extraño será puesto que hoy, olvidándonos el sacrificio de los mayores que nos dejaron una Patria digna de mejor suerte, estamos destrozando precisamente la simiente de una planta que pudo dar mejores frutos. El empleo de mujeres en las oficinas, es un grave problema que los gobernantes de hoy están en la ineludible obligación de resolver. ¿Cuántos hombres hay en Bolivia que no pueden contraer matrimonio porque no tienen trabajo? »<sup>909</sup>

Les femmes sont clairement présentées comme des êtres inutiles pour la Patrie si incapables d'enfanter. Le rôle principal que la société leur attribue est la maternité. On a déjà étudié dans le chapitre 3 les inquiétudes natalistes qui surgirent après la guerre, en raison de la perte importante d'hommes et de la mortalité infantile très élevée dans le pays. Ces inquiétudes continuèrent à s'exprimer encore au début des années 1940 comme on peut le voir avec cette campagne contre le travail des femmes, mais aussi plusieurs autres

---

<sup>909</sup> *El Diario*, La Paz, 3 juillet 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

manifestations et actions en vue d'encourager la naissance des enfants et d'exalter la maternité.

En effet, de très nombreux articles furent publiés dans la presse sur la nécessité qu'avait l'État de protéger les mères et les enfants afin d'éviter la mortalité infantile. En juin 1939 un article dans *El Diario* affirmait que la Bolivie avait été classée au premier rang dans le monde en termes de mortalité infantile selon les statistiques de l'Institut International de Protection à l'Enfance. Cette institution avait donc prévu d'envoyer une mission médicale dans le pays pour étudier l'environnement et découvrir les causes d'un degré aussi élevé de mortalité chez les enfants boliviens<sup>910</sup>. De fait, la mortalité infantile était le problème de santé publique numéro un dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle en Bolivie<sup>911</sup>. C'était une conséquence inévitable de la pauvreté, de la malnutrition, du manque d'eau potable, d'infrastructures médicales en nombre insuffisant et souvent inadéquates, et d'un niveau d'éducation globalement très bas<sup>912</sup>. Le taux de mortalité infantile est généralement perçu comme l'un des indicateurs les plus significatifs de la santé de la population d'un pays. Il n'est pas surprenant que pendant toute cette période, et notamment dans les années d'après guerre, la mortalité infantile ait été une source d'angoisse pour le corps médical et pour la société en général. Les femmes étaient perçues par les experts médicaux comme la cause mais aussi comme la cure potentielle de la mortalité infantile. Il s'agissait d'agir sur les femmes de manière à ce qu'elles puissent remplir leurs fonctions maternelles de manière plus satisfaisante<sup>913</sup>. Précisément autour de 1940 de nombreux articles furent publiés sur la nécessité d'étudier le problème sous le concept du « binôme mère-enfant », selon les nouvelles conceptions qui se développaient à l'époque : il fallait protéger la mère afin de protéger l'enfant. Le médecin Juan Manuel Balcázar, qui avait déjà publié plusieurs articles sur la mortalité infantile en 1936, et un livre en 1937, écrit alors plusieurs articles sur ce concept et sur la nécessité d'éduquer les parents à la puériculture et à l'hygiène infantile. Il suit ici les recommandations établies par la Conférence Sanitaire Panaméricaine<sup>914</sup>. D'ailleurs, plusieurs articles faisant référence aux dispositions établies dans d'autres pays afin de protéger les mères et les enfants, furent publiés dans la presse. L'un d'eux citait un rapport sur la situation juridique des enfants illégitimes dans le monde, qui stipulait que la mortalité infantile diminuait dans les pays où ces enfants étaient protégés ou étaient traités à égalité

---

<sup>910</sup> *El Diario*, La Paz, 3 juin 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>911</sup> ZULAWSKI Ann, *Unequal Cures : Public Health and Political Change in Bolivia, 1900-1950*, Duke University Press, Durham, 2007.

<sup>912</sup> Idem.

<sup>913</sup> Idem.

<sup>914</sup> *El Diario*, La Paz, 7 janvier 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

avec les enfants légitimes<sup>915</sup>. Plusieurs articles furent aussi publiés concernant la protection des mères par l'État à Cuba<sup>916</sup>. Des conférences, également, faisaient état de la situation catastrophique de la Bolivie du point de vue de la mortalité infantile. On soulignait que l'État devait résoudre ces questions en créant des dispensaires gratuits qui s'occuperaient du suivi des mères pendant la grossesse, avant et après l'accouchement<sup>917</sup>, en protégeant les mères célibataires, en permettant les recherches en paternité et en légiférant sur l'avortement<sup>918</sup>, tout en insistant sur le fait que les enfants représentaient le capital humain d'un pays<sup>919</sup>. D'ailleurs, comme en 1938, un concours visant à récompenser les femmes des classes populaires qui avaient le plus d'enfants en bonne santé fut organisé le 27 mai 1942 (Jour de la Fête des Mères) par une association féminine du nom de Comité Féminin Pro Culture<sup>920</sup> (« Comité Femenino Pro Cultura »), qui s'occupait de l'éducation et de l'accès à la culture pour les femmes des classes populaires. Ce concours fut soutenu par le gouvernement et l'État : des donations furent envoyées par le Président de la République, le Ministère d'Hygiène et de Prévision Sociale, la Préfecture du Département de La Paz, la Municipalité, tout comme par l'entreprise minière la plus importante de la Bolivie (la Patiño Mines), l'entreprise de brasserie nationale, et plusieurs personnalités. C'est dire l'ampleur de la médiatisation du concours. Au-delà de ces gestes symboliques qui tendaient à encourager les initiatives de la société civile en vue de promouvoir et protéger la maternité, l'État ne fit rien entre 1939 et 1944 pour répondre aux demandes de l'opinion publique relayée par la presse.

Il faut attendre l'arrivée au pouvoir du Président Gualberto Villarroel (1943-1946) pour que l'État se penche sur ces questions. Le MNR et Villarroel portaient, on l'a vu, le projet d'améliorer la condition physique et le bien-être social de la population, pour renforcer l'unité nationale. Cela exigeait des initiatives destinées à fortifier la famille et la maternité<sup>921</sup>. Même si dans le gouvernement antérieur un projet de Code de l'Enfance aurait dû être étudié par le Ministère de Prévision Sociale en 1941<sup>922</sup>, aucune véritable avancée ne fut réalisée. Le projet fut repris en 1944 par le gouvernement de Villarroel, qui s'inspirait du mémoire de Licence de la jeune avocate et féministe Marina Lijerón<sup>923</sup>, dont on parlera par la suite. On ignore si ce Code fut finalement promulgué ou non ; il est probable que non au vu du manque

---

<sup>915</sup> *El Diario*, La Paz, 23 août 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>916</sup> *El Diario*, La Paz, 19 mai, 19 août 1940, 29 juin 1941 et 7 avril 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>917</sup> *El Diario*, La Paz, 2 juin 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>918</sup> *El Diario*, La Paz, 9 juin 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>919</sup> *El Diario*, La Paz, 26 juin 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>920</sup> *La Calle*, La Paz, 17 mai 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>921</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

<sup>922</sup> *El Diario*, La Paz, 22 septembre 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>923</sup> *El Diario*, La Paz, 5 décembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

d'informations à ce sujet dans les mois qui suivirent. Cependant, le début de l'année 1945 vit la création de la Direction Générale de Maternité et d'Assistance Sociale, chargée de veiller à la protection des mères et des enfants. L'institution répondait aux fins du gouvernement de Villarroel, visant à créer un prototype national « en bonne santé », selon les idées de l'eugénisme « lamarckien ». Dans un entretien réalisé avec Juan Manuel Aramayo, nommé directeur de la nouvelle Direction Générale, celui-ci considérait que le devoir de l'État était de « veiller sur la famille » qui était « la base de la société ». D'après lui, l'Etat devait également reconnaître « le travail comme un facteur de bien-être et de richesse », et il fallait lutter contre les « maladies sociales » qui avaient un impact sur la constitution de la « race ». Il expliquait que la fonction sociale de la maternité devait être dirigée, que la mère devait être prise en charge dès la gestation un service prénatal. Des recherches devaient être faites sur les maladies héréditaires, et des soins prodigués à l'enfant et à sa nutrition pendant sa première année de vie. Comme il l'explique lui même :

« Esta será a grandes rasgos la obra del Servicio Social de la Maternidad y al correr los años daremos a la sociedad madres y niños física y moralmente aptos, madres que vuelven a sus hogares con un hijo que será la promesa firme de la Patria, y para que la vida les sea amable el centro donde han recibido esta clase de auxilios en su trance sublime, serán para ella y su familia un refugio de protección a su salud (...)

Dispensándose el bien, el cariño, la atención científica a los seres más queridos de la familia, como son la madre y el hijo, aprovecharemos grandes ventajas por el futuro de la raza. »<sup>924</sup>

Les idées de l'eugénisme « lamarckien » sont clairement exprimées ici : les mères avaient un rôle fondamental dans « l'amélioration de la race ». Il s'agissait d'éduquer les mères aux notions de puériculture et d'hygiène afin qu'elles puissent élever des enfants « robustes » et en bonne santé. Si l'État veillait sur la famille, il pouvait contribuer à créer des familles fortes en bonne santé et une race « forte », en même temps que l'on encourageait l'accroissement de la population. C'est ce que l'on constate aussi avec cet article saluant la création de cette institution :

« ...La madre pobre, aquella que carece de recursos para someterse a tratamientos recomendados por los médicos puericultores, sin protección de ninguna clase ni amparo del Estado, da vida al fruto de su ser aún ignorando las más elementales nociones de puericultura y de ahí que los niños nacidos en tales condiciones constituyen el más grave problema social para el país, pues son en la generalidad de los casos, infantes debiluchos, propensos a contraer toda clase de enfermedades, si al nacer, por felicidad no traen dolencias congénitas.

---

<sup>924</sup> *El Diario*, La Paz, 21 janvier 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Es pues, encomiástico que el Estado haya comprendido, aunque recién, la verdadera función social de atender a la madre en estado de gravidez y hacer que sus párvulos sean fuertes y robustos mediante la atención médica especial, para después recoger los frutos de esa asistencia, que no pueden ser otros que los que la patria siempre anhela: tener ciudadanos fuertes y mujeres sanas para su engrandecimiento. »<sup>925</sup>

Selon l'article, cette institution était notamment destinée aux mères pauvres des villes, car la plupart des femmes issues des classes élevées et moyennes avaient à l'époque les moyens d'accoucher chez elles avec des sages-femmes<sup>926</sup>. La Direction Générale de Maternité avait pour projet de créer des dispensaires dans les principales villes du pays, La Paz, Oruro, Cochabamba et Potosí, qui devaient compter avec plusieurs services : Statistiques, Service Social, Consultation Obstétricale, Gynécologique, Puériculture, Crèche et Lait<sup>927</sup>. L'un des premiers dispensaires fut inauguré à Oruro en février 1945 et sa création fut saluée par la presse<sup>928</sup>. La Direction de la Maternité organisa également des campagnes d'information qui insistaient sur l'importance sociale de la mère et de l'enfant et sur le danger des maladies provoquées chez l'enfant par l'absence d'une alimentation adéquate<sup>929</sup>. Des émissions de radio sur le sujet avaient lieu tous les samedis<sup>930</sup>. La Direction de la Maternité avait également pour projet la création d'une École de Mères, d'une École Pratique de Sages Femmes, d'une École de formation de Visiteuses Sociales, de cours pour les étudiants obstétriciens et pour ceux déjà diplômés<sup>931</sup>. Pour financer la Direction de la Maternité, le gouvernement décida que le prix de tout envoi postal allait être augmenté de 30 centimes<sup>932</sup>. Comme cela n'était pas suffisant pour le financement qui allait coûter plus de 30 millions de boliviens, l'État décida aussi que les employés et ouvriers, sans distinction de classe sociale, contribueraient au financement de l'Institut de Maternités avec une journée de salaire<sup>933</sup>. La Direction de la Maternité fut également chargée par le Ministère d'Hygiène et de Salubrité d'effectuer une enquête sur les travaux effectués par les sociétés de bienfaisance et de mettre en pratique l'article 76 du Code du Travail (promulgué par Busch en 1938), qui stipulait que toutes les entreprises qui avaient un personnel d'au moins 80 personnes étaient dans l'obligation de s'unir en corporation, pour la création d'une clinique au service de leurs travailleurs. Les corporations devaient payer une mensualité en fonction du nombre de travailleurs sous leur

---

<sup>925</sup> *El Diario*, La Paz, 22 janvier 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>926</sup> ZULAWSKI Ann, *Unequal Cures : Public Health and Political Change in Bolivia, 1900-1950*, Duke University Press, Durham, 2007.

<sup>927</sup> *El Diario*, La Paz, 2 février 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>928</sup> *El Diario*, La Paz, 16 février 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>929</sup> *El Diario*, La Paz, 3 mars 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>930</sup> *El Diario*, La Paz, 24 février 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>931</sup> *El Diario*, La Paz, 15 mars 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>932</sup> *El Diario*, La Paz, 3 mars 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>933</sup> *El Diario*, La Paz, 16 mars 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



dépendance<sup>934</sup>. Le plan d'action de la Direction Générale de la Maternité était donc ambitieux, mais on ignore si toutes ces mesures et projets furent véritablement mis en place. Il est probable que non en raison d'un manque de moyens mais aussi de la courte durée du gouvernement de Villarroel qui fut renversé en juillet 1946. On sait aussi, d'après plusieurs articles de presse, que plusieurs maternités et crèches furent créées dans différentes villes du pays.

Les angoisses autour de la natalité dans un pays frappé par la guerre et avec la mortalité infantile « la plus élevée du monde » d'après les journaux de l'époque, contribuèrent sans aucun doute à raviver la campagne contre le travail des femmes, pour les enjoindre à rentrer chez elles et à remplir les fonctions qui étaient considérées comme inhérentes à leur sexe : faire des enfants et s'occuper de leurs familles. Cependant, cette approche conservatrice, malgré la dureté de la campagne qui la mobilisait, ne réussit pas à s'imposer. Les femmes avaient déjà accédé massivement au marché du travail et étaient perçues comme des éléments contribuant à l'économie du pays : il était impossible de les faire « rentrer chez elles ». L'échec de cette campagne est à mettre en rapport avec l'émergence d'idées conservatrices rénovées envisageant la coexistence de ces deux images qui semblaient contradictoires : des femmes qui travaillaient, mais conscientes de leur rôle fondamental au sein du foyer. Ces nouvelles idées furent mobilisées par les femmes catholiques.

## **B) La Fédération Bolivienne d'Employées Catholiques et une nouvelle conception de la « femme qui travaille » en accord avec le rôle traditionnel dévolu aux femmes**

La date de la fondation de la Fédération Bolivienne d'Employées Catholiques (« Federación Boliviana de Empleadas Católicas ») n'est pas très claire, car certains articles de journaux mentionnent qu'elle a été fondée en 1939 et d'autres en 1940. Il est probable que le projet ait été formulé dans ces années. Mais la Fédération est définitivement constituée en octobre 1941, comme une branche annexe de la Société de Dames de Saint-Vincent-de Paul. La Confédération Internationale de la Société de Saint Vincent de Paul est une organisation de bienfaisance dirigée par des bénévoles et créée à Paris en 1833 par un groupe de laïcs catholiques. L'organisation s'est développée dans le monde entier et elle était présente en Bolivie depuis octobre 1912<sup>935</sup>. Il s'agissait d'une société de bienfaisance destinée aux plus pauvres. En Bolivie elle était surtout composée et dirigée par des femmes. C'est donc comme une branche annexe de cette organisation qu'est fondée à La Paz, par des jeunes femmes

---

<sup>934</sup> *El Diario*, La Paz, 10 mars 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>935</sup> *La Razón*, La Paz, 6 octobre 1937, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

catholiques comme Mireya Lara Carrasco et Ninfa Vacarreza, la Fédération d'Employées Catholiques, avec pour objectif de s'étendre dans tout le pays.

Il est important de signaler qu'une organisation similaire existait déjà à Buenos Aires depuis 1922 : la Fédération d'Associations Catholiques d'Employées (« *Federación de Asociaciones Católicas de Empleadas* »)<sup>936</sup>. On ignore si la Fédération bolivienne a été fondée sous l'égide de cette dernière, mais elle s'en est certainement inspirée car le fonctionnement des deux institutions et les services qu'elles offraient étaient très similaires. Comme on le verra par la suite, ces deux organisations entretenaient des liens entre elles et projetaient de fonder une Confédération. Toutes deux se réclamaient du « catholicisme social » dont les principes remontent à l'encyclique *Rerum Novarum* (1891), renouvelée par l'encyclique *Quadragesimo Anno* que le Pape XI présenta en 1931 comme un hommage à l'antérieure. Ces deux documents constituaient une réponse de la Papauté aux changements introduits par la société industrielle<sup>937</sup>. Selon Hobsbawm, les deux encycliques surgirent pendant des moments de crises du capitalisme et proposèrent des alternatives pour prévenir et éviter la révolution sociale, dont la perspective hantait les secteurs dominants depuis 1917 et le triomphe des bolchéviques<sup>938</sup>. En dénonçant les inégalités sociales produites par la société industrielle, les deux encycliques interpellaient les États pour qu'ils tentent de les réduire par une législation spécifique qui éviterait l'avancement des idées révolutionnaires anarchistes, socialistes ou communistes. De cette manière, l'Église Catholique assumait un rôle primordial dans la préservation de l'ordre social<sup>939</sup>. Il s'agissait donc pour les deux organisations, en Bolivie comme en Argentine, d'attirer les femmes des secteurs populaires urbains au sein de l'Église Catholique et de les éloigner des doctrines « dangereuses » et « révolutionnaires ». L'enjeu était d'autant plus important que, comme on l'a vu, les femmes des classes populaires en Bolivie étaient très actives au sein du mouvement anarchiste. L'Église Catholique, très influente dans la société bolivienne, concurrençait désormais les syndicats de toutes les tendances de gauche.

Les objectifs de l'organisation en Bolivie, tels qu'ils sont décrits par la Fédération elle-même, sont les suivants :

« Elevar la moral de la Mujer que se ocupa en trabajos remunerados; mantenerla en la conciencia de su verdadero papel en la vida, el hogar y la educación de las futuras generaciones, al mismo tiempo que se la perfeccione en su ocupación del momento, según la especialidad que desempeña o la

---

<sup>936</sup> QUEIROLO G., « La Federación de Asociaciones Católicas de Empleadas frente al trabajo femenino (Argentina, 1922-1954) », *Trabajos y Comunicaciones*, n°43, 2016.

<sup>937</sup> Idem.

<sup>938</sup> HOBBSAWM Eric, *L'Âge des extrêmes : Histoire du court XX<sup>ème</sup> siècle*, André Versaille éditeur, 2008.

<sup>939</sup> QUEIROLO G., « La Federación de Asociaciones Católicas de Empleadas frente al trabajo femenino (Argentina, 1922-1954) », *Trabajos y Comunicaciones*, n°43, 2016.

profesión que elija; velar por su cultura, intelectual y física, como principio de mejor conducta y mayor rendimiento ante la sociedad y atención constante a su salud; conseguir una perfecta cooperación entre las mujeres de trabajos remunerados afianzando así el interés particular y colectivo, sin olvidar el progreso y bienestar material y económico de cada una y asumir la representación de los derechos e intereses de las asociadas ante los Poderes Públicos y ante particulares. Estos fines se desarrollarán mediante el « Hogar de la Empleada » donde cada una encontrará un ambiente familiar y acogedor, una biblioteca, reuniones, charlas, conferencias periódicas, cursos que procuren su constante mejoramiento integral, etc.; se organizará una academia en que progresiva y paralelamente la empleada perfeccione sus conocimientos para la labor rentada del momento y fomente aquellos más importantes aún, que la acerquen al hogar sin que se oponga la profesión o empleo; en la biblioteca, para completar el trabajo de la academia, hallará la empleada material que cultive su inteligencia, en su vocación profesional, científica, artística, literaria, etc., al mismo tiempo que despierte sus virtudes y eduque su carácter, encontrando asimismo obras de recreo para después de sus tareas.

De acuerdo con el Comité Nacional de Deportes, se procederá a desarrollar la cultura física y organizar momentos de sana expansión. La higiene será enseñada y ejercitada por todos los medios. Siendo la Sociedad un lazo, y medio de conocimiento entre personas de idénticos problemas e iguales intereses, encontrará la fuerza en la unión del elemento que lo forma y en las normas de la doctrina social de la Iglesia Católica y finalmente mediante su acción jurídica la Federación velará por los derechos de las socias dentro de la más estricta justicia y tomará particular interés en los casos que se viene observando con tanta frecuencia, de la alternativa de quedar sin empleo, o de continuar en éste con peligro de su honorabilidad. »<sup>940</sup>

Comme on le voit, selon les principes prônés par la Fédération il s'agissait de concilier les activités professionnelles des femmes avec leur rôle primordial au sein de leurs familles et dans l'éducation des générations futures. Si les auteurs de la campagne de 1940 contre les femmes qui travaillaient jugeaient incompatibles travail et vie familiale, les membres fondatrices de cette organisation considéraient que ces deux activités étaient parfaitement conciliables. Des auteurs ayant étudié la Fédération d'Employées Catholiques de Buenos Aires considèrent que les institutions du catholicisme social concevaient le travail des femmes comme un « mal » auquel il fallait se résigner et qu'il fallait accepter<sup>941</sup>. Cependant, nous constatons qu'au sein de la Fédération Bolivienne le travail des femmes est clairement mis en valeur; les vertus de sacrifice et d'abnégation des femmes sont exaltées tant dans la sphère privée de la famille comme dans celle du travail. Ces idées avaient déjà été promues par les milieux féministes depuis le surgissement des associations féministes en 1920 ; c'est, comme on le verra par la suite, ce qui a permis le rapprochement entre catholiques et féministes.

---

<sup>940</sup> *El Diario*, La Paz, 3 octobre 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>941</sup> QUEIROLO G., « La Federación de Asociaciones Católicas de Empleadas frente al trabajo femenino (Argentina, 1922-1954) », *Trabajos y Comunicaciones*, n°43, 2016.

La FBEC avait comme objectif d'accueillir toutes les femmes travaillant comme employées sans distinction de classe sociale. Cela signifiait accueillir les femmes des classes populaires urbaines comme celles des classes moyennes. Cependant, il semblerait que la Fédération accueillait surtout les femmes des classes populaires qui travaillaient « dans le commerce, l'industrie et l'administration fiscale et municipale »<sup>942</sup>, à savoir les femmes commerçantes des marchés, les ouvrières et les femmes travaillant dans les rangs les moins élevés de la fonction publique. Les sources identifiées sur la FBEC sont constituées par les articles publiés dans la presse par les organisatrices ou par des journalistes, et nous donnent donc seulement accès à la vision que les organisatrices et une partie de la société portaient sur cette organisation, c'est-à-dire souvent une vision propagandiste ; nous n'avons malheureusement pas accès à la vision et aux expériences des travailleuses membres de l'organisation.

La Fédération offrait des cours au sein du Foyer de l'Employée (« Hogar de la Empleada »), fondé en février 1942<sup>943</sup>. Ces cours visaient à les perfectionner dans une profession manuelle ou administrative si elles en avaient déjà une, ou leur permettaient d'acquérir une profession de ce type ; ils visaient aussi à ce qu'elles aient les connaissances et les outils nécessaires pour gérer leurs foyers. En ce sens, ils visaient à réaffirmer leur identité « féminine », en leur proposant des formations considérées comme typiquement « féminines » et en réaffirmant leur rôle de « reines du foyer ». Les cours proposés étaient en effet les suivants: Économie Domestique, Gestion du budget familial, Décoration du foyer, Préparation des repas, Puériculture, Couture et Confection, Fleurs, Tissus. Mais apparaissaient aussi les rubriques Commerce, Dactylographie, Sténographie Orthographe, Alphabétisation et Religion<sup>944</sup>. Les élèves étaient censées recevoir également des cours d'Hygiène, de Premiers Secours et d'Éducation Physique. Aux dires de l'une des membres, le Foyer de l'Employée était un local « froid et obscur »<sup>945</sup> que la Société de Dames de Saint Vincent de Paul avait réussi à se procurer. Dans ces conditions précaires, les femmes qui enseignaient les cours le faisaient bénévolement. Le Foyer avait aussi une bibliothèque dotée de peu de livres qui étaient censés orienter les femmes dans la morale catholique ; les quelques livres cités avaient pour titres: « Cristo con Nosotras », « Irradiar a Cristo » (dont on ne connaît pas les auteurs), « Lettres aux femmes d'Espagne et d'Amérique » de Gregorio Martínez Sierra, mais aussi « La vie de Madame Curie »<sup>946</sup> qui était considérée par les

---

<sup>942</sup> *El Diario*, La Paz, 5 juillet 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>943</sup> *El Diario*, La Paz, 8 février 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>944</sup> *El Diario*, La Paz, 5 octobre 1942 et 5 juillet 1994, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>945</sup> *El Diario*, La Paz, 5 juillet 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>946</sup> *El Diario*, La Paz, 23 juin 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

membres de l'organisation comme une femme non catholique ayant manifesté dans sa vie « la quasi perfection du catholicisme pur »<sup>947</sup>. D'après les informations publiées par les membres dans la presse, à ses débuts la Fédération comptait 400 membres et 300 élèves<sup>948</sup> ; vers juin 1945 elle comptait 3000 membres et 120 élèves, et 4 élèves boursières étudiantes à l'étranger<sup>949</sup>. À la même époque, les membres affirmaient disposer également, dans leur siège social, d'une clinique, d'une auberge pour 12 femmes, de salles à manger pour les membres, en plus des cours déjà cités<sup>950</sup>. Lors de sa fondation, l'organisation reçut le soutien public de personnalités de milieux très divers qui envoyèrent des messages de félicitations qui furent publiés dans le journal *El Diario*, probablement à la demande des membres de l'organisation. C'est le cas du nonce apostolique ; de Yolanda Bedregal, l'une des écrivaines et poétesses les plus connues et prestigieuses de l'époque, et l'une des plus célèbres encore aujourd'hui ; d'Enrique Baldivieso dirigeant du socialisme modéré ; de Humberto Palza intellectuel et professeur d'université, sympathisant du nazisme et du fascisme ; de plusieurs sénateurs, des Ministres de l'Éducation et de la Prévision Sociale, qui affirmèrent que les pouvoirs publics devaient soutenir l'organisation, et de Enrique Hertzog<sup>951</sup>, futur président du pays (1947-1949) qui affirma à propos de l'organisation :

« Estoy seguro que ejercerá una definitiva influencia en la vida misma de la Nación, pues, lo que hoy representa no es sino el comienzo de la intervención de la mujer boliviana en los grandes problemas que interesan a la Patria y a la Familia. »<sup>952</sup>

Le fait que des autorités ecclésiastiques ou gouvernementales, ainsi que des personnalités du monde des arts et de la culture envoient leurs félicitations aux fondatrices de l'organisation, tend à prouver qu'elles faisaient partie des secteurs dominants de la société et qu'elles côtoyaient toutes ces personnalités. D'ailleurs, elles reçurent tout le soutien du Directeur de *El Diario*, José Carrasco Jiménez, qui leur donna une page entière pour qu'elles s'expriment dans le journal, en plus de publier très souvent des nouvelles sur les activités de l'organisation et des articles de ses membres. C'est pourquoi elles le nommèrent membre honoraire de la Fédération en mai 1942<sup>953</sup>. Des nouvelles étaient également souvent publiées par *La Calle*, où les membres avaient aussi une page qui leur était dédiée. Il est probable que ce journal leur ait consacré cet espace parce qu'elles s'adressaient aux femmes des classes populaires, et que cette publicité intéressait aussi les membres de l'organisation. Même si

---

<sup>947</sup> *La Calle*, La Paz, 5 juillet 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>948</sup> *La Calle*, La Paz, 23 juin 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>949</sup> *El Diario*, La Paz, 18 juin 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>950</sup> Idem.

<sup>951</sup> *El Diario*, La Paz, 5 octobre 1941, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>952</sup> Idem.

<sup>953</sup> *El Diario*, La Paz, 19 mai 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

l'objectif des fondatrices avait été de créer des branches dans d'autres villes du pays, la Fédération exista seulement à La Paz. Cependant, elle entretenait des liens étroits avec son homologue en Argentine. En mai 1943 l'une de ses membres, Cyra Villalobos, se rendit à Buenos Aires pour développer les liens avec la Fédération d'Associations Catholiques d'Employées de l'Argentine. Cyra Villalobos avait pour mission de soutenir la création d'une Confédération réunissant les deux organisations<sup>954</sup>. On ignore si cette Confédération put voir le jour, mais il est probable que les liens se soient estompés quelques années plus tard. En mai 1945, la Fédération avait cessé d'être une branche annexe de la Société de Dames de Saint-Vincent de Paul : elle était devenue une organisation autonome avec sa propre personnalité juridique. On ignore les raisons de cette séparation. Il est probable que celle-ci ait signifié un coup dur en termes de financement, car à partir de ce moment la Fédération semble de moins en moins active. En juillet 1946, les membres affirment ne pas avoir les moyens pour célébrer la Fête de l'Employée. Les nouvelles de l'organisation dans la presse se réduisent beaucoup dans les années qui suivent.

Durant ses premières années la Fédération semble avoir été assez active et avoir joué un rôle important dans la formation, au sein des milieux conservateurs, d'une image qui conciliait travail et vie familiale des femmes. En effet, l'harmonie entre le travail et le capital à des fins de « pacification sociale » était l'un des objectifs du « catholicisme social »<sup>955</sup>. La campagne contre le travail féminin cessa dans le journal *El Diario* ; à sa place furent publiés les articles des membres de la Fédération qui exaltaient la place des femmes tant au sein du foyer qu'au sein du marché du travail et par conséquent de la Patrie :

« Hoy que se va acentuando más y más la comprensión del falso y deprimente estado en el que se encuentra colocada la mujer, va surgiendo, al mismo tiempo, un nuevo concepto de su rol social y consiguientemente su actividad se desarrolla en un tren de progreso efectivo.

Pues, va demostrando su capacidad y disposición en todas las manifestaciones del saber humano, ella ha roto las cadenas de la ignorancia y se ve plétórica de entusiasmo en los laboratorios, en las clínicas, en los hospitales, en las oficinas públicas, en las fábricas y talleres. Y pasando por alto sus actividades literarias, pedagógicas, artísticas, podemos decir que la mujer coadyuva con su trabajo al progreso nacional. »<sup>956</sup>

« La Federación de Empleadas Católicas, no es simplemente una congregación religiosa; representa ante todo a la legión de las mujeres que trabajan, entre las que no faltan las madres esforzadas que a la par de rendir una labor sacrificada para ganar honestamente el pan de sus hijos, cumplen, además, abnegadamente

---

<sup>954</sup> *El Diario*, La Paz, 16 mai 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>955</sup> QUEIROLO G., « La Federación de Asociaciones Católicas de Empleadas frente al trabajo femenino (Argentina, 1922-1954) », *Trabajos y Comunicaciones*, n°43, 2016.

<sup>956</sup> *El Diario*, La Paz, 6 juillet 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

con la misión social que se han impuesto voluntariamente, inspiradas en los más nobilísimos sentimientos de humanidad y de bienestar general. »<sup>957</sup>

« La mujer en Bolivia, se ha enrolado en las filas de la reconstrucción patria, apartándose de esa indolente actitud propia de años atrás, cuando aún no había traspuesto los umbrales del hogar y cuando su vida se deslizaba monótona e improductiva.

Aportando sus aptitudes intelectuales, la mujer puede, en nuestra patria, llegar a constituir un auxiliar poderoso, en la reconstrucción del hogar boliviano. »<sup>958</sup>

« Para la juventud femenina de la clase pobre, la Federación Boliviana de empleadas no solo es el altar donde rendimos culto al trabajo, sino también donde se modela la sublimidad del carácter de la mujer, encauzando con mucho tino los primeros pasos que han de llevarnos a un mejor desenvolvimiento de nuestros derechos y deberes, que tenemos para con la sociedad. »<sup>959</sup>

En juin 1942, le Président Peñaranda publia un décret établissant le 5 juillet comme la « Fête de l'Employée », afin de rendre un hommage national aux femmes qui travaillaient. Le décret affirmait clairement l'importance du travail des femmes pour la grandeur du pays :

« Gral. Enrique Peñaranda C., presidente constitucional de la República.- Considerando:

Que el trabajo intelectual, técnico y manual de la mujer en la administración pública, comercio, industria, fábricas y talleres, contribuye al progreso del país y debe ser estimulado:

Que es conveniente crear un día especial de homenaje a su labor para el engrandecimiento colectivo:

Decreta:

Artículo único: Se declara Día de la Empleada en toda la República, el 5 de julio, debiendo, solemnizarse esta fecha con actos apropiados que honren a la mujer empleada u obrera.

Los ministros de Educación y del Trabajo quedan encargados de la ejecución y cumplimiento del presente decreto.

Dado en el palacio de gobierno de la ciudad de La Paz, a los 16 días del mes de junio de 1942 años.- General Enrique Peñaranda.- A. Pinto Escalier.- Rodas Eguino. »<sup>960</sup>

La Fédération avait certainement influencé la création de ce Décret qui venait légitimer, au niveau national, la présence des femmes sur le marché du travail et dans l'administration publique. Dès lors toute critique adressée aux femmes qui travaillaient était déconsidérée face à cette reconnaissance officielle. Les femmes étaient considérées

---

<sup>957</sup> Idem.

<sup>958</sup> *El Diario*, La Paz, 5 juillet 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>959</sup> *El Diario*, La Paz, 7 juillet 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>960</sup> *La Calle*, La Paz, 23 juin 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

officiellement comme contribuant à la richesse économique du pays. La promulgation du décret nous informe aussi sur les liens de proximité que les membres de la Fédération entretenaient avec les secteurs dominants au pouvoir de 1939 à 1943. La « Fête de l'Employée » (qui se célébrait aussi en Argentine), fut célébrée tous les 5 juillet, et survécut au changement de gouvernement car elle continua après l'arrivée au pouvoir de Gualberto Villarroel en 1943.

La nouvelle conception conciliant travail et vie familiale des femmes était promue par la Fédération à travers de nombreux articles publiés dans la presse, mais aussi à travers l'organisation de conférences une fois par mois, qui étaient également publiées dans les journaux. Les auteurs qui ont étudié cette organisation en Argentine considèrent qu'elle avait comme objectif la « domestication » de jeunes femmes travailleuses dont le célibat et l'indépendance économique pouvaient constituer un danger pour l'ordre social<sup>961</sup>. Certes, d'un côté la volonté d'imposer un rôle traditionnel aux femmes au sein du foyer, ainsi que les normes et les valeurs de l'Église Catholique, s'expriment clairement dans plusieurs des conférences. Cependant, d'un autre côté l'idéologie exprimée à travers ces articles, qui exhortaient les femmes à jouer un rôle fondamental au sein du foyer, est presque paradoxalement ce qui permet leur politisation et mobilisation dans la sphère publique dans les années suivantes. Ainsi par exemple, Leticia Antezana de Alberdi, membre de la Fédération, organise en avril 1942 une conférence intitulée « La Femme au Foyer » où elle insiste sur le rôle prépondérant que les femmes doivent jouer au sein de leurs familles et sur l'importance du maintien de la foi et de la tradition catholiques au sein de celles-ci :

« Una expresión poética dice: « La mujer es el rayo de luz en el hogar », otra, « La mujer es el ángel del hogar » y yo agrego: Si todas las mujeres de Bolivia, fueran ángeles en su hogar cuán distinta sería la patria boliviana!

No se concibe el « Hogar » sin que vaya asociada a él, la figura de la mujer buena, ella es el fundamento, la piedra incommovible, el piloto de la barquilla feliz de la familia que tomará el rumbo que ella quiera imprimirle: hacia la felicidad o hacia el abismo de la desgracia.

El hogar, para llamarse tal debe ser constituido sobre los sólidos cimientos de la Moral y la Religión.

« La Familia, dice León XIII, es la CUNA de la sociedad y en gran parte en el seno del hogar doméstico se preparan los destinos de los Estados. La sociedad doméstica contiene y fortifica los principios y por decirlo así los mejores elementos de la vida social ».

Las familias mejor organizadas son las que sostienen vivo el sentimiento religioso y las que mantienen intactas las tradiciones que forman el alma de los pueblos. Su gran fuerza social reside en el corazón de la mujer cristiana que es la que reina en el hogar mediante su amor y su espíritu de sacrificio. Yo creo

---

<sup>961</sup> ACHA Omar, « Dos estrategias de domesticación de la mujer joven trabajadora : la Casa y el Hogar de la Empleada », dans BARRY C., RAMACCIOTTI K. & VALOBRA A. (ed.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres : entre la provocación y la inclusión*, Biblos, Buenos Aires, 2008.



que el 90 por ciento de mujeres han olvidado el verdadero significado de estas palabras: ESPIRITU DE SACRIFICIO (...)

“Para saber lo que debo creer y pensar decía Donoso Cortés, no miro a los filósofos, sino a los Doctores de la Iglesia, no interrogo a los sabios ellos no sabrían responderme, yo interrogo más bien a las mujeres piadosas y a los niños; dos vasos de bendición, el primero purificado por las lágrimas y el otro embalsamado por el perfume de la inocencia”.

Esta influencia de la mujer es inseparable de su virtud cristiana que es la que conserva su dignidad y la fuente de su amor y de su abnegación (...)

Todos los males que sufre la sociedad actual tienen su origen en la falta de fe religiosa. Cuando ésta existe se abre el horizonte de la esperanza porque se divisa el medio de cambiar el rumbo.

Es un hecho muy triste el que desde hace algunos años viene ocurriendo, la moral de la mujer va decayendo en forma muy notoria y ello constituye un síntoma alarmante pues siendo como dije al comenzar esta charla, la columna básica del hogar, éste forzosamente se derrumbará. La conducta de algunas, digo, de muchas jóvenes tanto solteras como casadas que miran la vida como una diversión permanente y que van olvidando sus deberes y obligaciones en el hogar y hasta su dignidad de mujeres cristianas, nos hace pensar que el porvenir de la patria no será grande, porque sin madres cristianas no hay educación posible.

Y tengamos presente que toda brecha que se abre en la familia es una amenaza directa contra la sociedad civil porque ella es el punto de apoyo que la defiende.

Voy a insistir en la necesidad urgente que hay de salvar a la mujer, de salvar a la familia si de veras queremos salvar a la Patria. Y la razón, es, y voy a insistir nuevamente, porque las costumbres malas o buenas de la familia trascienden siempre a la sociedad y la moralidad pública se eleva o desciende según sea el espíritu moral de las familias. De aquí que la relajación de los vínculos familiares prepara graves desórdenes en la sociedad, y, en cambio la familia puede ser como el dulce santuario en que se conserven los sentimientos de dignidad, de honradez y de nobleza en medio de la sociedad política que se corrompe. El principal remedio de los gravísimos males que aquejan al mundo entero está en la restauración moral del individuo y de la familia... »<sup>962</sup>

Comme on le voit dans ce texte, la famille était conçue comme une Patrie à plus petite échelle<sup>963</sup> ; et inversement, la Patrie était considérée comme une famille à grande échelle. Ainsi, si les familles étaient corrompues, la Patrie l'était aussi. Par conséquent, les femmes avaient un rôle prépondérant à jouer au sein de leurs familles et dans l'éducation de leurs enfants, les futures générations de la Patrie. Cette conception du rôle des femmes au sein de la famille et de la Patrie était la même que celle prônée par les féministes en Bolivie depuis les années 1920. Celles-ci voyaient également la famille comme la Patrie à une plus petite échelle et insistaient sur le rôle prépondérant qu'avaient les femmes dans l'éducation des enfants qui étaient les futurs citoyens du pays. Elles demandaient une amélioration de l'éducation des

---

<sup>962</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> avril 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>963</sup> D'ailleurs, il est intéressant de noter que l'éthymologie de Patrie, c'est *pater*.

femmes ainsi que l'octroi des droits civils et politiques pour pouvoir former des meilleurs citoyens et contribuer au « progrès » de la Patrie. Étant donné que la Patrie était une représentation de la famille à une plus grande échelle, tant dans la conception des femmes catholiques que des féministes, les femmes avaient un rôle prépondérant à jouer au sein de la société. De cette manière, dans cette conception les limites entre sphère privée familiale et sphère publique se brouillaient et avaient tendance à se superposer, sans qu'il y ait vraiment une distinction claire ou définitive entre les deux. Voilà pourquoi les féministes et les catholiques, qui partageaient cette conception, trouvaient normal et « naturel » que les femmes participent aux débats concernant la société, car en participant à ces débats, c'était comme si elles agissaient sur la « grande famille » de la Patrie, et en même temps, tout ce qui concernait la société, concernait également leurs familles à une plus petite échelle. Ainsi, pour les femmes de la Fédération Catholique, si les femmes devaient agir pour maintenir les principes de la morale et de la religion catholique au sein de leurs propres familles, elles devaient aussi le faire au sein de la société toute entière. C'est ce qu'avait voulu aussi exprimer Maria Teresa Solari, écrivaine, enseignante et féministe membre de l'Athénée Féminin, dans une conférence intitulée « L'influence de la Femme Catholique dans la Société » en avril 1942<sup>964</sup> et c'est ce qui était exprimé dans l'hymne de la Fédération qui parlait de la lutte pour « Dieu, la Patrie et le Foyer » (« Dios, Patria y Hogar »)<sup>965</sup>. Ces idées, qui étaient au fondement des conceptions de la famille et de la Patrie des femmes catholiques et qui promouvaient paradoxalement l'action des femmes dans la société, sont essentielles pour comprendre leur politisation et mobilisation postérieures, qui eurent lieu justement sous le leadership de Maria Teresa Solari comme on le verra par la suite. Ces idées sont aussi celles qui permettaient de concilier travail et vie familiale pour les femmes ; car les sphères privée et publique étaient superposées et les limites entre les deux brouillées. Le fait que les femmes des milieux catholiques et conservateurs acceptent et s'approprient une nouvelle image de « la femme moderne », capable de travailler en maintenant un rôle prépondérant dans la vie familiale, permit le rapprochement entre féministes et catholiques. D'ailleurs, ces secteurs n'étaient pas si éloignés que cela car une partie des féministes proférait publiquement la religion catholique, et tant les féministes comme les catholiques provenaient du même milieu social. La Fédération Catholique fut ainsi une organisation réunissant en son sein des femmes catholiques mais aussi des féministes. C'était le cas de Maria Teresa Solari, qu'on a déjà cité et qui jouera un rôle prépondérant dans la mobilisation et la politisation des femmes catholiques dans les années postérieures. C'était le cas aussi de Marina Lijerón une avocate

---

<sup>964</sup> *El Diario*, La Paz, 24 avril 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>965</sup> *La Calle*, La Paz, 5 juillet 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

qui était la fille de Elodia B. de Lijerón, enseignante, féministe et membre de l'Athénée Féminin. Cette dernière était chargée de la section juridique de la Fédération. Cette section s'occupait de protéger légalement les femmes travailleuses qui étaient en litige avec leurs employeurs. Elle avait aussi comme objectif l'obtention de lois qui protègent et défendent les droits des femmes. Ainsi, lorsque Marina présente cette section juridique dans une audition à la radio, elle le fait de manière clairement féministe en revendiquant les droits civils et politiques pour les femmes ainsi que l'égalité des salaires qui avait été établie par la loi en 1939:

« [El Departamento Jurídico] ...aunará los esfuerzos femeninos en procura de leyes que protejan y defiendan sus derechos. Ya que hasta ahora se ha establecido notoria e injusta desigualdad entre los derechos del hombre y la mujer, pues los Códigos establecen diferencias substanciales que marginan al elemento femenino de toda protección legal. Así, por ejemplo, los requisitos que demanda la Constitución a los habitantes para el ejercicio de la ciudadanía, a la mujer, que es el elemento integrante de la nación, reuniendo las mismas condiciones y, ¿por qué no decirlo?, muchas veces, superior cualitativa y cuantitativamente no practica plenamente los derechos que acredita la ciudadanía. ¿Y por qué?

Y por otra parte todavía se tiene el concepto medieval de la mujer, pues se desconoce su aptitud, su capacitación y en contratos de locación de servicios se le da siempre un salario inferior. La obrera comprende que esto es injusto, pero ignora si le protege alguna disposición legal. Además, cualquier consulta a abogados le resulta por demás onerosa, por lo que prefiere permanecer en silencio y aceptar cualquier emolumento. Es en esta circunstancia que el Departamento Jurídico de la Casa de la Empleada ofrecerá el contingente de su ayuda, haciéndole ver que no existe razón lógica ni jurídica para tal injusticia ya que la misma Ley General del Trabajo de 24 de mayo de 1939, establece en su artículo 52 que: El salario es proporcional al trabajo, no pudiendo hacerse diferencia por sexo. De tal modo que toda infracción a este enunciado es susceptible de ser causa contenciosa. »<sup>966</sup>

Il est véritablement surprenant d'avoir ce ton et ce type de revendications au sein d'une Fédération Catholique féminine conservatrice qui en même temps soulignait et insistait sur l'importance primordiale des femmes dans leurs rôles d'épouses et de mères au sein de leurs foyers. Le ton féministe imprimé à l'organisation provenait surtout de Marina Lijerón qui publia aussi de nombreux autres articles de ce genre dans la presse exigeant la citoyenneté pour les femmes, l'égalité des salaires, et des lois qui protègent les femmes travailleuses. Maria Teresa Solari présenta également une conférence à la Radio Illimani sur la « Transcendance du vote politique pour les femmes » en août 1942<sup>967</sup>.

---

<sup>966</sup> *La Calle*, La Paz, 23 juin 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>967</sup> *El Diario*, La Paz, 23 août 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Concernant le fonctionnement de l'organisation il est très intéressant de noter qu'elle ne fonctionnait pas véritablement comme une organisation de bienfaisance classique malgré le fait d'être une branche annexe d'une organisation catholique de bienfaisance. En effet, la Fédération envisageait la protection des femmes travailleuses sous un modèle qui était similaire à ceux des organisations « mutuelles ». S'il est certain qu'il s'agissait d'une protection envisagée de manière paternaliste par des femmes des classes moyennes et élevées qui visaient à protéger et à « domestiquer » les femmes des classes travailleuses avec le but de les éloigner des doctrines « dangereuses » et « révolutionnaires », il est intéressant de noter en même temps que leur fonctionnement était inspiré par la conviction féministe que seules les femmes pouvaient défendre leurs propres intérêts. C'est ce que la Direction de la Fédération affirme au moment de la création de l'organisation :

« Tenemos la convicción: 1.- de que sólo las mujeres en conjunto sabrán defender los intereses de las mujeres en forma efectiva y, 2.-, de que sólo ellas, en una labor paciente y prolongada, de generaciones, podrán combatir las plagas morales que quejan a la humanidad en esta hora de desastres... »<sup>968</sup>

Dans ce sens, à travers la présence de certaines féministes, la Fédération Bolivienne fut une organisation qui malgré le conservatisme idéologique, adoptait certaines postures et revendications propres aux féministes comme la lutte des femmes pour leurs propres intérêts et la revendication des droits civils et politiques, dans l'affirmation que les femmes avaient un rôle prépondérant à jouer dans la société.

La FBEC fut ainsi une organisation qui concurrençait les syndicats marxistes et anarchistes dans la captation des femmes travailleuses des secteurs populaires urbains. Si en faisant partie du « catholicisme social » elle tenait à harmoniser le travail et le capital à travers la résolution de conflits entre les travailleuses et leurs employeurs et à « domestiquer » les travailleuses avec une doctrine qui exaltait le rôle traditionnel dévolu aux femmes au sein de leurs foyers, la FBEC, de manière presque paradoxale mit en valeur le travail des femmes dans le pays, légitimant par là leur présence massive dans le marché du travail, et posa les bases idéologiques de l'action des femmes dans la société et la sphère publiques en présentant la Patrie comme une famille à plus grande échelle. Cette idéologie est clé pour comprendre la mobilisation et la lutte postérieures des femmes catholiques afin de défendre la famille traditionnelle et l'ordre oligarchique pendant le gouvernement de Villarroel (1943-1946).

---

<sup>968</sup> *El Diario*, La Paz, 5 octobre 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

## **II) Les réformes de la Convention de 1944-45 et la défense de la famille traditionnelle par les femmes catholiques**

### **A) Les débats sur le Divorce Absolu**

On a déjà étudié dans le chapitre dernier comment Gualberto Villarroel arriva au pouvoir par un coup d'État en décembre 1943 en alliance avec le MNR et la loge militaire secrète RADEPA. Son gouvernement réformiste décida de mettre en place une nouvelle Assemblée Constituante afin de réformer celle de 1938. Lors des élections pour cette Assemblée, le MNR gagna la plupart des sièges, mais le PIR obtint aussi une représentation importante. La gauche dominait donc cette Assemblée. L'écrivain, intellectuel, et homme politique, Franz Tamayo, fut élu Président de l'Assemblée. Celle-ci se réunit en deux temps, en août 1944 et en juillet 1945.

La Constitution de 1944-1945 ne modifia quasiment pas celle de 1938, elle ne fit que la compléter et l'élargir, en particulier dans le domaine économique, social et familial.

Les travaux de cette Assemblée furent surpris par une énorme controverse : la tant débattue loi du divorce absolu de 1932 était encore une fois remise en question et cela provoqua un débat extrêmement intense au sein de la société qui dura plusieurs mois. En effet, à la fin du mois d'août 1944, à la surprise de tous, un député présenta un projet de loi pour abolir la loi du divorce absolu, qui, comme on l'a vu, avait été promulguée sous la polémique en 1932 et remise en question aussi en 1936. Rappelons qu'il s'agissait d'une loi extrêmement controversée car très avancée pour l'époque : elle autorisait, entre autres, le divorce par consentement mutuel après deux ans de mariage, le divorce par séparation de corps après trois ans, le divorce par séparation de fait après 5 ans. Son abolition était un thème récurrent qui à chaque fois provoqua des vifs débats au sein du Parlement et au sein de l'opinion publique. Les débats de 1944 sur la question semblent avoir été les plus intenses de tous. De très nombreux articles furent publiés dans les journaux sur le sujet, de la fin du mois d'août jusqu'au mois de décembre 1944. Le sujet était sur toutes les lèvres. Les arguments en faveur et les arguments contre étaient les mêmes que ceux présentés lorsque la loi fut promulguée en 1932 et remise en question en 1936 : d'une part, le divorce absolu avait « relâché les mœurs » de la société et provoqué la « destruction de la famille bolivienne » ; d'autre part, le divorce était une « grande avancée » car il avait permis le bonheur et la liberté aux mariages malheureux, et il « libérait les femmes » des maris despotes. C'étaient les arguments les plus invoqués lors des débats intenses qui eurent lieu pendant tous ces mois de la fin de 1944. Le journal *El Diario* organisa même une enquête pour interviewer plusieurs

personnalités du monde intellectuel, culturel et académique du pays en leur demandant leur avis sur le divorce. L'enquête eut lieu pendant plusieurs mois et il est intéressant de noter que plusieurs femmes furent interviewées, des personnalités connues de la société que ce soit par leurs activités professionnelles, leurs activités au sein d'organisations de Bienfaisance, culturelles ou féministes, ce qui montre qu'elles étaient considérées comme des référents importants de l'opinion publique. Parmi elles on peut citer Antonia Zalles de Careaga, présidente pendant de longues années de la Croix Rouge qui disait être opposée au divorce car « Dieu, la Patrie et le Foyer » étaient la base fondamentale de la Nation et que le divorce était une offense et une atteinte contre ces éléments<sup>969</sup> ; Ana Rosa Tornero, enseignante, féministe (s'étant rendue au Chaco plusieurs fois avec ses Brigades Féminines comme on l'a vu), dit qu'elle soutenait le divorce mais qu'il y avait des abus de la loi et qu'elle devait être restreinte afin de « défendre la famille menacée »<sup>970</sup> ; Maria Josefa Saavedra, avocate et professeure de Droit à l'université (nièce de l'ex-président Bautista Saavedra) voulait l'abolition du divorce car il contribuait à la « dissolution des familles »<sup>971</sup> ; Yolanda Bedregal, l'une des écrivaines et poétesses les plus connues et prestigieuses de l'époque, était en faveur du divorce mais considérait qu'il devait être restreint pour éviter les « bouleversements de la morale sociale »<sup>972</sup> ; Zoila Viganó, journaliste, féministe, présidente de l'Union de Femmes Américaines, soutenait le divorce mais considérait que la loi était trop avancée pour le pays et qu'elle devait être restreinte<sup>973</sup> ; Marina Lijerón, avocate, féministe et membre organisatrice de la Fédération Catholique d'Employées, exprima une opinion assez « progressiste » sur le sujet en tant que femme catholique parce qu'elle affirma ne pas vouloir l'abolition du divorce car elle considérait que c'était un mal nécessaire. D'après elle, beaucoup de catholiques et de non catholiques avaient fait usage de cette loi qui était souvent la solution aux « problèmes tragiques » de certains foyers<sup>974</sup>. Quelques jours plus tard elle publia un article sur le sujet dans le journal *El Diario* dans lequel elle affirmait que le problème du divorce résidait dans le manque de morale de la société:

« ...Así sin pretender negar que la ley del 15 de abril de 1932, significó un paso más de avanzada, no podemos silenciar el hecho de que también ha servido como elemento destructor de la célula misma de la sociedad: la familia.

Mas creemos que el mal no radica esencial ni exclusivamente en la implantación del divorcio, es más bien el resultado de la hecatombe moral por la que atraviesa la sociedad de nuestros días (...)

<sup>969</sup> *El Diario*, La Paz, 5 septembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>970</sup> Idem.

<sup>971</sup> Idem.

<sup>972</sup> *El Diario*, La Paz, 7 septembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>973</sup> Idem.

<sup>974</sup> *El Diario*, La Paz, 5 septembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Ya se ha dicho mucho y quizá exageradamente sobre el tema; lo que parece evidente es que la ley del divorcio es un mal necesario, pero que para la realidad boliviana debe ser revisado, restringiendo sus causales y reformando su procedimiento... »<sup>975</sup>

Elle proposait que le divorce soit restreint à un nombre limité de causes : l'adultère (et que les divorcés par cette raison ne puissent pas se remarier), la tentative d'homicide d'un des conjoints contre l'autre, la folie et les maladies contagieuses et incurables, et la séparation de fait librement consentie pour plus de 5 ans. D'après elle les autres causes comme le « consentement mutuel » et les « sévices » provoquaient beaucoup d'abus. Il s'agissait de l'avis d'une femme catholique assez « modéré » et « progressiste », car les femmes catholiques dans leur grande majorité, étaient complètement opposées au divorce et voulaient son abolition. Elles furent les premières supportrices du projet de loi visant à abolir le divorce. Elles s'étaient en effet présentées à l'Assemblée le jour où le député Salinas Aramayo présenta ce projet de loi abolissant le divorce afin de le soutenir:

« Derogación de la Ley de Divorcio

Ayer en la tarde, mientras los HH. Convencionales discutían lánguidamente algunos asuntos en mesa, de improvisto se escuchó una gran algarabía femenina y los pasillos, como la antecámara fueron invadidos por una gran multitud de señoras.

¿A qué se debía esa invasión? ¿Cómo era posible que la señoras hubieran dejado la tranquilidad de sus hogares, para irrumpir en el Congreso?

Es que a ese momento el H. Salinas presentaba ante la consideración de sus colegas un proyecto insólito, insólito en lo imprevisto, porque a nadie se le había ocurrido pensar siquiera en ello: ¡la derogación de la Ley del Divorcio!

La cosa fue tan imprevista que muchos de los HH. Padres de la Patria se vieron paralojizados, hasta que, ya repuestos de la sorpresa, adoptaron por que el proyecto pasara a la Comisión de Justicia.

Entre tanto, en la antecámara y el hall, las señoras no podían contener su furor:

- Es el colmo, han habido apenas 21 hombres valientes que se han animado a votar por la dispensación de trámites...

- ¡Y no han oído Uds. lo que hablaron cuando se salieron la mayor parte de las señoras!

Entonces nos aproximamos a una de las señoras que nos pareció más reposada y tranquila:

- ¿Sabían Uds., señora. que iba a tratarse este asunto?

- No, sólo a último momento se nos dio aviso y pudimos reunir a unas cuantas señoras para venir a apoyar el magnífico proyecto presentado por el H. Salinas.

- ¿Entonces Uds. no son partidarias del divorcio?

- Cómo vamos a serlo, esa ley es una ley absurda dada la poca cultura del país y, por consiguiente, ha contribuido a la mayor relajación de la moral del pueblo.

---

<sup>975</sup> *El Diario*, La Paz, 9 septembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Fue imposible seguir conversando. La marea impetuosa de señoras rodeó al feliz representante que había presentado el proyecto. »<sup>976</sup>

Il est probable que les femmes catholiques aient agi en concertation avec le député et qu'elles aient été au courant de ce projet de loi bien avant qu'il soit présenté ; dans tous les cas, leur présence au Parlement exprime leur fort soutien à ce projet visant à abolir le divorce et montre aussi à quel point cela leur tenait à cœur. En effet, étant donné que les femmes ne se rendaient pas souvent aux sessions du Parlement (les féministes l'avaient fait pendant les discussions sur le suffrage féminin durant la Convention de 1938), leur présence était un signe fort de l'importance qu'elles donnaient à ce projet de loi.

La mobilisation des femmes catholiques continua alors même que les débats se poursuivaient. Un groupe de femmes de Cochabamba envoya un mémorial à la Convention en demandant à ce que la loi du divorce absolue soit modifiée afin de ne pas permettre aux personnes divorcées par adultère de se remarier car le divorce transformait « ce qui était moral en quelque chose d'incorrect, et ce qui était délictueux en quelque chose de naturel »<sup>977</sup>. De même, plusieurs associations féminines catholiques de Potosí envoyèrent une lettre au Président de la Convention, Franz Tamayo en demandant l'abolition du Divorce car « il détruisait les ciments de la famille et de la société en proclamant ouvertement l'amour libre », car il y avait eu énormément d'abus en raison de « l'immoralité sans bornes » à laquelle il avait donné lieu, et parce que pour « le bien de la Patrie et de la société » il fallait défendre « les milliers des femmes malheureuses qui souffrent en raison du Divorce »<sup>978</sup>. Plusieurs meetings furent aussi organisés par les femmes catholiques de La Paz pendant ces mois : un premier meeting qui devait partir d'une Église pour se rendre au Palais Législatif afin de soumettre une pétition d'abolition du Divorce au Parlement<sup>979</sup>, un deuxième meeting qui réunit 2000 personnes selon un journaliste qui était lui en faveur du maintien du divorce<sup>980</sup>. Pour la préparation de ces meetings les membres des associations catholiques féminines répartissaient énormément de volants partout dans la ville et s'exprimaient dans les radios<sup>981</sup>. Les femmes mobilisées contre le divorce n'étaient pas uniquement les membres d'organisations catholiques mais aussi les membres de plusieurs organisations culturelles féminines et même féministes. C'est le cas de la Fédération de Sociétés Culturelles Féminines (« Federación de Sociedades Culturales Femeninas ») qui s'était créée probablement au début

---

<sup>976</sup> *El Diario*, La Paz, 31 août 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>977</sup> *El Diario*, La Paz, 8 septembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>978</sup> *El Diario*, La Paz, 22 septembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>979</sup> *El Diario*, La Paz, 21 septembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>980</sup> *La Calle*, La Paz, 19 octobre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>981</sup> Idem.



de l'année 1944 et qui réunissait plusieurs organisations culturelles féminines de la ville de la Paz ; l'Association de Femmes Universitaires (« Asociación de Mujeres Universitarias »), le Comité Féminin Pro Culture, le Comité Civique Départemental du Service Auxiliaire Féminin (le service pré-militaire féminin), l'Association en Faveur de la Paix, le Centre Féminin de Coopération Américaine dont on connaît très peu de choses, et même l'Athénée Féminin. Plusieurs membres de cette organisation avaient soutenu le divorce lorsqu'il avait été promulgué en 1932, mais plusieurs autres l'avaient combattu car la question avait beaucoup divisé les féministes. En septembre 1944 la Fédération des Sociétés Culturelles Féminines envoya une lettre à la Commission de Justice de la Convention demandant l'abolition du divorce en argumentant que le pays avait démontré ne pas être prêt pour une loi de ce type qui avait complètement désorganisé les familles du pays :

« ...La ley del divorcio, así como hasta el presente se la ha venido aplicando, ha constituido el medio de desorganización de los hogares. La amarga experiencia a través de los años nos ha convencido de que nuestro pueblo, psicológica ni espiritualmente, aún no está preparado para gozar de las ventajas que da la ley del divorcio absoluto; es así, como se ha hecho abuso desmedido y se ha tomado una ley que merece respeto, por instrumento para saciar bajas pasiones y colmar ambiciones bastardas de abogados sin respeto a la moral del país ni a sus leyes, que para los hombres de honor y deber es la enseña sagrada que guía los actos de la vida nacional.

Bastante hemos espectado el dolor de miles de niños abandonados por los padres que se acogieron a la ley del divorcio, y también, con amargura hemos observado, cómo el hogar boliviano en vez de evolucionar y progresar en cultura, patriotismo y espiritualidad, en el sacrificio del bien por el bien mismo, considerablemente ha degenerado, debido a que la juventud, sin la reflexión espiritual ni científica del concepto del amor conyugal, se precipita en matrimonios que después resultan carga pesada al Estado y a la sociedad, por sus consecuencias de pleitos deshonorosos y el abandono de los hijos, cuantas veces, ante los malos ejemplos de los mismos padres, y tantas veces también, echados a la mendicidad.

Por estas razones, la Federación de Sociedades Culturales Femeninas, pide a la H. Comisión de Justicia pronunciarse en el sentido de ABOLICION de la ley del divorcio.

En la esperanza de ser escuchadas en este clamor, en beneficio de la Patria y de la sociedad, os expresamos nuestras más distinguida consideración. »<sup>982</sup>

Le fait que plusieurs organisations culturelles et féminines de renom demandent l'abolition du divorce montre à quel point cette loi, bien qu'elle existait depuis 12 ans, n'avait pas encore été acceptée et assimilée dans la société, même au sein des cercles culturels, intellectuels et artistiques de l'époque. Cela montre aussi à quel point l'opposition au divorce était courante au-delà des organisations féminines catholiques.

---

<sup>982</sup> *El Diario*, La Paz, 10 septembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

La réforme du divorce n'eut finalement pas lieu. D'ailleurs, une femme journaliste dont on ne sait pas grande chose, Emma C. León Borda, publia un article dans la presse dans lequel elle dénonçait une « étrange coïncidence » : le fait que les députés de l'ancien gouvernement de Peñaranda aient présenté le projet de loi visant à abolir le divorce le jour même où devait être présentée par le MNR et le PIR une accusation contre cet ancien gouvernement<sup>983</sup>. Il s'agissait donc, d'après elle, d'une manœuvre politique visant à distraire les parlementaires ainsi que l'opinion publique avec un sujet aussi polémique et polarisant que l'abolition du divorce absolu. Ce fut probablement le cas, car malgré les intenses discussions et débats dans la presse, le divorce ne fut pas réformé.

Dans tous les cas, l'importante participation des femmes à ce débat que ce soit à travers les interviews qui leur étaient faites, les articles qu'elles publièrent dans la presse en faveur ou contre le divorce, les pétitions qu'elles envoyèrent à la Convention, montre à quel point leur avis comptait sur ce sujet. Étant donné qu'il s'agissait d'une réforme concernant la famille, l'opinion publique voyait les femmes comme des référents légitimes à s'exprimer sur le sujet et les femmes elles-mêmes se sentaient avec la légitimité de donner leur avis sur ce thème et exiger des choses de la part du gouvernement. C'est notamment le cas des femmes catholiques qui accordaient un rôle de premier plan aux femmes au sein de leurs familles, mais aussi au sein de « la famille bolivienne », à savoir la société.

En juillet 1945 eut lieu, au sein de la Convention, le débat sur le suffrage féminin. Il suscita moins de mobilisations que celui du divorce, et surtout moins de mobilisations de la part des féministes que pendant la Convention de 1938.

## **B) L'adoption du suffrage féminin pour les élections municipales**

Des projets de loi visant à accorder le droit de vote aux femmes avaient été présentés au Parlement à plusieurs reprises depuis le début des années 1930 : en 1931 et en 1934. Le suffrage féminin fut aussi débattu dans la Convention de 1938. En octobre 1940, un projet de loi visant à octroyer le droit de vote aux femmes devait une nouvelle fois être débattu au sein du Parlement. Les journaux ne manquèrent pas de se lancer dans la discussion, en donnant des informations qui semblaient contradictoires concernant la mobilisation des femmes et des féministes sur le sujet. Ainsi, par exemple un article de *La Calle* annonçait qu'un « mouvement révolutionnaire » organisé par les femmes et réclamant le droit de vote était en train de s'organiser dans le pays :

---

<sup>983</sup> *El Diario*, La Paz, 12 septembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

« Incúbase movimiento revolucionario organizado por las mujeres de Bolivia. Reclaman el derecho al voto político

Hace algunos meses ofrecimos una noticia que en ese entonces no parecía poseer todas las condiciones de verosimilitud de una nota periodística auténtica: la organización de un partido femenino que sostendría los postulados del feminismo en Bolivia, partido que esperaba contar luego con grandes masas de mujeres dispuestas a triunfar con su programa. Las primeras manifestaciones de ese hecho han comenzado a hacerse ostensibles. Así en documento auténtico que acaba de llegarnos de Oruro, vemos que ha quedado constituido un directorio femenino para la organización del partido político femenino que logre el derecho al voto para las mujeres (...)

La primera manifestación, empero, de esta actividad subversiva, viene de Oruro. Allí las mujeres educacionistas, abogados, oficinistas, dentistas, farmacéuticas, bachilleres, han firmado una representación enérgica solicitando el voto político para la mujer.

-La evolución económica y social- dicen- que se ha operado en la Nación boliviana abarca su ideología, el advenimiento equitativo del derecho en pro de los intereses colectivos. En este sentido no puede quedar relegada a plano inferior la personalidad de la mujer una vez que ésta vive asociada a las actividades generales de la vida republicana, con deberes y derechos que cumplir. »<sup>984</sup>

Le ton de cet article est exagéré et surtout la mention d'activités « révolutionnaires » et « subversives ». L'excessivité du propos nous pousse à penser qu'il s'agit probablement d'un article ironique visant à rendre encore plus évident le manque de mobilisation des femmes pour le suffrage. Un article publié au même journal quelques jours plus tard, nous pousse dans cette même hypothèse car il insiste sur l'indifférence, voire l'hostilité des femmes à l'égard du suffrage féminin :

« Se empeñan en conceder a las mujeres derechos que éstas rechazan

Un diputado ha presentado un proyecto de ley para conceder derechos civiles y políticos a la mujer, proyecto que se presenta según parece por cuarta vez para que sea archivado como en las tres ocasiones anteriores, cosa que nadie desea entre los hombres que se dan cuenta de la buena compañía que en todas partes hacen los elementos femeninos.

Pero ocurre que mientras hay diputados hábiles y considerados con las mujeres a las cuales demuestran su afecto redactando proyectos como el indicado, hay mujeres representativas de la opinión femenina que no quieren saber nada de los derechos civiles de la mujer. Para que no se diga que se sostiene una falsedad no hay sino que citar el caso de una gran reunión de facultades de derecho que se efectuó hace poco en Cochabamba. Allí, fue el doctor Macedonio Urquidi, tío del diputado proyectista, presentó un proyecto si no igual, muy parecido al sometido recién a consideración de la Cámara. Y ¿qué sucedió? Pues que la catedrática de Derecho Romano, señorita Pepa Saavedra,

---

<sup>984</sup> *La Calle*, La Paz, 2 octubre 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolívia.

fue la primera en oponerse a la aprobación de dicho proyecto manifestando que las mujeres no necesitan esa clase de derechos. El proyectista casi se volvió loco al oír tal cosa, pues lo que esperaba era un discurso de congratulación por parte de la catedrática. »<sup>985</sup>

José Macedonio Urquidí, dont il est question dans cet article, était l'avocat qui avait publié un travail intitulé *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia* en 1937. Il s'agissait d'un homme qui s'était engagé dans la lutte pour l'obtention des droits civils et politiques des femmes. Maria Josefa Saavedra (dont le surnom était « Pepa Saavedra ») était comme on l'a vu, une avocate et professeure de Droit à l'université. En tant que nièce de l'ex-président Bautista Saavedra, elle faisait partie des secteurs dominants, et en tant que femme professeure à l'université elle était considérée comme une intellectuelle et un référent de l'opinion publique. Elle était souvent interviewée pour donner son avis sur divers sujets. Comme on l'a vu, ses positions à l'égard du divorce et du suffrage féminin étaient assez conservatrices car elle s'opposait à tous les deux. Malgré le fait qu'elle ne soit pas véritablement représentative de l'opinion des femmes des cercles intellectuels, culturels et artistiques de l'époque qui le plus souvent, étaient en faveur du suffrage féminin, il est vrai que les discussions sur ce sujet en 1940 se déroulèrent sous une relative indifférence de la part des femmes de ces milieux puisqu'on n'a trouvé aucune demande, article, pétition, ou action de la part des féministes à ce moment-là.

On ne sait pas si le débat eut finalement lieu au Parlement ; il est probable que non, car la discussion dans la presse sur le sujet disparut assez vite. Elle émergea à nouveau en août 1942 lorsque deux députés du Parti Libéral (un des partis de l'oligarchie) présentèrent un projet de loi au Sénat qui affirmait que la Constitution du pays n'interdisait pas explicitement aux femmes de participer aux comices, et qu'étant donné que tout ce qui n'était pas explicitement interdit était implicitement autorisé, il était logique que les femmes puissent voter<sup>986</sup>. Le projet de loi accordait alors le droit de vote aux femmes ayant réalisé des études primaires<sup>987</sup>. Plusieurs articles furent, une nouvelle fois, publiés dans la presse en faveur et contre le suffrage féminin. Les premiers arguaient que les femmes avaient démontré depuis longtemps leurs capacités : elles avaient accédé à l'université, elles exerçaient des fonctions dans l'administration publique et étant donné que les élections étaient toujours marquées par la fraude, la participation des femmes aux comices pouvait contribuer à la moralisation de ceux-ci<sup>988</sup>. Marina Lijerón, à cette occasion, envoya une lettre au chef du Parti Libéral en tant

---

<sup>985</sup> *La Calle*, La Paz, 8 octobre 1940, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>986</sup> *La Calle*, La Paz, 21 août 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>987</sup> *Idem*.

<sup>988</sup> *El Diario*, La Paz, 22 août 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

que présidente de la Commission en faveur des Droits Politiques de la femme bolivienne (« Comisión Pro-Derechos Políticos de la mujer boliviana »)<sup>989</sup>, pour lui faire savoir que les femmes intellectuelles de la Bolivie soutenaient ce projet de loi et qu'elles étaient prêtes à collaborer avec ce parti dans l'élaboration de lois qui octroyaient des droits aux femmes. Cette lettre fut publiée dans le journal *El Diario* :

« La señorita Marina Lijerón, Presidenta de la Comisión Pro-Derechos políticos de la mujer boliviana, envió al Dr. Tomás Ml. Elío la siguiente nota sobre el tema que ya ha sido planteado al congreso:

La Paz, 19 de agosto de 1942.

Al señor doctor don Tomás Manuel Elío.

Presidente del Partido Liberal.

Presente.-

Distinguido señor:-

Las asociaciones femeninas culturales de esta ciudad, el día de ayer se han reunido en el salón del Ministerio de Relaciones Exteriores con el objeto de aunar todos sus esfuerzos morales e intelectuales para hacer efectivos dos ideales femeninos: la preparación de la mujer boliviana para la defensa del país mediante la educación cívica y el reconocimiento de sus derechos civiles y políticos, mediante leyes que destruyendo prejuicios medievales, hagan honor a la cultura y progreso del país (...)

En conocimiento de que uno de los tópicos del partido político que dignamente dirige usted es « hacer efectivos los derechos civiles y políticos de la mujer boliviana » como presidenta de la comisión que se ocupa de esta trascendental conquista de la mujer tengo a honra dirigirme a usted con el objeto, en primer término, de aplaudir en nombre de las mujeres intelectuales del país, las determinaciones de su partido en este punto programático social y al mismo tiempo expresarle que todas las sociedades culturales femeninas de esta capital, colaborarán a la prestigiosa agrupación política que preside, por todos los medios que estén a su alcance, en el reconocimiento mediante leyes atinadas de los derechos civiles y políticos de la mujer.

Con este motivo, presento mis respetos al distinguido Jefe del Partido Liberal y me suscribo muy atenta servidora.

Marina Lijerón Baldivia.- Presidenta de la Comisión Pro derechos políticos de la mujer boliviana. »<sup>990</sup>

Lorsqu'elle parle de « l'éducation civique » des femmes, Marina Lijerón fait référence probablement au Service Auxiliaire Féminin, le service pré-militaire mis en place par le Ministère de la Défense. Il est très probable que des représentantes de plusieurs organisations culturelles et intellectuelles féminines aient formée cette commission dirigée par Marina afin d'exprimer leur soutien au projet de loi visant à octroyer le suffrage féminin. Cependant, on ne trouve aucune autre manifestation et action des féministes à ce sujet. Encore une fois, on

---

<sup>989</sup> Une organisation probablement très éphémère car on n'a trouvé aucune autre information sur elle.

<sup>990</sup> *El Diario*, La Paz, 22 août 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

ne sait pas si le projet de loi fut débattu ; il est probable que non car une année plus tard, en octobre 1943, un député socialiste présenta un autre projet de loi visant aussi à octroyer le suffrage féminin. Lorsqu'il fut interviewé il affirma qu'il n'y avait pas de raison de mettre une « frontière entre les femmes et la politique », car lorsque les femmes se préoccupaient de l'avenir de ses enfants c'était parce qu'elles songeaient aussi à l'avenir de la Patrie et que les prochaines élections municipales serviraient à tester la participation politique des femmes dans le pays<sup>991</sup>. Cependant, on n'a plus aucune nouvelle de ce projet ni aucune nouvelle d'actions des femmes à ce sujet, ce qui signifie que ce projet ne fut peut-être même pas présenté au Parlement.

Le sujet émergea une nouvelle fois l'année suivante en 1944, lorsque la déléguée bolivienne de la Commission Interaméricaine des Femmes sollicita le soutien de cette institution pour obtenir du gouvernement bolivien l'octroi du droit de vote aux femmes afin qu'elles puissent être représentées à l'Assemblée Constituante qui devait se réunir prochainement et qu'elles puissent intervenir dans les affaires de l'État<sup>992</sup>. Le débat fut une nouvelle fois lancé dans les journaux ; certaines femmes publièrent des articles en faveur de la mesure. Edyth Roca Bascopé, journaliste dont on ne connaît pas grande chose, écrivit plusieurs articles dans les journaux dénonçant l'indifférence de la majorité des femmes du pays à l'égard de ce sujet et en argumentant que les femmes avaient déjà fait leurs preuves dans le marché du travail et dans la deuxième guerre mondiale et en affirmant qu'elles étaient même plus capables que les hommes pour décider du destin de la Nation. Elle appelait les femmes à intervenir et à agir dans le champ politique :

« Hasta los delincuentes tienen más derechos civiles que la mujer

Las mujeres de nuestra patria son muy resignadas, mucho más que los hombres, y es un conformismo tal de servidumbre, como que somos las esclavas bolivianas ante las leyes.

Muchas mujeres desarrollan funciones de los varones, otras adquieren profesiones que las desempeñan y les proporcionan medios de vida, son unas excelentes colaboradoras de sus esposos, si son casadas o compañeras, y si son hijas de familia una gran esperanza de sus padres y del hogar.

¿Quién no ha visto la renombrada película « Misión en Moscú »?, de tales actos son capaces las mujeres, de arrojar en paracaídas, de trabajar al lado del obrero, en las minas de carbón, labor que muchos creerán que solo puede estar reservada para los señores varones. Las dignatarias del Estado, esposas de los comisarios soviéticos, están allí atendiendo las fábricas, desempeñando labores propias de profesionales y hombres de empresas.

Mujeres son las que trabajan en las labores del campo, manejando tractores y herramientas agrícolas, en las fundiciones de hierro, en las grandes fábricas de

---

<sup>991</sup> *El Diario*, La Paz, 10 octubre 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>992</sup> *El Diario*, La Paz, 20 avril 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

armamento, en los ingenios de las minas, ¿en qué lugar no estarán trabajando las portentosas mujeres rusas, trabajando codo con codo con el hombre? Igual que en Rusia, sucede en Bolivia, demos un vistazo alrededor de las minas de nuestra patria, ¿cuántas mujeres trabajan en las distintas compañías mineras? ¿Cuál es el trabajo que desempeñan en esas regiones? Claro que no en las mismas condiciones que la mujer rusa, porque todavía no han alcanzado la misma instrucción, pero en cambio el trabajo es rudo y fuerte en otras secciones.

Pero en cambio, vemos a las mujeres, en oficinas públicas y particulares, ¿no son médicas, dentistas, farmacéuticas? ¿No se les confía la misión más delicada, la de la enseñanza pública y privada?

Si, la mujer de nuestra patria es útil en muchas actividades que en algunas se llega a superar al hombre, y por eso es preferida y buscada con toda preferencia, dirán talvez los varones que es porque es mujer, no están equivocados, sino que muchas veces, el sexo femenino es más inteligente y en una palabra más capacitado, digo así porque la mujer lleva una vida metódica y esto es lo que le facilita el desenvolvimiento de cualquier cumplimiento en sus deberes. La mujer trabaja, se gana los medios de vida, ayuda al hombre y al hogar, desempeña delicadas funciones en entidades de beneficencia, cumple una alta misión social y humanitaria donde el hombre se retrae y sobre todo importantes funciones del hombre. ¿Por qué entonces no tienen ni un solo derecho?

Un asesino, parricida, borracho degenerado, traidor a la patria que sea condenado, puede ser amnistiado y recobra sus derechos de ciudadano, pero en cambio la mujer puede tener todos los conocimientos humanos y puede ser útil y mucho más moral, pero no tiene el derecho que lo tienen un delincuente perdonado y rehabilitado.

¿Existe en esto JUSTICIA? No. La mujer boliviana es desheredada de todo derecho.

Tenemos derecho a exigir que se nos reconozca el del VOTO. Siendo bolivianas y teniendo muchos deberes que cumplir con nuestra patria Bolivia, es correcto que se nos dé y con nuestra condición de tal, correlativamente a ellos, debemos exigir los derechos que nos pertenecen como nos pertenece este suelo.

Estoy segura que muchas mujeres que viven de su labor profesional y de su trabajo físico, están más capacitadas que los indígenas, ebrios, holgazanes, vagabundos y tantos otros parásitos que llenan el país y corrompen a la sociedad. No solo que estamos más capacitadas sino que tenemos más derechos, se nos debe más JUSTICIA para ello.

El sufragio popular de la mujer es una complementación de la vida política de la República. Es gran absurdo que gran parte de la población boliviana esté privada de un derecho y que se lo tenga como privilegio de un sexo como lo es el masculino, el derecho al VOTO POLITICO, debe ser de todos los habitantes en general sin distinción de sexos como actualmente ocurre (...) [que el país] no quede en el mismo estado de hacen ya 118 años atrás, así con el derecho al voto que algún día llegaremos a tener, votaremos por una persona que llegará hacer de Bolivia grande y poderosa y más fuerte que la actualidad.

El voto femenino es una gran necesidad del sistema DEMOCRATICO. Es su complemento como dejo dicho. »<sup>993</sup>

---

<sup>993</sup> *La Calle*, La Paz, 23 mai 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

L'exemple du rôle joué par les femmes dans la deuxième guerre mondiale était souvent mentionné pour souligner leur capacité à réaliser n'importe quelle activité traditionnellement réalisée ou exercée par les hommes. Les nouvelles et photos des femmes jouant un rôle important dans la guerre, travaillant dans l'arrière-garde ou combattant dans le front, étaient souvent publiées dans la presse bolivienne. L'opinion publique était donc bien au courant et impressionnée par le rôle joué par les femmes dans cette guerre. La conception de la démocratie de l'auteur de ce texte reste assez ambiguë: d'une part elle affirme que les femmes sont plus éduquées et capables que les [hommes] indigènes, qu'elle met de manière négative au même niveau que les vagabonds, les paresseux, les ivrognes, etc., et d'autre part elle affirme que tous les habitants devraient avoir le droit de vote. Il n'est pas clair si elle est en faveur du suffrage universel, ou uniquement en faveur de l'élargissement du droit de vote aux femmes dans les mêmes conditions que les hommes (savoir lire et écrire, avoir une rente minimale). Il est probable que ce soit cette dernière option. C'était d'ailleurs la conception de la plupart des féministes de l'époque : elles ne voulaient pas le suffrage universel, elles ne remettaient pas en cause le type de suffrage censitaire existant, elles voulaient seulement qu'il soit élargi aux femmes qui remplissaient les conditions pour voter.

Pour sa part, Marina Lijerón dénonça le conformisme de certaines femmes qui n'étaient pas intéressées par l'obtention des droits civils et politiques. Elle argua qu'il n'y avait aucune raison pour que les femmes restent dans la même situation que les fous et les mineurs, qu'elles contribuaient à l'économie du pays en payant des impôts et en travaillant dans l'administration publique et qu'il fallait des lois qui protègent le travail des femmes, leur éducation mais aussi les enfants<sup>994</sup>. Dans ce sens, elle inscrivait la contribution des femmes aux activités considérées comme typiquement « féminines ».

Ceux qui s'exprimèrent pour s'opposer au suffrage féminin arguaient que les femmes qui avaient les capacités pour voter en Bolivie étaient très peu nombreuses et que la majorité des femmes étaient plongées dans l'ignorance<sup>995</sup>, ou que le vote des femmes mènerait à l'élection d'un ecclésiastique comme président<sup>996</sup>.

Étant donné qu'aucune mesure ne fut prise à cette occasion en faveur du suffrage féminin, lorsque l'Assemblée Constituante se réunit vers la fin de l'année 1944, ce moment fut considéré comme opportun pour demander le droit de vote des femmes. D'ailleurs, un nouveau projet de loi visant à octroyer le suffrage féminin fut présenté à la Convention par le

---

<sup>994</sup> *El Diario*, La Paz, 17 mai 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>995</sup> *El Diario*, La Paz, 20 avril 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>996</sup> *La Calle*, La Paz, 4 juillet 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



député du MNR, Siles Suazo<sup>997</sup>. En novembre 1944 la présidente de la Fédération des Sociétés Culturelles Féminines, Emma Pérez Castillo Carvajal, envoya une lettre aux députés de la Convention, qui était très modérée : elle ne demandait pas le suffrage féminin car elle disait reconnaître que les députés n'avaient peut-être pas le temps de le traiter, mais elle demandait au nom de son organisation qu'au moins les droits civils soient accordés aux femmes. Pour cela, elle joignait une copie du décret d'octobre 1936 de Toro, qui accordait les droits civils aux femmes mais qui n'avait jamais été appliqué<sup>998</sup>. La lettre de cette Fédération qui réunissait une grande partie d'organisations féminines culturelles et de bienfaisance, dont l'Athénée Féminin, montre la modération et le conformisme auxquels ces organisations s'étaient limitées. Les exigences les plus fermes pour le suffrage féminin, provenaient de manière individuelle de certaines femmes qui publièrent plusieurs articles dans la presse. Ce fut le cas une nouvelle fois de Marina Lijerón qui s'attarda à souligner et à mettre en valeur toutes les activités dans lesquelles les femmes se démarquaient et à citer le nom de plusieurs femmes célèbres dans le monde ayant réalisé d'importantes prouesses dans différents domaines, ainsi que le nom de femmes célèbres au Chili, en Argentine, mais aussi en Bolivie, en les présentant comme des exemples de femmes injustement privées du droit de vote et des droits civils<sup>999</sup>. En faisant référence aux divers projets de loi présentés pour octroyer le droit de vote aux femmes et au décret de Toro octroyant les droits civils, elle essaya de démontrer qu'il ne fallait qu'un peu de volonté politique et l'application de ce dernier décret pour que les femmes obtiennent les droits civils et politiques<sup>1000</sup>. D'autres, arguèrent que le vote des femmes loin de détruire la famille, contribuerait à entretenir et à renforcer ses liens, et que la participation des femmes au gouvernement permettrait de rendre réelle la protection à l'enfance. La participation des femmes en politique était souvent justifiée sous une logique « genrée » : les femmes contribueraient surtout aux activités et domaines typiquement « féminins », la famille, l'enfance, etc. Comme on le voit, les tentatives d'octroi du suffrage féminin à travers la proposition de plusieurs projets de loi, furent très nombreuses tout au long de la première moitié des années 1940. Il s'agissait d'un débat qui émergeait presque chaque année dans l'opinion publique, et donc d'un débat d'actualité très discuté lorsque l'Assemblée Constituante décida de le traiter.

En mai 1945, une commission législative de la Convention se mit à discuter et traiter le suffrage féminin (avant que le sujet ne soit débattu par les parlementaires au sein de la Convention), ce qui relança une nouvelle fois le débat sur le sujet dans l'opinion publique.

---

<sup>997</sup> *El Diario*, La Paz, 27 novembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>998</sup> *La Calle*, La Paz, 14 novembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>999</sup> *El Diario*, La Paz, 27 novembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1000</sup> *Idem*.

Les articles publiés sur ce thème furent extrêmement nombreux de mai à juillet 1945, date à laquelle le sujet fut effectivement débattu par les parlementaires au sein de l'Assemblée. Les discussions au sein de la commission législative étaient aussi retranscrites dans leur intégralité ou résumées dans des articles de presse. Le projet de loi discuté octroyait le droit de vote aux femmes ayant fait les études primaires ou ayant travaillé au moins 5 ans dans l'administration publique. Une grande partie des parlementaires fit référence au rôle joué par les femmes boliviennes dans la guerre du Chaco et par les femmes européennes dans la deuxième guerre mondiale pour démontrer de quoi les femmes étaient capables. Ils firent aussi référence au décret de Toro de 1936 qui avait déjà donné les droits civils aux femmes mais qui n'avait pas été mis en application, à l'injustice de maintenir les femmes boliviennes dans une situation de mineures et « d'esclaves », à leurs plus grandes capacités sentimentales qui rendaient leurs sentiments patriotiques encore « plus forts » que ceux des hommes, à la nécessité d'élargir les conditions de vote pour que les femmes travailleuses des classes populaires soient incluses et aussi à la nécessité de tester la participation des femmes à la vie politique à travers les élections municipales<sup>1001</sup>.

Les articles de l'opinion publique qui s'opposaient au suffrage féminin arguaient pour une part que le projet de loi était injuste car il accordait le droit de vote aux femmes des classes élevées qui ne travaillaient pas et qui menaient une vie de loisirs, alors que restaient exclues les femmes travailleuses des classes populaires qui en raison de leur contribution à l'économie du pays avaient plus de légitimité pour voter<sup>1002</sup>. D'autre part, certains considéraient le vote des femmes comme dangereux car les décisions de l'Etat devaient être prises par des êtres dépourvus de « sentimentalité », ce qui était le propre des femmes<sup>1003</sup>. María Josefa Saavedra fut encore une fois, interviewée à deux reprises affirmant qu'elle s'opposait au droit de vote des femmes car le pays n'avait pas atteint une maturité suffisante, l'éducation des femmes était déficiente, et que les femmes devaient se consacrer à l'éducation de leurs enfants et à être des bonnes mères car les domaines propres des femmes étaient « le mariage, la natalité et les enfants »<sup>1004</sup>. D'autres encore, considéraient que les femmes boliviennes n'était pas préparées pour exercer les droits politiques car mentalement les « femmes étaient inférieures aux hommes », leur place était au sein du foyer, les femmes étaient « fanatiques et rétrogrades par instinct », elles n'avaient pas appris à penser, elles

---

<sup>1001</sup> *La Calle*, La Paz, 15 mai 1945, *El Diario*, La Paz, 12 et 14 mai 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1002</sup> *La Calle*, La Paz, 13 mai 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1003</sup> *El Diario*, La Paz, 14 mai 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1004</sup> *La Calle*, La Paz, 20 mai 1945 et *El Diario*, La Paz, 7 juin 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

voteraient selon les directives du curé et les divorces augmenteraient car la famille serait détruite<sup>1005</sup>. Les articles en défense du suffrage féminin étaient moins nombreux à cette occasion, et les actions des féministes très peu nombreuses aussi.

Seulement l'Union Féminine d'Enseignantes (« Unión Femenina de Educacionistas »), une organisation qui réunissait plusieurs féministes comme Elodia B. de Lijerón (la mère de Marina Lijerón), envoya une lettre au Président de la Convention demandant l'octroi des droits civils et politiques car les femmes avaient fait leurs preuves pendant la guerre, mais aussi à travers leurs activités dans plusieurs domaines et que la Bolivie s'était engagé à accorder aux femmes leurs droits dans des traités internationaux :

« Honorable señor: La Unión Femenina de Educacionistas (UFE), entidad que goza de personería jurídica, reunidos sus miembros en gran asamblea, ha resuelto elevar ante esta alta corporación, la presente nota de resoluciones, sobre los derechos civiles y políticos de la mujer, que con acierto, viven discutiéndose en el seno de los H.H. Convencionales.

1.- La Unión Femenina de Educacionistas, considerando: que la mujer boliviana ha demostrado su capacidad y preparación en todos los cargos que le cupo desempeñar y ha contribuido con sus aportes a la formación de la nacionalidad, de una manera tangible;

2.- Considerando: que es deber de todo boliviano (hombre y mujer), trabajar para que la República entre de lleno a la plena actividad y al goce de las preeminencias que ofrece una democracia soberana, a fin de asegurar su futuro progreso y superación;

3.- Considerando que la guerra mundial señala la exaltación de valores femeninos y la estadística de los Estados Unidos, llegada hasta nuestra institución, asegura y nos hace saber la participación directa de dos mujeres bolivianas que encaran los sacrificios y horrores de la hecatombe humana;

4.- Considerando que ya están agotados los argumentos en pro y en contra de los derechos civiles y políticos de la mujer y que, sopesados, resultan favorables a ella.

5.- Considerando: que Bolivia ha suscrito el Acta de la Conferencia de Chapultepec, comprometiéndose conjuntamente con los otros países, a hacer efectivas sus recomendaciones y que entre ellas, se encuentra ocupando un lugar prominente, el artículo 31 de los derechos civiles y políticos de la mujer.

RESUELVE:

1.- Pedir a la Honorable Comisión Legislativa, liberación de la mujer boliviana, concediéndole el goce de los derechos civiles y políticos, en igualdad de condiciones con el hombre, y que se considere esta, como una necesidad imperiosa, para que Bolivia ocupe su lugar en el concierto de las naciones civilizadas.

2.- Pedir a la Honorable Comisión Legislativa, que tanto la mujer como el hombre al inscribirse en los Registros Civiles, presenten su libreta de calificaciones, de haber cursado los seis años de instrucción primaria a fin de

---

<sup>1005</sup> *El Diario*, La Paz, 17 juin 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

que, el derecho de sufragio sea puro, limpio y de alta concepción cívica que demanda en Estado esencialmente democrático.

3.- Expresar su agradecimiento a la Honorable Comisión Legislativa, por la deferencia con que se ocupa de este asunto trascendental para la vida de nuestro país.

4.- Hacer llegar, mediante su Presidencia, el voto de aplauso que discierne la Unión Femenina de Educacionistas al H. Convencional, señor Raúl Tovar Villa, por la exposición brillante en favor de la mujer para el ejercicio de sus derechos.

Es cuanto se permite poner a la consideración de la Honorable Comisión Legislativa.

Suscribiendo respetuosamente.

(Fdo.) Elodia B. de Lijerón, Presidenta.- Fanny Dorado Vargas, C. Beneficencia. - Paz Nery N. de Luksic, C. Prensa y Propaganda.- Eddy C. de Romero, C. Hacienda.- Lola Seghers, C. Pedagogía. - Flora Corvera Z., C. Cultura.- Betty Mariaca, C. Pro Indio. - Sarah Calderón, C. de Actas. »<sup>1006</sup>

La conception démocratique de cette institution était comme on le voit, très restreinte, car afin d'obtenir une égalité de conditions avec les hommes, les signataires de ce texte voulaient restreindre le droit de vote aux hommes (avoir fait des études primaires), au lieu d'élargir les conditions de droit de vote pour tous. Le traité de Chapultepec auquel cette lettre fait référence fut un accord panaméricain signé à l'occasion de la Conférence de Chapultepec célébrée en février 1945 à Mexico. Il s'agissait d'un pacte de solidarité réciproque entre les pays américains, non seulement contre des agressions extra continentales, mais aussi avec la possibilité de sanctionner des pays américains. Ce traité fut complété par un autre traité interaméricain d'assistance réciproque en 1947 et par la création de l'Organisation des États Américains (OEA) en 1948, successeur de l'Union Panaméricaine. Le traité de Chapultepec engageait les États signataires à octroyer les droits civils et politiques aux femmes ; cet engagement fut aussi évoqué comme un argument en faveur du suffrage féminin par les députés de la Convention qui débattirent du sujet en juillet 1945.

La Convention de 1944-1945 débattit la question du suffrage féminin dans un climat clairement différent de celui de 1938. Si, comme on l'a vu au chapitre 3, en 1938, plusieurs féministes de plusieurs villes comme La Paz, Santa Cruz et Oruro avaient demandé aux députés de l'Assemblée que le droit de vote leur soit accordé, à travers une intense campagne à la radio et dans la presse où elles dénonçaient les arguments tenus par les députés qui s'opposaient à la réforme, en juillet 1945 aucune campagne féministe de ce type n'eut lieu. Contrairement, aux quelques articles publiés par les femmes et aux quelques pétitions faites pendant tous les débats sur la question depuis 1940, en juillet 1945 on ne trouve aucun article rédigé par des femmes réclamant le droit de vote, ni d'articles mentionnant leurs actions à

---

<sup>1006</sup> *El Diario*, La Paz, 18 mai 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

cette fin dans les journaux de l'époque. Au contraire, les articles qui parlent du sujet soulignent une nouvelle fois l'indifférence des femmes face à la question :

« Algo que hay que subrayar es la perfecta indiferencia de la mujer frente a la discusión de ayer y a la que se efectuó hace tiempo, en las sesiones de la Comisión Legislativa. Fuera de pocas, poquísimas opiniones no ha habido un movimiento de inquietud femenina por la posibilidad del voto que se trata de darles. Y este hecho revelador es índice de las verdaderas aspiraciones femeninas. Recordando simplemente noticias cablegráficas, puede asegurarse que en otros países donde también se discutió el caso de la ciudadanía plena de la mujer, sociedades femeninas, agrupaciones sufragistas, instituciones culturales femeninas se esforzaron por crear un clima propicio para conseguir ese derecho. Aquí no se ha producido un movimiento de ese linaje. »<sup>1007</sup>

Un autre article va dans le même sens :

« Reciben las mujeres esta reforma en un ambiente de plena indiferencia. Podría afirmarse que la mayoría de ellas, a quienes precisamente se quiere beneficiar, persiste en mostrarse marginada de estas inquietudes. Las manifestaciones a favor del sufragio han sido demasiado pequeñas, insignificantes. Podía, en verdad, haberse esperado otra actitud, un movimiento de entusiasta adhesión al proyecto. No hubo pues, nada de eso. »<sup>1008</sup>

Ce qui explique cette relative indifférence et apathie des femmes pendant les débats du début des années 1940 et surtout pendant le débat de la Convention en juillet 1945, est le fait que les organisations féministes avaient presque toutes disparu vers la fin des années 1930. L'existence de l'UMA et de la Légion Féminine en 1938 avait permis une active campagne en faveur du suffrage féminin à l'époque. Ces organisations disparurent vers la fin des années 1930 et le début des années 1940. La seule organisation féministe qui subsistait dans les années 1940 était l'Athénée Féminin, qui ayant été l'une des organisations les plus actives dans la lutte pour l'obtention des droits civils et politiques dans les années 1920, était devenue depuis la guerre une organisation plus concentrée sur son aspect culturel que sur son aspect suffragiste. Depuis la guerre du Chaco, cette organisation s'était presque complètement effacée des campagnes féministes en faveur du suffrage féminin. On peut donc affirmer qu'à partir des années 1940, le mouvement féministe était entré dans une période de déclin car il n'y avait plus aucune organisation collective pour le faire subsister, seulement des personnalités agissant ponctuellement et de manière individuelle.

Les discussions sur le suffrage féminin de la Convention de 1944-1945 ne se tinrent donc pas dans le même climat et la même ambiance qu'en 1938. D'ailleurs, l'atmosphère de discussion entre les parlementaires fut beaucoup moins polémique.

---

<sup>1007</sup> *El Diario*, 14 juillet 1945, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz, Bolivie.

<sup>1008</sup> *Idem*.

Lorsque le suffrage féminin fut débattu il s'agissait d'approuver, de refuser ou de modifier la formule proposée par la commission législative qui avait discuté la question et avait décidé de proposer à la Convention la formule suivante : « Le droit de vote sera octroyé à la femme de nationalité bolivienne, qui a achevé l'instruction primaire et qui a au moins 21 ans, pour la formation des Municipalités ». Le vote et la discussion se fit en deux temps : il fallait d'abord approuver ou refuser cette formule, et si elle était acceptée, il fallait voter pour les projets modificateurs proposés par les députés.

La plupart des parlementaires qui s'exprimèrent se prononcèrent en faveur du suffrage féminin. En effet, sur 27 parlementaires, 19 se prononcèrent en faveur, et seulement 8 contre. Il y avait donc un consensus beaucoup plus important que dans la Convention de 1938 au sein de l'Assemblée par rapport à ce sujet. Cela se devait certainement aux débats fréquents sur ce sujet dans l'opinion publique depuis l'année 1940. Cela avait servi à convaincre une partie de l'opinion publique que le suffrage féminin devait être établi. Il est probable aussi que le nombre croissant de pays octroyant le droit de vote à la fin de la deuxième guerre mondiale ait joué aussi un rôle dans la persuasion de l'opinion publique et des parlementaires en faveur du droit de vote des femmes.

Nombreux furent les arguments utilisés pour défendre le suffrage féminin et ils reflétaient en grande partie les arguments évoqués dans l'opinion publique. Ainsi, certains députés insistèrent sur l'importance de la participation des femmes à la Guerre du Chaco qu'ils n'hésitaient pas à comparer au rôle joué par les femmes européennes dans la deuxième guerre mondiale. Le rôle militaire joué par les femmes au sein du « Service Auxiliaire Féminin » était aussi évoqué pour justifier les capacités des femmes, même dans le domaine militaire<sup>1009</sup>.

La présence des femmes sur le marché du travail et dans divers secteurs de l'économie était également considérée comme une raison inattaquable pour accorder le droit de vote aux femmes. La présence des femmes sur le marché du travail n'était plus considérée comme un phénomène exceptionnel et anormal lié à la guerre du Chaco. Comme l'affirme Marcela Revollo Quiroga : « A diferencia de los argumentos propuestos en 1938, esta participación laboral dejó de ser considerada como una usurpación de los espacios de trabajo masculinos para pasar a ser vista como un aporte al desarrollo, la modernización y un avance en la formación de las mujeres. En este sentido, es posible advertir un reconocimiento a la participación y aporte social de ellas, además de una valoración más allá de su rol de madres

---

<sup>1009</sup> Redactor de 1945, t. I (sesión extraordinaria), La Paz. Archivo del Congreso de La Paz, La Paz, Bolivie.

y esposas. »<sup>1010</sup> Ainsi, d'après le député Trigo Paz, la présence des femmes dans l'espace public et le marché du travail était un fait indéniable qui rendait injuste leur exclusion de la citoyenneté:

« En Bolivia, la participación de la mujer en la vida activa es un hecho; todos lo sabemos y lo reconocemos y así hoy tenemos a la mujer en la Universidad, en el ejercicio profesional, en las oficinas públicas, en entidades particulares, en el taller y en la mina, y en todas las actividades que constituyen la vida misma de la nación. Entonces, si esto es así, negarle su participación en la formación de los Poderes del Estado sería verdaderamente injusto. »<sup>1011</sup>

Pour le député Morales Carlos, marxiste, le vote devait être octroyé aux secteurs de la population qui jouaient un rôle important dans la production. De par leur participation à l'économie du pays, les femmes devaient obtenir le suffrage.<sup>1012</sup>

Les avancées des autres pays par rapport au suffrage féminin étaient très souvent citées par les parlementaires, comme la preuve que la Bolivie devait rentrer dans le groupe des nations civilisées ayant accordé le suffrage féminin. Comme on l'a vu, le fait qu'en 1944, davantage de pays avaient accordé le droit de vote aux femmes donnait plus de poids à cet argument qu'en 1938. Ainsi, le député Mendoza López<sup>1013</sup> fit référence à la France qui venait d'octroyer le droit de vote aux femmes :

« Se arguye que en nuestro ambiente la mujer no está suficientemente evolucionada para tomar parte en las actividades políticas y que no tiene la madurez como la mujer sajona o la mujer de otros pueblos. Esto mismo se argüía en Francia, mas, ayer se ha anunciado que las mujeres francesas tomarán parte en las actividades políticas que han de determinar la marcha futura de la cuarta república francesa, seguramente, o la superexistencia de la tercera república. Entonces este problema ha quedado liquidado en Francia. »<sup>1014</sup>

Le député Trigo Paz cita les constitutions des pays modernes qui avaient accordé le suffrage féminin:

« Además, señor Presidente, citaré, como una simple referencia, que la mayoría de las constituciones modernas, aceptan y otorgan el voto femenino en la organización de los Poderes Públicos. Así por ejemplo, las otorgan, sin restricción, las constituciones de Austria, Alemania, Baviera, España, Finlandia, Letonia, Polonia, Rusia, Noruega, Dinamarca, Checoslovaquia, Inglaterra, Estados Unidos de Norte América, Ecuador y Chile, como se sabe,

---

<sup>1010</sup> REVOLLO QUIROGA Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939 – 1949)*, Eureka Ediciones, La Paz, Bolivia, 2001.

<sup>1011</sup> Redactor de 1945, t. I (sesión extraordinaria), Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1012</sup> Idem.

<sup>1013</sup> Alberto Mendoza López dirigeait le Parti Socialiste et le Parti Travailleiste avant la guerre.

<sup>1014</sup> Redactor de 1945, t. I (sesión extraordinaria), Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

da el voto municipal; la Constitución uruguaya lo admite siempre que lo apruebe los dos tercios de su Representación Nacional.»<sup>1015</sup>

L'engagement prit par la Bolivie afin d'accorder les droits civils et politiques aux femmes dans la Conférence de Chapultepec tenue au Mexique en février 1945 fut également évoqué comme un argument de poids<sup>1016</sup>. Le parlementaire Tovar ne manqua pas de le rappeler :

« Existe un compromiso internacional al respecto, no creo que Bolivia trate de violarlo, me refiero al Acta de Chapultepec, que nuestro país ha suscrito, comprometiéndose conjuntamente con los otros Estados signatarios, hacer efectivas sus recomendaciones, estando entre ellas, en lugar predominante, el punto 31 concerniente a los derechos civiles y políticos de la mujer, a la que la Nación hermana del Brasil acaba de dar cumplimiento. Además, el Gobierno demócrata de la Gran Bretaña, ha dado un paso más adelante, me refiero a que la mujer ha sido incorporada a los servicios de Policía, con las mismas atribuciones y obligaciones que el policía Hombre. »<sup>1017</sup>

Le gouvernement de Gualberto Villarroel était conçu par une grande partie des parlementaires comme une phase révolutionnaire. Les décisions prises à l'Assemblée devaient obéir au moment révolutionnaire qu'ils étaient en train de vivre. Ainsi, l'octroi du suffrage féminin était perçu comme une mesure révolutionnaire qui devait être prise dans cette Assemblée. C'est ce qu'exprima le député Arana Peredo :

« ¿Por qué considerar que la mujer sufragista ha de invertir el papel matrimonial, yendo a las elecciones o al Parlamento? No, señores. Nosotros queremos ir con un criterio más radical. Este Parlamento es el producto de una revolución ideológica, no solamente de una revolución de hecho. Como fines de la revolución, están los postulados que si no están aprobados en las naciones del Continente; Bolivia que se ha caracterizado por el pesimismo con que juzgamos nuestra situación política, Bolivia que va a la vanguardia entre las naciones más avanzadas, puede dar este paso revolucionario. »<sup>1018</sup>

Une grande partie des parlementaires qui défendaient le suffrage féminin considérait que la formule proposée par la Commission législative était trop restreinte en voulant d'abord accorder le droit de vote uniquement aux femmes qui avaient fini l'instruction primaire, et en limitant ensuite le suffrage féminin aux élections municipales. Le député Pardo considérait par exemple que ce projet était trop restreint car il concernait uniquement le droit d'élire et non le droit d'être élue, et que limiter le droit aux femmes qui avaient achevé l'instruction primaire était injuste, car cela excluait celles qui enseignaient comme professeures sans pour

---

<sup>1015</sup> Idem.

<sup>1016</sup> *El Diario*, 9 février 1945, La Paz. Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz, Bolivie.

<sup>1017</sup> Redactor de 1945, t. I (sesión extraordinaria), Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1018</sup> Idem.



autant avoir suivi l'école primaire<sup>1019</sup>. Plusieurs parlementaires considéraient qu'accorder le droit de vote uniquement aux femmes qui avaient fini l'instruction primaire était créer un « privilège » pour certaines, en excluant injustement les femmes travailleuses des classes populaires urbaines. Il fallait donc élargir la proposition.<sup>1020</sup> D'autres parlementaires considéraient aussi que la formule proposée n'était pas seulement trop restreinte en ce qu'elle concernait une minorité de femmes, mais aussi par le fait d'être limitée aux élections municipales. Les femmes devaient avoir le droit de vote pour les élections nationales. C'est ce qu'affirma le député Arana Peredo :

« En este concepto yo no veo razón para que se restrinja en el proyecto de la fórmula redactada por la Comisión Legislativa, el derecho político de la mujer solamente al sufragio en las elecciones municipales. Qué diferencia hay entre las elecciones municipales y las elecciones para representantes? Legislativos o de Mandatarios? ¿Qué superioridad intelectual se necesita, para hacer esta diferenciación, para limitar este derecho a la mujer? »<sup>1021</sup>

Le député Ayala Gamboa alla dans le même sens en soulignant l'effet positif qu'aurait la présence de femmes dans le Parlement :

« El proyecto que reduce simplemente el voto de la mujer para solo la formación de las municipalidades, es muy restringido, pues la mujer no ejercerá su derecho de sufragio como un momento de distracción o como un acto de apariencia, sino con el deseo de contribuir a la formación de los Poderes Públicos para obtener leyes prácticas e inteligentes, pues, el día que veamos aquí en el Parlamento a la mujer boliviana, indudablemente que, con su concurrencia, las leyes serán sabias e inteligentes, como por ejemplo leyes protectoras de los niños y otras de carácter social. »<sup>1022</sup>

Cependant, des députés, tout en étant favorables au suffrage féminin, considéraient que celui-ci devait être limité car il fallait réaliser un « essai » pour voir si les femmes étaient suffisamment capables d'exercer le droit de vote. Dans ce sens, si l'épreuve était positive, ils pourraient considérer ultérieurement l'élargissement du suffrage féminin aux élections nationales. Comme l'exprime Marcela Revollo Quiroga, il s'agissait bien de faire un « test » : « Era una ciudadanía parcial restringida al gobierno municipal, y de prueba porque exponía a las mujeres al examen de su capacidad política, y dejaba abierta la posibilidad de que fuera revertida si ellas no pasaban. » Accorder le droit de vote aux femmes uniquement pour les

---

<sup>1019</sup> Idem.

<sup>1020</sup> Idem.

<sup>1021</sup> Idem.

<sup>1022</sup> Idem.

municipalités ne représentait pas un danger car ces dernières étaient des institutions administratives avec peu de pouvoir.<sup>1023</sup>

En ce qui concerne les arguments contre le suffrage féminin, ceux qui s'y opposaient exprimèrent la même inquiétude que les parlementaires de 1938, à savoir, que les femmes abandonnent leurs devoirs au sein de leur famille et de leur foyer. Comme en 1938, le rôle de la femme au sein du foyer et de la famille fut exalté. C'est ce que démontre le parlementaire Fernández:

« Yo me encuentro alarmado con el proyecto de reforma que se está discutiendo porque considero -con perdón de los señores defensores del proyecto- que es un atentado contra la familia que es la piedra angular de la patria...

H. Tovar.- Pregunto al H. Diputado: ¿la ciudadanía del individuo es también un atentado contra la familia?

H. Fernández.- Yo digo simplemente que la familia es la piedra angular de la Patria, y quien dirige la familia, quien hace el alma de los hijos es la mujer. Tiene una misión más importante que el hombre en la vida, cual es la de crear el alma de los hijos, el alma de los ciudadanos que deben dirigir la patria. Si sacamos a la mujer de su hogar y la llevamos a las luchas mezquinas de la política, ¿qué sucederá de ese hogar y de la educación de los hijos? Es muy posible que mis opiniones sean un poco discordantes o extrañas en esta materia, pero creo que me asiste la verdad en cuanto a la consolidación de la familia.»<sup>1024</sup>

Comme dans l'opinion publique, la religion fut également utilisée comme un argument pour prouver que les femmes, conservatrices dans leur majorité, voteraient pour les forces cléricales, bloquant ainsi tout effort révolutionnaire dans le pays. C'est ce qu'affirma le parlementaire Finot en parlant de la capacité d'action des femmes catholiques :

« Desgraciadamente, H. Sr. Presidente, y HH. Convencionales, la mujer en Bolivia está en manos del clericalismo de las Acciones Católicas, que están perfectamente organizadas en el territorio de Bolivia y constituidas por un selecto grupo de señoras y de señoritas y muchachas cultas y esto lo he podido constatar haciendo una encuesta sobre ellas. »<sup>1025</sup>

Le député Carvajal s'exprima dans le même sens :

« Me permito preguntar al H. colega, si no piensa que la mujer, por tradición y temperamento, es conservadora y si no piensa que ese ambiente de conservadurismo del elemento femenino, vendría en el momento de un debate político, a ser un juguete, un instrumento en manos de cierto sector de

---

<sup>1023</sup> Idem.

<sup>1024</sup> Idem.

<sup>1025</sup> Idem.

influencia, por el ejemplo el sector clerical. Entonces, no sería un estancamiento de la Revolución conceder el voto femenino? »<sup>1026</sup>

Concernant les avancées sur les droits politiques des femmes dans les autres pays, les parlementaires opposés au suffrage féminin arguèrent que la Bolivie ne se trouvait pas dans les mêmes conditions que ces pays, et qu'il fallait tenir compte de la réalité du pays pour prendre des décisions à ce sujet. Les arguments visant à démontrer que le nombre de femmes éduquées et cultivées qui mériteraient le droit de vote en Bolivie était infime allaient dans le même sens : prouver que la Bolivie ne se trouvait pas dans les mêmes conditions des autres pays. C'est ce que tenta de démontrer le député Lazo de la Vega :

« Hacer participar a la mujer en la organización de los poderes públicos, es encomiable; pero desde el punto de vista de la realidad boliviana, debemos considerar un hecho que puede pasar desapercibido para el criterio de los HH. convencionales; la mujer boliviana no ha alcanzado una cultura apreciable, en cuanto se refiere a la densidad misma de la población femenina boliviana, es decir, que la mujer boliviana instruida, la que ha recibido la instrucción primaria, alcanza apenas a un grado mínimo de la población. De modo, entonces, que si a la mujer se le otorga ampliamente ese derecho, sin considerar la necesidad paulatina de las cosas en Bolivia, yo creo que cometeríamos un error que posteriormente sería criticado. El legislador para minorías ínfimas se aparta de los postulados del Derecho Público. Los legisladores deben estar siempre dentro del marco de la generalidad, y la generalidad de la mujer boliviana no puede estar considerada para un voto de tanta amplitud. »<sup>1027</sup>

Malgré le fait qu'un grand nombre de députés, dans l'Assemblée de 1945, aient voulu élargir la formule proposée aux élections nationales, la manière de procéder pour le vote ne le permettait pas. En effet, un premier vote fut organisé pour accepter ou refuser la proposition de la commission législative, sachant qu'on pouvait ensuite la modifier dans le détail en votant pour les projets de modification proposés par les parlementaires. Si la proposition était refusée, le vote ne serait pas octroyé aux femmes. Au premier vote, sur 74 voix, 58 étaient en faveur du suffrage féminin et 16 contre. Ainsi proposée, on ne pouvait plus modifier la formule dans ces principes essentiels, c'est-à-dire que l'on ne pouvait pas proposer que le vote soit accordé aux femmes pour les élections nationales, car, d'après le président de l'Assemblée, on aurait modifié le principe essentiel de la formule qui avait déjà été approuvé. Il s'agissait donc de voter pour les projets qui modifiaient uniquement les conditions requises par les femmes pour voter.

---

<sup>1026</sup> Idem.

<sup>1027</sup> Idem.

Le projet qui fut finalement approuvé accordait le droit de vote (avec la possibilité d'élire et d'être élue) aux femmes qui savaient lire et écrire dans le cadre des élections municipales. Sur un total de 73 voix, 43 se prononcèrent en faveur de ce projet de modification et 30 contre. Il est probable que l'augmentation du nombre de députés qui votèrent contre le projet soit due au fait que plusieurs députés s'opposaient à la restriction faite aux élections municipales.

Ainsi, les femmes qui savaient lire et écrire obtinrent un droit de suffrage qui se limitait aux élections municipales. Comme on l'a vu, cette mesure fut reçue avec une certaine apathie et indifférence de la part des femmes. Ce ne fut pas le cas des mesures établissant l'égalité des enfants devant la loi et le concubinat qui scandalisèrent et firent réagir plusieurs secteurs des femmes, notamment les femmes catholiques.

### **C) Les réformes dans la législation de la famille**

Parmi les réformes les plus avancées et les plus controversées de la Convention de 1944-45 se trouvaient celles concernant le régime de la famille, qui établissaient l'égalité des enfants devant la loi, l'autorisation de recherches en paternité, et l'égalité juridique des conjoints.

La question de l'égalité des enfants devant la loi et de l'autorisation de rechercher la paternité fut un sujet assez débattu à partir de la fin du mois de novembre 1944 lorsque fut présenté un projet de loi à ce sujet dans la commission législative de la Constitution. L'égalité des enfants devant la loi avait déjà été établie dans l'article 132 de la Constitution de 1938. Cependant, cet article fut interprété par la jurisprudence de telle manière qu'il concernait uniquement les enfants légitimes et naturels légalement reconnus pour l'égalité dans la succession héréditaire. Dans la Convention de 1945, il s'agissait donc d'établir l'égalité devant la loi de tous les enfants (légitimes, naturels, illégitimes, adultérins, sacrilèges, incestueux) légalement reconnus ou non, en leur accordant le droit à une succession héréditaire égale pour tous. Pour que cette mesure puisse être appliquée il fallait que l'État autorise les enquêtes de paternité, mesure qui n'avait finalement pas été prise dans la Convention de 1938 après un intense débat sur le sujet.

Il faut savoir qu'un projet de réforme du Code Civil était en place dans le pays depuis 1942. La rédaction d'un nouveau Code Civil avait été confiée à un jurisconsulte et civiliste espagnol, le Dr. Angel Osorio y Gallardo. Ce nouveau code devait redéfinir plusieurs aspects

du mariage et de la vie familiale<sup>1028</sup>. En tant que rédacteur de ce nouveau code, le Dr. Angel Osorio y Gallardo avait été interviewé à plusieurs reprises sur ses opinions au sujet de la famille : il considérait que le divorce devait être permis aux seules personnes non catholiques<sup>1029</sup> ; cependant, il considérait qu'il fallait établir l'égalité des enfants devant la loi<sup>1030</sup> et établir aussi le concubinat<sup>1031</sup>. Avec les débats sur le divorce absolu et les nouvelles concernant la rédaction de Code Civil, les débats sur la famille et les réformes sur le régime familial avaient occupé l'opinion publique depuis quelques années déjà. Cependant, un long débat sur le sujet face aux potentielles réformes de la Convention fut lancé à la fin de l'année 1944. Tout comme les débats sur le divorce, le débat fut assez intense et les arguments des opposants étaient similaires à ceux qui étaient contre le divorce : l'égalité des enfants était considérée comme une « atteinte contre l'unité de la famille », contre la « morale familiale » et contre le mariage. Ceux qui soutenaient la réforme affirmaient au contraire qu'il s'agissait de rendre justice à une grande partie de la population ; que si d'après l'article 134 de la Constitution, le devoir de l'État était la protection de l'enfance, alors cette réforme était nécessaire ainsi que les enquêtes en paternité ; que la légalité des enfants rendrait les pères responsables, ce qui permettrait la moralisation de la famille car cela éviterait la naissance d'enfants illégitimes. En même temps qu'était discutée par la commission législative l'égalité des enfants devant la loi et les enquêtes en paternité, étaient aussi discutés l'égalité civile des conjoints, à savoir l'octroi des droits civils aux femmes, et les devoirs que l'État avait envers l'enfance, car toutes ces réformes concernaient le régime de la famille. Ces dernières réformes ne provoquèrent pas de polémique dans l'opinion publique ; l'égalité juridique de conjoints ne provoqua pas de réactions de la part des féministes, elle passa presque inaperçue. Le débat et la polémique se concentraient sur l'égalité des enfants devant la loi. Les organisations de femmes ne tardèrent pas à réagir et à condamner ce projet de loi. Plusieurs associations telles que l'Association de Femmes de l'Action Catholique Bolivienne (« Asociación de Mujeres de la Acción Católica Boliviana »), la Croix Rouge Bolivienne, la Ligue de la Morale, la Fédération de Sociétés Féminines, l'Action Sociale de l'Apostolat, la Société de Bienfaisance de Femmes et même l'Athénée Féminin envoyèrent un mémorial à la Convention dans lequel elles dénonçaient fermement le projet d'égalité des enfants devant la loi. Elles exprimaient également la peur de voir l'État prendre le « contrôle » sur la famille, car elles avaient entendu une rumeur selon laquelle le projet de réforme parlait de « contrôle de la famille » par l'État au lieu de « protection de la famille » par l'État. Elles affirmaient que vouloir contrôler

---

<sup>1028</sup> *El Diario*, La Paz, 6 mars 1942, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1029</sup> *El Diario*, La Paz, 18 avril 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1030</sup> *El Diario*, La Paz, 26 avril 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1031</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> janvier 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

la famille était propre des systèmes totalitaires comme l'Allemagne nazie et elles cherchaient à être rassurées par rapport à la véracité de cette rumeur. Concernant l'égalité des enfants devant la loi, elles considéraient qu'il s'agissait d'une mesure « monstrueuse » qui attaquait la moralité de la famille bolivienne :

« Referente al art. 132 de la Constitución Política del Estado, la Ley original dispone lo siguiente:

« La ley no reconoce desigualdad entre los hijos, todos tienen los mismos derechos ».

La reforma proyectada diría: La ley reconoce solamente hijos matrimoniales y extra-matrimoniales en cuanto a su clasificación jurídica, teniendo ambos los mismos derechos sucesorios.

Esta sería una reforma que atacaría directamente a la moralidad de la familia boliviana, produciendo el caos más absoluto, que no podría menos de calificársela no solo como inconveniente sino de monstruosa, por lo que no debía admitírsela ni menos darle paso.

Para convencerse de lo que decimos invocamos la exposición de motivos que hace el Dr. Angel Ossorio y Gallardo, al art. 283, de su anteproyecto del Código Civil, pág. 155 el que indudablemente es conocido por los HH. Convencionales, razón por la que omitimos transcribirlo.

Reconocer tan sólo dos clases de hijos, los matrimoniales y los extra-matrimoniales, nacidos fuera del matrimonio, como los naturales, adulterinos, incestuosos, sacrílegos, etc. y conferirles a todos iguales derechos sucesorios, sería atacar directamente a la moralidad y santidad del matrimonio.

Llegaría el caso de que un cónyuge viudo o divorciado, vería suceder a sus hijos legítimos en igualdad de condiciones con los hijos incestuosos o adulterinos del otro cónyuge. Esto sería absolutamente incorrecto porque heriría, atacaría a la unidad del hogar, y por lo que respecta a los hijos, legalizaría la comisión de delitos tales como el adulterio, la bigamia, etc.

Si la bigamia y el adulterio son delitos sancionados por la ley, el fruto de tales delitos, los hijos, serían considerados ante la ley en los casos de sucesión como legítimos, lo que sería incorrecto.

Basta este solo enunciado para protestar contra tal reforma que concedería a los hijos nacidos de dañados y punible ayuntamiento, igual derecho sucesorio que a los legítimos.

Se alegrará que los hijos no son culpables y que no tienen por qué expiar el crimen de sus padres.

Cierto es que los hijos no son los culpables, pero también es cierto que desde Adán hasta hoy, no son únicamente los culpables los que han expiado su delito. La historia de la humanidad está llena de casos en que las generaciones posteriores, sin ser ellas las culpables han pagado o expiado los crímenes cometidos por sus antecesores.

Hoy mismo, en la actualidad, el crimen de la guerra europea que se imputa a Alemania, no ha sido cometido por toda la población alemana, sino por parte de ella, llamados los « criminales de la guerra », y hay niños, mujeres, ancianos, etc., que no han tenido ni remotamente parte alguna en la preparación de la guerra, y sin embargo esos inocentes están obligados a pagar el crimen de los autores, y esta sanción se ha de hacer extensiva aún a generaciones posteriores.

Esas generaciones podrían alegar su inocencia y su ninguna participación en la guerra para librarse de las sanciones? Indudablemente que no y nadie aceptaría semejante excusa.

Luego la razón de que los hijos no tienen por qué expiar el crimen de sus padres, no es pues contundente sino de simple apariencia efectivista.

Si los hijos nacidos de dañado y penible ayuntamiento, no son culpables y la ley quiere protegerlos a ellos tiene a su alcance otro medio y es el de concederles alimentos en los casos en que se compruebe indirectamente su filiación ilegítima como se hace en la actualidad; esto es lo racional y lo correcto pero de aquí a concederles iguales derechos sucesorios que a los hijos legítimos, es ir al otro extremo, haciendo el remedio peor que el mismo mal.

Por este motivo, pedimos a la H. Convención que no se dé paso a la enmienda proyectada y que el artículo 132 de la Constitución Política, se reforme del modo siguiente:

Los hijos legítimos y los naturales reconocidos tendrán los mismos derechos sucesorios. Los hijos ilegítimos, comprobada indirectamente su filiación tendrán derecho a alimentos. La ley civil fijará el monto de ellos en atención a la fortuna de sus padres, o a la cuantía de la sucesión. »<sup>1032</sup>

Lorsqu'elles mentionnent le projet de Code Civil du Dr. Angel Osorio Gallardo elles semblent vouloir dire qu'il s'opposait à l'égalité des enfants devant la loi, alors que des auteurs dans d'autres articles affirment au contraire qu'il soutenait l'égalité des enfants devant la loi. Quoiqu'il en soit, on observe qu'elles étaient clairement inspirées d'une vision religieuse de la famille et de l'expiation des fautes humaines, qui leur servait à justifier l'exclusion des enfants illégitimes d'un régime d'égalité de droits avec les enfants légitimes. La nouvelle qui provoqua le plus de scandales au sein de ces organisations féminines et des cercles de femmes catholiques vint toutefois peu de temps après avec la mise en place du concubinat. En effet, l'article qui instituait l'égalité des enfants devant la loi, reconnaissait aussi le mariage de fait entre les concubins après deux ans de vie commune ou après la naissance d'un enfant. Les articles concernant le régime de la famille furent approuvés le 2 août 1945 comme suit :

« Art. 131.- El matrimonio, la familia y la maternidad están bajo la protección del Estado. Se establece la igualdad jurídica de los cónyuges.

Se reconoce el matrimonio de hecho en las uniones concubinarias con sólo el transcurso de dos años de vida en común, verificada por todos los medios de prueba o el nacimiento de un hijo, siempre que las partes tengan capacidad legal para contraer enlace. La ley del registro Civil perfeccionará estas uniones de hecho ».

Art. 132.- No se reconoce desigualdades entre los hijos; todos tienen los mismo derechos y deberes. Es permitida la investigación de la paternidad conforme a ley.

---

<sup>1032</sup> *El Diario*, La Paz, 26 juillet 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Art. 133.- Las leyes determinarán el patrimonio familiar inembargable e inajenable, como también el subsidio de familia con relación al número de hijos.

Art. 134.- Es deber primordial del Estado, la defensa de la salud física, mental y moral de la infancia. El Estado defiende los derechos del niño al hogar, la educación y a la amplia asistencia cuando se halla en situación de abandono, de enfermedad o de desgracia. El Estado encomendará el cumplimiento de lo dispuesto en este artículo a organismos técnicos adecuados. »<sup>1033</sup>

Le mariage, la famille, la maternité et l'enfance étaient désormais sous la protection de l'État ce qui était une véritable nouveauté dans cette Constitution. Cela explique que le gouvernement de Villarroel ait mis en place la Direction de la Maternité la même année comme on l'a vu au début du chapitre. L'égalité juridique des conjoints, ainsi que l'établissement du concubinat constituaient également d'importantes nouveautés. Comme on l'a vu au chapitre dernier, cette dernière mesure était très avancée pour l'époque, l'une des premières de ce type mise en place en Amérique Latine<sup>1034</sup>. Ses défenseurs considéraient qu'elle était particulièrement adaptée à la réalité de la Bolivie, car une majeure partie de la population, notamment parmi les indigènes et les métis, n'avait pas l'habitude de se marier. Cette mesure visait donc à légaliser et régulariser cette coutume très répandue dans le pays, et selon ses défenseurs à « protéger les véritables familles » du pays, à protéger les femmes des « hommes volages »<sup>1035</sup> à « en finir avec le sentiment de caste » qui caractérisait « le régime matrimonial existant » et à « créer une véritable démocratie »<sup>1036</sup>. Comme on l'a vu au chapitre dernier, il s'agissait pour le gouvernement de Villarroel et le MNR de protéger et d'octroyer un niveau d'égalité aux classes populaires par rapport au reste de la société afin d'obtenir le soutien politique des femmes ouvrières, qui obtenaient un statut de femmes « décentes » disposées à se marier<sup>1037</sup>. L'établissement du concubinat indigna les femmes des associations catholiques qui organisèrent quelques jours après un meeting pour protester contre cette réforme dans la place principale de La Paz, face au Parlement, afin de « défendre la morale » et la « sainteté de la famille »<sup>1038</sup>. Maria Teresa Solari prit la parole avec un discours où elle affirmait que la famille risquait d'être bouleversée et détruite avec cette réforme. D'autres femmes, anciens membres de la Fédération d'Employées Catholiques, prirent la parole, telles que Isabel v. de Haillot ou Leticia Antezana de Alberdi<sup>1039</sup>. Quelques

---

<sup>1033</sup> *La Calle*, La Paz, 3 août 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1034</sup> *Idem*.

<sup>1035</sup> *La Calle*, La Paz, 16 août 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1036</sup> *La Calle*, La Paz, 2 août 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1037</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

<sup>1038</sup> *La Calle*, La Paz, 17 août 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1039</sup> *Idem*.



jours plus tard après le meeting, plusieurs représentantes d'organisations féminines (très probablement les catholiques mais aussi la Fédération de Sociétés Féminines) se rendirent au Parlement pour présenter au Président de la Convention le mémorial qu'elles avaient déjà envoyé à la Convention en juillet sur les enfants illégitimes et demander que la réforme sur le concubinat soit supprimée. Le président, en les recevant tenta de les convaincre du fait que la Convention avait réalisée plusieurs avancées concernant les droits des femmes, des réformes qui leur étaient favorables en tant que femmes et qui accordaient de l'importance à la participation des femmes dans la vie politique du pays :

« Damas Antireformistas fueron recibidas ayer en el Salón Rojo

En el salón rojo del palacio Legislativo, fueron recibidas ayer las representantes de instituciones femeninas con objeto de entregar las conclusiones del mitín realizado el día jueves, acerca del concubinato. El presidente Montellano manifestó que mientras se efectuaba el mitín, hizo saber las recibiría en gran comisión para conocer las conclusiones. A nombre de la Asamblea Nacional, expresó su complacencia ante la demostración de la inquietud de la mujer boliviana por participar en los asuntos colectivos de la patria, lo que significa que la mujer se preocupa por sus derechos y obligaciones.

Constituye una constante preocupación de los componentes de la H. Asamblea el obtener para la mujer boliviana un lugar predominante en la vida política nacional. Conocen las distinguidas señoras - dijo- cómo la Asamblea, ante la indiferencia del elemento femenino, acordó concederles derechos iguales a los hombres, en una reforma constitucional que está en vigencia, solucionando así una injusta situación. Todos conocen -agregó- la situación de tutela o de minoría de edad en que estaban las mujeres casadas dentro de sus hogares, a quienes se impedía la realización de una mínima operación bancaria por falta de la autorización marital. Ahora con la reforma producida, las mujeres están en igualdad de condiciones con los hombres, pudiendo disponer de su trabajo y de sus recursos sin las limitaciones que antes lo impedían.

Otra medida, que también ha sido dictada en servicio de la mujer boliviana, es la que se refiere a la incorporación de ésta, en la sociedad política boliviana, haciéndole participe mediante voto de la organización de los poderes del Estado como elector o como elegida. Razones de mayoría impidieron que esta medida fuera amplia y general, restringiéndose solamente a la constitución de las municipalidades. Todo esto demuestra que en el momento actual, los hombres que componen la H. Asamblea Nacional, están convencidos de que no se puede hacer una vida social dentro del país, sin la participación de responsabilidades con las mujeres.

La señora Leticia Antezana de Alberdi, en nombre de las damas visitantes manifestó:

« Quiero dejar constancia del agradecimiento que las comisionadas formulan por la felicitación que les ha dirigido el H. presidente de la Convención Nacional recalcando que, justamente la mujer boliviana despierta de esa especie de letargo en que está sumida, cuando se trata de la familia y de la situación moral de ésta, que se ha alarmado justamente por la aprobación de

una reforma constitucional, en nombre de ella que va a presentar el siguiente pliego de conclusiones:

1.- Con referencia a la reforma de los arts. 131 y 132 de la Constitución Política del Estado, ratificamos en todas sus partes las conclusiones a que llegamos en nuestro memorial presentado a la Convención Nacional el 23 de julio del presente año que dice:

« Los hijos legítimos y los naturales reconocidos tendrán los mismos derechos sucesorios. Los hijos ilegítimos comprobada indirectamente su filiación, tendrán derecho a alimentos. La ley civil fijará el monto de ellos en atención a la fortuna de sus padres o a la cuantía de la sucesión ».

2.- Respecto a la adición al mismo art. 131 que legaliza el concubinato pedimos que se suprima esa adición, dejando las cosas en el estado que estaban antes de la adición hecha.

Con este motivo, nos suscribimos atentamente. -(Firmas):- Leticia Antezana de Alberdi. -Mercedes Z. de Quintanilla. - Irene Gutiérrez de Bailey.- Elvira Saenz de Ortiz.- Neptalí de Aramayo.- Matilde C. v. de Busch.- Adela de Aramayo.- Aída C. de Aranibar.- Lola Quiroga de Carrasco.- Carmen Bedregal. »<sup>1040</sup>

Si le Président de la Convention tente de convaincre ces représentantes que les mesures de la Convention leur sont favorables en tant que femmes qui prennent part de la vie et des discussions politiques du pays, ce n'est pas véritablement cela qui les intéressait, car aucune action de soutien ne fut réalisée par elles en faveur du suffrage féminin ou des droits civils des femmes. Leur mobilisation fut déclenchée par les réformes touchant à la famille, domaine dans lequel elles considéraient qu'elles avaient un rôle primordial à jouer en tant que femmes. La légitimité de leur action pour elles venait de l'idée que la famille était le domaine privilégié des femmes. Si les législateurs réalisaient des réformes qui touchaient « la famille bolivienne » elles se devaient d'agir pour la protéger. Comme on l'a vu, les femmes catholiques concevaient la société comme une famille à grande échelle et s'il s'agissait de protéger cette « grande famille » elles n'hésitaient pas à promouvoir l'action des femmes dans la sphère publique. Pour elles, il n'y avait rien de contradictoire dans cette démarche, elle ne signifiait pas sortir de leur rôle traditionnel au sein de la famille, car avec cette conception de la famille à grande échelle, elles brouillaient d'une certaine manière les limites de la sphère privée et publique. Comme on l'a vu, les féministes boliviennes de l'époque partageaient cette vision qui ne remettait pas en question les normes de genre et les rôles attribués aux sexes. Elles considéraient que les femmes devaient agir dans la vie politique du pays en tant que *femmes* et *mères* des futurs citoyens. Elles cherchaient à avoir les mêmes droits que les hommes, à être leurs « *compañeras* », sans perdre leurs « qualités » et leurs « attributs »

---

<sup>1040</sup> *La Calle*, La Paz, 18 août 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

féminins<sup>1041</sup>. C'était la conception du féminisme relationnel, dominante dans le féminisme européen et latino-américain du XIX<sup>ème</sup> et de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, qui s'opposait à la conception du féminisme individuel dominante dans les pays anglo-saxons, qui insistait sur l'obtention de droits pour les femmes, non pas en tant que *femmes*, mais en tant qu'*individus*<sup>1042</sup>. Comme on l'a vu, cette conception du féminisme en Bolivie permit le rapprochement entre féministes et catholiques au sein de la Fédération d'Employées Catholiques. Si dans les années 1970 les féministes avaient voulu brouiller et rompre les limites entre sphère publique et privée, en affirmant que le « privé était politique », il est intéressant de noter que les femmes catholiques des années 1940 dans une conception et démarches complètement différentes, avaient réussi à brouiller idéologiquement ces limites de manière à ce que leur action dans la sphère publique n'apparaisse pas comme contradictoire avec le rôle traditionnel qu'elles attribuaient aux femmes. Certainement, on peut penser que cette conception les limitait à agir dans la sphère publique seulement lorsque des réformes touchant à la famille étaient en jeu, mais comme on va le voir postérieurement, la mobilisation des femmes catholiques contre l'égalité des enfants et le concubinat en 1945 fut un premier pas vers une mobilisation politique générale contre le gouvernement de Villarroel en défense de l'ordre oligarchique.

La mobilisation des femmes catholiques fut contrée par la Fédération Ouvrière Féminine qui, comme on l'a vu au chapitre dernier, regroupait les syndicats féminins anarchistes. Une commission de cette Fédération se rendit au journal *La Calle* pour affirmer qu'elles soutenaient les réformes du régime de famille de la Convention qu'elles considéraient bénéfiques pour les classes populaires. Elles dénonçaient aussi les méthodes coercitives que les femmes catholiques auraient utilisées amenant par la force leurs employées domestiques au meeting et annonçant que plusieurs des syndicats de la Fédération les soutenaient :

« La Federación Obrera Femenina no concuerda con las damas del mitin

Una comisión de la Federación Obrera Femenina, que agrupa en su seno más de trece instituciones del proletariado femenino, como ser los Sindicatos de Floristas, de Oficios Varios del Mercado Camacho, « Illimani », etc., ayer visitó nuestras oficinas a objeto de dejar constancia de que no se someten ni se someterán nunca a las directivas de las damas copetudas empeñadas en lograr la desestimación de las reformas constitucionales referentes a la familia.

---

<sup>1041</sup> ALVAREZ María Elvira, *Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.

<sup>1042</sup> OFFEN Karen et FERRANDIS Garayo Marisa, « Définir el feminismo : Un análisis histórico comparativo », *Historia Social*, n°9, Hiver 1991, p.103-135.

Antes bien -dijeron- juzgamos beneficiosa la sanción de dichas reformas por la H. Convención Nacional, puesto que van en resguardo de los legítimos intereses de las mujeres y de los hijos de la clase humilde.

Al mismo tiempo, denunciaron, los métodos coercitivos empleados por dichas damas para obligar a numerosas mujeres a asistir al mitin de anteayer.

Desmintieron también la versión por ellas propalada, que aseguraba la solidaridad de varias afiliadas a su Sindicato. »<sup>1043</sup>

La position des femmes en faveur de ces mesures dépendait de leur classe sociale et était clairement perçue par les femmes syndicalistes sous un prisme de classe. Il est certain que l'égalité des enfants devant la loi et le concubinat favorisaient surtout les classes populaires car la plupart des enfants illégitimes se trouvaient au sein des classes populaires et la coutume de ne pas se marier était beaucoup plus répandue dans les secteurs populaires de la population. Comme on l'a vu, le gouvernement de Villarroel tenait avec cette mesure à se gagner le soutien des « cholas » à qui il voulait accorder le statut de « señoras ». Étant donné que la réforme sur le régime de la famille avait déjà été approuvée par la Convention, en dernier recours, les femmes catholiques tentèrent d'interpeller le pouvoir exécutif. Maria Teresa Solari écrivit une lettre ouverte au président Gualberto Villarroel l'enjoignant de poser son veto sur cette réforme ou sinon d'attendre la prochaine législature avant de la mettre en place :

« El respeto a la familia y el hogar  
(Carta abierta a S. E. el Pdte. de la República)

La señorita M. Teresa Solari Ormachea ha dirigido la siguiente nota al Presidente de la República:

« La Paz, 5 de enero de 1946.

Al Excmo. Señor Presidente de la República. Presenta.

De mi consideración:

Saludo a Ud. atentamente y pongo en su alta consideración el texto expuesto al pie de la presente nota para su deliberación, en consejo, con los señores Secretarios de estado con el Poder Ejecutivo que V. E. preside, en la confianza de que este estudio dispondrá el Plazo que es necesario, hasta la próxima legislatura de 1946, para la promulgación de la Reforma-ley, que nos ocupa.

El respeto a la familia y al hogar

La juventud femenina de hoy, y que formará el cimiento social del porvenir, no podrá acusar de inercia, o lo que es peor de indiferencia a la mujer boliviana de la hora presente, por no haber dejado escuchar su voz de reclamo en la justa defensa de sus derechos morales, ante la ley que directamente le incumbe en su estado civil, dentro de las reformas constitucionales que se ha propuesto la H. Convención Nacional de 1945.

La mujer esposa, legítimamente constituida como tal, ante Dios y ante la Ley; la mujer madre, llevada a tan alta dignidad no solo por su naturaleza de mujer, sino por la condición moral que la Religión y la sociedad le imponen; y aún, la

---

<sup>1043</sup> *La Calle*, La Paz, 18 août 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

mujer soltera consciente de los deberes cívicos que le asisten, se han detenido ante la Reforma con la reflexión propia de sus estados y de sus condiciones y han llegado a la conclusión, en identidad de pareceres, que la reforma no solo pretende destruir su idiosincrasia natural de mujer, como progenitora de la especie humana, sino aún más, se pretende alterar aquel concepto de moral con que ella responde a la formación de hogares y familiares, en el sentido más sagrado de las responsabilidades, cual es la de formar también ciudadanos dignos de las tierras en que nacieron. Hogares y familias cuyas agrupaciones de padres e hijos, legítimamente vinculados, hacen el cimiento de lo que en lenguaje legal, cívico o político, se llama « patria o estado ».

En su oportunidad, las damas de toda la República, en un consorcio unánime de pensamiento de acción, sin mayor interés que sus idénticos y propios derechos, mediante peticiones, manifestaciones pública, manifiestos escritos, han llamado la atención de la H. Convención Nacional sobre este importante particular: LA FAMILIA (...)

Esta reforma de la ley no estabiliza la familia, al contrario, la destruye. Reconoce en ciertas situaciones su natural desarrollo por medio de un antelado y autorizado concubinato, forma equivocada que destruye la esencia vital de organizar familias para formar estados.

Si bien, dentro del Catolicismo, el Sacramento Matrimonio es el que dignifica la progenie ante Dios y ante la ley moral humana, el Matrimonio Civil, por lo menos, dignifica la progenie ante la sociedad, ya que este matrimonio tiene el amparo del Estado, que legitima y garantiza la unión de los cónyuges, cuyos lazos civiles pueden cortarse en un trámite de divorcio, también sujeto a leyes y obligaciones. Si bien, en este matrimonio, la ética moral cristiana y el reparo divino, que es el freno de todo católico, desaparecen, con la justa responsabilidad de cargo de conciencia ante Dios, por lo menos subsiste cierto respeto humano ante la sociedad y los cónyuges pueden decirse « casados » en cierta forma correcta y aceptable. Pero con la elevación del concubinato a matrimonio de hecho, desaparece hasta el respeto mismo del Matrimonio Civil, el cual, según la cláusula de la Reforma, textualmente, en su último acápite dice esta frase: « LA LEY DEL REGISTRO CIVIL PERFECCIONARA ESTAS UNIONES DE HECHO ».

Mas el objeto de estas líneas no es el de entrar en detalle de estudio y de análisis sino el de hacer notar que la H. Convención Nacional estaba en el deber de escuchar la voz de reclamo de la mujer boliviana y de la gran masa social, cuya ética moral rechaza de plano el acatamiento de una ley que más que ley es amenaza de destrucción en vínculos, en familias y en sentimientos.

Pero si la H. Convención Nacional ha permanecido indiferente y sorda a las voces de reclamo, a pesar de haber ofrecido a la Comisión de estudio su revisión y nueva reforma creemos que el Poder Ejecutivo, en el alto criterio de responsabilidad que le embarga en la hora presente, ante el juicio histórico, ha de escuchar este reclamo, y si acaso las cláusulas jurídicas, más o menos respetuosas de la Constitución, le impiden VETAR ESTA LEY, insinuamos se dicte un plazo de espera hasta la próxima legislación de 1946, para su final promulgación y aprobación del Ejecutivo.

Tal vez las HH. Cámaras del próximo año estudien la FAMILIA con más serenidad, si acaso no, con más inteligencia y moral que la legislación de este año. Repetimos, para juicio del Poder Ejecutivo, que cada familia es en sí sola una parte de la función del Estado, y que todo el conjunto de familias nacionales forman la gran familia boliviana, cuyo proceder reclaman, en primer lugar, respeto a Dios, puesto que rige en nuestra tierra la Religión

Católica; y en segundo lugar, respeto social, porque la mayor parte de las familias bolivianas forman en la entidad nacional, familias que son herencia de buenas cunas, tanto en la aristocracia como en la burguesía y en el pueblo, porque Bolivia tiene respeto por su clase artesana, donde hay hogares que son ejemplos de honradez y buen vivir. Que la próxima legislatura estudie esta reforma, para que los futuros matrimonios no se improvisen por el placer y las eventualidades que el libertinaje autoriza, sino por el amor, por el respeto y por la moral, que después de todo, es la única herencia que los padres pueden dejar a sus hijos. Es decir, que se procure que la juventud de ahora vaya al porvenir con una responsabilidad limpia de alma y de cuerpo.

Si el poder ejecutivo escucha esta demanda, el plazo que dicte para su promulgación de esta ley-reforma, no ha de significar un favor a la mujer boliviana, sino un derecho que le asiste, puesto que la mujer tiene ya derechos civiles y políticos (en cierto modo), y por lo tanto, su opinión entra en el plano del terreno público con defensa jurídica.

Quiera Dios, que los Señores Miembros del Poder Ejecutivo, tanto el Excmo. Señor Presidente de la República, como sus Ministros o Secretarios de Estado, siendo como son caballeros respetuosos de sus hogares y familias, querrán respetar también todos los hogares y familias nacionales.

En esta virtud, y en este respeto, invocamos su hidalguía para escuchar esta voz de reclamo, que proviene de una Maestra, que aunque soltera en su estado civil, mira con sobrado optimismo de madre a la juventud futura, cuyos hogares los quisiera nobles, honrados, dignos de ser católicos y dignos de ser bolivianos.

M. Teresa Solari Ormachea. »<sup>1044</sup>

On observe clairement dans ce texte la conception idéologique des femmes catholiques que l'on a déjà étudié : la Patrie était une « famille » à grande échelle et les femmes se devaient d'agir pour la protéger en tant que *femmes, mères* et *épouses* qui avaient un rôle essentiel à jouer au sein de la famille. Il est intéressant de noter dans ce texte également la conception très hiérarchisée qu'avait Maria Teresa Solari de la société qui va au delà d'une conception « classiste » de celle-ci, car elle parle de « *buenas cunas* » et « d'aristocratie », ce qui laisse sous entendre qu'elle conçoit l'existence d'une « noblesse » dans le pays. Il s'agit certainement des restes d'une conception coloniale de la société, très hiérarchisée, où la société était divisée en castes. Le fait d'inclure les classes qu'elle appelle artisanales dans sa conception de « buen vivir » sert certainement à rallier les femmes des classes populaires dans sa demande. D'ailleurs, dans cette lettre, Maria Teresa Solari parle au nom de toutes les femmes de la Bolivie, comme s'il s'agissait d'une demande unanime de la part de toutes les femmes du pays, alors que comme on l'a vu les femmes syndicalistes essayèrent de contrer cette mobilisation.

---

<sup>1044</sup> *El Diario*, La Paz, 8 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Cette lettre ouverte au président qui resta sans réponse, fut l'un des premiers pas vers une campagne et une mobilisation très intenses et importantes menées par Maria Teresa Solari contre le gouvernement de Gualberto Villarroel en défense de l'ordre oligarchique.

### **III) La participation des femmes au renversement de Gualberto Villarroel**

#### **A) La mobilisation des catholiques et des féministes contre le gouvernement**

Comme on l'a vu, Villarroel était arrivé au pouvoir grâce à un coup d'État entrepris en décembre 1943 par RADEPA et le MNR. Le contexte était celui de la Deuxième Guerre Mondiale, et la polarisation produite par le conflit était très forte. Les sympathies qu'éprouvaient les membres du MNR et de la RADEPA pour le national-socialisme allemand contribuaient à donner l'image d'un gouvernement pro-nazi. D'ailleurs, les Etats-Unis refusèrent initialement de reconnaître le nouveau gouvernement, et ne le reconnurent qu'après 6 mois de négociations et à condition que soient bannis du gouvernement tous les membres du MNR (qui y revinrent tout de même peu de temps après).

Ainsi, dès le début, Villarroel se trouva isolé tant au niveau international que national, puisqu'il devait affronter l'opposition de la gauche provenant du PIR tout comme celle de la droite, c'est-à-dire de tous les partis traditionnels de l'oligarchie. La politique menée par son gouvernement à l'égard de l'opposition fut celle de la répression, qui fut presque ininterrompue pendant les années 1944 et 1945<sup>1045</sup>. À la fin du mois de novembre 1944, une tentative de coup d'État eut lieu à Cochabamba et Oruro. Dix des insurgés ayant participé à cette conspiration furent tués. Quatre d'entre eux furent torturés et assassinés dans des conditions atroces : Luis Calvo, Félix Capriles, Rubén Terrazas et Carlos Salinas Aramayo furent criblés de balles puis poussés dans le vide à Chuspipata, sur la route entre Los Yungas et La Paz. Cet assassinat fut connu plus tard comme le « massacre de Chuspipata » et provoqua un énorme émoi dans l'opinion, surtout chez les classes moyennes et élevées dont provenaient plusieurs des assassinés. C'est le cas par exemple de Carlos Salinas Aramayo qui avait été professeur à l'université, ministre et député à plusieurs reprises, ambassadeur et chancelier. Après la guerre du Chaco il s'était rapproché du socialisme modéré d'Enrique Baldivieso et avait fait partie du gouvernement de Germán Busch. Si les massacres des mineurs par l'État étaient courants et ne provoquaient pas beaucoup d'émoi dans les secteurs

---

<sup>1045</sup> KLEIN Herbert, *Historia de Bolivia*, Librería Editorial « Juventud », La Paz, Bolivie, 1991.

dominants, le fait que des personnalités provenant de ces milieux et ayant occupé des postes élevés aient été assassinées par le gouvernement de Villarroel était quelque chose que l'oligarchie n'allait jamais lui pardonner. Le massacre de Chuspipata signifia le début de la fin pour Villarroel.

La répression violente, mais aussi les réformes sociales mises en place par la Convention amplifièrent aussi la colère des secteurs dominants à l'égard du gouvernement. On l'a vu, les réformes touchant à la famille dans la nouvelle Constitution provoquèrent l'indignation des femmes catholiques ; mais ces réformes ne furent pas les seules à attiser la haine des secteurs dominants contre le gouvernement. En mai 1945 se tint, à l'initiative de Villarroel, un Congrès National Indigène . S'y rendirent plus de mille représentants indigènes pour discuter de la « question indigène »<sup>1046</sup>. En effet, depuis des décennies des leaders indigènes luttèrent pour la dévolution de leurs terres (expropriées à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle) et pour le développement de l'éducation dans les zones rurales. Cela avait mené à plusieurs mobilisations rurales dans les années précédentes, toujours réprimées par les autorités<sup>1047</sup>. C'est en partie pour contenir ces mobilisations, mais aussi pour contrecarrer l'influence du PIR dans le monde rural, que le gouvernement de Villarroel organisa la réunion de ce Congrès. Il s'agissait aussi d'étendre le pouvoir de l'État dans les zones rurales<sup>1048</sup>. La mesure la plus importante prise par le Congrès fut l'abolition du « *pongueaje* ». Comme on l'a déjà vu, une grande partie des indigènes aymaras et quechuas travaillaient dans des conditions semi-féodales dans les *haciendas* (exploitations agricoles) en tant que colons : ils recevaient un lot de terre en échange de leur travail dans l'exploitation agricole de leur patron. Le « *pongueaje* » désignait les services gratuits que le colon devait rendre au patron pendant deux semaines sur une année, dans l'*hacienda* ou en ville. Le patron pouvait louer le « *pongo* » à d'autres personnes ayant besoin de son travail<sup>1049</sup>. Ce système comportant des services de travail gratuit qui s'assimilaient au servage fut aboli. Par ailleurs, en dépit du fait qu'elle était l'une des demandes les plus importantes des communautés indigènes, la question des terres ne fut pas inscrite dans le programme officiel du Congrès. Cependant, certains membres du MNR y firent allusion en affirmant que « les terres appartenaient à ceux qui les

---

<sup>1046</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

<sup>1047</sup> Idem.

<sup>1048</sup> Idem.

<sup>1049</sup> BARRAGÁN Rossana, QAYUM Seemin, SOUX María Luisa, *De terratenientes a amas de casa. Mujeres de la élite de La Paz en la primera mitad del siglo XX*, Serie "Protagonistas de la Historia", Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivie, 1997.



travaillaient »<sup>1050</sup>. C'est pourquoi la réunion du Congrès provoqua beaucoup d'expectatives dans le monde rural. Étant donné que les décrets promulgués à l'issue du Congrès ne furent pas appliqués, cela provoqua beaucoup d'agitation qui se manifesta par des grèves parmi les travailleurs agricoles. Des rumeurs circulaient également selon lesquelles la restitution des terres aux indigènes avait été établie par le Congrès, provoquant encore plus d'agitations et de mobilisations dans les campagnes<sup>1051</sup>. Cela attisa la peur et la colère de la Société Rurale, composée de la majeure partie des *hacendados*, qui considéraient que le gouvernement de Villarroel avait donné trop de pouvoir aux indigènes et les avait rendus « insolents »<sup>1052</sup>. Les secteurs dominants voyaient ainsi dans le gouvernement de Villarroel un régime qui provoquait des désordres dans les zones rurales, qui « détruisait la famille » avec les réformes sur le concubinat et l'égalité des enfants, et qui assassinait impunément d'illustres citoyens et anciens serviteurs de l'État à travers une répression féroce. Le mécontentement et la colère contre le gouvernement gagnèrent aussi très rapidement les secteurs moyens et populaires. Le gouvernement était devenu impopulaire chez une grande partie des ouvriers sous l'influence du PIR, mais aussi chez les enseignants qui avaient reçu de maigres augmentations de salaire. La mobilisation de tous ces secteurs sociaux hétérogènes en juin et juillet 1946 menèrent à la chute du gouvernement et à la pendaison violente de Gualberto Villarroel le 21 juillet 1946.

Les femmes, notamment celles issues des secteurs dominants, les catholiques mais aussi les féministes, jouèrent un rôle prépondérant –qui n'a presque pas été étudié<sup>1053</sup>–, dans la mobilisation qui provoqua la chute de Villarroel et de son gouvernement.

Les réformes concernant la famille furent les premiers motifs qui poussèrent les femmes catholiques à se mobiliser contre le gouvernement en août 1945 ; mais c'est seulement quelques mois plus tard, en janvier 1946, que furent portées à la connaissance du public les actions d'une organisation ayant pour but de lutter contre le gouvernement. L'Union Civique Féminine Bolivienne (« Unión Cívica Femenina Boliviana ») faisait son apparition dans les journaux. Elle publia un « Message à la Femme Bolivienne », l'invitant à se joindre à la création « d'une Patrie Nouvelle ». Cette organisation, sous le leadership de Maria Teresa Solari, apparaît quelques jours après la publication d'une lettre que la veuve de Carlos Salinas Aramayo adresse à la Convention au début du mois de janvier. Dans cette lettre elle demande que soit éclairci le mystère de l'assassinat de son mari (à ce moment-là on

---

<sup>1050</sup> GOTKOWITZ Laura, *La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

<sup>1051</sup> Idem.

<sup>1052</sup> Idem.

<sup>1053</sup> Le seul travail qui étudie de manière succincte ce sujet est un mémoire qui n'a pas été publié : SEOANE F., Ana Maria, *Resistencia e insurgencia: la mujer paceña (1936 – 1952)*, Mémoire de Master, Université Internationale d'Andalousie, La Paz, Bolivie, 2001.

ne sait pas exactement comment les victimes ont été assassinées ni où se trouvent les cadavres), que la dépouille de son mari lui soit restituée, et que justice soit faite. La lettre est très émotive, elle exprime le chagrin inconsolable d'une épouse et d'une mère ; mais elle est aussi assez percutante par la manière qu'elle a d'accuser l'État et le gouvernement de Villarroel de l'assassinat de son mari :

« La Paz, 22 de noviembre de 1945. Señor Presidente de la H. Convención Nacional.- Presente.

H. Señor Presidente:

Ante todo he de pedirlos que consideréis esta petición como un derecho que ejerzo al amparo de las garantías que consagra el art. 6 de la Constitución Política del Estado, y que va dirigida a la Soberana Convención Nacional en cuyo seno debe darse lectura, conforme a disposiciones reglamentarias.

Hace un largo año que he esperado con dolorosa ansiedad, conocer el motivo o la causa por la que fue muerto por funcionarios de la Nación mi recordado esposo el señor don Carlos Salinas Aramayo. Hace un año que espero que el Supremo Gobierno cumpla la promesa que me hizo por intermedio de su más alto dignatario, el señor Ministro de Gobierno, de entregarme esos queridos despojos. Hace un año que día a día alimento la dolorosa esperanza de poder postrarme, junto con mis hijos, ante esa tumba por mil conceptos venerada.

He invocado todos los derechos y más que todo, los sentimientos de humanidad, para que al mismo tiempo de que se me hagan conocer las razones de tan cruel e inhumano proceder, se me dé el consuelo de poder amar y rendirle el culto que se merece la tumba de mi esposo. He sido objeto de la burla más sangrienta por parte del Ministro de Gobierno, cuando ofreció, con señalamiento de día y hora, la entrega de los restos; en fin, nada, absolutamente nada que pueda calmar la ansiedad de mi alma he podido obtener. El silencio más cruel y más impenetrable ha sido la respuesta a todas mis gestiones y a las que personas amigas y respetables instituciones han hecho (...)

Esto me impulsa a rogarlos, a rogar a los HH. Convencionales, con la fuerza de mi dolor de esposa y con la intensidad de la amargura de mis hijos huérfanos que ya que los principios legales y las formas jurídicas que existen en nuestro país no son cumplidas, haya para las víctimas vivas que hemos quedado solo con el dolor y la angustia de nuestros recuerdos, un poco de sentimiento humanitario, algo de caridad, y se nos permita, por fin conocer la verdad.

Hago mías, H. señor Presidente, las interrogaciones del H. Jordán Cuéllar; con el derecho de viuda de un abnegado servidor de la Patria, quiero y debo saber en detalle, todo lo que aconteció con mi llorado esposo.

Está en la conciencia pública y sabe el señor Presidente de la República, como saben todos sus colaboradores, que yo -como todas las demás personas que están en igualdad de condiciones- no tengo más información que los luctuosos sucesos que el cruel y vesánico « comunicado » de la Dirección General de Policías publicados en los diarios del 22 de noviembre de 1944, en el que textualmente se hacía conocer que « hasta el momento... » habían sido « fusilados » varios distinguidos ciudadanos y entre ellos mi esposo. Está en la conciencia de Bolivia toda, que esas muertes no han sido « fusilamientos », porque el fusilamiento es la ejecución de la pena de muerte dictada por autoridad y juez competente; se fusila al asesino, al parricida, al traidor, en cumplimiento, en ejecución repito, de una sentencia dictada por autoridad competente. Ni a mi esposo ni a sus ilustres compañeros

de infortunio se les fusiló, sino que se les asesinó, este es el vocablo exacto gramatical y jurídico; se les asesinó con todas las agravantes más crueles que el cerebro humano puede imaginar, se les asesinó en locales del Estado, por funcionarios del Estado y con armas del Estado (...)

A ninguno de los presos de entonces se les ha sometido a juicio, mucho alarde ha hecho y sigue haciendo el Gobierno, sobre el cumplimiento de las instituciones jurídicas del país. Sin embargo en los sucesos de Noviembre de 1944, se aplicó la pena máxima (según el comunicado antes referido) a personas que no han sido juzgadas y que, por mucho de lo que lo hubieran sido por tribunales ad-hoc, esos juzgamientos constituirían de por sí, otro atentado al art. 14 de la Constitución.

Pero quiero ponerme aún en el caso desesperado, de que mi esposo hubiera en realidad tomado parte en la llamada « contrarrevolución »; quiero ir más lejos, lo supondré un reo de verdad, más ninguno de sus delitos, en el peor de los casos, estaba comprendido ni remotamente en el artículo 25 de la Constitución para que merezca la pena de muerte. Por muy delincuente que hubiera sido; por mucho de que se le hubiera considerado como reo confeso o convicto, jamás habría merecido esa pena, porque ella sólo se la aplica a los asesinos, a los parricidas y a los traidores a la Patria, entendiéndose por este delito a la « complicidad con el enemigo durante el estado de guerra extranjera ». Su llamado fusilamiento no es pues sino el más vulgar, vil y ruin asesinato (...)

Un hombre como mi esposo, que fue intelectual de alto prestigio, un universitario batallador y rebelde, periodista consagrado a la defensa de las causas más nobles, catedrático de la Universidad de La Paz; Prefecto del Departamento; Ministro de Agricultura; Vice Presidente de la Cámara; Diputado Nacional; Canciller de la República; Embajador y suscriptor de la Carta del Atlántico no merecía caer misteriosamente víctima de asesinatos, y no merece que no se sepa la causa de semejante atentado.

Quiero, H. señor Presidente que en esta mi actitud, solo se vea, solo se sienta, el empeño, la ansiedad de una esposa atribulada por el dolor que clama justicia invocando todos los sentimientos de humanidad. Quiero que se comprenda que defendiendo a mis hijos, que defendiendo el honroso apellido que llevan, quiero que mañana, cuando éstos me pregunten qué delito cometió su padre para sufrir la pena capital, pueda yo contestarles con la verdad. Estoy cumpliendo un deber de esposa, un deber con mis hijos y conmigo mismo, tratando de reivindicar la adorada memoria del que fue el adorado compañero de mi vida (...)

Para concluir, os pido una vez más, ordenar la lectura en Sala de esta solicitud y declaro que tratándose como se trata de un documento de carácter público, he de procurar su publicidad.

Por prestigio de Bolivia, espero que esa H. Convención, colaborará en el esclarecimiento de los hechos luctuosos que me ocupan y que dispondrá el cumplimiento de la Ley.

Saludo al señor Presidente, muy atentamente.

(Fdo.) Angélica Estensoro de Salinas Aramayo. »<sup>1054</sup>

Cette lettre, qui accuse clairement le gouvernement d'assassinat sans mâcher ses mots semble assez courageuse dans ce contexte de répression. C'est aussi une lettre très argumentée d'un point de vue juridique, opposant le Droit à l'arbitraire. Pour se protéger, elle s'abrite clairement derrière son rôle d'épouse et de mère pour que sa demande ait plus de

---

<sup>1054</sup> *El Diario*, La Paz, 5 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

légitimité et ne sonne pas politique. Le fait d'annoncer qu'elle rendrait publique la lettre, sert certainement à la protéger aussi à travers la médiatisation de sa demande. La publication de cette lettre eut certainement un impact très profond chez les classes moyennes et élevées de la société et c'est sans aucun doute la médiatisation de cette demande, début janvier 1946, qui permit l'apparition publique quelques jours plus tard de l'Union Civique Féminine dirigée par Maria Teresa Solari. En effet, d'après cette dernière, l'association existait depuis deux ans déjà de manière « anonyme et silencieuse »<sup>1055</sup>. Elle avait été fondée par Hortensia Taboada, qui en devint la secrétaire générale en janvier 1946, alors que Solari devenait sa présidente. Selon cette dernière, dans un article de presse qui retraçait les origines de l'association, l'Union Civique Féminine « flottait dans les esprits de la femme bolivienne depuis le 13 août 1945 », moment où les femmes des associations catholiques organisèrent la manifestation contre le concubinat, recevant de « très nombreuses adhésions » de femmes de tout le pays<sup>1056</sup>. De plus, d'après Solari, des conférences que Leticia Antezana de Alberdi et elle-même réalisèrent sous le parrainage d'organisations catholiques comme l'Action des Mères Catholiques (« Acción de Madres Católicas ») et la Croisade pour le Bien Social (« Cruzada del Bien Social ») peu de temps après, furent un pas décisif dans la création de « l'esprit civique » chez « la femme bolivienne ». D'après Solari, l'Union Civique Féminine aurait pu être créée à ce moment-là :

« La Unión Cívica Femenina bien podía haber sido creada en aquellos mismos días, ya que el fervor católico de la Mujer Boliviana ponía de relieve su entereza y su amor por la patria, en la defensa sagrada de primordiales intereses y de derechos constitucionales, que impone respeto. »<sup>1057</sup>

Dans cet extrait on voit bien à quel point les femmes catholiques étaient en train de participer aux luttes et aux débats de la « chose publique » sous l'impulsion de ce que Solari appelle la « ferveur catholique ». Cette association, d'après Solari, trouva également son origine dans la lutte et la dénonciation contre la répression exercée par le gouvernement. Vers novembre 1945, Hortensia Taboada entre en contact avec Solari afin qu'elle compose une Oraison Funèbre en hommage aux martyrs de Chuspipata assassinés un an auparavant. D'après Solari, cette oraison qui fut imprimée fut capturée par la police<sup>1058</sup>. Les liens avec les veuves des assassinés de Chuspipata étaient donc forts et la dénonciation de la répression gouvernementale, très combative. Il n'est donc pas anodin que l'association décide de faire son apparition publique quelques jours après que la lettre envoyée par Angélica Salinas

---

<sup>1055</sup> *El Diario*, La Paz, 29 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1056</sup> Idem.

<sup>1057</sup> Idem.

<sup>1058</sup> Idem.

Aramayo à la Convention ait été publiée dans la presse. Un autre facteur qui contribue à ce que les femmes de l'Union Civique Féminine osent rendre leur organisation publique, est l'apparition d'une coalition contre Villarroel pour le moins invraisemblable : le Front Démocratique Anti-Fasciste (« FDA »), qui regroupait des partis traditionnels soutenus par l'oligarchie comme le Parti Libéral, le Parti Républicain, mais aussi le parti marxiste de la gauche radicale, le PIR. Cette coalition improbable se forme parce que tous ces partis issus de l'opposition avaient été victimes à part égales de la répression (des membres du PIR faisaient aussi partie des assassinés de novembre 1944, par exemple). Le nom de cette coalition montre à quel point les opposants à Villarroel s'appuyent sur la réputation « pro-nazi » de ce gouvernement pour le dénoncer en appuyant leur légitimité sur le courant anti-fasciste qui surgit dans le monde immédiatement après la 2<sup>nde</sup> Guerre mondiale. L'influence du mouvement anti-fasciste féminin sur l'UCF sera abordée en détail par la suite.

On ne sait pas exactement si le FDA avait pour objectif de renverser le gouvernement par la violence au moyen d'un coup d'État, ou par la voie démocratique. Officiellement, tant le FDA que l'UCF demandaient la tenue d'élections anticipées. Il est probable que le FDA n'ait pas exclu, en secret, de chasser Villarroel du pouvoir par un coup d'État.

Dès son apparition publique, l'UCF déclare son adhésion au FDA dans un document public qui insiste sur la nécessité d'une « reconstruction nationale », de la convocation à des élections nationales et du « respect de la vie », et qui affirme l'adhésion de l'organisation à la lettre envoyée par Angélica Salinas Aramayo à la Convention en la déclarant document historique :

« Adhesión de la Unión Femenina al Frente Democrático Antifascista. Sugiere también que se convoque a elecciones. Declara documento histórico una carta

La Unión Cívica Femenina Bolivia ha dictado una resolución adhiriéndose al Frente Democrático Antifascista, habiendo enviado con este motivo la siguiente comunicación, consignando el acuerdo a los dirigentes del Frente Democrático Antifascista:

Nos cumple transcribir en la presente el voto de adhesión producido en la Asamblea Extraordinaria realizada el día de hoy por la Unión Cívica Femenina Boliviana, al Frente Democrático Antifascista y que ha sido aprobado en todos sus puntos:

- 1.- Adhesión colectiva al Frente Democrático Antifascista haciendo votos porque esta cruzada cumpla el programa cívico de reconstrucción nacional que se ha trazado por encima de sus intereses de partidos.
- 2.- Obtener el respeto y la garantía del gobierno sobre los derechos de vida, pensamiento y asociación como principios básicos de la democracia.
- 3.- Hacer respetar la vida, el trabajo y la mentalidad del obrero como factor de progreso cívico en la vida constitucional del País.

4.- Hacer respetar la mentalidad, aún no preparada del indígena, cuyas actividades no deben ser turbadas para hacer de ellas bandera política, ya que por falta de tino y orientación resultan peligrosas para la tranquilidad social del país.

5.- Sugerir que al más corto plazo se convoque a elecciones populares para la rehabilitación Constitucional de la República, con un Gobierno civil, vetando si es posible, las leyes contrarias a este anhelo nacional.

6.- Sugerir que la clase militar ocupe el lugar profesional que le señala la Constitución para devolver al Ejército el prestigio de la noble institución armada, en bien de la Patria.

7.- La Unión Cívica Femenina Bolivia se adhiere espiritualmente a la carta suscrita por la señora Angélica Estenssoro de Salinas Aramayo dirigida a la H. Convención y la declara documento histórico porque interpreta su dolor, el de todas las familias de los mártires y el de la Nación. Apoyar igualmente el pedido de que se haga efectiva la entrega de los restos mediante identificación familiar porque los despojos de los mártires políticos merecen el respeto de una tumba, el cariño de los suyos y el homenaje de la Patria.

Sumando en esta forma el concurso de la mujer boliviana a la noble causa en la que se halla empeñado esta entidad, saludamos a Uds. con las seguridades de nuestra mayor consideración.

(Fdo).- Teresa Solari Ormachea - (Fdo.) Hortensia Taboada B. »<sup>1059</sup>

La mention des ouvriers s'adresse clairement au PIR et sert à rallier ce parti et le mouvement ouvrier à la « croisade » contre Villarroel. Le point 4 sur les indigènes, outre qu'il présente une vision paternaliste et même raciste en parlant de la « mentalité pas suffisamment préparée » des indigènes, est une claire référence aux agitations qui eurent lieu dans les campagnes suite au Congrès Indigène National organisé par Villarroel, et il témoigne de la peur que cette agitation a provoquée dans les secteurs sociaux dominants.

Les dirigeants du FDA répondirent peu de temps après pour exprimer la sympathie avec laquelle ils recevaient cette adhésion. Ils soulignaient l'importance de « l'attitude patriotique aussi élevée de la femme bolivienne », qui était selon eux une conquête précieuse puisqu'elle signifiait « l'intervention dans la vie publique de nouvelles forces spirituelles », soulignant ainsi l'intervention inédite des femmes dans la sphère publique. Ils comparaient aussi les femmes de l'UCF aux femmes qui avaient contribué à l'indépendance du pays, en parlant de la lutte contre le gouvernement de Villarroel comme d'une « deuxième indépendance de la Patrie ».<sup>1060</sup> Peu après, Hortensia Taboada était nommée déléguée de l'UCF au FDA. Elle devait se rendre à toutes les délibérations de cette coalition<sup>1061</sup>. Cette nomination est assez importante dans le sens où elle montre que les femmes étaient désormais considérées comme une force politique à prendre en compte dans la lutte contre le

---

<sup>1059</sup> *El Diario*, La Paz, 9 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1060</sup> *El Diario*, La Paz, 18 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1061</sup> *El Diario*, La Paz, 19 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

gouvernement de Villarroel. Ce qui fut constaté par le journal *El Diario*, qui ne manque pas de publier un article soulignant l'intérêt de la participation des femmes à l'opposition, et les efforts pour la reconstruction d'une « nouvelle patrie » :

« A las numerosas adhesiones que está recibiendo el « Frente Democrático Antifascista », en su patriótica campaña de restauración del régimen institucional del país, combatiendo los sistemas y métodos nazi-fascistas y luchando por el mejoramiento de las condiciones de vida del pueblo boliviano, se ha sumado últimamente la valiosa adhesión de la « Unión Cívica Femenina ». Y lo ha hecho en términos expresivos y altamente significativos, que ponen en transparencia el delicado sentimiento de la mujer boliviana, que ha sabido condensar, en forma clara y concreta, las finalidades perseguidas con esta adhesión.

No es posible silenciar este entusiasta pronunciamiento de la « Unión Cívica Femenina », traducida en una declaración conceptuosa que ha encontrado simpática acogida en el país, porque es la expresión de la mujer boliviana que se suma a la actitud asumida por todos los partidos políticos, para contribuir a la obra de reconstrucción nacional (...)

Hemos querido subrayar la digna actitud de la mujer boliviana, y esperamos que ella sea de efectiva y amplia colaboración, como lo es, hasta ahora, en la delicada labor de contribuir al progreso nacional. »<sup>1062</sup>

Le jour où les femmes de l'UCF adhéraient publiquement au FDA, elles envoyaient aussi un « Message à la Femme Bolivienne » insistant sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un programme politique, mais d'un appel civique (un peu vague) à la « reconstruction de la nationalité bolivienne » :

« Mensaje a la Mujer Boliviana

La U.C.F.B. está en pie y al amparo de un espíritu amplio se ha incorporado a la tarea de reconstruir, en lo que le sea posible, la nacionalidad boliviana. El día de ayer, a su llamado, ha concurrido la mujer boliviana y el Libro de Adherentes se ha abierto con firmas de honor, de prestigio y de civismo. La concurrencia presente ha escuchado la explicación detenida y los alcances cívicos que se propone la U.C.F.B y de acuerdo en todos sus puntos, ha inscrito su firma de adherencia con ideales absolutamente grandes.

La U.C.F.B. no pretende incorporarse al curso de los acontecimientos nacionales con armas de combate, no. Su misión es cooperativa tanto entre la entidad de hombres que miran a la Patria con espíritu de altruismo y la entidad de gobierno que actualmente milita. La mujer, desprovista de odios, por su gran espíritu católico, desprovista de bajas pasiones por su gran civismo, no pretende otra cosa que hacer llegar a las mentes la comprensión de la realidad en que vivimos, realidad amarga en la que está al parecer el nombre de Bolivia y el cuerpo de su nacionalidad. Es un deber, es un imperativo el de encarar noblemente la situación actual y dentro de una inteligencia sana, comprensiva, orientada y sobre todo noble, de parte de unos y de otros, hacer la

---

<sup>1062</sup> *El Diario*, La Paz, 14 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

reconstrucción de esta tierra magníficamente nuestra, en la que vivimos y a la que debemos el honor de ser bolivianos.

Si detalladamente y con espíritu de justicia se lee el pliego de conclusiones rubricado en la Asamblea ayer por la Unión Cívica Femenina Bolivia, se verá que no es un programa político ni mucho menos. Es un llamado a la cordura para que los hombres, en el sector de actividades que les corresponde, según su preparación, capacidad y profesión, cumplan con la reorganización de la Patria. Es preciso pensar, que la Patria no es propiedad solamente de los presentes, del momento, de la eventualidad. La Patria es de la juventud que está pronta a ser ya ciudadana y tiene derechos a exigir que se le entregue una Patria organizada, una nación responsable, un pueblo digno de América. La Patria es de cada niño que nace, y es un alto deber mirarlo hombre a través de veinte o veinticinco años para dejarle como herencia una Patria capaz de serle propicia y digna de vivir con ella. Por esa juventud y por esa niñez es que quiere encausar la Mujer Boliviana este cometido de reivindicación social, para que desaparezca el odio, la anarquía y la venganza: y venga la paz, la santa paz que ansiamos en buena hora y a la que tenemos derecho de llegar poniendo en su servicio pensamiento y alma, amor y civismo, desinterés y esfuerzo.

Hacemos un llamado de honor a todas las mujeres de Bolivia sin distinción de clases sociales. Hacemos un llamado de cooperación, porque todas estamos en el deber de hacer Patria, según las sugerencias de la Carta del Atlántico, espíritu y fe de democracia. Personalmente, declaro con toda la sinceridad de mi pensamiento, deseo una Patria Noble y Nueva. Ya he vivido cuarenta y tres años. No aspiro a otra cosa que el ver grande mi Religión y grande mi Patria. Si tal ideal no ocurre, cogeré un trozo de mi Bandera Nacional y como único símbolo de mi Patria, la llevaré conmigo en los días de vida que me resten . Y si la muerte me sorprende, entre la sombra y traición, moriré abrazada a esta Bandera, soñando con la Imagen de mi Patria, pero no retrocederé en la contienda de civismo que hemos trazado.- M. TERESA SOLARI ORMACHEA. »<sup>1063</sup>

Le fait de caractériser leur action comme « civique » en niant qu'elle ait un caractère politique était typique de tous les textes que Solari publiait dans la presse. Avec cela, elle essayait de montrer que l'action des femmes de l'UCF se plaçait au-dessus des manigances et mesquineries de la politique, à un niveau plus élevé, celui du « civisme », de l'action « citoyenne » et « patriotique » pour le respect des lois et des institutions. Cela se conjugait assez bien avec l'image stéréotypée des femmes que Solari véhiculait dans ce texte, selon laquelle les femmes avaient un sens plus élevé de la « moralité » ; ainsi, elles pourraient « moraliser » les élections et la politique. Vers le mois de mars 1946, l'association comptait plus de quarante membres<sup>1064</sup> ; vers le mois de mai elle avait une représentante à Sucre, Elena Ostría Urriolagoitia. Les liens de l'UCF avec la presse de l'oligarchie étaient denses. Vers la fin du mois de mars elle décida de rendre hommage aux directeurs des journaux *El Diario*, *La Razón* et *Última Hora* en les présentant comme « l'expression maximale » de la liberté

---

<sup>1063</sup> *El Diario*, La Paz, 9 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1064</sup> *El Diario*, La Paz, 29 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



d'expression et comme « les mentors de la Démocratie, du Droit et de la Justice ». <sup>1065</sup> Étant donné ces liens, il n'est pas étonnant que Solari ait bénéficié d'une très large couverture médiatique dans ces journaux.

Solari devint très vite la femme forte de l'UCF et le visage de l'opposition des femmes au gouvernement de Villarroel. À partir de janvier 1946, elle publia un très grand nombre d'articles où l'on retrouve l'idéologie véhiculée par les femmes catholiques, selon laquelle la société était une famille à grande échelle et qu'il était du devoir des femmes de défendre cette famille. Dans ces textes elle mentionne toutes les raisons pour lesquelles les femmes doivent faire œuvre de « civisme » dans les « heures sombres » que traverse « la Patrie ». De même, plusieurs de ces articles sont des attaques implicites contre le gouvernement, à travers des réflexions sur les qualités que doit avoir un « bon leader politique », et sur les vices et défauts des « tyrans » et des « despotes ». Étant donné l'énorme quantité d'articles publiés par Solari de janvier 1946 à la chute de Villarroel en juillet de la même année, on a décidé d'en choisir seulement quelques-uns et de citer les extraits les plus intéressants ou les plus représentatifs de sa pensée.

Dans un premier texte, on remarque l'importance qu'elle donne à la participation des femmes à la lutte « civique » contre le gouvernement dans une position de « collaboration » avec l'homme, sans chercher à le concurrencer ou à sortir des attributs « féminins », et tout en s'appuyant sur la religion catholique. Elle dénonce aussi l'influence pernicieuse des idées « étrangères » sur le gouvernement, faisant ainsi une référence indirecte à la réputation du gouvernement comme « nazi » et « totalitaire » :

« La actitud de la mujer boliviana en la hora presente »

Si como un caso, único, se subraya la situación de la Patria en lo presente, dentro de una máxima desorientación, como única también debe subrayarse la actitud de la mujer boliviana dentro de un impulso de máxima cooperación (...)

Patria es tierra donde se vive, en relación espiritual, moral, intelectual y profesional entre sí, al amparo de sagradas garantías y respetos de leyes y costumbres dignas de llamarse « códigos de buen vivir »; forjando en esas garantías, en esas leyes y en esas costumbres el espíritu de la nacionalidad, que por sí sola reclama de todos en conjunto y de cada uno en particular, civismo, civismo a toda prueba. Civismo que emana del poder, de la sociedad y del pueblo, máximas entidades de la vida humana, del derecho humano y de la justicia también humana. Divorciar estos sagrados principios al capricho de doctrinas ajenas al ambiente racial de las tradiciones en los pueblos y en los hombres, es pretender la ruptura del nexo histórico con la evolución civilizadora, que proclama, sobre estos mismos principios nacionales los grandes principios continentales, mejor dicho, universales, por los cuales el mundo, intelectual y espiritual, marche hacia la conquista del pensamiento y de

---

<sup>1065</sup> *El Diario*, La Paz, 28 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

la luz, como si al hacerlo buscara por entre la sombra de este siglo XX el faro luminoso de la fe y de la esperanza. La mujer boliviana, consciente de esta Patria para sus hijos, para su hogar, para su vida misma, está empeñada en forjar la visión de un nuevo estado de cosas, no para rivalizar con el hombre en las obras de talento y de organización, sino para ayudarlo en la tarea que se impone, puesto que esta tarea ha de ser, más tarde, el beneficio no de mezquinos intereses, sino de altos ideales dentro de una tranquilidad humana y racional, que el don de pueblos, mas grande que el don de gentes, impone y obliga (...)

La mujer boliviana, con sus sugerencias, emanadas de amor y voluntad, no pretende otra cosa que el cooperar al resurgimiento del deber, para rehacer, a la faz de los pueblos, la conciencia de una Patria nueva, que al amparo de una nueva constitución, levante el espíritu de la sociedad y del pueblo, sin más norte que aquel sublime que señaló Cristo desde la sagrada tribuna de su palabra luminosa. La mujer boliviana, al hacer obra de civismo, ha de entronizar, en lo más hondo del pensamiento nacional la imagen de Dios, porque está ya demostrado que los pueblos que se apartan del Gran Secreto Divino, se apartan de la gran fuerza de la Vida, y la vida no es otra cosa que el reclamo constante de fe y de luz.

Mujeres de Bolivia, cumplid vuestro deber cívico de la hora presente, en defensa sagrada de vuestra Religión Católica y de vuestra Patria. Asistid a la cita de honor que la Unión Cívica Femenina Boliviana os ha dado para responder al gran cometido de la reivindicación social de nuestra amada tierra. No olvidéis que la « unión hace la fuerza », me refiero a la fuerza moral y espiritual de las grandes conquistas. »<sup>1066</sup>

Ce texte ainsi que plusieurs autres de ce genre publiés par Solari montrent à quel point elle et les femmes de l'UCF prenaient au sérieux leur devoir de s'exprimer et de participer en tant que femmes à la lutte contre le gouvernement et à l'instauration d'un autre pouvoir plus en accord avec leurs valeurs, principes et croyances. L'importance de la religion catholique associée aux actes de « civisme » des femmes est toujours soulignée par Solari dans ses articles qu'elle finissait souvent avec la devise catholique (qui était aussi celle de la Fédération d'Employées Catholiques): « Dieu, Patrie et Foyer ». Dans le texte suivant par exemple, intitulé « Religion et Civisme », elle associe clairement le respect pour la religion au respect des institutions de la « Patrie », et elle annonce que la « religion et le civisme » sont les deux bases sur lesquelles doivent s'appuyer les hommes mais aussi et surtout les gouvernements :

« La Religión, sobre todo la nuestra, la Católica y Apostólica, la que en sí resume la verdad matriz de las verdades, es la esperanza de un más allá promisor (...)

El Civismo es la fuerza espiritual que nos hace aceptar como legítimamente nuestra, la tierra donde hemos nacido y donde convive, lo que espiritualmente también es legítimamente nuestro. Por tanto, el amor a la tierra es otra manifestación superior a las demás manifestaciones humanas, porque en ella va

---

<sup>1066</sup> *El Diario*, La Paz, 16 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

incluido un honor tan supremo, que es, por así decirlo, la esencia de nuestro objeto de vivir, dentro de una esfera o nacionalidad de principios. Y este honor es tan imperioso que exige, como el principio religioso, también, el máximo de las enterezas y el máximo de los sacrificios, corriendo el riesgo de dejar de ser religiosos si negamos o nos apartamos indiferentemente de Dios, o de dejar de ser patriotas si faltamos o nos alejamos, más o menos, convencionalmente de la Patria, o si de ella hacemos recursos de conveniencia social política o económica, para la mejor adaptación de nuestros intereses meramente personales, o de los intereses de quienes son colaboradores inmediatos (...)

De estas lógicas consecuencias se desprende la realidad de un gobierno como bueno o como malo. Bueno será aquel que está en armonía, o en práctica, en evidencia su intención, procurando llegar a la inteligencia de sus gobernados, no por las leyes de la violencia, bastardas e inhumanas, sino por las leyes de la razón, de la justicia y del corazón mismo de la nacionalidad.

Y malo será aquel otro gobierno que contradice la opinión nacional, que a la voz, por cierto insegura y desorientada de sus adeptos, llega al máximo de la incompreensión, sin suponerle el decoro nacional ni la ética del derecho humano, sino solo la intolerancia de gobernar porque dispone de fuerza material, de terror, de violencia para hacerlo. Malo será aquel gobierno que desoye la voz de la democracia, que es voz unánime del pueblo y escucha la voz del totalitarismo, aunque en ello ocurra el derrumbe de los más sagrados deberes para con la Patria y para con la sociedad (...)

Religión y Civismo son las dos fuentes espirituales en las que deben inspirar sus actos los hombres, y aún, con mayor razón, los gobiernos. Religión y civismo deben ser los dos caminos que lleven a los Estados hacia las corrientes de la Democracia y de la Ley... »<sup>1067</sup>

Les textes comme celui-ci, publiés par Solari, présentant des réflexions d'ordre général, se voulant même des réflexions de « philosophie politique » sur quels sont les « bons » et les « mauvais gouvernements », sont nombreux. À travers ces réflexions, Solari adresse des critiques claires au gouvernement de Villarroel et pose les bases de ce que constituerait un gouvernement idéal d'après les principes et les valeurs traditionnels de la religion catholique.

Dans la lutte contre le gouvernement, Solari considère que les femmes ne doivent pas sortir de leurs rôles traditionnels. Les rôles de mère, d'épouse, de fille sont valorisés, ainsi que la masculinité. Les rôles de genre sont ainsi réaffirmés et considérés comme des valeurs et des vertus civiques. C'est ce que l'on constate dans l'extrait de ce texte intitulé « La foi et la pensée féminine » où Solari affirme que les femmes veulent des gouvernants qui soient des « vrais hommes » :

« El espíritu fuerte, sereno y abnegado de la Mujer Boliviana ya está en pie. Su voz ya repercute por todos los centros de la República. Su dolor acallado, y su

---

<sup>1067</sup> *El Diario*, La Paz, 31 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

dignidad, tal vez humillada ante tanto sacrificio, ante tanta vergüenza, ante tanto despotismo, hoy es un grito de redención (...)

La Mujer Boliviana ha de estar de pie, alerta a la cooperativa de la obra de la Democracia. Su pensamiento de madre, de esposa, de hermana, de novia o de maestra ha de estar siempre junto al pensamiento del hombre honrado, en cuya imaginación se dibuja el horizonte de una Patria Nueva, en la que nuevas orientaciones civiles, administrativas, económicas y sociales reafirman el espíritu de la nueva contextura política que la evolución humana impone, porque impera la gran bandera del DERECHO HUMANO.

La Mujer Boliviana ansía hombres de cerebro, de mentalidad, de corazón, de honradez y de conciencia para las altas funciones del Estado. No quiere caudillos. Quiere hombres, hombres de verdad, en cuyo espíritu hagan eco de solidaridad la gran convulsión ideológica de los pueblos de avanzada (...)

La fuerza de las armas, fuerza es, pero de menguado valor ante la fuerza del Pensamiento, de la Fe y de la Verdad. Los Pocos que quedan con la fuerza, los Muchos avanzan con la energía del valor espiritual hecho conciencia de civismo, de Libertad y de Acción. Mujeres de Bolivia, Adelante siempre adelante. ¡Vuestros hogares serán mañana, unción de Patria Nueva, Adelante!

»<sup>1068</sup>

Dans le contexte de la fin de la 2<sup>nd</sup>e Guerre mondiale où le concept des « droits humains » avait fait son apparition, et où la dénonciation du fascisme est presque unanime dans le monde, Solari utilise ce concept afin de conférer de la légitimité à son discours et d'accentuer le caractère répressif et la réputation « nazie » du gouvernement.

Comme on l'a dit, la quantité d'articles publiés par Solari dans les journaux est impressionnante. Très rapidement, elle est devenue la leader et la représentante des femmes dans le mouvement d'opposition à Villarroel. L'incursion des femmes comme elle en politique ne passa pas inaperçue et fut l'objet de critiques et de moqueries, surtout dans le journal *La Calle*, principal soutien du gouvernement. Dans ce journal, des articles visaient à ridiculiser la participation des femmes en politique en présentant les motifs de cette participation comme le résultat de l'ennui ou du fait de ne pas avoir une famille dont s'occuper. Ces attaques à caractère misogyne visaient directement Maria Teresa Solari qui avait une quarantaine d'années et qui était célibataire :

« Las mujeres y la política

- Aló, baby, qué tal?

- Bien, che, y tú, adonde vas?

- Voy y vengo, vengo y voy. No sé qué hacer de mi vida. Estoy soberanamente aburrida.

- Una idea! Ya que tú ni yo tenemos marido ni tenemos hijos, te propongo algo colosal para matar la ociosidad y poner un poco de color en nuestras horas vacías. Quieres?

---

<sup>1068</sup> *El Diario*, La Paz, 15 mai 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

- Ya, a ver, qué cosa, habla, habla.
- Nos dedicaremos a la política. Desde luego, yo tengo mis motivos para echar sapos y culebras contra el gobierno, porque me botaron del cargo.
- Y por qué tanta injusticia contigo, angelito?
- Total. Por nada. Decían que era charlatana y no cumplía mis obligaciones. Figúrate. Cuando apenas digo 60 palabras por minuto. Pero dejemos esto. Importante decidirse. Aceptas?
- Tengo mis temores. Además, la política es asunto complicado.
- No seas tonta. Es la gran oportunidad. He oído decir que en estos días se produce la grande, pero la grande, entiendes. Una revolución con muertos, heridos y desaparecidos. Van a degollar a todos los del actual gobierno. Acaso no has leído lo que ha dicho el Peláez de Sucre?
- Pero aquello lo han desmentido.
- Inocente. Claro que lo han desmentido porque así convenía, pero es la verdad. Lo cierto es que el Peláez habló más de la cuenta, se le fue la lengua y reveló estúpidamente el secreto. Anímate. Los asuntos se precipitan y es preciso ganar méritos en estos momentos para que nos ligue un buen cargo. Decidido?
- Listo. Acepto. Pero qué vamos a hacer nosotras?
- Bah! es fácil. Empezaremos por los comunicados y así nuestros nombres aparecerán cada 24 horas en “La Razón”, “El Diario”, “Última Hora”, “La Noche”, etc. Lo importante es bombardear al gobierno y a los movimientistas<sup>1069</sup>, aprovechando de que estos últimos son unos pobretes que ni siquiera tienen periódico propio que los defiendan.
- Ay! Pero dicen que son unos malos. Que si le encuentran a una de noche sola, le hacen barbaridades.
- Cuentos. Ya desearía yo encontrarme con uno de esos. Te aseguro que le daría de lo lindo. Desgraciadamente no he tenido esa suerte. Pero vamos al grano. Te parece mi plan?
- De acuerdo. Hoy mismo lanzaremos el primer comunicado. Pero qué diremos?
- Sencillo. Trae esos diarios. Lee lo que dice el Frente del Antifaz y de ahí tomaremos algo. Lo importante es hacerle el juego a los viejitos. Hablaremos de las Células No. 1, de las próximas elecciones, del Libro Azul o Verde de Mr. Braden, en fin, lo interesante es hablar y actualizarse, para que nos tomen en cuenta en el momento de la repartición de peras.
- Oye, negra, y si falla el golpe? Tú sabes que los viejitos siempre fallan. Qué haríamos?
- No había pensado en ello. Hoy hablaré con Don Gustavo y mañana te daré la solución. »<sup>1070</sup>

Ce texte laisse entrevoir l'idée que les femmes participant en politique ne le font que par ennui ou par manque d'enfants et d'un mari desquels s'occuper. Dans ce sens il enlève toute légitimité à cette participation car il laisse sous-entendre que la place et les activités des femmes sont au foyer. Il est intéressant de noter dans ce sens que ce journal finit par assumer des positions encore plus rétrogrades que celles prônées par les femmes catholiques en

---

<sup>1069</sup> « Movimientistas » fait référence aux membres du MNR, appelés ainsi en raison du nom du parti « Movimiento Nacionalista Revolucionario ».

<sup>1070</sup> *La Calle*, La Paz, 19 février 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

refusant aux femmes toute légitimité à participer en politique. Les femmes catholiques, tout en insistant sur l'importance du rôle traditionnel des femmes au sein du foyer, accordaient une grande importance à ce que les femmes soient parties prenantes de la sphère publique lorsque la « grande famille », à savoir la « Patrie », était « en péril ». La circulation de rumeurs sur un éventuel renversement de Villarroel par la force mené par le FDA est palpable aussi dans ce texte, ce qui permet à l'auteur de critiquer encore une fois les membres de l'UCF en les présentant comme des femmes dont la seule motivation pour agir en politique (en plus de l'ennui et du manque de famille) était d'obtenir des postes dans un éventuel nouveau gouvernement. D'autres critiques et moqueries furent publiés dans *La Calle* contre Solari et les femmes de l'UCF en général, plus acerbes les unes que les autres. C'est la raison pour laquelle des articles pour défendre ces femmes furent publiés dans le journal *El Diario*, dénonçant l'outrage au sexe féminin que représentaient ces textes, mais aussi rappelant le respect, la considération et la courtoisie qui « étaient dus aux femmes ». L'un de ces articles affirme par là-même la légitimité qu'avaient les femmes de participer en politique :

« ...Si acaso las damas que suscribieron el pliego de adhesión al Frente Democrático Antifascista, incurrieron en un acto censurable a juicio de quien motiva la expresión de esta mi protesta, -cosa que está muy lejos de suceder, porque en un país que se precia de culto y civilizado como el nuestro, todos, absolutamente todos, sean hombres o mujeres, tienen igual derecho de intervenir en la gerencia de los destinos nacionales y por tanto tomar parte activa en las inquietudes políticas que impacientar pueden a la colectividad boliviana- le correspondía hacerlo con la mayor elevación posible en el concepto y urbanidad en el lenguaje y contenido... »<sup>1071</sup>

On le voit donc, à travers la présence accrue des femmes de l'UCF dans la sphère publique, la légitimité des femmes à participer en politique était en train d'être débattue dans la presse. Cela est révélateur de l'importance qu'était en train de prendre la participation des membres de l'UCF dans les débats politiques de l'époque.

Par-delà la publication d'un très grand nombre d'articles dans les journaux, Solari et les membres de l'UCF réalisèrent aussi un très grand nombre d'actions. L'une des premières fut l'envoi d'une lettre au Président Villarroel demandant les garanties nécessaires, en vertu de la Loi d'Amnistie, pour que l'ex-président Enrique Peñaranda (déposé par le coup d'État réalisé par Villarroel en décembre 1943) puisse rentrer de son exil. Les raisons qu'elles invoquent sont les difficultés économiques qu'il subissait à l'étranger. Ce qui est intéressant et surprenant dans cette lettre, c'est qu'elles affirment qu'il s'agissait d'un personnage « absolument apolitique ». En le présentant ainsi, elles visent par la même occasion à

---

<sup>1071</sup> *El Diario*, La Paz, 25 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

réaffirmer encore une fois à la fin de la lettre le caractère purement « civique » de leur action, qui serait située en dehors des mesquineries et des bassesses de la politique :

« ...El programa de acción de la UCFB es esencialmente cívico y su labor está subordinada a todo lo que sea JUSTICIA, porque siendo ésta gracia de Dios, sólo se la puede negar cuando se la desconoce como fuente de todos los abismos y de todo lo noble y cuando la Democracia es sólo una palabra sin sentido a cuya sombra se cobijan intereses creados, odios, venganza y oprobio. En espera de que su Excelencia ha de dar paso a esta petición apreciándola en su verdadero significado, le saludamos con las seguridades de nuestra mayor consideración.

Dios, Patria y Hogar. »<sup>1072</sup>

Plus tard, en mai 1946, Solari publia un autre article à ce sujet évoquant la douleur et le chagrin de la mère de Peñaranda qui était loin de son fils. Celui-ci était dépeint comme un fils parfait et aimant<sup>1073</sup>. Le fait que Solari s'appuie sur les qualités personnelles de Peñaranda et invoque son rôle exemplaire en tant que fils visent à réaffirmer l'idée qu'il s'agit d'un homme « apolitique », guidé par des sentiments nobles comme « l'amour filial ». De même, lorsque Solari décrit une visite qu'Hortensia Taboada et elle avaient faite au président Villarroel pour lui demander que les dépouilles des victimes de Chuspipata soient rendues à leurs familles, elle dit avoir essayé de savoir qui était l'homme qui se présentait devant elles. Elle décrit s'être demandé s'il s'agissait d'un assassin ayant donné les ordres pour tuer les victimes ou si c'était un homme qui, ayant été désobéi par ses subalternes, était un père aimant de sa famille et de ses enfants, auquel cas il serait malgré tout un homme respectable<sup>1074</sup>. Cette insistance sur les qualités personnelles et surtout familiales des présidents est complètement en rapport avec l'idéologie des femmes catholiques qui voyaient dans la Patrie une « grande famille » et par conséquent, dans le président du pays, la figure d'un « père de famille respectable », aimant de sa famille et respectueux de sa religion.

De même, l'utilisation que Solari fait de concepts (toujours écrits avec des majuscules) tels que « Justice », « Démocratie », « Civisme », « Droits Humains », lui servait à atteindre plusieurs objectifs. Le premier était de donner de la légitimité à ses demandes en se présentant, comme on l'a vu, « au-dessus de la politique » et dans la défense d'idéaux plus nobles et plus élevés. Penser ses actions « au-dessus » ou « en dehors » de la politique lui permettait aussi de justifier la participation des femmes dans la sphère publique, puisque les femmes apparaissaient comme se mobilisant pour des idéaux qui visaient à défendre « la

---

<sup>1072</sup> *El Diario*, La Paz, 27 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1073</sup> *El Diario*, La Paz, 10 mai 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1074</sup> *El Diario*, La Paz, 27 avril 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

famille bolivienne ». Cela lui permettait aussi de se protéger de la répression dont les femmes de l'UCF pouvaient être victimes, en niant tout caractère politique à leurs actions. Certainement aussi, Solari était personnellement convaincue que leurs demandes et leurs actions étaient « au-dessus » de la politique et donc « en dehors » de toute idéologie.

D'autres actions dans ce sens furent menées, ainsi par exemple un appel à concours de l'UCF pour la création d'un « Hymne à la Démocratie » qui dans le futur serait « entonné par la jeunesse et les hommes libres de la patrie ». Les membres de l'UCF faisaient appel à tous les poètes de la Bolivie pour participer au concours et l'hymne serait chanté pour la première fois par les membres de l'UCF dans une cérémonie en hommage aux femmes qui avaient pris part à l'indépendance du pays<sup>1075</sup>. Ce faisant, les membres de l'UCF voulaient s'identifier à ces dernières. De même, des poèmes en hommage aux martyrs du massacre de « Chuspipata » furent publiés par Solari dans *El Diario*. Les liens avec les épouses des victimes de « Chuspipata » étaient en effet étroits. Un Comité d'Honneur au sein de l'UCF fut créé pour les veuves des « Martyrs de Novembre » en mars 1946. Ce Comité, encore une fois, était présenté comme étant « en dehors de toute visée politique » et comme un « symbole de respect et de mémoire » pour les victimes de Chuspipata. Il devait servir à donner des « orientations » et des « conseils » au sein de l'UCF<sup>1076</sup>. Angélica Salinas Aramayo, choisie pour être la présidente de ce Comité, était devenue dans l'opinion publique la représentante symbolique des veuves et des victimes de la répression exercée par le gouvernement contre les citoyens. Dans le discours qu'elle prononce lors de l'incorporation de ce Comité à l'UCF, elle insiste sur le fait que les femmes luttent pour des causes « justes et nobles » : la protection des « institutions et intérêts de la Patrie », c'est-à-dire, le « Civisme »<sup>1077</sup>. Elle se présente aussi comme une femme qui n'a jamais voulu participer à aucune association ou organisation civile parce que sa norme de conduite l'a toujours menée à se consacrer entièrement à son foyer, mais aussi une femme que l'UCF a réussi à convaincre en invoquant quelque chose de « sacré » en elle ; elle accepte de représenter un symbole en devenant présidente honoraire de l'UCF<sup>1078</sup>.

Les actions de l'UCF pour dénoncer la répression du gouvernement allèrent au-delà de cette nomination. À de très nombreuses reprises l'UCF publia des communiqués dans les journaux dénonçant la répression du gouvernement. En mars 1943, Solari publia un article dans le journal *El Diario* dans lequel elle exprimait les réclamations de l'UCF pour le respect des garanties constitutionnelles et de la « Famille Bolivienne » :

---

<sup>1075</sup> *El Diario*, La Paz, 11 février 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1076</sup> *El Diario*, La Paz, 17 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1077</sup> *El Diario*, La Paz, 20 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1078</sup> Idem.



« La U. C. F. reclama por las garantías constitucionales

La Unión Cívica Femenina, al comprobar que se ha iniciado una nueva era de atropellos y violencias en las personas de los ciudadanos que militan en la oposición política del país, levanta su más enérgica voz de protesta, y reclama de los altos poderes del Estado cumplir la palabra empeñada ante la nación, otorgando garantías y respeto a la Familia Boliviana, cuya dignidad no puede permanecer por más tiempo, lastimada en sus derechos de libertad y democracia. Asimismo, pide, que en cumplimiento de la Ley de amnistía en vigencia, no se obstaculice el regreso de los ciudadanos bolivianos, que por emergencias políticas, se encuentran lejos del solar patrio. Pues, en esta hora de profunda trascendencia histórica y quizá definitiva, se requiere la presencia de todas las altas mentalidades patrias para obrar en la reconstrucción cívica que se impone, y que la Mujer Boliviana anhela y reclama, por el bien sagrado de la Nación.

María Teresa Solari Ormachea, presidenta.

Hortensia Taboada B. Secretaria. »<sup>1079</sup>

Il est intéressant de noter qu'en invoquant les garanties constitutionnelles pour obtenir le retour d'exilés politiques comme Peñaranda, elle ne cache pas qu'elle veut leur retour afin de former un nouveau gouvernement, ce qu'elle appelle vaguement : « la reconstruction civique » de la « Nation ». Alors que quelques mois auparavant, comme on l'a vu, elle insistait sur le caractère « absolument apolitique » des hommes comme Peñaranda. Au fil du temps en effet, le ton de l'organisation s'est radicalisé, les critiques contre le gouvernement sont plus explicites ainsi que la volonté d'en finir avec lui. Les projets de renversement du gouvernement par le FDA semblaient probablement plus concrets et solides ; de même, le mécontentement général vis-à-vis du gouvernement était plus manifeste, et la possibilité de mobilisations massives semblait de plus en plus plausible. C'est la raison pour laquelle les articles de Solari se font plus percutants. Dans un article qu'elle publie deux jours plus tard elle revient sur l'idée qu'il est du devoir des femmes, en tant que mères, épouses et filles, d'agir pour protéger et défendre la famille, car le respect de la famille signifie le respect de la « Patrie » synthétisant tous les grands principes de l'idéologie des femmes catholiques :

« Garantías constitucionales para la Ciudadanía nacional  
(...)

La mujer boliviana, amante de su hogar, dueña del existir de aquellos, que por leyes naturales y humanas se pertenecen, reclama garantías constitucionales, para esas vidas, porque esas vidas son el alma y ser de sus hogares. Y el hogar, es el santuario de sentimientos, amores y deberes, que por cierto, la escasa mentalidad no alcanza a comprender (...) Por tanto, es un hogar así y un nombre así lo que tiene que defender la mujer, no solo por mero interés personal, sino también por interés patrio; porque el pueblo donde se respeta el

---

<sup>1079</sup> *El Diario*, La Paz, 21 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

hogar, se ha de respetar también a la patria. La mujer boliviana, amante de su hogar y de su patria, no quiere lamentar de nuevo más « fusilamientos" ni más levantamientos de sangre, porque estos desvíos de la moral y de la justicia no hacen otra cosa que llenar de oprobio la reputación nacional (...)

La mujer boliviana, no exige garantías porque tenga ella que terciar en política, para lanzar una nueva candidatura o para servir de intermediaria a ningún partido político. Pide garantías con la frente alta, con el alma limpia de bajas tintas y con el espíritu lleno de santo patriotismo (...)

La mujer boliviana que actúa en la UNION CIVICA FEMENINA u en otras entidades, inspiradas de Civismo, defiende el hogar boliviano y quiere salvar el honor de la patria. Su actitud no busca más recompensa que la satisfacción de cumplir un Alto deber impuesto por el terreno de las desgracias nacionales, que en este momento son expectativas de odio, de rencor, de vergüenza y de desequilibrio. Ya que sombrías amenazas se ciernen sobre los hombres patriotas y de nobles rectitudes, pues entonces, por alguien tiene que ser defendida la Patria. Y ese alguien es la mujer. Su voz cumple un deber. Ante ella no llegan ni el insulto ni la burla. La frase hiriente es anatema escrito en contra de los mismos enemigos, que en el espejo personal de sus conciencias ven reflejarse ensombrecida a la Patria, por culpa de ellos. La responsabilidad es inexorable. Justicia de Dios, que nunca falla. Allá ellos con su obra. Tratamos de salvar la Patria. »<sup>1080</sup>

Tous les principes de l'idéologie des femmes catholiques se retrouvent dans ce texte : la Patrie est une grande famille, respecter la famille signifie par conséquent respecter la Patrie, les femmes ont pour rôle principal de protéger et défendre la famille, elles se doivent donc de jouer un rôle fondamental dans la défense et le « sauvetage » de la Patrie. L'importance qu'elles accordent au rôle qu'elles doivent jouer dans cette défense est remarquable, ainsi que le sérieux qu'elles accordent à cette tâche et à ce rôle, visibles dans le ton et la formulation dramatiques utilisés à la fin du texte avec la phrase « Nous essayons de sauver la Patrie ».

Les communiqués publiés dans la presse par l'UCF dénonçant la répression et demandant l'application des garanties constitutionnelles pour les citoyens se multiplièrent durant les mois de mars, avril et mai 1946. Le 5 mai Solari et Taboada allèrent même jusqu'à dénoncer des actes de torture infligés à des détenus politiques et à demander à ce que le gouvernement respecte les conventions internationales fondées sur les « Quatre Libertés » du Président Roosevelt<sup>1081</sup>. Il s'agissait de la liberté d'expression, de la liberté de cultes ou de croyances, de la liberté de vivre une vie sans pénuries, et de la liberté de vivre sans crainte. Elles avaient été évoquées par Roosevelt dans un discours qu'il avait prononcé au Congrès des États-Unis en janvier 1941, pour préparer le Congrès et la société étatsunienne à entrer en guerre. Le concept des « 4 libertés » fut utilisé dans la rédaction de la Charte des Nations

---

<sup>1080</sup> *El Diario*, La Paz, 23 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1081</sup> *El Diario*, La Paz, 5 mai 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Unies approuvée en juin 1945. C'est certainement à ce texte que Solari et Taboada font référence. Le concept fut également utilisé dans la Déclaration Universelle des Droits Humains proclamée plus tard en 1948. L'UCF, tout comme le FDA, voulait fonder la légitimité de sa lutte contre Villarroel sur le mouvement global contre le fascisme et contre le totalitarisme qui surgit juste après la 2<sup>nd</sup>e Guerre mondiale, avant que les divisions et les tensions liées à la Guerre Froide se manifestent. Ainsi, l'UCF s'inspirait de concepts et de symboles émis par les Etats-Unis comme les « Quatre Libertés » de Roosevelt, mais aussi de concepts, figures et symboles de la lutte l'antifascisme proches de l'URSS. En effet, comme on va le voir par la suite, l'UCF suivit les activités de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes créée en décembre 1945 à Paris, qui réunissait toutes les femmes en lutte contre le fascisme. Des informations sur le Congrès à l'origine de cette organisation furent publiées dans la presse bolivienne<sup>1082</sup>. Cette organisation réunissait en majorité des femmes communistes ou sympathisantes du communisme, mais pas uniquement. Comme l'explique Mercedes Yusta, le mouvement antifasciste avait à l'époque un vaste pouvoir de mobilisation qui attirait des femmes et des hommes de tendances politiques diverses, même en provenance de la démocratie chrétienne<sup>1083</sup>. L'existence du FDA et de l'UCF en Bolivie qui se joignaient au mouvement antifasciste global, ne serait-ce que de nom et comme une stratégie pour donner de la légitimité à leur lutte, est la preuve que le mouvement antifasciste attirait des hommes et des femmes de tendances politiques très diverses, parfois très éloignées du communisme. Il est probable que l'influence de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes et de certaines de ses membres qui étaient devenues des figures iconiques mondiales de la lutte contre le fascisme soient parvenues à l'UCF en partie à travers une autre organisation de femmes qui luttait contre Villarroel en Bolivie : le Comité Féministe Démocratique (« Comité Feminista Democrático »). Cette organisation fut fondée très peu de temps après l'apparition publique de l'UCF, à la fin du mois de janvier 1946. Sa présidente était María Luisa Sánchez Bustamante, fondatrice et présidente pendant de nombreuses années de l'Athénée Féminin. Les membres qui constituèrent cette nouvelle organisation provenaient toutes de l'Athénée Féminin où elles occupaient les postes de direction. D'ailleurs, en raison de leur adhésion au Comité Féministe Démocratique, elles durent toutes renoncer à leurs postes à l'Athénée et garder seulement un statut de membres actionnaires car d'après ses règlements, l'Athénée n'admettait pas que ses dirigeantes aient une affiliation de

---

<sup>1082</sup> *La Calle*, La Paz, 8 et 15 décembre 1945, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1083</sup> YUSTA RODRIGO Mercedes, « Mujeres para después de una guerra mundial. La Federación Democrática Internacional de Mujeres, empoderamiento femenino a comienzos de la Guerra Fría (1945-1951) », dans GALLEGO FRANCO Henar et GARCIA HERRERO M. del Carmen, *Autoridad, poder e influencia. Mujeres que hacen historia*, Icaria Editorial, Barcelona, 2017, p. 129-155.

caractère politique<sup>1084</sup>. Elles devaient se limiter à des activités de culture générale. Contrairement à l'UCF, le Comité Féministe assumait donc clairement son caractère politique mais aussi féministe. Dans un article qui mentionnait les nombreuses adhésions spontanées de femmes au Comité, ce dernier rappelait que celles qui voulaient devenir membres devaient avoir des « idées antifascistes, d'un féminisme doctrinaire et antifasciste convaincu »<sup>1085</sup>. L'organisation attira de nombreuses adhésions de la part des femmes dans d'autres villes que La Paz. Ainsi par exemple, en juin 1946 des femmes de Potosí s'adressèrent à l'organisation pour créer une antenne de celle-ci dans leur ville<sup>1086</sup>. Outre le fait d'entretenir des liens avec les femmes d'autres régions du pays, le Comité Féministe en maintenait également avec des organisations féminines internationales. C'est le cas de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, mais aussi de l'UMA, l'Union de Femmes Américaines que l'on a étudiée dans les chapitres 2 et 3. Comme on l'a vu, la branche bolivienne de l'UMA disparut vers la fin des années 1930, mais l'organisation internationale dont le siège se trouvait à New York subsista pendant de longues années. En 1946 elle prit contact avec le Comité Féministe pour qu'il s'occupe d'organiser la « Journée de la Femme des Amériques » en Bolivie le 4 mai ; ce que celle-ci accepta de bon gré en décidant d'organiser des conférences dans plusieurs centres culturels ce jour-là<sup>1087</sup>. De même, on sait que le Comité Féministe fut invité à participer à un Congrès Interaméricain de Femmes, invitation qui fut acceptée<sup>1088</sup>. Il s'agissait très probablement d'une invitation reçue par la Commission Interaméricaine des Femmes pour participer au Congrès Interaméricain qui allait se tenir à Bogotá en 1948. Ce qui révèle que le Comité Féministe entretenait aussi des liens avec la CIM.

Outre la lutte contre Villarroel, le Comité avait aussi d'autres objectifs : préparer les femmes aux prochaines élections, car le suffrage féminin était déjà acté au niveau des élections municipales. Même si les membres du Comité n'avaient pas adhéré officiellement au FDA, elles affirmèrent qu'elles voteraient pour ses candidats aux prochains comices :

« Se ha organizado un Comité Feminista Democrático

Desde hace algún tiempo y a raíz de la promulgación de la nueva Carta Magna, se venía organizando un grupo de mujeres compuesto por profesionales, intelectuales y de otras dedicadas al comercio y a la industria. Las mismas que se han constituido ya en un Comité Feminista Democrático.

En la entidad se realizan conversaciones y estudios sociales y de feminismo moderno, a fin de alcanzar para la mujer una mayor preparación cívica para

---

<sup>1084</sup> *El Diario*, La Paz, 31 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1085</sup> *El Diario*, La Paz, 24 avril 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1086</sup> *El Diario*, La Paz, 1 juin 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1087</sup> *El Diario*, La Paz, 26 mars et 10 avril 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1088</sup> *El Diario*, La Paz, 3 mai 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

incorporarla a la vida nacional en los próximos comicios ya que solo con estas disciplinas el éxito será efectivo.

Este comité de tendencia definidamente demócrata antifascista, si bien no se ha adherido al FDA apoyará sus candidatos por medio de la propaganda en las elecciones de mayo y con su voto en las elecciones comunales del presente año.

El comité trabaja por la Ley, la Libertad y la Democracia que son los atributos de la Justicia. Preconiza la igualdad social alcanzada por la cultura, como base del equilibrio mundial.

Su lema es: PATRIA, LIBERTAD, CULTURA, para alcanzar la superación de los hogares bolivianos y la sublimación de las actividades femeninas... »<sup>1089</sup>

L'octroi du suffrage féminin aux femmes alphabétisées au niveau des élections municipales eut donc un impact important : il encouragea la création d'organisations féministes qui avaient en partie pour objectif de préparer les femmes à leur participation aux élections mais aussi en politique. Dans ce sens, et comme on le verra par la suite, l'octroi du suffrage, même limité à l'échelle municipale, aux femmes stimula le resurgissement du mouvement féministe.

Le slogan du Comité Féministe, « Patrie, Liberté et Culture » se distinguait nettement du slogan de l'UCF : « Dieu, Patrie, Foyer », ce qui révèle des contenus idéologiques très différents. Pourtant, les liens entre les deux organisations étaient très étroits, sans doute en raison du fait que Solari avait auparavant fait partie de l'Athénée pendant de nombreuses années. Leurs nouvelles organisations partageaient aussi une raison d'être : la lutte contre le gouvernement de Villarroel, que toutes les deux qualifiaient de « lutte contre le fascisme ». Une des premières actions du Comité Féministe fut l'envoi d'un télégramme au gouvernement de Franco à Madrid pour dénoncer la condamnation à mort par ce gouvernement de trois femmes républicaines : Mercedes Gómez Botero, Isabel Sanz Toledano et Teresa Toral, cette dernière ancienne professeure à l'université de Madrid. Dans le câble, elles qualifièrent Franco d'« assassin vulgaire » et de « trafiquant de politique », et annoncèrent qu'elles faisaient écho à l'appel lancé par la Fédération Démocratique Internationale des Femmes<sup>1090</sup>. En effet, des Espagnoles communistes ou républicaines exilées occupaient plusieurs charges au sein de cette organisation, comme Teresa Andrés, Irene Falcón, ou encore Elisa Ulriz qui fut secrétaire de l'organisation de 1946 jusqu'aux années 1960. Dolores Ibarruri fit partie du Comité Exécutif de l'organisation pendant de nombreuses années. L'une des priorités de l'organisation était la lutte contre la dictature de Franco, qui selon elle représentait les restes du fascisme en Europe. À travers la Fédération

---

<sup>1089</sup> *El Diario*, La Paz, 31 janvier 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1090</sup> *El Diario*, La Paz, 26 février 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

les Espagnoles exilées pouvaient réaliser au niveau international une intense campagne contre Franco<sup>1091</sup>. Il est probable qu'à partir de cet appel international lancé par la Fédération Démocratique Internationale à dénoncer la condamnation à mort de ces trois femmes républicaines par le régime de Franco, le Comité Féministe de Bolivie ait cherché à établir des liens avec cette organisation ; on sait en effet qu'en mai 1946 elles décidèrent de saluer l'ambassadeur de France en Bolivie afin de le remercier pour son intérêt à l'égard de l'organisation et pour ses « gestions dans ses relations avec la Fédération Démocratique Internationale des Femmes »<sup>1092</sup>. On ne dispose pas d'autres informations qui permettraient de savoir si un contact effectif put s'établir entre les deux organisations, mais celles dont on dispose sont suffisantes pour savoir que le Comité Féministe suivait les activités et les actions de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes. C'était également le cas de l'UCF, puisque ses membres envoyèrent aussi un câble au gouvernement de Franco à Madrid à la fin du mois de février 1946 pour dénoncer la condamnation à mort des trois républicaines. Elles affirmèrent que cette condamnation à mort était un « triple attentat contre les droits humains et contre la femme », mais ne mentionnèrent pas l'appel lancé par la Fédération Démocratique Internationale des Femmes<sup>1093</sup>. Il est certain qu'elles faisaient le parallèle entre Villarroel et Franco en les identifiant comme des despotes fascistes et totalitaires. On peut supposer ainsi qu'elles s'identifiaient elles-mêmes aux femmes républicaines qui luttèrent contre Franco. L'ironie de la situation réside dans le fait que leur idéologie était très loin de celle des femmes républicaines qui étaient communistes, socialistes et anarchistes dans leur grande majorité. L'idéologie très catholique des femmes de l'UCF était au contraire plus proche de celle des femmes des milieux franquistes et phalangistes comme Pilar Primo de Rivera. C'est ce qui rend leur condamnation de Franco assez curieuse et intéressante. Ainsi, dans leur combat contre le supposé « fascisme » et « totalitarisme » de Villarroel qu'elles associaient à Franco, elles oubliaient les différences idéologiques abyssales qui les séparaient des femmes républicaines et au contraire la proximité idéologique qu'elles avaient avec les femmes franquistes. Cette incohérence idéologique leur fut justement signalée plusieurs mois plus tard par une Espagnole qui, résidant en Bolivie, soutenait clairement le régime de Franco. En effet, en octobre 1946 Hortensia Taboada, à l'occasion de la « Fête de la Race », rendit un hommage à l'Espagne en dénonçant le régime de Franco et en comparant Agustina de Aragón, considérée comme la « Jeanne d'Arc » espagnole (pour sa défense de la ville de

---

<sup>1091</sup> YUSTA RODRIGO Mercedes, « Mujeres para después de una guerra mundial. La Federación Democrática Internacional de Mujeres, empoderamiento femenino a comienzos de la Guerra Fría (1945-1951) », dans GALLEGO FRANCO Henar et GARCIA HERRERO M. del Carmen, *Autoridad, poder e influencia. Mujeres que hacen historia*, Icaria Editorial, Barcelona, 2017, p. 129-155.

<sup>1092</sup> *El Diario*, La Paz, 23 mai 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1093</sup> *El Diario*, La Paz, 24 février 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Zaragoza contre l'invasion des troupes napoléoniennes en 1808), à Dolores Ibarruri. Hortensia Taboada avait des raisons particulières de rendre hommage à la Pasionaria et à Agustina de Aragón, car elle avait elle-même été comparée par la presse latino-américaine à la Pasionaria et à Jeanne d'Arc dans sa lutte contre le gouvernement de Villarroel<sup>1094</sup> (comme on le verra plus tard). C'est-à-dire que non seulement les femmes de l'UCF s'identifiaient elles-mêmes aux femmes républicaines, au détriment de toute cohérence idéologique, mais aussi la presse étrangère ! Scandalisée par l'hommage prononcé par Taboada à la Pasionaria, l'Espagnole résidente en Bolivie répliqua par un article de presse :

« Una mujer española contesta a la señorita Hortensia Taboada

He leído detenidamente el discurso que con motivo de la Fiesta de la Raza dedicó usted a España el día 12 del actual. Como española agradezco profundamente sus loas a mi patria, y los que hace años vivimos aquí, y sabemos que su labor patriótica culminó en la revolución del 21 de julio<sup>1095</sup>, apreciamos su entereza y sus deseos de libertad para su Patria, Bolivia, a la que nos une también a nosotras españolas, un sincero afecto porque es un pueblo acogedor y digno.

En lo que no estoy de acuerdo es en el juicio que le merece la actual situación española tan injustamente calumniada y casi siempre sin conocimiento de causa. Y más aún, en el parangón que hace usted entre Agustina de Aragón y la Pasionaria. La historia de España realza la heroica figura de Agustina de Aragón que defendió a su patria contra los invasores franceses y no es necesario que yo lo haga en estos momentos, pues es de sobra afamada. España ha dado muchas otras mujeres de gran valor cívico y espiritual. Hoy sólo le mencionaré a Isabel la Católica y a Teresa de Jesús. Sus nombres bastan y no necesitan elogios ni juicios ya que son mundialmente conocidas y son para España, de sus mejores glorias.

Ahora bien, ¿la Pasionaria? Mire señorita Taboada, usted que seguramente es una mujer de hogar, católica y amante de su patria no puede darnos a las españolas una heroína en la Pasionaria. Nunca podrá representar a la mujer española apreciada por cristiana, hogareña, amante de sus hijos, modelo de trabajadora y de buenas costumbres. Nos ofende usted en lo más íntimo de nuestro corazón y de nuestra dignidad. Esa mujer, llamada la Pasionaria, ha dicho públicamente cosas así: « Hijos sí, maridos no. » Creo que esto basta para nuestro repudio y que nos repugne una figura tan siniestra para la vida española, que gracias a Dios hoy esta encuadrada en los tradicionales símbolos de Dios y Patria. La Pasionaria, comunista de acción, hoy vive en Rusia a su gusto y pertenece a esa agrupación internacional perniciosa para la libertad y soberanía de los pueblos y por suerte ya no tiene cabida en España. ¿Usted concibe que esa mujer pueda colocársela al lado de Agustina de Aragón? Nunca, mil veces nunca. Bolivia tiene sus heroínas y España también las tiene. Entre todas ellas, no puede caber una Pasionaria, por lo menos nosotras no la queremos para España. Tenemos mejores ejemplos y procuramos seguir los buenos pasos de la tradicional mujer española que seguirá siendo siempre

---

<sup>1094</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> novembre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1095</sup> Elle fait référence à la journée où Villarroel fut assassiné et pendu dans la place principale de la ville par la foule comme on va le voir.

católica y española por sobre todas las cosas y bajo los pliegues de esa bandera, vemos unidos fuertemente con lazos indisolubles, el amor a Dios, al hogar y a la Patria. Es decir, el reverso de la medalla de esa mujer que lleva como apodo « la Pasionaria ».  
Una mujer española. »<sup>1096</sup>

Ce texte est très intéressant, car c'est le seul publié à l'époque qui fait remarquer aux femmes de l'UCF leur incohérence idéologique lorsqu'elle s'identifiaient et rendaient hommage à des femmes telles que la Pasionaria en insistant justement sur les valeurs et les idées que celles-ci prônaient, à savoir, leur amour du foyer, de la religion et de la Patrie, principes très éloignés de ceux des républicaines, *a fortiori* communistes. Elle reprend ainsi vers la fin de son texte le slogan catholique utilisé par les femmes de l'UCF : « Dieu, Patrie et Foyer ». Cependant, et comme on l'a vu, le pouvoir de mobilisation du mouvement antifasciste au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale était puissant, attirant des femmes et des hommes de tendances politiques très diverses. Pour les membres de l'UCF, la cohérence idéologique était certainement moins importante que la force symbolique de la Pasionaria et d'autres femmes républicaines dans la lutte contre le fascisme. Par le rôle qu'elle avait joué dans la guerre civile espagnole, et par sa nouvelle position de leader au sein de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, Dolores Ibarruri était devenue une icône internationale de la lutte contre le fascisme. À l'échelle de la Bolivie, les membres de l'UCF voulaient s'assimiler à cette figure en luttant contre « l'équivalent » bolivien de Franco, c'est-à-dire Villarroel. C'est la raison pour laquelle elles se réapproprièrent le symbole de la Pasionaria et même la presse étrangère les identifia à cette figure. La force du symbole devenait plus cruciale que la cohérence idéologique. Ainsi, l'UCF suivait les actions réalisées par la Fédération Démocratique Internationale des Femmes et s'identifiait à ses figures symboles, dans un moment où les polarisations et les tensions de la Guerre Froide n'avaient pas encore réduit cette organisation à être un supposé organisme de « propagande de l'URSS » dans le bloc occidental<sup>1097</sup>.

Étant donné l'étroitesse de leurs liens, l'UCF et le Comité Féministe démocratique réalisèrent plusieurs actions conjointes. Dans la préparation des élections nationales à venir en mai, où le FDA était censé se présenter, les membres du Comité Féministe décidèrent de nommer des commissions de représentantes afin d'agir comme témoins et éviter toute fraude électorale, exprimant publiquement leur méfiance vis-à-vis du gouvernement et la nécessité

---

<sup>1096</sup> *El Diario*, La Paz, 19 octobre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1097</sup> YUSTA RODRIGO Mercedes, « Mujeres para después de una guerra mundial. La Federación Democrática Internacional de Mujeres, empoderamiento femenino a comienzos de la Guerra Fría (1945-1951) », dans GALLEGO FRANCO Henar et GARCIA HERRERO M. del Carmen, *Autoridad, poder e influencia. Mujeres que hacen historia*, Icaria Editorial, Barcelona, 2017, p. 129-155.



d'être vigilantes. Elles invitèrent Maria Teresa Solari et les membres de l'UCF à participer de ces commissions afin d'exercer les contrôles nécessaires<sup>1098</sup>. De même, lorsque Solari fut une nouvelle fois l'objet d'attaques de la part de la presse qui soutenait le gouvernement, elles publièrent dans *El Diario* un message pour la soutenir, dans lequel elles la présentaient comme la voix des femmes boliviennes qui s'était dressée contre le despotisme et la répression aveugle. Solari apparaissait comme la représentante courageuse de toutes les femmes dans leur condition de mères, filles et épouses qui, inspirées de leur « sentiments les plus délicats et plus nobles », s'étaient insurgées pour défendre leurs familles<sup>1099</sup>. Ainsi les membres du Comité Féministe, dans la tradition du mouvement féministe bolivien, réaffirmaient-elles les stéréotypes de genre en leur donnant de la valeur. Solari répondit en remerciant les membres du Comité Féministe par une lettre ouverte où, avec un ton incisif qui montre la radicalisation de sa position, elle appelle l'Union des femmes de toutes les classes sociales à la « création d'une nouvelle Patrie » :

« ... En esta hora de amarga prueba nacional, es la unión de las Mujeres Bolivianas la que tiene que forjar la redención de la Patria nueva, para la dama aristocrática, para la dama burguesa y sobre todo y ante todo para la mujer del pueblo y para la mujer india porque sus clases sociales están hoy engañadas con una farsa política, que tarde o temprano, ha de hacer vibrar en la responsabilidad la conciencia franca y abierta de aquello que se llama Verdad y Luz. Sobre todo por la mujer obrera y la mujer india, distinguida señora, forjemos Patria, Patria nueva. Y por la santa Democracia, credo y fe de nuestra obra, a los pies de la Tricolor Boliviana, nuestro corazón, señora, porque así lo exige el Deber y la Justicia, Dios y la Patria están con nosotras. »<sup>1100</sup>

On retrouve sa conception très hiérarchisée du social lorsqu'elle parle encore une fois de l'existence d'une supposée « aristocratie » en Bolivie. Étant donné que les femmes qui composaient son mouvement provenaient des classes dominantes, elle cherchait à élargir son mouvement aux femmes des autres classes sociales. Dans les derniers mois du gouvernement de Villarroel, le mécontentement général et les manifestations contre celui-ci s'étaient beaucoup accrues. Tous les secteurs de la société démontrèrent leur mécontentement, y compris les secteurs moyens et ouvriers. Il est donc certain que dans ce nouveau contexte, Solari visait à capter ces frustrations pour rallier l'ensemble des femmes à son mouvement. En s'adressant aux femmes indigènes, elle cherchait justement à rallier un secteur qui était resté fidèle à Villarroel depuis la tenue du Congrès National Indigène.

En raison de sa présence quasi constante dans les colonnes de la presse et notamment de *El Diario*, Solari, on l'a vu, était devenue la leader et le visage de l'opposition des femmes

---

<sup>1098</sup> *El Diario*, La Paz, 24 avril 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1099</sup> *El Diario*, La Paz, 12 mai 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1100</sup> *El Diario*, La Paz, 12 mai 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

à Villarroel. Cette exposition médiatique la rendait vulnérable à la répression, en même temps qu'elle la protégeait. Peut-être en raison de cette exposition et des dangers qu'elle pouvait encourir, mais aussi en soutien à son travail vivement critiqué et moqué par la presse qui soutenait le gouvernement, un hommage lui fut rendu dans le Club de La Paz, le plus sélect de la ville, par les membres du FDA, de l'UCF, du Comité des Veuves des victimes de Chuspipata et du Comité Féministe Démocratique. Plusieurs discours furent prononcés par Angélica Estenssoro, Maria Luisa Sánchez Bustamante, Ana Rosa Tornero, et Francisco Lazcano Soruco (membre du FDA), louant tout le travail réalisé par Solari, ses qualités et son courage. À travers ces éloges, tous soulignaient l'importance de l'éveil des femmes à la politique. Dans les discours et les esprits, les femmes étaient en train de jouer un rôle fondamental et prépondérant dans la sphère publique et dans la lutte pour obtenir un nouveau gouvernement. Les discours sur Solari devinrent ainsi des tribunes pour parler de l'importance qu'avait la participation croissante des femmes dans la vie politique.



1101

Outre le fait d'être une soirée de soutien à Solari, durant laquelle le rôle croissant des femmes en politique fut souligné et exalté, cette réunion servait aussi à démontrer au gouvernement que toutes ces organisations étaient bien unies et formaient un front commun de lutte contre lui. L'oligarchie, réunie dans le club social le plus sélect de La Paz, se montrait forte, unie, intrépide et prête à se protéger mutuellement. Cette nouvelle force s'exprimait

<sup>1101</sup> *El Diario*, La Paz, 20 mai 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

autour de la figure d'une femme qui avait été jusque-là la plus active et ardente opposante au gouvernement<sup>1102</sup>.

Les actions de Solari et des membres de l'UCF ne se limitèrent pas à la publication d'articles et de dénonciations dans la presse, elles réalisèrent aussi des actions plus directes, dans la rue. Il semblerait que les membres de l'UCF se soient servies de la rumeur pour discréditer le gouvernement. D'après Ana Maria Seoane, elles faisaient circuler des rumeurs dans la ville en spéculant, exagérant et commentant les « terribles » actions répressives du gouvernement<sup>1103</sup>. De même, Solari, qui était cousine germaine du Recteur de l'Université Majeure de San Andrés à La Paz, s'arrêtait en face de l'Université à l'heure où les habitants sortaient de leur travail et où les rues se remplissaient de gens pour pérorer et essayer de convaincre les passants du grave danger qu'encouraient tous les Boliviens en les invitant à réaliser des actions conjointes de résistance<sup>1104</sup>. De même, la fille de l'une des victimes de Chuspipata, Ana María Calvo, s'activait en se rendant dans les quartiers les plus pauvres de la ville pour distribuer de la nourriture et inciter à la rébellion contre le gouvernement les personnes à qui elle servait à manger<sup>1105</sup>. Dans le roman *El Presidente colgado* (1966), qui raconte la chute de Villarroel en 1946, les tactiques des femmes opposantes au gouvernement sont décrites ainsi :

« Plañideras de luto y niños vestidos de negro eran organizados en grupos y se los enviaba a barrios pobres para llorar el asesinato de sus esposos, de sus padres y hermanos por el gobierno. »<sup>1106</sup>

On ne sait pas si cette anecdote romanesque est vraie, d'autant plus que l'auteur Augusto Céspedes, membre et idéologue du MNR et directeur de *La Calle*, était l'un des principaux critiques qui brocardait les activités politiques de Solari et des membres de l'UCF. Cependant, vraie ou non, l'anecdote démontre l'impact, dans l'imaginaire social, de la capacité de mobilisation des femmes contre le gouvernement, une capacité présentée comme typiquement « féminine » puisqu'elle s'appuyait sur l'usage de la « sentimentalité » et de la « sensibilité » du public. Ainsi, l'écrivain cherchait à discréditer l'action de ces femmes, car son anecdote montrait non seulement que les femmes s'inventaient de fausses histoires

---

<sup>1102</sup> On pourrait penser que derrière Solari il y aurait toutes sortes de manipulations des hommes politiques. Or, ce que l'on voit très clairement c'est que ce n'était pas le cas. La mobilisation de Solari répondait à ses fortes convictions religieuses et politiques.

<sup>1103</sup> SEOANE F., Ana Maria, *Resistencia e insurgencia: la mujer paceña (1936 – 1952)*, Mémoire de Master, Université Internationale d'Andalousie, La Paz, Bolivie, 2001.

<sup>1104</sup> Idem.

<sup>1105</sup> Idem.

<sup>1106</sup> CESPEDES Augusto, *El Presidente colgado*, Editorial Juventud, La Paz, 1971, p. 273, cité dans SEOANE F., Ana Maria, *Resistencia e insurgencia: la mujer paceña (1936 – 1952)*, Mémoire de Master, Université Internationale d'Andalousie, La Paz, Bolivie, 2001.

tragiques de répression, mais aussi qu'elles ne cherchaient pas à faire appel à l'intelligence ou à la rationalité de leur public pour le convaincre, mais uniquement à ses sentiments.

La mobilisation anti-gouvernementale s'intensifia durant les mois de juin et juillet 1946. Le FDA, qui réunissait les partis de l'oligarchie ainsi que le PIR, avait réussi à rallier à sa cause une grande partie des secteurs moyens et ouvriers. Des manifestations anti-gouvernementales eurent lieu en juillet 1946, qui s'appuyaient sur les revendications salariales des cheminots, des ouvriers du bâtiment et surtout des professeurs et des étudiants universitaires. Un essai de conspiration raté eut lieu en juin 1946. Pendant ces journées, Solari et les membres de l'UCF continuèrent leur travail d'agitation des masses dans les rues en incitant tous les passants à se rebeller contre le gouvernement. Le 15 juillet, professeurs et étudiants déclarèrent la grève générale. Face à ces contestations grandissantes, Villarroel nomma un cabinet militaire et limogea les membres du MNR pour tenter d'apaiser le mécontentement, mais c'était trop tard. Le 21 juillet, une foule d'agitateurs et de manifestants prit la Plaza Murillo. À midi, Gualberto Villarroel présenta sa démission mais ce ne fut pas suffisant pour calmer l'agitation de la foule. Un groupe d'activistes<sup>1107</sup> assaillit le Palais du Gouvernement et assassina le Président, ainsi que ses collaborateurs les plus proches. Le corps de Villarroel fut lancé d'un balcon sur la place puis pendu à un réverbère au milieu d'une foule enflammée qui s'attaqua au corps. Ce fut une journée noire d'une grande violence qui marqua la mémoire collective bolivienne.

Le rôle joué par les membres de l'UCF dans la propagande constante contre le gouvernement, que ce soit à travers la presse ou à travers l'agitation des masses dans les rues, fut essentiel dans le discrédit de Villarroel aux yeux de l'opinion publique et dans le déroulement des événements du 21 juillet. Si ce rôle fondamental a été négligé par les historiens, il fut bien reconnu par la société de l'époque.

## **B) La reconnaissance publique du rôle joué par les femmes dans la chute de Villarroel et la volonté de l'oligarchie de s'approprier la signification des événements**

Après les quelques heures de chaos qui suivirent l'assassinat de Villarroel, une junte de gouvernement civile fut formée, dirigée par le président de la Cour Suprême de Justice, Tomás Monje. Cette junte était soutenue par tous ceux qui avaient fait partie du FDA, les partis traditionnels et le PIR et elle était censée appeler à des élections générales dans les mois suivants.

---

<sup>1107</sup> On ne sait pas qui ils étaient.

Les événements du 21 juillet furent tout de suite qualifiés de « Révolution » par ceux qui les célébraient. Les actes de reconnaissance et d'hommage au rôle joué par les femmes dans la chute de Villarroel se multiplièrent. Ils soulignaient le rôle essentiel que les femmes avaient joué dans la propagande contre son gouvernement mais aussi dans les manifestations de rue contre celui-ci. Le 23 juillet, *El Diario* publiait un article exaltant l'héroïsme de « la femme de La Paz » qui, dans son « acte révolutionnaire », venait représenter toutes les femmes du pays :

« La Mujer Paceña

La mujer paceña, insultada por la prensa oficial, cuando sólo pedía moralidad de las costumbres; la insultada por los locutores de radios oficiales; la baleada en la Pérez Velasco; la masacrada en la plaza Murillo, la asesinada en las calles de la ciudad, como anteayer en la mañana; la madre de los universitarios caídos; la que ha vestido luto y ha derramado lágrimas ante el crimen y la amenaza: esa mujer también ha tenido su triunfo. Han sido su sangre y su sacrificio los que han conseguido levantar la conciencia ciudadana.

Muchas de ellas, mientras radio « Illimani » sostenía que cuando se encontraban en la plaza, para dispersar las tropas disparaban al aire, caían también con el gesto de protesta en los labios que empezaban a marchitarse, y envueltas en la tricolor nacional. Y las que no morían o quedaban heridas, se desgajaban las vestiduras para curar a otros heridos arracimados frente a las ametralladoras funcionando. Pero aún así decían sus voces de maldición a quienes causaban tanta ruina a la patria.

Fueron las primeras en el frenesí de libertad, en el ademán generoso para enterrar a sus muertos, para sufrir la desaparición de seres queridos. Nunca podrá rendirse a la mujer paceña y a la boliviana el homenaje que su heroísmo se merece. »<sup>1108</sup>

On remarque que l'héroïsme des femmes est exalté et célébré en tant que protagonistes des événements, mais aussi dans le rôle traditionnel qui leur est dévolu: celui des mères qui souffrent la mort de leurs enfants, mais aussi celui des femmes qui portent secours aux blessés. Dans ces trois cas, c'est le « sacrifice » des femmes qui est mis en avant (une valeur considérée comme typiquement féminine). Ainsi, même si on présente les femmes comme les protagonistes des événements, elles restent tout de même circonscrites à des rôles et à des valeurs traditionnels. Les figures de « la femme de La Paz » ou « la femme bolivienne » à qui l'on voulait rendre hommage, étaient incarnées par des femmes concrètes qui étaient présentées désormais comme les « héroïnes » de la « Révolution du 21 juillet ». C'est le cas de Maria Teresa Solari, à qui l'on rendit une multitude d'hommages en tant qu'incarnation de « la femme de La Paz » qui s'était battue courageusement contre le gouvernement. Le premier hommage à son égard vint de « Los Amigos de la Ciudad » :

---

<sup>1108</sup> *El Diario*, La Paz, 23 juillet 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

« Homenaje a la mujer paceña:

En medio de aclamaciones se aprobó la moción de rendir un solemne homenaje a la mujer paceña el próximo 20 de octubre, haciendo entrega de una medalla simbólica a la señorita María Teresa Solari Ormachea, como su más calificada representante por su labor cívica durante las últimas jornadas. »<sup>1109</sup>

Plus tard, diverses organisations féminines dans le pays rendirent hommage à « la femme de La Paz » et à son rôle héroïque pendant la « Révolution du 21 juillet » dans la figure de Solari, de Hortensia Taboada et des membres de l'UCF. C'est le cas d'un groupe de femmes de Cochabamba qui, dans un message public envoyé à l'UCF, soulignaient les « sentiments humanitaires, altruistes et profondément chrétiens » qui sûrent « guider un peuple opprimé » dans des moments « d'exaltation patriotique »<sup>1110</sup>. Hortensia Taboada fut intégrée à une légion militaire intitulée « Legión Mayor Lopera » et ovationnée pour son intervention courageuse dans les événements du 21 juillet, dans un acte d'hommage à « la femme de La Paz » qu'elle était censée incarner<sup>1111</sup>. Les femmes de Santa Cruz, représentantes d'organisations féminines telles que le « Comité Cívico Femenino », le « Comité Pro-Ayuda a la Juventud Democrática »<sup>1112</sup>, et de plusieurs autres organisations de femmes catholiques, remirent à Solari et à Taboada une couronne en mémoire aux victimes de Chuspipata, un parchemin et des bouquets de fleurs. Solari fut présentée comme « l'authentique représentante de la femme de La Paz »<sup>1113</sup>. De même, les femmes de Sucre<sup>1114</sup> remirent une médaille en or et un parchemin à Solari, ainsi que le Centre de Propagande et de Défense National dont le président affirma dans un discours que « María Teresa fue la que prendió la lámpara votiva que iluminó el sendero hacia la Libertad y la Justicia que hoy disfruta el pueblo boliviano. »<sup>1115</sup> Un poème fut même publié dans la presse en hommage à Solari.

Taboada reçut un hommage de la part de ses amis qui, selon le journal *El Diario*, provenaient de partis politiques « d'idées opposées », ce qui démontrait qu'elle bénéficiait de la sympathie de tous les secteurs, précisément par le fait de n'être affiliée à aucun parti politique et de suivre une « trajectoire guidée par son sensible esprit patriotique »<sup>1116</sup>. Les

---

<sup>1109</sup> *El Diario*, La Paz, 23 juillet 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1110</sup> *El Diario*, La Paz, 23 juillet 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1111</sup> *El Diario*, La Paz, 2 août 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1112</sup> Le nom de ces organisations sur lesquelles on ne connaît rien nous laisse supposer que des organisations similaires à l'UCF s'étaient formées dans d'autres villes du pays. Il serait intéressant de faire des recherches plus approfondies sur celles-ci et le rôle qu'elles jouèrent dans le mouvement d'opposition à Villarroel.

<sup>1113</sup> *El Diario*, La Paz, 4 août 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1114</sup> *El Diario*, La Paz, 16 septembre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1115</sup> *El Diario*, La Paz, 16 septembre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1116</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> octobre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

représentants du Partido Republicano Genuino rendirent aussi un hommage à Taboada<sup>1117</sup>. Comme on l'a déjà vu, Taboada fut également qualifiée par la presse étrangère comme la « Jeanne d'Arc » et la « Pasionaria » bolivienne<sup>1118</sup>. D'autres membres de l'UCF reçurent des hommages comme Maria Calvo, présentée par la presse comme une femme qui avait été en première ligne dans toutes les manifestations contre Villarroel, qui avait secouru les blessés jour et nuit dans la rue et les hôpitaux, et qui méritait tous les hommages car elle faisait partie de cette « héroïque légion de femmes boliviennes » qui furent « la lumière de l'épopée du peuple ».<sup>1119</sup>

Comme on le voit, les hommages à la « femme de La Paz » ou à la « femme bolivienne » se concentraient sur les figures de quelques femmes concrètes, membres de l'UCF qui appartenaient aux secteurs sociaux dominants. Les hommages aux femmes des classes populaires qui avaient participé aux événements du 21 juillet furent rendus par l'UCF, encore une fois avec l'objectif de rallier ces femmes à leur mouvement. Ainsi, en août 1946 l'UCF rendit un hommage à la « chola » de La Paz dans ces termes :

« La U.C.F. profundamente emocionada, rinde homenaje de gratitud al coraje del gran corazón de la chola paceña y de las mujeres del pueblo, que ante la metralla, los tanques y fusilería avasalladora del régimen siniestro, demostró el desprecio más significativo, entregando todo su ser en aras de la Libertad (...) »

También se inclina la U.C.F.B. ante el espíritu aguerrido de la clase obrera, y del gran pueblo soberano, que ha aplastado la tiranía y la opresión en esta obra revolucionaria. »<sup>1120</sup>

Étant donné la participation du mouvement ouvrier à la chute de Villarroel, l'objectif de l'UCF était de rallier les secteurs ouvriers et populaires, et particulièrement les femmes « cholas », à son mouvement. Suite à quoi *El Diario* publia un article affirmant à quel point cet hommage était justifié et mérité, en raison de la participation des « femmes du peuple » aux événements « révolutionnaires » :

« Homenaje a la mujer del pueblo »

En un acto especial efectuado en el teatro municipal, la Unión Cívica Femenina Boliviana rindió homenaje a la mujer del pueblo, que tuvo heroico comportamiento durante los sucesos revolucionarios. Como se sabe, la mujer del pueblo colaboró a los estudiantes, obreros y ciudadanos que iniciaron la resistencia contra el pasado gobierno. En los momentos más decisivos, llevó ayuda a los combatientes, formó parte en las manifestaciones con las cuales se pidió libertad.

---

<sup>1117</sup> *El Diario*, La Paz, 26 octobre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1118</sup> *El Diario*, La Paz, 1<sup>er</sup> novembre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1119</sup> *El Diario*, La Paz, 4 août 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1120</sup> *El Diario*, La Paz, 2 août 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

De ahí que el homenaje sea merecido y justo. »<sup>1121</sup>

Mis à part ces descriptions qui nous laissent supposer que les femmes des classes populaires participèrent aux manifestations contre le gouvernement, on ne dispose pas de témoignages des « cholas » elles-mêmes décrivant leur participation à la chute de Villarroel et les raisons de cette participation, ou confirmant si l'UCF avait eu ou non une influence directe ou indirecte dans leur mobilisation. Les témoignages des femmes syndicalistes anarchistes que l'on a étudiés dans le précédent chapitre nous laissent deviner qu'elles ne participèrent pas aux manifestations et qu'elles y jouèrent seulement un rôle de spectatrices. Il est possible que des femmes appartenant à d'autres syndicats plus proches du PIR, mais aussi des femmes des secteurs populaires, pas forcément politisées, aient participé de manière plus ou moins spontanée aux manifestations et à la pendaison de Villarroel.

À travers tous ces hommages réalisés par diverses organisations en l'honneur du rôle joué par les femmes de La Paz dans la chute de Villarroel, on constate la volonté de forger des symboles et d'inscrire les événements du 21 juillet dans l'Histoire, comme un acte exceptionnel, d'un « grand héroïsme », qui signifiait un tournant dans l'histoire du pays. C'est également ce que l'on remarque avec le vocabulaire utilisé pour parler de la chute de Villarroel. L'UCF et la presse oligarchique se référaient à cet événement comme à la « Révolution de 21 juillet » ou la « Deuxième Révolution Libertaire », en n'hésitant pas à la comparer à l'Indépendance!<sup>1122</sup> Alors qu'il s'agissait en réalité du renversement violent et réactionnaire, par l'oligarchie, d'un président réformiste. La volonté d'inscrire cet événement dans l'Histoire bolivienne, d'instaurer une version héroïque et triomphante de ces événements, se manifesta aussi à travers le projet de « Los Amigos de la Ciudad » d'appeler à un concours ou de nommer une commission d'intellectuels qui seraient chargés d'écrire « un livre d'Histoire sur ces événements uniques » afin qu'ils aient une influence non seulement en Bolivie mais aussi dans « les pays des Amériques »<sup>1123</sup>. De même, la même organisation avait comme projet l'apposition d'une plaque en bronze dans l'entrée principale du Palais Exécutif ayant comme slogan « La Paz : berceau de la Liberté, tombeau des tyrans », afin de rappeler à tous les futurs gouvernants « le respect qu'ils devaient à la loi, à la liberté et les garanties qu'ils devaient à la vie et dignité du citoyen »<sup>1124</sup>.

Pour sa part, Solari écrivit plusieurs articles dans les journaux à ce sujet. Dans un article paru le 23 juillet, elle déplorait modérément la tournure violente des événements, mais

---

<sup>1121</sup> *El Diario*, La Paz, 10 août 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1122</sup> *El Diario*, La Paz, 26 juillet 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1123</sup> Idem.

<sup>1124</sup> Idem.



considérait que ceux-ci étaient le résultat du manque de volonté du gouvernement d'entendre la « voix du peuple » et notamment « la voix de la Femme bolivienne » :

« Desde las cívicas columnas de EL DIARIO, he defendido los sagrados intereses de la Patria, poniendo en mi labor corazón, espíritu, sinceridad y civismo. Cuando escribía, llevada del fervor patrio, no tenía más horizonte que la fe y era mi anhelo que llegase la hora del triunfo cívico para Bolivia, pero sin sangre, sin violencia, dentro del mejor entendimiento porque creía en la sinceridad de los hombres y esperaba con la ilusión puesta en la mejor de las contiendas espirituales. Desgraciadamente, no se ha escuchado ni se ha querido prestar oídos a la voz del pueblo, a la voz de la Mujer Boliviana, al sentir nacional, noble y puro, que hablaba por mis labios. Hasta ayer fue todo lucha, todo pujanza, todo anhelo de construir una nueva Patria. Esa nueva Patria ya está en pie. Como mujer boliviana, como Presidenta de la noble entidad la Unión Cívica Femenina, lamento todo lo trágico que ha ocurrido para llegar a este noble resultado, que es la gloria de los universitarios, de los estudiantes, de los obreros y de los maestros (...)

Invoco un desarme espiritual efectivo y digno de Bolivia. Un desarme espiritual en el que se aliente el valor de esta etapa de gloria y en el que se demuestre que Bolivia es un gran pueblo de América.

En nombre de Cristo, nuestro Rey y Señor, pido perdón, amor nacional y grandeza para Bolivia libre. »<sup>1125</sup>

La volonté de faire passer ces événements comme une « révolution » et comme le résultat de la « lutte glorieuse du peuple » contre un « despote », se présentait comme un enjeu d'autant plus décisif que le monde entier avait été horrifié par la violence de ces événements. La Bolivie apparaissait ainsi comme un pays de « sauvages » où des foules irrationnelles assassinaient les plus hautes autorités et outrageaient leurs cadavres. C'est la raison pour laquelle il était urgent et nécessaire d'écrire une histoire « glorieuse » et « triomphante » de ces événements, de s'approprier sa signification.

Solari s'essaya à cette tâche dans les journaux. Face à l'horreur que ces événements produisirent chez certains représentants diplomatiques et certainement dans une partie de la presse internationale, Solari les présenta comme un « Miracle Divin », le résultat de la lutte d'un « peuple opprimé » qui agit avec les sentiments et pas avec la tête :

« ...Señores diplomáticos que me escucháis: vosotros sois testigos de que el pueblo de Bolivia ha ido a la sagrada pelea con el corazón y no con el cerebro. Ningún comentario puede herir la dignidad de mi patria diciendo lo contrario. Las naciones hermanas de América saben que la verdad de la revolución pobre, desnuda, desprovista y aún desorientada de dirección, es el marco grandioso de su civismo y de su justicia. Lo único señores, que no podemos negar, es que la revolución de julio de 1946 ha sido un Milagro Divino. Ha sido la cólera de Dios llegada al colmo y vaciada de golpe en el corazón del pueblo boliviano, para destruir un gobierno incalificable por su terror y su desprestigio. El desorden de la Revolución en el sentido de auxilios y emergencias, y

---

<sup>1125</sup> *El Diario*, La Paz, 23 juillet 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

organizaciones inmediatas ha sido enorme; mas, dentro de ese desorden enorme y quizá único están amparado el honor de la Patria, porque de ese desorden ha surgido el alma de la Libertad... »<sup>1126</sup>

On le voit, pour ceux qui célébraient la chute de Villarroel il était urgent de nuancer le tournant violent des événements en les présentant comme inévitables en raison des qualités négatives de Villarroel comme gouvernant, ou encore comme un dessein divin pour « libérer le peuple ». Cette volonté, de la part de l'oligarchie, de s'approprier la signification des événements se manifesta aussi en décembre 1946 avec une polémique entre Solari et Gabriel Moisés, un dirigeant du PIR. Il semblerait que les tensions entre les partis de l'oligarchie et le PIR se soient manifestées très rapidement après la chute de Villarroel. C'était inévitable, étant donné le caractère tellement invraisemblable de leur union au sein du FDA. La raison de la polémique n'est pas très claire, mais Solari réfutait une affirmation du dirigeant du PIR selon laquelle tous les partis avaient été parties prenantes de la chute de Villarroel. Dans un premier article elle affirme qu'elle n'avait pas voulu montrer ses différends avec le PIR auparavant, mais que maintenant elle osait le faire publiquement et qu'elle allait publier bientôt un mémorial sur les événements du 21 juillet<sup>1127</sup>. C'était chose faite trois jours plus tard. Dans un très long article, Solari affirme que la « Révolution du 21 juillet » avait une vocation universelle comme la Révolution Française, et que son objectif premier avait été le renversement du nazi-fascisme<sup>1128</sup>. Elle comparait la « Révolution du 21 juillet » à la Révolution Française, mais aussi à la « Révolution » pour l'Indépendance de la Bolivie. On voit à quel point la signification qu'elle voulait attribuer au renversement de Villarroel était disproportionnellement ambitieuse. L'objectif qu'elle poursuivait avec ce très long mémorial, c'était clairement de nier toute prééminence du PIR, en affirmant que la « révolution » avait été menée par le « peuple » et non par les partis politiques. Pour appuyer ses arguments, elle citait comme référence des livres déjà été publiés au sujet des événements du 21 juillet : *La Cruz de Bolivia*, d'un écrivain espagnol résidant en Bolivie, F. Priegue Romero et qui se voulait une « chronique de la révolution » ; et *El Hombre de Piedra y la Revolución*, de l'écrivain bolivien Alfredo Sanjinés. Dans ces deux livres, le rôle joué par les femmes dans les événements du 21 juillet avait d'ailleurs aussi été mis en valeur.

On le voit, l'oligarchie essayait par tous les moyens de s'approprier la signification des événements de juillet et de nier l'importance de la participation du parti marxiste qu'était le PIR dans ceux-ci.

---

<sup>1126</sup> *El Diario*, La Paz, 6 août 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1127</sup> *El Diario*, La Paz, 15 décembre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1128</sup> *El Diario*, La Paz, 18 décembre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

L'importance des activités menées par Solari et l'UCF ne se limita pas toutefois à la publication d'articles et à des disputes sur la signification des événements. Les membres de l'UCF se rapprochèrent beaucoup du pouvoir.

### **C) Les membres de l'Union Civique Féminine se rapprochent du pouvoir**

Très peu de temps après les événements de juillet, une polémique éclata. On révéla que Villarroel avait eu des espionnes à son service. Très vite, tout le monde s'empessa de chercher à savoir qui étaient ces espionnes. Ce qui nous révèle la proximité que Solari et les membres de l'UCF avaient avec la nouvelle junta de gouvernement, mais surtout à quel point la société les considérait proches du pouvoir et même comme faisant partie du pouvoir, c'est le fait que beaucoup de personnes s'adressèrent à Solari et aux membres de l'UCF pour connaître les noms de ces espionnes. Solari publia à plusieurs reprises des communiqués dans la presse annonçant qu'elle n'avait pas accès à ces listes, qu'un Comité Juridique allait se créer pour traiter cette question, et qu'il était inutile de la solliciter constamment à ce sujet<sup>1129</sup>. En août, Solari adressa un message radiophonique, où elle affirmait que l'UCF, qui représentait « la voix et la pensée de la Femme Bolivienne », serait toujours aux côtés de la junta de gouvernement pour coopérer avec elle et se placer sous ses ordres. Elle qualifiait le service d'espionnage de Villarroel de « Gestapo » et dénonçait le manque de moralité de celles qui s'étaient rabaissées pour accepter ce travail. Elle annonçait que l'affaire de la « Gestapo » allait être traitée par un Comité Juridique intégré par un juriste, un médecin, trois membres de la Croix Rouge, de l'UCF et du professorat. Ce qui signifiait que les membres de l'UCF allaient intervenir et traiter une affaire qui normalement devait être traitée par le Pouvoir judiciaire! Étant donné que les membres de la Croix Rouge étaient en majorité des femmes, ce comité dont on ne connaît pas les membres, allait être composé en grande partie de femmes. Le choix de ce comité était clairement basé sur les groupes ou secteurs qui avaient joué un rôle important dans les événements de juillet et qui donc avaient une légitimité « morale » pour traiter ce sujet.

L'anxiété populaire vis-à-vis de cette question se manifesta à travers la publication d'articles qui réclamaient la publication des noms des espionnes. Ainsi par exemple, les délégués de plusieurs organisations civiques de Santa Cruz telles que le « Comité Tripartito de la Revolución Popular » ou le « Centro Fraternidad Oriental » à La Paz publièrent un article où ils faisaient référence à une information qui avait été publiée dans le journal *Última Hora* selon laquelle des femmes de Santa Cruz auraient joué le rôle d'espionnes du

---

<sup>1129</sup> *El Diario*, La Paz, 31 juillet, 1<sup>er</sup> et 11 août 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

gouvernement. Ils affirmaient ne pas nier la possibilité que des femmes de Santa Cruz et de tous les départements de la Bolivie aient été des espionnes, mais sans accepter que l'on parle en général de « la femme de Santa Cruz » comme une espionne, car cela déshonorait le nom de plusieurs femmes de Santa Cruz qui résidaient à La Paz. Ils demandaient au directeur de *Última Hora* de publier le nom des femmes de Santa Cruz impliquées dans l'espionnage afin que cesse l'anxiété populaire à ce sujet<sup>1130</sup>. De même, plus de mille femmes, dont les membres du Comité Féministe et de l'Athénée Féminin, signèrent un message envoyé à la junte de gouvernement qui exigeait la publication de la liste des espionnes et leur sanction. Elles argumentaient qu'à cause des rumeurs, des personnes honorables étaient victimes des calomnies en raison de querelles ou de rivalités personnelles. Qu'en tant que représentantes d'institutions importantes et d'une majorité des femmes boliviennes, elles voulaient que « l'honneur » et la « dignité féminines » soient sauvegardés et que les femmes espionnes soient sanctionnées<sup>1131</sup>. On ne sait pas si ces listes furent finalement publiées et si effectivement Villarroel avait eu à son service des femmes espionnes.

Ce qui est certain c'est que cette affaire provoqua beaucoup d'anxiété, notamment dans les secteurs sociaux élevés. Ce qui est remarquable c'est le pouvoir qui fut accordé aux membres de l'UCF par la junte de gouvernement, en leur permettant de nommer trois membres dans le comité juridique qui allait traiter cette affaire. Cela signifiait que les sanctions à imposer aux femmes espionnes étaient en partie entre les mains des membres de l'UCF et la société le savait. Les membres de l'UCF allaient exercer un pouvoir judiciaire sans faire officiellement partie du gouvernement jusqu'alors.

En novembre 1946, Hortensia Taboada fut nommée « Sous-secrétaire de la Junte de Gouvernement ». Cet événement, de manière étonnante, est passé complètement inaperçu chez les historiens : aucun livre d'histoire de la Bolivie ne le mentionne. Pourtant, c'est un événement assez impressionnant dans le sens où, même si c'était dans un rôle auxiliaire, subordonné et typiquement « féminin » (sous-secrétaire), jamais aucune femme jusque-là n'avait fait partie d'un gouvernement en Bolivie. Les femmes n'avaient même pas le droit de vote au niveau national. Il était donc assez inimaginable qu'une femme puisse faire partie d'une junte de gouvernement ne serait-ce que dans un rôle auxiliaire et subordonné. L'événement ne passa évidemment pas inaperçu dans la presse de l'époque et Hortensia Taboada fut présentée comme la première femme faisant partie d'un gouvernement en

---

<sup>1130</sup> *El Diario*, La Paz, 6 août 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1131</sup> *El Diario*, La Paz, 15 août 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Bolivie. Une photo d'elle au milieu des membres de la junte de gouvernement fut publiée dans les journaux :



1132

Le fait qu'Hortensia Taboada en vienne à faire partie du gouvernement montre les relations étroites que les membres de l'UCF entretenaient avec la classe politique. Certes, les femmes des classes dominantes avaient toujours eu des relations étroites, familiales ou amicales, avec des hommes politiques au pouvoir, mais ce qui est notable dans ce cas précis c'est que ces relations étroites devenaient des relations politiques et institutionnelles, puisque les femmes de l'UCF exerçaient désormais des charges relevant du pouvoir judiciaire et exécutif, ce qui ne s'était jamais produit auparavant. En nommant Hortensia Taboada, la junte de gouvernement cherchait sans aucun doute à s'approprier la légitimité que cette femme avait acquise : elle avait le halo d'une figure féminine « révolutionnaire » qui s'était « sacrifiée pour la Patrie » ; la presse étrangère l'avait même nommée « Jeanne d'Arc » et « Pasionaria » bolivienne. Il fallait tirer profit de la légitimité de cette image.

Au-delà de sa proximité avec le pouvoir, l'UCF continua ses activités en tant qu'organisation civile. Elle demanda la collaboration du Ministre de l'Éducation pour la création d'universités populaires qui seraient sous le contrôle de celle-ci<sup>1133</sup>. Cela répondait clairement à une volonté de rallier et de contrôler le mouvement ouvrier et les secteurs

<sup>1132</sup> *El Diario*, La Paz, 5 novembre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1133</sup> *El Diario*, La Paz, 28 septembre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1133</sup> *El Diario*

populaires. Par ailleurs, elle organisa en octobre un Congrès de Femmes auquel participèrent l'Athénée Féminin, le Comité Féministe, l'Association des Femmes Universitaires, mais aussi des syndicats de femmes ouvrières et même les dames du corps diplomatique<sup>1134</sup>. L'objectif officiel de ce Congrès était assez vague : que les femmes puissent participer et coopérer à la « pensée de la démocratie »<sup>1135</sup>. Divers sujets d'actualité devaient être traités tels que le suffrage féminin, ainsi que des thèmes qui sonnaient vagues comme « les affaires présidentielles de la République » et « l'unité de la famille bolivienne »<sup>1136</sup>. Un des projets de ce congrès était la création d'un « Front Populaire révolutionnaire » qui devait réunir la « Légion Major Lopera », l'UCF et d'autres organisations « surgies du peuple combattant » afin de mener à bien les « idéaux révolutionnaires »<sup>1137</sup>. Mis à part ces objectifs qui restent assez vagues, on n'a pas d'autres informations sur ce congrès.

Si l'UCF avait toujours voulu se montrer comme une organisation « apolitique » qui ne soutenait ni était affiliée à aucun parti politique et qui était guidée seulement par le « civisme » et le « patriotisme », très rapidement, à l'approche des élections qui allaient se tenir pour choisir le nouveau président, des rumeurs surgirent sur quel serait le candidat que l'UCF soutiendrait. En octobre 1946, un article fut publié dans *El Diario*, intitulé : « La señorita Solari Ormachea apoyaría a un candidato liberal. ¿La Unión Cívica es o no política ? ». Cet article affirmait que Solari avait communiqué à un groupe d'amies que l'UCF soutiendrait le candidat libéral pour la présidence de la République, et il rappelait en même temps que l'organisation avait interdit récemment que l'association ou ses membres puissent participer à la vie politique. L'auteur se demandait si Solari allait être fidèle ou pas à ses principes « apolitiques ». Il est très probable que l'objectif de la diffusion de ces rumeurs ait été de se servir de la légitimité « révolutionnaire » de l'UCF pour faire campagne pour le candidat libéral, car l'UCF ne soutint pas le candidat libéral mais le candidat du Partido de la Unión Republicana Socialista (« PURS »), qui était le plus réactionnaire des partis traditionnels. En effet, en décembre 1946, l'UCF assuma publiquement son soutien au candidat du PURS, Enrique Hertzog en envoyant un message télégraphique à l'épouse de ce dernier, qui fut publié dans la presse. Dans celui-ci, l'UCF affirmait son soutien au candidat en avançant qu'il représentait « les idéaux civiques catholiques de la Femme Bolivienne »<sup>1138</sup>. Les élections présidentielles eurent lieu finalement le 3 janvier 1947 : Enrique Hertzog fut élu président et Mamerto Urriolagoitia vice-président. Peu de temps après l'élection, les membres

---

<sup>1134</sup> *El Diario*, La Paz, 26 octobre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1135</sup> *El Diario*, La Paz, 11 octobre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1136</sup> *El Diario*, La Paz, 27 octobre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1137</sup> Idem.

<sup>1138</sup> *El Diario*, La Paz, 19 décembre 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

de l'UCF envoyèrent un message au nouveau président, qui prônait un cabinet de « Concentration Nationale » réunissant les partis qui avaient fait partie du FDA. Les membres de l'UCF s'obstinaient à se présenter comme « apolitiques » puisqu'à cette occasion Solari affirma que le soutien que l'UCF avait apporté à Hertzog n'avait pas de caractère politique, mais qu'il s'agissait d'un « devoir national » :

« Al felicitarlo por este acontecimiento de gran significación democrática, queremos decirle, una vez más que al apoyar la Unión Cívica Femenina la fórmula presidencial Hertzog - Urriolagoitia hemos tenido presente el imperativo de un deber nacional, no político. Deber que es lógica consecuencia de nuestra labor revolucionaria en su gestación espiritual, al haber inclinado nuestra adhesión moral y cívica al Frente Democrático Antifascista y al haber cooperado con los ideales de esta noble fusión a la liberación de la patria (...) Al subrayar nuestros mejores augurios para su período presidencial de 1947 a 1951, de acuerdo a las sensatas determinaciones de doctas Constituciones nacionales, hemos de pedirle a su ilustre disposición gubernamental que el gabinete que ha de colaborar en el Poder Ejecutivo sea de absoluta concentración nacional. Que esté representado por valores nuevos de significada contextura política, en cuya orientación tenga fe y confianza el pueblo de Bolivia ya que su fervor de hombre culto está imbuido de todas las sanas corrientes de avanzada y de evolución social...»<sup>1139</sup>

Il n'y a pas de doute que l'UCF était depuis ses origines une organisation politique par excellence qui souhaitait le retour à l'ordre oligarchique et qui soutenait par conséquent les partis traditionnels. Malgré le fait d'avoir soutenu publiquement un candidat présidentiel, pour les raisons stratégiques et idéologiques que l'on a déjà étudiées, elle continuait à vouloir présenter son action comme étant en dehors du champ politique.

Le retour au pouvoir des partis traditionnels signifia une tentative de retour à l'ordre oligarchique d'avant-guerre. Cette période de six ans entre 1946 et 1952 a été appelée le « Sexenio » et a été marquée par la répression continue contre le MNR et contre le mouvement ouvrier.

La décennie 1940 fut définitivement celle de la politisation et de la mobilisation des femmes catholiques dans la sphère publique. Non seulement elles réussirent à concilier des réalités qui apparaissaient comme contradictoires aux yeux d'une partie de la population : travail des femmes et rôle primordial de celles-ci dans la vie familiale. L'idéologie qui leur permettait cette conciliation fut celle qui les poussa à se mobiliser dans la sphère publique et

---

<sup>1139</sup> *El Diario*, La Paz, 19 janvier 1947, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

politique pour défendre la famille traditionnelle et l'ordre oligarchique contre un gouvernement qui semblait s'attaquer à ce qu'elles considéraient le plus sacré. Les femmes catholiques jouèrent un rôle de premier plan dans la mobilisation, le discrédit et la chute de Villarroel, rôle qui a été négligé par l'historiographie de la période. Elles poussèrent les femmes féministes à se politiser, et préparèrent ainsi la politisation des femmes dans les années à venir.





# **Chapitre 6 : La politisation des femmes**

## **durant la période du « Sexenio » (1946-1952)**

Les gouvernements d'Enrique Hertzog (1947-1949) et de Mamerto Urriolagoitia (1949-1951) représentèrent la tentative de l'oligarchie de reprendre le pouvoir et de revenir à la période d'avant-guerre, en effaçant toutes les expériences réformistes des gouvernements de Toro, Busch et Villarroel. Cette période de six ans, appelée « Sexenio » se déroula dans un climat de tensions et de grands mécontentements politiques et sociaux, éléments révélateurs de la crise du régime oligarchique. La période fut marquée par une répression féroce de la part du gouvernement contre les mineurs, les ouvriers, et les membres du MNR. Elle fut marquée aussi par plusieurs tentatives de soulèvements révolutionnaires de la part de ce parti. Dans ce contexte tendu, les femmes connurent une politisation croissante en créant des nouvelles organisations politiques féminines, les sections féminines des partis politiques ou en s'intégrant directement à ceux-ci. Si les organisations féministes étaient en déclin, des organisations qui visaient à maintenir des liens avec les femmes d'autres pays surgirent aussi à cette période.

Le Sexenio fut également la période où les femmes votèrent pour la première fois aux élections municipales de 1947 et 1949. Leur participation fut jugée très positive par une grande partie de la population qui acceptait de plus en plus la participation des femmes en politique et qui la considérait comme une avancée importante pour le pays. Dans ce sens, les demandes pour l'élargissement du suffrage féminin aux élections nationales dans les mêmes conditions que les hommes se multiplièrent. Le gouvernement et les partis oligarchiques considéraient cet élargissement urgent et opportun dans un contexte où le MNR connaissait une montée foudroyante de sa popularité. Si la plupart des institutions féminines s'étaient montrées fidèles au gouvernement et manifestaient une opposition virulente au MNR, un grand nombre de femmes des classes moyennes s'était rallié à ce parti dans la clandestinité et contribua à tourner une partie de l'opinion publique en faveur de celui-ci avec une grève de la faim spectaculaire et très médiatisée qui eut lieu un mois avant les élections présidentielles de 1951. En quoi la participation des femmes en politique était-elle devenue un enjeu d'importance dans les luttes entre le gouvernement oligarchique et le MNR ? C'est la question à laquelle on tentera de répondre dans ce chapitre. Dans une première partie, on

étudiera le processus de politisation croissante des femmes dans cette période. Dans une deuxième partie, on analysera la première participation électorale des femmes aux comices municipaux de 1947 et 1949 et les demandes pour l'élargissement du suffrage féminin. Finalement, dans une troisième partie, on étudiera le rôle joué par les femmes dans les affrontements entre le MNR et le gouvernement.

## **I) Une politisation croissante des femmes**

### **A) Des nouvelles organisations politiques féminines**

Le rôle très actif joué par les femmes catholiques dans le discrédit et la chute du gouvernement de Villarroel, que l'on a déjà étudié, avait marqué les esprits de la société bolivienne. Les femmes s'étaient impliquées en politique, et pour une partie de la population, elles l'avaient fait d'une manière positive<sup>1140</sup>. Au début du Sexenio elles apparaissaient comme les femmes ayant réussi à défendre la « famille bolivienne » et à la protéger d'un gouvernement « nazi-fasciste » et « totalitaire ». Que les femmes agissent en politique était donc désormais une nouvelle réalité perçue de manière positive. D'autant plus que leur participation en politique avait été déjà légitimée officiellement par le pouvoir au moment où les femmes obtinrent le droit de vote pour les élections municipales. Ainsi, tant au niveau politique que social, la participation des femmes en politique était une nouvelle donne de plus en plus acceptée par la population, mais aussi par les femmes elles-mêmes qui commencèrent à créer des nouvelles organisations politiques féminines, ou bien des sections féminines de partis politiques. La période de 1946 à 1952 est ainsi une période de floraison d'organisations politiques féminines et de politisation croissante des femmes.

L'une des premières organisations politiques féminines à se fonder après la chute de Villarroel, en mars 1947<sup>1141</sup>, fut le Centre Libéral Féminin (« Centro Liberal Femenino »), qui était la section féminine du Parti Libéral, l'un des partis traditionnels de l'oligarchie. Quelques mois plus tard, en mai et juin, furent fondées d'autres organisations politiques féminines qui eurent peut-être une durée de vie éphémère car on a très peu d'informations sur elles : le Centre Politique de Femmes Socialistes, dont la Présidente était Elodia B. de Lijerón, enseignante et féministe (mère de Marina Lijerón); le Front Unique de Femmes (« Frente Único de Mujeres ») dont l'objectif était « d'améliorer l'attention accordée aux

---

<sup>1140</sup> Le gouvernement voulut même leur octroyer le « Cónдор de los Andes », la décoration la plus importante et élevée de l'État bolivien ; l'équivalente de la Légion d'Honneur en France. *El Diario*, La Paz, 15 mars 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1141</sup> *El Diario*, La Paz, 2 mars 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

droits de la femme et de l'enfant dans le but de déclencher un vaste mouvement social »<sup>1142</sup> ; la Section Féminine de la Fédération Sioniste de Bolivie (« Sección Femenina de la Federación Sionista de Bolivia ») qui visait à la « défense du sionisme »<sup>1143</sup> ; la Section Féminine du PURS (« Sección Femenina del Partido de la Unión Republicana Socialista ») fondée en juillet de la même année<sup>1144</sup>, l'un des autres partis traditionnels de l'oligarchie. En septembre 1948 fut même fondé le premier parti politique féminin du pays intitulé Union Progressiste de Femmes (« Unión Progresista de Mujeres »). L'une de ses fondatrices était Etelevina Villanueva qui, comme on l'a vu aux chapitres antérieurs, avait été la fondatrice et présidente de la Légion Féminine dans les années 1930 et la dirigeante du Service Auxiliaire Féminin. Il est probable qu'il ait eu une durée de vie assez éphémère aussi car l'on dispose de très peu d'informations sur lui. Il s'agissait d'un parti politique affilié à des organisations de femmes internationales telles que la Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté et la Fédération de Femmes des Amériques (fondée à Guatemala en 1947). Etelevina Villanueva avait déjà fondé en 1945 une organisation de femmes vouée à établir et maintenir des liens avec des femmes des Amériques : le Groupe Social et Culturel Interaméricain de Femmes (« Agrupación Social Cultural Interamericana de Mujeres ») dont on parlera aussi plus en détail ultérieurement. Cette organisation existait encore lorsqu'Etelevina fonda l'Union Progressiste de Femme ; on peut supposer alors que ce parti était le versant politique de la première organisation. L'Union Progressiste de Femmes affichait un programme avec des objectifs politiques. Ainsi, dans ses principes elle affirmait sa conviction « qu'il était du devoir de l'État de garantir la défense socio-juridique et économique de la femme, en assurant son plein développement spirituel et matériel » et que « la libération et les revendications féminines se trouvaient dans le libre exercice de leurs droits civils et politiques dans les mêmes conditions que les hommes »<sup>1145</sup>. De même, l'organisation « proclamait la doctrine socialiste comme le principe d'une organisation sociale juste et rénovatrice », elle « dénonçait la violence comme système politique et déclarait son adhésion à la paix universelle » ; l'une de ses finalités était « de coopérer au progrès social », et pour cela elle se donnait comme objectif « d'étudier les lois positives de protection et de défense de la famille, l'éducation et le travail », ainsi que de « rechercher l'union et la fraternité féminines » car elles accordaient une très grande importance à une vision de femmes « sans distinctions de classes, crédos ou

---

<sup>1142</sup> *El Diario*, La Paz, 31 mai 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1143</sup> *El Diario*, La Paz, 10 juin 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1144</sup> *El Diario*, La Paz, 4 juillet 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1145</sup> *El Diario*, La Paz, 11 septembre 1948, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

rares »<sup>1146</sup>. On n'a pas d'autres informations sur ce parti mis à part le fait qu'il organisa des conférences pour présenter les bilans de congrès internationaux de femmes. C'est le cas par exemple du Premier Congrès Interaméricain de Femmes réalisé au Guatemala en août 1947, convoqué par la Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté dont on parlera plus tard.

Parmi toutes ces organisations, l'une des plus actives fut le Centre Libéral Féminin qui commença à participer à toutes les Assemblées du Parti Libéral. Ses idéaux, telles qu'elles les décrivaient, étaient « l'exaltation des sentiments patriotiques, de la famille et du travail » qui constituaient « les bases de la civilisation »<sup>1147</sup>. Comme on le verra plus tard, ce fut l'une des organisations qui plaida le plus pour le suffrage féminin au niveau national dans les mêmes conditions que les hommes. Plusieurs articles furent publiés dans le journal *El Diario* au sujet de cette organisation, et à travers elle, sur l'importance qu'avait la participation des femmes dans la politique. Cette participation était toujours vue sous un prisme de genre. Les femmes apparaissaient comme des éléments positifs dans la politique car elles apportaient des valeurs que les hommes n'avaient pas. Même si la plupart du temps la participation des femmes en politique était valorisée sous le prétexte qu'elles apporteraient du « sentiment » à la politique (alors que les hommes étaient placés du côté de la « raison »), dans un très grand nombre d'articles la participation des femmes en politique est mise en valeur parce qu'elles apportaient une « discipline » et une « modération » que les hommes n'avaient pas. Dans ce sens, elles étaient placées du côté de la « raison » alors que les hommes étaient placés du côté des « passions », dans une inversion des attributs de genre assez atypique et intéressante. C'est ce que l'on constate dans cet extrait d'article qui, en célébrant l'anniversaire du Centre Libéral Féminin, vante la participation des femmes en politique dans ces termes:

« ...Las mujeres que los últimos tiempos se han colocado en un plano elevado de responsabilidad, multiplicando sus deberes y obligaciones, es pues lógico que aspiren también a disfrutar de iguales derechos que los hombres en el manejo de la cosa pública, con la ventaja que a ellas no les dominan aún las pasiones fuertes que a aquellos... »<sup>1148</sup>

Dans cet autre discours célébrant encore une fois l'anniversaire du Centre Libéral Féminin quelques années plus tard, l'une de ses membres souligna l'importance qu'avait prise la participation des femmes en politique et à quel point l'intérêt pour la « chose publique », ce qu'elle appelle « le devoir envers la Patrie », devait être permanent pour les femmes. Elle en

---

<sup>1146</sup> Idem.

<sup>1147</sup> *El Diario*, La Paz, 2 mars 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1148</sup> *El Diario*, La Paz, 3 mars 1948, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

profite ainsi pour démarquer leurs actions de celles des féministes en affirmant qu'elles cherchaient l'égalité à un « niveau supérieur » :

« Así, este centro político femenino, que es la obra de estas mujeres admirables, que han sabido conquistar tras largo esfuerzo, un punto de apoyo en la realidad actual, va dejando pruebas de su obra fecunda en bien de nuestra adolorida patria.

Una nueva etapa se abre ante nosotras; la vida de la mujer se ha transformado en los últimos años, ha adquirido también mucha influencia en la vida política del país, vemos que en vez de buscar la igualdad de los sexos en un plano bajo, lo buscamos en niveles superiores; es necesario que la mujer se eleve hasta un punto que el deber con la patria le sea una necesidad y un anhelo permanente. »<sup>1149</sup>

On est loin des discours de l'Union Civique Féminine des années précédentes, que l'on a étudié au chapitre antérieur, où tout caractère politique de l'intervention des femmes dans la sphère publique était nié. Désormais les femmes assumaient complètement leur intervention en politique et la présentaient comme une avancée. La nouvelle intervention des femmes en politique ne manqua pas d'être soulignée dans la presse et plusieurs entretiens furent réalisés avec des femmes connues de l'opinion publique pour leurs activités publiques, mais aussi désormais politiques. Ainsi, on interviewa plusieurs femmes affiliées à des partis politiques, pour qu'elles donnent leur avis sur le concept des droits humains et sur la participation des femmes dans les activités politiques du pays. María Luisa Sánchez Bustamante, fondatrice et présidente de l'Athénée Féminin, fut interviewée en sa qualité de membre du PIR. Elle affirma entre autres, que les femmes devaient s'unir pour l'obtention de leurs droits<sup>1150</sup>. Pour sa part, Graciela Aparicio de Rodo, membre du Parti Libéral, affirma que les femmes devaient intervenir dans toutes les activités humaines, mais de manière mesurée, sans perdre leurs places de « reines du foyer » (« señora del hogar »)<sup>1151</sup>. Pour sa part, Etelevina Villanueva, présentée comme appartenant au Parti Social-Démocrate, affirma que les femmes devaient exercer tous les droits et qu'il fallait qu'elles s'organisent dans des partis politiques féminins pour étudier, analyser et résoudre leurs problèmes politiques et civils<sup>1152</sup>. Elodia B. de Lijerón, membre du PURS, déclara qu'il suffisait d'affirmer dans la Constitution que les femmes avaient les mêmes droits que les hommes pour que les bénéfices

---

<sup>1149</sup> *El Diario*, La Paz, 3 mars 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1150</sup> *El Diario*, La Paz, 27 janvier 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1151</sup> *Idem*.

<sup>1152</sup> *El Diario*, La Paz, 20 février 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

soient tangibles dans la société<sup>1153</sup>. D'autres articles de presse parlaient du rôle joué par les femmes dans la politique de manière élogieuse. Ils affirmaient par exemple que les femmes intervenaient en politique de manière disciplinée, responsable, patriote sans laisser de côté leurs devoirs au sein du foyer et leur mission de rendre service à autrui<sup>1154</sup>. La participation des femmes en politique était donc une nouvelle réalité que la société commençait à accepter majoritairement de bon gré. Les femmes elles-mêmes intégrèrent des partis politiques, créèrent les sections féminines de ceux-ci ou encore des partis politiques féminins assumant et revendiquant totalement la légitimité de leur intervention en politique. Les élections municipales de 1947 et 1949 furent l'occasion pour les femmes de voter et de participer en politique pour la première fois comme on va le voir par la suite. La répression contre le MNR et les tentatives de soulèvement et de prise du pouvoir de ce parti furent l'occasion pour les femmes de fonder de nouvelles organisations politiques et de se politiser encore plus comme on va le voir ultérieurement. La période du Sexenio fut ainsi une période de politisation croissante des femmes et d'acceptation de l'intervention des femmes en politique par la société.

En même temps qu'un nombre croissant d'organisations politiques de femmes surgissait pendant le Sexenio, des organisations de femmes vouées à la création de liens avec les femmes du continent américain furent aussi créées pendant cette période.

## **B) Des nouvelles organisations de femmes à caractère international**

Même si les liens des Boliviennes avec les femmes du continent ne furent pas aussi denses et importants dans les années 1940 que dans les années 1930, la période du Sexenio fut un temps de resurgissement d'organisations féminines vouées à établir et maintenir des liens avec les femmes du continent américain. La première organisation à être fondée dans ce sens fut le Groupe Social et Culturel Interaméricain de Femmes fondé par Etelevina Villanueva, que l'on a déjà mentionné. Il s'agissait d'une organisation similaire à la Légion Féminine tant par ses objectifs que par sa structure internationale. L'organisation présenta un programme d'objectifs aux candidats aux élections présidentielles de janvier 1947. Ces objectifs étaient, entre autres : les droits civils et politiques pour les femmes sans restrictions, l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, de l'aide aux femmes qui travaillent, l'assistance aux femmes paysannes et aux travailleuses des mines, l'interdiction du travail nocturne ou exigeant un grand effort physique, la sécurité sociale obligatoire, la législation juridique et

---

<sup>1153</sup> Idem.

<sup>1154</sup> *El Diario*, La Paz, 26 février 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

sociale pour les femmes travailleuses, de l'aide aux mères célibataires, la protection des mères et des enfants, la création de crèches pour les femmes travailleuses, la défense juridique et sociale des enfants illégitimes, la reconnaissance des droits de l'enfant, les enquêtes de paternité, le droit à la maternité, la lutte contre l'alcool et les vices, l'organisation de réunions annuelles entre féministes et syndicats féminins, la création d'écoles techniques et d'écoles nocturnes pour les femmes, la création d'universités populaires, la formation professionnelle pour les femmes de ménage, le développement de la culture, etc.<sup>1155</sup> Comme son prédécesseur, la Légion Féminine des années 1930, le Groupe Social et Culturel Interaméricain de Femmes insistait sur les droits sociaux des travailleuses et la protection des femmes et des enfants, en plus des demandes féministes comme l'égalité des droits civils et politiques. L'organisation avait une revue intitulée *Unidad* qui commença à circuler en mai 1946 et où étaient publiés des travaux littéraires de femmes boliviennes comme de femmes d'autres pays<sup>1156</sup>. L'organisation comptait aussi avec une filiale dans la ville de Santa Cruz, dirigée par Adriana Coímbra<sup>1157</sup>. Les membres de l'organisation maintenaient une correspondance importante avec les organisations de femmes américaines et les organisations internationales, ce qui leur permit d'être invitées à participer de la Conférence qui réunit la « Commission de la Condition Juridique et Sociale de la Femme » en février 1947 à Lake Success à New York, peu de temps après la création de l'Organisation des Nations Unies. Elles furent aussi invitées au Premier Congrès Interaméricain de Femmes qui, réalisé au Guatemala en août 1947, fut convoqué par la Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté et organisé par l'Union Démocratique des Femmes du Guatemala. Ce congrès aborda plusieurs thèmes tels que les armes et le pouvoir nucléaire, le mouvement en faveur de la démocratie, les relations entre les Amériques, l'immigration, les réfugiés et les victimes de la guerre, et les droits civils et politiques des femmes ; des thèmes qui comme on le voit n'étaient pas ceux qui étaient considérés comme traditionnellement « féminins ». Le Groupe Social et Culturel Interaméricain de Femmes de Bolivie participa à ces deux congrès en y envoyant des communications<sup>1158</sup>.

En novembre 1948, l'association organisa une Convention de Femmes réunissant les organisations de femmes de toute la Bolivie. Ce n'était pas la première fois qu'une convention de femmes se réunissait dans le pays. La première avait eu lieu en 1929, et avait

---

<sup>1155</sup> *El Diario*, La Paz, 14 décembre 1946, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1156</sup> *El Diario*, La Paz, 9 mai 1946, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1157</sup> *El Diario*, La Paz, 26 février 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1158</sup> Idem.



été convoquée par l'Athénée Féminin. Comme on l'a vu, celle-ci fut un échec car les femmes syndicalistes se retirèrent en protestant de la Convention et en affirmant que les féministes étaient des complices des curés. De même, comme on l'a vu, en novembre 1936 se réunit une convention féminine convoquée par la Légion Féminine, qui fut un échec également en raison de la division qu'elle provoqua entre les membres socialistes de l'organisation et celles qui défendaient l'Église Catholique. En novembre 1944, se réunit également à La Paz une Convention féminine organisée par la Fédération de Sociétés Culturelles Féminines qui réunissait la plupart des organisations culturelles féminines de l'époque. À cette convention participèrent la plus grande partie des organisations de femmes du pays telles que l'Athénée Féminin, la Croix Rouge, la Société de Bienfaisance de Femmes, toutes les organisations catholiques féminines dont la Fédération d'Employées Catholiques, l'Association de Femmes Universitaires, le Service Auxiliaire Féminin, mais aussi la plus grande partie des syndicats féminins, etc. La Convention dura une semaine et fut intitulée « La Semaine de la Culture Féminine ». Ce fut peut-être la seule Convention féminine du pays qui se déroula sans disputes entre les assistantes, peut-être parce que chaque jour des thèmes différents étaient traités exclusivement par les organisations qui se spécialisaient dans ces thèmes. Ceux-ci étaient entre autres : l'Assistance Sociale, l'Hygiène et la Prévision Sociales, le Travail des Femmes, les Problèmes d'Éducation, la Littérature et les Arts, les Droits Civil et Politiques des Femmes<sup>1159</sup>. Les femmes dans cette Convention abordèrent aussi la question maritime de la Bolivie<sup>1160</sup>. La Fédération de Sociétés Culturelles Féminines annonça que toutes les femmes pouvaient s'exprimer dans leur langue maternelle, que ce soit l'aymara ou le quechua, et qu'elles seraient écoutées sans distinctions de classes sociales<sup>1161</sup>. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles, pour la première fois, les syndicats féminins ne se retirèrent pas de la Convention. D'ailleurs, en décembre 1944, la Fédération Ouvrière Syndicale envoya un parchemin à la Fédération de Sociétés Culturelles Féminines au nom de toutes les classes travailleuses de La Paz et signé par de très nombreux syndicats masculins et féminins, pour « l'intelligence » avec laquelle fut menée la « Semaine de la Culture Féminine » qui sut interpréter « les aspirations des classes majoritaires du pays »<sup>1162</sup>. Ce ne fut pas ce qui arriva lorsqu'en novembre 1948 le Groupe Social et Culturel Interaméricain de Femmes convoqua à la « Convention Régionale Féminine », qui devait traiter des thèmes comme les problèmes de la mère et de l'enfant, les problèmes de la paix et de l'indépendance nationale, les problèmes

---

<sup>1159</sup> *La Calle*, La Paz, 8 novembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1160</sup> *La Calle*, La Paz, 28 novembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1161</sup> *La Calle*, La Paz, 15 novembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1162</sup> *El Diario*, La Paz, 12 décembre 1944, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

des femmes en lien avec le travail, l'éducation, la santé et le repos<sup>1163</sup>. À peine la Convention réunie, plus de 24 déléguées des syndicats de couturières, de tailleuses, des cuisinières, etc., se retirèrent du Congrès parce que la Direction du Groupe Social et Culturel Interaméricain de Femmes s'était opposée à ce que plusieurs des communications des femmes syndicalistes soient prises en compte<sup>1164</sup>. On n'en sait pas plus sur l'issue de ce Congrès et cette dispute, mais il semblerait que cet échec signifia la fin de l'organisation car on n'a trouvé aucune autre information d'elle dans les années suivantes.

Vers la fin des années 1940, la Commission Interaméricaine des Femmes reprit contact avec les féministes boliviennes après presque une décennie sans beaucoup d'échanges entre cette organisation et les Boliviennes. Ainsi, en juillet 1947 Minerva Bernardino, la nouvelle présidente de la CIM à l'époque, envoya une lettre à Ana Rosa Tornero pour l'inviter à organiser en Bolivie un Comité de Coopération Interaméricain avec la CIM. Une assemblée réunissant toutes les institutions féminines de La Paz se réunit pour organiser ce Comité, qui s'intitula Commission Interaméricaine des Femmes en Bolivie et qui en 1949 réunissait 28 organisations féminines<sup>1165</sup>, dont l'Athénée Féminin, l'Association de Femmes Universitaires, toutes les organisations catholiques féminines, la Société de Bienfaisance de Dames, etc<sup>1166</sup>. En 1951, l'organisation comptait avec une filiale à Sucre<sup>1167</sup>. Comme on l'a déjà vu, une fois que Doris Stevens avait quitté l'organisation en 1938, la CIM avait perdu son caractère féministe, et était devenue une organisation qui, même si elle s'occupait toujours de la condition juridique des femmes dans les pays de l'Union Panaméricaine, se concentrait de plus en plus sur des activités typiquement « féminines » et culturelles. Ainsi, en suivant ces lignes, la Commission Interaméricaine des Femmes de Bolivie avait comme premiers projets, l'organisation d'une colonie de vacances pour les femmes ouvrières afin « d'élever leur niveau de culture »<sup>1168</sup>, mais aussi l'organisation d'un concours pour élire la « Mère bolivienne la plus remarquable »<sup>1169</sup>. Des activités qui ne remettaient pas du tout en question les rôles attribués aux femmes et qui montrent à quel point l'organisation n'était pas

---

<sup>1163</sup> *El Diario*, La Paz, 13 novembre 1948, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1164</sup> *Idem*.

<sup>1165</sup> *El Diario*, La Paz, 18 juillet 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1166</sup> *El Diario*, La Paz, 7 septembre 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1167</sup> *El Diario*, La Paz, 24 septembre 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1168</sup> *El Diario*, La Paz, 18 juillet 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1169</sup> *El Diario*, La Paz, 20 avril 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

motivée par des objectifs féministes, ce qui s'explique aussi par la composition des organisations dont la plupart n'étaient pas féministes. Sur un plan plus politique et diplomatique, la Commission Interaméricaine des Femmes de Bolivie envoya en septembre 1950 un « Message de la Femme Bolivienne aux Femmes d'Amérique » dans lequel elle enjoignait les femmes d'Amérique à faire pression sur leurs gouvernants afin qu'ils demandent la « réintégration » maritime de la Bolivie<sup>1170</sup>. Un mois plus tard, une écrivaine équatorienne, María Luisa Calla, répondit au message en affirmant le soutien des femmes équatoriennes pour la cause maritime bolivienne<sup>1171</sup>. On n'a pas trouvé d'autres informations sur les activités de la Commission Interaméricaine des Femmes de Bolivie, mis à part le fait qu'elle envoya des déléguées aux Assemblées de la CIM : Maria Josefa Saavedra, Marina Montes Rada et Marina Lijerón participèrent à l'Assemblée qui eut lieu en août 1949 à Buenos Aires<sup>1172</sup> (où Eva Perón fut nommée présidente d'honneur), et Emiliana Cortez et Alicia Pizarro participèrent à l'Assemblée qui eut lieu en juin 1951 à Santiago du Chili<sup>1173</sup>. La presse bolivienne s'occupa beaucoup de ces deux assemblées, et notamment de celle qui eut lieu à Buenos Aires.

Cependant, les femmes boliviennes n'établirent pas que des liens avec les femmes du continent américain pendant cette période, elles les tissèrent aussi avec les femmes de l'Espagne franquiste. En effet, en mai 1951 des déléguées boliviennes se rendirent au Premier Congrès Hispano-Américain de Femmes à Madrid, organisé par la Section Féminine de la Phalange Espagnole dirigée par Pilar Primo de Rivera. Ce Congrès eut lieu dans un contexte où l'Espagne de Franco, qui avait très peu de représentants dans les organismes occidentaux et une influence internationale presque nulle, cherchait à contrebalancer cette situation<sup>1174</sup>. Ainsi, surgit le nouveau projet d'une Communauté Hispanique des Nations qui cherchait à rétablir les liens culturels avec les pays hispaniques sur la base du catholicisme et de « l'héritage commun »<sup>1175</sup>. L'Espagne se voulait « le pont » entre l'Amérique ibérique et l'Europe. C'est ainsi que fut fondé en 1945 l'Institut de Culture Hispanique à Madrid pour le développement des liens culturels<sup>1176</sup>. La Communauté des Nations se définissait comme anticommuniste, antilibérale et anti-impérialiste. Des voyages, des échanges, des bourses et

---

<sup>1170</sup> *El Diario*, La Paz, 7 septembre 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1171</sup> *El Diario*, La Paz, 18 octobre 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1172</sup> *El Diario*, La Paz, 25 juillet 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1173</sup> *El Diario*, La Paz, 8 juillet 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1174</sup> TESSADA S. Vanessa, « Fronteras de la Comunidad Hispánica de Naciones. El Aporte de la Sección Femenina de Falange y su proyección en Latinoamérica », *ILCEA* (revue en ligne), n°18, juillet 2013.

<sup>1175</sup> *Idem*.

<sup>1176</sup> *Idem*.

des congrès furent organisés afin d’asseoir l’influence culturelle de l’Espagne sur l’Amérique hispanique<sup>1177</sup>. La Section Féminine de la Phalange contribua beaucoup à la mise en place de cette Communauté de Nations, ce qui a été très peu étudié par l’historiographie<sup>1178</sup>. Le concept d’« Hispanité » était beaucoup utilisé dans le discours idéologique de la Section Féminine, qui s’appuyait toujours sur la figure d’Isabelle la Catholique. Cette figure était un symbole de force, perfection, obéissance, ainsi que de l’entente entre l’État et la religion<sup>1179</sup>. Ainsi, en honneur au cinquième centenaire de la naissance d’Isabelle la Catholique, la Section Féminine de la Phalange organisa le Premier Congrès Hispano-Américain de Femmes à Madrid en 1951. Plusieurs représentantes boliviennes se rendirent à ce congrès : Rosa Nava de Mendoza López; qui avait été élue conseillère municipale en 1949 et Présidente du Conseil Municipal en 1951, Zoila Viganó, ancienne présidente de l’Union de Femmes d’Amérique en Bolivie, Dolores Ruck de Mendoza, Mercedes Mier de Arce, Bertha Villegas et Aida Aguirre<sup>1180</sup>. La Déclaration de Principes du Congrès prônait l’importance de la religion dans l’éducation féminine, l’indissolubilité du mariage comme unité fondamentale de la société, la reconnaissance des cultures indigènes et le rôle fondamental que les femmes jouaient dans la société à travers les services à autrui et la religion<sup>1181</sup>. La tenue de ce congrès eut beaucoup de répercussion dans la presse bolivienne. On mentionna le fait que Pilar Primo de Rivera avait accordé plusieurs bourses d’études pour l’assistance sociale et d’autres disciplines à des femmes hispano-américaines<sup>1182</sup>. On souligna aussi le fait que Rosa Nava de Mendoza López, qui était la présidente de la délégation bolivienne, avait été placée dans les sièges d’honneur aux côtés de Franco, de son épouse Carmen Polo de Franco, de Pilar Primo de Rivera, et que le discours qu’elle prononça pour clôturer le Congrès lui valut les applaudissements chaleureux de tous les assistants<sup>1183</sup>. Après cet événement elle fut reçue à la Mairie de Madrid avec la délégation de femmes boliviennes pour porter un message que la Municipalité de La Paz envoyait à son homologue, affirmant les liens historiques et culturels qui unissaient l’Amérique à l’Espagne<sup>1184</sup>.

---

<sup>1177</sup> Idem.

<sup>1178</sup> Idem.

<sup>1179</sup> Idem.

<sup>1180</sup> *El Diario*, La Paz, 27 avril 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1181</sup> TESSADA S. Vanessa, « Fronteras de la Comunidad Hispánica de Naciones. El Aporte de la Sección Femenina de Falange y su proyección en Latinoamérica », *ILCEA* (revue en ligne), n°18, juillet 2013.

<sup>1182</sup> Idem.

<sup>1183</sup> *El Diario*, La Paz, 27 mai 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1184</sup> *El Diario*, La Paz, 8 juillet 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

## En la Alcaldía de Madrid, ha Sido Recibida La Presidenta Municipal de La Paz

o a su va-  
a la des-  
ja como  
el 15 de  
o para la  
adros de  
lo en la  
mpoce de  
ento que  
o, pasado  
rá curso  
ninguna  
otro tra-  
brándose  
intereses

ncacion.  
omision  
se re-  
35 del  
e mar-  
nta la  
e 1941,  
miem-  
orga-  
ndada  
ta.  
Estado  
nda y  
do de  
to del  
e Go-

La delegación femenina de Bolivia que ha concurrido al Congreso Hispanoamericano de la Mujer, celebrado en Madrid, ha tenido un desempeño destacado en aquel certámen que ha congregado más de 300 damas de España y América. Dicha delegación presidida por la señora doña Rosa Nava de Mendoza López, presidenta del Honorable Concejo Municipal de La Paz, ha sido integrada por las señoras Paz Castillo de Mendieta, Bertha Villegas de Patiño, Aida Aguirre de Méndez, Zoila Viganó de Antezana Paz, Lola Ruck de Mendoza y Mercedes Mier de Arce, fuera de las damas bolivianas residentes en España y estudiantes como las señoras doña María Luisa Salinas Vega de Siles, doña Graciela Mendieta de Serrano, María Esther Serrano, Beatriz Schulse Arana, Georgette Valdez, Cecilia Caballero Tamayo y otras que han representado dignamente a Bolivia en ocasión tan ponderada y que llamó justamente la atención de los centros de cultura europea.

La presidenta de la delegación señora Nava de Mendoza López mereció el honor de pronunciar el discurso de clausura del Congreso.



De pie de izquierda a derecha: Doña Aida Aguirre Achá de Méndez, Dña. Mercedes Mier de Arce, Dña. Bertha Villegas de Patiño y Dña. Paz Castillo Nava de Mendieta .  
Sentadas: Dña. Lola Ruck de Mendoza, Dña. Graciela Mendieta de Serrano, Dña. Pilar Primo de Rivera, Dña. Rosa Nava de Mendoza López y Dña. Zoila Viganó de Antezana Paz.  
En primera fila, y a la derecha: Dña. Georgette Valdez Hertzog .

Por cuanto:— Esta es una oportunidad propia para saludar delegaciones femeninas califica-

El día de ayer  
dente de Tupiza  
Chiclas, el sig  
"La Sociedad  
piza" fundada  
de 1950 con el  
llevar adelante  
favor del pro  
el bienestar  
cuyo centro  
y geográfico  
una reunion  
da el 3 de  
rar definitiv  
gimno ante  
un nuevo B  
nado "Chic  
terminacio  
por a s  
miembros.  
tes hijos d  
de su prog  
Gomez, E  
tonio Pi  
Hernán C  
inza, An  
Vargas, I  
ronel H  
gundo p  
coordin  
arrollad  
por des  
patizan  
desenv  
a conse

1185

À son retour en Bolivie et après avoir reçu une décoration du Pape pour ses activités<sup>1186</sup>, Rosa Nava de Mendoza fonda à La Paz en février 1952 le Cercle Féminin de Culture Hispanique de Bolivie (« Círculo Femenino de Cultura Hispánica de Bolivia »). Ce type d'institution, dépendante des Instituts de Culture Hispanique locaux, était l'organe principal à travers lequel ce Congrès visait à développer et à encourager la « culture hispanique » chez les femmes d'Amérique<sup>1187</sup>. À travers cette institution, les liens créés entre la Section Féminine de la Phalange et les boliviennes dans ce Congrès étaient censés continuer et se développer.

Les années du « Sexenio » ne furent pas seulement une période de développement d'organisations politiques féminines et de resurgissement de liens avec les femmes d'autres pays, ils furent aussi les années où les femmes exercèrent pour la première fois leur droit au suffrage dans les élections municipales, ce qui contribua encore plus à leur politisation.

<sup>1185</sup> Idem.

<sup>1186</sup> *El Diario*, La Paz, 20 octobre 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1187</sup> TESSADA S. Vanessa, « Fronteras de la Comunidad Hispánica de Naciones. El Aporte de la Sección Femenina de Falange y su proyección en Latinoamérica », *ILCEA* (revue en ligne), n°18, juillet 2013.

## **II) La première participation électorale des femmes : les élections municipales de 1947 et 1949 et les demandes d'élargissement du suffrage féminin**

### **A) La préparation pour les comices<sup>1188</sup>**

Les élections municipales auxquelles les femmes participèrent pour la première fois eurent lieu en décembre 1947 et 1949.

Les élections de 1947 furent très importantes historiquement pour deux raisons : l'élection démocratique de gouvernements municipaux après 15 ans d'interruption et la participation des femmes en tant qu'électrices, éligibles et membres des jurys électoraux.

L'histoire municipale en Bolivie est marquée par l'instabilité, par les changements dans le pouvoir des municipalités et par les modes d'élection de leurs membres. Cette histoire est due à une tension permanente entre des processus de décentralisation et de centralisation. À partir du XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'aux gouvernements militaires de Toro et Busch, les conseillers municipaux et les maires exerçaient des charges *ad honorem*, c'est-à-dire sans aucune rétribution monétaire. Les membres des municipalités étaient élus pour leur prestige et leur honorabilité au sein de la communauté. Le gouvernement de Toro réalisa des réformes importantes. D'après celles-ci, le maire devait recevoir un salaire et être élu par un Collège Électoral. Le Conseil municipal devait être composé de membres des Chambres d'Industrie, de la Fédération Ouvrière, des collèges professionnels, et de la Ligue de propriétaires. Les responsabilités concernant la santé publique et l'éducation ne dépendaient plus des municipalités mais de l'administration centrale. Dans la Convention de 1938 furent introduites d'autres réformes, appliquées en 1942 avec la promulgation de la Loi organique des municipalités, qui établissait que l'élection des conseillers municipaux devait se faire à travers le système des « listes incomplètes », et que le maire devait être désigné par le Président de la République. En 1945, cette modalité fut modifiée : le maire devait désormais être choisi par le Conseil municipal parmi trois personnes désignées. Le Président devait approuver cette élection. Le gouvernement d'Enrique Hertzog maintint ce schéma électoral mais le maire devait désormais être élu par le Conseil Municipal pour une période de deux ans et les conseillers municipaux par suffrage populaire, ce qui instaurait l'autonomie municipale, car, depuis 15 ans, les conseillers municipaux étaient élus par le Pouvoir Exécutif.

---

<sup>1188</sup> Une grande partie des informations sur la participation électorale des femmes aux élections municipales de 1947 et 1949 provient de REVOLLO QUIROGA, Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939 – 1949)*, Eureka Ediciones, La Paz – Bolivia, 2001.

Les élections de 1947 se réalisèrent dans un climat de crise politique où l'image du gouvernement avait été fortement détériorée. Il s'agissait alors, pour ce dernier, de tourner à son avantage cette participation démocratique mais aussi de mesurer le vrai poids des partis politiques opposants.

La présence de femmes aux élections provoqua beaucoup d'expectatives au sein de la société. Certains considéraient que les connaissances pratiques des femmes dans le domaine du foyer leur seraient utiles dans les municipalités qui étaient vues comme une « grande maison » où l'hygiène, l'ordre et la bonne administration étaient primordiaux. Comme l'affirme Marcela Revollo Quiroga : « En cuanto a la administración comunal, significaba incorporar en ella la intuición y la experiencia cotidiana femenina, bajo el criterio de que las mujeres eran más aptas para resolver las necesidades domésticas de la población... »<sup>1189</sup> L'on considérait également que les femmes serviraient d'élément modérateur des élections qui étaient le plus souvent marquées par la violence et la corruption. La présence des femmes permettrait ainsi d'éviter les vices électoraux, en « humanisant » et en « moralisant » les pratiques électorales. En outre, les femmes devaient faire la preuve de leurs capacités et de leur responsabilité dans ces élections car, comme on l'a vu, les députés de 1945 leur avaient accordé le droit de vote comme un « test ». Elles devaient donc passer cette épreuve en démontrant qu'elles étaient bien préparées à participer aux comices.

Les élections municipales auraient dû avoir lieu avant décembre 1947, mais elles furent reportées jusqu'en décembre, car le Parlement n'avait pas encore validé les réformes constitutionnelles de 1945 ; cela provoqua un retard quant aux inscriptions des femmes dans les registres civiques<sup>1190</sup>. Ces derniers furent ouverts exclusivement pour elles en octobre 1947<sup>1191</sup>. D'après le décret du 3 octobre de cette année, les femmes voteraient dans les mêmes conditions que les hommes. Pour ce faire, elles devaient remplir les conditions suivantes: être Boliviennes par naissance ou par naturalisation, avoir 21 ans si célibataires et 18 ans si mariées, et savoir lire et écrire en castillan. Au lieu d'apporter le bulletin de Service Militaire qui était demandé aux hommes pour l'inscription, les femmes devaient apporter leur carte d'identité<sup>1192</sup>.

Les conseils municipaux devaient être élus par suffrage populaire selon un système de listes incomplètes. Les électeurs devaient voter pour 8 candidats dans les capitales de

---

<sup>1189</sup> REVOLLO QUIROGA, Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939 – 1949)*, Eureka Ediciones, La Paz, Bolivie, 2001, p.91.

<sup>1190</sup> Décret Suprême du 19 juin 1947, Anuario de 1947, Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1191</sup> Décret Suprême du 4 octobre 1947, Anuario de 1947, Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1192</sup> La carte d'identité avait été accordée aux femmes en 1945.

département, 4 dans les capitales de province, et 2 dans les sections municipales. D'après le système des listes incomplètes, une partie des conseils municipaux était élue par majorité et l'autre par minorité. Ainsi, par exemple, les membres d'un Conseil municipal de capitale de département étaient 12. L'on votait uniquement pour 8 personnes et les 4 restants étaient les candidats qui suivaient les 8 premiers. Dans les capitales de province, la minorité était composée de deux membres, et dans les sections municipales, d'un seul membre<sup>1193</sup>.

Suite à la convocation électorale, plusieurs organisations féminines furent réorganisées et créées pour participer aux élections avec les partis politiques.

Trois types de candidatures étaient acceptés aux élections de 1947 et 1949 : celles qui appartenaient à un parti politique, les « populaires » qui avaient le soutien de juntas de voisinage, de syndicats et d'associations professionnelles, et les candidatures proprement féminines qui avaient le soutien des institutions féminines. Cependant, ces deux dernières candidatures finirent par réaliser des alliances avec les partis ; aucune organisation féminine ne participa de manière indépendante.

Les organisations féminines qui participèrent aux élections furent diverses : on comptait parmi elles, l'Athénée Féminin, l'Association Chrétienne Féminine, l'Association Féminine Bolivienne, l'Union Civique Féminine, l'Association de Femmes Universitaires, et l'Action Catholique des Femmes parmi les plus actives. Les trois dernières organisations étaient les plus conservatrices et soutenaient ouvertement le gouvernement. Elles cherchèrent à convoquer les femmes, proposèrent des candidates et réalisèrent des conférences dans lesquelles elles essayèrent de concilier leur « mission sacrée » de mères avec leur participation politique.

Lorsque les candidatures furent décidées, les femmes appartenant aux institutions et aux partis politiques réalisèrent une intense campagne électorale, en insistant énormément sur l'inscription des femmes dans les registres civiques ; à cet égard la police dut étendre l'octroi des cartes d'identité pour les femmes en province<sup>1194</sup>. Cochabamba fut la ville où les campagnes électorales des femmes furent les plus actives.

Parmi les femmes s'étant portées candidates à La Paz, en 1947, l'on peut citer María Luisa Sánchez Bustamante de Urioste et Matilde Carmona Rodo de Busch, toutes deux appartenant à « La Candidatura del Pueblo » à laquelle participèrent plusieurs candidats sans affiliation politique et d'autres appartenant au PIR, raison pour laquelle le PIR soutenait ces

---

<sup>1193</sup> *La Razón*, La Paz, 12 décembre 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1194</sup> *La Razón*, La Paz, 3 novembre 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.



candidatures. Elodia Ballivián de Ligerón se presenta comme candidate du PURS. Natty de Guillén Pinto se presenta en tant que candidate de la Fédération des Juntas de Voisinage.

Pour exercer leurs fonctions politiques, les candidates dans leurs discours avant les élections, mettaient en avant leur rôle maternel. Ainsi par exemple, María Luisa Sánchez Bustamante de Urioste affirma :

« Creo que la maternidad es el más alto signo de la mujer por lo que todas debemos dedicarnos a proteger, maternalmente a los hijos del pueblo. »<sup>1195</sup>

L'importance de la participation des femmes aux élections à venir fut exprimée par María Angélica Panozo de Videa lors d'une conférence intitulée « L'évolution de la femme dans le champ intellectuel » à l'Université Mayor de San Andrés à La Paz, en octobre 1947, dans laquelle elle déclara :

« La mujer debe intervenir en las actividades cívicas, debe concurrir con su esfuerzo a dar mayor solidez a las instituciones patrias: a depurar los procedimientos electorales, a afirmar la paz social y, de este modo, la paz de las naciones. »<sup>1196</sup>

D'autre part, Natty Guillén Pinto annonça son programme de travail ainsi :

« Trabajaré intensamente por la cultura del pueblo y por el bienestar, por la higiene de los barrios habitados por obreros, por el abaratamiento de la existencia y por ennoblecer la intervención de la mujer boliviana en la política activa. »<sup>1197</sup>

La participation aux élections était également considérée comme un devoir patriotique pour certaines femmes. Alicia D'Arlach de Blanco Galindo de Cochabamba annonça dans ce sens:

« He aceptado de intervenir en esta campaña no obstante mis muchas ocupaciones, pues considero que la ley ha dado el voto a la mujer; ésta tiene el deber de responder en forma amplia y patriótica. »<sup>1198</sup>

Isabel Ugarte de Morató candidate à Cochabamba exprima également la même idée :

« He aceptado mi candidatura con un amplio espíritu patriótico, pues considero que toda persona tiene el deber de servir a su país en forma decidida y holgada. »<sup>1199</sup>

---

<sup>1195</sup> *La Razón*, La Paz, 12 décembre 1947. Extrait de REVOLLO QUIROGA, Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939 – 1949)*, Eureka Ediciones, La Paz, Bolivie, 2001.

<sup>1196</sup> *La Razón*, La Paz, 24 octobre 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1197</sup> *La Razón*, La Paz, 12 décembre 1947. Extrait de REVOLLO QUIROGA, Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939 – 1949)*, Eureka Ediciones, La Paz, Bolivie, 2001.

<sup>1198</sup> *Los Tiempos*, Cochabamba. 13 décembre 1947. Idem.

<sup>1199</sup> Idem.

En ce qui concerne les élections municipales de 1949, la présence d'organisations féminines fut moins importante qu'en 1947. Par contre, les sections féminines créées au sein des partis prirent de l'importance. Comme on l'a vu, l'intégration des femmes aux partis politiques avait pris de l'importance, tandis que le rôle des organisations féministes s'atténuait.

Une preuve de l'importance et de l'autonomie acquises par les sections féminines des partis politiques est illustrée dans le cas de la Section Féminine du PURS et du Centre Libéral Féminin de Cochabamba qui décidèrent de continuer leur alliance politique bien que les partis auxquels elles appartenaient aient rompu leur pacte :

« Como los sectores masculinos de estos dos partidos rompieron el pacto para concurrir juntos a las elecciones, se creyó que había ocurrido lo mismo entre las fracciones femeninas, pero por extraño que parezca y en forma que honra a la mujer cochabambina y da una lección de honor a todos los políticos, la señora Fidelia Corral Zambrana de Sánchez dijo que todo se mantenía en pie ya que lo habían firmado descendientes de las Heroínas de la Coronilla. »<sup>1200</sup>

La préparation des élections municipales de 1947 et 1949 permit l'intégration des femmes dans les divers partis politiques avec la création de sections féminines dont les objectifs étaient élargis car il ne s'agissait plus seulement de proposer des candidates pour les élections municipales, mais de revendiquer des droits en tant que femmes, comme les droits politiques sans restriction. La création de ces sections féminines permit à certaines candidates d'être pour la première fois élues à une charge politique dans le pays.

## **B) La participation des femmes aux élections municipales et la réception de cet événement par la société**

Les élections de 1947 eurent lieu le 14 décembre 1947 et celles de 1949 le 27 décembre 1949. Les deux élections furent marquées par une grande indifférence de la part des électeurs, car une grande partie d'entre eux ne votèrent pas. Ces élections furent aussi marquées par la « tranquillité » de l'environnement, car il ne se produisit quasiment aucun acte de violence. Aux élections de 1947, environ 60% des inscrits s'abstinrent de voter<sup>1201</sup>. En 1949, l'abstention fut encore plus importante, car seulement 10% des habitants en âge et en condition de voter s'étaient inscrits pour voter, c'est-à-dire 29.665 hommes et femmes.<sup>1202</sup> Cette abstention fut plus importante chez les femmes dans les deux élections (voir tableau B).

---

<sup>1200</sup> *La Razón*, La Paz, 23 décembre 1949. Idem.

<sup>1201</sup> *La Razón*, 15 décembre 1947, La Paz. Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1202</sup> *La Razón*, 14 décembre 1949, La Paz. Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

Les raisons de l'abstention générale étaient liées au contexte politique de plus en plus tendu, où les gouvernements de Hertzog (en 1947) et de Mamerto Urriolagoitia (en 1949), et l'État oligarchique en général, se trouvaient en pleine crise politique.

**Tableau A**<sup>1203</sup>

**Número de mujeres inscritas, por capital de departamento, según año de elección**

Ciudad	1947			1949		
	Total	Mujeres	Hombres	Total	Mujeres	Hombres
La Paz		2.150		24.773		
Cochabamba	11.188	2.480	8.708	8.075	1.635	6.440
Santa Cruz				5.445	1.625	3.820
Oruro						
Sucre		750				
Tarija	2.996	411	2.585			
Potosí		420		8.830	1.500	7.330
Trinidad		453				
Cobija	445	81	364			

Fuente: Elaboración propia, en base a La Razón y El Diario de 1947 y 1949

En las casillas vacías se debe leer: Sin datos.

L'abstention des femmes s'explique par des raisons subjectives et objectives. Comme on le verra plus loin, une grande partie des femmes considéraient qu'elles n'étaient pas préparées pour voter et qu'elles ne devaient pas participer à la vie politique car leur véritable place était au sein du foyer. Il est probable que par ces considérations, des femmes ne se soient pas inscrites pour voter. D'autre part, les femmes avaient reçu pour la première fois leur carte d'identité, en 1945, mais en 1947 une grande partie d'entre elles, surtout celles habitant en province, ne la possédaient pas encore, ce qui les empêchait de s'inscrire au registre civique et par conséquent, de participer aux élections. En regardant le tableau B, on constate que le nombre de femmes inscrites pour voter passe de 420 en 1947 à 1500 en 1949, à Potosí. Il est probable que cette explosion soit due à l'extension de l'octroi des cartes d'identité en province pour l'année 1949. La ville où la participation des femmes fut la plus importante en 1947 fut Cochabamba. Sur le nombre total d'inscrits, 22% étaient des femmes.

Les hommes et les femmes votaient dans des enceintes et des urnes séparées. Les élections nationales et municipales du pays étaient presque toujours marquées par le désordre et par la confusion concernant l'emplacement des bureaux de vote. Cet aspect s'aggrava avec l'extension du vote aux femmes et l'installation d'enceintes séparées, raison pour laquelle ce

<sup>1203</sup> Tous les tableaux de cette sous-partie sont extraits de REVOLLO QUIROGA, Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939 – 1949)*, Eureka Ediciones, La Paz, Bolivia, 2001.

désordre affecta surtout les enceintes féminines. Les journaux publièrent les plaintes de plusieurs femmes de La Paz, Trinidad, Santa Cruz, et Potosí, qui durent se déplacer à plusieurs reprises pour chercher leur bureau de vote, et une grande partie d'entre elles ne purent pas voter car elles ne trouvèrent jamais le bureau en question. Parfois les enceintes électorales des femmes fermaient avant l'heure prévue, ouvraient plus tard que prévu, ou simplement n'étaient jamais ouvertes car les membres du jury ne s'étaient pas présentés. Face à cette désorganisation, en 1949, Rosa Nava de Mendoza López, élue conseillère municipale pour le PURS à La Paz, décida de renoncer à sa charge en signe de protestation puisqu'une grande partie des femmes n'avait pas pu voter. En mettant en avant les droits des femmes, elle demanda que des élections complémentaires soient mises en place pour que les femmes qui n'avaient pas pu voter puissent le faire<sup>1204</sup>. Ces circonstances contribuèrent à réduire le nombre de femmes votantes.

Malgré ces adversités concernant le vote des femmes, des conseillères municipales furent élues dans certaines villes. Les tableaux suivants nous permettent de connaître quelles furent les candidates aux élections municipales dans chaque capitale de département et quelles furent les élues<sup>1205</sup>.

---

<sup>1204</sup> *La Razón*, La Paz, 28 décembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1205</sup> Ces tableaux proviennent de REVOLLO QUIROGA, Marcela, *Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939 – 1949)*, Eureka Ediciones, La Paz, Bolivie, 2001.

Tableau B : Élections municipales de 1947

**Oruro**

Partido	Candidata	Estado civil	Electas
Liberal	Sra. Raquel Aguirre Vásquez	soltera	
PURS	Sra. Lola Cardona Torrico Sr. Elvira Bustillos de Aranibar	soltera casada	
PIR	Sra. Leonila Bernal	soltera	
FOS	Leticia Fajardo	s/d	
<b>Total</b>	<b>5</b>		<b>0</b>

s/d: Sin datos

**Cochabamba**

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
Liberal-PURS	Isabel Ugarte de Morató	casada	sí
Unión Cívica Cristiana (Asociación Femenina Boliviana, FSB y Liga Electoral Cristiana)	Alicia D'Arlach de Blanco Galindo Lindauro Sainz de Ferrufino	casada casada	sí
MNR	Rosa Morales Guillen	s/d	
<b>Total</b>	<b>4</b>		<b>2</b>

### Tarija

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
PURS	Graciela de Gainza	casada	si
PIR	Emma Mogro de Navajas	casada	
	Aurora Peñeiros de Zamora	casada	
<b>Total</b>	<b>3</b>		<b>1</b>

s/d: Sin datos

### Santa Cruz

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
MNR	Bella de Menacho	s/d	
<b>Total</b>	<b>1</b>		<b>0</b>

Dato recogido del libro de Isabel Arauco, 1984

s/d: Sin datos

### Beni

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
PURS	Petrona de Terán	casada	
PIR	Clara Parada de Pinto	casada	
<b>Total</b>	<b>2</b>		<b>0</b>

## La Paz

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
MNR	Sra. Matilde Olmos y B**	s/d	
PURS	Elodia de Lijeron	casada	sí
Candidatura del pueblo	Matilde Carmona de Buch **	casada	
	Ma Luisa Sánchez Bustamante de Urioste*	casada	
Juntas Vecinales	Natty de Guillen Pinto	casada	
FSB	Mary Arteaga de Candia **	casada	
<b>Total</b>	<b>6</b>		<b>1</b>

\*Inicialmente candidata del PIR, pero este partido no se presentó en La Paz y apoyó a la "Candidatura del Pueblo", autodefinida como agrupación de instituciones revolucionarias, cívicas y culturales.

\*\*Primera en la lista.

s/d: Sin datos

## Sucre

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
Liberal	Clotilde Urioste de Villa*	casada	sí
	Marina Sánchez	casada	sí
<b>Total</b>	<b>2</b>		<b>2</b>

\*Primera en la lista

## Cobija

<b>Partido</b>	<b>Nombre</b>	<b>Estado civil</b>	<b>Electas</b>
PURS	Teodosia de Pereira*	casada	sí
PIR	Carmen Vargas*	s/d	sí
<b>Total</b>	<b>2</b>		<b>2</b>

\*Primera en la lista

## Potosí

<b>Partido</b>	<b>Nombre</b>	<b>Estado civil</b>	<b>Electas</b>
Lista Populares	Laura Llanos	s/d	
<b>Total</b>	<b>1</b>		<b>0</b>



Tableau C : Élections municipales de 1949

**Cochabamba**

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
Liberal-PURS	Isabel Ugarte de Morató	casada	sí
Unión Cívica Cristiana (Asociación Femenina Boliviana, FSB y Liga Electoral Cristiana)	Alicia D'Arlach de Blanco Galindo	casada	sí
	Lindauro Sainz de Ferrufino	casada	
MNR	Rosa Morales Guillen	s/d	
<b>Total</b>	<b>4</b>		<b>2</b>

**Santa Cruz**

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
MNR	Bella de Menacho	s/d	
<b>Total</b>	<b>1</b>		<b>0</b>

Primera en la lista

s/d: Sin datos

**Oruro**

Partido	Candidata	Estado civil	Electas
Liberal	Sra. Raquel Aguirre Vásquez	soltera	
PURS	Sra. Lola Cardona Torrico	soltera	
	Sr. Elvira Bustillos de Aranibar	casada	
PIR	Sra. Leonila Bernal	soltera	
FOS	Leticia Fajardo	s/d	
<b>Total</b>	<b>5</b>		<b>0</b>

### Cobija

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
PURS	Teodosia de Pereira*	casada	sí
PIR	Carmen Vargas*	s/d	sí
<b>Total</b>	<b>2</b>		<b>2</b>

### Trinidad

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
<b>Total</b>	<b>0</b>		<b>0</b>

### Sucre

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
<b>Total</b>	<b>0</b>		<b>0</b>

### Tarija

Partido	Nombre	Estado civil	Electas
PURS	Graciela de Gainza	casada	sí
PIR	Emma Mogro de Navajas	casada	
	Aurora Pefleiros de Zamora	casada	
<b>Total</b>	<b>3</b>		<b>1</b>

\*Primera en la lista

## **La Paz et Potosí**

En ce qui concerne les tableaux des candidates et des élues aux élections municipales de 1949 à La Paz et Potosi présentés dans l'ouvrage de Marcela Revollo Quiroga, ceux-ci présentent une erreur car ce sont les mêmes que pour 1947. C'est pour cette raison que l'on ne les a pas reproduits ici. En nous basant sur le journal *La Razón* du 28 décembre 1949, l'on constate que Rosa Nava de Mendoza López, candidate du PURS, fut élue au conseil municipal. Si l'on s'appuie sur le tableau D, l'on constate qu'elle fut la seule candidate élue parmi 5 autres. Ce sont malheureusement les seules informations dont on dispose quant aux candidates et aux élues de 1949 à La Paz. Grâce aux informations figurant en annexe dans l'ouvrage de Marcela Revollo et grâce au tableau D, l'on sait que Catalina de Chacón fut la seule candidate à se présenter aux élections de 1949 à Potosí et qu'elle fut élue.

Tableau D

**Candidatas y concejales, por año, según ciudad**

Ciudad	1947		1949	
	Candidatas	Concejales	Candidatas	Concejales
La Paz	6	1	5	1
Cochabamba	3	2	2	2
Santa Cruz	1	-	1	1
Sucre	2	2	-	-
Potosí	1	-	1	1
Oruro	5	-	1	1
Trinidad	2	-	-	-
Tarija	2	1	1	1
Cobija	2	2	2	2
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>9</b>
<b>% de un Total de 108 Concejales</b>	-	<b>7</b>	-	<b>8</b>

Tableau E

**Candidatas y concejalas, por año, según partido u organización (1947)**

Partido u organización	Candidatas	Concejalas
Liberal	4	3
PURS	6	3
PIR	4	1
MNR	3	
FSB	1	
Juntas Vecinales	1	
FOS	1	
Candidatura del Pueblo	2	
Unión Cívica Cristiana	1	1
Lista Popular	1	
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>8</b>

Tableau F

**Candidatas y concejalas, por año, según partido u organización (1949)**

<b>Partido u organización</b>	<b>Candidatas</b>	<b>Concejalas</b>
Liberal	2	
PURS	4	3
Frente Anti Totalitario (Liberal, PURS, PASD)	3	3
FSB	1	1
Independiente	1	1
POR	1	
MNR*		
PSD	1	1
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>9</b>

\*No se presentó a las elecciones municipales

Comme on peut le voir dans le tableau D, le nombre de femmes candidates s'était considérablement réduit en 1949, puisque seulement 13 candidates se présentèrent aux

élections, tandis qu'en 1947, elles étaient 24. Pourtant, le nombre de conseillères municipales élues fut un peu plus élevé en 1949 : 9 en 1949 ; 8 en 1947. Ceci pourrait s'expliquer par le fait qu'après la première expérience réalisée en 1947, la société était peut-être plus disposée à voter pour des femmes en 1949. En observant les tableaux F, on constate que les partis qui réussirent à élire le plus de femmes étaient les partis traditionnels : Libéral et PURS. Cela s'explique probablement par le fait que la Section Féminine du PURS et le Centre Libéral Féminin étaient les organisations politiques des femmes les plus actives. Sur ce tableau, on observe aussi qu'à l'exception du POR, aucun parti de gauche (PIR et MNR) ne se présenta aux élections de 1949. Cela s'explique par la répression exercée contre le MNR (dont les dirigeants étaient en exil depuis 1946) qui s'était renforcée avec la « guerre civile » d'août 1949 dont on parlera par la suite.

Le nombre de femmes candidates et élues est assez réduit pour les deux années. Le pourcentage de femmes élues était de 7% et de 8% respectivement pour les années 1947 et 1949 sur un total de 108 conseillers municipaux. Cependant, ces chiffres paraissent tout à fait normaux pour des premières élections auxquelles les femmes participèrent et furent élues pour la première fois à des postes politiques.

Quelle fut l'opinion de la société par rapport à cette première participation des femmes en politique ?

Dans tous les journaux, le bilan de la participation féminine apparut comme très positif. L'acte de participation des femmes était considéré comme responsable, voire exemplaire. Ainsi, un article de *La Razón* du 15 décembre 1947 était intitulé « Les femmes ont donné un exemple de maturité civique et politique ». L'environnement « tranquille » dans lequel se déroulèrent les élections fut expliqué par la présence des femmes, face à qui les agitateurs n'osèrent pas faire de démonstrations de violence. C'est ce qu'exprime un article de *La Razón* :

« El desempeño de las mujeres

(...) Su conducta, por otra parte, ha servido para que las elecciones de ayer tengan la jerarquía que alcanzaron por la absoluta ausencia de incidentes contrarios a la democracia. »<sup>1206</sup>

Les femmes semblaient donc avoir passé de manière satisfaisante l'épreuve envisagée par les députés de 1945 qui leur octroyèrent le droit de vote pour les élections municipales. Cependant, si des hommes considéraient désormais que les femmes pouvaient et devaient

---

<sup>1206</sup> *La Razón*, La Paz, 15 décembre 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

participer à la vie politique, certaines femmes n'étaient pas du même avis. En effet, certaines furent interviewées avant et pendant les élections. À la question « Que pensez-vous de la participation des femmes dans les élections municipales ? », une grande partie d'entre elles répondirent qu'elles n'étaient pas d'accord et qu'elles considéraient que les femmes n'étaient pas encore prêtes à voter, ou qu'elles ne devaient pas participer à la vie politique car leur véritable place était au sein du foyer. L'épouse de l'ex-président Monje Gutierrez, Raquel Soria Galvarro, donna son avis dans les termes suivants:

« Pienso que la mujer no ha debido aún intervenir en actividades políticas. Para hacerlo es indispensable que su preparación sea más consistente y vigorosa para impulsar con positiva eficiencia los difíciles problemas que deben encararse. La improvisación en el aspecto político, es pues de resultados deplorables. »<sup>1207</sup>

L'épouse de l'ex président de la junte du gouvernement Nestor Guillén, Raquel Riveros, considérait que la politique était un domaine exclusivement dévolu aux hommes et que les femmes y perdaient leur « féminité » :

« No estoy de acuerdo con la participación de la mujer en un acto electoral de esta naturaleza. La mujer no debe participar en estas luchas que solo corresponden a los hombres. La mujer debe conservarse siempre en un plano de elevación y de serenidad. La política hace que la mujer pierda su más excelente virtud: la feminidad. »<sup>1208</sup>

L'épouse du chef de l'État Major, Betty de Terrazas, considérait que les femmes ne devaient pas participer directement à la vie politique, mais qu'elles devaient le faire à travers leur rôle au sein du foyer :

« No estoy de acuerdo con que la mujer intervenga con su voto ni con su acción directa en las luchas políticas. Pero sí, considero que desde el hogar, desde este sagrado reducto de la espiritualidad matrimonial, la mujer es y puede seguir siendo, la noble conducta que oriente la actividad pública: es decir, ser como bella flor, que difunde su aroma para perfumar el ambiente político y suavizarlo. »<sup>1209</sup>

D'autres femmes furent interviewées lorsqu'elles se trouvaient dans les enceintes électorales pour voter. L'une d'entre elles, Frida Claussen s'exprima ainsi :

---

<sup>1207</sup> *La Razón*, La Paz, 14 décembre 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1208</sup> Idem.

<sup>1209</sup> Idem.



« Creo que la mujer aún no debe intervenir en actos de esta naturaleza. Mi opinión es que debe permanecer en su casa dedicada íntegramente a su hogar. »<sup>1210</sup>

Une autre femme interviewée à cette occasion, Yolanda S. de Llanos déclara n'avoir voté pour aucune candidate car les femmes n'étaient pas préparées pour participer à la chose publique. Elle avoua avoir voté aux élections par « invitation » de son époux :

« No he votado por ninguna de las candidatas porque creo que la mujer aún no puede responder a las delicadas funciones de dirigir la cosa pública. ¡Las mujeres a las cocinas! Ese es mi lema, aunque he tenido que concurrir a sufragar invitada gentilmente por mi esposo. »<sup>1211</sup>

D'autres femmes exprimèrent un certain enthousiasme pour la participation des femmes aux élections mais étaient du même avis que celles qui s'opposaient, en considérant que les femmes n'étaient pas encore prêtes à diriger les affaires politiques.

C'est le cas de Frida S. de Villanueva qui affirma :

« Estoy emocionada y contenta porque una gran parte de las ciudadanas ha concurrido a estos comicios que se desarrollan normalmente. Me complace en grado sumo que la mujer pueda también intervenir en la elección para dirigentes de las funciones públicas, empero no he votado por ninguna mujer porque creo que todavía no tenemos suficiente capacidad para dirigir estas funciones. »<sup>1212</sup>

Cependant, à part celles qui s'étaient portées candidates et qui appartenaient aux organisations féministes, d'autres femmes estimaient que la femme avait un rôle important à jouer en politique et qu'elle était tout à fait capable de diriger les affaires publiques. Quelques interviewées déclarèrent combien cette participation était importante, car la femme pouvait apporter sa contribution à la politique et au pays de diverses façons. Ainsi, la sœur du président Hertzog jugeait que les femmes « humaniseraient » les élections :

« Pienso que con la intervención de la mujer en este acto eleccionario, éste ha de adquirir una expresión de excepcional elevación, y considero asimismo que su realidad se ha de humanizar. »<sup>1213</sup>

María Teresa Solari affirma l'importance de la participation électorale des femmes à cette occasion :

---

<sup>1210</sup> *La Razón*, La Paz, 15 décembre 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1211</sup> *Idem.*

<sup>1212</sup> *Idem.*

<sup>1213</sup> *La Razón*, La Paz, 15 décembre 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

- « – ¿Considera Ud. prudente que una mujer ocupe la Alcaldía en el año del centenario, es decir en 1948?
- Creo que tanto los varones como las mujeres pueden desempeñarse correctamente en el máximo cargo municipal. Sólo se requiere tener más espíritu cívico que político para lograrlo. El futuro Alcalde debe, ante todo, defender los intereses del pueblo.
- ¿Cree Ud. que la mujer boliviana está capacitada para la lucha política?
- Sí. Y con este acto considero que se ha fundamentado el derecho político de la mujer.
- ¿Desea agregar algo personal?
- A nombre de la Unión Cívica Femenina, felicito al elemento femenino que con mucho entusiasmo encara su función patriótica de colegir representantes para la Comuna. »<sup>1214</sup>

Ces témoignages nous montrent à quel point les femmes issues des classes moyennes et élevées, quasiment les seules à voter en raison des conditions exigées, émettaient des avis très différents sur le rôle qu'elles devaient jouer dans la société. Une grande partie d'entre elles considéraient que les femmes ne méritaient pas ce droit qu'elles exerçaient, et si quelques-unes pensaient le contraire, elles estimaient que les femmes n'étaient pas suffisamment préparées et formées pour exercer des charges publiques. Ainsi, plusieurs d'entre elles refusèrent de voter pour une femme. Celles qui considéraient que le vote était véritablement un droit et que la femme devait participer en politique appartenaient, pour la plupart, à des organisations féministes telles que l'Athénée Féminin, aux sections féminines des partis politiques, et à d'autres organisations culturelles, sociales ou civiques, c'est-à-dire qu'il s'agissait des femmes qui étaient politisées et/ou qui portaient un intérêt particulier à la participation des femmes dans la vie politique.

Pour les élections municipales de 1949, les avis de la société semblaient plus favorables à la participation des femmes en politique. Ainsi, plusieurs articles furent publiés dans la presse louant les qualités des femmes face aux vices des hommes dans les luttes électorales :

« ...Y Los electores debemos consolarnos con la seguridad de que nuestro voto no estará perdido del todo: habrá siempre una concejal que lo salve. Si los varones en política han demostrado ser un as de vicios, las mujeres están dando pruebas de que son un conjunto de virtudes. Ya en el gobierno del hogar y en la dirección de instituciones sociales y religiosas, la mujer mostró sus dones superiores. Al ingresar en las actividades políticas ha revelado condiciones mejores que las de los mejores ciudadanos. »<sup>1215</sup>

<sup>1214</sup> *La Razón*, La Paz, 15 décembre 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1215</sup> *El Diario*, La Paz, 11 décembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

Comme on l'a vu, Rosa Nava de Mendoza López fut la seule femme élue au conseil municipal de La Paz dans les élections municipales de 1949. Très rapidement des articles louant sa personnalité et ses qualités furent publiés. La candidate avait voulu renoncer à sa charge en signe de protestation puisqu'une grande partie des femmes n'avait pas pu voter en raison du désordre et des dysfonctionnements des enceintes électorales. Des articles furent publiés dans la presse lui enjoignant de ne pas renoncer à sa charge car son élection démontrait que si les femmes n'avaient pas pu voter, elle avait été élue grâce aux hommes qui reconnaissaient en elle les qualités d'une dirigeante. Ainsi pour l'auteure de l'article suivant, son élection représentait la reconnaissance de la citoyenneté des femmes et un triomphe pour cette cause :

« ...Rosa Nava habría salido airosa en la brega porque si no votaron las mujeres por ella si se las impidió hacerlo, fueron los votos de los varones los que le están llevando a la Comuna, y esto significa el reconocimiento tácito de la ciudadanía a los derechos políticos de la mujer, lo cual representa un triunfo para nuestra causa, ya que lo lógico era que todas las mujeres sufraguen por la más representativa de su sexo, y lo que no se esperaba, era que habiéndose torpemente impedido el voto a la mujer, sean los hombres los que se pronuncien espontáneamente y por gran mayoría en favor de esta gran luchadora y mujer de insignes cualidades de trabajo y entereza... »<sup>1216</sup>

L'élection de Rosa Nava représentait en quelque sorte le triomphe et la légitimité de l'accès des femmes à la vie politique. C'est ce que l'on constate dans le texte accompagnant cette photographie d'elle qui fut publiée dans la presse peu de temps après son élection:



<sup>1216</sup> *El Diario*, La Paz, 1 janvier 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

Rosa Nava ne démissionna pas de sa charge; lorsqu'on lui demanda son avis dans un entretien sur quel devait être le rôle de « la femme » en politique, elle répondit que l'homme était « l'intelligence » et la « logique » et que la femme avait la « logique du cœur », c'est-à-dire, « l'intuition », et que pour cette raison « la femme » pouvait jouer un rôle très important en politique<sup>1217</sup>. La participation des femmes dans la vie politique était toujours vue et présentée de manière positive sous un prisme de genre : les femmes agiraient en politique d'après leurs attributs et caractères proprement « féminins » et complémentaires à ceux des hommes. D'ailleurs, comme on le voit, on essentialisait toujours les femmes en se référant à elles au singulier.

En janvier 1951 Rosa Nava fut élue présidente du Conseil Municipal, ce qui lui valut de nombreuses félicitations et éloges de la part de la presse et de plusieurs sociétés telles que la Commission Interaméricaine de Femmes de Bolivie<sup>1218</sup>, le Front Catholique de Travailleurs Syndicaux<sup>1219</sup> et un groupe de femmes de Cochabamba<sup>1220</sup>. Les journaux ne manquèrent pas de souligner que c'était la première fois qu'une femme en Bolivie assumait une charge de direction d'un des pouvoirs de l'État<sup>1221</sup>. Peu de temps après, comme on l'a vu, Rosa Nava se rendit à Madrid en tant que présidente de la délégation bolivienne pour assister au Premier Congrès Féminin Hispano-Américain.

La participation des femmes dans les élections municipales qui avait été conçue comme un « test » par les législateurs fut considérée comme très positive, ce qui poussa les organisations de femmes politiques, les féministes et les membres de plusieurs partis politiques à demander à ce que le suffrage féminin soit élargi aux élections nationales dans les mêmes conditions que les hommes.

### **C) Les demandes d'élargissement du suffrage féminin**

Comme on l'a vu, les femmes avaient obtenu le droit de vote pour les élections municipales dans l'Assemblée Constituante de 1944-45. Les demandes d'élargissement de ce droit s'exprimèrent très rapidement. Une des premières à exprimer cette demande fut María

---

<sup>1217</sup> *El Diario*, La Paz, 8 janvier 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1218</sup> *El Diario*, La Paz, 12 janvier 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1219</sup> *El Diario*, La Paz, 11 janvier 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1220</sup> *El Diario*, La Paz, 11 février 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1221</sup> *El Diario*, La Paz, 5 janvier 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

Teresa Solari qui écrivit un long article en avril 1946 à ce sujet critiquant le gouvernement de Villarroel pour cette « demie-mesure », en affirmant qu'en Bolivie il y avait de nombreuses femmes aux talents multiples, dont elle cita les noms, qui méritaient d'avoir le droit de vote complet, sans besoin de passer des « tests » ou des « épreuves » pour démontrer leurs capacités civiques et politiques<sup>1222</sup>. Peu de temps après le renversement de Villarroel, en août 1946, le Comité Féministe Démocratique initia aussi une campagne à ce sujet en affirmant que l'élargissement du droit de vote des femmes se justifiait plus que jamais étant donné l'importante participation des femmes à la « Révolution du 21 juillet » et la démonstration de leur « héroïsme » et de leur « sens élevé d'esprit civique »<sup>1223</sup>. Elles considéraient que le suffrage féminin devait être élargi aux élections nationales avec la seule condition de savoir lire et écrire, ou au maximum, avoir fini les études primaires<sup>1224</sup>. En septembre 1946, Solari se rendit au Palais Présidentiel avec des déléguées de plusieurs institutions féminines de la ville de La Paz, pour demander au président de la Junte de Gouvernement, Tomás Monje Gutiérrez, l'élargissement du droit de vote des femmes ; ce à quoi le président répondit qu'il n'avait pas les facultés législatives pour prendre des décisions à ce sujet<sup>1225</sup>. L'Association de Femmes Universitaires s'empara aussi du sujet et organisa plusieurs conférences à la radio sur l'élargissement du droit de vote des femmes<sup>1226</sup>. L'opposition à ce projet fut très minoritaire ; un article fut publié affirmant que faire une demande pareille n'était pas opportun : le pays devait retrouver une stabilité politique et les femmes n'étaient pas suffisamment préparées pour voter<sup>1227</sup>. L'auteur de l'article, que l'on ne connaît pas, considérait que les femmes ne devaient pas sortir de la sphère privée de la maison et qu'elles devaient plutôt s'occuper des enfants pauvres avant de penser au vote<sup>1228</sup>. Pour sa part, comme on l'a vu, pour les élections présidentielles de janvier 1947 le Groupe Social et Culturel Interaméricain de Femmes présenta un programme d'objectifs aux candidats des élections, qui incluait l'octroi des droits civils et politiques aux femmes sans restrictions<sup>1229</sup>. Peu de temps après, la même organisation envoya un message aux membres du PIR qui contenait plusieurs demandes pour obtenir le

---

<sup>1222</sup> *El Diario*, La Paz, 14 avril 1946, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1223</sup> *El Diario*, La Paz, 21 août 1946, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1224</sup> *Idem*.

<sup>1225</sup> *El Diario*, La Paz, 7 septembre 1946, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1226</sup> *El Diario*, La Paz, 3 octobre 1946, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1227</sup> *El Diario*, La Paz, 5 novembre 1946, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1228</sup> *Idem*.

<sup>1229</sup> *El Diario*, La Paz, 14 décembre 1946, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

vote féminin et des lois sociales protectrices des femmes travailleuses<sup>1230</sup>. Le chef du PIR, Ricardo Anaya, annonça publiquement que le parti soutenait le droit de vote des femmes dans les mêmes conditions que les hommes et qu'il luttait pour la « libération sociale et politique » des femmes ; celles-ci devaient se joindre aux « organisations révolutionnaires » pour coordonner l'action des hommes et femmes « opprimés »<sup>1231</sup>.

Une fois que Hertzog arriva au pouvoir en 1947, au vu de toutes ces demandes, il existait une certaine expectative pour que le sujet soit débattu dans les sessions du Parlement qui devait se réunir à partir de mars. D'ailleurs, le Président de la Cour Suprême de Justice, Gabriel Palenque, avait affirmé qu'il était paradoxal et injuste de priver les femmes de la citoyenneté alors qu'elles travaillaient dans tous les secteurs de l'économie et qu'elles avaient prouvé leur sens du sacrifice et leur patriotisme<sup>1232</sup>. L'auteur d'un article considérait même qu'il était malheureux que la Nation se prive du précieux concours et de la capacités des femmes dans la vie politique<sup>1233</sup>. Cependant, la question ne semble pas avoir été traitée au Parlement dans les mois qui suivirent et même pas tout au long de l'année 1948, car il n'y a aucune mention sur le sujet dans les journaux.

Le sujet revint dans l'actualité en 1949. D'abord, des conférences furent réalisées sur la réforme constitutionnelle qui avait accordé l'égalité juridique aux conjoints et sur le fait qu'elle était méconnue et qu'elle n'était pas appliquée en raison du manque d'une loi réglementaire à ce sujet<sup>1234</sup>. La question de l'élargissement du suffrage féminin revint peu de temps après avec l'actualité de deux pays qui avaient octroyé le droit de vote aux femmes récemment : la Belgique, qui avait donné le droit de vote aux femmes en février 1948 (les femmes belges votant pour la première fois aux élections législatives de 1949); le Chili, qui octroya le droit de vote aux femmes pour les élections nationales en janvier 1949. Un article de journal présentait ces pays comme étant à l'avant-garde et soutenait qu'en Bolivie un mouvement favorable à l'obtention du droit de vote élargi pour les femmes commençait à se manifester non seulement par les femmes elles-mêmes mais aussi par des citoyens qui soutenaient la cause<sup>1235</sup>. Vers la fin de l'année, le PURS demanda le vote des femmes dans les

---

<sup>1230</sup> *El Diario*, La Paz, 19 mars 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1231</sup> *Idem*.

<sup>1232</sup> *El Diario*, La Paz, 23 février 1947, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1233</sup> *Idem*.

<sup>1234</sup> *El Diario*, La Paz, 11 mars 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1235</sup> *El Diario*, La Paz, 14 juillet 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

mêmes conditions que les hommes dans une de ces conventions<sup>1236</sup>. De même, l'Athénée Féminin convoqua une assemblée réunissant les institutions culturelles féminines de la ville pour discuter de trois sujets : « les droits civils et politiques de la femme », la « réintégration maritime de la Bolivie », et le « problème du régionalisme »<sup>1237</sup>. Le Comité Interaméricain des Femmes de Bolivie avait réalisé une étude qui avait permis la création d'un avant-projet de loi qui fut approuvé dans cette assemblée afin qu'il soit présenté au Parlement<sup>1238</sup>. Ce projet envisageait une réforme constitutionnelle établissant l'égalité de toutes les personnes, sans discriminations liées au sexe dans l'exercice de la citoyenneté, avec la faculté d'élire et d'être élue<sup>1239</sup>. On ignore si cet avant-projet fut finalement présenté au Parlement ou pas. Dans tous les cas, le débat au sujet de l'élargissement du suffrage féminin s'intensifia dans les mois qui suivirent.

Des articles furent publiés arguant que le vote pour les élections municipales était incomplet, que les femmes avec leur « ferveur civique » étaient intervenues de manière honnête et dynamique dans les élections municipales de 1947, et que la Bolivie devait suivre les exemples du Chili et de l'Argentine, et élargir le droit de vote aux femmes<sup>1240</sup>. L'épouse du Président fut même interviewée en décembre 1949, alors qu'allait se tenir les élections municipales de cette année-là, on lui demanda quel était son avis sur le mouvement politique et culturel de plus en plus dynamique des femmes et si elle considérait que l'élargissement du suffrage féminin serait une mesure positive. Elle se réjouit du dynamisme démontré par les femmes dans le plan culturel et politique et elle affirma que les femmes devaient obtenir de manière graduelle l'intégralité de leurs droits, sans perdre leur féminité<sup>1241</sup>. De même, l'une des membres de l'Athénée Féminin, Elvira D. de Bedregal, publia un article dans la presse à l'occasion de la Journée des Droits de l'Homme qui avaient été proclamés récemment par les Nations Unies en décembre 1948. Elle assurait qu'il était important que les femmes signalent les inégalités existantes entre les hommes et les femmes et elle souhaitait que le Parlement considère l'avant-projet de loi présenté par l'Athénée Féminin pour que les femmes

---

<sup>1236</sup> *El Diario*, La Paz, 3 novembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1237</sup> *El Diario*, La Paz, 15 novembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1238</sup> *El Diario*, La Paz, 23 novembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1239</sup> *El Diario*, La Paz, 21 décembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1240</sup> *El Diario*, La Paz, 9 décembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1241</sup> *El Diario*, La Paz, 19 décembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

obtiennent le droit de vote sans restrictions<sup>1242</sup>. D'autres articles se référaient de manière élogieuse au rôle que les femmes avaient joué dans les dernières élections municipales de décembre 1949, au rôle joué par les femmes dans les élections d'autres pays, et à l'importance que prenait la participation politique des femmes notamment dans le Parti Libéral<sup>1243</sup>. Des nouvelles sur la réunion de la Commission sur la Condition Sociale et Juridique de l'ONU qui se tint à Lake Success à New York en mai 1950 furent publiées dans les journaux, ainsi que des informations sur les avancées des droits des femmes au niveau politique, professionnel et social dans le monde<sup>1244</sup>. En juillet 1950, dans la Convention Départementale du Parti Libéral, le Centre Féminin Libéral présenta plusieurs communications réclamant les droits politiques complets pour les femmes dans les mêmes conditions que pour les hommes<sup>1245</sup>. L'auteur de l'article qui rapporta cette nouvelle ne manqua pas de souligner la nouvelle direction que les femmes étaient en train de donner à la politique, notamment à travers le Parti Libéral :

« ...En Bolivia la mujer está dando un nuevo curso a la política. Esto acontece ya en el Partido Liberal. Hay adversarios gentiles y galantes que dicen: « Qué gracia tiene que el liberalismo crezca en adherentes, si posee la atracción irresistible de sus damas bellas e inteligentes ». Pero esto queda para los piropos. La verdad es que la mujer en política tiene condiciones superiores al hombre y, por lo tanto, mucho más derecho a que se le otorgue el voto completo y a que participe del gobierno y ocupe bancas en el parlamento... »<sup>1246</sup>

Ces demandes ne passèrent pas inaperçues chez les plus hautes instances de pouvoir. En août 1950, le président Mamerto Urriolagoitia, dans le discours qu'il prononça à l'inauguration des sessions parlementaires, affirma clairement qu'une réforme constitutionnelle octroyant la citoyenneté sans restrictions aux femmes devait être effectuée<sup>1247</sup>. Ainsi, quelques jours plus tard, le Parti Libéral présenta un projet de loi au Sénat qui reconnaissait le droit de vote aux femmes qui avaient terminé les études primaires. Ils arguaient qu'ils répondaient aux souhaits de la « femme libérale » qui avait exprimé cette demande à plusieurs occasions. Ils expliquèrent qu'il n'y avait nul besoin de réformer la Constitution pour octroyer le droit de vote élargi aux femmes, puisque la Constitution ne les

---

<sup>1242</sup> *El Diario*, La Paz, 21 décembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1243</sup> *El Diario*, La Paz, 2 mars 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1244</sup> *El Diario*, La Paz, 7 mai 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1245</sup> *El Diario*, La Paz, 9 juillet 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1246</sup> *Idem*.

<sup>1247</sup> *El Diario*, La Paz, 9 août 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.



excluait pas explicitement de la citoyenneté, qu'il fallait par conséquent uniquement une loi électorale élargissant ce droit. Ils présentèrent ainsi un projet de loi qui octroyait le droit de vote général aux femmes ayant fini les études primaires<sup>1248</sup>. Plusieurs critiques s'exprimèrent dans les journaux contre cette restriction considérée comme injuste et affirmèrent que les femmes avaient des qualités morales supérieures aux hommes, ce qui les rendait incorruptibles au moment des élections. Elles avaient démontré leur civisme et leur enthousiasme dans l'accomplissement de leurs devoirs de citoyenneté dans les élections municipales. Ils demandaient à ce que le vote soit octroyé aux femmes sans restrictions<sup>1249</sup>. Vers la fin du mois d'août une Commission du Sénat approuva le projet de loi présenté par le Parti Libéral<sup>1250</sup>. La demande pour l'élargissement du droit de vote des femmes fut exprimée dans d'autres villes du pays : à Santa Cruz, l'éditorial du journal *El Orden* affirma que les législateurs boliviens devaient rattraper leur retard par rapport à d'autres pays sur cette question et que les femmes rendraient la politique plus humaine, noble et compréhensive<sup>1251</sup>. De même, selon un journaliste, à Tarija, la nouvelle sur le projet de loi provoqua beaucoup de joie dans les cercles féminins qui demandèrent à ce que la restriction du projet de loi concernant les études primaires soit supprimée<sup>1252</sup>. Lors des discussions, plusieurs sénateurs affirmèrent que l'incorporation des femmes à la vie publique permettrait de « tonifier la Nation », que les élections municipales avaient montré les conditions exceptionnelles de « la femme » pour la gestion de la « chose publique », qu'il ne s'agissait plus de les mettre « à l'épreuve » mais de confirmer leurs « vertus civiques » prouvées lors des élections municipales, que les femmes se maintenaient éloignées de la corruption, qu'elles avaient plus de « cœur » et « d'intuition » pour l'accomplissement de leurs devoirs, qu'elles adouciraient les acrimonies des luttes politiques, etc<sup>1253</sup>. Un article alla même jusqu'à affirmer que la Bolivie trouverait son bonheur aux mains des femmes :

« ...Bolivia es una nación que hallará su felicidad en manos de la mujer. Si se observa la obra que ella ha realizado, se ve que donde ha puesto empeño surgió el milagro. Las instituciones de cualquier orden, aún las mismas religiosas, dirigidas o en las que interviene la mujer, se hallan en plena prosperidad. Y se debe recordar que la mujer boliviana ha desterrado prejuicios con mayor

---

<sup>1248</sup> *El Diario*, La Paz, 15 août 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1249</sup> *El Diario*, La Paz, 15, 23 et 24 août 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1250</sup> *El Diario*, La Paz, 24 août 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1251</sup> *El Diario*, La Paz, 30 août 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1252</sup> *El Diario*, La Paz, 10 septembre 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1253</sup> *El Diario*, La Paz, 3 et 17 septembre 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

entereza que los hombres. Las mujeres bolivianas son pues, como dijo la condesa Pardo Bazán, “mucho hombre”. »<sup>1254</sup>

Le 17 septembre le Sénat approuva le projet de loi et celui-ci passa à la Chambre de Députés<sup>1255</sup>. On ignore la raison pour laquelle l'ordre d'approbation fut inversé : le projet de loi étant d'abord approuvé par le Sénat et ensuite passant à la Chambre de Députés. Une fois arrivé dans cette Chambre, le projet semble avoir été enterré car on ne mentionne plus le sujet. La question qu'on doit se poser c'est pourquoi soudainement le président Urriolagoitia ainsi que le Parti Libéral semblaient aussi enthousiastes à l'idée d'octroyer le droit de vote élargi aux femmes. Au-delà du fait que cette question avait été largement débattue dans la société bolivienne depuis les années 1920, mais surtout dans les années 1930 et 1940, que le débat semblait être arrivé à maturité, qu'une grande partie des pays du monde avait octroyé le droit de vote aux femmes après 1945, l'on peut supposer que les secteurs de l'oligarchie tenaient à octroyer le droit de vote aux femmes pour contrecarrer la montée en popularité du MNR. En effet, entre 1949 et 1951 la popularité du MNR s'était accrue de manière foudroyante : aux élections législatives de 1949, le MNR avait obtenu la deuxième position en nombre de sièges ; en mai 1950 une grève générale des ouvriers d'usine à La Paz se transforma en insurrection sous l'impulsion du MNR (elle fut immédiatement réprimée par l'armée)<sup>1256</sup>. Des élections présidentielles allaient se tenir en 1951 et une grande partie des femmes des classes moyennes et élevée (celles qui remplissaient majoritairement la condition d'avoir des études primaires) semblait s'opposer vigoureusement au MNR ; elles avaient fait montre de cette opposition lors de la grève insurrectionnelle menée par le MNR en mai 1949 et lors du soulèvement révolutionnaire mené par ce parti en août 1949, comme on va le voir. Ainsi, il est très probable que les secteurs oligarchiques aient cru pouvoir contrecarrer le soutien grandissant au MNR aux prochaines élections avec le vote des femmes de l'oligarchie. D'ailleurs, dans le discours qu'il prononça à l'inauguration des sessions parlementaires immédiatement après avoir affirmé qu'il soutenait l'élargissement du droit de vote aux femmes, Urriolagoitia insista sur l'importance de lutter contre le « communisme », auquel était assimilé le MNR. Cependant, pour des raisons qu'on ignore, ce projet de loi ne fut pas débattu à la Chambre des Députés. Ce fut justement le MNR, qui après avoir pris le pouvoir à travers le soulèvement révolutionnaire d'avril 1952, octroya le droit de vote à toutes

---

<sup>1254</sup> *El Diario*, La Paz, 15 septembre 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1255</sup> *El Diario*, La Paz, 17 septembre 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1256</sup> MESA (de) José, GIBBERT Teresa, MESA GIBBERT Carlos D., *Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, 7<sup>ème</sup> édition, La Paz, 2008 ; KLEIN Herbert, *Historia de Bolivia*, Editorial Juventud, La Paz, 1991.

les femmes sans restrictions lors de la promulgation du suffrage universel le 21 juillet 1952. Dans le décret mettant en place cette disposition, le MNR déclara que l'oligarchie n'avait pas su reconnaître l'importance que « la femme avait dans la vie de toute société organisée » et qui s'était manifestée dans les six dernières années de « lutte contre l'oligarchie »<sup>1257</sup> (en faisant référence aux femmes qui avait lutté clandestinement aux côtés du MNR comme on va le voir).

En août 1952, l'Association de Femmes Universitaires envoya un message au président Victor Paz Estenssoro pour le féliciter et le remercier chaleureusement pour cette mesure<sup>1258</sup>. Le 17 août, une manifestation organisée par l'Athénée Féminin réunit plus d'un millier de femmes pour célébrer l'octroi du droit de vote aux Boliviennes. Une fois arrivées à la Plaza Murillo, la place principale de La Paz, plusieurs figures du féminisme et de plusieurs organisations culturelles féminines, telles que Zoila Viganó, l'écrivaine María Virginia Estenssoro, ainsi que María Luisa Sánchez Bustamante, María Frontaura de Illanes, Paz Nery Nava, et l'épouse du président, Carmela Cerruto de Paz Estenssoro, prononcèrent des discours soulignant l'importance de cette mesure « transcendante »<sup>1259</sup>.

---

<sup>1257</sup> *Última Hora*, La Paz, 22 juillet 1952, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1258</sup> *Última Hora*, La Paz, 9 août 1952, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1259</sup> *Última Hora*, La Paz, 18 août 1952, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

INFORMACION GRAFICA DE LA MANIFESTACION FEMENINA



La esposa del primer mandatario de la nación, señora Carmela Cerruto de Paz Estenssoro, desde los balcones del Palacio presidencial observa atentamente el desarrollo de la manifestación femenina. — La señora Maria Illanes de Frontaura pronuncia su discurso. — La concentración femenina ingresa a la calle Comercio desde la plaza Pérez Velasco, portando estandartes alusivos al acto. — Un aspecto de la muchedumbre que se congregó en la plaza Miraflores para observar el curso del acto cívico organizado por la Asociación Femenina.

OBSERV  
IRO DE  
Sucre,  
Jefatura  
informa  
Cartera  
vacione  
maestre  
se haga  
a la br  
Distrib  
de die  
de die

CONC  
DE C  
Suc  
Conse  
a cor  
visión  
mia  
y pa  
Ana  
cult  
fac

AY  
CH  
ria  
la  
al  
ti  
e

1260

<sup>1260</sup> *Última Hora*, La Paz, 18 août 1952, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

### **III) Le rôle joué par les femmes lors des affrontements entre le MNR et le gouvernement**

#### **A) Les événements de 1949**

Comme on l'a vu, les gouvernements d'Enrique Hertzog (1947-1949) et de Mamerto Urriolagoitia (1949-1951) représentèrent la tentative de l'oligarchie de reprendre le pouvoir et de revenir à la période d'avant-guerre. Cette période se déroula dans un climat de tensions et de grands mécontentements politiques et sociaux, marquée par une répression féroce de la part du gouvernement contre les mineurs, les ouvriers, les membres du MNR et par les tentatives de soulèvements révolutionnaires de la part de ce parti.

Pour sa part, le mouvement ouvrier s'était radicalisé pendant cette période : lors du IV<sup>e</sup> Congrès National des mineurs, qui eut lieu à Pulacayo en novembre 1946, la Fédération Syndicale des Travailleurs Mineurs de Bolivie approuva la thèse de la révolution permanente et prôna la lutte armée violente de la classe ouvrière. Face à cette radicalisation du mouvement mineur et ouvrier, la répression du gouvernement fut très importante. Le PIR, qui avait été depuis le début des années 1940 le parti le plus influent au sein du mouvement ouvrier, s'était allié aux partis traditionnels au sein du FDA pour renverser Villarroel. Il avait fait partie du gouvernement de transition et continua à faire partie du gouvernement pendant toute la période du Sexenio. Lorsqu'une grève fut déclarée dans la mine de Catavi en 1947, un ministre du PIR envoya des troupes pour la réprimer. C'était la fin du PIR comme parti de la gauche radicale<sup>1261</sup> : les ouvriers désertèrent ce parti et se tournèrent vers le MNR. Ce dernier connut un accroissement foudroyant de sa popularité. La période du Sexenio fut aussi marquée par une grave crise économique qui provoqua une inflation importante contribuant au mécontentement social et politique même chez les secteurs qui soutenaient le gouvernement auparavant. Le triomphe du MNR aux élections parlementaires provoqua une crise au sein du gouvernement. Arguant qu'il souffrait de problèmes de santé, Enrique Hertzog renonça à la présidence du pays en mai 1949; Mamerto Urriolagoitia devint donc président intérimaire de mai à octobre 1949, et puis président constitutionnel jusqu'en mai 1951.

En mai 1949, à l'issue d'une grève générale se produit un grave conflit dans les mines de Siglo XX qui étaient la propriété de Simón I Patiño. Plusieurs dirigeants de la grève furent emprisonnés et en représailles les mineurs prirent comme otages deux employés étrangers

---

<sup>1261</sup> KLEIN Herbert, *Historia de Bolivia*, Editorial Juventud, La Paz, 1991.

qu'ils finirent par tuer. La réaction du gouvernement fut l'intervention militaire et la tuerie de nombreux mineurs ; cet épisode fut connu comme le Massacre de Siglo XX.

Juste après cet incident María Teresa Solari envoya un message au président Urriolagoitia au nom de l'Union Civique Féminine pour lui exprimer tout le soutien qu'il avait de la part de cette organisation et des « légions révolutionnaires du 21 juillet 1946 » afin de protéger la « révolution libératrice » de 1946. Elle lui suggérait les noms de plusieurs hommes pour la formation d'un cabinet ministériel d'urgence ; Urriolagoitia lui répondit qu'il tiendrait compte de ses suggestions<sup>1262</sup>. Le journal *El Diario*, à l'occasion du mois de mai où l'on fêtait la « Fête des Mères », créa une section intitulée « Concorde, paix et tolérance » pour que plusieurs femmes puissent envoyer des messages de paix et de tolérance dans le contexte de violence des derniers événements. Les femmes interviewées étaient surtout des femmes qui appartenaient à des organisations catholiques et/ou de bienfaisance et leurs messages furent publiés pendant plusieurs jours du 15 au 25 mai dans le journal. Presque tous avaient un contenu similaire : ils appelaient au nom de l'amour et des enseignements de la Bible et de Jésus à la pacification des hommes. Elles appelaient aussi les femmes à jouer un rôle dans cette pacification au nom de la mission sacrée qu'elles avaient au sein du foyer et de la famille, mais aussi dans la compréhension sociale et politique de l'heure actuelle. Plusieurs d'entre elles élevaient leurs prières au ciel pour que la tranquillité et la paix reviennent dans le pays<sup>1263</sup>. Pendant ces mêmes jours, le message que plusieurs institutions de femmes avaient envoyé à Hertzog quelques jours avant qu'il quitte la présidence fut publié dans la presse. La lettre était signée entre autres par la Croix Rouge, la Société Protectrice de l'Enfance, la Société de Bienfaisance de Dames, l'Athénée Féminin, les associations d'anciennes élèves des lycées privés de l'oligarchie, ainsi que toutes les associations de femmes catholiques, etc. Dans cette lettre elles lui transmettaient leur soutien au nom de « la femme bolivienne » et elles affirmaient l'importance « d'aimer la Patrie » et surtout de « défendre la famille ». Hertzog leur répondit publiquement en affirmant que les femmes avaient donné des preuves de leurs capacités à résoudre les problèmes du pays et que pour cette raison elles avaient le droit de participer à la vie politique de celui-ci :

« La mujer boliviana que tantas y tan grandes pruebas tiene dadas de su influencia para ayudar a resolver los graves problemas del país y que es un ejemplo de virtudes, muestra hoy un irrefutable derecho a participar en los actos de la vida nacional. Su nivel cultural, su grande civismo y el respaldo de su profunda moral religiosa han granjeado el respeto de todos. Al defender

---

<sup>1262</sup> *El Diario*, La Paz, 14 mai 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1263</sup> *El Diario*, La Paz, 15, 20, 22, 24 et 25 mai 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

hoy, el orden que es el único estado en el que la sociedad puede prosperar, da una muestra más de su serenidad y ponderación. »<sup>1264</sup>

Peu de temps après, les représentantes des mêmes institutions féminines publièrent un communiqué dans la presse exprimant la profonde émotion qu'avaient provoquée en elles les récents événements tragiques. Elles affirmaient répudier vigoureusement les actes de violence incités par « des irresponsables qui prétendaient plonger la Patrie dans le chaos »<sup>1265</sup>. Le même jour, la direction de l'Union Civique Féminine invitait toutes ses membres à s'incorporer dans ses rangs pour la « défense nationale » et elle invitait aussi toute la citoyenneté à la « grande Manifestation Démocratique » qui allait avoir lieu le même jour dans les locaux de l'Université. Elles faisaient appel « au patriotisme de la femme bolivienne, pour assister avec un seul cœur et esprit » au service et à la défense de « la Bolivie libre de tyrans »<sup>1266</sup>. Il semblerait donc qu'elles aient vu dans l'assassinat des otages dans la mine Siglo XX une véritable menace à l'ordre établi. Deux jours plus tard, toutes les institutions féminines de la ville de La Paz présentèrent au président Urriolagoitia un document où elles déclaraient « soutenir la façon énergique et patriotique avec laquelle le gouvernement avait affronté le moment difficile que traversait le pays », elles applaudissaient aussi l'Armée Nationale, et condamnaient les « actes de barbarie » commis dans la mine Siglo XX qui « déshonoraient la dignité de la femme » ; elles manifestaient leur « solidarité avec toutes les victimes trainées dans l'incompréhension d'agitateurs et démagogues qui voulaient détruire la nationalité », et elles affirmaient exalter la « valeur de la femme bolivienne » représentée chez les femmes ouvrières qui s'étaient maintenues dans le « poste du devoir sans participer de la grève »<sup>1267</sup>. Toutes les institutions féminines qu'on a déjà citées signaient ce document. Elles exprimaient ainsi clairement leur soutien au gouvernement oligarchique et à quel point elles étaient prêtes à le défendre. Elles ne se trompaient pas en pensant que l'ordre établi était menacé : le drame de Siglo XX était un prélude à la rébellion, mais la véritable menace survint quelques mois plus tard.

Le 27 août 1949 le MNR mena un soulèvement révolutionnaire contre le gouvernement dans quatre villes du pays<sup>1268</sup>. Quelques jours plus tard, il créa un gouvernement parallèle dans la ville de Santa Cruz. Les révolutionnaires contrôlaient plus de

---

<sup>1264</sup> *El Diario*, La Paz, 17 mai 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1265</sup> *El Diario*, La Paz, 2 juin 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1266</sup> Idem.

<sup>1267</sup> *El Diario*, La Paz, 4 juin 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1268</sup> MESA (de) José, GIBBERT Teresa, MESA GIBBERT Carlos D., *Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, 7<sup>ème</sup> édition, La Paz, 2008.

la moitié du territoire, particulièrement Cochabamba et Santa Cruz, où se trouvait le foyer rebelle<sup>1269</sup>. Plusieurs affrontements eurent lieu à Incahuasi, Camiri et Yacuiba. Victor Paz Entessoro (qui était en exil à Buenos Aires) fut proclamé président. Urriolagoitia envoya les troupes de l'armée qui reprit progressivement Cochabamba et Santa Cruz. L'aviation fut utilisée et ces deux villes furent bombardées. Les mines avaient été prises par les mineurs et la grève fut déclarée dans plusieurs centres miniers<sup>1270</sup>. Finalement, le 14 septembre le gouvernement reprit le contrôle de tout le territoire. Cet événement, qui était une sorte de préliminaire à la révolution de 1952, fut plus tard appelé « guerre civile de 1949 » et même si le terme « guerre » semble exagéré, ce fut le soulèvement le plus important qui eut lieu dans le pays depuis la « guerre civile » de 1899<sup>1271</sup>.

Dès le 30 août les femmes se mobilisèrent contre ce soulèvement : une organisation dont on ne connaît pas grande chose, l'Union Démocratique Bolivienne, fit un appel à « toutes les femmes de la République et notamment celles de Cochabamba et Santa Cruz » pour que, « sans distinctions de classes ou crédos politiques », elles contribuent à la pacification des esprits en imposant « l'harmonie de la famille bolivienne »<sup>1272</sup>. Le 2 septembre Guillermina Sánchez Valencia, sur laquelle on ne sait pas grande chose, publia dans la presse un message « aux dames de la Bolivie » exhortant les femmes à défendre leurs foyers et leurs familles car « en défendant le foyer on défendait la Patrie ». D'après elle, les femmes « n'avaient rien à voir avec les partis politiques, ni avec les aspirations à la prise du pouvoir »<sup>1273</sup>. Son discours est le même que celui des femmes catholiques niant tout caractère politique aux actions des femmes et faisant de la Patrie une famille à plus grande échelle. D'ailleurs, tous les appels faits aux femmes, que ce soit en mai ou en septembre 1949, évoquaient le rôle traditionnel des femmes : elles devaient contribuer à la pacification des hommes et des esprits pour défendre la famille, mais aussi diffuser l'amour et la doctrine du Christ sans prendre part aux affrontements idéologiques et politiques. L'Association des Femmes Universitaires fit un appel aux femmes dans ce sens en affirmant que :

« Los más caros sentimientos y puros afectos de la mujer están heridos, ya que a ella le atañen de cerca el hogar, los esposos, los hijos y por ende la Patria. Nos toca hoy invocar el cristiano ideal de amor que tan ausente parece estar a fin de unificar el alma nacional. »<sup>1274</sup>

---

<sup>1269</sup> Idem.

<sup>1270</sup> Idem.

<sup>1271</sup> Idem.

<sup>1272</sup> *El Diario*, La Paz, 30 août 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1273</sup> *El Diario*, La Paz, 2 septembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1274</sup> *El Diario*, La Paz, 10 septembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.



Pour leur part, la Fédération d'Employées Catholiques fit un appel au « cœur des mères qui bat chez toutes les femmes boliviennes » et s'adressa aux femmes des classes travailleuses en les enjoignant à ne pas « être les instruments d'agents qui essaient de subvertir l'ordre public », « travailler avec discipline et enthousiasme », « accepter les difficultés économiques du moment jusqu'à ce que la situation soit normalisée », « pacifier et coordonner les droits et devoir entre les gouvernants et les gouvernés », « ne pas être un obstacle au programme de défense et de bien-être social du gouvernement proposé dans le moment actuel ». Le document finissait par des exclamations écrites en majuscules : « Femme Bolivienne ! Subordination et Persévérance » !<sup>1275</sup> On constate clairement la peur de voir les femmes ouvrières se joindre au soulèvement révolutionnaire et la volonté de garder un contrôle strict sur elles et leur comportement. La Fédération d'Employées apparaît ainsi clairement comme une institution de contrôle et de « domestication » des femmes ouvrières ainsi que de préservation de l'ordre oligarchique. Peu de temps après que le gouvernement eut réussi à reprendre le contrôle du pays, l'Union Civique Féminine et María Teresa Solari organisèrent une audition radiophonique qui fut diffusée jusqu'à la fin du mois de septembre. Cette audition était intitulée « L'Heure de la Femme Bolivienne » et son contenu fut intégralement retranscrit dans le journal *El Diario*. Plusieurs femmes et organisations féminines présentaient des discours faisant encore une fois appel aux femmes pour qu'elles contribuent à la pacification du pays en défense de la famille et de la Patrie. Dans un discours Solari affirma que « la force vivante et démocratique de la Nation est représentée dans la personne du président »<sup>1276</sup>. Une femme s'adressa aux travailleurs et travailleuses de tout le pays pour les enjoindre à ne pas se laisser « tromper par les démagogues »<sup>1277</sup>. La volonté de rallier et de contrôler le mouvement ouvrier transparaît encore une fois dans ces messages qui dénotent la claire volonté de défendre l'ordre oligarchique et d'asseoir les vertus et les symboles de la « Révolution du 21 juillet 1946 ».

Les articles louant l'action des femmes dans ces événements ne tardèrent pas à apparaître : le chef de l'État-Major fit la louange du rôle joué par les femmes du Centre Libéral Féminin dans l'assistance aux malades et aux blessés<sup>1278</sup> ; un Colonel loua

---

<sup>1275</sup> *El Diario*, La Paz, 11 septembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1276</sup> *El Diario*, La Paz, 18 septembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1277</sup> *El Diario*, La Paz, 24 septembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1278</sup> *El Diario*, La Paz, 15 février 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

l'exemplarité des femmes de Cochabamba qui avaient nourri les troupes de l'Armée<sup>1279</sup> ; on salua aussi les actions des Samaritaines de la Croix Rouge et d'Elodia Lijerón qui servirent du thé et du chocolat chaud aux sentinelles à El Alto<sup>1280</sup> ainsi que les actes de « bolivianidad » des femmes de Santa Cruz qui s'étaient montrées fidèles au gouvernement d'Urriolagoitia<sup>1281</sup>. Le fait qu'un gouvernement parallèle se soit créé à Santa Cruz, un département avec un fort sentiment régionaliste, provoquait en effet beaucoup d'inquiétude dans le reste du pays.

Au-delà de tous les appels faits par les femmes à la pacification, les femmes s'organisèrent politiquement pour défendre l'oligarchie en place : en décembre 1949 l'Organisation Féminine Démocratique Nationale vit le jour, fondée par une femme catholique, Lola Mercedes Terán de Pohl. L'organisation se présentait comme « éminemment anti-communiste, bolivianiste et moralisatrice » et défendait trois principes qui étaient ceux des femmes catholiques : « Dieu, Patrie et Foyer »<sup>1282</sup>. L'organisation se présentait aussi comme la première organisation anti-communiste du pays. Si le MNR était qualifié de parti « nazi-fasciste » sous Villarroel, désormais l'oligarchie le considérait comme un parti « communiste ». L'organisation avait d'abord été fondée à Cochabamba. En décembre 1949 sa fondatrice se rendit à La Paz, pour créer une filiale dans cette ville. Elle avait comme projet de fonder des filiales dans toutes les villes du pays. Les fondatrices de la filière de La Paz étaient des femmes qui avaient fait partie d'autres organisations catholiques, telles que Leticia Antezana de Alberdi. Le Nonce de La Paz bénit l'organisation en espérant qu'elle se développe dans tout le pays<sup>1283</sup>. La nouvelle fut rapportée dans la presse que même l'archevêque de Nankin en Chine, Monseigneur Paul Yu Pin, avait béni l'organisation en affirmant que « la femme devait s'organiser contre le communisme, car celui-ci enlevait à la femme ce qu'elle aimait le plus : son foyer, son Dieu et sa Patrie »<sup>1284</sup>. Lors du discours d'organisation Terán de Pohl soutint que le foyer qui était « la colonne fondamentale de la nationalité » était maintenant en danger avec la « doctrine du communisme »<sup>1285</sup>. À propos des activités de cette organisation, un article de journal soulignait la participation croissante des femmes dans la vie politique :

« La mujer boliviana comienza a actuar en política. Convertida en ciudadana con derechos a intervenir como electora y elegida en los comicios municipales,

---

<sup>1279</sup> *El Diario*, La Paz, 6 septembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1280</sup> *Idem.*

<sup>1281</sup> *El Diario*, La Paz, 9 septembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1282</sup> *El Diario*, La Paz, 11 décembre 1949, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1283</sup> *Idem.*

<sup>1284</sup> *Idem.*

<sup>1285</sup> *Idem.*

sale del estrecho marco en que las leyes la relegaban anteriormente e incursiona con gallardía en los palpitantes problemas nacionales. Su voz apasionada, llena de fe y de sanos propósitos viene a constituir un nuevo factor en la lucha ideológica que se presenta activa y a veces violenta.

Es ésta la primera actitud anticomunista colectiva que se plantea en forma franca por nacer del bello sexo, es contemplada con cierta simpatía, por el hombre de la calle, que ve en las damas católicas, la reencarnación del antiguo espíritu religioso de la fe en Dios, en el hogar y en las virtudes que hacen de todo país algo grande y respetable. »<sup>1286</sup>

María Teresa Solari ne manque pas l'occasion d'adhérer à cette organisation. En janvier 1950 elle envoya une lettre publique à Terán de Pohl dans laquelle elle affirmait que les femmes de La Paz luttèrent depuis 4 ans contre les « forces totalitaires » et qu'elle lui offrait ses services pour la « croisade de femmes démocratiques » que celle-ci avait initiée en défense de la « religion apostolique romaine », « du Christ et de la Bolivie »<sup>1287</sup>. La dernière phrase de sa lettre montre le niveau d'engagement qu'elle accordait à sa lutte et donc la radicalité de sa position politique :

« Tome usted mis servicios morales y espirituales. Y si llegase - dentro el encuentro de tendencias universales de comunismo y democracia - nueva hora de prueba, señora, ahí tiene usted mi vida que personalmente ya no me pertenece; es propiedad íntegra de mi patria; y como Bolivia es un santuario de Cristo, por Cristo y por Bolivia, bendita sea la lucha, y mil veces bendita sea la muerte. Con usted señora.

María Teresa Solari Ormachea. »<sup>1288</sup>

La même année Solari envoya une lettre au président Urriolagoitia lui exprimant tout son soutien et demandant que les femmes obtiennent le droit de vote au niveau national<sup>1289</sup>. Urriolagoitia répondit que le Congrès allait prendre des mesures dans ce sens<sup>1290</sup>. Solari avait défendu le suffrage féminin sans restrictions depuis longtemps. Il est probable qu'elle ait aussi considéré qu'en octroyant le droit de vote aux femmes, la montée en popularité du MNR qui avait réussi à convoquer et à organiser un mouvement national composé de secteurs très divers de la société dont les classes moyennes, les ouvriers, les mineurs, les paysans, pourrait être contrecarrée aux élections suivantes. Étant donné, comme on l'a vu, le soutien que la majorité des institutions féminines de La Paz portaient au gouvernement et par conséquent à

---

<sup>1286</sup> *El Diario*, La Paz, 4 janvier 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1287</sup> *El Diario*, La Paz, 19 janvier 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1288</sup> *Idem*.

<sup>1289</sup> *El Diario*, La Paz, 19 août 1950, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1290</sup> *Idem*.

l'ordre oligarchique, il n'est pas étonnant qu'octroyer le droit de vote aux femmes avant les prochaines élections soit vu par le pouvoir et les sociétés féminines comme une urgence. C'était sans compter sur le fait qu'une grande partie des femmes des classes moyennes notamment, soutenait clandestinement le MNR et allait le défendre publiquement, réussissant ainsi à accroître encore plus la popularité de ce parti au sein de l'opinion publique.

## **B) Les femmes du MNR**

Durant ses premières années, le MNR ne fit pas appel aux femmes comme à des acteurs de transformation de la société. Cependant, après la chute de Villarroel, il entra dans un mode de fonctionnement différent, car il devait endurer la persécution et la répression du gouvernement. Il était donc impossible pour les militants du parti de lutter ouvertement. Dans ce contexte, le parti fit appel à la solidarité et à la participation des femmes en tant que mères, épouses et filles des victimes de la « révolution » du 21 juillet 1946 et des persécutions politiques qui s'ensuivirent. Celles-ci jouèrent ainsi un rôle important dans l'organisation des actions clandestines du parti pendant le Sexenio.

L'entrée des premières femmes dans le parti fut assez spontanée ; en effet, comme le remarque María Isabel Arauco, la plupart de ces femmes étaient des membres de la famille des militants et dirigeants du parti: « ... es posible que entre las motivaciones que indujeron a las primeras movimientistas a ingresar en la política probablemente estaba la relación de parentesco que las vinculaba con militantes y dirigentes del MNR. »<sup>1291</sup> Cependant, comme l'énonce Arauco, cela ne signifie pas que leur engagement politique était d'une moindre valeur : « ...esta suposición no quiere en ningún modo negar el valor de una decisión tal, considerando el nivel de la lucha política del momento y las dificultades que debía vencer una mujer que optaba por tal camino. »<sup>1292</sup> Ainsi, une partie des premières femmes qui participèrent aux luttes politiques du MNR était constituée de membres de la famille des dirigeants et militants de ce parti. Parmi elles, l'on peut citer Ela Campero, Matilde Olmos, Carmen Eguez, Luisa Z. de Caballero, Etelvina de Peña Córdova, Emma Gutierrez de Bedregal, Benita Villanueva de Bedregal, Teófila Cossío, Adriana S. de Cuadros, Graciela de Rodríguez, Marina Pinto de Alvarez Plata, Rosa Uriarte de Sanjinés, Blanca Peña de Sandóval Morón, Isabel Zuazo Rosa Lema Dolz de Lluch.

Ces femmes commencèrent à s'organiser et à recevoir des instructions, des consignes et des ordres d'action de la part du Comité Politique du Parti. La première apparition publique

---

<sup>1291</sup> ARAUCO, María Isabel, *Mujeres en la Revolución Nacional: Las Barzolas*, Distribución CINCO, La Paz, 1984.

<sup>1292</sup> Idem.

du MNR et des groupes des femmes qui allaient devenir des « commandos féminins » eut lieu le 15 décembre 1946, à l'occasion d'une cérémonie religieuse qui se transforma en une marche en l'honneur de Gualberto Villarroel. Cette manifestation fut réprimée par le gouvernement.

À la fin de 1946, les femmes réalisèrent des actions de propagande pour les candidats du MNR aux élections de janvier 1947, dans lesquelles Victor Paz Estenssoro réussit à obtenir 18.000 voix et deux membres du MNR furent élus députés.

Petit à petit, les organisations de ces femmes prirent la forme de commandos féminins intégrés aux structures du parti. Les femmes qui en faisaient partie choisirent le nom de « Barzolas » en hommage à María Barzola. Celle-ci était une femme des classes populaires qui travaillait en tant que « palliri »<sup>1293</sup> dans les mines de Catavi. Lors d'une grève pour l'augmentation des salaires dans le complexe minier Catavi-Siglo XX en décembre 1942, elle se mit à la tête des ouvriers pendant la grève et mourut sous les balles des mitrailleuses. Elle devint un symbole de la lutte pour les droits du prolétariat.

En janvier 1948, le MNR organisa la IV<sup>e</sup> Convention du Parti à La Paz. Au sein des délégations de Cochabamba et du Beni, se trouvaient Rosa Morales Guillén et Sabina Vargas de Rivero, qui représentaient les commandos féminins de ces villes. En 1948, d'autres femmes intégrèrent les commandos, telles que Lydia Gueiler Tejada. Jusqu'alors la plupart des femmes étaient apparentées aux membres du parti, mais Lydia Gueiler s'incorpora au parti par conviction politique : « el ingreso de Lydia Gueiler al MNR significó la expresión individual de la incorporación masiva de las mujeres al partido. »<sup>1294</sup>

Plus tard, des femmes célibataires ou chefs de foyer intégrèrent massivement les rangs du parti. Les Barzolas participèrent activement à toutes les tentatives du MNR pour renverser les gouvernements du Sexenio, dont la Guerre Civile de 1949. La répression politique qui suivit cet événement fut d'une grande ampleur : des centaines de militants furent arrêtés ou envoyés dans des zones tropicales et inhospitalières. Cette répression obligea les femmes à jouer un rôle très actif auprès des prisonniers tout en faisant de la propagande politique.

L'année 1950 fut consacrée à la préparation des élections générales du 6 juin 1951 où Victor Paz Estenssoro et Hernán Siles Zuazo devaient se présenter comme candidats. Début 1951, le gouvernement arrêta des centaines de militants du MNR, pour qu'ils ne puissent pas être candidats aux élections. Vingt-sept femmes du MNR réalisèrent alors une grève de la faim, à partir du 20 avril 1951, dans le Palais de Justice en demandant au gouvernement la libération des prisonniers. Cet épisode n'a pas été étudié suffisamment par l'historiographie

---

<sup>1293</sup> Les « palliris » sont les femmes qui sélectionnent les minéraux extraits des mines.

<sup>1294</sup> ARDAYA, Gloria, *Política sin rostro: mujeres en Bolivia*, Editorial Nueva Sociedad, Venezuela, 1992.

sur cette période en Bolivie, qui d'habitude l'expédie en une phrase ou deux. Or, cette grève de la faim qui tint tout le pays en haleine pendant une semaine, eut un retentissement extrêmement important dans l'opinion publique, à tel point que l'on pourrait considérer que ce fut un facteur très important pour la victoire du MNR aux élections de mai 1951.

Cette grève de la faim par son caractère spectaculaire et inédit, bénéficia d'une couverture médiatique extrêmement importante<sup>1295</sup>. Pendant une semaine, les journaux et les médias ne parlèrent que de cela et la population du pays entière semblait morte d'inquiétude pour le sort des femmes grévistes. Lorsque la grève commença, les journaux mentionnèrent les irrégularités dont avaient été victimes les membres du MNR lorsqu'ils avaient été emprisonnés. La procédure *d'habeas corpus* n'avait pas été respectée et les détenus politiques avaient été envoyés dans des confins éloignés sans que la police n'ait présenté les raisons de leur détention au juge et par conséquent sans que celui-ci ait pu vérifier la légalité de cette détention.

Les femmes grévistes étaient toutes apparentées avec les membres du MNR emprisonnés : il s'agissait des mères, des épouses, des sœurs et des filles des détenus. Il y avait parmi elles 3 mineures. Elles commencèrent la grève le 20 avril 1951 en s'installant dans l'un des salons du Palais de Justice. Le jour d'après, elles publièrent un communiqué dans la presse où elles affirmaient qu'elles ne sortiraient de là que lorsque les détenus seraient de retour et libérés. Elles accusaient le gouvernement d'outrage aux femmes et d'attentat contre ce qui était « le plus sacré » : la famille :

« El Comité de Huelga de las madres, esposas, hermanas e hijas de los militantes y simpatizantes del Movimiento Nacionalista Revolucionario, que han sido injustamente detenidos y confinados a lugares insalubres por el gobierno de Urriolagoitia y del PURS, se dirige a la opinión pública en especial a las Mujeres Bolivianas con objeto de hacerles saber que, en señal de protesta contra el Gobierno que ha hecho tabla rasa de la Justicia, todas las personas que voluntariamente se han declarado en Huelga de Hambre indefinida, no saldrán del recinto del Tribunal de Justicia hasta que las autoridades ordenen el retorno y libertad de todos los detenidos y confinados.

El Comité de Huelga quiere hacer llegar su voz al pueblo, a la clase trabajadora y en especial a las mujeres proletarias, para hacerles saber que el sacrificio de las madres, esposas e hijas, se brinda al valor de los hombres del MNR, que durante más de cuatro años vienen sufriendo una serie de martirios y sufrimientos por la grandeza de Bolivia y la felicidad de las mayorías populares.

Asimismo, dejan constancia las personas que integran el comité de huelga, que cualquier consecuencia fatal de la Huelga de Hambre indefinida será por obra

---

<sup>1295</sup> Il semblerait aussi d'après les commentaires de journaux, que ce fut la première fois dans l'histoire du pays qu'une grève de la faim se réalisait. Cette information reste néanmoins à vérifier.

del oficialismo que en su afán de cometer crímenes y burlarse de la justicia, no vacila en ultrajar a las mujeres y atentar contra lo más sagrado: la familia.

La Mujer Boliviana sale en defensa del Hogar y de la Familia y expresa rotundamente que no saldrán del Tribunal de Justicia hasta que no vean presentes a sus seres más queridos, que no habiendo cometido ningún delito están en el derecho de retornar al hogar para ganar el sustento de sus hijos.

La Paz, 21 de abril, en el segundo día de la huelga de hambre, 1951. »<sup>1296</sup>

Ainsi, elles réussissaient à retourner le concept de « famille », tant utilisé par les femmes catholiques et celles qui soutenaient le gouvernement, contre ce dernier. Ce n'était pas le MNR qui mettait en danger la famille, mais le gouvernement d'Urriolagoitia lui-même. En faisant appel au concept de famille, non seulement elles retournaient en leur faveur la rhétorique typique des femmes catholiques, mais elles visaient à émouvoir l'opinion publique et à présenter leur action comme non politique. Elles restaient aussi dans les limites de leur rôle traditionnel : c'est en tant que mères, épouse, filles et sœurs des « victimes » des abus du pouvoir qu'elles agissaient. Le fait que ce soit des femmes réussit à émouvoir et à marquer beaucoup les esprits dans l'opinion publique : dans la presse se multiplièrent les commentaires inquiets insistant sur le fait qu'il s'agissait de femmes, donc de « corps plus faibles » qui auraient du mal à supporter une grève de la faim. Des commentaires furent aussi publiés dénotant une inquiétude par rapport à l'image négative du gouvernement et du pays que cette grève de la faim pouvait provoquer dans la presse internationale où on commençait à parler d'elle<sup>1297</sup>.

---

<sup>1296</sup> *El Diario*, La Paz, 21 avril 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1297</sup> *El Diario*, La Paz, 23 avril 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.



1298

La presse bolivienne suivit cette grève de la faim au jour le jour et en publia tous les détails. Ainsi, elle communiquait constamment sur l'état de santé des grévistes, les interventions de médecins et de membres de la Croix Rouge. Très rapidement, des associations de tout type commencèrent à exprimer leur soutien aux grévistes et à exiger du gouvernement le retour des prisonniers afin de mettre fin à la grève de la faim. Le 23 avril le Comité Féminin Pro Culture envoya une lettre au Ministre de l'Intérieur, José Saavedra Suárez, où ses membres affirmaient être profondément « affectées » par cette « situation très douloureuse », et que par conséquent elles demandaient à ce que la « clameur » des dames grévistes soit entendue<sup>1299</sup>. Même les organisations catholiques qui avaient tant défendu le gouvernement commencèrent à lui tourner le dos. L'Association Apostolique Féminine (« Asociación Apostólica Femenina »), dans un communiqué de presse, accusait le gouvernement d'« inventer des révolutions et des soulèvements et de semer partout du sang, de la douleur et des larmes »<sup>1300</sup>. Entretemps, le chef de la Police déclara au journal *La Razón* que la grève de la faim n'avait pour but que d'obtenir le retour des dirigeants politiques qui étaient exilés : Victor Paz Estenssoro, Juan Lechín et Guillermo Lora<sup>1301</sup>. Les femmes

<sup>1298</sup> *El Diario*, La Paz, 25 avril 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1299</sup> Idem.

<sup>1300</sup> Idem.

<sup>1301</sup> *El Diario*, La Paz, 24 avril 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.



grévistas répondirent par un communiqué que cette déclaration était insidieuse et fausse<sup>1302</sup>. En même temps un Comité de la Croix Rouge était intervenu comme médiateur. Il sollicita un entretien avec le Ministre de l'Intérieur pour lui demander « qu'il essaye de trouver une solution aux demandes des dames grévistes ». Suite à cette intervention, le Ministre de l'Intérieur affirma qu'il s'engageait à libérer immédiatement les proches qui n'étaient pas directement impliqués dans les « plans subversifs découverts récemment par la police », de toute dame qui abandonnerait le Palais de Justice et rentrerait chez elle avant 16 heures. Il s'engageait aussi à faire rentrer à La Paz tous les détenus ayant eu une participation directe dans les plans de subversion afin de les remettre aux décisions de la justice ordinaire. Le ministre affirmait aussi que cette grève répondait à des « consignes politiques inhumaines » et que la responsabilité des conséquences appartenait aux promoteurs et aux acteurs de la grève. Il soutenait également qu'une commission de dames, victimes des assassinats de Chuspipata, allait aussi se rendre au Palais de Justice pour demander que les auteurs de ces crimes soient condamnés. Il affirmait de même que la grève poursuivait des mobiles exclusivement politiques et qu'elle était dirigée par des « perturbateurs de l'ordre public », qui réalisaient une « manœuvre typique du MNR », qui mettait en avant des « ouvriers et des enfants sans défense » en les obligeant à souffrir les conséquences de la répression lancée pour restaurer « l'ordre public »<sup>1303</sup>. Les grévistes annoncèrent immédiatement qu'elles n'acceptaient pas ces conditions et qu'elles n'allaient pas suspendre la grève<sup>1304</sup>.

Avec ces déclarations le gouvernement commettait plusieurs graves erreurs. D'abord, en parlant de détenus qui « n'étaient pas directement impliqués » dans les « plans subversifs », il avouait qu'il y avait des personnes détenues sans vrai motif ; en affirmant qu'il remettrait les détenus « directement impliqués » dans le « plan subversif » aux mains de la justice ordinaire, il avouait que les procédures judiciaires légales n'avaient pas été suivies et que donc le gouvernement avait agi dans l'illégalité. En voulant discréditer les grévistes et en les tenant pour responsables de leur sort, le gouvernement se montrait complètement indifférent à leurs vies et se lavait les mains de tout ce qui pourrait advenir. Cette indifférence fut cher payée car elle indigna l'opinion publique. De plus, il se montrait menaçant en parlant de la « répression » que devaient subir les personnes « sans défense » manipulées par les dirigeants du MNR. Cette attitude fut considérée inacceptable par l'opinion publique qui se montra encore plus résolue dans son soutien aux grévistes. Le même jour les étudiants de plusieurs facultés de l'Université Mayor de San Andrés de La Paz condamnèrent le

---

<sup>1302</sup> Idem.

<sup>1303</sup> Idem.

<sup>1304</sup> Idem.

gouvernement dans une Assemblée réunie à l'Université et ensuite ils réalisèrent une manifestation spontanée qui se rendit au Palais de Justice où plusieurs étudiants prirent la parole. Comme le décrivait la presse, dans les discours on entendit « des mots violents contre les membres du gouvernement » et on exigea à maintes reprises le retour des confinés politiques<sup>1305</sup>. Le même jour l'un des juges à la tête du procès affirma publiquement que la police n'avait pas justifié la détention des prisonniers avec des éléments de preuve<sup>1306</sup>. Avec cette nouvelle la police et le gouvernement étaient encore plus discrédités aux yeux de l'opinion publique qui commença à condamner les abus du pouvoir. La même journée, cent personnes annoncèrent qu'elles allaient se joindre à la grève de la faim ; elles étaient les membres de famille de militants du Parti Communiste qui se trouvaient confinés à los Yungas et une partie d'entre elles appartenait à l'organisation « Comité Ouvrier Féminin », dont on ne connaît pas grande chose<sup>1307</sup>. Ces personnes finalement ne se joignirent pas à la grève. Le même jour, la Fédération Universitaire Locale publia un communiqué où elle exigeait que le gouvernement respecte les déterminations du pouvoir judiciaire, elle affirmait son soutien et son adhésion aux « mères, filles et sœurs » des prisonniers qui réalisaient cette grève comme « le seul moyen d'atteindre la paix pour leurs familles ». Ils dénonçaient aussi le fait que le gouvernement ait violé les lois ; ils affirmaient que les universitaires allaient lutter pour les libertés publiques et les droits humains et condamnaient fermement la répression politique<sup>1308</sup>. Même la Légion d'Ex-Combattants publia un communiqué « condamnant énergiquement les abus des autorités à l'encontre des libertés et des garanties citoyennes », exigeant le retour des détenus politiques, le respect du pouvoir judiciaire et du principe d'*habeas corpus*<sup>1309</sup>.

Le 25 avril deux femmes grévistes se trouvant dans un grave état de santé durent être évacuées en ambulance du Palais de Justice. L'audience d'*habeas corpus* se tenait à ce moment-là dans un des salons, avec la présence d'une foule tellement importante que des rues adjacentes au Palais de Justice furent bloquées à la circulation<sup>1310</sup>. Lorsque les femmes furent évacuées, la foule acclama toutes les femmes grévistes, et une manifestation spontanée commença avec la présence de nombreux étudiants. La manifestation se dirigea vers l'Université et des passants se joignirent à elle<sup>1311</sup>. D'après la presse, un groupe de femmes portait le drapeau national avec un bandeau noir en signal de deuil. Ensuite, la manifestation se dirigea vers la clinique où les deux grévistes évacuées étaient traitées. Lydia Gueiler, l'une

---

<sup>1305</sup> Idem.

<sup>1306</sup> Idem.

<sup>1307</sup> Idem.

<sup>1308</sup> Idem.

<sup>1309</sup> Idem.

<sup>1310</sup> *El Diario*, La Paz, 25 avril 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1311</sup> Idem.

des femmes grévistes qui était encore en bonne santé, prit la parole pour demander au « peuple de La Paz » de se joindre à l'appel de paix et concorde que faisaient les 27 femmes grévistes, lesquelles n'avaient aucune autre finalité que celle de demander « la tranquillité pour les foyers de tous les Boliviens »<sup>1312</sup>. Ensuite la manifestation, après être passée par les quartiers populaires, se dirigea vers la place principale et demanda à ce que le président sorte sur les balcons du Palais Exécutif pour « entendre la clameur de la multitude »<sup>1313</sup>. Ensuite, la manifestation se rendit à la nonciature afin de faire connaître aux représentants du Vatican les « sentiments chrétiens et humanitaires » qui animaient la manifestation<sup>1314</sup>. La Fédération Nationale des Invalides de guerre et le Syndicat de Graphistes proclamèrent leur soutien et leur solidarité avec les femmes grévistes. Celles-ci publièrent un communiqué où elles affirmaient qu'il était faux qu'elles poursuivaient des mobiles politiques et qu'elles ne cesseraient la grève que lorsque les détenus seraient de retour chez eux<sup>1315</sup>. Le Ministre de l'Intérieur annonça que tant que les femmes grévistes n'abandonneraient pas leur attitude, ils ne mettraient pas en place des « mesures de conciliation nationale ». Il ajouta que cette grève de la faim était une « comédie ridicule » car les femmes « mangeaient et buvaient à leur faim », et qu'elles voulaient juste inspirer des « attitudes sentimentales pour provoquer la violence »<sup>1316</sup>. Au moment où le gouvernement faisait cette déclaration, la Cour Suprême de Justice annonçait qu'elle allait expédier le mandat de liberté pour les prisonniers<sup>1317</sup>. Une manifestation spontanée eut lieu une nouvelle fois pour célébrer cette nouvelle et exiger au gouvernement le retour des prisonniers<sup>1318</sup>. Les étudiants annoncèrent cette nouvelle aux femmes grévistes en leur demandant de cesser la grève ; elles répondirent une nouvelle fois qu'elles allaient le faire uniquement lorsque les détenus seraient de retour chez eux<sup>1319</sup>. L'Archevêque eut un entretien avec le Président qui déclara que la plupart des détenus avaient déjà été libérés, ce qui était faux<sup>1320</sup>. Plusieurs dames envoyèrent une lettre à la Première Dame demandant son intervention et son soutien en sa qualité de femme<sup>1321</sup>. De même, le Comité National de Femmes Libres de Bolivie (« Comité Nacional de Mujeres Libres de Bolivia »), envoya des télégraphes à l'Organisation des Nations Unies, à la Croix Rouge

---

<sup>1312</sup> Idem.

<sup>1313</sup> Idem.

<sup>1314</sup> Idem.

<sup>1315</sup> Idem.

<sup>1316</sup> *El Diario*, La Paz, 26 avril 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1317</sup> Idem.

<sup>1318</sup> Idem.

<sup>1319</sup> Idem.

<sup>1320</sup> Idem.

<sup>1321</sup> Idem.

Internationale et à Eva Perón demandant leur intervention<sup>1322</sup>. D'autres institutions firent connaître leurs protestations contre le gouvernement telles que le Syndicat de Travailleurs du Béton, l'Avant-Garde Ouvrière du MNR, l'Institut de Sciences Sociales de l'Université, la Confédération Nationale d'Étudiants du Secondaire, et d'autres<sup>1323</sup>. Trois centres miniers publièrent un communiqué où ils applaudissaient l'action des femmes grévistes qu'ils qualifiaient d'« héroïque et dévouée »<sup>1324</sup>. Les commandos départementaux du MNR de plusieurs villes applaudissaient également leur « courageuse attitude »<sup>1325</sup>. En même temps les journaux annonçaient que l'état de santé des femmes grévistes s'était aggravé, qu'elles souffraient de constants vertiges et évanouissements<sup>1326</sup>. Le Comité Central d'Étudiants de La Paz organisa une « Grande Marche de Concorde Nationale » qui devait avoir lieu le samedi suivant en partant de l'Université. La Fédération Universitaire Locale et la Confédération Nationale d'Étudiants du Secondaire avaient eu un entretien avec le Ministre de l'Intérieur pour lui demander le retour des prisonniers<sup>1327</sup>. La presse annonça que la grève de la faim avait provoqué un grand émoi dans les cercles politiques et sociaux de la ville de Santa Cruz<sup>1328</sup> et de Cochabamba<sup>1329</sup>. Le 27 avril, alors que la grève durait depuis une semaine, la presse annonça que l'épouse du Président avait finalement décidé d'intervenir en faveur du retour des prisonniers<sup>1330</sup>. De même, le Maire de La Paz et le Préfet du Département s'entretenirent avec les femmes grévistes, leur demandant de cesser la grève puisque le gouvernement avait ordonné le retour des prisonniers pour le 2 mai<sup>1331</sup>. Elles répondirent qu'elles auraient pu accepter cela au début de la grève, mais étant donné que le gouvernement s'était moqué d'elles, elles ne briseraient pas la promesse qu'elles avaient faite devant le crucifix du salon de ne pas sortir tant que leurs proches ne seraient pas de retour<sup>1332</sup>. Elles affirmèrent aussi que tant qu'elles n'avaient pas des garanties écrites du retour des prisonniers pour le 30 avril, elles ne cesseraient pas la grève<sup>1333</sup>. Elles continuaient à recevoir le soutien de nombreuses autres organisations. L'Association Apostolique Féminine avait adressé un télégraphe à Eleanor Roosevelt pour qu'elle intervienne en tant que déléguée des Etats-Unis à

---

<sup>1322</sup> Idem.

<sup>1323</sup> Idem.

<sup>1324</sup> Idem.

<sup>1325</sup> Idem.

<sup>1326</sup> Idem.

<sup>1327</sup> Idem.

<sup>1328</sup> Idem.

<sup>1329</sup> *El Diario*, La Paz, 27 avril 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1330</sup> Idem.

<sup>1331</sup> Idem.

<sup>1332</sup> Idem.

<sup>1333</sup> Idem.

la Commission des Droits Humains de l'ONU<sup>1334</sup>. L'Association des Défenseurs de Boquerón (l'une des batailles les plus célèbres de la Guerre du Chaco), la Fédération Syndicale de Travailleurs de Farine, la Fédération d'Employés de Banques, les femmes ouvrières de Cochabamba, l'Union Syndical de Travailleurs d'Usine, le Syndicat de Chauffeurs 1<sup>er</sup> mai, et plusieurs autres organisations envoyèrent des messages publics de soutien et solidarité aux femmes grévistes<sup>1335</sup>. Finalement, le Préfet du Département dut leur présenter les échanges par écrit qu'il avait eus avec le Ministre de l'Intérieur, et leur annonça qu'il allait renoncer à sa charge si la promesse du gouvernement n'était pas tenue<sup>1336</sup>. Ainsi finalement, le 28 avril, après 8 jours de grève les femmes grévistes cessèrent la grève. La plupart d'entre elles sortirent du Palais de Justice portées sur des chaises, à l'exception de trois d'entre elles qui purent marcher avec l'aide de leurs proches. Toutes furent ensuite transportées aux hôpitaux de la ville. La presse affirme que leur état de prostration physique était bien visible et que plusieurs personnes ne purent contenir leur émotion et leurs larmes en les voyant sortir dans cet état<sup>1337</sup>. Un Comité Mixte d'ouvriers et d'étudiants fut créé, composé de chauffeurs, imprimeurs, ouvriers d'usine, universitaires et étudiants de secondaire, qui annonça qu'ils seraient attentifs au retour des prisonniers. Ils affirmaient que s'ils n'étaient pas de retour le 30 avril ils allaient décréter une grève illimitée à partir du 1<sup>er</sup> mai<sup>1338</sup>.

Il semblerait que le gouvernement ait beaucoup insisté sur le fait que s'il avait cédé, c'était en raison de l'intervention de la Première Dame. Il voulait se montrer généreux, sans manifester de signes de faiblesse ou de perte d'autorité. L'épouse du président fut décorée par le Pape *via* la Nonciature à La Paz pour son intervention et ses qualités de « femme exemplaire » et d'« épouse chrétienne »<sup>1339</sup>. Il semblerait que le gouvernement ait voulu détourner l'attention médiatique qui était centrée sur les femmes grévistes, et retourner l'image « d'épouses et femme exemplaires » que les grévistes s'étaient gagnée au sein de l'opinion publique, vers la Première Dame. Toutefois, les tentatives pour garder une bonne image de générosité et de fermeté furent sans succès. À l'issue de cet épisode, le gouvernement était complètement discrédité. Il reçut même les critiques de personnes qui le soutenaient et qui affirmaient qu'il avait perdu toute autorité et qu'il aurait dû agir plus tôt, avant qu'autant d'agitation ne s'installe dans l'opinion publique<sup>1340</sup>. Le 5 mai, des femmes qui

---

<sup>1334</sup> Idem.

<sup>1335</sup> Idem.

<sup>1336</sup> *El Diario*, La Paz, 28 avril 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

<sup>1337</sup> Idem.

<sup>1338</sup> Idem.

<sup>1339</sup> Idem.

<sup>1340</sup> *El Diario*, La Paz, 30 avril 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

soutenaient le gouvernement voulurent discréditer à leur tour le MNR en publiant un communiqué où elles dénonçaient la « violence et la terreur incarnés dans le parti totalitaire du MNR qui avait versé du sang innocent dans les rues de La Paz ». D'après ces femmes, lorsque les candidats du PURS faisaient une « pérégrination de paix et de réconciliation nationale », ils avaient été reçus par une énorme multitude qui voulait leur rendre hommage, mais des « balles et des pierres » leur furent tirées et lancées. Elles rappelaient les événements de Chuspipata et appelaient les femmes de Bolivie à agir en mémoire du 21 juillet 1946 dans cette « croisade de paix et de libération de la terreur ».<sup>1341</sup> On ignore si ces événements étaient vrais, mais dans tous les cas ce communiqué semble une tentative désespérée pour discréditer le MNR un mois avant les élections présidentielles.

Si nous avons choisi de décrire avec autant de détail la grève de la faim des femmes du MNR, c'est que l'importance de cet événement a été complètement négligée par l'historiographie sur cette période. Or, nous pensons que cette grève et l'attitude du gouvernement face à celle-ci contribuèrent à l'exacerbation du mécontentement social après de nombreuses années d'inflation et de répression. Ce fut la goutte qui fit déborder le vase. Le gouvernement perdit le soutien des classes moyennes, qui était décisif lors des élections.

On voulait aussi montrer à quel point cette grève de la faim tourna l'opinion publique en faveur du MNR : comme on l'a vu, les grévistes reçurent le soutien de la part de secteurs extrêmement vastes et divers de la société. De même, on voulait montrer à quel point les femmes grévistes réussirent à tourner en leur faveur l'idée que c'étaient elles qui défendaient la famille bolivienne, alors que c'était le *leitmotiv* des femmes de l'oligarchie contre le MNR depuis tant d'années. On considère ainsi que cette grève de la faim contribua encore plus à la montée en popularité du MNR et permit la victoire de ce parti aux élections présidentielles de juin 1951 et le soutien populaire lors de la révolution d'avril 1952.

Le MNR gagna les élections du 6 juin 1951 avec une majorité relative de 54.129 (43%) voix. La candidature du gouvernement avait obtenu 40.381 (32%) votes. Le résultat des élections surprit Mamerto Urriolagoitia qui refusa de l'accepter. Sous prétexte que ce résultat représentait un danger pour le pays, puisque le MNR était un « parti communiste », Mamerto Urriolagoitia réalisa un « auto-coup » d'État, qui fut qualifié plus tard de « Mamertazo », renonçant à la présidence et transférant illégalement la charge au chef de l'État-Major, qui, à son tour, nomma Président Hugo Ballivián. Le nouveau gouvernement annula les élections et

---

<sup>1341</sup> *El Diario*, La Paz, 5 mai 1951, Hemeroteca de la Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz, Bolivie.

déclara le MNR hors la loi. La possibilité de prendre le pouvoir démocratiquement ayant échoué, il ne restait qu'une seule solution : prendre le pouvoir par la force.

Début mars 1952, un des ministres du gouvernement chargé de l'administration interne et de la police nationale, Antonio Seleme, contacta les dirigeants du MNR pour planifier un coup d'État contre le gouvernement. Le 9 avril commença une tentative de coup d'État qui se transforma en insurrection populaire massive. Le gouvernement tenta de la réprimer par les forces armées sous la direction du général Humberto Torres Ortiz. Les combats, qui eurent lieu notamment à La Paz et à Oruro, durèrent 3 jours pendant lesquels les femmes du MNR jouèrent un rôle capital en secourant les blessés, en transportant des armes, en s'appropriant les moyens de communication comme la radio, et en soutenant émotionnellement et logistiquement les militants du MNR. Le 11, le général Torres décida de négocier une trêve avec Hernán Siles Zuazo. La révolution avait triomphé.

Hernán Siles présida la junte révolutionnaire qui dirigea le pays entre le 11 et le 14 avril en attendant que Victor Paz Estenssoro revienne de son exil. Le 15 avril, celui-ci arriva à La Paz après six ans d'exil en Argentine et en Uruguay.

La révolution de 1952 fut l'événement politique le plus marquant de l'histoire de la Bolivie, car elle transforma radicalement la société, le régime politique et l'économie, à tel point qu'il est difficile de comprendre la Bolivie d'aujourd'hui sans comprendre la signification de la Révolution. Trois réformes principales contribuèrent à ces transformations en profondeur: l'octroi du suffrage universel (décret-loi du 21 juillet 1952), la nationalisation des mines (décret-loi du 31 octobre 1952), et la réforme agraire (décret-loi du 2 août 1953). La petite élite politique qui dirigeait le pays fut supplantée par une « classe moyenne » (difficile à cerner sociologiquement) au niveau du pouvoir politique. Les intérêts de l'élite furent profondément affectés par l'expropriation des grandes exploitations agricoles et la nationalisation des mines. Les secteurs paysans et ouvriers s'intégrèrent à des organisations qui pesaient lourdement au sein du gouvernement. Les ouvriers et les mineurs participèrent directement aux décisions économiques et politiques du pays. Une importante législation du travail fut élaborée ainsi que des lois sociales avancées. D'une économie « semi-féodale » (où le secteur primaire était prépondérant) contrôlée et dépendante de capitaux privés (pour l'industrie minière principalement), l'on passa à une économie contrôlée principalement par l'État (70%). Une nouvelle bourgeoisie émergea, qui tenta d'industrialiser le pays. Il y eut une certaine diversification de l'économie et une plus grande intégration territoriale. Dans les campagnes, la réforme agraire élimina les grandes exploitations et permit le début du

processus d'intégration des paysans à la vie nationale<sup>1342</sup>. Avec l'octroi du suffrage universel, le monopole de la politique par une petite minorité d'hommes blancs et métis, sachant lire et écrire et ayant une situation économique relativement aisée, fut finalement brisé. Il est important de rappeler qu'au cours des élections de 1951, seuls 204.649 électeurs étaient inscrits pour voter, c'est-à-dire, 6,78% de la population<sup>1343</sup>. Désormais la plus grande partie de la population, hommes et femmes, pouvaient participer à la vie politique du pays non seulement en tant qu'électeurs mais aussi en tant qu'individus potentiellement éligibles aux charges politiques nationales.

Comme on l'a vu, le rôle joué par les femmes dans la société et dans la lutte contre le régime oligarchique du Sexenio fut reconnu dans les considérations prises en compte pour établir le suffrage universel. Toutes les femmes boliviennes obtinrent ainsi le droit de vote et participèrent pour la première fois aux élections nationales en 1956. L'élargissement de la démocratie en 1952 dans le cadre d'une révolution concernait tant les femmes que les hommes. La question de l'intégration des femmes dans la vie politique fut dissoute ainsi dans la question de l'intégration de la majorité de la population dans la vie politique du pays. Les questions de genre se fondirent dans les processus de transformation sociale, politique et économique du pays que le gouvernement de la Révolution mit en œuvre. Ce même phénomène eut lieu dans les organisations des Barzolas qui s'intégrèrent aux structures du parti. Mais, intégrées aux structures du parti dans des fonctions secondaires et subordonnées, les femmes du MNR ne mirent pas en avant leurs demandes de genre, comme par exemple l'accession des femmes aux charges les plus importantes du gouvernement. Les problèmes que devait affronter le parti étaient toujours prioritaires par rapport aux questions de genre au sein du parti et du gouvernement. Hormis quelques femmes telles que Lydia Gueiler, Rosa Lema Dolz et Zoila Viganó qui devinrent députées pendant les années 1950 et le début des années 1960, la plupart des femmes appartenant au MNR furent reléguées dans des postes secondaires et subordonnés. Comme l'affirme Gloria Ardaya : « En el sistema político emergente, las mujeres se reinsertaron de manera subordinada y no tuvieron un espacio cualitativo diferenciado de acción y de representación. Las militantes que tuvieron acciones extraordinarias y de mucho valor durante el sexenio y en la propia insurrección, no recuperaron estas acciones para su propio potenciamiento posterior. Se comprobó a través de ellas lo que ya había ocurrido en varias experiencias históricas, en que las mujeres suelen ser extraordinarias en la resistencia, clandestinidad e insurrección, pero carecen de entrenamiento

---

<sup>1342</sup> MESA (de) José, GISBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

<sup>1343</sup> LEAÑO ROMAN Eduardo, *Sistemas electorales en Bolivia. La Conversión de votos del Ejecutivo y Legislativo*, Unidad de Análisis e Investigación del Área de Educación Ciudadana de la Corte Nacional Electoral, Corte Nacional Electoral, La Paz – Bolivia, 1ère édition février 2005, p. 37.



o no son incorporadas a la gestión política en tiempos de vigencia de la democracia. Ello porque, como ya se ha reiterado, probablemente la experiencia histórica de las mujeres es el mundo “privado-doméstico” en el cual está vedada una participación igualitaria en el mundo de la política. »<sup>1344</sup>

Le Sexenio fut la période où les femmes s'intégrèrent officiellement dans la vie politique. Elles connurent un véritable processus de politisation en créant des organisations politiques, et/ou en créant les sections féminines des partis politiques. Dans le contexte tendu de mécontentement social, de crise du gouvernement oligarchique et de montée en popularité du MNR, la participation des femmes en politique était devenue un enjeu important tant pour le gouvernement et les partis oligarchiques comme pour le MNR. Une grande partie des femmes des institutions féminines se montrait fidèle au gouvernement et prête à défendre l'ordre oligarchique, ce qui justifiait l'élargissement du droit de vote aux femmes de ces secteurs. Cependant, le gouvernement d'Urriolagoitia ne mesura pas à quel point un nombre important de femmes de la classe moyenne s'était rallié au MNR et était prêt à réaliser des actions spectaculaires afin de défendre les détenus politiques de ce parti. Urriolagoitia ne s'imaginait pas non plus que ces femmes réussiraient à discréditer son gouvernement à un mois des élections présidentielles, à rallier des secteurs très divers de la population en leur faveur, à exacerber le mécontentement populaire et à s'approprier le *leitmotiv* des femmes catholiques et de l'oligarchie que celles-ci avaient tant utilisé contre le MNR : la défense de la famille bolivienne. La participation des femmes en politique était désormais devenue un enjeu important des luttes pour le pouvoir, même si une fois le MNR au gouvernement cette question fut dissoute dans des problématiques plus larges, vues sous un prisme de classe, comme l'accession en politique de nouveaux acteurs tels que les ouvriers, les mineurs et les paysans.

---

<sup>1344</sup> ARDAYA, Gloria, *Política sin rostro: mujeres en Bolivia*, Editorial Nueva Sociedad, Venezuela, 1992.

# Conclusion

Dans une période marquée par autant de bouleversements politiques, sociaux et culturels qui est celle qui va de la guerre du Chaco à la Révolution de 1952, il semble étonnant que l'historiographie traditionnelle ne se soit pas penchée sur ce qui se passait « du côté des femmes » ni sur comment la guerre avait pu transformer (ou non) leurs conditions de vie. Pourtant, les femmes n'étaient restées ni passives ni silencieuses dans cette période de bouillonnement politique et intellectuel. Elles ont participé pleinement des questionnements qui traversaient la société bolivienne de l'époque. À l'issue de la guerre elles se sont exprimées comme jamais auparavant dans la presse et la radio et elles ont réalisé plusieurs actions et manifestations en défense de leurs revendications. Elles avaient joué un rôle prépondérant dans la guerre ; elles en étaient conscientes et la société aussi.

Les bouleversements que cette guerre avait provoqué dans la conception même de ce que c'était qu'être une femme leur permettaient d'ouvrir justement le champ des possibles et d'échapper au destin social qui leur avait été assigné. Ainsi, les féministes, issues des classes moyennes et supérieures de la société, remirent en question la définition de la citoyenneté pour l'élargir et inclure les femmes qui remplissaient les conditions exigées pour voter. Celles qui sympathisaient avec les nouvelles doctrines socialistes s'exprimèrent sur le nouveau rôle que l'État devait jouer dans la reconstruction du pays et auprès des classes défavorisées. Les femmes anarchistes s'organisèrent en syndicats dynamiques et autonomes pour revendiquer leurs droits de travailleuses et lutter contre toutes les politiques d'exclusion menées à leur rencontre par les autorités et la société. Les femmes ouvrières, boulangères, couturières n'hésitèrent pas à s'adresser au nouveau journal anti-oligarchique surgi après la guerre, *La Calle*, pour faire entendre leurs revendications et leurs plaintes contre des patrons abusifs. Les femmes catholiques mécontentes des réformes sociales menées par le gouvernement de Villarroel (1943-1946) qui remettaient en cause la famille traditionnelle et leurs privilèges s'organisèrent comme jamais auparavant pour mener ce gouvernement à la chute. Une fois leur objectif atteint, elles se rapprochèrent du pouvoir. L'une d'entre elles fit même partie du gouvernement provisoire. Une fois que les femmes alphabétisées obtinrent le droit de vote pour les élections municipales, elles se lancèrent officiellement dans le monde politique en intégrant des partis ou en créant les sections féminines de ceux-ci. Si une grande partie des femmes de l'oligarchie et des classes moyennes semblait soutenir les gouvernements du « Sexenio », des femmes des classes moyennes avaient intégré le MNR et l'avaient aidé à fonctionner dans la clandestinité. Ces femmes retournèrent la « défense de la famille » en leur

faveur avec la réalisation d'une grève de la faim spectaculaire et inédite qui marqua beaucoup les esprits de la société bolivienne et qui rendit l'opinion publique favorable au MNR. La participation des femmes en politique était devenue un enjeu d'importance.

En analysant les actions de ces femmes durant cette période charnière de l'histoire de la Bolivie nous avons pu montrer plusieurs points.

En premier lieu, que la guerre signifia un bouleversement important dans les conceptions de la place que « la femme » devait occuper dans la société. En provoquant des questionnements nouveaux sur ce que les femmes devaient ou pouvaient faire, la définition même de ce que c'était une femme devenait un sujet de débat. Ces questionnements que les femmes elles-mêmes contribuèrent à formuler, ouvrirent la possibilité aux femmes d'incarner de manière légitime de nouveaux rôles avec le surgissement d'une figure nouvelle, « la femme moderne », mais aussi à occuper de nouveaux espaces : le marché du travail, l'espace public, et plus tard la vie politique. La guerre fut donc l'élément déclencheur de nouvelles possibilités, rôles, et espaces pour les femmes qu'elles ne manquèrent pas de formuler et d'investir. Bien évidemment des bouleversements aussi importants ne pouvaient pas se faire sans heurts et résistances ; tandis que les femmes envahissaient les espaces et certains rôles traditionnellement dévolus aux hommes, une partie de la société se mobilisait pour qu'elles « rentrent chez elles » et qu'elles s'occupent de la mission dont elles avaient été investies par la « Nature » : avoir des enfants et repeupler le pays.

En deuxième lieu, que les femmes n'agissaient pas de manière isolée ; elles cherchaient à établir des liens avec des femmes d'autres pays aux luttes similaires. Ce fut surtout le cas des féministes boliviennes qui établirent des liens intenses pendant la guerre avec des féministes de tout le continent américain, ce qui permit la création de deux importantes organisations féministes d'après-guerre très actives dans le pays jusqu'en 1937. Les liens que les féministes établirent entre elles leur permettaient d'acquérir une légitimité que souvent elles n'avaient pas dans leurs pays. Elles échangeaient des revues, des informations, mais aussi des ressources matérielles et symboliques. Les liens que les féministes boliviennes avaient créés avec les féministes du continent pendant la guerre du Chaco leur furent extrêmement utiles pour demander le rapatriement des prisonniers de guerre en 1935-36.

En troisième lieu, que face au dynamisme du mouvement ouvrier après la guerre et à l'exode rural massif qu'elle provoqua, les secteurs dominants cherchèrent à contrôler et à endiguer l'ascension sociale d'un secteur urbain de plus en plus nombreux et de plus en plus actif dans la sphère publique et politique. Les politiques de contention et d'exclusion de ces secteurs se concentrèrent en grande partie sur les cholas et leurs corps. Ainsi, des politiques

discriminatoires furent mises en place pour essayer de les chasser de l'espace public. Aux yeux des secteurs dominants, leur présence dans l'espace public ramenait la ville et par extension le pays au monde rural, à sa composition indigène, éloignant ainsi la possibilité de ceux qui se considéraient « blancs » et « gente decente » à faire partie des « Nations civilisées ». Leur présence dans l'espace public enlevait également tout caractère solennel et « viril » à la ville et au pays. Il fallait donc éloigner les cholas et leurs chicherías le plus possible du centre-ville, il fallait aussi les cantonner et les cacher dans des marchés fermés et leur interdire l'accès aux transports publics. En substance, il fallait cacher de l'espace public tout ce qui donnait un aspect rural et indigène à la ville ainsi que tout ce qui lui donnait un aspect informel de vie domestique, à savoir tout ce qui était du domaine « féminin ». Cependant, ces tentatives des secteurs dominants de chasser les cholas de l'espace public s'avèrent infructueuses par l'organisation en syndicats de celles-ci. Non seulement les cholas affirmèrent leur présence dans l'espace public en gagnant des batailles contre les mesures discriminatoires à leur égard et en faisant entendre leurs revendications de femmes travailleuses, mais elles furent aussi un des secteurs les plus autonomes et dynamiques du mouvement ouvrier, celui par lequel le mouvement anarchiste en Bolivie va réussir à survivre jusqu'à la fin des années 1940. Elles vont devenir également un des secteurs du mouvement ouvrier les plus convoités que ce soit par les partis politiques, ou par le gouvernement de Villarroel, qui accorda aux cholas le statut de « femmes décentes » et de « mères de la Nation ».

En quatrième lieu, que le secteur des femmes qu'on aurait le moins imaginé, à savoir, les femmes catholiques, fut l'un des plus actifs et engagés dans la vie politique du pays avec leur mobilisation pour la chute du gouvernement de Villarroel. Leur participation à cet événement ouvrit en grande partie la voie à la politisation des femmes dans la deuxième partie des années 1940, en rendant légitime la prise de positions politiques des femmes, même à partir des postures les plus conservatrices et traditionnelles. Les femmes catholiques contribuèrent en effet à concilier rôles traditionnels des femmes et actions dans la sphère publique, en brouillant idéologiquement les frontières entre les sphères publique et privée. La « défense de la famille » va devenir alors pour les femmes un *leitmotiv* qui leur accordera de la légitimité à agir dans la sphère publique et la vie politique. Les femmes du MNR vont réussir à retourner ce *leitmotiv* en faveur du MNR ainsi que l'opinion publique du pays.

En cinquième et dernier lieu, qu'une fois que les femmes s'étaient lancées à participer de la vie politique dans la deuxième moitié des années 1940, cette participation devint un enjeu d'importance dans les luttes politiques entre l'oligarchie et le MNR. Désormais, il fallait compter avec les femmes car elles étaient des électrices au niveau municipal, des

potentielles électrices aux élections nationales et surtout, elles avaient montré une extraordinaire capacité de mobilisation de l'opinion publique. Au début des années 1950, les femmes étaient devenues des acteurs politiques à part entière.

La révolution du MNR de 1952 changea complètement les modalités de participation des femmes dans la vie politique. Si d'un côté, le MNR reconnut l'importance nouvelle que les femmes avaient en tant qu'acteurs politiques en le soulignant dans le décret qui proclamait le suffrage universel, il n'hésita pas à les cantonner à des rôles subordonnés et auxiliaires, que ce soit au niveau du parti ou du gouvernement. Dans la nouvelle structure corporatiste de l'État, la place accordée aux femmes, qui ne constituaient pas une classe en soi, mais qui traversaient toutes les classes sociales, était subalterne. La question de l'intégration des femmes dans la vie politique du pays fut dissoute dans la question de l'intégration des majorités nationales au sein de la nation. Il est intéressant de noter que dans la Bolivie d'Evo Morales d'aujourd'hui le même phénomène a lieu : l'intégration des femmes dans la vie politique a été dissoute dans la question de l'intégration des majorités nationales et les femmes en tant que telles n'ont réussi à occuper que très peu de places de pouvoir au sein du MAS et du gouvernement. Cependant, l'histoire de la participation des femmes dans la vie politique de la Bolivie depuis la révolution de 1952 jusqu'à aujourd'hui reste encore à être écrite.

# Annexes

## Annexe 1 : Plan du « Chaco boréal »



1345

<sup>1345</sup> Extrait de MESA (de) José, GIBBERT Teresa, MESA Gisbert Carlos D., *Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.

### Annexe 3 : Un couple se dit adieu sur les quais de la gare



1346

La photographie semble être posée et pas spontanée ; les sourires du couple dans un moment douloureux et la description de la photo nous montrent qu'elle servait à des fins de propagande.

<sup>1346</sup> Revue *Semana Gráfica*, Año I, N°23, La Paz, 1<sup>er</sup> avril 1933, Biblioteca Patrimonial Arturo Costa de la Torre, La Paz, Bolivie.

## Annexe 4 : Infirmières de la Croix Rouge



Enfermeras que prestaron su servicio en la Guerra del Chaco. Fotografía tomada en 1933  
Primera fila: Angélica Rodríguez, María de Wilde, Alicia Cossio, Angélica Merino, Bertha Mendoza y Julia Peralta.  
Segunda fila: Hermina Cum, Faustina Quintanilla, Francisca Nieto Pando, Emma Jimenez, Dr. Aparicio, Antonia Zalles de  
Cariaga, un delegado de la Cruz Roja de Ginebra, María Julia Granier, Carmen Cuevas de Pabón.  
Tercera fila: Carmela Salcedo, Dolores de Aranda, María Cárdenas, Alicia von Borries, Leticia Iturri, Rosa Bocángel, Betty  
Lopez, Linda Villarroel  
De pie: Concepción Deheza y Beatriz Terrazas

1347

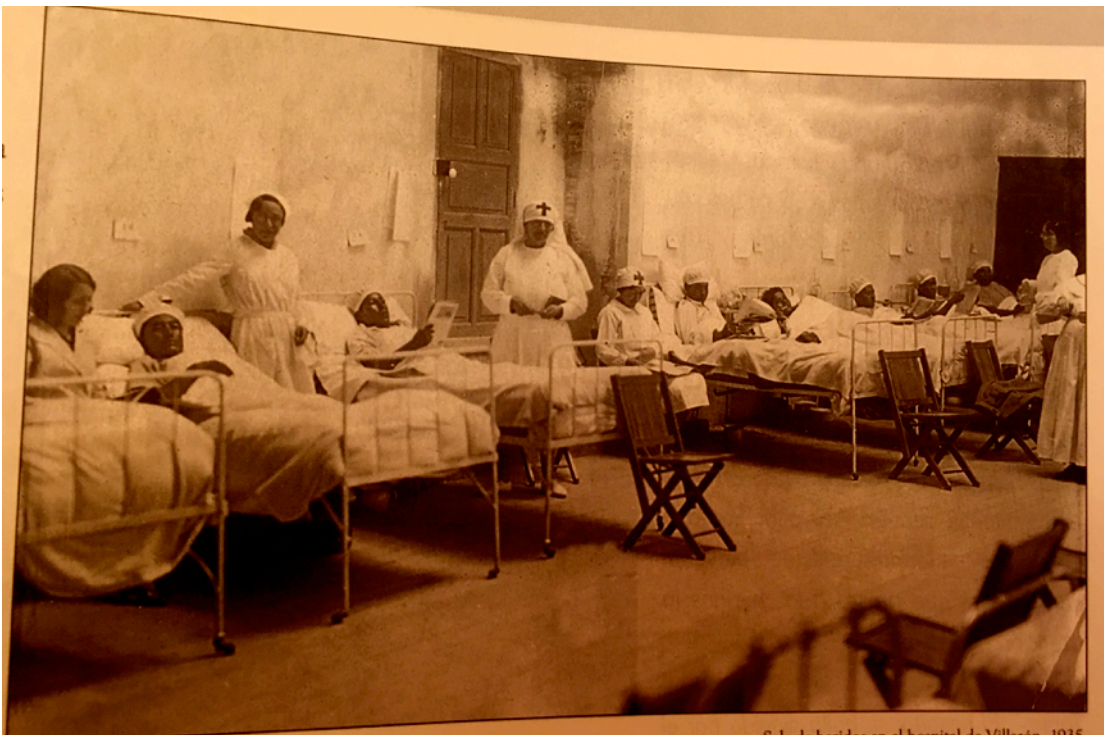
<sup>1347</sup> Photographie extraite de : ESTENSSORO VALDES, Renán y CANTUTA VELA, María Ana, *Historia Cruz Roja Boliviana, 90 años sembrando humanitarismo, (1917-2007)*, Editorial Quatro Hnos, La Paz, 2007.





Las hijas de Santa Ana, en Tupiza, elaboraron y entregaron un estandarte al regimiento Aroma Tercero de Caballería.

1348



Sala de heridos en el hospital de Villazón, 1935.

1349

---

<sup>1348</sup> Idem.  
<sup>1349</sup> Idem.



---

1350 Idem.  
1351 Idem.



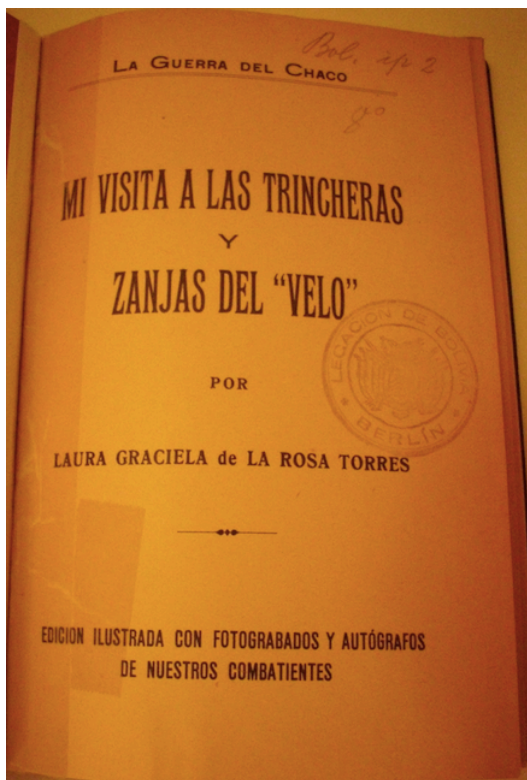
Grupo de enfermeras que participaron en la contienda bélica del Chaco, muchas de ellas ya no regresaron.

1352

**Annexe 5 : Livre *Mi visita a las trincheras y zanjas del velo* de Laura Graciela de la Rosa Torres**

---

<sup>1352</sup> Idem.



<sup>1353</sup> GRACIELA DE LA ROSA TORRES Laura, *La Guerra del Chaco. Mi visita a las trincheras y zanjas del velo*, Imp. Atenea, La Paz, 1935, Ibero-Amerikanisches Institut Preußischer Kulturbesitz Bibliothek, Berlin, Allemagne.



**Componentes de la "LIGA FILIAL DE OROURO"**

De izquierda a derecha de pié: Adela Tezanos Pinto, Olga Noya, Enriqueta Elias, Elsa Mendizabal, Moty Angulo, Aurora Ibañez, Blanca Mendoza, Sofia Sarti, Frida Sologuren, Olga Moller, Esther Fierro, Teresa Encinas, Mary Herrero, Elsa Mae-Lean, Alicia Alexander.  
Sentadas: Elena Chopitea, Natty Noya, Angela Chopitea, Marina Lavayen, Laura de La Rosa, Blanca Lora, Elsa Sologuren.



**LAURA GRACIELA DE LA ROSA TORRES**

Presidenta de la "Liga Filial de Orouro"



Doctora señorita **Elodia Chopitca**

Componente de la delegación de la «LIGA FILIAL DE ORURO», que visitó la Zona de Operaciones, hoy **Mayor de Sanidad en campaña** donde se ha hecho acreedora a la admiración general por su noble y **sacrificada** labor en los hospitales y puestos de vanguardia.



Comisionadas de la «LIGA FILIAL DE TARIJA» que visitaron la Zona de Operaciones, de izquierda a derecha: Rosita Azurduy, Nena Voltaire, Alicia Trigo Pizarro; sentada Nelly Piñeyro.



**Hospital Central Militar de Villa Montes con su personal.**  
Religiosas, médicos, practicantes y enfermeras. Puede notarse a los doctores Lozada, Pareja, Urioste, Fernández, Elías, Orihuela, Taboada, Corrales, Suárez y Pinto.



**EN EL PRIMER CUERPO.**

Señora Luz Moscoso v. de Alvarez, Coronel David Toro, y soldados que van a relevar a un grupo de sus camaradas en un sector peligroso de primera línea.



**Comisionadas de la "Cruz Roja de Sucre"**  
Acompañadas por el Coronel Toro, visitando al Regimiento  
«CHUQUISACA».



En cañada «Cochabamba» de izquierda a derecha primera fila:  
Cnel. Blacut, Leonor González V., Leonor de Ugarte, Rosa González V.,  
María Teresa Salinas, Mayor Bleisner, Cap. Sosa, Tte. Jorge Gozávez,  
Virginia Paz Soldan, Sub. Eduardo Anze, Cnel. Bilbao, Mayor Vidal,  
Cnel. Añez, Dr. Bilbao, Capellán Villarroel.





**En la pista de VILLA MONTES**

De izquierda a derecha: Tte. Rubio, Capitán Soto (chilenos), Lidia Alvarez, Virginia Paz Soldán, Rosa González Vélez, Dr. Arce, Daría de Lora, Alicia Trigo Pizarro, General Sanjinés, Leonor González Vélez, Cnel. Gutiérrez, Cnel. Graña, Mayor Figueroa. Tte. Paz Soldán, Tte. Raúl Ernest.



**EN LA PISTA DE VILLA MONTES**

Trimotor que nos conducirá de regreso de Villa Montes a Tarija, de izquierda a derecha: Rosa González V., Capitán Rojas, Leonor González V., Alicia Téllez R., María Teresa Salinas Ú., Capitán Moreno y Tte. Armando Suárez.

# Annexe 6 : Articles de presse sur le rôle des femmes dans la guerre



1354 El Diario, La Paz, 24 septembre 1934, Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivie.

# LA PRESENCIA DE LA MUJER BOLIVIANA EN LOS PUESTOS AVANZADOS DE LA LINEA DE FUEGO

## UN MENSAJE DE AGRADECIMIENTO AL GRU. PERARANDA

### Llevaron hasta las trincheras diversos obsequios para los combatientes

### GRATOS RECUERDOS

Entre las damas que han visitado los sectores de avanzada de la línea de fuego, la señora Carmen V. de Mollano es la que más se ha destacado por su noble espíritu y su espíritu de sacrificio.

### LA EMOCION DE UN CARONAZO

Por sus simpáticas y amables visitas a los sectores de avanzada de la línea de fuego, la señora Carmen V. de Mollano es la que más se ha destacado por su noble espíritu y su espíritu de sacrificio.

### UNA COLECTA EN CHILE

Una colecta en Chile para el sostenimiento de la línea de fuego, organizada por las señoras Carmen V. de Mollano y otras damas.

## La movilización de los reservistas en comisión

Desde hace más de un mes, el ejército boliviano ha estado movilizando a los reservistas en comisión para el servicio en la línea de fuego.

### LA EMOCION DE UN CARONAZO

Por sus simpáticas y amables visitas a los sectores de avanzada de la línea de fuego, la señora Carmen V. de Mollano es la que más se ha destacado por su noble espíritu y su espíritu de sacrificio.

## Los grandes escritores andinos

Entre los grandes escritores andinos, se destacan por su obra literaria y su compromiso social.

### LA EMOCION DE UN CARONAZO

Por sus simpáticas y amables visitas a los sectores de avanzada de la línea de fuego, la señora Carmen V. de Mollano es la que más se ha destacado por su noble espíritu y su espíritu de sacrificio.

## MENSAJE DEL GENERAL PERARANDA

Mensaje del General Peraranda sobre la situación de la guerra y el rol de la mujer boliviana.

### LA EMOCION DE UN CARONAZO

Por sus simpáticas y amables visitas a los sectores de avanzada de la línea de fuego, la señora Carmen V. de Mollano es la que más se ha destacado por su noble espíritu y su espíritu de sacrificio.

## OTROS DOCUMENTOS

Documentos que respaldan la presencia de la mujer boliviana en la línea de fuego.

### LA EMOCION DE UN CARONAZO

Por sus simpáticas y amables visitas a los sectores de avanzada de la línea de fuego, la señora Carmen V. de Mollano es la que más se ha destacado por su noble espíritu y su espíritu de sacrificio.

## ARRIBA LA LINEA DE FUEGO

Reportaje sobre las acciones militares en la línea de fuego.

### LA EMOCION DE UN CARONAZO

Por sus simpáticas y amables visitas a los sectores de avanzada de la línea de fuego, la señora Carmen V. de Mollano es la que más se ha destacado por su noble espíritu y su espíritu de sacrificio.

## ARRIBA LA LINEA DE FUEGO

Reportaje sobre las acciones militares en la línea de fuego.

### LA EMOCION DE UN CARONAZO

Por sus simpáticas y amables visitas a los sectores de avanzada de la línea de fuego, la señora Carmen V. de Mollano es la que más se ha destacado por su noble espíritu y su espíritu de sacrificio.

## ARRIBA LA LINEA DE FUEGO

Reportaje sobre las acciones militares en la línea de fuego.

### LA EMOCION DE UN CARONAZO

Por sus simpáticas y amables visitas a los sectores de avanzada de la línea de fuego, la señora Carmen V. de Mollano es la que más se ha destacado por su noble espíritu y su espíritu de sacrificio.

## ARRIBA LA LINEA DE FUEGO

Reportaje sobre las acciones militares en la línea de fuego.

### LA EMOCION DE UN CARONAZO

Por sus simpáticas y amables visitas a los sectores de avanzada de la línea de fuego, la señora Carmen V. de Mollano es la que más se ha destacado por su noble espíritu y su espíritu de sacrificio.

1355 El Diario, La Paz, 7 septiembre 1934, Hemeroteca del Archivo del Congreso, La Paz-Bolivia.

1355

# CONFERENCIA MILITAR INTERNACIONAL LLEGO AL CUARTEL GENERAL DEL EJERCITO BOLIVIANO

## Damas Bolivianas Fueron Condecoradas

Reservista Raúl Ortega Arteaga



### La mujer boliviana digna hija de la Patria y digna esposa y madre de nuestros soldados

EL DISCURSO DE LA SEÑORA A. DE CARIAGA

Al formular su reconocimiento por la condecoración que le fué impuesta.

Medalla de Guerra

Señor Ministro: — Señor Jefe del Estado Mayor Auxiliar: — Señores Jefes y oficiales del Ejército:

Los tres años de dolorosa guerra que han hecho vibrar el sentimiento de valor y abnegación, llevando a los hombres a los campos de batalla en pos de gloria, han repercutido también intensamente en el corazón de la mujer que ha comprendido su deber en esa hora de prueba.

Madres y esposas ofrendaron sus más caros afectos, para resguardar el honor de la patria y en este conjunto de heroísmo hemos trabajado prestando nuestro máximo de esfuerzo y nuestros mejores sentimientos para atenuar dolores materiales y morales.

Hoy que vuelve la «Paz» con esplendor, gracias a nuestro heroico ejército, a la inteligente y atina dirección del actual gobierno, tenemos lo honra de recibir del Comandante Superior en premio a nuestro trabajo.

Una significativa MENCIÓN

## HABLARON POR TELEFONO LOS GENERALES ENRIQUE PENARANDA Y ESTIGARRIBIA

Afirmase haberse empalmado las líneas telefónicas entre los comandos

Buenos Aires 15.-Ofprensa Int. Comunican de Asunción que se emdalmaron las líneas telefónicas entre los Comandos boliviano y paragnayo, habiéndose cambiado los primeros mensajes entre el general Estigarribia y el general Peñaranda.

que nos hemos trazado. La mía la recibí, no para mí, que nada merezco, sino para la institución que ha sido bondad y patriotismo la Asociación Femenina Pro Defensores de la Patria, convertida hoy en Cruz Roja. Para las compañeras que con perseverante esfuerzo, con caridad sublime enjugaron las lágrimas

Para la mujer boliviana que ha sabido ofrendar silenciosamente su fe, su esperanza y su caridad mereciendo ser digna hija de esta Patria amada y digna esposa y madre del Soldado Boliviano.

En nombre nuestro el reconocimiento más sincero al Comandante Supremo.

Señor Ministro, señor Jefe del

## RINDIOSELES HONORES MILITARES

Y se les impuso la medalla del «Mérito Militar».

## SU ACTUACION

El día de ayer a las 11 horas se ha tenido lugar en el salón del Cuartel Militar, un interesante acto público, en el cual fueron condecoradas con la medalla del «Mérito Militar» a las señoras: Angélica Cariaga, Carmela Rivera de Gutiérrez, Elena González Tejada, Elena Z. de Millones, que lechazo de Adriaola, y la señorita María Josefina Sánchez. También la señora Antonia de Yungas para una Escuela de

Se hallaban presentes también señoras y señoritas de la ciudad de La Paz, miembros de la Cruz Roja en sus oficinas de esta ciudad. El Director de la Escuela de Música la banda de música del Instituto Militar, rindieron honores de ordenanza, y se guardó en la puerta del Cuartel Militar.

También honraron con la presencia los ministros de Guerra y de Hacienda, señores Enrique Baldivieso y Carlos Gutiérrez Granier, así como todos los jefes y oficiales de la guarnición.

El Jefe del Estado Mayor

De la pléyade de valientes muchachos del contingente de 1936, que partió a la zona de operaciones en agosto de 1934 formando parte del destacamento 237 de morteros. Posteriormente fué incorporado al glorioso regimiento «Colo rado» 41 de Infantería, en cuyas filas le cupo actuar en varias acciones de armas, conquistándose el aprecio general de sus jefes y camaradas y decisión a toda prueba de su entrenador Jaco. Hemos tenido la oportunidad de apreciar todas esas cualidades, ese sistemático trabajo que nuestra palmaria recomendación, asíquiera especial.

TAMBIEN SE EN. TRENO

10

Año XXXII

EL P QUE

LA

SE ESPER

INFORM

ESTA

El partido

del Subest

gobierno

Admisi

REUNION

El

1356

1356 El Diario, La Paz, 16 juin 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

# Visitaron 15 campamentos de concentración llevando palabras de esperanza a los prisioneros bolivianos

## SINTIERON LEGAR HASTA EL FONDO DE SUS CORAZONES LA TRISTEZA DEL CAUTIVERIO

Hay algunos días que volvéis, par a gritos en dolor doleroso del Paraguay la señorita Alicia Contreras Ruiz. Hoy es el día de la tristeza arduo a esta ciudad la señora Ana Rosa Tornero que también recorrió los campos de concentración desde su casita en nuestra compatriotas.

Hemos querido conocer las impresiones de la señorita Contreras. No sólo difícil vencer su zozobra. En el fondo del espíritu una gran tristeza impuesta de cinco días de peregrinación por uno y otro campo de concentración. En el camino del cautiverio con el espectáculo de todos los soldados que con energía sobrehumana resisten la terrible prueba. En Buenos Aires, los periodistas paraguayos no lograron obtener declaración alguna. Pero la tristeza que había en sus pupilas, toda esa angustia que se guardaba en el fondo del alma y que se notaba en la dulce voz.

### NUESTRA ENTREVISTA—

Alicia Contreras Ruiz, es una mujer sencilla y rápida, nos ha contado sus impresiones. En su rostro que emociona. Hay notas de tristeza y sobre todo, por la simpatía que se descubre en sus palabras se alcanza a comprender que el dolor que sintieron en tierra extranjera cuando visitaban a nuestros compatriotas. Pasaron durante como un siglo de vida en cada uno de los campos una palabra de esperanza. Tal palabra desahogada viene en palabras a la hermana asesora de la señora Tornero, a la hermanita. Pero no dejaron en la emoción, para no la-

# PALADINES

Habrá sido destacadas para endulzar nuestra...

## LA VISITA A LOS PRISIONEROS BOLIVIANOS



En la anterior fotografía, exclusiva de LA RAZON, aparece un grupo

de prisioneros bolivianos en el campo de concentración de Areguá rodeando a las señoritas Contreras Ruiz y Tornero cuando realizaron su visita al Paraguay.



Un grupo de oficiales bolivianos en los campos de concentración...

## LOS PRISIONEROS BOLIVIANOS HACIAN RAPIDAMENTE UNA FIESTA PARA SALUDARLAS

despreocupado. La paz se ha logrado... —Estuvimos cinco días en el campo de concentración paraguayo. Quince días que es la guerra y que los tiempos de un potestad sentir jamás. ahora, son de tranquilidad y de completa calma. Pero ellas debían ir al campo de concentración en la hora limitada en que pueden permanecer el viaje de regreso a la patria. Estuvimos con los jefes y oficiales. Nos ofrecieron un almuerzo. Y era de inolvidable la impresión porque cada uno se esforzaba por agradarlas.

### POR EL CAMINO—

—Mientras el tren que las llevaba — siguió diciéndonos a señorita Contreras — veía la distancia entre uno y otro campamento, veíamos cómo se acercaban a la vista los prisioneros. Nuestro dolor era grande al no poder abrazarlos. De lejos veíamos que se perdían agitando sus sombreros y dándonos un adiós. En cada campamento se improvisaba una fiesta. Se recitaban poesías, se leían discursos. Cada uno quería olvidar su situación para animarse — siquiera con la ilusión — a sus familias distantes.

### LA DESPEDIDA—

—Finalizada nuestra misión — terminamos la señorita Contreras Ruiz — emprendimos el viaje de regreso que significó para nosotras una dolorosa prueba. Dejamos a todos los muchachos con la pena más profunda pero satisfechos de haber cumplido con un alto deber de la humanidad. Queríamos llevarles una palabra de esperanza y lo conseguimos. Hemos recibido tantas muestras de simpatía y de cariño que difícilmente podremos citar tantas escenas".

### LA STA. TORNERO—

El día de ayer llegó a esta ciudad la señorita Ana Rosa Tornero que cumplió una noble misión en los campos donde se encuentran cautivos nuestros compatriotas. En la Estación Chacaberta se encontraban presentes varias representantes de asociaciones femeninas para animarse — siquiera con la ilusión — a sus familias distantes.

## HOMENAJE

(Para vuestra bondad abnegada, como para vuestro gesto altruista).  
Hay en la traviesa  
rosa y tierra de vuestra vida  
toda la arrogancia inata  
de la femina boliviana.  
Cuanto suficiente con valor de heroína,  
la amargura infinita de veros  
no entre griles y cadenas,  
sino sepultados en vida.

1357 La Razón, La Paz, 20 octubre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivia.

# de esperanza a los prisioneros

TA EL  
VES LA  
IVERIO

debieron bus-  
ción. Y mien-  
des iban per-  
indiferente a  
el corazón,  
do sus huer-

e tanto la  
como la  
n por su  
r. No re-  
a clase.  
tar cer-  
e sentir  
mismo  
oso de

en el  
mpa-  
faron  
xtre-  
vos.  
r al  
udo

## LA VISITA A LOS PRISIONEROS BOLIVIANOS



LOS PRI  
HACI  
FI

dirse pronto  
do aun has  
a la guerr  
ahora, son  
completa  
seguir en  
la hora b  
prender  
patria.  
Estuv  
les. N  
Y era  
porqu  
acasa

POR

ba  
ta  
en  
un  
lo  
e  
l

En la anterior fotogra-  
fía, exclusiva de LA RA-  
ZON, aparece un grupo

de prisioneros bolivianos  
en el campo de concen-  
tración de Areguá rodean-  
do a las señoritas Con-

treras Ruiz y Tornero  
cuando realizaron su visi-  
ta al Paraguay.

## LA VISITA A LOS PRISIONEROS BOLIVIANOS



LA RAZON

En la anterior fotogra... Ruiz y Tornero



1358



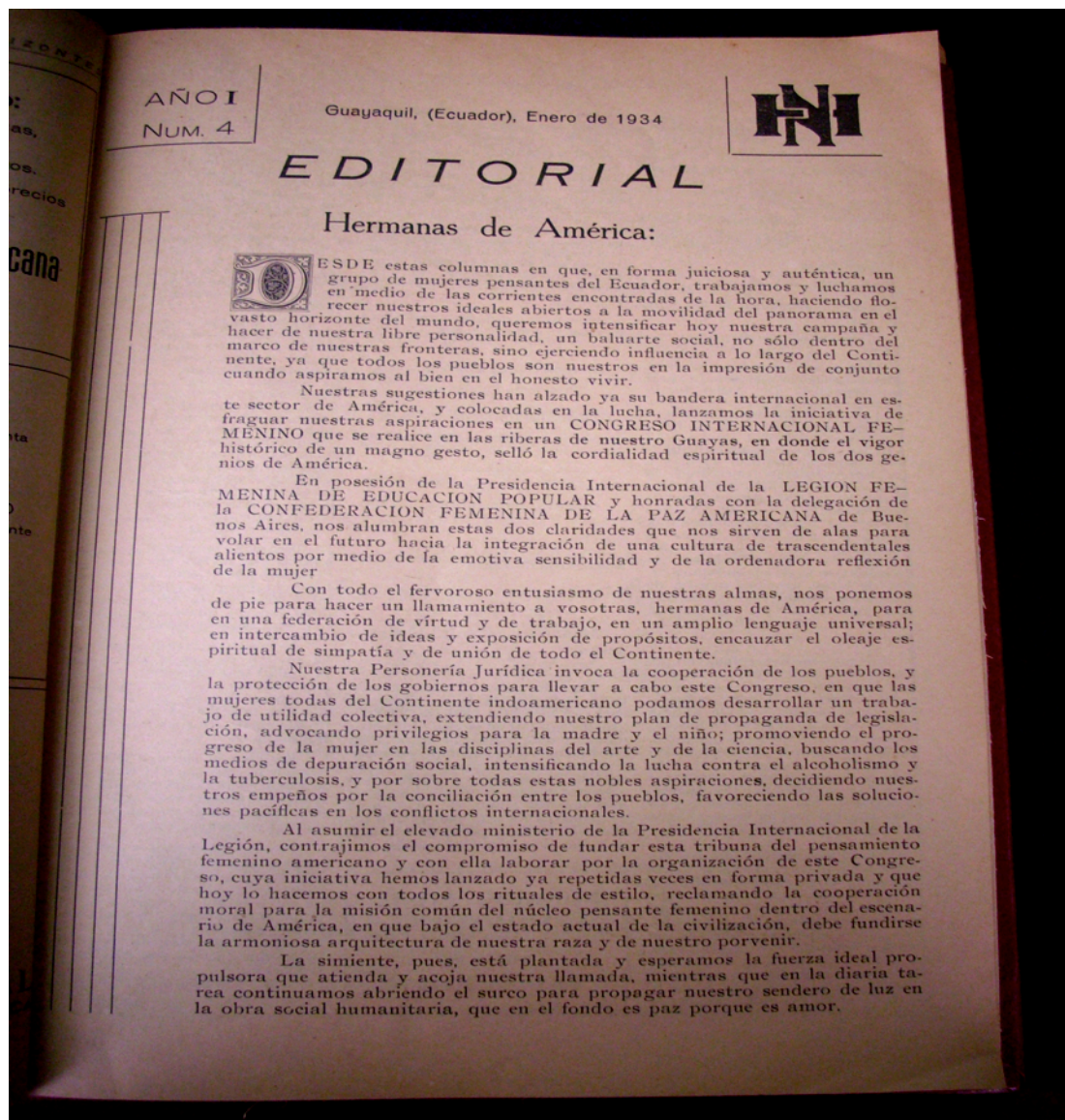
1359

1358 *El Diario*, La Paz, 13 septembre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

1359 *El Diario*, La Paz, 3 août 1943, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

## Annexe 7 : Revues féministes du continent latino-américain

Les extraits photographiques de ces revues nous permettent de constater l'importance des objectifs pacifistes des organisations féministes latino-américaines, la volonté qu'elles avaient d'agir au niveau continental et les liens extrêmement importants qu'elles entretenaient entre elles étant donné qu'elles publiaient toujours des nouvelles et informations sur les autres leaders et organisations féministes du continent.



1360

<sup>1360</sup> Revue *Nuevos Horizontes*, Janvier 1934, n°4, Guayaquil, Équateur, Archivo del Ministerio de Culturas, Quito, Équateur.



CRISIS

# Nuevos Horizontes en el Exterior

Horizontes

pide en preámbulo se da en igno de los cuo oficios. An por concepo os que concen ar lo dad, perosos. Ca necesidad s dos eno, udas i de lo o se huyen.

idades de la miento pos el que no se ar, hallan le verlad, edios pura tes; i quiz ase la que e avcinas s".

en nuestros por el uso en vendi palabab, enrruas, a i incre. Con me rioridad, arribo a bogares agando los cu

o: "S, traba to an

URO

Lo and lo E"

Desde que comenzamos nuestra grata pero ardua tarea, de dar expansión a nuestro pensamiento para impulsar nuestros propósitos, dentro de las columnas de NUVOS HORIZONTES, ha llegado constantemente a nuestra mesa de redacción la palabra de aliento de personas y entidades representativas de América, cuyo aplauso repercute vibrantemente en nuestra vida espiritual.

Al expresarse hoy nuestro fervoroso agradecimiento, en presencia del inmenso auditorio pensante del Continente, a los importantes voceros de la cultura chilena y colombiana: "El Imparcial" de Santiago y "El Tiempo" de Bogotá, como a los distinguidos escritores Rosa E. Löbel y César Augusto Velarde, dejamos constancia de nuestra inquietud, aunque la decisión de vencer sea poderosa, ante la responsabilidad que pesa abrumadora sobre el grupo que se sacrifica, si la cooperación general dentro de Guayaquil, no corresponde a la complejidad y magnitud de nuestra obra.

"NUEVOS HORIZONTES.—Con este título ha aparecido en Guayaquil una revista, órgano de la "Legión Femenina de Educación Popular", institución fundada por la señora Rosa Borja de Ycaza, a semejanza, al menos en el nombre, de la "Legión Femenina de Educación Popular en Chile", que preside en Valparaíso la señora Isabel Morel, de la cual forman parte connotadas damas chilenas.

Las mujeres de América se preocupaban antes, como las de todo el mundo, casi nada de los grandes problemas sociales. El hogar, la religión y la caridad formaban el triángulo en que se desarrollaban sus actividades físicas y espirituales. El progreso, con el desarrollo de la instrucción pública, va dando a la mujer, a medida que se instruye y piensa, mayor sitio en la lucha por hacer mejor la vida propia y la ajena, para que no ocurra lo que un Embajador británico dijo una vez a las mujeres de los Estados Unidos, reunidas en la Unión Pan Americana de Washington, según lo oyó y lo leyó al día siguiente quien estas líneas escribe. Sir Auckland Geddes, tiene gran talento como orador y se expresa con elocuente sinceridad. Dijo entonces, más o menos: "Este movimiento feminista está bien, y yo lo celebro y aplaudo, pero la mujer actual necesita alumbrar su ignorancia con la instrucción so p na de que su obra haga más mal que bien."

Conviniere en éllo de buen grado las señoras allí reunidas, que eran

muchas, porque aplaudieron con entusiasmo a Sir Auckland.

De entonces a esta parte han pasado más de diez años, en que la mujer ha desarrollado junto con su mayor preparación, su mayor participación en la vida de los negocios públicos. Miss Perkins, Secretaria del Trabajo de los Estados Unidos, actualmente está reputada como uno de los más valiosos elementos de la Administración Roosevelt.

En el Ecuador se destacan actualmente por lo menos tres mujeres entre muchas notables por su talento y capacidad: Rosa Borja de Ycaza y María Piedad Castillo de Levi en Guayaquil; y en Quito la señora Hipatia Cárdenas de Bustamante, a quien la sociedad de Santiago tuvo oportunidad de conocer y admirar, cuando su esposo don José Rafael Bustamante representaba al Ecuador en Chile. Puede decirse que alrededor de ellas gira el feminismo ecuatoriano laico.

Ellas con Victoria Ocampo y Nelly Merino Carvallo en Argentina, Isabel Morel en Chile, Juana de Ibarboron en Uruguay, la genial chilena Gabriela Mistral o Lucila Godoy en España, y cien otras luminosas figuras femeninas que brillan aquí por la omisión involuntaria de sus nombres, formarán la nueva entidad "América", a insinuación de las mujeres de Chile.

En la palabra "América" están las iniciales de esta frase que es a la vez denominación y programa de acción: "Alianza mujeres evidenciando reacción inmediata contra armamentismo".

Para dar una sintética idea de la capacidad mental de la Directora de "Nuevos Horizontes", reproducimos del editorial las líneas siguientes:

"En esta convulsión desoladora, las masas desamparadas ruedan al azar, entre la incomprensión y el abandono de los dirigentes; las poblaciones crecen, a la vez que se atrofian, mientras se aniquila progresivamente el estado económico, angustioso, dándonos todas estas tendencias, reveladoras de un caótico futuro, la impresión de una necesidad urgente que tenemos que atender, no sólo en el aspecto material de la vida, sino también interpretando una actitud interior con nuestra penetración psicológica. Para dar resolución a estos problemas geométricos en que cada axioma es una exigencia demostrada; arreglar este cuadro futurista o cubista en que todas sus partes están desconectadas e incoherentes, necesitamos elementos que luchen, que traba-

jen; y antes que nada, que con elevación de alma hagan obra de buena voluntad; para ayudar la vida; para que el hombre no tenga que precaverse del hombre y para que en el camino del progreso, nuestra vida colectiva esté garantizada, no por las probabilidades, sino por la seguridad de la acción".

Se diría que estas líneas las hubiera escrito quien fuera a la vez un pensador, un sociólogo y un literato. Pues bien, todo éso es quien las ha escrito, y además, una gran mujer".

*El Imparcial, Santiago, Chile, 22 enero-1934.*

"NUEVOS HORIZONTES".—Con este título acaba de aparecer en Guayaquil, el órgano oficial e internacional de la Legión Femenina de Educación Popular que fué fundada en aquel centro por nuestro corresponsal viajero.

Desde el año pasado las legionarias de Colombia otorgaron la presidencia internacional de la institución a Doña Rosa Borja de Ycaza, uno de los valores más destacados de la intelectualidad femenina en Sur América: periodista, oradora, comediógrafa, poetisa y gran elemento de acción.

Todas las legionarias que representaban este movimiento en Colombia y que constituyen la élite de nuestra cultura femenina: doña Teresa Santamaría de González en Medellín, Claudina Mónica en Manizales, Paz Flores de Serpa en Bucaramanga, Ana María Vega Rangel en Cúcuta, Ana Escobar Cuéllar en Trunja, Cruz B. de Rodríguez en Barranquilla, y otras damas de igual prestigio, dieron gustosas su voto para que la institución, al internacionalizarse, fuera encabezada por Guayaquil, como un testimonio de fraternidad de la mujer colombiana hacia la ecuatoriana.

Las legionarias guayaquileñas no han dejado de laborar durante el año en curso, tanto en empresas culturales como en defensa de los más importantes puntos de la niñez, y ahora cristalizan uno de los más importantes puntos de su programa con la publicación de "Nuevos Horizontes", que aspira a ser el vocero de la Legión en el Continente.

La prensa de Guayaquil hace los mejores elogios a esta iniciativa, y augura muchos triunfos a las iniciadoras.

El primer número afronta problemas de trascendental importancia. Doña Rosa Borja de Ycaza, directora del órgano y presidenta internacional

*Para a la pág. 27*

# DELIA DUCOING de ARRATE

De la Revista "Mujeres de América".

Delia Ducoing de Arrate, que en las letras se oculta bajo el seudónimo de Isabel Morel, es todo un "espíritu" de mujer. En estas breves palabras quisieramos condensar lo que su personalidad representa, i cuya acción es un ejemplo en las luchas de las mujeres, en bien de sus derechos.

Isabel Morel encarna el prototipo de la mujer moderna, dentro de un equilibrio mental y moral digno de significarse. "No es la mujer "libresca", en el sentido del rebuscamiento bibliográfico. No es la "literata deseosa de exhibicionismos, que hace alardes de excentricidades para manejar la ingenuidad de su público. No es la que, escudándose bajo el título de "mujer de letras", se vanagloria de modernismos mal entendidos, sin el encanto de la feminidad.

Moderna como la de más, es ante todo la mujer de acción práctica en bien de su sexo. Clara inteligencia. Gran corazón. Entusiasta. Impulsiva en el noble sentido de la dinámica. Su exterior revela la "sana alegría del vivir", propia de los espíritus exentos de mezquindades. De allí que su acción social, haya sido tan fecunda en tan corto tiempo. Podemos asegurar que a Isabel Morel, a su inagotable empuje i "savoir faire", a su admirable espíritu directivo, se debe, sin duda alguna, el reciente movimiento emancipador que gira al rededor de la mujer chilena en todos los ámbitos del país.

Su inquietud espiritual la llevó a Estados Unidos, la nación donde la mujer goza de mayores franquicias i donde despliega una labor mas humanitaria i práctica. Contagiada en parte por el espíritu de la mujer norteamericana—propulsor i hasta creador en muchos casos—, puso manos a la obra en su ideal de mejorar la condición de la mujer chilena. Su labor periodística se ha significado en los estudios de los problemas femeninos, a cuya orientación i solución ha contribuido con su experiencia i versación en materia social.

Presidenta de la "Unión Femenina Chilena", esta hija de Valparaíso ha sido, dentro de la asociación, no solamente directora, sino la madre espiritual de esa nueva generacion de mujeres, con ideales de superación i que luchan denodadamente por obtener sus derechos. Togrado formar de norte a sur de Chile, fundando ramas similares a la U. F. Ch.



Isabel Morel

Periodista de fuste, colabora asiduamente en el "Mercurio", i directora del semanario "Nosotras", ha logrado unir el pensamiento femeníl chileno, haciéndolo extensivo a los de más países indoamericanos. Su nombre fue el primero que lanzó la comuna de Valparaíso como representante municipal, cuando se creyó que se llamaría a la mujer a colaborar junto al hombre en el municipio.

Es admirable el espíritu i el corazón de Isabel Morel, revelado en sus artículos de "Nosotras", i que van orientando a la mujer en los más importantes aspectos de estos avances modernos: la condición social, jurídica i política de la mujer.

I como corolario de estas cualidades superiores que la adornan, está su sencillez encantadora, su comprensión tan humana, su ternura—cumbre de la vida afectiva—i que la hace "sentir" todos los dolores de la humanidad... "Comprender todo, es no odiar nada"—ha dicho el poeta.

1362 Revue Nuevos Horizontes, Février 1934, n°5, Guayaquil, Équateur, Archivo del Ministerio de Culturas, Quito, Équateur.

aciones femeninas...  
genten las nobles...  
erra, Guayaquil...  
nos nobles actua...  
a de progreso...

amable atención...  
me participar...  
mo hijas de...  
mas vibraciones...  
los fuertemente...  
ria y por los es...  
nateriales...  
ontes", una vi...  
que redunde en...  
as llamadas...  
stración de es...  
tual de sus li...

Nuevos Horiz...  
inúa en su la...  
es sociales, y...  
entud en la...  
humana, ca...  
verdad y lo...  
apartado...  
diente ruina...

lo caduco y...  
la que faltó...  
?—Creo...  
que no...  
más jus...  
que en...  
volencia...  
do hasta...

esea felic...  
añera de...  
S.

de Rodicio...  
ANAS...  
BELA...  
y abe...  
del natural...  
en las m...  
para la...  
a...  
RANO...

**A** PARTÉMONOS de las consideraciones ambigüas y comprendamos lo que es la guerra: cuando de ella se habla o se escribe, es para enaltecerla o para rechazarla. ¿Cómo se puede concebir una guerra con o sin odio? No es el sentimentalismo el que atrae los pueblos a la lucha, es el furor que se siente cuando un derecho es vulnerado.

El papel que la mujer desempeña en la contienda armada y en los actuales momentos, no debe ser tanto en las trincheras y hospitales de sangre, como en el campo del entendimiento. Enorme responsabilidad tiene la mujer y más, cuando un movimiento intelectual ha hecho su aparición en todos los aspectos, en favor del pacifismo mundial.

En esta hora la mujer debe apagar esa gran hoguera que amenaza prenderse. Sin distinción de nacionalidad, de credo, ni de clase, debe unirse, formarse una gran muralla para impedir el voraz incendio de los odios que ya empiezan por una pequeña llama a quemar, a arrasar todo nuestro continente.

Si hay que recriminar a los diferentes organismos internacionales creados para sostener la paz, es el no haber adoptado medidas enérgicas, a tiempo y de buena fe, para evitar las matanzas, obrando con mano de hierro sobre la nación o el pueblo responsable del conflicto sangriento.

La mujer suramericana se debe dar cuenta de la forma cómo le ha tocado pagar su tributo, a la diplomacia embarazosa, sacrificando lo más querido para ella, la vida de hijos, hermanos, padres y esposos, por culpa de los que tienen en sus manos la paz; tal fue el caso de la guerra europea en donde murieron a millones, y hoy la contienda de Bolivia y el Paraguay; allá en el Chaco cuantos han muerto mientras se decide un arreglo amistoso. El Japón y la China donde a diario mueren millares de hombres, y ahora Colombia en donde empieza la matanza.

Si la intangibilidad de los tratados in-

ternacionales es un axioma, por qué no se obliga, inclusive con la fuerza de todos los estados mancomunados a cumplirlos? Si en el caso de Colombia y el Perú la primera tiene la razón jurídica, ¿por qué hay necesidad de los cañones para hacer respetar sus derechos? Parece que ya se acerca el final de este conflicto; el Perú lanza su pueblo a la agresión armada, las fuerzas colombianas se aprestan a la lucha pero sin odio, y más bien quieren libertar como pueblo consciente a aquellos esclavos que hay allá, esclavos por lo mismo que son inconscientes.

Nuevamente hoy se extiende sobre la mujer colombiana aquel halo de abnegación y sacrificio extendido sobre su cielo en tiem-

pos del Padre de las cinco Repúblicas; hoy ella tiene ya su consigna; "si la

sangre se derrama, sea para dar la libertad a un pueblo oprimido; y si la frontera es un obstáculo para la paz, que se borre la frontera". Que sea este pueblo nuevamente el conquistador de la libertad para el pueblo oprimido, y que haga surgir de sus glorias pasadas otra vez el ideal de Bolívar: "Las Cinco Repúblicas hermanas, o la Gran Colombia".

Cuando un derecho se vulnera porque figura en un pedazo de papel, él toma humanidad y como tal, se expansiona hacia todos los humanos; por eso se debe querer y desear, acompañado de la acción, la libertad del ciudadano en el Perú oprimido de hoy.

La mujer colombiana hace un llamamiento a todas sus hermanas suramericanas para hacer una unión fuerte y efectiva; su ideal es la paz, porque la mujer sobre la tierra tiene esa misión; por eso levanta hoy su estandarte blanco, y espera que la habrán de secundar sus hermanas marchando hacia la realización del ideal que toda mujer suramericana lleva vivo en el corazón en estos momentos, apagar la gran hoguera que ya se ha principiado a prender.

# La Mujer Suramericana y la Guerra

GLORIA DALL  
BOGOTÁ, 1933.

1363 Revue Nuevos Horizontes, Avril 1934, n°7, Guayaquil, Équateur, Archivo del Ministerio de Culturas, Quito, Équateur.

# “Las Mujeres de América deben apagar la hoguera de la Guerra”

TALEs es la manera como se expresa, desde las columnas de “MUNDO AL DIA”, la prestigiosa escritora colombiana GLORIA DALL, al transcribir el Editorial aparecido en el número 3, de Diciembre de 1933, de “NUEVOS HORIZONTES”, en el cual nuestra Directora se pronuncia enérgica y terminantemente contra la Guerra.

GLORIA DALL, reconocida como una brillante figura del periodismo colombiano, y una de las mas decididas luchadoras por el afianzamiento de la Paz en nuestro Continente, al recomendar a las mujeres de América nuestro Editorial, se expresa en los siguientes términos:

“En muchas de las naciones del Continente indoamericano la mujer está reuniendo su intuición, su esfuerzo y ha enarbolado la bandera blanca, emblema de Paz. La mujer de América debe ser la mediadora para apagar esa llama devastadora que quiere consumir nuestra recién nacida civilización”.

«Rosa Borja de Yeaza, a quien la «Legión Femenina de Educacion Popular de Colombia le ha dado su presidencia internacional, dirige por medio de «su Revista “NUEVOS HORIZONTES”, «un llamamiento a la mujer de América, «en el que le pide sea ella la mediadora «para apagar la hoguera de la Guerra «que quiere, con su llama devastadora, «acabar con nuestra civilización recién «nacida y consumir en nuestro suelo los «brotes de paz que hace apenas unos «años están queriendo salir a flor del «suelo americano».

«En muchas de las naciones del «Continente indoamericano la mujer es-

«tá reuniendo su intuición, su esfuerzo, y «ha enarbolado la bandera blanca, em- «blema de Paz; entre ellas sobresalen «dos: Isabel Morel en Chile, que con su «Revista “NOSOTRAS”, va a la cabeza «de la mujer chilena infundiéndoles idea- «les, alentándola en su campaña que ha «emprendido, de “Guerra a la Guerra” y «Rosa Borja de Yeaza, luchadora por la «reivindicación femenina y colombiana «de corazón ya que ha hecho los princi- «pales apartes del vibrante editorial de «la Revista que dirige con tanto presti- «gio: La mujer colombiana en su sentir, «creo que piensa y siente con ella».

Transcribe a continuación el Editorial a que hacemos referencia, y, luego, termina con estas hermosas frases que condensan todo el espíritu pacifista que anima a tan inteligente escritora: «Este llamamiento que hace Rosa Borja de Yeaza desde las columnas de “NUEVOS HORIZONTES” a la mujer de nuestro «Contiente, no hay duda que será oído; «en cada corazón de mujer está el amor «de madre, y todo ese amor reunido for- «mará la espesa muralla a la que no «pueda traspasar ni la incomprensión ni «el espíritu egoísta de los hombres que «claman por el destrozo de hermanos en- «tre hermanos».

No dudamos que la misma bondadosa aceptación que nuestro Editorial pacifista, ha tenido por parte de la mujer colombiana, lo tendrá, seguramente, por parte de la mujer peruana, reuniendo de tal manera en una sola, la acción antibélica que debe animar a las mujeres todas de nuestro Continente.

M. E. M.

uso de los libros  
los alumnos  
constantemente  
delo emplea  
nombres de los libros  
Luzmila Contreras  
Teresa Paz A.  
Elsa Pulido  
e llevar  
os por  
to usen  
an libro  
nos más  
una letra  
artículo  
en la s



1365

1365 Revue Nuevos Horizontes, Mai-Juin 1934, n°8, Guayaquil, Équateur, Biblioteca Municipal de Guayaquil, Guayaquil, Équateur.

## ACTIVIDADES DE LA UNION DE MUJERES AMERICANAS (U.M.A.)



CELEBRACION DEL DIA DE LA RAZA EN NEW YORK.

Las señoras Margarita Robles de Mendoza, a la derecha y María Luisa de Lloyd, a la izquierda, en representación de la Unión de Mujeres Americanas (U. M. A.), llevan ante la estatua de Cristóbal Colón, la Bandera de la Raza, en conmemoración a dicha fiesta.

La Unión de Mujeres Americanas, importante y numerosa agrupación que persigue, como uno de sus principales ideales, el establecimiento de la Paz, se ha dirigido al Sr. M. Osuski Ministro de Checoslovaquia en París y Presidente de la Comisión que en Ginebra tratará del asunto del Chaco, por medio del siguiente cablegrama: "Setenta mil mujeres hispano americanas organizadas pro paz urgente arreglo inmediato guerra Chaco".

*Firmado Unión de Mujeres Americanas.*

## MIRANDO LA NATURALEZA

Envío para NUEVOS HORIZONTES.

Cada paso que damos en la vida impregna el alma de nuevas sensaciones. Para los espíritus delicados, el menor detalle encierra emotividad; porque la emotividad es la consecuencia de la poesía, y la poesía es la belleza misma incrustada, como imperceptible diamante, en el corazón de la Naturaleza.

Así, vagando por el mundo, — porque el sino de la humanidad es vagar..... y vagar..... hasta que la Incomensurable llega — encontramos múltiples motivos que sacuden nuestro cordaje de nervios. A veces con sentimientos de ternura, a veces con sentimiento de dolor, de pena, de pasión. Cada nuevo gesto de la Naturaleza que se presenta desnudo en el pílagro del alma arranca de nuestra orfebrería espiritual la más preciosa joya, para colocarla en los altares de Apolo, como cuando, en alas de la pasión, arrancamos ilusoriamente una estrella del cielo para ponerla a los pies de la amada.

Un amanecer dorado por la lumbre del sol, nos extasia; nos conmueve hondamente el gemido de un pájaro, el piar de los polluelos; el trino de la alondra y el canto del ruiseñor nos alegra. El dulce y cariño-

so despertar de las rosas, cediendo humildemente a las caricias del viento, nos rompe el alma en pedazos; porque pensamos que así caerán nuestras ilusiones y nuestras esperanzas en los rosales del alma al soplo bárbaro del destino.

Mas, sobre todas estas delicadezas de la vida espiritual, prevalece siempre la mujer; pero, la mujer que guarda en su interior, como aureola de prestigio, una alma refinada y selecta. Porque en ella también hay amaneceros de oro; porque también, como en dorada jaula, viven en su alma pájaros azules que aletean con un gesto liberatriz; porque tiene jardines espirituales de donde caen los pétalos de sus rosas perfumadas, con el mismo ritmo, con la misma belleza con que se desprenden de los rosales reales. De este modo, para las almas que saben comprender, que saben sentir, la mujer es un tratado de belleza, un libro abierto de filosofía; porque en su sér existe una fuente de emotividad, porque es la personificación de la poesía, porque es la Naturaleza.

A. CAMPOVERDE ANDRADE.

<sup>1366</sup> Revue *Nuevos Horizontes*, Novembre-Décembre 1934, n°11, Guayaquil, Équateur, Archivo del Ministerio de Culturas, Quito, Équateur.

MUJERES DE AMERICA

# NELLY MERINO CARVALLO

Por V. H. ESCALA

Caracas, 16 de abril de 1936.

**A**CABAMOS de recibir, del sur, una triste noticia: la inesperada muerte, en Buenos Aires, de la escritora chilena, señorita Nelly Merino Carvallo quien dirigía, en la capital argentina, la conocida e importante revista "Mujeres de América".

Nelly Merino Carvallo fué algo mas que una señorita bien, aficionada a las letras. Fué una propagandista de altos ideales, una mujer-estándarte de las que van realizando, en nuestras patrias americanas, aspiraciones culturales que hagan posible la inmanencia de la justicia social.

Viajes de verdadero estudio por Europa en los que se prefiere la conferencia a las *boites de nuit*; práctica de acción social en Chile y Argentina, jira analítica por los Estados Unidos con enfoques hacia las juderías del Bronx y a las negradas de Harlem; y, últimamente, intervención pacificadora y caritativa en los rojos tremedales del Chaco, dieron relieve continental al apostolado de Nelly Merino Carvallo.

Quién nos iba a decir, cuando la conocimos en Viña del Mar, en el seno social de aquel lujoso balneario, lo que habría de ser y lo que haría en pro de las clases obreras la "distinguida señorita" Nelly Merino Carvallo, cuya inmediata parentela representaba entonces la plutocracia de la banca y de la fuerza. Su hermano político, el señor Eisher, presidía la poderosa Asociación Salitrera, dueña de varios centenares de millones de pesos; su hermano carnal Carlos Merino Carvallo, era Secretario General de la Armada, junto al austero, al rígido Almi-

rante Jorge Montt. En aquella época decíase que Chile podía tener cinco mil capitanes de navío en los cinco mil marineros de su flota.....

En los suntuosos salones de la "Quinta Vergara" se arreglaban actos culturales, fiestas caritativas, y animadora de todos ellos era Nelly, secundando a bellas damitas como Amalia Errázuriz Vergara, Violeta Lyon Cousiño, Mary Errázuriz Huici, Leonor de Tezanos Pinto Torres, María Puelma Nugent, Adelaida Aninat Echazarreta, Raquel de Osa Mackellar, Raquel Braga Magalhaes y otras que ya escapan a nuestra memoria. Caritativamente nos fué grato representar, en el Teatro Royal del balneario chileno, una comedia en que hicimos el *galán* de la ma-

lograda directora de "Mujeres de América".

Como bien se ve, desde aquellos saraos viñamarinos, apuntaba en Nelly un fervor humanitario que la llevaba al suburbio local-magistralmente descrito por Joaquín Edwards Bello-a distribuir con la limosna su frase de acción: "corazones fuertes y manos unidas", junto con el folleto educativo. Nación predestinada y ha muerto en el puesto avanzado del deber.

Hace poco, desde Buenos Aires, nos escribió Nelly anunciándonos su visita a Venezuela, que admiraba en su brillante pasado y en su ya seguro porvenir. Que las lindas caraqueñas sepan que han perdido una valiosa amiga y dediquen, a su recuerdo, una mirada humedecida de emoción.



NUEVOS  
Comisión Inter  
nacional Panam  
Washington, D.

SUS

INSPIR  
funda  
amer  
nica a la  
mera sufi  
quien sa  
sus afan  
El 13  
se la fecl  
minista  
conmem  
dar una  
inmens  
ces, deb  
tuturas  
En  
nales q  
ter N.  
chony  
ciendo  
del ma  
cho, e  
dades  
yeron  
me er  
sada  
el cri  
tado  
este  
pado  
casti  
vier  
tena  
logr  
nori  
de,  
fu e  
por  
can  
lam  
mó  
nue  
gisi  
tra  
veo  
ca  
ni  
ma  
Al

1367 Revue *Nuevos Horizontes*, Mars-Avril-Mai-Juin 1936, n°17, Guayaquil, Équateur, Archivo del Ministerio de Culturas, Quito, Équateur.

# NOSOTRAS

DIRECCION  
y  
Administración  
Casilla 5557  
Teléfono 4859



Panorama Feminista  
Internacional  
"SER MEJORES"  
tema de la  
U. F. C. H.



CON UN SOLO CABELLO DE SU CABELLERA, UNA MUJER PUEDE AHORCAR A UN TIRANO.— CON UN DEDO PUESTO SOBRE UNA BOCA, LA PUEDE HACER CALLAR O HABLAR.— APRENDE A SER ESTA MUJER.— Floreza Codrion.

SEMANARIO FEMINISTA PRECIO: 20 CENTAVOS Directora: ISABEL MOREL

Año I Valparaíso, 30 Abril de 1932 Núm. 21

## Doris Stevens miembro del Instituto Americano de Derecho Internacional

Infinidad de mensajes de felicitación han llegado a la mesa de Doris Stevens, Presidenta de la Comisión Interamericana de Mujeres, y líder internacional en la campaña de la IGUALDAD DE DERECHOS DE LA MUJER ANTE LA LEY, con motivo de su designación como miembro del Instituto Americano de Derecho Internacional.

La señora Stevens será la primera mujer, miembro de tan distinguido cuerpo jurídico, cuyos miembros están limitados al número de cinco, seleccionados cuidadosamente entre los más conspicuos intelectuales e internacionalistas de las veintuna repúblicas del Continente Americano. Esta mujer viene a ocupar la vacante que dejara el Sr. Elihu Root, al ser ascendido a la Presidencia Honoraria del mismo Instituto.

A la multitud de votos de prosperidad que miss Stevens ha recibido, el semanario «NOSOTRAS», portavoz de las mujeres de Chile, quiero agregar el suyo.

La entrada de una mujer como Doris Stevens, en el cuerpo jurídico del Instituto Americano de Derecho Internacional, constituye una victoria en el ideal de las mujeres del mundo. Una certeza de que el porvenir abra sus puertas ampliamente a las aspiraciones femeninas. Es este hecho el tramiento de una sagrada bandera de libertad y progreso para el género humano.

Doris Stevens en este caso, se ha transformado en un símbolo de justicia.

Esta líder de todos los países, trabajadora incansable, que pone su vida entera al servicio de su alto ideal, merece no sólo la admiración sino el cariño de las mujeres que en el mundo entero piden ser liberadas del egoísmo masculino.

Cada triunfo obtenido en la campaña de «Iguales Derechos», beneficia a la humanidad y Doris Stevens ha dicho:

«Los derechos de las mujeres tienen que ser respetados, en Ginebra, en la Haya y en el mundo entero».

Mujeres como Doris Stevens no debemos tener nacionalidad, porque en ella, abierta a las necesidades mundiales, es del mundo. Trabaja para todas



*To our dear and brilliant colleague Julia Ducasse de Arrate Doris Stevens*

"REDES"  
Apareció el poemario de  
LUCIA CONDAL  
Se vende en la U. F. C. H.

Muchas veces su voz emocionada, me dijo en Washington. Quisiera ponerlas a todas dentro de mi corazón y tener la suficiente energía para defenderlas a todas.

Su pensamiento internacional ha llenado los Congresos, ha combatido firmemente contra las explicaciones de las leyes, ha estudiado sin reposo, día y noche, ingresando en la Universidad para doctorarse en Derecho Jurídico; y recibe con justicia, este nombramiento, que asegura la situación femenina ante la justicia mundial.

Doris, rubia, cabellita simpática, elegante, —no rebela su alma, sino cuando se le toca el corazón hablando de «la mujer». Se conmueve. Sus ojos de oro trasportan cataratas de entusiasmo. Se siente el vuelo de esa alma misericordiosa y clarividente que ha podido ver en toda su intensidad la «esclavitud» silenciosa, tímida sufridora, de la madre de los hombres.

Podría decirse que miss Stevens es una Libertadora. Un espíritu fuerte y noble que pertenece por extensión propia a todas las mujeres de la tierra.

«Cómo no sentirnos entusiastas por la consecución de nuestros ideales, al ver este grandioso ejemplo de abnegación, perseverancia y energía».

Nada ha sido, es ni será un obstáculo para esta admirable mujer llena de fuerza y de gracia.

Gentilísima, posee el don de gentes, la exquisita seducción que nace de la comprensividad. Pero es sobria. Sabe determinar clinicamente su obra y aprovecha su tiempo en forma maravillosa.

Nunca antepone su placer a su deber. Más aún. Su deber ha llegado a ser en ella «el placer único».

Nuestra obra, dice, muestra amarguras, nuestras rimoras, clasifican la vida. Suframos. ¿Qué importan el desamparamiento de un individuo ante la fealdad de todos?

Jamás una inteligencia fue más útil. Jamás un diamante tuvo mejores luces. Tenos que las recibe de Dios su pleno corazón.

I. M.





Caballeros bolivianos

# VISION DEL CHACO



Camilleros bolivianos

## Esa es la guerra!

dice a El Mercurio de Valparaíso un ex-combatiente universitario boliviano.

### ENTUSIASMOS JUVENILES

«Las noticias que llegaban a La Paz comenzaban contando un amigo que tocaban las trompas de nuestras tropas en los fortines del Chaco hicieron levantar en los primeros días del mes de Junio, un día incalculable de entusiasmo patriótico. Guerra! Guerra! era el grito de todo el mundo de todas las masas ignorantes de la terrible desdicha que es para un país un conflicto armado. «Las calles de La Paz se convirtieron en un hervidero en que desfilaron miles de personas con ostentados nacionales y entonando himnos patrióticos. El entusiasmo colectivo nos contagió, y la mayor parte de los estudiantes de la Universidad corrimos a alistarnos voluntariamente en los tercios que se formaban para acudir a defender la patria. Tanto lejos estaban todos esos iluminados de pensar en el reverso de la brillante moneda que vivían.»

«La instrucción militar, las cuentas militares, los ejercicios con fusiles, no hicieron sino aumentar el entusiasmo de los primeros momentos, y luego los novias, hermanas y amigas de los voluntarios, pasando orgullosos del brazo de sus uniformados adalides, causaban la envidia de los que no se habían sentido contagiados del helicoardor.»

### HACIA EL CHACO

«Pero, según nuestro amigo sin poder ocultar en su voz un dejo de amargura, llegó el día en que debíamos dejar esa ciudad en que todo era halagos para partir a enfrentarnos con la guerra y la muerte, con el hambre y la sed, con las privaciones y la peste.»

«Llegamos a la zona de operaciones después de 23 días de marcha penosa y luego de algunas estadas cortas en medio a la defensa de Boquerón, fui destinado a la defensa de Boquerón, que en esos días sufría el asedio de los paraguayos. Mis conocimientos y más que ojos mi parentesco y más que un oficial de reserva.»

«En Boquerón, me cupo la desgracia de ser testigo de escenas que en mi vida podré olvidar. Hay en ellas tanto horror, es tan cruel su recuerdo, que es imposible revivirlas sin sentir un insoportable deseo de gritar que todos los

### LAS PRIMERAS CONTRARIEDADES

«Bolivia, según nuestro amigo, luchó en el Chaco con un handicap en contra formidable. Sus contrarios gozaron de un camino siempre expedito, como es el río, que les permite llevar a sus tropas casi hasta la misma zona de operaciones sin ninguna clase de molestias. Entre tanto nuestras tropas debían hacer marchas de más de veinte días, a través de regiones estériles, páramos pelados en que los mosquitos son una amenaza más terrible y más sangüinaria que el más feroz de los tigres.»

«Terminada la vía férrea comenzó nuestra vivencia hacia la zona de operaciones. Habíamos partido con el deseo ferviente de encontrarnos cara a cara con nuestros enemigos, de luchar contra ellos de hombre a hombre, pero era muy otra la realidad.»

«Somosidos a la feroz de suboficiales que veían en obligarnos a los más desagradables trabajos una venganza para nivelarse a los que en la vida civil es tuvimos siempre sobre ellos, alterabamos nuestras marchas penosas bajo la caudilla con ejercicios de excavación de trincheras. Hemos a la guerra, a la lucha y nos hallábamos haciendo el oficio de prisioneros, pasando hambre y sed, riempiéndonos las manos que sangraban dolorosamente, mortificadas por un trabajo al que no estaban habituadas.»

### EN BOQUERON

«Llegamos a la zona de operaciones después de 23 días de marcha penosa y luego de algunas estadas cortas en medio a la defensa de Boquerón, fui destinado a la defensa de Boquerón, que en esos días sufría el asedio de los paraguayos. Mis conocimientos y más que ojos mi parentesco y más que un oficial de reserva.»

«En Boquerón, me cupo la desgracia de ser testigo de escenas que en mi vida podré olvidar. Hay en ellas tanto horror, es tan cruel su recuerdo, que es imposible revivirlas sin sentir un insoportable deseo de gritar que todos los

que han querido la guerra sólo merecen un calificativo: «Asesinos!»

«Tras de las empalizadas, pues no se crea que los fortines del Chaco son ciudades inexpugnables, ya que sólo son un reparo donde se guarda un cuerpo de ejército, preparáramos la defensa. Frente a nosotros, lo más grande del ejército paraguayo estacionaba un cerco que cada día es más penoso. Día y noche los centinelas arma al brazo estaban atentos a cualquier movimiento del enemigo y ocultas entre sacos de tierra y repaos improvisados las ametralladoras dejaban ver tan solo la boca fatídica de sus cañones que vomitaban muerte.»

### EL CAMPO DE LA DESESPERACION

«En la zona que separaba nuestras posiciones de las trincheras paraguayas se extendía el campo de la desesperación: lugar terrible donde los hombres de ambos bandos morían lentamente, sin que fuera posible llevarles el menor auxilio, porque en los dos límites había balas listas para despedir de la vida al osado que se atreviera a invadir ese campo de muerte.»

«El asedio de Boquerón, puedo decirlo porque lo vi, sigue diciendo a nuestro amigo, cuesta al Paraguay lo más grande de sus tropas. Obtuvo una victoria moral, pero fue una victoria a lo Pírrico. Con cuatro victorias como esa, Paraguay perdía la guerra.»

«Muchachos imberbes, recién salidos de la Escuela Militar, viejos cazadores lanzaban entremezclados y con una temeridad rayana en la locura contra las posiciones bolivianas.»

### LA MUERTE A SANGRE FRIA

«Disparar contra esos osados, que oponían el pecho desnudo a las balas, era casi un asesinato a mansalva. Los soldados muchas veces sentían verdadera repugnancia por matar así a otros soldados, que aunque llevaran distinto uniforme eran hombres como ellos. Pero, los intereses materiales en juego exigían el sacrificio de esas vidas que caían segadas sin piedad.»

«Recibir una herida que no fuera mortal equivalía a una sentencia al más atroz de los suplicios. Tendidos de espaldas, arrastrados como pedras, los heridos ponían una nota de tétrico espanto en el campo prohibido. La locura que nos invadía por las noches, bajo el cielo tropical, no puede ser descrita. Disparos aislados formaban eco del concierto de lamentos desgarradores.»

«Los mosquitos y los gusanos se apoderaban de las carnes laceradas de los heridos, que en plena conciencia, y sus lesiones veían sus carnes descomporsiéndose, volverse tumefactas y luego podrirse para servir de alimentos a las miríadas de insectos de todas clases que celebraban entre los muertos y los heridos su macabro festín.»

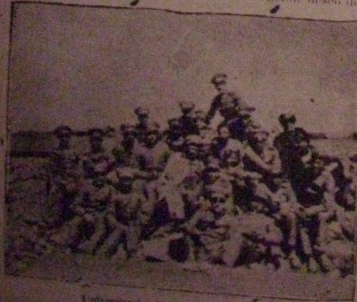
### EL RETRATO DE LA NOVIA

«En medio del horror de esa lucha, pude sin embargo apreciar que a pesar de todo, el hombre no puede olvidarse completamente de que es un ser civilizado, y que hay pensamientos más altos que la muerte y la destrucción.»

«En una de las cargas de los paraguayos, mi pelotón hizo prisionero a un muchacho, casi un niño. Era cadete de la Escuela Militar y había recibido una terrible herida en el brazo. Como es de reglamento procedí a registrarlo antes de entregarlo a los jefes del fortín. Y cuando le saqué la cartera, el muchacho me pidió casi llorando: «¿Mi tengo un retrato, es de mi novia. Por favor, no me lo quite.» Yo también había dejado en La Paz un romance juvenil terminado por mí, como lo haría la novia de ese cadete. Le devolví el retrato que guardé junto a su corazón con la mano que le mocheba buena, y con la manga le vi limpiarse una lágrima que asomó a sus ojos mientras caminaba hacia la enfermería.»

### HERIDO GRAVEMENTE

«La emoción invade al joven oficial boliviano. Ha hecho un verdadero es-



Combatientes bolivianos mortificados

fuerza y trata de tornarse pronto. «Muy pocos días más debía quedar yo en Boquerón, dice. En una carga recibí dos heridas y hubo de evacuar el fortín. Después supe que había estado ex-parte del enemigo, que después de mi mes de asedio se apostó en esa posición y de los defensores que aún se mantenían, pero que sólo eran lablasmas de hombres atenuados por el hambre, la sed y las enfermedades. La mitad de los combatientes han muerto después.»

### ESA ES LA GUERRA!

«Esa es la guerra, termina nuestro amigo. Desde lejos se infra el oro de los honores y de los actos heroicos. Aquí reina la miseria y el horror de una lucha en que los hombres exterminan a los hombres como bestias feroces.»



Albergueros guerrilleros con sus soldados

Panorama  
 Feminista  
 Internacional  
 "SER MEJORES"  
 lema de la UFCH

# Nosotras

Dirección  
 y  
 Administración  
 Casilla 3357  
 Teléfono 4959

CON UN SOLO CABELLO DE SU CABELLERA, UNA MUJER PUEDE AHORCAR A UN TIRANO. CON UN DEDO PUESTO  
 SOBRE UNA BOCA, LA PUEDE HACER CALLAR O HABLAR. APRENDE A SER ESTA MUJER. Floreana Codrillor.

PRECIO: 40 CENTAVOS

Edición de 12 páginas

Directora: ISABEL MOREL

Año II

Valparaíso, Abril 1.º de 1933.

Núm. 39

Ha aparecido en Buenos Aires, la Revista bimestral que dirige nuestra amiga y compatriota Nelly Merino Carvallo.

A primera vista, "Mujeres de América" se apodera del lector. La portada, de un distinguido dibujista argentino, Dr. Otto Datta, es una mesa revuelta en que "la mujer" domina como inspiradora de actividades. Allí está la taza de té de las cinco, la madre que besa a su niño con devoción, las máquinas de coser y de escribir, como las grandes crestas de las fábricas en que el obrero es esclavo de la gran urbe. Paleta de pinturas, escuajos, plumas que caerán en la mano marfileña de alguna artista o escritora, escuadras de dibujante y probetas de ensayo. Pasa una mujer dirigiendo un auto y asoma la franja blanca de cruz roja en fondo penumbroso. Más que esos manes prolifas usando instrumental de laboratorio, más que el exótico jarrón ornamentado con un cráneo y dos tibias, impresiona la fresca exquisita de aquella rosa blanca que surge como la esperanza del porvenir, parece que sus pétalos quisieran superar las páginas de ese Código sugestivo que reposa bajo una pluma de ave.

La sineta de mujer moderna se destaca rígida, elegante, enardecida en tensión de las metrópolis modernas, signo de los tiempos, es una nota vibrante, anunciadora de "la mujer nueva" que ha de timbrar con la fuerza de la justicia los sucesos del porvenir.

Nunca pudo un artista interpretar con más acierto la am-

## "Mujeres de América"



Nelly Merino Carvallo

niente, está fundada en la raíz de la vida: la justicia humana.

Y aunque mucho se active en los diferentes países el proceso de las reivindicaciones legales y políticas, no podemos decir que "la mujer" olvide por esto "medio de liberación" las vastas obligaciones de su sagrado ministerio.

"Mujeres de América" no consagra a la mujer política ni la desautoriza. El conjunto de sano criterio que preside sus secciones exhibe la fervorosa aspiración de unir el espíritu femenino en la causa gloriosa que, maternizando, ha de redimir el pecado modular de artificialidad y explotación.

Dentro del volumen que representa esta novedad bibliográfica para el público lector, gallardea un detalle admirable la sobriedad concisa, la lógica bien cimentada con que se tratan sus asuntos. Ausencia de platorismo libresco, que denota frescura de ideas, poderoso carácter individual.

Páginas leves y amenas, cuyo espíritu alza el ala, espantando al vulgar roedor de bibliotecas.

Nelly Merino: las mujeres de Chile nos sentimos agradecidas del espléndido esfuerzo con que has plantado en Iberoamérica el tricolor nacional.

I. M.

### La rueca de la Antigüedad

El origen de la rueca se remonta a la primera mujer, que tuvo el genio de substituir los tejidos a las pieles de los animales para vestirse con ellas.

La rueca fue, pues, el atributo de la casa patriarcal y es el primer instrumento de civilización en la tribu salvaje.

Los romanos hacían de la rueca el símbolo de la virtud doméstica. El mejor elogio se hallaba contenido en este retrato de Lucrecia:

"Domum mansit, lanam fecit".

Permaneció en su casa e hiló la lana.

plitud ideológica de Nelly Merino.

En la portada de "Mujeres de América" vemos la vasta intención que dentro de esas páginas ha de florecer como una pérgola aromada sobre los países hermanos de América.

Esta revista, modelo en su género, ontra como un factor de paz, en el círculo de las mujeres que se están dando la mano en el continente para engrandecer los esfuerzos que el corazón de la humanidad realiza contra el cerebro metalizado del industrialismo explotador.

Nelly Merino ha logrado llenar 64 páginas de material selecto en que, con elevado miraje cada pluma expone sus ideas gallardamente, sin trabas partidistas, ni arbitrariedades de creos.

Es sincera nuestra admiración por esta obra, en su parte literaria. Sólidas cabezas femeninas de América colabo-

ran allí. Pero, sin duda, lo que nos sorprende gratamente es la fórmula organizadora, el talento creador con que Nelly Merino Carvallo, sola, en país extranjero y sin recursos financieros ha podido realizar esta gran hazaña en los días más turbios de la crisis mundial.

Ya conocíamos hace fechas la magnífica labor internacionalista de esta apostól de la ideología unitaria. Habíamos bebido su su palabra convincente, en su gesto expresivo, la fe aureolada con que Nelly vislumbra el porvenir de "las hermanas de América".

De las páginas discretas y novedosas de esta revista internacional han de surgir pensamientos constructores, sugerencias prácticas, para la labor perseverante en que estamos empeñadas las mujeres del mundo.

La trama formidable de esta tela que teje los ideales femeninos del conti-

### La Primera Mujer Diplomática en España

Por primera vez se confiará en España un cargo diplomático a una mujer.

Margarita Salaverría de 21 años de edad y nacida en Buenos Aires, es la primera mujer diplomática de España.

Se clasificó 15 entre 260 examinados. Habla alemán, francés e inglés a la perfección.

Entrevistada por los periodistas, contestó:

—En los tiempos modernos la diplomacia es un cargo idóneo tanto para hombre como para mujer.

2500. Familias de la UFCH en Valparaíso y Viña consumen los productos que anuncia "Nosotras"

1933

Programa  
Feminista  
Internacional  
"SER MEJORES"  
lema de la UFCH

# Nosotras

BIBLIOTECA NACIONAL  
DIARIOS  
PERIÓDICOS  
REVISTAS  
CHILENAS

Dirección  
y  
Administración  
Casilla 3357  
Teléfono 4950

CON UN SOLO CABELLO DE SU CABELLERA, UNA MUJER PUEDE AHORCAR A UN TIRANO. CON UN DEDO PUESTO  
SOBRE UNA BOCA, LA PUEDE HACER CALLAR O HABLAR. APRENDE A SER ESTA MUJER. Floreana Codrillo.

PRECIO: 20 CENTAVOS

Edición de 10 páginas

Directora: ISABEL MOREL

Año II

Valparaíso, Enero 15 de 1933.

Núm. 34

## Las Mujeres de México y la Nueva Legislación Civil Por Margarita Robles de Mendoza

Xalapa, diciembre de 1932.

El Estado de Veracruz, de la República Mexicana, acaba de expedir un Código Civil que puede considerarse su género de duda como uno de los más avanzados del Continente, en materia de derechos civiles de la mujer, a la que concede estatuto jurídico perfecto, para adquirir toda clase de derechos y obligaciones.

El nuevo Código Civil de Veracruz no es una ley galante, ni una ley proteccionista. Es una ley justa. El legislador de Veracruz ha tenido que romper tradiciones seculares y deficiencias del idioma mismo, para poder tratar a la mujer en un plano de igualdad perfecta con el hombre, no considerándola sino como lo que es: una mujer, un simple sujeto de derechos y de obligaciones ante la ley igual a otro ser cualquiera que en las mismas condiciones pudiera ser objeto idéntico de la atención de la ley.

El Código de Veracruz coincide con el Código del Distrito Federal, aun cuando lo supera en numerosos detalles. Son de este modo dos Códigos Mexicanos los que realizan la igualdad jurídica de la mujer, a partir del primero de octubre de 1932, fecha en que ambos cuerpos de ley han empezado a regir, abarcando bajo su jurisdicción tres millones de habitantes, y dos zonas del país de la mayor importancia. Seguramente pronto los demás Estados de la República, y aun a pesar de las resistencias de los opositores a esta avanzada sociología jurídica, iniciarán su vez la reforma de sus Códigos en términos semejantes a los de estos señeros de la liberación jurídica de la mujer que son los Códigos del Distrito Federal y del Estado de Veracruz.

El artículo 29 del nuevo Código veracruzano, dice:

"La capacidad legal es igual para el hombre y para la mujer: en consecuencia, ésta no queda sometida, por razón de su sexo, a restricción alguna en la adquisición, ejercicio y pérdida de los derechos civiles. Cuando por cuestiones de construcción gramatical, de enunciación, de orden, o por otra circunstancia cualquiera, el voto de la ley use o dé preferencia al género masculino, o haga acepción de sexo que pueda resultar susceptible de entenderse en sentido restrictivo contra la mujer, las autoridades, los jueces y los tribunales, interpretarán el texto confuso en sentido igualitario para hombres y mujeres, de modo que éstas se encuentren equiparadas a aquéllas en términos de estatuto jurídico perfecto, tanto para adquirir toda clase de derechos como para contraer igualmente toda clase de obligaciones."



Margarita Robles de Mendoza

**Agente de  
Propaganda  
Necesítase con exclusividad  
para nuestra revista**

Este principio igualitario se reproduce y trasciende en todos los órdenes de la legislación civil, familiar, contractual, etc. Una igualdad absoluta prevalece para la disposición de bienes dentro del matrimonio, ejercicio de la patria potestad y de la tutela, derecho a alimentos, posibilidad de contratar y comparecer en juicio, desamparo del albaceazgo, facultad de comprometerse en matrimonio, etc. etc. En ningún sentido y por ningún concepto puede el hombre ejercitar derechos que no pueda alegar a su vez la mujer. Por lo que toca a las obligaciones civiles impera idéntica igualdad.

Las mujeres del mundo estamos empañadas en esta gran batalla por la igualdad de derechos. Pedimos categóricamente que se nos conceda el reconocimiento de seres humanos conscientes. Y este nuevo Código Veracruzano viene a llenar una de nuestras más legítimas ambiciones. Empezamos a ver la aurora de un nuevo día de liberación. Al fin nos sentimos esposas, madres, hijas, compañeras de la vida de nuestros hombres, en plenitud de responsabilidades y de derechos. Este triunfo no es exclusivamente nuestro. Significa una nueva modalidad social para toda la América, porque estamos seguras que los países hermanos seguirán este ejemplo y pronto los Códigos Quijotescos y retardatarios que rigen los destinos de algunos países de habla española, tendrán que ir a ocupar un sitio entre las obras antiguas en los anaqueles de las bibliotecas para ceder su lugar a Legislaciones nuevas de acuerdo con las necesidades del momento que vivimos.

Los esfuerzos de todas las mujeres luchadoras de la América deben tender únicamente a estos dos objetivos fundamentales: Obtener la igualdad de derechos Civiles y la igualdad de Derechos Políticos.

Ya tenemos los anejeros mexicanos un motivo real de orgullo. Ya la revolución puede envanecerse legítimamente de un triunfo social incontrastable e indiscutible.

Nosotras, mujeres de este suelo, ya podemos decir que la sangre noble que se ha derramado en nuestra Patria no ha sido estéril. Bien vale la pena el sacrificio de nuestros padres y de nuestros hermanos, si nuestras hijas de hoy en más ya no serán esclavas de un régimen social injusto.

Adelante, mujeres de la América Española, unidas en un mismo ideal pronto llegaremos a la meta. El día de la justicia no está lejano!

M. R. de M.

1371

1371 Revue Nosotras, 15 janvier 1933, n°34, Valparaíso, Chili, Biblioteca Nacional de Chile, Santiago, Chili.

no 4959

Panorama  
Feminista  
Internacional  
"SER MEJORES"  
tema de la UFCH

# Nosotras

Dirección  
y  
Administración  
Casilla 3357  
Teléfono 4958

CON UN SOLO CABELLO DE SU CABELLERA, UNA MUJER PUEDE AHORCAR A UN TIRANO. CON UN DEDO PUESTO  
SOBRE UNA BOCA, LA PUEDE HACER CALLAR O HABLAR—APRENDE A SER ESTA MUJER.—Florea Codrilo.

PRECIO: 40 CENTAVOS

Edición de 12 páginas

Directora: ISABEL MOREL

Año II

Valparaíso, Febrero 15 de 1933.

Núm. 36

## Los Horrores de la Guerra del Chaco



No tenemos para qué dramatizar sobre la locura de la guerra que ha atacado a los autores y actores de las matanzas del Chaco Boreal. La epidemia avanza; ha saltado a la hoya amazónica y a este paso a poco crugirán las antenas de nuestros radios—ante la impasibilidad de los diplomáticos—comunicando detalles acerca del bombardeo de Leticia.—Habrán "volado" algunos regimientos, hundido algunos barcos de guerra, despedazado algunos aviones.

La metáfora sustantivada de la guerra es enana para agigantar la línea hasta donde llega el avance de la bestia enfurecida.

En la contienda del Chaco resalta la ferocidad vandálica del generalísimo que acaudilla a los bolivianos. Su figura ennegrecida de humo superviviente se vuelve odiosa a los corazones que no han perdido la piedad. Al ser increpado por qué bombardearon los hospitales

de los paraguayos, dice el cable que contestó, levantándose de hombros:  
—Tonterías!...

No hay que asombrarse, sin embargo: es la misma táctica enseñante de Hindenburg: la guerra es tanto mas eficaz cuanto es mas cruel.

Por eso se rompe el Derecho Internacional, se bombardea pueblos indefensos, se incendia hospitales, se destroza bibliotecas, se saquea poblaciones, se derriba catedrales, se asesina mujeres y niños.

Esta es la trayectoria de la victoria. No olvidamos los efectos de la guerra mundial. Los indoamericanos—el continente estúpido de Baroja—teníamos necesidad de experimentar en propio cuerpo las miserables consecuencias de la guerra.

Glorificada sea la política unisexual que lleva a la raza a los abismos de la nada!

2.500 Familias de la UFCH en Valparaíso y Viña consumen los productos que anuncia "Nosotras"

1372

<sup>1372</sup> Revue *Nosotras*, 15 février 1933, n°36, Valparaíso, Chili, Biblioteca Nacional de Chile, Santiago, Chili.

ORGANO  
OFICIAL  
DE LA  
LEGION  
FEMENINA  
DE  
EDUCACION  
POPULAR

# Nosotras

Escritura  
Femenina  
Internacional  
—  
VOCERO  
de la  
FORMULA  
"AMERICA"

Con un solo cabello de su cabellera, una mujer puede ahorcar a un tirano.— Con un dedo puesto sobre una boca, la puede hacer callar o hablar.— Aprende a ser esta mujer.— Floreza Codrler.

Año III. — Dirige ISABEL MOREL

Primera Quincena de Febrero de 1934

Edición de 16 páginas

N.º 56



QUAYAQUIL, ENERO 16 DE 1934.

SEÑORAS PRESIDENTA Y SECRETARIA DE LA LEGION FEMENINA DE EDUCACION POPULAR EN CHILE — SANTIAGO:

LLENA DE LA MAS JUSTIFICADA ALEGRIA CONTESTO A LA AMABLE NOTA DE USTEDAS DE 29 DE NOVIEMBRE ULTIMO, EN QUE SE SIRVEN PARTICIPARME LA FUNDACION DE LA LEGION FEMENINA DE EDUCACION POPULAR EN CHILE BAJO SU DIRECCION.

AL CONSIGNAR EL AGRADECIMIENTO DE ESTA PRESIDENCIA INTERNACIONAL POR LA BRILLANTE ACOGIDA QUE ESA IMPORTANTE AGRUPOACION FEMENINA DE CHILE HA DISPENSADO A MIS ENTUSIASMAS INSINUACIONES, SE ME PERMITIDO DECLARAR LO GRATO QUE ES PARA TODAS NUESTRAS CONSOCIAS DE AMERICA LA ACEPTACION DE ISABEL MOREL PARA PRESIDENTA DE LA LEGION EN CHILE, QUIEN A SU TALENTO, UNE LAS RARAS PRENDAS DE FEMINISTA EQUILIBRADA Y DINAMICA.

EN EL N.º 4 DE "NUEVOS HORIZONTES" VOY A LANZAR OFICIALMENTE LA INICIATIVA DE LA REUNION DE UN CONGRESO INTERNA CIONAL FEMENINO QUE HE INSINUADO YA PRIVADAMENTE, ESPERANDO LA NOBLE COLABORACION DE USTEDAS EN OBRA DE TAN TRASCENDENTES ALIENOS.

QUIERO DEMAR CONSTANCIA EN ESTAS LINEAS DE MI EMOCIONADA GRATITUD POR EL INMERECIDO HOMENAJE QUE DE USTEDAS HE RECIBIDO EN EL ACTO DE INAUGURAR SUS LABORES LA LEGION EN CHILE.

ASCENDER ES VIVIR.

ROSA BORJA DE ICENZA

Con un solo cabello de su cabellera, una mujer puede ahorcar a un tirano.— Con un dedo puesto sobre una boca, la puede hacer callar o hablar.— Aprende a ser esta mujer.— Floaree Codriler.

Año III — Dirige ISABEL MOREL

Segunda quincena de Febrero de 1934

Edición de 16 páginas — N.º 57

## La ideología feminista frente a la Conferencia Panamericana de Montevideo



El feminismo es una de esas tantas fuerzas que tienden a conquistar el nivel que por derecho le corresponde. No es la creación caprichosa y antojadiza de almas visionarias, sino que humede sus raíces en la realidad dolorosa y obscura de la misma vida. Desgraciadamente, se ha confundido con otra tendencia de la mujer moderna que no me atrevo a calificar. No es el feminismo el que decretó el desnudo bataclánico, las danzas de cabaret, el copetín que envenena el cuerpo y que envenena el alma. Eso es preciso buscarlo en la trivialidad de la existencia mundana, en la vida suntuosa e inútil, en el salón de la "demi-mondaine", y es indiscutible que en esos círculos el elemento femenino no es elemento intelectual ni feminista.

Reivindicada para el feminismo la verdad del concepto, es necesario convenir con el famoso constitucionista Posada que el feminismo no es una doctrina que cede, sino una doctrina que invade. Y no hay más que acudir a los datos que nos suministra la historia de unos años acá para convencernos de que el tema mantiene la misma frescura e interés que hace más de medio siglo adquiriera con el primer movimiento feminista habido en Inglaterra y que dió como resultado la incorporación de la mujer a la vida política de aquel país.

Más de ochenta millones de mujeres se encuentran hoy habilitadas para manifestar su voluntad en los comicios. Nuestro país hace apenas un año ha escrito una de las páginas más brillantes de su historia democrática incorporando a la mujer en la vida ciudadana.

En una palabra: en 23

### Vibrante mensaje de la Doctora Sofía Alvarez

países de Europa, 3 de América, 3 de Asia, 4 de África y 2 de Oceanía las mujeres gozaron de sus derechos civiles o políticos total o parcialmente.

El mundo tendrá que sufrir conmociones extraordinarias para alcanzar ese grado de perfección que Cristo sintetizó en una sola frase: "No habrá ni señores ni esclavos, ni

hombres ni mujeres, ni judíos ni gentiles, sino que todos seréis hermanos."

En el momento actual las mujeres de todo el mundo civilizado trabajan. Han transpuesto las fronteras del hogar para acercarse a la vida y comprenderla, para sentir que hay un plano inferior hecho de injusticias tremendas y de

amarguras insospechadas, transformando en dolor propio el dolor de todas las que sufren en fuerza de la vida; el alienta de todas las que esperan; el calor de la sangre, el ansia de todas las que padecen hambre y sed de justicia.

Sobre la mujer descansa la mitad de la carga que representa la producción actual, y la mitad de las responsabilidades en las funciones de la cultura. Y por encontrarse capaz de interés y de trabajo, por haber adquirido la capacidad de defenderse y defender a sus hijos sin ayuda ajena, no ha perdido su feminidad. Se ha dicho con razón que no hay ser que se afirme por lo que le falta, sino por lo que posee, y decir que la mujer moderna, cultivada y libre, en el pleno uso de sus derechos y de sus responsabilidades, es menos mujer que un pobre inocente sin más defensa que el instinto, sin más arma que la fuerza, equivale a decir que fue más hombre el salvaje primitivo que el moderno varón cultivado por la sabiduría de los siglos.

"La economía general de los códigos americanos se concreta a normas prohibitivas, que circunscriben y estrechan la esfera de acción en que se mueve la mujer. Yo me he engolfado en el estudio de esos códigos, y he sentido la impresión angustiosa de que hundía mi cabeza en las aguas oscuras de un mar extraño y hostil. Y me he preguntado: ¿Cómo es posible que hombres nacidos de mujer hayan puesto su firma al pie de leyes que atan a sus propias madres a la cadena ignominiosa de la esclavitud y del vicio? ¿Que sean hombres nacidos de mujer los que hayan parangonado a sus madres con dementes, idiotas, criminales y beodos? ¿Que hayan reglamenta-

(Pasa a la 6.ª pág.)



COMISION INTERAMERICANA DE MUJERES EN MONTEVIDEO. — Alice Armand Ugon, Margarita Robles de Mendoza, Leonor Artégaveytia, Clara Elisa de Salterain, Fanny Bunan-Sevastos y Mireya Varela.

### PROGRAMA DEL PARTIDO FEMINISTA URUGUAYO

"Reglamentación del trabajo femenino sin lesionar los intereses de la mujer."

"Protección de la mujer madre que trabaja por el seguro de maternidad. Prohibición del trabajo con goce de sueldo íntegro durante 8 semanas en razón del alumbramiento."

"Salas cunas en las fábricas y talleres y aumento y perfeccionamiento de los Asilos Maternales."

"Salarios y sueldos iguales para la mujer que para el hombre por un trabajo igual."

Las mujeres en la Séptima Conferencia Panamericana usaron Máquinas de Escribir "REMINGTON"

# Nosotras

CON UN SOLO CABELLO DE SU CABELLERA, UNA MUJER PUEDE AHORCAR A UN TIRANO, CON UN DEDO PUESTO SOBRE UNA BOCA, LA PUEDE HACER CALLAR O HABLAR.—APRENDE A SER ESTA MUJER.

Año IV.—Dirige ISABEL MOREL

SANTIAGO DE CHILE, OCTUBRE DE 1934

Edición de 12 páginas No 59

## La Acción Antibélica Femenina eclosiona como fuerza Continental

N O se puede poner en duda que a pesar de los arrestos imperialistas que invaden al mundo, a pesar de las matanzas del Chaco y de los ensayos sangrientos en Leticia, emergen en América signos revalorados de paz. Un espíritu pesimista diría que estos signos son los que siempre han existido en el mundo desde la época de las Cruzadas hasta esta que llamaremos del Petróleo. En aquellos tiempos se combatía siquiera por una idea — rescatar el sepulcro de Cristo — mientras que ahora se pelea por el oro, petróleo, caucho.

Los diplomáticos, que son los que en gran parte preparan los casos belli son los primeros que se amedrentan de su obra y juran que ellos tratan de resolver los conflictos por medio de la paz. Concurren a esta intención los políticos de todos los Estados, los intelectuales y los sacerdotes de las diferentes religiones. Y, sin embargo, la paz no se hace.

Que paz puede hacerse así, si al oírlos parece que el miedo les invadiera delante de las ciudades de destrucción y de muerte. Por eso hoy ya no se atreven a invocar al dios de los ejércitos y de las victorias, como lo invocaba el kaiser, si no que de rodillas claman al Cordero Divino, de la paz y de la misericordia. Dan así a la paz estas bocas de los políticos y estadistas si no la máscara de la hipocresía, fementidos conforos de un ideal inalcanzable y lejano.

Quiénes no hemos perdido absolutamente la fe religiosa, hubiéramos podido esperar que la guerra terminara con la clausura del Congreso Eucarístico que acaba de celebrarse en Buenos Aires. Pero — para ser lógicas — con la fe, necesitamos "creer" que son nuestros propios pecados los que eternizan la vitalidad del flagelo.

Por mucho tiempo esperamos — no nos avergüenza confesarlo — que la unión solidaria de intelectuales, obreros, estudiantes y campesinos podría realizar la paz. Experiencia de fracasos. No queremos aquí analizar el fenómeno para culpar a alguno o a todos de la estéril tarea. Dejamos simplemente constancia del suceso.

Queremos destacar el hé-



MARGARITA ROBLES DE MENDOZA, Presidenta de la U. M. A. (Unión Mujeres Americanas)

cho de que las mujeres conscientes de América — haciendo a un lado los prejuicios que los burgueses levantan contra los que ellos llaman pacifistas o que los demagogos enarbolan contra los que ellos califican de beatos, — últimamente se interesan de manera solidaria en combatir la locura de la guerra que amenaza por lo pronto extinguir a Paraguay y Bolivia.

No sabemos si sea falta de energía o de honradez masculina para matar la guerra. A la fecha todos los hombres protestan de la guerra. Protestan hasta los generales, políticos, banqueros y diplomáticos que viven de ella. Sin embargo, la guerra arde en todos los puntos cardinales.

Realmente no son los armamentos ni los armamentistas los únicos causantes de turno en la hora postrera. — No será que el lobo hombre lleva dentro de sí cañones de gue-

so calibre para matar la justicia y barcos de guerra blindados contra la piedad?...

Esto sugiere la interminable guerra boliviano-paraguaya. Por eso las mujeres conscientes se organizan. Quizá nos tachen de tardías o de que aplicaremos el remedio cuando el enemigo esté muerto.

En todo caso nuestra acción es para el porvenir. No sólo para los hijos de hoy, sino para la especie amenazada. ¿Qué quieren? No contamos con los medios de que dispone el hombre, ni siquiera tenemos Carteras ministeriales, ni somos diplomáticas, ni políticas; y en la mayoría de estas Repúblicas soberanas no somos "ciudadanas" y se nos cierran con cualquier pretexto hasta las puertas de las universidades. ¿Cómo entonces podríamos proceder de inmediato a curar radicalmente este mal?

"NOSOTRAS" presenta en sus páginas un muestrario feminista de las actividades an-

tiéticas americanas. En ellas vemos como Rosa Borja de Icaza a la cabeza de las Legiones Femeninas de América, en conexión con Margarita Robles de Mendoza entran algunos millares de mujeres inteligentes y realmente patriotas. (nos duele explicar este vocablo gastado por los politiqueros) se dan la mano con las argentinas, peruanas, brasileñas, colombianas, chilenas, bolivianas y paraguayas.

La U. M. A. (Unión de Mujeres Americanas) de Nueva York, la Confederación Femenina de Buenos Aires, la Legión Femenina de América y la Liga Internacional de E. E. U. U. son células blancas de pacifismo que organizadas técnicamente irán muy lejos en breve tiempo a la realización de sus ideales. Se presentarán millares de mujeres dispuestas a extender sus cuerpos sobre los rieles para impedir el desfile de los trenes que llevan a sus hijos a la matanza. Tal fué el ejemplo que dieron las mujeres inglesas en época no distante.

Esta tarea de resistencia simple cabe en la abnegación perseverante de la mujer que sabe de dolores y de sacrificios. Después, entrenada en la vida cívica — de potencia a potencia, — cultivara contra fuerza, convencimiento contra impulso, la mujer, guardiana de la vida, complemento del hombre, pondrá el pie en el camino de la redención.

V. M.

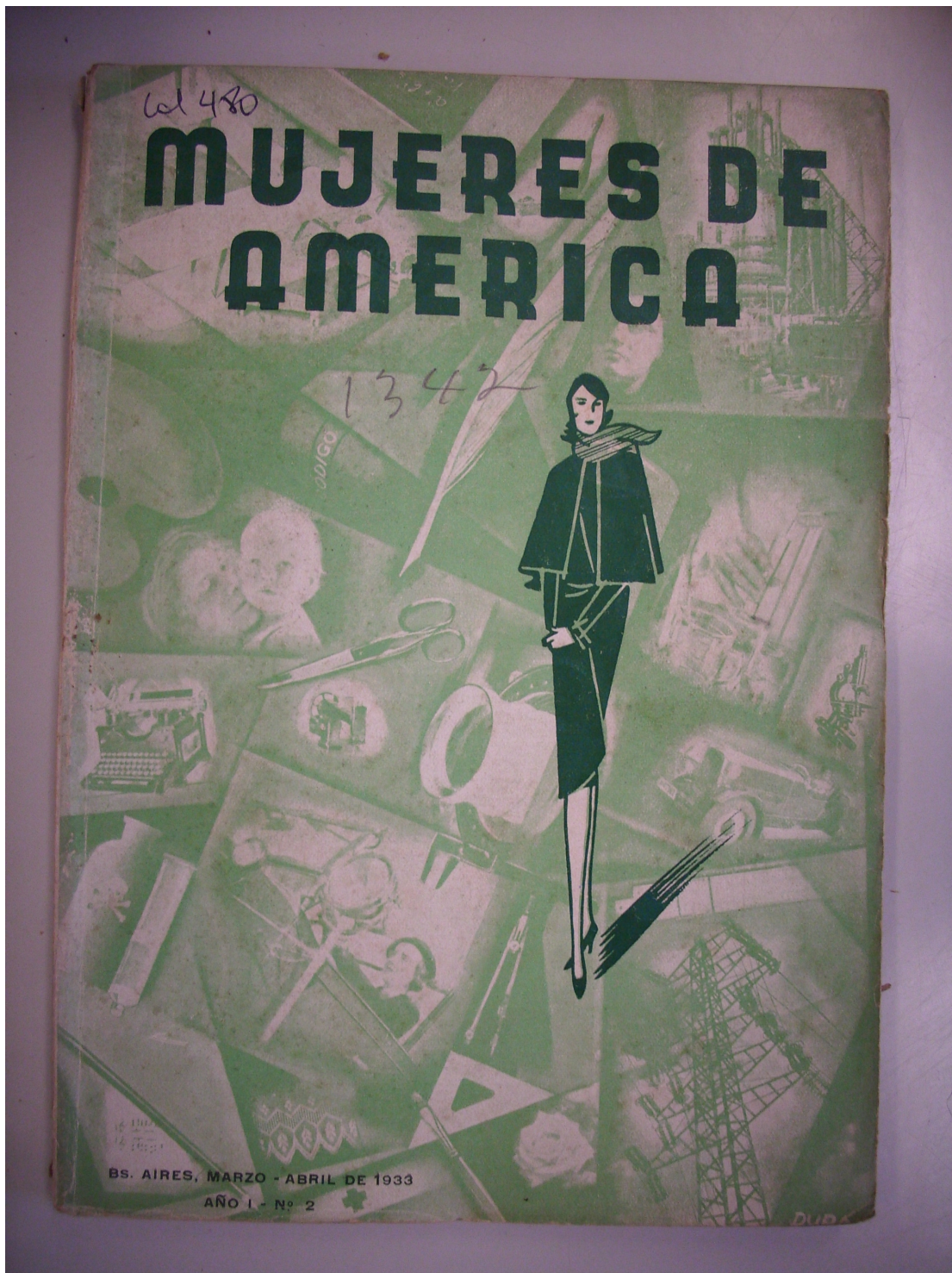
### PLENOS DERECHOS POLITICOS A LA MUJER EN BRASIL

RIO DE JANEIRO. — (U. P.) — La nueva Constitución brasileña fue dada a conocer en los días... Una de las características más salientes es el establecimiento del sufragio universal, que permite a las mujeres el deseo de votar, con plenos derechos políticos, por la primera vez en Sud América.

También permite que cualquiera función pública, hasta la misma Presidencia de la República, puede ser desempeñada por una mujer.







1377

<sup>1377</sup> Revue *Mujeres de América*, mars-avril 1933, n°2, Buenos Aires, Argentine, Biblioteca Nacional de la República Argentina, Buenos Aires, Argentine.



<p>MUJERES DE AMERICA es palestra de pensamiento y vínculo de confraternidad continental.</p> <p>¡SUSCRIBASE!</p>	<p>MUJERES DE AMERICA necesita agentes en provincia y en el extranjero.</p> <p>Dirección MORENO 2256 BUENOS AIRES</p>
---	---

# MUJERES DE AMERICA

Año I

Buenos Aires, Marzo-Abril de 1933

Núm. 2

## PANAMERICANISMO FEMENIL

En las palabras liminares de MUJERES DE AMERICA —“Frontis”, que abrió las páginas del número inicial— trajimos al campo de la iniciativa un concepto de amplias proyecciones para el colectivismo espiritual de la mujer iberoamericana. La referencia fué apenas una rozadura en el suelo-plataforma. Pero bastó la palabra “panamericanismo” para que la opinión de la mujer de los pueblos latinos del Nuevo Mundo se sintiera tocada por una generosa inquietud.

Las cartas y comunicados que tenemos sobre nuestra mesa de labor aseguran con concretos halagadores esta premisa. De todas partes de la América Hispana —mejor dicho de Iberoamérica— nos llegan palabras de beneplácito, subscriptas todas ellas por mujeres de pensamiento, entre las que descuellan altos valores en la literatura, en las ciencias, en la sociología, en el campo de la educación.

¡Panamericanismo! He ahí la fórmula compendiosa de la hora, sintetizada en una sola palabra que es firme y decisiva como un bronce y luminosa como una estrella. ¡Panamericanismo femenil en las tierras colombinas que hablan las lenguas de Cervantes y de Camoens!

La vibración ha sido honda y promisoro. Bastó el simple anuncio desde nuestra modesta tribuna, para provocar las primeras y elocuentes manifestaciones de un movimiento corporativo hacia la unidad espiritual de la mujer latina de América. Pero entiéndase bien, unidad espiritual no en el socorrido campo del arte y de la literatura —conceptos universalizados por la cultura general que no tiene fronteras— sino en la práctica orientadora de las grandes corrientes hu-

1378



## Igualdad de derechos

### La mujer americana en la Séptima Conferencia

La coherencia con que se produce en Montevideo la VII Conferencia Panamericana, nos impide, hoy a nuestro pesar, seguir el comentario gradual de los acontecimientos, sobre todo en lo que se refiere a la acción femenina y feminista. Hubiéramos deseado, por cierto, detenernos en numerosos comentarios acerca de los debates más significativos. Pero nuestra condición editorial nos impide el ejercicio de una labor que requiere una absoluta regularización y que compete por entero al dominio de la prensa diaria. Empero, no podemos pasar por alto el registro de algunas notas siquiera sea a simple título informativo y referentes a la presencia y acción de las mujeres iberoamericanas en tan inminente Asamblea.

He aquí los nombres de las ciudadanas que han afrontado en el Congreso magno de Montevideo, la defensa de la mujer en la obtención de derechos políticos: Margarita Robles, de Mendoza, por México; Sophomaba Breckenridge, Fanny Bannard Swastos y Doris Stevens, por Estados Unidos; Marta Vergara, por Chile.

La señora Breckenridge es miembro de la Universidad de Chicago; posee vastos conocimientos sobre los derechos femeninos y ha presidido la comisión de la Liga Femenina de Sufragismo. Es miembro de la Comisión Interamericana de Mujeres, creada para informar a la Conferencia sobre la equiparación de los derechos políticos y civiles de la mujer; es, además, feminista militante, autora y afiliada al Partido Nacional de Mujeres.

Esta destacada representante aboga por que se dicten leyes de protección a la mujer, tales como la de reducción

de la jornada de trabajo y el establecimiento de jornal mínimo; quiere que por medio de la educación gradual y la legislación se eliminen aquellas leyes que conspiran contra la mujer.

Miss Stevens, por su parte, quiere la equiparación ante la ley de todas las diferencias de sexo, dictando lisa y llanamente una ley a este respecto, y ha traído consigo un proyecto sobre la igualdad de los salarios entre el hombre y la mujer. Pedirá que se apruebe un tratado sobre la igualdad de derechos y otro sobre la igualdad de nacionalidades, y que continúe funcionando la Comisión Interamericana de Mujeres hasta que se obtengan sus objetivos. Miss Stevens es apoyada por el Instituto Americano de Derecho Internacional, del cual es socia.

Como una de las primeras providencias tomadas por la Comisión Interamericana de Mujeres, se aprobó por unanimidad el proyecto por el que se recomienda a las naciones americanas presentes en la séptima conferencia, adopten tratados que garanticen la igualdad de derechos civiles y políticos a las mujeres de todo el continente.

Establece el proyecto respectivo, que los Estados contratantes dictarán leyes por las que se acuerden a las mujeres iguales derechos civiles y políticos que a los hombres.

La igualdad de estos derechos ha sido aprobada dos veces por el comité ejecutivo del instituto americano de derecho internacional.

La subcomisión de la Conferencia que estudia el proyecto sobre igualdad civil y política de la mujer, eligió presidente al delegado chileno D. Gustavo Rivera, actuando como secretario la señora Sofía Alvarez Vignole de Dumbcheli.



## En Bolivia, la legislación se orienta hacia la autonomía de la mujer en sus derechos civiles y políticos

“La mujer civilizada de mi país ha llegado a un grado superior de cultura”

Para MUJERES DE AMERICA

Nada más grave que abordar un tema femenino, tanto aun si en él van a discutirse las proyecciones de sus derechos, tema de creciente actualidad toda vez que la mujer viene conquistando fir-

JOSEFA ROCABADO ERGUETA, doctora en leyes de la Universidad de La Paz (Bolivia), aborda en este artículo escrito especialmente para «MUJERES DE AMERICA», un tema feminista de alta trascendencia social. Sin dar un juicio categórico sobre sus premisas, el tema ha sido tratado con serenidad y tecnicismo.

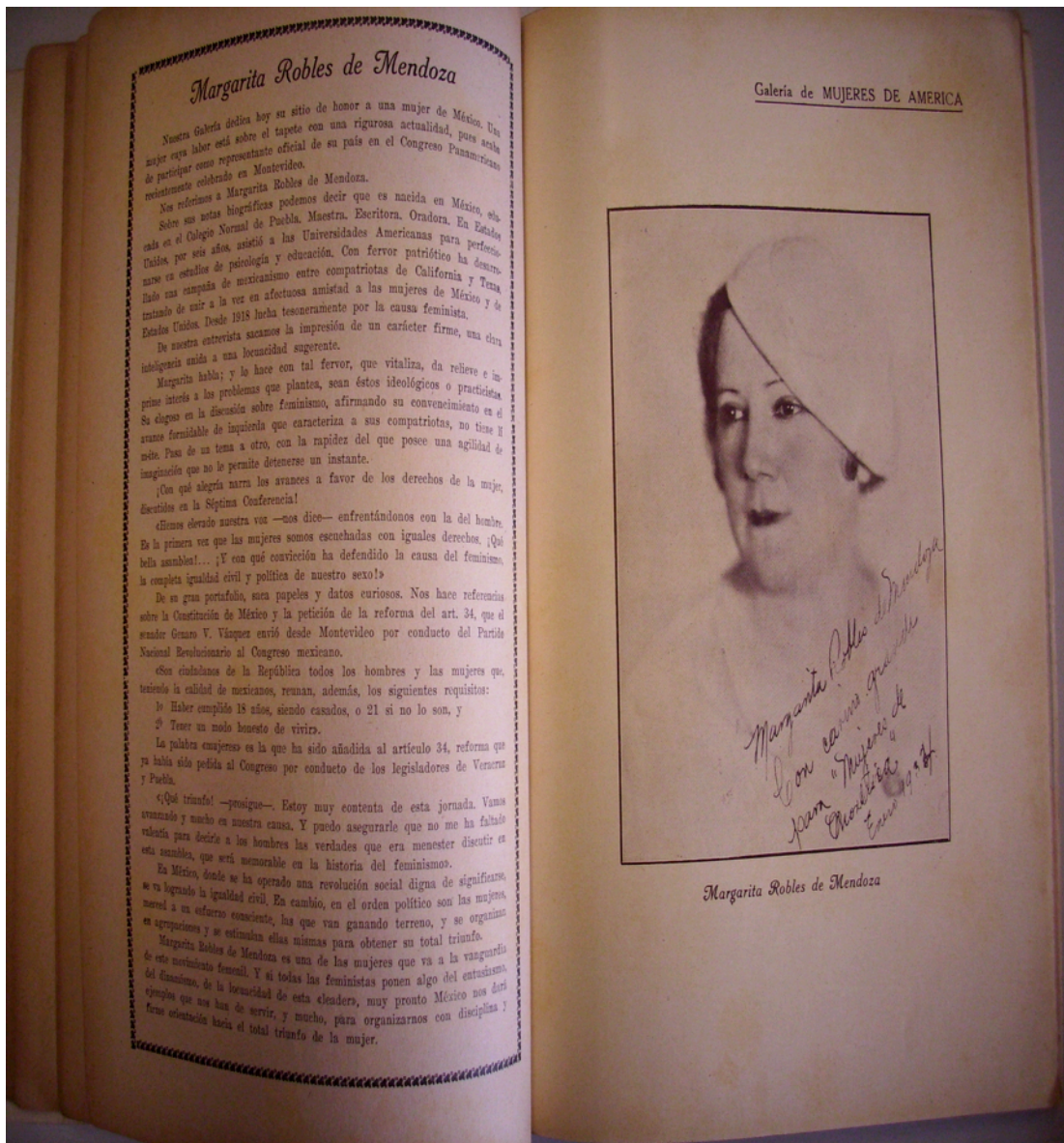
memente todas las actividades de la vida nacional de los pueblos.

Como abogado que soy debía determinarme en franca auspiciadora de todas las corrientes que en este sentido se vienen proyectando. Mas, en esta oportunidad prefiero obrar con la prudencia del médico que, conocedor del mal que se trata, precave los peligros para sí y los demás, sin por ello detenerse en el avance audaz de la ciencia.

Necesario es que al tratar estos temas hagamos una pequeña reflexión, que pueda, por otra parte, orientar nuestra causa, como orientar el criterio de los hombres que llegados al parlamento, deben dar la forma material a nuestras concepciones espirituales. Es también de táctica esta actitud, ya que, si comenzamos por alarmar al varón, será el primero en negarnos un derecho que harto lo necesitamos.

\*\*\*

Dentro del aspecto de los derechos civiles se presenta un campo de observación, que la mujer no debe perderlo de vista. Nuestra



1381

En la capital de Bolivia se realizó por radio un brillante certamen literario musical en homenaje a "Mujeres de América"

El acto en que tomaron parte destacados valores de la intelectualidad boliviana, fué motivado por un mensaje de nuestra Directora

La intelectualidad paceña acaba de consagrar a MUJERES DE AMÉRICA un delicado homenaje a raíz del mensaje de nuestra directora a Bolivia.

No hemos de ser nosotras, por cierto, quienes hagamos la relación sin extenso de tan notable torneo cultural, pues

sería salirnos del marco de la modestia, tan brillantes fueron los contornos de esta manifestación de simpatía a nuestra revista. Simplemente vamos a reseñar en forma escueta los lineamientos generales del programa.

El acto tuvo lugar en la «Broadcasting Nacional», y el programa se desarrolló en la forma siguiente:

- 1 — Lectura de mensaje de la Directora de MUJERES DE AMÉRICA, por Etelvina Villanueva.
- 2 — Solo de piano, Meyer-Helmud, por Alina Ballón.
- 3 — Poesías de Sara Ugarte de Salamanca, por María Luisa B. de Uriste.
- 4 — Canto, por Teresa Torrico de Carrasco.
- 5 — «La acción de la mujer», charla por Lola Quiroga de Carrasco.
- 6 — «Habana», de Albéniz, canto por Bertha Elías.
- 7 — «Enfermeras de guerra en el Chaco», por Rodolfo Costas.
- 8 — «El frío de aquel beso», recitación por Olga Bruzzoni Calderón.
- 9 — «Desfile de mis amores», canto por Saúl Valdivia, con acompañamiento de piano por Alicia Contreras.
- 10 — «Madre», prosa poética, por Bertha Durana Rivero.
- 11 — «Las campanas», de Arturo Liendo, recitación por Betty Antezana.
- 12 — Canto, por las hermanas Dávalos.
- 13 — Poesía, recitada por su autor, Juan Capriles.
- 14 — Solo de violín, por Manuel Sagárnaga, con acompañamiento de piano por el maestro Chippa.

Fué en suma este programa un verdadero florilegio, no solamente por la estructura literaria y artística de las composiciones ejecutadas y recitadas,

por la calidad de las personas que tomaron parte.

Debemos hacer mención muy especial, aparte de los escritores y poetas que con tanta generosidad tomaron parte en este certamen, a la actuación de Lola Quiroga de Carrasco, — la iniciadora de este homenaje, — quien al desahogar con elegancia y acierto el desarrollado tema de «Acción de responsabilidad de la mujer», dijo, entre otras cosas: «De la mujer depende la grandeza de la patria; la estabilidad segura y noble de la sociedad humana.»

Y antes de terminar su disertación pidió que en recuerdo a la mujer del pasado, despertara la conciencia de responsabilidad que debe asumir la mujer en la hora actual.»

No podemos olvidar tampoco la actuación del «Cenáculo Libre Alas», que espontáneamente prestó su valioso concurso en honor de nuestra revista.

A título simplemente de información, — ya que carece de valor literario puesto que fué el resultado de una improvisación escrita «al momento», — registramos fragmentos del mensaje de Nelly Merino Carvallo:

«Amigos míos»: Solamente así puedo llamar a ustedes, que — a pesar del tiempo y la distancia — guardan el recuerdo de esta chilena amiga, que convivió con ustedes en íntimo consorcio espiritual en los años de su permanencia en Bolivia.

«En mi vida de luchas y de emociones siempre renovadas, que se experimentan en esta gran Buenos Aires, cuántas veces mi espíritu inquieto ha sentido nostalgia del silencio y apacibilidad tranquilizadoras que se sienten al pie de vuestras montañas!... ¡Ah!, si París tuviera un Illimani... ¡Cómo se inspirarían los poetas y artistas contemplando su majestad de titán secular y la polícoria de sus colores indescriptibles!...

«Nostalgia siento, también a veces, mi espíritu de muchos corazones amigos. En Sucre, ciudad blanca, luminosa y perfumada, — donde aún se con-

serva la tradicional hidalguía castellana, — allí sé que tengo amigos que siguen mi vida con interés fraternal; como sé que en La Paz, en Cochabamba, en Oruro, en Potosí y en Tarija aún vive mi recuerdo en el corazón de muchos bolivianos. Así me lo aseguran las cartas y mensajes que sin cesar llegan a mi mesa de labor.

«Así me lo dicen los viajeros bolivianos que por primera vez llegan a Buenos Aires y al golpear mi puerta saben que en ella tendrán siempre entrada franca.

«Les debo a ustedes esa gratitud, mis amigos. Pero ustedes saben también que mi corazón es de ustedes. Mi modesta pluma escribe siempre todo lo hermoso y bueno de la tierra boliviana. Las leyendas del Tiahuanaco, ese Lago Sagrado de los Incas, el indio sumiso, paciente y fuerte; los paisajes de la montaña; las iglesias, monumentos de arte, donde brilla el oro y el argento y donde sin embargo se recoge mejor el espíritu para la oración. Esos claustros de San Felipe Neri, como la legendaria Universidad de San Francisco Javier; el monasterio de Santa Mónica, como el templo de San Lorenzo de Potosí y el nunca bien ponderado San Francisco de La Paz, han quedado grabados en mi retina como queda en el corazón todo lo que sube a alma, a belleza, a grandiosidad...»

«Bolivia tiene su sello inconfundible. Y así como la coca es para el indio lo que lo insensibiliza y hace olvidar el dolor, así el hermoso país de ustedes tiene para el viajero su hechizo. Todo esto y mucho más lo he dicho en mis artículos de prensa y en mis conferencias a través de mis viajes por naciones hermanas.

«Permitidme que por intermedio de Etelvina Villanueva, — generoso espíritu de mujer, — os haga llegar mi saludo fraternal y mi agradecimiento por la entusiasta acogida que habéis dado a mi revista MUJERES DE AMÉRICA, que encarna un noble ideal de confraternidad ibero-americana. Aspiro a

## El Diputado boliviano Rómulo Herrera aboga por la igualdad de derecho de la mujer

Repercute esta gestión en el "Comité de Acción Feminista"  
de La Paz

Nuestra corresponsal en La Paz, Etelvina Villanueva, nos envía la nota que nos es grato transcribir porque trata de un punto de vital interés: la igualdad de los derechos de la mujer.

En caso de ser aprobado el proyecto del honorable Herrera, la mujer boliviana habrá ganado un gran triunfo para su causa. La Séptima Conferencia Panamericana de Montevideo, adoptó los tratados de igualdad de nacionalidad y de igualdad de derechos políticos y civiles de la mujer, tratados que fueron presentados por la Comisión Interamericana de Mujeres.

El oficio está redactado en los siguientes términos:

La Paz, septiembre 17 de 1934.

Al H. Diputado señor Rómulo Herrera.

Presente.

Señor:

El «Comité de Acción Feminista» reunido en gran asamblea, ha resuelto por unanimidad enviar a usted un voto de aplauso y reconocimiento por su trascendental proyecto de ley, presentado a la H. Cámara de Diputados, que concede a la mujer boliviana el derecho de ciudadanía, con facultad de intervenir en la formación de los poderes públicos, como electora o elegida.

La presentación de dicho proyecto de ley, y su consiguiente aprobación, pondrá a Bolivia al nivel de las naciones más adelantadas y probará que la mujer boliviana se halla capacitada para influir eficientemente en los destinos de nuestra Patria.

Esperando que las H. H. Cámaras Legislativas, conscientes de su deber, darán paso a su justo e importante proyecto, saluda a usted atentamente.

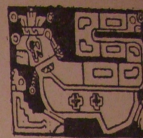
### LA COMISION.

(Firmado): María Pardo de Valle. — Etelvina Villanueva y S. — Zoila Viganó Castañón. — Elodia B. de Ligerón. — María G. de Medinacelli. — Raquel L. de Esprella.

Con este motivo el mismo Comité hace un llamado a la acción conjunta de la mujer para llevar a feliz término los ideales feministas tendientes a la concesión de estos derechos. Cita además a todas las mujeres bolivianas a concurrir para la organización de la directiva y así intensificar los trabajos que la lleven al triunfo de este ideal.

Bolivia,

Síntesis de Americanidad



GASTON A. TALAMON, crítico, escritor —artista de primera agua— vuelca en este artículo la síntesis de un profundo sentimiento bebido en la fuente de una admirable objetivación. Se dijera que ha tomado el hilo de Ariadna, para llegar, a través de la histórica quebrada de Humahuaco, al Tahuantinsuyo, manantial inagotable del arte primitivo de América. Ejercita con brillo y justicia la dirección de la crítica musical en «La Prensa», de Buenos Aires.

A Bolivia, tierra de heroísmo, de belleza y de milenaria tradición espiritual genuinamente autóctona, deben ir en peregrinación todos aquéllos que sienten palpitar en sí ansias americanistas, para beber en sus fuentes más puras las expresiones artísticas de un foco cultural que, durante siglos, irradió generosamente en las zonas circundantes, fecundando con el magnífico fruto de su genialidad nativa, pueblos con menores aptitudes para lo más noble y más duradero del ser humano: el arte.

La carencia de hondo y constructivo sentido de americanidad y la incomprensión más absoluta sobre nuestros problemas espirituales, presentes y futuros, otras razones, más despreciables aún y que no es del caso hablar, no han permitido que Bolivia ocupe, en el núcleo de las repúblicas hermanas de habla española, el sitio que tiene conquistado con la trascendencia de la misión tan vigorosamente llenada durante millares de años.

Suprimir mentalmente Bolivia de la vida pasada de nuestro América, significaría privarla de su más noble y enaltecedor motivo de orgullo y de su más fecunda fuente espiritual para el futuro; del mismo modo que borrar hoy a Bolivia del mapa de los países independientes, para nada aminoria su influencia de hogar y de mañana, pues las grandes nacionalidades, en la acepción subjetiva del vocablo, viven a la distancia y en el tiempo, aunque acontecimientos políticos las hayan anulado, cuando su grandeza se ha asentado sobre bases más sólidas y duraderas, que la riqueza material, que ante un concepto ético superior no ha dado nunca lustre a los individuos o a los pueblos; que las victorias militares, intrascendentes

<sup>1383</sup> Revue *Mujeres de América*, novembre-décembre 1934, n°12, Buenos Aires, Argentine, Biblioteca Nacional de la República Argentina, Buenos Aires, Argentine.

## Maria Luisa Sánchez Bustamante de Urioste

En la historia del feminismo de Bolivia, María Luisa Sánchez Bustamante de Urioste es una figura de relieve. Cada país tiene mujeres de categoría que sobresalen entre sus contemporáneas, siempre en éstas vive en mismo sentimiento de idealidad, inspirado por el anhelo, muy justo por cierto, de salir del marasmo a que por siglos ha estado sometida la mujer.

Pero no todas las que luchan tienen una situación de privilegio, que algunos atribuyen al destino, y que en el conjunto no es sino el resultado de un conjunto de circunstancias, de una superioridad de espíritu heredada a veces de los antepasados, con influencia ancestral en la educación, en la cultura y hasta en el refinamiento social.

Esa armonía, que da tan buenos frutos, en el andar de la vida, es una de las características de M. Luisa S. B. de Urioste. Doblemente aristocrática por cuna y por espiritualidad, recogió con brillo la gloriosa herencia de su padre —el nunca bien llorado maestro de la juventud— uno de los hombres más eminentes de su generación, el doctor Daniel Sánchez Bustamante. No es raro entonces, arraigada en tan austero linaje, haya podido, merced a su inteligencia, férrea voluntad y don de gentes, imponerse en la sociedad de su país e ir a la vanguardia del feminismo cuando aun no estaba preparado el ambiente para su desarrollo. Así fundó el Ateneo Femenino, sendo donde las mujeres ponen en juego sus cualidades intelectivas, interesándose fundamentalmente en la solución de los más delicados problemas sociales.

Podemos decir sin hipérbolo, que puso amor en su obra, sin regatearle energías ni sacrificios de toda índole, hasta conseguir el triunfo eficiente de sus iniciativas, constituyéndose en el más prestigioso senado femenino de La Paz.

Libre de prejuicios e intereses mezquinos, ya que su privilegiada situación social e intelectual le permitían desconocer las torpes rivalidades y egotismos humanos, quiso que las mujeres que no tenían tales prerrogativas surgieran sobre su propio impulso y dieran fe de su talento con su ayuda. Para M. Luisa Sánchez Bustamante de Urioste, todas las puertas estaban abiertas. Y si pudo haber encontrado reisdencias en el camino, el solo prestigio de su ilustre padre era suficiente para allanar cualquier obstáculo. Mucho, pues, le debe la mujer boliviana a esta intelectual de tan generoso espíritu como solidaria con su sexo.

¡Habría sido reconocido su esfuerzo con el mismo desinterés que puso ella para realizarlo?... Pero, si ha sido herida por la decepción, su misma fuerza espiritual y su bello corazón habrían hecho que broten rosas donde mismo le clavaron las espinas...

Actualmente M. Luisa S. B. de Urioste es directora del Museo Nacional «Palacio Tiwanacu». Este honroso cargo, muy en armonía con sus gustos artísticos, le ha dado ocasión para estudiar en forma científica y disciplinada, la arqueología de su país, tan rica desde sus comienzos. A la vez sigue documentándose sobre cerámica Colla, Tiwanacota, Inca-Aymara, y avanza en el estudio de la mitología Colla-Aymara.

Sus frecuentes viajes por las regiones del Lago Titicaca, vale decir, a la fuente misma de esa civilización, le sirven para inspeccionar todo, analizar tierras vírgenes y habitadas y regresar trayendo nuevas colecciones para el Museo.

Es tal su afición por la prehistoria y el arte de su país, que en su propia residencia, su cálido salón hogareño está decorado al estilo tiwanacota. Los dibujos de los muebles, adornos murales y accesorios, todo es obra de sus manos y del más refinado gusto artístico.

## GALERIA DE MUJERES DE AMERICA



Maria Luisa Sánchez Bustamante de Urioste



Habla por radio en la Paz, nuestra corresponsal  
Etelvina Villanueva

Un recuerdo para la mujer española en el día de la Raza

Nuestra eficiente ajajutara en la ciudad de La Paz (Bolivia), la destacada intelectual y educacionista boliviana Etelvina Villanueva, perficionó por la noche un interesante programa de recreativa relacionada con las mujeres de la España moderna. Reproducimos los puntos más salientes de esta audición.

Las mujeres españolas que hoy marcan la nueva ruta al moderno feminismo, son mujeres altivas y rebeldes que nos dicen en sus cortiales mensajes: de las españolas ponemos por encima de las fronteras, banderas y marchas nacionales los derechos del hombre y el deber del momento presente, que es el de luchar por la liberación completa de la mujer. Las mujeres tienen en sus manos el triunfo de los problemas sociales.

Entre las figuras femeninas de España, está Victoria Kent, la célebre penalista que en la Dirección de Penales de su país, hizo una revolución social en los reglamentos carcelarios, tomando como base de su organización, el sentimiento humanitario que debe ser la defensa de todo ser en la vida civilizada.

Conseguió establecer la salida del penado una vez por semana, a objeto de visitar a sus familiares.

Estableció el confort en las celdas de reclusos, como medio de culturización moral y física.

Estas y muchas reformas estableció para los desgraciados penados, la singular doctora Victoria Kent; porque ella como mujer, lleva la clara visión

que al preso no debe tratársele con rudeza, sino darle a conocer la utilidad de una vida ordenada, dentro de la expresión de amor.


Así demuestran las mujeres su labor maternal en las distintas acciones sociales y humanitarias en las que sus actividades interviene.

Apuntamos ahora ligeramente a Clara Campoamor, distinguida feminista, que desde su banca parlamentaria, continúa defendiendo los derechos femeninos, fundamentados en la concesión del voto a la mujer; la nacionalidad de la mujer casada y el divorcio absoluto.

Clara Campamor es una feliz luchadora del progreso social y un bello exponente de la femineidad. Como directora de Beneficencia, prodiga constantemente sus ternuras a los niños pobres. Cumpliendo así la misión maternal, que nunca se resta en la vida de la mujer.

Rosa Canto, amiga decidida de América, es otra española inteligente. Activa periodista, cuyas interesantes colaboraciones se destacan en los mejores rotativos argentinos. Es un elemento transmisor del afecto de las mujeres peninsulares a las hermanas americanas.

Saludamos a la Madre Patria en la figura de sus nobles mujeres, dignas hijas espirituales de la eminente Concepción Arenales, que saben alzar la voz de rebeldía para banderizarse con la defensa de los derechos que los hermanos pedimos en la hora de las injusticias sociales.



**LIBROS y AUTORES**

"BIOGRAFIA DEL PADRE MERIÑO"

Por Abigail Mejía de Fernández

Este interesante trabajo, laureado con el primer premio del concurso Centenario de Santo Domingo, R. D., constituye un significativo esfuerzo de investigación histórico y un aporte valioso para la cultura americana, toda vez que está destinado a difundir la personalidad de una de las más altas figuras continentales.

Si bien la biografía del padre Meriño en su doble fase de pastor de almas y conductor de multitudes, ofrece por sí un venero inagotable, que atrae el espíritu del estudioso, el libro de la señora Mejía de Fernández no olvida la figura del hombre, despojado de sus investiduras, que traza con sus sentimientos y propias imperfecciones humanas.

Su exaltado amor a la patria, a cuya gesta heroica puede decirse que asistiera, hacen del padre Meriño, por lógica gravitación de los acontecimientos, uno de los leaders más vehementes de

los principios románticos en que se fundara la nacionalidad. Por eso, cuando el fragor de las pasiones determinó el partidismo enconado y la anarquía, hubo un resplandor de esperanza en el desgarramiento de la joven república: era el prestigio de su palabra apostólica, de su prédica infatigable por la concordia de los dominicanos, y así fue como el perseguido y exilado de ayer era exaltado a la primera magistratura.

Todo esto nos lo dice en una exposición metódica, a la luz de documentos y jalomeada de anécdotas la biografía del prócer, donde se hermanan la verdad histórica y el talento de la autora, que sabe exhumar con emoción y amenidad sus rasgos más salientes.

Se trata, por otra parte, de un noble esfuerzo intelectual en el que se advierte notable claridad de estilo, erudición y un alto sentimiento patriótico, que despierta simpatía hacia la historia de su país.

CUENTOS ANDINOS

Por Miguel Martos. - Buenos Aires

Una serie de relatos de ambiente cordillerado contiene este volumen editado por Samet. La mayoría de ellos los pone en labios del Viejo Laguna, criollo rústico pero que, como sus montañas abruptas, esconde el metal de buena ley, que es la nobleza legendaria de su corazón.

Es significativo y reconfortante en Bolivia el movimiento de cohesión social promovido y alentado por la mujer

Bolivia no se ha escapado del movimiento feminista que se advierte a través de toda nuestra América. La guerra chaqueña, se dijera, ha influido enormemente para un rápido despertar de la mujer en diversas actividades sociales y políticas. En esta hora angustiosa que vive la patria, la mujer boliviana ha comprendido la responsabilidad que pesa sobre ella; el deber ineludible que le corresponde cumplir frente al huérfano, al soldado, o al miembro de su familia que defiende los intereses de la nación. Y la vemos valiente y resignada, llena de abnegación y ternura, optimista siempre cuando de la patria se trata, compartiendo junto al hombre el peso del infortunio de esta guerra, sin precedentes en la historia de nuestro continente.

Imposible sería enumerar nombres ni concretar trabajos determinados, sin restar a unos y a otros. Basta decir que como una sola voz, como un solo movimiento corporativo, se ha hecho sentir la influencia maternal y activa de la mujer boliviana, de uno a otro confín de la República.

Pero la figura central, diremos, el eje a cuyo alrededor gira simultáneamente toda corporación femenil en la actualidad, es la señora Antonia Zalles de Careaga, presidenta de la Asociación Pro Defensores de la Patria. Su brillante acción humanitaria data desde los comienzos de la guerra y los beneficios de esta entidad son importantísimos para el soldado y sus familiares.

Para que el trabajo de la mujer sea más práctico y se esparsa con utilidad, convocó la señora Careaga a una Convención de Mujeres, que tuvo lugar en la ciudad de Oruro. Allí se definió la organización de esta sociedad y se constituyó, a la vez, el Comité Femenino Nacional de la Cruz Roja Boliviana, bajo la presidencia también de la señora de Careaga. La institución de la Cruz Roja, universalmente reconocida, ha sido elevada en Bolivia a la categoría de organismo público, por ley y decreto supremo reglamentario. De acuerdo a estas disposiciones fueron designados por el gobierno los miembros del directorio, cuya presidencia recayó sobre el senador don Jorge Sáenz y los doctores Juan Manuel Balcazar y Luis Prado Barrientos, en calidad de vocales.

Tanto los personeros de la institución matriz, como los dirigentes de la sección femenina con delegaciones en todos los departamentos, tomaron posesión de sus cargos, abriendo oficialmente sus



Xilografía del artista boliviano Max Portugal.

Para MUJERES DE AMERICA

## Annexe 8 : Documents littéraires sur la Guerre du Chaco

### 1) Poème de Maria Teresa Solari aux femmes pendant la guerre du Chaco<sup>1387</sup>

« VOSOTRAS SOIS AQUELLAS »

Santas mujeres que rezáis por la Patria!  
Y son vuestros sentires y son vuestras plegarias  
Alondras de ternura, alondras mensajeras,  
Que rasgando los cielos en su celeste abismo  
Al Dios de las Naciones, al Dios de las Victorias,  
Con el alma henchida de amor y de civismo,  
Le clamáis por la Patria! Por el triunfo que llega!  
Por todos vuestros hijos. Por el sagrado Honor!  
Y también, generosas clamáis a la Justicia.  
Perdón, si perdón, « porque no sabe lo que hace »  
Para el canalla loco y trágico invasor!

Y SI ACASO, SI ACASO EN LA PELEA

Una bala insensata ha tronchado la vida  
Del valiente soldado que es ser de vuestro ser.  
Lloráis!... y vuestras lágrimas tienen  
Toda la entereza del gesto boliviano!  
Resignación cristiana! Por ella van y vienen  
Virtudes espartanas que ensanchan vuestro pecho  
Levantáis la cabeza erguida al invasor,  
Y por aquel hijo muerto reclamáis como nunca  
El triunfo de la Patria y el triunfo del DERECHO!

VOSOTRAS, SI VOSOTRAS

Sois el poema, la luz, todo un ejemplo,  
De esta guerra injusta, sangrienta y dolorosa,  
Sois la vida de las vidas que florecen heroicas  
En el cáliz escarlata del DEBER y la GLORIA!  
Sois el ánfora que encierra en sacro templo  
La fe del sacrificio que al dolor extasía!  
Por eso, para vosotras, las MADRES BOLIVIANAS,  
Va mi verso pletórico de admiración y canto,  
Inspirado en vuestra alma, cuya historia  
Es fuente de VALOR, de AMOR y de POESIA!...

MARIA TERESA SOLARI

La Paz, Febrero de 1935 »

---

<sup>1387</sup> *El Diario*, La Paz, 11 mars 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

**2) « Soldados Adelante », poème écrit par la poétesse Olga Bruzzone dédié aux soldats boliviens partant à la guerre du Chaco<sup>1388</sup>**

**« Soldados Adelante »**

Ha sonado ya el grito,  
horrisono y fatídico

La sombra de la Guerra quitó  
el sueño pacífico. Entusiasmadas,  
locas, las turbas se levantan  
al sentir el ultraje a la Patria inferido

La madre ha contemplado  
con orgullo y dolor a ese  
pedazo amado, pedazo de su ser  
La poesía continúa expresando el sentir de la  
mujer, esposa, hija, novia, hermana y termina:

La mujer boliviana, heroica y altanera  
con el pecho partido y el corazón sangrante,  
con el sollozo amargo a los suyos espera...  
y aunque el dolor abraza con una llama quemante  
mezclado en sus plegarias, lanza con voz entera  
el grito de, Adelante.

**3) Poème d'hommage de la part d'un prisonnier de guerre aux femmes ayant visité les campements de prisonniers en octobre 1935<sup>1389</sup>**

**« Homenaje »**

(Para vuestra bondad abnegada, como para vuestro gesto atrevido).

Hay en la travesía  
recia y tierna de vuestra venida  
toda la arrogancia innata  
de la fémica boliviana.

Cuánto sufristeis con valor de heroína,  
la amargura infinita de vernos  
no entre grillos y cadenas,  
sino sepultados en vida.

Cuántos rostros os sorprendieron  
prematuramente ajados,  
y acaso con vuestras manos piadosas,

---

<sup>1388</sup> Extrait de DURÁN JORDÁN Florencia et SEOANE F. Ana María, *El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz – Bolivia, 1997.

<sup>1389</sup> *La Razón*, La Paz, 20 octobre 1935, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

les devolvisteis su pristina lucidez...

La angustia de nuestro dolor  
no es el dolor vulgar de los hombres,  
es el « quid » de la herida que no cicatriza nunca,  
el « algo » así de la opresión del ansia de las alas  
un « talvez » loco de inquietudes  
y nostalgia de besos...  
Nuestro dolor, para decirlo de una vez,  
es el mismo inacabable,  
que os estremeció, indefinible,  
al tocar esta penumbra  
y es el mismo también que os oprimirá el corazón,  
- ¡Oh! ese vuestro corazón de seda bermeja  
y de incendiada rosa que ostentáis-  
cuando el momento de la partida  
os arranque de nuestro seno  
retornando a la Patria.

Al iros no llevéis como trofeo  
nuestra laceria.  
Llevad en bouquet de añoranza,  
la esperanza reconfortante para la novia,  
el consuelo para la hermana,  
para la esposa la rueca de Penélope,  
y para la madre, llevádnosla,  
ese ósculo de veneración santa,  
el corazón del hijo que vive  
como entre nimbos con su imagen sagrada.  
Y para el olvido de los demás  
llevadles nuestro recuerdo másculo,  
junto a la musculada resignación,  
que las injusticias del mundo,  
nos va poniendo tan tensas...

### 3) Poème aux infirmières de guerre

« **Romance de la Enfermera** »  
(A las Enfermeras de Guerra)

Yo conocí una enfermera...  
mitad yerba y mitad flor...  
Al finalizar la Guerra,  
sin que nadie lo creyera  
se quedó muerta de Amor...

Era un durazno de Mayo...  
mejor, un lirio de Abril.  
Las aguas del Pilcomayo,  
le cosieron a caballo  
las puntas de su mandil...

Una tarde, hasta las puertas  
del Puesto Carandayti,  
con las heridas abiertas  
por un grito de fusil,  
llegó sangrando un herido,  
dicen que vendía Amor...  
La sangre daba silbidos  
bajo su piel de tambor...

Él la miró sollozando,  
ella lo miró a su vez...  
y se quedaron mirando  
y se callaron después...

-Enfermera Ave María....  
ya no te enfermas de amor...  
pero la enfermera no oía,  
las mejillas sin color,  
los labios en agonía...

y ella tanto lo atendió...  
noche a noche, día a día...  
que el soldado mejoró...  
más la enfermera María,  
en los aires se perdió...

y aquella dulce enfermera...  
mitad yerba y mitad flor...  
sin que nadie lo creyera,  
se quedó muerta de amor...  
Walter Fernández CALVIMONTES

## **Annexe 9 Articles de presse sur les marchés et les cholas**

### **« Se multiplican los kioscos en el Mercado Lanza**

Al parecer, es cada vez más remota la solución del problema de los mercados. En efecto, a pesar de que existen en funcionamiento dos seccionales, en algunas calles de la ciudad subsisten los puestos de venta de, especialmente las comerciantes indígenas, lo que sigue ofreciendo un espectáculo que nos mantiene en la categoría de aldea grande.

Contra todo lo que pudiera suponerse, la Alcaldía Municipal, lejos de remediar esta situación siquiera paulatinamente, toma disposiciones que prolongarán el establecimiento de puestos de venta en plena vía pública, en detrimento de la higiene, del ornato y de las buenas costumbres (...)

Sería pues, llegado el caso de que la Alcaldía Municipal solucione primero el problema de la ubicación de las vendedoras callejeras, destinando el anexo de referido mercado para aumentar puestos de venta en lugar de autorizar el establecimiento de nuevos kioscos que en nada benefician ni al público consumidor, ni solucionan absolutamente el problema de la supresión de los repugnantes mercaditos callejeros. »<sup>1390</sup>

### **« Falta de espíritu urbano y resistencia a la higiene. La población sensata apoya al Alcalde de la ciudad**

Con motivo de las manifestaciones del día sábado se transparenta un hecho: la falta de espíritu urbano en algunos gremios y su pretensión de subordinar al aseo, la limpieza y la decencia de esta ciudad, a sus intereses o caprichos. Y esto es sencillamente alarmante porque revela un estado de muy mala educación.

La cuestión de los mercados:

Las mujeres que negocian vendiendo artículos de consumo tienen sin duda que sujetarse a la reglamentación municipal para seguir trabajando, puesto que la ley constitucional encarga al municipio la potestad de organizar el aseo de las poblaciones. Pero esto obedece a la comodidad pública y principalmente a la salud de los habitantes, incluyendo a las mismas vendedoras; para evitar enfermedades infecciosas que pudieran diezmar la población. La causa de tales medidas es entonces no sólo legal sino urgente. Aunque el legislador no hubiera previsto estos casos, la salud y vida de los pobladores impondrían la adopción de medidas drásticas, inmediatas.

Los mercados seccionales en servicio deben ser ocupados y las calles centrales quedar expeditas para el tráfico de vehículos y peatones.

Una resistencia injustificada :

Como los mercados seccionales no tienen suficiente capacidad para contener a todas las vendedoras de la ciudad, se tuvo que permitir la existencia de puestos en la vía pública, pero, como era prudente, alejándolos de las zonas centrales. Y esto que el alcalde dispuso ha provocado la protesta de las comerciantes.

Su deber era acatar la orden, aun cuando les constó que en cierto modo perjudica sus intereses, porque se vive en una ciudad no para hacer lo que a uno le venga en gana sino sometándose a los reglamentos comunales, adoptados en beneficio de todos. Esa actitud

---

<sup>1390</sup> *El Diario*, La Paz, 19 janvier 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

acusa entonces falta de espíritu urbano y un deliberado propósito de perjudicar a la ciudad, lo cual es inadmisibles.

Unánime apoyo al Alcalde:

Como era de esperar, el alcalde de la ciudad con entereza que le honra, se ha mantenido inflexible y no permitirá que sus ordenanzas inspiradas en el bien y salud, públicos, sean relajadas por el tumulto de las vendedoras. Estas tienen que comprender que viven en una ciudad y no en una aldea y que su obligación es someterse a los reglamentos municipales.

Entre tanto la población sensata presta su unánime y decidido apoyo al alcalde, porque con su energía está salvando el prestigio y la higiene de la ciudad que se antepone al interés personal.  
»<sup>1391</sup>

### **« 50 « Venderas » han sido copadas mientras negociaban ilícitamente**

Lo importante es saber que 50 « venderas » han sido copadas por la policía urbana, pues violando disposiciones prudentes de la Alcaldía que impiden a estas mujeres dar el deplorable espectáculo de sus cestos en las esquinas, las puertas de calle, y todo lugar donde cierto recato favorece su presencia, disimulándola, han sido sorprendidas en in fraganti delicto.

La infracción de tales disposiciones merece la represión que la policía urbana ha ejecutado en seguida. Hay que prohibir en La Paz tal novedad que, por muy original que sea, le da cierto tono aldeano, cuando bien merece mostrarse ya con la decencia que su rol de principal ciudad de la república le asigna. Pero hay que pensar, como se aloja a esa gente para que haga su comercio lícito.

Creemos que las autoridades deberían cooperar para que en lugar de los cestos andantes con frutas, cocadas y otros chismes, se implante kioscos fruteros en el mayor número posible, que esto en todo caso es más presentable e higiénico. »<sup>1392</sup>

---

<sup>1391</sup> *La Razón*, La Paz, 13 décembre 1938, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

<sup>1392</sup> *La Calle*, La Paz, 3 mars 1939, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.



## Annexe 10 Poème de María Teresa Solari aux victimes de “Chuspipata”<sup>1393</sup>

« El Poema de la Misa Blanca »

Exclusiva para El Diario

A la Memoria de los Mártires del 20 de Noviembre de 1944...

I

En el altar de la Patria amada,  
un gesto extraño de dolor milicia,  
y una Sombra, enorme, no vengada,  
cual sacerdote del recuerdo oficia!

La noche, revestida por la luna,  
Es un cirio que alumbra aquel paisaje,  
Mientras la Sombra al dolor se aduna  
Y encarna, por sí sola, un Personaje.

Personaje mezclado en doce esencias,  
Que ayer fueron doce vidas en ascenso,  
doce esfuerzos y doce inteligencias;  
Hoy, doce mártires del dolor intenso!

II

En el estrado del altar se inclina,  
Su ademan es tan sobrio como estoico;  
Y en tanto su silueta se ilumina,  
Su voz murmura un religioso introito.

Y la epístola reza en el breviario  
De sí mismo, porque tal vez encierra  
Símbolos del amor, paz y glosario  
De magníficas virtudes en la tierra!

En medio del altar, su eco potente  
Es ofrenda de vidas, porque oficia  
El reto del Dolor. Hay en su mente  
Demandas de Piedad y de Justicia!

III

Luego, su voz, por diáfana y serena,

---

<sup>1393</sup> *El Diario*, La Paz, 17 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

Cómo fúlgida oración de lo infinito,  
Rompe el mutismo y al quebrar la pena  
Repite el Evangelio, dogma y rito!...

Allí, escuchándole esta en las Sombras,  
De Próceres, de Justos, de las grandes  
Constelaciones patrias! Son las ondas  
Que vibran al azul, sobre los Andes!

Allí está su Madre, santa y pía,  
Que en vida forjó su alma del bueno,  
Y una dulce cadencia de armonía  
Se inunda en su espíritu sereno!...

#### IV

Prosigue el personaje su ofertorio:  
La noche se ha tornado aún más bella,  
Y en su cívico afán propiciatorio  
Ronda al azar el alma de una estrella!

Como rara encarnación del sueño,  
Suspiran en el aire contenidas  
Las voces más austeras y un empeño  
De redimir las armas y las vidas!...

Se estremece su ser y en la maraña  
Surge la incertidumbre y el desvelo,  
Surge la incertidumbre y el desvelo.  
Se ha encendido una luz en la montaña,  
Cuya antorcha fulgura sin recelo!...

#### V

El Personaje, que es función de doce  
Corazones destrozados en mala hora,  
Por su mística oración se le conoce  
Que a Dios supremo de los pueblos ora#

Su plegaria es ave blanca sensitiva,  
Que reza por lo tronchado en racha dura,  
Por la traición, el dolor y la furtiva  
suadaña de la Muerte en satánica locura!

Más, luego se siente como artífice,  
De lamentos, de sombras! Es un grito  
Interpreta al Destino... Y lo maldice,  
Porque han para la infamia y el delito!

## VI

Embriagado de odios, llora y reza;  
Hay relámpagos ígenos en su frente,  
Y al levantar su hostia de tristeza,  
Absorto, se arrodilla, reverente!...

Su mirada febril sea detenido,  
Como un águila perdida en el arcano,  
De una visión de Paz le ha confundido  
Dentro de su delirio sobre humano!...

Fulgura a la distancia la Justicia,  
La Divina Justicia de áureos trazos,  
Y mientras el Personaje fiel oficia,  
Esa Visión de paz le abre los brazos!

## VII

Él, su actitud creyente no abandona,  
Musita el padre nuestro, y dulcemente,  
Una voz repite:-ama, cree, perdona,  
Porque un halo de luz brilla en tu mente!-

La mano de Marfil señala un sino,  
Un credo, un horizonte, una jornada,  
Y con la misma fe, cruza el camino  
La Imagen Santa de la Patria amada!

Sobre la lucha altiva, cual ninguna,  
Intenso dolor, el Bien se inclina,  
Y el Personaje aquel mira la luna,  
Y un fulgor de piedad su alma ilumina!

## VIII

La noche se ha disuelto y un celaje  
Le diluye sus doce en encarnaciones,  
Ante ellas, ora y jura el personaje,  
Con júbilos de fe, sus convicciones!

Jura coger del pueblo que reclama,  
Un sentido de lucha trayectoria,  
Jura el Deber estoico, que lo clama,  
Jura forjar la paz y La Victoria!...

La patria es saltar, es idealismo,  
Soberana visión del ensueño enhiesta.  
Pensamiento del hombre, su civismo  
La defiende de mácula en su gesta!

IX

Escuchándole están los Manes santos  
De Bolívar y Sucre, los más grandes  
Emblemas de la Patria, cuyos cantos  
Son diamantes de luz sobre los Andes!

María Teresa Solari Ormachea

La Paz, marzo de 1946.

## Annexe 11 Articles de presse de María Teresa Solari

### « Garantías constitucionales para la Ciudadanía nacional »<sup>1394</sup>

Por María Teresa Solari Ormaechea.

Exclusivo para El Diario.

Dentro del ambiente de duda e incertidumbre que se han enseñoreado del ambiente nacional, a pesar de todas las buenas intenciones del Primer Mandatario de la nación, se precisa exigir garantías y respetos constitucionales para todos los políticos, porque así lo requiere la tranquilidad de sus hogares; y precisamente, son las esposas, las madres, las hermanas, quienes reclaman estos derechos, porque se dan cuenta exacta -más que los mismos políticos-, de la falta espiritual, moral y económica que ellos harían como esposos, como padres, como hijos, o como hermanos, cuya responsabilidad en las funciones de la vida no tiene precio ni puede ser reemplazado por ninguna oferta y por ninguna otra responsabilidad. Si bien a raíz de una violencia, desaparece un político, cuya personalidad era una sombra, un estorbo o una censura, por la pureza de su ideología, por la rectitud de sus actos o por la preparación de su inteligencia, en cambio, en el seno del hogar, entre sus familiares, deja un vacío que ningún gobierno, ninguna clase política, ningún otro razonamiento pueden reemplazar la responsabilidad y el interés de aquel hombre por sus familiares. Tras del vacío está la maldición. Esa maldición tácita, que aunque los labios generosos y humanos no la quisieron pronunciar, la vida, en su correr de tiempo, al pasar de los años, se encarga de cumplirla, porque son decretos y sanciones dispuestos por Dios y sujetos, más que a las circunstancias, a las grandes leyes, que por cierto ni el orgullo del hombre y la oportunidad, más o menos favorable, pueden medir ni evitar.

La mujer boliviana, amante de su hogar, dueña del existir de aquellos, que por leyes naturales y humanas se pertenecen, reclama garantías constitucionales, para esas vidas, porque esas vidas son el alma y ser de sus hogares. Y el hogar, es el santuario de sentimientos, amores y deberes, que por cierto, la escasa mentalidad no alcanza a comprender, y por ello, Le resta nobleza, entereza y altruismo, dentro del desenfreno de las pasiones políticas, porque sólo el hombre culto alcanza a medir actos y a reflexionar consecuencias. Por tanto, es un hogar así y un nombre así lo que tiene que defender la mujer, no solo por mero interés personal, sino también por interés patrio; porque el pueblo donde se respeta el hogar, se ha de respetar también a la patria. La mujer boliviana, amante de su hogar y de su patria, no quiere lamentar de nuevo más « fusilamientos" ni más levantamientos de sangre, porque estos desvíos de la moral y de la justicia no hacen otra cosa que llenar de oprobio la reputación nacional. La mujer boliviana, consciente del alto nivel que le asiste en la hora actual, llama a los hombres a la cordura, al juicio sereno, al entendimiento, a la cooperación nacional, para desterrar la violencia y encarnar de nuevo el espíritu de la democracia, que es la ciudadanía del derecho humano. La mujer boliviana, no exige garantías porque tenga ella que terciar en política, para lanzar una nueva candidatura o para servir de intermediaria a ningún partido político. Pide garantías con la frente alta, con el alma limpia de bajas tintas y con el espíritu lleno de santo patriotismo. El tiempo, juez y señor de las cosas y de los acontecimientos, se encargará de demostrar esta verdad a la clara luz del civismo. La mujer boliviana que actúa en la UNION CIVICA FEMENINA u en otras entidades, inspiradas de Civismo, defiende el hogar boliviano y quiere salvar el honor de la patria. Su actitud no busca

---

<sup>1394</sup> *El Diario*, La Paz, 23 mars 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie.

más recompensa que la satisfacción de cumplir un Alto deber impuesto por el terreno de las desgracias nacionales, que en este momento son expectativas de odio, de rencor, de vergüenza y de desequilibrio. Ya que sombrías amenazas se ciernen sobre los hombres patriotas y de nobles rectitudes, pues entonces, por alguien tiene que ser defendida la Patria. Y ese alguien es la mujer. Su voz cumple un deber. Ante ella no llegan ni el insulto ni la burla. La frase hiriente es anatema escrito en contra de los mismos enemigos, que en el espejo personal de sus conciencias ven reflejarse ensombrecida a la Patria, por culpa de ellos. La responsabilidad es inexorable. Justicia de Dios, que nunca falla. Allá ellos con su obra. Tratamos de salvar la patria.

La Paz, 22 de marzo de 1946.

**« Manifiesto cívico al Frente Democrático Antifascista, interpretando el pensamiento de la mujer boliviana »**<sup>1395</sup>

Señores.

José L. Lanza.- Jefe del Partido Liebral.

Enrique Hertzog.- Jefe del Partido Republicano Genuino.

Waldo Belmonte Pool.- Jefe del Partido Republicano Socialista.

Francisco Lazcano Source.- Jefe del Partido Socialista.

Alfredo Arratia.- Jefe del Partido de la Izquierda Revolucionaria.

Presente.

Distinguidos señores:

Saludo a vosotros y en vuestras dignas personas saludo a todos los Ciudadanos Bolivianos que integran las filas del FRENTE DEMOCRATICO ANTIFASCISTA, cuya directiva política está en el fervor de vuestra inteligencia ciudadana y de vuestro fervor cívico. Y en vuestra representación saludo hoy a la Patria de Ayer, de Hoy y de Mañana.

Desde la iniciación de vuestro cometido, publicado en Acta oficial del 14 de diciembre de 1945 y suscrita por todos vosotros, he seguido, con el espíritu ávido de civismo, vuestros pasos en el interés nacional, que recoge en estos arduos momentos no sólo el pensar y el sentir de los hombres patriotas y abanderados de sus propios credos políticos, sino también el pensar y el sentir de la Mujer Boliviana, que en ausencia de respetos y de garantías para su pueblo, no puede permanecer indiferente ante la situación que por amor y por derecho, reclama su voz, su clamor y su concurso.

He seguido vuestros pasos dentro de vuestras alternativas, dentro de vuestros propósitos y dentro de vuestros sufrimientos. Y estas etapas, que por sí mismas, traducen la inquietud nacional, han glosado en mis reflexiones de mujer boliviana cierta ruta de ideal patrio, que me hace entrever otro porvenir para Bolivia, acaso más significativo, más claro, y sobre todo más objetivo que el presente, que nos acoge en un escenario indeciso, desorientado y escaso de valores y de obras cívicas.

VUESTRAS ALTERNATIVAS no son otra cosa que la lucha de la Democracia contra el Totalitarismo, más vale decir, la lucha de la Libertad Contra la esclavitud, porque por esclavitud se entiende en los tiempos modernos, el apocamiento de las ideas, de las opiniones y de los derechos humanos; o sea la lucha del hombre libre al amparo de su sana moral, contra el hombre servil acribillado por la ambición de menguados intereses de fuerza y de imperialismo, intereses, por cierto, ajenos a la dignidad colectiva de un pueblo.

VUESTROS PROPOSITOS, en la honradez de mi fe como mujer boliviana, los acepto como prenda de garantía para la reconstrucción nacional. Ellos son diversas ramas del espíritu y de la administración, que emergen como un árbol del gran tronco cívico, cuya savia,

---

<sup>1395</sup> *El Diario*, La Paz, 25 abril 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolívia.

cristalina y pura, debe circular por las arterias nacionales llevando su corriente algo más que prejuicios y promesas pasajeras, sacrificio de trabajo, de admiración y sobretodo de sinceridad. Únicas fuentes en las que puede confiar una familia, una colectividad o un pueblo organizado y disciplinado. Vuestro Programa es el índice de vuestro patriotismo. Ya lo habéis dado a conocer al público y de su lectura deduzco la altivez y la nobleza que os ha inclinado para unificar vuestros credos, sobre ambiciones propias de partido, en un solo credo nacional ajeno a toda corriente de personalismo o de egoísmo desquiciado y censurable. Si en vuestros propósitos se alimenta la santa fe de nuestra Patria, Dios bendiga vuestros propósitos en sus más altos designios y la Ciudadanía los comprenda y los colabore en sus más caros principios y evoluciones sociales. Para llevar adelante estos propósitos vuestra entereza tiene que afianzar la voluntad férrea de vuestro yo colectivo y nacional. De ese yo, que como un imperativo de conciencia, vibra en la reflexión serena, imparcial y justiciera del momento. Vuestra entereza tiene que simbolizarse en aquella máxima tan fiel como profunda que dice: « LA UNION HACE LA FUERZA ». Siendo la patria de todos y para todos, se explica el dogma de esta máxima y quienes la atacan o son indiferentes a ella, demuestran por si mismos, ese nulo concepto del deber y de la responsabilidad. De vuestra entereza del momento depende el honor del suelo patrio en lo futuro. En vuestra entereza está encargada la esperanza nacional y de vuestra entereza -en el Triunfo o en la Derrota-, depende el valor ético del derecho y de la justicia, postulados a los cuales ha de responder el pueblo, si aún hay esperanza de salvación en la comprensión de lo que es la luz y la sombra, la fe y la negación, el valor y la cobardía, de sus propios actos, que seguramente, han de ponerse de relieve en la lucha que os espera y que espera a toda la nacionalidad, hombres y mujeres, sin distinción de clases sociales, porque a todos por igual, nos incumbe el interés cualitativo y equitativo de la Patria.

Sois vosotros los abanderados de la Democracia y son vuestras consignas Igualdad, Fraternidad, Libertad, postulados universales, que por su valor humano, serán siempre el grito de reivindicación del Bien contra el Mal. Sostened con la fe de vuestro amor a la Nación los nombres de vuestras candidaturas, y enarbolad con ellas la bandera de vuestra convicción y de vuestra ideología en fusión de cinco credos políticos, que por su fuerza mental y constructiva, encarnan todas aquellas necesidades, sociales y civiles, que reclaman el respeto de la Carta Magna del Estado, al ritmo de un pueblo que ha suscrito la idiosincrasia de su independencia y de su ética universal, en la esfera continental de América.

VUESTROS SUFRIMIENTOS, son los escalones del sacrificio con que varonilmente, sin armas que vuestra conciencia, vuestra voluntad y vuestro carácter, tenéis que afrontar la ahora presente, ávida de violencias y de incomprensiones. Tal vez ninguna lucha en la Historia Política de nuestro pueblo, ha sido tan ardua, tan honda y sobre todo, tan incomprensible como la presente, como ésta, que el Destino os ha señalado a sobre llevar, para devolver con ella al Pueblo de Bolivia los derechos y las garantías, que mentes ofuscadas por bastardas imitaciones extranjeras, quieren imponer a nuestro territorio, sin comprender, que nuestro pueblo no puede responder a la exigencia elástica de otras latitudes. Teniendo en cuenta que nuestro pueblo tiene arraigada en sus entrañas la tradición de la Libertad y del Civismo, porque sobre nuestros altares Patrios, aún están, enhiestos, al par que nuestras cumbres, las imágenes de Sucre y de Bolívar y el reto sobrio y tangible de Eduardo Abaroa. Vuestros sufrimientos son el eco angustiado de un pueblo que necesita libertar el espíritu, su administración, su economía y sobretodo, y ante todo, su nombre nacional. Libertarlo de sombras y de sanciones pueden comprometer ni su pensamiento en la solución de sus problemas sociales y típicos, ni su músculo en el terreno del trabajo y del progreso.

Vuestros sufrimientos son la esencia del sufrimiento nacional y en vuestra preocupación presente está la devota atención de las Mujeres de Bolivia, porque al defender el suelo patrio y sufrir por su conjuro nacional, defendéis los hogares bolivianos y sufrís por los seres más queridos de nuestras familias y que son para vosotros y para el pueblo todo lo mas grande, lo más noble y lo más sagrado de nuestros íntimos intereses.

Señores del FRENTE DEMOCRATICO ANTIFASCISTA encarnáis el alma y la fe de la Nación, responded a su esperanza. Hacéos acreedores a la gratitud del pueblo. Que sea vuestro nuestro aplauso y no nuestra censura ni en lo presente y en lo porvenir. Vos, General Lanza, encarnáis el espíritu del soldado sin tacha. Sois el militar altivo y sereno. Por vuestras virtudes os acercáis a Sucre, por vuestra voluntad a Santa Cruz, por vuestro patriotismo a Montes, por vuestra caballerosidad sois idéntico a Blanco Galindo. Honráis con vuestra fe al ejército, porque para afrontar la contienda política, habéis guardado con respeto, casi con veneración, vuestra espada y vuestro uniforme y os habéis puesto, por vuestras dotes ciudadanas a la cabeza de un partido, que es respeto y tradición en el País. Ante ese partido me inclino, porque en sus filas ha militado mi padre como ciudadano y actualmente, el partido Liberal constituye para el recuerdo y la convicción de su vida ya anciana, pero siempre firme en sus principios. El Partido Liberal, ha sido el partido en el que han militado, mis familiares, el hermano de mi Madre, y desde las filas de ese partido han servido al País en la esferas en que les ha correspondido actuar, poniendo siempre su civismo a toda prueba, su honestidad y el país ha sabido tributarles todo el respeto y toda su alta consideración. Ante ese partido me inclino y espero que en la contienda su tradición responda a los deberes que la Patria reclama de su tradicional concurso. Vosotros Señores Hertzog, Belmonte Pool y Lazcano Soruco, encarnáis el alto valer de vuestras virtudes ciudadanas, representáis la ideología de credos políticos, que dentro de su valer potencial, miran con interés de evolución a las distintas clases sociales, poniendo para el pueblo ese respeto y esa defensa que merecen, por ser el pueblo trabajador, honrado, dinámico, músculo y fe de la vida nacional. Vosotros defendéis sus derechos y os ampara una serenidad de conciencia y de convicción, ante la cual también la mujer boliviana se inclina, porque sabe que de vuestra entereza, surgirá el grito de redención, en el marco de sus deberes, para el pueblo y aún para las clases, que la oposición llama « OPRIMIDAS ».

Vos, señor Alfredo Arratia, encarnáis la fe de un Partido, que si bien tiene programa de vastos principios democráticos, pone en expectativas sus postulados dentro de un juicio de severo respeto. Yo, juzgando en forma imparcial, solo podría pedir una cosa a vuestra inteligencia, a vuestra conciencia moral, a vuestro juicio de hombre honrado, y por vuestro intermedio a vuestros colaboradores y consocios. Respetad la fe católica. Pensad que donde falta Dios, falta todo. Os pido, en la evolución de vuestros principios se respete la Religión, sus sacerdotes y sus entidades religiosas, sin necesidad de abrazar sus ideas, esto no. Respeto vuestra ideología. El milagro de la fe, ha de surgir, tarde o temprano, por ello pienso que este milagro, al reino de las creencias que han desbaratado la humanidad, por falta de orientación, ha de imponerse, y Bolivia, ha de tener la esperanza de ver, quizás en un día no lejano, el respeto de Dios encarnado en el Gran Partido de la Izquierda Revolucionaria. Esta esperanza abrigo y ante esta esperanza, para vuestro partido mis respetos y para vuestra cooperación en el seno del F.D.A. mis mejores augurios de paz y de convicción, dentro del magno credo nacional.

Señores del Frente Democrático Antifascista, una vez más, aceptad mi adhesión. Como Mujer Boliviana está mi pensamiento con vosotros y la lucha de Democracia en vuestras, será también una lucha de ideales y de convicción en las mías. Señores, id serenos, tranquilos. Llevad en vuestra conciencia el espíritu de hacer obra patria, o obra nacional, obra cívica y cumpliréis con vuestro deber ante Dios y ante Bolivia.

M. Teresa Solari Ormachea.  
La Paz, 24 de abril de 1946.



## "La fe y el pensamiento femenino »<sup>1396</sup>

Por M. Teresa Solari Ormachea

El espíritu fuerte, sereno y abnegado de la Mujer Boliviana ya está en pie. Su voz ya repercute por todos los centros de la República. Su dolor acallado, y su dignidad, tal vez humillada ante tanto sacrificio, ante tanta vergüenza, ante tanto despotismo, hoy es un grito de redención. Su fe, no es otra cosa que la herencia de aquellas épocas en que su amor a su tierra a sus hombres se medía con la magnitud de sus sacrificios. Ilustres y nobles son las figuras de las grandes Mujeres, ante cuyas memoria nos inclinamos, con el alma puesta de rodillas, con la voz hecha plegaria de gratitud y con el ideal hecho estandarte de Libertad. Hoy como ayer vibra en el corazón del pueblo boliviano el alma de sus mujeres; la UNION CIVICA FEMENINA, de La Paz y Sucre, el COMITE FEMINISTA DEMOCRATICO, el CENTRO « ADELA ZAMUDIO » y todas las adhesiones personales y por carta que día día se reciben, son manifestaciones de estas enormes vibraciones. Si el espíritu de los hombres se alzó en un momento de angustia como un reto, unificando cinco partidos en uno solo, y la voz de los Universitarios se dejó escuchar plena convicción, de amargura y de reproche, si la voz del Obrero es el clamor de un proletario honrado, que activo como nunca, avalora en su conciencia cívica el valor de su brazo trabajador y fuerte, la Mujer Boliviana no podía ni puede permanecer indiferente a esta gran cruzada, que en sí y por sí es emblema de respeto nacional. La Mujer Boliviana ha de estar de pie, alerta a la cooperativa de la obra de la Democracia. Su pensamiento de madre, de esposa, de hermana, de novia o de maestra ha de estar siempre junto al pensamiento del hombre honrado, en cuya imaginación se dibuja el horizonte de una Patria Nueva, en la que nuevas orientaciones civiles, administrativas, económicas y sociales reafirman el espíritu de la nueva contextura política que la evolución humana impone, porque impera la gran bandera del DERECHO HUMANO.

La Mujer Boliviana ansía hombres de cerebro, de mentalidad, de corazón, de honradez y de conciencia para las altas funciones del Estado. No quiere caudillos. Quiere hombres, hombres de verdad, en cuyo espíritu hagan eco de solidaridad la gran convulsión ideológica de los pueblos de avanzada, porque en esa convulsión se presiente la gran independencia de las ideas, de las obras, de la humanidad misma hacia la comprensión de sentimientos superiores, vaciados en moldes de fe, de luz y sobre todo de trabajo social.

No han de comulgar con las inquietudes espirituales de la Mujer Boliviana los bochornos del Pasado y ni las ignominias del Presente. Ella anhela y lucha por un futuro capaz de responder al gesto sagrado de su cometido al dolor de sus lágrimas por la desaparición de tantos y tan nobles seres victimados, al clamor de su plegaria, puesta día a día de hinojos ante el Ser Supremo, clamando por esta tierra, bendita, grande rica, pero siempre incomprendida, traicionada y acaso sí desprestigiada, ya que en ella se reflejan los actos de sus gobiernos y de sus hombres, como una responsabilidad nacional. Pero, no son de Bolivia sólo los Pocos, son los Muchos, los que luchan por ella. La fuerza de las armas, fuerza es, pero de menguado valor ante la fuerza del Pensamiento, de la Fe y de la Verdad. Los Pocos que quedan con la fuerza, los Muchos avanzan con la energía del valor espiritual hecho conciencia de civismo, de Libertad y de Acción. Mujeres de Bolivia, Adelante siempre adelante. ¡Vuestros hogares serán mañana, unción de Patria Nueva, Adelante!  
La Paz, 14 de mayo de 1946.

---

<sup>1396</sup> *El Diario*, La Paz, 15 mai 1946, Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolívie.

# Sources

## Lois, décrets de loi, constitutions, études juridiques, projets de loi

**Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional La Paz – Bolivie.**

- Anuario de 1932.

- Ley de Divorcio Absoluto, 15 de abril de 1932, p. 260-266.

- Anuario de 1947.

- Decreto Supremo, Elecciones municipales, 13 de marzo de 1947, p. 411.
- Decreto Supremo, Elecciones municipales, 10 de abril de 1947, p. 421-422.
- Decreto Supremo, Elecciones municipales, 19 de junio de 1947, p. 465-466.
- Decreto Supremo, Elecciones Municipales, 4 de octubre de 1947, p. 613-614.

- Anuario de 1949.

- Decreto Supremo, Elecciones, 21 de octubre de 1949, p. 857-858.

- Anuario de 1952.

- Decreto Supremo N° 3128, 21 de Julio de 1952, p. 122-124.

- Anuario Administrativo de 1944.

- Decreto Supremo, Trabajo Femenino Nocturno, 22 de Enero de 1944, p. 189-191.
- Decreto Supremo, Trabajo extraordinario para mujeres y niños, 31 de marzo de 1944, p. 522-524.

- TRIGO Ciro Félix, *Las Constituciones de Bolivia*, Editora Atenea S.R.L., La Paz – Bolivia, 2003.

- Constitución de 1880.
- Constitución de 1938.
- Constitución de 1945.

### **Archivo y Biblioteca Nacionales de Bolivia, Sucre – Bolivie.**

- MACEDONIO Urquidí José Antonio, *La Condición Jurídica o Situación legal de la mujer en Bolivia*, 3e Edition, Cochabamba, 1937.

### **Centro de Información y Desarrollo de la Mujer (CIDEM), La Paz – Bolivie.**

- Exposición de motivos y proyecto de ley de Reintegración de los Derechos Civiles de la Mujer. Conferencia que tuvo lugar en el Ateneo Femenino, en el mes de Julio de 1925, por el jurisconsulto y Civilista Dr. Benjamín H. Gallardo, Rector de la Universidad Mayor de San Andrés. Talleres “La República”, La Paz – Bolivia.

## **Débats parlementaires**

### **Biblioteca y Archivo de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz – Bolivie.**

- Redactor del Senado, sesiones extraordinarias, 1932, p. 188-679.
- Convención Nacional de 1938, Redactor de la Convención Nacional, tomo III, p. 106-186.
- Convención Nacional de 1944, Redactor de la Convención Nacional, tomo II., p. 765-781.
- Convención Nacional de 1945, Redactor de la Convención Nacional, tomo I., p. 226-296.

## **Bulletins Municipaux**

### **Biblioteca Patrimonial Arturo Costa de la Torre, La Paz – Bolivie.**

- Bulletins municipaux de La Paz (1943, 1944, 1945, 1949)

## **Presse**

### **Hemeroteca de la Universidad Mayor de San Andrés, La Paz – Bolivie.**

### **Hemeroteca de la Asamblea Legislativa Plurinacional, La Paz – Bolivie.**

### **Collection personnelle d'extraits de journaux de Zoila Viganó de Antezana.**

- El Diario (1932, 1934, tous les exemplaires disponibles de 1935 à 1952)
- La Calle (tous les exemplaires disponibles de 1936 à 1946)
- La Razón (1932, 1934, 1935, 1936, 1938, 1939, 1944, 1946, 1947, 1949)
- Última Hora (1936, 1938, 1944, 1947, 1952, 1956)
- Los Tiempos (1947)
- Universal (1933, 1934)

- La República (1940, 1941)
- La Noche (1948)
- La Semana Gráfica (1933, 1934)
- La Gaceta de Bolivia (1934)
- La Patria (1934, 1936)

**Archivo del Ministerio de Culturas, Quito – Équateur.**

- El Telégrafo, Guayaquil (1933, 1936, 1938)
- El Universo, Guayaquil (1932, 1933, 1935, 1936, 1942)

**Biblioteca Municipal de Guayaquil, Guayaquil – Équateur.**

- El Telégrafo, Guayaquil (1932, 1933)
- El Universo, Guayaquil (1932, 1933)

**The New York Public Library, New York – Etats-Unis.**

- New York Times (1935, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1945, 1947)
- New York Herald Tribune (1934, 1941, 1945)
- The Washington Post (1932, 1933, 1938, 1942, 1950)
- The Christian Sciences Monitor (1936)
- The Sun (1932)

**Presse féministe**

**Archivo del Ministerio de Culturas, Quito – Équateur.**

- Nuevos Horizontes, Guayaquil, 1934-1937 : n°4, 5, 6, 7, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18.

**Biblioteca Municipal de Guayaquil, Guayaquil – Équateur.**

- Nuevos Horizontes, Guayaquil, 1933-1935, n°1, 2, 3, 8, 9, 12, 13.

**Biblioteca Nacional de Chile, Santiago – Chili.**

- Nosotras, Valparaíso et Santiago, 1931-1935, tous les numéros du 1 au 64.

**Biblioteca Nacional de la República Argentina, Buenos Aires - Argentine.**

- Mujeres de América, Buenos Aires, 1933-1935, tous les numéros du 1 au 17.

# Archives divers (d'organisations, de personnes et de partis politiques)

## 1) Commission Interaméricaine de Femmes

The Arthur and Elizabeth Schlesinger Library on the History of Women in America, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University, Boston – Etats-Unis.

### Collection de Doris Stevens

#### Series II. CORRESPONDENCE AND SUBJECT FILES

Boîtes :

- **28.16.** Bustamante, Antonio S. de, 1928, re: formation of IACW.
- **29.1-29.2.** C general, 1925-1977, includes James M. Cain, María Gómez Carbonell, Josephine Casey, Tony Close (Stevens's French cello teacher), Club Feminino de Cuba, P.L. and Anthippe Couchoud, Frank P. Walsh. > Club Femenino de Cuba.
- **35.8-36.2.** Scott, James Brown, 1928-1944, n.d., with later notes by Stevens; includes texts of Scott's lectures on international law delivered in Cuba and at the Hague, printed editions of Scott's speeches (4 folders). #36.2 includes letters to Scott from sister Jeanette, and uncataloged photographs.
- **36.11.** U general, 1913-1956; includes "Los Derechos Civiles de la Mujer," an inscribed pamphlet in Spanish by Sara Rey Alvarez of Uruguay, and Stevens's response to pamphlet. Also, 1913 letter describes Stevens's suffrage speeches.

#### Series V. INTER-AMERICAN COMMISSION OF WOMEN Subseries C. Speeches

Boîtes :

- **40.27.** Pan-American Dinner, National Woman's Party, New York City, March 22, 1928; on the formation of IACW; includes remarks by Cuban ambassador Orestes Ferrara, printed material, clippings.
- **40.28.** International Union of Societies for the League of Nations, Geneva, Switzerland, September 17, 1928; on nationality legislation; includes promotional flyer in French.
- **41.1.** "Observations on the Status of Women in the American Republics," *New York Herald Tribune* Conference on Current Problems, September 27, 1934.
- **41.3.** Union de Mujeres Americanas, New York City, July 29, 1938; includes text in Spanish.
- **60.9.** Applications [for employment with IACW], 1929-1936; includes Abe Fortas
- **60.10-60.12.** Appointment of commissioners, 1928-1938: correspondence with IACW commissioners and government officials. See also #129FB.7 for certificate from #60.10.

- **60.17-61.1.** Argentina: general, 1925-1958: printed material, clippings, petition from international women in favor of suffrage for Argentinian women. Includes correspondence with Angela de Carvajal y Márquez de Bolívar, Carmela Horne de Burmeister, Elena Mederos de González, Ana Rosa de Martínez Guerrero, Ofelia de Jonghi, Susana Larguia, Victoria Ocampo, Candelaria Lezica de Serantes (3 folders). See also #129FB.7 for suffrage sheet music from #60.17.
- **61.2.** Argentina: Asociacion Argentina del Sufragio Femenino, 1932-1938.
- **61.3.** Argentina: Carmela Horne de Burmeister, 1936-1939.
- **61.4.** Argentina: Ana Rosa Schlieper de Martínez Guerrero, 1938.
- **61.5.** Argentina: Ernestina López de Nelson, 1928-1934.
- **61.6.** Argentina: Victoria Ocampo, 1937.
- **61.7.** Argentina: status of women and right to vote, 1935-1937.
- **61.8.** Argentina: Union Argentina de Mujeres, 1937-1938; includes Susana Larguia.
- **61.9.** Arias, Maria Z. de, 1931-1934.
- **61.10.** Arizmendi, Elena, 1928-1929.
- **62.6.** Biographical data [of IACW commissioners, feminists, delegates, etc.], 1928-1935. Includes reference copies of photographs; originals in #PD.96.
- **62.7-62.8.** Bolivia, 1928-1941, includes Crystal de Abelli, Elodia Baldivia de Lijeron.
- **62.11-62.12.** Brazil, 1928-1940; includes Carmen de Carvalho, Bertha Lutz, Flora de Oliveira Lima. #62.11 includes reference copies of photographs; originals in #PD.96. See also #129FB.8 for feminist newsletter from #62.11.
- **62.14-62.15.** People's Conference for the Peace of America and Inter-American Conference for the Maintenance of the Peace ["Buenos Aires conference"]: agenda battle, 1936; includes Margarita Robles de Mendoza.
- **62.16-63.2.** Buenos Aires conference: documents, memoranda, press statements, speeches, etc., 1936-1937 (3 folders).
- **63.3.** Buenos Aires conference: documents, private, 1936-1937. See also #OD.2 for conference program.
- **63.6.** Buenos Aires conference: record of main events, ca.1937.
- **63.7.** Buenos Aires conference: report of Committee on Program, 1936
- **63.9.** Bulletins sent, 1937-1939.
- **64.3-64.5.** Chile, 1928-1960; includes correspondence with Amanda Labarca, Marta Vergara; printed material.
- **64.6.** Chile: Aída Parada, 1930-1932.
- **64.7.** Chile: Marta Vergara, 1930-1938.
- **66.10-66.11.** Ecuador, 1937-1942; includes correspondence with Hipatia Cárdenas de Bustamante, Adela Seminario, Rosa Borja de Ycaza; printed material re: Hermalinda U. de Briones, female pilot.
- **74.4.** Latin American women and organizations, 1930-1932: lists of names.
- **76.13.** Luisi, Paulina, 1929-1934; includes printed material.
- **77.6-77.9.** Mexico: Margarita Robles de Mendoza, 1930-1938; includes correspondence; clippings; printed material; writings. See also #SD.1 for posters from #77.6 and #OD.2 for posters from #77.7.
- **77.6-77.9.** Mexico: Margarita Robles de Mendoza, 1930-1938; includes correspondence; clippings; printed material; writings. See also #SD.1 for posters from #77.6 and #OD.2 for posters from #77.7.
- **87.9.** Ratification and adherence, nationality and equal rights treaties: Bolivia, 1934-1937.
- **92.1-92.2.** Union de Mujeres Americanas, 1935-1938; includes correspondence with Z. Evangelina Antay de Vaughan; speeches; printed material. See also #F+D.8 for poster from #92.1.
- **93.13.** Women's organizations which have endorsed Nationality and Equal Rights treaties, 1934-1937

- **93.14.** Women's organizations which have been solicited to endorse Nationality and Equal Rights treaties, 1936.
- **113.12-114.1.** Country codes, Bolivia: "Civil and Political Rights of Women" (final report), 1933 (2 folders)
- **114.2.** Country codes, Bolivia: final report with corrections, 1938

#### Subseries D. Press and Publicity

- **105F+B.1v.** Clippings scrapbook, "Spanish clippings," November 1933-1938: periodicals from Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Costa Rica, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Mexico, Panama, Paraguay, Peru, United States, Uruguay.

#### Subseries B. Conferences and foreign trips

- **Mem.15.** Lima conference: framed tribute to Stevens from Bolivian women, 1938.

### The Library of Congress, Washington – Etats-Unis

#### Main Reading Room

- Asociación Civil "La Mujer y el V Centenario de América y Venezuela, *Historia de la CIM, 1928-1992. Comisión Interamericana de la Organización de los Estados Americanos (OEA)*, Edición Homenaje del Congreso de la República de Caracas, Venezuela, 1996.
- *Libro de Oro. Comisión Interamericana de Mujeres*, Interamerican Commission of Women, Secretaría General de la Organización de los Estados Americanos, Washington D.C., 20006, 1980.
- Kathleen B. Tappen, *The Status of Women in Chile*, US Office of the Coordinator of Inter-American Affairs, Washington, Research Division, Social and Geographic Section, June 1944.
- *Cincuentenario de la Comisión Interamericana de Mujeres 1928-1978. Mensajes enviados por los jefes de Estado*, Comisión Interamericana de Mujeres, Secretaría General de los Estados Americanos, Washington, D.C.
- *Final Act of the Special Assembly of the Inter-American Commission of Women. Held in Buenos Aires, August 8-24, 1949*, Congress and Conference Series N 61, Pan American Union, Washington, D.C., P. A. U., Congress Series 61-69.
- *The results of Bogotá. Three lectures delivered at the Pan American Union, Washington, D.C., May 24, 25, and 26, 1948*, No 62 Congress and Conferences Series, P. A. U., Congress Series 61-69.
- *Project of Organic Pact of the Inter-American System. Submitted for the Consideration of the Governments of the American Republics by the Governing Board of the Pan American Union*, Pan American Union, Washington, 1946.
- *Comisión Interamericana de Mujeres, 1928-1973*, Comisión Interamericana de Mujeres, Secretaría General, Organización de los Estados Americanos, Washington, D.C., 1974.
- *Project of Organic Statute of the Inter-American Commission of Women. Submitted to the Ninth International Conference of American States by resolution of the Governing Board of the Pan American Union at the meeting of February 4, 1948*, Pan American Union, Washington, 1948.
- *Comisión Interamericana de Mujeres, Informe presentado por Amalia de Castillo Ledón, Presidenta de la Comisión Interamericana de Mujeres, a la Conferencia Consultiva sobre Discriminación para la Mujer en Materia de Educación, Convocada por Unesco*, París, Francia, diciembre, 5-7 de 1949, Unión Panamericana, Washington, D.C.

- *Proyección de la mujer en las Américas y desarrollo histórico de Comisión Interamericana de Mujeres de la Organización de los Estados Americanos*, Trabajo de la Licenciada Emilia Tirza Rivera Bustamante, ganador del Concurso convocado por la CIM como parte del programa del Cincuentenario de su fundación, Serie: Estudios No 5, Secretaría general Organización de los Estados Americanos, Washington, D.C. 20006.
- *Report of the Inter American Commission of Women to the Eight International Conference of American States on the Political and Civil Rights of Women*, Lima, Peru, December 1938.
- *Bulletin of the InterAmerican Commission of Women*, Pan American Union, Washington DC, February 1948.
- *Report of the Special Committee of the Governing Board on the Inter-American Commission of Women*. Submitted to the Governing Board at the Session of January 8, 1941.
- *Bulletin of the Inter-American Commission of Women*, Pan American Union, Washington D.C., September-1945.
- *Proyecto de Estatuto Orgánico de la Comisión Interamericana de Mujeres, Sometido a la Novena Conferencia Internacional Americana, Por acuerdo del Consejo Directivo de la Unión Panamericana, Tomado en la sesión del 4 de febrero de 1948*, Unión Panamericana, Washington, 1948.
- *Discursos pronunciados en la sesión protocolar del Consejo Permanente de la Organización de los Estados Americanos en ocasión del cincuentenario de la fundación de la Comisión Interamericana de Mujeres, 16 febrero 1978, Washington, D.C., CIM/doc.1/78, 24 febrero 1978, Original: español/English 1978 - Cincuentenario de la Comisión Interamericana de Mujeres/Organización de los Estados Americanos, Secretaría General de la Organización de los Estados Americanos, Washington, D.C., 20006*
- *The Inter American Commission of Women. Documents concerning its creation and organization*, Headquarters, Pan American Union, Washington, D.C. Pages 1 to 16 are reprinted from *The International Conferences of American States 1889-1928*, edited with an Introduction by James Brown Scott, Director of the Division of International Law of the Carnegie Endowment for International Peace, and published by the Endowment, New York, 1931. Pages 17 to 53 record official actions of various kinds taken between the publication in 1931 of *The International Conferences of American States, 1889-1928* and January 1935.
- *Inter-American Commission of Women. Resume for 1948. Presented to the United Nation Commission on the Status of Women*, Beirut, Lebanon, March, 1949, Pan American Union, Washington, D.C., 1949.
- *Una Conferencia de Importancia Trascendental. Reproducido de la edición de agosto de 1922 del Boletín de la Unión Panamericana*, Washington, Imprenta del Gobierno, 1922.
- Boletín extraordinario de la ... Asamblea / Comisión Interamericana de Mujeres.
- Boletín de la Comisión interamericana de mujeres
- *Reconstructing women's thoughts : the Women's International League for Peace and Freedom before World War II / Linda K. Schott*, Stanford University Press, Stanford, California, 1997.
- Carrie A. Foster, *The Women and the Warriors. The US Section of the Women's International League for Peace and Freedom, 1915-1946*, Syracuse University Press, 1995.
- *Women at The Hague. The International Congress of Women and Its Results*, by Jane Addams, Emily G. Balch, Alice Hamilton, with a new introduction for the Garland



Edition by Mercedes M. Randall, Garland Publishing Inc., New York & London, 1972.

Noticiero de la Comisión Interamericana de Mujeres, Unión Panamericana, Washington 6, D.C.

- Vol. 1, Núm 1, Diciembre-Enero 1951 1952
- Vol. 2, Núm 2, Febrero-Mayo 1952
- Vol. 3, Núm 3, Junio-Septiembre 1952
- Vol. 4, Núm 4, Marzo 1953
- Vol. 5, Núm 5, Julio 1953
- Vol. 6., Núm 6, 1954
- Vol. 8, Núm 8, Septiembre 1955
- Número 9, Diciembre 1955
- Número 10, Abril 1956
- Número 11, Diciembre 1956

#### Manuscript Reading Room

- Records of the Women's International League for Peace and Freedom, United States Section, 1919-1959 : guide to the Scholarly Resources microfilm edition / editor, Eleanor Barr

#### Rare Book/Special Collections Reading Room

- *Equal Nationality Campaign at Geneva*, Inter-American Commission of Women, Pan American Union, Washington, D.C., (Women's Nationality and 1932 League Assembly, Final Report by Lilian Von Matsch, Chairman of Sub-Committee for Propaganda of the Women's Consultative Committee on Nationality, Created by the League of Nations).

#### Law Reading Room

- *A comparison of the political and civil rights of men and women in the United States. Statement interpreting the laws of the United States with respect to the political and civil rights of women compared to the political and civil rights of men, compiled by the Inter American Commission of Women and presented for action by the Seventh International Conference of American States, 74th Congress, 2d Session, Senate Document No 270, United States, Government Printing Office, Washington, 1936.*
- *Informe de la Comisión Interamericana de Mujeres a la Novena Conferencia Internacional Americana sobre Derechos Civiles y Políticos de la Mujer*, Washington, D.C., Febrero 1948.
- *Informe de la Comisión Interamericana de Mujeres a la Séptima Conferencia Americana sobre los Derechos Civiles y Políticos de la Mujer*, Montevideo, Diciembre de 1933.
- *The Nationality of Women. Report presented by the Inter American Commission of Women to the Seventh Conference of American Republics*, Montevideo, December 1933.
- *Situación de la Mujer en la Legislación de los países de América (Punto 9 del Temario)*, O.E.A./Ser.L/II.2.19, CIM/doc.34/78, 28 octubre 1978, Original: Español; Decimanovena Asamblea de la CIM, 26 octubre - 4 noviembre 1978, Washington,

D.C., 1978 - Cincuentenario de la Comisión Interamericana de Mujeres/Organización de los Estados Americanos, Secretaría General de la Organización de los Estados Americanos, Washington, D.C., 20006.

## 2) Archives de Carrie Chapman Catt

**The New York Public Library, New York – Etats-Unis.**

- General Correspondence, 1904-1947, 1916, Boîte 1.
- Organizational Files, 1904-1947, Boîte 3.
- Articles 1900-1941, Boîte 7.

## 3) Archives du MNR

**International Institute for Social History, Amsterdam – Pays Bas.**

Bolivia - Archivo del Movimiento Nacionalista Revolucionario, 1942-1997

- Brochures: 1942-1997 - 1/178
- Revues et bulletins 1942-1997 - 179
- Fiches hémérothèque 1928-1958

## Entretiens

### **Entretiens vidéos :**

- Entretien réalisé à María Luisa Sánchez Bustamante par Mariana Baptista Alvarez à La Paz, en 1979 et inclus dans l'article « Evolución de la mujer boliviana en los últimos 50 años » dans l'édition « Bodas de Oro » du journal *Ultima Hora*, avril 1979.
- Entretien vidéo *Dos Mujeres en la Historia*, avec Bethsabé Salmón et de María Luisa Sánchez Bustamante réalisé par Eva Urquidi, CIMCA, 1987.
- Entretien réalisé par María René Duchén avec Lydia Gueiler dans la série *Mujeres en la Tierra Prohibida. Testimonios de Mujeres protagonistas de la política boliviana*, Nuestra Esperanza, Konrad Adenauer Stiftung, La Paz, décembre 2008.

### **Entretiens :**

- Entretien réalisé avec Alejandra Alvarez, petite fille de Petronila Infantes, novembre 2013.
- Entretien réalisé avec Ligia Siles Crespo, petite fille de Gloria Serrano, août 2012.

- Entretien réalisé avec Hector Ormachea Peñaranda, neveu de María Teresa Solari Ormachea et petit-neveu de Antonia Zalles de Careaga juillet 2012.
- Entretien avec Guillermo Bedregal, ancien membre du MNR, juillet 2012.
- Entretien réalisé avec María Teresa Pérez Gueiler, fille de Lydia Gueiler, juillet 2012.
- Entretien réalisé avec Martha Nardín de Urioste, belle fille de María Luisa Sánchez Bustamante, janvier 2010.
- Entretien réalisé avec Guido Antezana, fils de Zoila Viganó de Antezana, janvier 2010.

### **Ouvrages utilisés comme sources**

- DE LA ROSA TORRES Laura Graciela, *La Guerra del Chaco. Mi visita a las trincheras y zanjas del velo*, Imp. Atenea, La Paz, 1935.
- VILLANUEVA Etelvina, *Acción Socialista de la mujer en Bolivia*, Cooperativa de Artes Gráficas E. Burillo Ltda., La Paz –Bolivie, 1970.
- GUEILER, Lydia, *La Mujer y La Revolución*, Editorial Los Amigos del Libro, La Paz – Bolivie, 1983.
- VIGANÓ Castañón Zoila, *Conflicto Boliviano – Paraguayo*, Editorial “AMERICA”, La Paz, 1935.
- MINISTERIO de Educación y Cultura, *Zoila Viganó de Antezana. Mujer de las Américas 1983 1986*, n.d.
- MUNDY HILDA, *Bambolla, Bambolla: cartas, fotografías, escritos*, Mariposa Mundial, Editorial La Mariposa Mundial, La Paz, 2016.
- ALARCON A. Ricardo J. (dir.), *Bolivia en el Primer Centenario de su Independencia*, livre publié par le gouvernement de Bolivie, 1925.
- « Breve Historia de la Cruz Roja Boliviana », *Boletín de la Cruz Roja Boliviana*, año I, n°3, juin 1945, La Paz, collection personnelle de Hector Ormachea.

# Bibliographie

## **Amérique Latine général**

BETHELL Leslie (éd.),  
« La izquierda desde 1920 » in *Historia de América Latina. Política y sociedad desde 1930, t.12*, Cambridge University Press, Crítica, Barcelone, 1997.

CLAVERO Bartolomé,  
*Geografía jurídica de América Latina: pueblos indígenas entre constituciones mestizas*, Siglo XXI, México, 2008.

STEPAN Nancy,  
*The Hour of Eugenics: Race, Gender and Nation in Latin America*, Cornell University Press, Ithaca, États-Unis, 1991.

## **Bolivie général**

AGUIRRE José Luis, REYES Jaime et ARROYO Carlos,  
« Aproximación a una trilogía de la radio en Bolivia », *Punto Cero*, vol.8, n° 6, p.58-63, 2003.

BROCKMANN Roberto,  
*Dos disparos al amanecer. Vida y muerte de Germán Busch*, Plural, La Paz, 2016.

BROOKE Larson,  
« Capturando cuerpos, corazones y mentes del indio: la generación política de la reforma rural de la escuela en Bolivia, 1910-1952 », dans *Decursos*, n°12, CESU, Cochabamba, 2004.

DUNKERLEY James, SOLIZ Carmen et DUNKERLEY James,  
*Rebelión en las venas: la lucha política en Bolivia, 1952-1982*, 2017.

EJERCITO de Bolivia,  
*Soldados de siempre. Historia del Ejército de Bolivia*, La Paz, 2003.

GOTKOWITZ Laura,  
*La revolución antes de la Revolución. Luchas indígenas por tierra y justicia en Bolivia, 1880-1952*, Plural Editores, Bolivia, 2001.

IRUROZQUI Marta,  
“A bala, piedra y palo”. *La construcción de la ciudadanía política en Bolivia, 1826-1952*, Diputación de Sevilla, Séville, 2000.

KLEIN Herbert S.,  
*Orígenes de la revolución nacional boliviana: la crisis de la generación del Chaco*, Juventud, 1968.

*Historia de Bolivia*, La Paz, Librería Editorial « Juventud », 1991.

- KNUDSON Jerry W.,  
*Bolivia, press and revolution, 1932-1964*, University Press of America, 1986.
- LEAÑO ROMAN Eduardo,  
*Sistemas electorales en Boliva. La Conversión de votos del Ejecutivo y Legislativo*,  
 Unidad de Análisis e Investigación del Area de Educación Ciudadana de la Corte  
 Nacional Electoral, Corte Nacional Electoral, La Paz – Bolivia, février 2005.
- LORA Guillermo,  
*Historia del movimiento obrero en Bolivia*, Los Amigos del Libro, La Paz, 6 tomes  
 publiés entre 1967 et 1980.
- MALLOY James,  
*Bolivia, the Uncompleted Revolution*, University of Pittsburg Press, Etats-Unis, 1990.
- MARTINEZ Françoise,  
 « *Régénérer la race* ». *Politique éducative en Bolivie, (1898-1920)*, Éditions de  
 l'IHEAL, 2010.
- MESA, DE José, GISBERT Teresa et MESA GISBERT Carlos D.,  
*Manual de Historia de Bolivia*, Editorial Gisbert, La Paz, 2008.
- SCHELCHKOV Andrei,  
 « La influencia de los regímenes totalitarios europeos en Bolivia en vísperas de la  
 segunda guerra mundial », *Anuario del Archivo y Bibliotecas Nacionales de Bolivia*,  
 Sucre, p.25-53, 2000.
- STEFANONI Pablo,  
*Los Inconformistas del Centenario. Intelectuales, socialismo y nación en una Bolivia  
 en crisis (1925-1939)*, Plural Editores, La Paz, 2015.
- ZULAWSKI Ann,  
*Unequal Cures: Public Health and Political Change in Bolivia, 1900-1950*, Duke  
 University Press, Durham, 2007.

## **Guerre du Chaco**

### Historiographie bolivienne :

- ANTEZANA VILLAGRAN Jorge,  
*La Guerra del Chaco: análisis y crítica sobre su conducción*, Editorial Mundy Color,  
 La Paz, 1982.
- BAPTISTA GUMUCIO Mariano,  
*Historia gráfica de la guerra del Chaco*, Ultima Hora, La Paz, 1982.
- PAZ SOLDAN Pol Alberto,  
*Conducción de la Fuerza Aérea boliviana en la Guerra del Chaco*, Paz Soldán Pol, La  
 Paz, 1990.

QUEREJAZU CALVO Roberto,  
*Masamaclay: historia política, diplomática y militar de la Guerra del Chaco*,  
Editorial Los Amigos del Libro, La Paz, 1981.

#### Historiographie paraguayenne :

AYALA QUEIROLO Víctor,  
« Los ejércitos de la Guerra del Chaco », *Anuario de la Academia de Historia Militar del Paraguay*, n° 1, 1985.

FERNANDEZ Carlos José,  
*La guerra del Chaco*, Asunción, Dirección de Publicaciones de las FF. AA. NN.,  
1976.

RAHI Arturo,  
*El Chaco paraguayo: una historia de despojos, renunciadas, mutilaciones y entregas*,  
Asunción, Paraguay: F17, 2006.

#### Autres historiographies :

ESTIGARRIBIA José Félix et YNSFRÁN Pablo Max,  
*The Epic of the Chaco: Marshal Estigarribia's Memoirs of The Chaco War, 1932-1935*, 2011.

FARCAU Bruce W.,  
*The Chaco War: Bolivia and Paraguay, 1932-1935*, Praeger, Westport, Connecticut,  
1996.

HUGUES Matthew,  
« Logistics and Chaco War: Bolivia versus Paraguay, 1932-1935 », *The Journal of Military History*, n° 69, p.411-437, Avril 2005.

JEFFS Castro Leonardo,  
« Combatientes e instructores militares chilenos en la Guerra del Chaco », *Revista Universum*, n° 1, p.58-85, 2005.

ZOOK David H.,  
*The conduct of the Chaco War*, Bookman Associates, New York, 1961.

### **Les femmes et la guerre**

ANDRIEU Claire et BARD Christine (dir.),  
« Femmes en résistance à Ravensbrück », *Histoire@Politique*, n°5, 2008;

ANDRIEU Claire,  
« Les résistantes, perspectives et recherche », dans PROST Antoine (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Editions de l'Atelier, Paris, 1997.

AUDOIN-ROUZEAU Stéphan et WERTH Nicholas (éd.),  
*Yashka, journal d'une femme combattante, Russie 1914-1917*, A. Colin, Paris, 2012.

- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane,  
*L'Enfant de l'ennemi, 1914-1918*, Aubier, Paris, 1995.
- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Annette,  
*14-18. Retrouver la guerre*, Gallimard, Paris, 2000.  
*Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Bayard Presse, Paris, 2004.
- BALLESTEROS GARCIA Rosa María,  
« El efecto de Cronos. Brigadistas olvidadas por la historia », *Aposta. Revista de Ciencias Sociales*, n°38, 2008.
- BARD Christine,  
*Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914-1940*, Fayard, Paris, 1995.
- BAREIRO Line, SOTO Clyde et MONTE Mary,  
*Alquimistas. Documentos para otra historia de las mujeres*, Centro de Documentación y Estudios, Asunción, 1993.
- BEATTIE Peter M.,  
*The Tribute of Blood, Army, Honor, Race, and Nation in Brazil 1864-1945*, Duke University Press, Durham, 2001.  
« Measures of Manhood: Honor, Enlisted Army Service, and Slavery's Decline in Brazil, 1850-1890 », dans GUTTMAN Matthew G. (dir.), *Changing Men and Masculinities in Latin America*, Duke University Press, Durham, 2003.
- BECKER Annette,  
*Les Cicatrices rouges : 14-18. France et Belgique occupées*, Fayard, Paris, 2010.
- BECKER Jean-Jacques, JAY M. Winter, KRUMEICH Gerd, BECKER Annette et AUDIOIN-ROUZEAU Stéphane,  
*Guerres et Cultures, 1914-1918*, A. Colin, Paris, 1994.
- BETTE Peggy,  
« Veuves et veuvage de la Première Guerre Mondiale, Lyon (1914-1924) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°98, p.191-202.  
« Veuves françaises de la Première Guerre Mondiale. Statuts, itinéraires et combats », thèse sous la dir. de Sylvie Schweitzer, Université Lyon 2, 2008.
- BRAYBON Gail et SUMMERFIELD Penny,  
*Out of the Cage: women's experience in two world wars*, Pandora, Londres, 1987.
- CABANES Bruno et PIKETTY Guillaume (dir.),  
*Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Taillandier, Paris, 2009.
- CABRERO Claudia,  
*Mujeres contra el franquismo (Asturias 1937-1952) : vida cotidiana, represión y resistencia*, KRK Ediciones, Oviedo, Espagne, 2006.
- CAPDEVILA Luc,  
« Genre et armées d'Amérique Latine », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°20  
« Armées », 2004.

- « L'identité masculine et les fatigues de la guerre (1914-1945) » dans, BRANCHE Raphaëlle et VOLDMAN Danièle (dir.), « Histoire des femmes, histoire des genres », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°75, p.97-108, 2002.
- « La mobilisation des femmes dans la France combattante (1940-1945) » dans AUSLANDER Leora et ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.), « Le genre de la nation », *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, n°12, p.57-80, 2000.
- CAPDEVILA Luc et GODINEAU Dominique (dir.),  
« Armées », *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, n°20, 2004.
- CAPDEVILA Luc, ROUQUET François, VIRGILI Fabrice et VOLDMAN Danièle,  
*Hommes et femmes dans la France en guerre: (1914-1945)*, Payot, Paris, 2003.
- CENARRO Angela,  
*La sonrisa de Falange : Auxilio Social en la Guerra Civil y la posguerra*, Crítica, Barcelone, 2005.
- CENARRO LAGUNAS Angela,  
« Movilización femenina para la guerra total (1936-1939) : un ejercicio comparativo », *Historia política : Ideas, procesos y movimientos sociales*, n°16 p.159-182, 2006.
- DANIEL Ute,  
*The War from Within: German working class women in the First World War*, Berg Publishers, Oxford et New York, 1997.
- DE LA FUENTE Ariel,  
*Children of Facundo. Caudillos and Gauchos Insurgency during the Argentine State-Formation Process (La Rioja 1853-1870)*, Duke University Press, Durham, 2000.
- DOMINGO Carmen,  
*Nosotras también hicimos la guerra. Defensoras y sublevadas*, Flor del Viento, Barcelone, 2006.
- DOUZOU Laurent,  
*Lucie Aubrac*, Perrin, Paris, 2009.
- FLORES G. de ZARZA Idalia,  
*La mujer paraguaya protagonista de la historia, 1870-1935. Guerra del Chaco*, Intercontinental, Asunción, Paraguay, 1993.
- FRADKIN Raul O.,  
« Centaures de la pampa. Le gaucho, entre l'histoire et le mythe », *Annales, Sciences Sociales*, n°58, p.109-133, 2001.
- FRIDENSON Patrick (dir.),  
*L'Autre front*, cahier du *Mouvement Social* n°2, Les éditions ouvrières, Paris, 1977.  
L'ouvrage a été actualisé et traduit en anglais sous le titre *The French Home Front 1914-1918*, Berg Publishers, Providence/Oxford, 1992.
- FUSSEL Paul,  
*A la guerre. Psychologie et comportement des soldats pendant la Seconde Guerre mondiale*, Points Seuil, Paris, 1992.



- GANSON DE RIVAS Barbara,  
 « Siguiendo a sus hijos al combate : la mujer en la guerra del Paraguay 1864-1870 », *Suplemento antropológico*, Universidad Católica « Nuestra Señora de la Asunción », vol.XXXIII, n°1-2, p.194-232, 1998.
- GILZMER Mechtild, LEVISSE-TOUZE Christine et MARTENS Stefan (dir.),  
*Les Femmes dans la Résistance en France*, Taillandier, Paris, 2003.
- GINARD David,  
*Dona, Guerra Civil y franquismo*, Edicions Documenta Balear, Palma, 2011.
- GOETZE Diane,  
 « Revolutionary Women: From *Soldaderas* to *Comandantas*. The Roles of Women in the Mexican Revolution and in the Current Zapatista Movement », ATCLab, University of Texas, Austin, 1997.
- GOMEZ María Asunción,  
 « Feminismo y anarquismo : el papel de Mujeres Libres en la Guerra Civil española », dans WOLLENDORF Lisa (ed.), *Literatura y feminismo en España (S : XV-XXI)*, Icaria, Barcelona, p.267-284, 2005.
- HERRMAN Gina,  
 « Mujeres de la izquierda radical en la Guerra Civil Española » et ANDRES GRANEL H., « Queremos escribir de nuevo la palabra mujer » : Mujeres Libres y la construcción de una nueva identidad femenina », dans MILLAN MUÑO María Angeles et PEÑA ARDID Carmen (éd.), *Las mujeres y los espacios fronterizos*, Prensas Universitarias, Zaragoza, 2007.
- HIGONNET Margaret R., JENSON Jane, MICHEL Sonya et WEITZ Margaret C. (éd),  
*Behind the Lines: gender and the two world wars*, Yale University Press, New Haven, États-Unis, 1987.
- Nurses at the Front: writing the wounds of the Great War*, Northeastern University Press, Boston, 2001.
- HORNE John,  
 « Corps, lieux, nation. La France et l'invasion de 1914 », *Annales HSS*, n°55/1, p.73-109, 2000.
- HUSS Marie-Monique,  
*Histoires de famille, 1914-1918. Cartes postales et culture de guerre*, Editions Noësis, Paris, 2000.
- INSTITUTO DE LA MUJER (éd.),  
*Las Mujeres y la Guerra Civil española*, Instituto de la Mujer, 1991.
- ITURBE Lola,  
*La mujer en la lucha social y en la Guerra Civil Española*, LaMalatesta, Madrid, 2012.

JACKSON Angela,

*Las mujeres británicas en la Guerra Civil Española*, Publicacions de la Universitat de València, Valencia, 2010. L'ouvrage original en anglais s'intitule : *British Women and the Spanish Civil War*, Routledge, Londres/New York, 2002.

JOLY Maud,

« Las violencias sexuadas de la Guerra Civil española : paradigma para una lectura cultural del conflicto », *Historia Social*, n°61, p.89-107, 2008.

« Dire la guerre et les violences : femmes et récits pendant la guerre d'Espagne », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°37 (2), p.199-200, 2007.

« Souffrances de corps, souffrances des territoires. La République espagnole en guerre se reconte », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°42 (2), p.73-90, 2012.

KENT Susan Kingsley,

*Making Peace: the reconstruction of gender in interwar Britain*, Princeton University Press, Princeton, 1993.

LE NAOUR Jean-Yves,

*La Honte noire. L'Allemagne et les troupes coloniales françaises, 1914-1945*, Hachette, Paris, 2004.

*Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les Mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, Paris, 2002.

LECLERC Françoise et WENDLING Michèle,

« La répression des femmes coupables de collaboration », dans THEBAUD Françoise (dir.), « Résistances et libérations, France, 1940-1945 », *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, n°1, p.129-150, 1995.

LEDESMA VERA José Luis,

« Las mujeres en la répression republicana : apuntes sobre un ángulo muerto de la Guerra Civil española », dans NASH Mary et TAVERA Susana, *Las mujeres y las guerras : el papel de las mujeres en las guerras de la Edad Antigua a la Contemporánea*, Icaria, Barcelona, 2003.

LEED Eric J.,

*No Man's Land: combat and identity in World War I*, Cambridge University Press, Cambridge, 1979.

LINES Lisa M.,

*Milicianas: women in combat in the Spanish Civil War*, Lexington Books, Lanham, Maryland, États-Unis, 2012.

LUDMER Josefina,

*The Gaucho Genre. A Treatise on the Motherland*, Duke University Press, Durham, 2002.

LUNN Joe,

« Male identity and martial codes of honour : a comparison of the war memoirs of Robert Graves, Ernst Jünger and Kande Kamara », *The Journal of Military History*, n°69, p.713-736, 2005.

- MACIAS Anna,  
*Against All Odds: The Feminist Movement in Mexico to 1940*, Greenwood Press, Westport, Connecticut, États-Unis, 1982.
- MAILÄNDER Elissa,  
 « La violence des surveillantes des camps de concentration national-socialistes (1939-1945) : réflexions sur les dynamiques et logiques du pouvoir », *Encyclopédie en ligne des violences de masse*, [www.massviolence.org](http://www.massviolence.org).
- MASSARE DE KOSTIANOVSKY Olinda,  
*La Mujer paraguaya. Su participación en la Guerra Grande*, Talleres Gráficos de la Escuela Técnica Salesiana, Asunción, Espagne, 1970.
- MCMILLAN JAMES F.,  
*Housewife or Harlot? The place of women in French society 1870-1940*, The Harvester Press, Brighton, Royaume-Uni, 1981.
- MEINEN Insa,  
*Wehrmacht et prostitution sous l'Occupation (1940-1945)*, Payot, Paris, 2006.
- MENDIETA ALATORRE Angeles,  
*La Mujer en la Revolución mexicana*, Talleres Gráficos de la Nación, Mexico, 1961.
- MITCHELL David,  
*Women on the Warpath : the Story of Women of the First World War*, Jonathan Cape, London, 1966 ; MARWICK Arthur, *Women at War 1914-1918*, Harper Collins, Wallingford, Royaume-Uni, 1977.
- MORCILLO GOMEZ Aurora,  
 « Feminismo y lucha política durante la II República y la Guerra Civil », dans FOLGUERA Pilar (coord.), *El feminismo en España : dos siglos de historia*, Editorial Pablo Iglesias, Madrid, 2007.
- MORIN-PELLETIER Mélanie,  
*Briser les ailes de l'ange. Les infirmières militaires canadiennes (1914-1918)*, Athéna, Outremont, Québec, Canada, 2005.
- MOSSE George,  
*De la Grande Guerre au totalitarisme. La Brutalisation des sociétés européennes*, Hachette, Paris, 1999.
- NARVAEZ ALBA M.V.,  
*La imagen de la mujer en la Guerra Civil : un estudio a traves de la prensa gaditana (1936-1939)*, Quorum, Cádiz, Espagne, 2009.
- NASH Mary,  
*Rojas. Las mujeres republicanas en la Guerra Civil*, Taurus, Madrid, (1999), 2003.
- NASH Mary (coord.),  
*Ciudadanas y protagonistas históricas: mujeres republicanas en la II República y la Guerra Civil*, Congreso de los Diputados, Madrid, 2009.

- PEROTIN-DUMON Anne,  
« El 9º Batallón y sus soldaderas : la Revolución Mexicana, 1910-1920 », dans *El Género en historia* : [www.sas.ac.uk/ilas/genero\\_portadilla.htm](http://www.sas.ac.uk/ilas/genero_portadilla.htm) , 2000.
- PETIT Stéphanie,  
*Les Veuves de la Grande Guerre*, Maisonneuve & Larose, Paris, 2004.
- PONIATOWSKA Elena,  
*Las Soldaderas*, Ediciones ERA/INAH, México, 1999.
- POTTHAST-JUTKEIT Barbara,  
« Residentas, destinadas y otras heroínas : el nacionalismo paraguayo y el rol de la mujer en la Guerra de la Triple Alianza » dans POTTHAST-JUTKEIT Barbara et SCARZANELLA Eugenia (dir.), *Mujeres y naciones en América Latina : problema de inclusión y exclusión*, Vervuert, Frankfurt am Main, 2001.
- PRADA Julio (éd.),  
*Franquismo y represión de género en Galicia*, Los Libros de la Catarata, Madrid, 2013.
- QUINTANA T. Juan R.,  
« Las Rabonas : Género y estigma social en el Ejército a fines del Siglo XIX », *Historias de Mujeres. Revista de la Coordinadora de Historia*, n°1, La Paz, p.63-74, 1997.
- RAMOS Sara,  
« La educación de la mujer durante la Guerra Civil, en diferentes contextos geográficos rurales y urbanos », *Sarmiento : Anuario galego de historia da educación*, n°7, p.99-128, 2003
- REBOLLO MESAS María Pilar,  
*El Servicio Social de la Mujer en la provincia de Huesca (1937-1978)*, Gobierno de Aragón, Zaragoza, 2003.
- REGALADO PINEDO Aristarco,  
« La mujer mexicana vista por los franceses, 1861-1867 », *Estudios del Hombre – Género y trabajo*, n°16, p.93-120, Guadalajara, Mexique, 2002.
- REYNOLDS Siân,  
*France between the Wars: gender and politics*, Routledge, Londres, 1996.
- RICHMOND Kathleen,  
*Las mujeres en el fascismo español. La Sección Femenina de la Falange, 1934-1959*, Alianza Editorial, Madrid, 2004.
- ROBERTS Mary Louise,  
*Civilization without Sexe : reconstructing gender in postwar France, 1917-1927*, The University of Chicago Press, Chicago, 1994.
- Des GI et des femmes. Amours, viols et prostitution à la Libération*, Seuil, coll. « Univers historique », Paris, 2014.

- ROUQUET François, VIRGILI Fabrice et VOLDMAN Danièle,  
*Amours, guerres et sexualités, 1914-1945*, Gallimard BDIC/Musée de l'Armée, Paris, 2007.
- ROUQUIE Alain,  
*L'Etat militaire en Amérique Latine*, Seuil, Paris, 1982, cité dans CAPDEVILA Luc,  
 « Genre et armées d'Amérique Latine », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°20  
 « Armées », 2004.
- RUBIO LINIERS María Cruz et RUIZ FRANCO María del Rosario,  
 « Presencia, participación e ideología de las mujeres en la Guerra Civil española a  
 través de dos revistas : *Mujeres libres* e *Y. Revista para la mujer* », dans NASH Mary  
 et TAVERA Susana, *Las mujeres y las guerras : el papel de las mujeres en las guerras  
 de la Edad Antigua a la Contemporánea*, Icaria, Barcelona, 2003.
- RUPP Leila J.,  
*Mobilizing Women for War: German and American Propaganda, 1939-1945*,  
 Princeton University Press, Princeton, New Jersey, États-Unis, 1978.
- Worlds of Women: the making of an international women's movement*, Princeton  
 University Press, Princeton, New Jersey, États-Unis, 1998.
- SALAS Elizabeth,  
*Soldaderas in the mexican military. Myth and history*, University of Texas Press,  
 Austin, Texas, États-Unis, 1990.
- SHERIDAN Dorothy (dir.),  
*Wartime Women: a mass observation anthology*, Mandarin, Londres, 1990.
- SIMONIN Anne,  
 « La femme invisible : la collaboratrice politique » dans ANDRIEU Claire et  
 MARGAIRAZ Michel, « Nouveaux regards sur l'histoire de la France dans la Seconde  
 Guerre Mondiale », *Histoire@Politique*, n°9, 2009.
- SOTO Shirlene Ann,  
*The Mexican Women: A Study of Her Participation in the Revolution, 1910-1940*,  
 PhD, Université du Nouveau Mexique, 1977.
- SUMMERFIELD Penny,  
*Women Workers in the Second World War: production and patriarchy in conflict*,  
 Croom Helm, Londres, 1984.
- THEBAUD Françoise (dir.),  
*Les Femmes au temps de la guerre de 14*, Petite Bibliothèque Payot, Paris, (1986),  
 2013.
- « Résistances et Libérations, France 1940-1945 », *Clio. Histoires, Femmes et Sociétés*,  
 1.
- « Le féminisme à l'épreuve de la guerre », dans THALMANN Rita (dir.), *La Tentation  
 nationaliste 1914-1945*, Deuxtemps Tierce, Paris, p.17-46, 1990.
- « Penser les guerres du XX<sup>e</sup> siècle à partir des femmes et du genre. Quarante ans  
 d'historiographie », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°39, 2014.

- THOM Deborah,  
*Nice Girls and Rude Girls: women workers in World War I*, I.B. Tauris, Londres, 1998.
- TRIBO I TRAVERIA Gemma,  
 « Mujeres y refugiados en la retaguardia republicana durante la Guerra Civil (1936-1939) », dans NASH Mary et TAVERA Susanna (coord.), *Las mujeres y las guerras : el papel de las mujeres en las guerras de la Edad Antigua a la Contemporánea*, Icaria, Barcelona, 2003.
- TURNER Frederick C.,  
 « Los efectos de la participación femenina en la Revolución de 1910 », *Historia Mexicana*, n°64, p.603-620, 1967.
- VALENZUELO DE FRANCO TORRES Gabriela,  
*Vicisitudes de la Residenta durante la Guerra Grande*, Conférence prononcée à l'Institut de Culture Hispanique, Asunción, Espagne, 30 juin 1967.
- VEGA Eulàlia,  
*Pioneras y revolucionarias : mujeres libertarias durant la República, la Guerra Civil y el Franquismo*, Icaria, Barcelona, 2010 ;
- VIDAL-NAQUET Clémentine,  
 « *Te reverrai-je ?* » *Le lien conjugal pendant la Grande Guerre*, Thèse de doctorat en Histoire, EHESS, Paris, 2013.
- VIRGILI Fabrice,  
*Naître ennemi. Les Enfants de couples franco-allemands nés pendant la Seconde Guerre Mondiale*, Payot, Paris, 2009.
- La France « virile ». Des Femmes tondues à la Libération*, Payot, Paris, 2000.
- WALL Richard et WINTER Jay (dir.),  
*The Upheaval of War: family, work and welfare in Europe, 1914-1918*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.
- WEITZ Margaret Collins,  
*Les Combattantes de l'Ombre. Histoire des femmes dans la Résistance*, Albin Michel, Paris, 1997.
- WOOLACOTT Angela,  
*On Her Their Lives Depend: munitions workers in the Great War*, University of California Press, Berkeley, Californie, États-Unis, 1994.

## **Histoire des femmes/Féminismes**

- BARD Christine,  
*Les filles de Marianne : Histoire des féminismes, 1914-1940*, Fayard, Paris, 1995.
- OFFEN Karen et FERRANDIS Garayo Marisa,  
 « Définir el feminismo : Un análisis histórico comparativo », *Historia Social*, n°9, p.103-135, 1991.

PERROT Michelle,

*Mon histoire des femmes*, Éditions du Seuil, France, 2006.

*Les Femmes ou les Silences de l'Histoire*, Flammarion, 2ème édition, France, 2012.

SCOTT Joan,

“Gender: A Useful Category of Historical Analysis”, *American Historical Review*, vol.91, n°5, décembre 1986, et inclus dans SCOTT J., *Gender and the Politics of History*, 1988, puis traduit en français sous le titre de “Genre, une catégorie utile de l’analyse historique”, numéro spécial des Cahiers du GRIF intitulé *Le genre de l’histoire*, n°37-38, p.141, 1988.

## Mouvements transnationaux de femmes

ARRIZABALAGA Marie Pierre, BURGOS-VIGNA Diana et YUSTA Mercedes (Dir.),

*Femmes sans frontières. Stratégies transnationales féminines face à la Mondialisation, XVIII-XXI siècles*, Peter Lang SA, Editions scientifiques internationales, Berne, 2011.

HAUSSMANN Melissa et SAUER Birgit (éd.),

*Gendering the State in the Age of Globalization: Women’s Movements and State Feminism in Postindustrial democracies*, Rowman and Littlefield Publishers, New York, États-Unis, 2007.

LEE Muna,

*A Pan-American Life: Selected Poetry and Prose of Muna Lee*, University of Wisconsin Press, États-Unis, 2004.

MARX FERREE Myra et TRIPP Aili Mari (éd.),

*Global Feminism: Transnational Women’s Activism, Organising and Human Rights*, New York University Press, New York, États-Unis, 2006.

MILLER Francesca,

« Feminism and Foreign Policy in the Americas: Separate Conversations? », *Latin American Studies Association*, Guadalajara, Mexique, 1997.

« Latin American Feminism and the Transnational Arena », in *Women, Culture, and Politics in Latin America*, University of California Press, États-Unis, 1992.

« The International Relations of Women of the Americas, 1890-1928 », *The Americas: A Quarterly Review of Inter-American Cultural History*, 1986.

MOGHADAM Valentine,

*Globalizing Women. Transnational Feminist Networks*, John Hopkins University Press, Londres, 2005.

NAPLES Nancy et DESAI Manisha (éd.),

*Women’s activism and Globalization. Linking Local Struggles and Transnational Politics*, Routledge, Londres, 2002.

OFFEN Karen (éd.),

*Globalizing Feminisms, 1789- 1945*, 1 edition, Londres, New York, Routledge, 2009.

- RUPP Leila J.,  
*Worlds of Women: the making of an international women's movement*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, États-Unis, 1998.
- SINHA Mrinalini, GUY Donna et WOOLLACOTT Angela,  
*Feminisms and Internationalism*, Wiley, 1999.
- TESSADA S. Vanessa,  
 « Fronteras de la Comunidad Hispánica de Naciones. El Aporte de la Sección Femenina de Falange y su proyección en Latinoamérica », *ILCEA* (revue en ligne), n°18, juillet 2013.
- TOWNS Ann,  
 « The Inter-American Commission of Women and Women's Suffrage, 1920-1945 », *Journal of Latin American Studies*, n° 42, coll. « Cambridge University Press », p.779-807, 2010.
- TOWNS Ann,  
*Women and States: Norms and Hierarchies in International Society*, Cambridge University Press, Cambridge, New York, 2010.
- YUSTA RODRIGO Mercedes,  
 « Mujeres para después de una guerra mundial. La Federación Democrática Internacional de Mujeres, empoderamiento femenino a comienzos de la Guerra Fría (1945-1951) », dans GALLEGO FRANCO Henar et GARCIA HERRERO M. del Carmen, *Autoridad, poder e influencia. Mujeres que hacen historia*, Icaria Editorial, p.129-155, Barcelona, 2017.

## **Histoire des Femmes en Amérique Latine**

- ACHA Omar,  
 « Dos estrategias de domesticación de la mujer joven trabajadora : la Casa y el Hogar de la Empleada », dans BARRY C., RAMACCIOTTI K. & VALOBRA A. (ed.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres : entre la provocación y la inclusión*, Biblos, Buenos Aires, Argentine, 2008.
- AUZA Néstor Tomás,  
*Periodismo y feminismo en la Argentina, 1830-1930*, Emecé Editores, Buenos Aires, Argentine, 1988.
- BERGMANN Emilie, GREENBERG Janet, KIRKPATRICK Gwen, MASIELLO Francine, MILLER Francesca, MORELLO-FROSCH Marta, NEWMAN Kathleen et PRATT Mary Louise,  
*Women, Culture, and Politics in Latin America*, University of California Press, 1992.
- BOLOS Silvia,  
*Mujeres y espacio público: construcción y ejercicio de la ciudadanía*, Universidad Iberoamericana, 2008.



- CEJAS Mónica Inés et JAIVEN Ana Lau,  
*Mujeres y ciudadanía en México: estudios de caso*, Universidad Autónoma Metropolitana, Unidad Xochimilco, Editorial Itaca, 2011.
- En la encrucijada de género y ciudadanía: sujetos políticos, derechos, gobierno, nación y acción política*, México, DF, Universidad Autónoma Metropolitana, Unidad Xochimilco : Editorial Itaca, 2011.
- CHANEY Elsa,  
*Supermadre: women in politics in Latin America*, Austin, Published for Institute of Latin American Studies by University of Texas Press, États-Unis, 1979.
- EHRICK Christine Theresa,  
*Obrera, Dama, Feminista: Women's Associations and the Welfare State in Uruguay, 1900-1932*, University of California, États-Unis, 1997.
- GAVIOLA ARTIGAS Edda,  
*Queremos votar en las próximas elecciones: historia del movimiento sufragista chileno, 1913-1952*, LOM Ediciones, 2007.
- GOETSCHER Ana María,  
*Educación de las mujeres, maestras y esferas públicas: Quito en la primera mitad del siglo XX*, Editorial Abya Yala, 2007.
- Orígenes Del Feminismo en el Ecuador: Antología*, CONAMU, 2006.
- GONZÁLEZ-RIVERA Victoria,  
*Before the revolution: Women's rights and right-wing politics in Nicaragua, 1821-1979*, Pennsylvania, Pennsylvania State University Press, États-Unis, 2011.
- HAHNER June Edith,  
*Emancipating the female sex: the struggle for women's rights in Brazil, 1850-1940*, Duke University Press, Durham, États-Unis, 1990.
- JAQUETTE Jane S.,  
*The Women's Movement in Latin America: Participation and Democracy*, Westview Press, 1994.
- LAVRIN Asunción,  
 « Cambiando Actitudes sobre el Rol de la Mujer: Experiencia de los Países del Cono Sur a Principios de Siglo », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe / European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n° 62, p.71-92, Juin 1997.
- « Women, Labor and the Left: Argentina and Chile, 1890-1925 », *Journal of Women's History*, vol.1, n° 2, p.88-116, 1989.
- The ideology of feminism in the Southern Cone, 1900-1940*, Washington, D.C. (Smithsonian Institution Bldg), Latin American Program, the Wilson Center, 1986.
- Women, feminism, and social change in Argentina, Chile, and Uruguay, 1890-1940*, University of Nebraska Press, Lincoln, Nebraska, États-Unis, 1995.

- LAVRIN Asunción et ESCOBAR BUDGE María Teresa,  
*Mujeres, feminismo y cambio social en Argentina, Chile, y Uruguay*, [Santiago], Chili, Centro de investigaciones Diego Barros Araña, 2005.
- LAVRIN Asunción et WOODROW Wilson,  
*The ideology of feminism in the Southern Cone, 1900-1940*, Washington, D.C. (Smithsonian Institution Bldg., Washington 20560), Latin American Program, the Wilson Center, 1986.
- LUNA Lola G.,  
*El Sujeto Sufragista, Feminismo Y Feminidad En Colombia 1930-1957*, La Manzana de la Discordia, 2004.
- MACÍAS Anna,  
*Against all odds: the feminist movement in Mexico to 1940*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1982.
- MENÉNDEZ Susana,  
«Feminismo y cambio social en las primeras décadas del siglo XX», *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe / European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n° 52, p.125-132, Juin 1992.
- MILLER Francesca,  
*Latin American Women and the Search for Social Justice*, University Press of New England, Hanover, États-Unis, 1991.
- MOLYNEUX Maxine,  
*Movimientos de mujeres en América Latina: estudio teórico comparado*, Cátedra, 2003.
- OLCOTT Jocelyn,  
*Las hijas de la malinche: women's organizing and state formation in postrevolutionary Mexico, 1934-1940*, 2000.  
  
*Revolutionary women in postrevolutionary Mexico*, Duke University Press, Durham, États-Unis, 2005.
- PEREZ-FUENTES HERNANDEZ (éd.)  
*Entre dos orillas : Las Mujeres en la Historia de España y América Latina*, Icaria editorial, Barcelona, 2012.
- QUEIROLO G.,  
«La Federación de Asociaciones Católicas de Empleadas frente al trabajo femenino (Argentina, 1922-1954)», *Trabajos y Comunicaciones*, n°43, 2016.
- RODRÍGUEZ Victoria Elizabeth et Austin University of Texas at,  
*Women's participation in Mexican political life*, Westview Press, 1998.
- SOSA Estela Mary,  
*El papel de las mujeres paraguayas en la Guerra del Chaco (1932-1935): relaciones de género en contexto bélico*, Posadas, Misiones [Argentina], Editorial Universitaria, Universidad Nacional de Misiones, 2010.

SOTO Shirlene,

*Emergence of the Modern Mexican Woman: Her Participation in Revolution and Struggle for Equality, 1910-1940*, Denver, Colo, Arden Pr, 1990.

STONER K. Lynn,

*From the house to the streets: the Cuban woman's movement for legal reform, 1898-1940*, Duke University Press, Durham, 1991.

TUÑÓN Julia,

*Voces a las mujeres: antología del pensamiento feminista mexicano 1873-1953*, D.F., UACM, Universidad Autónoma de la Ciudad de México, México, 2011.

## **Femmes en Bolivie**

ALVAREZ María Elvira,

*Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie (1920-1952)*, Teseo Press, Buenos Aires, 2017.

ARAUCO María Isabel,

*Mujeres en la Revolución Nacional: Las Barzolas*, Distribución CINCO, La Paz, 1984.

ARDAYA Gloria,

*Política sin rostro: mujeres en Bolivia*, Editorial Nueva Sociedad, Venezuela, 1992.

BARRAGAN Rossana, QAYUM Seemin, SOUX María Luisa,

*De terratenientes a amas de casa. Mujeres de la élite de La Paz en la primera mitad del siglo XX*, Serie "Protagonistas de la Historia", Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivie, 1997.

DAVALOS ARZE Gladys,

*Los Pozos del Lobo*, Bolivia: Industrias Lara Bisch S.A., 2008.

DURAN JORDAN Florencia y SEOANE F. Ana María,

*El complejo mundo de la mujer durante la Guerra del Chaco*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Secretaría de Asunto Étnicos, de Género y Generacionales, Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivie, 1997.

EJERCITO de Bolivia,

*Soldados de siempre. Historia del Ejército de Bolivia*, La Paz, Bolivie, 2003.

ESTENSSORO VALDES, Renán y CANTUTA VELA, María Ana,

*Historia Cruz Roja Boliviana, 90 años sembrando humanitarismo, (1917-2007)*, Editorial Quatro Hnos, La Paz, Bolivie, 2007.

FLORES G. de ZARZA Idalia,

*La mujer paraguaya protagonista de la historia, 1870-1935. Guerra del Chaco*, Intercontinental, Asunción, Espagne, 1993.

- HUBER ABENDROTH Hans,  
*Pequeña biografía de María Luisa Sánchez Bustamante de Urioste (Malú)*, Editores: Ministerio de Desarrollo Humano, Subsecretaría de Asuntos de Género y Generacionales. Subsecretaría de Asuntos de Género, La Paz, Bolivia, 1997.
- MEDINACELI Ximena,  
*Alterando la rutina. Mujeres en las ciudades de Bolivia, 1920-1930*, CIDEM, La Paz, Bolivia, 1989.
- MUNDY, Hilda,  
*Cosas de fondo. Impresiones de la guerra del Chaco y otros escritos*, Ediciones Huayna Potosí, La Paz, Bolivia, 1989.
- OPORTO ORDOÑEZ Luis,  
*Las mujeres en la Historia de Bolivia. Imágenes y realidades del siglo XX (1900-1950)*, *Antología*, Anthropos, La Paz, Bolivia, 2001.
- REVOLLO QUIROGA Marcela,  
*Mujeres bajo prueba. La participación electoral de las mujeres antes del voto universal (1939 – 1949)*, Eureka Ediciones, La Paz, Bolivia, 2001.
- RIVERA CUSICANQUI Silvia, Universidad Mayor de San Andrés et Taller de Historia Oral Andina,  
*La Mujer andina en la historia*, Ediciones del THOA, La Paz, Bolivia, 1990.
- SEOANE F. Ana Maria,  
*Resistencia e insurgencia: la mujer paceña (1936 – 1952)*, Mémoire de Master, Université Internationale d'Andalousie, La Paz, Bolivia, 2001.
- SOSA ESTELA Mary,  
*El papel de las mujeres paraguayas en la Guerra del Chaco (1932-1935): relaciones de género en contexto bélico*, Editorial Universitaria, Universidad Nacional de Misiones, Posadas, Misiones Argentina, 2010.
- WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke,  
*Agitadoras de buen gusto. Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, Bolivia, 1989.
- WADSWORTH Ana Cecilia, DIBBITS Ineke, PEREDO Elizabeth, VOLGGER Ruth,  
*Polleras Libertarias. Federación Obrera Femenina, 1927-1965*, Tahipamu-Hisbol, La Paz, Bolivia, 1989.
- ZAVALA VIRREIRA Rocío,  
*Hilda Mundy: guerre, après-guerre et modernité: écriture d'avant-garde dans la Bolivie des années 30*, Thèse de Doctorat, Université Charles De Gaulle Lille 3, France, 2013.

## Sur la catégorie de “cholo/a”

BARRAGAN Rossana et SOLIZ Carmen,

“Identidades urbanas: el caso de los indígenas en las ciudades de La Paz y El Alto (Altiplano Norte), dans DENISE Y. Arnold (comp.) *¿Indígenas u obreros? La construcción política de identidades en el Altiplano boliviano*, Fundación Unir, La Paz, Bolivie, 2009.

BARRAGAN Rossana,

« Categorías e identidades en permanente definición », dans DENISE Y. Arnold (comp.) *¿Indígenas u obreros? La construcción política de identidades en el Altiplano boliviano*, Fundación Unir, La Paz, Bolivie, 2009.

« Entre polleras, lliqllas y ñañacas. Los mestizos y la emergencia de la tercera república », dans ARZE Silvia, ESCOBARI Laura (comps.), *Etnicidad, economía y simbolismo en los Andes*, HISBOL-IFEA, La Paz, Bolivie, 1992.

« Identidades indias y mestizas : una intervención al debate », *Autodeterminación*, n°10, La Paz, Bolivie, 1992.

BROOKE Larson,

« Capturando cuerpos, corazones y mentes del indio: la generación política de la reforma rural de la escuela en Bolivia, 1910-1952 », dans *Decursos*, n°12, CESU, Cochabamba, Bolivie, 2004.

DE LA CADENA Marisol,

“¿Son los mestizos híbridos? Las políticas conceptuales de las identidades andinas”, dans DE LA CADENA Marisol (ed.), *Formaciones de indianidad. Articulaciones raciales, mestizaje y nación en América Latina*, Envión, Popayán, Colombie, 2008.

« The political tensions of Representations and Misrepresentations: Intellectuals and Mestizos in Cuzco (1919-1990) », *Journal of Latin American Anthropology*, n°2, p.112-147, 1996.

LEHM Zulema A., RIVERA Silvia C.,

*Los artesanos libertarios y la ética del trabajo*, Ediciones del THOA, La Paz, 1988.

MORNER Magnus,

*La mezcla de razas en la historia de América Latina*, Paídon, Buenos Aires, Argentine, 1969.

PEREDO BELTRAN Elizabeth,

*Recuperas de los Andes : una aproximación a la identidad de la chola del mercado*, Fundación Solón, 2<sup>ème</sup> édition, La Paz, Bolivie, 2001.

RODRIGUEZ GARCIA Huascar,

*La choledad antiestatal. El anarcosindicalismo en el movimiento obrero boliviano (1912-1995)*, La Muela del Diablo Editores, La Paz, Bolivie, 2012.

RODRIGUEZ Gustavo, SOLARES SERRANO Humberto,

*Sociedad oligárquica, chicha y cultura popular: ensayo histórico sobre la identidad regional*, Editorial Serrano, Cochabamba, Bolivie, 1990.

- SELIGMANN J. Linda,  
 « To Be in between: The Cholas as Market Women », *Comparative Studies in Society and History*, Vol.31, n°4, p.694-721, Cambridge University Press, Royaume-Uni, 1989.
- SORUCO SOLOGUREN Ximena,  
*La ciudad de los cholos. Mestizaje y colonialidad en Bolivia, siglos XIX y XX*, IFEA-PIEB, La Paz, Bolivie, 2012.
- STEFANONI Pablo,  
 « *Qué hacer con los indios...* » y otros traumas irresueltos de la colonialidad, Plural Editores, La Paz, Bolivie, 2010.
- WEISMANTEL Mary,  
*Cholas and Pishtacos. Stories of race and sex in the Andes*, Chicago University Press, Chicago, États-Unis, 2001.

### **Sphère publique**

- AGUILA PERALTA Alicia del,  
*Callejones y mansiones: espacios de opinión pública y redes sociales y políticas en la Lima del 900*, Pontificia Universidad Católica del Perú, Fondo Editorial, Lima, Pérou, 1997.
- AVRITZER Leonardo,  
*Democracy and the public space in Latin America*, Princeton, N.J., Princeton University Press, États-Unis, 2002.
- BAKER Keith Michael,  
 « Defining the Public Sphere in Eighteenth Century France: Variations on a Theme by Habermas », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992.
- Inventing the French Revolution: Essays on French Political Culture in the Eighteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- BARKLEY BROWN Elsa,  
 « Negotiating and Transforming the Public Sphere: African American Political Life in the Transition from Slavery to Freedom », 1994.
- BARRACHINA Marie-Aline, BUSSY GENEVOIS Danièle et YUSTA Mercedes,  
*Femmes et démocratie: les Espagnoles dans l'espace public, 1868-1978*, Nantes, Éd. du Temps, 2007.
- BUFFINGTON Robert M.,  
*Criminal and Citizen in Modern Mexico*, Lincoln, University of Nebraska Press, États-Unis, 2000.
- BUTLER Judith, MENDIETA Eduardo et VAN ANTWERPEN Jonathan,  
*The power of religion in the public sphere*, Columbia University Press, New York, 2011.

- CALHOUN Craig J.,  
*Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992.
- CAULFIELD Susann, CHAMBERS Sarah C. et PUTNAM Lara,  
*Honor, status, and law in modern Latin America*, Duke University Press, Durham, États-Unis, 2005.
- CHAMBERS Sarah C.,  
*From subjects to citizens honor, gender, and politics in Arequipa, Peru, 1780-1854*, University Park, Pa., Pennsylvania State University Press, États-Unis, 1999.
- CHARTIER Roger,  
*The Cultural Origins of the French Revolution*, Duke University Press, Durham, États-Unis, 1991.
- DIETZ Mary G.,  
 « Review of: Women and the Public Sphere in the Age of the French Revolution by Joan B. Landes », *Political Theory*, vol.17, n° 4, p.692-696, 1989.
- EGER Elizabeth,  
*Women, writing, and the public sphere: 1700-1830*, Cambridge University Press, Cambridge, New York, 2001.
- ELEY Geoff,  
 « Nations, Publics, and Political Cultures: Placing Habermas in the Nineteenth Century », dans Calhoun Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992
- EMDEN Christian J et MIDGLEY David,  
*Beyond Habermas Democracy, Knowledge, and the Public Sphere*, Berghahn Books, New York, 2012.
- FARGE Arlette,  
*Subversive Words: Public Opinion in Eighteenth Century France*, University Park, The Pennsylvania State University Press, États-Unis, 1994.
- FORMENT Carlos,  
*Democracy in Latin America, 1760-1900*, vol.1, Civic Selfhood and Public Life in Mexico and Peru, University of Chicago Press, États-Unis, 2013.
- FRASER Nancy,  
*Transnationalizing the Public Sphere*, 1 edition, Polity, 2014.
- « What's Critical about Critical Theory? The Case of Habermas and Gender », *New German Critique* no. 35, p.97-131, 1985.
- « Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », *Social Text*, n° 25/26, p.56-80, 1990.
- GOTTDIENER Mark,  
*The social production of urban space*, University of Texas Press, États-Unis, 1994.

- GUERRA François-Xavier et LEMPERIERE Annick,  
*Los espacios públicos en Iberoamérica : Ambigüedades y problemas. Siglos XVIII-XIX*, Mexico, Centro de estudios mexicanos y centroamericanos, coll. « Historia », 2013.
- HABERMAS Jürgen,  
 « Further Reflections on the Public Sphere », dans CALHOUN Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992.
- L'espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris, 1988.
- HABERMAS Jürgen, CROSSLEY Nick et ROBERTS John Michael,  
*After Habermas: new perspectives on the public sphere*, Oxford, UK; Malden, MA, Blackwell Pub. : Sociological Review, 2004.
- HABERMAS Jürgen, LENNOX Sara et LENNOX Frank,  
 « The Public Sphere: An Encyclopedia Article (1964) », *New German Critique*, n° 3, p.49-55, 1974.
- HALL Catherine,  
 « Private persons versus public someones : class, gender and politics in England, 1780-1850 », dans Steedman Carolyn, Urwin Cathy et Walkerdine Valerie, *Language, Gender, and Childhood*, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1985.
- HANCHARD Michael,  
 « Black Cinderella? Race and the Public Sphere in Brazil », dans Hanchard Michael, *Racial Politics in Contemporary Brazil*, Duke University Press, Durham, États-Unis, 1999.
- HILL Mike et MONTAG Warren,  
*Masses, classes and the public sphere*, Verso, Londres, New York, 2000.
- HOLUB Robert C.,  
*Jürgen Habermas: critic in the public sphere*, London; New York, Routledge, 1991.
- JOSEPH Gilbert M., RUBENSTEIN Anne et ZOLOV Eric (éd.),  
*Fragments of a Golden Age: The Politics of Culture in Mexico since 1940*, Duke University Press Books, Durham, États-Unis, 2001.
- KEANE John,  
*Civil society and the state: new European perspectives*, Verso, 1988.
- LANDES Joan B.,  
*Women and the public sphere in the age of the French Revolution*, Cornell University Press, Ithaca, États-Unis, 1988.
- Feminism, the public and the private*, Oxford University Press, New York, 1998.
- LEFEBVRE Henri,  
*La production de l'espace*, 4e édition, Economica, 2000.



- LOMNITZ Claudio,  
« Ritual, rumour and corruption in the Constitution of Polity in Modern Mexico », *Journal of Latin American Anthropology*, vol.1, numéro 1, 1995.
- LOMNITZ-ADLER Claudio,  
*Exits from the Labyrinth: Culture and Ideology in the Mexican National Space*, First Edition edition, University of California Press, Berkeley, États-Unis, 1993.
- MAH Harold,  
« Phantasies of the Public Sphere: Rethinking the Habermas of Historians », *The Journal of Modern History*, vol.72, n° 1, p.153-182, Mars 2000.
- MAZA Sara C.,  
*Private Lives and Public Affairs: The Causes Célèbres of Prerevolutionary France*, University of California Press, États-Unis, 1993.
- MCKEE Patricia,  
*Public and private: gender, class, and the British novel (1764-1878)*, Minneapolis, University of Minnesota Press, États-Unis, 1997.
- MEEHAN Johanna,  
*Feminists read Habermas: gendering the subject of discourse*, New York, Routledge, 1995.
- MORA José María Luis (éd.),  
*Actores, espacios y debates en la historia de la esfera pública en la ciudad de México*, México, D.F., Instituto de Investigaciones Históricas : Instituto Mora, 2005.
- NEGT Oskar,  
*Public Sphere and Experience: Toward an Analysis of the Bourgeois and Proletarian Public Sphere*, traduit par Assenka Oksiloff et Peter Labanyo, University of Minnesota Press, 1993.
- OKIN Susan Moller,  
*Women in Western Political Thought: [with New Afterword]*, Princeton University Press, États-Unis, 1979.
- PATEMAN Carole,  
*The Disorder of Women: Democracy, Feminism and Political Theory*, Stanford University Press, États-Unis, 1989.
- PATEMAN Carole,  
The Sexual Contract, Stanford University Press, 1988 ; « The Fraternal Social Contract », dans KEANE John, *Civil society and the state: new European perspectives*, Verso, 1988.
- PICATTO Pablo,  
« ¿Modelo para armar? Hacia un acercamiento crítico a la teoría de la esfera pública », dans SACRISTAN Cristina, PICCATO PABLO (coords.), *Actores, espacios y debates en la historia de la esfera pública en la ciudad de México*, México, D.F., Instituto de Investigaciones Históricas : Instituto Mora, 2005.

- POPE Barbara Corrado,  
« Feminism, the Public and the Private, Edited by Joan B. Landes, Review by Barbara Corrado Pope », *Hypatia*, vol.14, n° 3, p. 179-182, Juillet 1999.
- RYAN Mary P.,  
« Gender and Public Access: Women's Politics in Nineteenth-Century America », dans Calhoun Craig J., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1992.
- SABATO Hilda,  
*Ciudadanía política y formación de las naciones: perspectivas históricas de América Latina*, Colegio de México, 1999.
- « Citizenship, Political Participation and the Formation of the Public Sphere in Buenos Aires 1850s-1880s », *Past and Present*, p.139-163, 1992.
- SACRISTÁN Cristina, PICCATO PABLO (coord.),  
*Actores, espacios y debates en la historia de la esfera pública en la ciudad de México*, México, D.F., Instituto de Investigaciones Históricas : Instituto Mora, 2005.
- SCOTT Joan Wallach,  
*Gender and the Politics of History*, Columbia University Press, New York, États-Unis, 1988.
- SCOTT Joan Wallach et KEATES Debra,  
*Going public: feminism and the shifting boundaries of the private sphere*, University of Illinois Press, États-Unis, 2004.
- SEWELL William Hamilton,  
*Work and Revolution in France: the Language of Labor from the Old Regime to 1848*, Cambridge University Press, New York, Cambridge, 1980.
- SILTANEN Janet et STANWORTH Michelle,  
*Women and the public sphere: a critique of sociology and politics*, St. Martin's Press, New York, 1984.
- STEEDMAN Carolyn, URWIN Cathy et WALKERDINE Valerie,  
*Language, Gender, and Childhood*, Routledge & Kegan Paul, 1985.
- THOMPSON Edward Palmer,  
*The Making of the English Working Class*, Penguin, Royaume-Uni, 2002.
- WARNER Michael,  
*Publics and counterpublics*, New York; Cambridge, Zone Books ; Distributed by MIT Press, 2002.